

A27262 14/8

JHE FR 123 REcueils de la SOCIÉTÉ de la GUERRE VOL 2: "L'ÉVÉNEMENT POUR DÉLITS MILITAIRES", 1969, - 1 VOL, BOUND

RECUEILS
de la
SOCIETE INTERNATIONALE DE DROIT PENAL MILITAIRE
ET DE DROIT DE LA GUERRE

IV
QUATRIEME^{me} CONGRES INTERNATIONAL
MADRID
9-12 MAI 1967

Volume 2

L'EXTRADITION
POUR
DELITS MILITAIRES

STRASBOURG

1969

L'EXTRADITION POUR DELITS MILITAIRES

PRÉFACE

par

John GILISSEN

*Président de la Société internationale de
droit pénal militaire et de droit de la guerre
Auditeur général près la Cour militaire
Professeur à l'Université de Bruxelles*

Le quatrième Congrès international, organisé à Madrid par la « Société internationale de Droit pénal militaire et de Droit de la guerre » du 9 au 12 mai 1967, a été consacré en ordre principal à l'étude des délits militaires, et ce sous le double aspect des incriminations et de l'extradition. Les travaux consacrés à ces deux thèmes sont publiés dans le quatrième tome des « Recueils de la Société » ; ce tome est composé de deux volumes, le premier étant réservé à l'étude des incriminations en matière d'infractions militaires, le second aux études relatives à l'extradition pour infractions militaires.

D'autres problèmes en rapport avec les buts de la Société internationale ont été étudiés à Madrid au sein de trois commissions spécialisées : ils concernent la criminologie militaire, la protection de la vie humaine dans la guerre moderne, l'histoire du droit pénal et disciplinaire militaires. Les travaux de ces commissions sont brièvement analysés à la fin de la présente préface.

L'étude des délits militaires s'imposait comme thème d'un des congrès organisé par une Société scientifique internationale créée pour promouvoir « l'étude du droit pénal militaire et du droit de la guerre ». Après avoir consacré ses précédents congrès successivement aux rapports entre l'action pénale et l'action disciplinaire (Bruxelles, 1959), à la subordination dans le cadre de la collaboration militaire internationale, au statut de l'aéronef militaire dans le droit des gens (Florence, 1961), aux garanties des droits individuels dans la répression disciplinaire et pénale militaire (Strasbourg, 1964), il a semblé au Comité de direction de la Société qu'il était opportun d'aborder l'examen de la criminalité spécifiquement militaire, pour en définir le domaine, en rechercher les causes et en analyser certaines incidences internationales.

Trois voies s'ouvraient à la recherche dans ce domaine :

- d'une part, l'analyse des droits nationaux : elle a été abordée sous forme d'une étude de droit comparé, consistant à examiner comment*

chaque pays incrimine les diverses formes de la délinquance militaire. Ce fut l'objet du premier thème du Congrès de Madrid, intitulé « Les délits militaires » (1) ;

- d'autre part, les incidences internationales de la délinquance militaire ; parmi les divers problèmes qui auraient pu être étudiés, on a retenu celui de l'extradition pour délits militaires, deuxième thème du Congrès de Madrid ;
- enfin, une étude des causes de la délinquance militaire, c'est-à-dire une étude de criminologie militaire. En raison de l'insuffisance des travaux préparatoires dans ce domaine très neuf dans la plupart des pays, il a été finalement décidé d'en confier l'étude à une commission de spécialistes qui pourrait jeter les bases de cette branche nouvelle en faisant l'inventaire des résultats acquis et en recherchant les méthodes pour la faire progresser.

Méthode de travail

Pour les deux thèmes principaux, il a été procédé de la manière devenue classique pour les études comparatives : établir un questionnaire, demander à des spécialistes des différents pays participant aux activités de la Société d'y répondre, confier à un rapporteur général, pour chaque thème, le soin d'élaborer la synthèse générale qui se dégage des rapports particuliers, enfin soumettre les conclusions des rapporteurs généraux à une discussion générale à l'occasion du congrès.

Cette méthode de travail suppose évidemment la collaboration active d'un grand nombre de membres de la Société longtemps avant l'époque du congrès. Il m'est un agréable devoir de remercier tous ceux qui ont accepté de rédiger des « rapports nationaux » dans les délais fixés par le Comité de direction.

Lors d'un précédent congrès — celui de Strasbourg en 1964 — les rapports nationaux avaient été publiés un certain temps avant la date du congrès grâce à la collaboration de la Revue de droit pénal militaire et de droit de la guerre. Cette fois-ci, il n'a pas été possible de réussir ce que notre secrétaire général, le professeur Léauté, avait appelé un « tour de force ».

C'est pourquoi les rapports nationaux sont publiés dans le présent Recueil, en même temps que les rapports généraux. Cette méthode, certes moins propice à susciter des discussions fructueuses au cours du congrès, puisque les participants n'ont pas reçu d'avance la documentation relative aux différents systèmes juridiques, présente cependant un avantage qui ne peut être sous-estimé : celui de réunir en un seul volume l'ensemble des travaux — analyse et synthèse — sur les thèmes étudiés.

(1) Travaux publiés dans le volume 1 du tome IV des Recueils de la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre, Strasbourg, 1969.

Dans la méthode de travail adoptée, un élément essentiel de réussite réside dans la qualité des rapporteurs généraux. Sous cet angle, nous avons été particulièrement privilégiés. En confiant à M. Paucot, Avocat général à la Cour de Cassation française, le rapport de synthèse concernant les incriminations, nous avons bénéficié de la collaboration d'un haut magistrat, juriste éminent alliant une connaissance approfondie du droit pénal militaire à une longue expérience tant militaire que judiciaire. La synthèse du problème concernant l'extradition pour infractions militaires a été faite par M. le Directeur Paul-Günter Pötz, fonctionnaire au Ministère fédéral allemand de la Justice qui, tant par ses hautes fonctions que par ses travaux personnels, était tout spécialement qualifié.

L'un et l'autre ont su dégager, de la masse des données fournies par les rapports nationaux, les tendances essentielles des systèmes juridiques actuels.

A M. Jose Maria Rodriguez Devesa, professeur de droit criminel à l'université de Madrid et magistrat militaire espagnol, revenait un périlleux honneur : celui de prononcer le discours de clôture du congrès, en faisant la synthèse des synthèses. Il a su, avec son habileté coutumière, mettre en évidence les éléments fondamentaux des questions étudiées en les situant dans le cadre des grands problèmes pénaux actuels.

La Société internationale exprime sa reconnaissance envers MM. Paucot, Pötz et Devesa pour leur apport substantiel à une étude scientifique du droit pénal militaire.

Notre reconnaissance va aussi à nos collègues espagnols qui se sont dévoués pour l'organisation du Congrès. Nous voulons tout spécialement remercier M. Eduardo de No Louis, Auditeur Général, actuellement Magistrado del Tribunal Supremo de Justicia, qui a été la cheville ouvrière de cette organisation parfaitement réussie.

Au cours du Congrès les participants eurent l'occasion de manifester leur vive sympathie à leur collègue espagnol au moment où un haut magistrat brésilien lui remit publiquement la Médaille de haute distinction de l'Ordre du Mérite Juridique militaire du Tribunal Supremo Militar du Brésil.

Domaine et classification des infractions militaires

La notion d'infraction militaire (2) est — il faut bien le reconnaître après l'examen des travaux du congrès — une notion complexe, voire une notion confuse. Les critères adoptés pour classer telle ou telle infraction parmi les infractions militaires varient d'un pays à l'autre. S'il existe des

(2) Le questionnaire porte le titre : « Les délits militaires ». Mais il est précisé à la question A, 1, a, que le terme « délit » est pris au sens large, c'est-à-dire dans le sens d'infraction, et non dans le sens étroit de ce terme dans la classification traditionnelle française et belge des infractions en trois catégories : crimes, délits et contraventions.

critères simples, par exemple le fait que l'infraction est commise par un militaire et punie par une loi ou un code dit militaire, l'analyse des infractions prévues dans d'autres textes législatifs montre que la limite entre les infractions militaires et les infractions de droit commun, surtout dans le domaine de la protection des valeurs militaires ou des biens de l'armée, varie d'un pays à l'autre. A cet égard, la conclusion de M. l'Avocat général Paucot doit être mise en évidence: « L'infraction militaire tend de plus en plus à se concevoir d'une manière limitée, comme celle sauvegardant le maintien des valeurs indispensables aux fonctions d'une armée » (3).

Dans le questionnaire auquel les rapporteurs nationaux étaient invités à répondre (4), il était tout d'abord demandé « quel est le critère juridique déterminant les délits militaires par rapport aux délits de droit commun ». Sans écarter a priori le critère tiré de la compétence des juridictions militaires, il était cependant précisé qu'on n'étudierait pas d'une manière systématique les problèmes de compétence, ceux-ci pouvant entraîner le rapporteur dans de longs exposés techniques sans rapport direct avec l'objet de la recherche.

Mais d'autres questions furent posées qui devaient permettre de cerner le ou les critères. Tout d'abord, le problème des personnes soumises aux lois pénales militaires: sont-ce les militaires seuls ou aussi les civils ou certains civils (question A, 1, b) ?

Ensuite, le problème des peines: peines encourues pour les délits militaires (question A, 1, g), peines de droit commun ou peines propres au droit pénal militaire (question A, 1, h).

Enfin, la localisation des incriminations militaires dans l'arsenal législatif: les infractions militaires sont-elles exclusivement contenues dans les codes militaires ou autres lois militaires, ou sont-elles incluses dans les codes pénaux généraux, ou encore dispersées dans des lois diverses (question A, 2) ? Ainsi était soulevé le problème des rapports entre les codes militaires et les autres codes, c'est-à-dire l'opposition entre un système de codes militaires complémentaires et un système de codes militaires intégraux. Le président de la Société, M. Ciardi, avait dans une note adressée à un Conseil de direction auquel il n'avait pu assister, mis l'accent sur l'importance de ce problème et montré l'intérêt du système des codes intégraux (5).

A cette question des rapports entre les codes pénaux militaires et les autres codes pénaux, se rattache un problème capital: celui de l'application, totale ou partielle, du droit pénal général de droit commun aux infractions militaires (question A, 1, c).

A côté de ces trois questions d'ordre général, tendant à rechercher les critères déterminant le domaine des infractions militaires, il avait paru opportun de demander aux rapporteurs de répondre de manière brève à

(3) Recueils de la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre, tome IV, volume 1, Rapport général de R. PAUCOT, p. 71.

(4) Ibid., le questionnaire est reproduit en français p. 143; en anglais p. 145; en espagnol p. 147.

(5) Ibid., p. 37.

quatre questions concernant des cas particuliers en rapport direct avec la recherche du domaine spécifique des infractions militaires:

- l'ivresse a-t-elle des conséquences pénales différentes selon qu'elle est en rapport avec des infractions militaires ou des infractions de droit commun (question A, 1, d) ?
- le système pénal propre aux mineurs délinquants s'applique-t-il aux infractions militaires (question A, 1, e) ?
- les délits commis en exécution d'un ordre donné peuvent-ils être justifiés ou excusés légalement (question A, 1, f) ?
- quelle est l'incidence des conventions internationales sur le droit pénal militaire (question A, 3) ?

Une seconde série de questions concerne la division ou classification des infractions militaires en grandes catégories (question B, 1 et 2). Outre une question relative à l'opportunité de modifier la classification existante (question B, 5), il était demandé si les infractions militaires sont définies d'une manière plus précise ou plus souple que les infractions de droit commun (question B, 3), et si les faits non incriminés par les lois pénales militaires peuvent être punis disciplinairement (question B, 4). Cette dernière question reprenait un des éléments du thème étudié au cours du premier congrès de la Société, à savoir les rapports entre l'action pénale et l'action disciplinaire (6).

Ainsi, dans le cadre de la recherche d'un concept, il a été possible — et nécessaire — d'aborder des aspects très divers du droit pénal militaire et plus spécialement des connexions entre ce droit et le droit pénal général. Les auteurs des rapports nationaux et surtout le rapporteur général, ont été amenés à dépasser largement les aspects particuliers du droit pénal militaire, augmentant d'autant l'intérêt de leurs travaux pour les criminalistes non spécialisés dans le domaine militaire.

Extradition pour délits militaires

Passant du plan de la comparaison des droits nationaux au plan du droit international, le Congrès de Madrid a étudié plus spécialement le problème de l'extradition pour délits militaires.

Le lien entre les deux thèmes est évident. Car, si dans la plupart des Etats l'extradition pour délits militaires est interdite — sous réserve de certaines exceptions — encore faut-il savoir à quelles infractions cette interdiction est applicable.

Il peut paraître assez surprenant que, pour le rapporteur général du second thème comme pour la plupart des rapporteurs nationaux, ce pro-

(6) Action pénale et action disciplinaire, Recueils de la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre, Tome I, Strasbourg, 1960.

blème de la définition des infractions militaires ne semble pas présenter de réelles difficultés. Constatant qu'il existe deux catégories d'infractions militaires, les infractions purement militaires et les infractions militaires mixtes ou complexes, M. Pötz précise que « Zu der Frage, was darunter zu verstehen ist, gibt es keine wesentlichen Meinungsverschiedenheiten » (Sur la question de savoir ce qu'il faut entendre par infraction purement militaire et infraction mixte ou complexe, il n'existe pas de réelles divergences d'opinion) (7).

Pour les infractions purement militaires, à savoir « celles qui comportent des éléments constitutifs particuliers qui sont étrangers au droit pénal commun et qui relèvent de la situation militaire particulière », l'impossibilité d'extrader née vers les années 1830 est érigée en principe général. Si quelques exceptions remontent encore à l'époque où par des accords bilatéraux deux pays convenaient de se livrer mutuellement leurs déserteurs (ex. Espagne et Portugal, 1884), d'autres apparaissent dans des accords multilatéraux conclus récemment entre pays amis (Pays nordiques de l'Europe, 1961; Benelux, 1962).

D'autre part, par suite de la présence de troupes d'un pays sur le territoire d'un autre pays, de plus en plus fréquente par suite du développement des alliances militaires et de la coopération militaire internationale effectivement organisée dès le temps de paix, la pratique de la remise de militaires par l'Etat de séjour à l'Etat d'origine, en dehors de la procédure de l'extradition, a connu un certain développement. L'entraide policière et judiciaire, prévue par certains traités d'alliance militaire, n'est cependant pas organisée ni appliquée d'une manière uniforme, car, comme le souligne M. Pötz, « la question de la remise de militaires déserteurs par une voie autre que l'extradition constitue également un problème politique » (8). Dans le présent Recueil, des précisions sont données dans les rapports nationaux sur l'état actuel de la pratique dans ce domaine.

En conclusion, on peut constater une évolution générale tendant à permettre l'extradition ou la remise de militaires ayant commis une infraction militaire entre Etats liés entre eux par des alliances militaires et/ou politiques. Mais, en raison même de la nature des infractions militaires, cette tendance se heurte à de nombreux obstacles, tantôt juridiques, tantôt surtout politiques.

Criminologie militaire

L'étude de la criminologie militaire est encore peu développée. L'objection principale à laquelle se heurtent les travaux en cette matière, est le caractère plus ou moins secret, expliqué par des motifs de sécurité, des

(7) *Infra*, p. 60; résumé français, p. 73; résumé anglais, p. 81, résumé espagnol, p. 89.

(8) *Infra*, p. 79.

données statistiques relatives à la criminalité militaire. Il a cependant été constaté que certains pays publient d'une manière officielle les statistiques des activités et décisions des juridictions militaires; dans les autres pays, l'opposition à la publication de ces données semble pouvoir être levée après un certain délai.

La Commission de criminologie militaire, créée au sein de la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre, s'est réunie pour la première fois à l'occasion du Congrès de Madrid. J'eus personnellement l'honneur d'y présenter un rapport sur « Les premiers résultats d'une enquête internationale sur la criminologie militaire ».

Des réponses à un questionnaire sur la matière avaient été obtenues pour sept pays: République Fédérale d'Allemagne, Belgique, Canada, Espagne, Etats-Unis, France et Norvège. Les statistiques disponibles sont d'importance et de valeur très inégales; aussi le souhait fut-il exprimé d'essayer d'obtenir une plus grande uniformité dans l'élaboration des statistiques annuelles, en s'inspirant des conclusions des travaux sur la classification des infractions militaires, qui avaient été étudiées dans la cadre d'un des thèmes du Congrès de Madrid.

D'autre part, les méthodes de travail dans l'étude de la criminologie militaire révèlent également une grande diversité de tendances. Il fut cependant possible de présenter quelques réflexions sur des résultats acquis par quelques recherches basées sur une analyse approfondie de la personnalité des délinquants militaires plus spécialement en Belgique, aux Etats-Unis et en France.

Les rapports nationaux reçus, ainsi que l'ébauche d'une première synthèse, seront publiés dans la Revue de droit pénal militaire et de droit de la guerre, probablement en 1969.

Au cours de la réunion de la Commission à Madrid, le Docteur Moutin, médecin-capitaine à l'Hôpital militaire d'instruction de Val-de-Grâce à Paris, présenta en outre un rapport sur l'analyse clinique et sociale de nombreux cas individuels de délinquants militaires français; il y ajouta des considérations très judicieuses sur la prévention et le traitement de la délinquance en milieu militaire.

Il est à espérer que ces premiers travaux en susciteront d'autres, dans d'autres pays, afin de développer un aspect des études criminologiques trop longtemps négligé.

Protection de la vie humaine dans la guerre moderne

La « Commission pour la protection de la vie humaine dans la guerre moderne » existe déjà, au sein de la Société internationale, depuis plusieurs années. Elle s'est réunie à nouveau à l'occasion du Congrès de Madrid pour étudier plus spécialement le problème de l'aéronef militaire en mission sanitaire. Le problème posé était essentiellement celui de l'hélicop-

tère sanitaire ; mais on avait utilisé à dessein un terme plus général pour réserver les techniques futures.

Dans son rapport général le Général-Major médecin Evrard (Belgique) donna un aperçu des travaux de la Commission médico-juridique de Monaco qui a élaboré un projet de texte destiné à modifier les conventions de Genève. Parmi les lacunes à combler, il signala surtout la nécessité de donner une définition des appareils protégés, d'instituer des moyens modernes radio-électriques pour identifier les appareils portant les signes conventionnels, de supprimer l'obligation d'un plan de vol préalable et de déterminer la protection des aéronefs sanitaires évoluant au-dessus des zones d'opération, surtout celles « d'extrême-avant » où devrait pouvoir agir l'hélicoptère sanitaire.

Le compte rendu des discussions au sein de cette commission a été publié dans la Revue de droit pénal militaire, n° VI-1, 1967, p. 198-199.

L'intérêt des travaux de la Commission de la protection de la vie humaine n'échappera à personne ; réunissant autour d'une même table des juristes et des officiers, elle permet de confronter les aspects techniques et juridiques du problème avec les réalités de la guerre moderne.

Histoire du droit pénal et disciplinaire militaires

La commission créée pour favoriser l'étude historique du droit pénal et disciplinaire militaires, s'est réunie elle aussi pour la première fois à l'occasion du Congrès de Madrid. Sous la présidence de M. le Professeur de Graaff (Pays-Bas), elle put jeter les bases de son activité future grâce à la collaboration promise par une soixantaine de spécialistes.

Trois exposés furent présentés à Madrid, à savoir :

- Quelques problèmes de droit militaire résultant de l'emploi d'armées de composition internationale au service de la République des Provinces-Unies (M. H.H.A. de Graaff, Pays-Bas) ;
- L'évolution de la procédure militaire allemande au cours du XIX^e siècle (Dr O. Ehrl, Rép. Féd. d'Allemagne) ;
- Le droit concernant le rachat d'un captif pendant la guerre de Cent ans (Colonel G.I.A.D. Draper, Grande-Bretagne).

Ces trois études ont été publiées dans la Revue de droit pénal militaire, vol. VII-2, 1968.

La commission envisage d'étudier à l'avenir l'aspect historique des problèmes qui feront l'objet des thèmes retenus pour les congrès internationaux de la Société.

Prix de la Société et de la Revue de droit pénal militaire et de droit de la guerre

Au cours du Congrès de Madrid, a été décerné pour la deuxième fois le Prix créé par la Société internationale et subsidié par la Revue de droit pénal militaire et de droit de la guerre pour récompenser une étude substantielle et originale traitant du droit pénal militaire, du droit disciplinaire militaire ou du droit de la guerre.

Le jury, composé de juristes appartenant à cinq pays différents, s'est trouvé devant la tâche difficile de départager 17 concurrents. Le nombre de travaux soumis à son appréciation est une preuve de la vitalité de la Société et de l'intérêt des milieux scientifiques. Parmi les ouvrages qui ont retenu tout spécialement l'attention du jury et qui par leur valeur et leur originalité auraient mérité d'être couronnés, citons ceux de :

- M. Fernando De Lasala Samper (Espagne) sur La protección a los heridos, enfermos y naufragos de las fuerzas armadas en campaña, analyse fouillée des positions de la doctrine à cet égard depuis le 16^e siècle, et surtout de l'origine et de l'applicabilité des dispositions des Conventions de Genève ;
- du Dr Walter Meier (Suisse) sur Die Bestimmungen über das Kriegsverbrechens- und Besatzungsstrafrecht in den Genfer Abkommen zum Schutze der Kriegsofer von 1949, excellent travail sur certaines dispositions des Conventions de Genève, notamment les articles 49 et suivants, basé sur une documentation très étendue, plus spécialement les décisions judiciaires rendues dans différents pays après la 2^e guerre mondiale ;
- du Médecin Capitaine Pierre Moutin (France) sur Une étude de criminologie différentielle en milieu militaire, élaborée au départ de l'étude clinique et sociale d'un grand nombre de militaires, les uns ayant, les autres n'ayant pas d'antécédents judiciaires, apport important à une branche peu développée de la criminologie ;
- M. F.A. Small (Nouvelle Zélande) sur The Extradition of Military deserters at international law, étude historique et surtout de droit comparé d'une question qui a fait l'objet d'un des thèmes du Congrès de Madrid ;
- du Colonel Dennis A. York (Etats-Unis), sur Military due process : sous ce titre l'auteur examine la procédure administrative du renvoi de l'armée, en la comparant à la procédure pénale militaire aux Etats-Unis ; il montre comment, grâce à la jurisprudence de la Military Court of Appeals des U.S.A., les droits subjectifs des prévenus ont été de mieux en mieux garantis, surtout dans le domaine du droit de la défense devant les juridictions militaires et du droit de faire entendre des témoins ; ces garanties n'existent pas dans la procédure administrative aboutissant au renvoi de l'armée, alors que cette mesure peut avoir des conséquences particulièrement graves pour l'avenir du militaire renvoyé dans la vie civile ; l'auteur fait des propositions de réformes de lege ferenda, qui paraissent très opportunes.

Malgré les qualités indéniables de ces travaux, le jury a été unanime pour attribuer le Prix à M. Armin Steinkamm (République Fédérale d'Allemagne), qui avait présenté une très importante étude sur *Streitkräfte im Kriegsvölkerrecht* (Le statut des forces armées en droit international de la guerre).

Cette étude avait été présentée récemment comme thèse à la faculté de droit de l'université de Würzburg. Elle concerne un problème fondamental du droit international de la guerre, qui est en même temps un problème très actuel, puisqu'il concerne les limites et les possibilités actuelles des règles du droit de la guerre dans le monde moderne. Le livre de M. Steinkamm est basé sur une documentation très étendue, non seulement allemande, mais pratiquement de tous les pays du monde, y compris les pays de l'Est.

L'effort fait pour définir les notions de « combattant » et « non combattant » est des plus méritoire. Le problème des « partisans », des « résistants », des « groupes subversifs », a retenu tout spécialement l'attention de l'auteur, qui a étudié ce problème aussi dans les écrits des pays de l'Est; il a ainsi mis en évidence l'évolution des idées des Soviétiques au sujet de la notion juridique de guerre.

Le jury a également apprécié l'effort de M. Steinkamm pour élaborer des propositions de lege ferenda au sujet de la notion de combattant

Thèmes du Congrès de 1970

Dès à présent la Société internationale de Droit pénal militaire et de droit de la guerre se préoccupe des thèmes qui feront l'objet de son prochain congrès, qui sera organisé à Dublin en mai 1970. Comme précédemment, deux thèmes ont été retenus; d'une part, le problème de l'obéissance militaire au regard des droits pénaux internes et du droit de la guerre; d'autre part, la notion de « guerre » et de « combattant » dans les conflits modernes. Si le premier thème intéresse surtout les pénalistes, le second contribue au développement scientifique du droit de la guerre en essayant de circonscrire certaines notions fondamentales.

**

Le congrès de Madrid a donné, une nouvelle fois, la preuve de la vitalité de notre Société internationale. Tant par les travaux sur les thèmes principaux que par l'activité des commissions spécialisées et par l'intérêt suscité par le Prix triennal, la Société a montré que les domaines auxquels elle s'intéresse, peuvent faire l'objet de recherches scientifiques d'une valeur et d'une importance égale à celles des autres branches du droit.

P R E F A C E

by

John GILISSEN

Chairman of the International Society of
Military Penal Law and Law of War
Auditeur général près la Cour militaire
Professeur at the University of Brussels

The fourth international Congress, organised in Madrid by the « International Society for Military Penal Law and War Law » from 9th to 12th May 1967, concerned itself mainly with the study of military offences from a double point of view: on the one hand the charge and on the other hand extradition. The papers concerning these two subjects are published in the fourth tome of the « Proceedings of the Society »; this work is composed of two volumes: the first concerns the study of military offences, the second the study of extradition for military offences.

Other problems related to the objects of the International Society were studied in Madrid within three specialized committees: military criminology, the protection of human life in modern war, the history of penal law and military discipline. The proceedings of these committees are briefly analysed at the end of this preface.

The study of military offences was a suitable subject for a Congress organised by an international scientific Society created to promote « the study of military penal law and war law ». After having dealt successively at its previous congresses with the relationship between the penal action and the disciplinary action (Brussels, 1959), subordination within the framework of international military cooperation, the status of military aircraft under the law of peoples (Florence, 1961), the guarantee of individual rights within the framework of disciplinary and penal military repression (Strasbourg, 1964), the steering committee of the Society considered that it would be useful to undertake a study of purely military criminality to define its scope, to try and find its causes and to analyse certain international implications.

There were three possible ways of dealing with this subject:

- on the one hand an analysis of national laws: this was done in the shape of a study of comparative law, and within this framework, the

way in which each country considers the various forms of military delinquency was studied. This was the first theme of the Madrid Congress, covered by the title « Military Offences » (1) ;

- on the other hand, a study of the international implications of military delinquency ; amongst the various problems which could have been studied it was decided to consider solely the problem of extradition for military offences ; this was the second theme of the Madrid Congress ;
- finally, a study of the causes of military delinquency ; that is to say a study dealing with military criminology. As insufficient preliminary work had been done in this very new field in most countries it was finally decided to refer this study to a committee of specialists which could define the scope of this new field by listing the existing results and by considering methods which might stimulate progress.

Method of work

For the two main subjects the usual procedure in the field of comparative studies was followed : first of all a questionnaire was prepared and the specialists in the various countries were invited to send in answers ; for each theme a rapporteur was requested to prepare a general summary report, based on all individual reports and to submit conclusions ; the conclusions of the rapporteurs were then referred to the Congress for general discussion.

This method of work presupposes of course that a great number of members of the Society are willing to cooperate actively ahead of the Congress. I am extremely glad to be able to thank all those who accepted to prepare « national reports » within the time limits agreed to by the steering committee.

At a previous Congress — the Strasbourg Congress in 1964 — the national reports were published sometime before the Congress thanks to the help given by the *Revue de droit pénal militaire et de droit de la guerre*. It was not possible this time to succeed in repeating what our Secretary General, Professor Léauté, had previously called a « tour de force ».

This is why the national reports are published in the present volume of the Proceedings, at the same time as the general reports. This method, which of course does not to the same extent encourage fruitful discussions at the Congress, as the participants have not received in advance the documents on the various legal systems, however, has an advantage which should not to be underrated ; in this way all the papers on the subjects for study — the analysis and the summaries — appear in a single volume.

(1) Studies published in the Proceedings of the International Society for Military Penal Law and War Law, tome IV, volume 1, Strasbourg, 1969.

To obtain satisfactory results with the method of work which was adopted, it is essential *inter alia* that the summary reports should be excellent. In this respect we have been extremely fortunate. By asking M. René Paucot, Avocat général to the French Cour de Cassation, to prepare the summary report on incriminations, we have been able to benefit from the cooperation of an eminent magistrate and an eminent jurist who in addition to a thorough knowledge of military penal law has considerable military and legal experience. The summary on the problem of extradition for military offences was prepared by Director Paul-Günter Pötz, of the German Federal Ministry of Justice, who by reason of the post which he holds and of his personal achievements was particularly qualified to carry out this work.

Both the rapporteurs were able to extract from the mass of data provided in the national reports the general trends of present legal systems.

M. Jose Maria Rodriguez Devesa, professor of criminal law at the University of Madrid and a Spanish military magistrate, had a difficult task : he was to make the closing speech at the Congress and to summarise the summary reports. With his usual skill he was able to highlight the fundamental aspects of the problems studied and to integrate them within the framework of the main penal problems of the present day.

The International Society would like to thank MM. Paucot, Pötz and Devesa for their important contribution to the scientific study of military penal law.

We are also grateful to our Spanish colleagues who have so ably organised the Congress. We would like to thank in particular M. Eduardo de No Louis, Auditor General, at present Magistrado del Tribunal Supremo de Justicia, who was mainly responsible for the very successful organisation of the Congress.

During the Congress the participants had the opportunity of showing their sympathy to their Spanish colleague when a Brazilian magistrate decorated him before the Congress of the Order of Military Legal Merit of the Superior Tribunal Militar of Brazil.

Scope of classification of military offences

The concept of military offence (2) is — this is apparent after studying results of the Congress — a complex or even a confused concept. The criteria adopted to classify a given offence within military offences vary from

(2) The questionnaire bears the title « Les délits militaires » (Military offences). But it is stated in question A, 1, a, that the term « délit » is taken in a general sense, i.e. in the sense of offence, and not in the limited sense it has in the traditional Belgian and French classification of offences in three categories : « crimes, délits et contraventions ».

country to country. There are simple criteria, for example the fact that the offence was committed by military personnel and is punished by a law or a code which is called military, but an analysis of offences covered by other laws shows that the distinction between military offences and common law offences, particularly with regard to the protection of military property or army property varies from one country to another. In this respect the conclusions of Monsieur l'Avocat général Paucot should be stressed; « the military offence tends increasingly to be considered in a limited sense as something safeguarding the maintenance of essential values to the operation of an army » (3).

The questionnaire which the national rapporteurs had been invited to answer (4), started by asking « what were the legal criteria defining military offences as opposed to common law offences ». Without neglecting a priori the criteria drawn from the competence of military tribunals, it was nevertheless stated that the problems of competence would not be studied systematically as these might lead the rapporteur to present long technical statements which were not directly related to the object of the study.

But other questions were raised which were designed to make it possible to define the criteria. First of all the problem of the persons subject to military penal law; military personnel only, civilians, or certain civilians only (question A, 1, b)?

Then the problem of sentences: sentences for military offences (question A, 1, g), common law sentences or sentences specific to military penal law (question A, 1, h).

Finally, the place of military offences within the legal arsenal; are military offences exclusively contained in military codes or other military laws, or are they included in general penal codes, or even throughout various laws (question A, 2)? This raised the problem of the relationship between military codes and other codes, that is to say the differences between a system of complementary military codes and a system of integral military codes. The Chairman of the Society, M. Ciardi, in a note sent to the steering committee, whose meeting he could not attend, had stressed the importance of this problem and showed the advantages of a system of integral codes (5).

To this question of the relationship between military penal codes and other penal codes is related a very important problem; that of the total or partial application of general penal law to military offences (question A, 1, c).

In addition to these three questions of a general nature, the object of which was to determine the criteria defining the field of military offences, it appeared useful to ask the rapporteurs to answer briefly four questions

(3) Recueils de la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre, tome IV, volume 1, Rapport général de R. PAUCOT, p. 71.

(4) Ibid., the questionnaire is published in French p. 143; in English p. 145 and in Spanish p. 147.

(5) Ibid., p. 37.

concerning specific cases directly related to the definition of the specific field of military offences:

- drunkenness: does drunkenness have different penal consequences when it is related to military offences or common law offences (question A, 1, d)?
- is the penal system applicable to delinquent minors applicable to military offences (question A, 1, e)?
- can offences committed when carrying out an order be justified or excused from a legal point of view (question A, 1, f)?
- what is the influence of international conventions on national military penal law (question A, 3)?

A second series of questions concerned the division or classification of military offences into main categories (question B, 1 and 2). In addition to a question concerning the necessity of modifying the existing classification (question B, 5), rapporteurs were asked whether military offences were defined with more precision or with more flexibility than common law offences (question B, 3), and whether the facts which are not covered by military penal law can be punished disciplinarily (question B, 4). This last question referred to one of the aspects of the subject studied at the first Congress of the Society, the relationship between the penal action and the disciplinary action (6).

Whilst searching for a concept, it was possible — and necessary — to deal with very different aspects of military penal law and to consider more specifically the relationship between this law and general penal law. The authors of the national reports and the rapporteur general in particular had to go beyond the specific aspects of military penal law; this has made our work all the more interesting for penalists who are not specialized in the military field.

Extradition for military offences

After comparing national laws the Madrid Congress studied international law aspects and in particular considered the problem of extradition for military offences.

The link between the two subjects is obvious. For if in most of the States extradition for military offences is prohibited — subject to certain exceptions — one must nevertheless know to what offences this prohibition applies.

It may appear surprising that the rapporteur general for the second theme and most of the national rapporteurs did not consider that the pro-

(6) Action pénale et action disciplinaire, Recueils de la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre, Tome I, Strasbourg, 1960.

blem of the definition of military offences presented any real difficulty. Noting that there exist two categories of military offences, the purely military offences and the complex or dual military offences, M. Pötz states that « Zu der Frage, was darunter zu verstehen ist, gibt es keine wesentlichen Meinungsverschiedenheiten » (On the question of knowing what should be understood by purely military offence and complex or dual offence there are no real differences of opinion). (7).

For purely military offences that is to say « the offences which include specific constructive elements which are foreign to common penal law and which concern a specific military situation » the impossibility of granting extradition which was established around 1830 has become a general principle. Although a few exceptions date back to a period where bilateral agreements made it possible for two countries to exchange their deserters (for instance Spain and Portugal, 1884), other exceptions appear in multilateral agreements recently signed between friendly countries (European Nordic Countries, 1961; Benelux, 1962).

On the other hand due to the presence of troops of one country on the territory of another country which is becoming more and more frequent as a result of the development of military alliances and of international military cooperation in peace time, the handing over of military personnel by the host nation to the nation of origin without following an extradition procedure, has become more frequent. The legal and police cooperation provided for by certain military treaties of alliance is not however organised or applied in a uniform manner for as M. Pötz points out « the problem of the transfer of military deserters without extradition is also a political problem » (8). In these proceedings national reports give information on the present practices in this field.

In conclusion one can note a general trend towards the authorisation of transfers of military personnel having committed military offences, between States linked by military alliances or political alliances. But due to the nature of military offences themselves this trend raises many problems both legal and mainly political.

Military criminology

The study of military criminology is not yet highly developed. The main difficulty in this field is the more or less secret nature, for reasons of security, of statistical data concerning military criminology. However, it has been noted that certain countries officially publish statistics on the activities and decisions of military jurisdictions; in other countries it seems that the prohibition of publication of this data may be lifted in time.

(7) *Infra* p. 55, French summary p. 73; English summary p. 81; Spanish summary p. 85.

(8) *Infra*, p. 87.

The military criminology Committee set up within the International Society of Military Penal Law and of War Law met for the first time during the Madrid Congress. Personally I had the honour to submit a report on « The first results of an international survey of military criminology ». Replies to a questionnaire on this subject had been sent in by seven countries: Belgium, Canada, The Federal Republic of Germany, France, Norway, Spain and the United States. The available statistics are important but of differing value; it was therefore recommended that a greater standardisation of the annual statistics should be sought; these statistics should be based on the conclusions of the study on the classification of military offences which was considered within the framework of one of the themes of the Madrid Congress.

On the other hand the methods used for studying military criminology reveal differing trends. It was, however, possible to submit certain considerations on the results achieved in certain studies, based on a detailed analysis of the personality of military offenders, more specifically in Belgium, France and the United States.

The national reports which were received and the draft of a first summary report will be published in the Military Law and Law of War Review probably in 1969.

During the meeting of the Committee in Madrid Doctor Moutin, médecin-capitaine at the Hôpital militaire d'instruction of the Val-de-Grâce in Paris, also submitted a report on a clinical and social analysis of many individual French military offenders; he made some very judicious remarks on the prevention and treatment of delinquency in a military environment.

It is to be hoped that these first studies will give birth to others in other countries and will make it possible to develop the study of one aspect of criminology which has been neglected for too long.

Protection of human life in modern war

The « Committee for protection of human life in modern war » has been in existence within the International Society for several years. It met once again during the Madrid Congress to study more specifically the problem of military aircraft on medical duties. The problem raised was essentially that of the medical helicopter; but a more general term was used purposely to take into account any future technical developments.

In his general report Général-Major médecin Evrard (Belgium) summarised the work of the Monaco medical and legal Committee which prepared a draft modification of the Geneva Conventions. He pointed out that among the deficiencies which should be remedied was the necessity of giving a definition of the aircraft protected, the setting up of modern com-

communications to identify aircraft wearing the conventional symbols, the suppression of the preliminary flight plan and the protection of medical aircraft above the operations zone and mainly above the forwards areas where the medical helicopter should be free to operate.

The report of the discussions within this Committee was published in the Military Law and Law of War Review, volume VI-1, 1967, pages 198-199.

The importance of the work of the Committee on the protection of human life is apparent to everyone; in this Committee lawyers and officers sit around the same table and it is possible to compare the technical and legal aspects of the problems with the realities of modern warfare.

History of Penal Law and Military Discipline

The Committee set up to encourage the historical study of penal law and military discipline, also met for the first time during the Madrid Congress. Under the chairmanship of Professor de Graaff (Netherlands) it was able to define the basis of its future activities with the help and the cooperation of sixty specialists.

Three communications were made in Madrid:

- Certain problems of military law resulting from the use of international armies at the service of the Republic of the United Provinces (M. H.H.A. de Graaff, Netherlands);
- The evolution of German military procedure during the XIXth century (Dr. O. Ehrl, Federal Republic of Germany);
- The law concerning ransoms of captives during the Hundred Year War (Colonel G.I.A.D. Draper, United Kingdom).

These three studies were published in the Military Law and Law of War Review, volume VII-2, 1968.

In the future the Committee intends to study the historical aspects of problems related to the themes chosen for the international Congresses of the Society.

Prize of the Society and of the Military Law and Law of War Review

At the Madrid Congress the prize set up by the international Society and subsidized by the Military Law and Law of War Review was granted for the second time to honour a substantial and original study dealing with Military penal law and military disciplinary law or war law.

The jury composed of jurists from five different countries was faced with a difficult task as they had to choose amongst seventeen competitors. The number of studies submitted is proof of the vitality of the Society and of the interest of the scientific bodies. Amongst the studies which were more particularly commended by the jury and which by their originality and importance could have received a prize are the following:

- M. Fernando De Lasala Samper (Spain) on *La proteccion a los heridos, enfermos y naufragos de las fuerzas armadas en campãna*, which is a detailed analysis of doctrine in this respect since the 16th century with particular emphasis on the origin and applicability of the Geneva Conventions;
- Dr. Walter Meier (Switzerland) on *Die Bestimmungen über das Kriegsverbrechens- und Besatzungsstrafrecht in den Genfer Abkommen zum Schutze der Kriegsoffer von 1949* which is an excellent study on certain clauses of the Geneva Conventions, in particular articles 49 and following based on a very extensive documentation and more particularly on the legal decisions taken in various countries after the Second World War;
- Médecin Capitaine Pierre Moutin (France) on *Une étude de criminologie différentielle en milieu militaire* based on a clinical and social study of a great number of military personnel with or without known legal antecedents which is an important contribution on a little studied branch of criminology;
- M. F.A. Small (New Zealand) on *The Extradition of Military deserters at international law*, which is a historical study and mainly a comparative law study of a question which was one of the themes of the Madrid Congress;
- Colonel Dennis A. York (United States), on *Military due process; under this title the author has examined the administrative procedure for dismissal from the Service. By comparing it with the military penal procedure in the United States, he shows how the jurisprudence of the United States military Court of Appeals has increasingly guaranteed the subjective rights of the persons charged mainly in the field of defence before the military jurisdiction and of the right to call witnesses; these guarantees do not exist in the administrative procedure which leads to a dismissal from the Service although this measure may have particularly serious consequences on the future of the soldier sent back to civilian life. The author makes certain proposals for reform de lege ferenda, which appear to be very useful.*

But notwithstanding the great merits of these studies the jury unanimously agreed to give the prize to M. Armin Steinkamm (German Federal Republic) who had presented a very important study on *Streitkräfte im Kriegsvölkerrecht* (The status of the armed forces in international war law).

This study had recently been presented as a thesis before the Faculty of Law of the University of Würzburg. It concerns a fundamental problem of international war law which is at the same time a very actual problem as it concerns the limits and present possibilities of the rules of war law in the modern world. The book of M. Steinkamm is based on very extensive documentation not only from German sources but also from practically all countries of the world, including the Eastern countries.

His attempt to define the concepts of « combatant » and « non-combatant » is meritorious. The problem of partisans, of resistance and of subversive groups, has been particularly studied by the author who has also examined what has been said on this subject in the Eastern countries ; he has in this way shown the evolution of the Soviet interpretation of the legal concept of war.

The jury has also appreciated the effort made by M. Steinkamm to draft proposals de lege ferenda concerning the concept of combatant.

Themes for the 1970 Congress

The International Society for Military Penal Law and War Law is already considering the themes which will be discussed at its next Congress which will take place in Dublin in May 1970. As in the past, two themes have been chosen ; on the one hand the problem of military obedience in international penal laws and in law of war ; on the other hand an attempt to find a definition for the concept of « War » and « Combattant » in modern conflict. The first theme is mainly of interest to penalists but the second contributes to the scientific development of war law by trying to define certain fundamental concepts.

**

The Madrid Congress has proved once again the vitality of our International Society. By its study of the main theme, by the activity of the specialised Committees and by the interest shown in the triennial Prize the Society has proved that the field with which it is concerned can be the subject of valid scientific research which is as important as that carried out in other fields of law.

PREFACIO

por

John GILISSEN

Presidente de la Sociedad Internacional de
Derecho penal militar y Derecho de la guerra
Auditor General en la Corte Militar
Profesor de la Universidad de Bruselas

El IV Congreso internacional, organizado en Madrid por la « Sociedad internacional de Derecho penal militar y Derecho de la guerra », del 9 al 12 de mayo de 1967, ha estado consagrado, principalmente, al estudio de los delitos militares, bajo el doble aspecto de las incriminaciones y de la extradición. Los trabajos consagrados a estos dos temas son publicados en el cuarto tomo de los « Recueils » de la Sociedad ; esto tomo es compuesto por dos volúmenes, primero reservada al estudio de los incriminaciones en materia de los delitos militares, segundo al estudio relativa a la extradición por infracciones militares.

Otros problemas en relación con los fines de la Sociedad internacional han sido estudiados en Madrid en el seno de tres comisiones especializadas : concernientes a la criminología militar, la protección de la vida humana en la guerra moderna, y la historia del Derecho penal y disciplinario militar. Los trabajos de estas comisiones son brevemente analizados al final del presente prefacio.

El estudio de los delitos militares se imponía como tema de uno de los Congresos, organizado por una sociedad científica internacional, creada para promover « el estudio del Derecho penal militar y del Derecho de la guerra ». Después de haber dedicado sus precedentes Congresos sucesivamente a las relaciones entre la Acción penal y la Acción disciplinaria (Bruselas, 1959), a la subordinación en el cuadro de la colaboración militar internacional, al estatuto de la aeronave militar en el Derecho de gentes (Florencia, 1961), a las garantías de los derechos individuales en la represión disciplinaria y penal militar (Estrasburgo, 1964), ha parecido oportuno al Comité de Dirección de la Sociedad, abordar el examen de la criminalidad específicamente militar, para definir su ámbito, investigar sus causas, y analizar ciertas incidencias internacionales.

Tres caminos se abrían a la investigación en este terreno :

- por una parte, el análisis de los derechos nacionales: ha sido realizada bajo el aspecto de un estudio de derecho comparado, consistente en examinar cómo cada país incrimina las diferentes formas de la delincuencia militar. Este fué el objeto del primer tema del Congreso de Madrid, denominado « Los delitos militares » (1);
- por otra parte, las incidencias internacionales de la delincuencia militar; entre los diversos problemas que habrían podido ser estudiados, se ha escogido el de la extradición por delitos militares, segundo tema del Congreso de Madrid;
- finalmente, un estudio de las causas de la delincuencia militar, es decir un estudio de criminología militar. Por razón de la insuficiencia de los trabajos preparatorios en esta materia, muy nueva en la mayor parte de los países, se decidió finalmente confiar su estudio a una comisión de especialistas que podría fijar las bases de esta rama nueva, haciendo inventario de los resultados logrados y buscando métodos para hacerla progresar.

Método de trabajo

Para los dos temas principales, se ha procedido de manera clásica en los estudios comparativos: establecer un cuestionario; solicitar a especialistas de diferentes países, colaboradores en las actividades de la Sociedad, la respuesta sobre el mismo; confiar a un ponente general, para cada tema, el cuidado de elaborar la síntesis general que se deduce de las comunicaciones particulares; finalmente, someter las conclusiones de los ponentes generales a una discusión general con ocasión del Congreso.

Este método de trabajo supone, evidentemente, la colaboración activa de un gran número de miembros de la Sociedad con bastante antelación a la fecha del Congreso. Es para mí un grato deber, el agradecer a todos los que han aceptado redactar las « ponencias nacionales » en los plazos fijados por el Comité de dirección.

Con ocasión de un Congreso anterior — el de Estrasburgo, en 1964 — las comunicaciones nacionales habían sido publicadas con cierta antelación a la celebración del Congreso, gracias a la colaboración de la Revista de Derecho penal militar y Derecho de la guerra. Esta vez, no ha sido posible lograr lo que nuestro Secretario general, el profesor Léauté, había llamado un « tour de force ».

Por ello, las comunicaciones nacionales se publican, en el presente Recueil, al mismo tiempo que las comunicaciones generales. Este método, ciertamente menos propicio a suscitar discusiones fructíferas en el desarrollo

(1) Estudios publicados en Recueils de la Sociedad Internacional de Derecho penal militar y Derecho de la guerra, tomo IV, volumen 1, Estrasburgo 1969.

del Congreso, puesto que los participantes no han conocido anteriormente la documentación relativa a los diferentes sistemas jurídicos, presenta, sin embargo, una ventaja que no puede despreciarse: la de reunir, en un sólo volumen, el conjunto de los trabajos — análisis y síntesis — de los temas estudiados.

En el método de trabajo adoptado, un elemento de éxito reside en la calidad de los Ponentes generales. En este sentido, hemos sido extraordinariamente privilegiados. Confiando a M. René Paucot, Abogado general en la Corte de Casación francesa, la Ponencia de síntesis relativa a las incriminaciones, nos hemos beneficiado con la colaboración de un alto Magistrado, jurista eminente, que une al conocimiento profundo del Derecho penal militar, una larga experiencia, tanto militar como judicial. La síntesis del problema relativo a la extradición por infracciones militares, ha sido realizada por M. Paul-Günter Pötz, funcionario directivo en el Ministerio de Justicia de Alemania Federal que, tanto por sus altas funciones como por sus trabajos personales, era un especialista muy cualificado.

Uno y otro han sabido deducir del conjunto de los materiales proporcionados por las comunicaciones nacionales, las tendencias esenciales de los sistemas jurídicos actuales.

Al catedrático de Derecho penal en la Universidad de Madrid y Magistrado militar español, José María Rodríguez Devesa, se le reservaba un peligroso honor: el de pronunciar el discurso de clausura del Congreso, haciendo la síntesis de la síntesis. Supo, con su habilidad acostumbrada, poner de relieve los elementos fundamentales de los problemas estudiados, situándolo en el cuadro de los problemas penales de actualidad.

La Sociedad Internacional expresa su reconocimiento a los señores Paucot, Pötz y Rodríguez Devesa, por su aportación sustancial para un estudio científico del Derecho penal militar.

Nuestro agradecimiento es también para nuestros colegas españoles que se han preocupado por la organización del Congreso. Queremos, muy especialmente, agradecer al Auditor General don Eduardo de Nó Louis, actualmente Magistrado del Tribunal Supremo de Justicia, que fué la piedra maestra de esta organización perfectamente lograda.

Durante el desarrollo del Congreso, los participantes tuvieron la ocasión de exteriorizar su viva simpatía a su colega español, en el momento en el cual un alto Magistrado brasileño le hizo entrega, públicamente, de la Medalla de Alta Distinción de la Orden del Mérito Jurídico-militar del Tribunal Supremo Militar del Brasil.

Ambito y clasificación de las infracciones militares

La noción de infracción militar (2) es — preciso es reconocerlo después del examen de los trabajos del Congreso — una noción compleja, incluso una noción confusa. Los criterios adoptados para clasificar determinada infracción entre las infracciones militares, varían de un país a otro. Si bien es cierto que existen criterios sencillos, por ejemplo, el hecho de que la infracción sea cometida por un militar y castigada por una ley o un Código militar, el análisis de las infracciones previstas en otros textos legislativos demuestra que el límite entre las infracciones militares y las infracciones de derecho común, sobre todo en el terreno de la protección de los valores militares o de los bienes del ejército, varía en los diferentes países. A este respecto, la conclusión del Abogado general Paucot debe ponerse de relieve: «La infracción militar tiende, cada vez más, a concebirse de una manera limitada, como la salvaguardia y mantenimiento de los valores indispensables a las misiones de un ejército» (3).

En el cuestionario enviado a los ponentes nacionales (4), era, en primer lugar, interesado «cuál es el criterio jurídico determinante de los delitos militares en relación con los delitos de derecho común». Sin descartar a priori el criterio obtenido de la competencia de las jurisdicciones militares, se especificaba que no se estudiaría de una manera sistemática los problemas de competencia, los que podrían conducir al Ponente a largas exposiciones técnicas, sin relación directa con el objeto de la investigación.

Pero, otras cuestiones fueron expuestas, que permitían discernir el criterio. En primer lugar, el problema de las personas sometidas a las leyes penales militares: ¿Lo están solamente los militares, o también los civiles, o ciertos civiles? (cuestión A, 1, b).

Seguidamente, el problema de las penas: penas señaladas para los delitos militares (cuestión A, 1, g), penas de derecho común o penas propias del Derecho penal militar (cuestión A, 1, h).

Por fin, la localización de las incriminaciones militares en el arsenal legislativo: ¿Las infracciones militares, están exclusivamente comprendidas en los Códigos militares u otras leyes militares, o están incluidas en los Códigos penales generales, o incluso dispersas en diferentes leyes? (cuestión A, 2). Así estaba planteado el problema de las relaciones entre los Códigos militares y los otros Códigos, es decir, la oposición entre un sistema de Códigos militares integrales. El presidente de la Sociedad, M. Ciardi, había

(2) El cuestionario lleva el título: «Los delitos militares». Pero se precisa en la pregunta A, 1, a, que el término «delito» se toma en sentido amplio, es decir en el sentido de infracción, y no en el sentido estricto de este término en la clasificación tradicional francesa y belga de las infracciones en tres categorías: crímenes, delitos y contravenciones.

(3) Recueils de la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre, tome IV volume 1, Rapport général de R. PAUCOT, p. 71.

(4) Ibid., el cuestionario es reproducido, en francés p. 143; inglés p. 145; y español p. 147.

puesto el acento sobre la importancia de este problema y señalado el interés del sistema de los Códigos integrales en una nota dirigida a un Consejo de Dirección al cual no pudo asistir (5).

A esta cuestión de las relaciones entre los Códigos penales militares y los otros Códigos penales, se liga un problema capital: el de la aplicación, total o parcial, del Derecho penal general de derecho común a las infracciones militares (cuestión A, 1, c).

Al lado de esas tres cuestiones de orden general, tendentes a encontrar los criterios determinantes del ámbito de las infracciones militares, había parecido oportuno preguntar a los Ponentes para que respondiesen brevemente a cuatro cuestiones concernientes a casos particulares en relación directa con la investigación del ámbito específico de las infracciones militares:

- La embriaguez, ¿tiene consecuencias penales diferentes según esté en relación con infracciones militares o infracciones de Derecho común? (cuestión A, 1, d).
- El sistema penal para los menores delincuentes, ¿se aplica a las infracciones militares? (cuestión A, 1, e).
- Los delitos cometidos en la ejecución de una orden, ¿pueden estar justificados o excusados legalmente? (cuestión A, 1, f).
- ¿Cuál es la incidencia de los Convenios internacionales sobre el Derecho penal militar nacional? (cuestión A, 3).

Una segunda serie de problemas conciernen a la división o clasificación de las infracciones militares en grandes categorías (cuestión B, 1 y 2). Además de una cuestión relativa a la procedencia de modificar la clasificación existente (cuestión B, 5), se preguntaba si las infracciones militares están definidas de una manera más precisa o más flexible que las infracciones de Derecho común (cuestión B, 3), y si los hechos no incriminados por las leyes penales militares pueden ser sancionados disciplinariamente (cuestión B, 4). Este último problema volvía a considerar uno de los elementos del tema estudiado con ocasión del I Congreso de la Sociedad, es decir las relaciones entre la acción penal y la acción disciplinaria (6).

Así, en el cuadro de la investigación de un concepto, ha sido posible, y necesario, abordar aspectos muy diversos del Derecho penal militar y más especialmente las conexiones entre este Derecho y el Derecho penal común. Los autores de las Comunicaciones nacionales y preferentemente el Ponente general, tuvieron que sobrepasar ampliamente los aspectos particulares del Derecho penal militar, aumentando, por tanto, en la misma medida el interés de sus trabajos para los criminalistas no especializados en la esfera militar.

(5) Ibid., p. 37.

(6) Action pénale et action disciplinaire, Recueils de la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre, Tome I, Strasbourg, 1960.

Extradición por delitos militares

Pasando del plano de la comparación de los derechos nacionales al plano del derecho internacional, el Congreso de Madrid ha estudiado, más específicamente, el problema de la extradición por las infracciones militares.

La relación entre los dos temas es evidente. Porque, si en la mayor parte de los Estados está prohibida la extradición por delitos militares, con reserva de algunas excepciones, es preciso saber a qué infracciones es aplicable esta prohibición.

Puede parecer sorprendente que, para el Ponente General del segunda tema, como para la mayor parte de los Ponentes nacionales, el problema de la definición de las infracciones militares no parece que les presente grandes dificultades. Constatando que existen dos categorías de infracciones militares, las infracciones puramente militares y las infracciones militares mixtas o complejas, M. Pötz precisa que «sobre la cuestión de saber lo que es preciso entender por infracción puramente militar e infracción mixta o compleja, no existen realmente divergencia de opiniones (7).

Para las infracciones puramente militares, es decir «aquéllas que contienen elementos constitutivos particulares que son extraños al Derecho penal común y que nacen de la situación militar particular», la imposibilidad de extradición nacida hacia los años 1830, continúa erigida como principio general. Si bien algunas excepciones se remontan a la época en la que, por acuerdos bilaterales, dos países acordaban entregarse mutuamente sus desertores (España y Portugal, 1884), otras aparecen en el seno de acuerdos multilaterales celebrados recientemente entre países amigos (países nórdicos de Europa, 1961; Benelux, 1962).

Por otra parte, como consecuencia de la presencia de tropas de un país sobre el territorio de otro, hecho cada vez más frecuente debido a las alianzas militares y a la cooperación militar internacional efectivamente organizada en tiempo de paz, la práctica de la entrega de militares por el Estado sobre el que encuentran al Estado de origen, fuera del procedimiento de extradición, ha conocido un gran desarrollo. La mutua ayuda policial y judicial, prevista por algunos tratados de alianza militar, no está, sin embargo, organizada ni aplicada de una manera uniforme, porque, como señala M. Pötz, «el problema de la entrega de militares desertores por vía distinta de la extradición constituye igualmente un problema político» (8). En el presente Recueil, se contienen precisiones aportadas por las comunicaciones nacionales sobre el estado actual de la práctica en este terreno.

En conclusión, se puede constatar una evolución general tendente a permitir la extradición o la entrega de militares que han cometido una infracción militar entre Estados ligados entre sí por alianzas militares o políticas. Pero, por la propia razón de la naturaleza de las infracciones mili-

(7) *Infra* p. 55, francés p. 73; inglés p. 81; español p. 89.

(8) *Infra* p. 95.

tares, esta tendencia tropieza con numerosos obstáculos, unas veces jurídicos y otras, principalmente, políticos.

Criminología militar

El estudio de la criminología militar está todavía poco desarrollado. La principal dificultad con que tropiezan los trabajos en esta materia, es el carácter más o menos secreto, explicable por motivos de seguridad de las bases estadísticas relacionadas con la criminalidad militar. Se ha comprobado, sin embargo, que ciertos países publican, de forma oficial, las estadísticas de las actividades y decisiones de las jurisdicciones militares; en los demás países, la oposición a la publicidad de estos datos parece que podrá ser levantada después de un cierto lapso.

La Comisión de Criminología militar, creada en el seno de la Sociedad internacional de Derecho penal militar y Derecho de la guerra, se reunió, por vez primera, con ocasión del Congreso de Madrid. Tuve personalmente el honor de presentar una ponencia sobre «Primeros resultados de una encuesta internacional sobre criminología militar».

Se habían obtenido respuestas en relación a un cuestionario sobre esta materia procedentes de siete países: República Federal Alemana, Bélgica, Canadá, España, Estados Unidos, Francia y Noruega. Las estadísticas de que se pudo disponer eran de una importancia y de un valor muy diferente y por ello se expresó el deseo de intentar obtener una mayor uniformidad en la elaboración de las estadísticas anuales inspirándose en las conclusiones de los trabajos hechos sobre la clasificación de las infracciones militares que habían sido estudiadas en el cuadro de uno de los temas del Congreso de Madrid.

Por otra parte, los métodos de trabajo en el estudio de la criminología militar ponían de manifiesto, igualmente, una gran diversidad de tendencias. Resultó, sin embargo, posible presentar algunas reflexiones sobre resultados obtenidos por investigaciones basadas sobre un análisis cuidadoso de la personalidad de los delincuentes militares, especialmente en Bélgica, Estados Unidos y Francia.

Las comunicaciones nacionales recibidas, así como el esbozo de una primera síntesis, serán publicadas en la «Revue de droit pénal militaire et de droit de la guerre», probablemente en el curso del año 1969.

Durante la reunión de la Comisión en Madrid, el Dr. Moutin, capitán médico del Hospital militar de Instrucción de Val-de-Grâce, en París, presentó, además, una comunicación sobre el análisis clínico y social de numerosos casos individuales de delincuentes militares franceses, añadiendo muy ponderadas reflexiones sobre la prevención y el tratamiento de la delincuencia en el medio militar.

Es de esperar que estos primeros trabajos suscitarán otros, en otros países, que permitan el desarrollo de estudios criminológicos en un campo excesivamente olvidado.

Protección de la vida humana en la guerra moderna

La « Comisión para la protección de la vida humana en la guerra moderna » cuenta, dentro de la Sociedad Internacional, varios años de existencia. Celebró una nueva reunión con ocasión del Congreso de Madrid, para estudiar más especialmente el problema de la aeronave militar en misión sanitaria. El problema planteado era, principalmente, el del helicóptero sanitario, pero deliberadamente se había utilizado una denominación más amplia para poder abarcar técnicas futuras.

En su Ponencia general, el General Mayor Médico Evrard (Bélgica) presentó un resumen de los trabajos de la Comisión Médico-Jurídica de Mónaco, que ha elaborado un proyecto de texto destinado a modificar los Convenios de Ginebra. Entre las lagunas que es preciso cubrir, destacó la necesidad de dar una definición de los aparatos protegidos, de instituir señalizaciones por medios modernos radioeléctricos, para identificar los aparatos marcados con los signos convencionales, de suprimir la obligación de un previo plan de vuelo, y de determinar la protección de las aeronaves sanitarias cuando evolucionan sobre zonas de operaciones, sobre todo las de « extrema vanguardia », en las que debiera permitirse actuar al helicóptero sanitario.

El sumario de las discusiones de esta Comisión ha sido publicado en la « Revue de droit pénal militaire » nº VI-1, 1967, pág. 198-199.

El interés de estos trabajos de la Comisión para la protección de la vida humana, no puede escapar a nadie, pues reuniendo alrededor de la misma mesa juristas y militares, permite confrontar los aspectos técnicos y jurídicos del problema con las realidades de la guerra moderna.

Historia del Derecho penal y disciplinario militar

La Comisión constituida para promover el estudio histórico del Derecho penal y disciplinario militar, se reunió también por primera vez con ocasión del Congreso de Madrid. Bajo la presidencia del Profesor de Graaff (Holanda), pudo fijar las bases de sus futuras actividades, gracias a la colaboración prometida por unos sesenta especialistas.

Tres comunicaciones fueron presentadas en Madrid :

- Algunos problemas de Derecho militar con ocasión del empleo de ejércitos de composición internacional al servicio de la República de las Provincias Unidas. (M. H.H.A. de Graaff, Holanda) ;
- Evolución del procedimiento militar alemán durante el siglo XIX (Dr. O. Ehrl, República Federal Alemana) ;
- Derecho relativo al rescate de un cautivo durante la Guerra de los Cien Años (Coronel G.I.A.D. Draper, Inglaterra).

Estos tres estudios han sido publicados en la « Revista de derecho penal militar », volumen VII-2, 1968.

La Comisión se propone estudiar en el futuro el aspecto histórico de los problemas que serán objeto de consideración en los Congresos internacionales de la Sociedad.

Premio de la Sociedad y de la Revista de derecho penal militar y de derecho de la guerra

Durante el Congreso de Madrid, ha sido otorgado, por segunda vez, el Premio instituido por la Sociedad Internacional y subsidiado por la Revista de derecho penal militar y derecho de la guerra, para premiar un estudio sustancial y original relativo al Derecho penal militar, al Derecho disciplinario militar o al Derecho de la guerra.

El Jurado, compuesto por juristas pertenecientes a cinco países distintos, se encontró con la difícil tarea de seleccionar entre diecisiete concurrentes. El número de trabajos sometidos a su apreciación es una prueba de la vitalidad de la Sociedad y del interés de los medios científicos. Entre los trabajos que han ocupado, muy especialmente, la atención del Jurado y que por su valor y originalidad habrían merecido ser galardonados, debemos citar los de :

- Don Fernando De Lasala Samper (España), sobre « La protección a los heridos, enfermos y naufragos de la fuerzas armadas en campaña », análisis profundo de las posturas de la doctrina, a este respecto, desde el siglo XVI, y principalmente del origen y aplicación de las disposiciones de los Convenios de Ginebra ;
- Dr. Walter Meier (Suiza), sobre « Die Bestimmungen über das Kriegsverbrechens- und Besatzungsstrafrecht in den Genfer Abkommen zum Schutze der Kriegesopfer von 1949 », excelente trabajo sobre ciertas disposiciones de los Convenios de Ginebra, principalmente los artículos 49 y siguientes, elaborado sobre la base de una amplia documentación, especialmente las decisiones judiciales adoptadas en diferentes países, finalizada la segunda Guerra Mundial ;

- Capitán Médico Pierre Moutin (Francia), sobre « Une étude de criminologie différentielle en milieu militaire », elaborado partiendo de un análisis clínico y social realizado sobre gran número de militares, con y sin antecedentes penales, aportación importante a una rama poco desarrollada de la criminología ;
- M. F.A. Small (Nueva Zelanda), sobre « The Extradition of Military deserters at international law », estudio histórico y sobre todo de derecho comparado, sobre un problema que ha sido objeto de uno de los temas del Congreso de Madrid ;
- Coronel Dennis A. York (Estados Unidos), sobre « Military due process » ; bajo este título, el autor examina el procedimiento administrativo para la baja en el ejército, comparándola con el procedimiento penal militar en los Estados Unidos, poniendo de manifiesto cómo gracias a la jurisprudencia de la Military Court of Appeals de los Estados Unidos, los derechos subjetivos de los encartados han tenido más garantías, principalmente en el terreno del derecho de defensa ante la jurisdicción militar y del derecho a poder presentar testigos ; estas garantías no existen en el procedimiento administrativo para la baja en el ejército, cuando esta medida puede tener graves consecuencias para el porvenir del militar vuelto a la vida civil ; el autor propone reformas de « lege ferenda », que parecen muy acertadas.

A pesar de las calidades excepcionales de estos trabajos, el premio ha sido concedido a M. Armin Steinkamm (Alemania Federal), que había presentado un importantísimo estudio sobre « Streitkräfte im Kriegsvölkerrecht » (El Estatuto de las fuerzas armadas en el derecho internacional de guerra).

Este estudio había sido recientemente presentado como tesis en la Facultad de Derecho de la Universidad de Würzburg. Trata de un problema fundamental del Derecho internacional de guerra, que es al propio tiempo un problema muy actual, puesto que se refiere a los límites y a las posibilidades actuales de las reglas del Derecho de la guerra en la guerra moderna. El libro de Steinkamm está basado en una documentación muy extensa, no solamente alemana sino prácticamente de todos los países del mundo, incluidos los países del Este.

El esfuerzo hecho para definir las nociones de « combatiente » y « no combatiente » es, realmente, meritorio. El problema de los « partisanos », « resistentes » y « grupos subversivos », retiene muy especialmente la atención del autor, que lo estudia también utilizando textos de los países del Este, poniendo en evidencia la evolución de las ideas soviéticas respecto a la noción jurídica de la guerra.

El Jurado apreció igualmente el esfuerzo de M. Steinkamm para elaborar proposiciones de lege ferenda sobre la noción de combatiente.

Tema del Congreso de 1970

Ya, desde ahora, la « Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre » se ocupa de los temas que serán objeto de su próximo Congreso, que proyecta organizar en Dublin, en mayo de 1970.

Como en ocasiones anteriores, dos temas han sido escogidos: por una parte, el problema de la obediencia militar en relación con los Derechos penales internos y con el Derecho de la guerra ; de otra parte, la búsqueda de una definición de las nociones de « guerra » y de « combatiente ». Si el primer tema interesa especialmente a los penalistas, el segundo trata de contribuir al desarrollo científico del derecho de la guerra, intentando concretar algunas nociones fundamentales.

**

El Congreso de Madrid ha sido una vez más prueba evidente de la vitalidad de nuestra Sociedad Internacional, tanto por los trabajos sobre los temas principales, como por la actividad de las Comisiones especializadas y el interés suscitado por el premio trianual, la Sociedad ha demostrado que las materias en las que se halla interesada, pueden constituir el objeto de investigaciones científicas de un valor y de una importancia igual a las que pueden desarrollarse en las demás ramas del Derecho.

COMITE DU CONGRES

Le Congrès de Madrid a été organisé par la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre avec la collaboration de la Section Espagnole de la Société et sous le haut patronage de :

S.E. D. Agustin NUNOZ GRANDES

Vicepresidente del Gobierno

D. Antonio Maria de ORIOL y URQUIJO

Ministro de Justicia

D. Camilo MENENDEZ TOLOSA

Ministro del Ejército

D. Pedro NIETO ANTUNEZ

Ministro de Marina

D. Jose LACALLE LARRAGA

Ministro del Aire

et d'un Comité d'honneur composé de :

Excmo. Sr. D. Cesar MANTILLA LAUTREC

Teniente General, Jefe del Estado Mayor Central del Ejército

Excmo. Sr. D. Ramon CARMONA y PEREZ de VERA

Teniente General, Presidente del Consejo Supremo de Justicia Militar

Excmo. Sr. D. Carmelo MEDRANO EZQUERRA

General de Division, Subsecretario del Ministerio del Ejército

Excmo. Sr. D. Acisclo FERNANDEZ CARRIEDO

Director General de Justicia del Ministerio de Justicia

- Excmo. Sr. D. Benito PICO MARTINEZ
Fiscal Togado del Consejo Supremo de Justicia Militar
- Excmo. Sr. D. Jose ABIA ZURITA
Ministro Togado, Asesor General del Ministerio de Marina
- Excmo. Sr. D. Pedro VILLACAÑAS GONZALEZ
Consejero Togado, Asesor Juridico del Ministerio del Aire
- Excmo. Sr. D. Juan AGUIRRE CARDENAS
Auditor General, Asesor Juridico del Ministerio del Ejército

Le Comité organisateur était composé comme suit :

Président :

- Excmo. Sr. D. Eduardo de NO LOUIS
Auditor General del Ejército

Vice-Président :

- Excmo. Sr. D. Antonio LOPEZ BLANCO
General Auditor de la Armada

Secrétaire général

- Ilmo. Sr. D. Julio SAINZ BROGERAS
Coronel Auditor del Ejército

Membres :

- Sr. D. Carlos GOMEZ JARA
Teniente Coronel Auditor del Aire
- Sr. D. Jesus GARCES LOPEZ
Teniente Coronel Auditor de la Armada
- Sr. D. David ADAN HERRERO
Comandante Auditor del Ejército
- Sr. D. Joaquin ROMERO SIMON
Capitan de Caballeria, Diplomado de E.M.

- Sr. D. Martin BRAVO NAVARRO
Capitan Auditor del Aire
- Sr. D. Carlos GIRGADO DOCE
Capitan Auditor del Ejército
- Sr. D. Emilio DE MIGUEL ZAMORA
Capitan Auditor del Ejército
- Sr. D. Matias HERNANDEZ GARCIA
Capitan de O.M.

SEANCE INAUGURALE

Une séance solennelle s'est déroulée le 9 mai au siège central du Conseil supérieur des Recherches Scientifiques en présence des représentants du Gouvernement, des autorités locales et de nombreuses hautes personnalités judiciaires et militaires.

Le président de la Société, M. le Professeur Giuseppe Ciardi, **Teniente Generale** Capo della Giustizia Militare, a, le premier, pris la parole en ces termes :

Excelencias, Señoras y Señores,

Tengo el alto honor de pronunciar, como presidente de la Sociedad Internacional de Derecho penal militar y de Derecho de guerra, el discurso inaugural de este cuarto Congreso Internacional, que empieza bajo los auspicios y con el alto patronato de los ministros del Ejército, del Aire, de la Marina y del Ministro de la Justicia de España, en presencia de tantas altas autoridades españolas y extranjeras, de juristas ilustres, legisladores, hombres de ciencia, de toga y de armas, aquí congregados procedentes de todas las partes del mundo.

Sobre todo lo hago con profundo afecto hacia esta tierra predilecta e insigne; llena de glorias y de historia, en este espléndido Madrid, bien digno de alzar hoy la antorcha que ilumina nuestro camino en el que nosotros nos proponemos continuar, después de once años de intensa actividad y tres precedentes congresos, nuestros trabajos y nuestros estudios para conseguir los altos fines que nos proponemos.

A todas las ilustres personalidades y a las delegaciones de los diversos países, presento, en nombre de la Sociedad Internacional de derecho penal militar y de derecho de guerra, nuestro saludo al Señor Camilo Menendez Tolosa, que nos ha dado la bienvenida, agradeciéndoselo mucho. — En nombre de todos dirijo nuestro saludo respetuoso y vibrante al Jefe del Estado que representa y rige la suerte de España.

La Sociedad Internacional de derecho penal militar y de derecho de guerra no se propone intentos puramente científicos, sinó también sociales y morales, porque tiende, a través de su actividad y sus estudios, a llevar el derecho penal militar y el derecho de guerra hacia esquemas con fundamento común de civilización, de humanidad y de progreso y que, posiblemente, sean inspirados en los mismos principios y la misma terminología jurídica.

Una legislación penal militar y de guerra, fundadas, en diversos países, sobre los mismos principios, contribuirán indudablemente, a la aproximación de los pueblos, a reunir los supremos ideales, consolidar en el recíproco respeto, las fuerzas armadas de los diferentes Estados y rendirlas solidarias para la defensa del progreso y de la paz duradera.

Es anhelo de toda la humanidad, de todas las naciones y todas las razas, cualquiera sea su religión, su fè, su ideología, que las guerras sean por siempre rechazadas; pero, aún siendo posible que a través de la aflicción pasada y presente de nuestra humanidad se pueda llegar a una era mejor de fraternidad, es preciso que fuerzas militares de cada Estado existan para tutelar y mantener la disciplina nacional; como es también necesario que fuerzas militares internacionales puedan siempre intervenir donde se enciendan focos de insurrección o, peor aún, luchas cruentas entre pueblos diversos. — Hoy día ya existen, en manera limitada, estas fuerzas internacionales que operan bajo la dependencia de la Organización de las Naciones Unidas.

Por lo tanto un derecho penal militar no podrá jamás ser cancelado de las enseñanzas jurídicas; un derecho penal militar más moderno y adecuado a la humana naturaleza y a las contingentes necesidades de seguridad, tendrá que existir siempre.

El progreso se impone también en este ramo particularísimo de la ciencia penal, que no puede ser estático, sinó dinámico, un progreso que nos conduzca a esquemas unitarios que se inspiren en las mismas finalidades éticas y en misma terminología.

No olvidemos que la ley penal militar es una ley de valor y de honor. En ella deben creer todos aquellos que anhèlan el respeto de la soberanía de los Estados y la paz del mundo, porque esa ley señala la medida de la rígida disciplina y del sacrificio que, en todo caso, constituyen la salvaguarda y la defensa de todos valores humanos y sociales.

Como los creyentes de una misma religión y de una misma fè se conocen entre ellos por su credo, así mismo todas las fuerzas militares de los diferentes países, educadas y sostenidas por el credo de los mismos principios, orientarán su costumbre y sus almas hacia un sistema de normas que concretan el común fundamento y la razón por la cual fueron creadas.

Y, si el nombre de nuestra Sociedad reevoca el derecho de guerra, y si tenemos que creer también que no sea una utópia evitar los conflictos belicos, dejarlos a parte para siempre, es necesario que, en la espera de un mundo mejor y de un divino aire que de vida, al fin, a una era duradera

de paz, sean establecidos principios fuertes, claros, precisos para que no resulten aberrantes los conflictos, si surgieran.

Es también necesario regularizar el derecho de gentes para que, en la deprecada hipótesis, la humanidad se salve y pueda reenprender su fatigoso camino sin ser arrollada por una apocalipsis que haga nuestra tierra un mundo sin vida y que destruya la obra sublime de la creación.

No debemos olvidar que la guerra determina el trastorno de las normas en todos los sectores jurídicos no solo en el campo penal sinó también en lo civil, comercial y administrativo. — Cuando se habla de derecho de la guerra no se refiere solo al derecho penal militar, sinó también a cada ramo del saber jurídico, como además claramente trasparente de las varias legislaciones dictadas por los diferentes Estados beligerantes en tiempo de guerra.

Ahora, fijar normas de carácter estatutario, de las que puedan tomar inspiración y origen las diversas legislaciones de guerra y los tratados y convenciones internacionales, quiere decir proteger, por lo menos en parte, el porvenir y la vida misma de los pueblos.

Nuestros estudios y nuestras metas no están, pues, dominados por un ideal belico que ponga bases espirituales de guerras futuras, sinó por un anhelo profundo, por una esperanza de paz universal, que podrá ser solamente actuada en la plena seguridad del orden interno e internacional que de tranquilidad y certeza de vida a todos los pueblos de la tierra.

La ética de las naciones se desarrolla grado a grado y demasiados lutos y sangre se ha derramado para que, al fin, los pueblos y los gobiernos responsables no comprendan que ya es hora de emprender otras vías superando los obstáculos, en el respeto absoluto del derecho de gentes.

El primer tema desarrollado en nuestro primer congreso internacional en Bruselas, ha sido precisamente el relativo a los « problemas planteados por la colaboración militar internacional ».

Ya en el pasado, fueron actuadas tentativas para fijar la unidad del derecho marcial entre Estados aliados: típicos, en este caso, son los estudios realizados al tiempo de la organización militar de la C.E.D. y de los que forma parte el protocolo relativo al derecho penal militar, firmado en París el 27 marzo 1952.

En nuestros tres precedentes congresos hemos tratado otros problemas fundamentales que se refieren a el aeromovil militar, al derecho de gentes, a la subordinación militar en el plano de una cooperación internacional, a la garantía de los derechos individuales en la represión penal y disciplinaria, a las relaciones entre la acción penal militar y la disciplinaria, a la defensa del inculpad.

En este cuarto congreso serán tratados los siguientes temas: « la incriminación ámbito de la infarción militar » y « la extradición y sus posibilidades de evolución ». Además grupos especializados profundizarán

dichos temas y se ocuparán, también, de la historia del derecho penal militar. — Opino sería, indudablemente, muy importante y actual, someter a la pública opinión y a las autoridades cualificadas de cada Estado, aquellos principios básicos, que puedan servir de guía al desarrollo de los institutos y de las legislaciones militares nacionales a internacionales. — A propósito, recuerdo que la revista internacional de derecho penal militar y de derecho de la guerra, publicada por nuestra Sociedad y redactada en seis idiomas, trata, con profundidad de investigación y con inteligencia, los principales problemas que pertenecen a nuestro sector. Se publica en Bruselas y colaboran competentes escritores de cada nación. — Dicha revista constituye, verdaderamente, una magnífica palestra de estudios y un elemento de profundización y de divulgación de la ciencia del derecho penal militar.

A este propósito siento el deber de recordar, en este congreso de Madrid, que aquí se publica una revista de derecho penal militar que tiene carácter internacional, porque recoge escritos de personalidades competentes de cada país. Es un modelo por la amplitud y la importancia de los temas tratados y por el sistema actuado en su redacción.

Pero la actividad científica y de colaboración entre los diversos países, se desarrolla también a través de los grupos nacionales de la Sociedad que funcionan como centros de estudios y de consultas.

La lenta formación de un derecho penal militar comparado, que se funde sobre los mismos principios, haría posible la evolución de una conciencia unitaria internacional, de una comprensión entre los pueblos civilizados de la tierra amantes de la paz y de la libertad, y, con el tiempo, haría posible también la organización de una legislación militar nacional o internacional o supranacional, fundada sobre los mismos esquemas para que sea salvaguardada la dignidad humana y, al mismo tiempo, sean satisfechas las exigencias supremas de las fuerzas armadas.

Nosotros creemos en este porvenir y deseamos que todas las sociedades nacionales, aún manteniendo viva la antorcha del amor de patria, puedan sentirse también, con nueva y más alta conciencia jurídica y social, hijos de una más grande patria, en la obediencia de leyes civiles y militares análogas y comunes, idóneas para consolidar la unión de los pueblos.

Desde Europa ya algunos principios pasan a las naciones de otros continentes y ya fundaciones de un tan gran edificio se reconocen en la O.N.U.

En la atormentada historia de estos últimos decenios hemos visto respetadas las convenciones que rechazaban la guerra realizada con los gases y la guerra bacteriológica, y hoy ya esperamos en gestiones pendientes para evitar la guerra atómica y los desastres consecuentes a toda la humanidad.

Cada Estado y todas las fuerzas de cada país tienen que contribuir a la formación de un movimiento único dirigido a este fin.

La ley penal militar, como han dicho ilustres juristas y legisladores, es una ley política por su altísimo fin, porque supone el mantenimiento de la disciplina de las fuerzas armadas, que constituyen la suprema tutela de la soberanía del Estado, de la defensa, de la integridad y de la unidad de la patria, contra las agresiones externas. — Este carácter de la ley penal militar no comporta lentitud procesal o antiguos procedimientos, sino que debe, por la reintegración del orden jurídico turbado y por el modelo de sus juicios, adecuarse y descubrir el método de una justicia rápida, pero segura, que concrete su juicio en la más intransigente objetividad y equidad y, al mismo tiempo, reintegre oportunamente dicho orden, cuando viva y presente está todavía la alarma por la infracción cometida.

— Por lo tanto nuestra Sociedad pone, en consecuencia, el fin y el empeño que se relacione con tal ley, en los límites de sus estudios y de sus iniciativas. Así que, siendo una Sociedad libre, de derecho, se revela como una institución digna de ser considerada por el conjunto de su actividad internacional, notable por direcciones y metas, en el interés de todas las naciones civilizadas.

No solamente los países pertenecientes han aumentado de número en estos once años de vida (de cinco a treinta y ocho), sino que las mismas delegaciones y representaciones que llegan ahora, ya desde todos los continentes están, en general, formadas de personalidades militares y de juristas congregados ya en varios congresos, con el consentimiento y la autorización de sus gobiernos.

Esperamos que esta nuestra institución, encuentre en el orden internacional, un más adecuado y jurídico reconocimiento, para poder mejor realizar las tareas que en su estatuto se prefiguran, en el interés de todas las fuerzas armadas y de cada país en ellas representado, para contribuir así a la realización del fin supremo de la paz y al progreso de la civilización.

Auguramos que, en una era no muy lejana, la tierra, el mar y el cielo puedan ser recorridos por todos los hombres libremente en la salvaguarda de las leyes internacionales.

Ya en nuestra Europa se entrevén los primeros resultados, por lo cual se está realizando el pensamiento profético de Montesquieu: «L'Europe n'est qu'une nation composée de plusieurs», pensamiento que más claramente ha sido expresado por el español José Ortega y Gasset con la conocida frase: «La unidad de Europa no es una fantasía, sino que es la realidad misma, y la fantasía es precisamente la otra, la creencia de que Francia, Alemania, Italia o España son realidades substantivas e independientes».

— En el surco de estas premisas, formulo el voto que las jóvenes generaciones de hoy puedan recoger el fruto de nuestras esperanzas, de nuestros deseos y de nuestros sacrificios, y con este auspicio declaro abierto en Madrid el cuarto congreso de la Sociedad Internacional de derecho penal militar y de derecho de guerra.

RESUME :

Le président du Congrès, après avoir rendu hommage à l'Espagne, « terre privilégiée et insigne, dont l'histoire est chargée de gloire » et à toutes les hautes autorités présentes, a rappelé que la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre ne se propose pas des buts exclusivement scientifiques, mais pareillement des fins hautement sociales et morales, parce qu'elle entend, à travers ses propres activités et ses études, acheminer le droit pénal militaire et le droit de la guerre vers des conceptions fondées sur une vision commune de la civilisation, de l'humanité et du progrès et qui, dans la mesure du possible, s'expriment partout par les mêmes principes juridiques et une terminologie identique.

C'est l'aspiration de toute l'humanité et de toutes les races, par-delà leurs diversités religieuses et idéologiques, que les guerres soient bannies à jamais. Il tombe cependant sous le sens que des forces armées doivent encore subsister à l'intérieur de chaque Etat pour protéger la discipline nationale, de même que des forces armées internationales doivent par ailleurs toujours pouvoir intervenir là où s'allument des foyers de troubles et des insurrections ou, plus malheureusement encore, des luttes cruelles entre divers peuples. Le droit pénal militaire ne pourra donc jamais être rayé du nombre des disciplines juridiques : la sécurité générale exige un droit pénal militaire plus moderne et davantage adapté à la nature humaine et aux contingences.

La dénomination de notre société se réfère d'autre part au droit de la guerre parce que, dans l'attente de temps meilleurs, il reste nécessaire que des règles claires et précises soient établies pour rendre les conflits moins monstrueux et moins cruels, s'il en surgit encore.

Après avoir évoqué ces prémisses fondamentales, le président a rappelé quels étaient les thèmes qui devaient être développés au 4^e Congrès international de Madrid, principalement ceux de l'incrimination et du domaine des infractions militaires et de l'extradition. Il a en outre signalé l'existence de la Revue internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre qui est publiée à Bruxelles sous l'égide de la Société et qui, rédigée en 6 langues, est vraiment un modèle du genre par l'ampleur et l'importance des sujets traités. Il a d'autre part mentionné la Revue de droit militaire qui est éditée à Madrid, sous l'égide de la magistrature militaire espagnole, et où paraissent des études de la plume d'éminentes personnalités de tous les pays.

Enfin, il a rappelé l'activité scientifique et la collaboration qui, dans le domaine du droit pénal militaire et du droit de la guerre, est aussi déployée au sein des 27 groupes nationaux de la Société qui fonctionnent comme centres d'études, de consultation et d'impulsion, et qui, en exécution des directives du Conseil de direction, sont animés par le secrétariat général de la Société, lequel a son siège à Strasbourg.

Après s'être penché un instant sur le caractère politique de la loi pénale militaire, édictée pour le maintien de la discipline des forces armées qui constituent la sauvegarde suprême de la souveraineté de l'Etat, de la défense, de l'intégrité et de l'unité de la Patrie, l'orateur a souligné que cette loi ne peut comporter des procédures lentes et surannées. Pour restituer l'ordre juridique militaire troublé par le délit et pour assurer l'exemplarité de ses sentences, cette loi doit au contraire s'adapter et découvrir les normes d'une justice rapide, mais sûre, qui concrétise ses jugements dans l'objectivité la plus intransigeante et l'équité, tout en sachant restaurer à temps l'ordre troublé, c'est-à-dire lorsque le souvenir du délit est encore vivant et présent aux esprits.

En conclusion, l'orateur a formulé l'espoir que, dans une ère pas trop éloignée de nous, la terre, la mer et le ciel puissent être parcourus librement par tous les hommes, sous la protection des lois internationales, et a rappelé que déjà, dans

notre Europe, se perçoivent les premiers indices qui vérifieront la pensée prophétique de Montesquieu : « l'Europe n'est qu'une nation composée de plusieurs ». Plus explicitement le grand écrivain espagnol José Ortega y Gasset a affirmé que « l'unité de l'Europe n'est pas une fantaisie, mais une réalité ; la fantaisie est précisément de s'imaginer le contraire, en pensant que la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne sont des réalités substantivement indépendantes ».

SUMMARY :

The Chairman, after paying tribute to Spain, a « privileged land laden with glory » and to all the eminent authorities present, recalled that the International Society for Military Law and the Law of War has not set itself purely scientific ends, but equally strives to achieve lofty social and ethical purposes, because its intent, by means of its activities and studies, is to lead criminal law and the law of war along the road that abuts on to a common vision of civilisation, humanity and progress and which also strives to unify principles of law and terminology.

All the races that make up mankind aspire to the permanent outlawing of war, beyond ideological and religious diversity ; it stands to reason, however, that armed forces must go on existing within each state to safeguard internal order, just as international armed forces must be in a position to intervene wherever trouble and insurrections break out or, what is even more unfortunate, cruel conflicts between the various peoples of the world. Military law still therefore always have to be reckoned with : general security requires a more up to date system, more in consonance with human nature and unforeseeable circumstances.

Our society is also concerned with the law of war, because, while hoping for better times, it is necessary that clear and precise rules should be drawn up to render future conflicts that may break out less monstrous and relentless.

After recalling these fundamental premises, the chairman recalled the themes to be examined at the Madrid International Congress, chiefly that of « indictment and the field of military offences » and « extradition ». Furthermore, he mentioned the fact of the existence of the Military Law and Law of War Review published in Brussels under the aegis of the Society and which, drafted in six languages, constitutes a model of its kind, by reason of the scope and the weight of the topics it deals with. The Chairman also referred to the Review of Military Law published in Madrid under the auspices of Spanish Judges : eminent personalities from many countries contribute.

Finally, reference was made to the scientific activities and cooperation in the fields of military law and the law of war going on within the 27 national groups of the Society, run as study, consultation and initiating centres and which, by virtue of the instructions of the managing board, are coordinated by the Society's general secretariat in Strasbourg.

After dwelling briefly on the political character of military law, a system intended to maintain discipline in the armed forces, which constitute the supreme safeguard of state sovereignty and the integrity and unity of the country, the speaker emphasised that this system must shed its slow and obsolete procedures. If it is to uphold the military legal order when breaches occur and see to it that exemplary sentences are passed, military law must adapt itself and determine the norms of a swift but reliable system to make concrete its judgments, that must be based on absolute objectivity and equity, while sanctioning breaches in time, i.e., when the offence is still clearly present in the minds of those concerned.

In conclusion, the speaker expressed the hope that, in a not too far distant future, all men may freely and without hindrance use land, sea and air means of communication, under the safeguard of international law, and recalled that, even now, the first indications were perceptible that would bear out Montesquieu's prophetic aphorism: «Europe is a single nation made up of several». More explicitly, the renowned Spanish writer José Ortega y Gasset has asserted that «the unity of Europe is not a fantasy but a reality; the fantasy lies precisely in thinking that France, Germany, Italy and Spain are independent realities».

DISCURSO DEL EXCELENTISIMO SENOR MINISTRO DEL EJERCITO

Camilo MENENDEZ TOLOSA

Señoras, señores:

Por delegación del Vicepresidente del Gobierno y Capitán General Jefe del Alto Estado Mayor, y como Ministro del Ejército y en nombre de mis compañeros de Marina y Aire, me complazco en dar la bienvenida a España a la brillante representación e ilustres componentes de los diferentes países de Europa y América que nos honran con su presencia en el «IV Congreso Internacional de Derecho Penal Militar y Derecho de la Guerra», y desearles una agradable y feliz estancia, con el mayor éxito en las conclusiones que puedan conducir al estudio de los delitos militares, y la extradición por delitos militares, que constituyen el temario de este Congreso.

No dudo que estas conclusiones serán después recogidas en vuestra importante publicación «Revue de Droit pénal militaire et de Droit de la guerre», y lo que es más importante, en los sistemas penal y judicial militares y aún en el penal común de los distintos países como en anteriores ocasiones se hizo y con vista siempre a la unificación o aproximación en la zona de las grandes alianzas internacionales, en las que inevitablemente se plantean a los ejércitos aliados problemas nuevos no sólo en el orden penal sino también en el derecho de la guerra.

Estais en España, país de larga tradición juridico-militar, ya que la institución del Auditor Jurídico Militar es casi coetánea con el nacimiento de los ejércitos permanentes. En nuestra historia juridico-militar, como sabéis, figuran figuras mundialmente conocidas en el campo del Derecho de la Guerra. Así, Baltasar de Ayala, Auditor de Alejandro Farnesio, en Flandes; el italiano Pierino Belli, Auditor del Duque de Alba; el Doctor Morcate, Auditor de Don Juan de Austria en la Armada de Lepanto, y desde 1587 se contiene una regulación del oficio de Auditor en las «Ordenanzas» de Felipe II.

Antes de terminar, quiero agradecer la presencia de la representación del Ministro de Justicia, cuyo titular no puede asistir por ineludibles obligaciones de su cargo. Y de manera especial la del Presidente de la «Sociedad Internacional de Derecho Penal Militar y Derecho de la Guerra», Teniente General Giuseppe Ciardi, quién a pesar de ver dificultados sus movimientos por una fractura de fémur, no ha vacilado en venir a Madrid para presidir este IV Congreso y presentar después, precisamente en tierra española, su dimisión por incapacidad física.

Nuestro más grato recuerdo para fallecido Sr. Gomes Carneiro, Ministro que fué del Consejo Supremo de Justicia Militar del Brasil y que, juntamente con el Teniente General Ciardi fueron, en 1959, los más decididos patrocinadores del ingreso en esta Sociedad de los miembros españoles.

Al hacer sinceros votos por la prosperidad de vuestros países y ponerme a vuestra disposición para cuanto pueda redundar en el mayor éxito y brillantez del Congreso, podeis estar seguros de que encontrareis aquí las máximas facilidades para lograr vuestro objetivo primordial: la mayor armonía de los derechos nacionales con los convenios internacionales en materia de Derecho Penal Militar, y la promoción de un derecho establecido en el respeto de los derechos del hombre.

Nada más, señores.

PALABRAS DEL DIRECTOR GENERAL DE JUSTICIA

Acisclo FERNANDEZ CARRIEDO

Excelentísimo señor Ministro del Ejército;

Excelentísimos e Ilustrísimos señores;

Señoras y señores:

Me cabe el alto honor, en representación del señor Ministro de Justicia, a quien ocupaciones ineludibles de última hora le han impedido asistir personalmente a este acto, de dirigir unas palabras de saludo a los prestigiosos miembros de la «Sociedad internacional de Derecho Penal militar y de Derecho de la Guerra», que congrega cerca de un millar de miembros pertenecientes a 32 países de la Europa Occidental, América, próximo Oriente, Asia y Oceanía que, desde 1955, se ocupan afanosamente en la armonización de los derechos nacionales con los convenios internacionales en la materia, y en promover un derecho de la guerra establecido en el respeto de los derechos del hombre.

La finalidad que perseguís no es extraña a la cultura de nuestra Patria, en la que la concepción «ius naturalista» de la guerra tiene su más clara manifestación al señalar los representantes de la Escuela española del Derecho de Gentes el significado de la guerra justa como la condena al

delincuente por el príncipe ofendido constituido en tribunal. En efecto, la concepción escolástica de la guerra justa puede condensarse en las siguientes palabras : El príncipe o el pueblo que declara la guerra, actúa como un magistrado, bajo cuya jurisdicción cae una Nación extranjera como consecuencia de una falta muy grave, de un crimen que ha cometido y que no ha querido reparar, y « minister Dei » debe castigar en los casos en que el mismo Dios hubiera castigado ; « vindes in ira » no debe castigar más que si aquél a quien condena ha realizado una acción capaz de provocar la cólera, es decir, la voluntad de castigar de Dios. Sólo se podrá usar del poder para herir o coaccionar al que haya obrado mal, y esta concepción que se basa en la existencia del derecho natural, recobró todo su alcance dentro de un derecho internacional público de cierta perfección de normas y de organismos, como pone de relieve el artículo 16 del Pacto de la Sociedad de Naciones.

Aún en la concepción positivista de la guerra, que ve ésta como un medio para resolver un conflicto ideológico o de intereses, no deja de atisbarse la necesidad de un sentido espiritualista, si nos atenemos a las palabras de Schiller según el cual la Historia Universal es el tribunal del mundo.

Para un Director General de Justicia, el Derecho de la Guerra, en general, y el Derecho Penal Militar, en particular, son temas del máximo interés. Si después del célebre discurso de nuestro inmortal Cervantes, sobre la relación de las armas y las letras, no puede omitirse, en la intervención de cualquier humanista, la referencia a aquel tema, después de los trabajos de Goldschmidt y de Carreras, el primero con su estudio « *Guerra, duelo y proceso* » y el segundo con su lección « *Proceso, guerra y juego* », nadie, relacionado con la justicia, puede omitir el parangón entre el proceso, instrumento para la solución justa de los conflictos inter subjetivos, y la guerra como medio de resolver los conflictos internacionales. La guerra, los juegos de carácter agonístico y el proceso, están sometidos a normas generales pensadas para todas las hipótesis, que tienden a disciplinar la conducta de los contendientes con carácter imperativo, sin dejar al arbitrio de los destinatarios su cumplimiento o violación ; y si bien las normas o leyes de guerra no regulan el derecho positivo de la utilización de la oportunidad para alcanzar la victoria, que constituye el carácter militar, sí tienen de común el aspecto negativo por el cual se prohíben actividades aisladas o se proscriben determinados medios de lucha. Pero, aún con la diferencia de medios, pregunto : ¿ Cuánto no hay de afín entre el arte de litigar y el arte de la guerra ? Si nos referimos, ya en concreto, al derecho penal militar, vuelvo a preguntar : ¿ Cuantos temas no nos son comunes ? La limitación entre la Jurisdicción ordinaria y la militar, con los problemas que plantea en esta sociedad dinámica el estacionamiento de ejércitos de otras Naciones, la existencia de ejércitos de composición internacional, etc..., son todas cuestiones que nos obligan a prestar la máxima atención a vuestras deliberaciones que, estoy seguro, han de estar a la altura de los anteriores Congresos, en los que se abordaron extremos tan relevantes como « *La acción penal y Acción disciplinaria* », en el de Bruselas ; « *La aeronave militar y el derecho de gentes* », que tuvo su sede en Florencia ; o en el más cercano de Estrasburgo, sobre « *Las garantías de los derechos individuales en la represión penal y disciplina-*

ria militar ». No, no ceden en interés los dos temas de este IV Congreso, sobre « *Los delitos militares* » y « *La extradición por delitos militares* ».

Y voy a terminar, para no cansar vuestra atención.

Que vuestra capacidad y noble intención encuentren, en el marco de este Madrid primaveral, el ambiente propicio para que brote con la lozanía de lo justo una aportación sobre tan importantes materias.

Chapitre I

RAPPORT GENERAL

DIE AUSLIEFERUNG WEGEN MILITÄERISCHER STRAFTATEN

von

Paul-Günter PÖTZ

Regierungsdirektor

(Bundesrepublik Deutschland)

I. Einleitung

Für mich ist es eine besondere Ehre, vor Ihnen sprechen zu dürfen. Die Internationale Gesellschaft für Wehrstrafrecht und Kriegsrecht ist mir seit vielen Jahren ein Begriff; ich verfolge ihre Arbeiten auf den vielfältigsten Gebieten mit regem Interesse und bin immer wieder erfreut zu sehen, dass sie mit Tatkraft und einem sicheren Gespür für die modernen Gegebenheiten die aktuellen Probleme des Wehrstrafrechts und des Kriegsrechts aufgreift, auf ihren Kongressen behandelt und auf diese Weise wesentlich zu ihrer Lösung beiträgt.

Für Sie dagegen bin ich ein Unbekannter. Erlauben Sie mir daher ein Wort zu meiner Person: Ich war früher Richter für Strafsachen. Seit 7 Jahren bin ich im Bundesministerium der Justiz der Bundesrepublik Deutschland mit Fragen des ausländischen und des internationalen Strafrechts befasst. Insbesondere beschäftige ich mich mit dem Recht der Auslieferung und der internationalen Rechtshilfe in Strafsachen. Das ist ein Gebiet, das lange Zeit vielen Juristen — wenn sie sich überhaupt jemals mit ihm befasst hatten — unbekannt war und in dem sich auch heute nur verhältnismässig wenige Spezialisten auskennen. Ich glaube aber, dieses Rechtsgebiet ist es wert, dass sich weitere Kreise mit ihm beschäftigen, seine vielfältigen Probleme kennenlernen, die gerade in unserer Zeit zunehmende Bedeutung gewinnen, und sich mit ihnen auseinandersetzen. Aus diesem Grund wird sich die Internationale Gesellschaft für Strafrecht auf ihrem nächsten Kongress im Jahre 1969 in Italien mit dem Thema «Moderne Aspekte der Auslieferung» befassen. Und ich bin sicher, dass man von den Erörterungen auf dem jetzigen Kongress mit grossem Interesse Kenntnis nehmen wird.

Die Gesellschaft ist daher zu beglückwünschen, dass sie die Frage der Auslieferung wegen militärischer Straftaten zum Gegenstand ihrer Beratungen auf ihrem gegenwärtigen Kongress gemacht hat. Ich schätze mich glücklich, zu diesem Thema den Generalbericht erstatten zu dürfen, und danke Ihnen sehr für die Übertragung dieser Aufgabe.

II. Vorbemerkungen

Bevor ich mich der Prüfung der Einzelfragen zuwende, darf ich zunächst einige Vorbemerkungen allgemeiner Art machen, die dem besseren Verständnis dienen sollen, die aber auch erforderlich erscheinen, um Ihnen die Gesamtproblematik aufzuzeigen.

Auslieferung ist nach herrschender Meinung die amtliche Überstellung einer Person aus der ungeschränkten Strafgewalt eines Staates, der diese in vollem Umfang aufzugeben bereit ist, in die Strafgewalt eines anderen Staates zum Zwecke der Strafverfolgung oder der Strafvollstreckung. Sie ist die wichtigste Massnahme der zwischenstaatlichen Rechtshilfe in Strafsachen. Ihre praktische Bedeutung wird erkennbar, wenn man überlegt, dass die Justizhoheit eines jeden Staates an seinen Grenzen endet und er ohne die Hilfe anderer Staaten ausserstande wäre, seinen Strafanspruch oder seinen Anspruch auf Vollstreckung einer Strafe gegenüber einem im Ausland befindlichen Beschuldigten oder Verurteilten zu verwirklichen.

Heute ist das Auslieferungsrecht Bestandteil der meisten Rechtsordnungen der Welt. Das war nicht immer so. Die Geschichte des Auslieferungsrechts als Rechtsinstitut ist nämlich noch verhältnismässig jung. Zwar gab es schon in vorchristlicher Zeit berühmte Auslieferungsfälle und -verträge. Auch wurden, vor allem im 12. Jahrhundert, zwischen den norditalienischen Fürstentümern Auslieferungsverträge abgeschlossen. Im wesentlichen aber wurde die Auslieferung als ein politischer Hoheitsakt angesehen, der weitgehend von der Willkür des Staatsoberhauptes oder den politischen Machtverhältnissen abhängig war. Erst die Aufklärung Ende des 18. Jahrhunderts und die durch sie bewirkte politische Umwälzung ließen die Entwicklung des Rechts der Auslieferung zu. Das Verdienst, das erste Auslieferungsgesetz der Welt geschaffen zu haben, kann Belgien für sich in Anspruch nehmen. Dieses am 1. Oktober 1833 erlassene Gesetz war das Vorbild für viele Auslieferungsgesetze und hat bis in die Gegenwart starken Einfluss auf die Gesetzgebung anderer Länder ausgeübt. Belgien darf daher als Vorkämpfer des Auslieferungsrechts bezeichnet werden. Der von Belgien mit Frankreich im Jahre 1834 abgeschlossene Auslieferungsvertrag ist als der Urtyp der modernen Auslieferungsverträge anzusehen.

In vielen Staaten der Welt ist das Auslieferungsrecht durch ein Auslieferungsgesetz, durch Vorschriften in der Verfassung, dem Strafgesetzbuch oder der Strafprozessordnung gesetzlich geregelt. Von den europäischen Staaten kennen u.a. Dänemark und Portugal keine gesetzlichen Bestimmungen über die Auslieferung. Island, Liechtenstein und Österreich haben in ihren Strafgesetzen nur einige auslieferungsrechtliche Fragen geregelt.

Noch im 19. Jahrhundert, insbesondere aber im Laufe der letzten 50 Jahre, wurden zahlreiche zweiseitige Auslieferungsverträge geschlos-

sen. Unabhängig hiervon hat es viele Bemühungen gegeben, das Auslieferungsrecht einheitlich zu regeln. Insbesondere die Vereinigten Staaten von Amerika und die süd-amerikanischen Staaten hatten hieran grossen Anteil. Eine panamerikanische Konferenz nahm im Jahre 1928 nach umfangreichen Vorarbeiten in Havanna den «Codigo Bustamente» an. Dieser enthält eine fast vollständige Regelung der Auslieferung, wurde am 26. Dezember 1933 in Montevideo unterzeichnet und einige Jahre später von 11 Staaten Zentral- und Südamerikas ratifiziert. Andere Versuche sind an den unterschiedlichen Auffassungen von der Auslieferung als politischem Machtmittel oder als reiner Rechtshilfehandlung gescheitert. Trotz dieses Vorbildes kam es erst im Jahre 1957 zu einem weiteren multilateralen Übereinkommen. Als Frucht der europäischen Integrationspolitik unterzeichneten am 13. Dezember 1957 11 Mitgliedstaaten des Europarats, nämlich Belgien, Dänemark, die Bundesrepublik Deutschland, Frankreich, Griechenland, Italien, Luxemburg, Norwegen, Österreich Schweden und die Türkei das Europäische Auslieferungsübereinkommen. Später sind ihm noch die Niederlande, Irland und die Schweiz beigetreten. Wenn dieses Übereinkommen auch nicht alle Fragen abschließend löst und den Vertragsstaaten noch weitgehende Möglichkeiten zur eigenstaatlichen Handhabung ihres Auslieferungsverkehrs läßt, so kann es doch als ein großer Fortschritt auf dem Weg zu einer Vereinheitlichung des internationalen Strafrechts angesehen werden.

Von besonderer Bedeutung sind in diesem Zusammenhang zwei weitere multilaterale Übereinkommen, nämlich die Verträge über die Auslieferung und die Rechtshilfe in Strafsachen zwischen Dänemark, Finnland, Island, Norwegen und Schweden vom 3. März 1961 sowie zwischen Belgien, Luxemburg und den Niederlanden vom 27. Juni 1962. Beide Übereinkommen, auf die später noch einzugehen ist, beruhen auf den besonders nahen Beziehungen der Vertragspartner und sind in ihrer Ausgestaltung vorbildlich.

Das Auslieferungsrecht wird in vielen Staaten vom Grundsatz der Gegenseitigkeit beherrscht, d.h. daß der Staat, der eine Auslieferung verlangt, auch seinerseits in einem vergleichbaren Fall dem anderen Staat die Auslieferung bewilligt. Dieses Prinzip ist z.B. in der Schweiz und in der Bundesrepublik Deutschland besonders ausgeprägt. Frankreich dagegen hat in seinem Auslieferungsgesetz von 1927 davon abgesehen, den Grundsatz der Gegenseitigkeit als Rechtsprinzip einzuführen. Andere Staaten, wie z.B. Finnland und Norwegen, haben in ihren Auslieferungsgesetzen die Gegenseitigkeit ausdrücklich nur für bestimmte Einzelmaßnahmen vorgesehen. Die Bundesrepublik Deutschland, die gegenwärtig mit der Reform des Deutschen Auslieferungsgesetzes befaßt ist, wird voraussichtlich auf den Grundsatz der Gegenseitigkeit verzichten.

Als wichtigstes Element des Prinzips der Gegenseitigkeit wird das Prinzip der beiderseitigen Strafbarkeit bezeichnet. Hiernach ist eine Auslieferung nur zulässig, wenn die im ersuchenden Staat verfolgte Tat auch nach dem Recht des ersuchten Staates strafbar ist.

Parties
to Paris

Schließlich muß noch das Prinzip der Spezialität genannt werden. Hiernach darf eine Person in dem ersuchenden Staat nur wegen solcher vor ihrer Auslieferung begangener strafbarer Handlungen verfolgt werden, wegen derer die Auslieferung von dem ersuchten Staat bewilligt worden ist. Es beruht auf der Überlegung, daß kein Staat einen Verfolgten auf Gnade und Ungnade ausliefert. Dieses Prinzip kann als ein Grundsatz des Völkerrechts bezeichnet werden.

Damit darf ich den kurzen Überblick über die Entwicklung und fundamentalen Regeln des Auslieferungsrechts beschließen.

Die Auslieferung wegen militärischer Straftaten, insbesondere wegen Fahnenflucht, ist im Laufe der Jahrhunderte oft eigene Wege gegangen. So hat es im 17. und 18. sowie im ersten Drittel des 19. Jahrhunderts zahlreiche zwei- und mehrseitige Übereinkommen gegeben, die ausschließlich die Auslieferung Fahnenflüchtiger betrafen. Zu dieser Zeit war die Fahnenflucht ein außerordentlich häufiges Delikt. Das ist nicht weiter verwunderlich, wenn man an die unmenschlichen Bedingungen der Rekrutierung sowie an die Disziplinlosigkeit denkt, die charakteristisch für die überwiegend aus Ausländern bestehenden kleinen Armeen der damals zahlreichen europäischen Staaten waren. Es handelte sich häufig um Soldaten, die durch Zwang oder List zum Kriegsdienst gezwungen wurden und deren Sold lächerlich gering war. Die Auslieferung diente ausschließlich politischen Zwecken. Sie war für viele Fürsten vor allem ein Mittel, sich durch Auslieferung ihrer Feinde gegenseitig einen Dienst zu erweisen. Das 19. Jahrhundert jedoch brachte einen Wechsel in der Zusammensetzung der Armeen, die zu nationalen Truppen wurden, ausgerüstet mit neuen Waffen und perfektionierten Taktiken. Ab etwa 1830 erfolgte eine radikale Wendung. Es setzte sich mehr und mehr der Grundsatz durch, daß eine Auslieferung nur noch wegen Verbrechen und Vergehen gegen das gemeine Recht stattfinden sollte. Der Grund hierfür war in erster Linie die Erwägung, daß kein Staat dazu beitragen wollte, die militärische Macht eines anderen Staates zu stützen, der möglicherweise bald schon sein Feind sein konnte. Das führte dazu, daß in zunehmendem Maße verbündete Staaten Abkommen über die gegenseitige Auslieferung fahnenflüchtiger Soldaten schlossen. Als Beispiel seien die Verträge zwischen Brasilien und Ecuador aus dem Jahre 1853 und zwischen Griechenland und der Türkei aus dem Jahre 1855 erwähnt. Diese Entwicklung fand ihren Höhepunkt in zahlreichen Verträgen über die Auslieferung von Fahnenflüchtigen und Wehrdienstverweigerern im Zusammenhang mit dem Weltkrieg 1914-1918 (z.B. französisch-belgischer Vertrag von 1914; deutsch-türkischer Vertrag von 1917). Über den gegenwärtigen Stand wird später zu berichten sein.

Wenn ich mich nunmehr der Erörterung der Einzelfragen zu unserem Thema « Auslieferung wegen militärischer Straftaten » zuwende, darf ich zunächst darauf hinweisen, daß der von der Gesellschaft herausgegebene Fragebogen sich als ein sehr nützliches Hilfsmittel erwiesen hat, weil die wesentlichen Probleme in ihm angesprochen worden sind

und auf diese Weise eine Konzentration bei der Bearbeitung der Fülle des Materials erreicht wurde. Es sind von 16 Ländern Berichte erstattet worden, nämlich von Argentinien, Brasilien, Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, Frankreich, Großbritannien, Israel, Italien, Kanada, Luxemburg, den Niederlanden, Norwegen, Österreich, der Schweiz, Spanien und den Vereinigten Staaten von Nordamerika. Diese Berichte sind in ihrem Umfang zum Teil sehr unterschiedlich. Daraus kann aber kein Schluß auf die Qualität gezogen werden. Wenn ich gleichwohl zwei Landesberichte besonders hervorhebe, dann glaube ich, das deshalb tun zu können, weil derjenige, den ich selbst erstattet habe, nicht dabei ist: die Herren Raemaekers, Belgien, und Kalshoven, Niederlande, haben sich mit besonderer Sorgfalt und einem erheblichen Arbeitsaufwand unserem Thema gewidmet und aus der Sicht ihrer Länder umfassende Berichte gefertigt. Ihnen und allen anderen Berichterstellern gilt mein herzlichster Dank für ihre ausgezeichneten Arbeiten.

Das mir zur Verfügung gestellte Material war sehr umfangreich. Es liegt in der Natur der Sache, daß im Rahmen dieses Generalberichts nicht jede Überlegung und nicht jeder Gesichtspunkt gewürdigt werden können. Ich werde aber versuchen, Ihnen einen möglichst umfassenden Überblick über die Rechtslage in den einzelnen Staaten und die nationalen Auffassungen zu geben.

III. Die Auslieferung wegen militärischer Straftaten

Die Auslieferung wegen militärischer Straftaten ist, wie ich bereits sagte, seit Jahrhunderten Gegenstand der internationalen Erörterung. In unserer Zeit hat sie eine besondere Bedeutung gewonnen. Insbesondere nach dem letzten großen Krieg ist es zu umfassenden Militärbündnissen gekommen, die manche Probleme aufgeworfen haben. Sie wissen, daß in zahlreichen Staaten der Erde, insbesondere in Europa, nationale Streitkräfte im Hoheitsgebiet anderer Staaten stationiert worden sind. Dies war eine Folge gemeinsamer Verteidigungsinteressen. Die Stationierung von Streitkräften verbündeter Staaten auf dem eigenen Hoheitsgebiet dient der Verstärkung der eigenen und der gemeinsamen Verteidigungsmöglichkeiten. Sie bringt zwangsläufig eine Erhöhung der Zahl militärischer strafbarer Handlungen mit sich und stellt diese Staaten vor das Problem, wie sie sich gegenüber Ansprüchen befreundeter Nationen verhalten sollen, deren Soldaten wegen militärischer Straftaten auszuliefern, damit sie im Heimatstaat verfolgt und verurteilt werden können. Das Problem hat aber auch einen allgemeinen Aspekt: die heutigen Verkehrsmittel und der erleichterte Grenzübergang geben auch den Personen, die sich militärischer Straftaten schuldig gemacht haben, weitaus größere Möglichkeiten als früher, ins Ausland zu fliehen in der Hoffnung, dort nicht verfolgt zu werden. Wie sollen sich die Zufluchtstaaten nun gegenüber Ersuchen der Heimatstaaten verhalten, ihnen die Täter wieder zuzuführen? Hierfür gibt es zwei Möglichkeiten:

die förmliche Auslieferung und die Überstellung von Soldaten auf einem anderen Weg.

A. *Auslieferung wegen militärischen Straftaten im eigentlichen Sinn.*

1. Zunächst ist festzustellen, daß es zwei Arten von militärischen strafbaren Handlungen gibt: die rein militärischen und die gemischt militärischen oder komplexen Straftaten. Zu der Frage, was darunter zu verstehen ist, gibt es keine wesentlichen Meinungsverschiedenheiten. Als Ergebnis der gestrigen Diskussion kann festgestellt werden: rein militärische Straftaten sind solche strafbaren Handlungen, die einen speziellen Tatbestand enthalten, der dem allgemeinen Strafrecht fremd ist und der auf dem besonderen Militärdienstverhältnis beruht. Hiervon sind die gemischt militärischen oder komplexen Straftaten zu unterscheiden. Hierunter sind solche Handlungen zu verstehen, die sich auch im allgemeinen Strafrecht finden und dort bereits unter Strafe gestellt sind, die aber mit Rücksicht auf besondere militärische Verhältnisse durch das Militärrecht zu einem besonderen Tatbestand umgestaltet worden sind. Derartige komplexe Straftaten sind häufig — aber nicht notwendig — in Militärstrafgesetzbüchern geregelt und mit einer regelmäßig höheren Strafe bedroht.

Die vielfach vertretene Meinung, eine Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten werde generell nicht bewilligt, ist nur bedingt richtig. Die meisten Staaten kennen allerdings keine Auslieferung wegen solcher Handlungen. Häufig ist sie in nationalen Auslieferungsgesetzen ausdrücklich verboten (Frankreich, Norwegen, Schweiz, Spanien, Bundesrepublik Deutschland). In vielen, vor allem älteren, Auslieferungsgesetzen sind die auslieferungsfähigen strafbaren Handlungen einzeln aufgeführt (Enumerationsprinzip). Rein militärische Straftaten sind dort nicht erwähnt (Belgien, Großbritannien, Israel, Kanada, Luxemburg, Niederlande). Italien hat keine spezielle gesetzliche Regelung, ebenso wie Österreich, nach dessen Auffassung die Nichtauslieferung wegen rein militärischer Straftaten aber eine allgemein anerkannte Regel des Völkerrechts und daher Bestandteil des österreichischen Bundesrechts ist. Diese Ansicht erscheint indessen bedenklich. Denn die Vereinigten Staaten von Amerika und Argentinien kennen z.B. kein gesetzliches Verbot der Auslieferung wegen derartiger Straftaten und sind deshalb in der Lage, in Verträgen anderes zu vereinbaren. Gleiches gilt für einige südamerikanische Staaten. Der brasilianische Landesbericht beantwortet diese Frage zwar positiv. Dem Auslieferungsgesetz von Brasilien vom 28.4.1938 (Art. 2 Nr. VII a) ist aber zu entnehmen, daß auch dort die Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten nicht bewilligt wird.

Zusammenfassend ist festzustellen: das Verbot der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten ist in den meisten Staaten Gesetz. Wegen der angeführten Ausnahmen wird es aber nicht als eine allgemeine Regel des Völkerrechts angesehen werden können.

2. Ein wesentlich anderes Bild ergibt sich in der Frage der Auslieferung wegen gemischtmilitärischer oder komplexer Straftaten. Hier sind folgende Fallgruppen zu unterscheiden:

- a) Ein Auslieferungersuchen hat eine gemischtmilitärische Straftat der oben beschriebenen Art zum Gegenstand (z.B. Kameradendiebstahl; Nötigung eines Vorgesetzten; tätlicher Angriff auf einen Vorgesetzten; Mißhandlung Untergebener).
- b) Einem Auslieferungersuchen liegen eine rein militärische Tat und eine gemischtmilitärische oder eine ausschließlich nach allgemeinem Strafrecht zu beurteilende strafbare Handlung zugrunde, die keinerlei Verbindung zueinander haben (z.B. Fahnenflucht und Unterschlagung; Befehlsverweigerung und Tötung eines Vorgesetzten).
- c) Ein und dieselbe Handlung verletzt zugleich ein rein militärisches Strafgesetz und einen gemischtmilitärischen oder einen allgemeinen Straftatbestand.

Die letztere Fallgruppe wird hier außer Betracht bleiben können, da sie der Regelung der rein militärischen Delikte unterfällt.

Die meisten Staaten sehen in ihren Gesetzen die Möglichkeit vor, wegen gemischtmilitärischer Straftaten die Auslieferung zu bewilligen. Das gilt auch, wenn eine solche und eine rein militärische Straftat im Verhältnis der Tatmehrheit zueinander stehen. In diesen Fällen wird lediglich die Auslieferung wegen der rein militärischen Tat verweigert, die sich ja von der gemischtmilitärischen trennen läßt (Belgien, Frankreich, Israel, Italien, Kanada, Luxemburg, Niederlande, Österreich, Schweiz, Spanien, Bundesrepublik Deutschland). Für die USA und Argentinien ist diese Frage kein Problem, weil dort ja unter den genannten Voraussetzungen sogar wegen rein militärischer Taten ausgeliefert werden kann. Nach norwegischem Recht ist Bedingung für eine Auslieferung, daß für die gemischtmilitärische strafbare Handlung keine höhere Strafe zu erwarten ist als für ein vergleichbares Delikt des gemeinen Rechts.

In diesem Zusammenhang muß darauf hingewiesen werden, daß in allen diesen Fällen durchweg die Auslieferung nur dann bewilligt wird, wenn der ersuchende Staat die Gewähr dafür bietet, daß der völkerrechtliche Grundsatz der Spezialität beachtet wird. Es muß also zugesichert werden, daß der Ausgelieferte in dem Staat, an den er ausgeliefert werden soll, ohne Zustimmung des ersuchten Staates weder wegen einer vor der Auslieferung begangenen Tat, für welche die Auslieferung nicht bewilligt worden ist, zur Untersuchung gezogen, bestraft oder an einen dritten Staat weitergeliefert noch aus einem anderen, vor der Auslieferung eingetretenen Rechtsgrund in seiner persönlichen Freiheit beschränkt wird, es sei denn, dass er das Gebiet des ersuchenden Staates innerhalb einer bestimmten Frist nach dem Tage seiner Freilassung nicht verläßt oder dorthin zurückkehrt oder von einer dritten Regierung von neuem ausge-

liefert wird. Liegen diese letzteren Voraussetzungen vor, kann ein Beschuldigter also auch wegen eines rein militärischen Deliktes verfolgt werden. Diese Auswirkungen des Grundsatzes der Spezialität, auf die in den Landesberichten von Großbritannien, Israel, Österreich, der Schweiz, Spanien und der Bundesrepublik Deutschland ausdrücklich hingewiesen worden ist, haben für die rein militärischen Straftaten eine erhebliche Bedeutung. Denn auch für derartige Handlungen dürfte die Erfahrungstatsache gelten, dass die meisten Täter irgendwann einmal in ihr Heimatland zurückkehren.

3. Die bisherige Erörterung hat ergeben, dass das Verbot der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten weit verbreitet ist. Wenden wir uns deshalb nunmehr der Frage zu, ob und in welchem Umfang zweiseitige oder mehrseitige Verträge bestehen, die Ausnahmen von diesem Verbot enthalten.

Bei der Prüfung dieser Frage lasse ich die Verträge ausser Betracht, die sich auf die Auslieferung von Seeleuten, auch soweit sie Seestreitkräften angehören, beziehen. Hier handelt es sich um ein spezielles Problem, das nicht unmittelbar zu unserem Thema gehört. Das ergibt sich schon daraus, dass die Auslieferung von Seeleuten durchweg in Konsularabkommen oder in Handels- und Schiffsverkehrsverträgen geregelt ist.

Was die Auslieferung im allgemeinen betrifft, so besteht ein weltweites Netz von zweiseitigen Verträgen. Dieser Umstand rechtfertigt die Feststellung, daß die wirksame Bekämpfung der internationalen Kriminalität ein Anliegen aller Staaten der Welt ist. Um noch bestehende Lücken zu schließen, ist es insbesondere erforderlich, mit solchen Staaten Auslieferungsverträge zu schließen, die nach ihrem innerstaatlichen Recht nur auf Grund eines völkerrechtlichen Vertrages Auslieferungen bewilligen dürfen.

Eine Analyse der Landesberichte zeigt, daß nur wenige Staaten die Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten vertraglich geregelt haben. In keinem der von Italien, Österreich, der Schweiz und der Bundesrepublik Deutschland abgeschlossenen Auslieferungsverträge ist eine entsprechende Bestimmung enthalten, so daß man sagen kann, daß diese Staaten in keinem Fall eine Auslieferung wegen rein militärischer strafbarer Handlungen bewilligen können. Ähnlich ist die Rechtslage in Großbritannien und Kanada. Hier gibt es zwar Sonderregelungen für die Truppen der Länder, die zum Commonwealth gehören. Indessen handelt es sich hierbei nicht um Auslieferungen im eigentlichen Sinn, obwohl die vertragliche Regelung dieser Institution angepaßt ist. Soweit ich feststellen konnte, gibt es nur noch einen heute gültigen zweiseitigen Auslieferungsvertrag, nämlich den zwischen Portugal und Spanien aus dem Jahre 1884, nach dem sich diese Länder gegenseitig die Fahnenflüchtigen der Land- und Seestreitkräfte ausliefern. Dies gilt allerdings nur für die Staatsangehörigen des ersuchenden Staates.

Dagegen gibt es eine größere Zahl mehrseitiger Abkommen, die das Problem mehr oder weniger positiv regeln. Die erste Lösung dieser Art

finden wir in dem Übereinkommen über die Auslieferung von Montevideo vom 26. 12. 1933. Dort ist zwar keine völkerrechtliche Verpflichtung zur Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten statuiert worden. In Artikel 3 dieses Übereinkommens ist vielmehr bestimmt, dass der ersuchte Staat in Fällen dieser Art nicht zur Auslieferung verpflichtet ist. Das bedeutet aber, dass er die Auslieferung auch wegen einer rein militärischen Tat bewilligen kann. Es liegt also im freien Ermessen eines jeden Staates, wie er sich einem solchen Auslieferungsersuchen gegenüber verhalten will. Wenn dieses Übereinkommen auch nur in einigen süd und mittelamerikanischen Staaten — z.B. Argentinien, Chile, Kolumbien — und in den USA in Kraft ist, so hat es doch eine erhebliche Bedeutung weil es — ebenso wie der Codigo Bustamente — für die Staaten, die es nicht ratifiziert haben, als Quelle völkerrechtlicher Grundsätze über die Auslieferung dient. Eine ähnliche Regelung findet sich auch in Auslieferungsverträgen, die Argentinien mit mehreren Staaten abgeschlossen hat.

Einen entscheidenden Schritt auf dem Weg zu einer umfassenden Lösung des Problems haben die nordischen Staaten und die Benelux-Staaten gemacht. Dänemark, Finnland, Island, Norwegen und Schweden haben am 3.3.1961 ein Übereinkommen geschlossen, in dem sich diese Länder verpflichtet haben, sich gegenseitig auch solche Verbrecher auszuliefern, die rein militärische Straftaten begangen haben. Voraussetzung ist lediglich, dass die Straftat, wegen derer die Auslieferung begehrt wird, im ersuchenden Staat mit Gefängnis bedroht ist. Am weitesten geht der am 27.6.1962 zwischen Belgien, Luxemburg und den Niederlanden geschlossene Vertrag über die Auslieferung und die Rechtshilfe in Strafsachen. Er bestimmt, dass diese Länder sich verpflichten, wegen rein militärischer Straftaten gegenseitig auszuliefern. Einzige Voraussetzung ist lediglich, dass die dem Auslieferungsersuchen zugrunde liegende Tat nach dem Recht beider Staaten strafbar ist. Darüber hinaus ist ausdrücklich festgelegt worden, daß die Fahnenflucht nicht als politische Straftat anzusehen ist. Grundlage für diese Lösung war die Erwägung, dass die enge Zusammenarbeit zwischen diesen Staaten auch auf den militärischen Sektor ausgedehnt werden muß, zumal sie sich hinsichtlich ihrer nationalen Verteidigung in einer Lage befinden, die eine unbedingte Solidarität erfordert.

In diesem Zusammenhang muß auch das von den meisten Staaten des Europarats unterzeichnete Europäische Auslieferungsübereinkommen vom 13.12.1957 erwähnt werden. Zwar findet dieses Übereinkommen auf rein militärische Delikte keine Anwendung. Es schließt aber nicht aus, daß wegen dieser Frage zwischen den Vertragsparteien Sonderabkommen abgeschlossen werden. Paris
1957

Diese Ausführungen zeigen: die Tendenz geht dahin, die Auslieferung wegen rein militärischer Delikte nicht in einem allgemeinen Auslieferungsvertrag, sondern nur im Zusammenhang mit einem militärischen Bündnisvertrag zu regeln. Die Verträge zwischen den nordischen Staaten und den Benelux-Staaten sind daher besonders bemerkenswert,

weil sie ein hervorragendes Beispiel dafür sind, auf welche Weise unser Problem einer Lösung zugeführt werden kann.

4. Ich wende mich nunmehr der interessanten Frage zu, welche nationalen Behörden über ein aus einem anderen Staat eingehendes Auslieferungsgesuchen zu entscheiden haben.

In ihrem Fragebogen hatte die Gesellschaft diese Frage so formuliert: «Welche Behörde ist zuständig um festzustellen, ob ein Auslieferungsgesuchen wegen einer gewöhnlichen Straftat in Wirklichkeit nicht eine verkappte Methode ist, um das Auslieferungsverbot bei einer militärischen Straftat zu umgehen? Ist es dieselbe Behörde, die auch die Entscheidung trifft, das Ersuchen des betreffenden Staates abzulehnen oder ihm stattzugeben?» Dieser Fragestellung liegt offenbar die Annahme zugrunde, die Entscheidung werde möglicherweise nur von einer Behörde getroffen, die nicht alle Umstände übersehe. Das scheint indessen durchweg nicht der Fall zu sein.

Das Verfahren, das aufgrund eines Auslieferungsgesuchens durchgeführt wird, ist in den meisten Ländern gesetzlich geregelt. Zwar ist es für den Ablauf dieses Verfahrens ohne Bedeutung, ob das Ersuchen auf einem Auslieferungsvertrag beruht oder ob zwischen den beteiligten Staaten kein solcher Vertrag besteht. Gleichwohl ist davon auszugehen, daß ein Staat einen anderen Staat, mit dem er einen Auslieferungsvertrag hat, nur dann um Auslieferung ersuchen wird, wenn dieses Ersuchen auch Aussicht auf Erfolg hat. Sonst läuft er Gefahr, daß der andere Staat das Ersuchen als einen unfreundlichen Akt ansieht. Im vertraglichen Auslieferungsverkehr dürfte deshalb die Gefahr, daß verkappte Auslieferungsgesuchen gestellt werden, schon aus diesem Grunde kaum bestehen. Besteht kein Auslieferungsvertrag, ist es für den ersuchenden Staat oft schwierig festzustellen, ob der ersuchte Staat einem Auslieferungsgesuchen wegen bestimmter Straftaten stattgeben kann. In keinem Landesbericht ist übrigens ein Fall mitgeteilt worden, in dem um Auslieferung eines Beschuldigten wegen einer gemeinen Straftat ersucht worden ist, während er in Wahrheit ausschließlich oder in erster Linie wegen einer militärischen Straftat verfolgt werden sollte. Das würde auch dem früher erörterten Grundsatz der Spezialität widersprechen.

Die innerstaatliche Regelung des Auslieferungsverfahrens ist unterschiedlich. In einigen Ländern, so in Brasilien, Großbritannien und Österreich, sind für die Prüfung der Zulässigkeit und für die Bewilligung der Auslieferung ausschließlich die Gerichte zuständig. In Argentinien, Belgien, Frankreich, Israel, Italien, Kanada, Norwegen und der Bundesrepublik Deutschland wird die Zulässigkeit der Auslieferung in einem förmlichen Verfahren von Gerichten geprüft. Über die Bewilligung entscheiden dagegen die Regierungen. Hat ein Gericht eine Auslieferung für unzulässig erklärt, ist die Regierung an diese Entscheidung gebunden. Sie darf dann die Auslieferung nicht bewilligen. Ein ähnliches Verfahren wird in Luxemburg und in den Niederlanden praktiziert. Dort entscheiden die Gerichte allerdings nicht über die Zulässigkeit der Auslieferung.

Sie erstatten ihren Regierungen vielmehr ein unabhängiges Gutachten. In allen diesen Fällen können die Regierungen ein Auslieferungsgesuchen aber auch von vornherein ablehnen, wenn es offensichtlich eine nicht-auslieferungsfähige rein militärische Straftat zum Gegenstand hat. Die schweizerische und die spanische Regierung entscheiden vorab über die Annahme oder Ablehnung eines Auslieferungsgesuchens. Wird es angenommen, entscheiden die Gerichte nach einem förmlichen Verfahren abschließend über das Ersuchen, ohne daß es nochmals der Regierung vorgelegt wird. In den Vereinigten Staaten erstreckt sich die gerichtliche Prüfung auf die Frage, ob das von dem ersuchenden Staat vorgelegte Beweismaterial ausreichend ist. Je nach dem Votum des Gerichts entscheidet der Außenminister, wobei dieser allerdings in seiner Entscheidung frei ist.

Die meisten kontinentalen Rechte kennen die sogenannte vereinfachte Auslieferung. Das bedeutet daß es in der Regel keiner gerichtlichen Entscheidung bedarf, wenn sich ein Verfolgter mit seiner Auslieferung einverstanden erklärt. In diesen Fällen prüfen die Regierungen lediglich, ob die Voraussetzungen eines etwa bestehenden Auslieferungsvertrages oder des innerstaatlichen Rechts gegeben sind. Liegen diese Voraussetzungen nicht vor, dann darf die Auslieferung auch dann nicht bewilligt werden, wenn der Verfolgte sich mit ihr einverstanden erklärt hat.

In allen genannten Staaten haben die Verfolgten weitestgehende Möglichkeiten, Einwendungen gegen die Auslieferung geltend zu machen. Insbesondere haben sie Anspruch auf rechtliches Gehör. Auf diese Weise und im Hinblick auf das Prinzip der Spezialität dürfte es praktisch ausgeschlossen sein, daß ein Beschuldigter wegen einer rein militärischen Straftat ausgeliefert oder daß er im ersuchenden Staat wegen einer solchen Tat verfolgt wird, wenn der ersuchte Staat hiermit nicht einverstanden oder wenn die Schutzfrist noch nicht abgelaufen ist.

5. Nur in einem der Landesberichte sind Angaben über die Zahl der Auslieferungsgesuchen gemacht worden, die in den letzten 10 Jahren wegen militärischer Straftaten gestellt worden sind. Österreich hat die Frage verneint. Argentinien hat mitgeteilt, daß in den letzten 2 Jahren keine derartigen Ersuchen eingegangen sind. Frankreich hat alle dahingehenden Ersuchen, deren Zahl nicht bekannt ist, abgelehnt. In der Bundesrepublik Deutschland sind, soweit festgestellt werden konnte, in den letzten 10 Jahren keine Ersuchen um Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten gestellt worden. Zuverlässige Angaben über Auslieferungsgesuchen wegen gemischtmilitärischer strafbarer Handlungen liegen auch dort nicht vor. Ihre Zahl ist auf höchstens 50 geschätzt worden. Selbst wenn es Statistiken auf diesem Gebiet gäbe, würden sie jedenfalls in den Staaten, die keine Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten kennen, nur geringe Bedeutung haben. Denn da der Rechtszustand in diesen Staaten weithin bekannt ist, wird durchweg davon abgesehen, in diesen Fällen um Auslieferung zu ersuchen. Es wäre jeden-

falls erwünscht, wenn zukünftig die Ersuchen um Auslieferung wegen militärischer Straftaten jeder Art statistisch erfaßt würden.

6. Am Ende dieser Überlegungen drängt sich die Frage auf, ob die Staaten, die wegen militärischer Straftaten nicht oder nur in beschränktem Umfang ausliefern können, durch Abkommen oder durch gesetzgeberische Maßnahmen eine Änderung herbeiführen sollten. Es liegt auf der Hand, daß diese Frage nicht einfach mit ja oder nein beantwortet werden kann.

Zu Beginn meiner Ausführungen habe ich bereits einige Gründe angeführt, die dem weitverbreiteten Verbot der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten zugrunde liegen. Ich darf diese noch durch weitere Argumente ergänzen, die insbesondere in dem französischen und dem deutschen Landesbericht enthalten sind.

Der Ausschluß der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten beruht wohl in erster Linie auf der Erwägung, daß die Streitkräfte eines anderen Staates schon im Frieden eine potentielle Gefahr für den eigenen Staat darstellen können. Oft haben Staaten auch in Friedenszeiten kein Interesse an der Erhaltung und Stärkung der Streitkräfte anderer Staaten. Auch wird der Gedanke eine Rolle spielen, daß man z.B. von Deserteuren, die vor einer Auslieferung geschützt sind, wichtige Mitteilungen erwarten kann und daß die Unmöglichkeit, ausgeliefert zu werden, manchen Soldaten überhaupt erst zu einer militärischen Straftat mit anschließender Flucht verleitet. Überdies ist der kriminelle Charakter militärischer Straftaten häufig weniger ausgeprägt als bei Zuwiderhandlungen gegen das gemeine Recht. Auch werden militärische strafbare Handlungen oft von Militärgerichten abgeurteilt, denen weite Kreise mit einem gewissen Mißtrauen gegenüberstehen, weil sie Sondergerichte sind. Und schließlich wird die Ahndung derartiger Taten vielfach auch heute noch als ein nationales Problem angesehen.

Alle diese Gründe zeigen die Schwierigkeiten auf, die einer generellen Aufgabe des Verbots der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten entgegenstehen. Sie sind aber nicht unüberwindlich; insbesondere stellt das Völkerrecht keine Schranke dar.

Für die Staaten, die dieses Verbot nicht kennen, wie z.B. die Vereinigten Staaten, stellt sich das Problem nicht. Auch Brasilien tritt für eine Abschaffung des Verbots ein.

Die Schweiz ist der Auffassung, die Frage werde für sie erst aktuell, wenn sie den Vereinten Nationen beitreten oder sich einem Militärbündnis anschließen würde. Auch Österreich, das — als einziges Land — das Verbot der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten als eine allgemeine Regel des Völkerrechts ansieht, hat sich einer Stellungnahme enthalten.

Großbritannien und Kanada halten die Vorschriften, die sich auf die Truppen des Commonwealth beziehen, und das NATO-Truppenstatut, auf das noch einzugehen sein wird, für ausreichend. Nach dem

kanadischen Gesetz über die in Kanada anwesenden Truppen hat der Gouverneur en Conseil das Recht, jedes Land als assoziierten Staat zu bestimmen.

Gegen eine generelle Aufgabe des Verbots der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten hat sich Argentinien mit der Begründung ausgesprochen, die Tendenz des amerikanischen internationalen Rechts gehe dahin, derartige Handlungen in den Katalog nicht auslieferungsfähiger Straftaten einzubeziehen. Alle anderen Staaten nehmen in dieser Frage eine flexiblere Haltung ein. Nach belgischer Auffassung sollten grundsätzlich auch solche rein militärischen Straftaten auslieferungsfähig sein, die von einer gewissen strafrechtlichen Bedeutung sind. Der Landesbericht führt aus, das allgemeine Interesse an der Bekämpfung der Kriminalität müsse auf die Dauer zu einer weitreichenderen Anwendung des Auslieferungsrechts führen. Besondere Bedeutung habe das Problem im Verhältnis zwischen Staaten, die durch gemeinsame Verteidigungsinteressen verbunden seien. In diesen Fällen bedeute die Nichtauslieferung wegen Fahnenflucht z.B. eine Schwächung der gemeinsamen Verteidigungskraft. Da gegenwärtig keine Aussicht bestehe, einen weltweiten Vertrag zu schließen, der alle Staaten zur Auslieferung wegen rein militärischer strafbarer Handlungen verpflichte, müsse die Lösung in zwei — oder mehrseitigen Verträgen zwischen verbündeten Staaten gesucht werden. Hierbei könne der Vertrag zwischen den Benelux-Staaten vom 27. Juni 1962 als Vorbild dienen.

Frankreich, Israel, Italien, Luxemburg, die Niederlande, Spanien und die Bundesrepublik Deutschland vertreten im Ergebnis die gleiche Auffassung.

Der luxemburgische Landesbericht hebt hervor, daß das Maß gegenseitiger Unterstützung davon abhängt, wie eng die Allianz mit befreundeten Nationen sei. Im Falle integrierter Streitkräfte müsse sie umfassend sein. Nach niederländischer Auffassung ist zu beachten, daß z.B. eine Fahnenflucht auf politischen Gründen beruhen, aber auch aus ganz anderen nämlich kriminellen, Motiven begangen worden sein kann. Besonders problematisch sei die Auslieferung eines Mannes, der aus Gewissensgründen den Wehrdienst verweigert. Ebenso zweifelhaft sei es, ob dem Auslieferungsersuchen eines Staates stattgegeben werden könne, der bei der Anwerbung eines Soldaten die Menschenwürde verletzt habe.

Norwegen verweist auf das bereits vorher erwähnte Auslieferungsübereinkommen der nordischen Staaten vom 3. März 1961.

Der spanische Landesbericht geht von der Erwägung aus, daß rein militärische Straftaten Angriffe auf Rechtsgüter darstellen, die auch in der internationalen Rechtsordnung schutzwürdig sind. Nach spanischer Auffassung sollten aber vor einer supranationalen Lösung der Auslieferungsfrage zunächst die nationalen militärstrafgesetzbücher vereinheitlicht und danach auf internationaler Ebene Versuche unternommen werden, die auslieferungsfähigen und nichtauslieferungsfähigen militärischen Straftaten zu bestimmen.

Der deutsche Landesbericht macht den Vorschlag, in den nationalen Auslieferungsgesetzen die Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten nicht schlechthin auszuschließen. Die Staaten wären dann zwar nicht verpflichtet, aber durch das innerstaatliche Recht auch nicht gehindert, die Auslieferung wegen einer solchen Handlung zu bewilligen. Wie Frankreich ist auch die Bundesrepublik Deutschland der Meinung, das Problem nicht im Rahmen allgemeiner Auslieferungsverträge, sondern im Zusammenhang mit militärischen Bündnisverträgen zu lösen. Diese Auffassung liegt auch dem Europäischen Auslieferungsübereinkommen vom 13. Dezember 1957 zugrunde.

Fassen wir als Ergebnis zusammen :

- a) Die Frage der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten ist in erster Linie eine politische Frage. Im Vordergrund aller Überlegungen steht der Vertrauensgrundsatz. Zwischen vielen Staaten der Welt bestehen unterschiedliche politische, soziologische und rechtliche Auffassungen. Sie machen es — jedenfalls gegenwärtig — unmöglich, die Auslieferung wegen rein militärischer strafbarer Handlungen generell zuzulassen.
- b) Die nationalen Gesetze sollten die Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten nicht allgemein verbieten, um allen Staaten die Möglichkeit zu geben, auch diese Frage in Verträgen zu regeln.
- c) Es sollte versucht werden, die nationalen Vorschriften über militärische Straftaten zu vereinheitlichen.
- d) Sind zwei oder mehrere Staaten durch gemeinsame Verteidigungsinteressen verbunden, dann haben sie die politische Entscheidung getroffen, für ein gemeinsames Ziel zusammenzuarbeiten und sich gegenseitig zu unterstützen. Dazu gehört, daß sie einander die Soldaten ausliefern, die militärische Delikte begangen haben. Diese gegenseitige Unterstützung muß in Fällen integrierter Streitkräfte umfassend und vorbehaltlos sein.
- e) Das Problem der Auslieferung wegen rein militärischer Taten sollte nicht in allgemeinen Auslieferungsverträgen gelöst werden. Dort werden in erster Linie die Fragen behandelt, die für eine wirksame Bekämpfung der allgemeinen Kriminalität über die Grenzen hinweg erforderlich sind. Die Einbeziehung spezieller Straftaten wie der rein militärischen Delikte würde diesen Rahmen sprengen und passen nicht recht in die beabsichtigte Zeilsetzung. Das Problem sollte vielmehr im Zusammenhang mit militärischen Bündnisverträgen — zwei- oder mehrseitigen — gelöst werden, deren Grundlagen enge Partnerschaft und unbedingtes Vertrauen sind. Beispielhaft sind hier die Verträge zwischen Dänemark, Finnland, Island, Norwegen und Schweden vom 3. März 1961 sowie zwischen Belgien, Luxemburg und den Niederlanden vom 27. Juni 1962.

B. *Überstellung von Soldaten auf einem anderen Weg als dem der Auslieferung.*

Diese Frage wird überall da aktuell, wo Staaten Teile ihrer Streitkräfte auf dem Hoheitsgebiet anderer Staaten stationiert bzw. wo Staaten ihre Zustimmung zur Stationierung ausländischer Streitkräfte auf ihrem Hoheitsgebiet gegeben haben. In allen diesen Fällen handelt es sich um Staaten, die eine enge politische Beziehung zueinander haben und die durch gemeinsame Verteidigungsinteressen verbunden sind. Häufig sind die nationalen Streitkräfte im Rahmen von Militärbündnissen in übernationalen Streitkräften integriert.

Wenn es sich hierbei auch um ein Problem von erheblicher Bedeutung handelt, so darf doch nicht übersehen werden, daß mehrere Staaten, die Landesberichte erstattet haben, hierzu keinen Beitrag liefern konnten, da sie weder eigene Streitkräfte im Ausland stationiert haben, noch fremden Truppen auf ihrem eigenen Hoheitsgebiet beherbergen. Das gilt für Argentinien, Brasilien, Israel, Österreich und die Schweiz.

Erfahrungen, die auf diesem Gebiet gesammelt worden sind, haben nur die Länder mitgeteilt, die Mitglieder der Nordatlantischen Verteidigungsgemeinschaft sind. Zwischen diesen Staaten bestehen eine Reihe von Verträgen, die alle den Zweck haben, gemeinsame politische Ziele zu verfolgen und die Verteidigungsmöglichkeiten der einzelnen Staaten mit mehr Nutzen für diese Ziele einzusetzen. Von diesen Verträgen sind in erster Linie das « Abkommen zwischen den Parteien des Nordatlantikvertrages über die Rechtsstellung ihrer Truppen » vom 19. Juni 1951 — das sog. NATO-Truppenstatut — und das sog. Zusatzabkommen vom 3. August 1959 von Bedeutung. Im Rahmen dieser Erörterungen ist es nicht möglich, aber auch nicht erforderlich, auf Einzelheiten dieser Abkommen einzugehen. Es genügt hier festzustellen, daß sie u.a. die gegenseitige Unterstützungspflicht sowie die Kompetenzkonflikte regeln, die sich zwischen den Mitgliedstaaten und vor allem zwischen dem Aufnahmestaat und dem Entsendestaat ergeben. Von besonderer Bedeutung ist in diesem Zusammenhang Artikel VII Absatz 5 des NATO-Truppenstatus, der im Auszug folgenden Wortlaut hat :

« Die Behörden des Aufnahme- und des Entsendestaates unterstützen sich gegenseitig bei der Festnahme von Mitgliedern einer Truppe oder eines zivilen Gefolges oder von deren Angehörigen im Hoheitsgebiet des Aufnahmestaates und bei der Übergabe dieser Personen an die Behörde, die die Gerichtsbarkeit auszuüben hat.

Die Behörden der Aufnahmestaates sind verpflichtet, die Behörden des Entsendestaates unverzüglich von der Festnahme einer Person zu unterrichten, die zu den in seinem Gebiet stationierten ausländischen Truppen gehört ».

Prüfen wir nun anhand der Landesberichte die praktischen Auswirkungen derartiger Regelungen.

1. Wir wenden uns zunächst der *Überstellung ausländischer Soldaten die auf dem Gebiet eines anderen Staates stationiert sind*, an die Behörden des Entsendestaates zu.

Nach dem in Großbritannien geltenden «Visiting Forces Act 1952», der auf alle Commonwealth-Staaten und auf eine Reihe anderer Staaten Anwendung findet, kann jeder Fahnenflüchtige wie ein eigener Deserteur festgenommen und den zuständigen Behörden des Heimatstaates übergeben werden. Nach der Übergabe kann der Heimatstaat alle von dem Deserteur begangenen militärischen Straftaten aburteilen. Ähnlich ist die Rechtslage in Kanada.

Die Vereinigten Staaten von Amerika halten sich im Rahmen des NATO-Truppenstatus für verpflichtet, Deserteure an ihre Heimatstaaten zu übergeben.

Nach dem Landesbericht der Bundesrepublik Deutschland besteht auch dort die Auffassung, daß im Zusammenhang mit Bündnisverträgen die Möglichkeit der Überstellung von Deserteuren an befreundete Nationen bestehen muß. Eine bestimmte Praxis hat sich noch nicht herausgebildet, weil sich verfassungsrechtliche Schwierigkeiten ergeben haben, deren baldige Lösung angestrebt wird.

Der belgische Landesbericht geht davon aus, daß grundsätzlich die Möglichkeit besteht, im Zusammenhang mit dem NATO-Truppenstatut Deserteure von in Belgien stationierten ausländischen Streitkräften an die Behörden des Heimatstaates zu übergeben. Im Verhältnis zu Großbritannien besteht bereits eine derartige Praxis. Im übrigen ist die Frage noch nicht aktuell geworden.

Die gleichen Erwägungen liegen dem niederländischen Landesbericht zugrunde. Von Bedeutung ist ferner, daß niederländische Behörden Angehörige der belgischen Marine, die sich zu Übungen in den Niederlanden aufhalten und strafbare Handlungen begangen haben, an belgische Behörden übergeben können. Ähnliches gilt für fahnenflüchtige amerikanische Soldaten, die zwar nicht zu den dort stationierten Streitkräften gehören, aber dorthin geflohen sind. Auch Luxemburg hält sich für verpflichtet, Bündnispartnern Deserteure zu übergeben, ohne daß die bei einer Auslieferung üblichen Formalitäten eingehalten werden müssen. Das ist mehrfach im Verhältnis zu den Vereinigten Staaten von Amerika geschehen.

Zwischen Spanien und den Vereinigten Staaten von Amerika besteht ein im Jahre 1963 geschlossenes Abkommen über gegenseitige Verteidigung und Wirtschaftshilfe, aufgrund dessen amerikanische Streitkräfte auf spanischem Hoheitsgebiet stationiert sind. Begeht ein amerikanischer Soldat dort eine rein militärische Straftat und hält er sich danach in

Spanien verborgen, wird er von den spanischen an die amerikanischen Behörden übergeben.

In Norwegen ist bisher kein Fall der Übergabe von Soldaten an ausländische Behörden praktisch geworden. Der norwegische Landesbericht erwähnt aber den interessanten Fall, daß ein bei einer Truppe der Vereinten Nationen dienender norwegischer Soldat nach Gaza desertiert war. Die dortigen Behörden haben ihn festgenommen und den Streitkräften der Vereinten Nationen übergeben.

Frankreich hat mit mehreren Staaten, z.B. den Republiken Kongo, Niger, Madagaskar und Senegal, Verteidigungsverträge oder Verträge über technische Militärhilfe abgeschlossen. In Anhängen zu diesen Verträgen findet sich eine Bestimmung, die in den meisten Fällen etwa folgendes besagt: die Behörden dieser Staaten können ein Mitglied der dort stationierten französischen Truppen nur festnehmen, wenn es auf frischer Tat betroffen wird. Sie unterrichten unverzüglich die französischen Militärbehörden darüber und übergeben den Verhafteten innerhalb der für die Übergabe festgesetzten kürzestmöglichen Frist diesen Behörden.

2. Zum Schluß bleibt die Frage zu prüfen, ob ausländische Soldaten, die im eigenen Land oder in einem dritten Staat eine Straftat begangen haben und deshalb desertiert sind, von dem Aufenthaltsstaat über die Grenze an den Heimatstaat *abgeschoben oder ausgewiesen* werden können. In diesem Zusammenhang kommen nur die Fälle in Betracht, in denen keine sonstige Möglichkeit besteht, den Soldaten — etwa aufgrund eines Auslieferungsvertrags, eines Bündnisvertrags oder anderer Vereinbarungen — an den Heimatstaat auszuliefern oder auf anderem Weg zu übergeben.

Hierbei handelt es sich um die Frage der Konkurrenz zwischen dem Recht der Auslieferung und dem Recht der Ausweisung. Zum Unterschied von der Auslieferung wird eine Ausweisung von dem Aufenthaltsstaat nämlich ausschließlich im eigenen Interesse angeordnet, z.B. aus sicherheitspolizeilichen Gründen. Die Auslieferung dagegen ist eine Maßnahme zu Gunsten des ausländischen Staates.

In den Fällen, in denen weder eine Auslieferung noch eine Übergabe des Soldaten an den Heimatstaat in Betracht kommt, ist die Praxis der einzelnen Staaten unterschiedlich. Der argentinische, der deutsche, der französische und der norwegische Landesbericht verneinen entschieden die Möglichkeit einer Ausweisung oder Abschiebung in derartigen Fällen. Auch nach österreichischem Recht ist die Ausweisung eines Soldaten nicht möglich, wenn wegen der von ihm begangenen Straftat eine Auslieferung an sich unzulässig wäre oder ein Auslieferungersuchen bereits abgelehnt worden ist. Ähnlich ist die Praxis in Spanien. Hier gilt allerdings die Regel, daß ein fahnenflüchtiger Soldat, dessen Ausweisung von spanischen Behörden verfügt worden ist, selber das Land wählen kann, in das er ausreisen will. Nach schweizerischem Recht ist dagegen die Ausweisung eines solchen Soldaten aus fremdenpolizeilichen Gründen an den Heimatstaat auch dann zulässig, wenn eine Auslieferung an sich unzulässig

wäre. Das gilt vor allem im Verhältnis zu Staaten, mit denen Abkommen über die gegenseitige Übergabe an der Grenze bestehen. Auch das niederländische Recht verbietet in derartigen Fällen nicht grundsätzlich die Ausweisung eines Soldaten an den Heimatstaat. Allerdings sieht das in Vorbereitung befindliche neue niederländische Auslieferungsgesetz vor, daß eine an sich unzulässige Auslieferung nicht durch eine Ausweisung ersetzt werden darf, so daß sich die jetzige niederländische Praxis möglicherweise ändern wird. Fälle der besprochenen Art sind bisher in Großbritannien und Kanada noch nicht praktisch geworden. Beide Länder haben aufgrund ihrer Bestimmungen über die Einreise in ihr Hoheitsgebiet aber die Möglichkeit, z.B. Soldaten auszuweisen und in ihr Heimatland zurückzuschicken, wenn sie die Voraussetzungen für einen Aufenthalt in einem dieser Staaten nicht erfüllen.

3. Über die Zahl der Soldaten, die rein militärische Straftaten begangen haben und deshalb auf andere Weise als durch Auslieferung an ihre Heimatstaaten übergeben worden sind, liegt kein Material vor, das Aufschluß geben könnte. Lediglich Frankreich hat eine Statistik übersandt aus der sich ergibt, daß in den Jahren 1956 bis 1966 insgesamt 187 französische Soldaten an Frankreich übergeben worden sind.

Fassen wir als Ergebnis dieser Ausführungen zusammen :

- a) Auch die Frage der Überstellung fahnenflüchtiger Soldaten auf einem anderen Weg als dem der Auslieferung ist eine politische Frage. Bei ihr spielen aber auch rechtliche Erwägungen eine wesentliche Rolle, die durch die innerstaatliche Gesetzgebung auf dem Gebiet des Verfassungsgerechts und des Rechts der öffentlichen Ordnung bedingt sind.
- b) Die formlose Überstellung fahnenflüchtiger Soldaten an ihren Heimatstaat sollte grundsätzlich nur erfolgen, wenn hierdurch nicht das im Einzelfall bestehende Verbot der Auslieferung wegen militärischer Straftaten umgangen wird. Das muß jedenfalls dann gelten, wenn der Aufenthaltstaat ein Auslieferungersuchen des Heimatstaates bereits abgelehnt hat. Eine Ausweisung darf eine an sich unzulässige Auslieferung nicht ersetzen.
- c) Die Frage hat eine besondere Bedeutung im Verhältnis zwischen verbündeten Staaten. Diese Staaten sollten fahnenflüchtige Soldaten einander auch dann übergeben, wenn sie nicht auf dem Hoheitsgebiet des anderen Staates stationiert sind und von bestehenden Verträgen über gegenseitige Hilfeleistung im Zusammenhang mit Stationierungsstreitkräften nicht erfaßt werden.

Damit darf ich meinen Bericht abschließen. Die Fülle des Materials und die vielschichtige Problematik haben es mir unmöglich gemacht, auf alle in den Landesberichten angesprochenen Gesichtspunkte und Überlegungen einzugehen. Hierfür bitte die Herren Landesberichterstatter um Nachsicht. Ich hoffe aber, alle wesentlichen Fragen behandelt und Ihnen damit eine ausreichende Grundlage für die Diskussion gegeben zu haben.

L'EXTRADITION POUR DÉLITS MILITAIRES

par

Paul-Günter PöTZ

Regierungsdirektor

(Bundesrepublik Deutschland)

I. Remarques préliminaires

De nombreux documents ont été mis à ma disposition pour établir le rapport général. Seize pays ont fourni des rapports, à savoir l'Argentine, le Brésil, la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, Israël, l'Italie, le Canada, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, l'Autriche, la Suisse, l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique.

Avant d'examiner les questions en particulier, je me permets de faire quelques remarques préliminaires d'ordre général destinées à faciliter la compréhension du rapport et nécessaires pour exposer l'ensemble des problèmes.

L'extradition est, selon l'opinion générale, l'acte officiel par lequel un Etat transfère une personne de son pouvoir répressif absolu, qu'il est prêt à abandonner entièrement, au pouvoir répressif d'un autre Etat en vue de la poursuite ou de l'exécution de la peine. Elle est la mesure la plus importante de l'assistance judiciaire entre Etats en matière pénale. Son importance pratique apparaît lorsque l'on considère que le droit de tout Etat de rendre la justice s'arrête à ses frontières et que, sans l'assistance d'autres Etats, il serait dans l'impossibilité d'exercer son droit de prononcer une peine ou d'exécuter celle-ci à l'encontre d'un inculpé ou d'un condamné se trouvant à l'étranger.

Le droit régissant l'extradition fait aujourd'hui partie intégrante de la législation de la plupart des pays du monde. Cela n'a pas toujours été ainsi. C'est à la Belgique que revient le mérite d'avoir créé la première loi sur l'extradition. Cette loi promulguée le 1er octobre 1833 a servi de modèle pour nombre d'autres lois en la matière tout en exerçant jusqu'à nos jours une grande influence sur la législation d'autres pays.

Dans de nombreux Etats, le droit extraditionnel est régi soit par une loi sur l'extradition, soit par des dispositions de la Constitution, du code pénal ou du code de procédure criminelle. Parmi les Etats d'Europe, le

Danemark et le Portugal, entre autres, ignorent les dispositions légales concernant l'extradition. L'Islande, la Principauté de Liechtenstein et l'Autriche n'ont réglé dans leurs codes pénaux que quelques questions relatives au droit extraditionnel.

De nombreux traités d'extradition bilatéraux ont encore été conclus au XIX^{ème} siècle, mais plus particulièrement au cours des 50 dernières années. Indépendamment de ces traités beaucoup d'efforts ont été déployés en vue d'uniformiser le droit extraditionnel.

Les trois conventions multilatérales qui revêtent, à ce sujet, une importance particulière sont la Convention d'extradition européenne, fruit de la politique d'intégration européenne, signée le 13 décembre 1957 par 13 pays, les Traités sur l'extradition et l'entraide judiciaire en matière pénale passés le 3 mars 1961 entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède et ceux conclus le 27 juin 1962 entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas.

Le droit extraditionnel s'inspire, dans beaucoup d'Etats, du principe de la réciprocité, c'est-à-dire que l'Etat qui demande l'extradition accorde, à son tour, l'extradition à l'autre Etat dans un cas semblable.

Le principe de la double incrimination est qualifié d'élément principal du principe de la réciprocité. Cela implique que l'extradition n'est accordée que si l'infraction commise dans l'Etat requérant est également punissable suivant le droit de l'Etat requis. Il reste à noter le principe de la spécialité. Selon ce principe, une personne ne pourra être poursuivie dans l'Etat requérant que pour des infractions antérieures à son extradition. Ce principe, qui se fonde sur la considération qu'aucun Etat ne livre un prévenu à la discrétion d'un autre Etat, peut être qualifié de droit international public.

L'extradition pour délits militaires, notamment pour désertion, a connu une évolution particulière à travers les siècles. C'est ainsi qu'aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles et dans le premier tiers du XIX^{ème} siècle, il existait de nombreuses conventions bilatérales et multilatérales qui concernaient exclusivement l'extradition de déserteurs. C'est vers 1830 que s'est imposé de plus en plus le principe de ne procéder à une extradition que pour des crimes et délits de droit commun. La raison en résidait principalement dans le fait qu'aucun Etat ne voulait contribuer à soutenir la puissance militaire d'un autre Etat qui, éventuellement, pouvait bientôt être son ennemi. Ceci a amené des Etats alliés à conclure de plus en plus des conventions d'extradition réciproque de soldats déserteurs. Cette évolution a atteint son point culminant dans la conclusion de nombreux traités en matière d'extradition de déserteurs et d'objecteurs de conscience passés au cours de la guerre mondiale 1914-1918.

II. L'extradition pour délits militaires

L'extradition pour délits militaires fait depuis des siècles l'objet de discussions internationales. C'est surtout après la Seconde Guerre mondiale

que d'importantes alliances militaires ont été contractées. Les intérêts communs de défense ont eu pour conséquence que dans de nombreux Etats, notamment en Europe, des forces armées nationales ont été stationnées sur le territoire d'autres Etats. Or le stationnement de forces armées alliées sur le propre territoire entraîne forcément l'augmentation du nombre des infractions militaires. Ce problème a aussi un aspect plus général: les moyens de communication actuels et la facilité du passage des frontières offrent aux auteurs de délits militaires des possibilités beaucoup plus grandes que par le passé de se réfugier à l'étranger dans l'espoir de ne pas y être poursuivis. Or, quelle sera la position à prendre par le pays de refuge à l'égard de la demande de livrer les auteurs d'infractions afin de les poursuivre et de les condamner dans l'Etat d'origine? Il y a deux possibilités: soit l'extradition proprement dite, soit la remise du militaire par une autre voie.

A. Extradition proprement dite pour délits militaires.

1. Il existe deux catégories d'infractions militaires: les infractions purement militaires et les infractions militaires mixtes ou complexes. Les infractions purement militaires sont celles qui comportent des éléments constitutifs particuliers qui sont étrangers au droit pénal commun et qui relèvent de la situation militaire particulière. Par infractions militaires mixtes ou complexes il faut entendre des actes déjà prévus et incriminés par le droit pénal commun, mais qui, compte tenu des circonstances militaires particulières, ont été transformés par le droit militaire en éléments constitutifs spéciaux de l'infraction.

Dans la plupart des Etats la loi interdit l'extradition pour infractions purement militaires. Mais étant donné un certain nombre d'exceptions, cette interdiction ne peut être considérée comme une règle générale du droit international public.

2. En ce qui concerne l'extradition pour infractions militaires mixtes ou complexes, il faut distinguer principalement les cas suivants:

- a) Une demande d'extradition a pour objet une infraction militaire mixte du type défini plus haut.
- b) L'extradition est demandée soit pour une infraction purement militaire et une infraction militaire mixte, soit pour une infraction justiciable du droit pénal commun, les deux catégories d'infractions n'ayant aucun rapport entre elles.

La plupart des Etats prévoient dans leur législation la possibilité d'accorder l'extradition pour infractions militaires mixtes. Ceci est également applicable lorsqu'il y a concours d'infractions entre une telle infraction et un délit purement militaire. Dans ces cas, on refuse seulement l'extradition pour l'acte purement militaire, celui-ci pouvant être dissocié de l'infraction militaire mixte. Pour les U.S.A. et l'Argentine ce problème ne se pose pas, puisque ces pays, dans les conditions indiquées, peuvent extrader même pour des faits purement militaires. Dans le droit norvégien l'extradi-

tion est subordonnée à la condition que la peine prévue pour l'infraction militaire mixte ne soit pas supérieure à celle prévue pour une infraction comparable du droit commun. Dans tous ces cas, l'extradition n'est accordée que si l'Etat requérant garantit l'application du principe de la spécialité prévu par le droit international. Les incidences de ce principe sont d'une grande importance pour les infractions purement militaires, car pour les actes de ce genre l'expérience nous apprend que la plupart des intéressés rejoignent un jour leur pays natal.

3. Quant à la question de savoir si, et dans quelle mesure, il existe des traités bilatéraux ou multilatéraux, admettant des exceptions à l'interdiction d'extrader pour des infractions purement militaires, il résulte d'une analyse des rapports nationaux que peu d'Etats ont réglé par une convention l'extradition pour délits purement militaires. Autant que j'aie pu le constater, il n'est plus qu'un seul traité bilatéral actuellement en vigueur, celui passé entre le Portugal et l'Espagne en 1884, d'après lequel ces pays s'extradent mutuellement les déserteurs des forces terrestres et navales. Par contre, il existe un nombre plus important d'accords multilatéraux réglant ce problème d'une façon plus ou moins positive. Le premier accord de ce genre se trouve dans la Convention d'extradition de Montevideo du 26 décembre 1933. L'article 3 de cette convention permet en pareil cas à l'Etat requis d'accorder aussi l'extradition pour un fait purement militaire. Chaque Etat est donc libre de déterminer l'attitude qu'il prendra à l'égard d'une telle demande d'extradition. Si cette convention n'est en vigueur que dans quelques Etats de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale et aux Etats-Unis d'Amérique, elle n'en reste pas moins très importante parce qu'elle sert — au même titre que le *Codigo Bustamante* — aux Etats qui ne l'ont pas ratifiée de source de principes internationaux concernant l'extradition.

Mais ce sont les Etats nordiques et ceux du Benelux qui ont contribué à faire avancer d'un pas décisif la solution du problème. En effet, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède ont conclu le 3 mars 1961 une convention par laquelle ces pays s'engagent mutuellement à livrer aussi les criminels qui ont commis des infractions purement militaires. Une solution semblable se trouve dans le *Traité d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale* passé le 27 juin 1962 entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas qui stipule expressément que la désertion ne doit pas être considérée comme une infraction d'ordre politique. Cette solution a été prise compte tenu du fait que la collaboration étroite entre ces Etats doit aussi s'étendre au domaine militaire, d'autant plus qu'ils se trouvent, à l'égard de leur défense nationale, dans une situation qui exige une solidarité absolue.

La Convention d'extradition européenne passée le 13 décembre 1957 ne s'applique certes pas aux infractions purement militaires. Elle permet toutefois aux parties contractantes de conclure, à ce propos, des conventions spéciales.

Il existe une tendance à régler l'extradition pour infractions purement militaires non pas dans une convention d'extradition générale, mais

dans le cadre d'un traité d'alliance militaire.

4. Les lois de la majorité des pays régissent la procédure applicable à l'examen d'une demande d'extradition, mais la réglementation intérieure relative à une procédure d'extradition varie d'un pays à l'autre. Ainsi, dans certains pays, seuls les tribunaux sont compétents pour examiner la recevabilité et pour accorder l'extradition. Dans d'autres pays, ce sont les tribunaux qui examinent la recevabilité par la voie d'une procédure judiciaire formelle, et il incombe au gouvernement d'y donner son approbation. Lorsqu'un tribunal a déclaré irrecevable une extradition, le gouvernement est tenu de respecter cette décision et il ne peut accorder l'extradition. Dans tous ces cas, les gouvernements peuvent aussi rejeter immédiatement la requête d'extradition s'il apparaît clairement que celle-ci a pour objet une infraction purement militaire ne pouvant donner lieu à extradition.

La plupart des droits continentaux connaissent l'extradition dite simplifiée. Cela signifie, en règle générale, qu'il n'y a pas lieu de recourir à une décision judiciaire si le poursuivi consent à être extradé.

Dans la presque-totalité des Etats, les poursuivis bénéficient des plus larges possibilités pour soulever des objections contre l'extradition. Ils ont notamment le droit de demander à être entendu par un tribunal.

5. Les rapports nationaux ne donnent pas d'indications précises sur le nombre de requêtes d'extradition présentées pour infractions purement militaires ou infractions militaires mixtes.

6. Il est impossible de répondre par oui ou non à la question de savoir si les Etats qui ne peuvent pas accorder l'extradition, ou seulement l'accorder dans une mesure limitée, devraient modifier la situation juridique en concluant des conventions ou en prenant des mesures législatives.

L'exclusion de l'extradition pour infractions purement militaires s'explique en premier lieu par la considération que les forces armées d'un autre Etat peuvent, dès le temps de paix, constituer un danger potentiel pour le propre Etat. Même en temps de paix les Etats n'ont souvent aucun intérêt à maintenir et à renforcer les forces armées d'autres Etats. Une autre idée qui est aussi d'importance à ce sujet c'est que par exemple les déserteurs, qui sont à l'abri de l'extradition, sont supposés fournir des renseignements importants et que c'est précisément l'impossibilité d'être extradé qui incite en définitive maint militaire à commettre une infraction militaire et à se réfugier ensuite. Par ailleurs, le caractère criminel des délits militaires est souvent moins prononcé que celui des délits de droit commun. D'autre part, les infractions militaires sont fréquemment jugées par des tribunaux militaires à l'égard desquels divers milieux éprouvent une certaine méfiance, ces tribunaux étant des juridictions spéciales. Enfin, la répression de tels faits est encore considérée actuellement comme un problème national.

Tous ces motifs montrent les difficultés qui s'opposent à abroger purement et simplement la prohibition de l'extradition pour infractions purement militaires. Ces difficultés ne sont pas insurmontables; en particulier le droit international public n'y fait aucun obstacle.

Les considérations émises dans les différents rapports nationaux permettent d'établir les thèses suivantes :

- a) La question de l'extradition pour infractions purement militaires est avant tout un problème politique. Le principe qui se situe au premier plan de toutes les considérations est celui de la confiance. Entre de nombreux Etats il existe des opinions divergentes dans les domaines politique, sociologique et juridique. Ces opinions ne permettent pas — au moins actuellement — d'accorder d'une façon générale l'extradition pour infractions purement militaires.
- b) Les lois nationales ne devraient pas interdire, en général, l'extradition pour infractions purement militaires, afin de permettre à tous les Etats de régler également ce problème dans le cadre de traités.
- c) On devrait essayer d'uniformiser les dispositions nationales relatives aux infractions militaires.
- d) Quand deux ou plusieurs Etats se lient en vue d'intérêts communs de défense, ils prennent aussi la décision politique de collaborer à un but commun et de se prêter mutuellement assistance. Cela implique qu'ils extradent les militaires qui ont commis des délits militaires. Dans le cas des Forces armées intégrées cette assistance réciproque doit être totale et sans réserve.
- e) Le problème de l'extradition pour des faits purement militaires ne devrait pas être réglé dans des conventions générales d'extradition, car celles-ci traitent en premier lieu des questions indispensables à la lutte, au-delà des frontières, contre la criminalité générale. Le fait d'y incorporer des infractions spéciales telles que les délits militaires ferait éclater ce cadre sans pour autant s'adapter convenablement aux buts que l'on se propose d'atteindre. Le problème devrait, tout au contraire, être réglé dans le cadre de traités d'alliances militaires — bilatéraux ou multilatéraux — qui sont basés sur une association étroite et une confiance absolue. Les traités qui peuvent servir d'exemple à ce sujet sont ceux passés le 3 mars 1961 entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède et ceux conclus le 27 juin 1962 entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas.

B. Remise des militaires par d'autres voies que l'extradition.

Ce problème se pose toutes les fois que des Etats stationnent des éléments de leurs forces sur le territoire d'autres Etats ou donnent leur accord au stationnement de forces étrangères sur leur propre territoire. Dans tous ces cas, il s'agit d'Etats qui entretiennent d'étroites relations politiques et qui sont liés par des intérêts communs de défense. Souvent, les

Forces nationales sont intégrées à des Forces supra-nationales dans le cadre d'alliances militaires.

Il existe entre ces Etats un certain nombre de traités qui visent tous à poursuivre des buts politiques communs et à mettre en œuvre avec plus de profit les moyens de défense des différents Etats afin d'atteindre les buts fixés. Parmi ces traités citons principalement la « Convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces » du 19 juin 1951, dite Convention OTAN sur le Statut des Forces, et l'accord complétant cette Convention du 3 août 1959, dit Accord complémentaire.

1. Remise de militaires étrangers stationnés sur le territoire d'un autre Etat aux autorités de l'Etat d'origine.

La législation et la pratique varient d'un Etat à l'autre. En vertu de traités d'alliance, quelques Etats se voient obligés de remettre les déserteurs aux Etats d'origine. D'autres estiment qu'il faut prévoir dans le cadre de traités d'alliance la possibilité de remettre les déserteurs à des nations amies.

2. Les rapports nationaux ont encore examiné la question de savoir si des militaires étrangers qui ont déserté pour avoir commis une infraction dans leur propre pays ou dans un Etat tiers, peuvent être refoulés ou expulsés par l'Etat de séjour en les remettant à la frontière même à l'Etat d'origine. Les seuls cas à considérer dans cet ordre d'idée sont ceux où il n'y a pas d'autre moyen de livrer le militaire — éventuellement en vertu d'un traité d'extradition, d'un traité d'alliance ou d'une autre convention — ou de le remettre par une autre voie.

Il s'agit ici du concours existant entre le droit d'extradition et le droit d'expulsion. En effet, à la différence de l'extradition, l'expulsion n'est ordonnée par l'Etat de séjour que dans son propre intérêt, par exemple pour des raisons concernant la police de sûreté. Par contre l'extradition est une mesure prise en faveur d'un Etat étranger.

3. Il n'existe pas de documentation susceptible de préciser le nombre de militaires qui ont commis des infractions purement militaires et qui, de ce fait, ont été remis à leurs Etats d'origine par d'autres moyens que l'extradition.

Les considérations émises dans les différents rapports nationaux permettent de résumer le problème comme suit :

- a) La question de la remise de militaires déserteurs par une voie autre que celle de l'extradition constitue également un problème politique. Mais ce qui importe à ce propos, ce sont les considérations juridiques énoncées dans la législation nationale en matière constitutionnelle et en matière d'ordre public.

- b) *La remise pure et simple de militaires déserteurs à leur pays d'origine ne devrait intervenir en principe que si elle ne tourne pas, par là même, la prohibition de l'extradition pour infractions militaires prévue dans des cas particuliers. Ceci doit en tout cas être valable lorsque l'Etat de séjour a déjà refusé une demande d'extradition présentée par l'Etat d'origine. Une expulsion ne pourra remplacer une extradition non autorisée.*
- c) *Le problème est particulièrement important en ce qui concerne les rapports entre Etats alliés. Ces Etats devraient se livrer mutuellement les militaires déserteurs, même si ces derniers ne sont pas stationnés sur le territoire de l'autre Etat et s'ils ne font pas l'objet d'accords d'assistance réciproque concernant les forces de stationnement.*

EXTRADITION FOR OFFENSES UNDER MILITARY LAW

by

Paul-Günter PöTZ

Regierungsdirektor

(Bundesrepublik Deutschland)

I. Preliminary remarks

The material supplied for the General Report was very extensive. Reports have been submitted by 16 countries, viz., the Argentine, Austria, Belgium, Brazil, Britain, Canada, France, the Federal Republic of Germany, Israel, Italy, Luxemburg, the Netherlands, Norway, Spain, and the United States of America.

Before turning to specific questions, allow me to make a few preliminary remarks of a general nature which may help to understand the report, but which also appear necessary to delineate the problem as a whole.

Extradition has been defined as the formal surrender of a person from the unrestricted penal jurisdiction of one state prepared to relinquish such jurisdiction into the penal jurisdiction of another state for the purpose of prosecution or punishment. Extradition is the most important measure in the field of interstate legal assistance in criminal matters. Its practical importance becomes evident if one considers the fact that the jurisdiction of any and every state terminates at its boundaries, and that the state in question would be incapable of realizing its claim to jurisdiction or of enforcing a penalty against a prosecuted or condemned person residing abroad without the help of other states.

Nowadays, most codes of law throughout the world include extradition law. This was not always the case. Belgium can claim to have drawn up the first extradition law in the world. That law, passed on 1 October 1833, served as a pattern for many extradition laws, and exerts a considerable influence on the legislation of other countries even now.

In many countries, extradition law is laid down in the form of an extradition act, of regulations in the constitution, the penal code, or a code of criminal procedure. Two of the European states without legal provisions on extradition are Denmark and Portugal. In the criminal codes of Iceland, Liechtenstein, and Austria, only a few matters pertaining to extradition are dealt with.

During the 19th Century, and especially during the past fifty years, numerous bilateral extradition treaties were concluded. Independently of these, frequent efforts have been made to arrive at a standard form of extradition law.

In this context, three multilateral agreements are of particular significance. They are a European Extradition Agreement of 13 December 1967, signed by 13 countries and one of the fruits of European integration policy, and the agreements on extradition and legal assistance in criminal matters signed by Denmark, Finland, Iceland, Norway, and Sweden, on 3 March 1961 and by Belgium, Luxemburg, and the Netherlands, on 27 June 1962.

In many countries, extradition law is governed by the principle of reciprocity, which means that the country demanding extradition grants the state from which extradition is sought the same privilege in a comparable case.

The most important facet of the principle of reciprocity is the principle of mutual liability to punishment. This means that extradition is permissible only if the offense prosecuted in the state requesting it is also punishable under the law of the state to which the request is addressed. In conclusion, I must mention the principle of specificity. This means that no person can be proceeded against in the country requesting extradition for any offense committed prior to his surrender other than that for which extradition is granted by the country receiving the request. This is based on the consideration that no country extradites a prosecuted person unconditionally. It is a principle which may be termed a fundamental of international law.

Extradition for offenses under military law, in particular desertion, has often gone its own way in the course of the centuries. In the 17th and 18th Centuries and in the first part of the 19th Century, for instance, there were numerous bi- and multilateral agreements dealing exclusively with the extradition of deserters. From about 1830 onwards, the principle that extradition should be granted only for crimes and offenses against common law gained more and more ground. The main reason lay in the consideration that no country was desirous of contributing to the military power of another country which might very soon be a potential enemy. This led in ever increasing measure to the signing of agreements by allied states on the reciprocal extradition of military deserters. It was a development which culminated in numerous agreements on the extradition of deserters and conscientious objectors in connection with the Great War (1914-1918).

II. Extradition for offenses under military law

Extradition for offenses under military law have been a subject of international discussion for centuries. Especially since the last World War, extensive alliances have come into being. As a consequence of common defense interests, the national forces of one country have been stationed

in the sovereign territory of other countries in many places in the world, especially in Europe. Having the forces of one's allies stationed in one's own territory is bound to entail an increase in the number of offenses under military Law. However, the problem has a general aspect as well: modern means of transportation and the ease with which frontiers can be crossed give people who have committed military offenses a far better opportunity than was once the case of escaping to another country in the hope of evading prosecution. What, then, is to be the attitude of the countries in which refuge is sought towards applications by the authorities of the countries fled to extradite the refugees so as to enable them to be prosecuted and punished in their native country? There are two possibilities: formal extradition and handing over military personnel by some other means.

A. Extradition for offenses under military law in the actual sense of the word.

1. There are two kinds of military offenses: the purely military offense and the mixed, or complex offense. Purely military offenses are offenses involving specific constituent elements alien to general criminal law and founded on the specific service relationship of the man concerned. By mixed military, or complex, offenses, we mean acts couched in general penal law and punishable under such law, although given special substance by military law in view of the military circumstances prevailing.

In most countries, extradition for purely military offenses is prohibited by law. On account of various exceptions, however, such prohibition will not be able to be regarded as a general rule of international law.

2. In the event of extradition on the grounds of mixed military or complex offenses, the distinction between the following main groups of cases should be made:

- a) Extradition is sought on the grounds of a mixed military offense of the type referred to above.
- b) Extradition is sought for a purely military act and a mixed military offence or an offense punishable exclusively under general law without any connection existing between the two.

Most countries provide in their legislation for extradition on the grounds of mixed military offenses. This also applies in the event of compound punishment being awardable for two separate offenses, one of which is punishable only under military law, the other constituting a mixed military offense. In such cases, extradition is refused merely in respect of the purely military offence, which, after all, can be separated from the mixed military offense. This is a question which presents no problem to the United States and the Argentine, since their legislation permits extradition under the conditions referred to even on the grounds of purely

military offenses. In Norwegian law, the prerequisite to extradition is that the punishment to be anticipated for a mixed military offense be no severer than for a comparable offense under ordinary criminal law. In all these cases, extradition is granted only if the requesting state gives a guarantee that the principle of specificity in international law will be observed. The repercussions of this principle of specificity are very significant so far as purely military offenses are concerned, since, even in cases of this kind, what experience has taught us holds good: sooner or later, most people return to their native country.

3. An analysis of the national reports to ascertain whether and in what measure mutual or multilateral agreements admitting exceptions to the prohibition on extradition on the grounds of purely military offenses exist shows that very few countries have settled the question of extradition on the grounds of purely military offenses contractually. So far as I have been able to ascertain, only one valid bilateral extradition agreement still exists, viz. the 1884 agreement between Portugal and Spain under which these two countries undertake to extradite each other's deserting soldiers and sailors. On the other hand, there are quite a large number of multilateral agreements settling the problem more or less positively. The first solution of this kind is to be found in the agreement on extradition concluded at Montevideo on 26 December 1933. Under Article 3 of that Agreement, the state receiving an application for extradition can grant it in case of this kind even on the grounds of a purely military offense. So it is left to the discretion of each country to decide what to do upon receiving a request for extradition. Although this agreement is in force only in a few South and Central American states and in the United States of America, it possesses considerable importance since, as in the case of the *Código Bustamante*, it serves those states which have not ratified it as a source of principles in international law governing extradition.

A decisive step on the way to finding a comprehensive solution to the problem has been taken by the Scandinavian and Benelux countries. On 3 March 1961, Denmark, Finland, Iceland, Norway, and Sweden, concluded an agreement binding them reciprocally to extradite the persons guilty of purely military offenses. A similar settlement is laid down in the agreement concluded by Belgium, Luxemburg, and the Netherlands, on 27 June 1962 on extradition and legal assistance in legal matters in which it is expressly laid down that desertion is not a political offense. The basis for this settlement was the consideration that the general close cooperation amongst these countries should be extended to the military sector, especially since, in respective national defense, they find themselves in a situation calling for unconditional solidarity.

Although the European Convention on Extradition of 13 December 1957 does not apply to purely military offenses, it does not preclude the parties to it from entering into special agreements for the purpose.

The tendency is to lay down rules governing extradition on the grounds of purely military offenses not in a general extradition agreement, but in connection with a military alliance agreement.

4. Most countries have special legal provisions governing the procedures to be applied in dealing with a request for extradition. Domestic rulings on extradition vary. In a few countries, the responsibility for determining whether extradition is admissible and for granting it rests exclusively with the court. In other countries, the admissibility of extradition is examined in formal proceedings before courts of law. The decision to grant or refuse rests with the governments. If a court decides that extradition is inadmissible, the government is bound by such decision. In such case, it cannot grant an application for extradition. In all these cases, however, the government can refuse an application for extradition from the very first if it is founded on a purely military offense not giving grounds for extradition.

The law in most continental countries admits what may be called simplified extradition procedure. This merely means that a court decision is normally not required if the person claimed signifies his agreement to being extradited.

In nearly every country, persons claimed have very comprehensive opportunities of raising objections against their extradition. In particular, they have a right to a legal hearing.

5. No reliable data on the number of applications for extradition on the grounds of pure or mixed military offenses are available.

6. The question of whether states in which extradition for military offenses is either prohibited or admitted in limited measure should try to change this situation by treaties or legislative action cannot be answered by a simple «yes» or «no».

The ban on extradition for purely military offenses is probably founded mainly on the consideration that the armed forces of a foreign country can be a potential threat to one's own country even in time of peace. Even in peacetime, many countries have no interest in supporting or strengthening the forces of other countries. Then again, the idea that offenders, for instance deserters, who are protected against extradition may prove to be sources of intelligence, and that, in the case of many soldiers, it is only the knowledge that they cannot be extradited that leads them to commit an offense under military law and subsequently to desert, also plays a part. Furthermore, the criminal character of military offenses is in many cases less pronounced than that of offenses under ordinary criminal law. Offenses under military law are frequently tried by military courts, which, on account of their character as special courts, are regarded by many people with a certain measure of distrust. And, finally, the prosecution of such offenses is widely regarded, even nowadays, as a national problem.

All these reasons point to the obstacles in the way of a general abrogation of the prohibition on extradition for purely military offenses. However, they are not insurmountable; in particular, no barrier is offered by international law.

As a result of the subjects broached in the national reports, the following theses can be laid down :

- a) Extradition on the grounds of purely military offenses is first and foremost a political matter.
The guiding principle of any and every consideration is that of mutual trust. Many of the countries in this world have different political, sociological, and legal views. These differences make it impossible, at least for the present, to admit extradition on the grounds of purely military offenses.
- b) National legislation should refrain from placing a general veto on extradition on the grounds of purely military offenses, so as to give every country an opportunity to settle this question contractually.
- c) An attempt should be made to standardize national provisions on offenses under military law.
- d) If two or more states have drawn together in the interest of common defense, they have taken the political decision to cooperate with a view to achieving a common aim and to rendering each other mutual assistance. This includes the extradition of military personnel who have committed offenses under military law. Such mutual support must be both unconditional and comprehensive where the forces have been integrated.
- e) The problem of extradition for purely military offenses should not be solved by general extradition treaties. Such treaties are designed first and foremost to deal with the measures required for effectively dealing with general criminality extending beyond the countries boundaries. To include offenses of a specific character, such as purely military offenses, would mean going beyond their scope; such inclusion would not fit into the primary objective of such treaties. Rather should the problem be solved in association with military alliance treaties - bi - or multilateral -, which are founded on close partnership and unconditional trust. The treaties signed by Denmark, Finland, Iceland, Norway, and Sweden, on 3 March 1961, and by Belgium, Luxemburg, and the Netherlands, on 27 June 1962 are exemplary examples.

B. Handing over military personnel by means other than extradition.

This is a matter of practical importance wherever a country has part of its armed forces stationed in foreign territory or has given its approval to foreign armed forces being stationed in its national territory. In all such cases, the countries involved are countries which maintain close political relations and are linked by common defense interests. Frequently, the national forces are integrated in supranational forces within military alliances.

These countries are party to a number of agreements, all moulded in the pursuit of common political objectives and in the exploitation of

the defensive possibilities of the individual countries in the interests of such objectives. The most important of these agreements are the « Agreements between the parties to the North Atlantic Treaty regarding the status of their forces » of 19 June 1951 — what is called the Nato Status of Forces Agreement — and the Supplementary Agreement of 3 August 1959.

1. Handing over of foreign military personnel stationed in the territory of another country to the authorities of the sending state.

Legislation and practice differ in the various countries. A few countries consider themselves under obligation, on the grounds of alliance treaties, to extradite deserters to their native countries. Others maintain the view that, in connection with alliance treaties, there should be a possibility of handing over deserters to friendly countries.

2. The national reports furthermore broach the question of whether foreign military personnel who have committed a punishable offense either in their native country or in a third country, and have consequently deserted can be sent back across the border to their native country or otherwise expelled. This problem concerns only those cases in which there are no other ways and means of extraditing or surrendering the person concerned to his native country — for instance, on the basis of an extradition treaty, a military alliance, or other pertinent agreements.

The question at issue here is that of concurring jurisdiction in the fields of expulsion and extradition. Expulsion differs from extradition insofar as an expulsion order is issued by a country of residence in its own exclusive interests — for instance, for reasons of security. Extradition is granted in the interests of a foreign country.

3. There are no relevant statistics available on the number of military personnel who have committed purely military offenses and have therefore been handed over to their native countries by some means other than extradition.

Deliberations in the national reports make it possible to state the following :

- a) The question of handing over deserters by some means other than extradition is partially a political matter. Notwithstanding this, it is also a matter largely influenced by legal considerations dictated by domestic legislation pertaining to constitutional law and by the law of public order.
- b) Deserters should never be handed over to their native countries under informal procedures if such a course of action is conducive to circumventing a veto on extradition for military offenses which

might apply to the individual case. This must at any rate apply if the country of residence has already rejected a request for extradition submitted by the deserter's native country. Expulsion **must not** be allowed to replace extradition when extradition is actually inadmissible.

- c) Particular importance attaches to this question where relations between allied countries are involved. Such countries should hand over each other's deserters even if they are not stationed in each other's territory and are not dealt with under existing agreements on mutual assistance in connection with stationed forces.

LA EXTRADICION POR DELITOS MILITARES

por

Paul-Günter PöTZ

Regierungsdirektor
(Bundesrepublik Deutschland)

I. Observaciones preliminares

El material entregado para la ponencia general era muy amplio. Presentaron informes los dieciséis países siguientes: Argentina, el Brasil, Bélgica, la República Federal de Alemania, Francia, Gran Bretaña, Israel, Italia, el Canadá, Luxemburgo, los Países Bajos, Noruega, Austria, Suiza, España y los Estados Unidos de Norteamérica.

Antes de examinar cuestiones particulares, quisiera hacer algunas observaciones generales destinadas a aclarar ciertos puntos y necesarias para exponer el conjunto de problemas.

La extradición, según opinión general, es el traslado oficial de una persona de la jurisdicción ilimitada de un Estado dispuesto a renunciarla por completo, a la jurisdicción de otro Estado con el fin de la persecución judicial y aplicación de la pena. Constituye la medida más importante de la asistencia jurídica interestatal en causas penales. Su importancia práctica se reconoce si se considera que la jurisdicción de todo Estado termina en sus fronteras y que sin la asistencia de otros Estados sería incapaz de hacer valer su derecho a condenar, o aplicar penas, a personas inculpadas o condenadas que están en el extranjero.

Hoy en día, el derecho de extradición es parte integrante de la mayoría de los sistemas jurídicos del mundo. No siempre fue así. A Bélgica le corresponde el mérito de haber creado la primera ley de extradición del mundo. Esta ley, promulgada el 1 de Octubre de 1833, fué modelo para muchas leyes de extradición, ejerciendo una gran influencia hasta nuestros días en la legislación de otros países.

En muchos Estados del mundo, el derecho de extradición está regulado por una ley de extradición, o por disposiciones en la constitución, en el código penal o en el código de procedimiento criminal. Entre los Estados europeos, Dinamarca y Portugal figuran entre los que no tienen disposiciones legales relativas a la extradición, mientras que Islandia, Lichtenstein y Austria han reglamentado en sus leyes penales tan sólo algunos aspectos de la extradición.

En el siglo XIX y sobre todo en el transcurso de los últimos cincuenta años se celebraron numerosos tratados de extradición bilaterales. Aparte de ellos se realizaron muchos esfuerzos con el fin de reglamentar uniformemente el derecho de extradición.

Son especialmente importantes en este conjunto tres convenios multilaterales, es decir el convenio europeo de extradición que, como resultado de la política europea de integración, fué firmado el 13 de Diciembre de 1957 por trece Estados; el tratado de extradición y asistencia jurídica en materias penales celebrado entre Dinamarca, Finlandia, Islandia, Noruega y Suecia el 3 de Marzo de 1961, y el celebrado entre Bélgica, Luxemburgo y los Países Bajos el 27 de Junio de 1962.

En muchos Estados, el derecho de extradición es dominado por el principio de reciprocidad, que significa que el Estado que exige la extradición concede también por su parte la extradición al otro Estado en casos semejantes.

Como elemento más importante del principio de reciprocidad se califica el principio de penalidad recíproca según el cual se admite la extradición tan sólo en los casos en que el delito punible en el Estado solicitante lo es también según el derecho del Estado del que se solicita la extradición. Hay que mencionar por fin el principio de especialidad, según el cual una persona en el Estado solicitante puede ser perseguida únicamente por aquellos delitos cometidos antes de su extradición. Este principio se basa en la consideración de que ningún Estado entregará incondicionalmente a una persona perseguida. Puede calificarse este principio como axioma del derecho internacional.

La extradición por delitos militares, en particular por desertión, tomaba con frecuencia caminos propios en el transcurso de los siglos. En los siglos XVII y XVIII y en el primer tercio del siglo XIX, por ejemplo, hubo numerosos convenios bilaterales y multilaterales que trataban exclusivamente de la extradición de desertores. A partir de 1830 aproximadamente fué prevaleciendo cada vez más el principio de que la extradición ya no debía practicarse sino en casos de crímenes y contravenciones contra el derecho común. La razón era en primer lugar la consideración de que ningún Estado quería contribuir a apoyar el poder militar de otro Estado que acaso no tardara en convertirse en enemigo suyo. Esto tuvo por resultado que un número creciente de Estados aliados celebró convenios sobre la extradición mutua de desertores. Este desarrollo culminó en numerosos tratados sobre la extradición de desertores y personas que rechazaron prestar el servicio militar, celebrados en relación con la Guerra Mundial de 1914 a 1918.

II. La extradición por delitos militares

Desde hace siglos la extradición por infracciones militares ha sido objeto de discusiones internacionales. Fué en particular después de la Segunda Guerra Mundial que se celebraron extensas alianzas militares. Como consecuencia de interés comunes de la defensa se han estacionado tropas

nacionales en los territorios de gran número de otros Estados del mundo, especialmente en Europa. El estacionamiento de tropas de Estados aliados en el propio territorio trae forzosamente consigo un aumento del número de infracciones militares. Pero el problema tiene también un aspecto general: Los modernos medios de transporte y el paso más fácil de la frontera ofrecen, también a personas que han cometido infracciones militares, muchas más posibilidades para huir al extranjero con la esperanza de que allí no sean perseguidas. ¿Cómo deben proceder, pues, los Estados en que se hayan refugiado esas personas frente a la exigencia de los Estados de origen de entregarles los inculcados a fin de perseguirlos judicialmente y condenarlos? Hay en este caso dos posibilidades: la extradición formal y la entrega de soldados por otro camino.

A. La extradición por infracciones militares en el sentido propio de la palabra.

1. Existen dos tipos de infracciones militares: las infracciones puramente militares y las infracciones mixtas militares o complejas. Las infracciones puramente militares son aquellas que se refieren a circunstancias especiales ajenas al derecho penal general y relacionadas con las condiciones especiales del servicio militar. Se distinguen de ellas las infracciones mixtas militares o complejas, en que son actos punibles también según el derecho penal general, pero considerados por el derecho militar como especiales a causa de las características militares especiales.

En la mayoría de los Estados se ha sancionado la prohibición de la extradición por infracciones puramente militares. No puede considerarse, sin embargo, como regla general del derecho internacional a causa de que existen varias excepciones a esta prohibición.

2. En lo que concierne la extradición por infracciones mixtas militares o complejas se pueden distinguir esencialmente los grupos de casos siguientes:

- a) La extradición se solicita por una infracción mixta militar del tipo arriba mencionado.
- b) La solicitud de extradición se basa en una infracción puramente militar y una infracción mixta militar o una infracción a juzgar exclusivamente por el derecho penal general, entre las cuales no hay ninguna relación.

La mayoría de los Estados prevé en sus leyes la posibilidad de conceder la extradición por infracciones mixtas militares aun cuando a éstas se añade cumulativamente otra puramente militar. En estos casos se deniega sólo la extradición por la infracción puramente militar. Para los Estados Unidos y Argentina esta cuestión no es problema, ya que sus leyes admiten, bajo las condiciones mencionadas, la extradición aun por infracciones puramente militares. Según el derecho noruego, es condición para la extradición que la pena correspondiente a una infracción mixta militar no sea mayor de la

correspondiente a una infracción según las normas jurídicas generales. En todos estos casos se concede la extradición tan sólo si el Estado solicitante da la garantía de que se respetará el principio de especialidad del derecho internacional. Los efectos del principio de especialidad son muy importantes para infracciones puramente militares, ya que es cosa probada por la experiencia que también en el caso de tales infracciones la mayoría de las personas que las cometen regresan algún día a su patria.

3. Al analizar los informes de los países respecto a la cuestión de si, y en qué escala, existen tratados bilaterales o multilaterales que contienen excepciones de la prohibición de extradición por infracciones puramente militares se ve que sólo un número reducido de Estados ha reglamentado en un tratado la extradición por infracciones puramente militares. Por lo que acabo de averiguar, ya no existe más que un tratado bilateral de extradición todavía en vigor, es decir, el entre Portugal y España del año 1884, según el cual estos países se entregan mutuamente los desertores de las fuerzas terrestres y navales. Existe, por otra parte, un número importante de convenios bilaterales en que la cuestión está reglamentada de forma más o menos positiva. La primera solución de este tipo se halla en el convenio sobre la extradición celebrado en Montevideo el 26 de diciembre de 1933, estipulando el artículo 3 de este convenio que en casos de este tipo el Estado a que se dirige la solicitud puede aprobar la extradición también por una infracción puramente militar. La forma de proceder en el caso de tal solicitud de extradición queda, pues, a su arbitrio. Este convenio, aunque está en vigor sólo en algunos Estados suramericanos y centroamericanos y en los Estados Unidos, es no obstante muy importante, ya que sirve, lo mismo que el Código Bustamente, de fuente de principios de extradición del derecho internacional a los Estados que no lo han ratificado.

Un paso decisivo en el camino hacia una solución completa del problema fué dado por los Estados nórdicos y los de Benelux. El 3 de marzo de 1961 Dinamarca, Finlandia, Islandia, Noruega y Suecia celebraron un convenio por el que estos países se comprometieron a entregarse mutuamente incluso aquellos reos que hayan cometido infracciones puramente militares. Una reglamentación semejante se encuentra en el tratado de extradición y asistencia jurídica en materias penales celebrado el 27 de Junio de 1962 entre Bélgica, Luxemburgo y los Países Bajos, en el cual se estableció explícitamente que la deserción no debe considerarse como infracción política. Esta solución se basa en la consideración de que la estrecha colaboración entre estos Estados debe extenderse también al sector militar, ya que estos Estados se encuentran, respecto a su defensa nacional, en una situación que exige una solidaridad absoluta.

El convenio de extradición europeo del 13 de diciembre de 1957, aunque no es aplicable a infracciones puramente militares, no excluye que se celebren entre las partes contratantes convenios especiales respecto a esta cuestión.

Hay, en general, una tendencia a reglamentar la extradición por infracciones puramente militares sólo en el marco de un tratado de alianza militar y no en un tratado de extradición general.

4. En la mayoría de los países se ha reglamentado la tramitación que se realiza con motivo de una solicitud de extradición. La reglamentación respectiva varía en los distintos países. En algunos, el examen de la admisibilidad y la concesión de la extradición incumben únicamente a los tribunales. En otros, la admisibilidad de la extradición es examinada por los tribunales en un procedimiento formal, mientras que los gobiernos son los que deciden sobre su concesión. Si una extradición ha sido declarada como inadmisibile por un tribunal, el gobierno está sujeto a esta decisión y no debe conceder la extradición en este caso. Pero en todos estos supuestos los gobiernos pueden también negar desde un principio una solicitud de extradición si ésta se refiere a una infracción de naturaleza puramente militar que no da lugar a la extradición.

La mayoría de los derechos continentales conocen la extradición simplificada, que significa que normalmente no es necesaria una decisión judicial si la persona perseguida está de acuerdo con la extradición.

En casi todos los Estados las personas perseguidas tienen amplias posibilidades para poner reparos a la extradición. Tienen en particular derecho a ser oídas por las autoridades judiciales.

5. No existen informaciones fidedignas sobre el número de solicitudes de extradición por infracciones puramente militares o complejas.

6. La pregunta de si los Estados que no conceden la extradición por infracciones militares o la conceden sólo en grado limitado deberían cambiar este estado de cosas por medio de acuerdos o medidas legislativas, no puede ser contestada con un simple sí o no.

La exclusión de la extradición por infracciones de naturaleza puramente militar se basa probablemente en primer lugar en la consideración de que las fuerzas armadas de un Estado pueden representar ya en la paz un peligro potencial para el otro Estado. Muchos Estados no tienen, aún en tiempos de paz, interés en conservar y consolidar las fuerzas de otros Estados. Interviene probablemente también la idea de que se puede esperar por ejemplo que desertores protegidos contra la extradición hagan importantes comunicaciones y que la imposibilidad de la extradición es precisamente la razón que induce muchos soldados a cometer una infracción militar y a huir después. Además, el carácter criminal de las infracciones militares es con frecuencia menos pronunciado que el de las infracciones contra el derecho común. A más de esto, son a menudo los tribunales militares los que juzgan las infracciones militares, estos tribunales son considerados con cierta desconfianza por muchas personas por ser tribunales especiales. Y por fin, el castigo de semejantes infracciones se considera en muchos casos, también hoy en día, como problema nacional.

Todas estas razones señalan las dificultades que se oponen a una renuncia a la prohibición de la extradición por infracciones de naturaleza puramente militar. Pero no son insuperables. En particular, el derecho internacional no representa ningún obstáculo.

Resumiendo las consideraciones expuestas en los informes de los diferentes países, podemos decir lo siguiente :

- a) El problema de la extradición por infracciones de naturaleza puramente militar tiene acusadamente un carácter político. En todas las consideraciones respectivas figura el principio de confianza. Los conceptos políticos, sociológicos y jurídicos varían entre muchos países del mundo. Impiden, por lo menos actualmente, admitir generalmente la extradición por infracciones de naturaleza puramente militar.
- b) Las leyes nacionales no deberían prohibir en general la extradición por infracciones de naturaleza puramente militar, para poner a todos los Estados en condiciones de poder reglamentar también este problema por medio de tratados.
- c) Se debería tratar de unificar las disposiciones nacionales relativas a infracciones militares.
- d) Si dos o más Estados se han aliado en razón a intereses comunes respecto a su defensa, esto significa que han tomado las decisiones políticas con el fin de colaborar para un objetivo común y apoyarse mutuamente. Esto incluye la extradición mutua de soldados que hayan cometido delitos militares. El apoyo mutuo en casos de fuerzas integradas debe ser extenso e incondicional.
- e) El problema de extradición por infracciones de carácter puramente militar no debería solucionarse por medio de tratados de extradición generales. En éstos se trata especialmente de las cuestiones relacionadas a la lucha eficaz contra la criminalidad general a través de las fronteras. La inclusión de infracciones especiales, como por ejemplo los delitos de naturaleza puramente militar, excedería de este marco y no estaría completamente de acuerdo con la finalidad que se quiere lograr. El problema debería más bien solucionarse en el conjunto de los tratados de alianzas militares bilaterales o multilaterales que se basan en estrecha colaboración y confianza absoluta. Pueden servir de modelo los tratados entre Dinamarca, Finlandia, Islandia, Noruega y Suecia del 3 de marzo de 1.961 y entre Bélgica, Luxemburgo y los Países Bajos del 27 de Junio de 1.962.

B. La devolución de militares por procedimiento distinto a la extradición.

Esta cuestión cobra actualidad en todos casos en que los Estados tienen estacionadas parte de sus fuerzas armadas en territorio de otros Estados o en los que los Estados han consentido en el estacionamiento de fuerzas armadas extranjeras en su territorio. En todos estos casos se trata de Estados con estrechas relaciones políticas o unidos por intereses de defensa comunes. En muchos casos las fuerzas armadas nacionales se hallan integradas en fuerzas supranacionales en el marco de alianzas militares.

Existe entre estos Estados un número de tratados cuyo objeto es el de perseguir fines políticos y aprovechar mejor el potencial defensivo de los

varios Estados en pro de estos fines. De estos tratados revisten especial importancia el «Convenio OTAN de las Fuerzas» y el acuerdo completando este convenio, llamado «Acuerdo Complementario», del 3 de Agosto de 1.959.

1. La entrega de militares extranjeros estacionados en el territorio de otro Estado a las autoridades del Estado de origen.

La legislación y la práctica respectivas varían en los varios Estados. Algunos se consideran obligados en virtud de tratados de alianza a entregar desertores a sus Estados de origen. Otros son de la opinión de que debe haber, en conjunto con los tratados de alianza, la posibilidad de devolver desertores a naciones amigas.

2. En los informes de los países se ha examinado también el problema de si los militares extranjeros que hayan cometido una infracción en su propio país o en un tercer Estado y hayan desertado por esta razón pueden ser conducidos a través de la frontera o expulsados al país de origen por el Estado de refugio. Cabe considerar en este conjunto sólo los casos en que no hay otra posibilidad de devolver el militar, sea en virtud de un convenio de extradición, un tratado de alianza u otros acuerdos, a su país de origen o de entregarle por otro conducto.

Se trata aquí de la cuestión de concurrencia entre el derecho de extradición y el derecho de expulsión. Es que la expulsión, a diferencia de la extradición, es ordenada por el Estado de refugio en su propio interés, como por ejemplo por razones de seguridad del Estado. La extradición, por el contrario, es una medida a favor del otro Estado.

3. No disponemos de material con datos relativos al número de militares que hayan cometido delitos puramente militares y que hayan sido entregados a sus países de origen por procedimiento distinto a la extradición.

Resumiendo las consideraciones expuestas en los informes de los diferentes países, obtenemos los resultados siguientes :

- a) La cuestión de la entrega de desertores por procedimiento distinto a la extradición es también una cuestión política. Pero intervienen también muchas consideraciones jurídicas condicionadas a la legislación interna en el campo del derecho constitucional y del derecho del orden público.
- b) La devolución sin formalidad de desertores a su país de origen debería en principio practicarse sólo si no se elude con ella la prohibición de la extradición por delitos militares que exista en el caso individual. Este principio es especialmente válido en casos en que

el Estado de refugio haya denegado ya una solicitud de extradición formulada por el país de origen. Una expulsión no debe sustituir una extradición que de por sí sería inadmisibles.

- c) *Esta cuestión reviste especial importancia en las relaciones de Estados aliados. Estos Estados deberían entregarse reciprocamente desertores aún cuando no estuvieren estacionados en territorio del otro Estado y no fuere aplicable a ellos lo dispuesto en convenios existentes sobre el mutuo auxilio en relación con las fuerzas estacionadas en el otro país.*

Chapitre II

QUESTIONNAIRE

ET

RAPPORTS NATIONAUX

QUESTIONNAIRE

sur le thème :

L'EXTRADITION POUR DELITS MILITAIRES

A. L'extradition proprement dite

1. Le refus de l'extradition pour délits militaires est-il consacré par un texte de loi ? Lequel ?
2. Votre pays a-t-il conclu des conventions dérogeant à cette prohibition ? En cas de réponse positive, prière de préciser ces conventions et les parties contractantes.
3. Quelle position est prise en cas de délits complexes, dans lesquels des infractions de droit commun sont indivisiblement liées à des infractions militaires ?
4. Quelle est l'autorité compétente pour déterminer si une demande d'extradition pour délit de droit commun n'est pas en réalité une manière déguisée de tourner la prohibition de l'extradition pour délits militaires ? Est-ce la même autorité (judiciaire, par exemple) qui prend aussi la décision de refuser la demande de l'Etat requérant ou de la satisfaire ?
5. Quelle a été, en fait, le nombre d'extraditions requises par un Etat étranger au cours des dix dernières années ; le nombre des requêtes satisfaites ? Pour quelles infractions militaires ?
6. Estimez-vous qu'une dérogation conventionnelle (ou législative) devrait être apportée à la prohibition générale de l'extradition pour délits militaires ? Pour quels délits, sous quelle forme ? Le problème se présente-t-il de manière plus pressante pour le cas de forces intégrées ?

B. La remise de militaire par d'autres moyens que l'extradition

1. Y-a-t-il une pratique de remise de militaires étrangers stationnés sur votre territoire lorsque leur caserne est située sur ce même territoire qui est le vôtre ?
2. Y-a-t-il une pratique similaire pour les militaires de votre pays stationnés à l'étranger ?

3. Y-a-t-il une pratique de remise à la frontière pour les militaires étrangers qui ont commis leur délit dans leur pays et qui se sont enfuis pour chercher refuge dans votre pays ou qui transitent dans le vôtre pour chercher refuge dans un troisième pays ?
4. Statistiques comparées sur ces trois points, s'il est possible.

QUESTIONARY

on the topic :

EXTRADITION FOR MILITARY OFFENSES

A. The properly so-called Extradition

1. Is the refusal of extradition for military offenses sanctioned by law ? By which one ?
2. Has your country concluded conventions which are affecting this prohibition ? If the answer is in the affirmative, please state these conventions and the contracting parties.
3. Which position has been taken in case of complex offenses where the infractions of the common law are indivisibly connected with military infractions ?
4. Which is the competent authority to determine whether a request for extradition for an offense under the general law is not, in reality, a veiled manner to evade the prohibition of the extradition for military offenses ? Is this the same authority (legal, for instance) who also makes the decisions as to whether the request of a State be denied or granted ?
5. Which, in fact, was the number of extraditions requested by a foreign state within the last ten years? The number of requests complied with ? For which military offenses ?
6. Do you believe that a conventional (or legislative) derogation should be brought to the general prohibition of the extradition for military offenses? For which offenses and under which form? Is the problem more urgent in the case of integrated forces ?

B. Delivery of military individuals by other means than Extradition

1. Is there a practice to deliver foreign military individuals who are stationed on your territory if their barracks are located on the same territory as yours ?
2. Is there a similar practice which applies to military individuals of your country who are stationed in a foreign country ?

3. Does the practice exist to deliver foreign military individuals at the border who have committed their offense in their own country, and who escaped, in order to seek refuge in your country, or who transit to your country, in order to seek refuge in a third country ?
4. If possible, give comparing statistics concerning these three points.

CUESTIONARIO

sobre el tema :

LA EXTRADICION POR DELITOS MILITARES

A. La extradición propiamente dicha

1. La negativa a la extradición por delitos militares ¿ está consagrada por un texto legal ? ¿Cuál ?
2. ¿ Ha concertado vuestro país Convenios que derogan esta prohibición ?
3. ¿Cuál es la toma de posición en caso de delitos complejos en los que las infracciones de Derecho común se encuentren indivisiblemente ligadas a infracciones militares ?
4. ¿Cuál es la autoridad competente para determinar si una petición de extradición por delito de Derecho común no es, en realidad, una forma disfrazada de burlar la prohibición de la extradición por delitos militares ? ¿ Es la misma autoridad (judicial, por ejemplo) la que toma también la decisión de denegar o satisfacer la petición del Estado requirente ?
5. ¿Cuál ha sido, de hecho, el número de extradiciones requeridas por un Estado extranjero durante los dos últimos años ? ¿Qué número de requerimientos han sido satisfechos ? ¿ Por qué infracciones militares ?
6. ¿ Estima usted que una derogación convencional (o legislativa) debería introducirse en cuanto a la prohibición general de extradición por delitos militares ? ¿ Para qué delitos y en qué forma ? ¿ Se presenta el problema de manera más urgente para el caso de fuerzas integradas ?

B. La entrega de militares por otros medios que la extradición

1. ¿ Existe una práctica de entrega de militares extranjeros estacionados en vuestro territorio, cuando su acuartelamiento está situado sobre vuestro territorio ?
2. ¿ Existe una práctica similar para los militares de vuestro país estacionados en el extranjero ?

3. ¿Existe una práctica de entrega en la frontera para los militares extranjeros que han cometido el delito en su país y que han huido para buscar refugio en vuestro país, o se encuentran en él en trámite para buscar refugio en un tercer país ?
4. Estadísticas comparadas sobre estos tres puntos, si ello es posible.

DIE AUSLIEFERUNG WEGEN MILITÄERISCHER STRAFTATEN

von

Paul-Günter PÖTZ

*Regierungsdirektor
(Bundesrepublik Deutschland)*

A. Die Auslieferung im eigentlichen Sinne

1. *Ist die Ablehnung der Auslieferung wegen militärischer Straftaten in einem Gesetzestext vorgesehen ? In welchem ?*

In der Bundesrepublik Deutschland ist das Recht der Auslieferung im Deutschen Auslieferungsgesetz — DAG — vom 23. Dezember 1929 (Reichsgesetzbl. 1929 I S. 239 ; 1930 I S. 28) in der Fassung der Gesetzes vom 12. September 1933 (Reichsgesetzbl. 1933 I S. 618) geregelt. In § 2 Abs. 2 dieses Gesetzes ist bestimmt :

«Die Auslieferung ist nicht zulässig, wenn die Tat nach deutschem Recht nur nach den Militärstrafgesetzen strafbar ist...».

In der Begründung, mit der der Gesetzentwurf dem damaligen Deutschen Reichstag vorgelegt worden ist, heisst es u.a. :

«Mit den Interessen der Strafrechtspflege ist es vereinbar, von der Auslieferung bei solchen Straftaten abzusehen, die einen dem allgemeinen Strafrecht unbekanntem, lediglich den besonderen militärischen Verhältnissen entnommenen Tatbestand enthalten. Es wird daher die Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten, wie Wachvergehen, Feigheit, Ungehorsam, Fahnenflucht usw., untersagt. Dagegen ist die Auslieferung wegen der Straftaten des allgemeinen Strafrechts, die aus militärischen Gründen umgestaltet und in das Militärstrafrecht übernommen sind, wie z.B. Mißhandlung Untergebener, Diebstahl oder Unterschlagung zum Nachteil von Kameraden, zulässig. Es erschien auch nicht empfehlenswert, für die Ahndung der gemischtmilitärischen Straftaten an dem Ausgelieferten die ausschliessliche Anwendung des allgemeinen Strafrechts vorzuschreiben, da diese Beschränkung, namentlich bei schon erfolgter Verurteilung, zu grossen Schwierigkeiten führen kann».

Nach § 3 Abs. 2 eines im Bundesministerium der Justiz erstellten Referentenentwurfs zur Reform des Deutschen Auslieferungsgesetzes, der gegenwärtig von einer Sachverständigenkommission beraten wird, ist, in sachlicher Übereinstimmung mit § 2 Abs. 2 DAG, jede nicht rein militärische strafbare Handlung auslieferungsfähig.

Unter rein militärischen Straftaten sind solche Taten zu verstehen, die einen dem allgemeinen Strafrecht fremden Tatbestand enthalten, der auf dem besonderen Militärdienstverhältnis beruht. Ob dieser Straftatbestand in einem besonderen Militärstrafgesetzbuch enthalten oder Bestandteil des allgemeinen Strafgesetzbuchs ist, ist ohne Bedeutung.

2. *Hat Ihr Land Konventionen geschlossen, die von diesem Verbot Abweichendes enthalten? Bejahendenfalls wird um nähere Angaben über diese Konventionen sowie über die Vertragsparteien gebeten.*

Im deutschen Auslieferungsrecht hat das Verbot der Auslieferung wegen rein militärischer strafbarer Handlungen nicht immer bestanden. Vielmehr wurde früher die Auslieferung für zweckmässig angesehen, soweit es sich um Fahnenflucht handelte. So bestanden Verträge über die Auslieferung Fahnenflüchtiger mit Dänemark (vom 25. Dezember 1820) und mit Österreich (vom 10. Februar 1831). Noch am 11. Januar 1917 schloss Deutschland mit der Türkei einen Vertrag ab, wonach die Wehr- und Fahnenflüchtigen gegenseitig auszuliefern waren. Diese Verträge sind aber nicht mehr in Kraft.

Gegenwärtig hat die Bundesrepublik Deutschland mit 15 Staaten Auslieferungsverträge und mit Dänemark eine vorläufige Vereinbarung über die Regelung des Rechtshilfeverkehrs in Strafsachen. Hinzu kommen Gegenseitigkeitsvereinbarungen in Einzelfällen der Auslieferung mit zahlreichen Staaten.

Vorläufige Regelungen des Rechtshilfeverkehrs in Strafsachen und Gegenseitigkeitsvereinbarungen im Einzelfall unterfallen der unter 1) besprochenen Vorschrift des § 2 Abs. 2 DAG. Eine Auslieferung wegen rein militärischer strafbarer Handlungen ist daher unzulässig.

In keinem der gegenwärtig in der Bundesrepublik Deutschland in Kraft befindlichen 15 Auslieferungsverträge ist eine Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten vorgesehen

In den Verträgen mit Belgien (vom 17. Januar 1958), Großbritannien (vom 14. Mai 1872/ 23. Februar 1960), Griechenland (vom 12. März/ 27. Februar 1907), Luxemburg (vom 9. März 1876/ 6. Mai 1912), den Niederlanden (vom 31. Dezember 1896/ 1. Dezember 1956), Norwegen (vom 19. Januar 1878/ 7. März 1907), der Schweiz (vom 24. Januar 1874), Spanien (vom 2. Mai 1878) und den Vereinigten Staaten von Amerika (vom 12. Juli 1930) sind die auslieferungsfähigen strafbaren Handlungen noch einzeln aufgeführt (Enumerationsmethode). Rein militärische strafbare Handlungen sind in den Katalogen nicht enthalten.

In den übrigen Verträgen, in denen die auslieferungsfähigen Straftatbestände allgemein umschrieben sind (Eliminationsmethode), sind die militärischen Straftaten mit unterschiedlichen Formulierungen von der Auslieferung ausgeschlossen worden. So heisst es in den Verträgen mit Finnland (vom 14. Mai 1937) und — im wesentlichen übereinstimmend — mit der Türkei (vom 3. September 1930) :

«Die Verpflichtung zur Auslieferung besteht nicht, wenn die Tat eine Wehrpflichtverletzung darstellt oder nur nach den Militärstrafgesetzen strafbar ist » ;

— mit Frankreich (vom 29. November 1951) und — im wesentlichen übereinstimmend — mit Monaco (vom 21. Mai 1962) :

«Die Auslieferung wird nicht bewilligt, wenn die strafbare Handlung, wegen deren sie beantragt ist, ausschliesslich in der Verletzung militärischer Pflichten besteht » ;

— mit Italien (vom 12. Juni 1942) :

«Die Auslieferung wird ferner nicht gewährt, wenn die Tat ausschliesslich eine Wehrdienstentziehung darstellt oder ausschliesslich nach den Wehrstrafgesetzen strafbar ist » ;

— und mit Österreich (vom 22. September 1958) :

«Die Auslieferung wird nicht bewilligt, wenn die dem Auslieferungssuchen zugrunde liegende strafbare Handlung vom ersuchten Staat als eine rein militärische angesehen wird ».

Artikel 4 des Europäischen Auslieferungsübereinkommens vom 13. Dezember 1957, das von der Bundesrepublik Deutschland ratifiziert worden, aber im Verhältnis zu ihr noch nicht in Kraft getreten ist, lautet :

«Auf die Auslieferung wegen militärischer strafbarer Handlungen, die keine nach gemeinem Recht strafbaren Handlungen darstellen, ist dieses Übereinkommen nicht anwendbar ».

Diese Bestimmung besagt nur, dass ein Auslieferungssuchen wegen einer rein militärischen strafbaren Handlung nicht auf das Europäische Auslieferungsübereinkommen gestützt werden kann. Sie schliesst dagegen Sonderabkommen zwischen den Vertragsparteien wegen dieser Frage nicht aus. Diese Regelung beruht auf der Erwägung, dass eine Auslieferung wegen rein militärischer Delikte nur im Zusammenhang mit einem militärischen Bündnisvertrag und nicht in einem allgemeinen Auslieferungsvertrag vereinbart werden sollte.

3. *Wie verhält man sich im Falle von komplexen Straftaten, bei denen allgemeine Straftaten untrennbar mit militärischen Straftaten verbunden sind ?*

Das in § 2 Abs. 2 DAG und in den Auslieferungsverträgen enthaltene Verbot der Auslieferung wegen militärischer Straftaten bezieht sich nur auf die rein militärischen Straftaten. Es umfasst dagegen nicht die komplexen oder gemischtmilitärischen Straftaten. Hierunter sind solche Handlungen zu verstehen, die sich auch im allgemeinen Strafrecht finden und dort bereits unter Strafe gestellt sind, die aber mit Rücksicht auf besondere militärische Verhältnisse durch das Militärrecht zu einem besonderen Tatbestand umgestaltet und — möglicherweise, aber nicht notwendig — in einem Militärstrafgesetzbuch mit einer — regelmässig höheren — Strafe bedroht sind. Wegen derartiger Handlungen darf grundsätzlich ausgeliefert werden.

Es sind folgende Fallgruppen zu unterscheiden :

- a) Handelt es sich bei der einem Auslieferungsersuchen zugrunde liegenden strafbaren Handlung um eine gemischtmilitärische Straftat der vorher beschriebenen Art (z.B. Kameradendiebstahl, Nötigung eines Vorgesetzten, tätlicher Angriff gegen einen Vorgesetzten, Mißhandlung Untergebener), so ist die Auslieferung ohne Einschränkung zulässig, falls die übrigen Voraussetzungen nach dem Vertrag oder dem Deutschen Auslieferungsgesetz vorliegen. Im Falle einer Verurteilung nach erfolgter Auslieferung kann die Strafe dem Militärstrafgesetzbuch entnommen werden. Bei der Strafzumessung kann der militärische Charakter der Straftat berücksichtigt werden.
- b) Bilden eine rein militärische Tat und eine gemischtmilitärische oder eine ausschliesslich nach allgemeinem Strafrecht zu beurteilende strafbare Handlung, die keinerlei Verbindung zueinander haben, den Gegenstand eines Auslieferungsersuchens (z.B. Fahnenflucht und Unterschlagung), so ist wegen der ersten Tat die Auslieferung unzulässig ; wegen der zweiten kann sie bewilligt werden (Tatmehrheit).

Verletzt ein und dieselbe Handlung zugleich ein rein militärisches Strafgesetz und einen gemischtmilitärischen oder einen allgemeinen Straftatbestand (Tateinheit), gilt das gleiche. Die rein militärische Straftat ist von der Auslieferung auszuschliessen.

In allen diesen Fällen wird die Auslieferung u.a. nur dann bewilligt, wenn der ersuchende Staat Gewähr für die Beachtung des völkerrechtlichen Grundsatzes der Spezialität bietet. Es muss also sichergestellt sein, dass der Ausgelieferte in dem Staat, an den er ausgeliefert werden soll, ohne deutsche Zustimmung weder wegen einer vor der Auslieferung begangenen Tat, für welche die Auslieferung nicht bewilligt worden ist, zur Untersuchung gezogen, bestraft oder an einen dritten Staat weitergeliefert noch aus einem anderen, vor der Auslieferung eingetretenen Rechtsgrund in seiner persönlichen Freiheit beschränkt wird, es sei denn, dass er das Gebiet der ausländischen Regierung innerhalb einer bestimmten Frist nach dem Tage seiner Freilassung nicht verlässt oder dorthin zurückkehrt oder von einer dritten Regierung von neuem ausgeliefert wird. Ist diese sogenannte Spezialitätsbindung weggefallen, kann ein Beschuldigter also auch wegen eines rein militärischen Delikts verfolgt werden.

4. Welche Behörde ist zuständig, um festzustellen, ob ein Auslieferungsersuchen wegen einer gewöhnlichen Straftat in Wirklichkeit nicht eine verkappte Methode ist, um das Auslieferungsverbot bei einer militärischen Straftat zu umgehen? Ist es dieselbe (z.B. Justiz) Behörde, die auch die Entscheidung trifft, das Ersuchen des betreffenden Staates abzulehnen oder ihm stattzugeben?

In der Bundesrepublik Deutschland gibt es keine Behörde, deren spezielle Aufgabe es wäre, Feststellungen der in der vorstehenden Frage bezeichneten Art zu treffen.

Satz 1 der Frage 4) enthält eine diskriminierende Unterstellung, die besser vermieden werden sollte, zumal fingierte Auslieferungsersuchen — wenn überhaupt — äusserst selten vorkommen dürften. Dieser Frageteil sollte besser lauten :

« Welche Behörde ist für die Prüfung zuständig, ob ein Auslieferungsersuchen zulässig ist ? »

Das Verfahren, das in der Bundesrepublik Deutschland aufgrund eines aus dem Ausland eingehenden Auslieferungsersuchens — gleich welcher Art — durchgeführt wird, ist im Deutschen Auslieferungsgesetz geregelt (§§ 24 ff). Nach dem Eingang des Ersuchens um Auslieferung beantragt der Staatsanwalt die Vernehmung des Verfolgten durch den Richter. Bei der Vernehmung ist dem Verfolgten Gelegenheit zu geben, sich zu dem Ersuchen zu äussern. Er ist auch zu befragen, ob er sich mit der Auslieferung einverstanden erklärt. Erklärt er sich nicht einverstanden, dann entscheidet das zuständige Oberlandesgericht darüber, ob die Auslieferung zulässig ist. Erklärt der Verfolgte sich mit seiner Auslieferung einverstanden, bedarf es einer gerichtlichen Entscheidung über die Zulässigkeit der Auslieferung nicht. Der Staatsanwalt kann sie aber auch in diesem Fall beantragen. Das Oberlandesgericht kann vor der Entscheidung den Verfolgten vernehmen und Beweise über die Zulässigkeit der Auslieferung erheben. Es kann auch eine mündliche Verhandlung anordnen. Die gerichtliche Prüfung des Ersuchens erstreckt sich auf alle in einem etwaigen Vertrag und gegebenenfalls im Deutschen Auslieferungsgesetz enthaltenen rechtlichen und tatsächlichen Voraussetzungen.

Zur Entscheidung über Auslieferungsersuchen der ausländischen Regierungen ist grundsätzlich die Bundesregierung zuständig (§ 44 Abs. 1 DAG). Sie hat jedoch ihre Befugnisse zur Entscheidung über aus Dänemark, Österreich und der Schweiz eingehende Auslieferungsersuchen bis auf einige Ausnahmen den Regierungen der deutschen Bundesländer übertragen. Die Bundesregierung und die Landesregierungen sind an die Beschlüsse der Oberlandesgerichte gebunden, sofern diese die Auslieferung eines Verfolgten für unzulässig erklären. In diesen Fällen darf die Auslieferung nicht bewilligt werden (§ 7 DAG). Hat das Oberlandesgericht die Auslieferung dagegen für zulässig erklärt, können die Bundesregierung bzw. die Landesregierungen die Auslieferung bewilligen oder ablehnen. Gleiches gilt für den Fall, dass eine gerichtliche Entscheidung nicht ergan-

gen ist, weil der Verfolgte sich mit der Auslieferung einverstanden erklärt hat.

Im Hinblick auf die ursprüngliche Fragestellung ist hier besonders darauf hinzuweisen, dass jede aufgrund des Deutschen Auslieferungsgesetzes oder eines Auslieferungsvertrages ergangene Auslieferungsbewilligung zur Voraussetzung hat, dass der oben erörterte Grundsatz der Spezialität von dem ersuchenden Staat beachtet wird.

5. *Wie gross war de facto die Zahl der von einem ausländischen Staat in den letzten 10 Jahren verlangten Auslieferungen und wie vielen Ersuchen wurde stattgegeben? Bei welchen militärischen Straftaten?*

Die Fragestellung ist nicht eindeutig. Vermutlich wird Auskunft darüber erbeten, wie viele Ersuchen um Auslieferung wegen militärischer Straftaten in den letzten 10 Jahren von ausländischen Staaten gestellt worden sind. Die so verstandene Frage kann für die Bundesrepublik Deutschland nicht zuverlässig beantwortet werden, weil hierfür statistische Angaben nicht vorliegen. Soweit feststellbar, sind in den letzten 10 Jahren Ersuchen um Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten von ausländischen Regierungen nicht gestellt worden. Dies dürfte auf den weithin bekannten Rechtszustand in der Bundesrepublik Deutschland und den Ausschluss der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten in den Auslieferungsverträgen zurückzuführen sein. Die Zahl der Auslieferungsersuchen wegen gemischtmilitärischer strafbarer Handlungen war, gemessen an der Zahl der in den Jahren 1954 bis 1964 bei deutschen Behörden eingegangenen Auslieferungsersuchen — insgesamt 2358 —, sehr gering. Es werden, geschätzt, höchstens 50 derartige Ersuchen gewesen sein.

6. *Sind Sie der Auffassung, dass durch Abkommen (oder durch gesetzgeberische Massnahmen) von dem allgemeinen Verbot der Auslieferung bei militärischen Straftaten abgewichen werden muss? Bei welchen Straftaten und in welcher Form? Hat die Frage einen höheren Dringlichkeitsgrad in Fällen eines integrierten Rahmens?*

Aus der bisherigen Erörterung folgt, dass sich die vorstehende Frage für die Bundesrepublik Deutschland nur auf eine Aufhebung oder Lockerung des Verbots der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten beziehen kann, da die gemischtmilitärischen strafbaren Handlungen auslieferungsfähig sind.

Zunächst ist festzustellen, dass es sich bei dem weitverbreiteten Verbot der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten nicht um eine allgemein anerkannte Regel des Völkerrechts handelt, die nach deutschem Verfassungsrecht den Rang eines innerstaatlichen Gesetzes beanspruchen könnte. Dagegen spricht, dass Deutschland, wie bereits ausgeführt, noch im Jahre 1917 mit der Türkei einen Vertrag über die Auslieferung von Wehr- und Fahnenflüchtigen abgeschlossen hat und dass derartige Verträge heute noch zwischen anderen Staaten bestehen.

Der Ausschluss der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten beruht wohl in erster Linie auf der Erwägung, dass die Streitkräfte eines anderen Staates schon im Frieden eine potentielle Gefahr für den eigenen Staat darstellen. Oft haben Staaten auch in Friedenszeiten kein Interesse an der Erhaltung und Stärkung der Streitkräfte anderer Staaten. Auch wird der Gedanke eine Rolle spielen, dass man z.B. von Deserteuren, die vor einer Auslieferung geschützt sind, wichtige Mitteilungen erwarten kann und dass das Verbot der Auslieferung manchen Soldaten überhaupt erst zu einer militärischen Straftat mit anschliessender Flucht bringt. Diese und weitere Gründe stehen einer generellen Aufgabe des Verbots der Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten entgegen.

Andererseits ist nicht zu verkennen, dass derartige Überlegungen im Verhältnis zwischen befreundeten oder verbündeten Staaten nur geringe oder gar keine Bedeutung haben. In diesen Fällen kann sich die in einem innerstaatlichen Gesetz enthaltene Regelung, dass die Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten unzulässig ist, störend auswirken. Es könnte deshalb daran gedacht werden, derartige starre gesetzliche Regelungen aufzuheben. Für die Bundesrepublik Deutschland würde eine Aufhebung des anfangs angeführten § 2 Abs. 2 DAG bedeuten, dass sie im Einzelfall nicht verpflichtet, aber doch in der Lage wäre, auf ein ausländisches Ersuchen die Auslieferung wegen einer rein militärischen Straftat zu bewilligen. Dies würde zwar zu einer flexibleren Handhabung einschlägiger Ersuchen beitragen. Eine solche Regelung hätte aber auch Nachteile. So könnte z.B. die verschiedenartige Behandlung gleichartiger Ersuchen zweier ausländischer Staaten unerwünschte politische Auswirkungen nach sich ziehen.

Gegen eine Lösung dieses Problems im Rahmen allgemeiner Auslieferungsverträge spricht, dass dort in erster Linie die Fragen geregelt werden sollen, die zu einer wirksamen Bekämpfung der allgemeinen Kriminalität über die Grenzen hinweg, die ein gemeinsames Anliegen aller Staaten ist, erforderlich sind. Die Einbeziehung spezieller Straftaten wie der rein militärischen Delikte würde diesen Rahmen ausweiten und nicht recht in die beabsichtigte Zielsetzung passen.

Diese Überlegungen führen zu dem Vorschlag, die Frage, ob und in welchem Umfang die Auslieferung wegen rein militärischer Straftaten ermöglicht werden soll, im Zusammenhang mit militärischen Bündnisverträgen — zwei- oder mehrseitigen — zu regeln. Hier ist der Platz für eine Vereinbarung, deren Grundlagen u.a. enge Partnerschaft und unbedingtes Vertrauen sind. Dies war auch die Auffassung des Europäischen Ausschusses für Strafrechtsprobleme beim Europarat, der das oben erwähnte Europäische Auslieferungsübereinkommen vom 13. Dezember 1957 ausgearbeitet hat. Dabei wird keine allgemeine Empfehlung erteilt werden können, welche rein militärischen Straftaten von dem Verbot der Auslieferung auszunehmen sind. Hier kommt es auf die jeweiligen Besonderheiten an.

Aus dem Gesagten ergibt sich, dass die erörterte Frage in Fällen eines integrierten Rahmens einen höheren Dringlichkeitsgrad hat.

B. Die Ueberstellung von Soldaten auf einem anderen Weg als dem der Auslieferung

1. *Gibt es eine Praxis der Überstellung ausländischer Soldaten, die auf Ihrem Hoheitsgebiet stationiert sind, wenn ihre Kaserne auf diesem selben Hoheitsgebiet liegt?*

Auf dem Gebiet der Bundesrepublik Deutschland sind bekanntlich Streitkräfte verschiedener befreundeter Nationen stationiert. Das gemeinsame Verteidigungsinteresse erfordert die Abwehr schädlicher Einflüsse. Hierzu zählt die Behandlung von Deserteuren aus Truppenteilen, die in der Bundesrepublik Deutschland stationiert sind. Die Möglichkeit ihrer Überstellung an die Truppen der Heimatstaaten würde den gemeinsamen Zielen dienen.

Eine Praxis der Überstellung ausländischer Soldaten in Fällen der vorgenannten Art hat sich in der Bundesrepublik Deutschland bisher nicht herausgebildet. Ihr standen rechtliche, insbesondere verfassungsrechtliche, Schwierigkeiten entgegen. Es sind verschiedene Lösungsmöglichkeiten erwogen worden, um diese Schwierigkeiten zu beseitigen. Dies kann entweder durch innerstaatliche gesetzliche Maßnahmen oder durch zweiseitige Verträge geschehen. Möglicherweise wird der ersteren Lösung der Vorzug gegeben werden.

Gegenwärtig muß also die eingangs gestellte Frage verneint werden.

2. *Gibt es eine ähnliche Praxis bei den Soldaten Ihres Landes, die im Ausland stationiert sind?*

Bisher ist kein Fall bekannt geworden, in dem ein im Ausland stationierter Soldat der Bundeswehr von seiner Truppe desertiert und deshalb die Unterstützung durch die Behörden des Aufenthaltsstaates erforderlich gewesen wäre.

Die Frage ist daher zu verneinen.

3. *Gibt es eine Praxis der Überstellung an der Grenze bei ausländischen Soldaten, die ihre Straftaten im eigenen Land begangen haben und die geflohen sind, um in Ihrem Land Zuflucht zu suchen, oder die durch Ihr Land reisen, um in einem dritten Land Zuflucht zu suchen?*

In Fällen der vorgenannten Art gibt es in der Bundesrepublik Deutschland keine Praxis. Die Frage ist daher zu verneinen.

4. *Wenn möglich, vergleichende Statistiken zu diesen drei Punkten.*

Aus den Antworten auf die Fragen zu 1. bis 3. ergibt sich, daß sich hinsichtlich der darin genannten Fälle in der Bundesrepublik Deutschland eine bestimmte Praxis bisher nicht entwickelt hat. Es ist daher nicht möglich, vergleichende Statistiken aufzustellen.

LA EXTRADICION POR DELITOS MILITARES

por

Colonel Carlos J. COLOMBO

(Argentina)

A. La extradición propiamente dicha

1. *La negativa a la extradición por delitos militares, ¿ esta consagrada por un texto legal? ¿Cuál?*

La negativa a la extradición por delitos militares está contemplada en la Convención de Montevideo sobre Extradición de diciembre de 1933, signada por las Repúblicas americanas, con excepción de Brasil, Paraguay, Perú y Uruguay; y ratificada por nuestro país por la Ley N° 14.467.

Cabe señalar, empero, que tal exclusión de los delitos militares, no es un principio uniforme en el plexo de convenios internacionales que la Argentina ha suscripto sobre la materia con distintos países, sino que por el contrario este principio se incorpora recién a partir de la citada Convención de 1933, figurando también en el Tratado de Derecho Penal Internacional suscripto en Montevideo en 1940, aún no ratificado por nuestro país; como así también en los proyectos de acuerdo sobre extradición, en trámite, con otros Estados.

Consecuentemente, la negativa de extradición por delitos militares no figura en los convenios celebrados con España, Italia, Bélgica, Gran Bretaña, Holanda, E.E.U.U., Suiza, Noruega, anteriores a la Convención de Montevideo de 1933.

2. *¿ Ha concertado vuestro país Convenios que derogan esta prohibición?*

Queda contestada esta pregunta con lo expresado al responder la primera.

3. *¿Cuál es la toma de posición en caso de delitos complejos en los que las infracciones de Derecho común se encuentren indivisiblemente ligadas a infracciones militares?*

Dependerá del convenio que deba aplicarse en cada caso en particular. En efecto si en la situación planteada debe aplicarse la Convención de Montevideo de 1933, que niega la extradición por delitos militares, la toma de posición será entonces negar la extradición por cuanto este delito privaría sobre los delitos comunes por aplicación de los mismos principios que rigen la exclusión de los delitos comunes conexos con delitos políticos, en el examen de un supuesto de este tipo.

En el caso en que hubiera de aplicarse convenios que no excluyan la extradición por delitos militares, no habría menester toma de posición alguna ya que el caso se reduciría a la aplicación estricta del tratado que correspondiera.

Por último, en el supuesto en que no hubiere tratado vigente, se aplicarían en el particular los principios de reciprocidad, de acuerdo con lo dispuesto en la Ley N° 1.612 y artículos 646 a 674 del Código de Procedimientos en lo Criminal de la Capital Federal. En este supuesto el juicio sobre la aceptación de la reciprocidad y por ende la toma de posición es un juicio netamente político, reservado al Poder Ejecutivo Nacional y sustraído a la resolución del Poder Judicial.

4. *¿Cuál es la autoridad competente para determinar si una petición de extradición por delito de Derecho común no es, en realidad, una forma disfrazada de burlar la prohibición de la extradición por delitos militares? ¿Es la misma autoridad (judicial, por ejemplo) la que toma también la decisión de denegar o satisfacer la petición del Estado requirente?*

Compete a los Jueces Federales el examen técnico jurídico sobre los pedidos de extradición formulados al Gobierno Argentino.

En cambio, es privativo del Poder Ejecutivo Nacional la decisión sobre la aceptación o rechazo del pedido de extradición.

5. *¿Cuál ha sido, de hecho, el número de extradiciones requeridas por un Estado extranjero durante los dos últimos años?*

No ha habido durante los dos últimos años pedido de extradición por delitos militares.

6. *¿Estima usted que una derogación convencional (o legislativa) debería introducirse en cuanto a la prohibición general de extradición por delitos militares?*

No, en razón de que la tendencia en el Derecho Internacional Americano es de incluir a los delitos militares en la nómina de los delitos no extra-

dibles (conforme Tratado de Montevideo sobre Extradición de 1933, Tratado de Derecho Penal Internacional de Montevideo de 1940).

B. La entrega de militares por otros medios que la extradición

1. *¿Existe una practica de entrega de militares extranjeros estacionados en vuestro territorio, cuando su acuartelamiento esta situado sobre vuestro territorio?*

Si, en los casos de infracciones vinculadas con el servicio militar que prestan los causantes.

En los supuestos de infracciones comunes sin conexión con la actividad militar de sus autores, priva la jurisdicción argentina.

2. *¿Existe una practica similar para los militares de vuestro país estacionados en el extranjero?*

Si.

3. *¿Existe una practica de entrega en la frontera para los militares extranjeros que han cometido el delito en su país y que han huido para buscar refugio en vuestro país, o se encuentran en él en trámite para buscar refugio en un tercer país?*

No. En este supuesto debe aplicarse los principios del sistema de la extradición.

DIE AUSLIEFERUNG WEGEN MILITÄERISCHER STRAFTATEN

von

Oskar ZLAMALA

Ministerialrat

Bundesministerium für Landesverteidigung

(Österreich)

A. Die Auslieferung im eigentlichen Sinne

1. *Ist die Ablehnung der Auslieferung wegen militärischer Straftaten in einem Gesetztext vorgesehen? In welchem?*

Die Verweigerung der Auslieferung bei militärischen Delikten ist nicht durch Gesetz geregelt, doch handelt es sich hierbei um eine allgemein anerkannte Regel des Völkerrechtes, die auf Grund der Bestimmungen des Art. 9 des Bundesverfassungsgesetzes als Bestandteil des Bundesrechtes anzusehen ist. Dieser Grundsatz kommt in allen zwischen der Republik Österreich und anderen Staaten abgeschlossenen Auslieferungsverträgen zum Ausdruck, insbesondere aber auch im Artikel 4 des Europäischen Auslieferungsübereinkommens vom 13. Dezember 1957, welches allerdings für Österreich noch nicht in Kraft getreten ist. Dieser Regel entsprechende Bestimmungen finden sich auch im Staatsvertrag vom 10. März 1896 zwischen Österreich und der Schweiz, im Vertrag mit der Bundesrepublik Deutschland vom 22. September 1958, BGBl. Nr. 194/1960, sowie u.a. auch im Auslieferungsvertrag mit Italien vom 6. April 1922, BGBl. Nr. 278/1934 II.

Festzustellen ist, daß bei Kameradschaftsdiebstahl nach Auskunft des Bundesministeriums für Justiz wohl eine Auslieferung vorgesehen ist, weil es sich nach da. Ansicht nicht um ein rein militärisches Delikt handelt.

2. *Hat Ihr Land Konventionen geschlossen, die von diesem Verbot Abweichendes enthalten?*

Es konnte nicht festgestellt werden, daß Vereinbarungen bestehen, die den Grundsatz der Nichtauslieferung bei rein militärischen Delikten einschränken.

3. *Wie verhält man sich im Falle von komplexen Straftaten, bei denen allgemeine Straftaten untrennbar mit militärischen Straftaten verbunden sind?*

Wird der Auszuliefernde nicht nur wegen einer kriminellen strafbaren Handlung, sondern auch wegen eines militärischen Deliktes verfolgt, kann die Auslieferung nur wegen der kriminellen strafbaren Handlung bewilligt werden. Nach dem völkerrechtlichen Grundsatz der Spezialität der Auslieferung, ist die Verfolgung des Ausgelieferten wegen militärischen Deliktes ausgeschlossen.

4. *Welche Behörde ist zuständig, um festzustellen, ob ein Auslieferungersuchen wegen einer gewöhnlichen Straftat in Wirklichkeit nicht eine verkappte Methode ist, um das Auslieferungsverbot bei einer militärischen Straftat zu umgehen? Ist es dieselbe (z.B. Justiz-) Behörde?*

Gemäß § 59 StPO ist zur Beurteilung der Auslieferung der Gerichtshof erster Instanz zuständig, indessen Bereich der Auszuliefernde seinen Wohnsitz oder Aufenthaltsort hat. In Ermangelung eines solchen derjenige, in dessen Bezirk er betreten wird. Über Antrag der Ratskammer kann auch der Gerichtshof zweiter Instanz eingeschaltet werden.

Die Prüfung eines ausländischen Rechtshilfeersuchens in der Richtung, ob gegen die Gewährung der Rechtshilfe nicht etwa Bedenken vorliegen (z.B. bei Vorliegen eines rein militärischen Deliktes) obliegt dem Präsidium des Gerichtshofes erster Instanz (Z 35 Abs. 2 des Rechtshilfeerlasses für Strafsachen, Erlaß des Bundesministeriums für Justiz vom 13. Juli 1959, JABI. Nr 16/1959).

5. *Wie groß war de facto die Zahl der von einem ausländischen Staat in den letzten 10 Jahren verlangten Auslieferungen und wie vielen Ersuchen wurde stattgegeben? Bei welchen militärischen Straftaten?*

Nach Auskunft des Bundesministeriums für Justiz wurden in den letzten 10 Jahren durch fremde Staaten keine Auslieferungsbegehren wegen militärischer Delikte gestellt. Im übrigen wäre dies völkerrechtlich auch nicht möglich.

6. *Sind sie der Auffassung, daß durch Abkommen (oder durch gesetzgeberische Maßnahmen) von dem allgemeinen Verbot der Auslieferung bei militärischen Straftaten abgewichen werden muß?*

Eine Änderung des allgemeinen Verbotes der Auslieferung bei militärischen Delikten durch Konvention oder Gesetz wäre im Hinblick auf

die allgemein anerkannte Regel des Völkerrechtes eine sehr einschneidende Maßnahme, die jedenfalls gründlich geprüft werden müßte.

Es ist weiters unzulässig, den Auszuliefernden unter Druck zu setzen, sich dem ausländischen Gericht zu stellen.

Sofern jedoch die Außerlandschaffung eines Ausländers unbedingt erforderlich und in einen dritten Staat nicht möglich ist, kann die Abschiebung in den Staat des Tatortes erfolgen. Wurde jedoch von diesem Staat die Auslieferung begehrt und von den österreichischen Justizbehörden abgelehnt, ist eine derartige Abschiebung in diesen Staat unzulässig.

B. Die Ueberstellung von Soldaten auf einem anderen Weg als dem der Auslieferung (1)

Gibt es eine Praxis der Überstellung an der Grenze bei ausländischen Soldaten, die ihre Straftaten im eigenen Land begangen haben und die geflohen sind, um in Ihrem Land Zuflucht zu suchen, oder die durch Ihr Land reisen, um in einem dritten Land Zuflucht zu suchen?

Maßnahmen, die zur Außerlandschaffung eines Ausländers, dessen Auslieferung an einen fremden Staat in Betracht kommt, führen oder führen können, sind als Umgehung der Bestimmungen des § 39 StG. und des § 59 StPO unzulässig (Z 55 Abs. 4 des obzit. Rechtshilfeerlasses).

(1) Da die Fragen B1, 2 und 4 nicht aktuell sind, ist eine Beantwortung nicht möglich.

L'EXTRADITION ET LA REMISE DE MILITAIRES PAR D'AUTRES MOYENS QUE L'EXTRADITION

par

Jean RAEMAEKERS

Premier Substitut de l'Auditeur militaire

(Belgique)

CHAPITRE I

Introduction

En fonction du thème du 4ème Congrès international de Madrid (mai 1967), le Séminaire belge de Droit pénal militaire a étudié durant sa session 1965-66 les aspects principaux des délits militaires.

Le plan proposé pour les travaux du Séminaire a également prévu l'étude des problèmes que pose l'extradition. Aussi un groupe de travail (1) fut créé en marge du Séminaire, avec mission d'analyser les problèmes propres à l'extradition et à la remise de militaires par d'autres moyens que l'extradition. Le présent rapport est d'ailleurs le résultat des travaux des membres respectifs de ce groupe de travail.

Ce rapport étant celui de la délégation belge, nous exposerons avant tout le problème tel qu'il se pose en droit positif belge, pour examiner ensuite l'extradition et la remise dans les statuts internationaux. En outre, l'accent principal sera mis sur le côté pratique et concret des problèmes et de leurs solutions. La problématique spéciale de l'extradition des criminels de guerre, des prisonniers de guerre et des collaborateurs de l'ennemi ne sera cependant pas abordée.

Le droit extraditionnel a, en outre, connu une profonde évolution lorsque la pratique de remise s'est substituée, dans beaucoup de cas, à celle d'extradition par suite du statut pénal de forces armées en séjour sur le territoire d'un Etat allié autre que celui d'origine. Nous songeons ici à la collaboration policière au sein de l'OTAN concernant l'arrestation de militaires délinquants et leur remise aux autorités compétentes.

(1) Le groupe de travail était composé de Messieurs le Substitut de l'Auditeur général P. Cassiers, président, le Premier Substitut de l'Auditeur militaire J. Raemaekers, rapporteur, le Major B.E.M. P. Follet, le Capitaine d'Aviation J. Boddart; le Lieutenant de Vaisseau J. Vindevogel et le Lieutenant de Gendarmerie Y. Dewallef.

Dans la deuxième partie de notre rapport, nous examinerons d'ailleurs longuement la remise de militaires belges et étrangers par d'autres moyens que l'extradition.

Il est indéniable que, durant le 20^e siècle, la criminalité s'est fortement internationalisée. Le mode de vie actuel, le passage aisé des frontières et surtout le développement vertigineux des moyens de locomotion n'y sont pas étrangers. A une époque où les avions à réaction font que les distances n'existent pratiquement plus et qu'un délinquant peut atteindre en quelques heures n'importe quel point du globe, il est plutôt gênant de rappeler que la législation belge en matière d'extradition date du 19^e siècle. Mais il est évident que les mêmes facteurs ont rendu plus complexes les problèmes de l'extradition dans tous les pays.

Le Marché Commun et d'autres organismes s'efforcent à supprimer les barrières qui entravent encore les échanges commerciaux. Le fait que de nombreux Etats se sont groupés dans un même organisme de défense, ayant un caractère institutionnel comme l'OTAN, exige de leur part la confiance et l'assistance mutuelle de sorte que la méfiance réciproque est déplacée. Or, l'étude de la législation et de la procédure concernant l'extradition démontre que trop de traités en matière d'extradition comportent encore bien des complications et que la maxime «*do ut des*» semble y demeurer de rigueur.

Plusieurs Conventions récentes ont cependant créé de nouveaux horizons dans la voie de la simplification de l'extradition et, parmi elles, le Traité Benelux a été le plus progressiste. En outre ce traité a prévu l'extradition pour les délits militaires, ce qui correspond au vœu émis par notre groupe de travail.

Puissent les discussions de Madrid apporter des solutions positives afin de contribuer à rendre l'extradition un instrument simple et efficace au service d'une justice équitable et expéditive.

CHAPITRE II

La législation belge en matière d'extradition

I. Généralités

L'histoire de l'extradition remonte assez haut dans le passé, mais les lois qui la gouvernent sont dans la plupart des pays de date récente. Il nous est évidemment agréable de souligner le fait que la Belgique a été le premier pays à connaître une loi en matière d'extradition. Aussi, est-ce à juste titre que la Belgique est citée comme pays classique et d'avant-garde du droit extraditionnel, grâce à sa célèbre loi du 1 octobre 1833.

Après la Belgique (1833) suivent les Etats-Unis (1848), l'Empire Britannique (1870), les Pays-Bas (1875), l'Argentine (1885), le Japon (1887), la Suisse (1892), le Pérou (1906), la Norvège (1907), le Brésil (1911), la Suède (1913), la Finlande (1922), la France (1927) et l'Allemagne (1929).

Il sied cependant de remarquer que la législation belge de 1833 n'autorisait l'extradition que pour sept catégories de faits; il s'agissait de crimes graves.

II. La loi belge sur l'extradition du 15 mars 1874

Cette loi est généralement considérée comme constituant pour la Belgique le droit commun de l'extradition. En fait, pour être complet, il faut stipuler que si la matière d'extradition est réglée par la loi du 15 mars 1874, elle a été modifiée et complétée par les lois du 7 juillet 1875, 22 mars 1886, 28 juin 1889, 3 juillet 1893, 15 mai 1912, 26 mai 1914, 12 juillet 1932, 21 août 1948 et 22 février 1956.

Notons par ailleurs, en ce qui concerne les infractions politiques, l'article 6 de la loi du 1^{er} octobre 1833 complété par la loi du 22 mars 1856 et par la loi du 8 juillet 1946 sur l'extradition des collaborateurs de l'ennemi.

III. Définition

La loi belge ne donne pas de définition de l'extradition. Aussi proposons nous celle qui est relatée dans le Répertoire des Pandectes Belges, tome XLI, p. 827 : «*L'extradition est l'acte par lequel une puissance livre un individu poursuivi ou condamné pour une infraction commise hors de son territoire à la puissance qui a le droit de le juger et de le punir*».

Il en résulte que la demande d'extradition peut concerner soit un inculpé, soit un condamné.

IV. Principes

Il y a dans la législation belge des principes bien définis qui servent de base au droit d'extradition en général. En les examinant, nous tâcherons de voir si notre législation, après avoir été longtemps citée en exemple, ne doit pas être réadaptée par rapport à l'évolution en matière de droit pénal international en comparaison avec celle des autres pays.

1. Existence d'un traité conclu sur base de réciprocité.

La loi belge du 15 mars 1874 fixe au gouvernement les limites dans lesquelles il est autorisé à conclure des traités avec les autres Etats, en matière d'extradition. L'article 1^{er} énumère limitativement les faits pour lesquels l'extradition peut être accordée sous réserve de réciprocité. Il s'agit d'une énumération strictement limitative comprenant actuellement 34 délits.

Une telle liste peut engendrer des difficultés d'interprétation et des dissentiments entre les Etats parce qu'il arrive parfois qu'une qualification déterminée recouvre, selon la législation à laquelle on se réfère, des faits différents.

Déjà la loi française du 10 mars 1927 a prévu la détermination des délits extraditionnels d'après la gravité de la peine encourue, la loi consultée étant celle de l'Etat requérant.

Notons également que la loi allemande de 1929 exige seulement que le fait prévu soit qualifié crime ou délit par la loi allemande, et que la peine comminée par cette loi ne soit pas seulement pécuniaire. Aussi, comme nous le verrons plus loin, le Traité Benelux d'extradition (1962) a abandonné à son tour l'énumération limitative des infractions donnant lieu à extradition.

2. *La Belgique ne livre pas ses nationaux.*

Ce principe tient compte des dispositions de l'article 8 de la Constitution qui stipule que : « Nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne ».

En opposition, il importe de citer l'article 128 de cette même Constitution : « Tout étranger, qui se trouve sur le territoire de la Belgique, jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions prévues par la loi ». Parmi ces exceptions se range précisément l'extradition.

La règle de non-extradition des nationaux est quasi universelle ; seuls la Grande-Bretagne et les Etats-Unis livrent leurs nationaux, mais, comme ils exigent la réciprocité, ce mode d'extradition ne concerne que ces deux Etats.

Cependant, la règle de non-extradition des nationaux est de plus en plus sujette à des critiques parce qu'elle est en contradiction avec le postulat de la solidarité internationale et qu'elle s'inspire de méfiance à l'égard de la législation étrangère.

Par ailleurs ce principe provoque quelquefois l'inconvénient d'entraîner une division fâcheuse des poursuites. Auteurs ou complices d'un même délit peuvent ainsi être traduits devant des tribunaux différents ; il peut en résulter une contradiction dans les jugements.

Déjà en 1880 la résolution suivante de l'Institut international d'Oxford plaidait en ce sens : « Entre les pays dont les législations criminelles reposeraient sur des bases analogues et qui auraient une mutuelle confiance dans leurs institutions judiciaires, l'extradition des nationaux serait un moyen d'assurer la bonne administration de la justice pénale parce qu'on doit considérer comme désirable que la juridiction du *forum delicti commissi* soit autant que possible appelée à juger ». De même, la Conférence internationale pour l'unification du Droit pénal, tenue à Copenhague en

1935, a émis le vœu que, moyennant réciprocité, l'extradition des nationaux soit admise.

En accordant une telle extradition l'on témoigne, évidemment, envers le juge étranger du respect qui lui est dû. Cependant, la plupart des Etats continuent à se laisser influencer par le préjugé qui les porte à préférer leurs propres jugements à ceux du voisin.

L'Etat, qui refuse l'extradition d'un ressortissant à cause de sa nationalité, a cependant le devoir de juger l'infraction en lieu et nom de l'Etat où l'infraction a été commise et dans l'intérêt de celui-ci. Là se réalise le postulat de Grotius selon lequel il faut extraditer l'auteur, soit le punir.

3. *Principe de double incrimination.*

D'après ce principe, l'extradition ne peut être requise que pour des infractions qui sont punies tant par les lois du pays requérant que par celles du pays requis.

Cette exigence de la double incrimination a longtemps limité de façon considérable les possibilités pratiques de l'extradition parce que les normes pénales de l'Etat requérant et celles de l'Etat requis ne correspondaient pas toujours. Mais actuellement, ce principe donne lieu à moins de difficultés, car nous voyons que les mêmes infractions sont punissables dans presque tous les pays.

4. *Pas d'extradition pour délits politiques.*

Comme nous l'avons déjà relaté, l'extradition pour délits politiques était déjà exclue par l'article 6 de la loi belge du 1er octobre 1833.

Par ailleurs, la coutume internationale, issue du mouvement d'idées libérales du milieu du XIXe siècle, a soustrait les délits politiques de l'extradition.

Mentionnons également la clause d'attentat incluse dans le Traité d'extradition franco-belge de 1856 qui dénie le caractère politique et soumet au droit d'extradition « l'attentat contre la personne du chef du gouvernement étranger ou des membres de sa famille lorsque cet attentat constitue le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement ». Cette clause a été reprise dans la plupart des traités d'extradition et est connue sous le nom de « clause belge ».

La loi belge du 8 juillet 1946 constitue également une exception à la non-extradition pour délits politiques en ce qui concerne les collaborateurs de l'ennemi.

5. *L'extradition n'est pas admise pour les infractions militaires.*

Pour la Belgique ce principe est évident du fait que les infractions militaires ne sont pas incluses dans la nomenclature de la loi. L'extradition est évidemment possible pour les infractions de droit commun commises par des militaires.

Nous examinerons plus loin de façon approfondie les problèmes concernant l'extradition de délinquants militaires en général.

6. *Pas d'extradition en cas de prescription.*

L'article 7 de la loi du 15 mars 1874 prévoit que l'extradition ne peut avoir lieu si, depuis le fait imputé, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois de la Belgique.

V. La procédure d'extradition

Dans la plupart des cas l'extradition est demandée par l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise. Il s'agit notamment de l'Etat qui a subi du fait de cette infraction le préjudice le plus direct. En outre, c'est l'Etat dont les tribunaux sont les mieux qualifiés pour connaître de l'infraction.

A. Extradition demandée à la Belgique.

1. *Procédure normale.*

La demande doit parvenir au gouvernement belge par la voie diplomatique. Aussi cette demande sera habituellement remise par le représentant diplomatique de l'Etat requérant au Ministère des Affaires étrangères qui la transmet au Ministre de la Justice. A la demande doit être jointe soit le jugement ou l'arrêt de condamnation, soit la décision qui renvoie le prévenu devant la juridiction répressive compétente, soit le mandat d'arrêt.

La chambre du conseil du tribunal de première instance du lieu de résidence de l'étranger en Belgique rend exécutoire en Belgique soit le jugement, soit la décision de renvoi, soit le mandat d'arrêt.

Ensuite l'étranger sera écroué sur ordonnance de la chambre du conseil et le dossier sera transmis à la chambre des mises en accusation près la Cour d'appel. A l'audience de la chambre des mises en accusation le ministère public et l'étranger seront entendus. Ce dernier peut se faire assister d'un conseil. L'avis motivé de la Cour, joint au dossier, est ensuite transmis au Ministère de la Justice lequel décide librement.

2. *Procédure en cas d'urgence.*

En cas d'urgence l'étranger pourra être arrêté provisoirement en

Belgique sur exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction du lieu de sa résidence. Ce mandat doit être motivé sur un avis officiel donné aux autorités belges par l'autorité de l'Etat requérant.

Ce mandat provisoire est valable pour trois semaines à dater de son arrestation ou de trois mois si l'Etat requérant n'est pas un Etat européen.

B. Extradition demandée par la Belgique.

Vu le postulat de réciprocité, les principes énoncés plus haut sont également d'application lorsque l'extradition est demandée par la Belgique à un Etat étranger.

CHAPITRE III

Conventions et Traités récemment souscrits par la Belgique en matière d'extradition et de remise

I. Convention européenne concernant l'extradition (Paris, 13 décembre 1957)

Ce traité a été élaboré dans le cadre du Conseil de l'Europe. La révision du droit de l'extradition y étant venue en discussion, l'Assemblée consultative a commencé par approuver une recommandation tendant à l'élaboration d'un traité européen d'extradition. Un comité d'experts fut créé en 1953 dont les travaux aboutirent à la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957.

Jusqu'à présent la Belgique n'a cependant pas entrepris de démarches afin d'obtenir la ratification parlementaire de cette Convention européenne.

Nous nous bornerons ici à signaler les cas dans lesquels la Convention européenne exclut l'extradition :

1. Délits politiques : l'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par le pays requis comme une infraction politique ;
2. Possibilité de refus de l'extradition lorsque le pays requis a de sérieuses raisons de craindre une discrimination de race, de religion ou d'appartenance politique ;
3. Délits militaires : l'article 4 de la Convention prohibe l'extradition en raison d'infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun ;
4. Exclusion pour les délits fiscaux et analogues ;

5. Par application de la règle « non bis in idem » l'extradition ne sera pas accordée lorsque l'individu réclamé a été définitivement jugé par les autorités compétentes du pays requis pour les faits en raison desquels l'extradition est demandée.

II. Le Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale (Bruxelles, 27 juin 1962)

Ce traité domine tout le contentieux d'extradition entre les pays du Benelux et prime sur le Traité européen. Par ailleurs, alors que le Traité européen n'a toujours pas obtenu l'adhésion parlementaire, un projet de loi a été introduit en Belgique le 21 janvier 1963 en vue de la ratification du Traité Benelux. Cependant, le traité n'entrera en vigueur que deux mois après le dépôt des instruments de ratification.

Il est un fait que les conventions existant entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ne répondent plus aux exigences résultant de relations entre ces pays d'autant plus que l'abolition du contrôle des personnes aux frontières intérieures du Benelux a créé certains problèmes. En effet la suppression du contrôle en question a eu pour conséquence que bien des personnes, telles des déserteurs, peuvent plus facilement se soustraire aux recherches, aux poursuites et à l'exécution des peines en cherchant refuge dans un des autres pays du Benelux.

L'efficacité de la lutte contre la criminalité ainsi que la solidarité européenne exigeaient cependant que la collaboration souhaitée dans le cadre du Benelux fut fondée, autant que possible, sur la réglementation multilatérale établie sur le plan européen tout en réalisant une collaboration plus poussée sur certains points.

Le Traité Benelux a fait, entre autre, l'objet d'une mercuriale prononcée le 1er septembre 1962 à la Cour d'appel de Liège par son actuel Procureur général M. Jean Constant (2). Dans ce discours nous relevons notamment sous forme de résumé les principales innovations et les caractéristiques essentielles de ce traité d'extradition :

1. Abandon du système de l'énumération limitative des infractions donnant lieu à extradition ;
2. Admission de l'extradition même pour des faits relativement peu graves, punissables d'une peine d'un maximum d'au moins six mois. En ce qui concerne la Convention européenne, ce maximum est d'un an ;
3. Admission de l'extradition même lorsque l'individu dont l'extradition est demandée n'a pas été condamné à une peine, mais fait simplement l'objet d'une mesure de sûreté privative de liberté ;

(2) CONSTANT, J., « Le Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale » *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1962-1963, pp. 75 à 117.

4. Suppression de la voie diplomatique et transmission de la demande de Ministre de la Justice à Ministre de la Justice ;
5. Procédure sommaire : possibilité de livrer immédiatement la personne arrêtée à l'autorité judiciaire du pays requérant, moyennant le consentement du ministère public du pays requis et l'accord de la personne arrêtée ;
6. Obligation de motiver tout rejet complet ou partiel d'une demande d'extradition.

Contrairement au régime de la Convention européenne le Traité Benelux intègre les infractions militaires dans la législation de l'extradition et stipule expressément que la désertion n'est pas considérée comme délit politique.

En tant que justification de l'extension en matière d'extradition, nous tenons à citer le texte suivant, contenu dans le Projet de traité d'extradition entre les pays du Benelux : « Cette solution se justifie aisément, les trois pays du Benelux se trouvant quant à la défense nationale, dans une situation qui implique une solidarité inéluctable ».

III. Convention d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne (Bruxelles, 17 janvier 1958) (3)

Il ressort de cette convention que les parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, selon des règles et des conditions déterminées, les individus poursuivis pour infraction ou recherchés aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté par les autorités judiciaires d'une des Parties et qui se trouveraient sur le territoire de l'autre Partie. Bornons-nous à signaler que les délits militaires ne sont pas prévus comme donnant lieu à extradition.

Cette convention qui comprend 39 articles s'est grandement inspirée de la Convention européenne.

IV. Arrangement entre la France, la Belgique, le Luxembourg, et les Pays-Bas du 16 avril 1964 sur la prise en charge des personnes à la frontière (4)

La prise en charge n'est pas un mode d'extradition, elle s'apparente plutôt à l'expulsion mais mérite d'être citée en tant que moyen d'aide réciproque.

Il s'agit de la prise en charge de personnes aux frontières communes entre la France et les Etats du Benelux. D'après cet arrangement, le gou-

(3) *Moniteur belge* du 19 juin 1959, p. 1600.

(4) *Journal officiel français* du 2 juin 1964, p. 4701.

vernement de chacun des Etats du Benelux reprendra sur son territoire, sans formalités et sans l'intervention de sa représentation diplomatique, les ressortissants d'un de ces Etats que les autorités françaises ont l'intention d'éloigner. Mutatis mutandis, la France appliquera le même principe envers les Etats du Benelux, lorsqu'il s'agira de ressortissants français.

Par ailleurs, le gouvernement de chacun des Etats du Benelux reprendra, à la demande des autorités françaises, les personnes qui ne sont pas des ressortissants d'un des Etats du Benelux lorsqu'ils ont pénétré irrégulièrement sur le territoire français par la frontière commune et cela sur base de réciprocité.

Par le même arrangement sont également réglés les problèmes concernant la prise en charge de personnes aux fins de transit et les questions ayant trait aux points de passage de la frontière affectés à la remise des personnes.

CHAPITRE IV

Historique de l'extradition en matière de délits militaires

S'il est vrai qu'actuellement les délits militaires ne figurent pratiquement plus dans les traités sur la liste des infractions qui donnent lieu à extradition, il n'en a pas toujours été ainsi. Autrefois en effet, les traités d'extradition eurent précisément pour but la remise réciproque des criminels politiques et des déserteurs. Pendant longtemps l'extradition n'a fonctionné que dans un but politique ; c'était, notamment, un moyen pour les souverains de se rendre mutuellement service en se livrant leurs ennemis.

Notons cependant que la pratique de l'extradition est apparue assez tardivement. Avant l'extradition, qui est un acte réciproque, existait un moyen unilatéral de se défaire d'un indésirable notamment le bannissement. Le rôle important dévolu, durant de longs siècles, au droit d'asile mérite également d'être souligné.

Durant les 17^e et 18^e siècles ainsi que pendant le premier tiers du 19^e siècle, les Etats d'Europe passent entre eux de nombreuses conventions de cartel, dont l'objet exclusif est l'extradition des déserteurs.

En ce temps là la désertion devenait un véritable fléau. Cela ne doit nullement nous étonner lorsque nous songeons aux conditions inhumaines de recrutement ainsi qu'au manque de discipline qui caractérisent ces petites armées composées principalement d'étrangers. Il s'agissait souvent de soldats enrôlés de force ou par stratagème et dont la solde était ridicule.

Les punitions prévues en cas de désertion étaient effrayantes, ce qui n'empêchait pas la désertion de se maintenir à un niveau très élevé. Par ailleurs, on notait également de nombreux transfuges, lesquels rejoignaient l'armée de l'ennemi ou d'un allié, du moment que la solde y était plus élevée.

Le 19^e siècle amène cependant un changement dans la constitution des forces armées qui deviennent des armées nationales pourvues de nouvelles armes et de tactiques perfectionnées.

Cependant, jusque vers 1830, on constate encore la conclusion de nombreuses conventions de cartel.

A partir de 1830 nous assistons à un retournement radical. Dans son « Traité de l'Extradition » (5), Billot nous fournit une explication fort pertinente : « Avec la Monarchie de Juillet naît le principe que l'extradition s'applique uniquement aux crimes et délits communs. A partir de ce moment les traités relatifs à la désertion cessèrent d'être appliqués ; le chef de désertion est exclu des nomenclatures insérées dans les conventions d'extradition et le gouvernement français s'est toujours refusé à autoriser la remise des déserteurs étrangers ».

Ce sont surtout des considérations d'ordre politique qui ont joué un rôle prépondérant dans ce changement d'attitude. Sous le régime de paix armée, qui est celui de l'Europe d'alors, aucun Etat n'est disposé à contribuer à la défense de la puissance militaire d'un Etat voisin, pouvant être éventuellement son ennemi de demain.

En ce qui concerne la France, il n'est de secret pour personne que ce pays ne tenait nullement à extraditer des déserteurs étrangers, parce que ceux-ci formaient une précieuse et nombreuse clientèle pour sa Légion Etrangère.

S'il est vrai que depuis 1830 la coutume internationale admet généralement que l'extradition ne s'applique pas aux infractions militaires il sied cependant de remarquer que, dans l'intérêt de la navigation, on fait exception pour les marins déserteurs. Ici, l'intérêt commun résultant des nécessités spéciales de la navigation et les inconvénients d'équipages affaiblis ont joué un rôle prépondérant. L'intervention consulaire mérite également d'être soulignée.

En 1914 la première guerre mondiale fait naître une coopération militaire entre la France et la Belgique ainsi qu'avec les autres alliés ; cette collaboration fait tout à coup disparaître les raisons pouvant nécessiter le refus de toute extradition de déserteurs et insoumis. Aussi plusieurs accords ont été conclus au cours de la guerre 1914-1918 pour la livraison réciproque des déserteurs. Citons ici « l'Accord entre la France et la Belgique concernant la remise de déserteurs belges aux autorités belges sur le territoire français du 1^{er} décembre 1914 ».

Il est typique que l'on emploie ici le mot « remise » et non plus « extradition ». Cette pratique de remise coïncide, en effet, avec la présence de troupes étrangères sur le territoire d'un Etat allié.

La deuxième guerre mondiale nous offre par ailleurs l'exemple d'un nombre sans précédent de militaires alliés stationnés sur le territoire de

(5) BILLOT, A., *Traité de l'Extradition*, Paris 1874.

pays étrangers. Finalement, après 1945, nous assistons à une interpénétration de forces armées dans le cadre de l'OTAN.

Nous tenons à signaler ici la situation de la Belgique dont la plupart des troupes opérationnelles sont stationnées sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne. Un exemple éloquent d'assistance mutuelle entre les autorités d'un Etat d'origine et d'un Etat de séjour est prévu par l'article VII, 5a de la Convention de l'OTAN et concerne l'arrestation et la remise de militaires.

Terminons ce chapitre en signalant que lorsque dans la pratique extraditionnelle l'on traite de délits militaires il sera presque toujours question de désertion. Cela n'a rien d'étonnant si l'on considère que le problème de l'extradition ne se pose que lorsqu'un militaire délinquant s'enfuit vers un autre pays, ce qui aura pour conséquence que bientôt il deviendra automatiquement déserteur.

CHAPITRE V

L'extradition et la remise dans le Droit des gens

I. Introduction

Le système de la territorialité des lois pénales s'applique également comme principe général dans la législation belge. En effet, l'article 3 du Code pénal belge dispose :

« L'infraction commise sur le territoire du royaume, par des Belges ou par des étrangers, est punie conformément aux dispositions des lois belges ».

Notons tout d'abord que le droit des gens assimile au territoire : la mer territoriale, l'espace atmosphérique au dessus du territoire, les navires et les aéronefs.

S'il est vrai qu'en principe la loi pénale belge est territoriale, il y a cependant des exceptions prévues par la loi et qui permettent à la juridiction belge de poursuivre des infractions bien définies commises hors du territoire national. Ainsi les articles 6 à 13 de la loi du 17 avril 1878, formant le titre préliminaire du Code de procédure pénale belge, déterminent l'exercice de l'action publique à raison des crimes et des délits commis hors du territoire du royaume.

Nous examinerons plus loin les possibilités d'application de la loi du 17 avril 1878, notamment par rapport aux infractions commises à bord d'aéronefs étrangers.

Depuis la dernière guerre mondiale nous assistons à une évolution du droit pénal international, évolution à laquelle la législation belge ne peut rester indifférente. Cette évolution suit celle du droit des gens, qui ne concerne plus seulement les Etats, mais également les individus.

II. La législation en matière d'extradition comparée aux lois et conventions de droit aérien belge et international

A. Généralités.

Bien que les lois et conventions que nous allons analyser brièvement ne semblent pas avoir de rapport direct avec l'extradition, elles sont en réalité en relation étroite avec celle-ci.

En effet, en matière d'extradition, la législation concerne l'extradition à un pays requérant d'un étranger appréhendé dans le pays requis et cela pour autant que soient remplies les nombreuses conditions spécifiées dans un chapitre précédent.

Dans le droit aérien, que nous allons examiner, il s'agit au contraire de la poursuite en Belgique d'étrangers ou de Belges pour des infractions commises en Belgique (aéronef en vol — indépendamment du territoire survolé) et la poursuite en Belgique d'étrangers ou de Belges pour des infractions commises en dehors du territoire belge (aéronef étranger en vol — indépendamment du territoire survolé).

Lorsque nous traitons plus spécialement d'aéronefs militaires il sied de rappeler qu'un des deux thèmes du II^{me} Congrès international de notre Société (Florence, mai 1961) s'intitulait : « L'aéronef militaire et le droit des gens » (6).

B. Droit aérien belge.

1. Textes.

La Belgique possède une législation fort complète en matière de droit aéronautique. Les lois successives en la matière ont été groupées dans la loi du 27 juin 1937 réglementant la navigation aérienne. C'est seulement le 31 mars 1954 que ce Code de l'air est entré en vigueur ; le motif de ce retard est dû au fait que plusieurs annexes de la loi, ayant trait à des pratiques recommandées par l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile, devaient être ratifiées par les différents membres.

Dans le cadre de ce rapport nous tenons à citer in extenso l'article 36 de cette loi :

« Les infractions commises à bord d'un aéronef belge en vol sont réputées commises en Belgique et peuvent y être poursuivies même si l'inculpé n'est pas trouvé sur le territoire du royaume.

Sont compétents pour la poursuite de ces infractions et de celles prévues par la présente loi et par les arrêtés pris pour son exécution,

(6) Recueils de la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre, Tome II, Strasbourg 1963.

le procureur du Roi ou l'officier du ministère public près le tribunal de police du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé, celui du lieu où il pourra être trouvé et, à leur défaut, celui de Bruxelles.

Les articles 6 à 13 de la loi du 17 avril 1878 formant le titre préliminaire du Code de procédure pénale s'appliquent aux infractions commises à bord d'un aéronef étranger en vol si le fait s'est accompli hors du territoire du royaume. En outre, le coupable d'un crime ou d'un délit commis à bord d'un aéronef étranger en vol pourra être poursuivi en Belgique, si lui-même ou la victime est de nationalité belge ou si l'appareil atterrit en Belgique après l'infraction.

Sont compétents pour la poursuite des infractions visées à l'alinéa précédent, le procureur du Roi du lieu de la résidence de l'inculpé, celui du lieu où l'inculpé aura été trouvé, celui du lieu de l'atterrissage et à leur défaut le procureur du Roi de Bruxelles ».

Nous pouvons donc conclure de ce texte que les infractions commises à bord d'un aéronef belge en vol sont réputées commises en Belgique et que, commises à bord d'un avion étranger en vol, elles sont réputées commises à l'étranger.

Dans ce dernier cas, elles ne peuvent être poursuivies en Belgique que dans les cas et sous les conditions prévues par les articles 6 à 13 de la loi du 17 avril 1878 dont question plus haut et auxquels se réfère en son alinéa 3 l'article 36 que nous venons de reproduire.

Vu l'importance de ces articles contenus dans le titre préliminaire du Code de procédure pénale (Chap. II : De l'exercice de l'action publique à raison des crimes ou des délits commis hors du territoire du royaume), nous nous permettons de les examiner :

art. 6. Pourra être poursuivi en Belgique tout Belge qui, hors du territoire du royaume, se sera rendu coupable :

1° D'un crime ou d'un délit contre la Sûreté de l'Etat ;

2° D'un crime ou d'un délit contre la foi publique prévu par les chapitres I, II et III du titre III du livre II du Code pénal ou d'un délit prévu par les articles 497 et 497 bis, si le crime ou le délit a pour objet soit des monnaies ayant cours légal en Belgique ou des objets destinés à leur fabrication, contrefaçon, altération ou falsification, soit des effets, papiers, sceaux, timbres, marques ou poinçons de l'Etat ou des administrations ou des établissements publics belges ;

3° D'un crime ou d'un délit contre la foi publique prévu par les mêmes dispositions, si le crime ou le délit a pour objet soit des monnaies n'ayant pas cours légal en Belgique ou des objets

destinés à leur fabrication, contrefaçon, altération ou falsification, soit des effets, papiers, sceaux, timbres, marques ou poinçons d'un Etat étranger.

La poursuite dans ce dernier cas ne pourra avoir lieu que sur l'avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité étrangère.

art. 7. § 1. Tout Belge qui, hors du territoire du royaume, se sera rendu coupable d'un fait qualifié crime ou délit par la loi belge pourra être poursuivi en Belgique si le fait est puni par la législation du pays où il a été commis.

§ 2. Si l'infraction a été commise contre un étranger, la poursuite ne pourra avoir lieu que sur réquisition du ministère public, et devra, en outre, être précédée d'une plainte de l'étranger offensé ou de sa famille ou d'un avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité du pays où l'infraction a été commise. Dans le cas où l'infraction a été commise, en temps de guerre, contre un ressortissant d'un pays allié de la Belgique au sens du deuxième alinéa de l'article 117 du Code pénal, l'avis officiel peut également être donné par l'autorité du pays dont cet étranger est ou était le ressortissant.

art. 8. Abrogé.

art. 9. Tout Belge qui se sera rendu coupable d'une infraction en matière forestière, rurale, de pêche ou de chasse sur le territoire d'un Etat limitrophe, pourra, si cet Etat admet la réciprocité, être poursuivi en Belgique, sur la plainte de la partie lésée ou sur un avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité du pays où l'infraction a été commise.

art. 10. Pourra être poursuivi en Belgique l'étranger qui aura commis hors du territoire du royaume :

1° Un crime ou un délit contre la sûreté de l'Etat ;

2° Un crime ou un délit repris au 2° de l'article 6 ;

3° Un crime ou un délit repris au 3° de l'article 6 ;

La poursuite, dans ce dernier cas, ne pourra avoir lieu que sur l'avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité étrangère ;

4° En temps de guerre, contre un ressortissant belge, un étranger résidant en Belgique au moment de l'ouverture des hostilités, ou un ressortissant d'un pays allié de la Belgique au sens de l'alinéa 2 de l'article 117 du Code pénal, une infraction d'homicide ou de lésion corporelle volontaires, de viol, d'attentat à la pudeur ou de dénonciation à l'ennemi (Loi du 2 avril 1948, art. 1er).

art. 10 bis. Toute personne soumise aux lois militaires qui aura commis une infraction quelconque sur le territoire d'un Etat étranger, pourra être poursuivie en Belgique.

Il en est de même des personnes qui sont attachées à quelque titre que ce soit, à une fraction de l'armée se trouvant en territoire étranger ou de celles qui sont autorisées à suivre un corps de troupe qui en fait partie (Loi du 14 juillet 1951, art. 1er).

art. 11. L'étranger coauteur ou complice d'un crime commis hors du territoire du royaume, par un Belge, pourra être poursuivi en Belgique, conjointement avec le Belge inculpé, ou après la condamnation de celui-ci.

art. 12. Sauf dans les cas prévus aux articles 6 n° 1 et 2, 10 n° 1 et 2, ainsi qu'à l'article 10 bis, la poursuite des infractions dont il s'agit dans le présent chapitre n'aura lieu que si l'inculpé est trouvé en Belgique (Loi du 14 juillet 1951, art. 2).

Toutefois, lorsque l'infraction a été commise en temps de guerre, la poursuite pourra avoir lieu, si l'inculpé est Belge, dans tous les cas, même s'il n'est pas trouvé en Belgique, et, si l'inculpé est étranger, en plus des cas prévus à l'alinéa 1er, s'il est trouvé en pays ennemi ou si son extradition peut être obtenue (Loi du 30 avril 1947, art. 2).

art. 13. Sauf en ce qui concerne les crimes et les délits commis en temps de guerre, les dispositions précédentes ne seront pas applicables lorsque l'inculpé, jugé en pays étranger du chef de la même infraction aura été acquitté ou lorsqu'après avoir été condamné, il aura subi ou prescrit sa peine ou aura été gracié. Toute détention subie à l'étranger par suite de l'infraction qui donne lieu à la condamnation en Belgique, sera toujours imputée sur la durée des peines emportant privation de la liberté (Loi du 5 août 1943, art. 4).

2. Commentaire.

Une question importante est de savoir si la loi du 27 juin 1937 est applicable aux aéronefs militaires. La réponse est négative sauf en cas de stipulation contraire de la loi.

En effet l'article 1er de la loi belge précitée prévoit :

« Pour l'application de la présente loi, sont réputés :

...

Aéronefs d'Etat, les aéronefs militaires ou affectés à des services de l'Etat, tels que la police ou la douane ;

Aéronefs privés, tous aéronefs à l'exclusion des aéronefs d'Etat ;

...

Sauf stipulation contraire, les dispositions de la présente loi ne sont applicables qu'aux aéronefs privés ».

Retenons également l'opinion de M. l'Avocat général H. Bosly, dont nous citons un extrait du rapport concernant : « L'aéronef militaire et la protection de la vie humaine » publié dans le rapport général du IIe Congrès international de Florence (7) :

« Actuellement en Belgique, depuis la promulgation de l'Arrêté royal du 15 mars 1954 mettant en vigueur la loi du 27 juin 1937 relative à la réglementation de la navigation aérienne, les règles générales de navigation ne sont applicables qu'aux aéronefs privés. Aucune poursuite pénale n'est donc possible contre les pilotes d'aéronefs d'Etat qui ne se conforment pas à ces règles. Certes, par voie d'instructions générales, les autorités ont édicté des prescriptions en ce domaine. Leur inobservance ne peut entraîner que des sanctions disciplinaires ».

Signalons, pour finir, que la loi belge sur l'extradition ne mentionne aucune infraction d'ordre spécifiquement aérien parmi la longue nomenclature de son article premier, ceci en opposition avec certaines infractions commises à bord de navires.

C. Droit aérien international.

La prodigieuse augmentation du trafic aérien a eu pour conséquence que l'on est appelé à résoudre un grand nombre de problèmes internationaux ayant trait au droit pénal aérien.

Dans le cadre du droit aérien international, il importe de citer la Convention de Chicago signée le 7 décembre 1944 car elle constitue le fondement juridique de l'aéronautique internationale. Il est dit dans l'article premier de cette Convention que chaque Etat « a la souveraineté complète et exclusive sur l'espace atmosphérique au-dessus de son territoire ».

Par ailleurs, l'article 3 dispose que : « La présente convention s'applique uniquement aux aéronefs civils et ne s'appliquera pas aux aéronefs d'Etat. Les aéronefs militaires et ceux de douane ou de police seront considérés comme aéronefs d'Etat ».

Vu l'importance de la nationalité des aéronefs par rapport à la souveraineté de l'espace atmosphérique, nous croyons utile de rappeler le texte de l'article 17 : « Les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur les registres duquel ils sont immatriculés ».

Dans le domaine de l'application du droit aérien international aux aéronefs militaires, nous nous permettons d'emprunter un autre extrait des travaux du IIe Congrès international de Florence. Nous y relevons dans le rapport de M. Missoffe concernant « Le statut juridi-

(7) BOSLY, H., « L'aéronef militaire et la protection de la vie humaine » in *Recueils de la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre*, Tome II, Strasbourg 1963, p. 73.

que de l'aéronef militaire », le texte suivant : « Un avion militaire ne peut survoler un Etat étranger que moyennant une autorisation spéciale demandée à l'occasion de chaque vol, par la voie diplomatique. L'avion militaire pour qui cette autorisation a été obtenue jouit de l'exterritorialité. En revanche il doit se conformer aux règles générales concernant la circulation, l'atterrissage, la sécurité du trafic aérien. Application du principe de l'exterritorialité.

Une des conséquences de ce principe est que les infractions commises à bord d'un tel avion relèveront de la compétence des juridictions de l'Etat d'origine.

En revanche ce sont les juridictions de l'Etat de séjour qui connaîtront des infractions commises à terre et hors service par les membres de l'équipage. Les avions militaires jouissent donc, comme les navires de guerre, de l'exterritorialité réelle, tandis que l'équipage jouit de l'exterritorialité personnelle. Ces règles ne valent qu'autant que le principe de l'exterritorialité est admis. Si tel n'est pas le cas, l'avion et ses occupants sont soumis aux juridictions de l'Etat de séjour » (8).

Concernant les conditions de survol du territoire du royaume par des aéronefs militaires étrangers, la demande d'autorisation est prévue par l'article 3 de la loi belge du 27 juin 1937.

Quant à l'application des conventions internationales aux aéronefs militaires en temps de guerre, nous nous bornerons à nous référer à l'avis exprimé par M. l'Avocat général H. Bosly dans son rapport déjà mentionné. Nous citons : « En ce qui concerne le droit de guerre, il n'y a pas de convention générale réglant l'utilisation du domaine aérien par des aéronefs militaires ou des engins militaires en vue d'opération de guerre. Cette absence de convention générale est à l'opposé de ce qui existe pour la guerre terrestre ou la guerre maritime pour lesquelles les conventions de La Haye de 1907 entre autres constituent une réglementation d'ensemble » (9).

D. Conclusions.

Le droit pénal de l'aviation est encore loin de répondre aux exigences du trafic aérien moderne. Aussi, bien des juristes se sont penchés sur le problème et il est à espérer que la convention internationale (Tokio, 1963) élaborée à ce sujet, puisse sortir ses effets au plus tôt. Il s'agit ici de la réglementation uniforme et formelle des crimes commis à bord des aéronefs volant au-dessus d'un territoire de nationalité différente de celle de l'avion et des passagers.

(8) MISSOFFE, S., « Le statut juridique de l'aéronef militaire », in *Recueils de la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre*, Tome II, Strasbourg 1963, p. 47.

(9) BOSLY, H. *op. cit.*, p. 73.

Cependant, en ce qui concerne la question d'extradition à l'occasion d'infractions commises à bord des aéronefs, il ne semble pas opportun d'inclure des dispositions de caractère universel dans une telle convention. Vu le caractère spécial de la matière d'extradition, il semble préférable de continuer à observer les règles suivies pour toutes les infractions dans les traités bilatéraux entre les nations et par les législations nationales. Il suffirait aussi de garantir l'observation des droits et de la procédure normale en matière d'extradition.

III. L'extradition et la remise de marins pour délits militaires

A. Généralités.

Nous avons déjà souligné que la coutume internationale admet la pratique de l'extradition ou de remise de marins déserteurs. Cette pratique s'étend également à la livraison de matelots appartenant à la marine marchande.

Dans son « *Traité de droit international public* », Fauchille explique les raisons qui, d'après lui, se trouvent à la base de l'extradition des marins déserteurs (10) :

« Quelques rares traités ont encore, dans le droit moderne, admis l'extradition des déserteurs de l'armée de terre (traités Brésil — Equateur, 3 nov. 1853, art. 6 ; Grèce et Turquie, 27 mai 1855, art. 6). L'extradition est, au contraire, usitée à l'égard des matelots ayant abandonné en pays étranger, soit un navire de guerre, soit un navire de commerce. On essaie de justifier cette différence par des raisons économiques empruntées aux intérêts de la navigation : des désertions de marins peuvent compromettre la sécurité du navire. Le caractère de ces raisons explique pourquoi l'extradition des matelots est habituellement réglée dans les conventions consulaires et dans les traités de commerce et de navigation. Ces principes, en ce qui concerne l'armée de terre et l'armée de mer, ont été consacrés en 1880 par l'Institut de droit international (XVI^e résolution d'Oxford) ».

Avant de nous étendre davantage sur les problèmes d'extradition ou de remise, nous tenons cependant à émettre quelques considérations au sujet du statut juridique des navires ainsi que de la compétence pénale des Etats à leur égard.

Il est notoire que le statut juridique d'un navire change :

1. selon qu'il se trouve en haute mer, dans la mer territoriale ou dans les eaux intérieures d'un Etat riverain ;
2. selon la nature de ce navire, publique ou privée.

(10) FAUCHILLE, P., *Traité de droit international public*, Tome I, 1^{ère} partie, p. 1028.

Rappelons ici que, parmi les navires d'Etat, peuvent être rangés les navires de guerre, les bateaux de police ou de pilotage. Par navires privés l'on comprend les navires de commerce, les bateaux de plaisance ainsi que les navires appartenant à des particuliers.

B. La compétence pénale envers les navires en haute mer.

Par haute mer on entend la partie de la mer n'appartenant pas aux eaux territoriales d'un Etat. La pleine mer n'est soumise à aucune souveraineté (11).

En haute mer la loi du pavillon est d'application. Ainsi, lorsqu'une infraction est commise à bord d'un navire belge se trouvant en haute mer les tribunaux qualifiés sont ceux de l'Etat belge dont le navire en question porte le pavillon.

Ce principe, qui est valable pour les navires de commerce, l'est encore davantage pour les navires de guerre et autres navires d'Etat, lesquels possèdent en haute mer des compétences de police telles que le droit d'enquête ou de vérification du pavillon et des papiers de bord.

Une exception au principe de la compétence exclusive de la juridiction du droit du pavillon concernant des actes commis à bord du navire réside dans le cas du « hot pursuit ». On entend par là qu'un navire peut être poursuivi, même en haute mer, par des vaisseaux habilités à exercer des missions de police. Tel est le cas lorsque le navire, ou une des personnes se trouvant à son bord, a enfreint la loi de l'Etat étranger lorsqu'il se trouvait encore dans les eaux territoriales de celui-ci. Cette poursuite par un navire de guerre ou de police doit cependant être considérée comme ayant débuté dans ses eaux territoriales. Les navires de guerre et de police peuvent également intervenir en haute mer lorsqu'ils constatent une infraction en matière de pêche maritime.

C. La compétence pénale de l'Etat riverain à l'égard de navires étrangers se trouvant dans ses eaux territoriales ou intérieures.

La mer territoriale comprend la partie de la mer se trouvant sous la souveraineté de l'Etat riverain. L'étendue exacte de cette portion de mer est cependant controversée. Suivant la thèse la plus répandue, il s'agit d'une distance de trois milles (5556 m). C'est également la distance adoptée par la Belgique, ce qui ressort de l'arrêté royal du 22 janvier 1929 portant règlement de police de la navigation dans les eaux du littoral belge et de ses ports.

Le droit de juridiction de l'Etat riverain dans ses eaux territoriales est évidemment une conséquence de la souveraineté qu'il peut exercer sur cette partie de la mer qui constitue un prolongement de son territoire. L'Etat riverain doit cependant respecter le droit de passage inoffensif

(11) NYPELS J.P.G., *Le Code pénal belge interprété*, t. 1er, ed. 1938, p. 54, n° 3.

qui est accordé généralement aux navires de commerce étrangers. Pour les navires de guerre, la permission de passage ne constitue pas une obligation juridique, mais uniquement un usage de courtoisie internationale

Au sujet de la compétence pénale de l'Etat riverain dans ses eaux territoriales et intérieures, il convient également d'établir une distinction selon qu'elle concerne des navires d'Etat ou des navires privés.

Lorsqu'il s'agit de navires de commerce et autres bateaux privés, nous nous trouvons en présence de deux théories. D'après la pratique anglaise, la compétence entière de la législation et de la juridiction de l'Etat riverain est d'application.

La deuxième coutume, suivie par la plupart des Etats parmi lesquels la Belgique, est basée sur l'avis du Conseil d'Etat Français du 20 novembre 1806. Pour ces pays, la compétence pénale de l'Etat riverain est limitée aux trois cas suivants :

- 1° quand l'infraction a été commise à bord, par une personne ou contre une personne ne faisant pas partie de l'équipage ;
- 2° quand l'infraction a troublé la tranquillité du port ;
- 3° quand l'intervention des autorités locales a été réclamée.

Comme, *in casu*, il importe à la Belgique de juger si la tranquillité d'un de ses ports a été troublée, on peut conclure que ses intérêts d'Etat riverain sont garantis. Les mêmes principes s'appliquent évidemment aux navires belges se trouvant dans un port étranger ou dans les eaux territoriales étrangères.

Les théories énoncées ne concernent donc pas les navires de guerre. Il est évident que la seule compétence pénale, qui puisse s'exercer à l'égard de l'infraction commise à bord d'un navire de guerre, est celle de l'Etat dont il porte le pavillon. Même dans les eaux territoriales ou intérieures étrangères, le vaisseau de guerre demeure une portion de la puissance militaire de l'Etat dont il représente la souveraineté.

Il n'empêche que les navires de guerre doivent respecter les règlements d'hygiène ou de police de l'Etat territorial, mais celui-ci ne peut exercer aucun acte d'autorité à l'égard du navire de guerre ni de son équipage, et cela pour les motifs que nous venons d'examiner.

L'Etat territorial n'est pas compétent pour intervenir au sujet d'une infraction commise à bord d'un navire de guerre. De même, il n'est pas compétent pour une infraction commise à terre par un membre de l'équipage lorsque ce membre s'y trouvait pour un service normal relatif au navire de guerre. Cependant, lorsque l'homme d'équipage se trouve en dehors du service et qu'il commet une infraction à terre, c'est l'Etat territorial qui est compétent.

Dans les eaux intérieures existe également le droit d'asile à bord des navires de guerre, et cela en faveur des délinquants politiques. Lorsque n'importe quel délinquant se réfugie à bord d'un bâtiment de guerre, le

commandant juge librement s'il remet ou non ce délinquant. Lorsque l'Etat territorial conteste le caractère politique de l'infraction, il importe que le différend soit résolu par la voie diplomatique.

D. Conclusions.

Après avoir analysé de la sorte le statut des navires et la compétence pénale à l'égard des gens de mer, nous pouvons nous former une idée du moment à partir duquel une procédure d'extradition peut être entamée.

Nous avons constaté qu'en matière de désertion de marins, le principe de l'extradition est devenu la règle. Par ailleurs, la qualité de militaire n'exclut pas l'extradition du marin lorsqu'il a commis un délit de droit commun.

Concernant l'extradition ou la remise de déserteurs provenant de navires de guerre, nous lisons le texte suivant chez Colombos dans son traité « Le Droit international de la mer » :

« Dans le cas où des membres de l'équipage désertent dans un port étranger, l'officier commandant ne doit pas chercher à les arrêter à terre ; ce serait une violation de la juridiction du souverain local. La ligne de conduite qu'il doit suivre est d'adresser une requête pour leur arrestation à l'autorité locale par l'entremise du consul de son Etat. La question est réglée le plus souvent par des accords bilatéraux conclus entre Etats, mais en leur absence, il n'existe aucune obligation pour l'autorité locale d'intervenir ; toutefois, la pratique veut qu'en général les déserteurs soient remis au commandant du navire de guerre. Lorsque le navire de guerre a déjà quitté le port étranger au moment où les déserteurs sont arrêtés à terre, l'autorité locale les met habituellement à la disposition du consul de l'Etat du navire de guerre » (12).

Nous constatons donc que l'extradition de marins déserteurs dans des ports étrangers, bien qu'elle ne soit pas une obligation de l'Etat territorial, est cependant devenue une pratique.

Citons pour finir un autre texte du même ouvrage de Colombos concernant la situation du commandant et de l'équipage à terre : « Il subsiste un doute sur la situation des officiers et de l'équipage lorsqu'ils se trouvent à terre. La pratique généralement suivie est de leur appliquer le principe de l'exterritorialité, lorsqu'ils sont à terre, en uniforme et à titre officiel, pour un service relatif au navire. Mais dans le cas où ils sont à terre, sans être en uniforme ou sans être en mission officielle, ils sont soumis à la juridiction territoriale de l'Etat riverain, qui est en droit de les poursuivre pour toute infraction aux lois locales. Pour les délits mineurs, l'usage est, pour des motifs de courtoisie internationale,

(12) COLOMBOS, C., *Le Droit international de la mer*, p. 223.

de remettre les contrevenants à l'officier commandant afin qu'il en dispose, mais il n'existe aucune obligation de le faire » (13).

En étudiant ce dernier texte, il apparaît qu'il devient, en quelque sorte, possible d'appliquer l'extradition ou la remise à d'autres délits militaires que la désertion. Nous songeons ici à des délits tels que les violences ou les outrages envers un supérieur commis à terre et allant de pair avec un trouble de l'ordre public.

L'Etat riverain où accoste un navire de guerre applique généralement une pratique, non obligatoire, qui permet de remettre au navire en visite des marins qui ont commis à terre des délits militaires déterminés.

Cette pratique est une nouvelle source de droit en matière d'extradition pour délits militaires.

CHAPITRE VI

L'extradition et la remise dans le cadre de l'OTAN

I. Le régime pénal des forces belges en République fédérale d'Allemagne

A. Généralités.

Dans les limites que nous analyserons plus loin la Belgique a le droit de faire juger par ses juridictions militaires, suivant la loi pénale belge, les militaires belges se trouvant dans les pays occupés par des troupes au service de l'OTAN. Pour la Belgique il s'agit principalement de la République fédérale d'Allemagne où réside avec un certain caractère de permanence la plus grande partie de l'effectif de nos forces armées.

En outre, certaines catégories de personnes, non soumises aux lois pénales militaires mais bien à la juridiction militaire, ont suivi les troupes belges en Allemagne et sont également justiciables des tribunaux militaires. Songeons ici à l'installation en famille de nombreux membres des forces belges formant des communautés relativement autonomes, ainsi qu'aux divers services civils attachés à l'armée.

Une limitation de la compétence des juridictions militaires belges risquerait de poser de nombreux problèmes difficiles à résoudre. Cependant, comme nous le verrons bientôt, la concurrence de compétence entre les juridictions militaires et les tribunaux de l'Etat de séjour a pu être résolue favorablement du fait que la juridiction militaire belge a pu

(13) COLOMBOS, C., *op. cit.*, p. 179 § 352.

conserver une compétence quasi générale. De plus, le bon fonctionnement de nos juridictions militaires n'y a sûrement pas été étranger.

Notons cependant que depuis 1945 jusqu'au 1^{er} juillet 1963 le statut juridictionnel des forces belges en République fédérale d'Allemagne a fait l'objet de nombreuses conventions internationales. La situation née de ces multiples conventions est par ailleurs fort complexe. Bien que le sujet du présent chapitre se borne à l'extradition et à la remise de militaires belges dans le cadre de l'OTAN, il n'est pas possible d'en étudier les règles sans parcourir le statut juridique applicable aux forces belges d'Allemagne.

Pour une analyse plus approfondie du statut, nous tenons à en référer au spécialiste belge de la Convention OTAN, M. le Premier avocat général M. Danse, auteur d'une importante étude sur le statut pénal de l'OTAN (14).

On trouve également, sous forme succincte et précise, l'évolution des différents status juridiques dans la « Chronique annuelle de jurisprudence militaire » de M. l'auditeur général J. Gilissen (15).

Nous nous sommes intéressés plus particulièrement, dans ce chapitre, au cas de la Belgique, Etat d'origine, et de la République fédérale d'Allemagne, Etat de séjour. Nous nous étendrons davantage sur les problèmes de la remise en ce qui concerne les militaires belges stationnés dans d'autres pays que la République fédérale d'Allemagne et des militaires étrangers stationnés en Belgique, Etat de séjour dans ce cas-ci. Mais il va de soi que dans ce domaine les mêmes principes sont applicables.

B. Aperçu historique.

L'évolution du régime juridique des forces belges en Allemagne a connu trois phases essentielles :

1. *Le régime d'occupation et ensuite l'atténuation de ce régime. (1945 — 5 mai 1955).*

Par la « Déclaration de Berlin » (5 juin 1945) les puissances d'occupation assumèrent le pouvoir suprême en Allemagne où toute souveraineté avait disparu. La Belgique, qui n'était pas intervenue dans cette déclaration, n'exerçait en Allemagne aucun droit et ne pouvait y garder une armée d'occupation que par le truchement d'une convention signée avec la Grande-Bretagne, le 23 décembre 1949.

(14) DANSE, M., « Le statut pénal de l'OTAN. Réflexions à l'occasion de son application sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne » in *Revue de droit militaire et de droit de la guerre*, Tome II, (1963) pp. 77-125 et 301-364, Tome IV (1965) pp. 49-101.

(15) GILISSEN, J., *Chronique annuelle de jurisprudence militaire* in *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1955 à 1961; GILISSEN, J., et SCHETTER, P., 1962 à 1964; SCHETTER, P., et vander VORST, F., 1965 et sv.

Durant cette phase on ne trouve aucune trace de dispositions juridiques réglant la question de remise de militaires belges.

Les Puissances occupantes ont tous les droits. Les cas litigieux de militaires belges se règlent par des accords particuliers avec les autorités militaires anglaises, les troupes belges étant stationnées en zone britannique, en vertu de la convention du 23 décembre 1949.

A partir de 1949, date de la création de la République fédérale d'Allemagne, les trois Puissances occidentales occupant cet Etat lui rendent progressivement une certaine souveraineté par des actes unilatéraux.

Le 26 mai 1952 les trois Puissances occidentales signent avec la R.F.A. les « Accords de Bonn ». Ces accords avaient été élaborés pour être solidaires du Traité de Paris du 27 mai 1952 créant une Communauté européenne de défense (C.E.D.). Comme la C.E.D. n'a jamais vu le jour, la ratification des Accords de Bonn resta en suspens et d'autres conventions — les Accords de Paris du 23 octobre 1954 — furent élaborées pour abolir le régime d'occupation en Allemagne et fixer un nouveau statut des forces étrangères dans ce pays.

Entretemps, la Belgique avait ratifié par la loi du 9 janvier 1954 (16) la « Convention du 19 juin 1951 entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique-Nord sur le statut de leurs forces ». Ce n'est qu'à partir de cette période que les importantes dispositions de l'article VII de cette convention sont entrées progressivement en vigueur en ce qui concerne la compétence de juridiction et la remise de militaires.

2. *Le régime transitoire : abolition du régime d'occupation et souveraineté complète de la R.F.A. (mai 1955 — 30 juin 1963).*

Par divers accords, la République fédérale d'Allemagne obtint à nouveau toutes les prérogatives propres à un Etat souverain. Comme la présence de troupes étrangères en R.F.A. manquait de fondement juridique, les trois Puissances signèrent une « Convention sur la présence de forces étrangères ». Cette convention entra en vigueur le 5 mai 1955. A cette même date la R.F.A. devenait membre de l'OTAN.

Le « Protocole d'accession de la R.F.A. au Traité de l'Atlantique Nord » a été approuvé en Belgique par l'article 1^{er} de la loi du 16 avril 1955. Par le fait même la Belgique reconnaissait la cessation du régime d'occupation. Notons que, dès lors, c'est sur une base légale que repose désormais la présence des troupes belges sur le territoire de la R.F.A.

3. *Le régime définitif (à partir du 1er juillet 1963).*

Il avait été convenu que le régime précédent devait faire place, au plus tôt, à un statut définitif basé sur la « Convention OTAN sur le statut

(16) *Moniteur belge* du 15 mars 1963, p. 1514.

des forces». Cependant, en raison des conditions spéciales existant en République fédérale, cet Etat s'est mis d'accord avec ses alliés pour différer son accession statutaire jusqu'à ce qu'elle ait pu être complétée par de nouveaux arrangements.

Ces nouveaux arrangements ont été signés à Bonn le 3 août 1959 sous la dénomination d'Accord complémentaire et sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1963, après leur ratification par les parlements respectifs (17).

Ce régime définitif a pour base juridique :

- a) des conventions antérieures à 1959 non abrogées, notamment, en ce qui nous intéresse, la « Convention OTAN sur le statut des forces » du 19 juin 1951 ;
- b) des conventions nouvelles, et en particulier l'« Accord complétant la Convention OTAN sur le statut des forces », communément appelé « Accord complémentaire ».

C. Le statut pénal actuel des forces belges en Allemagne.

Dans le domaine pénal, le nouveau statut des forces belges en Allemagne est principalement fixé par l'article VII de la Convention de Londres de 1951 et par l'article 19 de l'Accord complémentaire de Bonn de 1959.

Ces articles ont pour but de régler les conflits de compétence susceptibles de naître entre les différents pays signataires et en particulier entre l'Etat de séjour et l'Etat d'origine. Par rapport à la Belgique, les principes fondamentaux en sont les suivants :

1. Les « autorités militaires » belges ont le droit d'exercer sur le territoire allemand les pouvoirs de juridiction pénale et disciplinaire que leur confère leur législation sur toutes personnes sujettes à la loi militaire belge. Elles ont une juridiction exclusive sur ces personnes en ce qui concerne les infractions prévues par la législation belge, qui ne tombent pas sous le coup de la législation allemande. Pour les autres infractions, il y a juridiction concurrente.
2. Les autorités allemandes ont le droit d'exercer leur juridiction sur les membres d'une force ou d'un élément civil et les personnes à leur charge, en ce qui concerne les infractions commises sur le territoire allemand et punies par la législation allemande. Elles ont une juridiction exclusive sur ces personnes en ce qui concerne les infractions punies par les lois allemandes qui ne tombent pas sous le coup de la législation belge. Pour les autres infractions, il y a également juridiction concurrente.

(17) *Moniteur belge* du 22 juin 1963, p. 6463.

3. Dans le cas de juridiction concurrente, la Convention de Londres établit des règles de priorité.

Ainsi les autorités belges ont le droit d'exercer par priorité leur juridiction dans deux cas :

- lorsque l'infraction porte atteinte, uniquement, à la sûreté ou à la propriété de l'Etat belge, ou à la personne ou à la propriété d'un membre de la force, d'un élément civil ou d'une personne à charge ;
- lorsque l'infraction résulte de tout acte de négligence accompli dans l'exécution du service.

Pour toutes les autres infractions, les autorités allemandes exercent leur juridiction par priorité.

4. L'Etat qui bénéficie d'une priorité de juridiction peut y renoncer. Ainsi l'Allemagne a fait en l'article 1a de l'Accord complémentaire de 1959, une offre de renonciation générale et anticipée de sa priorité. La Belgique s'est prévaluée de cette offre de renonciation par note verbale adressée le 7 juin 1963 au Ministre allemand des Affaires étrangères qui en a accusé réception par note verbale du 14 août 1963.
5. Toutefois, le bénéfice de cette renonciation générale peut être retiré à la Belgique par un acte de révocation, lorsque, dans une affaire déterminée, les intérêts majeurs de l'administration de la justice allemande exigent que la juridiction soit exercée par les autorités de l'Etat de séjour en raison de circonstances propres à l'affaire. Il s'agit essentiellement des infractions ayant entraîné mort d'homme, des vols avec violences ou menaces et des viols ainsi que la tentative de ces infractions. Cependant dans la pratique, depuis le 1^{er} juillet 1963, les autorités allemandes n'ont exercé cette faculté de révocation qu'avec une grande modération.

D. Remise et droit de garde.

1. Texte.

L'Art. VII de la Convention dispose en son paragraphe 5 :

(a) Les autorités des Etats de séjour et d'origine se prêtent mutuellement assistance pour l'arrestation des membres d'une force de l'Etat d'origine ou d'un élément civil ou des personnes à charge sur le territoire de l'Etat de séjour et pour leur remise à l'autorité qui a à exercer sa juridiction conformément aux dispositions ci-dessus.

(b) Les autorités de l'Etat de séjour notifient dans les délais les plus brefs aux autorités militaires de l'Etat d'origine l'arrestation de tout membre d'une force ou d'un élément civil ou d'une personne à charge.

(c) La garde d'un membre d'une force ou d'un élément civil sur lequel l'Etat de séjour a à exercer son droit de juridiction et qui est entre les mains des autorités de l'Etat d'origine demeurera assurée par celles-ci

jusqu'à ce que des poursuites aient été engagées contre lui par l'Etat de séjour.

Ces dispositions théoriques seront illustrées dans le chapitre VII par des cas vécus parmi les Forces belges en République fédérale d'Allemagne.

2. Procédure.

L'article 22 de l'Accord complémentaire détermine la procédure. Ainsi lorsque l'arrestation a été effectuée par les autorités allemandes, la personne arrêtée est remise aux autorités belges si celles-ci en font la demande. Dans ce cas (ou à fortiori lorsque l'arrestation a été effectuée par les autorités belges), ces autorités peuvent à tout moment transférer la garde aux autorités allemandes. De plus, les autorités judiciaires belges sont tenues d'examiner avec bienveillance toute requête qui leur serait présentée, dans des cas particuliers, par les autorités allemandes, en vue du transfert de la garde à celles-ci.

En ce qui concerne les infractions dirigées uniquement contre la sécurité de la R.F.A., la garde appartient d'office aux autorités allemandes.

Enfin, lorsque la garde appartient aux autorités belges, elle demeure assurée par ces autorités jusqu'à la mise en liberté ou l'acquittement par les autorités allemandes, ou jusqu'au début de l'exécution de la peine.

Les autorités belges sont également tenues de prendre les mesures nécessaires pour mettre la personne arrêtée à la disposition des autorités allemandes pour les besoins de l'enquête et de la procédure pénale.

3. Commentaire.

De l'exposé qui précède l'on peut conclure que les dispositions qui règlent la remise de militaires par d'autres moyens que l'extradition, dans le cadre de la Convention OTAN sur le statut des forces, assortie de l'Accord complémentaire, ne s'adressent qu'aux seuls militaires membres de la force, de l'élément civil et des personnes à charge. Le membre de la force doit donc se trouver pour l'exécution du service sur le territoire de la R.F.A.

En vertu de la renonciation au droit de priorité de juridiction faite par les autorités allemandes, celles-ci remettent donc aux autorités belges les militaires belges membres de la force, sauf dans les cas bien déterminés où les autorités allemandes peuvent révoquer la renonciation. En cas d'une telle révocation, les autorités belges remettent le militaire aux autorités allemandes mais en assurent la garde dans les conditions exposées plus haut.

4. Les droits d'un militaire remis et détenu.

Lorsqu'un membre d'une force ou d'un élément civil ou une personne à charge est inculpé et détenu en vue de poursuites devant une juridic-

tion allemande, il a droit aux garanties reconnues par le paragraphe 9 de l'article VII de la Convention.

Il s'agit, principalement, pour l'inculpé du droit d'être jugé rapidement, d'être défendu par un avocat de son choix ou par un défenseur répondant aux conditions légales en vigueur dans l'Etat de séjour, de disposer, s'il l'estime nécessaire, d'un interprète compétent et de communiquer avec un représentant du gouvernement de l'Etat d'origine.

CHAPITRE VII

La pratique de remise de militaires par d'autres moyens que l'extradition

I. Introduction

Un problème particulier de coopération internationale concerne le statut pénal des forces en séjour sur le territoire d'un Etat allié. Il faut en réalité considérer que le militaire déplacé en territoire étranger peut être soumis aussi bien à la législation de l'Etat de séjour qu'à celle de l'Etat d'origine.

Dans le présent chapitre, nous aurons à répondre à deux questions :

1. y a-t-il une pratique de remise pour les militaires belges stationnés à l'étranger ?
2. y a-t-il une pratique similaire pour les militaires étrangers stationnés sur le territoire de la Belgique ?

Ici une constatation importante s'impose d'emblée : la disproportion existant entre le nombre relativement élevé de militaires belges se trouvant à l'étranger (notamment en R.F.A.) et le nombre minime de militaires étrangers stationnés actuellement en Belgique.

Ainsi, à la fin de 1966, la Belgique n'hébergeait que quelques bases anglaises et un dépôt militaire allemand. Ces installations militaires, situées dans la province d'Anvers, occupent principalement du personnel civil belge. Depuis plusieurs années, le nombre de militaires anglais demeure fixé à quelques centaines ; par ailleurs, le nombre de militaires allemands stationnés en Belgique est insignifiant.

Il est cependant évident que, par suite de l'implantation en Belgique des services du SHAPE, le nombre de militaires étrangers y augmentera de façon considérable.

La présence militaire belge en République fédérale d'Allemagne offre un tout autre caractère, car elle représente une fraction capitale de l'effec-

tif total des forces armées belges. En ne comptant que les « militaires », ce total s'élevait à plus de 32.000 à la fin de l'année 1966. Mais en fait, le nombre des personnes considérées au sens large comme « membres des forces » par la Convention s'élève à plus de 63.000. Il importe, en effet, d'y ajouter environ 31.120 personnes que l'on peut subdiviser en « personnes à charge » et en « personnes attachées à l'armée » ou « autorisées à suivre un corps de troupe ». Par « personnes à charge », la Convention comprend les membres des familles des militaires et de l'élément civil ; par ailleurs, il y a les « personnes attachées à l'armée », dont la notion est à peu près couverte par celle de « personnes à la suite » de l'article 1, n° 7(b) de la Convention sur les forces.

Peuvent être considérés comme tels : les aumôniers militaires, le personnel des établissements d'enseignement installés par le département de la Défense nationale, les infirmières des hôpitaux militaires belges, le personnel des postes pour les forces belges d'Allemagne et les autres civils occupés par les troupes belges, pour autant qu'ils ne possèdent pas la nationalité allemande. Toutes les catégories de personnes susnommées sont justiciables de la juridiction militaire belge.

Notons que la Belgique compte deux Conseils de guerre en campagne sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne et qu'ils ont respectivement leur siège à Cologne et à Neheim (Westphalie).

II. Examen de cas pratiques concernant la remise de militaires belges se trouvant à l'étranger.

§ 1 : Examen de cas pratiques d'application en République fédérale d'Allemagne

A. Exemples de remise de militaires belges membres de la force à un tribunal allemand :

1. Cas d'espèce.

Il s'agit ici de l'application de l'article 19 § 3 de l'Accord complémentaire où les autorités allemandes usent de la possibilité de révoquer leur renonciation au droit de priorité de juridiction.

a) Le premier cas concerne un militaire belge, stationné en R.F.A., qui, le 15 septembre 1963, avait commis une tentative de viol suivie d'assassinat sur la personne d'une jeune fille allemande. L'affaire a été jugée par le Schwurgericht de Bonn.

b) Le deuxième cas concerne également un militaire belge, stationné en R.F.A. Le soir du 19 mars 1966, il avait emmené dans sa voiture personnelle deux jeunes filles allemandes âgées de 16 ans. Ensuite, il s'est rendu coupable de tentative de viol sur la personne d'une des jeunes filles, pendant que l'autre demeurait enfermée dans la voiture. Après que la première victime eut réussi à prendre la fuite, il commit un viol sur la

personne de l'autre jeune fille.

Il a été jugé le 21 septembre 1966 par la Große Strafkammer du Landgericht d'Arnsberg.

2. Procédure relative à la détention préventive.

Dans les deux affaires susnommées la procédure en matière de détention préventive s'est déroulée de façon identique :

- a) Privation de liberté du militaire par la gendarmerie du ressort de l'auditorat militaire en campagne belge compétent, soit celui de Cologne dans le premier cas, et dans le deuxième cas, celui de Neheim ;
- b) Mandat d'arrêt décerné par la commission judiciaire au siège de l'auditorat ;
- c) Notification de l'affaire conformément à l'article 19 § 2 de l'Accord complémentaire faite par l'auditeur militaire belge à l'Oberstaatsanwalt ;
- d) Révocation de la renonciation par l'Oberstaatsanwalt sur base de l'article 19 § 3. Notification faite par cette autorité à l'Auditeur militaire et à l'inculpé ;
- e) A partir de ce moment, l'inculpé est définitivement soumis au régime allemand de détention préventive. Dans chacune des affaires, un Haftbefehl a été rendu par l'Amtsgericht et transmis par l'Oberstaatsanwalt à l'auditeur militaire. Signification de l'Haftbefehl à l'inculpé a été faite dans les deux cas par un juge du Amtsgericht (Amtsgerichtsrat) ;
- f) Immédiatement après la signification du Haftbefehl, il a été procédé à la mainlevée du mandat d'arrêt par la commission judiciaire au siège de l'auditorat militaire. En même temps, le magistrat instructeur belge a délivré un réquisitoire de mise en liberté avec la mention « pour autant qu'il ne soit pas détenu en vertu d'un autre réquisitoire d'écrou » ;
- g) Afin de légaliser le droit de garde qui demeurait confié aux autorités belges, le magistrat instructeur belge a également délivré simultanément un réquisitoire d'écrou portant notamment la mention : « En vertu de l'article 22 § 1b et § 2 de l'Accord complémentaire du 3 août 1959, approuvé par la loi du 6 mai 1963 et en exécution du mandat d'arrêt ci-joint (Haftbefehl) en date du... de l'Amtsgericht de... (avec traduction conforme de l'allemand) ». Ainsi, les autorités judiciaires belges ont pu exécuter le mandat d'arrêt délivré par le magistrat allemand compétent ;
- h) Transmission du dossier par l'auditeur militaire à l'Oberstaatsanwalt,

pour disposition. Ensuite, application de la procédure allemande ; les autorités judiciaires allemandes continuent à tenir l'auditeur militaire au courant du déroulement de cette procédure et à transmettre une copie des pièces de leur dossier. Citons parmi ces pièces la copie de l'acte d'accusation (Anklageschrift) adressé par l'Oberstaatsanwalt au Landgericht demandant l'ouverture du procès devant le tribunal compétent. Signalons, pour finir, que dans les deux affaires, le transfert de la garde de l'inculpé a été accordé avant l'ouverture du procès, et ceci sur demande des autorités judiciaires allemandes.

3. *Commentaire.*

Les actions parallèles des autorités judiciaires belge et allemande se sont parfaitement coordonnées, même en l'absence d'arrangement administratif. Il est évident que la Convention repose sur la confiance mutuelle et sur l'assistance réciproque. C'est cet esprit de compréhension que la justice militaire belge a pu rencontrer auprès des parquets allemands.

Il est également à noter que dans un bon nombre de cas rentrant dans la catégorie des affaires susceptibles de révocation, les autorités judiciaires allemandes n'ont pas fait usage de cette faculté, l'examen attentif de l'affaire auquel elles se sont livrées leur ayant fait conclure que le jugement par la juridiction belge n'était pas de nature à nuire à des intérêts majeurs de l'administration de la justice allemande.

Il en a été, notamment, ainsi dans des cas d'homicide involontaire.

B. Cas de NON remise d'un militaire belge par les autorités judiciaires allemandes.

1. *Exposé des faits.*

Il s'agit d'un sous-officier dont l'unité est stationnée en Belgique. Il est inculpé d'avoir détourné des fonds au préjudice de son unité, dans le courant de l'année 1963. Parti pour l'Allemagne, il y est découvert à Hambourg par la police locale.

La Prévôté belge, informée par la police allemande, ne peut procéder à l'arrestation de l'inculpé, celui-ci étant hospitalisé et intransportable.

Un mandat d'arrêt par défaut est ensuite décerné le 20 novembre 1963, à charge de l'intéressé, par la commission judiciaire de l'auditorat militaire belge à Cologne. La prévôté est chargée de l'exécution, le transfert étant prévu en ambulance.

Le 28 novembre 1963, les autorités judiciaires de Hambourg informent les membres de la prévôté belge, qui s'étaient rendus sur place, qu'elles s'opposaient à une telle arrestation de l'intéressé parce qu'il ne s'agissait pas d'un membre de la force et que, dans ce cas, il y avait lieu de recourir à la procédure de l'extradition.

2. *Commentaire.*

Il en résulta un échange de correspondance entre les autorités judiciaires allemandes et belges. Nous nous abstenons d'entrer ici dans le détail des points de vue juridiques respectifs.

De toute façon, les autorités allemandes ont préféré s'en tenir aux textes bilatéraux de la Convention OTAN et ont soumis finalement l'affaire au Ministère Fédéral de la Justice. La question de droit a été tranchée, en ce sens que le Gouvernement belge a, sur proposition du Gouvernement fédéral, introduit une demande formelle d'extradition.

Un tel recours à la procédure d'extradition a eu pour conséquence que l'intéressé n'a pu être poursuivi pour d'autres faits que ceux pour lesquels l'extradition était accordé. Il n'a donc pu être poursuivi du chef de désertion du fait que le traité germano-belge du 17 janvier 1958 ne prévoit pas l'extradition pour les délits militaires.

Il en résulte qu'un militaire belge, stationné en République fédérale d'Allemagne, et qui s'enfuit, après avoir commis un délit militaire, peut être remis, par les autorités allemandes, entre les mains de la justice militaire belge en R.F.A. Il est pour le moins paradoxal que le même militaire, stationné cette fois en Belgique, et commettant les mêmes faits, pour se réfugier ensuite en R.F.A., ne pourra pas être remis ni extradé pour être traduit en justice de la même façon que le premier.

C. Cas de militaires, NON membres de la Force, remis à la juridiction allemande.

Les cas de ce genre résultent en général des dispositions de l'article 57bis du Code pénal militaire belge (loi du 27 février 1958). Aux termes de cet article « le militaire qui, sur le territoire d'un Etat étranger où il est en service, contrevient à la législation de cet Etat en matière forestière, rurale, de chasse, de pêche, de circulation routière, de douane, de change ou de réglementation des importations ou exportations, sera puni... etc... ».

Ainsi, lorsqu'un militaire belge a commis une infraction à la loi allemande en les matières précisées par l'article 57bis, il doit, pour pouvoir être poursuivi devant la juridiction militaire, être en service sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne.

Le cas suivant met en lumière une conséquence de cette disposition, à savoir la non compétence de la juridiction militaire belge et la remise du militaire à la justice allemande.

Il s'agit, en fait, d'un militaire belge dont l'unité est stationnée en Belgique (donc, non membre de la force) impliqué dans deux accidents de roulage en Allemagne, au cours desquels il fut seul blessé.

L'intéressé ne circulait pas sur le territoire de R.F.A. sous le couvert d'un document régulier l'y envoyant pour le service. De ce fait, l'auditorat militaire se trouve dans l'impossibilité de le poursuivre parce que les infractions commises sont, selon le droit belge, des infractions en matière de circulation routière, et que d'autre part, pour qu'il y ait application de l'article 57bis du Code pénal militaire, l'intéressé doit être en service aux forces belges en Allemagne, ce qui n'était pas le cas en l'espèce.

Il s'agit donc d'un cas d'infraction punie par les lois de l'Etat de séjour, mais ne tombant pas sous le coup de la législation de l'Etat d'origine.

Conformément à l'article VII (2) (b) de la Convention OTAN sur le statut des forces, les autorités de l'Etat de séjour, en l'occurrence celles de la R.F.A. ont le droit de juridiction exclusive.

D. Cas de NON remise d'un militaire belge aux autorités judiciaires allemandes.

Le cas présent illustre la garantie donnée par la Convention OTAN sur le statut des forces pour éviter une extradition déguisée.

Il s'agit d'un soldat milicien belge dont l'unité est stationnée en R.F.A. et ayant été condamné par un tribunal allemand à une peine d'emprisonnement du chef de délit de fuite. Cependant, les faits, qui se sont passés sur le territoire de la R.F.A., sont antérieurs au moment où l'intéressé est devenu militaire en service actif.

L'auditeur militaire belge s'est opposé à l'exécution du jugement du fait que l'intéressé ne se trouvait pas de son propre gré en RFA, mais pour le service en vertu d'obligations militaires.

Agir autrement eut été procéder à une extradition déguisée, d'autant plus que le délit de fuite, faisant l'objet de la condamnation, n'est pas prévu par le Traité d'extradition germano-belge du 17 janvier 1958.

§ 2. Cas pratiques de remise de militaires belges par d'autres pays de l'OTAN que la R.F.A.

A. Généralités.

L'Accord complémentaire est uniquement applicable aux forces étrangères stationnées en R.F.A. Par conséquent, le statut pénal des forces belges stationnées dans d'autres pays de l'OTAN que la R.F.A., est exclusivement régi par la Convention de Londres de 1951 (article VII).

C'est cet article VII qui dispose lequel des deux Etats (d'origine ou de séjour) est compétent pour exercer sa juridiction.

Les autorités des deux Etats pourront, sur la base de leur propre loi, exercer leur juridiction pénale sur le territoire de l'Etat de séjour à l'égard des personnes appartenant aux armées de l'Etat d'origine. Dès qu'un fait est à la fois puni par les deux lois, les juridictions des deux Etats sont en concurrence sur ce territoire.

Pour les départager, la Convention attribue aux tribunaux de l'Etat qu'elle désigne un droit prioritaire d'exercer les poursuites. La priorité revient à l'Etat d'origine (ici la Belgique) dans deux situations prévues par l'article VII § 3 et dont nous avons déjà traité dans ce rapport.

Rappelons brièvement qu'il s'agit ici des infractions commises dans l'exécution du service ainsi que de toute infraction portant uniquement préjudice au personnel ou aux intérêts de l'Etat d'origine.

Dans le cas de toutes autres infractions, les autorités de l'Etat de séjour exercent par priorité leur juridiction, sauf évidemment lorsqu'elles renoncent, au bénéfice de la Belgique, à exercer leur priorité de juridiction.

B. Cas d'espèce.

1. Par jugement du Conseil de guerre de Bruxelles du 7 décembre 1964, un militaire belge a été condamné du chef de tentative de vol avec effraction dans une banque de Huntsville, aux Etats-Unis. Au moment des faits, le militaire, tout en étant en mission OTAN aux Etats-Unis, n'était pas en service. Les autorités judiciaires américaines avaient donc la priorité de juridiction, mais ils y renoncèrent à la requête des autorités belges. Cette requête fut introduite par l'Attaché militaire belge et confirmée par l'auditorat militaire.

2. Un autre militaire belge fut poursuivi et condamné le 6 mai 1963, par le Conseil de guerre de Liège pour avoir, étant en mission OTAN aux Etats-Unis, involontairement causé des blessures à un autre militaire belge au cours d'un accident de roulage.

Il s'agit ici d'un cas similaire au précédent.

3. Nous nous permettons de nous étendre plus longuement sur un troisième cas, parce qu'il concerne en même temps les principes du droit d'extradition :

a) Exposé des faits :

Il s'agit d'un militaire belge arrivé à Fort Bliss (USA) en août 1961 avec une batterie de son unité afin d'y subir un entraînement spécial en vue d'utiliser des missiles Nike.

Il y fit la connaissance d'une jeune fille mexicaine qu'il décida d'épouser. Mais en raison des difficultés et des lenteurs administratives

qu'aurait entraîné l'immigration de sa fiancée en Belgique, il ne trouva, dit-il, d'autre solution que de désertir la veille du départ de son unité pour la Belgique et de s'installer au Mexique.

Il alla habiter Chihuahua, où il trouva du travail. Il épousa sa fiancée en juillet 1964. Entretemps, une petite fille était née en mars 1962.

Le prévenu, après avoir envoyé sa femme et sa fille en Belgique, alla se livrer aux autorités militaires belges à Fort Bliss le 12 septembre 1964. Rapatrié, il fut arrêté le 15 septembre 1964 par la gendarmerie de Zaventem (Bruxelles), pour être ensuite jugé et condamné par le conseil de guerre.

b) Commentaire :

Il est clair que nous nous trouvons ici en présence d'un délit militaire, et notamment de désertion.

Tant que le militaire se trouvait au Mexique, il n'a pas été inquiété à cause de sa désertion, parce que la législation en matière d'extradition n'inclut pas les délits militaires.

Sur le territoire des Etats-Unis, il tombait cependant sous l'application du statut des forces belges se trouvant dans un pays allié. Aussi, depuis le moment où il est venu se présenter volontairement à Fort Bliss, il était possible de procéder à sa « remise ».

4. Le 4 novembre 1964, un militaire belge pilotait, *en service commandé*, un véhicule militaire sur le territoire de la commune néerlandaise de Maalbroek, alors qu'il se trouvait sous l'influence de la boisson. Un de ses deux passagers, également un militaire belge, était en état d'ivresse.

Les membres de la maréchaussée royale néerlandaise, qui ont constaté les faits, ont remis les délinquants à la frontière entre les mains de leurs collègues de la prévôté belge.

Il s'agit clairement ici d'un cas de juridiction concurrente où les autorités belges (Etat d'origine) ont le droit d'exercer par priorité leur juridiction. Tel n'eut pas été le cas si une atteinte avait été portée à la personne ou aux biens d'un sujet néerlandais.

5. Le 12 décembre 1964, un militaire belge, de passage à Maastricht (Pays-Bas) durant un congé, s'est rendu coupable d'attentat à la pudeur et d'outrage public aux mœurs; les victimes étaient deux petites filles âgées de 7 et de 8 ans.

Nous nous trouvons ici en présence d'un cas de juridiction concurrente pour lequel la priorité de juridiction revient incontestablement aux autorités de l'Etat de séjour.

Cependant, les autorités judiciaires néerlandaises se sont déchargées de cette affaire en renonçant à leur priorité de juridiction, ce qui fut porté à la connaissance des autorités belges par l'entremise de l'Attaché militaire belge à La Haye.

C. Conclusion.

Nous espérons avoir démontré, par ces quelques exemples, l'idée fondamentale sur laquelle est basé le statut juridictionnel de l'OTAN. Malgré les priorités de juridiction nettement établies par la Convention de 1951, la pratique démontre que l'Etat qui bénéficie de cette priorité use souvent de la faculté de renonciation, soit d'initiative, soit à la demande de l'autre Etat.

III. Remise de militaires étrangers stationnés sur le territoire de la Belgique

A. Généralités.

Le statut pénal des forces étrangères stationnées en Belgique est également régi par l'article VII de la Convention de Londres de 1951. Envers ces militaires, les mêmes principes sont d'application qu'aux forces belges stationnées dans d'autres pays de l'OTAN que la R.F.A.

En règle générale, nous pouvons affirmer que ces militaires étrangers, pratiquement tous Anglais, provoquent très peu d'incidents. Cela n'a rien d'étonnant lorsque l'on considère qu'il s'agit ici, exclusivement, de militaires de carrière dont l'inconduite éventuelle est menacée de graves sanctions disciplinaires.

Il n'existe point d'accord avec l'Angleterre au sujet d'une renonciation au droit de priorité de juridiction de la part de la Belgique en tant qu'Etat de séjour. Mais en fait, lorsqu'un cas individuel se présente, il est généralement fait application d'une telle renonciation, et cela dans un esprit de bienveillante coopération.

A cette manière de procéder, il n'est fait exception que lorsque la certitude de dédommagement des tiers n'est pas suffisamment garantie (exemple: accidents de roulage graves).

B. Procédure d'intervention.

Il importe de souligner le rôle important rempli par la police militaire britannique. En cas de demande de la part des autorités belges, elle n'a jamais manqué de prêter son concours pour collaborer à des recherches et aider à l'exécution de divers devoirs d'instruction.

Conformément aux dispositions de l'article VII 5 (a), les militaires anglais ayant commis une infraction grave, et dont l'arrestation s'impose, seront remis sur ordre du procureur du Roi à la police militaire bri-

tannique qui les emmènera à la base militaire où ils seront enfermés.

Lorsqu'une incarcération s'impose dans des cas moins graves (exemple : ivresse), la gendarmerie ou la police belge pourront remettre directement l'intéressé à la police militaire britannique sans en référer au procureur du Roi.

La seule difficulté ayant jamais surgi, au sujet de l'application de l'article VII 5 (a) de la Convention, concernait la délivrance d'un mandat de perquisition afin de pouvoir rechercher et procéder à l'arrestation d'un déserteur anglais, lequel n'avait commis aucune infraction à la législation belge. On supposait que le déserteur en question avait cherché refuge dans l'habitation d'un sujet belge, et pour ce motif, l'autorité militaire anglaise avait demandé l'assistance de la gendarmerie belge.

Le procureur du Roi consulté estima cependant qu'il n'y avait pas lieu de faire procéder à une telle perquisition.

Par ailleurs, la plupart des infractions commises par des militaires anglais sont traitées sur le plan disciplinaire, après indemnisation des dommages éventuellement causés.

C. Commentaire.

A l'occasion de ces brèves considérations, nous avons traité uniquement de militaires britanniques pour le motif que, jusqu'à présent, aucun problème ne s'est posé concernant les quelques militaires allemands stationnés à Arendonk.

Mais, même à l'égard des militaires britanniques, les interventions policières demeurent assez rares.

Comme nous l'avons déjà signalé, les cas de poursuite ou de remise éventuelle se poseront davantage après l'implantation du SHAPE en Belgique.

CHAPITRE VIII

Conclusions

En ce qui concerne les délits militaires, notre groupe de travail a conclu, de façon unanime, qu'il importe de les inclure parmi les délits extraditionnels, et cela pour autant qu'il s'agisse de traités entre des Etats liés par un pacte de défense commun tel que l'OTAN. Il va de soi qu'un tel souhait n'a pas de sens lorsqu'il se réfère à des Etats qui témoignent d'une idéologie politique différente.

Il a, par ailleurs, semblé logique de n'admettre l'extradition que pour les infractions militaires présentant un certain caractère de gravité. Mais

souvenons-nous ici que, dans la plupart des cas, une infraction militaire, même peu grave, se doublera, après un certain délai, d'une désertion lorsque le délinquant s'est rendu à l'étranger.

L'extradition pour délits militaires est devenue une nécessité lorsque l'on songe aux profondes modifications qui ont marqué la structure politique, économique et militaire de l'Europe. D'une pluralité d'Etats nationaux aux aspirations égoïstes est issu en Occident, un regroupement de pays possédant des intérêts communs très étroits et faisant progressivement preuve d'un nouvel esprit communautaire. Quel intérêt ces Etats, professant une idéologie commune, peuvent-ils encore faire valoir afin d'exclure les délits militaires de la législation d'extradition? Il est exact que, dans un tel climat d'assistance mutuelle et de solidarité, une distinction entre délits militaires et délits de droit commun n'a pas de sens.

Il est en effet anormal que l'on puisse concevoir qu'un déserteur, qui par sa désertion a affaibli la puissance défensive de son pays, puisse trouver refuge dans un pays allié. Une telle anomalie signifie même un affaiblissement de la défense commune de ces deux Etats.

Et ce qui est vrai pour le temps de paix l'est encore davantage en cas de guerre. Ici il ne semble pas sans intérêt de rappeler que la vision de Lüdendorff, à propos de la guerre totale, devient de plus en plus réelle. En effet, la conduite d'une guerre moderne n'appartient plus uniquement au domaine des militaires, car le concept de guerre totale englobe aussi bien la lutte militaire, économique, politique et psychologique que la guérilla et d'autres pratiques subversives. Vue sous cet angle, la guerre est un événement complexe dans lequel est engagée toute la nation et non plus, comme autrefois, un groupe restreint.

En outre, l'opinion qu'il est nécessaire que les Etats se prêtent une assistance mutuelle accrue dans la répression de la criminalité s'est affermie. Le monde d'aujourd'hui, en se transformant continuellement, permet une augmentation impressionnante du nombre d'occasions de commettre un délit en territoire étranger. Aussi, une application plus large de la législation en matière d'extradition ne manquerait pas de rendre plus efficace la défense de la société contre la criminalité internationale.

Notre époque est également caractérisée par une tendance vers l'unité européenne. Le Traité de Rome a été une première étape vers la réalisation de l'unité économique; dans une telle perspective, l'aspiration vers une unité juridique plus vaste est également justifiée, car il est normal que le droit évolue en fonction de la société nouvelle. Et dans ce domaine, le problème de l'extradition est fort important, car c'est dans cette matière que l'on retrouve la plupart des contacts avec la loi étrangère et avec le pouvoir répressif étranger.

En terminant, il nous reste à proposer sous quelle forme on pourrait le mieux intégrer les délits militaires aux délits extraditionnels. Notre groupe de travail s'est déclaré opposé à la méthode qui consisterait à

ajouter ces délits militaires aux 34 infractions prévues par la loi belge de 1874 sur l'extradition, car nous savons déjà qu'une telle nomenclature est démodée.

Dans le monde actuel, il ne peut encore être question d'un traité d'extradition universel. Même un accord multilatéral conclu dans le cadre de l'OTAN se conçoit difficilement au moment du désengagement de la France vis-à-vis de ses partenaires de cette Alliance.

C'est pourquoi les membres du groupe de travail ont admis, comme solution la plus efficiente, la conclusion d'accords bilatéraux inspirés des principes du Traité Benelux, lequel a tracé la voie pour l'extension de l'extradition.

A EXTRADIÇÃO POR DELITOS MILITARES

por

Herbert CANABARRO REICHARDT

Juge honoraire J.M.

(Brésil)

A. Exatradiação propriamente dita

1. *A negativa à extradição por delitos militares está consagrada por algum texto legal? Qual?*

O art. 4º do C.P.M. estatúe: « a lei penal militar aplica-se ao crime praticado no território nacional ou fora dele, ainda que, neste caso, já tenha sido o agente julgado pela justiça estrangeira ».

O Código admitiu, portanto, tanto a territorialidade como a extra-territorialidade da lei penal em tôda a sua plenitude. Nesse ponto, a lei penal militar é mais rigorosa que a lei penal comun, que só admite excepcionalmente (C.P.C. art. 5º).

De onde se conclúe que a extradição é a regra para crime militar cometido fora do país.

2. *Tem vosso país concertado convênios que derogam essa proibição?*

O Brasil mantém convênios internacionais sôbre extradição, com reciprocidade. Lógicamente não os possui derogatórios.

3. *Qual é a tomada de posição em caso de delitos complexos, em que as infrações de direito comun se encontram indivisivelmente ligados a infrações militares?*

Nos casos de conflitos de jurisdição entre tribunais civis e militares, é o Supremo Tribunal Federal competente para dirimí-los (Constituição Federal — art. 101 — letra f).

4. *Qual é a autoridade competente para determinar se uma petição de extradição por delito comun não é, em realidade, uma forma disfarçada de burlar a proibição de extradição por delitos militares? É a mesma autoridade (judicial, por exemplo) a que toma também a decisão de denegar ou satisfazer a petição de Estado requerente?*

É ainda ao Supremo Tribunal Federal (Const. Federal — art. 101 — letra g), atribuído competência para conceder a extradição dos criminosos, requisitados por Estados estrangeiros e a homologação das sentenças estrangeiras.

5. *Qual foi, de fato, o número de extradições requeridas por um Estado estrangeiro durante os últimos anos? Que número de requerimentos foram satisfeitos? Por quais infrações militares?*

No Ministério das Relações Exteriores, por onde passam os pedidos de extradição, nada consta sobre extradição por delitos militares.

6. *Uma derrogação convencional (ou legislativo) deverá introduzir-se quanto à proibição de extradição por delitos militares? Para quais delitos e de que forma? Apresenta-se o problema de maneira mais urgente para o caso de forças integrantes?*

Face ao disposto no art. 4º do C.P.M., e à resposta ao quesito 1º do II parágrafo, de vez que não há proibição à extradição por delitos militares, fica prejudicada a pergunta.

B. Entrega de militares por outros meios que a extradição

1. *Existe uma prática de entrega de militares estrangeiros estacionados em vosso território, quando seu aquartelamento está situado sobre vosso território?*

Nada a responder pela inexistência da hipótese figurada.

2. *Existe uma prática para os militares de vosso país estacionados no estrangeiro?*

As forças militares brasileiras estacionadas no estrangeiro gozando da extra-territorialidade, consoante o disposto no art. 4º do C.P.M. ou são julgados por órgãos da J.M. junto às forças expedicionárias, nos termos do decreto-ley nº 6.396, de 1-4-1944, ou são recambiados a seu país para aí serem julgados.

3. *Existe uma prática de entrega na fronteira para os militares estrangeiros que cometerem o delito em seu país e que fugiram para buscar refúgio em vosso país ou nele se encontram em trânsito para buscar refúgio em um terceiro país?*

Seriam casos tão isolados e raros, que dificilmente se poderia falar em prática habitual.

4. *Estatísticas comparadas sobre estes tres pontos, se possível.*

Que saiba, nao existem.

L'EXTRADITION ET LA REMISE DE MILITAIRES PAR D'AUTRES MOYENS QUE L'EXTRADITION

par

Francis A. LEGER

Lieutenant Colonel
Juge-Avocat Général Adjoint
Secteur Européen - Metz

(Canada)

A. L'extradition proprement dite

1. *Le refus de l'extradition pour délits militaires est-il consacré par un texte de loi?*

Le refus de l'extradition pour délits militaires n'est pas consacré par un texte de loi comme tel. Toutefois «La loi sur l'Extradition» énumère les délits de droit commun qui peuvent entraîner l'extradition. Cette liste varie selon que l'Etat étranger a conclu ou non avec le Canada une convention d'extradition. Puisque cette liste ne comporte pas de délits militaires comme tels on peut dire que la loi ne permet pas l'extradition pour délits militaires.

2. *Conventions conclues dérogeant à cette prohibition.*

«La Loi sur les Forces des Communautés Britanniques Présentes au Canada» pourrait être considérée comme dérogeant à «La Loi sur l'Extradition». Cette loi, par désignation du Gouverneur en Conseil, s'applique à toute nation faisant partie de la communauté des nations britanniques ainsi que :

- a. à l'égard de toutes forces levées sur un territoire pour lequel un mandat au nom de la Société des Nations, est exercé par le gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni, et à l'égard des officiers et membres de ces forces ;

- b. à l'égard de toutes forces levées sur un territoire pour lequel un semblable mandat est exercé par le gouvernement de Sa Majesté dans un dominion, et à l'égard des officiers et membres de ces forces ;
 - c. à l'égard de toutes forces levées dans une colonie et des officiers et membres de ces forces ; et
 - d. à l'égard de toutes forces levées sur un territoire qui est administré par le gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni ou par le gouvernement de Sa Majesté dans un dominion, et à l'égard des officiers et membres de ces forces.
3. *Position prise en cas de délits complexes dans lesquels des infractions de droit commun sont individuellement liées à des infractions militaires.*

Il semblerait, d'après la jurisprudence, que la demande d'extradition serait instruite pourvu que l'infraction de droit commun soit substantiellement la même au Canada que dans le pays étranger.

4. *Autorité compétente pour déterminer si une demande d'extradition pour délit de droit commun n'est pas en réalité une manière déguisée de tourner la prohibition de l'extradition pour délits militaires.*

L'autorité compétente sera le juge de l'enquête préliminaire agissant comme si le fugitif était accusé d'un délit commis au Canada. Cette même autorité prendra la décision de satisfaire ou non à la demande de l'Etat requérant. Toutefois, le Ministre de la Justice, en dernier ressort, décidera si le crime pour lequel on demande l'extradition est d'un caractère politique ou sert de paravent à un crime d'une nature politique.

5. *Nombre d'extraditions requises par un Etat étranger au cours des dix dernières années.*

Il n'existe pas de statistiques concernant le nombre d'extraditions requises par un Etat étranger.

6. *Estimez-vous qu'une dérogation conventionnelle (ou législative) devrait être apportée à la prohibition générale de l'extradition pour délits militaires ?*

Il semble que « La Loi sur les Forces Présentes au Canada (Traité de l'Atlantique Nord) » réponde bien à nos besoins dans ce domaine, d'autant plus que cette loi confère au Gouverneur en Conseil (Exécutif du Gouvernement) le droit de désigner tout pays comme Etat associé.

B. La remise de militaires par d'autres moyens que l'extradition.

1. *Pratique de remise de militaires étrangers stationnés au Canada.*

En effet, les deux lois déjà citées consacrent une pratique de remise de militaires d'un pays étranger aux autorités de ce pays lorsque des troupes étrangères sont situées sur le territoire canadien. La première de celle-ci, celle applicable à la communauté Britannique, prévoit la remise d'un déserteur ou d'un absent après son arrestation à l'autorité étrangère à l'endroit convenu de la frontière ou de la côte du Canada.

2. *Pratique de remise de militaires canadiens stationnés à l'étranger.*

La pratique similaire quant aux troupes canadiennes à l'étranger se trouve dans le statut des forces de l'O.T.A.N. En outre, différents statuts existent quant aux forces canadiennes faisant partie des forces de l'O.N.U.

3. *Pratique de remise à la frontière pour les militaires étrangers qui ont commis un délit dans leur pays et se sont enfuis pour chercher refuge au Canada.*

Toute personne demandant admission au Canada doit satisfaire aux exigences de la Loi sur l'Immigration. Celle qui se serait introduite au pays clandestinement serait retournée à la frontière. Ceci s'applique tant au militaire qu'à tout autre étranger.

4. *Statistiques comparées sur ces trois points.*

Des statistiques comparées sur ces trois points n'existent pas.

LA EXTRADICION POR DELITOS MILITARES

por

Joaquin HERNANDEZ OROZCO
(España)

A. La extradición propiamente dicha

1. *La denegación de extradición por militares, ¿ está consagrada en algún texto legal ? ¿Cuál ?*

Advirtamos previamente que en el sistema español son *fuentes jurídicas* de la extradición, sobre la base de los principios fundamentales de la territorialidad de las leyes penales y el reconocimiento del asilo territorial (1), las siguientes :

- a) los Tratados internacionales suscritos por España en la materia ;
- b) la Ley española sobre extradición de 26 de diciembre de 1958, para la extradición *pasiva* (España es el Estado requerido) ;
- c) arts. 824 a 833 de la Ley de Enjuiciamiento Criminal de 1882, que regula el procedimiento para la extradición *activa* (España es el Estado requirente) en la jurisdicción ordinaria ;
- d) arts. 947 a 953 del CJM (Titulo XX del Tratado III), que regula el procedimiento para la extradición *activa* en la jurisdicción militar ;
- e) principio de reciprocidad como supletorio.

Aparte de la exclusión en general de los delitos militares en los Tratados internacionales suscritos por nuestro país, existe, efectivamente, una norma interna en derecho español que sigue el principio casi universalmente aceptado de *prohibir la extradición pasiva por delitos militares*: La Ley española sobre extradición de 1958, en su art. 6º, establece que « *NO se concederá la extradición... 3º Por infracciones de naturaleza puramente militar* ».

La cuestión que se podría plantear el intérprete frente a este precepto sería la de qué se entiende por delito de naturaleza « puramente militar ». Parece que ha de ser, desde el punto de vista español, el que hemos llamado más arriba « delito militar propio », es decir, aquél que solo puede ser come-

(1) Conforme al art. 1º de la Ley de 4 diciembre de 1855, « el territorio español es un asilo inviolable para todos los extranjeros y sus propiedades... ».

tido por militares. Más adelante veremos otros aspectos de esta prohibición legal.

2. *¿ Ha concluido su país acuerdos internacionales que deroguen esta prohibición ?*

Anticipemos que, conforme a la propia Ley española de extradición de 1958 (artículo 1º), las condiciones de la extradición pasiva se han de regir en primer lugar por lo convenido en los tratados internacionales, rigiendo la Ley cuando no exista tratado con el país en cuestión o para suplir lo no previsto en él. En su art. 2º, la Ley de 1958 dispone que « los Tratados de extradición que se concierten en el futuro se ajustarán en lo posible a las prescripciones de la propia Ley », con lo que dicho queda que en futuros tratados España tendrá que someterse a la prohibición del art. 6º antes citado que excluye la extradición por los delitos puramente militares.

Actualmente, España tiene suscritos tratados internacionales bilaterales de extradición con treinta y cinco países principales, todos ellos anteriores a la Ley de 1958. Por norma general, en estos convenios se sigue, en cuanto a los delitos objeto de extradición, el sistema de enumeración expresa de aquellos en que se permite. La exclusión en estas enumeraciones de los delitos militares es universal en todos estos tratados, con raras excepciones (2).

Como excepción a esta regla general cabe señalar el caso del Convenio con Portugal (Notas de 10 y 12 de mayo de 1884 que interpretan el Convenio de 25 de junio de 1867), que permite la extradición por el delito de desertión; en efecto, el art. 6º del Convenio con Portugal dispone que « los desertores de los Cuerpos del Ejército y de la Armada de España y Portugal, serán recíprocamente entregados, siempre que uno de los dos Gobiernos entable ante el otro, por la vía diplomática, la reclamación competente, acompañada de la copia de la sentencia del Consejo de Guerra. Las disposiciones del presente artículo son aplicables exclusivamente a los súbditos de la nación reclamante ». Precepto que se aclaró en Nota citada de 12 de mayo de 1884 en el sentido de que debe entenderse de modo que « la entrega de desertores españoles deberá ser concedida en Portugal con solo la presentación del auto de prisión... comprometiéndose por su parte el Gobierno español a ordenar la entrega de los desertores del Ejército portugués... mediante presentación de copia auténtica del auto del cuerpo del delito ».

Por otra parte, se autoriza, con restricciones, la extradición del desertor en los Convenios suscritos con Méjico (17 de noviembre de 1881), Guatemala (7 de noviembre de 1895 y 23 de febrero de 1897), El Salvador (22 de noviembre de 1884) y Colombia (23 de julio de 1892), en supuestos especiales que expondremos en el apartado siguiente.

(2) La exclusión de los « delitos de carácter puramente militar » es expresa en los Tratados con Bulgaria (17 de julio de 1930), Letonia (8 de marzo de 1930) y Checoslovaquia (26 de noviembre de 1927), en sus arts. 3º.

Al margen de la extradición propiamente dicha, existen otros Convenios en que se autoriza una especie de *auxilio administrativo* respecto de aquellos individuos que mediante su fuga se han sustraído al servicio militar obligatorio. Así, en los acuerdos de Gibraltar (21 de abril de 1838) y Gran Bretaña e Irlanda (27 de diciembre de 1859) (3), o el mismo citado de Portugal (4). Y lo mismo cabría decir respecto de la entrega de *marinos desertores*, que se halla regulada muchas veces en tratados de comercio, navegación y consulares (5), estipulándose el arresto de los marinos extranjeros desertores de buques mercantes (e incluso de guerra) y su devolución al buque o bien a su país de origen, a petición de los agentes consulares. La desertión de marineros y la reclamación en esta *vía de auxilio administrativo* se prevé incluso en alguno de los Convenios de extradición concertados por España; en los Convenios ya citados con Guatemala (art. 16), El Salvador (art. 18), Méjico (art. 13), y Colombia (art. 16), se estipula la simple entrega de los desertores de la Marina de Guerra o mercante, a cuyo efecto « los Cónsules generales, cónsules, vicecónsules o agentes consulares podrán reclamar el auxilio de las Autoridades locales para buscar, aprehender y arrestar a los desertores de buques de guerra o mercante de su país », para lo cual « se dirigirán por escrito a las Autoridades locales competentes y probarán, con la exhibición de los registros de los buques, de la tripulación u otros documentos oficiales, que los individuos reclamados formaban parte de la misma; justificada así la demanda, se accederá a su entrega a menos de probarse lo contrario, o que al tiempo de su inscripción en el rol eran súbditos o ciudadanos del país en el cual se pide la extradición... »

3. *¿ Qué solución se adopta en el caso de delitos complejos, en los que las infracciones de derecho común aparecen indisolublemente unidas a infracciones militares ?*

Se habrá de estar en todo caso a lo dispuesto en cada Convenio de extradición. De los suscritos por España, por ejemplo, tan solo en cuatro de ellos se recogen normas específicas en cuanto a la concurrencia de un delito común y el militar de desertión. Nos referimos a los ya citados Tratados con Guatemala (art. 16), El Salvador (artículo 18), Méjico (art. 13) y Colombia (art. 16), que si bien disponen que « el delito de simple desertión no será motivo de extradición », admiten que ésta pueda ser posible « si el desertor hubiere cometido algún otro delito de los enumerados en este Tratado ».

(3) Aunque, incluso en este caso limitado, con respecto a Irlanda, independizada con posterioridad, la cuestión de aplicabilidad de este Convenio sería dudosa.
 (4) « Además de los desertores de los Cuerpos del Ejército y de la Armada de España y Portugal, serán entregados recíprocamente los prófugos del alistamiento militar de los dos países. Las reclamaciones de que trata este artículo se harán por las Autoridades superiores de las provincias, y vendrán siempre acompañadas de los documentos comprobantes de la identidad, sorteo y evasión de los prófugos » (Portugal, art. 2º adicional de los convenios en 27 de mayo de 1868).
 (5) Así ocurre en los tratados consulares con Francia (art. 25), Alemania (art. 16), Italia (art. 22), Portugal (art. 23), Bélgica (art. 12), Estados Unidos (art. 24).

El criterio a seguir habrá de derivarse por analogía con las reglas expresas establecidas, por ejemplo, en los Tratados para el caso de concurso de delito común y delito político.

En términos muy generales, cabe decir :

Si la Ley española de extradición de 1958 excluye en principio los delitos de naturaleza «puramente militar» (art.6º, número 3º), habrá que entender que esta categoría no comprende aquellos hechos que con arreglo a la ley penal española serían constitutivos de un delito militar «impropio», es decir, de los que pueden ser cometidos por quienes no son militares. Y esto parece aplicable incluso cuando los hechos imputados al extranjero refugiado en España sean calificados de delito militar pero de aquellos cuyo núcleo central es de derecho común (atentado a las personas o propiedades, por ejemplo), aunque por razones de especialidad y otras se haya llevado la figura delictiva a la ley penal militar.

En el supuesto de concurso real de delitos, cuando el inculpado haya cometido dos o más infracciones independientes y una o varias de ellas sean «puramente militares», no existiría inconveniente en conceder la extradición por las infracciones comunes, condicionada a que el reo no fuese perseguido ni enjuiciado por las específicamente militares, pues no se puede perder de vista que, en definitiva, la concesión de extradición es siempre *condicionada* al cumplimiento de los convenios y sus cláusulas generales. La Ley española de 1958 establece como condiciones genéricas (art. 7º) : 1º. *Commutación de la pena capital, en su caso* ; 2º. *Promesa formal del Estado requirente de que el sujeto no será perseguido por infracciones ajenas a la solicitud formulada y dentro de los términos de su concesión* ; 3º. *Que la persona que se entrega no sea juzgada por un Tribunal de excepción, salvo consentimiento expreso.*

Por último, cabe añadir que siempre serán las autoridades españolas competentes las que apreciarán libremente (dentro de los trámites de procedimiento que veremos en el apartado siguiente) el carácter de la infracción imputada en el requerimiento de extradición, por lo que en el supuesto de delito militar impropio o delito complejo (militar y común) se habrá de decidir siempre sobre el caso concreto planteado, teniendo en cuenta no solo la naturaleza de los hechos sino también circunstancias tales como la perversidad desplegada en su perpetración, peligrosidad del sujeto, etc.

4. *¿Cuál es la autoridad competente para determinar si una petición de extradición por delito común no es en realidad más que una manera encubierta de eludir la prohibición de extradición por delito militar? ¿Es la misma autoridad (judicial, por ejemplo) la que toma también la decisión de rehusar la petición del Estado requirente o de satisfacerla?*

Creemos que la primera parte de esta pregunta plantea una cuestión que difícilmente se dará en la práctica, puesto que el análisis del requerimiento de extradición siempre será suficientemente profundo para que toda posibilidad de extradición por título ficticio de imputación se desvanezca, sobre todo por cuanto se habrá de atender principalmente a los hechos cometidos y no a la calificación jurídica que a ellos otorgue el Estado requirente.

El *procedimiento para la extradición pasiva*, y por consiguiente, las autoridades, competentes *en todo caso* para decidir sobre la oportunidad o no de acceder a cualquier demanda de extradición que formule un Estado extranjero, queda expuesto *resumidamente* con la transcripción de los siguientes preceptos de la Ley española de 1958 :

Art. 10. «La solicitud de extradición se formulará por vía diplomática, debiendo acompañarse : 1º. La sentencia condenatoria o el auto de procesamiento o de prisión o resolución análoga según la legislación del país requirente. Estos documentos podrán ser remitidos en original o en copia auténtica, y deberán contener relación de los hechos imputados a la persona cuya extradición se solicite, con expresión del lugar y fecha en que fueron realizados. 2º. Cuantos datos sean conocidos sobre la identidad y nacionalidad del sujeto reclamado, y, a ser posible, la fotografía y huellas dactilares. 3º. Copia de los textos legales aplicables al hecho o hechos motivadores de la solicitud de extradición, con indicación de la pena máxima y mínima que a los mismos pudiera corresponder ».

Art. 12. «El Ministerio de Asuntos Exteriores transmitirá la solicitud de extradición y documentación adjunta al de Justicia, quien examinará aquéllas y reclamará, si lo estimase oportuno y por conducto del Ministerio de Asuntos Exteriores, los justificantes o aclaraciones que considere necesarios. El Ministerio de Justicia, en un plazo máximo de ocho días, computados desde el siguiente a la recepción de la solicitud o de los justificantes o aclaraciones por él reclamados, elevará al Gobierno propuesta motivada sobre si ha lugar o no a continuar el procedimiento. Cuando el acuerdo del Gobierno fuere denegatorio, el Ministerio de Asuntos Exteriores lo pondrá en conocimiento del Estado requirente. Si el Gobierno acordase haber lugar a continuar el procedimiento o las especiales circunstancias del caso así lo aconsejasen, el Ministerio de Justicia oficiará a la Dirección General de Seguridad, sin perjuicio de hacerlo al Ministerio de la Gobernación, para que, en el primer caso, proceda a la detención de la persona reclamada, y en el segundo adopte las pertinentes medidas de vigilancia, entre tanto el Gobierno decida...».

Art. 15. «Cuando, conforme a lo dispuesto en los artículos anteriores, continúe su curso el procedimiento de extradición y se hubiere practicado la detención, las autoridades gubernativas redactarán el oportuno atestado, y en el plazo de veinticuatro horas siguientes pondrán al detenido, con los objetos y papeles que le hubieren sido ocupados, a disposición del Juez de Instrucción competente en el territorio donde el arresto hubiere tenido lugar, quien lo participará a los Ministerios de Asuntos Exteriores y de Justicia ».

Art. 16. «El Juez a cuya disposición hubiere sido puesto el detenido acordará la inmediata comparecencia de éste, quien podrá hacerlo asistido de Abogado y, en su caso, de intérprete. Se citará siempre al Ministerio Fiscal. Verificada la identificación del detenido, el Juez le invitará a que manifieste, con expresión de sus razones, si consiente en la extradición o intenta oponerse a ella; y en auto motivado, que habrá de dictar antes de las setenta y dos horas de la detención, adoptará la resolución que proceda, bien ordenando la libertad del detenido o bien elevando la detención a prisión, con o sin fianza, a resultas del procedimiento subsiguiente. Contra este auto solo procederá el recurso de reforma por los trámites de la Ley de Enjuiciamiento Criminal. Del auto de libertad, de prisión o de reforma, en su caso, se dará traslado a los Ministerios de Justicia y de Asuntos Exteriores, que acusarán inmediato recibo».

Art. 17. «Si la persona reclamada consintiera en su extradición y no se suscitasen obstáculos legales que se opongan a ella, el Juez podrá acceder, desde luego, a la demanda de extradición, informando a los Ministerios de Justicia y de Asuntos Exteriores y al de Gobernación para que pueda efectuarse la entrega. Si por el contrario el detenido se opusiera a la extradición, el Juez elevará todo lo actuado al Presidente de la Audiencia Provincial correspondiente. Este Tribunal pondrá de manifiesto el expediente en Secretaría al Fiscal y al Defensor, por un plazo sucesivo de tres días, pudiendo reclamar, a petición de cualquiera de ambos o de oficio, los antecedentes que juzgue convenientes sobre los extremos que autoriza el artículo 18, sin que contra la resolución del Tribunal sobre este extremo quepa recurso alguno. Si el detenido no tuviere Defensor, se le nombrará de oficio. Dentro de los quince días siguientes al período de instrucción, se señalará la vista, que tendrá lugar con asistencia del Fiscal, del interesado y de su Defensor. Así mismo deberá asistir un intérprete si fuera necesario».

Art. 18. «El reclamado prestará declaración durante la vista, pero no se admitirá ni practicará prueba alguna sobre los hechos que le sean imputados, y sí solamente sobre los puntos que hagan relación a la condiciones exigidas por los Tratados o por esta Ley para la concesión de la extradición».

Art. 19. «El Tribunal resolverá en auto motivado y en el plazo improrrogable de tres días siguientes a la vista sobre la procedencia de la extradición, y al propio tiempo, sobre si ha lugar a la entrega al Estado requirente de los valores, objetos o dinero que hubiere sido ocupado al reclamado. Contra este auto no se dará recurso alguno, y si fuere denegatorio de la extradición se pondrá en libertad al inculcado».

Art. 20. «El Juez o Tribunal que hubiere dictado auto accediendo a la extradición, o denegándola, librará sin dilación testimonio del mismo a los Ministerios de la Gobernación y de Justicia, y este último lo comunicará al de Asuntos Exteriores para su notificación al representante diplomático del país que formuló la demanda de extradición...».

5. *¿Cuál ha sido, de hecho, el número de requerimientos de extradición recibidos de Estados extranjeros en el curso de los diez últimos años? ¿Y el número de casos en que se concedió? ¿Por qué infracciones militares?*

Resulta prácticamente imposible responder con precisión a esta cuestión, por el hecho de que no conocemos publicación alguna que recoja sistemáticamente datos estadísticos al respecto; por otra parte, no hemos dispuesto del tiempo que hubiera sido necesario invertir en una investigación directa, por ejemplo, de los archivos del Ministerio de Asuntos Exteriores o del Ministerio de Justicia.

6. *¿Estiman Vds. que una derogación convencional (o legislativa) convendría a la prohibición general de extradición por delitos militares? ¿Para qué delitos y en qué forma? ¿Se presenta el problema de manera más acuciante en el caso de fuerzas armadas integradas?*

Admitida la posibilidad de la extradición en los delitos militares «impropios» e incluso en ciertos supuestos de delitos mixtos o complejos, queda la prohibición universalmente establecida para los delitos «puramente militares».

Desde un punto de vista exclusivamente teórico esta fórmula resulta, sin embargo, excesivamente rígida. Su razón de ser se ha querido ver en la ausencia de malicia de los sujetos activos de estas infracciones o en su falta de peligrosidad en el Estado de asilo o en la conveniencia de atraer de esta manera a los desertores de Estados extranjeros para engrosar las fuerzas armadas propias (caso de la Legión Extranjera, por ejemplo, etc.), pero creemos que estas razones hoy no son igualmente válidas que hace cincuenta años. Por eso, parece que la prohibición tajante exigiría una flexibilización más en consonancia con la situación actual de la comunidad internacional, en que el estado de perpetua suspicacia entre las naciones ha dado paso a estrechas alianzas a escala regional y mundial que exigen un reforzamiento de la confianza mutua. Teniendo en cuenta, además, que muchos de estos delitos «puramente militares» implican un ataque a bienes jurídicos dignos también de protección en el orden internacional.

Ahora bien: creemos también que toda iniciativa que pretenda dulcificar la prohibición hoy imperante para los delitos «puramente militares» debe contar antes, si no quiere quedar al margen de la realidad, con una previa labor de unificación de las leyes penales militares de los Estados, lo que permitiría, una vez alcanzada esa unificación, intentar multilateralmente (a través, por ejemplo, de Convenios tipo) la concreción de las infracciones militares susceptibles o no de extradición, enumerándolas nominativamente. Mientras esa unificación no se consiga, parece utópico pretender modificar el sistema imperante que, al menos, cuenta ya con una dilatada práctica de aplicación sin graves inconvenientes.

B. La entrega de militares por procedimiento distinto a la extradición

1. *¿ Existe una práctica de entrega de militares extranjeros estacionados en territorio de Vds. cuando su acuartelamiento está situado sobre ese mismo territorio ?*

Para nosotros, esta cuestión queda reducida exclusivamente al único caso de estacionamiento en territorio español de fuerzas extranjeras: como consecuencia de los *Convenios para la mutua defensa y ayuda económica hispano-norteamericanos de 26 de septiembre de 1953* (renovados, con alguna modificación, en 1963 y actualmente vigentes), se da la presencia en territorio español de miembros de las fuerzas armadas de los Estados Unidos de América y personal de ellas dependiente, tanto en las Bases militares conjuntas como en los organismos directivos y de asesoramiento creados de acuerdo con tales Convenios bilaterales (como son, por ejemplo, el JUSMG, Joint United States Military Group, o el MAAG, Military Advisory Assistance Group).

Entre los Convenios de 1953 se suscribió el oportuno *Acuerdo sobre las normas jurisdiccionales que en materia criminal* habrían de regir el estatuto personal de esas fuerzas extranjeras estacionadas en nuestro territorio, creándose a continuación por Decreto-Ley de 23 de diciembre de 1954, para dar cumplimiento a tales normas, una *Comisión Mixta de Competencias* de composición civil y militar (6), que funciona en Madrid (7), y cuyo cometido es el de « proveer con la máxima rapidez posible, y conforme a los preceptos del correspondiente Acuerdo y normas que ulteriormente se convengan, a la resolución de las cuestiones de jurisdicción, competencia y de atribuciones que puedan suscitarse o se hayan suscitado ya en los procedimientos criminales de cualquier orden y fuero, dentro del territorio nacional y plazas de soberanía, cuando alguno de los presuntos responsables fuere miembro de las Fuerzas de los Estados Unidos, incluso los que dependan de ellas » (art. 2º del Decreto-Ley citado).

Estando claramente reguladas todas las posibilidades de conflicto jurisdiccional, entre ellas se ha previsto el supuesto del militar americano que cometa en territorio español en que estuviere destinado un delito puramente militar (8), en cuyo caso, atribuida la competencia para juzgarlo a los Tribunales americanos, previo requerimiento de la autoridad americana, se pone a su disposición el inculpado, procediéndose efecti-

- (6) La integran, conforme a la Orden de la Presidencia del Gobierno de 17 de febrero de 1955, por parte española, un Magistrado del Tribunal Supremo de Justicia, un funcionario de la Carrera Fiscal y tres Auditores pertenecientes a cada uno de los Cuerpos Jurídicos de los Ejércitos de Tierra, Mar y Aire.
- (7) Posteriormente, por Orden de la Presidencia del Gobierno de 1º de agosto de 1958, se constituyó con sede en Cádiz una *Subcomisión* dependiente de la Comisión de Madrid para facilitar la resolución de los incidentes de tipo jurisdiccional que pudieran plantearse en la Base Naval Conjunta de Rota (Cádiz); sus atribuciones se determinaron más precisamente por Orden de la Presidencia de 8 de julio de 1959.
- (8) Castigado como tal en el *United States Uniform Code of Military Justice 1950*.

vamente a su entrega si el acusado pretendió eludir sus responsabilidades saliendo de sus cuarteles propios. Esta norma, quede bien claro, no constituye una simple « práctica », sino que tiene una base legal derivada de los oportunos Acuerdos de Procedimiento entre ambas potencias.

2. *¿ Existe una práctica similar para los militares del país de Vds. estacionados en el extranjero ?*

No existen hoy fuerzas armadas españolas estacionadas en ningún país extranjero, por consiguientes, NO cabe tampoco hablar de práctica alguna como la que cita la cuestión propuesta.

3. *¿ Existe una práctica de « puesta en frontera » para los militares extranjeros que hayan cometido su delito en su propio país y que hayan huido para buscar refugio en el de Vds. o que por él pasen para buscar refugio en un tercer país ?*

Aparte de cuanto se dijo antes (apartado A, 1º) respecto a marinos desertores y otros casos de auxilio administrativo entre Portugal y España con respecto a los prófugos del servicio militar, hay que responder aquí que *NO conocemos ninguna práctica de « puesta en frontera » específicamente aplicable a los militares extranjeros* que habiendo delinquirado en su país de origen intenten buscar refugio en territorio español.

Claro está que a estos delincuentes militares les será aplicable el régimen general español en cuanto a extranjeros, es decir, las medidas de seguridad y sanciones a que hubiere lugar según su actuación, pero completamente al margen de su condición militar y delito cometido. Así, por ejemplo :

- a) Aquellas medidas de seguridad que autoriza la Ley de 4 de agosto de 1933 (llamada de « vagos y maleantes »), conforme a la cual (art. 2º, número 9º) « podrán ser declarados en estado peligroso y sometidos a las medidas de seguridad de la presente Ley... los extranjeros que quebrantaren una orden de expulsión del territorio nacional », así como los que « de cualquier manera perturben con su conducta o pusieren en peligro la paz social o la tranquilidad pública » (art. 2º, número 11), estableciendo la propia Ley (art. 4º, 4a) entre las medidas de seguridad en cuestión la « expulsión de extranjeros del territorio nacional ». Estas medidas de seguridad, que se aplican judicialmente por los Tribunales ordinarios, es claro que se podrían imponer llegado el caso al militar extranjero que fuese declarado peligroso, pero su expulsión del territorio nacional no implicaría necesariamente su entrega a las autoridades del país de origen, pues supone solo la salida de España, pudiendo autorizarse al extranjero a elegir frontera.

Si el extranjero peligroso no cumple la orden de expulsión, « será internado en un Establecimiento de custodia por un año » (art. 6º, número 9º).

b) Le serán de aplicación como tal extranjero las sanciones establecidas por Ley de 22 de diciembre de 1949 para represión de la entrada clandestina en territorio español, lo que podría motivar igualmente y en el caso comprendido en el artículo 2º (presentación a las autoridades españolas inmediatamente de su entrada clandestina para justificar los motivos de haberla efectuado sin cumplir los requisitos legales exigidos por las disposiciones vigentes sobre pasaportes), la adopción, como medida de seguridad, de su expulsión del territorio nacional.

4. *Estadísticas comparadas sobre estos tres puntos, si ello es posible.*

Las respuestas en su mayor parte negativas que hemos dado a las cuestiones precedentes, determinan consecuentemente la imposibilidad de establecer ninguna valoración estadística, ya que tales prácticas o no existen o no resulta posible ningún cómputo numérico por ausencia de datos.

EXTRADITION FOR MILITARY OFFENSES

by

Robert M. WILLIAMS

*Brigadier General
United States Army*

A. The properly so-called Extradition

1. *Is the refusal of extradition for military offenses sanctioned by law? By which one?*

United States law does not prohibit extradition for military offenses. United States law requires, however, that extradition be based upon and be in accord with an extradition treaty. There can be no extradition for military offenses unless they are specifically included in the applicable treaty.

2. *Has your country concluded conventions which are affecting this prohibition? If the answer is in the affirmative, please state these conventions and the contracting parties.*

On 1 January 1965, the United States was a party to extradition treaties, both bilateral and multilateral, with 77 nations. None of them authorize extradition for military offenses. Only 2 treaties specifically treat the problem and both prohibit extradition for «purely military» offenses. They are:

- a) Extradition Convention between the United States of America and other American Republics, signed 26 December 1933, entered into force for the United States on 25 January 1935. The other contracting parties are Argentina, Chile, Colombia, Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua and Panama.
- b) Convention on Extradition between the United States and Sweden, signed 24 October 1961, entered into force 3 December 1963.

3. *Which position has been taken in case of complex offenses where the infractions of the common law are indivisibly connected with military infractions?*

From information available here, the problem has not arisen and consequently no position has been taken by the United States. Extradition would only be authorized for offenses enumerated in extradition treaties.

4. *Which is the competent authority to determine whether a request for extradition for an offense under the general law is not, in reality, a veiled manner to evade the prohibition of the extradition for military offenses? Is this the same authority (legal, for instance) who also makes the decisions as to whether the request of a State be denied or granted?*

In a case arising under the two treaties set out above a question could arise as to the validity of the request, if the individual concerned is subject to military jurisdiction in the requesting state. Pursuant to United States law, the courts must determine that the evidence is sufficient to sustain a request for extradition under the applicable treaty. If the courts determine that the evidence is sufficient, the Secretary of State, in his discretion, may order the individual delivered to the foreign government. Either the courts or the Secretary of State could deny a requested extradition on the basis that the offense was not listed as extraditable or was specifically excluded in the applicable treaty. When, however, the possibility exists that the individual concerned could be tried for a military offense, as well as for offenses which are properly extraditable, the final decision of the validity of the request will be made by the Secretary of State. Therefore, the Secretary of State is the authority which determines the validity of a request and he also decides, in conjunction with the courts, whether the request will be granted.

5. *Which, in fact, was the number of extraditions requested by a foreign state within the last 10 years? The number of requests complied with? For which military offenses?*

Information concerning the number of extradition requests, or the offenses for which extradition was requested, received by the United States is not available here.

6. *Do you believe that a conventional (or legislative) derogation should be brought to the general prohibition of the extradition for military offenses? For which offenses, and under which form? Is the problem more urgent in the case of integrated forms?*

As previously stated, there is no statutory prohibition in the United States regarding extradition for military offenses. Accordingly the suggested conventional or legislative derogation would have little effect within the United States.

B. Delivery of military individuals by other means than Extradition

1. *Is there a practice to deliver foreign military individuals who are stationed on your territory if their barracks are located on the same territory as yours?*

Information on current practice in the United States when forces of non-NATO countries are involved is not available. The North Atlantic Treaty Organization Status of Forces Agreement Article VII, para 5 (a), requires the United States to assist in the apprehension and delivery of individuals belonging to the forces of a NATO signatory who were stationed in the United States prior to commission of the offense.

2. *Is there a similar practice which applies to military individuals of your country who are stationed in a foreign country?*

United States personnel who are absent without leave in the country in which they are stationed have been delivered upon special request to United States military authorities. Within countries where the North Atlantic Treaty Organization Status of Forces Agreement applies, police authorities are obliged to assist in the apprehension and delivery of United States personnel who have committed military offenses and who have been stationed in that country, prior to commission of the offense (NATO SOFA, Art. VII, para 5 (a)).

3. *Does the practice exist to deliver foreign military individuals at the border who have committed their offense in their own country, and who escaped, in order to seek refuge in your country, or who transit to your country, in order to seek refuge in a third country?*

There is no information concerning such a current practice in the United States.

4. *If possible, give comparing statistics concerning these three points.*

Statistics concerning these three points are not available.

L'EXTRADITION POUR DÉLITS MILITAIRES

Rapport établi sous la direction de

Jean MILLIOT

Magistrat Général

(France)

L'extradition étant en France une décision du Gouvernement prise sur rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, après avis s'il y a lieu d'une juridiction de droit commun, les réponses aux questions posées ont été traitées après consultation du département de la justice.

A. L'extradition proprement dite

En France, de même qu'en matière politique, il n'existe pas de possibilité d'extradition en ce qui concerne les auteurs d'infractions militaires.

1. *Le refus de l'extradition pour délits militaires est-il consacré par un texte de loi? Lequel?*

Le refus de l'extradition pour délits militaires est consacré par les dispositions de l'article 4 de la loi du 10 mars 1927 relative à l'extradition des étrangers. Ce texte est ainsi conçu :

« Les faits qui peuvent donner lieu à l'extradition, qu'il s'agisse de la demander ou de l'accorder sont les suivants :

» 1°) Tous les faits punis de peines criminelles par la loi de l'Etat requérant ;

» 2°) Les faits punis de peines correctionnelles par la loi de l'Etat requérant, quand le maximum de la peine encourue, aux termes de cette loi est de deux ans ou au-dessus, ou, s'il s'agit d'un condamné, quand la peine prononcée par la juridiction de l'Etat requérant est égale ou supérieure à deux mois d'emprisonnement.

» En aucun cas l'extradition n'est accordée par le Gouvernement français si le fait n'est pas puni par la loi française d'une peine criminelle ou correctionnelle.

» Les faits constitutifs de tentative ou de complicité sont soumis aux règles précédentes à condition qu'ils soient punissables d'après la loi de l'Etat requérant et d'après celle de l'Etat requis.

» Si la demande a pour objet plusieurs infractions commises par l'individu réclamé et qui n'ont pas encore été jugées, l'extradition n'est accordée que si le maximum de la peine encourue, d'après la loi de l'Etat requérant, pour l'ensemble de ces infractions, est égale ou supérieure à deux ans d'emprisonnement.

» Si l'individu réclamé a été antérieurement l'objet, en quelque pays que ce soit, d'une condamnation définitive à deux mois d'emprisonnement, ou plus, pour un délit de droit commun, l'extradition est accordée, suivant les règles précédentes, c'est-à-dire seulement pour les crimes ou délits, mais sans égard au taux de la peine encourue ou prononcée pour la dernière infraction.

» Les dispositions précédentes s'appliquent aux infractions commises par des militaires, marins ou assimilés lorsqu'elles sont punies par la loi française comme infractions de droit commun.

» Il n'est pas innové, quant à la pratique relative à la remise des marins déserteurs ».

La prohibition de l'extradition pour les infractions militaires résulte, a contrario, des prescriptions du pénultième alinéa de l'article 4 cité : ce texte limite, en effet, l'extradition de militaires, marins ou assimilés aux infractions de droit commun ; il adopte en outre, conformément aux règles de la logique, le critère de la loi française.

Une exception est spécifiée par la loi du 10 mars 1927 : la remise des marins déserteurs. Bien que son étude soit plus en rapport avec le chapitre B (« remise de militaires par d'autres moyens que l'extradition »), il est opportun d'en préciser la notion dès à présent, du moins en ce que la pratique en cause trouve son origine dans les dispositions légales : l'ordonnance du roi sur les fonctions des consuls dans leurs rapports avec la marine militaire, faite à Paris le 7 novembre 1833, et celle sur les fonctions des consuls dans leurs rapports avec la marine commerciale, en date du 29 octobre 1833.

Ce dernier texte, qui concerne surtout les marins du commerce, établit à leur égard des règles analogues à celles prévues par l'ordonnance du 7 novembre 1833, qui a seule sa place dans la présente étude et dont l'article 15 stipule :

« Si des hommes désertent des bâtiments de guerre, le consul, sur la dénonciation qui lui en sera faite dans les formes prescrites par les lois et règlements, interviendra auprès de l'autorité locale pour qu'ils puissent être poursuivis ou arrêtés.

» En cas d'arrestation, la prime sera immédiatement payée aux capteurs, s'ils la réclament, par les soins du consul.

» Le déserteur sera reconduit à son bord, si le bâtiment auquel il appartient n'a pas repris la mer. Si ce bâtiment est parti et qu'il y ait sur rade d'autres bâtiments de guerre, le déserteur sera mis à la disposition de l'officier commandant en chef. A défaut de bâtiment de guerre, le consul renverra le déserteur en France sur un navire de commerce, avec ordre écrit au capitaine de le remettre en arrivant à la disposition de l'administration de la marine, et il en rendra compte au ministre.

» Les frais de passage seront réglés dans ce cas comme il est dit aux articles 36 et 37 de notre ordonnance du 29 octobre dernier ».

La pratique visée au dernier alinéa de l'article 4 de la loi du 10 mars 1927 concerne évidemment aussi la « réciproque » des dispositions de l'article 15 de l'ordonnance du 7 novembre 1833, en matière de désertion de marins appartenant à des bâtiments de guerre étrangers qui relâchent dans des ports français.

Cette pratique concerne seulement les marins qui appartiennent à l'équipage et qui désertent le bord. Elle n'est pas applicable aux marins qui se trouvent sur le navire comme passagers.

S'agissant, en définitive, d'une remise, des indications complémentaires seront données au chapitre B.

2. *Votre pays a-t-il conclu des conventions dérogeant à cette prohibition ? En cas de réponse positive, prière de préciser ces conventions et les parties contractantes.*

La loi du 10 mars 1927 indique dans son article 1er :

« En l'absence de traité, les conditions, la procédure et les effets de l'extradition sont déterminés par les dispositions de la présente loi.

» La présente loi s'applique également aux points qui n'auraient pas été réglementés par les traités ».

La faculté de déroger aux règles fixées par la loi du 10 mars 1927 résulte donc formellement des dispositions mêmes de ce texte ; elle est au surplus stipulée par l'article 55 de la constitution du 4 octobre 1958 qui précise : « Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie ».

Toutefois aucune convention ne déroge expressément à la prohibition de l'extradition (proprement dite) pour les infractions militaires ; en revanche de nombreuses conventions autorisent et plus souvent rendent obligatoires des actions d'assistance, en matière de police judiciaire militaire, ce qui entraîne la remise administrative à leurs supérieurs des militaires, marins ou assimilés coupables d'infractions militaires. Ces conventions seront précisées au chapitre B.

Il y a lieu cependant de préciser que des conventions récentes d'extradition (avec la République fédérale d'Allemagne, en date du 29 novembre 1951, article 5; avec l'Empire chérifien du 5 octobre 1957, article 31) contiennent une disposition précisant que l'extradition pourra ne pas être accordée si l'infraction pour laquelle elle est requise consiste uniquement dans une violation d'obligations militaires; cette disposition qui vise, semble-t-il, plus spécialement l'insoumission, ne prohibe donc pas totalement l'extradition, bien qu'elle oriente plutôt la pratique dans le sens d'un refus de l'extradition.

L'article 48 de la convention d'extradition franco-camerounaise du 13 novembre 1960 contient une disposition analogue; il est ainsi conçu :

« L'extradition pourra ne pas être accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée consiste uniquement dans la violation d'obligations militaires et n'est pas punie de peine criminelle ».

Du point de vue français, compte tenu de ce que l'insoumission n'est jamais punie d'une peine principale criminelle par la législation pénale militaire française, et qu'il est peu probable que les rédacteurs de la convention aient pris en considération l'application exceptionnelle de la peine complémentaire de la confiscation, prévue au cas de refuge de l'insoumis à l'étranger en temps de guerre (encore qu'alors la confiscation peut ne pas être qualifiée de peine criminelle), il apparaît que les rédacteurs de ce texte ont envisagé, outre l'insoumission, d'autres infractions militaires, par exemple la désertion, au sujet de laquelle l'extradition proprement dite ne serait donc plus entièrement prohibée.

3. *Quelle position est prise en cas de délits complexes, dans lesquels des infractions de droit commun sont indivisiblement liées à des infractions militaires ?*

La loi du 10 mars 1927 précise dans son article 7 :

« Sous réserve des exceptions prévues ci-après, l'extradition n'est accordée qu'à la condition que l'individu extradé ne sera ni poursuivi, ni puni pour une infraction autre que celle ayant motivé l'extradition ».

Si un militaire étranger fait l'objet d'une demande d'extradition des chefs de meurtre, de vol et de désertion (par exemple parce qu'il a tué le conducteur d'un véhicule pour s'en emparer et désert), cette demande ne sera susceptible d'être agréée par la France qu'en ce qui concerne le meurtre et le vol : l'intéressé, s'il est extradé, ne pourra donc être jugé du chef de désertion. C'est l'application du principe de la spécialité de l'extradition, auquel l'article 26 de la loi du 10 mars 1927 apporte un tempérament en la forme suivante :

« Est considéré comme soumis sans réserve à l'application des lois de l'Etat requérant, à raison d'un fait quelconque antérieur à l'extradition et différent de l'infraction qui a motivé cette mesure, l'individu

» livré qui a eu pendant trente jours à compter de son élargissement définitif la possibilité de quitter le territoire de cet Etat ».

La question posée est en relation directe avec le problème du critère juridique déterminant les délits militaires par rapport aux délits de droit commun, dont l'étude a été faite dans la première partie du rapport (Cf. Les incriminations - domaine des infractions militaires) (1).

En ce qui concerne le délit militaire, c'est-à-dire prévu par le code de justice militaire (ou exceptionnellement par une autre loi militaire), il n'existe pas de difficulté : la qualification pénale militaire entraîne refus de l'extradition. Il en est ainsi même pour les délits présentant une analogie avec des infractions de droit commun, ainsi le détournement prévu par l'article 416 du code de justice militaire (infractions que certains ont cherché à qualifier de délits mixtes).

Lorsqu'une infraction de droit commun, c'est-à-dire prévue par le code pénal ou une autre loi ordinaire, a été commise par un militaire, il est possible de considérer que la situation est complexe. Mais dans ce cas, selon la loi française, il y a lieu à extradition, ce même si l'infraction se trouve de la compétence d'une juridiction militaire.

La loi pénale française constituant le critère auquel il y a lieu de se référer pour déterminer s'il s'agit d'une infraction militaire - ainsi qu'il résulte du pénultième alinéa de l'article 4 de la loi du 10 mars 1927, comme il a été spécifié au paragraphe 1^o de la présente étude -, il est utile de tenter de préciser la solution adoptée, en examinant pratiquement une qualification pénale, dont l'assise des faits peut en elle-même présenter un caractère complexe, du fait que, suivant les circonstances de sa commission ou suivant les conséquences entraînées la peine applicable est prévue soit par le code de justice militaire, soit par le code pénal.

L'article 430 du code de justice militaire dispose que : « les voies de fait envers un supérieur ou une autorité qualifiée exercées par un militaire ou un individu embarqué pendant le service ou à l'occasion du service, même hors du bord, sont punies de la réclusion criminelle à temps de cinq à dix ans ».

Supposons que les voies de fait aient entraîné le décès du supérieur, sans que l'auteur ait été animé d'une intention homicide.

Il encourt, dans ce cas, la peine de dix à vingt ans de réclusion criminelle prévue par le dernier alinéa de l'article 309 du code pénal français.

En effet, l'article 432 du code de justice militaire précise que « si, par les circonstances dans lesquelles elles ont été commises ou par leurs conséquences, les violences prévues aux articles 430 et 431 constituent une infraction plus sévèrement réprimée par le code pénal, elles sont punies des peines que ce code prévoit ».

(1) Recueils de la Société internationale de droit pénal militaire et de droit de la guerre, tome IV, volume 1 p. 293.

On doit conclure que, dans le cas de voies de fait envers un supérieur ayant entraîné la mort de celui-ci sans l'intention de la donner, l'extradition est susceptible d'être accordée par la France, alors que si le décès du supérieur ne s'était pas produit et que la pénalité prévue par l'article 430 du code de justice militaire soit applicable, l'extradition ne pourrait pas être envisagée.

En définitive, lorsque des infractions sont indivisiblement liées entre elles, l'extradition doit être obligatoirement refusée ou peut au contraire être acceptée, suivant que la peine applicable est, ou non, fixée par la loi pénale militaire.

Il est bien évident que les modifications qui interviennent en droit français dans la répartition des qualifications et des peines entre la législation de droit commun et la loi pénale militaire ont automatiquement une influence sur l'extradition.

C'est ainsi que le code de justice militaire institué par la loi n° 65-542 du 8 juillet 1965 ayant intégré parmi les infractions militaires le faux en comptabilité militaire ainsi que son usage (article 414) et le vol chez l'hôte (article 417), au lieu de prescrire, comme l'avait fait la loi du 9 mars 1928, qu'ils figurent dans le code pénal, l'extradition par la France doit être présentement considérée comme impossible pour ces qualifications.

4. *Quelle est l'autorité compétente pour déterminer si une demande d'extradition pour délit de droit commun n'est pas en réalité une manière déguisée de tourner la prohibition de l'extradition pour délits militaires? Est-ce la même autorité (judiciaire par exemple) qui prend aussi la décision de refuser la demande de l'Etat requérant ou de la satisfaire?*

La demande de l'Etat requérant qui poserait le problème envisagé par cette question doit être examinée préalablement par le ministère de la justice qui, s'il s'agit manifestement d'un délit militaire, refusera dès l'abord l'extradition.

Si la chancellerie n'estime pas devoir à priori refuser l'extradition, l'affaire est soumise à la chambre d'accusation de la Cour d'appel compétente pour le lieu où a été découverte la personne dont l'extradition est réclamée.

Cette cour émet un avis favorable ou un avis défavorable à l'extradition.

Dans le cas d'un avis défavorable, le Gouvernement français ne peut que refuser l'extradition.

Dans le cas d'un avis favorable, le Gouvernement français conserve la faculté de refuser l'extradition; chaque fois qu'il décide de l'accorder, la décision revêt la forme d'un décret; il en est de même dans le cas d'une autorisation d'extradition accordée pour certains faits et refusée pour d'autres; le refus partiel est alors spécifié dans le décret.

Le fait qu'il s'agit ou non, d'une demande d'extradition pour délit de droit commun constituant une manière déguisée de tourner la prohibition de l'extradition pour délits militaires est tranché par la même autorité agissant dans les mêmes formes que celles prévues lorsqu'il s'agit d'accorder ou de refuser la demande de l'Etat requérant.

5. *Quel a été, en fait, le nombre d'extraditions requises par un Etat étranger au cours des dix dernières années; le nombre de requêtes satisfaites? Pour quelles infractions militaires?*

Une statistique en cette matière n'est pas tenue et s'avère inutile du point de vue français. En effet, à supposer que des demandes d'extradition aient été formulées en matière militaire, elles ont toutes été rejetées, de plano.

6. *Estimez-vous qu'une dérogation conventionnelle (ou législative) devrait être apportée à la prohibition générale de l'extradition pour délits militaires? Pour quels délits, sous quelle forme?*

Le problème se présente-t-il de manière plus pressante pour le cas de forces intégrées?

Sans rechercher toutes les raisons qui ont abouti à la tradition très ferme, qui exclut les délits militaires du champ d'application de l'extradition, il est nécessaire de rappeler que cette prohibition peut être notamment justifiée par les arguments suivants:

— la perversité dans la commission des infractions militaires est, en général, moins grande que celle qui conduit, à la perpétration des infractions de droit commun;

— la compétence appartient habituellement en matière d'infractions militaires à des juridictions spécialisées, auxquelles l'opinion accorde parfois moins facilement crédit;

— le pays de refuge n'est pas intéressé par la répression des infractions militaires, au même titre qu'il l'est par celle des infractions de droit commun; en effet, l'infraction militaire est liée au maintien de la discipline dans un milieu particulier, en vue d'une mission essentiellement nationale; les autres Etats n'ont pas normalement à apporter une aide à cette mission; en d'autres termes, les infractions militaires ne sont pas en rapport avec les règles du droit naturel, ou du droit des gens; leur répression ne tend pas directement au maintien de l'ordre public mondial; il n'en serait autrement qu'à l'égard des forces armées mondiales ou à vocation mondiale d'intervention, ce qui pourrait être considéré par certains comme réalisé par des forces de l'O.N.U. (sous réserve qu'il ne s'agisse pas de forces nationales mises à la disposition de cet organisme, mais de forces statutaires de l'O.N.U.);

— le passage d'un militaire dans un pays étranger est d'ordinaire considéré comme lui permettant de prétendre à un refuge, dès lors que seuls sont mis en cause ses rapports avec les forces armées auxquelles il appartenait; encore est-il difficile de déterminer si ce dernier point n'est pas plutôt la conséquence que la cause de la tradition de refus d'extradition en matière militaire.

Toutes ces justifications conservent leur valeur. Il est permis toutefois de se demander si, lorsqu'une infraction militaire porte simplement atteinte aux biens de la collectivité, et à fortiori lorsqu'elle préjudicie aux seuls biens d'un particulier, il ne serait pas désirable d'autoriser l'extradition de son auteur, sous réserve que l'acte soit volontaire et qu'il n'ait pas été provoqué par des motifs politiques.

Il en serait ainsi habituellement du vol chez l'hôte.

Une disposition légale modifiant la loi du 10 mars 1927 serait, en France, suffisante.

Quant à l'ensemble des infractions militaires, il semble préférable de maintenir le principe de la non-extradition.

Sans doute ce principe est-il une source de conséquences plus graves au cas de forces intégrées; à l'égard de telles forces la solution paraît devoir être trouvée, non dans des mesures d'extradition proprement dites, mais dans des accords autorisant la remise administrative des militaires en cause, telle qu'elle se pratique déjà réellement, ainsi qu'il va être étudié au chapitre B.

B. La remise de militaires par d'autres moyens que l'extradition

Cette remise est normalement effectuée dans le cadre de conventions entre Etats. Ainsi qu'il a été indiqué, précédemment, cette remise est formellement prévue par l'article 4 de la loi du 10 mars 1927, en ce qui concerne les marins déserteurs de leur bord, et à leur égard, elle trouve son origine dans les ordonnances royales de 1833 (voir chapitre A paragraphe 1°).

Mais ces ordonnances ne pouvaient, à elles seules, créer une telle pratique; celle-ci exigeait, en effet, que les Etats étrangers acceptassent d'appliquer les règles qu'elles avaient adoptées, ce qui entraînait en outre une réciprocité vis-à-vis des marins désertant en France le bord de navires étrangers.

Ce fut notamment le rôle des traités signés par la France le 15 septembre 1846 avec le Chili, le 23 février 1853 avec les Etats-Unis, le 27 juin 1858 avec la Chine. Ces traités disent expressément que l'extradition s'applique aux marins déserteurs, qu'ils appartiennent à la marine

de guerre ou à la marine de commerce; la convention interprétative du 8 novembre 1872 avec l'Italie va dans le même sens.

D'une façon générale, les traités qui concernent des « matelots » ayant déserté « un bâtiment de leur nation » sont l'objet d'une interprétation autorisant la remise des personnels de la marine de guerre aussi bien que celle des marins de commerce.

Par exception, certaines conventions ont limité expressément l'extradition aux marins du commerce, ainsi la déclaration France-Grande-Bretagne du 23 juin 1854.

L'exemple des marins déserteurs, expressément mentionné dans la loi du 10 mars 1927, se rapporte à une pratique internationale vieille de plus d'un siècle.

La remise de militaires a été employée depuis 1945 pour pallier la prohibition de l'extradition, cette fois dans le cadre d'alliances ou de l'assistance technique militaire à d'autres pays.

1. *Y-a-t-il une pratique de remise de militaires étrangers stationnés sur votre territoire, lorsque leur caserne est située sur ce même territoire qui est le vôtre?*

Cette pratique est notamment prévue par la convention ci-après :

Convention entre les états parties au traité de l'Atlantique Nord, sur le statut de leurs forces, signée à Washington le 4 avril 1949, article VII, 5a) :

« Les autorités des Etats de séjour et d'origine se prêtent mutuellement assistance pour l'arrestation des membres d'une force de l'Etat d'origine ou d'un élément civil ou des personnes à charge sur le territoire de l'Etat de séjour et pour leur remise à l'autorité qui a à exercer sa juridiction conformément aux dispositions ci-dessus ».

L'examen de la répartition des compétences juridictionnelles semble dépasser le cadre de cette question.

2. *Y-a-t-il une pratique similaire pour les militaires de votre pays stationnés à l'étranger?*

Cette pratique est notamment prévue par les conventions ci-après :

— annexe à l'accord d'assistance militaire technique entre la République Française et la République Centrafricaine, du 13 août 1960, concernant le statut des membres des forces armées françaises sur le territoire de la République Centrafricaine (art. 1^{er}).

— annexe à l'accord d'assistance militaire technique entre la République française et la République du Congo, du 15 août 1960, concernant le

statut des membres des forces armées françaises sur le territoire de la République du Congo (art. 1^{er}).

— annexe à l'accord d'assistance militaire technique entre la République française et la *République du Tchad*, du 11 août 1960, concernant le statut des membres des forces armées françaises sur le territoire de la République du Tchad (art. 1^{er}).

— annexe à l'accord d'assistance militaire technique entre la République française et la *République de Côte d'Ivoire*, du 24 avril 1961, concernant le statut des membres des forces armées françaises sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire (art. 4).

— annexe 1 à l'accord d'assistance militaire technique entre la République Française et la *République du Niger*, du 24 avril 1961, concernant le statut des membres des forces armées françaises sur le territoire de la République du Niger (art. 4).

— annexe 1 à l'accord d'assistance militaire technique entre la République Française et la *République du Dahomey*, du 24 avril 1961, concernant le statut des forces armées françaises sur le territoire de la République du Dahomey (art. 4).

— annexe 1 à l'accord d'assistance militaire technique entre la République Française et la *République de Haute-Volta*, du 24 avril 1961, concernant le statut des membres des forces armées françaises sur le territoire de la République de Haute-Volta (art. 4).

— annexe II à l'accord d'assistance technique militaire entre la République Française et la *République Islamique de Mauritanie*, du 19 juin 1961, concernant le statut des forces armées françaises sur le territoire de la République Islamique de Mauritanie (art. 4).

— annexe III à l'accord de défense entre la République Française et la *République Gabonaise*, du 17 août 1960, concernant le statut des membres des forces armées françaises sur le territoire de la République Gabonaise (art. 4).

— annexe II aux accords de défense entre la République Française et la *République Malgache*, du 27 juin 1960, concernant le statut des membres des forces armées françaises à Madagascar (art. 1^{er}).

— accords particuliers conclus entre la France et le *Cameroun*, le 13 novembre 1960 - accord concernant l'assistance militaire technique aux forces armées camerounaises - convention sur le rôle et le statut de la mission militaire française au Cameroun (art. 12).

— annexe II à l'accord de coopération en matière de défense entre la République Française et la *Fédération du Mali* et accords annexes du 22 juin 1960, concernant le statut des membres des forces armées françaises au Mali (art. 4).

Ces conventions ont été maintenues avec la *République du Sénégal* par décret n° 61-536 du 17 mai 1961, et avec la *République du Mali*, par décret n° 64-694 du 17 juin 1964.

— Accords de cessez le feu, déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 - Déclaration de principes relatives aux questions militaires - annexe - article 30 - Algérie.

La rédaction des articles visés dans ces accords revêt, dans la plupart des cas, la forme suivante :

« les autorités... ne pourront procéder à l'arrestation d'un membre des forces armées françaises qu'en cas de flagrant délit. Elles en aviseront immédiatement les autorités militaires françaises et remettront l'intéressé à celles-ci dans le délai le plus court requis pour cette remise ».

Dans les accords franco-algériens, l'article 30 est ainsi rédigé :

« En cas de flagrant délit, les membres des forces françaises sont appréhendés par les autorités algériennes et sont remis sans délai aux autorités françaises en vue de leur jugement, dans la mesure où celles-ci exercent leur jugement sur les intéressés ».

— en ce qui concerne les militaires français stationnés dans un pays étranger, membre de l'O.T.A.N., il y a lieu de se reporter à ce qui a été indiqué dans la réponse à la question précédente ; les dispositions réglant les rapports entre Etat de séjour et Etat d'origine sont en effet réciproques, sous réserve de quelques différences de compétence juridictionnelle dues à ce que les législations répressives des pays en cause n'ont pas en général une assise identique.

3. *Y-a-t-il une pratique de remise à la frontière pour les militaires étrangers qui ont commis leur délit dans leur pays et qui se sont enfuis pour chercher refuge dans votre pays ou qui transitent dans le vôtre pour chercher refuge dans un troisième pays ?*

Une telle pratique n'existe pas. Si des militaires étrangers veulent regagner la frontière de leur pays, ils sont laissés libres de le faire.

4. *Statistiques comparées sur ces trois points, s'il est possible.*

La statistique sur le premier point n'a pu être obtenue ; les forces armées étrangères bénéficiaires des remises doivent, du reste, se trouver en possession des éléments réclamés et pouvoir en conséquence fournir toutes indications au titre du second point dans les rapports établis par leur pays.

La statistique sur le troisième point est inexistante, puisque la réponse est négative.

La statistique sur le second point est comprise dans l'état joint.

Conclusion

Les remises administratives viennent pallier la prohibition de l'extradition pour les infractions militaires ; de procédure moins formaliste, elles sont adaptées aux situations particulières qu'elles concernent, mais ne s'appliquent évidemment qu'à des effectifs militaires limités, les autres militaires continuant à bénéficier de la faculté de se réfugier à l'étranger, sans que puisse intervenir une extradition proprement dite.

Etat numérique des militaires français en situation irrégulière, arrêtés par l'Etat de séjour et remis à l'autorité française.

ANNEE	ALGERIE	ALLEMAGNE	CAMEROUN	COTE-D'IVOIRE	HAUTE-VOLTA	MADAGASCAR	NIGER	SENEGAL	TCHAD	TOTAL par ANNEE
1956		0								0
1957		7								7
1958		4								4
1959		5								5
1960		2	0	0	0	0	0	0	0	2
1961		11	0	0	1	6	1	0	0	19
1962		6	0	1	0	3	1	0	0	11
1963		5	0	0	0	11	0	4	0	20
1964		5	0	0	0	6	0	1	0	15
1965		4	1	1	0	4	0	0	0	55
1966		7	0	0	0	3	0	0	0	49
Total général	87	56	1	2	1	33	2	5	0	187 (1)

Note — Les traits transversaux indiquent que, le pays et les armées en cause, la statistique est sans objet, le stationnement des forces françaises n'étant pas réglé, à l'époque, par une convention avec un Etat de séjour.

(1) — dont 44 dans les pays d'Afrique Centrale et Madagascar.

EXTRADITION FOR MILITARY OFFENCES

by

William E. STUBBS
Assistant Judge Advocate General
(United Kingdom)

A. Extradition proper

1. The processes of extradition to and from the United Kingdom are, in the main, governed by the Extradition Acts 1870, 1873 and 1895 and Extradition treaties are made under the authority of those acts.

For an offence to be an extraditable offence it must be an act of a kind which, if committed in the U.K., would be punishable by the ordinary criminal law, and it must not have been an act of a political nature.

Where the extradition of a Briton is obtained from a foreign country under an Extradition Treaty, the Extradition Acts prohibit his being tried for any offences other than those proved on the facts for which surrender was granted and similar safeguards for foreigners surrendered by Britain are embodied in the treaties.

This last restriction does not apply to the Fugitive Offenders Act 1881, which regulates the arrest in one part of the British Commonwealth of fugitives from justice in another part, and their reconveyance for trial. Such a person may be tried for offences other than the one for which he was returned.

2. Under the provisions of the Visiting Forces Act 1952 any deserter or absentee without leave or person suspected of being such deserter or absentee, from the forces of any country to which the Act has been applied by Order in Council, may within the U.K. be arrested and detained just as if he were a person subject to the Army Act 1955 deserting etc. from the British Forces and handed over to the appropriate authorities of that country. The operation of this Act has been extended to certain British colonies.

These powers of arrest etc. can, however, only be exercised in compliance with the request, either specific or general, of the country to which the deserter belongs.

The countries to which the Act has been applied are Belgium, France, the Netherlands, Norway and U.S.A. (1954), Luxembourg, Turkey, Greece, Denmark, Portugal and Italy (1956) and the Federal Republic of Germany (1961). In addition it is by its own terms, applied to member countries of the British Commonwealth.

Since it is difficult to envisage any case where a person guilty of any military offence could be in the U.K., out of the control of his own country's military authorities, without being a deserter or an absentee without leave, and since the Act places no restriction on the terms on which such persons are to be handed over to their country of origin to which the Act applies, these countries should have full powers, when the fugitive is returned to them, to deal with all military offences which he may have committed.

3. A fugitive who considered that his surrender under the Visiting Forces Act was a cover for his being obtained to answer for some non-extradictable offence could apply to the High Court, by writ of Habeas Corpus for his release.

No such case has yet arisen and it is impossible to forecast what the decision of the Court would be, although it seems probable that, if the fugitive succeeded in proving that there was a danger of his surrender being required in order to cause him to answer some charge of a political nature, the surrender would be refused. In other cases it might be arranged through diplomatic channels that his surrender under the Visiting Forces Act should be on condition that he was not to be tried for any non-military offence: very recently however, the House of Lords, in dealing with an application for Habeas Corpus by a person detained under the Fugitive Offenders Act, which deals with persons sought for trial in other parts of the British Commonwealth in respect of offences committed in that part, considered that a court should not be affected by any undertakings as to trial etc. given by any government who were not subject to the control of the court.

4. Where the Visiting Forces Act does not apply, it is a Court of Law, normally a Magistrate, which hears the extradition proceedings and, if satisfied that a case has been made out, makes the order for extradition. From his decision appeal may be made to the High Court on any matter of law or procedure.

5. There is no information about the real number of extraditions requested by a foreign state within the last 10 years.

6. From a practical point of view the Visiting Forces Act procedure seems to work satisfactorily.

The Visiting Forces (British Commonwealth) Act 1933 and associated Commonwealth legislation provides that, where forces from various parts of the Commonwealth are serving together, any officer from any contingent has the same powers of command over members of other contingents as if he were an officer of those contingents.

B. Delivery of military individuals by other means than Extradition

1. Apart from the provisions as to the surrender of deserters, etc., given above, which apply to all soldiers of the countries specified, whether or not there is an actual body of the troops of that country within the U.K., where there is such a body stationed within the U.K. the Visiting Forces Act 1952 empowers them to exercise their own military jurisdiction within their own military courts, subject to certain limitations. Power is also given by the Act for the British service authorities, at the request of the sending country, by general or specific orders, to direct members of the home force to arrest any member of a visiting force who is alleged to be guilty of an offence punishable under the law of that country and to hand him over to the service authority of that country. (Orders under this Act have been made relating to Canadian, New Zealand, South African and Pakistani forces).

2. Separate agreements have been concluded with all countries where British troops are stationed and these vary greatly in the degree of jurisdiction claimed and allowed.

3. Except for the frontier between Northern Ireland and the Republic of Eire, where there is no question of putting military offenders across the border, the border question is one which does not apply to the United Kingdom. There is no practice of handing over foreign soldiers other than in accordance with the statutes set out above, but any foreign soldier arriving in Great Britain without authority, or the necessary documentation (passport, etc.) and means of support would be liable to be refused admission by the immigration authorities and returned to his port of departure.

4. There are no statistics available about these three points.

EXTRADITION FOR MILITARY OFFENCES

by

William B. MORAN

Senior Counsel

(Ireland)

1. Section 12 of the Extradition Act, 1965, (N^o. 17 of 1965) provides as follows :

« Extradition shall not be granted for offences under military law which are not offences under ordinary criminal law ».

2. There is no procedure for the handing over of military offenders to other countries except when charged with civil offences in accordance with the provisions in that behalf of the Extradition Act, 1965.

EXTRADITION FOR MILITARY OFFENCES

by

Aluf-Mishne Meir SHAMGAR (STERENBERG)

Military Advocate General

(Israël)

CONTENTS

1. Extradition — Some general principles
2. Military Offences
3. The Harvard Research
4. Extradition in Israel
 - a) Extraditable Offences
 - b) Procedure
 - c) Agreements
 - d) Military Offences
5. Some reflections on the future prospects of the rule.

**

1. Extradition — Some general principles

Extradition has been defined as the surrender by one nation, of an individual accused or convicted of an offence outside of its own territory and within the territorial jurisdiction of another nation, which, being competent to try and punish him, demands the surrender (1).

(1) FULLER, Ch. J. in *TERLINDEN v. AMES* 184 U.S. 270, 289 (1902); *The Harvard Research in International Law, Extradition*, 29 *American Journal of International Law*, Supplement (1935) (hereinafter referred to as the « Harvard Research ») defines extradition as the formal surrender of a person by a State to another State for prosecution or punishment.

The right of states to demand extradition, as far as it exists, does not derive from any recognised rule of customary international law (2). The principles of international law recognise no right to extradition apart from treaty, i.e. the legal right to demand extradition can be based only on mutual consent, created and defined by bi-lateral or multilateral treaties concluded by sovereign states (3) (4).

Furthermore the prevailing opinion in the United States and Great Britain has been that in the absence of a treaty, the government had no authority to surrender fugitives from foreign justice (5) and as far as Great Britain is concerned (6), there is no such authority in the absence of legislation. In other words the Executive in these countries does not possess unfettered authority to effect the arrest and surrender of the individual whose extradition is demanded and the limits of its authority are laid down and defined by treaty; in some countries, including Great Britain and Israel the power to extradite originates in legislation furnishing the legal basis for the conclusion of treaties and giving effect in municipal law to these treaties (7). Under these systems of law, the treaty may serve as basis for arrest and delivery to a foreign power, only if within the boundaries of the municipal statutory law. Some other countries have neither extradition laws nor specific provisions on this subject matter in their constitution or other legislation and in such cases it is usually left to the Executive to decide, according to its discretion, on the conclusion of extradition treaties or even on the extradition without any treaty.

Statutory provisions dealing with extradition usually specify the crimes for which extradition will be granted (8). Furthermore, no extra-

-
- (2) *FACTOR v. LAUBENHEIMER*, 290 U.S. 276, 287 (1933); League of Nations, *Report on Extradition American Journal of International Law*, Supplement (1926) p. 243.
- (3) *Harvard Research* pp. 51, 222; *Oppenheim's International Law* (8th ed.) Vol. I, sec. 327; O'CONNELL, *International Law*, Vol. II, p. 792; VERDROSS, *Völkerrecht* (5th ed.) p. 646; CLARKE, *The law of extradition* (4th ed.) (1903) pp. 125-128; MOORE, *Extradition and Inter-state Rendition* (1891) c. 2; 4 HACKWORTH, *International Law*, 1-241, (1942).
- (4) The different view of GROTIUS, that states have a duty either to surrender a fugitive to justice of the offended state or to prosecute, appears to have had little support in practice and in the theory as expounded by subsequent writers. *Harvard Research*, p. 41. But see VATTEL, *The Law of Nations*, (1760) Vol. 1. Bk. II, § 76. p. 145; KENT, *Commentaries on American Law* (1896), Vol. I, pp. 47-50.
- (5) But see the U.S. case of Arguelles, who was charged with selling slaves and was surrendered in 1864 by the U.S. to the Spanish authorities without treaty (*I Moore id.* § 27) and the more recent case of INSULL (see *U.S. v. Samuel Insull*, 8 F. Supp. 310 (1934)).
- (6) The same rule applies in Israel. As to Great Britain see CLARKE *op. cit.* pp. 126-128.
- (7) The first country to pass an extradition law was Belgium in 1833.
- (8) In general descriptive terms or by listing the offences.

dition is usually granted if the deed or omission imputed to the person, whose extradition is demanded, is not defined as an offence according to the criminal law of the state which is asked to extradite (9). This principle is known as the rule of double criminality (10). Many extradition treaties include the provision that the extradited individual shall be tried only for the crime or crimes for which his extradition has been asked for and granted or at least for one of those offences specified in the treaty (11). The principle according to which treaties provide against the trial for any offence other than that for which extradition was granted is known as the «principle of specialty».

Many countries refuse to surrender persons accused or convicted of political crimes (12). This tendency has developed since the beginning of the 19th century only; prior to this epoch political offences were in many respects and in contradistinction to the above mentioned modern rule, the main objects of extradition. However the French revolution and subsequent political developments, accompanied by changes of public opinion and its impact on the decisions of both Legislature and Executive, gave rise to the principle of non-extradition for crimes which carry this attribute of «political» (13).

The French constitution of 1793 proclaimed the grant of asylum to persons exiled from their country for the cause of liberty. From this starting point through the heated discussions characterised by Sir James Mackintosh's and Lord Castlereagh's declarations of 1815 and 1816, respectively, on the subject of a certain extradition to Spain, further through Switzerland's determination to grant asylum notwithstanding foreign pressure and till modern times this principle of non-extradition of political

-
- (9) But see *FACTOR v. LAUBENHEIMER*, referred to above.
- (10) The offence need not have the same name in both countries and even not the same elements but it must be criminal under both systems of law: *COLLINS v. LOISEL* 259 U.S. 309, 312 (1922).
- (11) See the Spanish case of *Fiscal v. SAMPER* reported in *Ann. Dig.* 1938-40; *U.S. v. RAUSCHER* 119 U.S. 407 (1886); *U.S. ex. rel. DONNELLY v. MULLIGAN* 74 F. 2d. 220.
- (12) *DEERE*, *Political Offences in the Law and Practice of Extradition*, 27 *American Journal of International Law* 247 (1933); *Harvard Research supra. Oppenheim ibid.* sec. 333.
- (13) The extradition law enacted by Belgium in 1833 was apparently also the first national law expressly prohibiting the extradition of foreign political criminals. France included this rule in her treaties with other countries at least since 1831.
- See also i.a. *Reflections upon the political offence in international practice* by Prof. A. EVANS, 57 *A.J.I.L.*, p. 1 (1963).

criminals gained more and more general recognition (14). In our days this principle is generally accepted in theory and practice i.e. by the majority of text-writers and in the practice of States as manifested in the treaties concluded by them: Extradition treaties concluded during the last hundred years, contain, with few exceptions only, a provision exempting in mandatory or permissive form, political offences from their operation. The same has been expressed in many municipal extradition statutes. The Harvard Research expressed this principle in a permissive form only (15) but many treaties and draft conventions contain provisions phrased in mandatory form, either prohibiting the request by a demanding state or the surrender by the requested state. The same applies to the majority of municipal extradition statutes (16). It is understood that the Harvard Research proposed the permissive form not in order to derogate from the above mentioned recognised principle but only in order to make the draft more adaptable to its mission as a multipartite convention. It is however especially interesting, in anticipation of our later examination of the similar provisions relating to military offences, that the Harvard Research stated in its commentary that «there is no reason why a State should be precluded from surrendering if it so chooses, a person sought for a political offence. It may well be that some states, because of *close association* or because of the *close similarity* of their political institutions would find the extradition of political offenders desirable» (17).

(14) The definition of the term «political crime» has caused some serious difficulties. The main views are: (a) a crime is considered «political» if committed from political motive; (b) a crime is considered political if committed for political purpose; (c) purpose and motive must both be political; (d) only certain serious offences against the State are considered political crimes. See the British case *In Re Castioni* (1891) 1 Q.B. 149 where it was held that in order to prove the political character of a crime it must be shown at least that the act was done in furtherance of, done with the intention of assistance, as a sort of overt act in the course of acting in a political matter, a political rising, or a dispute between two parties in the State as to which is to have the government in its hand. But compare RE KOLCZYNSKI (1955) 1 All E.R. 31; The Harvard Research defined a «political offence» as including treason, sedition and espionage, whether committed by one or more persons and includes any offense connected with the activities of organised group directed against the security or governmental system of the Requesting State and it does not exclude other offenses having a political objective».

(15) Section 5(a) of the Research states: «A requested state may decline to extradite a person if the extradition is sought for an act which constitutes a political offence, or if it appears to the requested state that the extradition is sought in order that the person claimed may be prosecuted or punished for a political offence.»

(16) See for example sections 2(2) and 10 of the *Israeli Extradition Law*, 5714-1954, *supra* Chapter 4.

(17) See also FAUCHILLE, *Traité de Droit International Public* (1922) Tome 1er, n° 464.

2. Military Offences

Concurrently to the rule relating to political offences and to a certain extent deriving from it, there evolved a rule of non-extradition for purely military offences (18).

This rule, which is not as universally accepted as the one in connection with political offences, developed apparently from a rule, more limited in extent, i.e. pertaining only to one particular offence, namely the offence of desertion from military service. Some writers confine therefore, even nowadays, the extent of this rule to military desertion only. Lauterpacht writes for example in Oppenheim's *International Law* (8th ed):

«according to many extradition treaties military deserters are excluded from extradition...» (Vol. I, Section 331, p. 702) and states nothing in relation to military offences generally.

Fauchille (19) starts his analysis on this point also only by referring to desertion. He states that desertion of soldiers is not counted between the extraditable offences. It is considered, so he writes — that this offence, although serious and severely punished is the result of a lesser degree of turpitude than the common offences and arouses therefore less interest in the State of asylum. France, so he states, refuses to deliver up deserters from a foreign army. He furthermore mentions the Brazilian law of 1911 not permitting extradition for purely military offences and the similar Swiss practice. Treaties providing the contrary are rare (20). On the other hand he mentions the usage to extradite deserters from the naval forces, whether from a warship or the merchant navy. This differentiation he explains by interests of navigation because the desertion of a sailor might endanger the safety of the ship (21). According to the opinion of Fauchille extradition of deserters and absentees from conscription is practiced

(18) See inter alia GUGGENHEIM, *Traité de Droit International Public* (1953) Tome I p. 366; VON DER HEYDTE, *Völkerrecht* p. 286; STARKE, *Introduction to International Law* (1963) p. 294; PATEL, *International Law* (1964) p. 123; VERDROSS, *Völkerrecht* (1964) p. 647.

(19) *Traité de Droit International Public*, Tome 1er (1922) p. 1028. FAUCHILLE relies i.a. on V. ALPHAND, *L'expulsion des déserteurs et l'extradition déguisée*, *Rev. de dr. intern. privé*, 1910, p. 35.

(20) The treaties between Brazil and Ecuador of 1853 and between Turkey and Greece of 1855 provided for the extradition of deserters from the army.

(21) Pitt Cobbett's *Cases on International Law* (5th ed.) stated: «Some treaties also exempt from extradition military deserters; but in the case of both these and naval deserters the question of surrender appears to be merely one of comity and mutual arrangement. As regards seamen who have deserted from merchant ships, however, the practice of surrender is commonly approved and followed. Thus, in the case of Great Britain is it now provided by the Merchant Shipping Act, 1894, that where it appears that due facilities are given by any foreign State for the recovery of seamen deserting from British merchant ships in its territory, the Crown may by Order in Council bring into force certain provisions of the Act enabling deserters from merchant ships belonging to such State, when within British dominions, to be apprehended and given up; and such facilities have now been mutually conceded in a large number of instances.» (p. 249).

between allied countries in time of war (22). He admonishes, furthermore that neutral countries should be wary to observe exactly the same rule, i.e. of negating extradition or permitting it, towards both belligerent side; an agreement to extradite deserters ceases therefore to be effective not only in case of war between contracting parties but also in case of war between a contracting party and a third state.

As to military offences other than desertion Fauchille is of opinion, that they should not be extraditable. Furthermore, if a person has committed military offences and common offences, the extradition for the common offence should be granted subject to the condition that he will not be prosecuted for the military offences (23).

Before continuing the examination of the extent and recognition of the above-mentioned practice, we should turn to a preliminary question, namely what were the considerations and interests which gave birth to the rule, be it the more limited one relating to desertion only or the more general one dealing with all purely military offences. The answer to this question is not only of historical interest but might furthermore be of importance while considering the problem of the adequacy of the principle or the justification for its continued existence.

As a first test we should ask ourselves if the rule is an outcome of the relative leniency, from the point of view of the severity of the maximum punishment, with which these offences are regarded. The Harvard Research proposed in its Draft, for example, that extradition should extend only to offences for which the law provides the penalty of death or deprivation of liberty for a period of two years or more. May we assume that military offences generally or desertion were regarded as less severe in the average? The answer must certainly be in the negative; first of all the specific mention of the military offences might have been superfluous in such case; secondly desertion for one is and always was one of the most serious offences: The British Army Act 1955 provides for the punishment of imprisonment (i.e. up to imprisonment for life) for the offence of desertion on active service (section 37); Art. 85 of the Uniform Code of Military Justice states that any person found guilty of desertion shall be punished, if the offence is committed in time of war, by death or such other punishment other than death, as a court-martial may direct. The Soviet Military Code (Article 11) provides for a death sentence or imprisonment for five to ten years in time of war and imprisonment from three to seven years in peace time. These punishment do not represent a change to severity, in comparison with the practice in the late 19th century (which witnessed the rise of the rule as to military offences). On the contrary, we usually witness a process actuated by a tendency to introduce civilian perceptions of penology into military law;

(22) During the first World War agreements of such character were signed between France and Belgium (30th November 1914 and 25th July 1915) and Germany and Turkey (11th January 1917); see also the declaration of France and Italy of 9th March 1916.

(23) *Livre orange néerlandais*, avril 1918 - juin 1919 p. 36.

much the more so, any comparison with punishments prevailing till the middle of the last century (24) brings abundant evidence of the different approach then extant and of the evolutionary process pointed out above. Desertion is certainly one of the most serious military offences but it is not unique in its kind: wilfully disobeying an officer, striking a superior, mutiny or sedition, misbehaviour before the enemy and the like are only further examples of offences, purely military, carrying with them severe sanctions.

Not finding the *raison d'être* of our rule in the sphere of its relative lack of severity in punishment we might turn and examine the difference in mental attitudes or in other words the relative lack of moral depravity in purely military offences. As mentioned above Fauchille explained the rule by pointing to the lesser degree of moral turpitude involved in committing a military offence and inferred hereof the lack of danger to the state of asylum and the lack of interest to extradite in order to suppress crime. We may assume that this proposition is right to a certain degree, but apparently only partly. It certainly may be accepted that refusal to obey orders, for example, does not necessarily prove an inclination to criminality and has quite different sociological implications if compared with murder or larceny, but as may be observed, many treaties depart from the system of listing certain serious offences only as extraditable offences and provide instead for the criterion of the maximum penalty: The Harvard Draft is the most striking expression of the tendency to apply a more general norm instead of listing offences, because it proposed in Article 2 to regard each and every offence providing a possible deprivation of liberty for a period of two years or more as an extraditable offence. This being the approach we must moreover take into consideration that criminal legislation in the modern state, exhibits an everlasting prolificacy and includes offences providing for imprisonment up to two years, which carry with them no greater amount of moral turpitude or social danger than refusal to obey orders of a military superior, but which would be nevertheless extraditable. Even if we make allowance for the proposition that recent trends should not necessarily overshadow the reasonableness of an explanation relating to times passed, i.e. to the period of the rise of the rule, we must take into account that criminal offences lacking salient features of moral turpitude are not necessarily a modern phenomenon. We might therefore deduce that the explanation of Fauchille is plausible but not exhaustive. It seems that the main reason for the acceptance of the specific approach to purely military offences derives from the affinity of military offences to political offences: The purely military offence is connected, inherently, with a certain breach of loyalty to the State, represented towards the individual soldier by his military superiors. Purely military offences, and especially the serious ones and desertion among them, include as a dominant element the expression of unwillingness to obey rules which are vital and fundamental to the safety and for the continued existence of the force defending the State. They feature frequently the abnegation of self-sacrifice or the refusal to relinquish personal claims, interests

(24) WINTHROP, *Military Law & Precedents* p. 431.

and objects in favour of the public interest or demand. Impliedly at least, a person manifests hereby his disinclination to accept the established order in one of the mainstays of the Government and so to serve the State. If this our proposition as to the inherent characteristic of military offences is right, namely if the relative lack of moral turpitude in military offences is entwined with their semi-political character, it is self-explanatory why the rule of non-extradition for political offences found thus its parallel in the same rule as to military offences, i.e. why «the common interest of civilized communities» (25), which is the main motive of surrender, was relinquished in favour of a rule of non-extradition initiated by the tendency of «non intervention» in case of breach of loyalty of an individual towards a foreign State.

The rule, dealt with above, found expression to a varying extent, in many multipartite treaties, draft conventions, bipartite treaties and national legislation.

The treaty of Montevideo (26) one of the first and few multipartite extradition conventions does not mention military offences between the excepted offences, although it mentions political crimes (27) and crimes which imperil the internal and external security of the State, as not affording ground for extradition. The Treaty for the Extradition of Criminals and for the Protection against Anarchism signed in 1902 in Mexico (28) did not exclude military offences but the list of offences did not include military offences (29); in other words military offences were excluded de facto. On the other hand the Agreement on Extradition between Ecuador, Peru, Columbia, Bolivia and Venezuela signed at Caracas in 1911 (30), included in its list of extraditable offences «desertion from the navy and army» as well as mutiny, committed on the high seas.

The Bustamante Code (31) excluded extradition for political offences but did not mention military offences.

The Montevideo Convention of 1933, signed at the Seventh International Conference of American States, stated (32) that extradition will not be granted «when the offence is purely military». Although several reservations were attached to the convention, none was in relation to the question of military offences.

(25) BIRON and CHALMERS, *The Law and Practice of Extradition* (1903) p. 1.

(26) Treaty of International Penal Law entered into by Paraguay, Argentine, Bolivia, Peru and Uruguay on 23rd January 1889; 18 MARTENS; *Nouveau Recueil* (2n ser.) p. 432.

(27) *ibid* ss. 23, 26.

(28) 6 MARTENS, *Nouveau Recueil* (3rd ser.) p. 185.

(29) But «Mutiny or conspiracy by two or more members of the crew» of vessel on the high seas, mentioned in sec. 5(c) can be looked upon as including a military offence.

(30) Harvard Research p. 282.

(31) *Code of Private International Law*, annexed to the Convention adopted at Habana in February 1928. Harvard Research p. 285.

(32) Sec. 3 (f).

The Harvard Research shall be dealt with later, but several preceding Draft Codes need mention: D.D. Field's Outline of an International Code (1876) included a proviso (33) excluding «desertions from or evasions of military and naval service»; offences included in the draft as extraditable were listed and this list did not mention other specific military offences.

The Resolution adopted by the Institute of International Law at Oxford (1880) (34) stated (35) that extradition should not be applied to the desertion of military persons belonging either to the land or to sea forces, nor to purely military offences. The Project for an American Extradition Convention drafted by the International Commission of Jurists at Rio de Janeiro in 1912 (36) stated in Article 4 that extradition shall not be permitted for purely military offences. The same article added however that «the surrender of naval or land deserters shall be optional», i.e. desertion was excepted from these military offences, in relation to which denial of extradition was to be mandatory.

Travers' project for an Extradition Treaty presented in his *Droit Pénal International* of 1922 (37) included a footnote in which the author suggested a peculiar and new norm, namely that fiscal, military, political and religious offences shall or shall not be mentioned in any treaty of extradition, as extraditable offences according to identity or divergence of the conception of these offences in the legislation of the contracting states.

The Draft Extradition Convention approved by International Law Association (38) did not exclude military offences but the offences included were listed and this list did not comprise purely military offences but mentioned mutiny on the high seas. The Model Draft of an Extradition Treaty proposed in 1931 by a subcommission of the International Penal and Prison Commission (39) stated in Article 7 that «Extradition shall not be granted for punishable acts consisting solely of the contravention of military duties». Article 9 added that in the case of a common punishable act, which is at the same time a contravention of military duties extradition shall only be granted provided the military nature of the act is not taken into consideration either in the prosecution or penalty. One may deduce that the provisions of Article 9 intended practically to exclude trial by military tribunals.

As to bi-lateral treaties, most of them list the extraditable offences, and as military offences are usually not included in the list, the non-extradition for military offences can be deduced by implication. Part of them mention the exclusion of purely military offences, expresses verbis, and a treaty including military offences specifically is a rarity (40).

(33) Sec. 215 (3).

(34) *Annuaire de l'Institut de Droit International* (1880), v. p. 127, Harvard Research p. 300.

(35) *ibid*. sec. 16.

(36) *A.J.I.L.* supplement vol. 20 (1926) p. 331-335.

(37) Tome V. pp. 526-530.

(38) *Report of 35th Conference of I.L.A.* (1928) pp. 324-329.

(39) *Harvard Research* p. 309.

(40) See i.a. the *Columbia — Panama Treaty of 1927* (71 L.N.T.S. 409).

At this stage of our analysis, some more detailed mention of the Harvard Research would be worth while.

3. The Harvard Research

In 1925, the law of extradition was studied by a League of Nations Committee of experts and a subcommittee consisting of Professors J.L. Brierly and Charles de Visscher was appointed to report upon it (41). After studying the report of the subcommittee, plenary session of the committee reached the conclusion that the difficulties in the way of a general agreement on this subject were too great for their solution to be realizable in the near future, though such solution « appeared very desirable ». Further research on the subject was organized under the auspices of the Faculty of the Harvard Law School for the purpose of preparing a draft of an international convention.

In 1932 the Advisory Committee of the Research in International Law, proceeding in the above-mentioned framework decided to deal with the law of extradition; the Reporter on the subject was Mr. Charles K. Burdick, Dean of the Cornell Law School (42). The outcome of the work was the Draft Convention on Extradition published in the 1935 supplement of the American Journal of International Law.

The Draft, so has it been stated, represents the collective view of a group of Americans specially interested in the development of International Law, concerning the subjects which may be considered in connection with the codification of international law (43). The subject of Military Offences is dealt with in Article 6 of the Harvard Draft stating :

- « 6 (a) A requested state may decline to extradite a person claimed if the extradition is sought for an act which constitutes a military offence, or if it appears to the requested state that the extradition is sought in order that the person claimed may be prosecuted or punished for a military offence.
- (b) As the term is used in this convention, a military offence is an offence which is punishable only as a violation of a military law or regulation and which could not be punishable as a violation of a civil law or regulation if the military law or regulation did not apply ».

(41) League of Nations Document C. 51. M. 28 1926. v. 20 *A.J.I.L.* (Special Supplement) 1926 p. 243.

(42) As Research Assistants acted V.G. *TERENTIEFF*, Cornell University and Lucien *THARAUD*, New York City.

(43) *A.J.I.L.* (Supplement) 1935 p. 8, 119.

This article is phrased similarly to Article 5 dealing with political offences (44). As stated in the comment accompanying the Draft, the committee was aware of the fact that the majority of treaties examined by the committee did not contain any express provision concerning military offences but most countries (the United States, France and Great Britain among them) entered into treaties containing lists of offences, and these did not include military offences, i.e. they excluded military offences by implication. The inclusion of this article seemed to the committee desirable in view of the general disinclination of states to extradite persons accused of military offences; on the other hand the comment underlined the permissive form of the proposed rule which states that extradition may (not « must ») be declined in the above mentioned circumstances. Moreover one may add that this facultative wording of the proposal creates a possibility of diverging practices by the same State even in relation to the same requesting State, endangering any tendency of uniformity of action. However, if a State does not wish to avail itself of the discretion created by this article it may choose to decline categorically any extradition for military offences by signing the Declaration according to Schedule B of the Draft, which states :

« A state may declare that it will not extradite a person claimed if the extradition is sought for an act which constitutes a political or military offence, or if it appears to the requested State that extradition is sought in order that the person claimed may be prosecuted or punished for a political or military offence and that it will not give consent to such prosecution or punishment of a person who has been extradited ».

The article leaves the decision as to the qualitative distinction nearly entirely to the requested state, empowering it to decide according to the apparent motive of the request and not only according to its formal wording: the requested State may refuse extradition not only if this is sought for an act which constitutes a military offence but also if it appears to the requested State that the surrender is asked for in order that the person claimed may be prosecuted or punished for a military offence. This freedom of determination is obviously the outcome or by-product of the optional character of the decision: In view of the fact that the requested state is free to grant or to decline extradition for military offences, it must also be free to determine itself the preliminary question of whether or not the act is such as would justify the exercise of discretion in granting or declining the request (45).

(44) See note 14 above.

(45) Compare *Harvard Research* p. 111. Article 17 (3) of the Draft provided in this connection that a judicial authority of the requested State shall determine upon an examination of the requisition, the documents submitted by the requesting State, and the evidence offered by the requesting State, or by the requested State, or by the person detained, any issues presented, inter alia, as to the question whether extradition is sought for or claimed for a political or military offence or for the purpose of prosecutions or punishing the person claimed for a political or military offence.

As to the definition of the term « military offence » the draft expressly excludes any offence, which is an offence included in a military code and at the same time, concurrently, a criminal offence defined in the civil law (« civil » as opposed to « military » and not as opposed to « criminal »). Military offence, according to the draft means an offence which is known as such to military law only, or in other words, which could be committed only by a person subject to military law.

The test, therefore, is not if the offence is triable by a court martial or if the person has been in fact indicted or tried before a court-martial. Many military codes provide for the trial by courts-martial of regular criminal offences committed by persons subject to military law (46), because the military authorities are interested in effective control over the behaviour of such persons; moreover from the point of view of the interests of discipline and the education of law-abiding citizens-at-arms many countries consider it difficult to distinguish between purely military offences and criminal offences. It seems that the interests of discipline and of breeding behaviour, becoming a soldier, are regarded as endangered, to a similar extent, whether a soldier hits a military-policeman or assaults a « civilian » police officer. The Draft provides, as explained above, that such criminal offences, triable by court-martial shall not be regarded as military offences for the purpose of extradition. The rule, explained above, leads furthermore to the conclusion that the draft excludes from its definition of military offences not only criminal offences, which can be dealt with by court-martial if the accused is a person subject to military law: The draft excludes, so it seems, even these military offences which are defined specifically in a military code but which, according to the elements constituting them, are similar to existing civil offences: e.g. section 121 of the Military Justice Law of Israel defines the offence of Escape from Custody (47). This offence has its parallel in the offence against section 133 of the Criminal Code Ordinance, 1936 (48) called *Escape*, i.e. the act of escape from arrest (following the committal of a military offence) would be punishable as a violation of the civil law if the military law did not apply and therefore according to Article 6 (b) of the draft such offence could not be considered as a « military offence », although being one of the military offences according to the definition and meaning of this term for the purposes of the Israeli Military Law (49). The same would be true e.g. in relation to Articles 118, 119, 120 etc. of the U.S. Uniform

(46) See inter alia ss. 14, 15 of the *Military Justice Law of Israel*; section 70 of the *British Army Act, 1955*; section 134 of the *U.S. Uniform Code of Military Justice*; § 9 of the *Soviet Military Code of 1953*.

(47) s. 121: « A soldier who, being in the lawful custody of the Army, escapes or attempts to escape therefrom, before being released therefrom is liable to imprisonment for a term of two year ».

(48) s. 133: « Any person who, being in lawful custody for any criminal offence escapes from such custody etc. », « offence » means any act, attempt or omission punishable by law.

(49) Section 1 of the *Military Justice Law, 1955* defines « military offence » as « an offence under Part Two ». (Part Two includes the definitions of military offences and section 121 is among them).

Code of Military Justice, section 45 of the British Army Act 1955 or Articles 115-128 of the Swiss *Militärstrafgesetz of 1927*.

It is generally accepted that the burden of proof is on the requested state when the issue of military offence is raised (50).

4. Extradition in Israel

a) Extraditable Offences.

The legal provisions relating to the extradition of a person staying in Israel, are included in statutory law: The Extradition Law, 5714-1954 (51) states its basic rule in its first section which stipulates that a person who is in Israel shall not be extradited to another State except under that law and according to its provisions.

Section 2, also including basic statements of the main legal principles applicable, provides that a person may be extradited if the two following cumulative conditions have been complied with:

- (a) an agreement providing for reciprocity as to extradition of offenders exists between Israel and the State requesting his extradition, and furthermore;
- (b) he is accused or has been convicted in the requesting State of an offence of a non-political character and which, had it been committed in Israel would be one of the offences set out in the Schedule to the law (hereinafter referred to as « extradition offences »).

The law does not define the term « political offence » or the term « offence of non-political character »; in the absence of judicial decisions we can therefore only assume that the court will tend to apply the same varied and often contradictory criteria, applied by foreign national courts in this matter (52), but as we know no satisfactory and generally ac-

(50) *In Re Ezeta* (1894) 62 Fed. Rep. 972. But see Deere (note 12) p. 259 where it is asserted that the burden of proof in Swiss law, in relation to the political character of the offence is on the person claimed.

(51) Published in *Sefer Ha-Chukkim* (Official Gazette containing principal legislation) No. 163 (1st September 1954) p. 174. The Bill and an Explanatory note were published in *Hatzaot Chok (Bills)* 192, 5714-1954, p. 88. An English translation was published in the *Laws of the State of Israel* (hereinafter referred to as « L.S.I. ») Vol. 8 p. 144; Amendments: *Sefer Ha-Chukkim* 196, 1956, p. 28; *Sefer Ha-Chukkim* 458, 1965, p. 182. This law replaced the provisions on extradition included in the Extradition Ordinance, 1926 (*Laws of Palestine, I*, p. 677) which were in force till then. The Ordinance of 1926 did not include any stipulation as to military offences but provided, on the other hand, that a fugitive criminal shall not be surrendered if the offence in respect of which his surrender was demanded was one of political character.

(52) The ruling of DENMAN J. in *Re Castioni* (1891) 1 Q.B. 149 is apt to be of persuasive value. The only case where the question of a political offence arose

ceptable definition of a political offence has been found yet and the Harvard Draft, has naturally only the standing of a proposal. It remains therefore only to be added in conclusion that «the question whether a particular act comes within that category (i.e. of political offences) is preëminently circumstantial», as stated by Judge Moore (53) (54).

The Schedule of the Extradition Law enumerates the following offences as extradition offences :

(a) every offence for which the death penalty or imprisonment for a period exceeding three years may be imposed but except :

- (1) an offence with which a person can only be charged if at the time of committing it he is a soldier within the meaning of the Military Justice Law of Israel ;
- (2) offences under section 85 (preventing or obstructing the making of notification to rioters to disperse) and 181 (bigamy) (55) of the Criminal Ordinance, 1936 (56) ;
- (3) offences under the Penal Law Revision (Assault on Police Officers) Law, 5712-1952 (57) or under any of the laws specified in the Schedule to the Prevention of Profiteering and Speculation (Jurisdiction) Law, 5711-1951 (58).

(b) an offence the penalty for which is lighter than above specified and which is an offence under the Penal Revision (Bribery) Law,

in connection with extradition was Cr. A. 2/41, 8. P.L.R. 43 (1941) ABU DOURRAH v. A.G., where the Supreme Court stated :

« Finally it is said that this is a political offence. Under the law of this » country, murder is murder pure and simple, whatever the motives may be » which inspired it. We know of nothing in the criminal law of this coun- » try or of England that creates a special offence called political murder ». It should however be added that these were not extradition proceedings but a criminal appeal of an accused who had been extradited to the Palestinian authorities, on their request.

As to changes in the legal ties between judicial decision in Israel and Britain, in consequence of the establishment of Israel see C.A. 81/55 ; 84/55 ; 91/55 ; 92/55 Kohavi v. Baker, 11 Piskei Din (Supreme Court Judgments) 255, 228 (1957).

(53) MOORE, *Extradition* (1891) vol. I § 208, p. 308.

(54) According to section 8 of the *Crime of Genocide* (Prevention and Punishment) Law 5710-1950 *Sefer Ha-Chukkim* 42, 1950, 137 ; *L.S.I.* Vol. 4 p. 101). notwithstanding anything contained in any other Law, in considering the extradition of a person charged with, or convicted of, Genocide or conspiracy incitement or attempt to commit Genocide or complicity in Genocide, the plea that the offence with which such person is charged, or of which he has been convicted, is an offence of a political character, shall not be entertained.

(55) Now repealed and superseded by *Penal Law Revision* (Bigamy) Law, 5719-1959, *Sefer Ha-Chukkim* 285 p. 144 ; *L.S.I.* vol. 13.

(56) *Palestine Gazette* 1936, Supplement I, No. 652, p. 285.

(57) *Sefer Ha-Chukkim* 94, p. 144 *L.S.I.* vol. 6, p. 49.

(58) *Sefer Ha-Chukkim* 68 p. 40 *L.S.I.* vol. 5 p. 27. The Schedule enumerates offences against financial emergency regulation and economic offences.

5711-1952 (59) or under one of the following sections of the Criminal Code Ordinance, 1936 :

- 88 — Riotously preventing the Sailing of ship ;
- 109B — Oppression by public servant ;
- 100-115 — Corruption and Abuse of Office by public servants (60) ;
- 120-122 — False Swearing, Deceiving witnesses, Destroying evidence (61) ;
- 124 — Conspiracy to defeat justice and interference with witnesses ;
- 140 — Frauds and breaches of trust by public officers ;
- 146 — Insult to religion of any class ;
- 156 — Intercourse by husband with girl under 15 years ;
- 158 — Indecent act without force ;
- 159 — Indecent act committed upon child ;
- 161-163 — Procuration for immoral purposes, procuring defilement of femals by threats etc., keeping of brothel (62) ;
- 166 — Living on earnings of prostitute (62) ;
- 170 — Detention with intent or in brothel (62) ;
- 173 — Woman aiding etc. for gain, prostitution of another woman (62) ;
- 174 — Conspiracy to defile (63) ;

(59) *Sefer Ha-Chukkim* 92 p. 126 ; *L.S.I.* vol. 6 p. 32.

(60) The enumeration of sections 100 to 109 is apparently the result of a scribal error ; sections 100 to 105 include some offences which would not have been included intentionally between extraditable offences (as drunkenness in a public place) and sections 106 to 109 were superseded already in 1952 by the Penal Revision (Bribery) Law mentioned specifically in the Schedule. The explanatory note in the Bill referred only to sections 110-115 a fact which also supports the above mentioned assumption.

The offence against section 113 (False certificates) carries now a maximum punishment of imprisonment for five years (*Sefer Ha-Chukkim* 481, 1966, p. 64) and its specific mention here can therefore now be regarded as superfluous.

(61) An offence of Contradictory Testimony (section 120 A) was added by the legislator in 1965 (*Sefer Ha-Chukkim* 444, 1965 p. 51) and is to be regarded as part of this list because included between sections 120-122.

(62) Now repealed and superseded by Penal Law Amendment (Offences of Prostitution) Law 5722-1962 (*Sefer Ha-Chukkim* 370, 1962, p. 78 ; *L.S.I.* vol. 16 p. 67) ; the maximum penalties are heavier than these for the former offences against sections 161-163, 166, 170, 173 (now five or seven years) and the specific mention of these offences in sub-section (b) has therefore now become superfluous.

(63) Now carrying a maximum penalty of imprisonment for seven years (*Sefer Ha-Chukkim* 481, 1966, p. 64) ; see previous note.

- 185 — Neglecting to provide food for children (64) ;
- 186 — Desertion of children (64) ;
- 195 — Negligent act likely to spread infection or disease ;
- 218 — Causing death by want of precaution or by carelessness ;
- 242 — Failure to supply necessities ;
- 250 — Assault causing actual bodily harm ;
- 261 — Unlawful compulsory labour ;
- 262 — False imprisonment ;
- 270 — Theft ;
- 303-306 — Cheating, Obtaining Credit by false pretences, Conspiracy to defraud, Frauds on sale or mortgage of property (65) ;
- 310 — Receiving property fraudulently obtained ;
- 336 — Forgery (65) ;
- 350 — Imitations of bank notes ;
- 359 — Uttering counterfeit gold or silver coin ;
- 360 — Repeated uttering as in section 359 or possession of several such coin ;
- 363-366 — Uttering counterfeit coin other than gold or silver ; Defacing coin by stamping words thereon ; Uttering foreign coin, medals etc ; Exporting counterfeit coin (66).

b) Procedure.

Where a request for extradition of a person accused or convicted of an extradition offence has been submitted by a foreign state, the Minister of Justice may direct that the person be brought before a District Court in order to determine whether he is subject to extradition. In pursuance of such direction the Attorney General or his representative shall submit to the District Court a petition to declare the person subject to extradition. The Court shall dismiss such a petition submitted to it :

- (1) if the person has been tried in Israel for the criminal act for which his extradition is requested and has been acquitted or

(64) Wording of offences was amended by *Criminal Code Ordinance Amendment Law* (No. 24) 5725-1965, *Sefer Ha-Chukkim* 444, 1965, p. 51.

(65) SS. 303, 306 and 336 were repealed and superseded by *Penal Law Revision (Offences of Fraud, Extortion and Oppression) Law* 5723-1963 (*Sefer Ha-Chukkim* 403, 1963, p. 130, *L.S.I.* vol. 17).

(66) Amended *Sefer Ha-Chukkim* 481, 1966. p. 64.

- convicted or if he has already undergone his punishment for it abroad ; or
- (2) if according to the laws either of the requesting state or of the State of Israel the offence is no longer liable to prosecution, or the punishment imposed for it is no longer enforceable, owing to lapse of time ; or
- (3) if the person has been pardoned in respect of the criminal act in question or has had his punishment remitted in the requesting state ; or
- (4) if there are reasonable grounds for the court to assume that the accusation or the request for extradition arises from racial or religious discrimination ; or
- (5) if there are reasonable grounds for the court to assume that the request for extradition aims at prosecuting or punishing the requested person for an offence of a political character, though prima facie it is not made in connection with such an offence.

If at the hearing of the petition it is proved that the wanted person has been convicted of an extradition offence in the requesting state or that there is evidence which would be sufficient for committing him to trial for such an offence in Israel and that all the other conditions laid down by the law for his extradition are fulfilled, the court shall declare the wanted person — subject to extradition.

The person whose extradition has been decided on by District Court has a right of appeal against the decision of the District Court (67). The appeal has to be submitted to the Supreme Court sitting as a Court of Criminal Appeal, within thirty days from the day of the decision of the District Court. This right of appeal does not derogate from the right of the person whose extradition has been decided on, to apply, either before or after appeal, to the Supreme Court sitting as a High Court of Justice and to ask for relief by way of a writ based on section 7 of the Courts Law, 5727-1957 (68).

(67) The Attorney General has, concurrently, the same right of appeal against any decision of the District Court.

(68) *L.S.I.* vol. 11, p. 157, The Supreme Court sitting as a High Court of Justice deals with matters in which it deems it necessary to grant relief in the interests of justice and which are not within the jurisdiction of any other court or tribunal and in particular and without prejudice to the generality of the foregoing description of the powers of the Court it is competent (1) to order the release of persons unlawfully detained or imprisoned (2) to order State authorities, local authorities and their officials and other bodies and persons performing public functions under the law, requiring them to do or refrain from doing any act in the performance of their functions (3) to make orders directed to Courts, tribunals and bodies or persons having judicial or quasi-judicial powers under the law, other than courts to which the Courts Law applies and Religious Courts, to adjudicate in any particular matter or to continue to adjudicate in any particular matter and to set aside any proceeding held or decision given, unlawfully. In other words, the High Court may grant relief by issuing writs similar to

The declaration of a wanted person as subject to extradition shall become final if the period of appeal has passed without an appeal being submitted or if an appeal has been submitted but has been dismissed.

A wanted person shall not be extradited for an offence punishable with death in the requesting state but not so punishable in Israel, unless the requesting state gives an undertaking that the death penalty will not be imposed on him or that the death penalty which has been or may be imposed on him will be commuted. Furthermore, the law gives full expression to the principle of speciality: a wanted person shall not be extradited unless it has been insured by an agreement with the requesting state, that he will not be detained, tried or punished in that state for another offence committed prior to his extradition. This provision shall not apply if the person left the requesting state after his extradition and has voluntarily returned to it or if he has not left the requesting state within 60 days after being given an opportunity to do so or if the State of Israel has consented in writing to an act as aforesaid against the wanted person; such consent shall not be given unless the person in question has, in his absence, been declared subject to extradition also in respect of the other offence after he has been given an opportunity to be represented in the proceeding aimed at obtaining the declaration. After the declaration of extradition has become final, the Minister of Justice may order the carrying out of the extradition. The validity of the declaration expires if the person is not extradited or transferred outside the boundaries of Israel within 60 days from the day of the declaration or within 60 days of the end of any trial or punishment, undergone by the wanted person for any other offence, whichever date is the later; if there are special circumstances delaying the carrying out of the extradition, the Court may extend the declaration for such additional period as it may determine according to the circumstances proved.

Where a person has been extradited to Israel by a foreign state, he shall not be detained or tried for another offence, or extradited to another state for any offence committed before his extradition, unless that foreign state consents in writing to such an act or he has not left Israel within sixty days after being given an opportunity, subsequent to his extradition, so to do or he left Israel after his extradition and has voluntarily returned to it.

the writs of Habeas Corpus, Prohibition, Certiorari or Mandamus, known to all branches of the Anglo-Saxon system of law. The High Court hearing the application is, however, not a court of appeal on questions of fact and therefore does not review the decision of the judge if there was sufficient evidence before the court to justify committal for trial. The sufficiency of evidence is a question for the District Court and for the Supreme Court sitting as a Court of Criminal Appeal. The High Court will interfere if the crime is not an extradition offence or does not come within the terms of the treaty or if it is of a political character, or where a person is extradited in respect of an offence not specified in the petition (H.C. 112/45; 13 P.L.R. 120).

c) Agreements.

As stated above, one of the basic demands of the law is, that extradition shall be effected only if there exists an agreement between Israel and the state requesting his extradition providing for reciprocity as to the extradition of offenders. Section 21 of the Law provides furthermore that an agreement concerning extradition may stipulate that only part of the offences set out in the schedule shall be extraditable offences in respect of that state. In other words the agreement may only diminish the list of extradition offences, but not add to it (compare the ruling in *Re Arton* (1896) 1 Q.B.D. 509). The agreement cannot derogate from the prohibitions on extradition, provided for in the Law or in the Schedule.

An agreement can include furthermore the following specific terms, notwithstanding that they are not provided for in the Law:

- (1) that a wanted person, detained pending his extradition, shall be released from detention, if a request for his extradition or evidence sufficient for declaring him subject to extradition is not submitted within a period fixed in the agreement; or
- (2) that documents or any other material seized from the wanted person which are or is likely to serve as evidence against him in court shall be surrendered to the requesting state; or
- (3) that the period of validity of a declaration relating to a wanted person who has not been extradited, shall be shorter than the period of 60 days mentioned above.

As stressed above in connection with the permissible special stipulation in relation to extraditable offences, the purpose and effect of such stipulations may be only to decrease the possibility and ability of extradition and not to increase it.

The agreements signed by Israel are for the most part agreements listing the extradition offences (69) (70) and only to a small extent do the agreements apply the norm of the maximum punishment provided

(69) For example the agreement with *Italy* (signed 24th February 1956) published in *Kitvei Amana* (Publication in *Official Gazette* including International Treaties and Conventions) No. 232 (28th April 1957) vol. 7 p. 667; with *Belgium* (signed 23th Juny 1956) *Kitvei Amana* No. 230 (25th April 1957) vol. 7 p. 637; with *Luxembourg* (signed 26th July 1956) *Kitvei Amana* No. 231 (26th April 1957) vol. 7. p. 653; with *Holland* (signed 19th December 1956) *Kitvei Amana* No. 229 (14th April 1957) vol. 7. p. 625; with *France* (signed 12th December 1958) *Kitvei Amana* No. 308 (31th October 1959) vol. 10. p. 379; with *South Africa* signed 18th September 1959) *Kitvei Amana* No. 354 (3th March 1960) vol. 10. p. 649; and with the *U.S.A.* (signed 10th December 1962) *Kitvei Amana* No. 505 (5th December 1963) vol. 13 p. 795.

(70) These lists conform naturally with the framework and limitations laid down in the Schedule to the Law.

for by the Harvard Draft (71) or the even more general norm of renvoi to the statutory provisions of the signatories (72).

d) Military Offences.

In relation to military offences the Law has not adopted the permissive wording of the Harvard Draft but has chosen the alternative presentend in Schedule B of the Draft, according to which states may prohibit categorically any extradition for a purely military offence.

The Law does not mention the term «military offence» and the schedule provides for the non-extradition for military offences by applying a wording which explains and defines itself *expressis verbis* i.e. the Law applies this rule of non-extradition to — «an offence with which a person can only be charged if at the time of committing it he is a soldier within the meaning of the Army Code, 5708» (73).

In other words, the legal possibility of preferment of charges, serves as an indicator, pointing out if the person is subject to military law; but the Law did not intend to extend the rule of non-extradition to each and every offence with which a person subject to military can be charged: it appears that the legislator intended to express in the above wording the aim to exclude from extradition only offences answering the twofold test laid down by the Harvard Research namely that offences precluded from extradition are only offences which are punishable merely as violation of a military law or regulation and which would not be punishable as a violation of a civil law or regulation of the military law or regulation did not apply (74). The definition of the Law cited above answers both tests as it excludes by its wording any offence with which a person not subject to military law can be charged (75).

Part of the extradition treaties concluded by Israel mention the non-extradition for military offences explicitly: The treaty with Italy states in Article 5 that:

«L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée consiste uniquement dans la violation d'obligations militaires».

(71) e.g. The agreement with *Austria* (signed 10th October 1961) *Kitvei Amana* N° 454 (10th July 1962) vol. 13 p. 1.

(72) e.g. the agreement with *Switzerland* (signed 31th December 1958) *Kitvei Amana* N° 309 (13th October 1959) vo. 10 p. 391 and with *Sweden* (signed 10th September 1963) *Kitvei Amana* N° 510 (20th July 1965) vol. 15 p. 25.

(73) Repealed and superseded in 1956 by the *Military Justice Law, 5715-1955 Sefer Ha-Chukkim* 189, 1955, p. 71 L.S.I. vol. 9 p. 183. Section 14 (a) of the Interpretation Ordinance provides that when an enactment repeals and re-enacts with or without modification any provision of any former law, references in any other enactment to the provision so repealed shall, unless the contrary intention appears, be constructed as references to the provision so re-enacted.

(74) Article 5(b) of the *Harvard Draft*.

(75) See chapter 3 *supra*.

The same proviso appears in the treaty with France. The other treaties listing extradition offences (76), including the treaty with the U.S.A., do not contain any special clause in relation to military offences (77) and the exclusion of these from the provisions as to extradition can be therefore deduced only from the fact that the list does not include any military offence proper.

As to the treaties not listing offences:

- (a) the treaty with Sweden provides in section 8: «A person claimed shall not be extradited if the offence in respect of which his extradition is requested is a military offence, provided however that extradition may be granted if such an offence also constitutes an offence under the criminal law of the requested party and in respect of which extradition may otherwise be granted»;
- (b) the treaties with Switzerland and Austria include a provision similar to that included in the treaty with Italy, cited above.

There are naturally no treaties derogating from the rule of non-extradition of military offences as such proviso would be contrary to the express wording of sections 2 and 21 of the Law (78).

5. Some reflections on the future prospects of the rule

A mutual interest in the maintenance of law and order and the administration of justice has led nations to cooperate with one another by surrendering fugitive criminals to the state in which the crime was committed. This common interest of civilized communities has many and manifold motives: it promotes friendly relations with other states, it protects the inhabitants from the effects of the immigration of dangerous elements, it serves as a deterrent against crime and prevents the commission of further crimes by the same malefactor and it furthers the repression of crime as such.

(76) See note 69 *supra*.

(77) The treaty of the U.S.A. with Brazil and Sweden includes such express prohibition (Article V (5) of the *Brazilian treaty* and article V (4) of the *Swedish treaty*). These treaties do not contain any definition of the term «purely military offences» and presumably this wording would be explained as «violations of military regulations and discipline» as defined in the *Brazilian-Belgian treaty* of 1953. As to the treaties of the U.S. generally see also *The New Extradition Treaties of the U.S.* by Prof. Alona EVANS, 59 *A.J.L.* p. 351 (1965).

(78) As to the appropriate legal forum which would decide on the question, if a demand for extradition for a military offence would be produced, see section b (Procedure) above.

As we have seen above — political and military offences have been excluded from this sphere, because other specific motives had overriding influence. This differentiation between common crimes on the one hand and political or military crimes on the other hand has caused various difficulties — be it in connection with the discernment between the above mentioned different classes of offences or be it because of the practical difficulties sometimes caused hereby in the relations of states, especially states carrying on friendly relations with one another. As to the first point: the politization of large spheres of life and the utilization of criminal law for securing and carrying out social and political revolutions — have blurred the boundary line between criminal and political offences in many states (79). This attributes for the recurring difficulties in the uniformity of application of the rules as to political offences. Secondly, the common interest of states did not stop short of the political or military offence; on the contrary, countries having common military interests and sometimes even a common military responsibility were looking for short cuts of the present procedure, i.e. for pragmatic solutions furthering the interests of discipline in allied forces («brevi-manu extradition» (80). In other words, as mentioned above it may well be that some states, because of close association or because of the close similarity of their political institutions would find the extradition of political or military offenders not only possible but even desirable: countries tied by a political alliance might be or are apt to be directly interested in the rendition and punishment of any military offender, who has weakened by his behaviour the common military cause and the common military alertness. The dividing line of interest does not follow in these cases the political boundaries because even these lost some of their importance in cases where a common military defence has been planned and executed. The rise of political and military groupings, we are witnessing, might turn the rendition of a military offender, belonging to the

(79) Yugoslav Refugee (Germany) Case, 54 A.J.I.L. 416, 418 (1960) and see 56 A.J.I.L. 223 (1962). See also the Ktir case of May 1961 (87 Entscheidungen des schweizerischen Bundesgerichts, I, 134).

(80) Compare inter alia: *Acquisition of custody over the International fugitive offender — Alternatives to Extradition* by Prof A. EVANS. *Brit. Yearbook of International Law* 1964 p. 80.

The question of rendition of a soldier without proper extradition proceedings has not arisen in Israel, but the Palestine High Court dealt with this question during the period of the British Mandate over Palestine: in H.C. 71/44 (11 PLR 355) KATZ ex parte NOVIK v. C.O. Polish Forces in Palestine. Habeas Corpus proceedings were started because of the arrest and delivery of a deserter from the Polish Forces by the Palestine Police, without proper proceedings according to the Allied Forces Act then in force in Palestine. The application was dismissed, the Court ruling:

« Provided the Court Martial is properly constituted and provided the accused, » who is before it, is subject to its jurisdiction, the circumstances in which he » was arrested and arrived before the Court are not relevant to the question » of the jurisdiction of the Court ».

The same ratio was applied in C.A. 14/42 (9 PLR 63) Afoune v. A.G. and in the British case of ex parte ELLIOT (1949) 1 All E.R. 373.

armed forces of a military ally, into a reasonable ancillary to the general political and military development; it is not more and not less than an expression of the common responsibility of these military allies for their collective security or even their direct national interest.

Above mentioned specific developments are naturally not applicable to every possible set of circumstances: they are specific to military alliances and therefore they need not bring about far-reaching changes in the existing rule as to non-extradition for military offences. In other words they need not influence the legislative policy of national legislations, if there are no specific common military interests as explained above, but in the sphere of international law they would justify the continued restraint from the creation of hard and fast rules prohibiting categorically any extradition for military offences. The more flexible approach, exemplified by the wording of section 6 the Harvard Draft, which made the non-extradition for military offence facultative and not obligatory should continue to be the more appropriate prototype for any international multi-lateral agreement..

ESTRADIZIONE PER REATI MILITARI

di

Gildo RODI

*Giudice Militari de Sorveglianza**(Italia)*

1. *Il rifiuto dell'estradizione per reati militari è previsto da qualche specifica legge? Quale?*

Non è previsto da alcuna legge, ma è regolato dalle convenzioni internazionali.

2. *Il vostro paese ha concluso delle convenzioni in deroga a questa proibizione? Nel caso di risposta positiva si prega di precisare le convenzioni e le parti contrastanti.*

Non mi risulta.

3. *Quale posizione viene presa in caso di reati complessi nei quali i reati di diritto comune indivisibilmente legati ai reati militari?*

Se, fatta astrazione della violazione della legge penale militare, rimane un reato per cui è ammessa estradizione, questa è concessa. Esempio: insubordinazione con omicidio — fatta astrazione che la vittima è superiore del colpevole, rimane l'omicidio.

4. *Quale è l'autorità competente per determinare se una domanda di estradizione per reato comune non sia in realtà un modo indiretto per eludere la proibizione dell'estradizione per delitti militari?*

E' la stessa autorità che prende la decisione di respingere o di accogliere la domanda dello Stato richiedente?

E' la stessa autorità giudiziaria preposta alla decisione sull'accoglimento o meno della domanda di estradizione e cioè, la Sezione istruttoria presso la Corte di Appello nel cui distretto si trova l'imputato o il condannato (art. 662 CPP).

In casi di richiesta di estradizione di imputato o condannato per reati militari, l'autorità giudiziaria militare (Procuratore generale militare), si rivolge al Ministro della Giustizia trasmettendogli gli atti e i documenti necessari (art. 433 CPMP).

5. *Quale è stato il numero di estradizioni richieste da uno Stato straniero nel corso degli ultimi dieci anni, il numero delle richieste accolte e per quali infrazioni militari?*

Non abbiamo elementi di risposta.

6. *Pensate che una deroga convenzionale o legislativa, dovrebbe essere apportata alla proibizione generale dell'extradizione per delitti militari? — Per quali delitti e sotto quale forma e se il problema si presenta più pressante per i casi di forze integrate.*

Si, specie per le diserzioni, tra paesi legati da un vincolo di alleanza militare.

7. *Consegna di militari, in sostituzione dell'extradizione.*

Non abbiamo dati per rispondere.

L'EXTRADITION POUR DÉLITS MILITAIRES EN DROIT LUXEMBOURGEOIS

par

François GOERENS

Avocat général

(Grand Duché de Luxembourg)

I. *Actes donnant lieu à extradition. Prohibition de l'extradition pour infraction militaire.*

1. La loi du 13 mars 1870 sur l'extradition des malfaiteurs étrangers autorise le Gouvernement à livrer aux Gouvernements étrangers, à charge de réciprocité, tout étranger mis en prévention ou en accusation, ou condamné par les tribunaux des dits pays, pour l'une des infractions énumérées par cette loi et commise sur leur territoire. Parmi les faits pour lesquels la loi permet l'extradition ne figurent pas les infractions militaires.

2. La même loi de 1870 autorise le Gouvernement à conclure des traités d'extradition dans les limites tracées par cette loi. Mais le Luxembourg n'a conclu en tout que deux traités sur la base de la loi de 1870, à savoir, avec la Belgique le 23 octobre 1872, et avec la France le 12 septembre 1873. Des pourparlers engagés avec d'autres Etats il résultait que les limites fixées par la loi étaient trop étroites. Souvent les autres Etats demandaient l'insertion de clauses non prévues par la loi ou l'extension de l'extradition à des infractions non comprises dans la nomenclature légale. De nombreux traités furent ainsi conclus qui déviaient de la loi générale de 1870 et devaient dès lors recevoir la sanction du pouvoir législatif. De tous ces traités bilatéraux conclus par le Grand-Duché, aucun n'a admis l'extradition pour infractions militaires.

3. Ceci n'empêche pourtant pas la possibilité d'accorder l'extradition de militaires étrangers pour des infractions de droit commun prévues par la loi et les traités d'extradition, ces infractions fussent-elles même réprimées par les lois militaires et justiciables des juridictions militaires. Seule reste exclue l'extradition pour des infractions purement militaires, telles que la désertion, l'abandon de poste, le refus d'obéissance, etc. Cependant la question se pose si l'extradition du chef d'une infraction de droit commun réprimée également par la loi militaire dans l'Etat requérant ne doit pas être subordonnée à la condition que cette infraction n'y soit pas punie plus sévèrement que si elle relevait uniquement du droit pénal ordinaire.

II. *Autorité compétente pour accorder l'extradition.*

4. Il appartient au Gouvernement de déterminer si la demande d'extradition est conforme au traité d'extradition, si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée figure parmi les infractions pour lesquelles celle-ci peut être accordée, et si le Gouvernement étranger ne tend pas à obtenir sous le couvert d'une infraction de droit commun l'extradition pour une infraction politique ou militaire au mépris de la prohibition légale.

5. Toutefois le pouvoir judiciaire intervient également dans l'instruction des demandes d'extradition. Son rôle reste cependant purement consultatif. En effet la Chambre des mises en accusation de la Cour Supérieure de Justice est appelée à donner un avis sur la demande d'extradition. Elle le fait après avoir entendu le réfugié, qui peut se faire assister par un avocat. La décision même appartient au Ministre de la Justice, qui la prend après délibération du Gouvernement en conseil. Le Ministre peut refuser l'extradition nonobstant un avis favorable de la Chambre des mises en accusation. Il ne peut l'accorder que de l'avis conforme de la juridiction consultée.

III. *Applications du principe du refus d'extradition pour délit militaire.*

6. Au dix-neuvième siècle, la situation géographique du Grand-Duché, avec des frontières communes avec deux des plus grandes puissances militaires européennes, a mis le Gouvernement luxembourgeois souvent dans l'obligation de prendre une décision quant au sort de déserteurs étrangers réfugiés sur son territoire. Le principe était simple : la désertion n'était pas une cause d'extradition. En conséquence, l'extradition du chef de désertion devait être refusée. Si le Gouvernement étranger demandait l'extradition d'un déserteur du chef de délits de droit commun, il devait prendre soin d'assurer d'avance à l'inculpé l'impunité du chef de désertion. De son côté, le Gouvernement luxembourgeois requis n'accordait, dans ce cas, l'extradition que sous la réserve de l'impunité du délit de désertion. L'extradition, fût-elle volontaire, ne s'étendait pas à la désertion. L'attention spéciale du déserteur réfugié était appelée sur ce point au moment où il signait la déclaration de renonciation aux formalités diplomatiques et judiciaires (1).

7. Une décision intéressante mérite d'être rappelée : le Gouvernement allemand avait demandé en 1888 au Gouvernement luxembourgeois l'extradition, du chef de vol, d'un déserteur bavarois qui, lors de sa désertion, avait soustrait des effets d'uniforme. Or, d'après l'article 140 du code pénal militaire luxembourgeois de 1815, alors en vigueur, le déserteur qui emportait dans sa fuite des effets d'uniforme ne se rendait coupable que de la désertion avec circonstance aggravante, tandis que d'après la législation allemande il se rendait coupable de deux délits distincts, de la désertion et

(1) ULVELING, Extradition, p. 89.

du vol. Le Gouvernement luxembourgeois ne consentit pas à l'extradition du chef de vol parce que ce fait constituait d'après la loi luxembourgeoise non pas une infraction distincte, mais uniquement une circonstance aggravante de la désertion qui elle-même ne donnait pas lieu à l'extradition (2).

IV. *Restitution des effets emportés par un déserteur.*

8. Les effets militaires emportés par le déserteur étaient en pareil cas restitués à l'Etat auquel ils appartenaient. L'usage de restituer ces effets reposait généralement sur la courtoisie internationale. Cependant avec la France le Grand-Duché avait conclu le 19 juin 1858 un arrangement au sujet de la restitution des armes et équipements des déserteurs des deux pays. Il paraît non sans intérêt de reproduire le texte de cet arrangement (3) pour préciser l'objet et l'étendue de l'entraide que ces deux Etats se sont garantis en cette matière :

« Par suite de l'autorisation de S.M. le Roi Grand-Duc, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg a conclu avec celui de France l'arrangement suivant, concernant la restitution des armes et équipements des déserteurs des deux pays :

- 1° Lorsque des militaires du Grand-Duché de Luxembourg ou de la France désertent de leur pays natal pour passer la frontière, les deux Gouvernements saisiront les effets militaires emportés par le déserteur et les restitueront à l'Etat auquel il appartient.
- 2° Seront compris parmi les effets militaires qui devront être saisis et restitués :
 - les armes d'ordonnance ainsi que les effets d'armement de toute espèce ;
 - les chevaux et leur équipage ;
 - les tambours et les instruments de musique ;
 - les effets de grand équipement.
- 3° Resteront exempts de saisie et de restitution les effets d'habillement et de petit équipement, lesquels seront laissés au déserteur pour s'en servir ultérieurement.
- 4° Le gouvernement qui surprendra sur son territoire un déserteur de l'Etat voisin, en donnera immédiatement avis par voie diplomatique à l'autre Gouvernement.

Cette communication renfermera le nom et le signalement du déserteur avec l'indication du corps d'armée d'où il a déserté ; un

(2) ULVELING, *op. cit.*, p. 90.

(3) Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, 1858, p. 141.

état des effets militaires trouvés en sa possession avec indication de ceux qui pourront encore servir et de ceux qui sont usés ou détériorés ; l'énumération des effets d'habillement et de petit équipement qui pourront être laissés au déserteur pour son propre usage ; des renseignements sur les effets d'armement que le déserteur aurait vendus, ainsi que sur le prix qu'il en aurait tiré et sur la personne de l'acheteur.

5° Lorsque, sur la communication susmentionnée, le Gouvernement de l'Etat auquel appartient le déserteur aura demandé la remise des objets saisis ou de quelques-uns d'entre eux, les objets réclamés seront mis à la disposition du Gouvernement réclamant et déposés à Thionville (alors ville frontière entre le Grand-Duché et la France), par les autorités françaises pour les déserteurs luxembourgeois, et à Luxembourg par les autorités luxembourgeoises pour les déserteurs français. Ce dépôt sera fait chez le commandant de place et, s'il n'y en a pas, chez le commandant de la gendarmerie. Il en sera donné un reçu détaillé.

6° Les frais occasionnés par le transport des effets à la place de dépôt resteront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel le déserteur aura été arrêté. Le Gouvernement dont le déserteur est sujet devra les y faire prendre à ses propres frais.

7° Les dépenses faites pour la nourriture des chevaux saisis seront remboursées par le Gouvernement de l'Etat auquel le déserteur appartiendra.

Les autorités et fonctionnaires que la chose concerne sont invités à tenir la main à l'exécution de cet arrangement ».

Cet arrangement a réussi de façon remarquable à concilier les intérêts de l'Etat d'origine du déserteur avec les impératifs humanitaires de ne pas priver le déserteur d'effets dont il avait besoin pour son usage personnel.

V. *Exception au principe de la non-extradition pour délits militaires.*

9. Le principe de la non-extradition à raison d'infractions militaires continue très généralement à prévaloir. Encore la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 l'a consacré, tout en précisant que seulement les infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun restent exclues du champ d'application de cette Convention. Cependant ce principe a subi des exceptions dans le but de garantir l'efficacité d'armées alliées, non seulement en temps de guerre, mais encore en temps de paix.

10. Au début du XIXe siècle, le Grand-Duché de Luxembourg, s'est vu incorporé par les Puissances du Traité de Vienne à la Confédération Germanique. Il fit partie, en sa qualité de membre de cette Confédération, de la convention de cartel, conclue le 10 février 1831, par laquelle les Etats de

la Confédération se sont assurés l'extradition réciproque des déserteurs. L'obligation pour le Grand-Duché de livrer aux Etats allemands les déserteurs, n'ayant résulté que de sa qualité de membre de la Confédération, est venue à cesser du jour où la Confédération a disparu (4).

11. Le 27 juillet 1944, à la veille de la Libération, le gouvernement luxembourgeois, alors en exil à Londres, a conclu avec les Etats-Unis un arrangement en vertu duquel le Luxembourg a reconnu aux juridictions militaires américaines la juridiction exclusive, en territoire luxembourgeois, d'une part, sur tous les membres des Forces alliées, à l'exclusion des membres luxembourgeois de ces Forces servant sous commandement belge ou luxembourgeois et opérant en territoire luxembourgeois, et, d'autre part, sur tout civil non Luxembourgeois au service ou à la suite des Forces alliées. L'arrangement a prévu une coopération entre les autorités militaires américaines et la police luxembourgeoise en vue de l'arrestation et de la remise aux autorités alliées des délinquants et en vue de l'instruction de leurs affaires. Un arrangement analogue a été conclu avec le Royaume-Uni le même jour. Ces arrangements n'ont jamais été publiés au Luxembourg.

12. Le Luxembourg en tant que membre de l'OTAN est partie à la Convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs Forces. Ce n'est qu'à titre exceptionnel que des Forces alliées se trouvent au Grand-Duché pour l'exécution d'un service. Par contre les permissionnaires, surtout américains, y viennent nombreux. Le Luxembourg applique à ces permissionnaires la Convention. Les militaires américains recherchés du chef d'infraction militaire par les autorités militaires américaines et qui se sont réfugiés au Luxembourg sont remis par les organes de la police luxembourgeoise aux autorités militaires américaines sans observer les formalités de l'extradition.

13. Le Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 admet l'extradition pour les infractions aux lois militaires. Ce traité a abandonné le système classique de l'énumération limitative des infractions donnant lieu à extradition et admet dans son article 2 l'extradition pour « les faits punis par les lois de la Partie requérante et de la Partie requise d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins six mois ». L'extradition est dès lors permise pour les infractions militaires réprimées par les deux législations. Le Traité refuse bien l'extradition pour infraction politique ou pour fait connexe à une telle infraction, mais l'article 3, al. 2 du Traité prend soin de dire que la désertion n'est pas considérée comme une infraction politique pour l'application du Traité. Une collaboration très complète entre les Etats du Benelux s'imposait dans le domaine de l'extradition en général « en considération des liens étroits unissant ces pays et notamment de l'abrogation du contrôle des personnes aux frontières intérieures (V. préambule du Traité). L'extension de l'extradition aux infractions militaires se justifie entre ces trois pays qui se trouvent, « quant à la défense nationale, dans une situation qui implique une solidarité inéluctable ».

(4) ULVELING, *op. cit.*, p. 5-6.

VI. *La prohibition de l'extradition pour délits militaires se justifie-t-elle au sein d'une alliance ?*

14. Le système admis entre les pays Benelux ne devra-t-il pas être généralisé ? La Convention européenne d'extradition a fait un premier pas en englobant dans son champ d'application les infractions militaires qui constituent également des infractions de droit commun. Mais entre Etats liés entre eux par un traité de défense l'extradition devra également être accordée pour les délits purement militaires qui ne portent atteinte qu'aux règles de la discipline. En effet toute atteinte à la discipline risque de porter atteinte à l'efficacité de cette armée. Or pareille atteinte portée à l'une des armées coopérant à la défense commune intéresse tous les Etats parties au traité et justifie dès lors leur coopération à l'effet d'assurer la répression de l'infraction commise. Plus l'alliance entre Etats est étroite, plus l'entraide judiciaire qu'ils se prêtent doit être grande. Dans le cas de forces intégrées, cette entraide doit être complète.

EXTRADITION FOR MILITARY OFFENCES

by

ALF MONSEN
Judge Advocate General
(Norway)

A. The properly so-called Extradition

1. *Is the refusal of extradition for military offences sanctioned by law? By which one?*

Extradition of criminals to foreign countries is regulated by Act of 13 June 1908. § 2 forbids extradition for punishable offences which are to be regarded as a purely military offence. In other words, offences which are only dealt with in the military criminal code (§ 2). Concerning other offences covered by the military criminal code the condition for extradition is that the person to be extradited shall not receive heavier punishment than what would be maximum punishment if treated in accordance with our civil criminal code (§ 2, paragraph 3).

The injunction on the extradition has been deviated in the Scandinavian countries and Finland. The Act of 3 March 1961 on extradition of criminals to Denmark, Finland, Iceland and Sweden is now in force in these countries with the exception of Iceland. The Act warrants extradition for prosecution if the punishable offence in the country that desires the extradition (requests) can lead to imprisonment (confinement). Thus it also involves any offence of the military criminal code under same conditions.

2. *Has your country concluded conventions which are affecting this prohibition? If the answer is in the affirmative, please state these conventions and the contracting parties.*

Norway has ratified the European convention on extradition signed 13 December 1957. In article 4 it is stated:

« Extradition for offences under military law which are not offences under ordinary criminal law is excluded from the application of this Convention ».

Concerning the pure military offences only, Norway has not signed any convention giving exemption from the extradition Act of 1908. Such a convention would not be binding in a Norwegian court of law unless the Norwegian Act is amended in agreement with the convention.

For military offences which also come under the civil code — apart from the military connection — the convention of 1957 should apply. The convention, however, gives an opportunity to make reservations before signing the ratification. Norway has done this in consideration of the extradition Act of 1908, § 2, paragraph 3 (see 1 above). Thus there has been no deviation from Norwegian law on this point.

3. *Which position has been taken in case of complex offences where the infractions of the common law are indivisibly connected with military infractions?*

The extradition Act of 13 June 1908 is based upon the understanding that the person to be extradited can only be punished for crime(s) for which he is formally extradited or for which the authorities in question give subsequent consent to. The position is therefore that the extradited person can only be punished for the civil crimes for which he can be extradited and not for the pure military ones. This always applies irrespective of how close the connection is between the crimes in question. For instance that they constitute one punishable offence.

After the Scandinavian extradition Act of 1961 this problem does not exist. The Act has even a provision which warrants extradition for several punishable acts even if the terms are only met for one of them (§ 3, 3).

4. *Which is the competent authority to determine whether a request for extradition for an offence under the general law is not, in reality, a veiled manner to evade the prohibition of the extradition for military offences? Is this the same authority (legal, for instance) who also makes the decisions as to whether the request of a State be denied or granted?*

A demand for extradition must be forwarded through diplomatic channels to the Ministry of Justice which evaluates if the formal conditions are present. In order to prevent evadement the Act demands:

- a) Information about the person's civil relations;
- b) Description of person;
- c) If sentence has been passed (this in original or copy);
- d) Decision by competent authority with the same result as Norwegian seizure or indictment;
- e) Copy of penal clauses to be used;
- f) Proof of persons guilt — valid reasons for suspicion.

If the Ministry of Justice is of the opinion that one should promote the matter, it must forward the matter to the Court of summary jurisdiction which will decide whether legal right for extradition is present.

5. *Which, in fact, was the number of extraditions requested by a foreign state within the last 10 years? The number of requests complied with? For which military offences?*

Norway has no official statistics on demands for extradition of personnel because of military offences.

6. *Do you believe that a conventional (or legislative) derogation should be brought to the general prohibition of the extradition for military offences? For which offences? and under which form? Is the problem more urgent in the case of integrated form?*

Reference is made to the provisions in the Act of 3 March 1961. One should assume that — in the future — corresponding provisions might become a question of interest as concerns extradition to other foreign countries.

B. Delivery of military individuals by other means than Extradition.

1. *Is there a practice to deliver foreign military individuals who are stationed on your territory if their barracks are located on the same territory as yours?*

As concerns Norway there has not yet been extradition of foreign military persons to foreign military authorities.

Agreement between the parties to the North Atlantic Treaty regarding the status of their forces of 19 June 1951 has a provision about handing over to that authority which is to exercise the jurisdiction in accordance with the regulation (Art. VII, par. 5 a). This has not yet been done in practice but the legal right to such handing over is quite clear.

2. *Is there a similar practice which applies to military individuals of your country who are stationed in a foreign country?*

In Gaza it has happened that a Norwegian soldier who has run away to a neighbouring state has been deported and handed over to the U.N. forces.

3. *Does the practice exist to deliver foreign military individuals at the border who have committed their offence in their own country, and who escaped, in order to seek refuge in your country, or who transit to your country, in order to seek refuge in a third country?*

The above practice (procedure) is unknown by Norwegian legal authorities. A handing over across the border completely informally would be clearly illegal as well according to the Act of extradition of 1908 as to the Scandinavian Act of same of 1961.

There are no statistics available about these three points.

EXTRADITION AND HANDING OVER FOR MILITARY OFFENCES

LEGISLATION AND PRACTICE IN THE NETHERLANDS

by

Frits KALSHOVEN, L. L.M.

Lt. cdr (S) R. Neth. N.

(Pays-Bas)

Preliminary observations

1. *Rules in force.*

Prior to attempting to answer the questions raised in the questionnaire, some information should be procured about the structure of the Kingdom of the Netherlands and the legislative processes obtaining in it.

The Kingdom is composed of three parts (called *Landen*, as distinct from the State «Kingdom of the Netherlands» on the one hand, and their regional and local components on the other). These are: Holland, Surinam and the Dutch Antilles. Each of these enjoys a large degree of autonomy, but for the time being they are held together by common interests and by a desire to aid one another in the promotion of their respective particular interests. The relation between the *Landen* is one of equivalence rather than strict equality. This is apparent, for instance, in the organization and staffing of the Kingdom apparatus, where Dutch organs and personnel are dominant.

The régime in question is embodied in the *Covenant of the Kingdom of the Netherlands*, of 29 December 1954. It is in operation as from that date.

In the Covenant, certain matters are designated as matters of common interest, or «matters of the Kingdom» (Art. 3). These must be taken care of in co-operation between the *Landen*, according to a procedure set out in the Covenant (Art. 6ff). As far as legislation is concerned, enactment by Statute — or Order in Council — of the Kingdom is required (Art. 14), unless the law is not designed to govern the issue in either Surinam or the Antilles: in that case the *Land* legislator of Holland is competent (Art. 14 § 3). Thus, in matters of common interest

we may find both Kingdom and Dutch legislation. Furthermore, Kingdom legislation may apply to the entire Kingdom, but it may also be applicable only in one or both of the *Landen* situated in the American hemisphere.

Now, among the «matters of the Kingdom» are the general conditions for the admittance and expulsion of foreigners (Art. 3 § 1 sub *g*), and the extradition (sub *h*). It bears some emphasis that, whereas extradition in its entirety is a matter of the Kingdom, only the *general* conditions of admittance etc. of foreigners are declared to be such a matter. This leaves the *Landen* with the competence to legislate in the latter field, provided the general Kingdom rules in force (if any) are taken into account. On the other hand, legislation concerning extradition always is a subject of Kingdom legislation (with the exception set out above relative to Dutch legislative competence).

As, in order to obtain a complete picture of extradition and handing over for military offences, cognizance must be taken of the legislation regarding both extradition and the admittance and expulsion of foreigners, we find ourselves confronted with a complex set of regulations of different level, which will be set forth according to the territory of application of each regulation.

Kingdom.

Mention has already been made of the provision contained in the Covenant (Art. 3 § 1 sub *g* and *h*). No Act containing general conditions for the admittance and expulsion of foreigners has yet been brought about.

It may further be mentioned that the treatymaking power is reserved to the Kingdom.

Holland.

The basic rules are found in Art. 4 § 2 of the Constitution, reading as follows :

«The admittance and expulsion of foreigners, as well as the general conditions on which treaties regarding their extradition can be entered into with other Powers, shall be regulated by statute law ».

The Acts concerned, in force at the moment of preparing this report, are the following :

- a) the Act of 13 August 1849, *Staatsblad* (or *S.*) 39, relative to the admittance and expulsion of foreigners (amended) ;
- b) the Act of 6 April 1875, *S.* 66, relating the general conditions on which treaties with other Powers can be entered into regarding the extradition of foreigners (amended) ;

- c) the Handing Over (War Crimes) Act, 19 May 1954, *S.* 215, relative to the handing over of persons suspected of grave breaches of the Geneva Red Cross Conventions of 1949.

The Acts referred to under *a.* and *b.* being slightly antiquated, their complete renewal has been initiated. So far, this has resulted in :

- d) a new Foreigners Act, 13 January 1965, *S.* 40, not in force yet, but which may be expected to come into force soon and which then will replace *a.* ;
- e) a draft Extradition Act, introduced in the Second Chamber of the States-General on 21 April 1965 and which has been followed since by a Preliminary Report of the Chamber's Permanent Committee for Matters of Justice and a Memorandum of Reply of the Government (Reports of Proceedings of the 2nd Chamber, Annexes, 1964-65-66, 8054).

Surinam.

Here too the *Land* Constitution contains the basic norm :

« Art. 4. — Extradition of foreigners may only take place by virtue of treaties, taking into account the rules established by Statute — or Order in council — of the Kingdom ».

« Art. 5. — ... Rules regarding the admittance, the settlement and the expulsion of foreigners are established by *Land* regulation, taking into consideration the general conditions for the admittance and expulsion of foreigners referred to in Article 3, Section 1, under *g* of the Covenant ».

The following regulations are in force :

- a) the Extradition Order in Council, 21 September 1926, *Gouvernementsblad* (or *G.B.*) 103, as amended by the Order in Council of the Kingdom, 18 November 1958, *G.B.* 100 ;
- b) the Admittance Order in Council, 13 June 1938, *G.B.* 92 ;
- c) the Handing Over (War Crimes) Order in Council, 16 June 1954, *G.B.* 69.

The Dutch Antilles.

Again, the basic rules are in the *Land* Constitution, Articles 4 and 5, which are identical to those of the Surinam Constitution.

The regulations in force are :

- a) the Extradition Order in Council, 21 September 1926, *Publicatieblad* (or *P.B.*) 61, as amended by the Order in Council of the Kingdom, 18 November 1958, *P.B.* 167 ;
- b) the *Land* Admittance and Expulsion Regulations, 24 April 1962, as amended ; published lastly in *P.B.* 1966, 17 ;

- c) the Handing Over (War Crimes) Order in Council, 16 June 1954, P.B. 115.

Recapitulating, it may be said that :

- the legislation about extradition in force throughout the Kingdom is rather antiquated: a new project has been introduced, designed to replace the existing law in Holland; upon consultation it has become apparent that neither Surinam nor the Dutch Antilles feel any great urge towards a renewal of the Kingdom legislation operative in those *Landen*, and consequently it has been decided that Article 14 § 3 of the Covenant will be applied in this instance;
- the rules as to admittance and expulsion of foreigners in the Dutch Antilles are recent; those in force in Holland are obsolete, but a new Act is about to enter into force; those in Surinam are rather dated;
- the rules concerning the handing over for grave breaches of the Geneva Red Cross Conventions of 1949 are up to date.

As the questions raised in the questionnaire are of practical concern mainly for Holland, we will restrict our answers in the body of the report to the situation as it exists in Holland. In an annex some information will be procured regarding the *Landen* in the American hemisphere.

2. Military offences.

Another point which ought to be clarified beforehand is the significance of the term «military offences» in the context of extradition. First, evidently only offences committed by military persons are envisaged in the questionnaire. Secondly, whatever may be understood by military offences in Dutch law, extradition or handing over «for a military offence» must of necessity mean: for an offence which possesses the character of a military offence — solely or also — according to the legislation of the requesting State.

The war crimes consisting in a grave breach of the Geneva Red Cross Conventions of 1949 are not military offences in the sense of Dutch military law, but this report will take those into consideration nevertheless. While it may be said that insubordination and desertion are the natural *general* military offences, the war crimes referred to are the natural *wartime* military offences. Of course, those crimes can be committed by civilians as well, but military persons will be more often in a position to commit these. And, more important yet, such a crime committed by a soldier possesses more or less the character of a professional delict. Finally, it is not at all improbable that in other legislations these crimes are classed as military offences.

After these preliminary observations we may set about answering the questions. In doing so, we will keep to the order of the questionnaire.

A. The properly so-called Extradition

1. The statutory texts.

The extradition law in force in Holland is based, first, on the principle of enumeration of the extraditable offences, these being defined by reference to the penal legislation of Holland. The list of extraditable offences (contained in Article 2) is very restricted, only a selection of the graver crimes being included.

No *military offences* are included in the enumeration. In the system applied this amounts to a *denial of extradition* for these offences.

A second principle underlying the extradition legislation is that of double incrimination: the act for which extradition is requested, must be punishable under the legislations both of Holland and the requesting State, and this not merely *in abstracto* on the ground of some or other provision of the penal laws applicable to it, but *in concreto* taking into account all relevant circumstances that in accordance with the legislation in force may have an influence on the punishability of the act.

While in the draft Extradition Act, referred to above under Holland(e), the principle of double incrimination has been retained, the system of restrictive enumeration has been abandoned. Instead, subject always to the terms of the extradition treaties in force between the Kingdom and other States (Art 1), extradition will become admissible for any offence punishable by imprisonment of a certain duration (normally a maximum of at least one year) according to the legislation of both the requesting State and Holland. This general rule is subsequently curtailed in several ways, a.o. in Art. 11, reading in part:

«1...military offences not being simultaneously crimes according to ordinary Dutch criminal law ... cannot lead to extradition, unless the contrary has been expressly provided by treaty.

«2...

«3. The provision in § 1 relative to military offences does not apply to extradition to Belgium or Luxemburg».

Thus, extradition even for purely military offences will not be strictly prohibited in future, it being left to the treaty-making authorities expressly to agree on their extraditability. With respect to Belgium and Luxemburg the draft goes even further, simply permitting extradition for all military offences.

As for the grave breaches of the Red Cross Conventions, the legislation in force provides that for those crimes «handing over» is allowed. This «handing over», it should be pointed out, actually is equal to extra-

dition, its motive and procedure being nearly identical to those of extradition (1).

2. Conventions.

The bilateral extradition treaties to which the Kingdom of the Netherlands is a party, all follow the same pattern as the extradition legislation in force: double incrimination, enumeration of extraditable crimes and absence of military offences from this enumeration. In the exchange of notes between the Kingdom and the Federal Republic of Germany restoring the extradition treaty of 1896 into force (1 December 1956, *Tractatenblad* — or *Trb.* — 1957, 7) it is even expressly provided that that treaty is no basis for mutual assistance in cases concerning purely military offences.

Of the more recent multilateral conventions in this field the first to be mentioned is the *European Convention on Extradition* Paris, 13 December 1957, *Trb.* 1965, 9. In this Convention a totally different system is applied: extraditable offences are in principle all « offences punishable under the laws of the requesting Party and of the requested Party by deprivation of liberty or under a detention order for a maximum period of at least one year or by a more severe penalty » (Art. 2 § 1); to this general rule exceptions are made in subsequent articles. As to military offences, it is stated in Article 4 that the Convention *does not apply* to « offences under military law which are not offences under ordinary criminal law ». By implication it *does* apply to offences under military law which are also offences under ordinary criminal law, thus allowing extradition for such complex military offences. This is not compatible with the extradition law in force. As ratification is for the time being only contemplated for Holland and then only after the draft Extradition Act will have gained force of law, no derogation to the legislation in force will actually occur, however.

The Convention not being applicable to purely military offences, the States parties to it retain the power to enter into (bilateral or multi-lateral) agreements regarding extradition for those offences. Neither is this faculty hampered by Article 28 § 2 of the Convention, according to which the parties « may conclude between themselves bilateral or multi-lateral agreements only in order to supplement the provisions of this Convention or to facilitate the application of the principles contained therein », as obviously that Article operates only within the scope of the Convention.

(1) The main difference lies in the circumstance that, according to the Criminal Law (Wartime) Act, 10 July 1952, S. 408, Dutch courts — and namely the military courts — are always competent to take cognizance of such crimes irrespective of the *locus delicti* and the nationality of the accused; in the case of other extraditable offences the chances are that no Dutch court will have jurisdiction with respect to the offence for which extradition is requested. This leads to a difference, a.o. in the designation of the court advising on the request, either for « handing over » or for extradition.

Also in the *Benelux Treaty on Extradition and Mutual Assistance in Criminal Matters*, Brussels, 27 June 1962, *Trb.* 1962, 97, any offence is made extraditable in principle if it is punishable by a certain term of imprisonment (Art. 2: a maximum of 6 months or more), but this time not even the purely military offences are excluded.

More than that, in Article 3, dealing with political offences (and according to which extradition shall not be granted if the offence in respect of which it is requested is regarded by the requested Party as a political offence or as an offence connected with a political offence), it is expressly stated that *desertion* shall not be considered a political offence (§ 2 sub b) (2). So, the admissibility under the Benelux Extradition (etc.) Treaty of extradition for purely military offences is beyond any doubt.

As the Treaty will be ratified by the Kingdom (again for the territory in Europe) only after the aforementioned draft Extradition Act will have gained force of law, no derogation from the statute law in force will arise from it.

As for the relationship between the Benelux Extradition (etc.) Treaty and the European Convention on Extradition, it is clear that the former, being a complete extradition treaty in itself, is incompatible with Article 28 of the European Convention (partly quoted above). On this account the Netherlands Government intends to make a reservation to Article 28, so as to put beyond doubt the validity of the Benelux Extradition (etc.) Treaty (3).

Ratification by the Netherlands Government of the four *Geneva Red Cross Conventions* of 1949 without any previous modification of the extradition legislation in force, would not have resulted in any derogation from it. The articles of the Convention dealing with « handing over » (I: 49; II: 50; III: 129; IV: 146) begin by putting each of the Contracting Parties under an obligation to search for « persons alleged to have committed, or to have ordered to be committed », grave breaches as defined in the next articles, and to bring them before its own courts irrespective of their nationality. They continue:

- (2) In the joint commentary to the Treaty published by the three Governments (*Trb.* 1964, 108), *inter alia* the following is said with respect to Article 3: « Military desertion shall never be considered a political offence. As to other offences against the military criminal code, whether they have a political character or not will have to be judged by the concrete circumstances of each case ». — However, even military desertion may constitute an offence connected with a political offence in the concrete circumstances of the case.
- (3) Explanatory Memorandum to the draft Act approving the European Convention on Extradition, the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters (Strasbourg, 20 April 1959, *Trb.* 1965, 10) and the Benelux Extradition (etc.) Treaty. This draft Act was introduced simultaneously with the draft Extradition Act; Reports of Proceedings, 2nd Chamber, Annexes 1964-65, 8054.

«It may also, if it prefers, and in accordance with the provisions of its own legislation, hand such persons over for trial to another High Contracting Party concerned, provided such High Contracting Party has made out a *prima facie* case».

Evidently such handing over would be inconsistent with the provisions of the existing extradition legislation; handing over *for trial* to another State which has *made out a prima facie case* cannot easily be distinguished from extradition pure and simple, and the grave breaches of the Conventions were not as such included in the enumerative list contained in the said legislation. This would merely imply that The Netherlands would miss the faculty to «hand over» the suspected persons concerned, and consequently would be obliged always to try them before its own courts, however difficult this might be in the circumstances of the case. In order to circumvent this undesirable position, the Handing Over (War Crimes) Act has been brought about, with the result that handing persons over who are suspected of this species of war crimes will be in accordance with the provisions of the Dutch legislation.

Has ratification by The Netherlands of the *North Atlantic Treaty* and/or its membership of *NATO* entailed any derogation from the norm, implied in its legislation, that extradition is not allowed for military offences? More particularly, has it entered into any agreement to the effect that deserters shall be extradited?

The fundamental principle governing the issue is found in Article 3 of the Treaty:

«In order more effectively to achieve the objectives of this Treaty, the Parties, separately and jointly, by means of continuous and effective self-help and mutual aid, will maintain and develop their individual and collective capacity to resist armed attack».

Now, while this general norm evidently does not constitute an express extradition agreement, on the other hand the extradition of offenders against the military law and particularly deserters would be an instance of mutual aid and might also be said to help maintain the capacity to resist armed attack (both as far as sheer numbers are concerned and on account of its potential impact on discipline). Thus, extradition for these offences might be considered one of the many smaller means by which the parties can contribute to the implementation of the quoted general principle. However, extradition is, both nationally and internationally, jealously guarded and strictly regulated, and it may not lightly be assumed that a more or less vague and wide principle expressed in a political instrument like the *North Atlantic Treaty* has the effect of modifying the definite rules concerning that subject.

The most plausible place to look for a more concrete provision relative to the subject at issue would be the *NATO Status of Forces Agreement*, London, 19 June 1951 (*Trb.* 1951, 114). The question whether this Agreement contains such a provision is referred to by S. Lazareff

in his book entitled *Le Statut des forces de l'O.T.A.N. et son application en France* (Paris, 1964). He connects the issue with two articles of the Convention, viz. Articles III and VII (pp. 132 ff and 264, respectively). Both times he points out, however, that the convention refers only to «sending States» and «receiving States» and that the situation of the deserter finding himself in the territory of a third State is not covered by its literal text.

It is not entirely clear what views the author holds with respect to the further solution of the problem in light of the obviously inadequate conventional text. At one place it is suggested that «l'article III paragraphe 4 ne peut recevoir application, mais l'article VII peut être invoqué» (p. 134; it is added that «Il est également possible que, outre la Convention, des conventions d'extradition de type classique existent entre l'Etat d'origine et l'Etat sur le territoire duquel se trouve le déserteur». Evidently; but not, alas, of a kind that favours extradition of deserters; *hinc illae lacrimae*).

At another place, and namely in a discussion of Article VII (dealing a.o. with mutual assistance in the arrest and handing over of members of a force), the author states that a serious lacuna is found here and that Article VII § 5 does *not* apply to deserters found in third States (p. 264). This time he goes on to explain how the problem may be solved in practice. As the suggested solution appears to belong in the domain of expulsion rather than extradition, we will return to it in part B.

The conclusion is that the *NATO Status of Forces Agreement* does no more than the *North Atlantic Treaty* contain an extradition agreement properly speaking, applying to deserters found in the territory of third (that is neither sending nor receiving) States. Hence, it cannot be said that any derogation to the extradition legislation in force in the Kingdom of the Netherlands derives from it.

Summarizing the above, the Kingdom of the Netherlands is a party to a good many bilateral extradition agreements, none of which includes military offences among the extraditable offences enumerated therein. Subsequently it has entered into — or intends to enter into — some agreements which in form or in fact permit extradition for military offences, viz. the *European Convention on Extradition* (but only as far as complex military offences are concerned), the *Benelux Treaty on Extradition and Mutual Assistance in Criminal Matters* (all military offences) and — taking the term «military offences» in the wide sense set forth above — the *Geneva Red Cross Conventions of 1949*.

This does not result in any derogation to the legislation governing the issue, as this has on the one hand been supplemented with «handing over» provisions in conformity with the latter Conventions and, on the other side, it is in the process of being adapted to the former treaties which will only be ratified subsequent to the completion of that process.

Other international agreements which have a bearing on the subject and to which the Kingdom is a party, and notably the *North Atlantic*

Treaty and the NATO Status of Forces Agreement, cannot be said to include an express or even an implied prescription of extradition for military offences, pure or otherwise.

Finally, so soon as the extradition legislation in force will have been replaced by the draft Extradition Act, agreements envisaging extradition for military offences (and applicable to the territory of Holland only, as far as the Kingdom is concerned) will not then derogate to the extradition legislation, the Act expressly permitting the extradition for military offences if an agreement to that effect has been concluded.

3. *Complex military offences.*

No special provisions are contained in the extradition legislation in force with respect to complex military offences, in which ordinary infractions are indivisibly tied with military infractions. The bilateral extradition agreements to which The Netherlands is a party are equally silent on the matter. As the system applied in these instruments is that of limitative enumeration, no extradition can be granted if it is requested for an offence not included in the list, even though it is indivisibly tied with an extraditable offence. On the other hand, if the request is exclusively based on the extraditable offence, extradition may be granted under the customary condition that no charges shall be brought against the extradited person for other offences committed prior to his surrender unless he has been given a reasonable opportunity to leave the territory (the rule of speciality).

To give an example taken from Dutch criminal law: if extradition is requested for larceny (an ordinary offence), it can be granted; a request based on «larceny committed by a military person in a place under his special guard» (a military offence) would have to be turned down; if a case of larceny has in actual fact been committed under the circumstances related in the military code, a request for larceny *sec* is apt to be granted as it is based on the ordinary criminal code, if it may reasonably be expected that the condition referred to will be observed.

As to the draft Extradition Act, this follows the pattern set in the European and Benelux extradition treaties. As we have seen, the European Extradition Convention makes offences under military law extraditable if these are simultaneously offences under ordinary criminal law. The Benelux Extradition (etc.) Treaty even permits extradition for all military offences. In accordance with this, the draft Act does not exclude complex military offences from the extraditable offences (Art. 11; supra sub 1°).

4. *Authority competent to decide.*

According to the Extradition Act in force, the decision whether a request of extradition shall be granted or refused is taken by the Minister

of Justice of the Kingdom (who happens to be the identical person as the Minister of Justice of the *Land* Holland). The Minister takes his decision only after having received the advice of a Court of Justice designated by the Act. Not even the advice *not* to extradite is binding, however. This leaves the full responsibility for the decision in all its aspects with the political authority, and this responsibility includes that of determining whether a request of extradition for an ordinary offence is in fact a disguised attempt to circumvent the prohibition of extradition for military offences.

As pointed out before, granting a request of extradition need not be frustrated by an initial suspicion that the extraditable offence stated in the request merely serves to cover the intention to charge the delinquent, once extradited, with a non-extraditable offence as, e.g., a military offence: it will suffice for the decisionmaking authority ultimately to gain the conviction that the requesting State has given up its earlier intention and, hence, *bona fide* accepts the obligation to comply with the rule of speciality. Extradition will have to be refused, however, if the authority concerned is reasonably convinced that this good faith is lacking.

Under the new legislation as envisaged in the draft Extradition Act, the Minister of Justice is again competent to decide upon requests of extradition (Art. 20, 32) and advice of a Court designated in it must be obtained previously (Art. 23 ff). This advice has taken on a different character, however: it will be a *decision* as to the admissibility or inadmissibility of extradition in the circumstances of the case (Art. 28) and a verdict of inadmissibility will be binding upon the Minister of Justice (Art. 33).

According to the draft text, extradition will be admissible for complex military offences unless these are excluded (expressly or by implication) in the international agreement underlying the request. The position is reversed with respect to purely military offences: those will be extraditable offences only if that is expressly provided in the international agreement. Thus, the situation envisaged in A 4 of the questionnaire is apt to occur with respect to both kinds of military offences under the new law as well.

Now, in the supposition that a correct request of extradition is put forward, based on an ordinary offence and accompanied by reasonably sufficient *prima facie* evidence, it seems a moot point whether the Court advising on the request would have the capacity to hold extradition inadmissible on the ground of a suspicion (or even a strong indication) that the requested person, once surrendered, will be charged with a military offence committed prior to his surrender. According to the draft (Art. 28) the inadmissibility shall be pronounced, *inter alia*, if the Court finds that the request is not capable of being granted. The instances of non-extraditability contained in Articles 9 and 11 (the sole Articles which exclude extradition in a categorical way, not making the exclusion dependent on the judgment of the Minister of Justice) do not include the aforementioned suspicion. On the contrary, application of the rule of speciality is made a con-

cern of the Minister of Justice (Art. 12). Thus it would seem that also under the proposed text the political authority, and not the Court, will decide whether a request of extradition shall be granted notwithstanding initial misgivings as regards the true intentions behind the request on the part of the requesting State.

5. *Number of extraditions.*

No instances have occurred of requests of extradition for military offences, complex or otherwise. This is not very surprising in view of the fact that neither the legislation in force nor the treaties to which the Kingdom of the Netherlands is a party permit extradition for any but the ordinary offences listed in those instruments.

Nor have any persons been «handed over» for trial on a charge of grave breaches of the Geneva Red Cross Conventions of 1949.

6. *Desirability of extradition for military offences.*

From the above it should be clear that the national aspect of the problem of extradition for military offences is about to be solved: so soon as the draft Extradition Act has gained force of law, extraditability of those offences will no longer be contrary to the national legislation.

The situation is different on the international level. Ratification of the European and Benelux extradition treaties deserves first priority. Once that step taken, extradition will be possible for all military offences in the relationship with Belgium and Luxemburg (subject to ratification of the Benelux treaty by those States) and for complex military offences in the relationship with those States parties to the European Convention which have accepted Article 4 without reservation (4).

This a far cry from being a final solution of the issue, however. Extradition for all military offences will continue to be excluded in relation to many States parties to extradition agreements with The Netherlands, however much the possibility of such extradition might be desirable.

The desirability of extradition for military offences (even for purely military offences like desertion) has been expressed in the context of NATO at an early stage. Yet the NATO Status of Forces Agreement does not provide for such extradition, although the inclusion of a provision to that effect would have been obvious. Of course it is realized that at the

(4) Both Sweden and Denmark have made reservations to this Article, Sweden reserving its «right to stipulate that the extradited person may not be penalized in application of provisions relating to offences committed by members of the armed services» and Denmark stating its intention to grant extradition «only provided the extradited person is not convicted under military law».

time France was (not only a party to the North Atlantic Treaty, but also) a member of NATO, and to agree to the extradition of deserters from the French Foreign Legion would certainly have been somewhat embarrassing, a.o. as its mode of recruiting was quite opposed to accepted standards in Europe. However, at the present time this obstacle does not exist any more, and so the moment seems opportune to reconsider the issue as to whether an agreement should be brought about concerning the extradition for military offences as between members of NATO. In order to make this reconsideration we may start with some observations of a general nature.

It should be pointed out first that the issue of extradition for military offences only arises subsequent to the principal acceptance of extradition in relation to a certain State. In this connection it may be of interest to note that the Kingdom of the Netherlands maintains bilateral extradition agreements with some twenty-five States — really a small percentage of the total number of States existing at present.

The fact that in relation to a certain State extradition has been accepted in principle, obviously signifies that sufficient trust is placed in the political, legal and judicial regime in force in that State. In examining the issue of extradition for military offences, we may thus take this confidence for granted.

In the case of two States not bound by any special relationship, no particular strong arguments plead, either, in favour of extradition for military offences, or against it. Evidently it is not extradition of military persons as such that is rejected: they may be extradited for extraditable ordinary offences. Thus, the argument cannot lie in the reluctance of States to contribute to the maintenance of other States' armed forces as far as numbers are concerned. It may be found, on the other hand, in the desire to avoid involvement in other States' methods of maintaining military law and order in their armed forces. This desire, understandable perhaps at an earlier stage, loses much of its significance in relation to those States the military criminal and disciplinary law of which has developed into an integrated part of the body of penal law. Whether in that situation extradition shall be accepted for military offences, seems a matter of political expediency rather than fundamental arguments.

In the presence of a military alliance such as the North Atlantic Treaty an argument in favour of extradition for military offences is added: the allied States have by their very alliance made the political decision to co-operate and to give mutual assistance in the military field towards a common goal. This argument is considerably strengthened if, as in the case of NATO, a peacetime organization is set up as well which, while leaving the national armed forces independent in principle, effects a certain degree of co-operation and even, to a certain extent, integration in the fields of military planning, standards of readiness, exercises, etc. In this constellation the argument in favour of extradition for military offences (and of deserters in particular) becomes compelling indeed.

The State within the territory of which the deserter tries to seek refuge, now has a positive interest in his restitution to the proper authorities and, even, in the possibility of his correction (as this plays a part in the maintenance of discipline in the allied armed force). On the other hand, the prohibition to extradite for such offences may result in the absurd situation that the State finds itself saddled with a deserter who *de facto* is rid of his military duties. The latter situation will of course only occur if no other ways are found of returning the deserter to the armed force where he properly belongs. That such ways and means have in fact been found by, e.g., the Netherlands authorities, will be set forth in part B.

The argument thus put forward in favour of extradition for military offences still has a primarily political character. Accordingly, its strength is likely to vary in direct ratio to the political assessment of the momentary situation by each member State: its view of the value of continued allied military co-operation in light of its particular goals, and in particular its appraisal of the threat of armed attack inherent in the political situation in light of its own means of defence. In this respect it is not inconceivable that at the present time some politicians, in Holland and elsewhere, might find some difficulty in recognizing the urgency of concluding an agreement relative to the extradition for military offences. However, the obvious fact remains that even now direct co-operation between the member States and particularly between their forces is so intensive that the military authorities concerned have come to consider the restitution of deserters, by means other than extradition, a matter of course. In this light the formal exclusion of extradition for such offences seems hopelessly inadequate and in fact obsolete. As, however, it has been kept in force to the present day, it may be observed that the employment of subsidiary means to the same end must needs be a poor solution of the problem from a juridical point of view. This, it may be added, is a juridical and not a political argument in favour of formally agreeing upon extradition for military offences.

Evidently even in a situation like the above arguments may be advanced *against* extradition for military offences. These may be drawn either from the other State's foreign policy or from its internal structure on relevant points, as assessed by the authorities of the State in the territory of which the offender is found. Each of the allied States carries on quite a lot of foreign policy of its own and this may lead to situations of military tension or of actual armed conflict involving one of them and severely disapproved of by another. In such a situation, conceivably the disapproving State would not be eager to extradite deserters in particular or to enter into an agreement providing for such extradition. Since at the moment of preparing this report some of the members of NATO seem to disapprove more or less severely of at least certain aspects of United States policy in Viet Nam, such an obstacle to agreement on the extradition of deserters might actually be present. As for the stand of The Netherlands in this matter, it is believed that no objections against extradition of deserters would be drawn from the political and military involvement of the United States in Asia.

It is a matter of pure speculation whether other situations might arise in which NATO members might become militarily involved in such a way as to provoke the severe disapproval of the Netherlands Government. In that occurrence, agreement on the extradition of deserters would be very difficult to reach, and an existing agreement might well be repudiated (or be quietly disregarded for the time being).

It may be useful to point out that the above situation cannot be met adequately by applying the customary prohibition of extradition for political or connected offences. Desertion (as well as other military offences) may constitute a political offence by virtue of its motive, and in that case extradition must be refused. But it may equally be caused by completely different motives not connected with the political situation in any way, and in these circumstances a State may want to turn down a request of extradition nevertheless, on the ground of its own assessment of the other State's foreign policy.

All in all, at the present time no political objections against the foreign policy of other members of NATO seem to be in the way of agreeing on the part of The Netherlands to the extradition of deserters in particular and for military offences in general.

Next, the *internal* factors should be considered that may stand in the way of extradition for military offences. We already referred to the situation where the method of satisfying the personnel requirements of (part of) a State's armed forces runs counter to human dignity (as interpreted by another State) to such a degree as to create an unwillingness on the part of the latter to retribute to the former State offenders against its military laws and deserters in particular. The same may be true if a State's system and/or severity of repression for military offences is deemed so barbarous by another State as to prevent the latter State from giving assistance to it by way of extradition. We do not have any information at our disposal warranting the suggestion that such conditions would prevail in any of the States members of NATO at the present time.

Another internal factor might be found in the State's attitude with respect to conscientious objectors. This issue ought to be viewed from two angles: that of the human rights and fundamental freedoms, and that of double incrimination. As to the first aspect, this is governed in Holland by the *Conscientious Objections (Military Service) Act*, 27 September 1952, S. 370. Exemption from military service may be granted on the ground of «serious conscientious objections», being «insurmountable conscientious objections against the fulfilment of military service of a person whose religious or moral convictions prohibit him from taking part in any acts of war» (Art. 2).

A person whose conscientious objections find recognition as the result of a procedure set out in the Act, may be compulsorily employed either in a non-combatant job in the armed forces or in a civil job. Non-recognition of the objections entails the objector's enlistment in the ar-

med forces. In the latter instance subsequent desertion may be motivated by the conscientious objections which, though rejected by the competent authorities, are experienced as genuine and insurmountable by the objector. In that case the objections will not constitute a legal ground excluding punishment under the Military Code.

It is self-evident that desertion motivated by conscientious objections is apt to occur in significantly greater numbers if such objections are either honoured to a lesser degree or even completely disregarded by the legislator. If such «conscientious deserters» happen to seek refuge in Holland, it is equally evident that a certain percentage of them would have found recognition as conscientious objectors under the Dutch law. Is this sufficient motive not to extradite them? As to this, we want to advance the following arguments.

In the *Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms*, Rome, 4 November 1950, it is stated that «Everyone has the right to freedom of thought, conscience and religion» (etc.; Art. 9 § 1). This implies that whenever a legislator neglects to take into account even the most fundamental conscientious objections to such of his legislative products as most deeply affect the freedom of conscience, he cannot be said to have implemented his obligation to respect the right to that freedom.

The Dutch Constitution lays an obligation upon the legislator to state the conditions under which exemption from military service shall be granted on the ground of serious conscientious objections (Art. 196). This is equal to saying that under the Dutch Constitution the exemption from military service of recognized conscientious objectors constitutes a fundamental right. This fundamental right may further be said to flow directly from the general right to freedom of conscience granted in the European Convention.

Then, the Netherlands Government intends to make a reservation to the European Extradition Convention (*supra*) to the effect that extradition will be refused if granting the request might have the result that the requested person, having been condemned in his absence, would have to undergo punishment without a previous opportunity to defend himself, as is one of his minimum rights under the Human Rights Convention (Art. 6 § 3 sub c) (5). This brings to light the Government's intention to avoid entering without reserve into international agreements in so far as these might derogate to the human rights and fundamental-freedoms embodied in that Convention.

In consequence, the Netherlands Government might likewise be assumed to refuse to agree to the extradition of deserters without provision (or a reservation) having been made to the effect that serious conscientious objectors would be excluded. Internal political considerations

(5) Art. 2 sub a of the draft Act approving the European Convention on Extradition, etcetera; *supra*, footnote 3.

would also prompt this attitude: the issue of conscientious objections, not only to military service but to all kinds of fundamental public obligations of the citizen, is a cherished subject in our political and parliamentary life and one that is likely to cause waves of profound emotion that might well endanger a Government attempting to ride them in the wrong direction. In other words, the fundamental freedom of conscience is a highly rated and deeply rooted value in the Netherlands (6).

Some other arguments are to the contrary, however. The European Human Rights Convention does not specify the freedom of conscience any further (this in contrast with the very specific right to an opportunity to defend oneself). This leaves the signatory States free to interpret it in accordance with their conceptions of how far this freedom should go in respect of particular issues, as, e.g., military service, and their interpretation may be narrower (or more liberal, for that matter) than the interpretation laid down in the Dutch legislation.

Stronger, one might even imagine a foreign legislator holding the view that conscientious objections ought to be taken into account whenever possible, but definitely not in respect of military service. His reasoning could go along these lines, that the defence of the nation is the most fundamental obligation of every valid citizen as well as his greatest privilege, and that anybody who would feel inclined to express moral or religious objections to that sacred duty would by that very fact become unworthy of the right to call himself a citizen. Obviously a legislator who would be convinced of the validity of this reasoning (which we, needless to say, emphatically reject) might quite legitimately come to the conclusion that provision for conscientious objections against military service ought not to be made.

As to the question whether such more or less fundamental deviations from Dutch convictions, either, ought to preclude the conclusion of an agreement relative to extradition for military offences, or ought to lead

(6) A case in point is the very strong reaction to the sentence pronounced in August 1966 by a Greek military tribunal which saw fit to condemn to death a conscientious objector whose objections were apparently based on his membership of the sect of the «martyrs for Jehova». On appeal, the sentence has been reversed soon afterwards to a four-and-a-half years imprisonment.

The picture is evidently confused in this instance by the intermingling of two factors: the conscientious objections which seem to have been disregarded, and the death sentence. We have the feeling that the latter factor was very important in determining the intensity of the reactions: immediately upon the reversal, the public lost interest in the case.

It should be pointed out that the possibility of death sentences need not be taken into special consideration with regard to extradition for military offences, as it is already provided for in a general way in the draft Extradition Act, Art. 8:

«If, pursuant to the law of the requesting State, the death penalty is attached to the offence for which extradition is requested, the requested person shall not be extradited unless, in the judgment of our Minister (sc. of Justice) sufficient guarantees are available that that penalty shall not be executed if condemnation to death might follow».

to a reservation being attached to such an agreement, it would seem that the sole factor that a human right is involved is not sufficient to arrive at a positive answer. It might be argued, on the one hand, that human rights ought to receive maximum effect whenever an occasion presents itself.

On the other hand, States ought not unduly be interfered with in their legitimate attempts at interpreting the human rights in conformity with their own convictions.

Then, the principle of double incrimination must be taken into consideration in this context. According to it, extradition is out of the question unless the offence is punishable under the terms of the legislation of both States. To determine whether desertion is so punishable, it does not suffice to find that desertion is a military offence in both military codes; it will be necessary also to examine whether other provisions take away the punishable character of the concrete act (double incrimination in *concreto*). Now, it may be argued that a deserter, punishable according to the legislation of his State, would not be punishable in Holland if he is a conscientious objector whose objections would have found recognition here (but, evidently, not in his home country, either because an objections legislation is lacking there, or because it is less lenient than the Dutch legislation). This question might be tested summarily by the Court of Justice which is to advise the Minister of Justice on the admissibility of extradition. Stronger, under the draft Extradition Act (7) it *must* be tested by that Court and its findings will be binding on the Minister: in the Memorandum of Reply of the Government relative to the draft Extradition Act it is stated that the Court which decides upon the admissibility of extradition is exclusively competent to judge the question whether the requirement of double incrimination is met. In consequence, a Court of Justice would be charged with assessing conscientious objections that according to our normal procedure are assessed by a specialized committee of experts. This objection need not weigh too heavily, however, as the Court would not pronounce on the validity of the conscientious objections, but merely on the question whether the *prima facie* evidence is sufficiently strong to make probable that the objections would find recognition here.

There is another side to the question, however. According to Dutch legislation, a certain procedure must be followed in order to obtain recognition of conscientious objections and, hence, exemption from the military service. If a person fails to follow that procedure, or if he does follow it but his objections are turned down, and if subsequently, having been enlisted in the services, he commits desertion, he will be held guilty by the military court without regard for his conscientious objections. In other words, conscientious objections to military service have a certain well-defined place in the Dutch legislation and, while such objections find ample recognition in it, these do not constitute a legal ground excluding punishment for desertion, once committed. Thus, the Court of Justice charged with advising the Minister of Justice on a request of

(7) *supra*, Preliminary observations § 1.

extradition and which in that context has to decide upon the admissibility of extradition in the concrete circumstances of the case, might take the view that application of the principle of double incrimination *in concreto* need not lead to an examination of the question whether according to Dutch legislation the deserter whose extradition is requested would not have come in the position to commit desertion if prior to enlistment he would have pleaded conscientious objections and, hence, would not have been enlisted. It might be argued on the other hand, however, that the principle of double incrimination *in concreto* requires an examination of the question whether, in view of the entire legislation and all circumstances relevant to the case, a concrete instance of desertion would deserve of punishment, not only in the eyes of the foreign legislator, but also in Dutch eyes. In that reasoning the conclusion might be that a desertion which could not even have occurred here, cannot deserve of punishment either.

All in all, none of the arguments advanced are completely conclusive in themselves in one direction or the other. The combination of the arguments developed regarding the character of conscientious objections as human rights and the principle of double incrimination results in a certain prevalence of the idea that conscientious objections ought to find a place in an agreement relative to extradition for military offences. This leads to the following reply to the question put: We believe that on political and juridical grounds an agreement is desirable pertaining to extradition for *all military offences* in principle as between the NATO-partners. If this is accepted in principle, we see no reason why the conclusion of such an agreement should be frustrated by differences of opinion regarding conscientious objections to military services. On the ground of the particularly strong convictions with respect to freedom of conscience prevailing in Holland, we believe that the Netherlands Government and Parliament would attach much value to a clause in such an agreement, making extradition inadmissible if the requested person would have been a recognized conscientious objector according to the legislation of the State where he finds himself. If no such clause might be attained, an express reservation to the same effect seems probable on the part of the Netherlands Government. The possibility cannot be excluded, however, that no express reservation would be made on the ground that the principle of double incrimination already leads to the same result.

Finally some remarks should be made about the (admittedly rather academic) question of the impact of integration of the armed forces on the issue under discussion.

In the supposition of a full-fledged integration of the armed forces attended with the creation of the necessary central (or «supranational») authority clad with, *i.a.*, direct jurisdictional powers with respect to the members of the integrated force, the classical problem of extradition does no longer exist. The national decision of whether or not to grant a request of extradition for a military offence is superseded by the supranational decision to prosecute; that decision will be binding on the national autho-

rities of the member State in the territory of which the accused is found and it will entail their obligation to co-operate in bringing him before the competent court (which may be a non-national military court of the integrated force, or a national court). We fail to see how a real integration of the armed forces could be accomplished without entailing this consequence, particularly as regards military offences: integration of the armed forces must needs be accompanied with the creation of a supranational military code applicable to all members of the integrated force irrespective of nationality or residence, and the application thereof by the competent supranational authority cannot be reconciled with the interstate procedure of extradition. This leaves, of course, the possibility of State jurisdiction as to ordinary offences, and problems of extradition might still occur in that respect. Those are outside the scope of this report, however.

Any lesser degree of « integration » of the armed forces, either without a supranational authority competent to take binding decisions concerning the prosecution of members of the force suspected of offences against the supranational military code, or without such a code, to our mind does not really deserve of that name: it remains a form of co-operation between essentially independent armed forces, and the problems with respect to mutual assistance in the repression of military offences remain as set forth above.

As to integration in the true sense of the term, the conclusion is that no problem of extradition for military offences will subsist, as supranational decisions will take the place of interstate mutual assistance.

This section may be summarized as follows:

While the extradition legislation in force in Holland bars extradition for military offences, the draft Extradition Act is not opposed to it.

On the international level, the desirability of extradition for all military offences has been acknowledged between the Benelux partners. The issue has been expressly left aside in the European Extradition Treaty.

The North Atlantic Treaty does not contain a provision amounting to an extradition agreement, though it is not opposed to it either. In the NATO Status of Forces Agreement the issue has been left aside again. This is surprising, as the desirability of extradition particularly of deserters had been realized by the authorities concerned already at an early date. Whether this desirability subsists at the present time and whether it is sufficiently evident to bring the NATO partners to an agreement on the issue now, is a matter of political assessment. Political arguments derived from one or another partner's foreign policy may militate against such agreement, but it is believed that The Netherlands would not advance arguments of that nature at the present time. Nor do arguments against extradition for military offences arise from the internal structure of the NATO partners: neither their methods of recruiting nor of maintaining

law and order in the armed forces appear to be contrary to human dignity, and as to conscientious objections against military service a special clause or a reservation would be sufficient to meet the objections of those in Holland who would find unacceptable the extradition of « conscientious deserters » to a State the legislation of which is not in accordance with the norms obtaining here.

No matter how the desirability of extradition for military offences as between NATO members may be assessed politically, it is accentuated by the juridically unsatisfactory nature of the present situation: while extradition for those offences is prohibited, other methods are applied that amount to the same thing and that are considered both correct and necessary by the military authorities concerned.

Finally, while integration of the armed forces seems hardly a pressing issue as far as Holland is concerned, it may be observed that it would solve the problems of extradition for military offences by substituting a supranational competence to prosecute for the State power to grant or refuse requests of extradition.

B. Delivery of military individuals by other means than Extradition

1. Practice in the territory of The Netherlands.

Military persons of several foreign States are stationed in Holland at the present time. They may be divided into two main categories, viz. those present here on the basis of NATO arrangements and those present on a different basis.

Forces of the first category belong to the armed services of the United States of America and the Federal Republic of Germany, respectively. The status of their members is governed by the NATO Status of Forces Agreement, *supra*. In it, the issue of handing members of these forces over to the proper authorities is dealt with in Article VII, § 5, *sub a* :

« The authorities of the receiving and sending States shall assist each other in the arrest of members of a force... in the territory of the receiving State and in handing them over to the authority which is to exercise jurisdiction in accordance with the above provisions ».

This is a reciprocal undertaking, as the « authority which is to exercise jurisdiction » may be an authority either of the receiving or the sending State. However, we are concerned here with one side only, viz. handing over to the authority of the sending State. Now, from the quoted provision it is evident that in respect of the forces of the U.S.A. and West Germany The Netherlands is under an obligation to have its authorities hand members of these forces over to their own authorities present in our territory, whenever these are to exercise jurisdiction. In order to implement this obligation, it is provided in the Act approving the Agreement (Act of 7 August 1953, S 438; Art. 3) that:

«1. If a suspected person is subject to the exclusive jurisdiction of the sending State, or if that State has the primary right to exercise jurisdiction, or if The Netherlands, in accordance with Article VII, § 3, sub c of the Agreement approved by this Act, has decided not to exercise jurisdiction, that person shall, if he is taken into custody or kept in custody by Netherlands authorities, be handed over to the military authorities of the sending State as soon as possible» (8).

Practice is in accordance with the above conventional and legislative provisions.

It seems worth while to probe somewhat deeper into the nature of the above situation and to examine where it differs from extradition. In the case of extradition, a State uses its territorial sovereign powers in order to bring a foreigner, found in its territory, within the reach of another State so that the latter State may in turn exercise its own territorial powers in regard of that person. In the case of handing over within the territory to the authorities of another State, the State voluntarily waives the right to exercise its territorial powers and suffers that within its territory power is exercised by the other State, however.

This is not an ordinary situation at all, States generally being very careful in warding off encroachments on their territorial sovereignty that would result from the exercise within their territories of other States' powers. A case in point is the repugnance of States to admit foreign armed forces.

If, however, in spite of this repugnance a foreign force is admitted, this necessarily entails certain consequences. Thus, it involves the recognition of a right on the part of the sending State to exercise its power of command with respect to the members of the force in the territory of the receiving State. It does not automatically follow that the authorities of the force are entitled to exercise their jurisdictional powers in the criminal and disciplinary field as well, however. This matter may be settled by special agreement between the sending and receiving States.

The solution of the latter jurisdictional problem, reached between the members of NATO and embodied in the NATO Status of Forces Agreement, is common knowledge. So, we need only recapitulate that on the basis of a careful distribution of jurisdictional powers between receiving and sending States it comprises a limited acceptance of the exercise of

(8) In paragraphs 2-4 of the Article, provision is made for an appeal on the part of the suspected person. He may plead « that he is not the wanted person, or that he is not subject to the jurisdiction of the foreign State as described in the preceding paragraph » (sc. § 1). The appeal can be ruled on by the examining magistrate, « unless he holds that the suspected person is not subject to the jurisdiction of the sending State » : in that case the matter is referred to the Minister of Justice.

Furthermore, a time is fixed in these paragraphs within which the suspected person must be taken over by the military authorities of the sending State : four days of the beginning of his custody or of the final rejection of his appeal.

jurisdictional powers on the part of sending States in the territory of receiving States.

Now, it bears some emphasis that the provision quoted above regarding the handing over of members of a force prescribes such handing over only if the authorities taking them over *have power to exercise jurisdiction*. This leads to the conclusion that in this Agreement the issue of handing over within the territory, far from playing an independent role as a problem of the waiving of territorial powers, is merely subsidiary to the wider jurisdictional issue.

Needless to say, the difference outlined here between extradition and handing over is not the only one. For some further observations we refer to section B 3 of this report.

As regards the category of foreign military stationed in The Netherlands not on the basis of NATO arrangements, we exclude from our report those with a diplomatic or similar status, as they obviously are outside the question.

This leaves the members of the Belgian navy who, pursuant to bilateral arrangements, follow military training courses in Holland. In the course of their training program they may be attached to naval training establishments as, e.g., the Royal Naval Academy, or serve on board Dutch warships. As regards power of command and jurisdiction, practice is as follows.

During their stay, they are subordinate to the Dutch officer in command of the training establishment or man-of-war. They are also subject to the Dutch disciplinary system, but only to a certain extent : close arrest and lesser punishments may be inflicted on them, by the Dutch authority ; the officer-candidates attached to the Royal Naval Academy are liable to the domestic punishments obtaining there as well. Should a Belgian trainee become culpable of an offence that cannot satisfactorily be met with the aid of the disciplinary means at the disposal of the Dutch commanding officer, the matter is referred to the naval authorities in Belgium, who then may take the necessary steps which may include removal from the training. Any punishment inflicted on a Belgian military person must be reported by the commanding officer : the report is destined ultimately to come into the possession of the Belgian military attaché in The Hague. Practice is slightly different as regards the officer-candidates attached to the Royal Naval Academy : punishments inflicted on one of them will be reported only if the total amount of his punishments as well as the nature of the offences committed raise doubt as to his ability to become an officer. In that case a report is made to the naval authorities in Belgium. No reports concerning the Belgians attached to the Academy are forwarded to the military attaché.

The practice outlined here is remarkable in more than one respect. For one thing, it is at variance with Dutch military law : Dutch commanding officers hold disciplinary powers exclusively in respect of « military persons », and foreign military can be treated as such only pursuant to

an Order in Council to that effect (9). No such Order in Council is in existence at present. Then, it is not in conformity with the Belgian rules on the subject either: according to those, the Belgian military attaché would be the proper disciplinary authority in Holland (a reminiscence of this is the report to him that we referred to above). Then, the arrangements between the respective authorities on which the practice rests, and which have been entered into shortly after the second World War and were confirmed and modified several times since, are of most informal character and cannot be said to have resulted in a valid international agreement. All in all, the practice, which is reminiscent not so much of the usual modes of mutual co-operation between States as of the modes of distributing jurisdictional powers among the military authorities of a State's armed forces, seems extra-legal from every point of view.

As concerns the issue of handing over, it is apparent from the above that no practice of handing over to a Belgian authority in our territory obtains. In the supposition that one of the Belgian military concerned would be arrested by the Dutch authorities, his offence (whether common, military or disciplinary under Dutch law) will be assessed by a Dutch commanding officer and, either, punished by that officer with one of the disciplinary (or domestic) penalties that may be applied in his respect, or found too serious for such correction. In the latter instance, the culprit will be sent back to Belgium and placed at the disposal of his proper authorities.

Finally, we may mention in this paragraph the procedure applied in respect of members of the armed forces of the U.S.A. who are found in our territory while not being members of the force stationed in Holland (but, generally speaking, of the force stationed in the Federal Republic of Germany). Pursuant to an arrangement with the U.S. authorities, such military persons, if suspected of desertion, are apprehended by the Royal Mounted Constabulary (which is specially charged with tracing military delinquents) and subsequently handed over to the commanding officer of the U.S. force in Holland. Obviously this is not a direct application of the NATO Status of Forces Agreement, as the persons concerned are not stationed in this country in the proper sense. The fiction is that the aforementioned commanding officer is in command of all American military persons, irrespective of whether they arrived in Holland as members of the U.S. force stationed here, or otherwise, however. This seems a rather farfetched fiction particularly with regard to deserters from forces stationed outside Holland: «command» necessarily implies some degree of control, and with respect to a deserter no exercise of control is possible for the duration of his absence. To say that the U.S. force commander gains control the moment the deserter is found, is begging the question: the delinquent is in the hands of the Dutch authorities, and the U.S.

(9) Article IV of the Statute of the Kingdom relative to the Modification of the Substantive Military Criminal and Disciplinary Law, 4 July 1963, S. 295: «We can ordain that, as regards the application of statutory provisions to be designated by U.S. foreign military persons and a foreign armed force are deemed to be Netherlands military and the Netherlands armed force respectively».

commander can apply his powers only if he is enabled to do so by these authorities — and whether they should do so is precisely the question.

However this may be, with the aid of the fiction a workable solution has been found that is acceptable both to the Dutch and American authorities. If one believes in the fiction, it may even be reasoned that an American deserter, once found, gains the fictitious status of a member of the U.S. Force in Holland, and that hence the solution as applied comes under the terms of the NATO Status of Forces Agreement. We would prefer the view, however, that this instance of handing over in the territory constitutes an act of voluntary assistance on the part of the Dutch authorities, no obligation of this nature resulting from any international agreement to which the Kingdom of the Netherlands is a party.

2. Practice relating to Dutch military stationed in a foreign country.

Again, the Dutch military stationed abroad may be divided into those sent to the receiving State on the basis of NATO arrangements, and those not in that situation.

Pursuant to NATO arrangements, a Dutch force is stationed in the territory of the Federal Republic of Germany. In the same category come the Dutch military stationed abroad as members of NATO military headquarters: according to the *Protocol on the Status of international military Headquarters set up pursuant to the North Atlantic Treaty*, Paris, 28 August 1952, *Trb.* 1953, 11, their position in jurisdictional matters is not significantly different from that of the national NATO forces. Then, Dutch military persons may be stationed in NATO countries on an individual basis for training purposes; in that case the Dutch military attaché is considered the military authority empowered to enforce Dutch military law in their respect.

In these instances the issue of handing over is governed by the provision of Article VII, § 5, sub *a* of the NATO Status of Forces Agreement, quoted in the preceding paragraph.

A case apart is the Mine Combating School at Ostend, Belgium. This is a joint Belgian-Dutch enterprise: military of both countries are trained there. The establishment is under the joint supervision of the Belgian and Dutch ministers of defence. Both the director and the head of training are naval officers, one of them a Belgian, the other a Dutchman. The Dutch naval officer (whether he be director or head of training) is also in command of the Dutch military personnel. The basis of this régime is an agreement concluded between the ministers of defence (Agreement of 17 May 1965, Brussels). It has been elaborated in the Regulations for the Mine Combating School at Ostend, signed by either minister on 28 March 1966, Brussels/The Hague. In the Agreement it has been expressly provided that the NATO Status of Forces Agreement shall apply (Art. 15). This implies that the provision contained in the latter Agreement concerning handing over will be applicable in this instance as well.

As to other Dutch military stationed abroad, these generally enjoy a diplomatic or similar status (military attachés, UN observers). In so far as other instances might have been overlooked in this report that neither come under the NATO regulations nor enjoy the immunity of diplomats and the like, these have not at any rate given rise to any known practice of handing over in the territory.

3. *Handing over at the border.*

In this paragraph we will not confine ourselves to those military who committed an offence in their own country, but we will enlarge the scope of the question so as to embrace those military who committed an offence in the territory of the State where they are stationed.

Now, the question put may be answered in this sense, that a practice as referred to in the question does indeed exist and notably with regard to military persons belonging to the forces of NATO partners stationed in the Federal Republic of Germany. In general, the procedure is as follows; the suspected person is taken into custody by the Royal Mounted Constabulary (which, as mentioned previously, is specially charged with tracing military delinquents) and found to be an undesirable foreigner, on the ground of lack of papers, insufficient means of support, or danger to order and morality. As an undesirable foreigner he may be expelled. Thus, an expulsion order is obtained from the head of the local police and, with that, the suspected person is transported to the German boundary. There he is handed over to the *German* authorities, and these are informed of the offence presumably committed by him (10).

In so doing the Dutch authorities are of course aware that the suspect will in turn be handed over to the military authorities of the force (as this is an obligation of the German authorities under the NATO Status of Forces Agreement), and in fact that is precisely what was intended by our military police authorities.

The practice as set forth is based on the views held by the military authorities concerned with respect to the desirability of this procedure and the tenability of its justification as an expulsion of undesirable foreigners. It bears pointing out that these views are not necessarily shared by other branches of the Dutch government apparatus: this will become apparent *infra*. First we want to examine the question whether the practice followed is in accordance with the legislation in force relative to the admittance and expulsion of foreigners (*supra*, Preliminary observations, § 1).

As to this, the Act relative to the Admittance and Expulsion of Foreigners, of 1849, distinguishes between two categories of foreigners:

(10) In § 1 of this part of the report reference was already made to the deviating practice followed in respect of members of the armed forces of the United States of America who are not stationed in Dutch territory (in the true sense of the term), and who are found here: they are not expelled, but handed over to the U.S. military authorities in Holland instead.

those formally admitted, and those who do not enjoy that status. Admittance is effected through the issuance of a visitor's permit (Art. 5). Admitted foreigners enjoy a certain protection: they can only be expelled under certain conditions and on the order either of the Cantonal Judge or of the Crown (Art. 10). Foreigners not admitted in the sense of the Act can be expelled (Art. 9). Any person threatened with expulsion can plead that he is a Dutch national; that plea is brought before the High Court of Justice; no other remedy is available to him pursuant to this Act (Art. 20). In exceptional cases it might be tried to obtain an injunction from the President of the Court of Justice, on the ground of tort on the part of the public authorities; the chances of success are very slight, however.

Now, the point is that normally no visitors' permits are issued at all, unless the foreigner intends to settle here and meets the conditions therefor. So, the overwhelming majority of the foreigners present in Holland are liable to expulsion at any moment, and expulsion of a foreign military person found in our territory is not contrary to the aforementioned Act.

Things will be slightly different under the new Foreigners Act, of 1965, in consequence of the introduction of a completely new set of legal guarantees. Those foreigners who will have entered Holland in conformity with the normal procedures, will have the position of admitted foreigners (Art. 6, 8; those who enter clandestinely and without the necessary papers remain excluded from this privilege). Admitted foreigners will be expelled only if they fail to meet the conditions set forth in the Act, the most important of which are: having sufficient means of subsistence, and not constituting a danger to public peace, public order, or national security (Art. 8, 22). If their expulsion has been ordered or may be expected, the foreigners may be taken into custody (Art. 26). Remedies will be available against these measures: an appeal against the expulsion order may be lodged with the Minister of Justice and, in the last resort, with the Crown; the Court of Justice will take cognizance of appeals against the custody.

This means that summary expulsion will be out of the question unless the foreigner voluntarily submits to it. It also means more opportunities for the introduction of a plea to the effect that in the circumstances of the case expulsion virtually would amount to extradition and that, the latter mode of acting being excluded by the provisions governing that issue, also expulsion would be unlawful. Such a plea would be imaginable in the case of a foreign military person, apprehended in Holland as a probable deserter and who is threatened with expulsion to the country where he is stationed as a member of a NATO force: it might be asserted, e.g., that in so doing the Dutch authorities would deliberately use their power to expel (a power held by the State to protect the integrity of the internal legal order) for another purpose, viz. to give assistance to another State in its endeavours to maintain military law and order among its armed forces. We do not venture to predict the outcome of a procedure in which this plea would be raised. We merely want to demonstrate that under the new Foreigners Act the entire problem of the relationship between the

practice of handing over at the border and the prohibition of extradition for military offences is not unlikely to become manifest sooner or later.

The probability of such a confrontation has been greatly enhanced by a recent statement on the part of the Government, implying that under the terms of the new draft *Extradition Act* a practice of expulsion amounting to handing over at the border would not be tolerable if extradition would have been out of the question (11). Prior to dealing with this statement in some more detail, we want to make some observations regarding the more general aspects of the relationship between handing over and extradition, however.

Reference was already made to this issue in part A, §§ 2 and 6. There we found that as between NATO partners, the practice of handing over is a very natural mode of giving mutual assistance in criminal matters and particularly in combating desertion, but that it cannot easily be reconciled with the clear provisions as to extradition in force between the States concerned.

Obviously the act of handing over is not identical with extradition. For one thing, extradition is usually held to be an act in consequence of a formal request, and this is lacking in the case of handing over (but a not-so-formal request may have been put forward nevertheless: the U.S. Provost Marshall in Western Europe distributes lists of deserters; other means are employed in other instances). Then, extradition has a bilateral character; handing over, on the other hand, is said to be primarily a unilateral act of expulsion. But again, this difference is hard to maintain in view of the circumstances that the Dutch authorities either have been informed or otherwise have obtained knowledge of the offence of which the person concerned presumably stands guilty, and that they hand him over on account of — and with notification of — that offence and with the virtual certainty that he will be turned over immediately to the military authorities who have jurisdiction over him. Thus, while formally the practice of handing over may be defended as an application of the State's power unilaterally to expel foreigners, the position is different when a less formal view-point is taken and the real character of the practice is taken into consideration. The method of handing over thus becomes of questionable legality.

In this predicament, S. Lazareff, *op. cit.*, p. 264, offers the following solution. Taking an imaginary case of an American soldier who commits an offence in France (where he is stationed) and subsequently seeks refuge in Belgium, he says:

« La Belgique peut spontanément, sur la base de l'article III paragraphe 5 de la Convention (sc. the NATO Status of Forces Agreement), prendre un arrêté d'expulsion contre ce militaire qui, par ailleurs, peut être considéré par les autorités de l'Etat d'origine comme un déserteur. De leur côté, ces dernières, en vertu de l'Arti-

(11) Memorandum of Reply regarding the draft Extradition Act, *supra*, Preliminary observations, § 1.

cle III paragraphe 4, peuvent informer les autorités de l'Etat de séjour de l'absence illégale du militaire en vue d'obtenir un arrêté d'expulsion ».

He adds:

« Toutefois, l'Etat de séjour normal, à savoir la France, ne peut officiellement demander aucune mesure à l'Etat belge. Il est regrettable qu'une telle situation n'ait pas été expressément prévue à la Convention ».

Thus not only would Belgium have power unilaterally to expel the American soldier, but it would even be possible to find a basis for this action in an international agreement, viz. in Article III of the NATO Status of Forces Agreement. We fail to see how that Article can be interpreted so as to encompass this situation, however. Like the rest of the Agreement, Article III applies only between « sending » and « receiving » States, and Belgium is obviously not the receiving State in the above case; so, it cannot be applied directly. But it does not lend itself to an application by analogy either. The Article deals with the admittance of members of a force and the impact thereof on the receiving State's policy in regard of foreigners. The receiving State may request the removal of a member of a force, and it may make an expulsion order against an ex-member (§ 5). The implication is that a member of a force cannot be expelled. And a deserter does not by virtue of his desertion lose his status as a member of the force: distinction is expressly made between those who leave the employ of the sending state (and who become ex-members) and deserters (§ 4). Finally, the purport of paragraph 5 in particular is not to empower the receiving State to make expulsion orders regarding a certain category of foreigners (as it already possesses that power by virtue of its territorial sovereignty), but to bring out clearly that it is incumbent on the sending State to give effect to such an expulsion order made in respect of an ex-member of its force (12).

On these grounds we cannot concur with the view that the State which finds the deserter in its territory could make an expulsion order *on the basis of Article III, § 5*, or that the authorities of the sending State could inform the authorities of the former State *by virtue of Article III, § 4*. To our mind, it is not possible to find a valid ground for the act of handing over in the NATO Status of Forces Agreement, nor in any other international agreement in force between e.g. The Netherlands and the States

(12) The text of Article III, §§ 4 and 5, runs as follows:

« 4. If a member of a force or of a civilian component leaves the employ of the sending State and is not repatriated, the authorities of the sending State shall immediately inform the authorities of the receiving State, giving such particulars as may be required. The authorities of the sending State shall similarly inform the authorities of the receiving State of any member who has absented himself for more than twenty-one days.

« 5. If the receiving State has requested the removal from its territory of a member of a force or civilian component or has made an expulsion order against an ex-member of a force or civilian component or against a dependent of a member or an ex-member, the authorities of the sending State shall be responsible for receiving the person concerned within their own territory or otherwise disposing of him outside the receiving State... ».

in respect of which the practice of handing over is applied.

We do not deplore the practice set forth in this paragraph, which to us seems in accordance with the needs of the situation. On the other hand: as it may be attacked as an instance of extradition in disguise and in a situation where extradition, if properly requested, would have to be refused, and as furthermore no international instrument — not even Article III of the NATO Status of Forces Agreement — offers any support for its legality, we fully endorse M. Lazareff's conclusion: it is not merely regrettable, it is a disgrace that such a situation has not found express provision in the NATO Status of Forces Agreement.

As far as Holland is concerned, the issue will come to a head when the draft Extradition Act gains force of law. In the course of the written proceedings, the Government has stated that under its terms the practice of handing nonextraditable foreigners over will be formally precluded. The facts are as follows:

In the draft, extradition is defined in these terms (Art. 1): «the removal of a person from Holland, with the purpose to place him at the disposal of foreign authorities in behalf of, either, a criminal investigation against him, or the execution of a penalty or penal measure». This definition had given rise to questions on the part of the Second Chamber: was the definition theoretically correct? and: need not the words «on the request of another Power» be inserted in it? The Government answered that no theoretically correct definition was envisaged: it did not serve to give a general definition of extradition, but merely to convey a specific signification to the term in the context of the draft Act. The impracticability of a theoretical definition became apparent when Article 2 was considered. This Article reads as follows: «Extradition shall only take place by virtue of an agreement». Now, the Government continued:

«If the element «request of another Power» were inserted in the definition of «extradition» in Article 1, then Article 2 would no longer be in the way of a person being placed at the disposal of foreign authorities not on the ground of an agreement, and with a view to a criminal prosecution against him or the execution of a punishment, in cases where the authorities concerned have not made a (formal) request. For according to the definition, this would not constitute extradition within the meaning of the Act».

In other words: as the element «request of another Power» is not included in the definition of extradition as laid down in the draft, «extradition» in Article 2 must be taken in a wide sense, embracing a practice of handing over without formal request of extradition. This is to say that, in the absence of an agreement, the practice of handing over as that is applied at present would be in contravention of the new Extradition Act and would have to be discontinued. This is an added argument for the early conclusion of an agreement which, either, provides extradition for military offences, or legalizes the existing practice of handing over.

In summary, a practice of handing over is followed by the Netherlands military police authorities, mostly at the German border and in respect

of members of forces of NATO partners stationed in West Germany. Such persons will be handed over to the German authorities, who are also informed of the nature of their offence. Under the terms of the NATO Status of Forces Agreement, the latter authorities are obliged to turn them over to the military authorities of the force whenever these authorities have jurisdiction.

At present, this practice is not formally contrary to Dutch legislation concerning the admittance and expulsion of foreigners. It might be challenged as a form of unlawful quasi-extradition, however. Unfortunately, no international instrument strengthens the weak legal basis of the practice. This represents a serious lacuna in the NATO legislation. Unless the gap is filled, the practice will have to be discontinued when the draft Extradition Act gains force of law.

4. Statistics.

It is regretted that no statistics are available concerning any of the points dealt with in this part of our report.

ANNEX

The situation with respect to Surinam and the Dutch Antilles.

The extradition laws in force in these *Landen* follow the pattern of the Dutch Extradition Act. Extradition for military offences (pure or otherwise) is thus excluded. No change in this legislation is envisaged for the time being, as that is not desired by the authorities directly concerned.

The authority competent to decide whether a request of extradition shall be granted or refused is, first, the Minister of Justice of the Kingdom. However, also the Governor, acting in his capacity as a representative *in loco* of the Kingdom Government, has power to take this decision, but only in respect of requests addressed directly to him on the part of American States or — in the terms of the Orders in Council of 1926 — colonial governments in America (Art. 8 of the Orders in Council).

The information available to the present writer leads to the conclusion that no political or juridical arguments are particularly in favour of extradition for military offences, as far as these *Landen* are concerned.

With respect to handing over, it may be mentioned first that no forces are stationed in Surinam or the Dutch Antilles on the basis of NATO agreements. The few foreign military who are found there, generally enjoy a diplomatic or similar status. No practice of handing over in the territory has developed.

The same can be said as concerns handing over at the border. If a foreign military person might be found in the territory, his position would be that of an undesirable foreigner. In Surinam, under the Admittance Order in Council, undesirable foreigners can be expelled much as that is the case in Holland according to the Act in force; only very summary guarantees are available. In the Dutch Antilles the newly introduced Admittance and Expulsion Regulations offer satisfactory guarantees to admitted foreigners; those who sneak into one of the islands of this *Land* may be expelled summarily by the local authorities of the island, however.

DIE AUSLIEFERUNG FÜR MILITÄERISCHE DELIKTE

von

René KELLER

Oberstbrigadier-Oberauditor der Armee

Herzogenbuchsee

(Schweiz)

1. Im Bundesgesetz betreffend die Auslieferung gegenüber dem Auslande vom 22. Januar 1892 sind u.a. folgende Grundsätze verankert:

- Kein Schweizer darf an einen fremden Staat ausgeliefert werden;
- Verbot der Auslieferung bei politischen Delikten;
- Verbot der Auslieferung «reiner Militärvergehen»;
- Begrenzung der Strafgewalt des ersuchten Staates durch die Spezialität der Auslieferung.

Innerhalb der Grenzen des Auslieferungsgesetzes hat die Schweiz mit sehr zahlreichen Staaten Auslieferungsverträge abgeschlossen, die meist das Verbot der Auslieferung hinsichtlich politischer oder militärischer Delikte enthalten; deren materiellrechtliche Bestimmungen geniessen den Vorrang gegenüber dem Auslieferungsgesetz.

2. Ein «reines Militärvergehen» im Sinne des Auslieferungsgesetzes liegt dann vor, wenn eine Militärperson sich der Verletzung spezifisch militärischer Rechtsgüter id est der soldatischen Disziplin und der Dienstleistungspflicht schuldig macht. Ob Delikte gegen die militärische Landesverteidigung im allgemeinen unter den Begriff des reinen Militärvergehens zu subsumieren sind, wäre fallweise zu überprüfen. Eine verätherische Verletzung militärischer Geheimnisse dürfte beispielweise als gegen den Staat gerichtetes Delikt politischen Charakter besitzen und so der Auslieferung unzugänglich sein. Delikte, die in Idealkonkurrenz Elemente des gemeinen und des reinen militärischen Strafrechts enthalten, dürften sich nur schwer finden lassen; liegt dagegen Realkonkurrenz vor, so wirkt nach schweizerischem Recht der Vorbehalt der Spezialität.

3. Das Auslieferungsverfahren wird im zit. Auslieferungsgesetz einlässlich geregelt. Danach ist das Auslieferungsbegehren auf diplomatischem Wege der Landesregierung (Bundesrat) zuzustellen. Diese entscheidet auf Eintreten oder Nichteintreten. Wird Eintreten bejaht, so wird die Verhaftung angeordnet. Willigt der Verhaftete in die

Auslieferung ein und steht ihr kein gesetzliches Hindernis entgegen, so bewilligt der Bundesrat die Auslieferung. Erhebt der Verhaftete dagegen Einsprache, die sich auf das Gesetz, den Staatsvertrag oder eine Gegenrechtserklärung stützt, so entscheidet das Bundesgericht endgültig über die Auslieferung.

Das Auslieferungsgesetz enthält keine Bestimmung für den Fall, dass das für ein gemeines Delikt gestellte Auslieferungsbegehren in Tat und Wahrheit die Auslieferung für ein militärisches Delikt erstrebt. Darüber dürfte der Bundesrat im Eintretensverfahren entscheiden (sofern er wirklich Anhaltspunkte für ein getarntes Vorgehen besitzt). Eine analoge Anwendung der beispielsweise in Art. 4 Abs. 1 Auslieferungsvertrag zwischen der Schweiz und dem Deutschen Reich für politische Delikte festgelegten Regelung erscheint nicht ohne weiteres möglich. Hinzuweisen ist in diesem Zusammenhang auf Art. 3 des Europäischen Auslieferungsabkommens vom 13.9.1957, dessen Ratifizierung durch die Schweiz möglicherweise in Bälde erfolgt. Dieses Abkommen verschliesst sich übrigens einer Regelung für militärische strafbare Handlungen, gibt dadurch andererseits Raum für Spezialabkommen.

Der Auslieferung strictu sensu steht die formlose, ausservertragliche Auslieferung gegenüber. Nach herrschender schweizerischer Ansicht steht dem ausgelieferten Verfolgten kein Recht zu, in der Strafverfolgung einzuwenden, er sei auf regelwidrige Weise in den Bereich des verfolgenden Staates gelangt. Völkerrechtliches Unrecht wäre nur dann anzunehmen, wenn der Verfolgte in Verletzung der Gebietshoheit eines fremden Staates überstellt worden wäre. Formlos gültig ist andererseits das freiwillige Sichzurverfügungstellen.

4. Die Schweiz, die keine Truppen auf fremden Boden stationiert (Korea bildet wegen dem eher polizeilichen Charakter der Mission kaum eine Ausnahme) und die auf eigenem Boden keine fremden Truppen stationiert hat (duldet), stellen sich bezüglich der Auslieferung bzw. Uebergabe bis heute keine Fragen. Ebensowenig besteht eine Praxis hinsichtlich der Ueberstellung von Militärpersonen, die im eigenen Land ein Delikt begangen haben und die Schweiz als Zufluchtsort oder als Transitland aufsuchen. Grundsätzlich ist zu sagen, dass sich hier Auslieferungsrecht und Fremdenpolizeirecht überschneiden können, indem eine ohne Papiere versehene Militärperson auf Grund fremdenpolizeilicher Massnahmen, zumal in Koppelung mit einem Schubabkommen, dem fremden Staat zurückgestellt und so, entgegen den auslieferungsrechtlichen Bestimmungen, der strafrechtlichen Verfolgung preisgegeben wird.

5. Tendenzen, die Struktur des Auslieferungsrechts im Sinne der Einschränkung des Auslieferungsverbotes für militärische Delikte zu ändern, sind in der Schweiz zur Zeit nicht wahrzunehmen. Die Prüfung der entsprechenden Rechtsfragen würde dann zu erfolgen haben, wenn die Schweiz sich anschickte, der UNO beizutreten und (oder) wenn eine politische oder militärische Integration im europäischen Feld Tatsache würde.

Chapitre III

INTERVENTIONS

INTERVENTIONS

présentées au cours des
séances de travail du 10 mai 1967

Dennis A. YORK, *Lieutenant Colonel (Dr), Judge Advocate General's Corps, United States Army :*

*Some similarities and distinctions between the treatment of
military extradition in civil law and common law countries*

— *Preliminary remarks :*

I appear before you today in behalf of Brigadier General Robert M. Williams, Judge Advocate of the United States Army in Europe. General Williams asks that I extend to you his greeting and expresses his regrets that the demands of official duty have prevented him from attending this IVth Congress of our Society.

One writer in the field of international law has described extradition as a matter of « imperfect obligation ». He based his description on the fact that under international law there is neither a duty to surrender nor a duty not to surrender and that a grant of extradition depended solely on reciprocity or courtesy.

The same phrase could as well be used in connection with the subject of extradition for military offenses. Although strides have been made in providing for extradition in these cases, the treaty commitments and obligations of the states which comprise our world community still remain far from perfect or complete.

Perhaps it will be helpful to determine what the term « military offense » means or conversely does not mean when used in this context. It does not mean offenses triable by courts-martial or other military trial forums, because courts-martial in some countries try both civil and « military offenses » while in other countries military offenses are tried by the civil courts. The term does not mean offenses committed by military personnel, because civilians subject to military law can commit military offenses and the delicts of military personnel include civil type cases.

If we agree with these propositions, then Article 6 (b) of the Harvard Research may be acceptable as a common basis for our study.

« 6 (b) As the term is used in this convention, a military offense is an offense which is punishable only as a violation of a military law or regulation and which could not be punishable as a violation of a civil law or regulation if the military law or regulation did not apply. »

Article 6 (a) of the draft provides :

«A requested state may decline to extradite a person claimed if the extradition is sought for an act which constitutes a military offense, or if it appears to the requested state that the extradition is sought in order that the person claimed may be prosecuted or punished for a military offense ».

The Harvard Draft's proposed use of the term would make declination of extradition for military offenses permissive and not mandatory.

If no prohibition at all existed against extradition based on the military offense characterization, we would still face the traditional barriers adopted by some or all nations founded in part on a recognition of territorial jurisdiction only.

These include :

1. A denial of extradition in the absence of treaty ;
2. A denial of extradition if the crime were committed in whole or in part within the requested state and if so specified only for listed crimes ;
3. A denial of extradition if the individual is to be tried a second time for the same offense ;
4. A denial of extradition if the crime were not committed in the territory of the requesting state ;
5. A denial of extradition if the individual is under prosecution for another crime in the requested state ;
6. A denial of extradition by some countries of their own nationals ;
7. A denial of extradition for political crimes. (Some writers have grouped military offenses with political crimes, and historically, religious crimes were also included under the prohibition) ;
8. A denial of extradition based on the principle of specialty which requires that if extradited, trial can be held only for the offenses for which extradited ;
9. A denial of extradition unless double criminality exists, viz, that an extraditable crime constitute an offense in both the requested and the requesting states. (In some cases this would seem to require consideration of statutes of limitation and other bars to trial).

When these rules are observed, it is apparent that the absence of a prohibition against extradition for military offenses by no means assures that extradition can be had.

In approaching a consideration of extradition for military offenses, a brief background of the history of extradition for military offenses may be helpful.

The term « extradition » defines the process whereby one state surrenders to another state at its request a person accused or convicted of a criminal offense committed against the laws of the requesting state, such requesting state being competent to try the alleged offender.

Throughout the development of the law of extradition, it became the usual practice of states not to honor requests for extradition for political, religious, and military crimes, and in particular not to honor those that are considered uniquely or purely military or religious offenses. It was felt that while extradition for ordinary crimes served the best interests of the community of states, extradition for the offenses mentioned above went beyond the scope of crimes common to all nations and ventured into an area where internal rules and mores varied greatly and where political and religious philosophies prevalent in the nations being asked to extradite might be at variance with those of the requesting state.

After a discussion of the similarities and dissimilarities of practices of common law compared with civil law states in regard to this issue, consideration should be given to future trends and developments. These practices will be briefly compared by country within broad general areas of our inquiry.

— *What are the legal bases for extradition or its denial ?*

In the United States, extradition must be based upon a treaty. There can be no extradition for military offenses (or for any offenses, for that matter) unless they are specifically included in the applicable treaty. There are presently no treaties to which the United States is a party that provide for extradition for military offenses.

In Canada, extradition must also be based upon treaty commitments. Under Canadian treaties in effect, the only crimes for which extradition is possible are those listed in the « Extradition Act ». This act does not include any military offenses.

In Great Britain, extradition must be based on a treaty or « other arrangements ». These treaties or arrangements are concluded under the Extradition Act. The act lists crimes for which a person may be extradited ; however, other crimes specifically provided for in the extradition arrangement may also be made extraditable. However, for the act to be an extraditable offense, it must be an act of a kind which, if committed in the United Kingdom, would be punishable by the ordinary criminal law, and it must not have been an act of a political nature. Thus, it would appear that a person cannot be extradited for a military offense.

— *What Conventions have been concluded which affect a prohibition against extradition ? Describe the Conventions and list the signatories to them.*

Only two treaties of which the United States is a party specifically treat the problem, and both prohibit extradition for « pure military » of-

fenses. One is the Extradition Convention between the United States of America and the American Republics, signed December 26, 1933, entered into force the United States on January 25, 1935. The other parties to the convention are Argentina, Chile, Colombia, Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, and Panama. The second treaty is the Convention on Extradition between the United States and Sweden, signed October 12, 1961, entered into force by the United States, December 3, 1963.

As concerns Canada and Great Britain, the «Visiting Forces (British Commonwealth) Act» can be considered as a derogation to the extradition acts of both Canada and Great Britain. Under the provisions of this Act, any deserter or absentee without leave or person suspected of being such a deserter or absentee, from the forces of any country to which the Act has been applied by Order in Council, may be arrested and handed over to the appropriate authorities of his armed force. These countries to which this Act has been applied are Belgium, France, Netherlands, Norway the United States of America (all in 1954) ; Luxembourg, Turkey, Greece, Denmark, Portugal, and Italy (all in 1956) ; Federal Republic of Germany (in 1961). Since it is difficult to envision a situation where a person guilty of a military offense could be in Great Britain or Canada, out of the control of his own country's military authorities without being a deserter or an absentee without leave ; and since the Act places no restrictions on the terms under which such persons are to be handed over to the country of origin to which the Act applies, these countries should have full powers to deal with all military offenses that offenders may have committed when they are returned to them.

- *What position has been taken in case of complex offences where an infraction of the ordinary criminal law is indivisibly connected with a military infraction ?*

In Canada, Great Britain or the United States, this question appears never to have been adjudicated. However, one may conclude that extradition would be available if the common law offense could stand alone without the military offense, and if it were an extraditable offense. If the extradition is accomplished, there would be included an agreement that the requesting state would try the individual only for the crime or crimes for which he is extradited.

- *Which is the authority competent to determine whether a request for extradition for an offense under the general law is not in reality a subterfuge to evade the prohibition against extradition for military offenses ? Is this the same authority which also makes the decision whether the request of a state be denied or granted ?*

In the United States, the request for extradition may be addressed either to a federal court or to a state court of general jurisdiction. The

court to which the request is made first determines whether the evidence is sufficient to sustain the request for extradition under the applicable treaty. After this determination, the Secretary of State may, in his discretion, order the individual delivered to the foreign government. Thus, either the Secretary of State or the proper courts can deny a requested extradition on the basis that the offense was not an extraditable crime.

In Canada, the competent authority to hear the request for extradition is a judge who is competent to hold a preliminary inquiry as if the fugitive were charged with a crime in Canada. This authority will decide whether or not to grant the request. The Minister of Justice may, however, refuse to make an order or cancel one already made if he determines that the offense is of a political character or that the offense is not an extraditable crime under the applicable treaty.

In Great Britain, the determination whether a person will be extradited is made by the Secretary of State. However, his decision can be appealed to the High Court as a matter of law.

- *Is it believed that a conventional or legislative derogation should be made to the general prohibition against extradition for military offenses ? If so, for which offenses and under which form ? Is the problem more urgent in the case of integrated forms ?*

In the United States, there is no general prohibition regarding extradition for military offenses.

In Canada and Great Britain, as in the United States, there is no general prohibition regarding extradition for military offenses. In these countries there is in effect the Visiting Forces Act, which is in derogation of any prohibition against extradition for military offenses.

It can be generally stated that while the policies and development of attitudes toward these questions vary, there is certainly interest in the problem itself.

- *Are there ways available providing for the delivery of military personnel other than by means of extradition ?*

The majority of foreign military personnel in the United States are there in connection with duties under the North Atlantic Treaty Organization. Article VII, paragraph 5 (a) of the North Atlantic Treaty Organization Status of Forces Agreement requires the United States, assistance in the apprehension and delivery of individuals belonging to the forces to this organization who were stationed in the United States prior to commission of the offense.

Under this treaty, United States military personnel who are absent without leave in the country in which they are stationed are delivered to United States military authorities.

Within countries where the North Atlantic Treaty Organization Status of Forces Agreement applies, police authorities are obligated to assist in the apprehension and delivery of United States personnel who have committed military offenses and who have been stationed in that country prior to commission of the offense.

In prefacing a discussion of treaty development in the area of extradition for military offenses, it can be stated that international agreements may be categorized generally as follows :

a. Treaties providing for non-extradition of military offenses without any definition or qualification whereby the «military» character of the act is to be tested ;

b. Treaties providing for non-extradition for pure military offenses and setting forth the criteria by which to determine what offenses are purely military ;

c. Treaties providing for the possibility of extradition for military offenses if extradition could be granted for the same act had it been committed by a person not subject to military law.

The Treaty of Montevideo does not mention military offenses, but only political crimes and those crimes that imperil the internal and external security of the state as not affording grounds for extradition.

The Treaty for the Extradition of Criminals and for the Protection against Anarchism signed in 1902 in Mexico did not exclude military offenses, but the list did not include military offenses.

The agreement of extradition between Ecuador, Peru, Colombia, Bolivia and Venezuela signed at Caracas in 1911 included in the list of extraditable offenses «desertion from the navy and army» as well as mutiny committed on the high seas.

The Montevideo Convention of 1933 states that extradition will not be granted «when the offense is purely military». Although several reservations were attached to the convention, none was made concerning the question of military offenses.

In the Harvard Research it was noted that at the time of the writing, the practice of non-extradition for military offenses had not gained such universal acceptance or at least had not been so universally incorporated in treaty or statutory law as had been the practice of non-extradition for political offenses.

As we proceed in time to the present, even the North Atlantic Treaty Organization Status of Forces Agreement, which affects many states, does

not set forth clearly a requirement to extradite for military offenses.

Article VII, paragraph 5 (a) of the Agreement, which has been discussed earlier, reads :

«The authorities of the receiving and sending States shall assist each other in the arrest of members of a force or civilian component or their dependents in the territory of the receiving state and in handing them over to the authority which is to exercise jurisdiction in accordance with the above provisions».

While there is generally excellent cooperation between signatories to the agreement, it is interesting to note that there are no binding criteria and obligations to this area.

Based upon present non-uniformity in the field and in the consideration of the formulation of future policy in this area, the obvious question for the international lawyer is whether there should be a policy of extradition for military offenses and more specifically, pure military offenses.

A close look at the military offense of desertion can leave no doubt that it constitutes a serious, if not a grave offense, particularly during periods of hostility or advanced stages of readiness. The inability to fit this crime among the list of ordinary criminal offenses does not detract from its importance. The same analysis is applicable to willful disobedience, misbehavior before the enemy, and similar unique military offenses.

One argument against a policy of extradition for military offenses is the lack of moral turpitude inherent in the traditional sense. This is an element which is normally found in the classic civilian crimes.

Quaere whether this is a valid basis upon which to deny extradition ? One must distinguish between the requirements imposed upon private citizens to adhere to ordinary precepts of criminal law and those particular requirements imposed upon members of an armed force. Within the context of a military society it can be strongly argued that the commission of an act that is punishable as a military crime may be considered to involve, for want of a more precise term, military moral turpitude. The violation of the requirements of discipline, good order, and loyalty that the soldier must observe has been violated when he commits a military offense.

The suppression of crime is recognized today as a problem of international dimensions and one that requires international cooperation. States are desirous of punishing those who have broken their law, and they wish to take custody of those law-breakers who have escaped to other countries. We see cooperation developing in many activities. Some courtesy and comity is advisable because every nation may someday be in the position of requesting assistance. The government of a state may also bear in mind that in this day of travel and international commerce, the vic-

tim of a crime committed in another country may well be a national of its own.

There is another important point of view that cannot escape the attention of the authorities of the state where an accused person has taken refuge. The arguments in favor of extradition for civil crimes appear to apply with equal force to military offenses. A country, in the interest of its own inhabitants, cannot afford to become an asylum for the alien criminal. In fact, the most effective deterrent to crime is the prompt apprehension and punishment of criminals wherever they may be found. For the accomplishment of these purposes, states cannot act alone. They must adopt some effective concert of action.

As discussed, military offenses have been historically excluded from those offenses that are considered as extraditable crimes. However, the common interest of states does not exclude military offenses. Now, as never before, states have common military interests and joint military responsibilities. Because of this close association, extradition of military offenders is not only more practically feasible, but very desirable. Each state is directly interested in the apprehension and punishment of a military offender who may jeopardize, by his actions, the joint defense effort. The return of military offenders belonging to the armed forces of a military ally will further the common interest of collective security and benefit its own national interest.

If we were to look at the problem of extradition for military offenses through the spectacles of a realist, we would find that :

The nature of military forces has changed dramatically since the rule against extradition for military offenses was adopted. Private armies have been replaced by national armies maintained and controlled by states. The opportunist and the drifter who was available for hire to the highest bidder finds no place in modern forces of civilized nations that call for and get the service of their finest sons. The mercenary has largely disappeared, and in his place we find an individual owing allegiance to a responsible state, protected and governed by national and international laws.

To suggest that the requirements for entry into a country be stiffened in the case of military personnel would work a mischief against the deserving vast majority of military personnel who are law abiding, not balanced by an appreciable gain. We would lose a valuable cultural exchange. The visits of your service personnel to the United States have been a source of much real enjoyment to our people.

The acceptance for extradition for military offenses is quicker when the nations involved have a common heritage, a kindred judicial philosophy, and legal institutions that are similar. The British Commonwealth experience illustrates the truth of this proposition.

The press of necessity for extradition for military offenses is greater

when we are bound together in some collective effort for a common purpose, such as the North Atlantic Treaty Organization.

No matter what our ties may be, the probability of gaining extradition for military offenses is enhanced by a recognition of the just and humane nature of the laws, procedures, and trial forums to be utilized for the trial of persons charged with the commission of military offenses.

— *Concluding remarks ;*

I thank you for the honor of appearing here today. There is in the United States a growing reservoir of admiration and active support for the Society by individuals and leading educational institutions. It is with considerable pride to observe that participation and support for the Society in America was initiated first among judge advocates by Major General Charles L. Decker, and he has been followed by others who are equally as enthusiastic and known to you, including Generals Hodson and Williams, and my own predecessor, Colonel Earl Brown.

**

Aluf-Mishne Meir SHAMGAR, *Military Advocate General (Israel) :*

With your kind permission I would like to add my compliments to the learned rapporteur who presented a most interesting and comprehensive report, and to Dr. York who continued this line.

I for my part would like to clarify two points mentioned in the report and relating to my national law, and to express my view on the problem of the desirability and practicability of the continued recognition of the rule of non-extradition for military offences, a rule which, as was rightly stated, is nowadays more or less accepted in most countries.

First of all as to the points I would like to clarify :

The report mentions (on page 10 of the English translation) countries, the extradition laws of which did not specifically refer to purely military offences and includes Israel among them. I would like to point in connection herewith to pages 26, 38 and 39 of my report (1).

It is stated there that the Schedule of the Israeli Extradition Law enumerates the following offences as extradition offences :

Every offence for which the death penalty or imprisonment for a period exceeding three years may be imposed but *except*, inter alia.

An offence with which a person can only be charged if at the time of committing it he is a soldier within the meaning of the Military Justice Law of Israel. In other words, in relation to military offences the Israeli Law of extradition has not adopted the permissive wor-

(1) *supra*, p. 214 and 220.

ding of the Harvard Research on Extradition of 1935, but has chosen the alternative presented in Schedule B of the Harvard Draft, according to which states may prohibit categorically any extradition for a purely military offence.

The law does not mention the term «military offence» and the schedule provides for the non-extradition for military offences by applying a wording which explains and defines itself *expressis verbis* i.e. the Law applies this rule of non-extradition to «an offence with which a person can only be charged if at the time of committing it he is a soldier within the meaning of the Army Code, 5708.»

In other words, the legal possibility of preferment of charges, serves as an indicator pointing out if the person is subject to military law, but the Law did not intend to extend the rule of non-extradition to each and every offence with which a person subject to military can be charged. It appears that the legislator intended to express in the above wording the aim to exclude from extradition only offences answering the twofold test laid down by the Harvard Research namely that offences precluded from extradition are only offences which are punishable merely as a violation of a military law or regulation and which would not be punishable as a violation of a civil law or regulation if the military law or regulation did not apply. The definition of the Law cited above answers both tests as it excludes by its wording any offence with which a person not subject to military law can be charged.

Part of the extradition treaties concluded by Israel mention therefore the non-extradition for military offences explicitly and apply above mentioned criterion : The treaty with Italy states for example in Article 5 that :

«L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée consiste *uniquement* dans la violation d'obligations militaires».

The same proviso appears in the treaty with France.

My second remark is connected with the applications of the principle of speciality. The report implies that certain countries, not including Israel, have referred explicitly to the existence of the principle of speciality. This statement should include Israel, the Extradition Law of which gives full expression to the principle of speciality : According to its provisions a wanted person shall not be extradited unless it has been insured by an agreement with the requesting state, that he will not be detained, tried or punished in that state for another offence committed prior to his extradition.

As a kind of interpolation I would like to draw your attention to a third point :

The Norwegian report referred to the rendition of a Norwegian soldier serving with the U.N. Forces in the Gaza strip. You are certainly aware

of the specific problem arising in this connection and which is certainly not within the scope of this report, namely the U.N. and the U.N. Forces are not a «state» and cannot conclude extradition treaties. Furthermore most national laws are apt to be silent on this point, whatever the legal conclusion one may deduce herefrom according to the written or unwritten constitution of the different states.

My main remark relates to a possible proposition to relinquish the rule of non-extradition for military offences, as far as it exists. In this connection it would be worth while to reconsider shortly the *raison d'être* of the above mentioned rule, namely what were the considerations and interests which gave birth to the rule, be it the more limited one relating to desertion only or the more general one dealing with all purely military offences. The answer to this question is not only of historical interest but might furthermore be of importance while considering the problem of the adequacy of the principle or of the justification for its continued existence.

As a first test we should ask ourselves if the rule is an outcome of the relative leniency, from the point of view of the severity of the maximum punishment, with which these offences are regarded. The Harvard Research proposed in its Draft, for example, that extradition should extend only to offences for which the law provides the penalty of death or deprivation of liberty for a period of two years or more.

May we assume that military offences generally or desertion were regarded as less severe in the average ? The answer must certainly be in the negative ; first of all the specific mention of the military offences might have been superfluous in such case ; secondly desertion for one, is and always was one of the most serious offences : The British Army Act 1955, provides for the punishment of imprisonment (i.e. up to imprisonment for life) for the offence of desertion on active service (section 37) ; Art. 85 of the Uniform Code of Military Justice states that any person found guilty of desertion shall be punished, if the offence is committed in time of war, by death or such other punishment other than death, as a court-martial may direct. The Soviet Military Code (Article 11) provides for a death sentence or imprisonment for five to ten years in time of war and imprisonment from three to seven years in peace time. These punishments do not represent a change to severity, in comparison with the practice in the late 19th century (which witnessed the rise of the rule as to military offences). On the contrary, we usually witness a process actuated by a tendency to introduce civilian perceptions of penology into military law ; much the more so, any comparison with punishments prevailing till the middle of the last century brings abundant evidence of the different approach then extant and of the evolutionary process pointed out above. Desertion is certainly one of the most serious military offences but it is not unique in its kind : wilfully disobeying an officer, striking a superior, mutiny or sedition, misbehaviour before the enemy and the like are only further examples of offences, purely military, carrying with them severe sanctions.

Not finding the *raison d'être* of our rule in the sphere of its relative lack of severity in punishment we might turn and examine the difference in mental attitudes or in other words the relative lack of moral depravity in purely military offences. Fauchille explained the rule by pointing to the lesser degree of moral turpitude involved in committing a military offence and inferred here the lack of danger to the state of asylum and the lack of interest to extradite in order to suppress crime. We may assume that this proposition is right to a certain degree, but apparently only partly: It certainly may be accepted that refusal to obey orders, for example, does not necessarily prove an inclination to criminality and has quite different sociological implications if compared with murder or larceny, but as may be observed, many treaties depart from the system of listing only certain serious offences as extraditable offences and provide instead for the criterion of the maximum penalty: The Harvard Draft is the most striking expression of the tendency to apply a more general norm instead of listing offences, because it proposed in Article 2 to regard each and every offence providing a possible deprivation of liberty for a period of two years or more as an extraditable offence. This being the approach we must moreover take into consideration that criminal legislation in the modern state, exhibits an everlasting prolificacy and includes offences providing for imprisonment up to two years, which carry with them no greater amount of moral turpitude or social danger than refusal to obey orders of a military superior, but which would be nevertheless extraditable. Even if we make allowance for the proposition that recent trends should not necessarily overshadow the reasonableness of an explanation relating to times passed, i.e. to the period of the rise of the rule, we must take into account that criminal offences lacking salient features of moral turpitude are not necessarily a modern phenomenon. We might therefore deduce that the explanation of Fauchille is plausible but not exhaustive.

It seems that the main reason for the acceptance of the specific approach to purely military offences derives from the affinity of military offences to political offences:

The purely military offence is connected, inherently, with a certain breach of loyalty to the State, represented towards the individual soldier by his military superiors. Purely military offences, and especially the serious ones and desertion among them, include as a dominant element the expression of unwillingness to obey rules which are vital and fundamental to the safety and for the continued existence of the force defending the State. They feature frequently the abnegation of self-sacrifice or the refusal to relinquish personal claims, interests and objects in favour of the public interest or demand. Impliedly at last, a person manifests hereby his disinclination to accept the established order in one of the mainstays of the Government and so to serve the State. If this our proposition as to the inherent characteristic of military offences is right, namely if the relative lack of moral turpitude in military offences is entwined with their semi-political character, it is self-explanatory why the rule of non-extradition for political offences found thus its parallel in the same rule as to military offences, i.e. why «the common interest of civilized communities», which is the main motive of surrender, was relinquished in favour of a rule of non-extradition initiated by the tendency of «non-

intervention» in case of breach of loyalty of an individual towards a foreign State.

Moreover, the expression «non intervention» might be regarded as a kind of understatement. If my supposition is right, i.e. if there is a tight intrinsic connection between political and military offences in this sphere of extradition and if the rule of non-extradition for political offences arose hand in hand with the recognition and even active support, accorded to the right of asylum, there is a certain aspect of defence of human rights in this refusal to extradite.

In case my assumption is correct, only overriding and most persuasive national interests should and could be regarded as favouring a different practice, and even then, only to such extent as demanded by the above mentioned interests.

In this connection I would like to examine the specific considerations and problems which might induce states to discard the present rule and practice.

A mutual interest in the maintenance of law order and the administration of justice has led nations to cooperate with one another by surrendering fugitive criminals to the state in which the crime was committed.

This common interest of civilized communities has many and manifold motives: it promotes friendly relations with other states, it protects the inhabitants from the effects of the immigration of dangerous elements, it serves as a deterrent against crime and prevents the commission of further crimes by the same malefactor and it furthers the repression of crime as such.

As stated before — political and military offences have been excluded from this sphere, because other specific motives had overriding influence. This differentiation between common crimes on the one hand and political or military crimes on the other hand *has* caused various difficulties — be it in connection with the discernment between the above mentioned different classes of offences or be it because of the practical difficulties caused hereby sometimes in the relations of states, especially states carrying on friendly relations with one another. As to the first point: The politization of large spheres of life and the utilization of criminal law for securing and carrying out social and political revolutions — have blurred the boundary line between criminal and political offences in many states. I refer especially to the Yugoslav Refugee Case in Germany and to the Ktir Case in Switzerland. This attributes for the recurring difficulties in the uniformity of application of the rules as to political offences. Secondly, the common interest of states did not stop short of the political or military offence; on the contrary, countries having common military interests and sometimes even a common military responsibility were looking for short — cuts of the present procedure, i.e. for pragmatic solutions furthering the interests of discipline in allied forces («*brevi — manu* extradition»). In other words, as mentioned above it may well be that some states, because of close association or because

of the close similarity of their political institutions would find the extradition of political or military offenders not only possible but even desirable : Countries tied by a political alliance might be or are apt to be directly interested in the rendition and punishment of any military offender, who has weakened by his behaviour the common military cause and the common military alertness. The dividing line of interest does not follow in these cases the political boundaries because even these lost some of their importance in cases where a common military defence has been planned and executed. The rise of political and military groupings, we are witnessing, might turn the rendition of a military offender, belonging to the armed forces of a military ally, into a reasonable ancillary to the general political and military development ; it is not more and not less than an expression of the common responsibility of these military allies for their collective security or even their direct national interest.

Above mentioned specific developments are naturally *not* applicable to every possible set of circumstances : they are specific to military alliances and therefore they need *not* bring about far-reaching changes in the existing rule as to non-extradition for military offences. In other words they need not influence the legislative policy of national legislations, if there are no specific common military interests as explained above, but in the sphere of international law they would justify the continued restraint from the creation of hard and fast rules prohibiting categorically any extradition for military offences. The more flexible approach, exemplified by the wording of section 6 of the Harvard Draft, which made the non-extradition for military offence facultative and not obligatory should continue to be the more appropriate prototype for any international multi-lateral agreement.

I conclude therefore :

Where no military alliances and interests exist, one should be wary not to overlook the interests of human rights, involved in this problem, while in search for pragmatic solutions, applicable to a defined and specific set of circumstances only.

*

**

Giovanni di BLASI, *Magistrato Militare (Italia)* :

Mon intervention est justifiée par le fait qu'il me semble nécessaire de préciser les raisons pour lesquelles la Commission italienne chargée de répondre aux questions à l'ordre du jour du Congrès n'a pas pris position sur le point relatif à la mise à disposition de militaires par d'autres moyens que l'extradition.

Je lis à la page 25 du rapport général de ce matin la raison suivante :

« Bien qu'il s'agisse en l'occurrence d'un problème d'une importance considérable, il faut pourtant tenir compte du fait que plusieurs

Etats, qui ont présenté des rapports, n'ont pu prendre position, à ce sujet, puisqu'ils n'ont ni stationné des propres forces à l'étranger, ni admis des troupes étrangères sur leur territoire. C'est le cas de l'Argentine, du Brésil, d'Israël, de l'Italie, de l'Autriche et de la Suisse, seuls les pays appartenant — si j'ose m'exprimer ainsi — à la communauté de défense européenne on fait part des expériences qu'ils ont recueillies dans ce domaine ».

Il faut dire que la raison n'est pas celle-ci.

Il est bien connu que l'Italie fait partie de l'OTAN et qu'en tant que membre de l'Alliance de l'Atlantique Nord elle a les mêmes problèmes qui existent pour tous les autres Etats membres.

Sa participation au dit Traité a soulevé et continue à soulever des problèmes d'ordre théorique et pratique sur le point de la mise à disposition de militaires par d'autres moyens que l'extradition, étant donné que le stationnement de forces étrangères sur son territoire — y comprise, dans cette notion, celle de la mer territoriale — a lieu et a eu lieu normalement.

Je voudrais éclaircir, par conséquent, que, si la Commission n'a pas répondu à toutes les questions qui lui avaient été posées, ceci n'a pas été pour la raison indiquée, mais, tout simplement, pour le fait qu'elle n'a pas pu disposer en temps utile des renseignements nécessaires à établir un point de vue particulier sur l'argument dont il s'agit.

D'ailleurs, puisque les éléments utiles à cette fin étaient d'ordre statistique, ils échappaient à la compétence de la Commission.

Avec mon intervention je n'ai pas voulu, évidemment, justifier la Commission, de laquelle, d'ailleurs, je n'ai pas fait partie, mais simplement exposer la situation qui ne lui a pas permis de remplir dûment le questionnaire sur le point relatif à la position de l'Italie sur le problème de la mise à disposition de militaires par d'autres moyens que l'extradition, dans le cadre du rapport général.

*

**

Gildo RODI, *Dott. Giudice Militari de Sorveglianza (Italia)* :

*Unas palabras en favor de la extradición por delitos militares
y mas particularmente por lo que consierne a estos delitos*

La ley militar italiana no pone ningún obstaculo a la extradición de acusados o detenidos por procedimientos de competencia del juez militar, y el artículo 433 del código penal militar de paz regula su actuación por lo que se refiere a la petición de extradición del extranjero.

Sin embargo, como hemos visto, segun una practica internacional deducida de las clausulas casi constantes de la mayoria de las convencio-

nes, resulta sancionada la *no extradición* de estos delitos que se consideran asimilados a los crímenes políticos.

A los delitos militares, generalmente, no está consentida la extradición porque se cree que estos hechos no suponen perversidad en sus autores quienes, por lo tanto, no constituyen peligro alguno para el País de refugio. Sin embargo la doctrina puede decirse conforme en el opinar que la no extradición por dichos delitos no es justificable, por lo menos, desde el punto de vista científico.

No se puede ser indulgente con los desertores, a cualquiera nación ellos pertenezcan, que hayan cometido hechos graves contra las personas o las cosas. La negación de extradición, en este caso, constituye en la más benigna interpretación, un gesto de mala intención por parte del Estado solicitado, sin la excusa que tal decisión pueda tener una cualquiera eficacia respecto a la eficiencia militar del Estado requerente, supuesto que un tal espediente fuera admisible entre las relaciones internacionales.

Cuanto menos no se puede desconocer que el cumplimiento de sus deberes militares constituya, para el ciudadano, además de una obligación impuesta por la ley, un gesto de deber cívico que el mismo no puede violar sin castigo. Afirmación esta que han tenido que defender muchos Estados, antes de todo, cuando necesitaban solidaridad en el campo de la colaboración judicial. Lo confirman las convenciones militares estipuladas entre aliados en la grave hora de la lucha y las convenciones coloniales estipuladas entre Estados limítrofes, como aquella entre Francia y España sobre los respectivos territorios en Marruecos. Lo confirman también los tratados de comercio y de navegación y las convenciones consulares todavía existentes entre Italia y otras naciones marítimas con quien ha sido disciplinada la captura y la repatriación de los marineros que en puerto italiano hayan desertado, siendo en buque de guerra o mercante.

Es verdad que algo se ha hecho después de la segunda guerra mundial, cuando con el fin de asegurar el castigo de los llamados crímenes de guerra, se ha considerado esta clase de crímenes como delitos de derecho común facilitando así la extradición de estos delincuentes. Sin embargo, con la convención europea de extradición firmada en París el 13 diciembre 1957 entre 15 naciones europeas, queda todavía confirmado el principio de la *no extradición* por las infracciones militares, aunque se deje claramente comprender, en dicha convención, que los Estados están libres de contraer obligaciones diferentes.

Solo en 1961, es decir el 3 de marzo del 61 algunos Estados nórdicos, como la Dinamarca, Noruega, Finlandia, Suecia e Islandia se ponen de acuerdo por una mutua extradición a carácter militar y en el 1962, es decir el 27 de junio del 1962 una convención parecida se logrará entre Bélgica, Luxemburgo y los Países Bajos.

Tenemos que animarnos para que convenciones similares puedan

seguir se también entre otros Estados y estamos convencidos, como ha dicho el mismo ponente general Günter Pötz, que el problema de la extradición por delitos militares, hay que ser regulado en el marco de una colaboración militar entre Estados.

El fundamento de la invocada extensión es el tradicional del instituto de la extradición, es decir, la solidaridad entre los Estados que tiene que existir también fuera de los tiempos extraordinarios y de las zonas rodeadas de exigencias excepcionales. Ya se sabe que la extradición concedida por delitos militares plantea como consecuencia, la necesidad de la ejecución de la pena infligida por estos delitos y, por si acaso de las medidas de seguridad consecuenciales.

Sin embargo, a parte el problema de la extradición que puede o no ser concedido, es preciso preguntarse si en general las medidas de seguridad impuestas en consecuencia de delitos militares, hoy como hoy, deben seguir las reglas de la extradición o bien las reglas internacionales sobre la asistencia judicial en materia penal.

La gran importancia que actualmente han adquirido las medidas de seguridad y su inclusión en los modernos códigos penales y en los proyectos legislativos, plantea el problema de la extradición de los individuos a quienes se haya impuesto una medida de este tipo.

Opino que la solución de este problema sería común tanto a la ley ordinaria que a la militar, supuesto que, por su carácter complementario la ley militar — me refiero a la italiana — recoge de la ordinaria las normas relativas a la aplicación y ejecución de las medidas de seguridad que, quiero precisar, no se conforman con la calidad militar de la persona, más bien con la peligrosidad social del delincuente ya expulsado del ejército.

Me refiero a las medidas de seguridad detentivas. De las no detentivas no conviene ocuparse puesto que la extradición conta con la privación de la libertad personal.

Limitando a este campo nuestra investigación, pensamos de facilitar la comprensión del tema teniendo en cuenta, antes de todo, de las condiciones de los delincuentes habituales, profesionales y por tendencia, a quienes particularmente se aplican las medidas de seguridad.

Si se tiene en cuenta que el fundamento de la extradición se halla en su necesidad como medio de defensa social contra el delito, tendrá que autorizarse la entrega no solo de los individuos sometidos a procedimiento penal o condenados, sino también la de los sometidos a medidas de seguridad, pues la actuación del Estado contra estas personas, generalmente muy peligrosas, tiene un puro sentido de defensa social.

Por efecto de las medidas de seguridad el que está sujeto a ellas tiene que volver a su libertad reeducado a la vida social y esto es tal empeño que el Estado no solamente no debe de trascurar sino que tiene obligación de

absolver con cualquier medio a su disposición y por consiguiente con la misma extradición, que tiene su base en el principio de la asistencia judicial en materia penal.

En la legislación italiana hay una alusión a la necesidad de la extradición en tema de medidas de seguridad en el artículo 670 del código de actuaciones penales, lo que esije que las medidas de seguridad, cuya ejecución ha sido suspendida en consecuencia de la entrega del criminal a las autoridades extranjeras, sean absolutamente ejecutadas nada más que la persona, a quien ha sido aplicada, regrese por cualquier motivo en el territorio del Estado.

En campo internacional se puede decir que la citada convención europea de extradición del 1957, ratificada en Italia con la ley 30 enero, 1963 n° 300, ha hecho un paso adelante en la vía de la colaboración judicial admitiendo, por primera vez, el principio de la extradición por las medidas de seguridad.

En efecto el artículo primero de dicha convención establece que los Estados contraentes se obligan a entregarse de mutuo acuerdo y a determinadas condiciones, los individuos perseguidos por una infracción o solicitados para la ejecución de una pena o de una medida de seguridad, entendiendo por medida de seguridad cada medida privativa de libertad que sea ordenada como acesorio o en substitución de una pena impuesta por parte de una jurisdicción penal.

Esto quiere decir que independientemente de la persona del inculpado o del hecho que forma objeto del delito la extradición puede ser requerida o concedida también por las solas medidas de seguridad a las que, según el sistema jurídico italiano, pertenecen igualmente la medida del manicomio judicial y la de la casa de cura y custodia. — Sin embargo, sin plantear el problema en toda su integridad científica, es decir hasta comprender las medidas de seguridad para los incapaces penalmente como los locos y los menores non imputables, nada prohíbe por el momento, que en las convenciones entre los Estados pueda regularse la condición de todas las otras personas que, infinitamente más numerosas y por cierto no menos temibles como los delincuentes abituales, profesionales y por tendencia, deben aún más empeñar la solidaridad de los Estados en la lucha contra los delitos.

El interés de resolver afirmativamente la cuestión es común a todos los Estados. A los de origen interesa la reeducación social de sus ciudadanos y a los otros interesa también liberarse de algunos extranjeros endeseables que con la facilidad de las modernas comunicaciones pasan con frecuencia de uno a otro territorio.

En este modo opinamos que, hoy, en la espera de soluciones generales la extradición, denegada por la ejecución de la pena militar, pueda ser concedida limitadamente por la ejecución de las medidas de seguridad, aunque ordenadas en consecuencia de delitos militares, puesto que estas medidas no se refieren a la excepcionalidad del delito sino a la personalidad del individuo ya no militar.



Sahir ERMAN, *Professeur à l'Université d'Istanbul (Turquie)* :

Je prends la parole pour une courte intervention. Je dois préciser d'abord que le droit turc ne diffère pas des autres législations en vigueur, c'est-à-dire qu'il n'accepte pas l'extradition pour les délits purement militaires en laissant au gouvernement le pouvoir d'accorder ou de refuser l'extradition pour les infractions militaires mixtes ou assimilées, après une décision favorable à l'extradition du tribunal correctionnel. Je suis tout à fait d'accord avec le rapporteur général pour l'admission de l'extradition pour les délits purement militaires, d'autant plus que la Convention sur le statut des forces de l'OTAN peut servir de base à un système pareil. Mais il faudrait à mon avis faire une distinction entre le délit purement militaire et les délits militaires qui ont des finalités politiques, car la désertion même peut avoir une finalité politique. Par exemple, mon pays a accepté des réfugiés hongrois pendant la récente révolte hongroise et parmi ces réfugiés il y avait aussi des personnes militaires, ainsi que lors du plus récent coup d'état grec nous avons eu des réfugiés militaires qui étaient sans aucun doute des déserteurs. Or il faut d'abord préciser que les délits militaires qui ont des finalités politiques doivent être considérés comme des délits purement politiques, c'est-à-dire que la qualité de délit politique doit l'emporter. De cette façon la règle de la non-extradition doit être appliquée à cette catégorie de délits militaires.



Colonel G. I.A.D. DRAPER, *(United Kingdom)* :

We are here confronted with an interesting proposal for a Convention to govern the extradition of military offenders. I have listened with interest, and I hope with profit, to the debates that have taken place here and to which distinguished delegates have made stimulating contributions. For my part, I have tried to assess the merits of the proposals in a detached and constructive manner. In the result, both on grounds of theory and experience, of political and legal considerations, I find that I cannot support the proposal now before us.

Military law is a very special branch of the municipal law of States. It is a law governing a very special part of the State executive apparatus, namely, the armed forces. It is commonly agreed that defence, foreign policy, and economic activities, are, in our modern world, the three salient and predominant areas of State functions. Each of them touches a State at its very nerve points, indeed, in the case of defence, at the roots of its existence.

Every person subject to the Military Law of his State stands in an unique relationship to his State. He is not only in the service of that

State but in that part of its service upon which the existence of the State depends in large part. He is no ordinary State official. He owes a degree of loyalty and obedience to his superiors shared by no other officials, and certainly not by ordinary citizens. It is my contention that when other States are to play a role in returning military offenders to the jurisdiction of the State upon which they depend we are at once entering an area of considerable political sensitivity both to the demanding and retaining State.

We are all well aware, in such a Congress as this, of the difficulties States have experienced in practice in arriving at what are « political » offences for the purpose of denying extradition under treaties. Our law books are littered with the uncertainties which prevail in this zone of State practice. They reflect, of course, the uncertainties of International Law itself in this matter. Hitherto, such uncertainties have been confined to the extradition of common crimes. I ask you all to be cautious before we attempt the hazard of extending those uncertainties to military law offences. Up till now Military Law has been happily exempt from the difficulties inherent in deviding offences into those which are « common » and those which are infused with such a degree of political colouring that they are termed « political », and where extradition is accordingly denied under existing International Law.

It is proposed, in the project now under debate, that military offences should be divided into those which are « common » and those which are not. Where, in such a categorisation, stands the military offence of desertion, one of the most frequent of military offences? Deserting the military service of one's State can be the outcome of a wide variety of reasons, from purely political motivation to that of pure cowardice. As so often in life, man's motives are rarely pure and seldom simple.

Consider, again, the considerable differences which prevail in the military law systems of modern States, both in substantive, procedural and jurisdictional law. Again, in some States military personnel stand under a dual and even treble subjection to law; in others they stand exclusively subject to the military law of their State. I venture to suggest here that States need first to reach a much closer assimilation of their military law régimes before a Convention on extradition for military offences is a feasible proposition. Otherwise, States will find themselves committed to obligations which would deny the accepted canon of the non-extradition of political offenders. Many of the so called « common » military crimes, whether desertion or striking a superior, or disobeying a lawful order, can be charged with a highly political content. Likewise, a demanding State would find little difficulty in seeking the return of political refugees by the allegation of military desertion. Let us remember that it is a matter well within the citadel of State sovereignty that municipal law may determine which of the citizens of a State are subject to its military law and how they become so subject. I take it that the proposed Convention on military extradition is not seeking to limit that sovereign right of States. If not, then States can use the device of military

« subjection » to seek the return of those of its citizens whom it does not wish to be out of their territory at any time. After all, a reservist can be « activated » by the stroke of the executive pen.

I ask you to reject this proposal until States have reached a far closer identity of their military law systems.

**

Thorsten CARL, Dr, Assistant Professor of Stockholm University (Sweden) :

Since there has not been issued a Swedish national report it would perhaps be of some interest for the members of the congress to hear a little about the Swedish legislation in the field in question.

Sweden has signed the European convention on extradition of 1957. On the ground of this convention and of Scandinavian collaboration (no formal convention on extradition, however, has been made by the Scandinavian countries) there have been issued two internal Swedish laws regulating extradition. The law concerning extradition to other Scandinavian states does not specially refer to purely military offences but, on the other hand, does not prevent extradition for such offences. The other law — concerning extradition to other states than the Scandinavian countries — prohibits extradition for purely military offences but declares that, if an offence against the military laws also includes a civil offence, extradition may be granted for this offence.

I also want to point out an important difference between the agreement between the Scandinavian states, on one hand, and the treaty between the Benelux-countries, on the other hand (mentioned in the general report inter alia on page 24 (1)). The Benelux-countries are linked in a common military organisation but so are not the Scandinavian states. On the contrary Denmark, Iceland and Norway are members of the Nato while Finland has made a treaty of defense with the Union of the socialist sovjet republics (URSS) and Sweden is an entirely neutral country situated as it is in the centre of Scandinavia. In spite of this the Scandinavian agreement allows extradition for purely military offences. So, in my opinion, there is no condition for an agreement between two or more states on extradition for purely military offences that there is a military alliance treaty made between these states. However, as far as I know — and I have some experience of the practice of extradition from Sweden to foreign countries — we have in Sweden not yet received any request of extradition for neither purely nor mixed military offences. So the problem can not be said to be a very important one in Sweden or — I dare say — in all Scandinavia.

(1) *supra*, p. 67.

Chapitre IV

RAPPORT DE SYNTHÈSE

EXPOSICION DE SINTESIS

por

José Maria RODRIGUEZ DEVESA

*Catedrático de Derecho Penal
y Coronel Auditor*

Sr. Presidente

Señores :

Los Ponentes generales que me han precedido, los señores Paucot (Francia) y Pötz (Alemania), merecen la gratitud del Congreso por la im-
proba labor que han realizado con éxito. A ellos les ha correspondido or-
ganizar el enorme material, sin precedentes, aportado por las comunicacio-
nes nacionales. Numerosas leyes penales militares, gran numero de Tratados
internacionales, han sido disociados en sus elementos, analizados por exper-
tos del más alto nivel en los países que aquí están representados. En una
confrontación que jamás había dispuesto de materiales tan copiosos, los
Ponentes generales han establecido analogías y diferencias, coincidencias
y discrepancias de criterios, con gran comprensión para los Derechos na-
cionales, producto de la historia y de la cultura de cada pueblo y de sus
coyunturas políticas, y con un exacto sentido de las exigencias del Derecho
comparado, han extraído los rasgos y los problemas fundamentales, subray-
ando las diversas soluciones aportadas por los distintos ordenamientos ju-
rídicos. Las magníficas intervenciones que se han producido en los días de
ayer y hoy, han venido a matizar con sus atinadas observaciones las conclu-
siones a que se ha llegado en las ponencias. Me toca ahora a mí dar un úl-
timo paso e intentar resumir aquellos pensamientos que han quedado, por
decirlo así flotando en la atmósfera del Congreso en relación con los temas
más sobresalientes — no todos — de los que a él se han traído.

Me parece que debemos empezar por el de las *concesiones entre el
Derecho penal militar y el Derecho común*. Creo que todo lo que aquí se
ha dicho sobre la tendencia de aproximación del Derecho militar al Derecho

común, y sobre las peculiaridades que, no obstante, caracterizaban al Derecho penal militar, pudiera expresarse de esta manera: El Derecho penal militar, en cuanto Derecho penal, responde a los mismos principios que el Derecho penal común, especialmente al principio de legalidad (*nullum crimen sine lege, nulla poena sine lege, nulla poena sine legale iudicium*) y al principio de que no hay pena sin culpabilidad (*nulla poena sine culpa*). Todo progreso en el Derecho común se ha traducido históricamente, se traduce y debe traducirse en el Derecho penal militar. Pero el Derecho penal militar tiene sus peculiaridades nacidas de la particular coherencia de las Fuerzas Armadas, de las finalidades que el ordenamiento jurídico adscribe a los ejércitos. No es, por ejemplo, que se niegue la legítima defensa. Pero el superior, frente a la agresión de un inferior en un acto del servicio, no actúa ni puede actuar jamás en legítima defensa, porque la legítima defensa es un derecho y como tal renunciable, mientras que el superior no puede renunciar a reprimir la agresión de un inferior; tiene el deber de rechazarla, no actúa en legítima defensa, sino en cumplimiento de un deber, el deber de mantener la disciplina. Y como éste, otros muchos ejemplos servirían para mostrar cómo, respondiendo a los mismos principios, el Derecho penal militar tiene que diferenciarse del Derecho común, lo que se intenta a través de las variadas técnicas que hemos escuchado y en las que no me voy a detener.

El problema del *criterio diferencial entre delitos militares y delitos comunes*, qué delitos deben llevarse a las leyes militares y cuáles han de mantenerse en las leyes comunes, ha revelado aquí una amplísima gama de soluciones legislativas, difíciles de compaginar unas con otras. Para clarificar la cuestión habría que distinguir entre una consideración *ex ante* y una consideración *ex post*. A *posteriori* es imposible, para distinguir entre delitos militares y delitos comunes, otro criterio que no sea el meramente formal: son delitos militares los que contienen las leyes penales militares, o aquellos a los que las leyes otorgan carácter militar. Si se quiere encontrar un criterio de fondo, materia, *a priori*, de *lege ferenda*, hay que acudir a una consideración *ex ante*. Desde este punto de vista, entiendo que sólo deben comprenderse en las leyes penales militares aquellos hechos que afecten de modo *directo e inmediato* a los intereses de las Fuerzas Armadas. Y me inclino por este criterio porque creo está en el ánimo de todos los congresistas que la guerra total, esa terrible forma de hacer la guerra y de prepararse para ella que ha hecho irrupción en el mundo en los últimos decenios, hace que todas las actividades de un país tengan que ponerse al servicio de la guerra o de su preparación. Entonces, el número de abortos, al disminuir el potencial demográfico, afecta a los intereses militares indirectamente; la organización de la enseñanza, al depender de ella el número de especialistas con que puede contar el ejército en tiempo de paz y de guerra, afecta a los intereses militares; las ideologías que se entrecruzan con el amor a la patria, internacionalizando los problemas internos, haciendo que el enemigo de la patria sea en algunos casos el amigo de la facción política a que se pertenece, afecta a los intereses militares, puede perturbar la movilización, entorpecer las Fuerzas Armadas. Todo, todo lo que ocurre en un país tiene una repercusión en su potencial bélico: la economía, la estructura social, la política. En consecuencia, si tomamos como criterio

para construir los delitos militares el ataque indirecto, mediato, a intereses militares, no hay ya posibilidad de distinguir entre el Derecho militar y el Derecho común: todo tendría que ser Derecho militar. Creo por eso que en la mente de todos está que en *tiempo de paz* las leyes penales militares no deben contener más que aquellas conductas que afecten de modo directo a los intereses militares del Estado. En situaciones de emergencia o de guerra, debe proveerse mediante normas procesales *ad hoc* o leyes penales especiales.

La aplicación de la *Ley penal militar a personas no militares* es cuidado que agita no sólo a la sociedad, a nuestra Sociedad, que lo ha incluido en el temario del Congreso, sino a la opinión pública en todos los países. Es una preocupación que guarda muy estrecha relación con el prestigio de las Fuerzas Armadas y que, por ello, debe ser tratada con la mayor delicadeza. Los ejércitos deben cuidar la opinión pública en la medida que sea compatible con el cumplimiento de las misiones que tienen asignadas dentro del Estado. ¿Está justificado o no que se aplican las disposiciones relativas a delitos militares a personas civiles? También aquí está en el ánimo de los congresistas una distinción. Porque los civiles pueden verse atraídos al ámbito de las leyes penales militares por haber participado en un delito militar propio, esto es, en un delito militar de los que sólo puede ser sujeto activo un militar; por ejemplo, la desertión: pueden inducir a una desertión; o pueden cometer delitos militares de aquellos que en muchos países contienen las leyes militares, cuyo sujeto activo puede ser indistintamente un militar o un no militar, cualquier persona. En el primer caso, el de participación de civiles en delitos militares propios, la aplicación de la Ley penal militar es inevitable. La cuestión ha de trasponerse entonces al terreno procesal, hay que tratar de que tenga las mismas garantías, por ejemplo, elección de defensor letrado, que si fueran enjuiciados ante la Jurisdicción ordinaria. La segunda hipótesis, la de delitos que puedan ser cometidos por cualquiera, militar o no militar, debería resolverse, como lo han hecho muchos países aquí representados, llevándolos a la ley común, sin perjuicio de reglas procesales que autoricen la intervención de los tribunales militares en determinados casos y circunstancias. O bien, convirtiendo esas conductas en delitos militares propios, *delicta propria*, es decir, por ejemplo dejando en las leyes penales militares el espionaje cometido por militares, y el espionaje, en general, en el Derecho común. Yo diría: los delitos que **no afectan directamente** a intereses militares, y los delitos militares que pueden ser cometidos indistintamente por militares y no militares, son *falsos delitos militares*.

Descendamos ahora a algunos de los problemas concretos que contiene la agenda del Congreso: menores y cumplimiento de órdenes superiores.

Tomando la palabra *menores* no en un sentido estricto de menores de edad penal, donde los problemas son mínimos porque en la mayoría de los países no forman parte de los ejércitos y en los demás se tiende a restringir su admisión en las Fuerzas Armadas, y empleando la palabra *menores* en el sentido de jóvenes, sean adolescentes, semiadultos, o adultos jóvenes, está en la conciencia de todos que es de la mayor importancia la orientación del Derecho penal militar con referencia a ellos, porque, cuan-

titativamente, son el elemento básico de las Fuerzas Armadas. La prolongación de la vida humana ha hecho que las consecuencias de un tratamiento penal defectuoso tengan unas repercusiones en la comunidad a la que se devuelven los delincuentes, una vez cumplida su condena, que no se produjeron antes. En el ánimo de todos está que, en esta esfera de actuación del Derecho militar, hay que buscar una coordinación con las leyes comunes en vista a la reincorporación a la vida social de los jóvenes que cometen delitos militares, sin deterioros o con el menor deterioro posible, y respetando el derecho que tienen a una educación adecuada.

La pregunta de si deben excusarse o justificarse los delitos cometidos en ejecución de órdenes superiores, sigue sin tener una contestación satisfactoria, sigue preocupando a todos cuantos nos ocupamos del Derecho penal militar, y nuestra sociedad ha demostrado una viva sensibilidad para esta preocupación al incluirla en la agenda del Congreso. La problemática de los delitos cometidos en cumplimiento de órdenes superiores es sumamente compleja y en el estado actual de las discusiones no podemos pretender llegar a una coincidencia plena de pareceres. Sin embargo, en la atmósfera de esta Asamblea flota la particular tensión que caracteriza este tema vidrioso. De un lado, la repugnancia a que queden impunes delitos, a veces atroces, al amparo de órdenes superiores que, en ocasiones, se escalonan indefinidamente diluyendo la responsabilidad. De otro, el temor a debilitar lo que constituye el nervio de los ejércitos, la subordinación jerárquica y la obediencia a las órdenes recibidas. Como ya sostuve en Florencia, entiendo que no hay más que un medio de aliviar esta tensión. Distinguir entre lo que es esencial a la subordinación jerárquica objetivamente considerada, y las situaciones conflictivas de error, coacción, necesidad, nacidos de esa relación de subordinación y de la costumbre de obedecer, que no son esenciales y propias de la subordinación militar porque pueden darse y se dan en otros casos. Desprendidas del cumplimiento de órdenes superiores esas adherencias, considerada objetivamente la subordinación jerárquica, hemos de reconocer que la orden de cometer un delito no es nunca obligatoria y, en consecuencia, no puede alegarse como causa de justificación o excusa para el que obedece. No hay opción: se admite que la orden de cometer un delito es obligatoria, o no se admite que sea obligatoria. Si admitimos que la orden de cometer un delito es obligatoria en las Fuerzas Armadas, no podremos establecer ninguna diferencia entre un ejército y una partida de bandidos. Porque lo que caracteriza a una partida de bandidos es que las órdenes de cometer un delito dadas por quien la manda son obligatorias para quienes forman parte de la banda. Mas los ejércitos modernos no son bandas armadas, partidas de bandidos. Están fundados en el Derecho y están obligados a respetar el ordenamiento jurídico. *Inter armis «non» silent leges.* Esto no quiere decir que quien comete un delito en cumplimiento de órdenes superiores no quede exento nunca de responsabilidad criminal. Por ejemplo, si medió un error esencial e invencible, sobre el carácter delictivo de la acción que se ordenó ejecutar, o sobre la obligación misma de obedecer (error cada vez más difícil a medida que se asciende en el rango jerárquico) quedará exento de culpabilidad el que obedece, mas no por haber cumplido una orden, no por obediencia debida, sino por el error. Ciertamente que estas ideas precisan de ulteriores estudios para encontrar fórmulas técnicas satisfactorias. Las posibles so-

luciones, sin embargo, han de buscarse y encontrarse por ese camino.

Y ahora, en conexión general con la totalidad del Derecho penal militar y el Derecho de la guerra, aunque muy en particular con el acto realizado en cumplimiento de órdenes superiores, está la *incidencia de los Convenios internacionales sobre el Derecho interno*. Hemos visto que los sistemas y técnicas de los países representados aquí son muy diversos. Desde el reconocimiento en las Constituciones de la primacía del Derecho internacional sobre el Derecho interno, hasta la no admisión de determinados Convenios internacionales, pasando por su condicionamiento a que se traduzcan en leyes internas para que obliguen dentro de la Nación. Por encima de esas divergencias nacionales, creo que se respira aquí una idea que pudiera expresarse así: suscritos o no, los Convenios internacionales que tienden a la humanización de la guerra, de esta guerra moderna que ha asumido un carácter devastador y una ferocidad como nunca había conocido la Humanidad, no hay duda alguna, no puede haberla, que la guerra no invalida las reglas reconocidas, consagradas y admitidas en todos los países civilizados: el asesinato, el robo, la tortura, siguen siendo delitos con arreglo a nuestro Derecho interno, aunque el país se vea arrastrado a una guerra. La guerra sólo justifica aquellos males que le son inherentes y por ello inevitables. Todo sufrimiento causado a heridos, náufragos, prisioneros, población civil, innecesarios a los fines de la guerra, sigue siendo durante ésta una conducta criminal, y como tal ha de castigarse. Con independencia de que el enemigo haya suscrito o no Convenios internacionales encaminados a dulcificar la suerte de heridos, prisioneros, náufragos y población civil. Lo cual no quiere decir que los que pertenecen a las Fuerzas Armadas enemigas beneficien de una impunidad que no podría acordárseles por las mismas razones que no se debe conceder a las tropas propias. Sé que la teoría de las *represalias* puede representar, en algunos casos, un obstáculo para esta tesis que está en el ánimo de todos. Pero la teoría de las represalias es algo que en este momento está fuera de discusión porque no pertenece al temario del Congreso. Aunque no estaría de más estudiar esta técnica de la guerra en las relaciones con el Derecho interno, pues la represalia representa un residuo de antiquísimas concepciones sobre culpabilidad y responsabilidad colectivas que han sido borradas hace tiempo de las leyes penales y, por consiguiente, de las leyes penales militares. Es curioso que una especie de vergüenza y sentimiento del decoro haya impedido que el «derecho» a dar muerte a personas inocentes no haya encontrado expresa consignación en ninguna ley penal militar.

Dejemos, sin embargo, este tema, que nos llevaría muy lejos, para ocuparnos de otro de la mayor trascendencia en un mundo donde los ejércitos tienden a convertirse en fuerzas interregionales, el tema de la posibilidad de conseguir un cierto grado de unificación en los *sistemas legales adoptados para la clasificación de las infracciones militares*. El cotejo de los más diversos ordenamientos ha puesto de relieve que predomina el criterio de los intereses jurídicos protegidos. En función de estos intereses se distribuyen los delitos militares. Por excepción, algunos países toman como criterio el de la índole de los deberes infringidos. De ello se deduce que muchos piensan que hay razones de peso para seguir aquel sistema. Diríamos aún más. Saquemos las conclusiones lógicas de ese criterio. La *Ley penal*

militar debe recoger sólo aquellas conductas que lesionen o pongan en peligro esos intereses jurídicos. La simple infracción de un deber militar, que no lesione ni ponga en peligro ningún interés jurídicamente protegido, no debe trascender de la esfera disciplinaria. Esto supuesto, no sería difícil, ciñéndonos a los delitos militares propios, avanzar hacia la meta de una unificación sistemática enfocando nuestros esfuerzos y meditaciones en esa dirección, tarea previa para llegar a la más ambiciosa de homogeneizar hasta donde se pueda (una homogeneización radical, una Ley penal militar uniforme no parece hoy posible mientras subsistan los actuales Estados soberanos) las leyes penales militares, por lo menos, de las naciones que pertenecen a un mismo círculo de cultura.

Acabo de hablar de la *esfera disciplinaria*. También se han puesto de manifiesto en este Congreso unas tendencias marcadas. Una, a separar netamente el Derecho penal y el Derecho disciplinario. Otra a eliminar del Derecho disciplinario las fórmulas vagas e indeterminadas, a «legalizar» el Derecho disciplinario. Ambas tendencias merecen la máxima atención, porque a diferencia de lo que ha pasado a constituir un tópico muy difundido, creo que la disciplina y buen orden de las Fuerzas Armadas descansa más en el Derecho disciplinario que en el penal.

Finalmente, dedicaré unas palabras a la *extradición por delitos militares*. Los excelentes trabajos presentados, la ponencia del Sr. Pötz, digna del mayor encomio, tienen un núcleo común que conviene resaltar. La doctrina tradicional de la no extradición por delitos militares no responde ya, en todos los casos, a las concepciones actuales. Cuando las alianzas militares despliegan su eficacia, a diferencia de lo que ocurría antes de la segunda guerra mundial, en una profunda cooperación de las naciones aliadas sin esperar a que una de ellas se encuentre en guerra con un enemigo común, desaparece cualquier argumento sólido contra la entrega de los delincuentes militares entre los aliados. Si el Derecho penal militar tutela el potencial bélico, la debilitación del potencial militar de un aliado es debilitar el potencial conjunto y, por lo tanto, el propio. Además, el acudir a expedientes de ayuda jurisdiccional, de entrega *de facto* en determinados casos, no parece que sea recomendable. El extraditado se ve privado entonces de aquellas garantías que ordinariamente reviste la extradición: no imposición de la pena de muerte, principio de especialidad, etc. La vía más oportuna para consagrar la extradición por delitos militares, se ha apuntado que es la de consignar esta excepción en los Convenios de alianza o de cooperación militar. Parece, que salvo en estos casos, deben mantenerse la regulación actual contraria a acordar la extradición por delitos militares. Indudablemente, hay que remover los obstáculos que oponga la legislación interna. También merecen subrayarse la tendencia general a referir la extradición por delitos militares a los delitos específicamente militares, es decir, a aquellas conductas que si se suprimiera mentalmente la Ley penal militar, no constituirían delito conforme al Derecho común. Clare que en los delitos militares, como en los delitos comunes, puede ocurrir que nos encontremos ante el *delincuente por convicción*, un concepto criminológico amplio que debería sustituir al de «delincuente político», tan impreciso. Algunas alusiones que hemos oído han hecho referencia a este respecto del problema. Creo, sin embargo, que en la mente de todos está que sera forzar con ex-

ceso el concepto de delito político, afirmar que todos los delitos militares son delitos políticos. Allí donde se entrecruzan los conceptos de delito político, o delito por convicción, como preferiría llamarlo (entendiendo que esta noción es más amplia que la de delito político), y delito militar, deben tener la primacía las excepciones consagradas en las leyes y en los tratados de extradición para los delitos políticos. Por lo demás, el argumento de que quienes cometen un delito puramente militar no representan un peligro para el país en que se refugian, me parece inconsistente. El Derecho internacional tiene excesivos problemas para atender los aspectos criminológicos de la cuestión. Pero desde el punto de vista criminológico es incontrovertible que la peligrosidad, la proclividad al crimen, puede manifestarse también por un delito estrictamente militar. La agresividad, por ejemplo, puede revelarse lo mismo por un homicidio que por un delito contra la propiedad o el ataque a un superior dentro del ejército; la indisciplina social encuentra expresión en un delito de tráfico igual que en una desobediencia militar. El problema de la peligrosidad no puede ni debe resolverse con criterios jurídico-formales, sino que depende de la personalidad y del mundo circundante. Por ello, la afirmación, sin más, de que quien comete un delito militar no constituye un sujeto peligroso no está de acuerdo con el estado actual de nuestros conocimientos criminológicos.

Pongo fin a mi intervención. Espero que, con el respeto que nuestra Sociedad muestra a las peculiaridades de los ordenamientos jurídico-militares nacionales de los distintos Estados integrados en el Congreso, este contraste de información y este intercambio de impresiones que hemos tenido, constituyan un estímulo para cubrir las muchas etapas que restan hasta que consigamos llevar el estudio del Derecho penal militar y del Derecho de la guerra a la altura científica y técnica que deseamos y que se propone nuestra Sociedad, y que entretanto las ideas que han quedado expuestas en este IV Congreso sirvan de orientación en los trabajos legislativos en curso o que se emprendan en el futuro, y, asimismo, en la interpretación y aplicación de las leyes penales militares vigentes en nuestros respectivos países.

RAPPORT DE SYNTHÈSE

par

José Maria RODRIGUEZ DEVESA

Professeur de Droit Criminel et Colonel Auditeur

Les rapporteurs généraux qui m'ont précédé, M.M. Paucot (France) et Pötz (République Fédérale d'Allemagne), méritent la reconnaissance du Congrès pour le travail considérable qu'ils ont accompli avec succès. Tous deux ont coordonné les nombreux matériaux fournis par les rapports nationaux. De nombreuses lois pénales militaires et un grand nombre de traités internationaux ont été analysés par des juristes expérimentés des différents pays ici représentés. Dans une confrontation qui n'a jamais disposé de matériaux aussi abondants, les rapporteurs généraux ont établi les analogies et les différences, les critères concordants et divergents, avec une grande compréhension pour les droits nationaux, produits de l'histoire et de la culture de chaque peuple et de ses conjonctures politiques. Avec un sens aigu des exigences du Droit comparé ils ont aussi mis en lumière les traits et les problèmes fondamentaux, soulignant les diverses solutions données par les différentes législations. Les remarquables interventions qui ont été exprimées aujourd'hui et hier ont, par des remarques précises, nuancé les conclusions qui découlaient des rapports. Il m'appartient maintenant de faire un dernier pas et d'essayer de résumer les idées qui sont restées pour ainsi dire flottantes dans l'atmosphère du Congrès, et qui ont rapport aux thèmes les plus importants — pas tous — de ceux qui y ont été traités.

Je crois devoir commencer par les liens qui existent *entre le droit pénal militaire et le droit pénal ordinaire*. J'estime que tout ce qui a été dit ici de la tendance visant au rapprochement du droit militaire et du droit commun, et aussi des particularités qui caractérisent le droit pénal militaire, peut être énoncé ainsi : le droit pénal militaire, en tant que droit pénal, répond aux mêmes principes que le droit pénal commun, spécialement au principe de la légalité (*nullum crimen sine lege, nulla poena sine lege, nulla poena sine legale iudicium*) et au principe selon lequel il n'y a pas de peine sans culpabilité (*nulla poena sine culpa*). Tout progrès dans le droit commun s'est traduit historiquement, se traduit, et doit se traduire dans le droit pénal militaire. Mais celui-ci présente des particularités qui découlent de la cohérence spéciale des Forces Armées

et des buts que les lois attribuent aux armées. Il ne s'agit pas, par exemple, de nier la légitime défense. Le supérieur, en face d'une agression commise par un inférieur dans le service, n'agit jamais, ni ne peut jamais agir, en état de légitime défense, car celle-ci est un droit et comme tel renonciable, tandis que le supérieur ne peut pas renoncer à réprimer l'agression commise par un inférieur ; il a le devoir de la repousser, il n'agit pas en état de légitime défense mais dans l'accomplissement d'un devoir, celui de maintenir la discipline. Cet exemple, comme d'autres, démontre que le droit pénal militaire, bien que obéissant aux mêmes principes généraux, doit se différencier du droit ordinaire en suivant les diverses techniques que nous avons entendues et qu'il est superflu pour moi de rappeler.

L'étude de la question du *critère différentiel entre les délits militaires et les délits de droit commun*, c'est-à-dire la détermination des délits qui doivent appartenir au droit pénal militaire et des délits qui doivent être maintenus dans le droit pénal commun, nous a montré qu'il existait de nombreuses solutions législatives, difficiles à classer. Pour clarifier le problème il y aurait lieu de distinguer entre un examen *ex ante* et un examen *ex post*. *A posteriori* il est impossible, pour différencier les délits militaires et les délits de droit commun, de retenir un autre critère que purement formel : sont des délits militaires ceux qui sont compris dans les lois pénales militaires, ou ceux auxquels les lois attribuent un caractère militaire. Si on veut trouver un critère plus profond, *a priori*, de *lege feranda*, il faut faire usage d'un examen *ex ante*. J'entends par là que les lois militaires ne doivent comprendre que les faits qui d'une façon *directe et immédiate* touchent aux intérêts des Forces Armées. Je penche pour ce critère parce que je crois que dans l'esprit de tous les congressistes, la guerre totale, cette terrible façon de faire la guerre et de s'y préparer, qui dans les dernières décennies a fait irruption dans le monde, force toutes les activités d'un pays à se mettre au service de la guerre ou de sa préparation. Ainsi, le nombre des avortements affecte indirectement les intérêts militaires parce qu'il réduit le potentiel démographique ; l'organisation de l'enseignement se rapporte aux intérêts militaires parce qu'il détermine le nombre de spécialistes dont l'armée peut disposer soit en temps de paix soit en temps de guerre ; les idéologies politiques qui se heurtent à l'amour de la patrie, en internationalisant des problèmes nationaux et en faisant que l'ennemi de la patrie est dans certains cas l'ami du groupe politique auquel on appartient, affectent les intérêts militaires parce qu'elles peuvent troubler la mobilisation et gêner les Forces Armées. Tout ce qui arrive dans un pays a une répercussion sur son potentiel de guerre : l'économie, la structure sociale, la politique. Par conséquent, si nous prenons comme critère des délits militaires l'atteinte indirecte, médiate, aux intérêts militaires, il ne sera plus possible de distinguer le droit militaire du droit commun : tout devra être droit militaire. C'est pour cela que je crois que nous sommes d'accord que, en *temps de paix*, les lois pénales militaires ne doivent contenir que les actions qui touchent d'une façon directe aux intérêts militaires. Les situations d'urgence ou de guerre doivent être réglées par des normes de procédure *ad hoc* ou par des lois pénales spéciales.

L'application de la loi pénale militaire à des personnes non militaires est un problème qui non seulement intéresse notre Société qui a pris ce sujet comme thème du Congrès, mais aussi l'opinion publique de tous les pays. C'est un problème qui se rapporte très étroitement au prestige des Forces Armées, et qui, pour cette raison, doit être étudié avec le plus grand soin. Les armées doivent tenir compte de l'opinion publique dans une mesure compatible avec l'accomplissement des tâches qui leur sont assignées dans l'Etat. Est-il justifié ou non que les dispositions relatives aux délits militaires s'appliquent aux civils ? Les congressistes font ici aussi une distinction. Les civils peuvent tomber dans le champ d'application des lois pénales militaires du fait de leur participation à un délit militaire proprement dit, c'est-à-dire, à un délit militaire qui ne peut être commis que par un sujet militaire ; en matière de désertion par exemple : les civils peuvent amener un militaire à commettre une désertion. Ils peuvent aussi commettre certains délits militaires que connaissent les lois militaires d'un grand nombre de pays, délits dont le sujet actif peut être indistinctement un militaire ou un non militaire c'est-à-dire, une personne quelconque. Dans le premier cas, celui de la participation de civils aux délits militaires proprement dits, l'application de la loi pénale militaire devient inévitable. Le problème passe alors au domaine de la procédure, et il faut veiller à ce que les civils aient d'égales garanties, par exemple dans le choix d'un avocat, que s'ils étaient jugés par des tribunaux civils. La seconde hypothèse, celle des délits qui peuvent être commis par une personne quelconque, militaire ou non militaire, devrait être résolue de la façon dont l'ont fait beaucoup de pays ici représentés. Ils leur appliquent le droit commun sans préjudice des règles de procédure qui autorisent l'intervention des tribunaux militaires dans des cas et des circonstances déterminés. Ou bien, on peut transformer ces délits en véritables délits militaires, *delicta propria* ; par exemple : inclure dans les lois pénales militaires l'espionnage commis par des militaires, et dans les lois pénales ordinaires l'espionnage en général. En résumé : les délits qui ne touchent pas directement aux intérêts militaires et les délits militaires qui peuvent être commis indistinctement par des militaires et par des non militaires, sont des *faux délits militaires*.

Passons maintenant à quelques-uns des problèmes concrets mis à l'ordre du jour du congrès : les mineurs et l'obéissance aux ordres des supérieurs.

Prenant l'expression *mineur* non dans son sens strict de mineur d'âge pénal, dont les problèmes sont minimes, car dans la plupart des pays ils n'appartiennent pas à l'armée et dans d'autres pays on a tendance à restreindre leur admission dans les Forces Armées, et si nous employons le mot « mineur » dans le sens de jeunes gens, qu'ils soient adolescents ou jeunes adultes, nous sommes tous conscients qu'il est de la plus haute importance d'orienter le droit pénal militaire en tenant compte de leur existence, parce que, quantitativement, ils sont l'élément de base des Forces Armées. La prolongation de la vie humaine fait qu'un traitement pénal défectueux a, dans la communauté que les délinquants réintègrent une fois la peine accomplie, des répercussions qui ne se seraient pas produites auparavant. Nous sommes certainement tous d'accord que, dans

ce domaine du droit militaire, il faut chercher une coordination avec le droit commun en vue de la réintégration sans dommage dans la vie sociale des jeunes auteurs de délits militaires, ou avec le moins de dommage possible et dans le respect de leur droit à une éducation adéquate.

La question de l'excuse ou de la justification de *délits commis en accomplissant un ordre du supérieur* reste sans réponse satisfaisante et elle préoccupe tous ceux qui, comme nous, s'occupent du droit pénal militaire. En l'insérant dans le cadre des thèmes du Congrès notre Société a montré un très vif intérêt pour cette question. Les problèmes que soulèvent les délits commis dans l'accomplissement d'un ordre du supérieur sont extrêmement complexes et, dans l'état actuel du débat, nous ne pouvons prétendre à une complète concordance d'opinions. Cependant, l'atmosphère du Congrès révèle une singulière tension au sujet de ce délicat problème. D'un côté, c'est l'aversion éprouvée pour l'impunité de délits parfois affreux, en invoquant l'excuse tirée d'ordres de supérieurs qui, parfois, s'échelonnent indéfiniment, diluant la responsabilité. D'un autre côté, c'est la crainte d'affaiblir ce qui forme l'épine dorsale des armées, la subordination hiérarchique et l'obéissance aux ordres reçus. Comme je l'ai soutenu lors du Congrès de Florence, j'estime qu'il n'y a qu'un seul moyen de diminuer cette tension : distinguer ce qui est essentiel à la subordination hiérarchique considérée objectivement et les situations discutables (erreur, contrainte, état de nécessité) nées du lien de subordination et de l'habitude d'obéir, lesquelles ne sont pas essentielles et propres à la subordination militaire car elles peuvent exister et existent dans d'autres cas. Si nous ne tenons pas compte des conséquences de l'accomplissement de l'ordre du supérieur, et envisageons la subordination hiérarchique d'une façon objective, nous devons admettre que l'ordre de commettre un délit n'est jamais obligatoire et que, par conséquent, il n'est pas possible de l'invoquer comme une cause de justification ou d'excuse pour celui qui a obéi. Il n'y a pas de choix : on admet que l'ordre de commettre un délit est obligatoire, ou on n'admet pas qu'il soit obligatoire. Si nous admettons que dans les Forces Armées l'ordre de commettre un délit est obligatoire, nous ne pourrions établir aucune différence entre une armée et une bande de brigands. Car, ce qui caractérise cette dernière, c'est que les ordres de commettre un délit donnés par le chef de la bande sont obligatoires pour ceux qui en font partie. Mais les armées modernes ne sont ni des bandes armées ni des bandes de brigands, elles sont établies sur le droit et tenues de respecter les normes juridiques. *Inter armas non silent leges*. Cela ne veut pas dire que celui qui a commis un délit en exécutant les ordres du supérieur ne sera jamais exempt de responsabilité pénale. Si, par exemple, il y a une erreur essentielle et invincible sur le caractère délictueux de l'action qu'on lui a ordonné d'exécuter ou sur l'obligation même d'obéir, (une erreur chaque fois plus difficile au fur et à mesure que l'on monte dans l'échelle hiérarchique), celui qui obéit sera exempt de culpabilité, non pas, parce qu'il a agi dans l'accomplissement d'un ordre, ni parce qu'il devait obéir, mais à cause de son erreur. Ces idées ont certes besoin d'études plus approfondies pour trouver des formules techniques satisfaisantes. Les solutions possibles doivent se chercher et se trouver dans cette voie.

L'incidence des Conventions internationales sur le Droit interne est un sujet qui se rapporte au droit pénal militaire et au droit de la guerre, et tout particulièrement à l'acte commis dans l'accomplissement d'un ordre du supérieur. Nous avons vu que les systèmes et les techniques des divers pays ici représentés sont très variés. Ils vont de la reconnaissance dans la Constitution de la primauté du droit international sur le droit interne jusqu'au refus de Conventions internationales déterminées, en passant par un système qui ne leur donne force obligatoire dans le pays que si elles sont insérées dans les lois internes. Par dessus ces divergences nationales je crois qu'il y a ici une pensée qu'on pourrait exprimer de cette façon : que les conventions internationales qui ont pour but l'humanisation de la guerre — de cette guerre moderne qui a pris un caractère dévastateur et une férocité jamais connue par l'humanité — soient signées ou non, il n'est pas douteux que la guerre n'invalide pas les règles reconnues, consacrées et admises par tous les pays civilisés : l'assassinat, le vol, la torture sont toujours des délits d'après notre droit national, même si le pays est entraîné dans une guerre. La guerre ne justifie que les maux qui lui sont inhérents et de ce fait inévitables. Toutes les souffrances inutiles aux buts de la guerre, infligées aux blessés, aux naufragés, aux prisonniers et à la population civile sont toujours des conduites criminelles qui comme telles doivent être punies, et cela sans tenir compte du fait que l'ennemi a signé ou non des Conventions internationales ayant pour but d'adoucir la condition des blessés, des prisonniers, des naufragés et de la population civile. Cela ne signifie pas que ceux qui appartiennent aux Forces Armées ennemies jouissent d'une impunité qu'il est impossible de leur accorder pour les mêmes raisons qu'on ne peut les accorder aux Forces nationales. Je n'ignore pas que la théorie des *représailles* peut, dans certains cas, présenter un obstacle à cette thèse admise par tous. Mais la théorie des représailles est en ce moment hors de discussion car elle n'appartient pas aux thèmes du congrès. L'étude de telles actions de guerre en rapport avec les droits nationaux ne serait cependant pas inutile, car les représailles sont un résidu de très anciennes conceptions sur la culpabilité et la responsabilité collective depuis longtemps rayées des lois pénales et par conséquent des lois pénales militaires. Il est étonnant qu'une sorte de honte et un sentiment de dignité ont toujours empêché que le « droit » de tuer les personnes innocentes n'ait jamais trouvé une disposition expresse dans aucune loi pénale militaire.

Mais, quittons ce thème qui nous conduirait très loin et occupons nous d'un autre de plus grande importance dans un monde où les armées ont tendance à devenir des forces interrégionales ; c'est le thème de la possibilité d'atteindre un certain degré d'*unification des systèmes légaux pour classer les délits militaires*. La confrontation des diverses lois nationales a mis en relief qu'un critère est dominant, : celui des intérêts juridiques protégés. C'est en raison de ces intérêts que sont classés les délits militaires. Par exception, quelques pays suivent cependant le critère de la nature des devoirs transgressés. On en déduit qu'il y a de très sérieuses raisons pour suivre le système des intérêts juridiques protégés. Nous dirons plus : tirons les conclusions logiques de ce critère. La loi pénale militaire ne doit réprimer que les conduites qui nuisent ou mettent en

danger ces intérêts juridiques, car la simple transgression d'un devoir militaire qui ne nuit, ni ne met en danger, aucun intérêt juridiquement protégé, ne doit pas sortir de la sphère disciplinaire. Ceci étant admis, si nous nous bornons aux délits militaires propres, il ne serait pas difficile d'avancer vers l'objectif de l'unification systématique, concentrant nos efforts et nos réflexions dans cette direction, ce qui est une tâche préalable pour arriver à celle plus ambitieuse d'homogénéiser au maximum (tant que subsistent les Etats actuellement souverains, il ne semble pas possible d'arriver à une uniformisation complète, à une loi pénale militaire uniforme) les lois pénales militaires, au moins pour les nations appartenant au même degré de culture.

Je viens de parler de la *sphère disciplinaire*. A ce sujet on a au cours du congrès manifesté des tendances différentes. L'une d'elles tend à séparer d'une manière nette le droit pénal et le droit disciplinaire. Une autre tend à éliminer du droit disciplinaire les formules vagues et à « légaliser » le droit disciplinaire. Les deux tendances méritent la plus grande attention parce que, contrairement à ce qui est devenu un lieu commun très répandu, je crois que la discipline et l'ordre dans les Forces Armées reposent plus sur le droit disciplinaire que sur le droit pénal.

Pour terminer, je dirai quelques mots sur *l'extradition pour délits militaires*. Les excellents travaux présentés et le rapport général de M. Pötz, digne d'éloges, coïncident sur un point que nous devons souligner. La doctrine traditionnelle de la non extradition pour délits militaires ne répond plus dans tous les cas aux conceptions actuelles. Contrairement à ce qui était admis avant la seconde guerre mondiale, les alliances actuelles montrent leur efficacité dans une étroite coopération entre nations alliées, sans attendre que l'une d'elles se trouve en guerre avec un ennemi commun. Ainsi disparaît un argument sérieux contre la remise entre aliés des délinquants militaires. Si le droit pénal militaire protège le potentiel de guerre, l'affaiblissement du potentiel militaire d'un allié affaiblit aussi le potentiel commun et par là le potentiel propre. D'ailleurs le recours à l'aide juridictionnelle en vue d'extrader *de facto* dans certains cas, ne semble pas recommandable car l'extradé se voit alors dépourvu des garanties que l'extradition offre généralement : il n'est pas passible de la peine de mort, la règle de la spécialité est appliquée, etc. La voie la plus appropriée pour établir l'extradition pour délits militaires est peut-être de consacrer cette exception dans des accords d'alliance ou de coopération militaire. Il semble que, sauf dans ces cas, il faut s'en tenir à la règle qui s'oppose à l'extradition pour délits militaires. Il faut, sans doute, lever les obstacles opposés par la législation nationale. On doit aussi souligner la tendance générale à limiter l'extradition pour délits militaires aux délits spécifiquement militaires, c'est-à-dire aux actions qui ne seraient pas passibles de devenir un délit de droit commun si on supprimait mentalement la loi pénale militaire. Dans les délits militaires comme dans les délits de droit commun, nous pouvons certainement nous trouver devant un *délinquant par conviction*, large conception criminologique qui devrait remplacer celle du « délinquant politique », si imprécise. Quelques interventions que nous venons d'entendre se réfèrent à cet

aspect du problème. Je crois cependant que tous nous croyons qu'il serait erroné d'établir que tous les délits militaires sont des délits politiques. Dans les cas où il y a coïncidence entre le délit militaire et le délit politique (ou délit par conviction, tel que je préfère l'appeler parce que cette notion est plus large que celle de délit politique) il faut donner la priorité aux exceptions consacrées par les lois et les traités d'extradition en ce qui concerne les délits politiques. D'ailleurs, l'argument comme quoi ceux qui ont commis un délit spécifiquement militaire ne constituent pas un danger pour le pays où ils se réfugient, me semble sans fondement. Le droit international doit actuellement résoudre tant de problèmes que le moment paraît peu favorable pour se pencher sur l'aspect criminologique de la question. Mais, du point de vue criminologique, il est irréfutable que le danger que représente le délinquant, sa tendance au crime, peuvent aussi se manifester dans un délit spécifiquement militaire. L'agressivité, par exemple, peut se révéler aussi bien par un homicide, par une infraction contre la propriété, que par des voies de fait envers un supérieur dans l'armée ; l'indiscipline sociale trouve son expression dans un délit contre les règles de la circulation de la même façon que dans une désobéissance militaire. Le problème du « danger représenté » ne peut ni ne doit se résoudre par des critères juridiques formels mais par la personnalité et l'entourage. C'est pour cette raison que l'affirmation, sans plus, que celui qui a commis un délit militaire n'est pas un sujet dangereux se trouve en contradiction avec l'état actuel de nos connaissances criminologiques.

Je termine mon intervention. Avec le respect dont la Société fait preuve à l'égard des particularités des systèmes juridiques militaires des divers Etats représentés au Congrès, j'espère que cette confrontation de données et cet échange d'opinions que nous venons d'avoir, seront un stimulant pour parcourir les nombreuses étapes nécessaires pour mener l'étude du droit pénal militaire et du droit de la guerre à la hauteur scientifique et technique que nous souhaitons et que notre Société a pour objet. En attendant, les idées qui viennent d'être exposées au cours du IVe Congrès serviront bien sûr d'orientation pour les travaux législatifs en cours ou futurs et aussi pour l'interprétation et l'application des lois pénales militaires en vigueur dans nos pays respectifs.

SUMMARY REPORT

by

José Maria RODRIGUEZ DEVESA

*Professor of Criminal Law
Colonel Auditor*

The general rapporteurs who preceded me, MM. Paucot (France) and Pötz (GFR), should be thanked by the Congress for the considerable amount of work they have accomplished with such success. They both have coordinated the numerous items of information in the national reports. A great number of military penal laws and international treaties have been analysed by experienced jurists from the various countries represented. In a comparison, for which there had never been such abundant material available, the general rapporteurs have indicated the similarities and dissimilarities, the concordant and divergent criteria, with a great understanding of national Laws which are a product of the history and culture of each people and of political evolution. With a keen sense of the requirements of comparative Law, they have also highlighted the fundamental characteristics and problems, and have indicated the various answers given by the different legal systems. The very interesting statements made yesterday and today, have, with great clarity, weighted the conclusions of the reports. I am now required to go a step further and attempt to summarise the ideas which have so to speak permeated the atmosphere of this Congress and which concern some of the most important subjects which have been discussed.

I believe I should start with the links which exist between *military penal law and common penal law*. I consider that all that has been said here on the tendency towards a « rapprochement » between military law and common law, and also on the peculiarities of military penal law, can be summarised as follows : military penal law, as penal law, follows the same principles as common penal law, particularly as regard the principle of legality (*nullum crimen sine lege, nulla poena sine lege, nulla poena sine legale iudicium*) and the principle that there should be no punishment without guilt (*nulla poena sine culpa*). Any progress in common law has historically influenced, and should influence military penal law. But military penal law has specific characteristics which result from the peculiar cohesion of the armed Forces and from the tasks conferred by law to the armed Forces. For instance self-defence is not ignored ; the superior

facing an act of aggression by an inferior never acts, and can never act in self-defence, for self-defence is a right and as such can be renounced, whereas the superior cannot renounce his right to oppose the aggression of his subordinate; his duty is to oppose it, he is not acting in self-defence but in the accomplishment of a duty, the maintenance of discipline. This example and others, show that military penal law, although it conforms to the same general principles, must differentiate itself from common law by various techniques which have been explained and on which I will not come back.

This study of the problem of the criterion which distinguishes military offenses and common law offenses, that is to say, the distinction between the offenses within the ambit of military penal law and of the offenses coming under common penal law, has shown that there are many legislative answers, which are difficult to classify. To clarify the problem one should distinguish between an *ex ante* and an *ex post* examination. *A posteriori* it is impossible to use other than purely formal criteria to distinguish military offenses from common law offenses: military offenses are those covered by military penal law, or those to which laws confer a military nature. If one wishes to use a deeper criterion, *a priori, de lege ferenda*, an *ex ante* examination is necessary. By this I mean that military law should only cover facts which concern in a *direct and immediate* manner the armed Forces interests. I am in favour of this criterion as I believe that in the view of all the participants, total war, this terrible way of waging war and of preparing for war, which over the past decades has appeared in the world, compels all activities of a country to put themselves at the service of war or its preparation. The number of abortions indirectly affects military interests inasmuch as it has an influence on the demographic potential; the education system is of concern to military interests for it determines the number of specialists available for the armed Forces both in peace and in war; political ideologies opposing nationalism by internationalising national problems and considering that the countries enemy is in certain cases the friend of the political group to which one belongs, affect military interests for they may affect mobilisation and create difficulties for the armed Forces. Every field of activity in a country has an influence on its war potential: the economy, the social structures, politics. Therefore, if we use as a criterion for military crimes, what concerns indirectly or immediately military interest, it will no longer be possible to distinguish between military law and common law; all will become subject to military law. This is why, I believe we agree, that in *peace time*, military penal law should only cover those acts which concern military interests in a direct manner. Emergencies or war should be covered by *ad hoc* procedures or by special penal laws.

The application of military penal law to non-military persons is a problem which is not only of interest to our Society, which has chosen this subject as the theme of this Congress, but also to public opinion in all countries. This is a problem which is closely linked with the prestige of the armed Forces and which, for this reason, should be studied with great care. The armed Forces must take public opinion into account insofar

as this is compatible with the accomplishment of the tasks they have been given by the State. Can one justify the use of military penal law against civilians? Here again the participants in the Congress make a distinction. Civilians may come within the field of military penal law by taking part in a military offense which can only be committed by military personnel; in the case of desertion, for instance, civilians may encourage a soldier to desert. They can also commit certain military offenses covered by the military laws of a great number of countries, offenses which can be committed by military or non-military persons, i.e. any person. In the first case, the participation of civilians in military offenses *stricto sensu*, the use of military penal law is compulsory. The problem is one of procedure, and one must ensure that civilians have the same safeguards, for instance as regards the choice of a defense counsel, as if they were before a civilian court. The second case, that of offenses which can be committed by any person, civilian or military, should be solved in the manner adopted by many of the countries represented here. They apply common law, without prejudice of rules of procedure which authorise military courts to intervene in specific cases and under certain circumstances. Alternatively, these offenses can be made actual military offenses, *delicta propria*; for instance, spying by military personnel can be included in military penal laws and spying in general in common penal law. To summarise: offenses which do not directly affect military interests and military offenses which can be committed by military or non-military persons, are *not real military offenses*.

Let us now come to some of the specific problems on the agenda of the congress: minors and obeying the orders of superiors.

We shall not take the term *minor*, in its strict sense of minor from a penal point of view, for here there are few difficulties, as in most countries they are not in the armed Forces and in other countries their entry into the armed Forces is restricted. But if we use the term «minor» in the sense of youths, whether adolescents or young adults, we are all conscious of the fact that it is of the utmost importance that the evolution of military penal law should take their existence into account, for quantitatively, they are the basic foundation of the armed Forces. Increased longevity has meant that misconceived penal methods have had results which previously would not have occurred in the community to which the delinquents are returned after serving their sentence. We certainly all agree that in this field of military law, we must try and achieve coordination with common law, to return young military delinquents to society with the minimum of disruption, and without prejudicing their right to adequate education.

No satisfactory answer has yet been given to the problem of the extenuation or justification of offenses committed when carrying out the order of a superior, and this problem is of concern to all those, who, like us, deal with military penal law. Our Society, by including it in the themes of the Congress, has shown how interested it was in this subject. The problems raised by offenses committed when carrying out the order of a superior are extremely complex, and in the present state of the debate.

we cannot say that our opinions are convergent. However, the Congress has shown that divided views are held on this difficult problem. On the one hand, we have a revulsion for any impunity for crimes, which may be heinous, based on orders received from a superior, which as one follows the chain of command, dilute responsibility. On the other hand, there is the fear of weakening the backbone of the armed Forces, hierarchical subordination and the carrying out of orders. As I stated at the Florence Congress, I consider that there is only one way in which the dichotomy can be tempered: distinguish what is essential to objective subordination, from marginal cases (error, force, necessity) arising from subordination and the fact that the person is accustomed to obey, which are not essentially due to military subordination for the same situations can and do exist in other cases. If we do not take into account the consequences of carrying out the order of a superior, and consider subordination in an objective manner, we must accept that the order to commit an offence is never mandatory and that, therefore, the person who obeyed this order cannot invoke it as a justification or excuse. There are no alternatives: either the order to commit an offence is mandatory or it is not. (If we accept that in the armed Forces the order to commit an offence is mandatory, we shall not be able to make a distinction between an army and a band of brigands, for what characterises the latter, is the fact that the orders to carry out an offence, given by the leader of the band, are mandatory for the members of the band. But modern armies are neither armed bands or bands of brigands, they are based on Law and must follow legal standards. *Inter armis «non» silent leges.*) This does not mean that the person who has committed an offence by carrying out the orders of a superior will always be penally responsible. If for instance, there exists a fundamental and unavoidable error as to the illegal nature of the act he has been ordered to commit or as to the necessity of obeying that order (an error which becomes more difficult to justify as one climbs the hierarchical ladder) the person who obeys will be absolved from guilt, not because he acted as the result of an order, or because he had to obey, but an account of his error. These concepts of course must be studied further to find satisfactory procedural formulations. The possible answers must be looked for and found in this direction.

The influence of international Conventions and internal Law is a subject which concerns military penal law and the Law of war, and more specifically the act committed in carrying out the order of a superior. We have seen that the system and procedures of the various countries represented are very different. They range from the recognition in the constitution of the primacy of international law over internal law to the rejection of specific international conventions, through the system which on only makes conventions mandatory in the country if they have been incorporated into internal laws. Over and above these national differences I believe there is a general concept which could be expressed as follows: whether International Conventions whose object is to humanise warfare - modern warfare which has become increasingly brutal and destructive - have been ratified or not, it is obvious that war does not invalidate recognised rules accepted by all civilised countries: murder, pillage, torture

are always crimes under national law even if the country is at war. War only justifies the evils which are inherent to it and therefore unavoidable. Any suffering inflicted on the wounded, the shipwrecked, the prisoners and the civilian population which do not serve the objectives of the war are always criminal and as such must be punished, whether or not the enemy has signed International Conventions concerning the treatment of wounded, prisoners, shipwrecked sailors or civilians. This does not mean that members of the enemy armed Forces enjoy an impunity which cannot be granted to them for the same reasons it cannot be granted to national Forces. I know that the theory of *reprisals* can, in certain cases, contradict this principle accepted by all. But the theory of *reprisals* is not now under discussion, as it is not one of the themes of this congress. The study of such acts of war with respect to national laws would however be useful, for reprisals are a survival of the very ancient concepts of collective guilt and responsibility which have long ago disappeared from penal law and therefore military penal law. It is surprising that shame and a feeling of dignity have always prevented the «right» of killing innocent persons from appearing expressly in any military penal law.

But let us leave this subject, which could lead us very far and let us consider another matter which is more important in a world where armies tend to become interregional forces: the possibility of reaching a certain *unification of legal systems used to classify military offenses*. A comparison of the various national laws has shown that one criterion is dominant: the criterion of protected legal interests. Military offenses are classified on the basis of these interests. As an exception, however, certain countries use the criterion of the nature of the duties which have been transgressed. It would however appear that there are valid reasons for following the system of protected legal interests. We will go even further and draw logical conclusions from criterion. Military *penal law* should only punish acts which endanger these legal interests, for transgression of a military duty which does not affect or endanger a legally protected interest, is a purely disciplinary matter. If this is agreed, if we limit ourselves to specific military offenses it should not be difficult to move towards the goal of systematic unification, by concentrating our efforts and our thoughts in that direction, which would be a first step towards a maximum coordination (as long as sovereign States remain, it does not appear possible to achieve complete uniformity, to have a uniform penal law) of military penal law, at least for those nations having the same level of culture

I have mentioned the *disciplinary field*. On this subject various tendencies have been expressed during the congress. Some considered that a clear distinction should be made between penal law and disciplinary law. Others would like vague formulations to disappear from disciplinary law and would like to «legalise» disciplinary law. These two tendencies should be considered carefully, for contrary to what is generally accepted, I believe that discipline and order in the armed Forces are based more on disciplinary law than penal law.

In conclusion, I would like to say a few words on *extradition for military offenses*. The excellent presentations and the general report of Mr. Pötz, coincide on one point which should be stressed.

The traditional doctrine of non-extradition for military offenses no longer corresponds in all cases to present concepts. Contrary to what was accepted before the second world war, present day alliances entail a close co-operation between allied nations, without waiting for one of these nations to be at war with a common enemy. This destroys the main argument against the exchange amongst allies of military delinquents. If military penal law protects the war potential, the weakening of the war potential of an ally, also weakens the common potential and therefore one's own potential. Recourse to jurisdictional criteria to extradite *de facto* in certain cases, should not be recommended, as the extradited person loses the safeguards which are generally connected with extradition: the death penalty does not apply, the rule of speciality is applied etc. The most appropriate manner of establishing extradition for military offenses is perhaps to include this exception in agreements on military co-operation or in alliances. It would appear, that except in those cases, we should follow the present rules which do not authorise extradition for military offenses. No doubt, the obstacles resulting from national laws must be lifted. One should also mention that there is a general tendency to limit extradition for military offenses to offenses which are specifically military, i.e. to acts which would not become common law offenses if military penal law did not exist. In military offenses, as in common law offenses, we can certainly find a *conscientious delinquent*, a wider criminological concept than the vague concept of «political delinquent», which it should replace. Certain statements were made this aspect of the problem. I believe however that we all consider that it would be wrong to state that all military offenses are political offenses. When there is coincidence between the military offense and the political offense (or conscientious offense as I prefer to call it for this concept is wider, than the concept of political offense) priority should be given to the exceptions embodied in the laws and extradition treaties as regards political offenses. In any case, the concept, according to which those who have committed a purely military offense are not a danger for the country where they take refuge appears to me to be invalid. International law must now solve so many problems that the time appears to be ill chosen consider the criminological point of view, it is evident that the danger represented by the delinquent, his tendencies to crime, can also manifest itself in a purely military offense. Aggressivity, for instance, can equally be revealed by homicide or an offense against property as by striking a superior; social indiscipline can be expressed either by traffic offense or by military disobedience. The problem of the «danger» cannot and should not be solved by formal legal rules but by taking into account the personality of the individual and his environment. This is why the unqualified statement that the person who has committed a military offense is not a dangerous subject is in contradiction with the present state of our knowledge in the field of criminology.

I will now conclude my statement. Thanks to the respect shown by the Society for the peculiarities of the military legal systems of the various

countries represented, I hope that this confrontation of ideas and this exchange of views will be stimulating and will help us towards our goal which is to study the scientific and technical foundations of military penal law and war Law. In the meantime I am certain that the ideas which have been expressed at this IVth Congress will guide present or future legislative studies and contribute to the interpretation and application of military penal law in our various countries.

ANNEXE

LISTE DES PARTICIPANTS

RELACION DE CONGRESISTAS

ALEMANIA :

BARTH, Eberhard, München 27, Neuberhauserstrasse, 3.
 BOTTCHEr, Hans-Viktor, 5321 Niederbachem (bei Bad Godesberg), Am Tossenbergr, 7
 BUSCH, Richard, 532 Bad Godesberg, Hohenzollernstrasse, 25.
 FLECK, Dieter, Heinrich, 8 München 2, Amalienstrasse, 10/III.
 GRUNEWALD, Otto, 811 Murnau Westried, Oberer Grainbichl, 21.
 HEHNEN, Heinrich, 534 Bad-Honnef/Rh Luisenstrasse, 23.
 HINZ, Joachim, 532 Bad Godesberg, Max-Löbnerstrasse, 8.
 HUTH, Joachim, 53 Bonn, Wiesenweg, 7-9.
 KLEIN, Herbert, Limburg an der Lahn, Waaerdorfstrasse, 15.
 KRUGER-SPRENGEL, Friedhelm, 54 Koblenz Erwin-Planckstrasse, 1.
 MULLER, Rudolf, Bremen, Osterdeich, 21.
 OEHLER, Dietrich, 5 Köln-Müngersdorf, Franz-Seiwet, 25.
 POTZ, Paul-Günter, 5321 Niederbachem (bei Bad Godesberg), Büchenweg, 13
 RASCHHOFER, Hermann, 87 Würzburg, Domerschulstrasse, 16
 SCHAETZLER, Johan-Greorg, Bonn, Graf-Stauffenbergstrasse 3.
 SCHWENCK, Hans-Günter, Köln-Lindentall, Goldenfelsstrasse, 10.
 SEUFERT, Leo, 87 Würzburg, Domerschulstrasse, 16.
 SONNENBURG, Karlhans, 5320 Bad Godesberg, Hohle Gasse G.
 STEINKAMM, Armin 87 Würzburg, Domerschulstrasse, 16.
 THURN, Elmar, 53 Bonn, Landsbergerstrasse, 55.
 WALTER, Alfred, 87 Würzburg, Domerschulstrasse, 16.

ARGENTINA :

ABARCA, Alfredo, Victorino de la Plaza, 1857, Buenos Aires.

BELGICA :

ACKE, Albert, 35, Frans Birontlaan, Berchem, Antwerpen.
 ALEXANDER, Albert, 153, Jan Van Rijswijcklaan, Antwerpen.
 ANDRIES, André, La Ried, Vert Buisson, 146. — Correspondance : Auditorat Militaire
 — B.P.S. 7 — F.B.A.
 RAAR, Alfred, 48, Quai de Rome, Liège.
 BEATSE, Charles, 193, Boulevard des Invalides, Bruxelles 16.
 BEQUET, José, 13, Schoonzichtlaan, Winksele.
 BOSLY, Henri, 441, Avenue du Tram, Sterrebeek.

BELGICA (continuación) :

de BRAUWERE, Henri, Auditorat Militaire — B.P.S. 7 — F.B.A.
 CHENUT, Fernand, 17, Frans Halsdreef, Overijse.
 GYSBRECHT, Julien, 83, Avenue Leopold Wiener, Watermaal.
 DANSE, Maurice, 39, Avenue des Passereaux, Bruxelles 16.
 DEBROUX, François, 9, Rue de Tilsitt, Paris 17e. (France).
 DEFECHE, Clement, 40, Av. des Tourterelles, Woluwe St. Pierre, Bruxelles 15.
 de MOREAU DE GERBEHAYE, Sylvain, 12, Av. Conscience, Bruxelles 14.
 DE RIPAINSEL, Albert, 173, Av. du Domaine, Bruxelles 19.
 EYRARD, Edgard, 150, Av. Lambeau, Bruxelles 15.
 FOLLET, Pierre, 52, Av. des Camelias, Bruxelles 15.
 GAILLY, A.L., 165, Av. Prekelinden, Bruxelles 15.
 GILISSEN, John, 155, Av. des Statuaires, Bruxelles 18.
 LION, Oger, 29, Rue de Landelies, Montigny-Le-Tilleul.
 MARCHAL, André, 378, Av. Brugmann, Bruxelles 18.
 PIRET, Jacques, 261c, Croix-André, Nandrin (Liège).
 RAEMAEEKERS, Jan — Auditorat Militaire — B.P.S. 6 — F.B.A.
 RINGOET, Gaston 9, Boulevard Leopold III, Bruxelles.
 ROGGEN, Ivan, 178, Av. Coghen, Bruxelles 18.
 RUTTIENS, Ramon, 107, Rue Faïder, Bruxelles.
 SCHUERMANS, Georges — Auditorat Militaire — B.P.S. 7 — F.B.A.
 VAN GERVEN, Guy, 41, Chaussée d'Anvers, Oostakker (Gand).
 VAN WINSEN, Nicolas — Auditorat Militaire — B.P.S. 6 — F.B.A.
 VANDER DONCKT, Edgard, 1178, Chaussée d'Haecht, Bruxelles 14.
 WERNER, Victor, 24, Av. Jean van Hoelen, Bruxelles 16.

BRASIL :

FIGUEIREDO COSTA, Waldemar, Rua Benevenuto Berna, 44, Rio de Janeiro.
 MURGEL DE REZENDE, Octavio, Rua Aires de Saldanha, 16, Ap. 501, Rio de Janeiro.
 ROMEIRO, Neto-Joao, Rua Senador Vergueiro, 92, Ap. 101, Rio de Janeiro.
 CANABARRO, Herbert, Praia do Flamengo, 19 h, Ap. 701, Rio de Janeiro.
 SEVERO DA COSTA, Luiz Antonio, Rua Barao de Jaguaribe, 237 (Ipanema), Rio de Janeiro (Est. da Guanabara).
 ACCIOLY TENORIO, Oscar, Av. Epitacio, 806, Ap. 1001, Rio de Janeiro (Est. da Guanabara).

CANADA :

LEGER, Francis, Chateau de Mercy, Metz 57 (France).

ESPANA :

ADAN HERRERO, David, Goya, 46, Madrid-1.
 ALGORA MARCO, Abelardo, Segre, 14, 2º, Madrid.
 APARICIO GALLEGU, Francisco Javier, As. Juridica Ministerio del Aire, Madrid.
 AZCARRAGA BUSTAMANTE, José Luis, Serrano, 209, Madrid-16.
 BRAVO NAVARRO, Martin, Dr. Fleming, 30, 5º A, Madrid.
 BUITRON FERNANDEZ, Manuel, Fernando el Católico, 2, Zaragoza.
 CANTOS GUERRERO, Antonio, López de Hoyos, 13, Madrid-6.
 CORTES ALVAREZ DE MIRANDA, Juan, Avenida de los Toreros, 55, Madrid.

ESPANA (continuación) :

DAVILA HUGUET, J.M., Andres Mellado, 72, Madrid.
 DIAZ DE AGUILAR DE ELIZAGA, Ignacio, Vallehermoso, 24, Madrid.
 ESTEBAN RAMOS, Salvador, Auditoria de Guerra de la 7.a Región Militar, Valladolid.
 FERNANDEZ GALLART, José, General Mola, 208, A, 7º dcha, Madrid.
 FERNANDEZ DE SANTAELLA, Francisco Javier, Fray Leopoldo, 2, Granada.
 GONZALEZ DELEITO DOMINGO, Nicolas, José Marañón, 7,3º, Madrid.
 GARCIA SANCHEZ, Amador, Residencia de Oficiales de Plaza, Valladolid.
 GARCIA SANTOLALLA, José Luis, Encarnación, 16, 4º izda, Valladolid.
 GOMEZ CALERO, Juan, Alfonso XI, 23, Algeciras (Cadiz).
 GIRGADO DOCE, José, Alfonso XII, 58, 3º dcha, Madrid.
 GUERRERO BURGOS, Antonio, Velazquez, 86, Madrid.
 GUERRERO BURGOS, Francisco, Consejo Supremo Justicia Mar., Madrid.
 HERNANDEZ GARCIA, Matias, Castillo, 24, 3º, Madrid-10.
 HERNANDEZ OROZCO, Joaquin, Duque de Sesto, 43, 3º, Madrid-9.
 HERRERO SANCHEZ, Pedro, Reina Victoria, 13, Madrid.
 JIMENEZ JIMENEZ, Francisco, Bernardo de Boadella, 10, 3º, Palma de Mallorca.
 JULIA DE BACARDI, Camilo, Menéndez Pelayo, 77, 3º, Madrid.
 LANCHAZA AZAÑA, Mariano, Alcalá, 233, Madrid-2.
 LASALA SAMPER, José M., Requeté Aragonés, 7, 2º, Zaragoza.
 LOPEZ BLANCO, Antonio, Asesoria Gral. Ministerio de Marina, Madrid.
 LOPEZ JURADO, Tomas, Sec. de Trabajo y Acción Social Ministerio del Ejército, Madrid.
 LOUSTAN FERRAN, Francisco, Maudes, 9, Madrid.
 MARTIN SANCHEZ, Felicísimo, Fiscalía Juridico Militar. 7.a Región Militar, Valladolid.
 MESA DE MOLINA, Julio, José Luis de Arrese, 25, 7º D, Madrid-17.
 MIGUEL ZAMORA, Emilio de, Alberto Alcocer, 14, 1º C, Madrid-16.
 MIÑON FERREIRO, Eugenio, Avda. de los Toreros, 16, 4º A, Madrid.
 MIRANDA GONZALEZ, Juan, Francisco Lozano, 7, Madrid-8.
 MORENO CASADO, José, Biba Rambla, 7, Granada.
 NO LOUIS, Eduardo de, General Alvarez de Castro, 25, 3º 1, Madrid-10.
 NO LOUIS MAGALHAES de, Eduardo, Luis Cabrera, 90, Madrid.
 ORCASITAS LLORENTE, Luis, Victor Pradera, 10, Madrid.
 OTERO GOYANES, Joaquin, Velazquez, 24, Madrid.
 PARDO CANALIS, Santiago, Hermsilla, 8, Madrid.
 PASTOR RIDRUEJO, Antonio, San Clemente, 25, Zaragoza.
 PEÑA PEÑA, Virgilio, Paseo Zorrilla, 65, 4º, Valladolid.
 ROBLES MIGUEL, José, P.º Santa Maria de la Cabeza, 69, Madrid.
 RODRIGUEZ DEVESA, Carlos, San Amaro, 8, Madrid.
 RODRIGUEZ DEVESA, J. Maria, Fray Luis de León, 12, 2º, Valladolid.
 ROMERO, Joaquin, Menéndez Pelayo, 75, Madrid-7.
 RUBIO TARDIO, Pedro, Sagasta, 10, Madrid.
 SAINZ BROGUERAS, Julio, Meléndez Valdés, 63, 1º, Madrid.
 SANJUAN GIL, José, M. Av. Reina Victoria, 54, 6º, Madrid-3.
 SAN PIO BONEU, Luis de, Almagro, 10, Madrid.
 SERRANO VILLAFANE, Emilio, Moret, 5, Madrid.
 SUAREZ DE LA DEHESA, José Antonio, Fernando el Santo, 11, Madrid.
 SUAY MILIO, José, Arapiles, 17.2º A, Madrid.
 TAIX PLANA, Ramón, Pascual y Genis, 21, Valencia.
 TEJADA GONZALEZ, Luis, Marqués de Urquijo, 26, Madrid.

ESPANA (continuación) :

TEIJEIRO PIÑON, Balbino, Secretaria de Justicia de la 8.a Region Militar, La Coruña.
 URIARTE REJO, José Luis de, Ortega y Gasset, 17, Madrid.
 VALENCIANO ALMOYNA, Jesus, Segre, 29, Madrid-2.
 VALERA RAYA, José Maria, Madre Rafols, 4, 1.º B, Sevilla.
 VARONA DE LA PEÑA, José, Rosellón, 189, Barcelona.
 VIZCAINO MARQUEZ, Miguel, Santander, 3, Madrid-3.
 ZUAZO GARNICA, José, Balmes, 443, 3.º 2.a, Barcelona.

FRANCIA :

CAILLIER, François — Ministère des Armées, 14, Rue Saint Dominique, Paris VIIe.
 LEAUTE, Jacques, 5, Rue des Ursulines, Paris Ve.
 MILLIOT, Jean, 35, Rue du Moulin, Le Plessis. — Robinson.
 MOUTIN, Pierre, 9, Rue Deparcieux, Paris XIe.
 PAUCOT, René Marc, 112, Bd. Exelmans, Paris XVIe.
 PERRIER, Jean Claude, 19, Boulevard Latour, Maubourg, Paris VIIe.
 SINTUREL, René — Société Internationale de Droit Pénal Militaire et de Droit de la Guerre — Institut des Sciences Criminelles et Pénitentiaires — Faculté de Droit — Esplanade, Strasbourg.

HOLANDA :

De GRAAFF, Herman-Hendrik, Albert, Huyghenslaan, 41, Arnhem.
 DOBKEN, Eduard, Saffierhorst, 90, Den Haag.
 KALSHOVEN, Frits, Juliana-Plein, 75, Den Helder.
 KASTEN, Willem, De Laar de Kanterstraat, 21, Leiden.
 LAMERS, Ernest, van Tedingerbrouckstraat, Den Haag.
 MANTE, Cornelis, Rembrandtkade, 264, Rijkswijk (Zn).
 VAN EE, Hendrik, Albertus, Lorentzkade, 50, Leiden.
 VERMEER, Willem, Henri, Keizergracht, 633, Amsterdam.

INGLATERRA :

BORRIE, Gordon J., Kineton House, Binton, Stratford-on-Avon.
 DRAPER, Gerald, 10, Delahay House, 15 Chelsea Embankment, London, S.W. 3.
 KINLEY, Geoffre Doran — Faculty of Laws, University of London, King's College, Strand, London, W.C. 2.
 LASKY, John, OBE, Legal advisor to Head Quarters Joint Services Liaison organisation, British Forces in Germany, 53 Bonn, Kaiser Friedrichstrasse, 19.
 STUBBS, William Eduard, Office of the Deputy Judge Advocate General, British Forces Post-Office, 39 (via London).

IRLANDA :

MORAN, William B., Ingleside, Sandycove Road, Sandycove, County Dublin.

ISRAEL :

MUSHKAT, Marion, P.O.B. 17027, Tel Aviv.
 SHAMGAR, Meir, 5, Ha Alya Str., Ramat Hasharon.

ITALIA :

AMICIS, Adelfo de — Tribunale Militare — Padova.
 ATTARDI, Stefano, Mattia, 7, Padova.
 AZZARI, Dagoberto, Guido Guinicelli, 58, Roma.
 BARBATO, Luigi, V. Messina, 36/A, Palermo.
 BENVENUTO, Guisepe, V. Francesco d'Ovidio, 71, Roma.
 BENVENUTO, Rosanna, V. Francesco d'Ovidio, 71, Roma.
 BLASI, Giovanni di, V. Antonio Mordini, 14, Roma.
 BILLOTTA, Francesco, V. Villa Panphili, 21, Roma.
 BODINI, Vittorio, V. Mangili, 32, A, Roma.
 BONIFACIO, Giovanni, V. di Liburni, 2, Roma.
 CANNAVIELLO, Vittorio, V. Giovanni Gemelli, 16, Roma.
 CARBONE, Carmelo, V. Tito Livio, 15, Roma.
 CARNOVALE, Mario, V. Guido Reni, 22, Roma.
 CASTORE, Giuseppe, Piazza Umberto I, 41, Noicattaro (Bari).
 CATANIA, Vincenzo, V. Simon Boccanegra, 8, Roma.
 CELENTANO, Alessandro, V. Foscolo, 8, Macerata.
 CHIARIZIA, Ernesto, V. San Valentino, 6, Roma.
 CESAREO, Mario, V. Flaminia Nuova, 241, Roma.
 CESAREO, Ubaldo, V. Flaminia Nuova, 241, Roma.
 CHIEFFI, Salvatore — Ministero de Defensa, Roma.
 CIANCIULLI, Giuseppe, V. Lepanto, 3B, Roma.
 CIARDI, Giuseppe, V. della Medaglia d'Oro, 419/G, Roma.
 CIARDI, Raffaello, V. della Medaglia d'Oro, 419/G, Roma.
 COCCI, Enio — Aeropuerto de Capodichino, Napoles.
 CURATOLA, Pasquale, V. La Marmora, 14, Florencia.
 D'AGATA, Salvatore, V. R. Rinaldi, 18, Padova.
 DELLI PAOLI, Gennaro, V. Lorenzo il Magnifico, 85, Roma.
 DI IASI, Dante — Tribunale Militare Cagliari, Cagliari.
 DORRUCCI, Renato, V. Proceno, 25, Roma.
 DRAGOTTO, Gaetano, V. Fascetti, 57, Roma.
 FANALI, Duilio, V. Aventino, 102, Roma.
 JANNUZZI, Onofrio, V. Ezio, 24, Roma.
 LANDI, Guido, V. Casperia, 43, Roma.
 MAGLIA, Peppino, V. San Erasmo, 5, Roma.
 MARCIANTE, Walter, V. Villa Panphili, 21, Roma.
 MAROTTA, Aldo — Aeropuerto de Ciampino, Roma.
 MAURO Giuseppe, V. Tracia, 2, Roma.
 MESITI, Giuseppe, V. Manzoni, 64, Padova.
 MESSINA, Daniele, V. Ugo de Carolis, 73, Roma.
 MESSINA, Salvatore, V. Ciancinto Gigante, 140, Napoles.
 MONTARULI, Sabino, V. Piccinni, 65, Bari.
 MONTESANO, Luigi, V. G. Puccinni, 10, Roma.
 MUSTO, Michele, V. Nomentana, 256, Roma.
 NICOLOSI, Massimo, V. Corso Trieste, 165, Roma.
 OTERO, Roberto Manuel, V. Paola Falconieri, 13, Roma.
 PATRONE, Giovanni, V. Sannmartino, 95, Palermo.

ITALIA (continuación) :

PIRAINO, Angelo, V. Sammartino, 22, Palermo.
 RICCARDI, Giuseppe, V. Ciacinto Gigante, 140, Roma.
 RICCIOTTI, Giuseppe, V. Angelico, 35, Roma.
 RODI, Amadeo, V. Francesco Belloni, 24, Roma.
 RODI, Gildo, V. Francesco Belloni, 24, Roma.
 RONCHI, Giuseppe, V. Crispolti, 76, Roma.
 DE ROSA, Egidio, V. Mario Turba, 10, Roma.
 SANTACROCE, Enrico, V. Acquasparta, 2, Roma.
 SCANDURRA, Giuseppe, V. Silvio Pellico, 42, Roma.
 SCIORTINO, Ugo, V. Scipione Capece, 12, Napoles.
 SCUDERI, Francesco, V. Costabella, 26, Roma.
 SIGGIA, Elio, V. Oreste Tommasini, 53, Roma.
 SOTIS, Francesco, V. Appio Claudio, 35, Fondi (Latina).
 STECCANELLA, Maurizio, V. Carlos Poma, 2, Milano.
 TOLOMEO, Ugo, V. Varlo Dossi, 15, Roma.
 TRAIETTA DE BURY, Armando, V. Giacinto Gigante, 140, Napoles.
 VALENTI, Angelo, V. Filippo Ermini, 92, Roma.
 VEUTRO, Mario, V. Cardinal Pacca, 24, Roma.
 VEUTRO, Vittorio, V. Cardinal Pacca, 24, Roma.
 ZEMA, Demetrio, V. F. Denza, 19/A, Roma.

LUXEMBURGO :

GOERENS, François, 17, Rue Barblé, Luxembourg.
 KLEIN, Etienne, Luxembourg
 WAMPACH, Camille, León, Marius, 34, Rue Glesener, Luxembourg.

MEJICO :

VEJAR VAZQUEZ, Octavio, — Parque Crijalva, Colonia Cuauhtemoc, — México 5, D.F.

NICARAGUA :

CAJINA MEJICANO, Gastón, Santiago Bernabéu, 10, Madrid-16.

NORUEGA :

BARSTAD, Arvid — Ministry of Defence, Storgata, 33, Oslo.
 MONSEN, Alf, Henrik Ibsengst, 5, Oslo 1.

SUECIA :

CARS, Thorsten, Igelkottsvägen, 3, Bromma, Stockholm.

TURQUIA :

AKGIR, Ali Cemal, — Juge militaire.
 BAYIK, Mustafa, — Juriste auprès le G.Q.G.
 EREN, Burhan, — Juge Militaire, Conseiller Judiciaire auprès le G.Q.G.
 ERMAN Sahir, Birinci Baro Han 305/307, Beyoglu, Istanbul.
 GURSEL, Hasan, Juge Militaire, Président de la 3e Section de la Cassation Militaire.

U.S.A. :

GALFY, Joseph J. Jr. — Headquarters 24th. Infantry Div. — (S.J.A.) APO New York 09112, Augsburg, Germany.
 GODDARD, James D. — Jus. M.G. — MAAG — Ministerio del Aire, Madrid-8.
 PRUGH, George S. — HQS, US European Command, Stuttgart, Vahingen, Germany.
 RICCIO, Charles, Ministerio del Aire, Madrid-8.
 WILLIAMS, Jack S.J.A. — Section HQ VII Corps. APO 09107, Stuttgart, Germany.
 WILLIAMS, Robert M. — Judge Advocate HQ, US Army, Europe, APO 09403, Heidelberg, Germany.
 YORK, Dennis A. — Judge Advocate Division HQS. USAREUR 69, Heidelberg, Germany.

TABLE DES MATIERES

<i>Préface</i> par John GILISSEN	5
<i>Preface</i> (translation)	15
<i>Prefacio</i> (traducción)	25
<i>Comité du Congrès</i>	37
<i>Séance inaugurale</i>	
Discours de M. Giuseppe CIARDI	41
Allocutions de MM. Camilo MENENDEZ TOLOSA et Acisclo FERNANDEZ CARRIEDO	48

CHAPITRE I

RAPPORT GENERAL

<i>Die Auslieferung wegen militärischer Straftaten</i> von Paul-Günter PÖTZ	55
<i>L'extradition pour délits militaires</i> (Extraits)	73
<i>Extradition for offenses under military law</i> (Extracts)	81
<i>La extradición por delitos militares</i> (Extractos)	89

CHAPITRE II

QUESTIONNAIRE ET RAPPORTS NATIONAUX

<i>Questionnaire</i>	99
<i>Questionary</i>	101
<i>Cuestionario</i>	103
RAPPORTS NATIONAUX	
<i>Allemagne Fédérale</i> par Paul-Günter PÖTZ	105
<i>Argentine</i> par Carlos J. COLOMBO	113
<i>Autriche</i> par Oskar ZLAMANA	117
<i>Belgique</i> par Jean RAEMAEKERS	121
<i>Brésil</i> par Herbert CANABARRO REICHARDT	161
<i>Canada</i> par Francis A. LEGER	163

<i>Espagne</i> par Joaquin HERNANDEZ OROZCO	167
<i>Etats-Unis d'Amérique</i> par Robert M. WILLIAMS	177
<i>France</i> , rapport établi sous la direction de Jean MILLIOT	181
<i>Grande-Bretagne</i> par William E. STUBBS	195
<i>Irlande</i> par William B. MORAN	199
<i>Israël</i> par Meir SHAMGAR	201
<i>Italie</i> par Gildo RODI	225
<i>Luxembourg (Grand Duché)</i> par François GOERENS	227
<i>Norvège</i> par Alf MONSEN	233
<i>Pays-Bas</i> par Frits KALSHOVEN	237
<i>Suisse</i> par René KELLER	269

CHAPITRE III

INTERVENTIONS

(séances de travail du 10 mai 1967)

de MM. Dennis A. YORK (Etats-Unis d'Amérique)	273
Meir SHAMGAR (Israël)	281
Giovanni di BLASI (Italie)	286
Gildo RODI (Italie)	287
Sahir ERMAN (Turquie)	291
G. I.A.D. DRAPER (Grande-Bretagne)	291
Thorsten CARS (Suède)	293

CHAPITRE IV

RAPPORT DE SYNTHÈSE

<i>Exposicion de sintesis</i> por José Maria RODRIGUEZ DEVESA	297
<i>Rapport de synthèse</i> (traduction)	305
<i>Summary report</i> (translation)	313

ANNEXE

<i>Liste des participants</i>	323
-------------------------------	-----

RECUEILS
de la
SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE DROIT PÉNAL MILITAIRE
ET DE DROIT DE LA GUERRE

- **ACTION PÉNALE ET ACTION DISCIPLINAIRE**
thème du premier Congrès International tenu à Bruxelles, 14-16 mai
1959, 224 p.

- **L'AERONEF MILITAIRE ET LE DROIT DES GENS — SUBORDINA-
TION ET COOPERATION MILITAIRE INTERNATIONALE**
thèmes du deuxième Congrès International tenu à Florence, 17-20 mai
1961, 465 p.

- **LES GARANTIES DES DROITS INDIVIDUELS DANS LA REPRES-
SION DISCIPLINAIRE ET PÉNALE MILITAIRE**
thème du troisième Congrès International tenu à Strasbourg, 20-21 mai
1964, 273 p.

- **LES DELITS MILITAIRES**
thème du quatrième Congrès International tenu à Madrid, 9-12 mai
1967.

- **L'EXTRADITION POUR DELITS MILITAIRES**
thème du quatrième Congrès International tenu à Madrid, 9-12 mai
1967.

On peut se procurer ces ouvrages soit auprès du Secrétariat général de la Société, Faculté de Droit, Esplanade, Strasbourg (France) soit auprès du Secrétariat de la Revue de droit pénal militaire et de droit de la guerre, Palais de Justice, Bruxelles 1 (Belgique).

An 7262 1411

THE FURUO.VN CONVENTION ON... NON-APPLICABILITY OF STATUTORY LIMITATIONS TO WAR CRIMES... AGAINST HUMANITY 1968-1969. 1 vol, bound

6. Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité

Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 novembre 1968¹

ENTRÉE EN VIGUEUR : 11 novembre 1970, conformément à l'article VIII.

ENREGISTREMENT : 11 novembre 1970, n° 10823.

TEXTE : Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 754, p. 73.

Etat	Signature	Ratification, adhésion (a)
ALBANIE		19 mai 1971 a
BULGARIE	21 janvier 1969	21 mai 1969
CUBA		13 septembre 1972 a
GUINÉE		7 juin 1971 a
HONGRIE	25 mars 1969	24 juin 1969
INDE		12 janvier 1971 a
KENYA		1 ^{er} mai 1972 a
MEXIQUE	3 juillet 1969	
MONGOLIE	31 janvier 1969	21 mai 1969
NIGÉRIA		1 ^{er} décembre 1970 a
PHILIPPINES		15 mai 1973 a
POLOGNE	16 décembre 1968	14 février 1969
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE		27 mars 1973 a
RSS DE BIÉLORUSSIE	7 janvier 1969	8 mai 1969
RSS D'UKRAÏNE	14 janvier 1969	19 juin 1969
RÉPUBLIQUE-UNIE DU CAMEROUN		6 octobre 1972 a
ROUMANIE	17 avril 1969	15 septembre 1969
RWANDA		16 avril 1975 a
TCHÉCOSLOVAQUIE	21 mai 1969	13 août 1970
TUNISIE		15 juin 1972 a
UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES	6 janvier 1969	22 avril 1969
YOUgoslavie	16 décembre 1968	9 juin 1970

¹ Résolution 2391 (XXIII); voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément n° 18 (A/7218)*, p. 44. La Convention a été ouverte à la signature à New York le 16 décembre 1968.

Déclarations et réserves

ALBANIE

Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie déclare que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité sont inacceptables parce que, en empêchant un certain nombre d'Etats de devenir parties à la Convention, elles revêtent un caractère discriminatoire qui viole le principe de l'égalité souveraine des Etats et est incompatible avec l'esprit et les buts de la Convention.

BULGARIE

"La République populaire de Bulgarie juge nécessaire en même temps de déclarer que les dispositifs des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui empêchent un certain nombre d'Etats de signer la Convention ou d'y adhérer sont contraires au principe de l'égalité souveraine des Etats."

CUBA

Le Gouvernement de la République de Cuba déclare qu'il considère les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité comme étant discriminatoires et contraires au principe de l'égalité des Etats.

GUINÉE

"Le Gouvernement de la République de Guinée considère que les dispositions des Articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, que l'Assemblée générale a adoptée le 26 novembre 1968, mettent un certain nombre d'Etats dans l'impossibilité de devenir parties à la Convention et ont par suite un caractère discriminatoire qui est incompatible avec l'objet et les buts de la Convention."

"Le Gouvernement de la République de Guinée est d'avis que, conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, la Convention doit être à la participation de tous les Etats sans discrimination ni limitation aucune."

HONGRIE

Le Gouvernement de la République populaire hongroise déclare que les dispositions contenues dans les articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 novembre 1968, selon lesquelles un certain nombre d'Etats se voient refuser la possibilité de devenir signataires à ladite Convention sont de caractère discriminatoire, violent le principe de l'égalité souveraine des Etats et sont, particulièrement, incompatibles avec les buts et objectifs de ladite Convention.

MONGOLIE

La République populaire mongole juge nécessaire de signaler que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont un caractère discriminatoire et visent à empêcher un certain nombre d'Etats de devenir parties à la Convention, et elle déclare que la Convention a trait à des questions qui concernent les intérêts de tous les Etats et doit donc être ouverte à l'adhésion de tous les Etats, sans discrimination ni limitation.

POLOGNE

La République populaire de Pologne considère que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, que l'Assemblée générale a adoptée le 26 novembre 1968, mettent un certain nombre d'Etats dans l'impossibilité de devenir parties à la Convention et ont par suite un caractère discriminatoire qui est incompatible avec l'objet et les buts de la Convention.

La République populaire de Pologne est d'avis que, conformément au principe de l'égalité souveraine des Etats, la Convention doit être à la participation de tous les Etats sans discrimination ni limitation aucune.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

La République démocratique allemande tient à faire remarquer que les articles V et VII de la Convention enlèvent à quelques Etats la possibilité d'adhérer à la

Convention. Cette Convention régit des questions touchant aux intérêts de tous les Etats, et elle doit être ouverte à l'adhésion de tous les Etats qui s'inspirent dans leur politique des principes et des buts de la Charte des Nations Unies.

RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE

La République socialiste soviétique de Biélorussie déclare que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, qui empêchent certains Etats de signer la Convention ou d'y adhérer, sont contraires au principe de l'égalité souveraine des Etats.

RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAÏNE

[Même déclaration, mutatis mutandis, que celle reproduite sous "République socialiste soviétique de Biélorussie" : voir ci-dessus.]

ROUMANIE

"Le Conseil d'Etat de la République socialiste de Roumanie déclare que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ne sont pas en concordance avec le principe selon lequel les traités internationaux multilatéraux dont l'objet et le but intéressent la communauté internationale dans son ensemble devraient être ouverts à la participation universelle."

TCHÉCOSLOVAQUIE

La République socialiste tchécoslovaque déclare que les dispositions des articles V et VII de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 novembre 1968, sont en contradiction avec le principe que tous les Etats ont le droit de devenir parties aux traités multilatéraux réglementant des questions d'intérêt général.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

[Même déclaration, mutatis mutandis, que celle reproduite sous "République socialiste soviétique de Biélorussie" : voir ci-dessus.]

CONVENTION ON THE NON-APPLICABILITY OF
STATUTORY LIMITATIONS TO WAR CRIMES
AND CRIMES AGAINST HUMANITY

CONVENTION SUR L'IMPRESCRIPTIBILITÉ DES CRIMES DE
GUERRE ET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

戰爭罪及危害人類罪不適用法定時效公約

КОНВЕНЦИЯ О НЕПРИМЕНИМОСТИ СРОКА ДАВНОСТИ К
ВОЕННЫМ ПРЕСТУПЛЕНИЯМ И ПРЕСТУПЛЕНИЯМ
ПРОТИВ ЧЕЛОВЕЧЕСТВА

CONVENCION SOBRE LA IMPRESCRIPTIBILIDAD DE LOS
CRIMENES DE GUERRA Y DE LOS CRIMENES
DE LESA HUMANIDAD

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

CONVENTION ON THE NON-APPLICABILITY OF
STATUTORY LIMITATIONS TO WAR CRIMES AND
CRIMES AGAINST HUMANITY. ADOPTED BY
THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED
NATIONS ON 26 NOVEMBER 1968

CONVENTION SUR L'IMPRESCRIPTIBILITE DES
CRIMES DE GUERRE ET DES CRIMES CONTRE
L'HUMANITE. ADOPTEE PAR L'ASSEMBLEE
GENERALE DES NATIONS UNIES LE 26 NOVEMBRE
1968

PROCES-VERBAL OF RECTIFICATION OF THE
CERTIFIED TRUE COPIES OF THE AGREEMENT

PROCES-VERBAL DE RECTIFICATION DES
EXEMPLAIRES CERTIFIES CONFORMES DE L'ACCORD

I, Constantin A. Stavropoulos, the
Legal Counsel, having compared the
authentic text of the Convention on the
Non-Applicability of Statutory Limitations
to War Crimes and Crimes against Humanity,
adopted by the General Assembly of the
United Nations on 26 November 1968, with
the certified true copies established on
14 May 1969, have found an error in the
Russian text of article V of the Conven-
tion as reproduced in the certified true
copies.

Nous, Constantin A. Stavropoulos,
Conseiller juridique, ayant comparé le
texte authentique de la Convention sur
l'imprescriptibilité des crimes de guerre
et des crimes contre l'humanité, adoptée
par l'Assemblée générale des Nations Unies
le 26 novembre 1968, avec les exemplaires
certifiés conformes établis le 14 mai 1969,
avons constaté une erreur dans le texte
russe de l'article V de la Convention
reproduit dans les exemplaires certifiés
conformes.

The said article, which appears on
page 3 of the Russian text, should
read as follows:

Cet article, qui apparaît à la page 3
du texte russe, doit se lire comme suit :

Статья V

Настоящая Конвенция открыта до 31 декабря 1969 г. для подписания лю-
бым государством-членом Организации Объединенных Наций или членом любого
из ее специализированных учреждений или членом Международного агентства
по атомной энергии, любым государством-участником Статута Международного
Суда, а также любым другим государством, приглашенным Генеральной Ассамб-
леей Организации Объединенных Наций стать участником настоящей Конвенции.

IN WITNESS WHEREOF, I have signed
this Procès-Verbal at the Headquarters of
the United Nations, New York this
twenty-fifth day of November 1970.

EN FOI DE QUOI, Nous avons signé le
présent Procès-verbal au Siège de
l'Organisation des Nations Unies, à
New York, ce vingt-cinquième jour de
novembre 1970.

CONVENTION
ON THE NON-APPLICABILITY
OF STATUTORY LIMITATIONS
TO WAR CRIMES AND CRIMES
AGAINST HUMANITY



UNITED NATIONS
1969

CONVENTION ON THE NON-APPLICABILITY OF STATUTORY LIMITATIONS
TO WAR CRIMES AND CRIMES AGAINST HUMANITY

Preamble

The States Parties to the present Convention,

Recalling resolutions of the General Assembly of the United Nations 3 (I) of 13 February 1946 and 170 (II) of 31 October 1947 on the extradition and punishment of war criminals, resolution 95 (I) of 11 December 1946 affirming the principles of international law recognized by the Charter of the International Military Tribunal, Nürnberg, and the judgement of the Tribunal, and resolutions 2184 (XXI) of 12 December 1966 and 2202 (XXI) of 16 December 1966 which expressly condemned as crimes against humanity the violation of the economic and political rights of the indigenous population on the one hand and the policies of apartheid on the other,

Recalling resolutions of the Economic and Social Council of the United Nations 1074 D (XXXIX) of 28 July 1965 and 1158 (XLI) of 5 August 1966 on the punishment of war criminals and of persons who have committed crimes against humanity,

Noting that none of the solemn declarations, instruments or conventions relating to the prosecution and punishment of war crimes and crimes against humanity made provision for a period of limitation,

Considering that war crimes and crimes against humanity are among the gravest crimes in international law,

Convinced that the effective punishment of war crimes and crimes against humanity is an important element in the prevention of such crimes, the protection of human rights and fundamental freedoms, the encouragement of confidence, the furtherance of co-operation among peoples and the promotion of international peace and security,

Noting that the application to war crimes and crimes against humanity of the rules of municipal law relating to the period of limitation for ordinary crimes is a matter of serious concern to world public opinion, since it prevents the prosecution and punishment of persons responsible for those crimes,

Recognizing that it is necessary and timely to affirm in international law, through this Convention, the principle that there is no period of limitation for war crimes and crimes against humanity, and to secure its universal application,

Have agreed as follows:

Article I

No statutory limitation shall apply to the following crimes, irrespective of the date of their commission:

(a) War crimes as they are defined in the Charter of the International Military Tribunal, Nürnberg, of 8 August 1945 and confirmed by resolutions 3 (I) of 13 February 1946 and 95 (I) of 11 December 1946 of the General Assembly of the United Nations, particularly

the "grave breaches" enumerated in the Geneva Conventions of 12 August 1949 for the protection of war victims;

(b) Crimes against humanity whether committed in time of war or in time of peace as they are defined in the Charter of the International Military Tribunal, Nürnberg, of 8 August 1945 and confirmed by resolutions 3 (I) of 13 February 1946 and 95 (I) of 11 December 1946 of the General Assembly of the United Nations, eviction by armed attack or occupation and inhuman acts resulting from the policy of apartheid, and the crime of genocide as defined in the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, even if such acts do not constitute a violation of the domestic law of the country in which they were committed.

Article II

If any of the crimes mentioned in article I is committed, the provisions of this Convention shall apply to representatives of the State authority and private individuals who, as principals or accomplices, participate in or who directly incite others to the commission of any of those crimes, or who conspire to commit them, irrespective of the degree of completion, and to representatives of the State authority who tolerate their commission.

Article III

The States Parties to the present Convention undertake to adopt all necessary domestic measures, legislative or otherwise, with a view to making possible the extradition in accordance with international law, of the persons referred to in article II of this Convention.

Article IV

The States Parties to the present Convention undertake to adopt, in accordance with their respective constitutional processes, any legislative or other measures necessary to ensure that statutory or other limitations shall not apply to the prosecution and punishment of the crimes referred to in articles I and II of this Convention and that, where they exist, such limitations shall be abolished.

Article V

This Convention shall, until 31 December 1969, be open for signature by any State Member of the United Nations or member of any of its specialized agencies or of the International Atomic Energy Agency, by any State Party to the Statute of the International Court of Justice, and by any other State which has been invited by the General Assembly of the United Nations to become a Party to this Convention.

Article VI

This Convention is subject to ratification. Instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article VII

This Convention shall be open to accession by any State referred to in article V. Instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article VIII

1. This Convention shall enter into force on the ninetieth day after the date of the deposit with the Secretary-General of the United Nations of the tenth instrument of ratification or accession.
2. For each State ratifying this Convention or acceding to it after the deposit of the tenth instrument of ratification or accession, the Convention shall enter into force on the ninetieth day after the date of the deposit of its own instrument of ratification or accession.

Article IX

1. After the expiry of a period of ten years from the date on which this Convention enters into force, a request for the revision of the Convention may be made at any time by any Contracting Party by means of a notification in writing addressed to the Secretary-General of the United Nations.
2. The General Assembly of the United Nations shall decide upon the steps, if any, to be taken in respect of such a request.

Article X

1. This Convention shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.
2. The Secretary-General of the United Nations shall transmit certified copies of this Convention to all States referred to in article V.
3. The Secretary-General of the United Nations shall inform all States referred to in article V of the following particulars:
 - (a) Signatures of this Convention, and instruments of ratification and accession deposited under articles V, VI and VII;
 - (b) The date of entry into force of this Convention in accordance with article VIII;
 - (c) Communications received under article IX.

Article XI

This Convention, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall bear the date of 26 November 1968.

the "grave breaches" enumerated in the Geneva Conventions of 12 August 1949 for the protection of war victims:

(a) Crimes against humanity whether committed in time of war or in time of peace as they are defined in the Charter of the International Military Tribunal, Nuremberg, of 8 August 1945 and confirmed by resolutions 9 (I) of 15 February 1946 and 9 (I) of 11 December 1946 of the General Assembly of the United Nations, eviction by armed attack or occupation and inhuman acts resulting from the policy of apartheid, and the crime of genocide as defined in the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, even if such acts do not constitute a violation of the domestic law of the country in which they were committed.

Article II

If any of the crimes mentioned in article I is committed, the provisions of this Convention shall apply to representatives of the State authority and private individuals and, as principals or accomplices, participate in or who directly incite others to the commission of any of these crimes, or who conspire to commit them, irrespective of the degree of completion, and to representatives of the State authority who tolerate such commission.

Article III

The States Parties to the present Convention undertake to adopt all necessary domestic measures, legislative or otherwise, with a view to making possible the extradition in accordance with international law, of the persons referred to in article II of this Convention.

Article IV

The States Parties to the present Convention undertake to adopt, in accordance with their respective constitutional processes, any legislative or other measures necessary to ensure that statutory or other limitations shall not apply to the prosecution and punishment of the crimes referred to in articles I and II of this Convention and that, where they exist, such limitations shall be abolished.

Article V

This Convention shall, until 31 December 1983, be open for signature by any State Member of the United Nations or member of any of the specialized agencies or by the International Atomic Energy Agency, by any State Party to the Statute of the International Court of Justice, and by any other State which has been invited by the General Assembly of the United Nations to become a Party to this Convention.

Article VI

This Convention is subject to ratification. Instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article VII

This Convention shall be open to accession by any State referred to in article V. Instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article VIII

1. This Convention shall enter into force on the thirtieth day after the date of the deposit with the Secretary-General of the United Nations of the tenth instrument of ratification or accession.
2. For each State ratifying this Convention or acceding to it after the deposit of the tenth instrument of ratification or accession, the Convention shall enter into force on the ninetieth day after the date of the deposit of its own instrument of ratification or accession.

Article IX

1. After the expiry of a period of ten years from the date on which this Convention enters into force, a request for the revision of the Convention may be made at any time by any Contracting Party by means of a notification in writing addressed to the Secretary-General of the United Nations.
2. The General Assembly of the United Nations shall decide upon the steps, if any, to be taken in respect of such a request.

Article X

1. This Convention shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.
2. The Secretary-General of the United Nations shall transmit certified copies of this Convention to all States referred to in article V.
3. The Secretary-General of the United Nations shall inform all States referred to in article V of the following particulars:
 - (a) Signatures of this Convention, and instruments of ratification and accession deposited under articles V, VI and VII;
 - (b) The date of entry into force of this Convention in accordance with article VIII;
 - (c) Communications received under article IX.

Article XI

This Convention, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall bear the date of 26 November 1963.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized for that purpose, have signed this Convention.

CONVENTION
SUR L'IMPRESCRIPTIBILITÉ
DES CRIMES DE GUERRE
ET DES CRIMES
CONTRE L'HUMANITÉ



NATIONS UNIES
1969

CONVENTION SUR L'IMPRESCRIPTIBILITE DES CRIMES DE
GUERRE ET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE

Préambule

Les Etats Parties à la présente Convention,

Rappelant les résolutions 3 (I) et 170 (II) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, en date des 13 février 1946 et 31 octobre 1947, portant sur l'extradition et le châtement des criminels de guerre, et la résolution 95 (I) du 11 décembre 1946, confirmant les principes de droit international reconnus par le Statut du Tribunal militaire international de Nuremberg et par le jugement de ce Tribunal, ainsi que les résolutions 2184 (XXI) du 12 décembre 1966 et 2202 (XXI) du 16 décembre 1966, par lesquelles l'Assemblée générale a expressément condamné en tant que crimes contre l'humanité, d'une part, la violation des droits économiques et politiques des populations autochtones et, d'autre part, la politique d'apartheid,

Rappelant les résolutions 1074 D (XXXIX) et 1158 (XLI) du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, en date des 28 juillet 1965 et 5 août 1966, concernant le châtement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité,

Constatant que dans aucune des déclarations solennelles, actes et conventions visant la poursuite et la répression des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité il n'a été prévu de limitation dans le temps,

Considérant que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité comptent au nombre des crimes de droit international les plus graves,

Convaincus que la répression effective des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité est un élément important de la prévention de ces crimes, de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, propre à encourager la confiance, à stimuler la coopération entre les peuples et à favoriser la paix et la sécurité internationales,

Constatant que l'application aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité des règles de droit interne relatives à la prescription des crimes ordinaires inquiète profondément l'opinion publique mondiale car elle empêche que les personnes responsables de ces crimes soient poursuivies et châtiées,

Reconnaissant qu'il est nécessaire et opportun d'affirmer en droit international, au moyen de la présente Convention, le principe de l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et d'en assurer l'application universelle,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Les crimes suivants sont imprescriptibles, quelle que soit la date à laquelle ils ont été commis :

a) Les crimes de guerre, tels qu'ils sont définis dans le Statut du Tribunal militaire international de Nuremberg du 8 août 1945 et confirmés par les résolutions 3 (I) et 95 (I) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, en date des 13 février 1946 et 11 décembre 1946, notamment les "infractions graves" énumérées dans les Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre;

b) Les crimes contre l'humanité, qu'ils soient commis en temps de guerre ou en temps de paix, tels qu'ils sont définis dans le Statut du Tribunal militaire international de Nuremberg du 8 août 1945 et confirmés par les résolutions 3 (I) et 95 (I) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, en date des 13 février 1946 et 11 décembre 1946, l'éviction par une attaque armée ou l'occupation et les actes inhumains découlant de la politique d'apartheid, ainsi que le crime de génocide, tel qu'il est défini dans la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, même si ces actes ne constituent pas une violation du droit interne du pays où ils ont été commis.

Article II

Si l'un quelconque des crimes mentionnés à l'article premier est commis, les dispositions de la présente Convention s'appliqueront aux représentants de l'autorité de l'Etat et aux particuliers qui y participeraient en tant qu'auteurs ou en tant que complices, ou qui se rendraient coupables d'incitation directe à la perpétration de l'un quelconque de ces crimes, ou qui participeraient à une entente en vue de le commettre, quel que soit son degré d'exécution, ainsi qu'aux représentants de l'autorité de l'Etat qui toléreraient sa perpétration.

Article III

Les Etats Parties à la présente Convention s'engagent à adopter toutes les mesures internes, d'ordre législatif ou autre, qui seraient nécessaires en vue de permettre l'extradition, conformément au droit international, des personnes visées par l'article II de la présente Convention.

Article IV

Les Etats Parties à la présente Convention s'engagent à prendre, conformément à leurs procédures constitutionnelles, toutes mesures législatives ou autres qui

seraient nécessaires pour assurer l'imprescriptibilité des crimes visés aux articles premier et II de la présente Convention, tant en ce qui concerne les poursuites qu'en ce qui concerne la peine; là où une prescription existerait en la matière, en vertu de la loi ou autrement, elle sera abolie.

Article V

La présente Convention sera jusqu'au 31 décembre 1969 ouverte à la signature de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre de l'une quelconque de ses institutions spécialisées ou membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de tout Etat partie au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir partie à la présente Convention.

Article VI

La présente Convention est sujette à ratification et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VII

La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat visé à l'article V. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VIII

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la présente Convention ou y adhéreront après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, ladite Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article IX

1. Après l'expiration d'une période de dix ans à partir de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, une demande de révision de la Convention peut être formulée, en tout temps, par toute Partie contractante, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies statuera sur les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de cette demande.

Article X

1. La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera tenir une copie certifiée conforme à la présente Convention à tous les Etats visés à l'article V.
3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats visés à l'article V :
 - a) Des signatures apposées à la présente Convention et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles V, VI et VII;
 - b) De la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article VIII;
 - c) Des communications reçues conformément à l'article IX.

Article XI

La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, portera la date du 26 novembre 1968.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

戰 爭 罪 及 危 害 人 類 罪
不 適 用 法 定 時 效 公 約



聯 合 國

一 九 六 九 年

戰爭罪及危害人類罪不適用法定時效公約

弁 言

本公約締約國，

覆按聯合國大會關於引渡與懲治戰爭罪犯之一九四六年二月十三日決議案三(一)及一九四七年十月三十一日決議案一七〇(二)，以及確認紐倫堡國際軍事法庭組織法及該法庭判決所承認國際法原則之一九四六年十二月十一日決議案九十五(一)，與分別明白譴責侵害土著人民經濟及政治權利及種族隔離政策為危害人類罪之一九六六年十二月十二日決議案二一八四(二十一)及一九六六年十二月十六日決議案二二〇二(二十一)，

覆按聯合國經濟暨社會理事會關於懲治戰爭罪犯及危害人類罪犯之一九六五年七月二十八日決議案一〇七四D(三十九)及一九六六年八月五日決議案一一五八(四十一)，

鑒悉關於戰爭罪及危害人類罪追訴權及行刑權之各項鄭重宣言，約章或公約均不設法定時效期間之規定，

鑒於戰爭罪及危害人類罪乃國際法上情節最重大之罪，

深信有效懲治戰爭罪及危害人類罪為防止此種罪行，保障人權與基本自由，鼓勵信心，促進民族間合作，及增進國際和平與安全之一重要因素，

鑒悉國內法關於普通罪行之時效規則適用於戰爭罪及危害人類罪，為世界輿論極感憂慮之事，因其足以防止追訴與懲罰犯各該罪之人，

承認必須且合乎時宜經由本公約在國際法上確認戰爭罪及危害人類罪無時效期間之原則並設法使此項原則普遍適用，爰議定條款如下：

第一條

下列各罪，不論其犯罪期日，不適用法定時效：

(甲) 一九四五年八月八日紐倫堡國際軍事法庭組織法明定，並經聯合國大會一九四六年二月十三日決議案三(一)及一九四六年十二月十一日決議案九十五(一)確認之戰爭罪，尤其為一九四九年八月十二日保護戰爭受害人日內瓦公約列舉之“重大違約情事”；

(乙) 一九四五年八月八日紐倫堡國際軍事法庭組織法明定，並經聯合國大會一九四六年二月十三日決議案三(一)及一九四六年十二月十一日決議案九十五(一)確認之危害人類罪，無論犯罪係在戰時或在平時，以武裝攻擊或佔領迫使遷離及因種族隔離政策而起之不人道行為，及一九四八年防止及懲治殘害人群罪公約明定之殘害人群罪，即使此等行為並不觸犯行為地國內法。

第二條

遇犯有第一條所稱各罪情事，本公約之規定適用於以正犯或從犯身分參加或直接煽動他人犯各該罪，或陰謀夥黨犯各該罪之國家當局代表及私人，不問既遂之程度如何並適用於容許犯此種罪之國家當局代表。

第三條

本公約締約國承允採取一切必要國內立法或其他措施，俾得依國際法引渡本公約第二條所稱之人。

第四條

本公約締約國承允各依本國憲法程序，採取必要立法或其他措施，以確保法定或他種時效不適用於本公約第一條及第二條所稱各罪之追訴權及行刑權，倘有此項時效規定，應行廢止。

第五條

本公約在一九六九年十二月三十一日以前聽由聯合國任何會員國，任何專門機關或國際原子能總署之會員國，國際法院規約任何當事國及經由聯合國大會邀請參加為本公約當事國之任何其他國家簽署。

第六條

本公約須經批准。批准書應送交聯合國秘書長存放。

第七條

本公約聽由第五條所稱任何國家加入。加入書應送交聯合國秘書長存放。

第八條

一. 本公約於第十件批准書或加入書送交聯合國秘書長存放後第九十日起發生效力。

二. 對於在第十件批准書或加入書存放後批准或加入本公約之國家,本公約應於各該國交存批准書或加入書後第九十日起發生效力。

第九條

一. 任何締約國得於本公約生效之日起滿十年後隨時以書面通知聯合國秘書長請求修改本公約。

二. 對於此項請求應採何種步驟,由聯合國大會決定之。

第十條

一. 本公約應送交聯合國秘書長存放。

二. 聯合國秘書長應將本公約正式副本分送第五條所稱所有國家。

三. 聯合國秘書長應將下列各事通知第五條所稱所有國家:

(甲) 依第五條第六條及第七條對本公約所為之簽署及交存之批准書或加入書;

(乙) 本公約依第八條發生效力之日期;

(丙) 依第九條收到之來文。

第十一條

本公約中文、英文、法文、俄文及西班牙文各本同一作準,訂約日期為一九六八年十一月二十六日。

為此,下列代表各秉其正式授予簽字之權,謹簽字於本公約。

КОНВЕНЦИЯ
О НЕПРИМЕНИМОСТИ СРОКА ДАВНОСТИ
К ВОЕННЫМ ПРЕСТУПЛЕНИЯМ
И ПРЕСТУПЛЕНИЯМ
ПРОТИВ ЧЕЛОВЕЧЕСТВА



ОРГАНИЗАЦИЯ
ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ
1969

КОНВЕНЦИЯ О НЕПРИМЕНИМОСТИ СРОКА ДАВНОСТИ К ВОЕННЫМ
ПРЕСТУПЛЕНИЯМ И ПРЕСТУПЛЕНИЯМ ПРОТИВ ЧЕЛОВЕЧЕСТВА

Преамбула

Государства-участники настоящей Конвенции,

ссылаясь на резолюции Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций 3 (I) от 13 февраля 1946 года и 170 (П) от 31 октября 1947 года о выдаче и наказании военных преступников, на резолюцию 95 (I) от 11 декабря 1946 года, подтверждающую принципы международного права, признанные Уставом Международного Нюрнбергского военного трибунала и приговором этого Трибунала, и на резолюции 2184 (XXI) от 12 декабря 1966 года и 2202 (XXI) от 16 декабря 1966 года, в которых ясно осуждаются как преступления против человечества нарушение экономических и политических прав коренного населения, с одной стороны, и политика апартеида, с другой,

ссылаясь на резолюции 1074 D (XXXIX) от 28 июля 1965 года и 1158 (XLI) от 5 августа 1966 года Экономического и Социального Совета Организации Объединенных Наций о наказании военных преступников и лиц, совершивших преступления против человечества,

отмечая, что ни в одной торжественной декларации, акте или конвенции, касающихся судебного преследования или наказания за военные преступления и преступления против человечества, не содержится положения о сроке давности,

считая, что в соответствии с международным правом военные преступления и преступления против человечества относятся к самым тяжким преступлениям,

исходя из убеждения, что эффективное наказание за военные преступления и преступления против человечества является важным фактором в деле предупреждения таких преступлений, защиты прав человека и основных свобод, укрепления доверия, поощрения сотрудничества между народами и обеспечения международного мира и безопасности,

отмечая, что применение к военным преступлениям и преступлениям против человечества внутренних правовых норм, касающихся срока давности в отношении обычных преступлений, является вопросом, вызывающим серьезную озабоченность мирового общественного мнения, так как оно препятствует судебному преследованию и наказанию лиц, ответственных за такие преступления,

признавая необходимость и своевременность утверждения в международном праве, посредством настоящей Конвенции, принципа о том, что не существует срока давности в отношении военных преступлений и преступлений против человечества, а также обеспечения повсеместного применения этого принципа,

согласились о нижеследующем:

Статья I

Никакие сроки давности не применяются к следующим преступлениям, независимо от времени их совершения:

а) военные преступления, как они определяются в Уставе Нюрнбергского международного военного трибунала от 8 августа 1945 года и подтверждаются резолюциями 3 (I) от 13 февраля 1946 года и 95 (I) от 11 декабря 1946 года Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, а также, в частности, "серьезные нарушения", перечисленные в Женевских конвенциях о защите жертв войны от 12 августа 1949 года;

б) преступления против человечества, независимо от того, были ли они совершены во время войны или в мирное время, как они определяются в Уставе Нюрнбергского международного военного трибунала от 8 августа 1945 года и подтверждаются в резолюциях 3 (I) от 13 февраля 1946 года и 95 (I) от 11 декабря 1946 года Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, изгнание в результате вооруженного нападения или оккупации и бесчеловечные действия, являющиеся следствием политики апартеида, а также преступление геноцида, определяемое в Конвенции 1948 года о предупреждении преступления геноцида и наказании за него, даже если эти действия не представляют собой нарушения внутреннего законодательства той страны, в которой они были совершены.

Статья II

В случае совершения какого-либо из преступлений, упомянутых в статье I, положения настоящей Конвенции применяются к представителям государственных властей и частным лицам, которые выступают в качестве исполнителей этих преступлений или соучастников таких преступлений, или непосредственно подстрекают других лиц к совершению таких преступлений, или участвуют в заговоре для их совершения, независимо от степени их завершенности, равно как и к представителям государственных властей, допускающим их совершение.

Статья III

Государства-участники настоящей Конвенции обязуются принять все необходимые внутренние меры законодательного или иного характера, направленные на то, чтобы в соответствии с международным правом создать условия для выдачи лиц, указанных в статье II настоящей Конвенции.

Статья IV

Государства-участники настоящей Конвенции обязуются принять в соответствии с их конституционной процедурой любые законодательные или иные меры, необходимые для обеспечения того, чтобы срок давности, установленный законом или иным путем, не применялся к судебному преследованию и наказанию за преступления, указанные в статьях I и II настоящей Конвенции, и чтобы там, где такой срок применяется к этим преступлениям, он был отменен.

Статья V

Настоящая Конвенция открыта до 31 декабря 1969 года для подписания любым государством-членом Организации Объединенных Наций или членом любого из ее специализированных учреждений или членом Международного агентства по атомной энергии, любым другим государством, приглашенным Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций стать участником настоящей Конвенции.

Статья VI

Настоящая Конвенция подлежит ратификации. Ратификационные грамоты депонируются у Генерального секретаря Организации Объединенных Наций.

Статья VII

Настоящая Конвенция открыта для присоединения любого государства, указанного в статье V. Документы о присоединении депонируются у Генерального секретаря Организации Объединенных Наций.

Статья VIII

1. Настоящая Конвенция вступает в силу на девятый день после депонирования у Генерального секретаря Организации Объединенных Наций десятой ратификационной грамоты или документа о присоединении.

2. Для каждого государства, которое ратифицирует настоящую Конвенцию или присоединится к ней после депонирования десятой ратификационной грамоты или документа о присоединении, настоящая Конвенция вступает в силу на девятый день после депонирования им его ратификационной грамоты или документа о присоединении.

Статья IX

1. После истечения десятилетнего периода со дня вступления в силу настоящей Конвенции просьба о пересмотре настоящей Конвенции может быть выдвинута в любое время любым государством-участником путем письменного уведомления, направленного на имя Генерального секретаря Организации Объединенных Наций.

2. Генеральная Ассамблея Организации Объединенных Наций принимает решение о том, какие меры, если таковые необходимы, следует провести в связи с такой просьбой.

Статья X

1. Настоящая Конвенция хранится у Генерального секретаря Организации Объединенных Наций.

2. Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций препровождает заверенные копии настоящей Конвенции всем государствам, указанным в статье V.

3. Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций уведомляет все государства, указанные в статье V, о нижеследующем:

а) о подписании настоящей Конвенции и о сдаче на хранение в соответствии со статьями V, VI и VII ратификационных грамот или документов о присоединении;

б) о дате вступления в силу настоящей Конвенции в соответствии со статьей VIII;

в) о сообщениях, полученных в соответствии со статьей IX.

Статья XI

Настоящая Конвенция, английский, испанский, китайский, русский и французский тексты которой являются равно аутентичными, датирована 26 ноября 1968 года.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся, надлежащим образом для этого уполномоченные, подписали настоящую Конвенцию.

CONVENCION
SOBRE LA IMPRESCRIPTIBILIDAD
DE LOS CRIMENES DE GUERRA
Y DE LOS CRIMENES
DE LESA HUMANIDAD



NACIONES UNIDAS
1969

CONVENCION SOBRE LA IMPRESCRIPTIBILIDAD DE LOS CRIMENES
DE GUERRA Y DE LOS CRIMENES DE LESA HUMANIDAD

Preámbulo

Los Estados Partes en la presente Convención,

Recordando las resoluciones de la Asamblea General de las Naciones Unidas 3 (I) de 13 de febrero de 1946 y 170 (II) de 31 de octubre de 1947, sobre la extradición y el castigo de los criminales de guerra, la resolución 95 (I) de 11 de diciembre de 1946, que confirma los principios de derecho internacional reconocidos por el Estatuto del Tribunal Militar Internacional de Nuremberg y por el fallo de este Tribunal, y las resoluciones 2184 (XXI) de 12 de diciembre de 1966 y 2202 (XXI) de 16 de diciembre de 1966, que han condenado expresamente como crímenes contra la humanidad la violación de los derechos económicos y políticos de la población autóctona, por una parte, y la política de apartheid, por otra,

Recordando las resoluciones del Consejo Económico y Social de las Naciones Unidas 1074 D (XXXIX) de 28 de julio de 1965 y 1158 (XLI) de 5 de agosto de 1966, relativas al castigo de los criminales de guerra y de las personas que hayan cometido crímenes de lesa humanidad,

Observando que en ninguna de las declaraciones solemnes, instrumentos o convenciones para el enjuiciamiento y castigo de los crímenes de guerra y de los crímenes de lesa humanidad se ha previsto limitación en el tiempo,

Considerando que los crímenes de guerra y los crímenes de lesa humanidad figuran entre los delitos de derecho internacional más graves,

Convencidos de que la represión efectiva de los crímenes de guerra y de los crímenes de lesa humanidad es un elemento importante para prevenir esos crímenes y proteger los derechos humanos y libertades fundamentales, y puede fomentar la confianza, estimular la cooperación entre los pueblos y contribuir a la paz y la seguridad internacionales,

Advirtiendo que la aplicación a los crímenes de guerra y a los crímenes de lesa humanidad de las normas de derecho interno relativas a la prescripción de los delitos ordinarios suscita grave preocupación en la opinión pública mundial, pues impide el enjuiciamiento y castigo de las personas responsables de esos crímenes,

Reconociendo que es necesario y oportuno afirmar en derecho internacional, por medio de la presente Convención, el principio de la imprescriptibilidad de los crímenes de guerra y de los crímenes de lesa humanidad y asegurar su aplicación universal,

Convienen en lo siguiente:

Artículo I

Los crímenes siguientes son imprescriptibles, cualquiera que sea la fecha en que se hayan cometido:

a) Los crímenes de guerra según la definición dada en el Estatuto del Tribunal Militar Internacional de Nuremberg, de 8 de agosto de 1945, y confirmada por las resoluciones de la Asamblea General de las Naciones Unidas 3 (I) de 13 de febrero de 1946 y 95 (I) de 11 de diciembre de 1946, sobre todo las "infracciones graves" enumeradas en los Convenios de Ginebra de 12 de agosto de 1949 para la protección de las víctimas de la guerra;

b) Los crímenes de lesa humanidad cometidos tanto en tiempo de guerra como en tiempo de paz, según la definición dada en el Estatuto del Tribunal Militar Internacional de Nuremberg, de 8 de agosto de 1945 y confirmada por las resoluciones de la Asamblea General de las Naciones Unidas 3 (I) de 13 de febrero de 1946 y 95 (I) de 11 de diciembre de 1946, así como la expulsión por ataque armado u ocupación y los actos inhumanos debidos a la política de apartheid y el delito de genocidio definido en la Convención de 1948 para la prevención y la sanción del delito de genocidio aun si esos actos no constituyen una violación del derecho interno del país donde fueron cometidos.

Artículo II

Si se cometiere alguno de los crímenes mencionados en el artículo I, las disposiciones de la presente Convención se aplicarán a los representantes de la autoridad del Estado y a los particulares que participen como autores o cómplices o que inciten directamente a la perpetración de alguno de esos crímenes, o que conspiren para cometerlos, cualquiera que sea su grado de desarrollo, así como a los representantes de la autoridad del Estado que toleren su perpetración.

Artículo III

Los Estados Partes en la presente Convención se obligan a adoptar todas las medidas internas que sean necesarias, legislativas o de cualquier otro orden, con el fin de hacer posible la extradición, de conformidad con el derecho internacional, de las personas a que se refiere el artículo II de la presente Convención.

Artículo IV

Los Estados Partes en la presente Convención se comprometen a adoptar, con arreglo a sus respectivos procedimientos constitucionales, las medidas legislativas o de otra índole que fueran necesarias para que la prescripción de la acción penal o de la pena, establecida por ley o de otro modo, no se aplique a los crímenes mencionados en los artículos I y II de la presente Convención y, en caso de que exista, sea abolida.

Artículo V

La presente Convención estará abierta hasta el 31 de diciembre de 1969 a la firma de todos los Estados Miembros de las Naciones Unidas o miembros de algún organismo especializado o del Organismo Internacional de Energía Atómica, así como de todo Estado Parte en el Estatuto de la Corte Internacional de Justicia y de cualquier otro Estado invitado por la Asamblea General de las Naciones Unidas a ser parte en la presente Convención.

Artículo VI

La presente Convención está sujeta a ratificación y los instrumentos de ratificación se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo VII

La presente Convención quedará abierta a la adhesión de cualquiera de los Estados mencionados en el artículo V. Los instrumentos de adhesión se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo VIII

1. La presente Convención entrará en vigor el nonagésimo día siguiente a la fecha en que haya sido depositado en poder del Secretario General de las Naciones Unidas el décimo instrumento de ratificación o de adhesión.
2. Para cada Estado que ratifique la presente Convención o se adhiera a ella después de haber sido depositado el décimo instrumento de ratificación o de adhesión, la Convención entrará en vigor el nonagésimo día siguiente a la fecha en que tal Estado haya depositado su instrumento de ratificación o de adhesión.

Artículo IX

1. Una vez transcurrido un período de diez años contado a partir de la fecha en que entre en vigor la presente Convención, todo Estado parte podrá solicitar en cualquier momento la revisión de la presente Convención mediante notificación por escrito dirigida al Secretario General de las Naciones Unidas.
2. La Asamblea General de las Naciones Unidas decidirá sobre las medidas que deban tomarse, en su caso, respecto a tal solicitud.

Artículo X

1. La presente Convención será depositada en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.
2. El Secretario General de las Naciones Unidas hará llegar copias certificadas de la presente Convención a todos los Estados mencionados en el artículo V.
3. El Secretario General de las Naciones Unidas comunicará a todos los Estados mencionados en el artículo V:
 - a) Las firmas puestas en la presente Convención y los instrumentos de ratificación y adhesión depositados conforme a las disposiciones de los artículos V, VI y VII;
 - b) La fecha en que la presente Convención entre en vigor conforme a lo dispuesto en el artículo VIII;
 - c) Las comunicaciones recibidas conforme a lo dispuesto en el artículo IX.

Artículo XI

La presente Convención, cuyos textos en chino, español, francés, inglés y ruso son igualmente auténticos, llevará la fecha 26 de noviembre de 1968.

EN FE DE LO CUAL, los suscritos, debidamente autorizados al efecto, han firmado la presente Convención.

FOR AFGHANISTAN:
POUR L'AFGHANISTAN:
阿富汗:
За Афганистан:
POR EL AFGANISTÁN:

FOR ALBANIA:
POUR L'ALBANIE:
阿爾巴尼亞:
За Албанию:
POR ALBANIA:

FOR ALGERIA:
POUR L'ALGÉRIE:
阿爾及利亞:
За Алжир:
POR ARGELIA:

FOR ARGENTINA:
POUR L'ARGENTINE:
阿根廷:
За Аргентину:
POR LA ARGENTINA:

FOR AUSTRALIA:
POUR L'AUSTRALIE:
澳大利亞:
За Австралию:
POR AUSTRALIA:

FOR AUSTRIA:
POUR L'AUTRICHE:
奧地利:
За Австрию:
POR AUSTRIA:

FOR BARBADOS:
POUR LA BARBADE:
巴貝多:
За Барбадос:
POR BARBADOS:

FOR BELGIUM:
POUR LA BELGIQUE:
比利時:
За Бельгию:
POR BÉLGICA:

FOR BOLIVIA:
POUR LA BOLIVIE:
玻利維亞:
За Боливию:
POR BOLIVIA:

FOR BOTSWANA:
POUR LE BOTSWANA:
波扎那:
За Ботсвану:
FOR BOTSWANA:

FOR BRAZIL:
POUR LE BRÉSIL:
巴西:
За Бразилию:
FOR EL BRASIL:

FOR BULGARIA:
POUR LA BULGARIE:
保加利亞:
За България:
FOR BULGARIA:

М. Тарабанов
21 January 1969¹

¹M. TARABANOV
21 janvier 1969

FOR BURMA:
POUR LA BIRMANIE:
緬甸:
За Бирму:
FOR BIRMANIA:

FOR BURUNDI:
POUR LE BURUNDI:
布隆提:
За Бурунди:
FOR BURUNDI:

FOR THE BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:
白俄羅斯蘇維埃社會主義共和國:
За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:
FOR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE BIELORRUSIA:

Г. Чернущенко
7 января 1969 г.¹

¹G. G. TCHERNOUCHTENKO
7 January 1969

¹G. G. TCHERNOUCHTENKO
7 janvier 1969

FOR CAMBODIA:
POUR LE CAMBODGE:
柬埔寨:
За Камбоджу:
POR CAMBOYA:

FOR CAMEROON:
POUR LE CAMEROUN:
喀麥隆:
За Камерун:
POR EL CAMERÚN:

FOR CANADA:
POUR LE CANADA:
加拿大:
За Канаду:
POR EL CANADÁ:

FOR THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:
中非共和國:
За Центральноафриканскую Республику:
POR LA REPÚBLICA CENTROAFRICANA:

FOR CEYLON:
POUR CEYLAN:
錫蘭:
За Цейлон:
POR CEILÁN:

FOR CHAD:
POUR LE TCHAD:
查德:
За Чад:
POR EL CHAD:

FOR CHILE:
POUR LE CHILI:
智利:
За Чили:
POR CHILE:

FOR CHINA:
POUR LA CHINE:
中國:
За Китай:
POR CHINA:

FOR COLOMBIA:
POUR LA COLOMBIE:
哥倫比亞:
За Колумбию:
POR COLOMBIA:

FOR THE CONGO (BRAZZAVILLE):
POUR LE CONGO (BRAZZAVILLE):
剛果 (布拉薩市):
За Конго (Браззавиль):
POR EL CONGO (BRAZZAVILLE):

FOR THE CONGO (DEMOCRATIC REPUBLIC OF):
POUR LE CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU):
剛果 (民主共和國):
За Демократическую Республику Конго:
POR EL CONGO (REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DE):

FOR COSTA RICA:
POUR LE COSTA RICA:
哥斯大黎加:
За Коста-Рику:
POR COSTA RICA:

FOR CUBA:
POUR CUBA:
古巴:
За Кубу:
FOR CUBA:

FOR CYPRUS:
POUR CHYPRE:
賽普勒斯:
За Кипр:
FOR CHIPRE:

FOR CZECHOSLOVAKIA:
POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:
捷克斯拉夫:
За Чехословакию:
FOR CZECHOSLOVAKIA:

FOR DAHOMEY:
POUR LE DAHOMEY:
達荷美:
За Дагомею:
FOR EL DAHOMEY:

FOR DENMARK:
POUR LE DANEMARK:
丹麥:
За Данию:
FOR DINAMARCA:

FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:
多明尼加共和國:
За Доминиканскую Республику:
FOR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

FOR ECUADOR:
POUR L'ÉQUATEUR:
厄瓜多:
За Эквадор:
POR EL ECUADOR:

FOR EL SALVADOR:
POUR EL SALVADOR:
薩爾瓦多:
За Сальвадор:
POR EL SALVADOR:

FOR EQUATORIAL GUINEA:
POUR LA GUINÉE ÉQUATORIALE:
赤道幾內亞:
За Экваториальную Гвинею:
POR GUINEA ECUATORIAL:

FOR ETHIOPIA:
POUR L'ÉTHIOPIE:
衣索比亞:
За Эфиопию:
POR ETIOPIA:

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:
POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:
德意志聯邦共和國:
За Федеративную Республику Германии:
POR LA REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA:

FOR FINLAND:
POUR LA FINLANDE:
芬蘭:
За Финляндию:
POR FINLANDIA:

FOR FRANCE:
POUR LA FRANCE:
法蘭西:
За Францію:
FOR FRANCIA:

FOR GABON:
POUR LE GABON:
加彭:
За Габон:
FOR EL GABÓN:

FOR GAMBIA:
POUR LA GAMBIE:
岡比亞:
За Гамбію:
FOR GAMBIA:

FOR GHANA:
POUR LE GHANA:
迦納:
За Гану:
FOR GHANA:

FOR GREECE:
POUR LA GRÈCE:
希臘:
За Грецію:
FOR GRECIA:

FOR GUATEMALA:
POUR LE GUATEMALA:
瓜地馬拉:
За Гватемалу:
FOR GUATEMALA:

FOR GUINEA:
POUR LA GUINÉE:
幾內亞:
За Гвинею:
FOR GUINEA:

FOR GUYANA:
POUR LA GUYANE:
蓋亞那:
За Гвиану:
FOR GUYANA:

FOR HAITI:
POUR HAÏTI:
海地:
За Гаити:
FOR HAÏTI:

FOR THE HOLY SEE:
POUR LE SAINT-SIÈGE:
教廷:
За Святейший престол:
FOR LA SANTA SEDE:

FOR HONDURAS:
POUR LE HONDURAS:
宏都拉斯:
За Гондурас:
FOR HONDURAS:

FOR HUNGARY:
POUR LA HONGRIE:
匈牙利:
За Венгрию:
FOR HUNGRIA:

Károly CSATORDAY
New York, March 25, 1969

FOR ICELAND:
POUR L'ISLANDE:
冰島:
За Исландию:
POR ISLANDIA:

FOR INDIA:
POUR L'INDE:
印度:
За Индию:
POR LA INDIA:

FOR INDONESIA:
POUR L'INDONÉSIE:
印度尼西亞:
За Индонезию:
POR INDONESIA:

FOR IRAN:
POUR L'IRAN:
伊朗:
За Иран:
POR EL IRÁN:

FOR IRAQ:
POUR L'IRAK:
伊拉克:
За Ирак:
POR EL IRAK:

FOR IRELAND:
POUR L'IRLANDE:
愛爾蘭:
За Ирландию:
POR IRLANDA:

FOR ISRAEL:
POUR ISRAËL:
以色列:
За Израиль:
FOR ISRAEL:

FOR ITALY:
POUR L'ITALIE:
義大利:
За Италию:
FOR ITALIA:

FOR THE IVORY COAST:
POUR LA CÔTE-D'IVOIRE:
牙象海岸:
За Берег Слоновой Кости:
FOR LA COSTA DE MARFIL:

FOR JAMAICA:
POUR LA JAMAÏQUE:
牙買加:
За Ямайку:
FOR JAMAICA:

FOR JAPAN:
POUR LE JAPON:
日本:
За Японию:
FOR EL JAPÓN:

FOR JORDAN:
POUR LA JORDANIE:
約旦:
За Иорданию:
FOR JORDANIA:

FOR KENYA:
POUR LE KENYA:
肯亞:
За Кенню:
FOR KENIA:

FOR KUWAIT:
POUR LE KOWEÏT:
科威特:
За Кувейт:
FOR KUWAIT:

FOR LAOS:
POUR LE LAOS:
寮國:
За Лаос:
FOR LAOS:

FOR LEBANON:
POUR LE LIBAN:
黎巴嫩:
За Ливан:
FOR EL LIBANO:

FOR LESOTHO:
POUR LE LESOTHO:
賴索托:
За Лесото:
FOR LESOTHO:

FOR LIBERIA:
POUR LE LIBÉRIA:
賴比瑞亞:
За Либерню:
FOR LIBERIA:

FOR LIBYA:
POUR LA LIBYE:
利比亞:
За ЛИБИЮ:
FOR LIBIA:

FOR LIECHTENSTEIN:
POUR LE LIECHTENSTEIN:
列支敦斯登:
За Лихтенштейн:
FOR LIECHTENSTEIN:

FOR LUXEMBOURG:
POUR LE LUXEMBOURG:
盧森堡:
За Люксембург:
FOR LUXEMBURGO:

FOR MADAGASCAR:
POUR MADAGASCAR:
馬達加斯加:
За Мадагаскар:
FOR MADAGASCAR:

FOR MALAWI:
POUR LE MALAWI:
馬拉威:
За Малави:
FOR MALAWI:

FOR MALAYSIA:
POUR LA MALAISIE:
馬來亞聯邦:
За Малайскую Федерацию:
FOR MALASIA:

FOR THE MALDIVE ISLANDS:
POUR LES ÎLES MALDIVES:
馬爾代夫羣島:
За Мальдивские острова:
POR LAS ISLAS MALDIVAS:

FOR MALI:
POUR LE MALI:
馬利:
За Мали:
POR MALÍ:

FOR MALTA:
POUR MALTE:
馬耳他:
За Мальту:
POR MALTA:

FOR MAURITANIA:
POUR LA MAURITANIE:
茅利塔尼亞:
За Мавританию:
POR MAURITANIA:

FOR MAURITIUS:
POUR MAURICE:
模里西斯:
За Маврикий:
POR MAURICIO:

FOR MEXICO:
POUR LE MEXIQUE:
墨西哥:
За Мексику:
POR MÉXICO:

FOR MONACO:
POUR MONACO:
摩納哥:
За Монако:
POR MÓNACO:

FOR MONGOLIA:
POUR LA MONGOLIE:
蒙古:
За Монголию:
POR MONGOLIA:

M. DUGERSUREN
31/1/69

FOR MOROCCO:
POUR LE MAROC:
摩洛哥:
За Марокко:
POR MARRUECOS:

FOR NEPAL:
POUR LE NÉPAL:
尼泊爾:
За Непал:
POR NEPAL:

FOR THE NETHERLANDS:
POUR LES PAYS-BAS:
荷蘭:
За Нидерланды:
POR LOS PAÍSES BAJOS:

FOR NEW ZEALAND:
POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:
紐西蘭:
За Новую Зеландию:
POR NUEVA ZELANDIA:

FOR NICARAGUA:
POUR LE NICARAGUA:
尼加拉瓜:
За Никарагуа:
POR NICARAGUA:

FOR THE NIGER:
POUR LE NIGER:
奈及爾:
За Нигер:
POR EL NIGER:

FOR NIGERIA:
POUR LA NIGÉRIA:
奈及利亞:
За Нигерия:
POR NIGERIA:

FOR NORWAY:
POUR LA NORVÈGE:
挪威:
За Норвегию:
POR NORUEGA:

FOR PAKISTAN:
POUR LE PAKISTAN:
巴基斯坦:
За Пакистан:
POR EL PAQUISTÁN:

FOR PANAMA:
POUR LE PANAMA:
巴拿馬:
За Панаму:
POR PANAMÁ:

FOR PARAGUAY:
POUR LE PARAGUAY:
巴拉圭:
За Парагвай:
POR EL PARAGUAY:

FOR PERU:
POUR LE PÉROU:
秘魯:
За Перу:
POR EL PERÚ:

FOR THE PHILIPPINES:
POUR LES PHILIPPINES:
菲律賓:
За Филиппины:
POR FILIPINAS:

FOR POLAND:
POUR LA POLOGNE:
波蘭:
За Польшу:
POR POLONIA:

B. TOMOROWICZ

Dec. 16th 1968

FOR PORTUGAL:
POUR LE PORTUGAL:
葡萄牙:
За Португалию:
POR PORTUGAL:

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:
POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:
大韓民國:
За Корейскую Республику:
POR LA REPÚBLICA DE COREA:

FOR THE REPUBLIC OF VIET-NAM:
POUR LA RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM:
越南共和國:
За Республику Вьетнам:
POR LA REPÚBLICA DE VIET-NAM:

FOR ROMANIA:
POUR LA ROUMANIE:
羅馬尼亞:
За Румынию:
POR RUMANIA:

G. DIACONESCU
17 April 1969

FOR RWANDA:
POUR LE RWANDA:
盧安達:
За Руанду:
POR RWANDA:

FOR SAN MARINO:
POUR SAINT-MARIN:
聖馬利諾:
За Сан-Марино:
POR SAN MARINO:

FOR SAUDI ARABIA:
POUR L'ARABIE SAOUDITE:
沙烏地阿拉伯:
За Саудовскую Аравию:
POR ARABIA SAUDITA:

FOR SENEGAL:
POUR LE SÉNÉGAL:
塞內加爾:
За Сенегал:
POR EL SENEGAL:

FOR SIERRA LEONE:
POUR LE SIERRA LEONE:
獅子山:
За Сьерра-Леоне:
POR SIERRA LEONA:

FOR SINGAPORE:
POUR SINGAPOUR:
新加坡:
За Сингапур:
POR SINGAPUR:

FOR SOMALIA:
POUR LA SOMALIE:
索馬利亞:
За Сомали:
POR SOMALIA:

FOR SOUTH AFRICA:
POUR L'AFRIQUE DU SUD:
南非:
За Южную Африку:
POR SUDÁFRICA:

FOR SOUTHERN YEMEN:
POUR LE YÉMEN DU SUD:
南也門:
За Южный Йемен:
POR EL YEMEN MERIDIONAL:

FOR SPAIN:
POUR L'ESPAGNE:
西班牙:
За Испанию:
POR ESPAÑA:

FOR THE SUDAN:
POUR LE SOUDAN:
蘇丹:
За Судан:
POR EL SUDÁN:

FOR SWAZILAND:
POUR SOUAZILAND:
史瓦濟蘭:
POR SWAZILANDIA:
За Свазиленд:

FOR SWEDEN:
POUR LA SUÈDE:
瑞典:
За Швецию:
POR SUECIA:

FOR SWITZERLAND:
POUR LA SUISSE:
瑞士:
За Швейцарию:
POR SUIZA:

FOR SYRIA:
POUR LA SYRIE:
叙利亞:
За Сирию:
POR SIRIA:

FOR THAILAND:
POUR LA THAÏLANDE:
泰國:
За Таиланд:
POR TAILANDIA:

FOR TOGO:
POUR LE TOGO:
多哥:
За Того:
FOR EL TOGO:

FOR TRINIDAD AND TOBAGO:
POUR LA TRINITÉ ET TOBAGO:
千里達及托貝哥:
За Тринидад и Тобаго:
FOR TRINIDAD Y TABAGO:

FOR TUNISIA:
POUR LA TUNISIE:
突尼西亞:
За Тунис:
FOR TÚNEZ:

FOR TURKEY:
POUR LA TURQUIE:
土耳其:
За Турцию:
FOR TURQUÍA:

FOR UGANDA:
POUR L'UGANDA:
烏干達:
За Уганду:
FOR UGANDA:

FOR THE UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:
烏克蘭蘇維埃社會主義共和國:
За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:
FOR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE UCRANIA:

М. Полянничко

14.I. 1969¹

¹M. D. POLYANICHKO
14/1/69

¹M. D. POLYANITCHKO
14/1/69

FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:
POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:
蘇維埃社會主義共和國聯邦:
За Союз Советских Социалистических Республик:
FOR LA UNIÓN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÉTICAS:

Я. Малик

6.1.69¹

FOR THE UNITED ARAB REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE:
阿拉伯聯合共和國:
За Объединенную Арабскую Республику:
FOR LA REPÚBLICA ARABE UNIDA:

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:
POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:
大不列顛及北愛爾蘭聯合王國:
За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:
FOR EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE:

¹Y. A. MALIK
6.1.69

¹Y. A. MALIK
6.1.69

FOR THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA:
POUR LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE:
坦尚尼亞聯合共和國:
За Объединенную Республику Танзания:
FOR LA REPÚBLICA UNIDA DE TANZANIA:

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:
POUR LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE:
美利堅合衆國:
За Соединенные Штаты Америки:
FOR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:

FOR THE UPPER VOLTA:
POUR LA HAUTE-VOLTA:
上伏塔:
За Верхнюю Вольту:
FOR EL ALTO VOLTA:

FOR URUGUAY:
POUR L'URUGUAY:
烏拉圭:
За Уругвай:
POR EL URUGUAY:

FOR VENEZUELA:
POUR LE VENEZUELA:
委內瑞拉:
За Венесуэлу:
POR VENEZUELA:

FOR WESTERN SAMOA:
POUR LE SAMOA-OCCIDENTAL:
西薩摩亞:
За Западное Самоа:
POR SAMOA OCCIDENTAL:

FOR YEMEN:
POUR LE YÉMEN:
也門:
За Йемен:
POR EL YEMEN:

FOR YUGOSLAVIA:
POUR LA YOUGOSLAVIE:
南斯拉夫:
За Югославию:
POR YUGOSLAVIA:

Anton VRATUŠA
Dec. 16, 1968

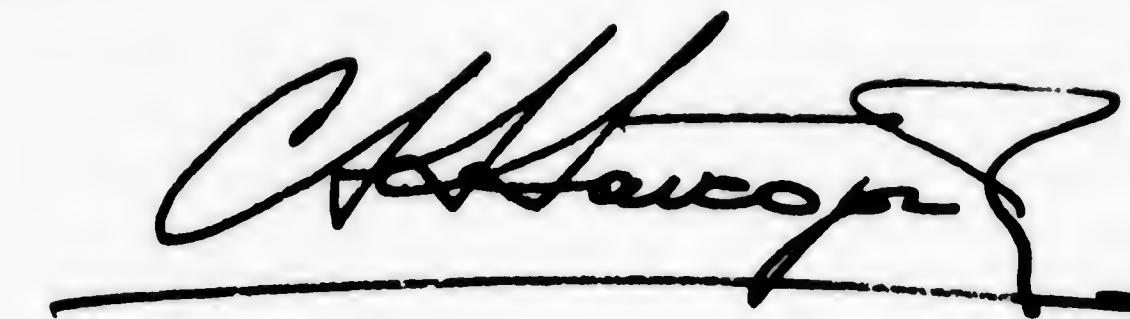
FOR ZAMBIA:
POUR LA ZAMBIE:
尚比亞:
За Замбию:
POR ZAMBIA:

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Convention on the Non-Applicability of Statutory Limitations to War Crimes and Crimes against Humanity, adopted by the General Assembly of the United Nations on 26 November 1968, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 26 novembre 1968, dont le texte original est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

*For the Secretary-General,
The Legal Counsel:*

*Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique:*



United Nations, New York
14 May 1969

Organisation des Nations Unies, New York
le 14 mai 1969

AR 7262 17/10

JHE FRIED NUREMBERG TRIALS, PHOTOS 1945-1949

Albia -
I took 4 photos

from new tower

UB News. These
were returned from
were printed.

Can Deborah repair
this box?

1945

1949



NURNBERG TRIALS

1945

1949



















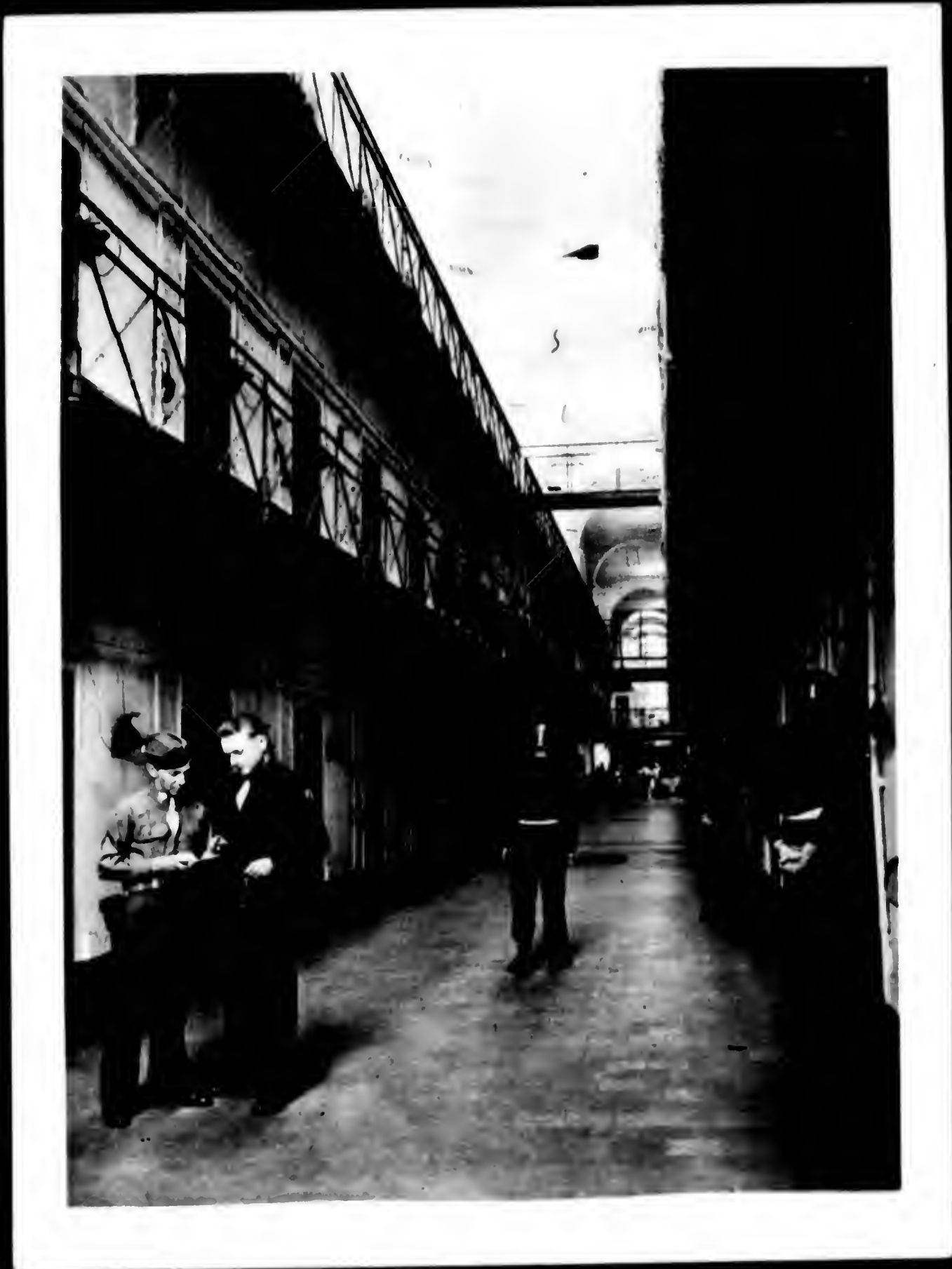








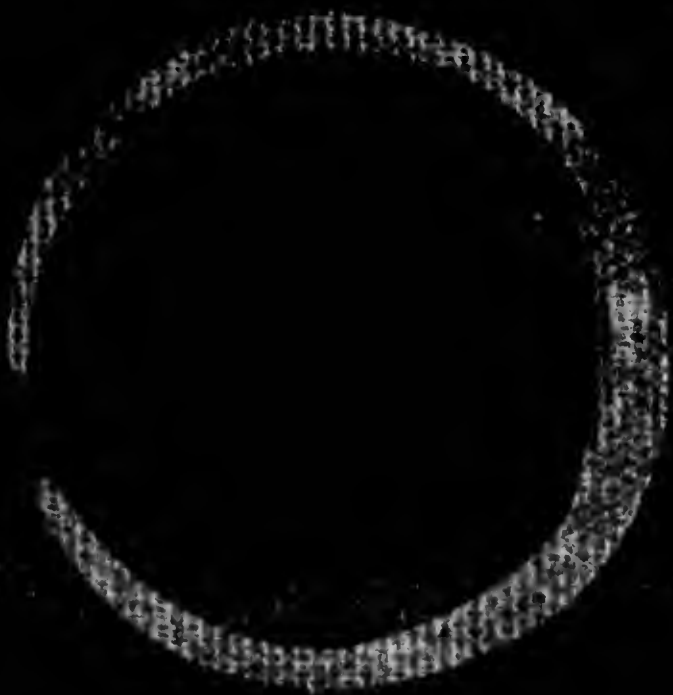




AR 7262

14/11

JHEF, 150: INT'L MILITARY TRIALS: NUREMBERG, "NAZI CONSPIRACY + AGGRESSION" - USGPO, 1947, 1VOC



total was 1.56
superior order received
1.53

Bill found not worth
was by himself (p. 55)

Leadership Corps ... prevented
German public opinion to react →
Jews persecuted p. 88

MT. left open white
subjugation + esp + mass
agony + action! p. 160

Declaration of War
report p. 46

Retrospect
p. 49

"Terrorism" p. 54 "use of terror"
p. 126, 96 (Frank)
p. 128, 20 (Frank)
p. 118, 17A (Heitel)
"Mental treatment + terror" p. 123, 14 (Kraus)
+ "MORTORS" " 12A
p. 155, 2 Says significant

NAZI CONSPIRACY AND AGGRESSION

Opinion and Judgment

Office of United States
Chief of Counsel for Prosecution
of Axis Criminality

Bacteriological
warfare W.G.



4 million Jews killed
in V.Z. p. 120

von Neurath, in protest, went on leave
& had 1945 used p. 161

UNITED STATES GOVERNMENT PRINTING OFFICE
WASHINGTON : 1947

FOR SALE BY THE
SUPERINTENDENT OF DOCUMENTS
U. S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE
WASHINGTON 25, D. C.
PRICE 45 CENTS (PAPER)
\$1.25 BUCKRAM

The United States of America, the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the Union of Soviet Socialist Republics

—against—

Hermann Wilhelm Goering, Rudolf Hess, Joachim von Ribbentrop, Robert Ley, Wilhelm Keitel, Ernst Kaltenbrunner, Alfred Rosenberg, Hans Frank, Wilhelm Frick, Julius Streicher, Walter Funk, Hjalmar Schacht, Gustav Krupp von Bohlen und Halbach, Karl Doenitz, Erich Raeder, Baldur von Schirach, Fritz Sauckel, Alfred Jodl, Martin Bormann, Franz von Papen, Artur Seyss-Inquart, Albert Speer, Constantin von Neurath, and Hans Fritzsche, Individually and as Members of Any of the Following Groups or Organizations to Which They Respectively Belonged, Namely: Die Reichsregierung (Reich Cabinet); Das Korps Der Politischen Leiter Der Nationalsozialistischen Deutschen Arbeiterpartei (Leadership Corps of the Nazi Party); Die Schutzstaffeln Der Nationalsozialistischen Deutschen Arbeiterpartei (commonly known as the "SS") and including Die Sicherheitsdienst (commonly known as the "SD"); Die Geheime Staatspolizei (Secret State Police, commonly known as the "Gestapo"); Die Sturmabteilungen Der N. S. D. A. P. (commonly known as the "SA") and the General Staff and High Command of the German Armed Forces are as defined in Appendix B of the Indictment,

Defendants.

CONTENTS

	<i>Page</i>
JUDGMENT -----	1
The Charter Provisions -----	3
The Nazi Regime in Germany -----	4
The Common Plan of Conspiracy and Aggressive War --	16
Violations of International Treaties -----	46
The Law as to the Common Plan or Conspiracy -----	54
War Crimes and Crimes against Humanity -----	56
The Accused Organizations -----	84
The Accused Individuals -----	107
DISSENTING OPINION -----	166
The Unfounded Acquittal of Defendant Schacht -----	166
The Unfounded Acquittal of Defendant von Papen -----	172
The Unfounded Acquittal of Defendant Fritzsche -----	175
Concerning the Sentence of the Defendant Rudolf Hess --	178
Incorrect Judgment with Regard to the Reich Cabinet --	180
Incorrect Judgment with Regard to the General Staff and High Command and the OKW -----	183
THE SENTENCES -----	189

THE INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL

Nurnberg, Germany

LORD JUSTICE LAWRENCE, Member for the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, President
MR. JUSTICE BIRKETT, Alternate Member
MR. FRANCIS BIDDLE, Member for the United States of America
JUDGE JOHN J. PARKER, Alternate Member
M. LE PROFESSEUR DONNEDIEU DE VABRES, Member for the French Republic
M. LE CONSEILLER R. FALCO, Alternate Member
MAJOR GENERAL I. T. NIKITCHENKO, Member for the Union of Soviet Socialist Republics
LIEUTENANT COLONEL A. F. VOLCHKOV, Alternate Member

PROSECUTION COUNSEL

Chief Prosecutor for the United States of America :
 Mr. Justice Robert H. Jackson
Chief Prosecutor for the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
 H. M. Attorney-General, Sir Hartley Shawcross, K. C.,
 M. P.
Chief Prosecutor for the French Republic :
 M. Francois de Menthon
 M. Auguste Champetier de Ribes
Chief Prosecutor for the Union of Soviet Socialist Republics :
 General R. A. Rudenko

DEFENDANTS AND DEFENSE COUNSEL

<i>Individual Defendants</i>	<i>Counsel</i>
Goering, Hermann Wilhelm-----	Dr. Otto Stahmer
Hess, Rudolf-----	Dr. Guenther von Rohrscheidt (to 5 February 1946)
	Dr. Alfred Seidl (from 5 February 1946)
Von Ribbentrop, Joachim-----	Dr. Fritz Sauter (to 5 January 1946)
	Dr. Martin Horn (from 5 January 1946)
Ketzel, Wilhelm-----	Dr. Otto Nelte
Kaltenbrunner, Ernst-----	Dr. Kurt Kauffmann
Rosenberg, Alfred-----	Dr. Alfred Thoma
Frank, Hans-----	Dr. Alfred Seidl
Frick, Wilhelm-----	Dr. Otto Pannenbecker
Streicher, Julius-----	Dr. Hans Marx
Funk, Walter-----	Dr. Fritz Sauter
Schacht, Hjalmar-----	Dr. Rudolf Dix
Doenitz, Karl-----	Flottenrichter Otto Kranzbuehler
Raeder, Erich-----	Dr. Walter Siemers
Von Schirach, Baldur-----	Dr. Fritz Sauter
Sauckel, Fritz-----	Dr. Robert Servatius
Jodl, Alfred-----	Professor Dr. Franz Exner
Bormann, Martin-----	Dr. Friedrich Bergold
Von Papen, Franz-----	Dr. Egon Kubuschok
Seyss-Inquart-----	Dr. Gustav Steinbauer
Speer, Albert-----	Dr. Hans Flaechsner
Von Neurath, Constantin-----	Dr. Otto Freiherr von Luedinghausen
Fritzsche, Hans-----	Dr. Heinz Fritz
	<i>Counsel</i>
<i>Groups and Organizations</i>	
Reich Cabinet-----	Dr. Egon Kubuschok
Leadership Corps of Nazi Party-----	Dr. Robert Servatius
SS (Schultzstaffeln) and SD (Sicherheitsdienst).-----	Dr. Ludwig Babel
	Dr. Horst Pelckmann
	Dr. Hans Gawlik
SA (Sturmabteilung)-----	Dr. Georg Boehm
	Dr. Martin Loeffler
Gestapo (Geheime Staatspolizei)-----	Dr. Rudolf Merkel
General Staff and High Command of the German Armed Forces.	Dr. Hans Laternser

JUDGMENT

On the 8th August 1945 the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Government of the United States of America, the Provisional Government of the French Republic, and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics entered into an Agreement establishing this Tribunal for the trial of war criminals whose offenses have no particular geographical location. In accordance with Article 5, the following Governments of the United Nations have expressed their adherence to the agreement:

Greece, Denmark, Yugoslavia, the Netherlands, Czechoslovakia, Poland, Belgium, Ethiopia, Australia, Honduras, Norway, Panama, Luxemburg, Haiti, New Zealand, India, Venezuela, Uruguay, and Paraguay.

By the Charter annexed to the agreement, the constitution, jurisdiction, and functions of the Tribunal were defined.

The Tribunal was invested with power to try and punish persons who had committed crimes against peace, war crimes, and crimes against humanity as defined in the charter.

The Charter also provided that at the trial of any individual member of any group or organization the Tribunal may declare (in connection with any act of which the individual may be convicted) that the group or organization of which the individual was a member was a criminal organization.

In Berlin, on the 18th October 1945, in accordance with Article 14 of the Charter, an indictment was lodged against the defendants named in the caption above, who had been designated by the Committee of the Chief Prosecutors of the signatory powers as major war criminals.

A copy of the indictment in the German language was served upon each defendant in custody at least 30 days before the trial opened.

This indictment charges the defendants with crimes against peace by the planning, preparation, initiation, and waging of wars of aggression, which were also wars in violation of international treaties, agreements, and assurances; with war crimes; and with crimes against humanity. The defendants are also charged with participating in the formulation or execution of a common plan or conspiracy to commit all these crimes. The Tribunal was further asked by the prosecu-

tion to declare all the named groups or organizations to be criminal within the meaning of the charter.

The defendant Robert Ley committed suicide in prison on the 25th October 1945. On the 15th November 1945 the Tribunal decided that the defendant Gustav Krupp von Bohlen und Halbach could not then be tried because of his physical and mental condition, but that the charges against him in the indictment should be retained for trial thereafter, if the physical and mental condition of the defendant should permit. On the 17th November 1945 the Tribunal decided to try the defendant Bormann in his absence under the provisions of article 12 of the charter. After argument, and consideration of full medical reports, and a statement from the defendant himself, the Tribunal decided on the 1st December 1945 that no grounds existed for a postponement of the trial against the defendant Hess because of his mental condition. A similar decision was made in the case of the defendant Streicher.

In accordance with Articles 16 and 23 of the Charter, counsel were either chosen by the defendants in custody themselves, or at their request were appointed by the Tribunal. In his absence the Tribunal appointed counsel for the defendant Bormann, and also assigned counsel to represent the named groups or organizations.

The trial which was conducted in four languages—English, Russian, French, and German—began on the 20th November 1945, and pleas of "Not guilty" were made by all the defendants except Bormann.

The hearing of evidence and the speeches of counsel concluded on 31 August 1946.

Four hundred and three open sessions of the Tribunal have been held; 33 witnesses gave evidence orally for the prosecution against the individual defendants, and 61 witnesses, in addition to 19 of the defendants, gave evidence for the defense.

A further 143 witnesses gave evidence for the defense by means of written answers to interrogatories.

The Tribunal appointed commissioners to hear evidence relating to the organizations, and 101 witnesses were heard for the defense before the commissioners, and 1,809 affidavits from other witnesses were submitted. Six reports were also submitted, summarizing the contents of a great number of further affidavits.

Thirty-eight thousand affidavits, signed by 155,000 people, were submitted on behalf of the Political Leaders, 136,213 on behalf of the SS, 10,000 on behalf of the SA, 7,000 on behalf of the SD, 3,000 on behalf of the General Staff and OKW, and 2,000 on behalf of the Gestapo.

The Tribunal itself heard 22 witnesses for the organizations. The documents tendered in evidence for the prosecution of the individual

defendants and the organizations numbered several thousands. A complete stenographic record of everything said in court has been made, as well as an electrical recording of all the proceedings.

Copies of all the documents put in evidence by the prosecution have been supplied to the defense in the German language. The applications made by the defendants for the production of witnesses and documents raised serious problems in some instances, on account of the unsettled state of the country. It was also necessary to limit the number of witnesses to be called, in order to have an expeditious hearing, in accordance with Article 18 (c) of the Charter. The Tribunal, after examination, granted all those applications which in its opinion were relevant to the defense of any defendant or named group or organization, and were not cumulative. Facilities were provided for obtaining those witnesses and documents granted through the office of the General Secretary established by the Tribunal.

Much of the evidence presented to the Tribunal on behalf of the prosecution was documentary evidence, captured by the Allied armies in German Army headquarters, Government buildings, and elsewhere. Some of the documents were found in salt mines, buried in the ground, hidden behind false walls, and in other places thought to be secure from discovery. The case, therefore, against the defendants rests in a large measure on documents of their own making, the authenticity of which has not been challenged except in one or two cases.

1. THE CHARTER PROVISIONS

The individual defendants are indicted under Article 6 of the Charter, which is as follows:

"Article 6. The Tribunal established by the agreement referred to in article 1 hereof for the trial and punishment of the major war criminals of the European Axis countries shall have the power to try and punish persons who, acting in the interests of the European Axis countries, whether as individuals or as members of organizations, committed any of the following crimes:

"The following acts, or any of them, are crimes coming within the jurisdiction of the Tribunal for which there shall be individual responsibility.

"(a) Crimes against peace: Namely, planning, preparation, initiation, or waging of a war of aggression, or a war in violation of international treaties, agreements, or assurances, or participation in a common plan or conspiracy for the accomplishment of any of the foregoing.

"(b) War crimes: Namely, violations of the laws or customs of war. Such violations shall include, but not be limited to, murder, ill-treatment or deportation to slave labor or for any other

purpose of civilian population of or in occupied territory, murder or ill-treatment of prisoners of war or persons on the seas, killing of hostages, plunder of public or private property, wanton destruction of cities, towns, or villages, or devastation not justified by military necessity.

“(c) Crimes against humanity: Namely, murder, extermination, enslavement, deportation, and other inhumane acts committed against any civilian population, before or during the war, or persecutions on political, racial, or religious grounds in execution of or in connection with any crime within the jurisdiction of the Tribunal, whether or not in violation of the domestic law of the country where perpetrated.

“Leaders, organizers, instigators, and accomplices participating in the formulation or execution of a common plan or conspiracy to commit any of the foregoing crimes are responsible for all acts performed by any persons in execution of such plan.”

These provisions are binding upon the Tribunal as the law to be applied to the case. The Tribunal will later discuss them in more detail; but, before doing so, it is necessary to review the facts. For the purpose of showing the background of the aggressive war and war crimes charged in the indictment, the Tribunal will begin by reviewing some of the events that followed the First World War, and in particular, by tracing the growth of the Nazi Party under Hitler's leadership to a position of supreme power from which it controlled the destiny of the whole German people, and paved the way for the alleged commission of all the crimes charged against the defendants.

II. THE NAZI REGIME IN GERMANY

(A) THE ORIGIN AND AIMS OF THE NAZI PARTY

On 5 January 1919, not 2 months after the conclusion of the Armistice which ended the First World War, and 6 months before the signing of the peace treaties at Versailles, there came into being in Germany a small political party called the German Labor Party. On the 12th September 1919, Adolf Hitler became a member of this party, and at the first public meeting held in Munich, on 24 February 1920, he announced the party's program. That program, which remained unaltered until the party was dissolved in 1945, consisted of 25 points, of which the following 5 are of particular interest on account of the light they throw on the matters with which the Tribunal is concerned:

“Point 1. We demand the unification of all Germans in the Greater Germany, on the basis of the right of self-determination of peoples.

“Point 2. We demand equality of rights for the German people in respect to the other nations; abrogation of the peace treaties of Versailles and St. Germain.

“Point 3. We demand land and territory for the sustenance of our people, and the colonization of our surplus population.

“Point 4. Only a member of the race can be a citizen. A member of the race can only be one who is of German blood, without consideration of creed. Consequently no Jew can be a member of the race . . .

“Point 22. We demand abolition of the mercenary troops and formation of a national army.”

Of these aims, the one which seems to have been regarded as the most important, and which figured in almost every public speech, was the removal of the “disgrace” of the Armistice, and the restrictions of the peace treaties of Versailles and St. Germain. In a typical speech at Munich on the 13th April 1923, for example, Hitler said with regard to the Treaty of Versailles:

“The treaty was made in order to bring twenty million Germans to their deaths, and to ruin the German nation . . . At its foundation our movement formulated three demands.

“1. Setting aside of the Peace Treaty.

“2. Unification of all Germans.

“3. Land and soil to feed our nation.”

The demand for the unification of all Germans in the Greater Germany was to play a large part in the events preceding the seizure of Austria and Czechoslovakia; the abrogation of the Treaty of Versailles was to become a decisive motive in attempting to justify the policy of the German Government; the demand for land was to be the justification for the acquisition of “living space” at the expense of other nations; the expulsion of the Jews from membership of the race of German blood was to lead to the atrocities against the Jewish people; and the demand for a national army was to result in measures of rearmament on the largest possible scale, and ultimately to war.

On the 29th July 1921, the party which had changed its name to National Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei (NSDAP) was reorganized, Hitler becoming the first “Chairman.” It was in this year that the Sturmabteilung or SA was founded, with Hitler at its head, as a private paramilitary force, which allegedly was to be used for the purpose of protecting NSDAP leaders from attack by rival political parties, and preserving order at NSDAP meetings, but in reality was used for fighting political opponents on the streets. In March 1923, the defendant Goering was appointed head of the SA.

The procedure within the party was governed in the most absolute way by the “leadership principle” (Fuehrerprinzip).

According to the principle, each Fuehrer has the right to govern, administer, or decree, subject to no control of any kind and at his complete discretion, subject only to the orders he received from above.

This principle applied in the first instance to Hitler himself as the leader of the party, and in a lesser degree to all other party officials. All members of the party swore an oath of "eternal allegiance" to the leader.

There were only two ways in which Germany could achieve the three main aims above-mentioned—by negotiation or by force. The 25 points of the NSDAP program do not specifically mention the methods on which the leaders of the party proposed to rely, but the history of the Nazi regime shows that Hitler and his followers were only prepared to negotiate on the terms that their demands were conceded, and that force would be used if they were not.

On the night of the 8th November 1923, an abortive putsch took place in Munich. Hitler and some of his followers burst into a meeting in the Buergerbraeu Cellar, which was being addressed by the Bavarian Prime Minister Kahr, with the intention of obtaining from him a decision to march forthwith on Berlin. On the morning of the 9th November, however, no Bavarian support was forthcoming, and Hitler's demonstration was met by the armed forces of the Reichswehr and the police. Only a few volleys were fired; and after a dozen of his followers had been killed, Hitler fled for his life, and the demonstration was over. The defendants Streicher, Frick, and Hess all took part in the attempted rising. Hitler was later tried for high treason, and was convicted and sentenced to imprisonment. The SA was outlawed. Hitler was released from prison in 1924 and in 1925 the Schutzstaffel, or SS, was created, nominally to act as his personal bodyguard, but in reality to terrorize political opponents. This was also the year of the publication of "Mein Kampf", containing the political views and aims of Hitler, which came to be regarded as the authentic source of Nazi doctrine.

(B) THE SEIZURE OF POWER

In the 8 years that followed the publication of "Mein Kampf", the NSDAP greatly extended its activities throughout Germany, paying particular attention to the training of youth in the ideas of National Socialism. The first Nazi youth organization had come into existence in 1922, but it was in 1925 that the Hitler Jugend was officially recognized by the NSDAP. In 1931 Baldur von Schirach, who had joined the NSDAP in 1925, became Reich youth leader of the NSDAP.

The party exerted every effort to win political support from the German people. Elections were contested both for the Reichstag and the Landtage. The NSDAP leaders did not make any serious attempt to hide the fact that their only purpose in entering German political

life was in order to destroy the democratic structure of the Weimar Republic, and to substitute for it a National Socialist totalitarian regime which would enable them to carry out their avowed policies without opposition. In preparation for the day when he would obtain power in Germany, Hitler in January 1929 appointed Heinrich Himmler as Reichsfuehrer SS with the special task of building the SS into a strong but elite group which would be dependable in all circumstances.

On the 30th January 1933, Hitler succeeded in being appointed Chancellor of the Reich by President von Hindenburg. The defendants Goering, Schacht, and von Papen were active in enlisting support to bring this about. Von Papen had been appointed Reich Chancellor on the 1st June 1932. On the 14th June he rescinded the decree of the Bruening Cabinet of the 13th April 1932, which had dissolved the Nazi paramilitary organizations, including the SA and SS. This was done by agreement between Hitler and von Papen, although von Papen denies that it was agreed as early as the 28th May, as Dr. Hans Volz asserts in "Dates from the History of the NSDAP"; but that it was the result of an agreement was admitted in evidence by von Papen.

The Reichstag elections of the 31st July 1932 resulted in a great accession of strength to the NSDAP, and von Papen offered Hitler the post of Vice Chancellor, which he refused, insisting upon the Chancellorship itself. In November 1932 a petition signed by leading industrialists and financiers was presented to President Hindenburg, calling upon him to entrust the Chancellorship to Hitler; and in the collection of signatures to the petition Schacht took a prominent part.

The election of the 6th November, which followed the defeat of the Government, reduced the number of NSDAP members, but von Papen made further efforts to gain Hitler's participation, without success. On the 12th November Schacht wrote to Hitler:

"I have no doubt that the present development of things can only lead to your becoming Chancellor. It seems as if our attempt to collect a number of signatures from business circles for this purpose was not altogether in vain * * *"

After Hitler's refusal of the 16th November, von Papen resigned, and was succeeded by General von Schleicher; but von Papen still continued his activities. He met Hitler at the house of the Cologne banker von Schroeder on the 4th January 1933, and attended a meeting at the defendant Ribbentrop's house on the 22d January, with the defendant Goering and others. He also had an interview with President Hindenburg on the 9th January, and from the 22d January onward he discussed officially with Hindenburg the formation of a Hitler Cabinet.

Hitler held his first Cabinet meeting on the day of his appointment as Chancellor, at which the defendants Goering, Frick, Funk, von Neurath, and von Papen were present in their official capacities. On the 28th February 1933, the Reichstag building in Berlin was set on fire. This fire was used by Hitler and his Cabinet as a pretext for passing on the same day a decree suspending the constitutional guarantees of freedom. The decree was signed by President Hindenburg and countersigned by Hitler and the defendant Frick, who then occupied the post of Reich Minister of the Interior. On the 5th March, elections were held, in which the NSDAP obtained 288 seats of the total of 647. The Hitler Cabinet was anxious to pass an "Enabling Act" that would give them full legislative powers, including the power to deviate from the constitution. They were without the necessary majority in the Reichstag to be able to do this constitutionally. They therefore made use of the decree suspending the guarantees of freedom and took into so-called protective custody a large number of Communist deputies and party officials. Having done this, Hitler introduced the "Enabling Act" into the Reichstag, and after he had made it clear that if it was not passed, further forceful measures would be taken, the act was passed on the 24th March 1933.

(C) THE CONSOLIDATION OF POWER

The NSDAP, having achieved power in this way, now proceeded to extend its hold on every phase of German life. Other political parties were persecuted, their property and assets confiscated, and many of their members placed in concentration camps. On 26 April 1933, the defendant Goering founded in Prussia the Geheime Staatspolizei, or Gestapo as a secret police, and confided to the deputy leader of the Gestapo that its main task was to eliminate political opponents of National Socialism and Hitler. On the 14th July 1933, a law was passed declaring the NSDAP to be the only political party, and making it criminal to maintain or form any other political party.

In order to place the complete control of the machinery of Government in the hands of the Nazi leaders, a series of laws and decrees were passed which reduced the powers of regional and local governments throughout Germany, transforming them into subordinate divisions of the Government of the Reich. Representative assemblies in the Laender were abolished, and with them all local elections. The Government then proceeded to secure control of the Civil Service. This was achieved by a process of centralization, and by a careful sifting of the whole Civil Service administration. By a law of the 7th April it was provided that officials "who were of non-Aryan descent" should be retired; and it was also decreed that "officials who because of their previous political activity do not offer security that they will exert themselves for the national state without reservation shall be dis-

charged." The law of the 11th April 1933 provided for the discharge of "all Civil Servants who belong to the Communist Party." Similarly, the Judiciary was subjected to control. Judges were removed from the bench for political or racial reasons. They were spied upon and made subject to the strongest pressure to join the Nazi Party as an alternative to being dismissed. When the Supreme Court acquitted three of the four defendants charged with complicity in the Reichstag fire, its jurisdiction in cases of treason was thereafter taken away and given to a newly established "People's Court," consisting of two judges and five officials of the party. Special courts were set up to try political crimes and only party members were appointed as judges. Persons were arrested by the SS for political reasons, and detained in prisons and concentration camps; and the judges were without power to intervene in any way. Pardons were granted to members of the party who had been sentenced by the judges for proved offenses. In 1935 several officials of the Hohenstein concentration camp were convicted of inflicting brutal treatment upon the inmates. High Nazi officials tried to influence the court, and after the officials had been convicted, Hitler pardoned them all. In 1942 "Judges' letters" were sent to all German judges by the Government, instructing them as to the "general lines" that they must follow.

In their determination to remove all sources of opposition, the NSDAP leaders turned their attention to the trade unions, the churches, and the Jews. In April 1933 Hitler ordered the late defendant Ley, who was then staff director of the political organization of the NSDAP, "to take over the trade unions." Most of the trade unions of Germany were joined together in two large federations, the "Free Trade Unions" and the "Christian Trade Unions." Unions outside these two large federations contained only 15 percent of the total union membership. On the 21st April 1933, Ley issued an NSDAP directive announcing a "coordination action" to be carried out on the 2nd May against the Free Trade Unions. The directive ordered that SA and SS men were to be employed in the planned "occupation of trade union properties and for the taking into protective custody of personalities who come into question." At the conclusion of the action the official NSDAP press service reported that the National Socialist Factory Cells Organization had "eliminated the old leadership of Free Trade Unions" and taken over the leadership themselves. Similarly, on the 3d May 1933, the NSDAP press service announced that the Christian trade unions "have unconditionally subordinated themselves to the leadership of Adolf Hitler." In place of the trade unions the Nazi Government set up a Deutsche Arbeits Front (DAF), controlled by the NSDAP, and which, in practice, all workers in Germany were compelled to join. The chairmen of the unions were taken into custody and were subjected to ill-treatment, ranging from assault and battery to murder.

In their effort to combat the influence of the Christian churches, whose doctrines were fundamentally at variance with National Socialist philosophy and practice, the Nazi Government proceeded more slowly. The extreme step of banning the practice of the Christian religion was not taken, but year by year efforts were made to limit the influence of Christianity on the German people, since, in the words used by the defendant Bormann to the defendant Rosenberg in an official letter, "The Christian religion and National Socialist doctrines are not compatible." In the month of June 1941, the defendant Bormann issued a secret decree on the relation of Christianity and National Socialism. The decree stated that:

"For the first time in German history the Fuehrer consciously and completely has the leadership in his own hand. With the party, its components and attached units, the Fuehrer has created for himself and thereby the German Reich leadership, an instrument which makes him independent of the treaty * * *. More and more the people must be separated from the churches and their organs, the pastor * * *. Never again must an influence on leadership of the people be yielded to the churches. This influence must be broken completely and finally. Only the Reich Government and by its direction the party, its components and attached units, have a right to leadership of the people."

From the earliest days of the NSDAP, anti-Semitism had occupied a prominent place in national socialist thought and propaganda. The Jews, who were considered to have no right to German citizenship, were held to have been largely responsible for the troubles with which the Nation was afflicted following on the war of 1914-18. Furthermore, the antipathy to the Jews was intensified by the insistence which was laid upon the superiority of the Germanic race and blood. The second chapter of book 1 of "Mein Kampf" is dedicated to what may be called the "Master Race" theory, the doctrine of Aryan superiority over all other races, and the right of Germans in virtue of this superiority to dominate and use other peoples for their own ends. With the coming of the Nazis into power in 1933, persecution of the Jews became official state policy. On the 1st April, 1933, a boycott of Jewish enterprises was approved by the Nazi Reich Cabinet, and during the following years a series of anti-Semitic laws were passed, restricting the activities of Jews in the Civil Service, in the legal profession, in journalism, and in the armed forces. In September 1935, the so-called Nurnberg Laws were passed, the most important effect of which was to deprive Jews of German citizenship. In this way the influence of Jewish elements on the affairs of Germany was extinguished, and one more potential source of opposition to Nazi policy was rendered powerless.

In any consideration of the crushing of opposition, the massacre of the 30th June 1934 must not be forgotten. It has become known as the "Roehm Purge" or "the blood bath," and revealed the methods which Hitler and his immediate associates, including the defendant Goering, were ready to employ to strike down all opposition and consolidate their power. On that day Roehm, the Chief of Staff of the SA since 1931, was murdered by Hitler's orders, and the "Old Guard" of the SA was massacred without trial and without warning. The opportunity was taken to murder a large number of people who at one time or another had opposed Hitler.

The ostensible ground for the murder of Roehm was that he was plotting to overthrow Hitler, and the defendant Goering gave evidence that knowledge of such a plot had come to his ears. Whether this was so or not it is not necessary to determine.

On July 3rd the Cabinet approved Hitler's action and described it as "legitimate self-defense by the State."

Shortly afterwards Hindenburg died, and Hitler became both Reich President and Chancellor. At the Nazi-dominated Plebiscite, which followed, 38 million Germans expressed their approval, and with the Reichswehr taking the oath of allegiance to the Fuehrer, full power was now in Hitler's hands.

Germany had accepted the Dictatorship with all its methods of terror and its cynical and open denial of the rule of law.

Apart from the policy of crushing the potential opponents of their regime, the Nazi Government took active steps to increase its power over the German population. In the field of education everything was done to ensure that the youth of Germany was brought up in the atmosphere of National Socialism and accepted National Socialist teachings. As early as the 7th April 1933 the law reorganizing the Civil Service had made it possible for the Nazi Government to remove all "subversive and unreliable teachers"; and this was followed by numerous other measures to make sure that the schools were staffed by teachers who could be trusted to teach their pupils the full meaning of the National Socialist creed. Apart from the influence of National Socialist teaching in the schools, the Hitler Youth Organization was also relied upon by the Nazi Leaders for obtaining fanatical support from the younger generation. The defendant von Schirach, who had been Reich Youth Leader of the NSDAP since 1931, was appointed Youth Leader of the German Reich in June 1933. Soon all the youth organizations had been either dissolved or absorbed by the Hitler Youth, with the exception of the Catholic Youth. The Hitler Youth was organized on strict military lines, and as early as 1933 the Wehrmacht was cooperating in providing premilitary training for the Reich Youth.

The Nazi Government endeavored to unite the Nation in support of their policies through the extensive use of propaganda. A number

of agencies were set up whose duty was to control and influence the press, radio, films, publishing firms, etc., in Germany, and to supervise entertainment and cultural and artistic activities. All these agencies came under Goebbels' Ministry of the People's Enlightenment and Propaganda, which together with a corresponding organization in the NSDAP and the Reich Chamber of Culture, was ultimately responsible for exercising this supervision. The defendant Rosenberg played a leading part in disseminating the National Socialist doctrines on behalf of the Party, and the defendant Fritzsche, in conjunction with Goebbels, performed the same task for the State.

The greatest emphasis was laid on the supreme mission of the German people to lead and dominate by virtue of their Nordic blood and racial purity; and the ground was thus being prepared for the acceptance of the idea of German world supremacy.

Through the effective control of the radio and the press, the German people, during the years which followed 1933, were subjected to the most intensive propaganda in furtherance of the regime. Hostile criticism, indeed criticism of any kind, was forbidden, and the severest penalties were imposed on those who indulged in it.

Independent judgment, based on freedom of thought, was rendered quite impossible.

(D) MEASURES OF RE-ARMAMENT

During the years immediately following Hitler's appointment as Chancellor, the Nazi Government set about reorganizing the economic life of Germany, and in particular the armament industry. This was done on a vast scale and with extreme thoroughness.

It was necessary to lay a secure financial foundation for the building of armaments, and in April 1936, the defendant Goering was appointed coordinator for raw materials and foreign exchange, and empowered to supervise all state and party activities in these fields. In this capacity he brought together the War Minister, the Minister of Economics, the Reich Finance Minister, the President of the Reichsbank, and the Prussian Finance Minister to discuss problems connected with war mobilization, and on the 27th May 1936, in addressing these men, Goering opposed any financial limitation of war production and added that "all measures are to be considered from the standpoint of an assured waging of war." At the Party Rally in Nurnberg in 1936, Hitler announced the establishment of the Four-Year Plan and the appointment of Goering as the Plenipotentiary in charge. Goering was already engaged in building a strong air force and on the 8th July 1938, he announced to a number of leading German aircraft manufacturers that the German Air Force was already superior in quality and quantity to the English. On the 14th October 1938, at another conference, Goering announced that Hitler had instructed

him to organize a gigantic armament program, which would make insignificant all previous achievements. He said that he had been ordered to build as rapidly as possible an air force five times as large as originally planned, to increase the speed of the rearmament of the navy and army, and to concentrate on offensive weapons, principally heavy artillery and heavy tanks. He then laid down a specific program designed to accomplish these ends. The extent to which rearmament had been accomplished was stated by Hitler in his memorandum of 9 October 1939, after the campaign in Poland. He said:

"The military application of our people's strength has been carried through to such an extent that within a short time at any rate it cannot be markedly improved upon by any manner of effort . . .

"The warlike equipment of the German people is at present larger in quantity and better in quality for a greater number of German divisions than in the year 1914. The weapons themselves, taking a substantial cross-section, are more modern than is the case of any other country in the world at this time. They have just proved their supreme war worthiness in their victorious campaign . . . There is no evidence available to show that any country in the world disposes of a better total ammunition stock than the Reich . . . The A. A. artillery is not equalled by any country in the world."

In this reorganization of the economic life of Germany for military purposes, the Nazi Government found the German armament industry quite willing to cooperate, and to play its part in the rearmament program. In April 1933, Gustav Krupp von Bohlen submitted to Hitler on behalf of the Reich Association of German Industry a plan for the reorganization of German industry, which he stated was characterized by the desire to coordinate economic measures and political necessity. In the plan itself, Krupp stated that, "The turn of political events is in line with the wishes which I myself and the board of directors have cherished for a long time." What Krupp meant by this statement is fully shown by the draft text of a speech which he planned to deliver in the University of Berlin in January 1944, though the speech was in fact never delivered. Referring to the years 1919 to 1933, Krupp wrote: "It is the one great merit of the entire German war economy that it did not remain idle during those bad years, even though its activity could not be brought to light, for obvious reasons. Through years of secret work, scientific and basic groundwork was laid in order to be ready again to work for the German armed forces at the appointed hour, without loss of time or experience . . . Only through the secret activity of German enterprise together with the experience gained meanwhile through production of peacetime goods,

was it possible after 1933 to fall into step with the new tasks arrived at, restoring Germany's military power."

In October 1933, Germany withdrew from the International Disarmament Conference and League of Nations. In 1935 the Nazi Government decided to take the first open steps to free itself from its obligations under the Treaty of Versailles. On the 10th March 1935, the defendant Goering announced that Germany was building a military air force. Six days later, on the 16th March 1935, a law was passed bearing the signatures, among others, of the defendants Goering, Hess, Frank, Frick, Schacht, and von Neurath, instituting compulsory military service and fixing the establishment of the German Army at a peacetime strength of 500,000 men. In an endeavor to reassure public opinion in other countries, the Government announced on the 21st May 1935, that Germany would, though renouncing the disarmament clauses, still respect the territorial limitations of the Versailles Treaty, and would comply with the Locarno Pacts. Nevertheless, on the very day of this announcement, the secret Reich Defense Law was passed and its publication forbidden by Hitler. In this law, the powers and duties of the Chancellor and other Ministers were defined, should Germany become involved in war. It is clear from this law that by May of 1935 Hitler and his Government had arrived at the stage in the carrying out of their policies when it was necessary for them to have in existence the requisite machinery for the administration and government of Germany in the event of their policy leading to war.

At the same time that this preparation of the German economy for war was being carried out, the German armed forces themselves were preparing for a rebuilding of Germany's armed strength.

The German Navy was particularly active in this regard. The official German naval historians, Assmann and Gladisch, admit that the Treaty of Versailles had only been in force for a few months before it was violated, particularly in the construction of a new submarine arm.

The publications of Captain Schuessler and Colonel Scherff, both of which were sponsored by the defendant Raeder, were designed to show the German people the nature of the Navy's effort to rearm in defiance of the Treaty of Versailles.

The full details of these publications have been given in evidence.

On the 12th May 1934, the defendant Raeder issued the Top Secret armament plan for what was called the Third Armament Phase. This contained the sentence:

"All theoretical and practical A-preparations are to be drawn up with a primary view to readiness for a war *without any alert period.*"

One month later, in June 1934, the defendant Raeder had a conversation with Hitler in which Hitler instructed him to keep secret

the construction of U-boats and of warships over the limit of 10,000 tons which was then being undertaken.

And on the 2d November 1934, the defendant Raeder had another conversation with Hitler and the defendant Goering, in which Hitler said that he considered it vital that the German Navy "should be increased as planned, as no war could be carried on if the Navy was not able to safeguard the ore imports from Scandinavia."

The large orders for building given in 1933 and 1934 are sought to be excused by the defendant Raeder on the ground that negotiations were in progress for an agreement between Germany and Great Britain permitting Germany to build ships in excess of the provisions of the Treaty of Versailles. This agreement, which was signed in 1935, restricted the German Navy to a tonnage equal to one-third of that of the British, except in respect of U-boats where 45 percent was agreed, subject always to the right to exceed this proportion after first informing the British Government and giving them an opportunity of discussion.

The Anglo-German Treaty followed in 1937, under which both Powers bound themselves to notify full details of their building program at least 4 months before any action was taken.

It is admitted that these clauses were not adhered to by Germany.

In capital vessels, for example, the displacement details were falsified by 20 percent, whilst in the case of U-boats, the German historians Assmann and Gladisch say:

"It is probably just in the sphere of submarine construction that Germany adhered the least to the restrictions of the German-British Treaty."

The importance of these breaches of the Treaty is seen when the motive for this rearmament is considered. In the year 1940 the defendant Raeder himself wrote:

"The Fuehrer hoped until the last moment to be able to put off the threatening conflict with England until 1944-5. At that time, the Navy would have had available a fleet with a powerful U-boat superiority, and a much more favorable ratio as regards strength in all other types of ships, particularly those designed for warfare on the high seas."

The Nazi Government, as already stated, announced on the 21st May 1935, their intention to respect the territorial limitations of the Treaty of Versailles. On the 7th March, 1936, in defiance of that Treaty, the demilitarized zone of the Rhineland was entered by German troops. In announcing this action to German Reichstag, Hitler endeavored to justify the reentry by references to the recently concluded alliances between France and the Soviet Union, and between Czechoslovakia and the Soviet Union. He also tried to meet the

hostile reaction which he no doubt expected to follow this violation of the Treaty by saying:

"We have no territorial claims to make in Europe."

III. THE COMMON PLAN OF CONSPIRACY AND AGGRESSIVE WAR

The Tribunal now turns to the consideration of the crimes against peace charged in the indictment. Count one of the indictment charges the defendants with conspiring or having a common plan to commit crimes against peace. Count two of the indictment charges the defendants with committing specific crimes against peace by planning, preparing, initiating, and waging wars of aggression against a number of other States. It will be convenient to consider the question of the existence of a common plan and the question of aggressive war together, and to deal later in this judgment with the question of the individual responsibility of the defendants.

The charges in the indictment that the defendants planned and waged aggressive wars are charges of the utmost gravity. War is essentially an evil thing. Its consequences are not confined to the belligerent states alone, but affect the whole world.

To initiate a war of aggression, therefore, is not only an international crime; it is the supreme international crime differing only from other war crimes in that it contains within itself the accumulated evil of the whole.

The first acts of aggression referred to in the indictment are the seizure of Austria and Czechoslovakia; and the first war of aggression charged in the indictment is the war against Poland begun on the 1st September 1939.

Before examining that charge it is necessary to look more closely at some of the events which preceded these acts of aggression. The war against Poland did not come suddenly out of an otherwise clear sky; the evidence has made it plain that this war of aggression, as well as the seizure of Austria and Czechoslovakia, was premeditated and carefully prepared, and was not undertaken until the moment was thought opportune for it to be carried through as a definite part of the preordained scheme and plan.

For the aggressive designs of the Nazi Government were not accidents arising out of the immediate political situation in Europe and the world; they were a deliberate and essential part of Nazi foreign policy.

From the beginning, the National Socialist movement claimed that its object was to unite the German people in the consciousness of their mission and destiny, based on inherent qualities of race, and under the guidance of the Fuehrer.

For its achievement, two things were deemed to be essential: The disruption of the European order as it had existed since the Treaty

of Versailles, and the creation of a Greater Germany beyond the frontiers of 1914. This necessarily involved the seizure of foreign territories.

War was seen to be inevitable, or at the very least, highly probable, if these purposes were to be accomplished. The German people, therefore, with all their resources, were to be organized as a great political-military army, schooled to obey without question any policy decreed by the State.

(A) PREPARATION FOR AGGRESSION

In "Mein Kampf" Hitler had made this view quite plain. It must be remembered that "Mein Kampf" was no mere private diary in which the secret thoughts of Hitler were set down. Its contents were rather proclaimed from the house tops. It was used in the schools and universities and among the Hitler Youth, in the SS and the SA, and among the German people generally, even down to the presentation of an official copy to all newly married people. By the year 1945 over 6½ million copies had been circulated. The general contents are well known. Over and over again Hitler asserted his belief in the necessity of force as the means of solving international problems, as in the following quotation:

"The soil on which we now live was not a gift bestowed by Heaven on our forefathers. They had to conquer it by risking their lives. So also in the future, our people will not obtain territory, and therewith the means of existence, as a favor from any other people, but will have to win it by the power of a triumphant sword."

"Mein Kampf" contains many such passages, and the extolling of force as an instrument of foreign policy is openly proclaimed.

The precise objectives of this policy of force are also set forth in detail. The very first page of the book asserts that "German-Austria must be restored to the great German Motherland," not on economic grounds, but because "people of the same blood should be in the same Reich."

The restoration of the German frontiers of 1914 is declared to be wholly insufficient, and if Germany is to exist at all, it must be as a world power with the necessary territorial magnitude.

"Mein Kampf" is quite explicit in stating where the increased territory is to be found:

"Therefore we National Socialists have purposely drawn a line through the line of conduct followed by prewar Germany in foreign policy. We put an end to the perpetual Germanic march towards the south and west of Europe, and turn our eyes towards the lands of the east. We finally put a stop to the colonial and

trade policy of the prewar times, and pass over to the territorial policy of the future.

"But when we speak of new territory in Europe today, we must think principally of Russia and the border states subject to her."

"Mein Kampf" is not to be regarded as a mere literary exercise, nor as an inflexible policy or plan incapable of modification.

Its importance lies in the unmistakable attitude of aggression revealed throughout its pages.

(B) THE PLANNING OF AGGRESSION

Evidence from captured documents has revealed that Hitler held four secret meetings to which the Tribunal proposes to make special reference because of the light they shed upon the question of the common plan and aggressive war.

These meetings took place on the 5th November 1937, the 23d of May 1939, the 22d of August 1939, and the 23d of November 1939.

At these meetings important declarations were made by Hitler as to his purposes, which are quite unmistakable in their terms.

The documents which record what took place at these meetings have been subject to some criticism at the hands of defending counsel.

Their essential authenticity is not denied, but it is said, for example, that they do not propose to be verbatim transcripts of the speeches they record, that the document dealing with the meeting on the 5th November 1937, was dated 5 days after the meeting had taken place, and that the two documents dealing with the meeting of August 22, 1939 differ from one another, and are unsigned.

Making the fullest allowance for criticism of this kind, the Tribunal is of the opinion that the documents are documents of the highest value, and that their authenticity and substantial truth are established.

They are obviously careful records of the events they describe, and they have been preserved as such in the archives of the German Government, from whose custody they were captured. Such documents could never be dismissed as inventions, nor even as inaccurate or distorted; they plainly record events which actually took place.

(C) CONFERENCES OF THE 23RD NOVEMBER 1939 AND 5TH NOVEMBER 1937

It will perhaps be useful to deal first of all with the meeting of the 23d November 1939, when Hitler called his supreme commanders together. A record was made of what was said, by one of these present. At the date of the meeting, Austria and Czechoslovakia had been incorporated into the German Reich, Poland had been conquered by the German armies, and the war with Great Britain and France was still in its static phase. The moment was opportune for a review of past events. Hitler informed the commanders that the purpose of the con-

ference was to give them an idea of the world of his thoughts, and to tell them his decision. He thereupon reviewed his political task since 1919, and referred to the secession of Germany from the League of Nations, the denunciation of the Disarmament Conference, the order for rearmament, the introduction of compulsory armed service, the occupation of the Rhineland, the seizure of Austria, and the action against Czechoslovakia. He stated:

"One year later, Austria came; this step also was considered doubtful. It brought about a considerable reinforcement of the Reich. The next step was Bohemia, Moravia, and Poland. This step also was not possible to accomplish in one campaign. First of all, the western fortification had to be finished. It was not possible to reach the goal in one effort. It was clear to me from the first moment that I could not be satisfied with the Sudeten German territory. That was only a partial solution. The decision to march into Bohemia was made. Then followed the erection of the Protectorate and with that the basis for the action against Poland was laid, but I wasn't quite clear at that time whether I should start first against the east and then in the west or vice versa . . . Basically I did not organize the armed forces in order not to strike. The decision to strike was always in me. Earlier or later I wanted to solve the problem. Under pressure it was decided that the east was to be attacked first."

This address, reviewing past events and reaffirming the aggressive intentions present from the beginning, puts beyond any question of doubt the character of the actions against Austria and Czechoslovakia, and the war against Poland.

For they had all been accomplished according to plan; and the nature of that plan must now be examined in a little more detail.

At the meeting of the 23d November 1939, Hitler was looking back to things accomplished; at the earlier meetings now to be considered, he was looking forward, and revealing his plans to his confederates. The comparison is instructive.

The meeting held at the Reich Chancellery in Berlin on the 5th November 1937 was attended by Lieutenant Colonel Hossbach, Hitler's personal adjutant, who compiled a long note of the proceedings, which he dated the 10th November 1937 and signed.

The persons present were Hitler, and the defendants Goering, von Neurath, and Raeder, in their capacities as Commander in Chief of the Luftwaffe, Reich Foreign Minister, and Commander in Chief of the Navy respectively, General von Blomberg, Minister of War, and General von Fritsch, the Commander in Chief of the Army.

Hitler began by saying that the subject of the conference was of such high importance that in other States it would have taken place before the Cabinet. He went on to say that the subject matter of

his speech was the result of his detailed deliberations, and of his experiences during his 4½ years of government. He requested that the statements he was about to make should be looked upon in the case of his death as his last will and testament. Hitler's main theme was the problem of living space, and he discussed various possible solutions, only to set them aside. He then said that the seizure of living space on the continent of Europe was therefore necessary, expressing himself in these words:

"It is not a case of conquering people but of conquering agriculturally useful space. It would also be more to the purpose to seek raw material producing territory in Europe directly adjoining the Reich and not overseas, and this solution would have to be brought into effect for one or two generations . . . The history of all times—Roman Empire, British Empire—has proved that every space expansion can only be effected by breaking resistance and taking risks. Even set-backs are unavoidable; neither formerly nor today has space been found without an owner; the attacker always comes up against the proprietor."

He concluded with this observation:

"The question for Germany is where the greatest possible conquest could be made at the lowest cost."

Nothing could indicate more plainly the aggressive intentions of Hitler, and the events which soon followed showed the reality of his purpose. It is impossible to accept the contention that Hitler did not actually mean war; for after pointing out that Germany might expect the opposition of England and France, and analyzing the strength and the weakness of those powers in particular situations, he continued:

"The German question can be solved only by way of force, and this is never without risk . . . If we place the decision to apply force with risk at the head of the following expositions, then we are left to reply to the questions 'when' and 'how'. In this regard we have to decide upon three different cases."

The first of these three cases set forth a hypothetical international situation, in which he would take action not later than 1943 to 1945, saying:

"If the Fuehrer is still living then it will be his irrevocable decision to solve the German space problem not later than 1943 to 1945. The necessity for action before 1943 to 1945 will come under consideration in cases 2 and 3."

The second and third cases to which Hitler referred show the plain intention to seize Austria and Czechoslovakia, and in this connection Hitler said:

"For the improvement of our military-political position, it must be our first aim in every case of entanglement by war to conquer Czechoslovakia and Austria simultaneously in order to remove any threat from the flanks in case of a possible advance westwards."

He further added:

"The annexation of the two States to Germany militarily and politically would constitute a considerable relief, owing to shorter and better frontiers, the freeing of fighting personnel for other purposes, and the possibility or reconstituting new armies up to a strength of about twelve divisions."

This decision to seize Austria and Czechoslovakia was discussed in some detail; the action was to be taken as soon as a favorable opportunity presented itself.

The military strength which Germany had been building up since 1933 was now to be directed at the two specific countries, Austria and Czechoslovakia.

The defendant Goering testified that he did not believe at that time that Hitler actually meant to attack Austria and Czechoslovakia, and that the purpose of the conference was only to put pressure on von Fritsch to speed up the rearmament of the Army.

The defendant Raeder testified that neither he, nor von Fritsch, nor von Blomberg, believed that Hitler actually meant war, a conviction which the defendant Raeder claims that he held up to the 22d August 1939. The basis of this conviction was his hope that Hitler would obtain a "political solution" of Germany's problems. But all that this means, when examined, is the belief that Germany's position would be so good, and Germany's armed might so overwhelming, that the territory desired could be obtained without fighting for it. It must be remembered too that Hitler's declared intention with regard to Austria was actually carried out within a little over 4 months from the date of the meeting, and within less than a year the first portion of Czechoslovakia was absorbed, and Bohemia and Moravia a few months later. If any doubts had existed in the minds of any of his hearers in November 1937, after March of 1939 there could no longer be any question that Hitler was in deadly earnest in his decision to resort to war. The Tribunal is satisfied that Lieutenant Colonel Hossbach's account of the meeting is substantially correct, and that those present knew that Austria and Czechoslovakia would be annexed by Germany at the first possible opportunity.

(D) THE SEIZURE OF AUSTRIA

The invasion of Austria was a premeditated aggressive step in furthering the plan to wage aggressive wars against other countries.

As a result Germany's flank was protected, that of Czechoslovakia being greatly weakened. The first step had been taken in the seizure of "Lebensraum"; many new divisions of trained fighting men had been acquired; and with the seizure of foreign exchange reserves the rearmament program had been greatly strengthened.

On the 21st May 1935 Hitler announced in the Reichstag that Germany did not intend either to attack Austria or to interfere in her internal affairs. On the 1st May 1936 he publicly coupled Czechoslovakia with Austria in his avowal of peaceful intentions; and so late as the 11th July 1936 he recognized by treaty the full sovereignty of Austria.

Austria was in fact seized by Germany in the month of March 1938. For a number of years before that date the National Socialists in Germany had been cooperating with the National Socialists of Austria with the ultimate object of incorporating Austria into the German Reich. The Putsch of July 25, 1934, which resulted in the assassination of Chancellor Dollfuss, had the seizure of Austria as its object; but the Putsch failed, with the consequence that the National Socialist Party was outlawed in Austria. On the 11th July 1936 an agreement was entered into between the two countries, article 1 of which stated:

"The German Government recognizes the full sovereignty of the Federated State of Austria in the spirit of the pronouncements of the German Fuehrer and Chancellor of the 21st May 1935."

Article 2 declared:

"Each of the two Governments regards the inner political order (including the question of Austrian National Socialism) obtaining in the other country as an internal affair of the other country, upon which it will exercise neither direct nor indirect influence."

The National Socialist movement in Austria, however, continued its illegal activities under cover of secrecy; and the National Socialists of Germany gave the party active support. The resulting "incidents" were seized upon by the German National Socialists as an excuse for interfering in Austrian affairs. After the conference of the 5th November 1937 these "incidents" rapidly multiplied. The relationship between the two countries steadily worsened, and finally the Austrian Chancellor Schuschnigg was persuaded by the defendant von Papen and others to seek a conference with Hitler, which took place at Berchtésgaden on the 12th February 1938. The defendant Keitel was present at the conference, and Dr. Schuschnigg was threatened by Hitler with an immediate invasion of Austria. Schuschnigg finally agreed to grant a political amnesty to various Nazis convicted of crime, and to appoint the Nazi Seyss-Inquart as Minister of the Interior and Security with control of the police. On the 9th March

1938, in an attempt to preserve the independence of his country, Dr. Schuschnigg decided to hold a plebescite on the question of Austrian independence, which was fixed for the 13th March 1938. Hitler, 2 days later, sent an ultimatum to Schuschnigg that the plebescite must be withdrawn. In the afternoon and evening of the 11th March 1938 the defendant Goering made a series of demands upon the Austrian Government, each backed up by the threat of invasion. After Schuschnigg had agreed to the cancellation of the plebiscite another demand was put forward that Schuschnigg must resign, and that the defendant Seyss-Inquart should be appointed Chancellor. In consequence Schuschnigg resigned, and President Miklas, after at first refusing to appoint Seyss-Inquart as Chancellor, gave way and appointed him.

Meanwhile Hitler had given the final order for the German troops to cross the border at dawn on the 12th of March and instructed Seyss-Inquart to use formations of Austrian National Socialists to depose Miklas and to seize control of the Austrian Government. After the order to march had been given to the German troops, Goering telephoned the German Embassy in Vienna and dictated a telegram in which he wished Seyss-Inquart to send to Hitler to justify the military action which had already been ordered. It was:

"The provisional Austrian Government, which, after the dismissal of the Schuschnigg Government, considers its task to establish peace and order in Austria, sends to the German Government the urgent request to support it in its task and to help it to prevent bloodshed. For this purpose it asks the German Government to send German troops as soon as possible."

Keppler, an official of the German Embassy, replied:

"Well, SA and SS are marching through the streets, but everything is quiet."

After some further discussion, Goering stated:

"Please show him (Seyss-Inquart) the text of the telegram, and do tell him that we are asking him—well, he doesn't even have to send the telegram. All he needs to do is to say 'Agreed'."

Seyss-Inquart never sent the telegram; he never even telegraphed, "Agreed."

It appears that as soon as he was appointed Chancellor, some time after 10 p. m., he called Keppler and told him to call up Hitler and transmit his protests against the occupation. This action outraged the defendant Goering, because "it would disturb the rest of the Fuehrer, who wanted to go to Austria the next day." At 11:15 p. m. an official in the Ministry of Propaganda in Berlin telephoned the German Embassy in Vienna and was told by Keppler: "Tell the General Field Marshal that Seyss-Inquart agrees."

At daybreak on the 12th March 1938, German troops marched into Austria, and met with no resistance. It was announced in the German press that Seyss-Inquart had been appointed the successor to Schuschnigg, and the telegram which Goering had suggested, but which was never sent, was quoted to show that Seyss-Inquart had requested the presence of German troops to prevent disorder. On the 13th March 1938, a law was passed for the reunion of Austria in the German Reich. Seyss-Inquart demanded that President Miklas should sign this law, but he refused to do so, and resigned his office. He was succeeded by Seyss-Inquart, who signed the law in the name of Austria. This law was then adopted as a law of the Reich by a Reich Cabinet decree issued the same day, and signed by Hitler and the defendants Goering, Frick, von Ribbentrop, and Hess.

It was contended before the Tribunal that the annexation of Austria was justified by the strong desire expressed in many quarters for the union of Austria and Germany; that there were many matters in common between the two peoples that made this union desirable; and that in the result the object was achieved without bloodshed.

These matters, even if true, are really immaterial, for the facts plainly prove that the methods employed to achieve the object were those of an aggressor. The ultimate factor was the armed might of Germany ready to be used if any resistance was encountered. Moreover, none of these considerations appear from the Hossbach account of the meetings of the 5th November 1937, to have been the motives which actuated Hitler; on the contrary, all the emphasis is there laid on the advantage to be gained by Germany in her military strength by the annexation of Austria.

(E) THE SEIZURE OF CZECHOSLOVAKIA

The conference of the 5th November 1937, made it quite plain that the seizure of Czechoslovakia by Germany had been definitely decided upon. The only question remaining was the selection of the suitable moment to do it. On the 4th March 1938, the defendant von Ribbentrop wrote to the defendant Keitel with regard to a suggestion made to von Ribbentrop by the Hungarian Ambassador in Berlin, that possible war aims against Czechoslovakia should be discussed between the German and Hungarian armies. In the course of this letter von Ribbentrop said:

"I have many doubts about such negotiations. In case we should discuss with Hungary possible war aims against Czechoslovakia, the danger exists that other parties as well would be informed about this."

On the 11th March 1938, Goering made two separate statements to M. Mastny, the Czechoslovak Minister in Berlin, assuring him that

the developments then taking place in Austria would in no way have any detrimental influence on the relations between the German Reich and Czechoslovakia, and emphasized the continued earnest endeavor on the part of the Germans to improve those mutual relations. On the 12th March, Goering asked M. Mastny to call on him, and repeated these assurances.

This design to keep Czechoslovakia quiet whilst Austria was absorbed was a typical maneuver on the part of the defendant Goering, which he was to repeat later in the case of Poland, when he made the most strenuous efforts to isolate Poland in the impending struggle. On the same day, the 12th March, the defendant von Neurath spoke with M. Mastny, and assured him on behalf of Hitler that Germany still considered herself bound by the German-Czechoslovak arbitration convention concluded at Locarno in October 1925.

The evidence shows that after the occupation of Austria by the German Army on the 12th March, and the annexation of Austria on the 13th March, Conrad Henlein, who was the leader of the Sudeten German Party in Czechoslovakia, saw Hitler in Berlin on the 28th March. On the following day, at a conference in Berlin, when von Ribbentrop was present with Henlein, the general situation was discussed, and later the defendant Jodl recorded in his diary:

"After the annexation of Austria the Fuehrer mentions that there is no hurry to solve the Czech question, because Austria has to be digested first. Nevertheless, preparations for Case Gruen (that is, the plan against Czechoslovakia) will have to be carried out energetically; they will have to be newly prepared on the basis of the changed strategic position because of the annexation of Austria."

On the 21st April 1938, a discussion took place between Hitler and the defendant Keitel with regard to "Case Gruen", showing quite clearly that the preparations for the attack on Czechoslovakia were being fully considered. On the 28th May 1938, Hitler ordered that preparations should be made for military action against Czechoslovakia by the 2d October, and from then onwards the plan to invade Czechoslovakia was constantly under review. On the 30th May 1938 a directive signed by Hitler declared his "unalterable decision to smash Czechoslovakia by military action in the near future."

In June 1938, as appears from a captured document taken from the files of the SD in Berlin, an elaborate plan for the employment of the SD in Czechoslovakia had been proposed. This plan provided that "the SD follow, if possible, immediately after the leading troops, and take upon themselves the duties similar to their tasks in Germany . . ."

Gestapo officials were assigned to cooperate with the SD in certain operations. Special agents were to be trained beforehand to prevent

sabotage, and these agents were to be notified "before the attack in due time . . . in order to give them the possibility to hide themselves, avoid arrest and deportation . . ."

"At the beginning, guerilla or partisan warfare is to be expected, therefore weapons are necessary . . ."

Files of information were to be compiled with notations as follows: "To arrest" . . . "To liquidate" . . . "To confiscate" . . . "To deprive of passport", etc.

The plan provided for the temporary division of the country into larger and smaller territorial units, and considered various "suggestions", as they were termed, for the incorporation into the German Reich of the inhabitants and districts of Czechoslovakia. The final "suggestion" included the whole country, together with Slovakia and Carpathian Russia, with a population of nearly 15 millions.

The plan was modified in some respects in September after the Munich Conference, but the fact that the plan existed in such exact detail and was couched in such war-like language indicated a calculated design to resort to force.

On the 31st August 1938, Hitler approved a memorandum by Jodl dated 24th August 1938, concerning the timing of the order for the invasion of Czechoslovakia and the question of defense measures. This memorandum contained the following:

"Operation Gruen will be set in motion by means of an 'incident' in Czechoslovakia, which will give Germany provocation for military intervention. The fixing of the *exact time* for this incident is of the utmost importance."

These facts demonstrate that the occupation of Czechoslovakia had been planned in detail long before the Munich conference.

In the month of September 1938, the conferences and talks with military leaders continued. In view of the extraordinarily critical situation which had arisen, the British Prime Minister, Mr. Chamberlain, flew to Munich and then went to Berchtesgaden to see Hitler. On the 22d September Mr. Chamberlain met Hitler for further discussions at Bad Godesberg. On the 26th September 1938, Hitler said in a speech in Berlin, with reference to his conversation:

"I assured him, moreover, and I repeat it here, that when this problem is solved there will be no more territorial problems for Germany in Europe; and I further assured him that from the moment when Czechoslovakia solves its other problems, that is to say, when the Czechs have come to an arrangement with their other minorities, peacefully and without oppression, I will be no longer interested in the Czech State, and that as far as I am concerned I will guarantee it. We don't want any Czechs."

On the 29th September 1938, after a conference between Hitler and Mussolini and the British and French Prime Ministers in Munich, the Munich Pact was signed, by which Czechoslovakia was required to acquiesce in the cession of the Sudetenland to Germany. The "piece of paper" which the British Prime Minister brought back to London, signed by himself and Hitler, expressed the hope that for the future Britain and Germany might live without war. That Hitler never intended to adhere to the Munich Agreement is shown by the fact that a little later he asked the defendant Keitel for information with regard to the military force which in his opinion would be required to break all Czech resistance in Bohemia and Moravia. Keitel gave his reply on the 11th October 1938. On the 21st October 1938, a directive was issued by Hitler, and countersigned by the defendant Keitel, to the armed forces on their future tasks, which stated:

"Liquidation of the remainder of Czechoslovakia. It must be possible to smash at any time the remainder of Czechoslovakia if her policy should become hostile towards Germany."

On the 14th March 1939, the Czech President Hacha and his Foreign Minister Chvalkovsky came to Berlin at the suggestion of Hitler, and attended a meeting at which the defendants von Ribbentrop, Goering, and Keitel were present, with others. The proposal was made to Hacha that if he would sign an agreement consenting to the incorporation of the Czech people in the German Reich at once Bohemia and Moravia would be saved from destruction. He was informed that German troops had already received orders to march and that any resistance would be broken with physical force. The defendant Goering added the threat that he would destroy Prague completely from the air. Faced by this dreadful alternative, Hacha and his Foreign Minister put their signature to the necessary agreement at 4:30 in the morning, and Hitler and Ribbentrop signed on behalf of Germany.

On the 15th March, German troops occupied Bohemia and Moravia, and on the 16th March the German decree was issued incorporating Bohemia and Moravia into the Reich as a protectorate, and this decree was signed by the defendants von Ribbentrop and Frick.

(F) THE AGGRESSION AGAINST POLAND

By March 1939 the plan to annex Austria and Czechoslovakia, which had been discussed by Hitler at the meeting of the 5th November 1937, had been accomplished. The time had now come for the German leaders to consider further acts of aggression, made more possible of attainment because of that accomplishment.

On the 23d May 1939, a meeting was held in Hitler's study in the new Reich Chancellery in Berlin. Hitler announced his decision to attack Poland and gave his reasons, and discussed the effect the deci-

sion might have on other countries. In point of time, this was the second of the important meetings to which reference has already been made, and in order to appreciate the full significance of what was said and done, it is necessary to state shortly some of the main events in the history of German-Polish relations.

As long ago as the year 1925 an Arbitration Treaty between Germany and Poland had been made at Locarno, providing for the settlement of all disputes between the two countries. On the 26th January 1934, a German-Polish declaration of nonaggression was made, signed on behalf of the German Government by the defendant von Neurath. On the 30th January 1934, and again on the 30th January 1937, Hitler made speeches in the Reichstag in which he expressed his view that Poland and Germany could work together in harmony and peace. On the 20th February 1938, Hitler made a third speech in the Reichstag in the course of which he said with regard to Poland:

"And so the way to a friendly understanding has been successfully paved, an understanding which, beginning with Danzig, has today, in spite of the attempts of certain mischief makers, succeeded in finally taking the poison out of the relations between Germany and Poland and transforming them into a sincere, friendly cooperation. Relying on her friendships, Germany will not leave a stone unturned to save that ideal which provides the foundation for the task which is ahead of us—peace."

On the 26th September 1938, in the middle of the crisis over the Sudetenland, Hitler made the speech in Berlin which has already been quoted, and announced that he had informed the British Prime Minister that when the Czechoslovakian problem was solved there would be no more territorial problems for Germany in Europe. Nevertheless, on the 24th November of the same year, an OKW directive was issued to the German armed forces to make preparations for an attack upon Danzig; it stated:

"The Fuehrer has ordered: (1) Preparations are also to be made to enable the Free State of Danzig to be occupied by German troops by surprise."

In spite of having ordered military preparations for the occupation of Danzig, Hitler, on the 30th January 1939, said in a speech in the Reichstag:

"During the troubled months of the past year, the friendship between Germany and Poland has been one of the reassuring factors in the political life of Europe."

Five days previously, on the 25th January 1939, von Ribbentrop said in the course of a speech in Warsaw:

"Thus Poland and Germany can look forward to the future with full confidence in the solid basis of their mutual relations."

Following the occupation of Bohemia and Moravia by Germany on the 15th March 1939, which was a flagrant breach of the Munich Agreement, Great Britain gave an assurance to Poland on the 31st March 1939, that in the event of any action which clearly threatened Polish independence, and which the Polish Government accordingly considered it vital to resist with their national forces, Great Britain would feel itself bound at once to lend Poland all the support in its power. The French Government took the same stand. It is interesting to note in this connection, that one of the arguments frequently presented by the defense in the present case is that the defendants were induced to think that their conduct was not in breach of international law by the acquiescence of other powers. The declarations of Great Britain and France showed, at least, that this view could be held no longer.

On the 3d April 1939, a revised OKW directive was issued to the armed forces, which after referring to the question of Danzig made reference to Fall Weiss (the military code name for the German invasion of Poland) and stated:

"The Fuehrer has added the following directions to Fall Weiss:

(1) Preparations must be made in such a way that the operation can be carried out at any time from the 1st September 1939 onwards. (2) The High Command of the Armed Forces has been directed to draw up a precise timetable for Fall Weiss and to arrange by conferences the synchronized timings between the three branches of the Armed Forces."

On the 11th April 1939, a further directive was signed by Hitler and issued to the armed forces, and in one of the annexes to that document the words occur:

"Quarrels with Poland should be avoided. Should Poland, however, adopt a threatening attitude toward Germany, 'a final settlement' will be necessary, notwithstanding the pact with Poland. The aim is then to destroy Polish military strength, and to create in the east a situation which satisfies the requirements of defense. The Free State of Danzig will be incorporated into Germany at the outbreak of the conflict at the latest. Policy aims at limiting the war to Poland, and this is considered possible in view of the internal crisis in France, and British restraint as a result of this."

In spite of the contents of those two directives, Hitler made a speech in the Reichstag on the 28th April 1939, in which, after describing the Polish Government's alleged rejection of an offer he had made with regard to Danzig and the Polish Corridor, he stated:

"I have regretted greatly this incomprehensible attitude of the Polish Government, but that alone is not the decisive fact;

the worst is that now Poland like Czechoslovakia a year ago believes, under the pressure of a lying international campaign, that it must call up its troops, although Germany on her part has not called up a single man, and had not thought of proceeding in any way against Poland. . . . The intention to attack on the part of Germany which was merely invented by the international Press . . ."

It was 4 weeks after making this speech that Hitler, on the 23d ~~May 1939~~, held the important military conference to which reference has already been made. Among the persons present were the defendants Goering, Raeder, and Keitel. The adjutant on duty that day was Lieutenant Colonel Schmudt, and he made a record of what happened, certifying it with his signature as a correct record.

The purpose of the meeting was to enable Hitler to inform the heads of the armed forces and their staffs of his views on the political situation and his future aims. After analyzing the political situation and reviewing the course of events since 1933, Hitler announced his decision to attack Poland. He admitted that the quarrel with Poland over Danzig was not the reason for this attack, but the necessity for Germany to enlarge her living space and secure her food supplies. He said:

"The solution of the problem demands courage. The principle by which one evades solving the problem by adapting oneself to circumstances is inadmissible. Circumstances must rather be adapted to needs. This is impossible without invasion of foreign states or attacks upon foreign property."

Later in his address he added:

"There is therefore no question of sparing Poland, and we are left with the decision to attack Poland at the first suitable opportunity. We cannot expect a repetition of the Czech affair. There will be war. Our task is to isolate Poland. The success of the isolation will be decisive. . . . The isolation of Poland is a matter of skillful politics."

Lieutenant Colonel Schmudt's record of the meeting reveals that Hitler fully realized the possibility of Great Britain and France coming to Poland's assistance. If, therefore, the isolation of Poland could not be achieved, Hitler was of the opinion that Germany should attack Great Britain and France first, or at any rate should concentrate primarily on the war in the West, in order to defeat Great Britain and France quickly, or at least to destroy their effectiveness. Nevertheless, Hitler stressed that war with England and France would be a life and death struggle, which might last a long time, and that preparations must be made accordingly.

During the weeks which followed this conference, other meetings were held and directives were issued in preparation for the war. The defendant von Ribbentrop was sent to Moscow to negotiate a non-aggression pact with the Soviet Union.

On the 22d August 1939 there took place the important meeting of that day, to which reference has already been made. The prosecution have put in evidence two unsigned captured documents which appear to be records made of this meeting by persons who were present. The first document is headed: "The Fuehrer's speech to the Commanders in Chief on the 22nd August 1939 . . ." The purpose of the speech was to announce the decision to make war on Poland at once, and Hitler began by saying:

"It was clear to me that a conflict with Poland had to come sooner or later. I had already made this decision in the spring, but I thought that I would first turn against the West in a few years, and only afterwards against the East . . . I wanted to establish an acceptable relationship with Poland in order to fight first against the West. But this plan, which was agreeable to me, could not be executed since essential points have changed. It became clear to me that Poland would attack us in case of a conflict with the West."

Hitler then went on to explain why he had decided that the most favorable moment had arrived for starting the war. "Now," said Hitler, "Poland is in the position in which I wanted her . . . I am only afraid that at the last moment some Schweinhund will make a proposal for mediation . . . A beginning has been made for the destruction of England's hegemony."

This document closely resembles one of the documents put in evidence on behalf of the defendant Raeder. This latter document consists of a summary of the same speech, compiled on the day it was made, by one Admiral Boehm, from notes he had taken during the meeting. In substance it says that the moment had arrived to settle the dispute with Poland by military invasion, that although a conflict between Germany and the West was unavoidable in the long run, the likelihood of Great Britain and France coming to Poland's assistance was not great, and that even if a war in the West should come about, the first aim should be the crushing of the Polish military strength. It also contains a statement by Hitler that an appropriate propaganda reason for invading Poland would be given, the truth or falsehood of which was unimportant, since "the Right lies in Victory."

The second unsigned document put in evidence by the prosecution is headed: "Second Speech by the Fuehrer on the 22d August 1939," and it is in the form of notes of the main points made by Hitler. Some of these are as follows:

"Everybody shall have to make a point of it that we were determined from the beginning to fight the Western Powers. Struggle for life or death . . . destruction of Poland in the foreground. The aim is elimination of living forces, not the arrival at a certain line. Even if war should break out in the West, the destruction of Poland shall be the primary objective. I shall give a propagandist cause for starting the war—never mind whether it be plausible or not. The victor shall not be asked later on whether we told the truth or not. In starting and making a war, not the Right is what matters, but Victory . . . The start will be ordered probably by Saturday morning." (That is to say, the 26th August.)

In spite of it being described as a second speech, there are sufficient points of similarity with the two previously mentioned documents to make it appear very probable that this is an account of the same speech, not as detailed as the other two, but in substance the same.

These three documents establish that the final decision as to the date of Poland's destruction, which had been agreed upon and planned earlier in the year, was reached by Hitler shortly before the 22d August 1939. They also show that although he hoped to be able to avoid having to fight Great Britain and France as well, he fully realized that there was a risk of this happening, but it was a risk which he was determined to take.

The events of the last days of August confirm this determination. On the 22d August 1939, the same day as the speech just referred to, the British Prime Minister wrote a letter to Hitler, in which he said:

"Having thus made our position perfectly clear, I wish to repeat to you my conviction that war between our two peoples would be the greatest calamity that could occur."

On the 23d August, Hitler replied:

"The question of the treatment of European problems on a peaceful basis is not a decision which rests with Germany, but primarily on those who since the crime committed by the Versailles Dictate have stubbornly and consistently opposed any peaceful revision. Only after a change of spirit on the part of the responsible Powers can there be any real change in the relationship between England and Germany."

There followed a number of appeals to Hitler to refrain from forcing the Polish issue to the point of war. These were from President Roosevelt on the 24th and 25th August; from His Holiness the Pope on the 24th and 31st August; and from M. Daladier, the Prime Minister of France, on the 26th August. All these appeals fell on deaf ears.

On the 25th August, Great Britain signed a pact of mutual assistance with Poland, which reinforced the understanding she had given to Poland earlier in the year. This coupled with the news of Mussolini's unwillingness to enter the war on Germany's side, made Hitler hesitate for a moment. The invasion of Poland, which was timed to start on the 26th August, was postponed until a further attempt had been made to persuade Great Britain not to intervene. Hitler offered to enter into a comprehensive agreement with Great Britain, once the Polish question had been settled. In reply to this, Great Britain made a countersuggestion for the settlement of the Polish dispute by negotiation. On the 29th August, Hitler informed the British Ambassador that the German Government, though skeptical as to the result, would be prepared to enter into direct negotiations with a Polish emissary, provided he arrived in Berlin with plenipotentiary powers by midnight for the following day, August 30. The Polish Government were informed of this, but with the example of Schuschnigg and Hacha before them, they decided not to send such an emissary. At midnight on the 30th August the defendant von Ribbentrop read to the British Ambassador at top speed a document containing the first precise formulation of the German demands against Poland. He refused, however, to give the Ambassador a copy of this, and stated that in any case it was too late now, since no Polish plenipotentiary had arrived.

In the opinion of the Tribunal, the manner in which these negotiations were conducted by Hitler and von Ribbentrop showed that they were not entered into in good faith or with any desire to maintain peace, but solely in the attempt to prevent Great Britain and France from honoring their obligations to Poland.

Parallel with these negotiations were the unsuccessful attempts made by Goering to effect the isolation of Poland by persuading Great Britain not to stand by her pledged word, through the services of one Birger Dahlerus, a Swede. Dahlerus, who was called as a witness by Goering, had a considerable knowledge of England and of things English, and in July 1939 was anxious to bring about a better understanding between England and Germany, in the hope of preventing a war between the two countries. He got into contact with Goering as well as with official circles in London, and during the latter part of August, Goering used him as an unofficial intermediary to try and deter the British Government from their opposition to Germany's intentions toward Poland. Dahlerus, of course, had no knowledge at the time of the decision which Hitler had secretly announced on the 22d August, nor of the German military directives for the attack on Poland which were already in existence. As he admitted in his evidence, it was not until the 26th September, after the conquest of Poland was virtually complete, that he first realized that Goering's aim all along had been to get Great Britain's consent to Germany's seizure of Poland.

After all attempts to persuade Germany to agree to a settlement of her dispute with Poland on a reasonable basis had failed, Hitler, on the 31st August, issued his final directive, in which he announced that the attack on Poland would start in the early morning of the 1st September, and gave instructions as to what action would be taken if Great Britain and France should enter the war in defense of Poland.

In the opinion of the Tribunal, the events of the days immediately preceding the 1st September 1939, demonstrate the determination of Hitler and his associates to carry out the declared intention of invading Poland at all costs, despite appeals from every quarter. With the ever increasing evidence before him that this intention would lead to war with Great Britain and France as well, Hitler was resolved not to depart from the course he had set for himself. The Tribunal is fully satisfied by the evidence that the war initiated by Germany against Poland on the 1st September 1939, was most plainly an aggressive war, which was to develop in due course into a war which embraced almost the whole world, and resulted in the commission of countless crimes, both against the laws and customs of war, and against humanity.

(G) THE INVASION OF DENMARK AND NORWAY

The aggressive war against Poland was but the beginning. The aggression of Nazi Germany quickly spread from country to country. In point of time the first two countries to suffer were Denmark and Norway.

On the 31st May 1939, a treaty of nonaggression was made between Germany and Denmark, and signed by the defendant von Ribbentrop. It was there solemnly stated that the parties to the treaty were "firmly resolved to maintain peace between Denmark and Germany under all circumstances." Nevertheless, Germany invaded Denmark on the 9th April 1940.

On the 2d September 1939, after the outbreak of war with Poland, Germany sent a solemn assurance to Norway in these terms:

"The German Reich Government is determined in view of the friendly relations which exist between Norway and Germany, under no circumstance to prejudice the inviolability and integrity of Norway, and to respect the territory of the Norwegian State. In making this declaration the Reich Government naturally expects, on its side, that Norway will observe an unimpeachable neutrality towards the Reich and will not tolerate any breaches of Norwegian neutrality by any third party which might occur. Should the attitude of the Royal Norwegian Government differ from this so that any such breach of neutrality by a third party occurs, the Reich Government would then obviously be compelled

to safeguard the interests of the Reich in such a way as the resulting situation might dictate."

On the 9th April 1940, in pursuance of her plan of campaign, Norway was invaded by Germany.

The idea of attacking Norway originated, it appears, with the defendants Raeder and Rosenberg. On the 2d October 1939, Raeder prepared a memorandum on the subject of "gaining bases in Norway," and amongst the questions discussed was the question: "Can bases be gained by military force against Norway's will, if it is impossible to carry this out without fighting?" Despite this fact, 3 days later, further assurances were given to Norway by Germany, which stated:

"Germany has never had any conflicts of interest or even points of controversy with the Northern States and neither has she any today."

Three days later again, the defendant Doenitz prepared a memorandum on the same subject, namely, bases in Norway, and suggested the establishment of a base in Trondheim with an alternative of supplying fuel in Narvik. At the same time the defendant Raeder was in correspondence with Admiral Karls, who pointed out to him the importance of an occupation of the Norwegian coast by Germany. On the 10th October, Raeder reported to Hitler the disadvantages to Germany which an occupation by the British would have. In the months of October and November Raeder continued to work on the possible occupation of Norway, in conjunction with the "Rosenberg Organization." The "Rosenberg Organization" was the Foreign Affairs Bureau of the NSDAP, and Rosenberg as Reichsleiter was in charge of it. Early in December, Quisling, the notorious Norwegian traitor, visited Berlin and was seen by the defendants Rosenberg and Raeder. He put forward a plan for a *coup d'etat* in Norway. On the 12th December, the defendant Raeder and the naval staff, together with the defendants Keitel and Jodl, had a conference with Hitler, when Raeder reported on his interview with Quisling, and set out Quisling's views. On the 16th December, Hitler himself interviewed Quisling on all these matters. In the report of the activities of the Foreign Affairs Bureau of the NSDAP for the years 1933-43, under the heading of "Political preparations for the military occupation of Norway," it is stated that at the interview with Quisling, Hitler said that he would prefer a neutral attitude on the part of Norway as well as the whole of Scandinavia, as he did not desire to extend the theater of war, or to draw other nations into the conflict. If the enemy attempted to extend the war he would be compelled to guard himself against that undertaking. He promised Quisling financial support, and assigned to a special military staff the examination of the military questions involved.

On the 27th January 1940, a memorandum was prepared by the defendant Keitel regarding the plans for the invasion of Norway. On the 28th February 1940, the defendant Jodl entered in his diary:

"I proposed first to the Chief of OKW and then to the Fuehrer that 'Case Yellow' (that is the operation against the Netherlands) and Weser Exercise (that is the operation against Norway and Denmark) must be prepared in such a way that they will be independent of one another as regards both time and forces employed."

On the 1st March, Hitler issued a directive regarding the Weser Exercise which contained the words:

"The development of the situation in Scandinavia requires the making of all preparations for the occupation of Denmark and Norway by a part of the German Armed Forces. This operation should prevent British encroachment on Scandinavia and the Baltic; further, it should guarantee our ore base in Sweden and give our Navy and Air Force a wider start line against Britain . . . The crossing of the Danish border and the landings in Norway must take place simultaneously . . . It is most important that the Scandinavian States as well as the Western opponents should be taken by surprise by our measures."

On the 24th March the naval operation orders for the Weser Exercise were issued, and on the 30th March the defendant Doenitz as Commander in Chief of U-boats issued his operational order for the occupation of Denmark and Norway. On the 9th April 1940, the German forces invaded Norway and Denmark.

From this narrative it is clear that as early as October 1939 the question of invading Norway was under consideration. The defense that has been made here is that Germany was compelled to attack Norway to forestall an Allied invasion, and her action was therefore preventive.

It must be remembered that preventive action in foreign territory is justified only in case of "an instant and overwhelming necessity for self-defense, leaving no choice of means and no moment of deliberation." (The Caroline Case, Moores Digest of International Law, Vol. II, p. 412.) How widely the view was held in influential German circles that the Allies intended to occupy Norway cannot be determined with exactitude. Quisling asserted that the Allies would intervene in Norway with the tacit consent of the Norwegian Government. The German Legation at Oslo disagreed with this view, although the Naval Attaché at that Legation shared it.

The War Diary of the German Naval Operations Staff for January 13, 1940, stated that the Chief of the Naval Operations Staff thought that the most favorable solution would be the maintenance of the

neutrality of Norway, but he harbored the firm conviction that England intended to occupy Norway in the near future, relying on the tacit agreement of the Norwegian Government.

The directive of Hitler issued on March 1, 1940, for the attack on Denmark and Norway stated that the operation "should prevent British encroachment on Scandinavia and the Baltic."

It is, however, to be remembered that the defendant Raeder's memorandum of the 3d October 1939 makes no reference to forestalling the Allies, but is based upon "the aim of improving our strategical and operational position."

The memorandum itself is headed "Gaining of Bases in Norway." The same observation applies *mutatis mutandis* to the memorandum of the defendant Doenitz of October 9, 1939.

Furthermore, on the 13th March the defendant Jodl recorded in his diary:

"Fuehrer does not give order yet for 'W' (Weser Exercise). He is still looking for an excuse." (Justification?)

On the 14th March 1940 he again wrote:

"Fuehrer has not yet decided what reason to give for 'Weser Exercise'."

On the 21st March 1940 he recorded the misgivings of Task Force XXI about the long interval between taking up readiness positions and the close of the diplomatic negotiations, and added:

"Fuehrer rejects any earlier negotiations, as otherwise calls for help go out to England and America. If resistance is put up, it must be ruthlessly broken."

On April 2d he records that all the preparations are completed; on April 4th the Naval Operational Order was issued; and on the 9th April the invasion was begun.

From all this it is clear that when the plans for an attack on Norway were being made they were not made for the purpose of forestalling an imminent Allied landing, but, at the most, that they might prevent an Allied occupation at some future date.

When the final orders for the German invasion of Norway were given, the diary of the Naval Operations Staff for March 23, 1940, records:

"A mass encroachment by the English into Norwegian territorial waters . . . is not to be expected at the present time."

And Admiral Assmann's entry for March 26 says:

"British landing in Norway not considered serious."

Documents which were subsequently captured by the Germans are relied on to show that the Allied plan to occupy harbors and airports

in western Norway was a definite plan, although in all points considerably behind the German plans under which the invasion was actually carried out. These documents indicate that an altered plan had been finally agreed upon on March 20, 1940, that a convoy should leave England on April 5, and that mining in Norwegian waters would begin the same day; and that on April 5 the sailing time had been postponed until April 8. But these plans were not the cause of the German invasion of Norway. Norway was occupied by Germany to afford her bases from which a more effective attack on England and France might be made, pursuant to plans prepared long in advance of the Allied plans which are now relied on to support the argument of self-defense.

It was further argued that Germany alone could decide, in accordance with the reservations made by many of the Signatory Powers at the time of the conclusion of the Kellogg-Briand Pact, whether preventive action was a necessity, and that in making her decision her judgment was conclusive. But whether action taken under the claim of self-defense was in fact aggressive or defensive must ultimately be subject to investigation and adjudication if international law is ever to be enforced.

No suggestion is made by the defendants that there was any plan by any belligerent, other than Germany, to occupy Denmark. No excuse for that aggression has ever been offered.

As the German armies entered Norway and Denmark, German memoranda were handed to the Norwegian and Danish Governments which gave the assurance that the German troops did not come as enemies, that they did not intend to make use of the points occupied by German troops as bases for operations against England, as long as they were not forced to do so by measures taken by England and France, and that they had come to protect the North against the proposed occupation of Norwegian strong points by English-French forces.

The memoranda added that Germany had no intention of infringing upon the territorial integrity and political independence of the Kingdom of Norway then or in the future. Nevertheless, on the 3d of June 1940, a German naval memorandum discussed the use to be made of Norway and Denmark, and put forward one solution for consideration, that the territories of Denmark and Norway acquired during the course of the war should continue to be occupied and organized so that they could in the future be considered as German possessions.

In the light of all the available evidence it is impossible to accept the contention that the invasions of Denmark and Norway were defensive, and in the opinion of the Tribunal they were acts of aggressive war.

(H) THE INVASION OF BELGIUM, THE NETHERLANDS AND LUXEMBURG

The plan to seize Belgium and the Netherlands was considered in August 1938, when the attack on Czechoslovakia was being formulated, and the possibility of war with France and England was contemplated. The advantage to Germany of being able to use these countries for their own purposes, particularly as air bases in the war against England and France, was emphasized. In May of 1939, when Hitler made his irrevocable decision to attack Poland, and foresaw the possibility at least of a war with England and France in consequence, he told his military commanders:

“Dutch and Belgian air bases must be occupied . . .
Declarations of neutrality must be ignored.”

On 22 August in the same year, he told his military commanders that England and France, in his opinion, would not “violate the neutrality of these countries.” At the same time he assured Belgium and Holland and Luxemburg that he would respect their neutrality; and on the 6th October 1939, after the Polish campaign, he repeated this assurance. On the 7th October General von Brauchitsch directed Army Group B to prepare “for the immediate invasion of Dutch and Belgian territory, if the political situation so demands.” In a series of orders, which were signed by the defendants Keitel and Jodl, the attack was fixed for the 10th November 1939, but it was postponed from time to time until May of 1940 on account of weather conditions and transport problems.

At the conference on the 23d November 1939, Hitler said:

“We have an Achilles heel: The Ruhr. The progress of the war depends on the possession of the Ruhr. If England and France push through Belgium and Holland into the Ruhr, we shall be in the greatest danger . . . Certainly England and France will assume the offensive against Germany when they are armed. England and France have means of pressure to bring Belgium and Holland to request English and French help. In Belgium and Holland the sympathies are all for France and England . . . If the French army marches into Belgium in order to attack us, it will be too late for us. We must anticipate them . . . We shall sow the English coast with mines which cannot be cleared. This mine warfare with the Luftwaffe demands a different starting point. England cannot live without its imports. We can feed ourselves. The permanent sowing of mines on the English coasts will bring England to her knees. However, this can only occur if we have occupied Belgium and Holland . . . My decision is unchangeable; I shall attack France and England at the most favorable and quickest moment. Breach of the neutrality of Belgium and Holland is meaningless. No one will question that

when we have won. We shall not bring about the breach of neutrality as idiotically as it was in 1914. If we do not break the neutrality, then England and France will. Without attack, the war is not to be ended victoriously."

On the 10th May 1940 the German forces invaded the Netherlands, Belgium, and Luxemburg. On the same day the German Ambassadors handed to the Netherlands and Belgian Governments a memorandum alleging that the British and French armies, with the consent of Belgium and Holland, were planning to march through those countries to attack the Ruhr, and justifying the invasion on these grounds. Germany, however, assured the Netherlands and Belgium that their integrity and their possessions would be respected. A similar memorandum was delivered to Luxemburg on the same date.

There is no evidence before the Tribunal to justify the contention that the Netherlands, Belgium, and Luxemburg were invaded by Germany because their occupation had been planned by England and France. British and French staffs had been cooperating in making certain plans for military operations in the Low Countries, but the purpose of this planning was to defend these countries in the event of a German attack.

The invasion of Belgium, Holland, and Luxemburg was entirely without justification.

It was carried out in pursuance of policies long considered and prepared, and was plainly an act of aggressive war. The resolve to invade was made without any other consideration than the advancement of the aggressive policies of Germany.

(I) THE AGGRESSION AGAINST YUGOSLAVIA AND GREECE

On the 12th August 1939, Hitler had a conversation with Ciano and the defendant von Ribbentrop at Obersalzberg. He said then:

"Generally speaking, the best thing to happen would be for the neutrals to be liquidated one after the other. This process could be carried out more easily if on every occasion one partner of the Axis covered the other while it was dealing with the uncertain neutral. Italy might well regard Yugoslavia as a neutral of this kind."

This observation was made only 2 months after Hitler had given assurances to Yugoslavia that he would regard her frontier as final and inviolable. On the occasion of the visit to Germany of the Prince Regent of Yugoslavia on 1 June 1939, Hitler had said in a public speech:

"The firmly established reliable relationship of Germany to Yugoslavia, now that owing to historical events we have become

neighbors with common boundaries fixed for all time, will not only guarantee lasting peace between our two peoples and countries, but can also represent an element of calm to our nerve-racked continent. This peace is the goal of all who are disposed to perform really constructive work."

On the 6th October 1939, Germany repeated these assurances to Yugoslavia, after Hitler and von Ribbentrop had unsuccessfully tried to persuade Italy to enter the war on the side of Germany by attacking Yugoslavia. On the 28th October 1940, Italy invaded Greece, but the military operations met with no success. In November, Hitler wrote to Mussolini with regard to the invasion of Greece, and the extension of the war in Balkans, and pointed out that no military operations could take place in the Balkans before the following March, and therefore Yugoslavia must if at all possible be won over by other means, and in other ways. But on the 12th November 1940, Hitler issued a directive for the prosecution of the war, and it included the words:

"The Balkans: The Commander-in-Chief of the Army will make preparations for occupying the Greek mainland north of the Aegean Sea, in case of need entering through Bulgaria."

On the 13th December he issued a directive concerning the operation "Marita," the code name for the invasion of Greece, in which he stated:

"1. The result of the battles in Albania is not yet decisive. Because of a dangerous situation in Albania, it is doubly necessary that the British endeavor be foiled to create air bases under the protection of a Balkan front, which would be dangerous above all to Italy as to the Rumanian oil fields.

"2. My plan therefore is (a) to form a slowly increasing task force in Southern Rumania within the next month, (b) after the setting in of favorable weather, probably in March, to send a task force for the occupation of the Aegean north coast by way of Bulgaria and if necessary to occupy the entire Greek mainland."

On the 20th January 1941, at a meeting between Hitler and Mussolini, at which the defendants von Ribbentrop, Keitel, Jodl, and others were present, Hitler stated:

"The massing of troops in Rumania serves a threefold purpose:

- (a) An operation against Greece;
- (b) Protection of Bulgaria against Russia and Turkey;
- (c) Safeguarding the guarantee to Rumania . . . It is desirable that this deployment be completed without interference from the enemy. Therefore, disclose the game as late as possible. The tendency will be to cross the Danube at the last possible moment, and to line up for attack at the earliest possible moment."

On the 19th February 1941, an OKW directive regarding the operation "Marita" stated:

"On the 18th February the Fuehrer made the following decision regarding the carrying out of Operation Marita: The following dates are envisaged: Commencement of building bridge, 28th February; Crossing of the Danube, 2d March."

On the 3d March 1941, British troops landed in Greece to assist the Greeks to resist the Italians; and on the 18th March, at a meeting between Hitler and the defendant Raeder, at which the defendants Keitel and Jodl were also present, the defendant Raeder asked for confirmation that the "whole of Greece will have to be occupied, even in the event of a peaceful settlement," to which Hitler replied, "The complete occupation is a prerequisite of any settlement."

On the 25th March, on the occasion of the adherence of Yugoslavia to the Tripartite Pact at a meeting in Vienna, the defendant von Ribbentrop, on behalf of the German Government, confirmed the determination of Germany to respect the sovereignty and territorial integrity of Yugoslavia at all times. On the 26th March the Yugoslav Ministers, who had adhered to the Tripartite Pact, were removed from office by a *coup d'etat* in Belgrade on their return from Vienna, and the new Government repudiated the pact. Thereupon on 27 March, at a conference in Berlin with the High Command at which the defendants Goering, Keitel, and Jodl were present, and the defendant von Ribbentrop part of the time, Hitler stated that Yugoslavia was an uncertain factor in regard to the contemplated attack on Greece, and even more so with regard to the attack upon Russia which was to be conducted later on. Hitler announced that he was determined, without waiting for possible loyalty declarations of the new Government, to make all preparations in order to destroy Yugoslavia militarily and as a national unit. He stated that he would act with "unmerciful harshness."

On the 6th April, German forces invaded Greece and Yugoslavia without warning, and Belgrade was bombed by the Luftwaffe. So swift was this particular invasion that there had not been time to establish any "incidents" as a usual preliminary, or to find and publish any adequate "political" explanations. As the attack was starting on the 6th April, Hitler proclaimed to the German people that this attack was necessary because the British forces in Greece (who were helping the Greeks to defend themselves against the Italians) represented a British attempt to extend the war to the Balkans.

It is clear from this narrative that aggressive war against Greece and Yugoslavia had long been in contemplation, certainly as early as August of 1939. The fact that Great Britain had come to the assistance of the Greeks, and might thereafter be in a position to inflict

great damage upon German interests was made the occasion for the occupation of both countries.

(J) THE AGGRESSIVE WAR AGAINST THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

On the 23d August 1939, Germany signed the nonaggression pact with the Union of Soviet Socialist Republics.

The evidence has shown unmistakably that the Soviet Union on their part conformed to the terms of this pact; indeed the German Government itself had been assured of this by the highest German sources. Thus, the German Ambassador in Moscow informed his Government that the Soviet Union would go to war only if attacked by Germany, and this statement is recorded in the German War Diary under the date of June 6, 1941.

Nevertheless, as early as the late summer of 1940, Germany began to make preparations for an attack on the USSR, in spite of the non-aggression pact. This operation was secretly planned under the code name "Case Barbarossa," and the former Field Marshal Paulus testified that on the 3d September 1940, when he joined the German General Staff, he continued developing "Case Barbarossa," which was finally completed at the beginning of November 1940; and that even then, the German General Staff had no information that the Soviet Union was preparing for war.

On the 18th of December 1940, Hitler issued directive No. 21, initialled by Keitel and Jodl, which called for the completion of all preparations connected with the realization of "Case Barbarossa" by the 15th May 1941. This directive stated:

"The German armed forces must be prepared to crush Soviet Russia in a quick campaign before the end of the war against England . . . Great caution has to be exercised that the intention of an attack will not be recognized."

Before the directive of the 18th December had been made, the defendant Goering had informed General Thomas, chief of the Office of War Economy of the OKW, of the plan, and General Thomas made surveys of the economic possibilities of the USSR including its raw materials, its power and transport system, and its capacity to produce arms.

In accordance with these surveys, an economic staff for the Eastern territories with many military-economic units (inspectorates, commandos, groups) was created under the supervision of the defendant Goering. In conjunction with the military command, these units were to achieve the most complete and efficient economic exploitation of the occupied territories in the interest of Germany.

The framework of the future political and economic organization of the occupied territories was designed by the defendant Rosenberg over a period of 3 months, after conferences with and assistance by the defendants Keitel, Jodl, Raeder, Funk, Goering, von Ribbentrop, and Frick or their representatives. It was made the subject of a most detailed report immediately after the invasion.

These plans outlined the destruction of the Soviet Union as an independent State, and its partition, the creation of so-called Reich Commissariats, and the conversion of Esthonia, Latvia, Byelorussia, and other territories into German colonies.

At the same time Germany drew Hungary, Rumania, and Finland into the war against the USSR. In December 1940, Hungary agreed to participate on the promise of Germany that she should have certain territories at the expense of Yugoslavia.

In May 1941 a final agreement was concluded with Antonescu, the Prime Minister of Rumania, regarding the attack on the USSR, in which Germany promised to Rumania, Bessarabia, northern Bukovina and the right to occupy Soviet territory up to the Dnieper.

On the 22d June 1941, without any declaration of war, Germany invaded Soviet territory in accordance with the plans so long made.

The evidence which has been given before this Tribunal proves that Germany had the design carefully thought out, to crush the USSR as a political and military power, so that Germany might expand to the east according to her own desire. In "Mein Kampf," Hitler had written:

"If new territory were to be acquired in Europe, it must have been mainly at Russia's cost, and once again the new German Empire should have set out on its march along the same road as was formerly trodden by the Teutonic Knights, this time to acquire soil for the German plough by means of the German sword and thus provide the nation with its daily bread."

But there was a more immediate purpose, and in one of the memoranda of the OKW, that immediate purpose was stated to be to feed the German armies from Soviet territory in the third year of the war, even if "as a result many millions of people will be starved to death if we take out of the country the things necessary for us."

The final aims of the attack on the Soviet Union were formulated at a conference with Hitler on July 16, 1941, in which the defendants Goering, Keitel, Rosenberg, and Bormann participated:

"There can be no talk of the creation of a military power west of the Urals, even if we should have to fight 100 years to achieve this . . . All the Baltic regions must become part of the Reich. The Crimea and adjoining regions (North of the Crimea) must likewise be incorporated into the Reich. The region of the

Volga as well as the Baku district must likewise be incorporated into the Reich. The Finns want Eastern Karelia. However, in view of the large deposits of nickel, the Kola peninsula must be ceded to Germany."

It was contended for the defendants that the attack upon the USSR was justified because the Soviet Union was contemplating an attack upon Germany, and making preparations to that end. It is impossible to believe that this view was ever honestly entertained.

The plans for the economic exploitation of the USSR, for the removal of masses of the population, for the murder of commissars and political leaders, were all part of the carefully prepared scheme launched on the 22d June without warning of any kind, and without the shadow of legal excuse. It was plain aggression.

(K) WAR AGAINST THE UNITED STATES

Four days after the attack launched by the Japanese on the United States fleet in Pearl Harbor on December 7, 1941, Germany declared war on the United States.

The Tripartite Pact between Germany, Italy, and Japan, had been signed on the 27th September 1940, and from that date until the attack upon the USSR the defendant von Ribbentrop, with other defendants, was endeavoring to induce Japan to attack British possessions in the Far East. This, it was thought, would hasten England's defeat, and keep the United States out of the war.

The possibility of a direct attack on the United States was considered and discussed as a matter for the future. Major von Falkenstein, the Luftwaffe liaison officer with the Operations Staff of the OKW, summarizing military problems which needed discussion in Berlin in October of 1940, spoke of the possibility "of the prosecution of the war against America at a later date". It is clear, too, that the German policy of keeping America out of the war, if possible, did not prevent Germany promising support to Japan even against the United States. On the 4th April 1941, Hitler told Matsuoka, the Japanese Foreign Minister, in the presence of the defendant von Ribbentrop, that Germany would "strike without delay" if a Japanese attack on Singapore should lead to war between Japan and the United States. The next day von Ribbentrop himself urged Matsuoka to bring Japan into the war.

On the 28th November 1941, 10 days before the attack on Pearl Harbor, von Ribbentrop encouraged Japan, through her Ambassador in Berlin, to attack Great Britain and the United States, and stated that should Japan become engaged in a war with the United States, Germany would join the war immediately. A few days later, Japanese representatives told Germany and Italy that Japan was preparing to

attack the United States, and asked for their support. Germany and Italy agreed to do this, although in the Tripartite Pact, Italy and Germany had undertaken to assist Japan only if she were attacked. When the assault on Pearl Harbor did take place, the defendant von Ribbentrop is reported to have been "overjoyed," and later, at a ceremony in Berlin, when a German medal was awarded to Oshima, the Japanese Ambassador, Hitler indicated his approval of the tactics which the Japanese had adopted of negotiating with the United States as long as possible, and then striking hard without any declaration of war.

Although it is true that Hitler and his colleagues originally did not consider that a war with the United States would be beneficial to their interest, it is apparent that in the course of 1941 that view was revised, and Japan was given every encouragement to adopt a policy which would almost certainly bring the United States into the war. And when Japan attacked the United States fleet in Pearl Harbor and thus made aggressive war against the United States, the Nazi Government caused Germany to enter that war at once on the side of Japan by declaring war themselves on the United States.

IV. VIOLATIONS OF INTERNATIONAL TREATIES

The Charter defines as a crime the planning or waging of war that is a war of aggression or a war in violation of international treaties. The Tribunal has decided that certain of the defendants planned and waged aggressive wars against 10 nations, and were therefore guilty of this series of crimes. This makes it unnecessary to discuss the subject in further detail, or even to consider at any length the extent to which these aggressive wars were also "wars in violation of international treaties, agreements, or assurances." These treaties are set out in appendix C of the indictment. Those of principal importance are the following:

(A) HAGUE CONVENTIONS

Declaration of war
In the 1899 Convention the signatory powers agreed: "before an appeal to arms . . . to have recourse, as far as circumstances allow, to the good offices or mediation of one or more friendly powers." A similar clause was inserted in the Convention for Pacific Settlement of International Disputes of 1907. In the accompanying Convention Relative to Opening of Hostilities, article I contains this far more specific language:

"The Contracting Powers recognize that hostilities between them must not commence without a previous and explicit warning, in the form of either a declaration of war, giving reasons, or an ultimatum with a conditional declaration of war."

Germany was a party to these conventions.

(B) VERSAILLES TREATY

Breaches of certain provisions of the Versailles Treaty are also relied on by the prosecution—not to fortify the left bank of the Rhine (art. 42-44); to "respect strictly the independence of Austria" (art. 80); renunciation of any rights in Memel (art. 99) and the Free City of Danzig (art. 100); the recognition of the independence of the Czecho-Slovak State; and the Military, Naval, and Air Clauses against German rearmament found in part V. There is no doubt that action was taken by the German Government contrary to all these provisions, the details of which are set out in appendix C. With regard to the Treaty of Versailles, the matters relied on are:

1. The violation of articles 42 to 44 in respect of the demilitarized zone of the Rhineland.

2. The annexation of Austria on the 13th March 1938, in violation of article 80.

3. The incorporation of the district of Memel on the 22d March 1939, in violation of article 99.

4. The incorporation of the Free City of Danzig on the 1st September 1939, in violation of article 100.

5. The incorporation of the provinces of Bohemia and Moravia on the 16th March 1939, in violation of article 81.

6. The repudiation of the military naval and air clauses of the treaty, in or about March of 1935.

On the 21st May 1935, Germany announced that, whilst renouncing the disarmament clauses of the treaty, she would still respect the territorial limitations, and would comply with the Locarno Pact. (With regard to the first five breaches alleged, therefore, the Tribunal finds the allegation proved.)

(C) TREATIES OF MUTUAL GUARANTEE, ARBITRATION, AND NON-AGGRESSION

It is unnecessary to discuss in any detail the various treaties entered into by Germany with other powers. Treaties of Mutual Guarantee were signed by Germany at Locarno in 1925, with Belgium, France, Great Britain, and Italy, assuring the maintenance of the territorial status quo. Arbitration treaties were also executed by Germany at Locarno with Czechoslovakia, Belgium, and Poland.

Article I of the latter treaty is typical, providing:

"All disputes of every kind between Germany and Poland . . . which it may not be possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision to an arbitral tribunal . . ."

Conventions of arbitration and conciliation were entered into between Germany, the Netherlands, and Denmark in 1926; and be-

Judgment
Internat. Military
Tribunal Nuremberg

Crimes against Peace

tween Germany and Luxemburg in 1929. Nonaggression treaties were executed by Germany with Denmark and Russia in 1939.

(D) KELLOGG-BRIAND PACT

The Pact of Paris was signed on the 27th August 1928 by Germany, the United States, Belgium, France, Great Britain, Italy, Japan, Poland, and other countries; and subsequently by other powers. The Tribunal has made full reference to the nature of this Pact and its legal effect in another part of this judgment. It is therefore not necessary to discuss the matter further here, save to state that in the opinion of the Tribunal this pact was violated by Germany in all the cases of aggressive war charged in the indictment. It is to be noted that on the 26th January 1934, Germany signed a Declaration for the Maintenance of Permanent Peace with Poland, which was explicitly based on the Pact of Paris, and in which the use of force was outlawed for a period of 10 years.

The Tribunal does not find it necessary to consider any of the other treaties referred to in the appendix, or the repeated agreements and assurances of her peaceful intentions entered into by Germany.

(E) THE LAW OF THE CHARTER

The jurisdiction of the Tribunal is defined in the Agreement and Charter, and the crimes coming within the jurisdiction of the Tribunal, for which there shall be individual responsibility, are set out in Article 6. The law of the Charter is decisive, and binding upon the Tribunal.

The making of the Charter was the exercise of the sovereign legislative power by the countries to which the German Reich unconditionally surrendered; and the undoubted right of these countries to legislate for the occupied territories has been recognized by the civilized world. The Charter is not an arbitrary exercise of power on the part of the victorious nations, but in the view of the Tribunal, as will be shown, it is the expression of international law existing at the time of its creation; and to that extent is itself a contribution to international law.

The Signatory Powers created this Tribunal, defined the law it was to administer, and made regulations for the proper conduct of the trial. In doing so, they have done together what any one of them might have done singly; for it is not to be doubted that any nation has the right thus to set up special courts to administer law. With regard to the constitution of the court, all that the defendants are entitled to ask is to receive a fair trial on the facts and law.

The Charter makes the planning or waging of a war of aggression or a war in violation of international treaties a crime; and it is therefore not strictly necessary to consider whether and to what extent

aggressive war was a crime before the execution of the London Agreement. But in view of the great importance of the questions of law involved, the Tribunal has heard full argument from the prosecution and the defense, and will express its view on the matter.

It was urged on behalf of the defendants that a fundamental principle of all law—international and domestic—is that there can be no punishment of crime without a preexisting law. "*Nullum crimen sine lege, nulla poena sine lege.*" It was submitted that *ex post facto* punishment is abhorrent to the law of all civilized nations, that no sovereign power had made aggressive war a crime at the time the alleged criminal acts were committed, that no statute had defined aggressive war, that no penalty had been fixed for its commission, and no court had been created to try and punish offenders.

In the first place, it is to be observed that the maxim *nullum crimen sine lege* is not a limitation of sovereignty, but is in general a principle of justice. To assert that it is unjust to punish those who in defiance of treaties and assurances have attacked neighboring states without warning is obviously untrue, for in such circumstances the attacker must know that he is doing wrong, and so far from it being unjust to punish him, it would be unjust if his wrong were allowed to go unpunished. Occupying the positions they did in the government of Germany, the defendants, or at least some of them must have known of the treaties signed by Germany, outlawing recourse to war for the settlement of international disputes; they must have known that they were acting in defiance of all international law when in complete deliberation they carried out their designs of invasion and aggression. On this view of the case alone, it would appear that the maxim has no application to the present facts.

This view is strongly reinforced by a consideration of the state of international law in 1939, so far as aggressive war is concerned. The General Treaty for the Renunciation of War of August 27, 1928, more generally known as the Pact of Paris or the Kellogg-Briand Pact, was binding on 63 nations, including Germany, Italy, and Japan at the outbreak of war in 1939. In the preamble, the signatories declared that they were—

"Deeply sensible of their solemn duty to promote the welfare of mankind; persuaded that the time has come when a frank renunciation of war as an instrument of national policy should be made to the end that the peaceful and friendly relations now existing between their peoples should be perpetuated . . . all changes in their relations with one another should be sought only by pacific means . . . thus uniting civilized nations of the world in a common renunciation of war as an instrument of their national policy . . ."

The first two articles are as follows:

"ARTICLE I. The High Contracting Parties solemnly declare in the names of their respective peoples that they condemn recourse to war for the solution of international controversies and renounce it as an instrument of national policy in their relations to one another."

"ARTICLE II. The High Contracting Parties agree that the settlement or solution of all disputes or conflicts of whatever nature or of whatever origin they may be, which may arise among them, shall never be sought except by pacific means."

The question is, what was the legal effect of this pact? The nations who signed the pact or adhered to it unconditionally condemned recourse to war for the future as an instrument of policy, and expressly renounced it. After the signing of the pact, any nation resorting to war as an instrument of national policy breaks the pact. In the opinion of the Tribunal, the solemn renunciation of war as an instrument of national policy necessarily involves the proposition that such a war is illegal in international law; and that those who plan and wage such a war, with its inevitable and terrible consequences, are committing a crime in so doing. War for the solution of international controversies undertaken as an instrument of national policy certainly includes a war of aggression, and such a war is therefore outlawed by the pact. As Mr. Henry L. Stimson, then Secretary of State of the United States, said in 1932:

"War between nations was renounced by the signatories of the Kellogg-Briand Treaty. This means that it has become throughout practically the entire world . . . an illegal thing. Hereafter, when engaged in armed conflict, either one or both of them must be termed violators of this general treaty law. . . We denounce them as law breakers."

But it is argued that the ^{Violated - Kellogg} pact does not expressly enact that such wars are crimes, or set up courts to try those who make such wars. To that extent the same is true with regard to the laws of war contained in the Hague Convention. The Hague Convention of 1907 prohibited resort to certain methods of waging war. These included the inhumane treatment of prisoners, the employment of poisoned weapons, the improper use of flags of truce, and similar matters. Many of these prohibitions had been enforced long before the date of the Convention; but since 1907 they have certainly been crimes, punishable as offenses against the laws of war; yet the Hague Convention nowhere designates such practices as criminal, nor is any sentence prescribed, nor any mention made of a court to try and punish offenders. For many years past, however, military tribunals have tried and punished individuals guilty of violating the rules of land war-

fare laid down by this Convention. In the opinion of the Tribunal, those who wage aggressive war are doing that which is equally illegal, and of much greater moment than a breach of one of the rules of the Hague Convention. In interpreting the words of the pact, it must be remembered that international law is not the product of an international legislature, and that such international agreements as the Pact of Paris have to deal with general principles of law, and not with administrative matters of procedure. The law of war is to be found not only in treaties, but in the customs and practices of states which gradually obtained universal recognition, and from the general principles of justice applied by jurists and practiced by military courts. This law is not static, but by continual adaptation follows the needs of a changing world. Indeed, in many cases treaties do no more than express and define for more accurate reference the principles of law already existing.

The view which the Tribunal takes of the true interpretation of the pact is supported by the international history which preceded it. In the year 1923 the draft of a Treaty of Mutual Assistance was sponsored by the League of Nations. In Article I the treaty declared "that aggressive war is an international crime," and that the parties would "undertake that no one of them will be guilty of its commission." The draft treaty was submitted to twenty-nine states, about half of whom were in favor of accepting the text. The principal objection appeared to be in the difficulty of defining the acts which would constitute "aggression," rather than any doubt as to the criminality of aggressive war. The preamble to the League of Nations 1924 Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes, ("Geneva Protocol"), after "recognising the solidarity of the members of the international community," declared that "a war of aggression constitutes a violation of this solidarity and is an international crime." It went on to declare that the contracting parties were "desirous of facilitating the complete application of the system provided in the Covenant of the League of Nations for the pacific settlement of disputes between the states and of ensuring the repression of international crimes." The Protocol was recommended to the members of the League of Nations by a unanimous resolution in the Assembly of the 48 members of the League. These members included Italy and Japan, but Germany was not then a member of the League.

Although the Protocol was never ratified, it was signed by the leading statesmen of the world, representing the vast majority of the civilized States and peoples, and may be regarded as strong evidence of the intention to brand aggressive war as an international crime.

At the meeting of the Assembly of the League of Nations on the 24th September 1927, all the delegations then present (including the Ger-

1923
draft
aggression
crime

1924
Protocol
League of Nations
aggression
crime

1927
September
League of Nations

man, the Italian, and the Japanese), unanimously adopted a declaration concerning wars of aggression. The preamble to the declaration stated:

"The Assembly: Recognizing the solidarity which unites the community of nations;

Being inspired by a firm desire for the maintenance of general peace;

Being convinced that a war of aggression can never serve as a means of settling international disputes, and is in consequence an international crime * * *."

1924
same
The unanimous resolution of the 18th February 1928, of 21 American republics at the sixth (Havana) Pan-American Conference, declared that "war of aggression constitutes an international crime against the human species."

All these expressions of opinion, and others that could be cited, so solemnly made, reinforce the construction which the Tribunal placed upon the Pact of Paris, that resort to a war of aggression is not merely illegal, but is criminal. The prohibition of aggressive war demanded by the conscience of the world, finds its expression in the series of Pacts and Treaties to which the Tribunal has just referred.

1919
It is also important to remember that Article 227 of the Treaty of Versailles provided for the constitution of a special tribunal, composed of representatives of five of the Allied and Associated Powers which had been belligerents in the First World War opposed to Germany, to try the former German Emperor "for a supreme offence against international morality and the sanctity of treaties." The purpose of this trial was expressed to be "to vindicate the solemn obligations of international undertakings, and the validity of international morality." In Article 228 of the Treaty, the German Government expressly recognized the right of the Allied Powers "to bring before military tribunals persons accused of having committed acts in violation of the laws and customs of war."

Acts of State
Quinn
It was submitted that international law is concerned with the actions of sovereign States, and provides no punishment for individuals; and further, that where the act in question is an act of State, those who carry it out are not personally responsible, but are protected by the doctrine of the sovereignty of the State. In the opinion of the Tribunal, both these submissions must be rejected. That international law imposes duties and liabilities upon individuals as well as upon states has long been recognized. In the recent case of Ex parte Quirin (1942 317 U. S. 1), before the Supreme Court of the United States, persons were charged during the war with landing in the United States for purposes of spying and sabotage. The late Chief Justice Stone, speaking for the court, said:

"From the very beginning of its history this Court has applied the law of war as including that part of the law of nations which prescribes for the conduct of war, the status, rights, and duties of enemy nations as well as enemy individuals."

He went on to give a list of cases tried by the courts, where individual offenders were charged with offences against the laws of nations, and particularly the laws of war. Many other authorities could be cited, but enough has been said to show that individuals can be punished for violations of international law. Crimes against international law are committed by men, not by abstract entities, and only by punishing individuals who commit such crimes can the provisions of international law be enforced.

The provisions of Article 228 of the Treaty of Versailles already referred to illustrate and enforce this view of individual responsibility.

The principle of international law, which under certain circumstances, protects the representatives of a State, cannot be applied to acts which are condemned as criminal by international law. The authors of these acts cannot shelter themselves behind their official position in order to be freed from punishment in appropriate proceedings. Article 7 of the Charter expressly declares:

"The official position of defendants, whether as heads of State, or responsible officials in government departments, shall not be considered as freeing them from responsibility, or mitigating punishment."

On the other hand the very essence of the Charter is that individuals have international duties which transcend the national obligations of obedience imposed by the individual State. He who violates the laws of war cannot obtain immunity while acting in pursuance of the authority of the State if the State in authorizing action moves outside its competence under international law.

It was also submitted on behalf of most of these defendants that in doing what they did they were acting under the orders of Hitler, and therefore cannot be held responsible for the acts committed by them in carrying out these orders. The Charter specifically provides in Article 8:

"The fact that the defendant acted pursuant to order of his Government or of a superior shall not free him from responsibility, but may be considered in mitigation of punishment."

The provisions of this Article are in conformity with the law of all nations. That a soldier was ordered to kill or torture in violation of the international law of war has never been recognized as a defense to such acts of brutality, though, as the Charter here provides, the order may be urged in mitigation of the punishment. The true test, which is found in varying degrees in the criminal law of most nations, is not the existence of the order, but whether moral choice was in fact possible.

T₁

T₂

T₃

Superior Orders

T₄

|||||

is found in varying degrees in the criminal law of most nations, is not the existence of the order, but whether moral choice was in fact possible.

V. THE LAW AS TO THE COMMON PLAN OR CONSPIRACY

In the previous recital of the facts relating to aggressive war, it is clear that planning and preparation had been carried out in the most systematic way at every stage of the history.

Planning and preparation are essential to the making of war. In the opinion of the Tribunal aggressive war is a crime under international law. The Charter defines this offense as planning, preparation, initiation, or waging of a war of aggression "or participation in a common plan or conspiracy for the accomplishment . . . of the foregoing." The indictment follows this distinction. Count one charges the common plan or conspiracy. Count two charges the planning and waging of war. The same evidence has been introduced to support both counts. We shall therefore discuss both counts together, as they are in substance the same. The defendants have been charged under both counts, and their guilt under each count must be determined.

The "common plan or conspiracy" charged in the indictment covers 25 years, from the formation of the Nazi Party in 1919 to the end of the war in 1945. The party is spoken of as "the instrument of cohesion among the defendants" for carrying out the purposes of the conspiracy—the overthrowing of the Treaty of Versailles, acquiring territory lost by Germany in the last war and "lebensraum" in Europe, by the use, if necessary, of armed force, of aggressive war. The "seizure of power" by the Nazis, the use of terror, the destruction of trade unions, the attack on Christian teaching and on churches, the persecution of the Jews, the regimentation of youth—all these are said to be steps deliberately taken to carry out the common plan. It found expression, so it is alleged, in secret rearmament, the withdrawal by Germany from the Disarmament Conference and the League of Nations, universal military service, and seizure of the Rhineland. Finally, according to the indictment, aggressive action was planned and carried out against Austria and Czechoslovakia in 1936-38, followed by the planning and waging of war against Poland; and, successively, against ten other countries.

The prosecution says, in effect, that any significant participation in the affairs of the Nazi Party or government is evidence of a participation in a conspiracy that is in itself criminal. Conspiracy is not defined in the Charter. But in the opinion of the Tribunal the conspiracy must be clearly outlined in its criminal purpose. It must not be too far removed from the time of decision and of action. The planning, to be criminal, must not rest merely on the declarations of a party pro-

gram, such as are found in the 25 points of the Nazi Party, announced in 1920, or the political affirmations expressed in "Mein Kampf" in later years. The Tribunal must examine whether a concrete plan to wage war existed, and determine the participants in that concrete plan.

It is not necessary to decide whether a single master conspiracy between the defendants has been established by the evidence. The seizure of power by the Nazi Party, and the subsequent domination by the Nazi State of all spheres of economic and social life must of course be remembered when the later plans for waging war are examined. That plans were made to wage wars, as early as November 5, 1937, and probably before that, is apparent. And thereafter, such preparations continued in many directions, and against the peace of many countries. Indeed the threat of war—and war itself if necessary—was an integral part of the Nazi policy. But the evidence establishes with certainty the existence of many separate plans rather than a single conspiracy embracing them all. That Germany was rapidly moving to complete dictatorship from the moment that the Nazis seized power, and progressively in the direction of war, has been overwhelmingly shown in the ordered sequence of aggressive acts and wars already set out in this judgment.

In the opinion of the Tribunal, the evidence establishes the common planning to prepare and wage war by certain of the defendants. It is immaterial to consider whether a single conspiracy to the extent and over the time set out in the indictment has been conclusively proved. Continued planning, with aggressive war as the objective, has been established beyond doubt. The truth of the situation was well stated by Paul Schmidt, official interpreter of the German Foreign Office, as follows:

"The general objectives of the Nazi leadership were apparent from the start, namely the domination of the European Continent, to be achieved first by the incorporation of all German-speaking groups in the Reich, and, secondly, by territorial expansion under the slogan "Lebensraum." The execution of these basic objectives, however, seemed to be characterized by improvisation. Each succeeding step was apparently carried out as each new situation arose, but all consistent with the ultimate objectives mentioned above."

The argument that such common planning cannot exist where there is complete dictatorship is unsound. A plan in the execution of which a number of persons participate is still a plan, even though conceived by only one of them; and those who execute the plan do not avoid responsibility by showing that they acted under the direction of the man who conceived it. Hitler could not make aggressive war by himself. He had to have the cooperation of statesmen, military leaders, diplomats, and businessmen. When they, with knowledge of his aims,

gave him their cooperation, they made themselves parties to the plan he had initiated. They are not to be deemed innocent because Hitler made use of them, if they knew what they were doing. That they were assigned to their tasks by a dictator does not absolve them from responsibility for their acts. The relation of leader and follower does not preclude responsibility here any more than it does in the comparable tyranny of organized domestic crime.

Count one, however, charges not only the conspiracy to commit aggressive war, but also to commit war crimes and crimes against humanity. But the Charter does not define as a separate crime any conspiracy except the one to commit acts of aggressive war. Article 6 of the Charter provides:

"Leaders, organizers, instigators, and accomplices participating in the formulation or execution of a common plan or conspiracy to commit any of the foregoing crimes are responsible for all acts performed by any persons in execution of such plan,"

In the opinion of the Tribunal, these words do not add a new and separate crime to those already listed. The words are designed to establish the responsibility of persons participating in a common plan. The Tribunal will therefore disregard the charges in count one that the defendants conspired to commit war crimes and crimes against humanity, and will consider only the common plan to prepare, initiate and wage aggressive war.

VI. WAR CRIMES AND CRIMES AGAINST HUMANITY

Total war
The evidence relating to war crimes has been overwhelming, in its volume and its detail. It is impossible for this judgment adequately to review it, or to record the mass of documentary and oral evidence that has been presented. The truth remains that war crimes were committed on a vast scale, never before seen in the history of war. They were perpetrated in all the countries occupied by Germany, and on the high seas, and were attended by every conceivable circumstance of cruelty and horror. There can be no doubt that the majority of them arose from the Nazi conception of "total war," with which the aggressive wars were waged. For in this conception of "total war" the moral ideas underlying the conventions which seek to make war more humane are no longer regarded as having force or validity. Everything is made subordinate to the overmastering dictates of war. Rules, regulations, assurances, and treaties, all alike, are of no moment; and so, freed from the restraining influence of international law, the aggressive war is conducted by the Nazi leaders in the most barbaric way. Accordingly, war crimes were committed when and wherever the Fuehrer and his close associates thought them to be ad-

vantageous. They were for the most part the result of cold and criminal calculation.

On some occasions war crimes were deliberately planned long in advance. In the case of the Soviet Union, the plunder of the territories to be occupied, and the ill-treatment of the civilian population, were settled in minute detail before the attack was begun. As early as the autumn of 1940, the invasion of the territories of the Soviet Union was being considered. From that date onwards, the methods to be employed in destroying all possible opposition were continuously under discussion.

Similarly, when planning to exploit the inhabitants of the occupied countries for slave labor on the very greatest scale, the German Government conceived it as an integral part of the war economy, and planned and organized this particular war crime down to the last elaborate detail.

Other war crimes, such as the murder of prisoners of war who had escaped and been recaptured, or the murder of commandos or captured airmen, or the destruction of the Soviet commissars, were the result of direct orders circulated through the highest official channels.

The Tribunal proposes, therefore, to deal quite generally with the question of war crimes, and to refer to them later when examining the responsibility of the individual defendants in relation to them. Prisoners of war were ill-treated and tortured and murdered, not only in defiance of the well-established rules of international law, but in complete disregard of the elementary dictates of humanity. Civilian populations in occupied territories suffered the same fate. Whole populations were deported to Germany for the purposes of slave labor upon defense works, armament production and similar tasks connected with the war effort. Hostages were taken in very large numbers from the civilian populations in all the occupied countries, and were shot as suited the German purposes. Public and private property was systematically plundered and pillaged in order to enlarge the resources of Germany at the expense of the rest of Europe. Cities and towns and villages were wantonly destroyed without military justification or necessity. *uselessly*

(A) MURDER AND ILL-TREATMENT OF PRISONERS OF WAR

Article 6 (b) of the Charter defines war crimes in these words:

"War Crimes: namely, violations of the laws or customs of war. Such violations shall include, but not be limited to, murder, ill-treatment or deportation to slave labor or for any other purpose of civilian population of or in occupied territory, murder or ill-treatment of prisoners of war or persons on the seas, killing of hostages, plunder of public or private property, wanton destruc-

tion of cities, towns, or villages, or devastation not justified by military necessity."

In the course of the war, many Allied soldiers who had surrendered to the Germans were shot immediately, often as a matter of deliberate, calculated policy. On the 18th October 1942, the defendant Keitel circulated a directive authorized by Hitler, which ordered that all members of Allied "commando" units, often when in uniform and whether armed or not, were to be "slaughtered to the last man," even if they attempted to surrender. It was further provided that if such Allied troops came into the hands of the military authorities after being first captured by the local police, or in any other way, they should be handed over immediately to the SD. This order was supplemented from time to time, and was effective throughout the remainder of the war, although after the Allied landings in Normandy in 1944 it was made clear that the order did not apply to "commandos" captured within the immediate battle area. Under the provisions of this order, Allied "commando" troops, and other military units operating independently, lost their lives in Norway, France, Czechoslovakia, and Italy. Many of them were killed on the spot, and in no case were those who were executed later in concentration camps ever given a trial of any kind. For example, an American military mission which landed behind the German front in the Balkans in January 1945, numbering about 12 to 15 men and wearing uniform, were taken to Mauthausen under the authority of this order, and according to the affidavit of Adolf Zutte, the adjutant of the Mauthausen Concentration Camp, all of them were shot.

In March 1944 the OKH issued the "Kugel" or "Bullet" decree, which directed that every escaped officer and NCO prisoner of war who had not been put to work, with the exception of British and American prisoners of war, should on recapture be handed over to the SIPO and SD. This order was distributed by the SIPO and SD to their regional offices. These escaped officers and NCOs were to be sent to the concentration camp at Mauthausen, to be executed upon arrival, by means of a bullet shot in the neck.

In March 1944, 50 officers of the British Royal Air Force, who escaped from the camp at Sagan where they were confined as prisoners, were shot on recapture, on the direct orders of Hitler. Their bodies were immediately cremated, and the urns containing their ashes were returned to the camp. It was not contended by the defendants that this was other than plain murder, in complete violation of international law.

When Allied airmen were forced to land in Germany they were sometimes killed at once by the civilian population. The police were instructed not to interfere with these killings, and the Ministry of

Justice was informed that no one should be prosecuted for taking part in them.

The treatment of Soviet prisoners of war was characterized by particular inhumanity. The death of so many of them was not due merely to the action of individual guards, or to the exigencies of life in the camps. It was the result of systematic plans to murder. More than a month before the German invasion of the Soviet Union the OKW were making special plans for dealing with political representatives serving with the Soviet armed forces who might be captured. One proposal was that "political Commissars of the army are not recognized as prisoners of war, and are to be liquidated at the latest in the transient prisoner of war camps." The defendant Keitel gave evidence that instructions incorporating this proposal were issued to the German army.

On the 8th September 1941, regulations for the treatment of Soviet prisoners of war in all prisoner of war camps were issued, signed by General Reinecke, the head of the prisoner of war department of the high command. These orders stated:

"The Bolshevik soldier has therefore lost all claim to treatment as an honorable opponent, in accordance with the Geneva Convention . . . The order for ruthless and energetic action must be given at the slightest indication of insubordination, especially in the case of Bolshevik fanatics. Insubordination, active or passive resistance, must be broken immediately by force of arms (bayonets, butts, and firearms) . . . Anyone carrying out the order who does not use his weapons, or does so with insufficient energy, is punishable . . . Prisoners of war attempting escape are to be fired on without previous challenge. No warning shot must ever be fired . . . The use of arms against prisoners of war is as a rule legal."

The Soviet prisoners of war were left without suitable clothing; the wounded without medical care; they were starved, and in many cases left to die.

On the 17th July 1941, the Gestapo issued an order providing for the killing of all Soviet prisoners of war who were or might be dangerous to National Socialism. The order recited:

"The mission of the commanders of the SIPO and SD stationed in Stalags is the political investigation of all camp inmates, the elimination and further 'treatment' (a) of all political, criminal, or in some other way unbearable elements among them, (b) of those persons who could be used for the reconstruction of the occupied territories . . . Further, the commanders must make efforts from the beginning to seek out among the prisoners ele-

ments which appear reliable, regardless of whether there are Communists concerned or not, in order to use them for Intelligence purposes inside of the camp, and if advisable, later in the occupied territories also. [By use of such informers, and by use of all other existing possibilities, the discovery of all elements to be eliminated among the prisoners must proceed step by step at once . . .

"Above all, the following must be discovered: All important functionaries of State and Party, especially professional revolutionaries . . . all People's Commissars in the Red Army, leading personalities of the State . . . leading personalities of the business world, members of the Soviet Russian Intelligence, all Jews, all persons who are found to be agitators or fanatical Communists. Executions are not to be held in the camp or in the immediate vicinity of the camp . . . The prisoners are to be taken for special treatment if possible into the former Soviet Russian territory."

The affidavit of Warlimont, deputy chief of staff of the Wehrmacht, and the testimony of Ohlendorf, former chief of Amt III of the RSHA, and of Lahousen, the head of one of the sections of the Abwehr, the Wehrmacht's Intelligence Service, all indicate the thoroughness with which this order was carried out.

The affidavit of Kurt Lindown, a former Gestapo official, states:

" . . . There existed in the prisoner of war camps on the Eastern Front small screening teams (Einsatz commandos), headed by lower ranking members of the Secret Police (Gestapo). These teams were assigned to the camp commanders and had the job of segregating the prisoners of war who were candidates for execution according to the orders that had been given, and to report them to the office of the Secret Police."

On the 23d October 1941, the camp commander of the Gross Rosen concentration camp reported to Mueller, chief of the Gestapo, a list of the Soviet prisoners of war who had been executed there on the previous day.

An account of the general conditions and treatment of Soviet prisoners of war during the first 8 months after the German attack upon Russia was given in a letter which the defendant Rosenberg sent to the defendant Keitel on the 28th February 1942:

"The fate of the Soviet prisoners of war in Germany is on the contrary a tragedy of the greatest extent. . . . A large part of them has starved, or died because of the hazards of the weather. Thousands also died from spotted fever.

"The camp commanders have forbidden the civilian population to put food at the disposal of the prisoners, and they have rather let them starve to death.

See Einsatzgruppen

Medical

OSI-PS

*offw! he 1007
was
10 Miles to Keitel*

"In many cases, when prisoners of war could no longer keep up on the march because of hunger and exhaustion, they were shot before the eyes of the horrified population, and the corpses were left.

"In numerous camps, no shelter for the prisoners of war was provided at all. They lay under the open sky during rain or snow. Even tools were not made available to dig holes or caves."

In some cases Soviet prisoners of war were branded with a special permanent mark. There was put in evidence the OKW order dated the 20th July 1942, which laid down that:

"The brand is to take the shape of an acute angle of about 45 degrees, with the long side to be 1 cm. in length, pointing upwards and burnt on the left buttock . . . This brand is made with the aid of a lancet available in any military unit. The coloring used is Chinese ink."

The carrying out of this order was the responsibility of the military authorities, though it was widely circulated by the chief of the SIPO and the SD to German police officials for information.

Soviet prisoners of war were also made the subject of medical experiments of the most cruel and inhuman kind. In July 1943, experimental work was begun in preparation for a campaign of bacteriological warfare; Soviet prisoners of war were used in these medical experiments, which more often than not proved fatal. In connection with this campaign for bacteriological warfare, preparations were also made for the spreading of bacterial emulsions from planes, with the object of producing widespread failures of crops and consequent starvation. These measures were never applied, possibly because of the rapid deterioration of Germany's military position.

The argument in defense of the charge with regard to the murder and ill-treatment of Soviet prisoners of war, that the USSR was not a party to the Geneva Convention, is quite without foundation. On the 15th September 1941, Admiral Canaris protested against the regulations for the treatment of Soviet prisoners of war, signed by General Reinecke on the 8th September 1941. He then stated:

"The Geneva Convention for the treatment of prisoners of war is not binding in the relationship between Germany and the USSR. Therefore only the principles of general international law on the treatment of prisoners of war apply. Since the 18th century these have gradually been established along the lines that war captivity is neither revenge nor punishment, but solely protective custody, the only purpose of which is to prevent the prisoners of war from further participation in the war. This principle was developed in accordance with the view held by all armies that it is contrary to military tradition to kill or injure

OKW order 1007

Bacteriological

helpless people . . . The decrees for the treatment of Soviet prisoners of war enclosed are based on a fundamentally different view-point."

This protest, which correctly stated the legal position, was ignored. The defendant Keitel made a note on this memorandum:

"The objections arise from the military concept of chivalrous warfare. This is the destruction of an ideology. Therefore I approve and back the measures."

(B) MURDER AND ILL-TREATMENT OF CIVILIAN POPULATION

Article 6 (b) of the Charter provides that "ill-treatment . . . of civilian population of or in occupied territory . . . killing of hostages . . . wanton destruction of cities, towns, or villages" shall be a war crime. In the main, these provisions are merely declaratory of the existing laws of war as expressed by the Hague Convention, Article 46, which stated:

"Family honor and rights, the lives of persons and private property, as well as religious convictions and practice, must be respected."

The territories occupied by Germany were administered in violation of the laws of war. The evidence is quite overwhelming of a systematic rule of violence, brutality, and terror. On the 7th December 1941, Hitler issued the directive since known as the "Nacht und Nebel Erlass" (night and fog decree), under which persons who committed offenses against the Reich or the German forces in occupied territories, except where the death sentence was certain, were to be taken secretly to Germany and handed over to the SIPO and SD for trial or punishment in Germany. This decree was signed by the defendant Keitel. After these civilians arrived in Germany, no word of them was permitted to reach the country from which they came, or their relatives; even in cases when they died awaiting trial the families were not informed, the purpose being to create anxiety in the minds of the family of the arrested person. Hitler's purpose in issuing this decree was stated by the defendant Keitel in a covering letter, dated 12 December 1941, to be as follows:

"Efficient and enduring intimidation can only be achieved either by capital punishment or by measures by which the relatives of the criminal and the population do not know the fate of the criminal. This aim is achieved when the criminal is transferred to Germany."

Even persons who were only suspected of opposing any of the policies of the German occupation authorities were arrested, and on arrest were interrogated by the Gestapo and the SD in the most shameful

manner. On the 12th June 1942, the chief of the SIPO and SD published, through Mueller, the Gestapo chief, an order authorizing the use of "third degree" methods of interrogation, where preliminary investigation had indicated that the person could give information on important matters, such as subversive activities, though not for the purpose of extorting confessions of the prisoner's own crimes. This order provided:

" . . . Third degree may, under this supposition, only be employed against Communists, Marxists, Jehovah's Witnesses, saboteurs, terrorists, members of resistance movements, parachute agents, antisocial elements, Polish or Soviet Russian loafers or tramps; in all other cases my permission must first be obtained . . . Third degree can, according to circumstances, consist amongst other methods of very simple diet (bread and water), hard bunk, dark cell, deprivation of sleep, exhaustive drilling, also in flogging (for more than twenty strokes a doctor must be consulted)."

The brutal suppression of all opposition to the German occupation was not confined to severe measures against suspected members of resistance movements themselves, but was also extended to their families. On the 19th July 1944, the commander of the SIPO and SD in the district of Radom, in Poland, published an order, transmitted through the higher SS and police leaders, to the effect that in all cases of assassination or attempted assassination of Germans, or where saboteurs had destroyed vital installations, not only the guilty person, but also all his or her male relatives should be shot, and female relatives over 16 years of age put into a concentration camp.

In the summer of 1944 the Einsatz Commando of the SIPO and SD at Luxemburg caused persons to be confined at Sachsenhausen concentration camp because they were relatives of deserters, and were therefore "expected to endanger the interest of the German Reich if allowed to go free."

The practice of keeping hostages to prevent and to punish any form of civil disorder was resorted to by the Germans; an order issued by the defendant Keitel on the 16th September 1941, spoke in terms of fifty or a hundred lives from the occupied areas of the Soviet Union for one German life taken. The order stated that "it should be remembered that a human life in unsettled countries frequently counts for nothing, and a deterrent effect can be obtained only by unusual severity." The exact number of persons killed as a result of this policy is not known, but large numbers were killed in France and the other occupied territories in the west, while in the east the slaughter was on an even more extensive scale. In addition to the killing of hostages, entire towns were destroyed in some cases; such massacres as those of Oradour-sur-Glane in France and Lidice in Czechoslovakia, both of which

were described to the Tribunal in detail, are examples of the organized use of terror by the occupying forces to beat down and destroy all opposition to their rule.

One of the most notorious means of terrorizing the people in occupied territories was the use of concentration camps. They were first established in Germany at the moment of the seizure of power by the Nazi Government. Their original purpose was to imprison without trial all those persons who were opposed to the Government, or who were in any way obnoxious to German authority. With the aid of a secret police force, this practice was widely extended, and in course of time concentration camps became places of organized and systematic murder, where millions of people were destroyed.

In the administration of the occupied territories the concentration camps were used to destroy all opposition groups. The persons arrested by the Gestapo were as a rule sent to concentration camps. They were conveyed to the camps in many cases without any care whatever being taken for them, and great numbers died on the way. Those who arrived at the camp were subject to systematic cruelty. They were given hard physical labor, inadequate food, clothes, and shelter, and were subject at all times to the rigors of a soulless regime, and the private whims of individual guards. In the report of the War Crimes Branch of the Judge Advocate's Section of the Third United States Army, under date 21st June 1945, the conditions at the Flossenburg concentration camp were investigated, and one passage may be quoted:

"Flossenburg concentration camp can best be described as a factory dealing in death. Although this camp had in view the primary object of putting to work the mass slave labor, another of its primary objects was the elimination of human lives by the methods employed in handling the prisoners. Hunger and starvation rations, sadism, inadequate clothing, medical neglect, disease, beatings, hangings, freezing, forced suicides, shooting, etc., all played a major role in obtaining their object. Prisoners were murdered at random; spite killings against Jews were common; injections of poison and shooting in the neck were everyday occurrences; epidemics of typhus and spotted fever were permitted to run rampant as a means of eliminating prisoners; life in this camp meant nothing. Killing became a common thing—so common that a quick death was welcomed by the unfortunate ones."

A certain number of the concentration camps were equipped with gas chambers for the wholesale destruction of the inmates, and with furnaces for the burning of the bodies. Some of them were, in fact, used for the extermination of Jews as part of the "final solution" of the Jewish problem. Most of the non-Jewish inmates were used for labor, although the conditions under which they worked made labor

and death almost synonymous terms. Those inmates who became ill and were unable to work were either destroyed in the gas chambers or sent to special infirmaries, where they were given entirely inadequate medical treatment, worse food, if possible, than the working inmates, and left to die.

The murder and ill-treatment of civilian populations reached its height in the treatment of the citizens of the Soviet Union and Poland. Some 4 weeks before the invasion of Russia began, special task forces of the SIPO and SD, called Einsatz groups, were formed on the orders of Himmler for the purpose of following the German armies into Russia, combating partisans and members of resistance groups, and exterminating the Jews and Communist leaders and other sections of the population. In the beginning, four such Einsatz groups were formed—one operating in the Baltic States, one toward Moscow, one toward Kiev, and one operating in the south of Russia. Ohlendorf, former chief of Amt III of the RSHA, who led the fourth group, stated in his affidavit:

"When the German army invaded Russia, I was leader of Einsatzgruppe D, in the southern sector, and in the course of the year during which I was leader of the Einsatzgruppe D it liquidated approximately 90,000 men, women, and children. The majority of those liquidated were Jews, but there were also among them some communist functionaries."

In an order issued by the defendant Keitel on the 23d of July 1941, and drafted by the defendant Jodl, it was stated that—

"in view of the vast size of the occupied areas in the east, the forces available for establishing security in these areas will be sufficient only if all resistance is punished, not by legal prosecution of the guilty, but by the spreading of such terror by the armed forces as is alone appropriate to eradicate every inclination to resist among the population . . . Commanders must find the means of keeping order by applying suitable draconian measures."

The evidence has shown that this order was ruthlessly carried out in the territory of the Soviet Union and in Poland. A significant illustration of the measures actually applied occurs in the document which was sent in 1943 to the defendant Rosenberg by the Reich Commissar for eastern territories, who wrote:

"It should be possible to avoid atrocities and to bury those who have been liquidated. To lock men, women, and children into barns and set fire to them does not appear to be a suitable method of combating bands, even if it is desired to exterminate the population. This method is not worthy of the German cause, and hurts our reputation severely."

The Tribunal has before it an affidavit of one Hermann Graebe, dated 10 November 1945, describing the immense mass murders which he witnessed. He was the manager and engineer in charge of the branch of the Solingen firm of Josef Jung in Spolbunow, Ukraine, from September 1941 to January 1944. He first of all described the attack upon the Jewish ghetto at Rowno:

" . . . Then the electric floodlights which had been erected all round the ghetto were switched on. SS and militia details of four to six members entered or at least tried to enter the houses. Where the doors and windows were closed, and the inhabitants did not open upon the knocking, the SS men and militia broke the windows, forced the doors with beams and crowbars, and entered the dwelling. The owners were driven on to the street just as they were, regardless of whether they were dressed or whether they had been in bed . . . Car after car was filled. Over it hung the screaming of women and children, the cracking of whips and rifle shots."

Graebe then described how a mass execution at Dubno, which he witnessed on the 5th October 1942, was carried out:

" . . . Now we heard shots in quick succession from behind one of the earth mounds. The people who had got off the trucks, men, women, and children of all ages, had to undress upon the orders of an SS man, who carried a riding or dog whip . . . Without screaming or crying, these people undressed, stood around by families, kissed each other, said farewells, and waited for the command of another SS man, who stood near the excavation, also with a whip in his hand . . . At that moment the SS man at the excavation called something to his comrade. The latter counted off about 20 persons, and instructed them to walk behind the earth mound . . . I walked around the mound and stood in front of a tremendous grave; closely pressed together, the people were lying on top of each other so that only their heads were visible. The excavation was already two-thirds full; I estimated that it contained about a thousand people . . . Now already the next group approached, descended into the excavation, lined themselves up against the previous victims and were shot."

genocide
The foregoing crimes against the civilian population are sufficiently appalling, and yet the evidence shows that at any rate in the east, the mass murders and cruelties were not committed solely for the purpose of stamping out opposition or resistance to the German occupying forces. In Poland and the Soviet Union these crimes were part of a plan to get rid of whole native populations by expulsion and annihilation, in order that their territory could be used for colonization by

Germans. Hitler had written in "Mein Kampf" on these lines, and the plan was clearly stated by Himmler in July 1942, when he wrote:

"It is not our task to Germanize the east in the old sense, that is to teach the people there the German language and the German law, but to see to it that only people of purely Germanic blood live in the east."

In August 1942, the policy for the eastern territories as laid down by Bormann was summarized by a subordinate of Rosenberg as follows:

"The Slavs are to work for us. Insofar as we do not need them, they may die. Therefore, compulsory vaccination and Germanic health services are superfluous. The fertility of the Slavs is undesirable."

It was Himmler again who stated in October 1943:

"What happens to a Russian, a Czech, does not interest me in the slightest. What the nations can offer in the way of good blood of our type, we will take. If necessary, by kidnapping their children and raising them here with us. Whether nations live in prosperity or starve to death interests me only insofar as we need them as slaves for our Kultur, otherwise it is of no interest to me."

In Poland the intelligentsia had been marked down for extermination as early as September 1939, and in May 1940 the defendant Frank wrote in his diary of "taking advantage of the focussing of world interest on the western front, by wholesale liquidation of thousands of Poles, first leading representatives of the Polish intelligentsia." Earlier, Frank had been directed to reduce the "entire Polish economy to an absolute minimum necessary for bare existence. The Poles shall be the slaves of the Greater German World Empire." In January 1940 he recorded in his diary that "cheap labor must be removed from the general government by hundreds of thousands. This will hamper the native biological propagation." So successfully did the Germans carry out this policy in Poland that by the end of the war one-third of the population had been killed, and the whole of the country devastated.

It was the same story in the occupied area of the Soviet Union. At the time of the launching of the German attack in June 1941, Rosenberg told his collaborators:

"The object of feeding the German people stands this year without a doubt at the top of the list of Germany's claims on the east, and there the southern territories and the northern Caucasus will have to serve as a balance for the feeding of the German people . . . A very extensive evacuation will be necessary, without any doubt, and it is sure that the future will hold very hard years in store for the Russians."

Three or 4 weeks later Hitler discussed with Rosenberg, Goering, Keitel, and others his plan for the exploitation of the Soviet population and territory, which included among other things the evacuation of the inhabitants of the Crimea and its settlement by Germans.

A somewhat similar fate was planned for Czechoslovakia by the defendant von Neurath, in August 1940; the intelligentsia were to be "expelled," but the rest of the population was to be Germanized rather than expelled or exterminated, since there was a shortage of Germans to replace them.

In the west the population of Alsace were the victims of a German "expulsion action." Between July and December 1940, 105,000 Alsatians were either deported from their homes or prevented from returning to them. A captured German report dated 7 August 1942 with regard to Alsace states that:

"The problem of race will be given first consideration, and this in such a manner that persons of racial value will be deported to Germany proper, and racially inferior persons to France."

(C) PILLAGE OF PUBLIC AND PRIVATE PROPERTY

Article 49 of the Hague Convention provides that an occupying power may levy a contribution of money from the occupied territory to pay for the needs of the army of occupation, and for the administration of the territory in question. Article 52 of the Hague Convention provides that an occupying power may make requisitions in kind only for the needs of the army of occupation, and that these requisitions shall be in proportion to the resources of the country. These Articles, together with Article 48, dealing with the expenditure of money collected in taxes, and Articles 53, 55, and 56, dealing with public property, make it clear that under the rules of war, the economy of an occupied country can only be required to bear the expense of the occupation, and these should not be greater than the economy of the country can reasonably be expected to bear. Article 56 reads as follows:

"The property of municipalities, of religious, charitable, educational, artistic, and scientific institutions, although belonging to the State, is to be accorded the same standing as private property. All premeditated seizure, destruction or damage of such institutions, historical monuments, works of art, and science, is prohibited and should be prosecuted."

The evidence in this case has established, however, that the territories occupied by Germany were exploited for the German war effort in the most ruthless way, without consideration of the local economy, and in consequence of a deliberate design and policy. There was in truth a systematic "plunder of public or private property," which

was criminal under Article 6 (b) of the Charter. The German occupation policy was clearly stated in a speech made by the defendant Goering on the 6th August 1942, to the various German authorities in charge of occupied territories:

"God knows, you are not sent out there to work for the welfare of the people in your charge, but to get the utmost out of them, so that the German people can live. That is what I expect of your exertions. This everlasting concern about foreign people must cease now, once and for all. I have here before me reports on what you are expected to deliver. It is nothing at all, when I consider your territories. It makes no difference to me in this connection if you say that your people will starve."

The methods employed to exploit the resources of the occupied territories to the full varied from country to country. In some of the occupied countries in the east and the west, this exploitation was carried out within the framework of the existing economic structure. The local industries were put under German supervision, and the distribution of war materials was rigidly controlled. The industries thought to be of value to the German war effort were compelled to continue, and most of the rest were closed down altogether. Raw materials and the finished products alike were confiscated for the needs of the German industry. As early as the 19th October 1939 the defendant Goering had issued a directive giving detailed instructions for the administration of the occupied territories; it provided:

"The task for the economic treatment of the various administrative regions is different, depending on whether the country is involved which will be incorporated politically into the German Reich, or whether we will deal with the Government-General, which in all probability will not be made a part of Germany. In the first mentioned territories, the . . . safeguarding of all their productive facilities and supplies must be aimed at, as well as a complete incorporation into the Greater German economic system, at the earliest possible time. On the other hand, there must be removed from the territories of the Government-General all raw materials, scrap materials, machines, etc., which are of use for the German war economy. Enterprises which are not absolutely necessary for the meager maintenance of the naked existence of the population must be transferred to Germany, unless such transfer would require an unreasonably long period of time, and would make it more practicable to exploit those enterprises by giving them German orders, to be executed at their present location."

As a consequence of this order, agricultural products, raw materials needed by German factories, machine tools, transportation equip-

ment, other finished products and even foreign securities and holdings of foreign exchange were all requisitioned and sent to Germany. These resources were requisitioned in a manner out of all proportion to the economic resources of those countries, and resulted in famine, inflation, and an active black market. At first the German occupation authorities attempted to suppress the black market, because it was a channel of distribution keeping local products out of German hands. When attempts at suppression failed, a German purchasing agency was organized to make purchases for Germany on the black market, thus carrying out the assurance made by the defendant Goering that it was "necessary that all should know that if there is to be famine anywhere, it shall in no case be in Germany."

In many of the occupied countries of the east and the west, the authorities maintained the pretense of paying for all the property which they seized. This elaborate pretense of payment merely disguised the fact that the goods sent to Germany from these occupied countries were paid for by the occupied countries themselves, either by the device of excessive occupation costs or by forced loans in return for a credit balance on a "clearing account" which was an account merely in name.

In most of the occupied countries of the east even this pretense of legality was not maintained; economic exploitation became deliberate plunder. This policy was first put into effect in the administration of the Government-General in Poland. The main exploitation of the raw materials in the east was centered on agricultural products and very large amounts of food were shipped from the Government-General to Germany.

The evidence of the widespread starvation among the Polish people in the Government-General indicates the ruthlessness and the severity with which the policy of exploitation was carried out.

The occupation of the territories of the U. S. S. R. was characterized by premeditated and systematic looting. Before the attack on the U. S. S. R., an economic staff—Oldenburg—was organized to ensure the most efficient exploitation of Soviet territories. The German armies were to be fed out of Soviet territory, even if "many millions of people will be starved to death." An OKW directive issued before the attack said:

"To obtain the greatest possible quantity of food and crude oil for Germany—that is the main economic purpose of the campaign."

Similarly, a declaration by the defendant Rosenberg of the 20th June 1941, had advocated the use of the produce from southern Russia and of the northern Caucasus to feed the German people, saying:

"We see absolutely no reason for any obligation on our part to feed also the Russian people with the products of that surplus

territory. We know that this is a harsh necessity, bare of any feelings."

When the Soviet territory was occupied, this policy was put into effect; there was a large-scale confiscation of agricultural supplies, with complete disregard of the needs of the inhabitants of the occupied territory.

In addition to the seizure of raw materials and manufactured articles, a wholesale seizure was made of art treasures, furniture, textiles, and similar articles in all the invaded countries.

The defendant Rosenberg was designated by Hitler, on the 29th January 1940, head of the Center for National Socialist Ideological and Educational Research, and thereafter the organization known as the "Einsatzstab Rosenberg" conducted its operations on a very great scale. Originally designed for the establishment of a research library, it developed into a project for the seizure of cultural treasures. On the 1st March 1942, Hitler issued a further decree, authorizing Rosenberg to search libraries, lodges, and cultural establishments, to seize material from these establishments, as well as cultural treasures owned by Jews. Similar directions were given where the ownership could not be clearly established. The decree directed the cooperation of the Wehrmacht high command, and indicated that Rosenberg's activities in the west were to be conducted in his capacity as Reichsleiter, and in the east in his capacity as Reichsminister. Thereafter, Rosenberg's activities were extended to the occupied countries. The report of Robert Scholz, chief of the special staff for Pictorial Art, stated:

"During the period from March 1941 to July 1944 the special staff for Pictorial Art brought into the Reich 29 large shipments, including 137 freight cars with 4,174 cases of art works."

The report of Scholz refers to 25 portfolios of pictures of the most valuable works of the art collection seized in the west, which portfolios were presented to the Fuehrer. Thirty-nine volumes, prepared by the Einsatzstab, contained photographs of paintings, textiles, furniture, candelabra, and numerous other objects of art, and illustrated the value and magnitude of the collection which had been made. In many of the occupied countries private collections were robbed, libraries were plundered, and private houses were pillaged.

Museums, palaces, and libraries in the occupied territories of the USSR were systematically looted. Rosenberg's Einsatzstab, von Ribbentrop's special "Battalion," the Reichscommissars, and representatives of the military command seized objects of cultural and historical value belonging to the people of the Soviet Union, which were sent to Germany. Thus, the Reichscommissar of the Ukraine removed paintings and objects of art from Kiev and Kharkov and sent them to East Prussia. Rare volumes and objects of art from the palaces of Peterhof,

Tsarskoye Selo, and Pavlovsk were shipped to Germany. In his letter to Rosenberg of the 3d October 1941, Reichscommissar Kube stated that the value of the objects of art taken from Byelorussia ran into millions of rubles. The scale of this plundering can also be seen in the letter sent from Rosenberg's department to von Milde-Schreden in which it is stated that during the month of October 1943 alone, about 40 boxcars loaded with objects of cultural value were transported to the Reich.

present
With regard to the ^{idea} suggestion that the purpose of the seizure of art treasures was protective and meant for their preservation, it is necessary to say a few words. On the 1st December 1939, Himmler, as the Reich Commissioner for the "strengthening of Germanism," issued a decree to the regional officers of the secret police in the annexed eastern territories, and to the commanders of the security service in Radom, Warsaw, and Lublin. This decree contained administrative directions for carrying out the art seizure program, and in clause 1 it is stated:

"To strengthen Germanism in the defense of the Reich, all articles mentioned in section 2 of this decree are hereby confiscated . . . They are confiscated for the benefit of the German Reich, and are at the disposal of the Reich Commissioner for the strengthening of Germanism."

The intention to enrich Germany by the seizures, rather than to protect the seized objects, is indicated in an undated report by Dr. Hans Posse, director of the Dresden State Picture Gallery:

"I was able to gain some knowledge on the public and private collections, as well as clerical property, in Cracow and Warsaw. It is true that we cannot hope too much to enrich ourselves from the acquisition of great art works of paintings and sculptures, with the exception of the Veit-Stoss altar, and the plates of Hans von Kulnback in the Church of Maria in Cracow . . . and several other works from the national museum in Warsaw."

(D) SLAVE LABOR POLICY

Article 6(b) of the Charter provides that the "ill-treatment or deportation to slave labor or for any other purpose, of civilian population of or in occupied territory" shall be a war crime. The laws relating to forced labor by the inhabitants of occupied territories are found in Article 52 of the Hague Convention, which provides:

"Requisition in kind and services shall not be demanded from municipalities or inhabitants except for the needs of the army of occupation. They shall be in proportion to the resources of the country, and of such a nature as not to involve the inhabitants in

the obligation of taking part in military operations against their own country."

The policy of the German occupation authorities was in flagrant violation of the terms of this convention. Some idea of this policy may be gathered from the statement made by Hitler in a speech on November 9, 1941:

"The territory which now works for us contains more than 250,000,000 men, but the territory which works indirectly for us includes now more than 350,000,000. In the measure in which it concerns German territory, the domain which we have taken under our administration, it is not doubtful that we shall succeed in harnessing the very last man to this work."

The actual results achieved were not so complete as this, but the German occupation authorities did succeed in forcing many of the inhabitants of the occupied territories to work for the German war effort, and in deporting at least 5,000,000 persons to Germany to serve German industry and agriculture.

a) In the early stages of the war, manpower in the occupied territories was under the control of various occupation authorities, and the procedure varied from country to country. In all the occupied territories compulsory labor service was promptly instituted. Inhabitants of the occupied countries were conscripted and compelled to work in local occupations, to assist the German war economy. In many cases they were forced to work on German fortifications and military installations. As local supplies of raw materials and local industrial capacity became inadequate to meet the German requirements, the system of deporting laborers to Germany was put into force. By the middle of April 1940 compulsory deportation of laborers to Germany had been ordered in the Government General; and a similar procedure was followed in other eastern territories as they were occupied. A description of this compulsory deportation from Poland was given by Himmler. In an address to SS officers he recalled how in weather 40° below zero they had to "haul away thousands, tens of thousands, hundreds of thousands." On a later occasion Himmler stated:

*just
the
date*
"Whether ten thousand Russian females fall down from exhaustion while digging an antitank ditch interests me only insofar as the antitank ditch for Germany is finished . . . We must realize that we have 6-7 million foreigners in Germany . . . They are none of them dangerous so long as we take severe measures at the merest trifles."

During the first 2 years of the German occupation of France, Belgium, Holland, and Norway, however, an attempt was made to obtain the necessary workers on a voluntary basis. How unsuccessful this was may be seen from the report of the meeting of the Central Plan-

ning Board on the 1st March 1944. The representative of the defendant Speer, one Koehrl, speaking of the situation in France, said:

"During all this time a great number of Frenchmen were recruited, and voluntarily went to Germany."

He was interrupted by the defendant Sauckel:

"Not only voluntary, some were recruited forcibly."

To which Koehrl replied:

"The calling up started after the recruitment no longer yielded enough results."

To which the defendant Sauckel replied:

"Out of the five million workers who arrived in Germany, not even 200,000 came voluntarily,"

and Koehrl rejoined:

"Let us forget for the moment whether or not some slight pressure was used. Formally, at least, they were volunteers."

Committees were set up to encourage recruiting, and a vigorous propaganda campaign was begun to induce workers to volunteer for service in Germany. This propaganda campaign included, for example, the promise that a prisoner of war would be returned for every laborer who volunteered to go to Germany. In some cases it was supplemented by withdrawing the ration cards of laborers who refused to go to Germany, or by discharging them from their jobs and denying them unemployment benefit or an opportunity to work elsewhere. In some cases workers and their families were threatened with reprisals by the police if they refused to go to Germany. It was on the 21st March 1942, that the defendant Sauckel was appointed Plenipotentiary-General for the Utilization of Labor, with authority over "all available manpower, including that of workers recruited abroad, and of prisoners of war."

The defendant Sauckel was directly under the defendant Goering as Commissioner of the Four-Year Plan, and a Goering decree of the 27th March 1942, transferred all his authority over manpower to Sauckel. Sauckel's instructions, too, were that foreign labor should be recruited on a voluntary basis, but also provided that "where, however, in the occupied territories, the appeal for volunteers does not suffice, obligatory service and drafting must under all circumstances be resorted to." Rules requiring labor service in Germany were published in all the occupied territories. The number of laborers to be supplied was fixed by Sauckel, and the local authorities were instructed to meet these requirements by conscription if necessary. That conscription was the rule rather than the exception is shown by the statement of Sauckel already quoted, on the 1st March 1944.

The defendant Sauckel frequently asserted that the workers belonging to foreign nations were treated humanely, and that the conditions in which they lived were good. But whatever the intention of Sauckel may have been, and however much he may have desired that foreign laborers should be treated humanely, the evidence before the Tribunal establishes the fact that the conscription of labor was accomplished in many cases by drastic and violent methods. The "mistakes and blunders" were on a very great scale. Manhunts took place in the streets, at motion picture houses, even at churches and at night in private houses. Houses were sometimes burnt down, and the families taken as hostages, practices which were described by the defendant Rosenberg as having their origin "in the blackest periods of the slave trade." The methods used in obtaining forced labor from the Ukraine appear from an order issued to SD officers which stated:

"It will not be possible always to refrain, from using force . . . When searching villages, especially when it has been necessary to burn down a village, the whole population will be put at the disposal of the Commissioner by force . . . As a rule no more children will be shot . . . If we limit harsh measures through the above orders for the time being, it is only done for the following reason . . . The most important thing is the recruitment of workers."

The resources and needs of the occupied countries were completely disregarded in carrying out this policy. The treatment of the laborers was governed by Sauckel's instructions of the 20th April 1942 to the effect that:

"All the men must be fed, sheltered, and treated in such a way as to exploit them to the highest possible extent, at the lowest conceivable degree of expenditure."

The evidence showed that workers destined for the Reich were sent under guard to Germany, often packed in trains without adequate heat, food, clothing, or sanitary facilities. The evidence further showed that the treatment of the laborers in Germany in many cases was brutal and degrading. The evidence relating to the Krupp Works at Essen showed that punishments of the most cruel kind were inflicted on the workers. Theoretically at least the workers were paid, housed, and fed by the DAF, and even permitted to transfer their savings and to send mail and parcels back to their native country; but restrictive regulations took a proportion of the pay; the camps in which they were housed were unsanitary; and the food was very often less than the minimum necessary to give the workers strength to do their jobs. In the case of Poles employed on farms in Germany, the employers were given authority to inflict corporal punishment and were ordered, if possible, to house them in stables, not in their own

homes. They were subject to constant supervision by the Gestapo and the SS, and if they attempted to leave their jobs they were sent to correction camps or concentration camps. The concentration camps were also used to increase the supply of labor. Concentration camp commanders were ordered to work their prisoners to the limits of their physical power. During the latter stages of the war the concentration camps were so productive in certain types of work that the Gestapo was actually instructed to arrest certain classes of laborers so that they could be used in this way. Allied prisoners of war were also regarded as a possible source of labor. Pressure was exercised on noncommissioned officers to force them to consent to work, by transferring to disciplinary camps those who did not consent. Many of the prisoners of war were assigned to work directly related to military operations, in violation of Article 31 of the Geneva Convention. They were put to work in munition factories and even made to load bombers, to carry ammunition and to dig trenches, often under the most hazardous conditions. This condition applied particularly to the Soviet prisoners of war. On the 16th February 1943, at a meeting of the Central Planning Board, at which the defendants Sauckel and Speer were present, Milch said:

"We have made a request for an order that a certain percentage of men in the Ack-Ack artillery must be Russians; 50,000 will be taken altogether. 30,000 are already employed as gunners. This is an amusing thing, that Russians must work the guns."

And on the 4th October 1943, at Posen, Himmler, speaking of the Russian prisoners captured in the early days of the war, said:

"At that time we did not value the mass of humanity as we value it today, as raw material, as labor. What, after all, thinking in terms of generations, is not to be regretted, but is now deplorable by reason of the loss of labor, is that the prisoners died in tens and hundreds of thousands of exhaustion and hunger."

The general policy underlying the mobilization of slave labor was stated by Sauckel on the 20th April 1942. He said:

"The aim of this new gigantic labor mobilization is to use all the rich and tremendous sources conquered and secured for us by our fighting armed forces under the leadership of Adolf Hitler, for the armament of the armed forces, and also for the nutrition of the Homeland. The raw materials, as well as the fertility of the conquered territories and their human labor power, are to be used completely and conscientiously to the profit of Germany and her Allies . . . All prisoners of war from the territories of the west, as well as the east, actually in Germany, must be completely incorporated into the German armament and nutrition

industries . . . Consequently it is an immediate necessity to use the human reserves of the conquered Soviet territory to the fullest extent. Should we not succeed in obtaining the necessary amount of labor on a voluntary basis, we must immediately institute conscription or forced labor . . . The complete employment of all prisoners of war, as well as the use of a gigantic number of new foreign civilian workers, men and women, has become an indisputable necessity for the solution of the mobilization of the labor program in this war."

Reference should also be made to the policy which was in existence in Germany by the summer of 1940, under which all aged, insane, and incurable people, "useless eaters," were transferred to special institutions where they were killed, and their relatives informed that they had died from natural causes. The victims were not confined to German citizens, but included foreign laborers, who were no longer able to work, and were therefore useless to the German war machine. It has been estimated that at least some 275,000 people were killed in this manner in nursing homes, hospitals, and asylums, which were under the jurisdiction of the defendant Frick, in his capacity as Minister of the Interior. How many foreign workers were included in this total it has been quite impossible to determine.

(E) PERSECUTION OF THE JEWS

The persecution of the Jews at the hands of the Nazi Government has been proved in the greatest detail before the Tribunal. It is a record of consistent and systematic inhumanity on the greatest scale. Ohlendorf, chief of Amt III in the RSHA from 1939 to 1943, and who was in command of one of the Einsatz groups in the campaign against the Soviet Union testified as to the methods employed in the extermination of the Jews. He said that he employed firing squads to shoot the victims in order to lessen the sense of individual guilt on the part of his men; and the 90,000 men, women, and children who were murdered in 1 year by his particular group were mostly Jews.

When the witness Bach-Zelewski was asked how Ohlendorf could admit the murder of 90,000 people, he replied:

"I am of the opinion that when, for years, for decades, the doctrine is preached that the Slav race is an inferior race, and Jews not even human, then such an outcome is inevitable."

But the defendant Frank spoke the final words of this chapter of Nazi history when he testified in this court:

"We have fought against Jewry; we have fought against it for years; and we have allowed ourselves to make utterances and my own diary has become a witness against me in this connection—

utterances which are terrible * * *. A thousand years will pass and this guilt of Germany will still not be erased."

The anti-Jewish policy was formulated in point 4 of the party program which declared, "Only a member of the race can be a citizen. A member of the race can only be one who is of German blood, without consideration of creed. Consequently, no Jew can be a member of the race." Other points of the program declared that Jews should be treated as foreigners, that they should not be permitted to hold public office, that they should be expelled from the Reich if it were impossible to nourish the entire population of the State, that they should be denied any further immigration into Germany, and that they should be prohibited from publishing German newspapers. The Nazi Party preached these doctrines throughout its history. "Der Stuermer" and other publications were allowed to disseminate hatred of the Jews, and in the speeches and public declarations of the Nazi leaders, the Jews were held up to public ridicule and contempt.

With the seizure of power, the persecution of the Jews was intensified. A series of discriminatory laws was passed, which limited the offices and professions permitted to Jews; and restrictions were placed on their family life and their rights of citizenship. By the autumn of 1938, the Nazi policy towards the Jews had reached the stage where it was directed towards the complete exclusion of Jews from German life. Pogroms were organized, which included the burning and demolishing of synagogues, the looting of Jewish businesses, and the arrest of prominent Jewish businessmen. A collective fine of 1 billion marks was imposed on the Jews, the seizure of Jewish assets was authorized, and the movement of Jews was restricted by regulations to certain specified districts and hours. The creation of ghettos was carried out on an extensive scale, and by an order of the security police Jews were compelled to wear a yellow star to be worn on the breast and back.

It was contended for the prosecution that certain aspects of this anti-Semitic policy were connected with the plans for aggressive war. The violent measures taken against the Jews in November 1938 were nominally in retaliation for the killing of an official of the German Embassy in Paris. But the decision to seize Austria and Czechoslovakia had been made a year before. The imposition of a fine of 1 billion marks was made, and the confiscation of the financial holdings of the Jews was decreed, at a time when German armament expenditure had put the German treasury in difficulties, and when the reduction of expenditure on armaments was being considered. These steps were taken, moreover, with the approval of the defendant Goering, who had been given responsibility for economic matters of this kind, and who was the strongest advocate of an extensive rearmament program notwithstanding the financial difficulties.

It was further said that the connection of the anti-Semitic policy with aggressive war was not limited to economic matters. The German foreign office circular, in an article of January 25, 1939, entitled "Jewish question as a factor in German foreign policy in the year 1938," described the new phase in the Nazi anti-Semitic policy in these words:

"It is certainly no coincidence that the fateful year 1938 has brought nearer the solution of the Jewish question simultaneously with the realization of the idea of Greater Germany, since the Jewish policy was both the basis and consequence of the events of the year 1938. The advance made by Jewish influence and the destructive Jewish spirit in politics, economy, and culture, paralyzed the power and the will of the German people to rise again, more perhaps even than the power policy opposition of the former enemy Allied powers of the First World War. The healing of this sickness among the people was therefore certainly one of the most important requirements for exerting the force which, in the year 1938, resulted in the joining together of Greater Germany in defiance of the world."

The Nazi persecution of Jews in Germany before the war, severe and repressive as it was, cannot compare, however, with the policy pursued during the war in the occupied territories. Originally the policy was similar to that which had been in force inside Germany. Jews were required to register, were forced to live in ghettos, to wear the yellow star, and were used as slave laborers. In the summer of 1941, however, plans were made for the "final solution" of the Jewish question in Europe. This "final solution" meant the extermination of the Jews, which early in 1939 Hitler had threatened would be one of the consequences of an outbreak of war, and a special section in the Gestapo under Adolf Eichmann, as head of section B-4, of the Gestapo, was formed to carry out the policy.

The plan for exterminating the Jews was developed shortly after the attack on the Soviet Union. Einsatzgruppen of the security police and SD, formed for the purpose of breaking the resistance of the population of the areas lying behind the German armies in the east, were given the duty of exterminating the Jews in those areas. The effectiveness of the work of the Einsatzgruppen is shown by the fact that in February 1942, Heydrich was able to report that Estonia had already been cleared of Jews and that in Riga the number of Jews had been reduced from 29,500 to 2,500. Altogether the Einsatzgruppen operating in the occupied Baltic States killed over 135,000 Jews in 3 months.

Nor did these special units operate completely independently of the German armed forces. There is clear evidence that leaders of the

Strange
hesitation
to come out
of way while
war
was
in
progress

OKW

Einsatzgruppen obtained the cooperation of army commanders. In one case the relations between an Einsatzgruppe and the military authorities was described at the time as being "very close, almost cordial"; in another case the smoothness of an Einsatzcommando's operation was attributed to the "understanding for this procedure" shown by the army authorities.

Units of the security police and SD in the occupied territories of the east, which were under civil administration, were given a similar task. The planned and systematic character of the Jewish persecutions is best illustrated by the original report of the SS Brigadier General Stroop, who was in charge of the destruction of the ghetto in Warsaw, which took place in 1943. The Tribunal received in evidence that report, illustrated with photographs, bearing on its title page: "The Jewish Ghetto in Warsaw no longer exists." The volume records a series of reports sent by Stroop to the higher SS and Police Fuehrer east. In April and May of 1943, in one report, Stroop wrote:

"The resistance put up by the Jews and bandits could only be suppressed by energetic actions of our troops day and night. The Reichsfuehrer SS ordered therefore on 23 April 1943, the cleaning out of the ghetto with utter ruthlessness and merciless tenacity. I therefore decided to destroy and burn down the entire ghetto, without regard to the armament factories. These factories were systematically dismantled and then burnt. Jews usually left their hideouts, but frequently remained in the burning buildings, and jumped out of the windows only when the heat became unbearable. They then tried to crawl with broken bones across the street into buildings which were not affire . . . Life in the sewers was not pleasant after the first week. Many times we could hear loud voices in the sewers . . . Tear gas bombs were thrown into the manholes, and the Jews driven out of the sewers and captured. Countless numbers of Jews were liquidated in sewers and bunkers through blasting. The longer the resistance continued, the tougher became the members of the Waffen SS, Police, and Wehrmacht, who always discharged their studies in an exemplary manner."

Stroop recorded that his action at Warsaw eliminated "a proved total of 56,065 people. To that we have to add the number of those killed through blasting, fire, etc., which cannot be counted." Grim evidence of mass murders of Jews was also presented to the Tribunal in cinematograph films depicting the communal graves of hundreds of victims, which were subsequently discovered by the Allies.

These atrocities were all part and parcel of the policy inaugurated in 1941, and it is not surprising that there should be evidence that one or two German officials entered vain protests against the brutal manner

in which the killings were carried out. But the methods employed never conformed to a single pattern. The massacres of Rowno and Dubno, of which the German engineer Graebe spoke, were examples of one method, the systematic extermination of Jews in concentration camps, was another. Part of the "final solution" was the gathering of Jews from all German occupied Europe in concentration camps. Their physical condition was the test of life or death. All who were fit to work were used as slave laborers in the concentration camps; all who were not fit to work were destroyed in gas chambers and their bodies burnt. Certain concentration camps such as Treblinka and Auschwitz were set aside for this main purpose. With regard to Auschwitz, the Tribunal heard the evidence of Hoess, the commandant of the camp from May 1, 1940 to December 1, 1943. He estimated that in the camp of Auschwitz alone in that time 2,500,000 persons were exterminated, and that a further 500,000 died from disease and starvation. Hoess described the screening for extermination by stating in evidence—

"We had two SS doctors on duty at Auschwitz to examine the incoming transports of prisoners. The prisoners would be marched by one of the doctors who would make spot decisions as they walked by. Those who were fit for work were sent into the camp. Others were sent immediately to the extermination plants. Children of tender years were invariably exterminated since by reason of their youth they were unable to work. Still another improvement we made over Treblinka was that at Treblinka the victims almost always knew that they were to be exterminated and at Auschwitz we endeavored to fool the victims into thinking that they were to go through a delousing process. Of course, frequently they realized our true intentions and we sometimes had riots and difficulties due to that fact. Very frequently women would hide their children under their clothes, but of course when we found them we would send the children in to be exterminated."

He described the actual killing by stating:

"It took from 3 to 15 minutes to kill the people in the death chamber, depending upon climatic conditions. We knew when the people were dead because their screaming stopped. We usually waited about one-half hour before we opened the doors and removed the bodies. After the bodies were removed our special commandos took off the rings and extracted the gold from the teeth of the corpses."

Beating, starvation, torture, and killing were general. The inmates were subjected to cruel experiments at Dachau in August 1942; victims were immersed in cold water until their body temperature was reduced

to 28° C., when they died immediately. Other experiments included high altitude experiments in pressure chambers, experiments to determine how long human beings could survive in freezing water, experiments with poison bullets, experiments with contagious diseases, and experiments dealing with sterilization of men and women by X-rays and other methods.

Evidence was given of the treatment of the inmates before and after their extermination. There was testimony that the hair of women victims was cut off before they were killed, and shipped to Germany, there to be used in the manufacture of mattresses. The clothes, money, and valuables of the inmates were also salvaged and sent to the appropriate agencies for disposition. After the extermination the gold teeth and fillings were taken from the heads of the corpses and sent to the Reichsbank. After cremation the ashes were used for fertilizer, and in some instances attempts were made to utilize the fat from the bodies of the victims in the commercial manufacture of soap. Special groups traveled through Europe to find Jews and subject them to the "final solution." German missions were sent to such satellite countries as Hungary and Bulgaria, to arrange for the shipment of Jews to extermination camps and it is known that by the end of 1944, 400,000 Jews from Hungary had been murdered at Auschwitz. Evidence has also been given of the evacuation of 110,000 Jews from part of Rumania for "liquidation." Adolf Eichmann, who had been put in charge of this program by Hitler, has estimated that the policy pursued resulted in the killing of 6,000,000 Jews, of which 4,000,000 were killed in the extermination institutions.

(F) THE LAW RELATING TO WAR CRIMES AND CRIMES AGAINST HUMANITY

Article 6 of the Charter provides:

"(b) War crimes: Namely, violations of the laws or customs of war. Such violations shall include, but not be limited to, murder, ill-treatment or deportation to slave labor or for any other purpose of civilian population of or in occupied territory, murder or ill-treatment of prisoners of war or persons on the seas, killing of hostages, plunder of public or private property, wanton destruction of cities, towns or villages, or devastation not justified by military necessity;

"(c) Crimes against humanity: Namely, murder, extermination, enslavement, deportation, and other inhumane acts committed against any civilian population, before or during the war, or persecutions on political, racial, or religious grounds in execution of or in connection with any crime within the jurisdiction of the Tribunal, whether or not in violation of the domestic law of the country where perpetrated."

As heretofore stated, the Charter does not define as a separate crime any conspiracy except the one set out in Article 6 (a), dealing with crimes against peace.

The Tribunal is of course bound by the Charter, in the definition which it gives both of war crimes and crimes against humanity. With respect to war crimes, however, as has already been pointed out, the crimes defined by Article 6, section (b), of the Charter were already recognized as war crimes under international law. They were covered by Articles 46, 50, 52, and 56 of the Hague Convention of 1907, and Articles 2, 3, 4, 46, and 51 of the Geneva Convention of 1929. That violation of these provisions constituted crimes for which the guilty individuals were punishable is too well settled to admit of argument.

But it is argued that the Hague Convention does not apply in this case, because of the "general participation" clause in Article 2 of the Hague Convention of 1907. That clause provided:

"The provisions contained in the regulations (rules of land warfare) referred to in Article I as well as in the present convention do not apply except between contracting powers, and then only if all the belligerents are parties to the convention."

Several of the belligerents in the recent war were not parties to this convention.

In the opinion of the Tribunal it is not necessary to decide this question. The rules of land warfare expressed in the convention undoubtedly represented an advance over existing international law at the time of their adoption. But the convention expressly stated that it was an attempt "to revise the general laws and customs of war," which it thus recognized to be then existing, but by 1939 these rules laid down in the convention were recognized by all civilized nations, and were regarded as being declaratory of the laws and customs of war which are referred to in Article 6 (b) of the Charter.

A further submission was made that Germany was no longer bound by the rules of land warfare in many of the territories occupied during the war, because Germany had completely subjugated those countries and incorporated them into the German Reich, a fact which gave Germany authority to deal with the occupied countries as though they were part of Germany. In the view of the Tribunal it is unnecessary in this case to decide whether this doctrine of subjugation, dependent as it is upon military conquest, has any application where the subjugation is the result of the crime of aggressive war. The doctrine was never considered to be applicable so long as there was an army in the field attempting to restore the occupied countries to their true owners, and in this case, therefore, the doctrine could not apply to any territories occupied after the 1st September 1939. As to the war crimes committed in Bohemia and Moravia, it is a sufficient answer

that these territories were never added to the Reich, but a mere protectorate was established over them.

With regard to crimes against humanity, there is no doubt whatever that political opponents were murdered in Germany before the war, and that many of them were kept in concentration camps in circumstances of great horror and cruelty. The policy of terror was certainly carried out on a vast scale, and in many cases was organized and systematic. The policy of persecution, repression, and murder of civilians in Germany before the war of 1939, who were likely to be hostile to the Government, was most ruthlessly carried out. The persecution of Jews during the same period is established beyond all doubt. To constitute crimes against humanity, the acts relied on before the outbreak of war must have been in execution of, or in connection with, any crime within the jurisdiction of the Tribunal. The Tribunal is of the opinion that revolting and horrible as many of these crimes were, it has not been satisfactorily proved that they were done in execution of, or in connection with, any such crime. The Tribunal therefore cannot make a general declaration that the acts before 1939 were crimes against humanity within the meaning of the Charter, but from the beginning of the war in 1939 war crimes were committed on a vast scale, which were also crimes against humanity; and insofar as the inhumane acts charged in the indictment, and committed after the beginning of the war, did not constitute war crimes, they were all committed in execution of, or in connection with, the aggressive war, and therefore constituted crimes against humanity.

VII. THE ACCUSED ORGANIZATIONS

Article 9 of the Charter provides:

"At the trial of any individual member of any group or organization the Tribunal may declare (in connection with any act of which the individual may be convicted) that the group or organization of which the individual was a member was a criminal organization.

"After receipt of the indictment the Tribunal shall give such notice as it thinks fit that the prosecution intends to ask the Tribunal to make such declaration and any member of the organization will be entitled to apply to the Tribunal for leave to be heard by the Tribunal upon the question of the criminal character of the organization. The Tribunal shall have power to allow or reject the application. If the application is allowed, the Tribunal may direct in what manner the applicants shall be represented and heard."

Article 10 of the Charter makes clear that the declaration of criminality against an accused organization is final, and cannot be chal-

lenged in any subsequent criminal proceeding against a member of that organization. Article 10 is as follows:

"In cases where a group or organization is declared criminal by the Tribunal the competent national authority of any Signatory shall have the right to bring individuals to trial for membership therein before national, military, or occupation courts. In any such case the criminal nature of the group or organization is considered proved and shall not be questioned."

The effect of the declaration of criminality by the Tribunal is well illustrated by law No. 10 of the Control Council of Germany passed on the 20th day of December 1945, which provides:

"Each of the following acts is recognized as a crime:

* * * * *
"(d) Membership in categories of a criminal group or organization declared criminal by the International Military Tribunal.
* * * * *

"(3) Any person found guilty of any of the crimes above mentioned may upon conviction be punished as shall be determined by the Tribunal to be just. Such punishment may consist of one or more of the following:

(a) Death.

(b) Imprisonment for life or a term of years, with or without hard labor.

(c) Fine, and imprisonment with or without hard labor, in lieu thereof."

In effect, therefore, a member of an organization which the Tribunal has declared to be criminal may be subsequently convicted of the crime of membership and be punished for that crime by death. This is not to assume that international or military courts which will try these individuals will not exercise appropriate standards of justice. This is a far-reaching and novel procedure. Its application, unless properly safeguarded, may produce great injustice.

Article 9, it should be noted, uses the words "The Tribunal may declare," so that the Tribunal is vested with discretion as to whether it will declare any organization criminal. This discretion is a judicial one and does not permit arbitrary action, but should be exercised in accordance with well-settled legal principles, one of the most important of which is that criminal guilt is personal, and that mass punishments should be avoided. If satisfied of the criminal guilt of any organization or group, this Tribunal should not hesitate to declare it to be criminal because the theory of "group criminality" is new, or because it might be unjustly applied by some subsequent tribunals.

On the other hand, the Tribunal should make such declaration of criminality so far as possible in a manner to insure that innocent persons will not be punished.

A criminal organization is analogous to a criminal conspiracy in that the essence of both is cooperation for criminal purposes. There must be a group bound together and organized for a common purpose. The group must be formed or used in connection with the commission of crimes denounced by the Charter. Since the declaration with respect to the organizations and groups will, as has been pointed out, fix the criminality of its members, that definition should exclude persons who had no knowledge of the criminal purposes or acts of the organization and those who were drafted by the State for membership, unless they were personally implicated in the commission of acts declared criminal by Article 6 of the Charter as members of the organization. Membership alone is not enough to come within the scope of these declarations.

Since declarations of criminality which the Tribunal makes will be used by other courts in the trial of persons on account of their membership in the organizations found to be criminal, the Tribunal feels it appropriate to make the following recommendations:

1. That so far as possible throughout the four zones of occupation in Germany the classifications, sanctions, and penalties be standardized. Uniformity of treatment so far as practical should be a basic principle. This does not, of course, mean that discretion in sentencing should not be vested in the court; but the discretion should be within fixed limits appropriate to the nature of the crime.

2. Law No. 10, to which reference has already been made, leaves punishment entirely in the discretion of the trial court even to the extent of inflicting the death penalty.

The de-Nazification law of March 5, 1946, however, passed for Bavaria, Greater-Hesse, and Wuerttemberg-Baden, provides definite sentences for punishment in each type of offense. The Tribunal recommends that in no case should punishment imposed under law No. 10 upon any members of an organization or group declared by the Tribunal to be criminal exceed the punishment fixed by the de-Nazification law. No person should be punished under both laws.

3. The Tribunal recommends to the Control Council that law No. 10 be amended to prescribe limitations on the punishment which may be imposed for membership in a criminal group or organization so that such punishment shall not exceed the punishment prescribed by the de-Nazification law.

The indictment asks that the Tribunal declare to be criminal the following organizations: The Leadership Corps of the Nazi Party; the Gestapo; the S. D.; the S. S.; the S. A.; the Reich Cabinet, and the General Staff and High Command of the German Armed Forces.

(A) THE LEADERSHIP CORPS OF THE NAZI PARTY

Structure and component parts.—The indictment has named the Leadership Corps of the Nazi Party as a group or organization which should be declared criminal. The Leadership Corps of the Nazi Party consisted, in effect, of the official organization of the Nazi Party, with Hitler as Fuehrer at its head. The actual work of running the Leadership Corps was carried out by the Chief of the Party Chancellery (Hess, succeeded by Bormann) assisted by the Party Reich Directorate, or Reichsleitung, which was composed of the Reichsleiters, the heads of the functional organizations of the party, as well as of the heads of the various main departments and offices which were attached to the Party Reich Directorate. Under the Chief of the Party Chancellery were the Gauleiters, with territorial jurisdiction over the major administrative regions of the party, the Gaus. The Gauleiters were assisted by a Party Gau Directorate or Gauleitung, similar in composition and in function to the Party Reich Directorate. Under the Gauleiters in the Party hierarchy were the Kreisleiters with territorial jurisdiction over a Kreis, usually consisting of a single county, and assisted by a Party Kreis Directorate, or Kreisleitung. The Kreisleiters were the lowest members of the party hierarchy who were full-time paid employees. Directly under the Kreisleiters were the Ortsgruppenleiters, then the Zellenleiters, and then the Blockleiters. Directives and instructions were received from the Party Reich Directorate. The Gauleiters had the function of interpreting such orders and issuing them to lower formations. The Kreisleiters had a certain discretion in interpreting orders, but the Ortsgruppenleiters had not, but acted under definite instructions. Instructions were only issued in writing down as far as the Ortsgruppenleiters. The Block and Zellenleiters usually received instructions orally. Membership in the Leadership Corps at all levels was voluntary.

On February 28, 1946, the prosecution excluded from the declaration asked for all members of the staffs of the Ortsgruppenleiters and all assistants of the Zellenleiters and Blockleiters. The declaration sought against the Leadership Corps of the Nazi Party thus includes the Fuehrer, the Reichsleitung, the Gauleiters, and their staff officers, the Kreisleiters and their staff officers, the Ortsgruppenleiters, the Zellenleiters, and the Blockleiters, a group estimated to contain at least 600,000 people.

Aims and activities.—The primary purpose of the Leadership Corps from its beginning was to assist the Nazis in obtaining and, after January 30, 1933, in retaining, control of the German State. The machinery of the Leadership Corps was used for the widespread dissemination of Nazi propaganda and to keep a detailed check on the political attitudes of the German people. In this activity the

lower Political Leaders played a particularly important role. The Blockleiters were instructed by the Party Manual to report to the Ortsgruppenleiters all persons circulating damaging rumors or criticism of the regime. The Ortsgruppenleiters, on the basis of information supplied them by the Blockleiters and Zellenleiters, kept a card index of the people within their Ortsgruppe which recorded the factors which would be used in forming a judgment as to their political reliability. The Leadership Corps was particularly active during plebiscites. All members of the Leadership Corps were active in getting out the vote and insuring the highest possible proportion of "yes" votes. Ortsgruppenleiters and political leaders of higher ranks often collaborated with the Gestapo and SD in taking steps to determine those who refused to vote or who voted "no," and in taking steps against them which went as far as arrest and detention in a concentration camp.

Criminal activity.—These steps, which relate merely to the consolidation of control of the Nazi Party, are not criminal under the view of the conspiracy to wage aggressive war which has previously been set forth. But the Leadership Corps was also used for similar steps in Austria and those parts of Czechoslovakia, Lithuania, Poland, France, Belgium, Luxemburg, and Yugoslavia which were incorporated into the Reich and within the Gaue of the Nazi Party. In those territories the machinery of the Leadership Corps was used for their Germanization through the elimination of local customs and the detection and arrest of persons who opposed German occupation. This was criminal under Article 6 (b) of the Charter in those areas governed by the Hague Rules of Land Warfare and criminal under Article 6 (c) of the Charter as to the remainder.

The Leadership Corps played its part in the persecution of the Jews. It was involved in the economic and political discrimination against the Jews, which was put into effect shortly after the Nazis came into power. The Gestapo and SD were instructed to coordinate with the Gauleiters and Kreisleiters the measures taken in the pogroms of November 9 and 10, in the year 1938. The Leadership Corps was also used to prevent German public opinion from reacting against the measures taken against the Jews in the east. On October 9, 1942, a confidential information bulletin was sent to all Gauleiters and Kreisleiters entitled "Preparatory Measures for the Final Solution of the Jewish Question in Europe. Rumors concerning the Conditions of the Jews in the East." This bulletin stated that rumors were being started by returning soldiers concerning the conditions of Jews in the east which some Germans might not understand, and outlined in detail the official explanation to be given. This bulletin contained no explicit statement that the Jews were being exterminated, but it did indicate they were going to labor camps, and spoke of their complete segrega-

tion and elimination and the necessity of ruthless severity. Thus, even at its face value, it indicated the utilization of the machinery of the Leadership Corps to keep German public opinion from rebelling at a program which was stated to involve condemning the Jews of Europe to a lifetime of slavery. This information continued to be available to the Leadership Corps. The August 1944 edition of "Die Lage," a publication which was circulated among the political leaders, described the deportation of 430,000 Jews from Hungary.

The Leadership Corps played an important part in the administration of the slave labor program. A Sauckel decree dated April 6, 1942, appointed the Gauleiters as Plenipotentiary for Labor Mobilization for their Gaue with authority to coordinate all agencies dealing with labor questions in their Gaue, with specific authority over the employment of foreign workers, including their conditions of work, feeding, and housing. Under this authority the Gauleiters assumed control over the allocation of labor in their Gaue, including the forced laborers from foreign countries. In carrying out this task the Gauleiters used many party offices within their Gaue, including subordinate political leaders. For example, Sauckel's decree of September 8, 1942, relating to the allocation for household labor of 400,000 women laborers brought in from the east, established a procedure under which applications filed for such workers should be passed on by the Kreisleiters, whose judgment was final.

Under Sauckel's directive, the Leadership Corps was directly concerned with the treatment given foreign workers, and the Gauleiters were specifically instructed to prevent "politically inept factory heads" from giving "too much consideration to the care of eastern workers." The type of question which was considered in their treatment included reports by the Kreisleiters on pregnancies among the female slave laborers, which would result in an abortion if the child's parentage would not meet the racial standards laid down by the SS and usually detention in a concentration camp for the female slave laborer. The evidence has established that under the supervision of the Leadership Corps the industrial workers were housed in camps under atrocious sanitary conditions, worked long hours, and were inadequately fed. Under similar supervision, the agricultural workers, who were somewhat better treated, were prohibited transportation, entertainment, and religious worship, and were worked without any time limit on their working hours and under regulations which gave the employer the right to inflict corporal punishment. The political leaders, at least down to the Ortsgruppenleiters, were responsible for this supervision. On May 5, 1943, a memorandum of Bormann instructing that mistreatment of slave laborers cease was distributed down to the Ortsgruppenleiters. Similarly, on Novem-

ber 10, 1944, a Speer circular transmitted a Himmler directive which provided that all members of the Nazi Party, in accordance with instructions from the Kreisleiter, would be warned by the Ortsgruppenleiters of their duty to keep foreign workers under careful observation.

The Leadership Corps was directly concerned with the treatment of prisoners of war. On November 5, 1941, Bormann transmitted a directive down to the level of Kreisleiter instructing them to insure compliance by the army with the recent directives of the Department of the Interior ordering that dead Russian prisoners of war should be buried wrapped in tar paper in a remote place without any ceremony or any decorations of their graves. On November 25, 1943, Bormann sent a circular instructing the Gauleiters to report any lenient treatment of prisoners of war. On September 13, 1944, Bormann sent a directive down to the level of Kreisleiter ordering that liaison be established between the Kreisleiters and the guards of the prisoners of war in order "better to assimilate the commitment of the prisoners of war to the political and economic demands." On October 17, 1944, an OKW directive instructed the officer in charge of the prisoners of war to confer with the Kreisleiters on questions of the productivity of labor. The use of prisoners of war, particularly those from the east, was accompanied by a widespread violation of the rules of land warfare. This evidence establishes that the Leadership Corps down to the level of Kreisleiter was a participant in this illegal treatment.

The machinery of the Leadership Corps was also utilized in attempts made to deprive Allied airmen of the protection to which they were entitled under the Geneva Convention. On March 13, 1940, a directive of Hess transmitted instructions through the Leadership Corps down to the Blockleiter for the guidance of the civilian population in case of the landing of enemy planes or parachutists, which stated that enemy parachutists were to be immediately arrested or "made harmless." On May 30, 1944, Bormann sent a circular letter to all Gau and Kreisleiters reporting instances of lynchings of Allied low-level fliers in which no police action was taken. It was requested that Ortsgruppenleiters be informed orally of the contents of this letter. This letter accompanied a propaganda drive which had been instituted by Goebbels to induce such lynchings and clearly amounted to instructions to induce such lynchings, or at least to violate the Geneva Convention by withdrawing any police protection. Some lynchings were carried out pursuant to this program, but it does not appear that they were carried out throughout all of Germany. Nevertheless, the existence of this circular letter shows that the heads of the Leadership Corps were utilizing it for a purpose which was patently illegal and which involved the use of the machinery of the Leadership Corps at least through the Ortsgruppenleiter.

Conclusion.—The Leadership Corps was used for purposes which were criminal under the Charter and involved the Germanization of incorporated territory, the persecution of the Jews, the administration of the slave labor program, and the mistreatment of prisoners of war. The defendants Bormann and Sauckel, who were members of this organization, were among those who used it for these purposes. The Gauleiters, the Kreisleiters, and the Ortsgruppenleiters participated, to one degree or another, in these criminal programs. The Reichsleitung as the staff organization of the party is also responsible for these criminal programs as well as the heads of the various staff organizations of the Gauleiters and Kreisleiters. The decision of the Tribunal on these staff organizations includes only the Amtsleiters who were heads of offices on the staffs of the Reichsleitung, Gauleitung, and Kreisleitung. With respect to other staff officers and party organizations attached to the Leadership Corps other than the Amtsleiters referred to above, the Tribunal will follow the suggestion of the prosecution in excluding them from the declaration.

The Tribunal declares to be criminal within the meaning of the Charter the group composed of those members of the Leadership Corps holding the positions enumerated in the preceding paragraph who became or remained members of the organization with knowledge that it was being used for the commission of acts declared criminal by Article 6 of the Charter, or who were personally implicated as members of the organization in the commission of such crimes. The basis of this finding is the participation of the organization in war crimes and crimes against humanity connected with the war; the group declared criminal cannot include, therefore, persons who had ceased to hold the positions enumerated in the preceding paragraph prior to 1 September 1939.

(B) GESTAPO AND SD

Structure and component parts.—The prosecution has named Die Geheime Staatspolizei (Gestapo) and Die Sicherheitsdienst des Reichsfuehrer SS (SD) as groups or organizations which should be declared criminal. The prosecution presented the cases against the Gestapo and SD together, stating that this was necessary because of the close working relationship between them. The Tribunal permitted the SD to present its defense separately because of a claim of conflicting interests, but after examining the evidence has decided to consider the case of the Gestapo and SD together.

The Gestapo and the SD were first linked together on June 26, 1936, by the appointment of Heydrich, who was the chief of the SD, to the position of chief of the security police, which was defined to include both the Gestapo and the criminal police. Prior to that time the SD had been the intelligence agency, first of the SS, and, after June 4,

1934, of the entire Nazi Party. The Gestapo had been composed of the various political police forces of the several German Federal States which had been unified under the personal leadership of Himmler, with the assistance of Goering. Himmler had been appointed chief of the German police in the Ministry of the Interior on June 17, 1936, and in his capacity as Reichsfuehrer SS and chief of the German police issued his decree of June 26, 1936, which placed both the criminal police, or Kripo, and the Gestapo in the security police, and placed both the security police and the SD under the command of Heydrich.

This consolidation under the leadership of Heydrich of the security police, a State organization, and the SD, a party organization, was formalized by the decree of September 27, 1939, which united the various State and party offices which were under Heydrich as chief of the security police and SD into one administrative unit, the Reichs Security Head Office (RSHA) which was at the same time both one of the principal offices (Hauptamter) of the SS under Himmler as Reichsfuehrer SS and an office in the Ministry of the Interior under Himmler as chief of the German police. The internal structure of the RSHA shows the manner in which it consolidated the offices of the security police with those of the SD. The RSHA was divided into seven offices (Amter), two of which (Amt I and Amt II) dealt with administrative matters. The security police were represented by Amt IV, the head office of the Gestapo, and by Amt V, the head office of the criminal police. The SD were represented by Amt III, the head office for SD activities inside Germany, by Amt VI, the head office for SD activities outside of Germany and by Amt VII, the office for ideological research. Shortly after the creation of the RSHA, in November 1939, the security police was "coordinated" with the SS by taking all officials of the Gestapo and criminal police into the SS at ranks equivalent to their positions.

The creation of the RSHA represented the formalization, at the top level, of the relationship under which the SD served as the intelligence agency for the security police. A similar coordination existed in the local offices. Within Germany and areas which were incorporated within the Reich for the purpose of civil administration, local offices of the Gestapo, criminal police, and SD were formally separate. They were subject to coordination by inspectors of the security police and SD on the staffs of the local higher SS and police leaders, however, and one of the principal functions of the local SD units was to serve as the intelligence agency for the local Gestapo units. In the occupied territories the formal relationship between local units of the Gestapo, criminal police, and SD was slightly closer. They were organized into local units of the security police and SD and were under the control of both the RSHA and of the higher SS and police leader who was appointed by Himmler to serve on the staff of the occupying author-

ity. The offices of the security police and SD in occupied territory were composed of departments corresponding to the various Amts of the RSHA. In occupied territories which were still considered to be operational military areas or where German control had not been formally established, the organization of the security police and SD was only slightly changed. Members of the Gestapo, Kripo, and SD were joined together into military type organizations known as Einsatz Kommandos and Einsatzgruppen in which the key positions were held by members of the Gestapo, Kripo, and SD and in which members of the order police, the Waffen SS and even the Wehrmacht were used as auxiliaries. These organizations were under the over-all control of the RSHA, but in front line areas were under the operational control of the appropriate army commander.

It can thus be seen that from a functional point of view both the Gestapo and the SD were important and closely related groups within the organization of the security police and the SD. The security police and SD were under a single command, that of Heydrich and later Kaltenbrunner, as chief of the security police and SD; it had a single headquarters, the RSHA; it had its own command channels and worked as one organization in Germany, in occupied territories, and in the areas immediately behind the front lines. During the period with which the Tribunal is primarily concerned, applicants for positions in the security police and SD received training in all its components, the Gestapo, criminal police, and SD. Some confusion has been caused by the fact that part of the organization was technically a formation of the Nazi Party while another part of the organization was an office in the Government, but this is of no particular significance in view of the law of December 1, 1933, declaring the unity of the Nazi Party and the German State.

The security police and SD was a voluntary organization. It is true that many civil servants and administrative officials were transferred into the security police. The claim that this transfer was compulsory amounts to nothing more than the claim that they had to accept the transfer or resign their positions, with a possibility of having incurred official disfavor. During the war a member of the security police and SD did not have a free choice of assignments within that organization and the refusal to accept a particular position, especially when serving in occupied territory, might have led to serious punishment. The fact remains, however, that all members of the security police and SD joined the organization voluntarily under no other sanction than the desire to retain their positions as officials.

The organization of the security police and SD also included three special units which must be dealt with separately. The first of these was the frontier police or Granzpolizei which came under the control of the Gestapo in 1937. Their duties consisted in the control of pas-

sage over the borders of Germany. They arrested persons who crossed illegally. It is also clear from the evidence presented that they received directives from the Gestapo to transfer foreign workers whom they apprehended to concentration camps. They could also request the local offices of the Gestapo for permission to commit persons arrested to concentration camps. The Tribunal is of the opinion that the frontier police must be included in the charge of criminality against the Gestapo.

The border and customs protection or Zollgrenschutz became part of the Gestapo in the summer of 1944. The functions of this organization were similar to the frontier police in enforcing border regulations with particular respect to the prevention of smuggling. It does not appear, however, that their transfer was complete but that about half of their personnel of 54,000 remained under the Reich Finance Administration or the order police. A few days before the end of the war the whole organization was transferred back to the Reich Finance Administration. The transfer of the organization to the Gestapo was so late and it participated so little in the over-all activities of the organization that the Tribunal does not feel that it should be dealt with in considering the criminality of the Gestapo.

The third organization was the so-called secret field police which was originally under the army but which in 1942 was transferred by military order to the security police. The secret field police was concerned with security matters within the army in occupied territory, and also with the prevention of attacks by civilians on military installations or units, and committed war crimes and crimes against humanity on a wide scale. It has not been proved, however, that it was a part of the Gestapo and the Tribunal does not consider it as coming within the charge of criminality contained in the indictment, except such members as may have been transferred to Amt IV of the RSHA or were members of organizations declared criminal by this judgment.

Criminal activity.—Originally, one of the primary functions of the Gestapo was the prevention of any political opposition to the Nazi regime, a function which it performed with the assistance of the SD. The principal weapon used in performing this function was the concentration camp. The Gestapo did not have administrative control over the concentration camps, but, acting through the RSHA, was responsible for the detention of political prisoners in those camps. Gestapo officials were usually responsible for the interrogation of political prisoners at the camps.

The Gestapo and the SD also dealt with charges of treason and with questions relating to the press, the churches, and the Jews. As the Nazi program of anti-Semitic persecution increased in intensity the role played by these groups became increasingly important. In the early morning of November 10, 1938, Heydrich sent a telegram

to all offices of the Gestapo and SD giving instructions for the organization of the pogroms of that date and instructing them to arrest as many Jews as the prisons could hold "especially rich ones," but to be careful that those arrested were healthy and not too old. By November 11, 1938, 20,000 Jews had been arrested and many were sent to concentration camps. On January 24, 1939, Heydrich, the chief of the security police and SD, was charged with furthering the emigration and evacuation of Jews from Germany, and on July 31, 1941, with bringing about a complete solution of the Jewish problem in German dominated Europe. A special section of the Gestapo office of the RSHA under Standartenfuehrer Eichmann was set up with responsibility for Jewish matters which employed its own agents to investigate the Jewish problem in occupied territory. Local offices of the Gestapo were used first to supervise the emigration of Jews and later to deport them to the east both from Germany and from the territories occupied during the war. Einsatzgruppen of the security police and SD operating behind the lines of the eastern front engaged in the wholesale massacre of Jews. A special detachment from Gestapo headquarters in the RSHA was used to arrange for the deportation of Jews from Axis satellites to Germany for the "final solution."

Local offices of the security police and SD played an important role in the German administration of occupied territories. The nature of their participation is shown by measures taken in the summer of 1938 in preparation for the attack on Czechoslovakia which was then in contemplation. Einsatzgruppen of the Gestapo and SD were organized to follow the army into Czechoslovakia to provide for the security of political life in the occupied territories. Plans were made for the infiltration of SD men into the area in advance, and for the building up of a system of files to indicate what inhabitants should be placed under surveillance, deprived of passports, or liquidated. These plans were considerably altered due to the cancellation of the attack on Czechoslovakia but in the military operations which actually occurred, particularly in the war against USSR, Einsatzgruppen of the security police and SD went into operation, and combined brutal measures for the pacification of the civilian population with the wholesale slaughter of Jews. Heydrich gave orders to fabricate incidents on the Polish-German frontier in 1939 which would give Hitler sufficient provocation to attack Poland. Both Gestapo and SD personnel were involved in these operations.

The local units of the security police and SD continued their work in the occupied territories after they had ceased to be an area of operations. The security police and SD engaged in widespread arrests of the civilian population of these occupied countries, imprisoned many of them under inhumane conditions, subjected them to brutal third-degree methods, and sent many of them to concentration camps. Local

units of the security police and SD were also involved in the shooting of hostages, the imprisonment of relatives, the execution of persons charged as terrorists, and saboteurs without a trial, and the enforcement of the "Nacht und Nebel" decrees under which persons charged with a type of offense believed to endanger the security of the occupying forces were either executed within a week or secretly removed to Germany without being permitted to communicate with their family and friends.

Offices of the security police and SD were involved in the administration of the slave labor program. In some occupied territories they helped local labor authorities to meet the quotas imposed by Sauckel. Gestapo offices inside of Germany were given surveillance over slave laborers and responsibility for apprehending those who were absent from their place of work. The Gestapo also had charge of the so-called work training camps. Although both German and foreign workers could be committed to these camps, they played a significant role in forcing foreign laborers to work for the German war effort. In the latter stages of the war as the SS embarked on a slave labor program of its own, the Gestapo was used to arrest workers for the purpose of insuring an adequate supply in the concentration camps.

The local offices of the security police and SD were also involved in the commission of war crimes involving the mistreatment and murder of prisoners of war. Soviet prisoners of war in prisoner of war camps in Germany were screened by Einsatz Kommandos acting under the directions of the local Gestapo offices. Commissars, Jews, members of the intelligentsia, "fanatical Communists," and even those who were considered incurably sick were classified as "intolerable," and exterminated. The local offices of the security police and SD were involved in the enforcement of the "bullet" decree, put into effect on 4 March 1944, under which certain categories of prisoners of war, who were recaptured, were not treated as prisoners of war but taken to Mauthausen in secret and shot. Members of the security police and the SD were charged with the enforcement of the decree for the shooting of parachutists and commandos.

Conclusion.—The Gestapo and SD were used for purposes which were criminal under the charter involving the persecution and extermination of the Jews, brutalities and killings in concentration camps, excesses in the administration of occupied territories, the administration of the slave labor program, and the mistreatment and murder of prisoners of war. The defendant Kaltenbrunner, who was a member of this organization, was among those who used it for these purposes. In dealing with the Gestapo the Tribunal includes all executive and administrative officials of Amt IV of the RSHA or concerned with Gestapo administration in other departments of the RSHA and all local Gestapo officials serving both inside and outside of Germany,

including the members of the frontier police, but not including the members of the border and customs protection or the secret field police, except such members as have been specified above. At the suggestion of the prosecution the Tribunal does not include persons employed by the Gestapo for purely clerical, stenographic, janitorial, or similar unofficial routine tasks. In dealing with the SD the Tribunal includes Amt III, VI, and VII of the RSHA and all other members of the SD, including all local representatives and agents, honorary or otherwise, whether they were technically members of the SS or not, but not including honorary informers who were not members of the SS, and members of the Abwehr who were transferred to the SD.

The Tribunal declares to be criminal within the meaning of the charter the group composed of those members of the Gestapo and SD holding the positions enumerated in the preceding paragraph who became or remained members of the organization with knowledge that it was being used for the commission of acts declared criminal by article 6 of the charter, or who were personally implicated as members of the organization in the commission of such crimes. The basis for this finding is the participation of the organization in war crimes and crimes against humanity connected with the war; this group declared criminal cannot include, therefore, persons who had ceased to hold the positions enumerated in the preceding paragraph prior to 1 September 1939.

(C) THE SS

Structure and component parts.—The prosecution has named Die Schutzstaffeln Der Nationalsozialistischen Deutschen Arbeiterpartei (commonly known as the SS) as an organization which should be declared criminal. The portion of the indictment dealing with the SS also includes the Die Sicherheitsdienst des Reichsfuehrer SS (commonly known as the SD). This latter organization, which was originally an intelligence branch of the SS, later became an important part of the organization of security police and SD and is dealt with in the Tribunal's judgment on the Gestapo.

The SS was originally established by Hitler in 1925 as an elite section of the SA for political purposes under the pretext of protecting speakers at public meetings of the Nazi Party. After the Nazis had obtained power the SS was used to maintain order and control audiences at mass demonstrations and was given the additional duty of "internal security" by a decree of the Fuehrer. The SS played an important role at the time of the Roehm purge of June 30, 1934, and, as a reward for its services, was made an independent unit of the Nazi Party shortly thereafter.

In 1929 when Himmler was first appointed as Reichs Fuehrer the SS consisted of 280 men who were regarded as especially trustworthy. In 1933 it was composed of 52,000 men drawn from all walks of life.

The original formation of the SS was the Allgemeine SS, which by 1939 had grown to a corps of 240,000 men, organized on military lines into divisions and regiments. During the war its strength declined to well under 40,000.

The SS originally contained two other formations, the SS Verfuengungstruppe, a force consisting of SS members who volunteered for 4 years' armed service in lieu of compulsory service with the army, and the SS Totenkopf Verbaende, special troops employed to guard concentration camps, who came under the control of the SS in 1934. The SS Verfuengungstruppe was organized as an armed unit to be employed with the army in the event of mobilization. In the summer of 1939, the Verfuengungstruppe was equipped as a motorized division to form the nucleus of the forces which came to be known in 1940 as the Waffen SS. In that year the Waffen SS comprised 100,000 men, 56,000 coming from the Verfuengungstruppe and the rest from the Allgemeine SS and the Totenkopf Verbaende. At the end of the war it is estimated to have consisted of about 580,000 men and 40 divisions. The Waffen SS was under the tactical command of the army, but was equipped and supplied through the administrative branches of the SS and under SS disciplinary control.

The SS central organization had 12 main offices. The most important of these were the RSHA, which has already been discussed, the WVHA or economic administration main office which administered concentration camps along with its other duties, a race and settlement office together with auxiliary offices for repatriation of racial Germans (Volksdeutschemittelstelle). The SS central organization also had a legal office and the SS possessed its own legal systems; and its personnel were under the jurisdiction of special courts. Also attached to the SS main offices was a research foundation known as the experiments Ahnenerbe. The scientists attached to this organization are stated to have been mainly honorary members of the SS. During the war an institute for military scientific research became attached to the Ahnenerbe which conducted extensive experiments involving the use of living human beings. An employee of this institute was a certain Dr. Rascher, who conducted these experiments with the full knowledge of the Ahnenerbe, which were subsidized and under the patronage of the Reichsfuehrer SS who was a trustee of the foundation.

Beginning in 1933 there was a gradual but thorough amalgamation of the police and SS. In 1936 Himmler, the Reichsfuehrer SS, became chief of the German police with authority over the regular uniformed police as well as the security police. Himmler established a system under which higher SS and police leaders, appointed for each Wehrkreis, served as his personal representatives in coordinating the activities of the order police, security police, and SD and Allgemeine

SS within their jurisdictions. In 1939 the SS and police systems were coordinated by taking into the SS all officials of the security and order police, at SS ranks equivalent to their rank in the police.

Until 1940 the SS was an entirely voluntary organization. After the formation of the Waffen SS in 1940 there was a gradually increasing number of conscripts into the Waffen SS. It appears that about a third of the total number of people joining the Waffen SS were conscripts, that the proportion of conscripts was higher at the end of the war than at the beginning, but that there continued to be a high proportion of volunteers until the end of the war.

Criminal activities.—SS units were active participants in the steps leading up to aggressive war. The Verfuengungstruppe was used in the occupation of the Sudetenland, of Bohemia and Moravia, and of Memel. The Henlein Free Corps was under the jurisdiction of the Reichsfuehrer SS for operations in the Sudetenland in 1938 and the Volksdeutschemittelstelle financed fifth column activities there.

The SS was even a more general participant in the commission of war crimes and crimes against humanity. Through its control over the organization of the police, particularly the security police and SD, the SS was involved in all the crimes which have been outlined in the section of this judgment dealing with the Gestapo and SD. Other branches of the SS were equally involved in these criminal programs. There is evidence that the shooting of unarmed prisoners of war was the general practice in some Waffen SS divisions. On October 1, 1944, the custody of prisoners of war and interned persons was transferred to Himmler, who in turn transferred prisoner of war affairs to SS Obergruppenfuehrer Berger and to SS Obergruppenfuehrer Pohl. The race and settlement office of the SS, together with the Volksdeutschemittelstelle, were active in carrying out schemes for Germanization of occupied territories according to the racial principles of the Nazi Party and were involved in the deportation of Jews and other foreign nationals. Units of the Waffen SS and Einsatzgruppen operating directly under the SS main office were used to carry out these plans. These units were also involved in the widespread murder and ill-treatment of the civilian population of occupied territories. Under the guise of combatting partisan units, units of the SS exterminated Jews and people deemed politically undesirable by the SS, and their reports record the execution of enormous numbers of persons. Waffen SS divisions were responsible for many massacres and atrocities in occupied territories such as the massacres at Oradour and Lidice.

From 1934 onwards the SS was responsible for the guarding and administration of concentration camps. The evidence leaves no doubt that the consistently brutal treatment of the inmates of concentration camps was carried out as a result of the general policy of the SS, which

was that the inmates were racial inferiors to be treated only with contempt. There is evidence that where manpower considerations permitted, Himmler wanted to rotate guard battalions so that all members of the SS would be instructed as to the proper attitude to take to inferior races. After 1942 when the concentration camps were placed under the control of the WVHA they were used as a source of slave labor. An agreement made with the Ministry of Justice on 18 September 1942, provided that antisocial elements who had finished prison sentences were to be delivered to the SS to be worked to death. Steps were continually taken, involving the use of the security police and SD and even the Waffen SS, to insure that the SS had an adequate supply of concentration camp labor for its projects. In connection with the administration of the concentration camps, the SS embarked on a series of experiments on human beings which were performed on prisoners of war or concentration camp inmates. These experiments included freezing to death, and killing by poison bullets. The SS was able to obtain an allocation of Government funds for this kind of research on the grounds that they had access to human material not available to other agencies.

The SS played a particularly significant role in the persecution of the Jews. The SS was directly involved in the demonstrations of November 10, 1938. The evacuation of the Jews from occupied territories was carried out under the directions of the SS with the assistance of SS police units. The extermination of the Jews was carried out under the direction of the SS central organizations. It was actually put into effect by SS formations. The Einsatzgruppen engaged in wholesale massacres of the Jews. SS police units were also involved. For example, the massacre of Jews in the Warsaw Ghetto was carried out under the directions of SS Brigadefuehrer and Major General of the Police Strop. A special group from the SS central organization arranged for the deportation of Jews from various Axis satellites and their extermination was carried out in the concentration camps run by the WVHA.

It is impossible to single out any one portion of the SS which was not involved in these criminal activities. The Allgemeine SS was an active participant in the persecution of the Jews and was used as a source of concentration camp guards. Units of the Waffen SS were directly involved in the killing of prisoners of war and the atrocities in occupied countries. It supplied personnel for the Einsatzgruppen, and had command over the concentration camp guards after its absorption of the Totenkopf SS, which originally controlled the system. Various SS police units were also widely used in the atrocities in occupied countries and the extermination of the Jews there. The SS central organization supervised the activities of these various forma-

tions and was responsible for such special projects as the human experiments and "final solution" of the Jewish question.

The Tribunal finds that knowledge of these criminal activities was sufficiently general to justify declaring that the SS was a criminal organization to the extent hereinafter described. It does appear that an attempt was made to keep secret some phases of its activities, but its criminal programs were so widespread, and involved slaughter on such a gigantic scale, that its criminal activities must have been widely known. It must be recognized, moreover, that the criminal activities of the SS followed quite logically from the principles on which it was organized. Every effort had been made to make the SS a highly disciplined organization composed of the elite of National Socialism. Himmler had stated that there were people in Germany "who become sick when they see these black coats" and that he did not expect that "they should be loved by too many." Himmler also indicated his view that the SS was concerned with perpetuating the elite racial stock with the object of making Europe a Germanic continent and the SS was instructed that it was designed to assist the Nazi Government in the ultimate domination of Europe and the elimination of all inferior races. This mystic and fanatical belief in the superiority of the Nordic German developed into the studied contempt and even hatred of other races which led to criminal activities of the type outlined above being considered as a matter of course if not a matter of pride. The actions of a soldier in the Waffen SS who in September 1939, acting entirely on his own initiative, killed 50 Jewish laborers whom he had been guarding, were described by the statement that as an SS man, he was "particularly sensitive to the sight of Jews," and had acted "quite thoughtlessly in a youthful spirit of adventure" and a sentence of 3 years imprisonment imposed on him was dropped under an amnesty. Hess wrote with truth that the Waffen SS were more suitable for the specific tasks to be solved in occupied territory owing to their extensive training in questions of race and nationality. Himmler, in a series of speeches made in 1943, indicated his pride in the ability of the SS to carry out these criminal acts. He encouraged his men to be "tough and ruthless," he spoke of shooting "thousands of leading Poles," and thanked them for their cooperation and lack of squeamishness at the sight of hundreds and thousands of corpses of their victims. He extolled ruthlessness in exterminating the Jewish race and later described this process as "delousing." These speeches show that the general attitude prevailing in the SS was consistent with these criminal acts.

Conclusions.—The SS was utilized for purposes which were criminal under the Charter involving the persecution and extermination of the Jews, brutalities and killings in concentration camps, excesses in the administration of occupied territories, the administration of the slave

labor program and the mistreatment and murder of prisoners of war. The defendant Kaltenbrunner was a member of the SS implicated in these activities. In dealing with the SS the Tribunal includes all persons who have been officially accepted as members of the SS including the members of the Allgemeine SS, members of the Waffen SS, members of the SS Totenkopf Verbaende and the members of any of the different police forces who were members of the SS. The Tribunal does not include the so-called SS riding units. The Sicherheitsdienst des Reichsfuehrer SS (commonly known as the SD) is dealt with in the Tribunal's judgment on the Gestapo and SD.

The Tribunal declares to be criminal within the meaning of the Charter the group composed of those persons who had been officially accepted as members of the SS as enumerated in the preceding paragraph who became or remained members of the organization with knowledge that it was being used for the commission of acts declared criminal by Article 6 of the Charter, or who were personally implicated as members of the organization in the commission of such crimes, excluding, however, those who were drafted into membership by the State in such a way as to give them no choice in the matter, and who had committed no such crimes. The basis of this finding is the participation of the organization in war crimes and crimes against humanity connected with the war; this group declared criminal cannot include, therefore, persons who had ceased to belong to the organizations enumerated in the preceding paragraph prior to 1 September 1939.

(D) THE SA

Structure and component parts.—The prosecution has named Die Sturmabteilungen der Nationalsozialistischen Deutschen Arbeiterpartei (commonly known as the SA) as an organization which should be declared criminal. The SA was founded in 1921 for political purposes. It was organized on military lines. Its members wore their own uniforms and had their own discipline and regulations. After the Nazis had obtained power the SA greatly increased in membership due to the incorporation within it of certain veterans organizations. In April 1933, the Stahlhelm, an organization of 1½ million members, was transferred into the SA, with the exception of its members over 45 years of age and some others, pursuant to an agreement between their leader Seldte and Hitler. Another veterans organization, the so-called Kyffhauserbund, was transferred in the same manner, together with a number of rural riding organizations.

Until 1933, there is no question but that membership in the SA was voluntary. After 1933 civil servants were under certain political and economic pressure to join the SA. Members of the Stahlhelm, the Kyffhauserbund and the rural riding associations were transferred into the SA without their knowledge but the Tribunal is not satisfied

that the members in general endeavored to protest against this transfer or that there was any evidence, except in isolated cases, of the consequences of refusal. The Tribunal therefore finds that membership in the SA was generally voluntary.

By the end of 1933 the SA was composed of 4½ million men. As a result of changes made after 1934, in 1939 the SA numbered 1½ million men.

Activities.—In the early days of the Nazi movement the storm troopers of the SA acted as the "strong arm of the party." They took part in the beer-hall feuds and were used for street fighting in battles against political opponents. The SA was also used to disseminate Nazi ideology and propaganda and placed particular emphasis on anti-Semitic propaganda, the doctrine of "Lebensraum," the revision of the Versailles Treaty, and the return of Germany's colonies.

After the Nazi advent to power, and particularly after the elections of 5 March 1933, the SA played an important role in establishing a Nazi reign of terror over Germany. The SA was involved in outbreaks of violence against the Jews and was used to arrest political opponents and to guard concentration camps, where they subjected their prisoners to brutal mistreatment.

On June 30th and July 1st and 2d, 1934, a purge of SA leaders occurred. The pretext which was given for this purge, which involved the killing of Roehm, the chief of staff of the SA, and many other SA leaders, was the existence of a plot against Hitler. This purge resulted in a great reduction in the influence and power of the SA. After 1934 it rapidly declined in political significance.

After 1934 the SA engaged in certain forms of military or paramilitary training. The SA continued to engage in the dissemination of Nazi propaganda. Isolated units of the SA were even involved in the steps leading up to aggressive war and in the commission of war crimes and crimes against humanity. SA units were among the first in the occupation of Austria in March 1938. The SA supplied many of the men and a large part of the equipment which composed the Sudeten Free Corps of Henlein, although it appears that the corps was under the jurisdiction of SS during its operation in Czechoslovakia.

After the occupation of Poland, the SA group Sudeten was used for transporting prisoners of war. Units of the SA were employed in the guarding of prisoners in Danzig, Posen, Silesia, and the Baltic States.

Some SA units were used to blow up synagogues in the Jewish pogrom of the 10th and 11th of November 1938. Groups of the SA were concerned in the ill-treatment of Jews in the Ghettos of Vilna and Kaunas.

Conclusion.—Until the purge beginning on June 30, 1934, the SA was a group composed in large part of ruffians and bullies who participated in the Nazi outrages of that period. It has not been shown, however, that these atrocities were part of a specific plan to wage aggressive war, and the Tribunal therefore cannot hold that these activities were criminal under the Charter. After the purge, the SA was reduced to the status of a group of unimportant Nazi hangers-on. Although in specific instances some units of the SA were used for the commission of war crimes and crimes against humanity, it cannot be said that its members generally participated in or even knew of the criminal acts. For these reasons, the Tribunal does not declare the SA to be a criminal organization within the meaning of Article 9 of the Charter.

(E) THE REICH CABINET

The prosecution has named as a criminal organization the Reich Cabinet (Die Reichsregierung) consisting of members of the ordinary cabinet after January 30, 1933, members of the council of ministers for the defense of the Reich and members of the secret cabinet council. The Tribunal is of opinion that no declaration of criminality should be made with respect to the Reich Cabinet for two reasons: (1) Because it is not shown that after 1937 it ever really acted as a group or organization; (2) because the group of persons here charged is so small that members could be conveniently tried in proper cases without resort to a declaration that the Cabinet of which they were members was criminal.

As to the first reason for our decision, it is to be observed that from the time that it can be said that a conspiracy to make aggressive war existed the Reich Cabinet did not constitute a governing body, but was merely an aggregation of administrative officers subject to the absolute control of Hitler. Not a single meeting of the Reich Cabinet was held after 1937, but laws were promulgated in the name of one or more of the cabinet members. The Secret Cabinet Council never met at all. A number of the cabinet members were undoubtedly involved in the conspiracy to make aggressive war; but they were involved as individuals, and there is no evidence that the cabinet as a group or organization took any part in these crimes. It will be remembered that when Hitler disclosed his aims of criminal aggression at the Hossbach Conference, the disclosure was not made before the cabinet and that the cabinet was not consulted with regard to it, but, on the contrary, that it was made secretly to a small group upon whom Hitler would necessarily rely in carrying on the war. Likewise no cabinet order authorized the invasion of Poland. On the contrary, the defendant Schacht testifies that he sought to stop the invasion by a plea to the commander in chief of the army that Hitler's order was in violation of the constitution because not authorized by the cabinet.

It does appear, however, that various laws authorizing acts which were criminal under the Charter were circulated among the members of the Reich Cabinet and issued under its authority signed by the members whose departments were concerned. This does not, however, prove that the Reich Cabinet, after 1937, ever really acted as an organization.

As to the second reason, it is clear that those members of the Reich Cabinet who have been guilty of crimes should be brought to trial; and a number of them are now on trial before the Tribunal. It is estimated that there are 48 members of the group, that 8 of these are dead and 17 are now on trial, leaving only 23 at the most, as to whom the declaration could have any importance. Any others who are guilty should also be brought to trial; but nothing would be accomplished to expedite or facilitate their trials by declaring the Reich Cabinet to be a criminal organization. Where an organization with a large membership is used for such purposes, a declaration obviates the necessity of inquiring as to its criminal character in the later trial of members who are accused of participating through membership in its criminal purposes and thus saves much time and trouble. There is no such advantage in the case of a small group like the Reich Cabinet.

(F) GENERAL STAFF AND HIGH COMMAND

The prosecution has also asked that the General Staff and High Command of the German armed forces be declared a criminal organization. The Tribunal believes that no declaration of criminality should be made with respect to the General Staff and High Command. The number of persons charged, while larger than that of the Reich Cabinet, is still so small that individual trials of these officers would accomplish the purpose here sought better than a declaration such as is requested. But a more compelling reason is that in the opinion of the Tribunal the General Staff and High Command is neither an "organization" nor a "group" within the meaning of those terms as used in Article 9 of the Charter.

Some comment on the nature of this alleged group is requisite. According to the indictment and evidence before the Tribunal, it consists of approximately 130 officers, living and dead, who at any time during the period from February 1938, when Hitler reorganized the armed forces, and May 1945, when Germany surrendered, held certain positions in the military hierarchy. These men were high-ranking officers in the three armed services: OKH—army, OKM—navy, and OKL—air force. Above them was the over-all armed forces authority, OKW—high command of the German armed forces with Hitler as the supreme commander. The officers in the OKW, including defendant Keitel as chief of the high command, were in a sense Hitler's personal staff. In the larger sense they coordinated and

directed the three services, with particular emphasis on the functions of planning and operations.

The individual officers in this alleged group were, at one time or another, in one of four categories: (1) Commanders in chief of one of the three services; (2) chief of staff of one of the three services; (3) "Oberbefehlshabers," the field commanders in chief of one of the three services, which of course comprised by far the largest number of these persons; or (4) an OKW officer, of which there were three, defendants Keitel and Jodl, and the latter's deputy chief, Warlimont. This is the meaning of the indictment in its use of the term "General Staff and High Command."

The prosecution has here drawn the line. The prosecution does not indict the next level of the military hierarchy consisting of commanders of army corps, and equivalent ranks in the navy and air force, nor the level below, the division commanders or their equivalent in the other branches. And the staff officers of the four staff commands of OKW, OKH, OKM, and OKL are not included, nor are the trained specialists who were customarily called General Staff officers.

In effect, then, those indicted as members are military leaders of the Reich of the highest rank. No serious effort was made to assert that they composed an "organization" in the sense of Article 9. The assertion is rather that they were a "group," which is a wider and more embracing term than "organization."

The Tribunal does not so find. According to the evidence, their planning at staff level, the constant conferences between staff officers and field commanders, their operational technique in the field and at headquarters was much the same as that of the armies, navies, and air forces of all other countries. The over-all effort of OKW at coordination and direction could be matched by a similar, though not identical form of organization in other military forces, such as the Anglo-American Combined Chiefs of Staff.

To derive from this pattern of their activities the existence of an association or group does not, in the opinion of the Tribunal, logically follow. On such a theory the top commanders of every other nation are just such an association rather than what they actually are, an aggregation of military men, a number of individuals who happen at a given period of time to hold the high-ranking military positions.

Much of the evidence and the argument has centered around the question of whether membership in these organizations was or was not voluntary; in this case, it seems to the Tribunal to be quite beside the point. For this alleged criminal organization has one characteristic, a controlling one, which sharply distinguishes it from the other five indicted. When an individual became a member of the SS for instance, he did so, voluntarily or otherwise, but certainly with the knowledge that he was joining something. In the case of the General Staff and

High Command, however, he could not know he was joining a group or organization for such organization did not exist except in the charge of the indictment. He knew only that he had achieved a certain high rank in one of the three services, and could not be conscious of the fact that he was becoming a member of anything so tangible as a "group," as that word is commonly used. His relations with his brother officers in his own branch of the service and his association with those of the other two branches were, in general, like those of other services all over the world.

The Tribunal therefore does not declare the General Staff and High Command to be a criminal organization.

Although the Tribunal is of the opinion that the term "group" in Article 9 must mean something more than this collection of military officers, it has heard much evidence as to the participation of these officers in planning and waging aggressive war, and in committing war crimes and crimes against humanity. This evidence is, as to many of them, clear and convincing.

They have been responsible in large measure for the miseries and suffering that have fallen on millions of men, women, and children. They have been a disgrace to the honorable profession of arms. Without their military guidance the aggressive ambitions of Hitler and his fellow Nazis would have been academic and sterile. Although they were not a group falling within the words of the Charter, they were certainly a ruthless military caste. The contemporary German militarism flourished briefly with its recent ally, National Socialism, as well as or better than it had in the generations of the past.

Many of these men have made a mockery of the soldier's oath of obedience to military orders. When it suits their defense they say they had to obey; when confronted with Hitler's brutal crimes, which are shown to have been within their general knowledge, they say they disobeyed. The truth is they actively participated in all these crimes, or sat silent and acquiescent, witnessing the commission of crimes on a scale larger and more shocking than the world has ever had the misfortune to know. This must be said.

Where the facts warrant it, these men should be brought to trial so that those among them who are guilty of these crimes should not escape punishment.

VIII. THE ACCUSED INDIVIDUALS

Article 20 of the Charter provides that the judgment of the Tribunal as to the guilt or innocence of any defendant shall give the reasons on which it is based.

The Tribunal will now state those reasons in declaring its judgment on such guilt or innocence.

GOERING

Goering is indicted on all four counts. The evidence shows that after Hitler he was the most prominent man in the Nazi regime. He was commander in chief of the Luftwaffe, plenipotentiary for the 4-year plan, and had tremendous influence with Hitler, at least until 1943, when their relationship deteriorated, ending in his arrest in 1945. He testified that Hitler kept him informed of all important military and political problems.

admitted in
Crimes against peace.—From the moment he joined the party in 1922 and took command of the street-fighting organization, the SA, Goering was the adviser, the active agent of Hitler, and one of the prime leaders of the Nazi movement. As Hitler's political deputy he was largely instrumental in bringing the National Socialists to power in 1933, and was charged with consolidating this power and expanding German armed might. He developed the Gestapo, and created the first concentration camps, relinquishing them to Himmler in 1934, conducted the Roehm purge in that year, and engineered the sordid proceedings which resulted in the removal of von Blomberg and von Fritsch from the army. In 1936 he became plenipotentiary for the 4-year plan, and in theory and in practice was the economic dictator of the Reich. Shortly after the pact of Munich, he announced that he would embark on a five-fold expansion of the Luftwaffe, and speed rearmament with emphasis on offensive weapons.

Goering was one of the five important leaders present at the Hossbach Conference of 5 November 1937, and he attended the other important conferences already discussed in this judgment. In the Austrian Anschluss he was, indeed, the central figure, the ringleader. He said in Court: "I must take 100-percent responsibility . . . I even overruled objections by the Fuehrer and brought everything to its final development." In the seizure of the Sudetenland he played his role as Luftwaffe chief by planning an air offensive which proved unnecessary, and his role as a politician by lulling the Czechs with false promises of friendship. The night before the invasion of Czechoslovakia and the absorption of Bohemia and Moravia, at a conference with Hitler and President Hacha he threatened to bomb Prague if Hacha did not submit. This threat he admitted in his testimony.

Goering attended the Reich Chancellery meeting of 23 May 1939, when Hitler told his military leaders "there is, therefore, no question of sparing Poland," and was present at the Obersalzberg briefing of 22 August 1939. And the evidence shows he was active in the diplomatic maneuvers which followed. With Hitler's connivance he used the Swedish businessman, Dahlerus, as a go-between to the British, as described by Dahlerus to this Tribunal, to try to prevent the British Government from keeping its guarantee to the Poles.

He commanded the Luftwaffe in the attack on Poland and throughout the aggressive wars which followed.

Even if he opposed Hitler's plans against Norway and the Soviet Union, as he alleged, it is clear that he did so only for strategic reasons; once Hitler had decided the issue, he followed him without hesitation. He made it clear in his testimony that these differences were never ideological or legal. He was "in a rage" about the invasion of Norway, but only because he had not received sufficient warning to prepare the Luftwaffe offensive. He admitted he approved of the attack: "My attitude was perfectly positive." He was active in preparing and executing the Yugoslavian and Greek campaigns, and testified that "Plan Marita," the attack on Greece, had been prepared long beforehand. The Soviet Union he regarded as the "most threatening menace to Germany," but said there was no immediate military necessity for the attack. Indeed, his only objection to the war of aggression against the USSR was its timing; he wished for strategic reasons to delay until Britain was conquered. He testified: "My point of view was decided by political and military reasons only."

After his own admissions to this Tribunal, from the positions which he held, the conferences he attended, and the public words he uttered, there can remain no doubt that Goering was the moving force for aggressive war second only to Hitler. He was the planner and prime mover in the military and diplomatic preparation for war which Germany pursued.

admitted in
War crimes and crimes against humanity.—The record is filled with Goering's admissions of his complicity in the use of slave labor. "We did use this labor for security reasons so that they would not be active in their own country and would not work against us. On the other hand, they served to help in the economic war." And again: "Workers were forced to come to the Reich. That is something I have not denied." The man who spoke these words was Plenipotentiary for the 4-year plan charged with the recruitment and allocation of manpower. As Luftwaffe Commander in Chief he demanded from Himmler more slave laborers for his underground aircraft factories: "That I requested inmates of concentration camps for the armament of the Luftwaffe is correct and it is to be taken as a matter of course."

As Plenipotentiary, Goering signed a directive concerning the treatment of Polish workers in Germany and implemented it by regulations of the SD, including "special treatment." He issued directives to use Soviet and French prisoners of war in the armament industry; he spoke of seizing Poles and Dutch and making them prisoners of war if necessary, and using them for work. He agrees Russian prisoners of war were used to man antiaircraft batteries.

As Plenipotentiary, Goering was the active authority in the spoliation of conquered territory. He made plans for the spoliation of

Soviet territory long before the war on the Soviet Union. Two months prior to the invasion of the Soviet Union, Hitler gave Goering the over-all direction for the economic administration in the territory. Goering set up an economic staff for this function. As Reichsmarshal of the Greater German Reich, "the orders of the Reich Marshal cover all economic fields, including nutrition and agriculture." His so-called "Green" folder, printed by the Wehrmacht, set up an "Economic Executive Staff, East." This directive contemplated plundering and abandonment of all industry in the food deficit regions and, from the food surplus regions, a diversion of food to German needs. Goering claims its purposes have been misunderstood but admits "that as a matter of course and a matter of duty we would have used Russia for our purposes," when conquered.

And he participated in the conference of 16 July 1941, when Hitler said the National Socialists had no intention of ever leaving the occupied countries, and that "all necessary measures—shooting, desettling, etc.," should be taken.

Goering persecuted the Jews, particularly after the November 1938 riots, and not only in Germany where he raised the billion mark fine as stated elsewhere, but in the conquered territories as well. His own utterances then and his testimony now shows this interest was primarily economic—how to get their property and how to force them out of the economic life of Europe. As these countries fell before the German Army, he extended the Reich's anti-Jewish laws to them; the Reichsgesetzblatt for 1939, 1940, and 1941 contains several anti-Jewish decrees signed by Goering. Although their extermination was in Himmler's hands, Goering was far from disinterested or inactive, despite his protestations in the witness box. By decree of 31 July 1941, he directed Himmler and Heydrich to bring "about a complete solution of the Jewish question in the German sphere of influence in Europe."

There is nothing to be said in mitigation. For Goering was often, indeed almost always, the moving force, second only to his leader. He was the leading war aggressor, both as political and as military leader; he was the director of the slave-labor program and the creator of the oppressive program against the Jews and other races, at home and abroad. All of these crimes he has frankly admitted. On some specific cases there may be conflict of testimony but in terms of the broad outline, his own admissions are more than sufficiently wide to be conclusive of his guilt. His guilt is unique in its enormity. The record discloses no excuses for this man.

Conclusion.—The Tribunal finds the defendant Goering guilty on all four counts of the indictment.

Also quoted in *Minister's Judgment* p.

HESS

Hess is indicted under all four counts. He joined the Nazi Party in 1920 and participated in the Munich Putsch on November 9, 1923. He was imprisoned with Hitler in the Landsberg fortress in 1924 and became Hitler's closest personal confidant, a relationship which lasted until Hess' flight to the British Isles. On April 21, 1933, he was appointed Deputy to the Fuehrer, and on December 1, 1933, was made Reichs Minister without Portfolio. He was appointed member of the Secret Cabinet Council on February 4, 1938, and a member of the Ministerial Council for the Defense of the Reich on August 30, 1939. In September 1939, Hess was officially announced by Hitler as successor designate to the Fuehrer after Goering. On May 10, 1941, he flew from Germany to Scotland.

Crimes against peace.—As Deputy to the Fuehrer, Hess was the top man in the Nazi Party with responsibility for handling all party matters, and authority to make decisions in Hitler's name on all questions of party leadership. As Reichs Minister without Portfolio he had the authority to approve all legislation suggested by the different Reichs ministers before it could be enacted as law. In these positions Hess was an active supporter of preparations for war. His signature appears on the law of 16 March 1935, establishing compulsory military service. Throughout the years he supported Hitler's policy of vigorous rearmament in many speeches. He told the people that they must sacrifice for armaments, repeating the phrase, "Guns instead of butter." It is true that between 1933 and 1937 Hess made speeches in which he expressed a desire for peace and advocated international economic cooperation. But nothing which they contained can alter the fact that of all the defendants none knew better than Hess how determined Hitler was to realize his ambitions, how fanatical and violent a man he was, and how little likely he was to refrain from resort to force, if this was the only way in which he could achieve his aims.

Hess was an informed and willing participant in German aggression against Austria, Czechoslovakia, and Poland. He was in touch with the illegal Nazi Party in Austria throughout the entire period between the murder of Dollfuss and the Anschluss, and gave instructions to it during that period. Hess was in Vienna on March 12, 1938, when the German troops moved in; and on March 13, 1938, he signed the law for the reunion of Austria within the German Reich. A law of June 10, 1939, provided for his participation in the administration of Austria. On July 24, 1938, he made a speech in commemoration of the unsuccessful putsch by Austrian National Socialists which had been attempted 4 years before, praising the steps leading up to Anschluss and defending the occupation of Austria by Germany.

In the summer of 1938 Hess was in active touch with Henlein, chief of the Sudeten German Party in Czechoslovakia. On September 27, 1938, at the time of the Munich crisis, he arranged with Keitel to carry out the instructions of Hitler to make the machinery of the Nazi Party available for a secret mobilization. On April 14, 1939, Hess signed a decree setting up the government of the Sudetenland as an integral part of the Reich; and an ordinance of June 10, 1939, provided for his participation in the administration of the Sudetenland. On November 7, 1938, Hess absorbed Henlein's Sudeten German Party into the Nazi Party, and made a speech in which he emphasized that Hitler had been prepared to resort to war if this had been necessary to acquire the Sudetenland.

On August 27, 1939, when the attack on Poland had been temporarily postponed in an attempt to induce Great Britain to abandon its guarantee to Poland, Hess publicly praised Hitler's "magnanimous offer" to Poland, and attacked Poland for agitating for war and England for being responsible for Poland's attitude. After the invasion of Poland Hess signed decrees incorporating Danzig and certain Polish territories into the Reich, and setting up the General Government (Poland).

These specific steps which this defendant took in support of Hitler's plans for aggressive action do not indicate the full extent of his responsibility. Until his flight to England, Hess was Hitler's closest personal confidant. Their relationship was such that Hess must have been informed of Hitler's aggressive plans when they came into existence. And he took action to carry out these plans whenever action was necessary.

With him on his flight to England, Hess carried certain peace proposals which he alleged Hitler was prepared to accept. It is significant to note that this flight took place only 10 days after the date on which Hitler fixed June 22, 1941, as the time for attacking the Soviet Union. In conversations carried on after his arrival in England, Hess wholeheartedly supported all Germany's aggressive actions up to that time, and attempted to justify Germany's action in connection with Austria, Czechoslovakia, Poland, Norway, Denmark, Belgium, and the Netherlands. He blamed England and France for the war.

War crimes and crimes against humanity.—There is evidence showing the participation of the party chancellery, under Hess, in the distribution of orders connected with the commission of war crimes; that Hess may have had knowledge of, even if he did not participate in, the crimes that were being committed in the east, and of proposed laws discriminating against Jews and Poles; and that he signed decrees forcing certain groups of Poles to accept German citizenship. The Tribunal, however, does not find that the evidence sufficiently connects Hess with these crimes to sustain a finding of guilt.

As previously indicated the Tribunal found, after a full medical examination of and report on the condition of this defendant, that he should be tried, without any postponement of his case. Since that time further motions have been made that he should again be examined. These the Tribunal denied, after having had a report from the prison psychologist. That Hess acts in an abnormal manner, suffers from loss of memory, and has mentally deteriorated during this trial, may be true. But there is nothing to show that he does not realize the nature of the charges against him, or is incapable of defending himself. He was ably represented at the trial by counsel, appointed for that purpose by the Tribunal. There is no suggestion that Hess was not completely sane when the acts charged against him were committed.

Conclusion.—The Tribunal finds the defendant Hess guilty on counts one and two; and not guilty on counts three and four.

VON RIBBENTROP

Von Ribbentrop is indicted under all four counts. He joined the Nazi Party in 1932. By 1933 he had been made Foreign Policy Adviser to Hitler, and in the same year the representative of the Nazi Party on foreign policy. In 1934 he was appointed Delegate for Disarmament Questions, and in 1935 Minister Plenipotentiary at Large, a capacity in which he negotiated the Anglo-German Naval Agreement in 1935 and the Anti-Comintern Pact in 1936. On August 11, 1936, he was appointed ambassador to England. On February 4, 1938, he succeeded von Neurath as Reichsminister for Foreign Affairs as part of the general reshuffle which accompanied the dismissal of von Fritsch and von Blomberg.

Crimes against peace.—Von Ribbentrop was not present at the Hossback Conference held on November 5, 1937, but on January 2, 1938, while still Ambassador to England, he sent a memorandum to Hitler indicating his opinion that a change in the status quo in the east in the German sense could only be carried out by force and suggesting methods to prevent England and France from intervening in a European war fought to bring about such a change. When von Ribbentrop became Foreign Minister, Hitler told him that Germany still had four problems to solve, Austria, Sudetenland, Memel, and Danzig, and mentioned the possibility of "some sort of a show-down" or "military settlement" for their solution.

On February 12, 1938, Ribbentrop attended the conference between Hitler and Schuschnigg at which Hitler, by threats of invasion, forced Schuschnigg to grant a series of concessions designed to strengthen the Nazis in Austria, including the appointment of Seyss-Inquart as Minister of Security and Interior, with control over the police. Von Ribbentrop was in London when the occupation of Austria was actually carried out and, on the basis of information supplied him by

Goering, informed the British Government that Germany had not presented Austria with an ultimatum, but had intervened in Austria only to prevent civil war. On March 13, 1938, von Ribbentrop signed the law incorporating Austria into the German Reich.

Von Ribbentrop participated in the aggressive plans against Czechoslovakia. Beginning in March 1938, he was in close touch with the Sudeten German Party and gave them instructions which had the effect of keeping the Sudeten German question a live issue which might serve as an excuse for the attack which Germany was planning against Czechoslovakia. In August 1938, he participated in a conference for the purpose of obtaining Hungarian support in the event of a war with Czechoslovakia. After the Munich Pact he continued to bring diplomatic pressure with the object of occupying the remainder of Czechoslovakia. He was instrumental in inducing the Slovaks to proclaim their independence. He was present at the conference of March 14-15, 1939, at which Hitler, by threats of invasion, compelled President Hacha to consent to the German occupation of Czechoslovakia. After the German troops had marched in, von Ribbentrop signed the law establishing a protectorate over Bohemia and Moravia.

Von Ribbentrop played a particularly significant role in the diplomatic activity which led up to the attack on Poland. He participated in a conference held on August 12, 1939, for the purpose of obtaining Italian support if the attack should lead to a general European war. Von Ribbentrop discussed the German demands with respect to Danzig and the Polish Corridor with the British Ambassador in the period from August 25 to August 30, 1939, when he knew that the German plans to attack Poland had merely been temporarily postponed in an attempt to induce the British to abandon their guarantee to the Poles. The way in which he carried out these discussions makes it clear that he did not enter them in good faith in an attempt to reach a settlement of the difficulties between Germany and Poland.

Von Ribbentrop was advised in advance of the attack on Norway and Denmark and of the attack on the Low Countries, and prepared the official Foreign Office memoranda attempting to justify these aggressive actions.

Von Ribbentrop attended the conference on January 20, 1941, at which Hitler and Mussolini discussed the proposed attack on Greece, and the conference in January 1941, at which Hitler obtained from Antonescu permission for German troops to go through Rumania for this attack. On March 25, 1941, when Yugoslavia adhered to the Axis Tri-partite Pact, von Ribbentrop had assured Yugoslavia that Germany would respect its sovereignty and territorial integrity. On March 27, 1941, he attended the meeting, held after the coup d'état

in Yugoslavia, at which plans were made to carry out Hitler's announced intention to destroy Yugoslavia.

Von Ribbentrop attended a conference in May 1941 with Hitler and Antonescu relating to Rumanian participation in the attack on the USSR. He also consulted with Rosenberg in the preliminary planning for the political exploitation of Soviet territories and in July 1941, after the outbreak of war, urged Japan to attack the Soviet Union.

War crimes and crimes against humanity.—Von Ribbentrop participated in a meeting of June 6, 1944, at which it was agreed to start a program under which Allied aviators carrying out machine-gun attacks on civilian population should be lynched. In December 1944, von Ribbentrop was informed of the plans to murder one of the French generals held as a prisoner of war and directed his subordinates to see that the details were worked out in such a way as to prevent its detection by the protecting powers. Von Ribbentrop is also responsible for war crimes and crimes against humanity because of his activities with respect to occupied countries and Axis satellites. The top German official in both Denmark and Vichy France was a foreign office representative, and von Ribbentrop is therefore responsible for the general economic and political policies put into effect in the occupation of those countries. He urged the Italians to adopt a ruthless occupation policy in Yugoslavia and Greece.

He played an important part in Hitler's "final solution" of the Jewish question. In September 1942 he ordered the German diplomatic representatives accredited to various Axis satellites to hasten the deportation of Jews to the east. In June 1942 the German Ambassador to Vichy requested Laval to turn over 50,000 Jews for deportation to the east. On February 25, 1943, von Ribbentrop protested to Mussolini against Italian slowness in deporting Jews from the Italian occupation zone of France. On April 17, 1943, he took part in a conference between Hitler and Horthy on the deportation of Jews from Hungary and informed Horthy that the "Jews must either be exterminated or taken to concentration camps." At the same conference Hitler had likened the Jews to "tuberculosis bacilli" and said if they did not work they were to be shot.

Von Ribbentrop's defense to the charges made against him is that Hitler made all the important decisions and that he was such a great admirer and faithful follower of Hitler that he never questioned Hitler's repeated assertions that he wanted peace, or the truth of the reasons that Hitler gave in explaining aggressive action. The Tribunal does not consider this explanation to be true. Von Ribbentrop participated in all of the Nazi aggressions from the occupation of Austria to the invasion of the Soviet Union. Although he was personally concerned with the diplomatic rather than the military aspect of

these actions, his diplomatic efforts were so closely connected with war that he could not have remained unaware of the aggressive nature of Hitler's actions. In the administration of territories over which Germany acquired control by illegal invasion, von Ribbentrop also assisted in carrying out criminal policies particularly those involving the extermination of the Jews. There is abundant evidence, moreover, that von Ribbentrop was in complete sympathy with all the main tenets of the National Socialist creed, and that his collaboration with Hitler and with other defendants in the commission of crimes against peace, war crimes and crimes against humanity was whole-hearted. It was because Hitler's policy and plans coincided with his own ideas that von Ribbentrop served him so willingly to the end.

Conclusion.—The Tribunal finds that von Ribbentrop is guilty on all four counts.

KEITEL

Keitel is indicted on all four counts. He was Chief of Staff to the then Minister of War von Blomberg from 1935 to 4 February 1938; on that day Hitler took command of the armed forces, making Keitel Chief of the High Command of the Armed Forces. Keitel did not have command authority over the three Wehrmacht branches which enjoyed direct access to the Supreme Commander. OKW was in effect Hitler's military staff.

Crimes against peace.—Keitel attended the Schuschnigg conference in February 1938 with two other generals. Their presence, he admitted, was a "military demonstration," but since he had been appointed OKW chief just 1 week before he had not known why he had been summoned. Hitler and Keitel then continued to put pressure on Austria with false rumors, broadcasts, and troop maneuvers. Keitel made the military and other arrangements and Jodl's diary noted "the effect is quick and strong." When Schuschnigg called his plebiscite, Keitel that night briefed Hitler and his generals, and Hitler issued "Case Otto" which Keitel initialed.

On 21 April 1938, Hitler and Keitel considered making use of a possible "incident," such as the assassination of the German minister at Prague, to preface the attack on Czechoslovakia. Keitel signed many directives and memoranda on "Fall Gruen," including the directive of 30 May containing Hitler's statement: "It is my unalterable decision to smash Czechoslovakia by military action in the near future." After Munich, Keitel initialed Hitler's directive for the attack on Czechoslovakia, and issued two supplements. The second supplement said the attack should appear to the outside world as "merely an act of pacification and not a warlike undertaking." The OKW chief attended Hitler's negotiations with Hacha when the latter surrendered.

Keitel was present on 23 May 1939 when Hitler announced his decision "to attack Poland at the first suitable opportunity." Already he had signed the directive requiring the Wehrmacht to submit its "Fall Weiss" timetable to OKW by 1 May.

The invasion of Norway and Denmark he discussed on 12 December 1939 with Hitler, Jodl, and Raeder. By directive of 27 January 1940 the Norway plans were placed under Keitel's "direct and personal guidance." Hitler had said on 23 May 1939 he would ignore the neutrality of Belgium and the Netherlands, and Keitel signed orders for these attacks on 15 October, 20 November, and 28 November 1939. Orders postponing this attack 17 times until spring 1940 all were signed by Keitel or Jodl.

Formal planning for attacking Greece and Yugoslavia had begun in November 1940. On 18 March 1941, Keitel heard Hitler tell Raeder complete occupation of Greece was a prerequisite to settlement, and also heard Hitler decree on 27 March that the destruction of Yugoslavia should take place with "unmerciful harshness."

Keitel testified that he opposed the invasion of the Soviet Union for military reasons, and also because it would constitute a violation of the nonaggression pact. Nevertheless he initialed "Case Barbarossa," signed by Hitler on 18 December 1940, and attended the OKW discussion with Hitler on 3 February 1941. Keitel's supplement of 13 March established the relationship between the military and political officers. He issued his timetable for the invasion on 6 June 1941, and was present at the briefing of 14 June when the generals gave their final reports before attack. He appointed Jodl and Warlimont as OKW representatives to Rosenberg on matters concerning the eastern territories. On 16 June he directed all army units to carry out the economic directives issued by Goering in the so-called "Green Folder," for the exploitation of Russian territory, food and raw materials.

War crimes and crimes against humanity.—On 4 August 1942, Keitel issued a directive that paratroopers were to be turned over to the SD. On 18 October Hitler issued the commando order which was carried out in several instances. After the landing in Normandy, Keitel reaffirmed the order, and later extended it to Allied missions fighting with partisans. He admits he did not believe the order was legal but claims he could not stop Hitler from decreeing it.

When, on 8 September 1941, OKW issued its ruthless regulations for the treatment of Soviet POW's, Canaris wrote to Keitel that under international law the SD should have nothing to do with this matter. On this memorandum in Keitel's handwriting, dated 23 September and initialed by him, is the statement: "The objections arise from the military concept of chivalrous warfare. This is the destruction of an ideology. Therefore I approve and back the measures." Keitel testified that he really agreed with Canaris and argued with Hitler, but

lost. The OKW chief directed the military authorities to cooperate with the Einsatzstab Rosenberg in looting cultural property in occupied territories.

Lahousen testified that Keitel told him on 12 September 1939, while aboard Hitler's headquarters train, that the Polish intelligentsia, nobility and Jews were to be liquidated. On 20 October, Hitler told Keitel the intelligentsia would be prevented from forming a ruling class, the standard of living would remain low, and Poland would be used only for labor forces. Keitel does not remember the Lahousen conversation, but admits there was such a policy and that he had protested without effect to Hitler about it.

On 16 September 1941, Keitel ordered that attacks on soldiers in the east should be met by putting to death 50 to 100 Communists for one German soldier, with the comment that human life was less than nothing in the east. On 1 October he ordered military commanders always to have hostages to execute when German soldiers were attacked. When Terboven, the Reich Commissioner in Norway, wrote Hitler that Keitel's suggestion that workmen's relatives be held responsible for sabotage, could work only if firing squads were authorized, Keitel wrote on this memorandum: "Yes, that is the best."

On 12 May 1941, 5 weeks before the invasion of the Soviet Union, the OKW urged upon Hitler a directive of the OKH that political commissars be liquidated by the army. Keitel admitted the directive was passed on to field commanders. And on 13 May, Keitel signed an order that civilians suspected of offenses against troops should be shot without trial, and that prosecution of German soldiers for offenses against civilians was unnecessary. On 27 July all copies of this directive were ordered destroyed without affecting its validity. Four days previously he had signed another order that legal punishment was inadequate and troops should use terrorism.

On 7 December 1941, as already discussed in this opinion, the so-called "Nacht und Nebel" decree, over Keitel's signature, provided that in occupied territories civilians who had been accused of crimes of resistance against the army of occupation would be tried only if a death sentence was likely; otherwise they would be handed to the Gestapo for transportation to Germany.

Keitel directed that Russian POW's be used in German war industry. On 8 September 1942, he ordered French, Dutch, and Belgian citizens to work on the construction of the Atlantic Wall. He was present on 4 January 1944 when Hitler directed Sauckel to obtain 4 million new workers from occupied territories.

In the face of these documents Keitel does not deny his connection with these acts. Rather, his defense relies on the fact that he is a soldier; and on the doctrine of "superior orders," prohibited by Article 8 of the Charter as a defense.

There is nothing in mitigation. Superior orders, even to a soldier, cannot be considered in mitigation where crimes as shocking and extensive have been committed consciously, ruthlessly, and without military excuse or justification.

Conclusion.—The Tribunal finds Keitel guilty on all four counts.

KALTENBRUNNER

Kaltenbrunner is indicted under counts one, three, and four. He joined the Austrian Nazi Party and the SS in 1932. In 1935 he became leader of the SS in Austria. After the Anschluss he was appointed Austrian State Secretary for Security and when this position was abolished in 1941 he was made higher SS and police leader. On 30 January 1943, he was appointed chief of the security police and SD and head of the Reich security head office (RSHA), a position which had been held by Heydrich until his assassination in June 1942. He held the rank of Obergruppenfuehrer in the SS.

Crimes against peace.—As leader of the SS in Austria, Kaltenbrunner was active in the Nazi intrigue against the Schuschnigg Government. On the night of March 11, 1938, after Goering had ordered Austrian National Socialists to seize control of the Austrian Government, 500 Austrian SS men under Kaltenbrunner's command surrounded the Federal Chancellery and a special detachment under the command of his adjutant entered the Federal Chancellery while Seyss-Inquart was negotiating with President Miklas. But there is no evidence connecting Kaltenbrunner with plans to wage aggressive war on any other front. The Anschluss, although it was an aggressive act, is not charged as an aggressive war, and the evidence against Kaltenbrunner under count one does not, in the opinion of the Tribunal, show his direct participation in any plan to wage such a war.

War crimes and crimes against humanity.—When he became chief of the security police and SD and head of the RSHA on January 30, 1943, Kaltenbrunner took charge of an organization which included the main offices of the Gestapo, the SD and the criminal police. As chief of the RSHA, Kaltenbrunner had authority to order protective custody to and release from concentration camps. Orders to this effect were normally sent over his signature. Kaltenbrunner was aware of conditions in concentration camps. He had undoubtedly visited Mauthausen and witnesses testified that he had seen prisoners killed by the various methods of execution, hanging, shooting in the back of the neck, and gassing, as part of a demonstration. Kaltenbrunner himself ordered the execution of prisoners in those camps and his office was used to transmit to the camps execution orders which originated in Himmler's office. At the end of the war Kaltenbrunner participated in the arrangements for the evacuation of inmates of concentration camps, and the liquidation of many of them, to prevent them from being liberated by the Allied armies.

During the period in which Kaltenbrunner was head of the RSHA, it was engaged in a widespread program of war crimes and crimes against humanity. These crimes included the mistreatment and murder of prisoners of war. Einsatz Kommandos operating under the control of the Gestapo were engaged in the screening of Soviet prisoners of war. Jews, commissars, and others who were thought to be ideologically hostile to the Nazi system were reported to the RSHA, which had them transferred to a concentration camp and murdered. An RSHA order issued during Kaltenbrunner's regime established the "bullet decree," under which certain escaped prisoners of war who were recaptured were taken to Mauthausen and shot. The order for the execution of commando troops was extended by the Gestapo to include parachutists while Kaltenbrunner was chief of the RSHA. An order signed by Kaltenbrunner instructed the police not to interfere with attacks on bailed out Allied fliers. In December 1944, Kaltenbrunner participated in the murder of one of the French generals held as a prisoner of war.

During the period in which Kaltenbrunner was head of the RSHA, the Gestapo and SD in occupied territories continued the murder and ill-treatment of the population, using methods which included torture and confinement in concentration camps, usually under orders to which Kaltenbrunner's name was signed.

The Gestapo was responsible for enforcing a rigid labor discipline on the slave laborers and Kaltenbrunner established a series of labor reformatory camps for this purpose. When the SS embarked on a slave labor program of its own, the Gestapo was used to obtain the needed workers by sending laborers to concentration camps.

The RSHA played a leading part in the "final solution" of the Jewish question by the extermination of the Jews. A special section under the AMT IV of the RSHA was established to supervise this program. Under its direction approximately 6 million Jews were murdered, of which 2 million were killed by Einsatzgruppen and other units of the security police. Kaltenbrunner had been informed of the activities of these Einsatzgruppen when he was a higher SS and police leader, and they continued to function after he had become chief of the RSHA.

The murder of approximately 4 million Jews in concentration camps has heretofore been described. This part of the program was also under the supervision of the RSHA when Kaltenbrunner was head of that organization, and special missions of the RSHA scoured the occupied territories and the various Axis satellites arranging for the deportation of Jews to these extermination institutions. Kaltenbrunner was informed of these activities. A letter which he wrote on 30 June 1944, described the shipment to Vienna of 12,000 Jews for that purpose, and directed that all who could not work would have to be kept in readiness for "special action," which meant murder.

Kaltenbrunner denied his signature to this letter, as he did on a very large number of orders on which his name was stamped or typed, and, in a few instances, written. It is inconceivable that in matters of such importance his signature could have appeared so many times without his authority.

Kaltenbrunner has claimed that, when he took office as chief of the security police and SD and as head of the RSHA, he did so pursuant to an understanding with Himmler under which he was to confine his activities to matters involving foreign intelligence, and not to assume over-all control over the activities of the RSHA. He claims that the criminal program had been started before his assumption of office; that he seldom knew what was going on; and that when he was informed he did what he could to stop them. It is true that he showed a special interest in matters involving foreign intelligence. But he exercised control over the activities of the RSHA, was aware of the crimes it was committing, and was an active participant in many of them.

Conclusion.—The Tribunal finds that Kaltenbrunner is not guilty on count one. He is guilty under counts three and four.

ROSENBERG

Rosenberg is indicted on all four counts. He joined the Nazi Party in 1919, participated in the Munich Putsch of November 9, 1923, and tried to keep the illegal Nazi Party together while Hitler was in jail. Recognized as the party's ideologist, he developed and spread Nazi doctrines in the newspapers "Voelkischer Beobachter" and "N S Monatshefte," which he edited, and in the numerous books he wrote. His book, "Myth of the Twentieth Century," had a circulation of over a million copies.

In 1930, Rosenberg was elected to the Reichstag and he became the Party's representative for Foreign Affairs. In April 1933 he was made Reichsleiter and head of the Office of Foreign Affairs of the NSDAP (The APA). Hitler, in January 1934, appointed Rosenberg his deputy for the supervision of the entire spiritual and ideological training of the NSDAP. In January 1940, he was designated to set up the "Hohe Schule," the center of National Socialistic ideological and educational research, and he organized the "Einsatzstab Rosenberg" in connection with this task. He was appointed Reich Minister for the occupied eastern territories on July 17, 1941.

Crimes against peace.—As head of the APA, Rosenberg was in charge of an organization whose agents were active in Nazi intrigue in all parts of the world. His own reports, for example, claim that the APA was largely responsible for Roumania's joining the Axis. As head of the APA, he played an important role in the preparation and planning of the attack on Norway.

Rosenberg, together with Raeder, was one of the originators of the plan for attacking Norway. Rosenberg had become interested in Norway as early as June 1939, when he conferred with Quisling. Quisling had pointed out the importance of the Norwegian coast in the event of a conflict between Germany and Great Britain, and stated his fears that Great Britain might be able to obtain Norwegian assistance. As a result of this conference Rosenberg arranged for Quisling to collaborate closely with the National Socialists and to receive political assistance by the Nazis.

When the war broke out Quisling began to express fear of British intervention in Norway. Rosenberg supported this view, and transmitted to Raeder a plan to use Quisling for a coup in Norway. Rosenberg was instrumental in arranging the conferences in December 1939 between Hitler and Quisling which led to the preparation of the attack on Norway, and at which Hitler promised Quisling financial assistance. After these conferences Hitler assigned to Rosenberg the political exploitation of Norway. Two weeks after Norway was occupied, Hitler told Rosenberg that he had based his decision to attack Norway "on the continuous warnings of Quisling as reported to him by Reichsleiter Rosenberg."

Rosenberg bears a major responsibility for the formulation and execution of occupation policies in the occupied eastern territories. He was informed by Hitler on April 2, 1941, of the coming attack against the Soviet Union, and he agreed to help in the capacity of a "Political adviser." On April 20, 1941, he was appointed commissioner for the central control of questions connected with the east-European region. In preparing the plans for the occupation, he had numerous conferences with Keitel, Raeder, Goering, Funk, von Ribbentrop, and other high Reich authorities. In April and May 1941 he prepared several drafts of instructions concerning the setting up of the administration in the occupied eastern territories. On June 20, 1941, 2 days before the attack on the USSR, he made a speech to his assistants about the problems and policies of occupation. Rosenberg attended Hitler's conference of July 16, 1941, in which policies of administration and occupation were discussed. On July 17, 1941, Hitler appointed Rosenberg Reich Minister for the occupied eastern territories, and publicly charged him with responsibility for civil administration.

War crimes and crimes against humanity.—Rosenberg is responsible for a system of organized plunder of both public and private property throughout the invaded countries of Europe. Acting under Hitler's orders of January 1940, to set up the "Hohe schule," he organized and directed the "Einsatzstab Rosenberg," which plundered museums and libraries, confiscated art treasures and collections, and pillaged private houses. His own reports show the extent of the confiscations. In "Action-M" (Moebel), instituted in December 1941 at Rosenberg's sug-

gestion, 69,619 Jewish homes were plundered in the west, 38,000 of them in Paris alone, and it took 26,984 railroad cars to transport the confiscated furnishings to Germany. As of July 14, 1944, more than 21,903 art objects, including famous paintings and museum pieces, had been seized by the Einsatzstab in the west.

With his appointment as Reich Minister for occupied eastern territories on July 17, 1941, Rosenberg became the supreme authority for those areas. He helped to formulate the policies of Germanization, exploitation, forced labor, extermination of Jews and opponents of Nazi rule, and he set up the administration which carried them out. He took part in the conference of July 16, 1941, in which Hitler stated that they were faced with the task of "cutting up the giant cake according to our needs, in order to be able: first, to dominate it, second, to administer it, and third, to exploit it," and he indicated that ruthless action was contemplated. Rosenberg accepted his appointment on the following day.

Rosenberg had knowledge of the brutal treatment and terror to which the eastern people were subjected. He directed that the Hague Rules of Land Warfare were not applicable in the occupied eastern territories. He had knowledge of and took an active part in stripping the eastern territories of raw materials and foodstuffs, which were all sent to Germany. He stated that feeding the German people was first on the list of claims on the east, and that the Soviet people would suffer thereby. His directives provided for the segregation of Jews, ultimately in ghettos. His subordinates engaged in mass killings of Jews, and his civil administrators in the east considered that cleansing the eastern occupied territories of Jews was necessary. In December 1941, he made the suggestion to Hitler that in a case of shooting 100 hostages, Jews only be used. Rosenberg had knowledge of the deportation of laborers from the east, of the methods of "recruiting" and the transportation horrors, and of the treatment eastern laborers received in the Reich. He gave his civil administrators quotas of laborers to be sent to the Reich, which had to be met by whatever means necessary. His signature of approval appears on the order of June 14, 1944, for "Heu Aktion," the apprehension of 40,000 to 50,000 youths, aged 10-14, for shipment to the Reich.

Upon occasion Rosenberg objected to the excesses and atrocities committed by his subordinates, notably in the case of Koch, but these excesses continued and he stayed in office until the end.

Conclusion.—The Tribunal finds that Rosenberg is guilty on all four counts.

FRANK

Frank is indicted under counts one, three, and four. Frank joined the Nazi Party in 1927. He became a member of the Reichstag in 1930,

the Bavarian State Minister of Justice in March 1933, and when this position was incorporated into the Reich Government in 1934, Reich Minister without Portfolio. He was made a Reichsleiter of the Nazi Party in charge of legal affairs in 1933, and in the same year president of the Academy of German law. Frank was also given the honorary rank of Obergruppenfuehrer in the SA. In 1942 Frank became involved in a temporary dispute with Himmler as to the type of legal system which should be in effect in Germany. During the same year he was dismissed as Reichsleiter of the Nazi Party and as president of the Academy of German law.

Crimes against peace.—The evidence has not satisfied the Tribunal that Frank was sufficiently connected with the common plan to wage aggressive war to allow the Tribunal to convict him on count one.

War crimes and crimes against humanity.—Frank was appointed Chief Civil Administration officer for occupied Polish territory and, on October 12, 1939, was made Governor General of the occupied Polish territory. On October 3, 1939, he described the policy which he intended to put into effect by stating: "Poland shall be treated like a colony; the Poles will become the slaves of the Greater German World Empire." [The evidence establishes that this occupation policy was based on the complete destruction of Poland as a national entity, and a ruthless exploitation of its human and economic resources for the German war effort. All opposition was crushed with the utmost harshness. A reign of terror was instituted, backed by summary police courts which ordered such actions as the public shootings of groups of 20 to 200 Poles, and the widespread shootings of hostages. The concentration camp system was introduced in the General Government by the establishment of the notorious Treblinka and Majdanek camps. As early as February 6, 1940, Frank gave an indication of the extent of this reign of terror by his cynical comment to a newspaper reporter on von Neurath's poster announcing the execution of the Czech students: "If I wished to order that one should hang up posters about every seven Poles shot, there would not be enough forests in Poland with which to make the paper for these posters." On May 30, 1940, Frank told a police conference that he was taking advantage of the offensive in the west which diverted the attention of the world from Poland to liquidate thousands of Poles who would be likely to resist German domination of Poland, including "the leading representatives of the Polish intelligentsia." Pursuant to these instructions the brutal A. B. action was begun under which the security police and SD carried out these exterminations which were only partially subjected to the restraints of legal procedure. On October 2, 1943, Frank issued a decree under which any non-Germans hindering German construction in the General Government were to be

tried by summary courts of the security police and SD and sentenced to death.

The economic demands made on the General Government were far in excess of the needs of the army of occupation, and were out of all proportion to the resources of the country. The food raised in Poland was shipped to Germany on such a wide scale that the rations of the population of the occupied territories were reduced to the starvation level, and epidemics were widespread. Some steps were taken to provide for the feeding of the agricultural workers who were used to raise the crops, but the requirements of the rest of the population were disregarded. It is undoubtedly true, as argued by counsel for the defense, that some suffering in the general government was inevitable as a result of the ravages of war and the economic confusion resulting therefrom. But the suffering was increased by a planned policy of economic exploitation.

Frank introduced the deportation of slave laborers to Germany in the very early stages of his administration. On January 25, 1940, he indicated his intention of deporting 1,000,000 laborers to Germany, suggesting on May 10, 1940, the use of police raids to meet this quota. On August 18, 1942, Frank reported that he had already supplied 800,000 workers for the Reich, and expected to be able to supply 140,000 more before the end of the year.

The persecution of the Jews was immediately begun in the General Government. The area originally contained from 2,500,000 to 3,500,000 Jews. They were forced into ghettos, subjected to discriminatory laws, deprived of the food necessary to avoid starvation, and finally systematically and brutally exterminated. On December 16, 1941, Frank told the Cabinet of the Governor General: "We must annihilate the Jews, wherever we find them and wherever it is possible, in order to maintain there the structure of the Reich as a whole." By January 25, 1944, Frank estimated that there were only 100,000 Jews left.

At the beginning of his testimony, Frank stated that he had a feeling of "terrible guilt" for the atrocities committed in the occupied territories. But his defense was largely devoted to an attempt to prove that he was not in fact responsible; that he ordered only the necessary pacification measures; that the excesses were due to the activities of the police which were not under his control; and that he never even knew of the activities of the concentration camps. It has also been argued that the starvation was due to the aftermath of the war and policies carried out under the 4-year plan; that the forced-labor program was under the direction of Sauckel; and that the extermination of the Jews was by the police and SS under direct orders from Himmler.

It is undoubtedly true that most of the criminal program charged against Frank was put into effect through the police, that Frank

had jurisdictional difficulties with Himmler over the control of the police, and that Hitler resolved many of these disputes in favor of Himmler. It therefore may well be true that some of the crimes committed in the General Government were committed without the knowledge of Frank, and even occasionally despite his opposition. It may also be true that some of the criminal policies put into effect in the General Government did not originate with Frank but were carried out pursuant to orders from Germany. But it is also true that Frank was a willing and knowing participant in the use of terrorism in Poland; in the economic exploitation of Poland in a way which led to the death by starvation of a large number of people; in the deportation to Germany as slave laborers of over a million Poles; and in a program involving the murder of at least 3 million Jews.

Conclusion.—The Tribunal finds that Frank is not guilty on count one but guilty under counts three and four.

FRICK

Frick is indicted on all four counts. Recognized as the chief Nazi administrative specialist and bureaucrat, he was appointed Reichsminister of the Interior in Hitler's first cabinet. He retained this important position until August 1943, when he was appointed Reich Protector of Bohemia and Moravia. In connection with his duties at the center of all internal and domestic administration, he became the Prussian Minister of the Interior, Reich Director of Elections, General Plenipotentiary for the Administration of the Reich, and a member of the Reich Defense Council, the Ministerial Council for Defense of the Reich, and the "Three man college." As the several countries incorporated into the Reich were overrun, he was placed at the head of the central offices for their incorporation.

Though Frick did not officially join the Nazi Party until 1925, he had previously allied himself with Hitler and the National Socialist cause during the Munich Putsch, while he was an official in the Munich police department. Elected to the Reichstag in 1924, he became a Reichsleiter as leader of the National Socialist faction in that body.

Crimes against peace.—An avid Nazi, Frick was largely responsible for bringing the German Nation under the complete control of the NSDAP. After Hitler became Reich chancellor, the new Minister of the Interior immediately began to incorporate local governments under the sovereignty of the Reich. The numerous laws he drafted, signed, and administered abolished all opposition parties and prepared the way for the Gestapo and their concentration camps to extinguish all individual opposition. He was largely responsible for the legislation which suppressed the trade unions, the church, the Jews. He performed this task with ruthless efficiency.

Before the date of the Austrian aggression Frick was concerned only with domestic administration within the Reich. The evidence

x nevertheless, his acts before 1939 (see p. 126) are quoted as
aiming → Peace. How explain?

does not show that he participated in any of the conferences at which Hitler outlined his aggressive intentions. Consequently the Tribunal takes the view that Frick was not a member of the common plan or conspiracy to wage aggressive war as defined in this judgment.

Six months after the seizure of Austria, under the provisions of the Reich defense law of September 4, 1938, Frick became General plenipotentiary for the administration of the Reich. He was made responsible for war administration, except the military and economic, in the event of Hitler's proclaiming a state of defense. The Reich Ministries of Justice, Education, Religion, and the office of Spatial planning were made subordinate to him. Performing his allotted duties, Frick devised an administrative organization in accordance with wartime standards. According to his own statement, this was actually put into operation after Germany decided to adopt a policy of war.

Frick signed the law of March 13, 1938, which united Austria with the Reich, and he was made responsible for its accomplishment. In setting up German administration in Austria, he issued decrees which introduced German law, the Nurnberg decrees, the military service law, and he provided for police security by Himmler.

He also signed the laws incorporating into the Reich the Sudetenland, Memel, Danzig, the eastern territories (West Prussia and Posen), and Eupen, Malmedy, and Moresnot. He was placed in charge of the actual incorporation, and of the establishment of German administration over these territories. He signed the law establishing the protectorate of Bohemia and Moravia.

As the head of the central offices for Bohemia and Moravia, the Government General, and Norway, he was charged with obtaining close cooperation between the German officials in these occupied countries and the supreme authorities of the Reich. He supplied German civil servants for the administrations in all occupied territories, advising Rosenberg as to their assignment in the occupied eastern territories. He signed the laws appointing Terboven Reich Commissioner to Norway and Seyss-Inquart to Holland.

War crimes and crimes against humanity.—Always rabidly anti-Semitic, Frick drafted, signed, and administered many laws designed to eliminate Jews from German life and economy. His work formed the basis of the Nurnberg Decrees, and he was active in enforcing them. Responsible for prohibiting Jews from following various professions, and for confiscating their property, he signed a final decree in 1943, after the mass destruction of Jews in the east, which placed them "outside the law" and handed them over to the Gestapo. These laws paved the way for the "final solution," and were extended by Frick to the incorporated territories and to certain of the occupied territories. While he was Reich Protector of Bohemia and Moravia,

thousands of Jews were transferred from the Terezin ghetto in Czechoslovakia to Auschwitz, where they were killed. He issued a decree providing for special penal laws against Jews and Poles in the Government General.

The police officially fell under the jurisdiction of the Reichsminister of the Interior. But Frick actually exercised little control over Himmler and police matters. However, he signed the law appointing Himmler chief of the German police, as well as the decrees establishing Gestapo jurisdiction over concentration camps and regulating the execution of orders for protective custody. From the many complaints he received, and from the testimony of witnesses, the Tribunal concludes that he knew of atrocities committed in these camps. With knowledge of Himmler's methods, Frick signed decrees authorizing him to take necessary security measures in certain of the incorporated territories. What these "security measures" turned out to be has already been dealt with.

As the Supreme Reich Authority in Bohemia and Moravia, Frick bears general responsibility for the acts of oppression in that territory after 20 August 1943, such as terrorism of the population, slave labor, and the deportation of Jews to the concentration camps for extermination. It is true that Frick's duties as Reich protector were considerably more limited than those of his predecessor, and that he had no legislative and limited personal executive authority in the protectorate. Nevertheless, Frick knew full well what the Nazi policies of occupation were in Europe, particularly with respect to Jews, at that time, and by accepting the office of Reich Protector he assumed responsibility for carrying out those policies in Bohemia and Moravia.

German citizenship in the occupied countries as well as in the Reich came under his jurisdiction while he was Minister of the Interior. Having created a racial register of persons of German extraction, Frick conferred German citizenship on certain groups of citizens of foreign countries. He is responsible for Germanization in Austria, Sudetenland, Memel, Danzig, eastern territories (West Prussia and Posen), and Eupen, Malmedy, and Moresnot. He forced on the citizens of these territories German law, German courts, German education, German police security, and compulsory military service.

During the war, nursing homes, hospitals, and asylums in which euthanasia was practiced as described elsewhere in this judgment, came under Frick's jurisdiction. He had knowledge that insane, sick, and aged people, "useless eaters," were being systematically put to death. Complaints of these murders reached him, but he did nothing to stop them. A report of the Czechoslovak War Crimes Commission estimated that 275,000 mentally deficient and aged people, for whose welfare he was responsible, fell victim to it.

Conclusion.—The Tribunal finds that Frick is not guilty on count one. He is guilty on counts two, three, and four.

STREICHER

Streicher is indicted on counts one and four. One of the earliest members of the Nazi Party, joining in 1921, he took part in the Munich Putsch. From 1925 to 1940 he was Gauleiter of Franconia. Elected to the Reichstag in 1933, he was an honorary general in the SA. His persecution of the Jews was notorious. He was the publisher of "Der Sturmer," an anti-Semitic weekly newspaper, from 1923 to 1945 and was its editor until 1933.

Crimes against peace.—Streicher was a staunch Nazi and supporter of Hitler's main policies. There is no evidence to show that he was ever within Hitler's inner circle of advisers; nor during his career was he closely connected with the formulation of the policies which led to war. He was never present, for example, at any of the important conferences when Hitler explained his decisions to his leaders. Although he was a Gauleiter, there is no evidence to prove that he had knowledge of those policies. In the opinion of the Tribunal, the evidence fails to establish his connection with the conspiracy or common plan to wage aggressive war as that conspiracy has been elsewhere defined in this judgment.

Crimes against humanity.—For his 25 years of speaking, writing, and preaching hatred of the Jews, Streicher was widely known as "Jew-Baiter Number One." In his speeches and articles, week after week, month after month, he infected the German mind with the virus of anti-Semitism, and incited the German people to active persecution. Each issue of "Der Sturmer," which reached a circulation of 600,000 in 1935, was filled with such articles, often lewd and disgusting.

Streicher had charge of the Jewish boycott of April 1, 1933. He advocated the Nurnberg decrees of 1935. He was responsible for the demolition on August 10, 1938, of the synagogue in Nurnberg; and on November 10, 1938, he spoke publicly in support of the Jewish pogrom which was taking place at that time.

But it was not only in Germany that this defendant advocated his doctrines. As early as 1938 he began to call for the annihilation of the Jewish race. Twenty-three different articles of "Der Sturmer" between 1938 and 1941 were produced in evidence, in which extermination, "root and branch," was preached. Typical of his teachings was a leading article in September 1938 which termed the Jew a germ and a pest, not a human being, but "a parasite, an enemy, an evil-doer, a disseminator of diseases who must be destroyed in the interest of mankind." Other articles urged that only when world Jewry had been annihilated would the Jewish problem have been solved, and

predicted that 50 years hence the Jewish graves "will proclaim that this people of murderers and criminals has after all met its deserved fate." Streicher, in February 1940, published a letter from one of "Der Sturmer's" readers which compared Jews with swarms of locusts which must be exterminated completely. Such was the poison Streicher injected into the minds of thousands of Germans which caused them to follow the National Socialist policy of Jewish persecution and extermination. A leading article of "Der Sturmer" in May 1939 shows clearly his aim:

"A punitive expedition must come against the Jews in Russia. A punitive expedition which will provide the same fate for them that every murderer and criminal must expect. Death sentence and execution. The Jews in Russia must be killed. They must be exterminated root and branch."

As the war in the early stages proved successful in acquiring more and more territory for the Reich, Streicher even intensified his efforts to incite the Germans against the Jews. In the record are 26 articles from "Der Sturmer," published between August 1941 and September 1944, 12 by Streicher's own hand, which demanded annihilation and extermination in unequivocal terms. He wrote and published on December 25, 1941:

"If the danger of the reproduction of that curse of God in the Jewish blood is finally come to an end, then there is only one way—the extermination of that people whose father is the devil."

And in February 1944 his own article stated:

"Whoever does what a Jew does is a scoundrel, a criminal. And he who repeats and wishes to copy him deserves the same fate—annihilation, death."

With knowledge of the extermination of the Jews in the occupied eastern territory, this defendant continued to write and publish his propaganda of death. Testifying in this trial, he vehemently denied any knowledge of mass executions of Jews. But the evidence makes it clear that he continually received current information on the progress of the "final solution." His press photographer was sent to visit the ghettos of the east in the spring of 1943, the time of the destruction of the Warsaw ghetto. The Jewish newspaper, "Israelitisches Wochenblatt," which Streicher received and read, carried in each issue accounts of Jewish atrocities in the east, and gave figures on the number of Jews who had been deported and killed. For example, issues appearing in the summer and fall of 1942 reported the death of 72,729 Jews in Warsaw, 17,542 in Lodz, 18,000 in Croatia, 125,000 in Rumania, 14,000 in Latvia, 85,000 in Yugoslavia, 700,000 in all of Poland. In November 1943 Streicher quoted verbatim an article from the "Israel-

itisches Wochenblatt" which stated that the Jews had virtually disappeared from Europe, and commented, "This is not a Jewish lie." In December 1942, referring to an article in the "London Times" about the atrocities, aiming at extermination, Streicher said that Hitler had given warning that the second World War would lead to the destruction of Jewry. In January 1943 he wrote and published an article which said that Hitler's prophecy was being fulfilled, that world Jewry was being extirpated, and that it was wonderful to know that Hitler was freeing the world of its Jewish tormentors.

In the face of the evidence before the Tribunal it is idle for Streicher to suggest that the solution of the Jewish problem which he favored was strictly limited to the classification of Jews as aliens, and the passing of discriminatory legislation such as the Nurnberg laws, supplemented if possible by international agreement on the creation of a Jewish state somewhere in the world, to which all Jews should emigrate.

Streicher's incitement to murder and extermination at the time when Jews in the east were being killed under the most horrible conditions clearly constitutes persecution on political and racial grounds in connection with war crimes, as defined by the Charter, and constitutes a crime against humanity.

Conclusion.—The Tribunal finds that Streicher is not guilty on count one, but that he is guilty on count four.

FUNK

Funk is indicted under all four counts. Funk, who had previously been a financial journalist, joined the Nazi Party in 1931, and shortly thereafter became one of Hitler's personal economic advisers. On January 30, 1933, Funk was made press chief in the Reich Government, and on March 11, 1933, became Under Secretary in the Ministry of Propaganda and shortly thereafter a leading figure in the various Nazi organizations which were used to control the press, films, music, and publishing houses. He took office as Minister of Economics and Plenipotentiary General for War Economy in early 1938 and as president of the Reichsbank in January 1939. He succeeded Schacht in all three of these positions. He was made a member of the Ministerial Council for the Defense of the Reich in August 1939, and a member of the Central Planning Board in September 1943.

Crimes against peace.—Funk became active in the economic field after the Nazi plans to wage aggressive war had been clearly defined. One of his representatives attended a conference on October 14, 1938, at which Goering announced a gigantic increase in armaments and instructed the Ministry of Economics to increase exports to obtain the necessary exchange. On January 28, 1939, one of Funk's subordinates sent a memorandum to the OKW on the use of prisoners of

war to make up labor deficiencies which would arise in case of mobilization. On May 30, 1939, the Under Secretary of the Ministry of Economics attended a meeting at which detailed plans were made for the financing of the war.

On August 25, 1939, Funk wrote a letter to Hitler expressing his gratitude that he had been able to participate in such world shaking events; that his plans for the "financing of the war," for the control of wage and price conditions and for the strengthening of the Reichsbank had been completed; and that he had inconspicuously transferred into gold all foreign exchange resources available to Germany. On October 14, 1939, after the war had begun, he made a speech in which he stated that the economic and financial departments of Germany working under the 4-year plan had been engaged in the secret economic preparation for war for over a year.

Funk participated in the economic planning which preceded the attack on the USSR. His deputy held daily conferences with Rosenberg on the economic problems which would arise in the occupation of Soviet territory. Funk himself participated in planning for the printing of ruble notes in Germany prior to the attack to serve as occupation currency in the USSR. After the attack he made a speech in which he described plans he had made for the economic exploitation of the "vast territories of the Soviet Union" which were to be used as a source of raw material for Europe.

Funk was not one of the leading figures in originating the Nazi plans for aggressive war. His activity in the economic sphere was under the supervision of Goering as Plenipotentiary General of the 4-year plan. He did, however, participate in the economic preparation for certain of the aggressive wars, notably those against Poland and the Soviet Union, but his guilt can be adequately dealt with under count two of the indictment.

War crimes and crimes against humanity.—In his capacity as Under Secretary in the Ministry of Propaganda and Vice Chairman of the Reichs Chamber of Culture, Funk had participated in the early Nazi program of economic discrimination against the Jews. On November 12, 1938, after the pogroms of November, he attended a meeting held under the chairmanship of Goering to discuss the solution of the Jewish problem and proposed a decree providing for the banning of Jews from all business activities, which Goering issued the same day under the authority of the 4-year plan. Funk has testified that he was shocked at the outbreaks of November 10, but on November 15 he made a speech describing these outbreaks as a "violent explosion of the disgust of the German people, because of a criminal Jewish attack against the German people," and saying that the elimination of the Jews from economic life followed logically their elimination from political life.

In 1942 Funk entered into an agreement with Himmler under which the Reichsbank was to receive certain gold and jewels and currency from the SS and instructed his subordinates, who were to work out the details, not to ask too many questions. As a result of this agreement the SS sent to the Reichsbank the personal belongings taken from the victims who had been exterminated in the concentration camps. The Reichsbank kept the coins and bank notes and sent the jewels, watches, and personal belongings to Berlin municipal pawn shops. The gold from the eyeglasses and gold teeth and fillings was stored in the Reichsbank vaults. Funk has protested that he did not know that the Reichsbank was receiving articles of this kind. The Tribunal is of the opinion that Funk either knew what was being received or was deliberately closing his eyes to what was being done.

As Minister of Economics and President of the Reichsbank, Funk participated in the economic exploitation of occupied territories. He was President of the Continental Oil Co. which was charged with the exploitation of the oil resources of occupied territories in the east. He was responsible for the seizure of the gold reserves of the Czechoslovakian National Bank and for the liquidation of the Yugoslavian National Bank. On June 6, 1942, his deputy sent a letter to the OKW requesting that funds from the French occupation cost fund be made available for black market purchases. Funk's knowledge of German occupation policies is shown by his presence at the meeting of August 8, 1942, at which Goering addressed the various German occupation chiefs, told them of the products required from their territories, and added: "It makes no difference to me in this connection if you say that your people will starve."

In the fall of 1943, Funk was a member of the Central Planning Board which determined the total number of laborers needed for German industry, and required Sauckel to produce them, usually by deportation from occupied territories. Funk did not appear to be particularly interested in this aspect of the forced labor program, and usually sent a deputy to attend the meetings, often SS General Ohlen-dorf, the former chief of the SD inside of Germany and the former commander of Einsatzgruppe D. But Funk was aware that the board of which he was a member was demanding the importation of slave laborers, and allocating them to the various industries under its control.

As president of the Reichsbank, Funk was also indirectly involved in the utilization of concentration camp labor. Under his direction the Reichsbank set up a revolving fund of 12,000,000 Reichsmarks to the credit of the SS for the construction of factories to use concentration camp laborers.

In spite of the fact that he occupied important official positions, Funk was never a dominant figure in the various programs in which

he participated. This is a mitigating fact of which the Tribunal takes notice.

Conclusion.—The Tribunal finds that Funk is not guilty on count one but is guilty under counts two, three, and four.

SCHACHT

Schacht is indicted under counts one and two of the indictment. Schacht served as Commissioner of Currency and president of the Reichsbank from 1923 to 1930; was reappointed president of the bank on March 17, 1933; Minister of Economics in August 1934; and Plenipotentiary General for War Economy in May 1935. He resigned from these two positions in November 1937, and was appointed Minister without Portfolio. He was reappointed as president of the Reichsbank for a 1-year term on March 16, 1937, and for a 4-year term on March 9, 1938, but was dismissed on January 20, 1939. He was dismissed as Minister without Portfolio on January 22, 1943.

Crimes against peace.—Schacht was an active supporter of the Nazi Party before its accession to power on January 30, 1933, and supported the appointment of Hitler to the post of Chancellor. After that date he played an important role in the vigorous rearmament program which was adopted, using the facilities of the Reichsbank to the fullest extent in the German rearmament effort. Reichsbank, in its traditional capacity as financial agent for the German Government floated long-term Government loans, the proceeds of which were used for rearmament. He devised a system under which 5-year notes, known as M. E. F. O. bills, guaranteed by the Reichsbank and backed, in effect, by nothing more than its position as a bank of issue, were used to obtain large sums for rearmament from the short-term money market. As Minister of Economics and as Plenipotentiary General for War Economy he was active in organizing the German economy for war. He made detailed plans for industrial mobilization and the coordination of the army with industry in the event of war. He was particularly concerned with shortages of raw materials and started a scheme of stock-piling, and a system of exchange control designed to prevent Germany's weak foreign exchange position from hindering the acquisition abroad of raw materials needed for rearmament. On May 3, 1935, he sent a memorandum to Hitler stating that "the accomplishment of the armament program with speed and in quantity is the problem of German politics, that everything else therefore should be subordinated to this purpose."

Schacht, by April 1936, began to lose his influence as the central figure in the German rearmament effort when Goering was appointed Coordinator for Raw Materials and Foreign Exchange. Goering advocated a greatly expanded program for the production of synthetic raw materials which was opposed by Schacht on the ground that the

resulting financial strain might involve inflation. The influence of Schacht suffered further when on October 16, 1936, Goering was appointed Plenipotentiary for the 4-year plan with the task of putting "the entire economy in a state of readiness for war" within 4 years. Schacht had opposed the announcement of this plan and the appointment of Goering to head it, and it is clear that Hitler's action represented a decision that Schacht's economic policies were too conservative for the drastic rearmament policy which Hitler wanted to put into effect.

After Goering's appointment, Schacht and Goering promptly became embroiled in a series of disputes. Although there was an element of personal controversy running through these disputes, Schacht disagreed with Goering on certain basic policy issues. Schacht, on financial grounds, advocated a retrenchment in the rearmament program, opposed as ineconomical much of the proposed expansion of production facilities, particularly for synthetics, urged a drastic tightening on government credit and a cautious policy in dealing with Germany's foreign exchange reserves. As a result of this dispute and of a bitter argument in which Hitler accused Schacht of upsetting his plans by his financial methods, Schacht went on leave of absence from the Ministry of Economics on September 5, 1937, and resigned as Minister of Economics and as Plenipotentiary General for War Economy on November 16, 1937.

As president of the Reichsbank, Schacht was still involved in disputes. Throughout 1938, the Reichsbank continued to function as the financial agent for the German Government in floating long-term loans to finance armaments. But on March 31, 1938, Schacht discontinued the practice of floating short-term notes guaranteed by the Reichsbank for armament expenditures. At the end of 1938, in an attempt to regain control of fiscal policy through the Reichsbank, Schacht refused an urgent request of the Reichsminister of Finance for a special credit to pay the salaries of civil servants which were not covered by existing funds. On January 2, 1939, Schacht held a conference with Hitler at which he urged him to reduce expenditures for armaments. On January 7, 1939, Schacht submitted to Hitler a report signed by the directors of the Reichsbank which urged a drastic curtailment of armament expenditures and a balanced budget as the only method of preventing inflation. On January 19, Hitler dismissed Schacht as president of the Reichsbank. On January 22, 1943, Hitler dismissed Schacht as Reichs Minister without Portfolio because of his "whole attitude during the present fateful fight of the German Nation." On July 23, 1944, Schacht was arrested by the Gestapo and confined in a concentration camp until the end of the war.

It is clear that Schacht was a central figure in Germany's rearmament program, and the steps which he took, particularly in the early

days of the Nazi regime, were responsible for Nazi Germany's rapid rise as a military power. But rearmament of itself is not criminal under the charter. To be a crime against peace under Article 6 of the Charter it must be shown that Schacht carried out this rearmament as part of the Nazi plans to wage aggressive wars.

Schacht has contended that he participated in the rearmament program only because he wanted to build up a strong and independent Germany which would carry out a foreign policy which would command respect on an equal basis with other European countries; that when he discovered that the Nazis were rearming for aggressive purposes he attempted to slow down the speed of rearmament; and that after the dismissal of von Fritsch and von Blomberg he participated in plans to get rid of Hitler, first by deposing him and later by assassination.

Schacht, as early as 1936, began to advocate a limitation of the rearmament program for financial reasons. Had the policies advocated by him been put into effect, Germany would not have been prepared for a general European war. Insistence on his policies led to his eventual dismissal from all positions of economic significance in Germany. On the other hand, Schacht, with his intimate knowledge of German finance, was in a peculiarly good position to understand the true significance of Hitler's frantic rearmament, and to realize that the economic policy adopted was consistent only with war as its object.

Moreover Schacht continued to participate in German economic life and even, in a minor way, in some of the early Nazi aggressions. Prior to the occupation of Austria he set a rate of exchange between the mark and the schilling. After the occupation of Austria he arranged for the incorporation of the Austrian National Bank into the Reichsbank and made a violently pro-Nazi speech in which he stated that the Reichsbank would always be Nazi as long as he was connected with it, praised Hitler, defended the occupation of Austria, scoffed at objections to the way it was carried out, and ended with "to our Fuehrer a triple 'Sieg Heil'." He has not contended that this speech did not represent his state of mind at the time. After the occupation of the Sudetenland, he arranged for currency conversion and for the incorporation into the Reichsbank of local Czech banks of issue. On November 29, 1938, he made a speech in which he pointed with pride to his economic policy which had created the high degree of German armament, and added that this armament had made Germany's foreign policy possible.

Schacht was not involved in the planning of any of the specific wars of aggression charged in count two. His participation in the occupation of Austria and the Sudetenland (neither of which are charged as aggressive wars) was on such a limited basis that it does

not amount to participation in the common plan charge in count one. He was clearly not one of the inner circle around Hitler which was most closely involved with this common plan. He was regarded by this group with undisguised hostility. The testimony of Speer shows that Schacht's arrest on July 23, 1944, was based as much on Hitler's enmity towards Schacht growing out of his attitude before the war as it was on suspicion of his complicity in the bomb plot. The case against Schacht therefore depends on the inference that Schacht did in fact know of the Nazi aggressive plans.

On this all important question evidence has been given for the prosecution, and a considerable volume of evidence for the defense. The Tribunal has considered the whole of this evidence with great care, and comes to the conclusion that this necessary inference has not been established beyond a reasonable doubt.

Conclusion.—The Tribunal finds that Schacht is not guilty on this indictment and directs that he shall be discharged by the Marshal, when the Tribunal presently adjourns.

DOENITZ

Doenitz is indicted on counts one, two, and three. In 1935 he took command of the first U-boat flotilla commissioned since 1918, became in 1936 Commander of the submarine arm, was made Vice Admiral in 1940, Admiral in 1942, and on January 30, 1943 Commander in Chief of the German Navy. On 1 May 1945, he became the Head of State, succeeding Hitler.

Crimes against peace.—Although Doenitz built and trained the German U-boat arm, the evidence does not show he was privy to the conspiracy to wage aggressive wars or that he prepared and initiated such wars. He was a line officer performing strictly tactical duties. He was not present at the important conferences when plans for aggressive wars were announced, and there is no evidence he was informed about the decisions reached there. Doenitz did, however, wage aggressive war within the meaning of that word as used by the Charter. Submarine warfare which began immediately upon the outbreak of war, was fully coordinated with the other branches of the Wehrmacht. It is clear that his U-boats, few in number at the time, were fully prepared to wage war.

It is true that until his appointment in January 1943 as Commander in Chief he was not an "Oberbefehlshaber." But this statement under-estimates the importance of Doenitz' position. He was no mere army or division commander. The U-boat arm was the principal part of the German fleet and Doenitz was its leader. The High seas fleet made a few minor, if spectacular, raids during the early years of the war but the real damage to the enemy was done almost exclusively by his submarines as the millions of tons of allied and neutral shipping sunk will testify. Doenitz was solely in charge of this warfare.

The naval war command reserved for itself only the decision as to the number of submarines in each area. In the invasion of Norway, for example, Doenitz made recommendations in October 1939 as to submarine bases, which he claims were no more than a staff study, and in March 1940 he made out the operational orders for the supporting U-boats, as discussed elsewhere in this judgment.

That his importance to the German war effort was so regarded is eloquently proved by Raeder's recommendation of Doenitz as his successor and his appointment by Hitler on 30 January 1943, as Commander in Chief of the Navy. Hitler too knew that submarine warfare was the essential part of Germany's naval warfare.

From January 1943, Doenitz was consulted almost continuously by Hitler. The evidence was that they conferred on naval problems about 120 times during the course of the war.

As late as April 1945, when he admits he knew the struggle was hopeless, Doenitz as its Commander in Chief urged the Navy to continue its fight. On 1 May 1945, he became the Head of State and as such ordered the Wehrmacht to continue its war in the east, until capitulation on 9 May 1945. Doenitz explained that his reason for these orders was to insure that the German civilian population might be evacuated and the army might make an orderly retreat from the east.

In the view of the Tribunal, the evidence shows that Doenitz was active in waging aggressive war.

War crimes.—Doenitz is charged with waging unrestricted submarine warfare contrary to the Naval Protocol of 1936, to which Germany acceded, and which reaffirmed the rules of submarine warfare laid down in the London Naval Agreement of 1930.

The prosecution has submitted that on 3 September 1939, the German U-boat arm began to wage unrestricted submarine warfare upon all merchant ships, whether enemy or neutral, cynically disregarding the Protocol; and that a calculated effort was made throughout the war to disguise this practice by making hypocritical references to international law and supposed violations by the Allies.

Doenitz insists that at all times the Navy remained within the confines of international law and of the Protocol. He testified that when the war began, the guide to submarine warfare was the German prize ordinance taken almost literally from the Protocol, that pursuant to the German view, he ordered submarines to attack all merchant ships in convoy, and all that refused to stop or used their radio upon sighting a submarine. When his reports indicated that British merchant ships were being used to give information by wireless, were being armed, and were attacking submarines on sight, he ordered his submarines on 17 October 1939, to attack all enemy merchant ships without warning on the ground that resistance was to be expected.

Orders already had been issued on 21 September 1939, to attack all ships, including neutrals, sailing at night without lights in the English Channel.

On 24 November 1939, the German Government issued a warning to neutral shipping that, owing to the frequent engagements taking place in the waters around the British Isles and the French coast between U-boats and Allied merchant ships which were armed and had instructions to use those arms as well as to ram U-boats, the safety of neutral ships in those waters could no longer be taken for granted. On 1 January 1940, the German U-boat command, acting on the instructions of Hitler, ordered U-boats to attack all Greek merchant ships in the zone surrounding the British Isles which was banned by the United States to its own ships and also merchant ships of every nationality in the limited area of the Bristol Channel. Five days later, a further order was given to U-boats to "make immediately unrestricted use of weapons against all ships" in an area of the North Sea, the limits of which were defined. Finally on the 18th of January 1940, U-boats were authorized to sink, without warning, all ships "in those waters near the enemy coasts in which the use of mines can be pretended." Exceptions were to be made in the cases of United States, Italian, Japanese, and Soviet ships.

Shortly after the outbreak of war the British Admiralty, in accordance with its Handbook of Instructions of 1938 to the merchant navy, armed its merchant vessels, in many cases convoyed them with armed escort, gave orders to send position reports upon sighting submarines, thus integrating merchant vessels into the warning network of naval intelligence. On 1 October 1939, the British Admiralty announced that British merchant ships had been ordered to ram U-boats if possible.

In the actual circumstances of this case, the Tribunal is not prepared to hold Doenitz guilty for his conduct of submarine warfare against British armed merchant ships.

However, the proclamation of operational zones and the sinking of neutral merchant vessels which enter those zones presents a different question. This practice was employed in the war of 1914-18 by Germany and adopted in retaliation by Great Britain. The Washington conference of 1922, the London Naval Agreement of 1930, and the protocol of 1936 were entered into with full knowledge that such zones had been employed in the First World War. Yet the protocol made no exception for operational zones. The order of Doenitz to sink neutral ships without warning when found within these zones was, therefore, in the opinion of the Tribunal, a violation of the protocol.

It is also asserted that the German U-boat arm not only did not carry out the warning and rescue provisions of the protocol but that

Doenitz deliberately ordered the killing of survivors of shipwrecked vessels, whether enemy or neutral. The prosecution has introduced much evidence surrounding two orders of Doenitz, war order No. 154, issued in 1939, and the so-called "Laconia" order of 1942. The defense argues that these orders and the evidence supporting them do not show such a policy and introduced much evidence to the contrary. The Tribunal is of the opinion that the evidence does not establish with the certainty required that Doenitz deliberately ordered the killing of shipwrecked survivors. The orders were undoubtedly ambiguous, and deserve the strongest censure.

The evidence further shows that the rescue provisions were not carried out and that the defendant ordered that they should not be carried out. The argument of the defense is that the security of the submarine is, as the first rule of the sea, paramount to rescue and that the development of aircraft made rescue impossible. This may be so, but the protocol is explicit. If the commander cannot rescue, then under its terms he cannot sink a merchant vessel and should allow it to pass harmless before his periscope. These orders, then, prove Doenitz is guilty of a violation of the protocol.

In view of all of the facts proved and in particular of an order of the British Admiralty announced on 8 May 1940, according to which all vessels should be sunk at night in the Skagerrak, and the answers to interrogatories by Admiral Nimitz stating that unrestricted submarine warfare was carried on in the Pacific Ocean by the United States from the first day that Nation entered the war, the sentence of Doenitz is not assessed on the ground of his breaches of the international law of submarine warfare.

Doenitz was also charged with responsibility for Hitler's commando order of 18 October 1942. Doenitz admitted he received and knew of the order when he was flag officer of U-boats, but disclaimed responsibility. He points out that the order by its express terms excluded men captured in naval warfare, that the navy had no territorial commands on land, and that submarine commanders would never encounter commandos.

In one instance, when he was Commander in Chief of the Navy, in 1943, the members of the crew of an allied motor torpedo boat were captured by German naval forces. They were interrogated for intelligence purposes on behalf of the local Admiral, and then turned over by his order to the SD and shot. Doenitz said that if they were captured by the Navy their execution was a violation of the commando order, that the execution was not announced in the Wehrmacht communique, and that he was never informed of the incident. He pointed out that the Admiral in question was not in his chain of command, but was subordinate to the Army general in command of the Norway occupation. But Doenitz permitted the order to remain in full force

when he became Commander in Chief, and to that extent he is responsible.

Doenitz, in a conference of 11 December 1944, said, "12,000 concentration camp prisoners will be employed in the shipyards as additional labor." At this time Doenitz had no jurisdiction over shipyard construction, and claims that this was merely a suggestion at the meeting that the responsible officials do something about the production of ships, that he took no steps to get these workers since it was not a matter for his jurisdiction and that he does not know whether they ever were procured. He admits he knew of concentration camps. A man in his position must necessarily have known that citizens of occupied countries in large numbers were confined in the concentration camps.

In 1945, Hitler requested the opinion of Jodl and Doenitz whether the Geneva Convention should be denounced. The notes of the meeting between the two military leaders on 20 February 1945, show that Doenitz expressed his view that the disadvantages of such an action outweighed the advantages. The summary of Doenitz' attitude shown in the notes taken by an officer, included the following sentence:

"It would be better to carry out the measures considered necessary without warning, and at all costs to save face with the outer world."

The prosecution insisted that "the measures" referred to meant the Convention should not be denounced, but should be broken at will. The defense explanation is that Hitler wanted to break the Convention for two reasons: to take away from German troops the protection of the Convention, thus preventing them from continuing to surrender in large groups to the British and Americans; and also to permit reprisals against Allied prisoners of war because of Allied bombing raids. Doenitz claims that what he meant by "measures" were disciplinary measures against German troops to prevent them from surrendering, and that his words had no reference to measures against the Allies; moreover, that this was merely a suggestion, and that in any event no such measures were ever taken, either against Allies or Germans. The Tribunal, however, does not believe this explanation. The Geneva Convention was not, however, denounced by Germany. The defense has introduced several affidavits to prove that British naval prisoners of war in camps under Doenitz' jurisdiction were treated strictly according to the Convention, and the Tribunal takes this fact into consideration, regarding it as a mitigating circumstance.

Conclusion.—The Tribunal finds Doenitz is not guilty on count one of the indictment, and is guilty on counts two and three.

RAEDER

Raeder is indicted on counts one, two, and three. In 1928 he became Chief of Naval Command and in 1935 Oberbefehlshaber der Kriegsmarine (OKM); in 1939 Hitler made him Gross Admiral. He was a member of the Reich Defense Council. On 30 January 1943, Doenitz replaced him at his own request, and he became Admiral Inspector of the Navy, a nominal title.

Crimes against peace.—In the 15 years he commanded it, Raeder built and directed the German Navy; he accepts full responsibility until retirement in 1943. He admits the navy violated the Versailles Treaty, insisting it was "a matter of honor for every man" to do so, and alleges that the violations were for the most part minor, and Germany built less than her allowable strength. These violations, as well as those of the Anglo-German Naval Agreement of 1935, have already been discussed elsewhere in this judgment.

Raeder received the directive of 24 June 1937, from von Blomberg, requiring special preparations for war against Austria. He was one of the five leaders present at the Hossbach Conference of 5 November 1937. He claims Hitler merely wished by this conference to spur the army to faster rearmament, insists he believed the questions of Austria and Czechoslovakia would be settled peacefully, as they were, and points to the new Naval treaty with England which had just been signed. He received no orders to speed construction of U-boats, indicating that Hitler was not planning war.

Raeder received directives on "Fall Gruen" and the directives on "Fall Weiss" beginning with that of 3 April 1939; the latter directed the navy to support the army by intervention from the sea. He was also one of the few chief leaders present at the meeting of 23 May 1939. He attended the Obersalzberg briefing of 22 August 1939.

The conception of the invasion of Norway first arose in the mind of Raeder and not that of Hitler. Despite Hitler's desire, as shown by his directive of October 1939, to keep Scandinavia neutral, the Navy examined the advantages of naval bases there as early as October. Admiral Karls originally suggested to Raeder the desirable aspects of bases in Norway. A questionnaire, dated 3 October 1939, which sought comments on the desirability of such bases, was circulated within SKL. On 10 October, Raeder discussed the matter with Hitler; his war diary entry for that day says Hitler intended to give the matter consideration. A few months later Hitler talked to Raeder, Quisling, Keitel, and Jodl; OKW began its planning and the Naval War Staff worked with OKW staff officers. Raeder received Keitel's directive for Norway on 27 January 1940, and the subsequent directive of 1 March, signed by Hitler.

Raeder defends his actions on the ground it was a move to forestall the British. It is not necessary again to discuss this defense, which

has heretofore been treated in some detail, concluding that Germany's invasion of Norway and Denmark was aggressive war. In a letter to the Navy, Raeder said: "The operations of the Navy in the occupation of Norway will for all time remain the great contribution of the Navy to this war."

Raeder received the directives, including the innumerable postponements, for the attack in the west. In a meeting of 18 March 1941 with Hitler he urged the occupation of all Greece. He claims this was only after the British had landed and Hitler had ordered the attack, and points out the navy had no interest in Greece. He received Hitler's directive on Yugoslavia.

Raeder endeavored to dissuade Hitler from embarking upon the invasion of the USSR. In September 1940 he urged on Hitler an aggressive Mediterranean policy as an alternative to an attack on Russia. On 14 November 1940, he urged the war against England "as our main enemy" and that submarine and naval air force construction be continued. He voiced "serious objections against the Russian campaign before the defeat of England," according to notes of the German naval war staff. He claims his objections were based on the violation of the Non-Aggression Pact as well as strategy. But once the decision had been made, he gave permission 6 days before the invasion of the Soviet Union to attack Russian submarines in the Baltic Sea within a specified warning area and defends this action because these submarines were "snooping" on German activities.

It is clear from this evidence that Raeder participated in the planning and waging of aggressive war.

War crimes.—Raeder is charged with war crimes on the high seas. The *Athenia*, an unarmed British passenger liner, was sunk on 3 September 1939, while outward bound to America. The Germans 2 months later charged that Mr. Churchill deliberately sank the *Athenia* to encourage American hostility to Germany. In fact, it was sunk by the German U-boat 30. Raeder claims that an inexperienced U-boat commander sank it in mistake for an armed merchant cruiser, that this was not known until the U-30 returned several weeks after the German denial and that Hitler then directed the Navy and Foreign Office to continue denying it. Raeder denied knowledge of the propaganda campaign attacking Mr. Churchill.

The most serious charge against Raeder is that he carried out unrestricted submarine warfare, including sinking of unarmed merchant ships, of neutrals, nonrescue and machine-gunning of survivors, contrary to the London Protocol of 1936. The Tribunal makes the same finding on Raeder on this charge as it did as to Doenitz, which has already been announced, up until 30 January 1943, when Raeder retired.

The commando order of 18 October 1942, which expressly did not apply to naval warfare, was transmitted by the Naval War Staff to the lower naval commanders with the direction it should be distributed orally by flotilla leaders and section commanders to their subordinates. Two commandos were put to death by the Navy, and not by the SD, at Bordeaux on 10 December 1942. The comment of the Naval War Staff was that this was "in accordance with the Fuehrer's special order, but is nevertheless something new in international law, since the soldiers were in uniform." Raeder admits he passed the order down through the chain of command, and he did not object to Hitler.

Conclusion.—The Tribunal finds that Raeder is guilty on counts one, two, and three.

VON SCHIRACH

Von Schirach is indicted under counts one and four. He joined the Nazi Party and the SA in 1925. In 1929 he became the leader of the National Socialist Students Union. In 1931 he was made Reichs Youth Leader of the Nazi Party with control over all Nazi youth organizations including the Hitler Jugend. In 1933, after the Nazis had obtained control of the Government, von Schirach was made Leader of Youth in the German Reich, originally a position within the Ministry of the Interior, but, after December 1, 1936, an office in the Reich Cabinet. In 1940, von Schirach resigned as head of the Hitler Jugend and Leader of Youth in the German Reich, but retained his position as Reichsleiter with control over youth education. In 1940 he was appointed Gauleiter of Vienna, Reichs Governor of Vienna, and Reichs Defense Commissioner for that territory.

Crimes against peace.—After the Nazis had come to power von Schirach, utilizing both physical violence and official pressure, either drove out of existence or took over all youth groups which competed with the Hitler Jugend. A Hitler decree of December 1, 1936, incorporated all German youth within the Hitler Jugend. By the time formal conscription was introduced in 1940, 97 percent of those eligible were already members.

Von Schirach used the Hitler Jugend to educate German youth "in the spirit of National Socialism" and subjected them to an intensive program of Nazi propaganda. He established the Hitler Jugend as a source of replacements for the Nazi Party formations. In October 1938 he entered into an agreement with Himmler under which members of the Hitler Jugend who met SS standards would be considered as the primary source of replacements for the SS.

Von Schirach also used the Hitler Jugend for premilitary training. Special units were set up whose primary purpose was training specialists for the various branches of the service. On August 11, 1939, he entered into an agreement with Keitel under which the Hitler Jugend

agreed to carry out its premilitary activities under standards laid down by the Wehrmacht and the Wehrmacht agreed to train 30,000 Hitler Jugend instructors each year. The Hitler Jugend placed particular emphasis on the military spirit and its training program stressed the importance of return of the colonies, the necessity for Lebensraum and the noble destiny of German youth to die for Hitler.

Despite the warlike nature of the activities of the Hitler Jugend, however, it does not appear that von Schirach was involved in the development of Hitler's plan for territorial expansion by means of aggressive war, or that he participated in the planning or preparation of any of the wars of aggression.

Crimes against humanity.—In July 1940, von Schirach was appointed Gauleiter of Vienna. At the same time he was appointed Reichs Governor for Vienna and Reichs Defense Commissioner, originally for Military District 17, including the Gaue of Vienna, Upper Danube and Lower Danube and, after November 17, 1942, for the Gau of Vienna alone. As Reichs Defense Commissioner, he had control of the civilian war economy. As Reichs Governor he was head of the municipal administration of the city of Vienna, and, under the supervision of the Minister of the Interior, in charge of the governmental administration of the Reich in Vienna.

Von Schirach is not charged with the commission of war crimes in Vienna, only with the commission of crimes against humanity. As has already been seen, Austria was occupied pursuant to a common plan of aggression. Its occupation is, therefore, a "crime within the jurisdiction of the Tribunal," as that term is used in Article 6 (c) of the Charter. As a result, "murder, extermination, enslavement, deportation, and other inhumane acts" and "persecutions on political, racial, or religious grounds" in connection with this occupation constitute a crime against humanity under that Article.

As Gauleiter of Vienna, von Schirach came under the Sauckel decree dated April 6, 1942, making the Gauleiters Sauckel's plenipotentiaries for manpower with authority to supervise the utilization and treatment of manpower within their Gaue. Sauckel's directives provided that the forced laborers were to be fed, sheltered, and treated so as to exploit them to the highest possible degree at the lowest possible expense.

When von Schirach became Gauleiter of Vienna the deportation of the Jews had already been begun, and only 60,000 out of Vienna's original 190,000 Jews remained. On October 2, 1940, he attended a conference at Hitler's office and told Frank that he had 50,000 Jews in Vienna which the General Government would have to take over from him. On December 3, 1940, von Schirach received a letter from Lammers stating that after the receipt of the reports made by von Schirach, Hitler had decided to deport the 60,000 Jews still remaining

in Vienna to the General Government because of the housing shortage in Vienna. The deportation of the Jews from Vienna was then begun and continued until the early fall of 1942. On September 15, 1942, von Schirach made a speech in which he defended his action in having driven "tens of thousands upon tens of thousands of Jews into the ghetto of the east" as "contributing to European culture."

While the Jews were being deported from Vienna, reports addressed to him in his official capacity were received in von Schirach's office from the office of the chief of the security police and SD which contained a description of the activities of Einsatzgruppen in exterminating Jews. Many of these reports were initialed by one of von Schirach's principal deputies. On June 30, 1944, von Schirach's office also received a letter from Kaltenbrunner informing him that a shipment of 12,000 Jews was on its way to Vienna for essential war work and that all those who were incapable of work would have to be kept in readiness for "special action."

The Tribunal finds that von Schirach, while he did not originate the policy of deporting Jews from Vienna, participated in this deportation after he had become Gauleiter of Vienna. He knew that the best the Jews could hope for was a miserable existence in the ghettos of the east. Bulletins describing the Jewish extermination were in his office.

While Gauleiter of Vienna, von Schirach continued to function as Reichsleiter for Youth Education and in this capacity he was informed of the Hitler Jugend's participation in the plan put into effect in the fall of 1944 under which 50,000 young people between the ages of 10 and 20 were evacuated into Germany from areas recaptured by the Soviet forces and used as apprentices in German industry and as auxiliaries in units of the German armed forces. In the summer of 1942, von Schirach telegraphed Bormann urging that a bombing attack on an English cultural town be carried out in retaliation for the assassination of Heydrich which, he claimed, had been planned by the British.

Conclusion.—The Tribunal finds that von Schirach is not guilty on count one. He is guilty under count four.

SAUCKEL

Sauckel is indicted under all four counts. Sauckel joined the Nazi Party in 1923, and became Gauleiter of Thuringia in 1927. He was a member of the Thuringian legislature from 1927 to 1933, was appointed Reichsstatthalter for Thuringia in 1932, and Thuringian Minister of the Interior and Head of the Thuringian State Ministry in May 1933. He became a member of the Reichstag in 1933. He held the formal rank of Obergruppenfuehrer in both the SA and the SS.

Crimes against peace.—The evidence has not satisfied the Tribunal that Sauckel was sufficiently connected with the common plan to wage aggressive war or sufficiently involved in the planning or waging of the aggressive wars to allow the Tribunal to convict him on counts one or two.

War crimes and crimes against humanity.—On March 21, 1942, Hitler appointed Sauckel Plenipotentiary General for the Utilization of Labor, with authority to put under uniform control "the utilization of all available manpower, including that of workers recruited abroad and of prisoners of war." Sauckel was instructed to operate within the fabric of the 4-year plan, and on March 27, 1942, Goering issued a decree as Commissioner for the 4-year plan transferring his manpower sections to Sauckel. On September 30, 1942, Hitler gave Sauckel authority to appoint Commissioners in the various occupied territories, and "to take all necessary measures for the enforcement" of the decree of March 21, 1942.

Under the authority which he obtained by these decrees, Sauckel set up a program for the mobilization of the labor resources available to the Reich. One of the important parts of this mobilization was the systematic exploitation, by force, of the labor resources of the occupied territories. Shortly after Sauckel had taken office, he had the governing authorities in the various occupied territories issue decrees, establishing compulsory labor service in Germany. Under the authority of these decrees Sauckel's commissioners, backed up by the police authorities of the occupied territories, obtained and sent to Germany the laborers which were necessary to fill the quotas given them by Sauckel. He described so-called "voluntary" recruiting by "a whole batch of male and female agents just as was done in the olden times for shanghaiing." That real voluntary recruiting was the exception rather than the rule is shown by Sauckel's statement on March 1, 1944, that "out of 5,000,000 foreign workers who arrived in Germany not even 200,000 came voluntarily." Although he now claims that the statement is not true, the circumstances under which it was made, as well as the evidence presented before the Tribunal, leave no doubt that it was substantially accurate.

The manner in which the unfortunate slave laborers were collected and transported to Germany, and what happened to them after they arrived, has already been described. Sauckel argues that he is not responsible for these excesses in the administration of the program. He says that the total number of workers to be obtained was set by the demands from agriculture and from industry; that obtaining the workers was the responsibility of the occupation authorities, transporting them to Germany that of the German railways, and taking care of them in Germany that of the Ministries of Labor and Agriculture, the German Labor Front, and the various industries involved.

He testifies that insofar as he had any authority he was constantly urging humane treatment.

There is no doubt, however, that Sauckel had over-all responsibility for the slave labor program. At the time of the events in question he did not fail to assert control over the fields which he now claims were the sole responsibility of others. His regulations provided that his commissioners should have authority for obtaining labor, and he was constantly in the field supervising the steps which were being taken. He was aware of ruthless methods being taken to obtain laborers, and vigorously supported them on the ground that they were necessary to fill the quotas.

Sauckel's regulations also provided that he had responsibility for transporting the laborers to Germany, allocating them to employers and taking care of them, and that the other agencies involved in these processes were subordinate to him. He was informed of the bad conditions which existed. It does not appear that he advocated brutality for its own sake, or was an advocate of any program such as Himmler's plan for extermination through work. His attitude was thus expressed in a regulation:

"All the men must be fed, sheltered, and treated in such a way as to exploit them to the highest possible extent at the lowest conceivable degree of expenditure."

The evidence shows that Sauckel was in charge of a program which involved deportation for slave labor of more than 5,000,000 human beings, many of them under terrible conditions of cruelty and suffering.

Conclusion.—The Tribunal finds that Sauckel is not guilty on counts one and two. He is guilty under counts three and four.

JODL

Jodl is indicted on all four counts. From 1935 to 1938 he was Chief of the National Defense Section in the High Command. After a year in command of troops, in August 1939, he returned to become Chief of the Operations Staff of the High Command of the Armed Forces. Although his immediate superior was defendant Keitel, he reported directly to Hitler on operational matters. In the strict military sense, Jodl was the actual planner of the war and responsible in large measure for the strategy and conduct of operations.

Jodl defends himself on the ground he was a soldier sworn to obedience, and not a politician; and that his staff and planning work left him no time for other matters. He said that when he signed or initialed orders, memoranda, and letters, he did so for Hitler and often in the absence of Keitel. Though he claims that as a soldier he had to obey Hitler, he says that he often tried to obstruct certain measures by delay, which occasionally proved successful as when he resisted Hitler's demand that a directive be issued to lynch allied "terror fliers."

Crimes against peace.—Entries in Jodl's diary of 13 and 14 February 1938 show Hitler instructed both him and Keitel to keep up military pressure against Austria begun at the Schuschnigg conference by simulating military measures, and that these achieved their purpose. When Hitler decided "not to tolerate" Schuschnigg's plebiscite, Jodl brought to the conference the "old draft," the existing staff plan. His diary for 10 March shows Hitler then ordered the preparation of "Case Otto," and the directive was initialed by Jodl. Jodl issued supplementary instructions on 11 March, and initialed Hitler's order for the invasion on the same date.

In planning the attack on Czechoslovakia, Jodl was very active, according to the Schmundt notes. He initialed items 14, 17, 24, 36, and 37 in the notes. Jodl admits he agreed with OKH that the "incident" to provide German intervention must occur at the latest by 1400 on X-1 day, the day before the attack, and said it must occur at a fixed time in good flying weather. Jodl conferred with the propaganda experts on "imminent common tasks" such as German violations of international law, exploitation of them by the enemy and refutations by the Germans, which "task" Jodl considered "particularly important."

After Munich, Jodl wrote:

"Czechoslovakia as a power is out . . . The genius of the Fuehrer and his determination not to shun even a World War have again won the victory without the use of force. The hope remains that the incredulous, the weak and the doubtful people have been converted and will remain that way."

Shortly after the Sudeten occupation, Jodl went to a post command and did not become Chief of the Operations Staff in OKW until the end of August 1939.

Jodl discussed the Norway invasion with Hitler, Keitel, and Raeder on 12 December 1939; his diary is replete with late entries on his activities in preparing this attack. Jodl explains his comment that Hitler was still looking for an "excuse" to move meant that he was waiting for reliable intelligence on the British plans, and defends the invasion as a necessary move to forestall them. His testimony shows that from October 1939, Hitler planned to attack the west through Belgium, but was doubtful about invading Holland until the middle of November. On 8 February 1940, Jodl his deputy Warlimont, and Jeschonnek, the Air Forces Planner, discussed among themselves the "new idea" of attacking Norway, Denmark, and Holland, but guaranteeing the neutrality of Belgium. Many of the 17 orders postponing the attack in the west for various reasons including weather conditions, until May 1940, were signed by Jodl.

He was active in the planning against Greece and Yugoslavia. The Hitler order of 11 January 1941 to intervene in Albania was

initialed by Jodl. On 20 January, four months before the attack, Hitler told a conference of German and Italian generals in Jodl's presence that German troop concentrations in Rumania were to be used against Greece. Jodl was present on 18 March when Hitler told Raeder all Greece must be occupied before any settlement could be reached. On 27 March when Hitler told the German High Command that the destruction of Yugoslavia should be accomplished with "unmerciful harshness," and the decision was taken to bomb Belgrade without a declaration of war, Jodl was also there.

Jodl testified that Hitler feared an attack by Russia and so attacked first. This preparation began almost a year before the invasion. Jodl told Warlimont as early as 29 July 1940, to prepare the plans since Hitler had decided to attack; and Hitler later told Warlimont he had planned to attack in August 1940 but postponed it for military reasons. He initialed Hitler's directive of 12 November 1940, that preparations verbally ordered should be continued and also initialed "Case Barbarossa" on 18 December. On 3 February 1941, Hitler, Jodl, and Keitel discussed the invasion, and he was present on 14 June when final reports on "Case Barbarossa" were made.

War crimes and crimes against humanity.—On 18 October 1942, Hitler issued the commando order and a day later a supplementary explanation to commanding officers only. The covering memorandum was signed by Jodl. Early drafts of the order were made by Jodl's staff, with his knowledge. Jodl testified he was strongly opposed on moral and legal grounds, but could not refuse to pass it on. He insists he tried to mitigate its harshness in practice by not informing Hitler when it was not carried out. He initialed the OKW memorandum of 25 June 1944, reaffirming the order after the Normandy landings.

A plan to eliminate Soviet Commissars was in the directive for "Case Barbarossa." The decision whether they should be killed without trial was to be made by an officer. A draft contains Jodl's handwriting suggesting this should be handled as retaliation, and he testified this was his attempt to get around it.

When in 1945 Hitler considered denouncing the Geneva Convention, Jodl argued the disadvantages outweighed the advantages. On 21 February he told Hitler adherence to the Convention would not interfere with the conduct of the war, giving as an example the sinking of a British hospital ship as a reprisal and calling it a mistake. He said he did so because it was the only attitude Hitler would consider, that moral or legal arguments had no effect and argues he thus prevented Hitler from denouncing the Convention.

There is little evidence that Jodl was actively connected with the slave labor program, and he must have concentrated on his strategic planning function. But in his speech of 7 November 1943 to the

Gauleiters he said it was necessary to act "with remorseless vigor and resolution" in Denmark, France, and the Low Countries to compel work on the Atlantic Wall.

By teletype of 28 October 1944, Jodl ordered the evacuation of all persons in Northern Norway and the burning of their houses so they could not help the Russians. Jodl says he was against this, but Hitler ordered it and it was not fully carried out. A document of the Norwegian Government says such an evacuation did take place in northern Norway and 30,000 houses were damaged. On 7 October 1941, Jodl signed an order that Hitler would not accept an offer of surrender of Leningrad or Moscow, but on the contrary he insisted that they be completely destroyed. He says this was done because the Germans were afraid those cities would be mined by the Russians as was Kiev. No surrender was ever offered.

His defense, in brief, is the doctrine of "superior orders," prohibited by Article 8 of the Charter as a defense. There is nothing in mitigation. Participation in such crimes as these have never been required of any soldier and he cannot now shield himself behind a mythical requirement of soldierly obedience at all costs as his excuse for commission of these crimes.

Conclusion.—The Tribunal finds that Jodl is guilty on all four counts.

VON PAPEN

Von Papen is indicted under counts one and two. He was appointed Chancellor of the Reich on June 1, 1932, and was succeeded by von Schleicher on December 2, 1932. He was made Vice Chancellor in the Hitler Cabinet on January 30, 1933, and on November 13, 1933, Plenipotentiary for the Saar. On July 26, 1934, he was appointed Minister to Vienna, and was recalled on February 4, 1938. On April 29, 1939, he was appointed Ambassador to Turkey. He returned to Germany when Turkey broke off diplomatic relations with Germany in August 1944.

Crimes against peace.—Von Papen was active in 1932 and 1933 in helping Hitler to form the Coalition Cabinet and aided in his appointment as Chancellor on January 30, 1933. As Vice Chancellor in that Cabinet he participated in the Nazi consolidation of control in 1933. On June 16, 1934, however, von Papen made a speech at Marburg which contained a denunciation of the Nazi attempts to suppress the free press and the church, of the existence of a reign of terror, and of "150 percent Nazis" who were mistaking "brutality for vitality." On June 30, 1934, in the wave of violence which accompanied the so-called Roehm Purge, von Papen was taken into custody by the SS, his office force was arrested, and two of his associates, including the man who had helped him work on the Marburg speech, were murdered. Von Papen was released on July 3, 1934.

Notwithstanding the murder of his associates, von Papen accepted the position of Minister to Austria on July 26, 1934, the day after Dollfuss had been assassinated. His appointment was announced in a letter from Hitler which instructed him to direct relations between the two countries "into normal and friendly channels" and assured him of Hitler's "complete and unlimited confidence." As Minister to Austria, von Papen was active in trying to strengthen the position of the Nazi Party in Austria for the purpose of bringing about Anschluss. In early 1935 he attended a meeting in Berlin at which the policy was laid down to avoid everything which would give the appearance of German intervention in the internal affairs of Austria. Yet he arranged for 200,000 marks a month to be transmitted to "the persecuted National Socialist sufferers in Austria." On May 17, 1935, he reported to Hitler the results of a conference with Captain Leopold, the Leader of the Austrian Nazis, and urged Hitler to make a statement recognizing the national independence of Austria, and predicting that the result might be to help the formation of a coalition between Schuschnigg's Christian Socialists and the Austrian Nazis against Starhemberg. On July 27, 1935, von Papen reported to Hitler that the union of Austria and Germany could not be brought about by external pressure but only by the strength of the National Socialist movement. He urged that the Austrian Nazi Party change its character as a centralized Reich German Party and become a rallying point for all national Germans.

Von Papen was involved in occasional Nazi political demonstrations, supported Nazi propaganda activities and submitted detailed reports on the activities of the Nazi Party, and routine reports relating to Austrian military defenses. His Austrian policy resulted in the agreement of July 11, 1936, which nominally restored relations between Germany and Austria to "normal and friendly form," but which had a secret supplement providing for an amnesty for Austrian Nazis, the lifting of censorship on Nazi papers, the resumption of political activities by Nazis and the appointment of men friendly to the Nazis in the Schuschnigg Cabinet.

After the signing of this agreement von Papen offered to resign but his resignation was not accepted. Thereafter he proceeded to bring continued pressure on the Austrian Government to bring Nazis into the Schuschnigg Cabinet and to get them important positions in the Fatherland Front, Austria's single legal party. On September 1, 1936, von Papen wrote Hitler advising him that anti-Nazis in the Austrian Ministry of Security were holding up the infiltration of the Nazis into the Austrian Government and recommended bringing "slowly intensified pressure directed at changing the regime."

On February 4, 1938, von Papen was notified of his recall as Minister to Austria, at the same time that von Fritsch, von Blomberg, and von

Neurath were removed from their positions. He informed Hitler that he regretted his recall because he had been trying since November 1937 to induce Schuschnigg to hold a conference with Hitler and Schuschnigg had indicated his willingness to do so. Acting under Hitler's instructions, von Papen then returned to Austria and arranged the conference which was held at Berchtesgaden on February 12, 1938. Von Papen accompanied Schuschnigg to that conference, and at its conclusion advised Schuschnigg to comply with Hitler's demands. On March 10, 1938, Hitler ordered von Papen to return to Berlin. Von Papen was in the Chancellery on March 11 when the occupation of Austria was ordered. No evidence has been offered showing that von Papen was in favor of the decision to occupy Austria by force, and he has testified that he urged Hitler not to take this step.

After the annexation of Austria von Papen retired into private life and there is no evidence that he took any part in politics. He accepted the position of Ambassador to Turkey in April 1939 but no evidence has been offered concerning his activities in that position implicating him in crimes.

The evidence leaves no doubt that von Papen's primary purpose as Minister to Austria was to undermine the Schuschnigg regime and strengthen the Austrian Nazis for the purpose of bringing about Anschluss. To carry through this plan he engaged in both intrigue and bullying. But the Charter does not make criminal such offenses against political morality, however bad these may be. Under the Charter von Papen can be held guilty only if he was a party to the planning of progressive war. There is no evidence that he was a party to the plans under which the occupation of Austria was a step in the direction of further aggressive action, or even that he participated in plans to occupy Austria by aggressive war if necessary. But it is not established beyond a reasonable doubt that this was the purpose of his activity, and therefore the Tribunal cannot hold that he was a party to the common plan charged in count one or participated in the planning of the aggressive wars charged under count two.

Conclusion.—The Tribunal finds that von Papen is not guilty under this indictment, and directs that he shall be discharged by the Marshal, when the Tribunal presently adjourns.

SEYSS-INQUART

Seyss-Inquart is indicted under all four counts. Seyss-Inquart, an Austrian attorney, was appointed State Councillor in Austria in May 1937 as a result of German pressure. He had been associated with the Austrian Nazi Party since 1931, but had often had difficulties with that party and did not actually join the Nazi Party until March 13, 1938. He was appointed Austrian Minister of Security and Interior with control over the police pursuant to one of the conditions which Hitler

had imposed on Schuschnigg in the Berchtesgaden conference of February 12, 1938.

Activities in Austria.—Seyss-Inquart participated in the last stages of the Nazi intrigue which preceded the German occupation of Austria, and was made Chancellor of Austria as a result of German threats of invasion.

On March 12, 1938, Seyss-Inquart met Hitler at Linz and made a speech welcoming the German forces and advocating the reunion of Germany and Austria. On March 13, he obtained the passage of a law providing that Austria should become a province of Germany and succeeded Miklas as president of Austria when Miklas resigned rather than sign the law. Seyss-Inquart's title was changed to Reichs Governor of Austria on March 15, 1938, and on the same day he was given the title of a general in the SS. He was made a Reichs Minister without Portfolio on May 1, 1939.

On March 11, 1939, he visited the Slovakian Cabinet in Bratislava and induced them to declare their independence in a way which fitted in closely with Hitler's offensive against the independence of Czechoslovakia.

As Reichs Governor of Austria Seyss-Inquart instituted a program of confiscating Jewish property. Under his regime Jews were forced to emigrate, were sent to concentration camps and were subject to pogroms. At the end of his regime he cooperated with the security police and SD in the deportation of Jews from Austria to the east. While he was Governor of Austria, political opponents of the Nazis were sent to concentration camps by the Gestapo, mistreated and often killed.

Criminal Activities in Poland and the Netherlands.—In September 1939, Seyss-Inquart was appointed chief of Civil Administration of South Poland. On October 12, 1939, Seyss-Inquart was made Deputy Governor General of the General Government of Poland under Frank. On May 18, 1940, Seyss-Inquart was appointed Reich Commissioner for occupied Netherlands. In these positions he assumed responsibility for governing territory which had been occupied by aggressive wars and the administration of which was of vital importance in the aggressive war being waged by Germany.

As Deputy Governor General of the General Government of Poland, Seyss-Inquart was a supporter of the harsh occupation policies which were put in effect. In November 1939, while on an inspection tour through the General Government, Seyss-Inquart stated that Poland was to be so administered as to exploit its economic resources for the benefit of Germany. Seyss-Inquart also advocated the persecution of Jews and was informed of the beginning of the AB action which involved the murder of many Polish intellectuals.

As Reich Commissioner for Occupied Netherlands, Seyss-Inquart was ruthless in applying terrorism to suppress all opposition to the German occupation, a program which he described as "annihilating" his opponents. In collaboration with the local higher SS and police leaders he was involved in the shooting of hostages for offenses against the occupation authorities and sending to concentration camps all suspected opponents of occupation policies including priests and educators. Many of the Dutch police were forced to participate in these programs by threats of reprisal against their families. Dutch courts were also forced to participate in this program, but when they indicated their reluctance to give sentences of imprisonment because so many prisoners were in fact killed, a greater emphasis was placed on the use of summary police courts.

Seyss-Inquart carried out the economic administration of the Netherlands without regard for rules of the Hague Convention which he described as obsolete. Instead, a policy was adopted for the maximum utilization of economic potential of the Netherlands, and executed with small regard for its effect on the inhabitants. There was widespread pillage of public and private property which was given color of legality by Seyss-Inquart's regulations, and assisted by manipulations of the financial institutions of the Netherlands under his control.

As Reich Commissioner for the Netherlands, Seyss-Inquart immediately began sending forced laborers to Germany. Up until 1942, labor service in Germany was theoretically voluntary, but was actually coerced by strong economic and governmental pressure. In 1942 Seyss-Inquart formally decreed compulsory labor service, and utilized the services of the security police and SD to prevent evasion of his order. During the occupation over 500,000 people were sent from the Netherlands to the Reich as laborers and only a very small proportion were actually volunteers.

One of Seyss-Inquart's first steps as Reich Commissioner of the Netherlands was to put into effect a series of laws imposing economic discriminations against the Jews. This was followed by decrees requiring their registration, decrees compelling them to reside in ghettos and to wear the star of David, sporadic arrests and detention in concentration camps, and finally, at the suggestion of Heydrich, the mass deportation of almost 120,000 of Holland's 140,000 Jews to Auschwitz and the "final solution." Seyss-Inquart admits knowing that they were going to Auschwitz but claims that he heard from people who had been to Auschwitz that the Jews were comparatively well off there, and that he thought that they were being held there for resettlement after the war. In light of the evidence and on account of his official position it is impossible to believe this claim.

Seyss-Inquart contends that he was not responsible for many of the crimes committed in the occupation of the Netherlands because they

had imposed on Schuschnigg in the Berchtesgaden conference of February 12, 1938.

Activities in Austria.—Seyss-Inquart participated in the last stages of the Nazi intrigue which preceded the German occupation of Austria, and was made Chancellor of Austria as a result of German threats of invasion.

On March 12, 1938, Seyss-Inquart met Hitler at Linz and made a speech welcoming the German forces and advocating the reunion of Germany and Austria. On March 13, he obtained the passage of a law providing that Austria should become a province of Germany and succeeded Miklas as president of Austria when Miklas resigned rather than sign the law. Seyss-Inquart's title was changed to Reichs Governor of Austria on March 15, 1938, and on the same day he was given the title of a general in the SS. He was made a Reichs Minister without Portfolio on May 1, 1939.

On March 11, 1939, he visited the Slovakian Cabinet in Bratislava and induced them to declare their independence in a way which fitted in closely with Hitler's offensive against the independence of Czechoslovakia.

As Reichs Governor of Austria Seyss-Inquart instituted a program of confiscating Jewish property. Under his regime Jews were forced to emigrate, were sent to concentration camps and were subject to pogroms. At the end of his regime he cooperated with the security police and SD in the deportation of Jews from Austria to the east. While he was Governor of Austria, political opponents of the Nazis were sent to concentration camps by the Gestapo, mistreated and often killed.

Criminal Activities in Poland and the Netherlands.—In September 1939, Seyss-Inquart was appointed chief of Civil Administration of South Poland. On October 12, 1939, Seyss-Inquart was made Deputy Governor General of the General Government of Poland under Frank. On May 18, 1940, Seyss-Inquart was appointed Reich Commissioner for occupied Netherlands. In these positions he assumed responsibility for governing territory which had been occupied by aggressive wars and the administration of which was of vital importance in the aggressive war being waged by Germany.

As Deputy Governor General of the General Government of Poland, Seyss-Inquart was a supporter of the harsh occupation policies which were put in effect. In November 1939, while on an inspection tour through the General Government, Seyss-Inquart stated that Poland was to be so administered as to exploit its economic resources for the benefit of Germany. Seyss-Inquart also advocated the persecution of Jews and was informed of the beginning of the AB action which involved the murder of many Polish intellectuals.

As Reich Commissioner for Occupied Netherlands, Seyss-Inquart was ruthless in applying terrorism to suppress all opposition to the German occupation, a program which he described as "annihilating" his opponents. In collaboration with the local higher SS and police leaders he was involved in the shooting of hostages for offenses against the occupation authorities and sending to concentration camps all suspected opponents of occupation policies including priests and educators. Many of the Dutch police were forced to participate in these programs by threats of reprisal against their families. Dutch courts were also forced to participate in this program, but when they indicated their reluctance to give sentences of imprisonment because so many prisoners were in fact killed, a greater emphasis was placed on the use of summary police courts.

Seyss-Inquart carried out the economic administration of the Netherlands without regard for rules of the Hague Convention which he described as obsolete. Instead, a policy was adopted for the maximum utilization of economic potential of the Netherlands, and executed with small regard for its effect on the inhabitants. There was widespread pillage of public and private property which was given color of legality by Seyss-Inquart's regulations, and assisted by manipulations of the financial institutions of the Netherlands under his control. also

As Reich Commissioner for the Netherlands, Seyss-Inquart immediately began sending forced laborers to Germany. Up until 1942, labor service in Germany was theoretically voluntary, but was actually coerced by strong economic and governmental pressure. In 1942 Seyss-Inquart formally decreed compulsory labor service, and utilized the services of the security police and SD to prevent evasion of his order. During the occupation over 500,000 people were sent from the Netherlands to the Reich as laborers and only a very small proportion were actually volunteers.

One of Seyss-Inquart's first steps as Reich Commissioner of the Netherlands was to put into effect a series of laws imposing economic discriminations against the Jews. This was followed by decrees requiring their registration, decrees compelling them to reside in ghettos and to wear the star of David, sporadic arrests and detention in concentration camps, and finally, at the suggestion of Heydrich, the mass deportation of almost 120,000 of Holland's 140,000 Jews to Auschwitz and the "final solution." Seyss-Inquart admits knowing that they were going to Auschwitz but claims that he heard from people who had been to Auschwitz that the Jews were comparatively well off there, and that he thought that they were being held there for resettlement after the war. In light of the evidence and on account of his official position it is impossible to believe this claim.

Seyss-Inquart contends that he was not responsible for many of the crimes committed in the occupation of the Netherlands because they

were either ordered from the Reich, committed by the army, over which he had no control, or by the German higher SS and police leader, who, he claims, reported directly to Himmler. It is true that some of the excesses were the responsibility of the army, and that the higher SS and police leader, although he was at the disposal of Seyss-Inquart, could always report directly to Himmler. It is also true that in certain cases Seyss-Inquart opposed the extreme measures used by these other agencies, as when he was largely successful in preventing the army from carrying out a scorched earth policy, and urged the higher SS and police leaders to reduce the number of hostages to be shot. But the fact remains that Seyss-Inquart was a knowing and voluntary participant in war crimes and crimes against humanity which were committed in the occupation of the Netherlands.

Conclusion.—The Tribunal finds that Seyss-Inquart is guilty under counts two, three, and four. Seyss-Inquart is not guilty on count one.

SPEER

Speer is indicted under all four counts. Speer joined the Nazi Party in 1932. In 1934 he was made Hitler's architect and became a close personal confidant. Shortly thereafter he was made a department head in the German Labor Front and the official in charge of capital construction on the staff of the deputy to the Fuehrer, positions which he held through 1941. On February 15, 1942, after the death of Fritz Todt, Speer was appointed chief of the Organization Todt and Reich Minister for Armaments and Munitions (after September 2, 1943, for armaments and war production). The positions were supplemented by his appointments in March and April 1942 as General Plenipotentiary for Armaments and as a member of the Central Planning Board, both within the 4-year plan. Speer was a member of the Reichstag from 1941 until the end of the war.

Crimes against peace.—The Tribunal is of opinion that Speer's activities do not amount to initiating, planning, or preparing wars of aggression, or of conspiring to that end. He became the head of the armament industry well after all of the wars had been commenced and were under way. His activities in charge of German armament production were in aid of the war effort in the same way that other productive enterprises aid in the waging of war; but the Tribunal is not prepared to find that such activities involve engaging in the common plan to wage aggressive war as charged under count one or waging aggressive war as charged under count two.

War crimes and crimes against humanity.—The evidence introduced against Speer under counts three and four relates entirely to his participation in the slave labor program. Speer himself had no direct administrative responsibility for this program. Although he had advocated the appointment of a General Plenipotentiary for the utilization

of labor because he wanted one central authority with whom he could deal on labor matters, he did not obtain administrative control over Sauckel. Sauckel was appointed directly by Hitler, under the decree of March 21, 1942, which provided that he should be directly responsible to Goering, as plenipotentiary of the 4-year plan.

As Reich Minister for Armaments and Munitions and General Plenipotentiary for Armaments under the 4-year plan, Speer had extensive authority over production. His original authority was over construction and production of arms for the OKW. This was progressively expanded to include naval armaments, civilian production and finally, on August 1, 1944, air armament. As the dominant member of the Central Planning Board, which had supreme authority for the scheduling of German production and the allocation and development of raw materials, Speer took the position that the board had authority to instruct Sauckel to provide laborers for industries under its control and succeeded in sustaining this position over the objection of Sauckel. The practice was developed under which Speer transmitted to Sauckel an estimate of the total number of workers needed. Sauckel obtained the labor and allocated it to the various industries in accordance with instructions supplied by Speer.

Speer knew when he made his demands on Sauckel that they would be supplied by foreign laborers serving under compulsion. He participated in conferences involving the extension of the slave labor program for the purpose of satisfying his demands. He was present at a conference held during August 10 and August 12, 1942, with Hitler and Sauckel at which it was agreed that Sauckel should bring laborers by force from occupied territories where this was necessary to satisfy the labor needs of the industries under Speer's control. Speer also attended a conference in Hitler's headquarters on January 4, 1944, at which the decision was made that Sauckel should obtain "at least 4,000,000 new workers from occupied territories" in order to satisfy the demands for labor made by Speer, although Sauckel indicated that he could do this only with help from Himmler.

Sauckel continually informed Speer and his representatives that foreign laborers were being obtained by force. At a meeting of March 1, 1944, Speer's deputy questioned Sauckel very closely about his failure to live up to the obligation to supply 4,000,000 workers from occupied territories. In some cases Speer demanded laborers from specific foreign countries. Thus, at the conference August 10-12, 1942, Sauckel was instructed to supply Speer with "a further million Russian laborers for the German armament industry up to and including October 1942." At a meeting of the Central Planning Board on April 22, 1943, Speer discussed plans to obtain Russian laborers for use in the coal mines, and flatly vetoed the suggestion that this labor deficit should be made up by German labor.

Speer
Judgment
p. 157

Speer has argued that he advocated the reorganization of the labor program to place a greater emphasis on utilization of German labor in war production in Germany and on the use of labor in occupied countries in local production of consumer goods formerly produced in Germany. Speer took steps in this direction by establishing the so-called "blocked industries" in the occupied territories which were used to produce goods to be shipped to Germany. Employees of these industries were immune from deportation to Germany as slave laborers and any worker who had been ordered to go to Germany could avoid deportation if he went to work for a blocked industry. This system, although somewhat less inhumane than deportation to Germany, was still illegal. The system of blocked industries played only a small part in the over-all slave labor program, although Speer urged its cooperation with the Slave Labor Program, knowing the way in which it was actually being administered. In an official sense, he was its principal beneficiary and he constantly urged its extension.

OT
Speer was also directly involved in the utilization of forced labor as chief of the Organization Todt. The Organization Todt functioned principally in the occupied areas on such projects as the Atlantic Wall and the construction of military highways, and Speer has admitted that he relied on compulsory service to keep it adequately staffed. He also used concentration camp labor in the industries under his control. He originally arranged to tap this source of labor for use in small out-of-the-way factories; and later, fearful of Himmler's jurisdictional ambitions, attempted to use as few concentration camp workers as possible.

Speer was also involved in the use of prisoners of war in armament industries but contends that he utilized Soviet prisoners of war only in industries covered by the Geneva Convention.

Speer's position was such that he was not directly concerned with the cruelty in the administration of the slave labor program, although he was aware of its existence. For example, at meetings of the Central Planning Board he was informed that his demands for labor were so large as to necessitate violent methods in recruiting. At a meeting of the Central Planning Board on October 30, 1942, Speer voiced his opinion that many slave laborers who claimed to be sick were malingerers and stated: "There is nothing to be said against SS and police taking drastic steps and putting those known as slackers into concentration camps." Speer, however, insisted that the slave laborers be given adequate food and working conditions so that they could work efficiently.

In mitigation it must be recognized that Speer's establishment of blocked industries did keep many laborers in their homes and that in the closing stages of the war he was one of the few men who had the courage to tell Hitler that the war was lost and to take steps to prevent the senseless destruction of production facilities, both in occupied

territories and in Germany. He carried out his opposition to Hitler's scorched earth program in some of the western countries and in Germany by deliberately sabotaging it at considerable personal risk.

Conclusion.—The Tribunal finds that Speer is not guilty on counts one and two, but is guilty under counts three and four.

VON NEURATH

Von Neurath is indicted under all four counts. He is a professional diplomat who served as German Ambassador to Great Britain from 1930 to 1932. On June 2, 1932, he was appointed Minister of Foreign Affairs in the von Papen cabinet, a position which he held under the cabinets of von Schleicher and Hitler. Von Neurath resigned as Minister of Foreign Affairs on February 4, 1938, and was made Reich Minister without Portfolio, President of the Secret Cabinet Council and a member of the Reich Defense Council. On March 18, 1939, he was appointed Reich Protector for Bohemia and Moravia, and served in this capacity until September 27, 1941. He held the formal rank of Obergruppenfuhrer in the SS.

Crimes against peace.—As Minister of Foreign Affairs, von Neurath advised Hitler in connection with the withdrawal from the Disarmament Conference and the League of Nations on October 14, 1933; the institution of rearmament; the passage on March 16, 1935, of the law for universal military service; and the passage on May 21, 1935, of the secret Reich Defense Law. He was a key figure in the negotiation of the Naval Accord entered into between Germany and England on June 18, 1935. Von Neurath played an important part in Hitler's decision to reoccupy the Rhineland on March 7, 1936, and predicted that the occupation could be carried through without any reprisals from the French. On May 18, 1936, he told the American Ambassador to France that it was the policy of the German Government to do nothing in foreign affairs until "the Rhineland had been digested," and that as soon as the fortifications in the Rhineland had been constructed and the countries of central Europe realized that France could not enter Germany at will, "all those countries will begin to feel very differently about their foreign policies and a new constellation will develop."

Von Neurath took part in the Hossbach conference of November 5, 1937. He has testified that he was so shocked by Hitler's statements that he had a heart attack. Shortly thereafter, he offered to resign, and his resignation was accepted on February 4, 1938, at the same time that von Fritsch and von Blomberg were dismissed. Yet with knowledge of Hitler's aggressive plans he retained a formal relationship with the Nazi regime as Reichs Minister without Portfolio, President of the Secret Cabinet Council and a member of the Reichs Defense Council. He took charge of the foreign office at the time of the occupation of Austria, assured the British Ambassador that this had not

been caused by a German ultimatum, and informed the Czechoslovakian Minister that Germany intended to abide by its arbitration convention with Czechoslovakia. Von Neurath participated in the last phase of the negotiations preceding the Munich Pact but contends that he entered these discussions only to urge Hitler to make every effort to settle the issues by peaceful means.

Criminal activities in Czechoslovakia.—Von Neurath was appointed Reich Protector for Bohemia and Moravia on March 18, 1939. Bohemia and Moravia were occupied by military force. Hacha's consent, obtained as it was by duress, cannot be considered as justifying the occupation. Hitler's decree of March 16, 1939, establishing the protectorate, stated that this new territory should "belong henceforth to the territory of the German Reich," an assumption that the Republic of Czechoslovakia no longer existed. But it also went on the theory that Bohemia and Moravia retained their sovereignty subject only to the interests of Germany as expressed by the protectorate. Therefore even if the doctrine of subjugation should be considered to be applicable to territory occupied by aggressive action, the Tribunal does not believe that this proclamation amounted to an incorporation which was sufficient to bring the doctrine into effect. The occupation of Bohemia and Moravia must therefore be considered a military occupation covered by the rules of warfare. Although Czechoslovakia was not a party to the Hague Convention of 1907, the rules of land warfare expressed in this convention are declaratory of existing international law and hence are applicable.

As Reichs Protector, von Neurath instituted an administration in Bohemia and Moravia similar to that in effect in Germany. The free press, political parties, and trade unions were abolished. All groups which might serve as opposition were outlawed. Czechoslovakian industry was worked into the structure of German war production, and exploited for the German war effort. Nazi anti-Semitic policies and laws were also introduced. Jews were barred from leading positions in Government and business.

In August 1939, von Neurath issued a proclamation warning against any acts of sabotage and stating that "the responsibility for all acts of sabotage is attributed not only to individual perpetrators but to the entire Czech population." When the war broke out on September 1, 1939, 8,000 prominent Czechs were arrested by the security police in Bohemia and Moravia and put into protective custody. Many of this group died in concentration camps as a result of mistreatment.

In October and November 1939, Czechoslovakian students held a series of demonstrations. As a result, on Hitler's orders, all universities were closed, 1,200 students imprisoned, and the 9 leaders of the demonstration shot by security police and SD. Von Neurath testified that he was not informed of this action in advance, but it was an-

nounced by proclamation over his signature posted on placards throughout the protectorate, which he claims, however, was done without his authority.

On August 31, 1940, von Neurath transmitted to Lammers a memorandum which he had prepared dealing with the future of the protectorate, and a memorandum with his approval prepared by Carl Herman Frank on the same subject. Both dealt with the question of Germanization and proposed that the majority of the Czechs might be assimilated racially into the German Nation. Both advocated the elimination of the Czechoslovakian intelligentsia and other groups which might resist Germanization, von Neurath's by expulsion, Frank's by expulsion or "special treatment."

Von Neurath has argued that the actual enforcement of the repressive measures was carried out by the security police and SD who were under the control of his State secretary, Carl Herman Frank, who was appointed at the suggestion of Himmler and who, as a higher SS and police leader, reported directly to Himmler. Von Neurath further argues that anti-Semitic measures and those resulting in economic exploitation were put into effect in the protectorate as the result of policies decided upon in the Reich. However this may be, he served as the chief German official in the protectorate when the administration of this territory played an important role in the wars of aggression which Germany was waging in the east, knowing that war crimes and crimes against humanity were being committed under his authority.

In mitigation it must be remembered that von Neurath did intervene with the security police and SD for the release of many of the Czechoslovaks who were arrested on September 1, 1939, and for the release of students arrested later in the fall. On September 23, 1941, he was summoned before Hitler and told that he was not being harsh enough and that Heydrich was being sent to the protectorate to combat the Czechoslovakian resistance groups. Von Neurath attempted to dissuade Hitler from sending Heydrich, but in vain, and when he was not successful offered to resign. When his resignation was not accepted he went on leave, on September 27, 1941, and refused to act as Protector after that date. His resignation was formally accepted in August 1943.

Conclusion.—The Tribunal finds that von Neurath is guilty under all four counts.

FRITZSCHE

Fritzsche is indicted on counts one, three, and four. He was best known as a radio commentator, discussing once a week the events of the day on his own program, "Hans Fritzsche Speaks." He began

broadcasting in September 1932; in the same year he was made the head of the Wireless News Service, a Reich Government agency. When on May 1, 1933, this agency was incorporated by the National Socialists into their Reich Ministry of Popular Enlightenment and Propaganda, Fritzsche became a member of the Nazi Party and went to that ministry. In December 1938 he became head of the Home Press Division of the Ministry; in October 1942 he was promoted to the rank of Ministerial Director. After serving briefly on the eastern front in a propaganda company, he was, in November 1942, made head of the Radio Division of the Propaganda Ministry and Plenipotentiary for the Political Organization of the Greater German Radio.

Crimes against peace.—As head of the Home Press Division, Fritzsche supervised the German press of 2,300 daily newspapers. In pursuance of this function he held daily press conferences to deliver the directives of the Propaganda Ministry to these papers. He was, however, subordinate to Dietrich, the Reich press chief, who was in turn a subordinate of Goebbels. It was Dietrich who received the directives to the press of Goebbels and other Reich Ministers, and prepared them as instructions, which he then handed to Fritzsche for the press.

From time to time, the "Daily Paroles of the Reich Press Chief," as these instructions were labeled, directed the press to present to the people certain themes, such as the leadership principle, the Jewish problem, the problem of living space, or other standard Nazi ideas. A vigorous propaganda campaign was carried out before each major act of aggression. While Fritzsche headed the Home Press Division, he instructed the press how the actions or wars against Bohemia and Moravia, Poland, Yugoslavia, and the Soviet Union should be dealt with. Fritzsche had no control of the formulation of these propaganda policies. He was merely a conduit to the press of the instructions handed him by Dietrich. In February 1939 and before the absorption of Bohemia and Moravia, for instance, he received Dietrich's order to bring to the attention of the press Slovakia's efforts for independence, and the anti-Germanic policies and politics of the existing Prague Government. This order to Dietrich originated in the Foreign Office.

The Radio Division, of which Fritzsche became the head in November 1942, was one of the 12 divisions of the Propaganda Ministry. In the beginning Dietrich and other heads of divisions exerted influence over the policies to be followed by radio. Towards the end of the war, however, Fritzsche became the sole authority within the ministry for radio activities. In this capacity he formulated and issued daily radio "paroles" to all Reich propaganda offices, according to the general political policies of the Nazi regime, subject to the

directives of the Radio-Political Division of the Foreign Office, and the personal supervision of Goebbels.

Fritzsche, with other officials of the Propaganda Ministry, was present at Goebbels' daily staff conferences. Here they were instructed in the news and propaganda policies of the day. After 1943 Fritzsche himself occasionally held these conferences, but only when Goebbels and his State secretaries were absent. And even then his only function was to transmit the Goebbels' directives relayed to him by telephone.

This is the summary of Fritzsche's positions and influence in the Third Reich. Never did he achieve sufficient stature to attend the planning conferences which led to aggressive war; indeed according to his own uncontradicted testimony he never even had a conversation with Hitler. Nor is there any showing that he was informed of the decisions taken at these conferences. His activities cannot be said to be those which fall within the definition of the common plan to wage aggressive war as already set forth in this judgment.

War crimes and crimes against humanity.—The prosecution has asserted that Fritzsche incited and encouraged the commission of war crimes, by deliberately falsifying news to arouse in the German people those passions which led them to the commission of atrocities under counts three and four. His position and official duties were not sufficiently important, however, to infer that he took part in originating or formulating propaganda campaigns.

Excerpts in evidence from his speeches show definite anti-Semitism on his part. He broadcast, for example, that the war had been caused by Jews and said their fate had turned out "as unpleasant as the Fuehrer predicted." But these speeches did not urge persecution or extermination of Jews. There is no evidence that he was aware of their extermination in the east. The evidence moreover shows that he twice attempted to have publication of the anti-Semitic *Der Sturmer* suppressed, though unsuccessfully.

In these broadcasts Fritzsche sometimes spread false news, but it was not proved he knew it to be false. For example, he reported that no German U-boat was in the vicinity of the *Athenia* when it was sunk. This information was untrue; but Fritzsche, having received it from the German Navy, had no reason to believe it was untrue.

It appears that Fritzsche sometimes made strong statements of a propagandistic nature in his broadcasts. But the Tribunal is not prepared to hold that they were intended to incite the German people to commit atrocities on conquered peoples, and he cannot be held to have been a participant in the crimes charged. His aim was rather to arouse popular sentiment in support of Hitler and the German war effort.

Conclusion.—The Tribunal finds that Fritzsche is not guilty under this indictment, and directs that he shall be discharged by the Marshal when the Tribunal presently adjourns.

BORMANN

Bormann is indicted on counts one, three, and four. He joined the National Socialist Party in 1925, was a member of the staff of the Supreme Command of the SA from 1928 to 1930, was in charge of the Aid Fund of the party and was Reichsleiter from 1933 to 1945. From 1933 to 1941 he was Chief of Staff in the office of the Fuehrer's deputy and, after the flight of Hess to England, became head of the Party Chancellery on 12 May 1941. On 12 April 1943, he became secretary to the Fuehrer. He was political and organizational head of the Volksturm and a general in the SS.

Crimes against peace.—Bormann, in the beginning, a minor Nazi, steadily rose to a position of power, and, particularly in the closing days, of great influence over Hitler. He was active in the party's rise to power and even more so in the consolidation of that power. He devoted much of his time to the persecution of the churches and of the Jews within Germany.

The evidence does not show that Bormann knew of Hitler's plans to prepare, initiate, or wage aggressive wars. He attended none of the important conferences when Hitler revealed piece by piece those plans for aggression. Nor can knowledge be conclusively inferred from the positions he held. It was only when he became head of the Party Chancellery in 1941, and later in 1943 secretary to the Fuehrer when he attended many of Hitler's conferences, that his positions gave him the necessary access. Under the view stated elsewhere which the Tribunal has taken of the conspiracy to wage aggressive war, there is not sufficient evidence to bring Bormann within the scope of count one.

War crimes and crimes against humanity.—By decree of 29 May 1941, Bormann took over the offices and powers held by Hess; by the decree of 24 January 1942, these powers were extended to give him control over all laws and directives issued by Hitler. He was thus responsible for laws and orders issued thereafter. On 1 December 1942, all Gaue became Reich Defense Districts, and the Party Gauleiters responsible to Bormann were appointed Reich Defense Commissioners. In effect, this made them the administrators of the entire civilian war effort. This was so not only in Germany but also in those territories which were incorporated into the Reich from the absorbed and conquered territories.

Through this mechanism Bormann controlled the ruthless exploitations of the subjected populace. His order of 12 August 1942 placed all party agencies at the disposal of Himmler's program for forced resettlement and denationalization of persons in the occupied countries. Three weeks after the invasion of Russia, he attended the conference of 16 July 1941 at Hitler's field quarters with Goering, Rosenberg, and Keitel; Bormann's report shows that there were discussed and developed detailed plans of enslavement and annihilation of the

population of these territories. And on 8 May 1942, he conferred with Hitler and Rosenberg on the forced resettlement of Dutch personnel in Latvia, the extermination program in Russia, and the economic exploitation of the eastern territories. He was interested in the confiscation of art and other properties in the east. His letter of 11 January 1944 called for the creation of a large-scale organization to withdraw commodities from the occupied territories for the bombed-out German populace.

Bormann was extremely active in the persecution of the Jews, not only in Germany but also in the absorbed and conquered countries. He took part in the discussions which led to the removal of 60,000 Jews from Vienna to Poland in cooperation with the SS and the Gestapo. He signed the decree of 31 May 1941, extending the Nurnberg laws to the annexed eastern territories. In an order of 9 October 1942, he declared that the permanent elimination of Jews in Greater German territory could no longer be solved by emigration, but only by applying "ruthless force" in the special camps in the east. On 1 July 1943, he signed an ordinance withdrawing Jews from the protection of the law courts and placing them under the exclusive jurisdiction of Himmler's Gestapo.

Bormann was prominent in the slave labor program. The party leaders supervised slave labor matters in the respective Gaue, including employment, conditions of work, feeding, and housing. By his circular of 5 May 1943, to the Leadership Corps distributed down to the level of Ortsgruppenleiters, he issued directions regulating the treatment of foreign workers, pointing out they were subject to SS control on security problems, and ordered the previous mistreatment to cease. A report of 4 September 1942, relating to the transfer of 500,000 female domestic workers from the east to Germany showed that control was to be exercised by Sauckel, Himmler, and Bormann. Sauckel by decree of 8 September directed the Kreisleiters to supervise the distribution and assignment of these female laborers.

Bormann also issued a series of orders to the party leaders dealing with the treatment of prisoners of war. On 5 November 1941, he prohibited decent burials for Russian prisoners of war. On 25 November 1943 he directed Gauleiters to report cases of lenient treatment of prisoners of war. And on 13 September 1944, he ordered liaison between the Kreisleiters with the camp commandants in determining the use to be made of prisoners of war for forced labor. On 29 January 1943, he transmitted to his leaders OKW instructions allowing the use of firearms, and corporal punishment on recalcitrant prisoners of war, contrary to the rules of land warfare. On 30 September 1944, he signed a decree taking from the OKW jurisdiction over prisoners of war and handing them over to Himmler and the SS.

Bormann is responsible for the lynching of Allied airmen. On 30 May 1944, he prohibited any police action or criminal proceedings against persons who had taken part in the lynching of Allied fliers. This was accompanied by a Goebbels' propaganda campaign inciting the German people to take action of this nature and the conference of 6 June 1944, where regulations for the application of lynching were discussed.

His counsel, who has labored under difficulties, was unable to refute this evidence. In the face of these documents which bear Bormann's signature it is difficult to see how he could do so even were the defendant present. Counsel has argued that Bormann is dead and that the Tribunal should not avail itself of Article 12 of the Charter which gives it the right to take proceedings in absentia. But the evidence of death is not conclusive, and the Tribunal, as previously stated, determined to try him in absentia. If Bormann is not dead and is later apprehended, the Control Council for Germany may, under Article 29 of the Charter, consider any facts in mitigation, and alter or reduce his sentence, if deemed proper.

Conclusion.—The Tribunal finds that Bormann is not guilty on count one, but is guilty on counts three and four.

1 October 1946

/s/ GEOFFREY LAWRENCE	/s/ NORMAN BIRKETT
<i>President</i>	
/s/ FRANCIS BIDDLE	/s/ JOHN J. PARKER
/s/ H. DONNEDIEU DE VABRES	/s/ R. FALCO
/s/ NIKITCHENKO	/s/ A. VOLCHKOV

DISSENTING OPINION

The Tribunal decided:

- (a) To acquit the defendants Hjalmar Schacht, Franz von Papen, and Hans Fritzsche.
- (b) To sentence the defendant Rudolf Hess to life imprisonment.
- (c) Not to declare criminal the following organizations: the Reich Cabinet, General Staff and OKW.

In this respect I cannot agree with the decision adopted by the Tribunal as it does not correspond to the facts of the case and is based on incorrect conclusions.

I. THE UNFOUNDED ACQUITTAL OF DEFENDANT SCHACHT

The evidence, submitted to the Tribunal in the case of Schacht, confirms the following facts:

- (a) Schacht established contact with Goering in December 1930, and with Hitler at the beginning of 1931. He subsequently established

contact between the leadership of the Nazi Party and the foremost representatives of the German industrial and financial circles. This, in particular, is confirmed by the testimony of Witness Severing (Transcript, afternoon session, 23 May 1946; also USA-615).

(b) In July 1932, Schacht demanded that von Papen resign his post as Reich Chancellor in favor of Hitler. This fact is confirmed by von Papen's testimony at the preliminary interrogation and by Schacht's own testimony in Court (Transcript, afternoon session, 2 May 1946).

(c) In November 1932, Schacht collected signatures of German industrialists, urging them to come out for Hitler's appointment as Reich Chancellor. On November 12, 1932, Schacht wrote to Hitler:

"I have no doubt that the way we are directing the course of events can only lead to your appointment as Reich Chancellor. We are trying to secure a large number of signatures among the industrial circles to ensure your appointment to this post." (EC-456, USA-773; PS-3901, USA-837.)

(d) In February 1933, Schacht organized the financing of the pre-election campaign conducted by the Nazi Party, and demanded at the conference of Hitler and Goering with the industrialists, that the latter provide 3,000,000 marks (D-203). Schacht admitted in court that he had pointed out the necessity for providing the Nazi leaders with this sum (Transcript, afternoon session, 3 May 1946), while the Defendant Funk and the former member of the management of "I. G. Farbenindustrie" Schnitzler, who were present at this conference, both confirmed that it was Schacht who was the initiator of the financing of the pre-election campaign (Transcript 4 July 1946, and EC-439, USA-618).

(e) Utilizing his prestige, Schacht also repeatedly admitted in his public statements that he asked for the support in the elections of both the Nazi Party and of Hitler (USA-615; USA-616; Transcript, afternoon session, 2 May 1946).

On 29 August 1932, Schacht wrote to Hitler:

"No matter where my activities lead me in the near future, even if some day you see me imprisoned in a fortress, you can always depend on me as your loyal aide." (EC-457, USA-619).

Thus, Schacht consciously and deliberately supported the Nazi Party and actively aided in the seizure of power in Germany by the Fascists. Even prior to his appointment as Plenipotentiary for War Economy, and immediately after the seizure of power by the Nazis, Schacht led in planning and developing the German armaments, as follows:

- (a) On 17 March 1933, Schacht was appointed president of the Reichsbank (PS-3021, USA-11), and as he himself stated in a speech before his Reichsbank colleagues on 21 March 1933, the Reichsbank

under his management was "none other than a National Socialist institution" (Transcript, afternoon session, 3 May 1946).

(b) In August 1934, Schacht was appointed Reich Minister of Economy (PS-3021; USA-11). His ministry "was given the task of carrying out the economic preparation for war" (EC-128, USA-623). A special decree granted Schacht in his capacity of Reich Minister of Economy, unlimited authority in the field of economy ("Reichsgesetzblatt" for 1934, part 1, p. 565).

(c) Making use of these powers in 1934, Schacht launched upon the execution of the "new program" developed by him ("Reichsgesetzblatt," 1934, part I, p. 826), and, as Schacht noted in his speech of 29 November 1938, this organization played a tremendous part in the course of Germany's rearmament (EC-611, USA-62).

(d) For the purpose of the most effective execution of this "new program" Schacht used the property and means of those political enemies of the Nazi regime, who either became the victims of terror or were forced to emigrate (Schacht's note to Hitler of 3 May 1939, PS-1168, USA-37).

Schacht used swindler's tactics and coercion "in an effort to acquire raw material and foreign currency for armaments" (affidavit of vice president of the Reichsbank, Puhl, EC-437, USA-624).

(e) During the very first days of his association with Reichsbank, Schacht issued a series of decrees (27 October 1933, 23 March 1934, 19 February 1935), which in the long run helped realize the broad program of the financing of armaments, developed by him, and with the aid of which, as he testified, he "had found the way to finance the rearmament program."

In his speech in Leipzig on 1 March 1935, Schacht, while summing up his preceding economic and financial activities, announced ". . . everything that I say and do has the Fuehrer's full agreement and I shall not do or say anything which is not approved by the Fuehrer" (Transcript, afternoon session, 3 May 1946).

Having become the Plenipotentiary General for War Economy, Schacht unified under himself the leadership of the entire German economy and through his efforts the establishment of the Hitlerite war machine was accomplished.

(a) The secret law of 21 May 1935, which appointed Schacht the Plenipotentiary General for War Economy, states as follows: "The task of the Plenipotentiary General for War Economy is to place all the economic resources in the service of warfare. The Plenipotentiary General for War Economy within the framework of his functions is given the right to issue legal orders, deviating from the existing laws." . . . "He is the responsible head for financing wars through the Reich Ministry and the Reichsbank" (PS-2261, USA-24).

(b) Schacht financed German armaments through the MEFO system of promissory notes, which was a swindling venture on a national scale that has no precedent, and the success of which was dependent upon the realization of the aggressive plans of the Hitlerites. It was because of this that Schacht set 1942 as the date when the MEFO notes were to mature, and he pointed out in his speech of 29 November 1938, the relation between "the daring credit policy" of the Reichsbank and the aims of the Hitlerite foreign policy (EC-611, USA-622).

(c) Having made full use of his plenary powers, Schacht carefully developed and carried out a broad program of economic mobilization which allowed the Hitlerite leaders to wage war at any time considered most favorable. In particular, from the report of Schacht's deputy, Wohlthat, "the preparation for mobilization carried out by the Plenipotentiary for War Economy" shows that Schacht provided to the last detail for the system of exploitation of the German economy in wartime, all the way from the utilization of industrial enterprises, of raw material resources and manpower down, to the distribution of 80,000,000 ration cards (EC-258, USA-625). It is significant that this report was drawn up a month after Hitler's statement at the conference of 5 November 1937, at which Hitler set forth this concrete plan of aggression (PS-386, USA-25).

Summarizing his past activity, Schacht wrote in January 1937: "I worked out the preparation for war in accordance with the principle that the plan of our war economy must be built in peacetime in such a way that there will be no necessity for any reorganization in case of war." Schacht confirmed his statement in court (Transcript, afternoon session, 2 May 1946).

Schacht consciously and deliberately prepared Germany for war.

(d) The former Minister of War, Von Blomberg, testified that: "Schacht was fully cognizant of the plans for development and increase of the German armed forces, since he was constantly informed . . . of all the financing necessary for the development of the German armed forces" (USA-838).

On 31 August 1936, Von Blomberg informed Schacht that: "The establishment of all air force units must be completed by April 1, 1937, and therefore large expenditures must be entailed in 1936 . . ." (PS-1301, USA-123).

In the spring of 1937, Schacht participated in the military exercises in Godesberg (EC-174).

(e) In his memorandum to Hitler on May 3, 1935, entitled the "Financing of Rearmament," Schacht wrote: "A speedy fulfillment of the program for rearmament on a mass scale is the basis of German policy, and, therefore, everything else must be subordinate to this task; the completion of this task, the achievement of this purpose must meet no obstacles . . ." (PS-1168, USA-37).

In his speech on 29 November 1938, Schacht announced that Reichsbank's credit policy made it possible for Germany to create an "unsurpassed machine, and, in turn, this war machine made possible the realization of the aims of our policy" (EC-611, USA-622).

One must exclude the supposition that Schacht was not informed as to what purposes these weapons were to serve since he could not but take into consideration their unprecedented scale and an obvious preference for offensive types of weapons, heavy tanks, bombers, and so on. Besides, Schacht knew perfectly well that not a single country intended to wage war on Germany nor had it any reasons to do so.

(a) Schacht utilized the military might growing under his direction to back Germany's territorial demands which grew in proportion to the increase in armaments.

Schacht testified in court that "at first he confined himself (in his demands) to the colonies which had once belonged to Germany" (Transcript, morning session, 3 May 1946).

In September 1934, during his talk with the American Ambassador Dodd, Schacht pointed out that he "desired annexation if possible without war, but through war, if the U. S. would stay out of it" (EC-461, USA-58).

In 1935, Schacht announced to the American Consul Fuller: "Colonies are essential to Germany. If it is possible, we shall acquire them through negotiations; if not, we shall seize them" (EC-450, USA-629).

Schacht admitted in Court that military pressure put upon Czechoslovakia was "in some measure the result and the fruit of his labor" (Transcript, morning session, 3 May 1946).

(b) Schacht personally participated in the plunder of private and state property of the countries which became victims of Hitlerite aggressions.

The minutes of the conference of the Military-Economic Staff on 11 March 1938, in which Schacht participated, state that those present were given Hitler's latest directives about the invasion of Austria. Further, the minutes state that: "After this, at the suggestion of Schacht, it was decided that . . . all the financial accounting will be made in Reichmarks at the rate of exchange: 2 shillings for 1 Reichsmark" (EC-421, USA-645).

Schacht admitted in court that he personally was in charge of the seizure of the Czechoslovak National Bank after the occupation of Czechoslovakia (Transcript, morning session, 3 May 1946).

(c) At the beginning of 1940, Schacht offered Hitler his services for negotiations with the United States in regard to the discontinuance of aid to England and he informed Goering of his offer (PS-8700, USA-780).

(d) Schacht considered it his duty to greet and congratulate Hitler publicly after the signing of armistice with France, although Schacht, better than anyone else, understood the usurpatory nature of the armistice (German documentary film USA-635).

(e) In his letter to Funk on 17 October 1941, Schacht suggested a more effective exploitation of occupied territory. In this case, too, Schacht acted on his own initiative (EC-504, USA-830).

Schacht also participated in the persecution of the Jews:

(a) He testified in court that he "agreed to the policy of the persecution of the Jews as a matter of principle" (Transcript, afternoon session, 2 May 1946). Although, he stated, "to a certain extent" it was a matter of conscience which, however, "was not serious enough to bring about a break" between him and the Nazis (Transcript, afternoon session, 2 May 1946; USA-616).

(b) In his capacity of Minister of Economy, Schacht signed a series of decrees, in accordance with which the property of the Jews in Germany was subject to plunder with impunity (USA-832 and USA-616). Schacht confirmed in Court the fact that he had signed a series of antisemitic decrees (Transcript, afternoon session, 2 May 1946).

As to the reasons for Schacht's resignation from the post of the Ministry of Economy and the Plenipotentiary General for War Economy in November 1937, and also from the post of the president of the Reichsbank on 20 November 1939, and finally from the post of the Minister without Portfolio in January 1943, the evidence submitted established the following:

(a) The reason is not Schacht's disagreement with the economic preparation for aggressive wars.

Three weeks before leaving the Ministry of Economy and the post of Plenipotentiary General for War Economy, Schacht wrote to Goering: ". . . I also don't consider that my opinion can differ from yours on economic policy . . ." (EC-497, USA-775).

In his reply Goering states: ". . . You promised me your support and collaboration . . . You have repeated this promise many times, even after differences of opinion began to creep up between us" (EC-493, USA-642).

Schacht testified in court that Goering and he "differed in matters of procedure" (Transcript, morning session, 3 May 1946).

In the preliminary examination Goering testified that Schacht's leaving the Reichsbank "had no relation to the program of rearmament" (USA-648).

The vice president of the Reichbank, Puhl, confirmed that Schacht's resignation from the Reichbank can be explained by "his desire to extricate himself from a dangerous situation" which developed as the result of Schacht's own crooked financial operations (EC-438, USA-646).

(b) The reason is not Schacht's disapproval of mass terror conducted by the Hitlerites.

The witness for the defense, Gesevius, testified that he constantly informed Schacht of the criminal actions of the Gestapo, created by Goering, and that nevertheless, right up to the end of 1936, Schacht looked for "Goering's support" (Transcript, morning session, 24 April 1946).

In his letter to von Blomberg on 24 December 1935, Schacht suggested that the Gestapo apply "more cautious methods" since the open terror of the Gestapo "hinders the objectives of the armament" (Transcript, afternoon session, 2 May 1946).

On 30 January 1937, Schacht was awarded a golden party insignia by Hitler (EC-500, Transcript, afternoon session, 2 May 1946). As stated in an official German publication, "he was able to be of greater help to the party than if he were actually a member of the party" (EC-460, USA-617).

Only in 1943, having understood earlier than many other Germans, the inevitability of the failure of the Hitler regime, did Schacht establish contact with the opposition circles, however, doing nothing to help depose this regime. Therefore, it was not by chance that having found out these connections of Schacht, Hitler still spared Schacht's life.

It is thus indisputably established that:

- (1) Schacht actively assisted in the seizure of power by the Nazis.
- (2) During a period of 12 years Schacht closely collaborated with Hitler.
- (3) Schacht provided the economic and financial basis for the creation of the Hitlerite military machine.
- (4) Schacht prepared Germany's economy for the waging of aggressive wars.
- (5) Schacht participated in the persecution of Jews and in the plunder of territories occupied by the Germans.

Therefore, Schacht's leading part in the preparation and execution of the common criminal plan is proved.

The decision to acquit Schacht is in obvious contradiction with existing evidence.

II. THE UNFOUNDED ACQUITTAL OF DEFENDANT VON PAPEN

The verdict does not dispute the fact that von Papen prepared the way for Hitler's appointment to the post of the Reichskanzler and that he actively helped Nazis in their seizure of power.

In a speech of 2 November 1933, von Papen said the following on the subject:

"... just as I at the time of taking over the Chancellorship (this was in 1932) have advocated to pave the way to power for the young fighting liberation movement, just as I on 30 January was selected by a gracious fate to put the hands of our Chancellor and Fuehrer into the hands of our beloved Field Marshal, so do I today again feel the obligation to say to the German People and all those who have kept confidence in me:

"The kind Lord has blessed Germany by giving it in times of deep distress a leader. . . ." (PS-3375).

It was von Papen who revoked Bruning's order dissolving the SS and the SA, thus allowing the Nazis to realize their program of mass terror (D-631).

Again it was the defendant who, by the application of brute force, did away with the Social Democrat Government of Braun and Severing (Severing's testimony, transcript, afternoon session, 14 June 1946).

On 4 January 1933, von Papen had a conference with Hitler, Hess, and Himmler (D-632).

Von Papen participated in the purge of the state machinery of all personnel considered unreliable from the Nazi point of view; on 21 March 1933, he signed a decree creating special political tribunals; he had also signed an order granting amnesty to criminals whose crimes were committed in the course of the "national revolution;" he participated in drafting the text of the order "insuring party and state unity;" and so on.

Subsequently von Papen faithfully served the Hitler regime.

After the Putsch of 1934, von Papen ordered his subordinate, Tschirschky, to appear in the Gestapo, knowing full well what awaited him there (D-684).

Von Papen helped to keep the bloody murder secret from public opinion (D-717; D-718).

The defendant played a tremendous role in helping Nazis to take possession of Austria.

Three weeks after the assassination of Dollfuss, on 26 July 1934, Hitler told von Papen that he was being appointed minister to Vienna, specially noting in a letter: "You have been and continue to be in possession of my fullest and most unlimited trust" (PS-2799).

In this connection it is impossible to ignore the testimony of the American Ambassador Messersmith, who quoted von Papen as saying that "the seizure of Austria is only the first step" and that he, von Papen, was in Austria for the purpose of "further weakening the Austrian Government" (USA-57).

The defendant was Hitler's chief advisor in effecting plans for the seizure of Austria. It was he who proposed several tactical maneu-

vers, to quiet the vigilance of world opinion on the one hand, and allow Germany to conclude her war preparations, on the other.

This follows indisputably from von Papen's statement to the Austrian Minister Berger-Waldeneck (PS-1760), from the report of Gauleiter Reuner of 6 July 1939 (USA-61), from von Papen's report to Hitler of 21 August 1936 (D-706), from von Papen's report to Hitler of 1 September 1936 (PS-2246; USA-67), and from a series of other documents which had been submitted in evidence.

Von Papen played this game until the issuance of the order for alerting the German armed forces for moving into Austria. He participated in arranging the conference between Hitler and Schuschnigg of 12 February 1938 (USA-69).

It was von Papen who, in a letter to Hitler, emphatically recommended that financial aid be given the Nazi organization in Austria known as the "Freedom Union," specifically for "its fight against the Jewry" (PS-2830).

Indisputable appears the fact of the Nazi seizure of Austria and of von Papen's participation in this act of aggression. After the occupation of Austria, Hitler rewarded von Papen with the golden insignia of the Nazi Party (D-632).

Neither is it possible to ignore von Papen's role as agent provocateur when, in his capacity of diplomat, he was the German Ambassador to Turkey—whenever evaluation of his activity there is made.

The post of ambassador to Turkey was at the time of considerable importance in helping the Nazis realize their aggressive plans.

The official Nazi biographer wrote about von Papen as follows:

"Shortly (after the occupation of Austria) the Fuehrer had need of von Papen's services again and on 18 April 1939, he therefore, appointed him German Ambassador in Ankara" (D-632).

It should also be noted that for his Turkish activities, Hitler rewarded von Papen with the Knight's Cross of the War Merit Order with Swords (D-632).

Thus evidence submitted establishes beyond doubt that:

- (1) Von Papen actively aided the Nazis in their seizure of power.
- (2) Von Papen used both his efforts and his connections to solidify and strengthen the Hitlerian terroristic regime in Germany.
- (3) Von Papen actively participated in the Nazi aggression against Austria culminating in its occupation.
- (4) Von Papen faithfully served Hitler up to the very end aiding the Nazi plans of aggression both with his ability and his diplomatic skill.

It therefore follows that Defendant von Papen bears considerable responsibility for the crimes of the Hitlerite regime.

For these reasons I cannot consent to the acquittal of Defendant von Papen.

III. THE UNFOUNDED ACQUITTAL OF DEFENDANT FRITZSCHE

The acquittal of Defendant Hans Fritzsche follows from the reasoning that Fritzsche, allegedly, had not reached in Germany the official position making him responsible for the criminal actions of the Hitler regime and that his own personal activity in this respect cannot be considered criminal. The verdict characterizes him as a secondary figure carrying out the directives of Goebbels and von Ribbentrop, and of the Reich Press Director Dietrich.

The verdict does not take into consideration or mention the fact that it was Fritzsche who until 1942 was the director de facto of the Reich press and that, according to himself, subsequent to 1942 he became the "commander in chief of the German radio" (Transcript, morning session, 23 January 1946).

For the correct definition of the role of Defendant Hans Fritzsche it is necessary, firstly, to keep clearly in mind the importance attached by Hitler and his closest associates (as Goering, for example) to propaganda in general and to radio propaganda in particular. This was considered one of the most important and essential factors in the success of conducting an aggressive war.

In the Germany of Hitler, propaganda was invariably a factor in preparing and conducting acts of aggression and in training the German populace to accept obediently the criminal enterprises of German fascism.

The aims of these enterprises were served by a huge and well centralized propaganda machinery. With the help of the police controls and of a system of censorship it was possible to do away altogether with the freedom of press and of speech.

The basic method of the Nazi propagandistic activity lay in the false presentation of facts. This is stated quite frankly in Hitler's "Mein Kampf"; "With the help of a skillful and continuous application of propaganda it is possible to make the people conceive even of heaven as hell and also make them consider heavenly the most miserly existence" (USA-276).

The dissemination of provocative lies and the systematic deception of public opinion were as necessary to the Hitlerites for the realization of their plans as were the production of armaments and the drafting of military plans. Without propaganda, founded on the total eclipse of the freedom of press and of speech, it would not have been possible for German fascism to realize its aggressive intentions, to lay the groundwork and then to put to practice the war crimes and the crimes against humanity.

In the propaganda system of the Hitler State it was the daily press and the radio that were the most important weapons.

In his court testimony, Defendant Goering named three factors as essential in the successful conduct of modern war according to the Nazi concept, namely, (1) the military operations of the armed forces, (2) economic warfare, (3) propaganda. With reference to the latter he said:

"For what great importance the war of propaganda had, enemy propaganda which extended by way of radio far into the hinterland, no one has experienced more strongly than Germany" (Transcript, afternoon session, 15 March 1946).

With such concepts in ascendance it is impossible to suppose that the supreme rulers of the Reich would appoint to the post of the director of radio propaganda who supervised radio activity of all the broadcasting companies and directed their propagandistic content—a man they considered a secondary figure.

The point of view of the verdict contradicts both the evidence submitted and the actual state of affairs.

Beginning with 1942 and into 1945, Fritzsche was not only chief of the radio department of the Reich Ministry of Propaganda but also "Plenipotentiary for the Political Organization of Radio in Greater Germany." This circumstance is fully proven by the sworn affidavit of Fritzsche himself (PS-3469, USA-721). It thus follows not at all that Fritzsche was merely "one of the 12 departmental chiefs in the Ministry of Propaganda" acquiring responsibility for all radio propaganda only toward the end of the war, as the verdict asserts.

Fritzsche was the political director of the German radio up and into 1945, i. e., up to the moment of German defeat and capitulation. For this reason it is Fritzsche who bears responsibility for the false and provocative broadcasts of the German radio during the years of the war.

As chief of the press section inside Germany it was also Fritzsche who was responsible for the activity of the German daily press consisting of 2,300 newspapers. It was Fritzsche who created and perfected the information section, winning from the Reich Government for the purpose an increase in the subsidy granted the newspapers from 400,000 to 4,000,000 marks. Subsequently Fritzsche participated energetically in the development of the propaganda campaigns preparatory to the acts of aggression against Czechoslovakia and Poland (Transcript, morning session, 23 January 1946). A similar active propaganda campaign was conducted by the defendant prior to the attack on Yugoslavia, as he himself admitted on oath in court (Transcript, morning session, 23 January 1946).

Fritzsche was informed of the plan to attack the Soviet Union and was put "au courant" of the military intentions at a conference with

Rosenberg (PS-1039, USA-146. Rosenberg's written report to Hitler on the subject of preliminary work on eastern European questions).

Fritzsche headed the German press campaign falsifying reports of Germany's aggressive war against France, England, Norway, the Soviet Union, the U. S. A., and the other States.

The assertion that Fritzsche was not informed of the war crimes and the crimes against humanity then being perpetrated by the Hitlerites in the occupied regions does not agree with the facts. From Fritzsche's testimony in court it is obvious that already in May 1942, while in the propaganda section of the sixth army, he was aware of Hitler's decree ordering execution for all Soviet political workers and Soviet intellectuals, the so-called "Commissar Decree." (Transcript, afternoon session, 27 June 1946). It is also established that already at the beginning of hostilities Fritzsche was fully aware of the fact that the Nazis were carrying out their decision to do away with all Jews in Europe. For instance, when commenting on Hitler's statement that "among results of the war there will be the annihilation of the Jewish race in Europe" (Transcript, afternoon session, 22 November 1945). Fritzsche stated that: "As Fuehrer predicted it will occur in the event of war in Europe, the fate of the European Jewry turned out to be quite sad" (Transcript, morning session, 23 January 1946). It is further established that the defendant systematically preached the antisocial theory of race hatred and characterized peoples inhabiting countries victimized by aggression as "subhumans" (Transcript, afternoon session, 27 June 1946; Transcript, morning session, 28 June 1946).

When the fate of Nazi Germany became clear, Fritzsche came out with energetic support of the Defendant Martin Bormann and of other fanatical Hitler adherents who organized the undercover fascist association, the so-called "Werewolf."

On 7 April 1945, for example, in his last radio address, Fritzsche agitated for all the civilian population of Germany to take active part in the activities of this terroristic Nazi underground organization.

He said: "Let no one be surprised to find the civilian population, wearing civilian clothes, still continuing the fight in the regions already occupied and even after occupation has taken place. We shall call this phenomenon 'Werewolf' since it will have arisen without any preliminary planning and without a definite organization, out of the very instinct of life" (USSR-496).

In his radio addresses Fritzsche welcomed the German use of the new terror weapons in conducting the war, specifically the use of the "V" rockets. On receiving a plan for the introduction of bacterial warfare

he immediately forwarded it to the OKW for acceptance (USSR-484; evidence submitted during the afternoon session, 28 June 1946).

I consider Fritzsche's responsibility fully proven. His activity had a most basic relation to the preparation and the conduct of aggressive warfare as well as to the other crimes of the Hitler regime.

IV. CONCERNING THE SENTENCE OF THE DEFENDANT RUDOLF HESS

The judgment of the Tribunal correctly and adequately portrays the outstanding position which Rudolf Hess occupied in the leadership of the Nazi party and state. He was indeed Hitler's closest personal confidant and his authority was exceedingly great: In this connection it is sufficient to quote Hitler's decree appointing Hess as his Deputy: "I hereby appoint Hess as my deputy and give him full power to make decisions in my name on all questions of party leadership" (Transcript, afternoon session, 7 February 1946).

But the authority of Hess was not only confined to questions of party leadership.

The official NSDAP publication "National Socialist Year Book for 1941," states that: "In addition to the duties of party leadership, the deputy of the Fuehrer has far-reaching powers in the field of the State. These are first: participation in national and State legislation, including the preparation of Fuehrer's order. The deputy of the Fuehrer in this way validates the conception of the party. . . . Approval of the deputy of the Fuehrer of proposed appointments for official and labor service leaders. Third, securing the influence of the party over the self-government of the municipal units" (USA-255, PS-3163).

Hess was an active supporter of Hitler's aggressive policy. The crimes against peace committed by him are dealt with in sufficient detail in the judgment. The mission undertaken by Hess in flying to England should be considered as the last of these crimes, as it was undertaken in the hope of facilitating the realization of aggression against the Soviet Union by temporarily restraining England from fighting.

The failure of this mission led to Hess's isolation and he took no direct part in the planning and commission of subsequent crimes of the Hitler regime. There can be no doubt, however, that Hess did everything possible for the preparation of these crimes.

Hess, together with Himmler, occupied the role of creator of the SS police organizations of German fascism which afterwards committed the most ruthless crimes against humanity. The defendant clearly pointed out the "special tasks" which faced the SS formations on occupied territories.

When the Waffen SS was being formed, Hess issued a special order through the party chancellory which made aiding the conscription of

party members into these organizations by all means compulsory for party organs. He outlined the tasks set before the Waffen SS as follows:

"The units of the Waffen-SS composed of National Socialists are more suitable than other armed units for the specific tasks to be solved in the occupied eastern territories due to the intensive training in regard to questions of race and nationality" (GB-267, 3245-PS).

As early as 1934 the defendant initiated a proposal that the so-called SD under the Reichsfuehrer SS (security service) be given extraordinary powers and thus become the leading force in Nazi Germany.

On the 9th of June 1934, Hess issued a decree in accordance with which the "security service of the Reichsfuehrer SS" was declared to be the "sole political news and defense service of the Party" (GB-257).

Thus the defendant played a direct part in the creation and consolidation of the system of special police organs which were being prepared for the commission of crimes in occupied territories.

We find Hess to have always been an advocate of the man-hating "master race" theory. In a speech made on the 16th January 1937 while speaking of the education of the German nation, Hess pointed out: "Thus, they are being educated to put Germans above the subjects of a foreign nation, regardless of their positions or their origin" (GB-253, 3124-PS).

Hess signed the so-called "law for the protection of blood and honor" on 15 September 1935 (3179-PS). The body of this law states that "the Fuehrer's deputy is authorized to issue all necessary decrees and directives," for the practical realization of the "Nurnberg decrees."

On 14 November 1935, Hess issued an ordinance under the Reich citizenship law in accordance with which the Jews were denied the right to vote at elections or hold public office (GB-258; 1417-PS).

On 20 May 1938, a decree signed by Hess extended the Nurnberg laws to Austria (GB-259, 2124-PS).

On October 12, 1939, Hess signed a decree creating the administration of Polish occupied territories (Reichsgesetzblatt No. 210, 1939 p. 2077). Article 2 of this decree gave the defendant Frank the power of dictator.

There is sufficiently convincing evidence showing that this defendant did not limit himself to this general directive which introduced into the occupied Polish territories a regime of unbridled terror. As is shown in the letter of the Reichsminister of Justice to the Chief of the Reichschancellory dated April 17, 1941, Hess was the initiator in the formation of special "penal laws" for Poles and Jews in occupied eastern territories. The role of this defendant in the drawing up of these "laws" is characterized by the Minister of Justice in the following words:

"In accordance with the opinion of the Fuehrer's deputy I started from the point of view that the Pole is less susceptible to the infliction of ordinary punishment . . . Under these new kinds of punishment, prisoners are to be lodged outside prisons in camps and are to be forced to do heavy and heaviest labor . . . The introduction of corporal punishment which the deputy of the Fuehrer has brought up for discussion has not been included in the draft. I cannot agree to this type of punishment . . . The procedure for enforcing prosecution has been abrogated, for it seemed intolerable that Poles or Jews should be able to instigate a public indictment. Poles and Jews have also been deprived of the right to prosecute in their own names or join the public prosecution in an action . . . From the very beginning it was intended to intensify special treatment in case of need. When this necessity became actual a supplementary decree was issued to which the Fuehrer's deputy refers to in his letter . . ." (GB-268, R-96).

Thus, there can be no doubt that Hess together with the other major war criminals is guilty of crimes against humanity.

Taking into consideration that among political leaders of Hitlerite Germany Hess was third in significance and played a decisive role in the crimes of the Nazi regime, I consider the only justified sentence in his case can be death.

V. INCORRECT JUDGMENT WITH REGARD TO THE REICH CABINET

The prosecution has posed before the Tribunal the question of declaring the Reich Cabinet a criminal organization. The verdict rejects the claim of the prosecution, unfoundedly refusing to declare the Hitler Government a criminal organization.

With such a decision I cannot agree.

The Tribunal considers it proven that the Hitlerites have committed innumerable and monstrous crimes.

The Tribunal also considers it proven that these crimes were as a rule committed intentionally and on an organized scale, according to previously prepared plans and directives ("Plan Barbarossa," "Night and Fog," "Bullet," etc.).

The Tribunal has declared criminal several of the Nazi mass organizations founded for the realization and putting into practice the plans of the Hitler Government.

In view of this it appears particularly untenable and rationally incorrect to refuse to declare the Reich Cabinet, the directing organ of the State with a direct and active role in the working out of the criminal enterprises, a criminal organization. The members of this directing staff had great power, each headed an appropriate government agency, each participated in preparing and realizing the Nazi program.

In confirmation it is deemed proper to cite several facts:

(1) Immediately after the Nazi accession to power—on the 24th of March 1933—there was a law passed entitled "The Law of Defense of the People and the State" whereby the Reich Cabinet, besides the Reichstag, was empowered to enact new laws.

On the 26 of May 1933, the Reich Government issued a decree ordering the confiscation of the property of all Communist organizations and on the 14th of June, the same year, it also confiscated the property of the Social Democrat organizations. On the 1st of December 1933, the Reich Government issued the law "Ensuring Party and State Unity."

Following through its program of liquidating democratic institutions, in 1934 the Government passed a law of the "Reconstruction of the Reich" whereby democratic elections were abolished for both central and local representative bodies. The Reichstag thereby became an institution without functional meaning (Transcript, afternoon session, November 22, 1945).

By the law of 7 April 1933 and others, all Reich Government employees, including judges, ever noted for any anti-Nazi tendencies or ever having belonged to leftist organizations, as well as all Jews, were to be removed from the Government service and replaced by Nazis. In accordance with the "Basic Positions of the German Law on Government Employees" of the 26th of January 1937, "the inner harmony of the official and the Nazi party is a necessary presupposition of his appointment to his post . . . government employees must be the executors of the will of the National Socialist State, directed by the NSDAP" (Defense Exhibit No. 28).

On the 1st of May 1934, there was created the Ministry of Education instructed to train students in the spirit of militarism, of racial hatred, and in terms of reality thoroughly falsified by Nazi ideology (PS-2078).

Free trade unions were abolished, their property confiscated, and the majority of the leaders jailed.

To suppress even a semblance of resistance the Government created the Gestapo and the concentration camps. Without any trial or even a concrete charge hundreds of thousands of persons were arrested and then done away with merely on a suspicion of an anti-Nazi tendency.

There were issued the so-called Nurnberg laws against the Jews. Hess and Frick, both members of the Reich Government, implemented these by additional decrees.

It was the activity of the Reich Cabinet that brought on the war which took millions of human lives and caused inestimable damage in property and in suffering borne by the many nations.

On the 4th of February 1938, Hitler organized the Secret Council of Ministers, defining its activity as follows: "To aid me by advice on problems of foreign policies I am creating this secret council" (Reichsgesetzblatt 1938, part I, p. 112; PS-2031). The foreign policy of the Hitler Government was the policy of aggression. For this reason the members of the secret council should be held responsible for this policy. There were attempts in court to represent the secret council as a fictitious organization, never actually functioning. This however, is an inadmissible position. It is sufficient to recall Rosenberg's letter to Hitler where the former insistently tried to be appointed member of the secret council of ministers—to appreciate fully the significance of the council.

Even more important practically in conducting aggressive warfare was the Reich Defense Council headed by Hitler and Goering. The following were members of the Defense Council, as is well known: Hess, Frick, Funk, Keitel, Raeder, Lammers (PS-2194; PS-2018).

Goering characterized the function of the defense council and its role in war preparations as follows, during the court session of 23 June 1939: "The defense council of the Reich was the deciding Reich organ on all questions concerning preparation for war" (PS-3787, USA-782).

At the same time Goering emphasized the fact that "the meetings of the defense council always took place for the purpose of making the most important decisions." From the minutes of these meetings, submitted as evidence by the prosecution, it is quite clear that the council made very important decisions indeed. The minutes also show that other cabinet ministers sometimes took part in the meetings of the Defense Council alongside the members of the council when war enterprises and war preparedness were discussed.

For example, the following Cabinet Ministers took part in the meeting of 23 June 1939: Of Labor, of Food and Agriculture, of Finance, of Communication and a number of others, while the minutes of the meeting were sent to all the members of the Cabinet (USA-782).

The verdict of the Tribunal justly points out certain peculiarities of the Hitler Government as the directing organ of the state, namely: the absence of regular cabinet meetings, the occasional issuance of laws by the individual ministers having unusual independence of action, the tremendous personal power of Hitler himself. These peculiarities do not refute but on the contrary further confirm the conclusion that the Hitler Government is not an ordinary rank and file Cabinet but a criminal organization.

Certainly Hitler had an unusual measure of personal power but this in no way frees of responsibility the members of his cabinet who were his convinced followers and the actual executors of his program until and when the day of reckoning arrived.

I consider that there is every reason to declare the Hitler Government a criminal organization.

VI. INCORRECT JUDGMENT WITH REGARD TO THE GENERAL STAFF AND THE OKW

The verdict incorrectly rejects the accusation of criminal activity directed against the General Staff and the OKW.

The rejection of the accusation of criminal activity of the General Staff and of the OKW contradicts both the actual situation and the evidence submitted in the course of the trial.

It has been established beyond doubt that the Leadership Corps of the armed forces of Nazi Germany together with the SS-Party machine, represented the most important agency in preparing and realizing the Nazi aggressive and man-hating program. This was constantly and forcefully reiterated by the Hitlerites themselves in their official bulletins meant for the officer personnel of the armed forces. In the Nazi Party Bulletin called "Politics and the officer in the III Reich" it is quite clearly stated that the Nazi regime is founded on "two pillars: the Party and the Armed Forces. Both are forms of expression of the same philosophy of life," "the tasks before the party and the armed forces are in an organic relationship to each other and each bears the same responsibility . . . both these agencies depend on each other's success or failure" (PS-4060, USA-928).

This organic interrelationship between the Nazi Party and the SS on the one hand and the Nazi Armed Forces on the other hand, was particularly evident among the upper circles of military hierarchy which the indictment groups together under the concept of criminal organization—that is, among the members of the General Staff and the OKW.

The very selection of members of the Supreme Command of the army in Nazi Germany was based on the criteria of their loyalty to the regime and their readiness not only to pursue aggressive militaristic policies but also to fulfill such special directives as related to treatment meted out to prisoners of war and to the civilian populations of occupied territories.

The leaders of the German Armed Forces were not merely officers who reached certain levels of the military hierarchy. They represented, first of all, a closely knit group which was entrusted with the most secret plans of the Nazi leadership. Evidence submitted to the Tribunal has fully confirmed the contention that the military leaders of Germany justified this trust completely and that they were the convinced followers and ardent executors of Hitler's plans.

It is not accidental that at the head of the air force stood the "second man" of the Nazi Reich, namely Goering; that the com-

mander in chief of the Navy was Doenitz, subsequently designated by Hitler to be the latter's successor; that the command of the ground forces was concentrated in the hands of Keitel, who signed the major part of the decrees concerning the execution of the prisoners of war and of the civilians in occupied territories.

Thus the comparisons made with the organization of the supreme commands in Allied countries cannot be considered valid. In a democratic country, not one self-respecting military expert would agree to prepare plans for mass reprisals and merciless killings of prisoners of war side by side with plans of the purely military and strategic character.

Meanwhile it is precisely such matters that occupied the Supreme Command of the General Staff and the OKW in Nazi Germany. The commission by them of the heaviest crimes against peace, of the war crimes, and of the crimes against humanity is not denied but is particularly emphasized in the verdict of the Tribunal. And yet the commission of these crimes has not brought the logical conclusion.

The verdict states:

"They have been a disgrace to the honorable profession of arms. Without their military guidance the aggressive ambitions of Hitler and his fellow Nazis would have been academic and sterile . . ."

And subsequently:

"Many of these men have made a mockery of the soldier's oath of obedience to military orders. When it suits their defense they say they had to obey; when confronted with Hitler's brutal crimes, which are shown to have been within their general knowledge, they say they disobeyed. The truth is they actively participated in all these crimes, or sat silent and acquiescent, witnessing the commission of crimes on a scale larger and more shocking than the world ever had the misfortune to know. This must be said."

All these assertions in the verdict are correct and are based on numerous and reliable depositions. It remains only incomprehensible why "these hundred or so higher officers" who have caused the world and their own country so much suffering should not be acknowledged a criminal organization.

The verdict advances the following reasons for the decision, reasons quite contradictory to the facts:

(a) That the crimes were committed by representatives of the General Staff and of the OKW as private individuals and not as members of a criminal conspiracy.

(b) That the General Staff and the OKW were merely weapons in the hands of the conspirators and interpreters or executors of the conspirators' will.

Considerable evidence disputes such conclusions.

(1) *The leading representatives of the general staff and of the OKW, along with a small circle of the higher Hitlerite officials, were called upon by the conspirators to participate in the development and the realization of the plans of aggression, not as passive functionaries, but as active participants in the conspiracy against peace and humanity.*

Without their advice and active cooperation, Hitler could not have solved these problems.

In the majority of cases their opinion was decisive. It is impossible to imagine how the aggressive plans of Hitler's Germany could have been realized had it not been for the full support given him by the leading staff members of the armed forces.

Least of all did Hitler conceal his criminal plans and motivations from the leaders of the High Command.

For instance, while preparing for the attack on Poland, as early as 29 May 1939, at a conference with the high military commanders of the new Reich Chancellery, he stated:

"For us the matter consists of the expansion of 'Lebensraum' to the east."

"Thus the question of sparing Poland cannot be considered, and instead, we have to consider the decision to attack Poland at the first opportunity" (L-79).

Long before the seizure of Czechoslovakia, in a directive of 30 May 1938, Hitler, addressing the representatives of the High Command, cynically stated:

"From the military and political point of view, the most favorable time is a lightning attack on the basis of some incident, by which Germany will have been strongly provoked and which will morally justify the military measures to at least part of the world opinion" (PS-388).

Prior to the invasion of Yugoslavia, in a directive dated 27 March 1941, addressing the representatives of the High Command, Hitler wrote:

"Even if Yugoslavia declares its loyalty, it must be considered an enemy and must, therefore, be smashed as soon as possible" (PS-1746).

While preparing for the invasion of USSR, Hitler invited the representatives of the General Staff and the OKW to help him work out

the related plans and directives not at all as simply the military experts.

In the instructions to apply propaganda in the region "Barbarossa," issued by the OKW in June 1941, it is pointed out that:

"For the time we should not have propaganda directed at the dismemberment of the Soviet Union" (USSR-477).

As early as 13 May 1941, OKW ordered the troops to use any terrorist measures against the civilian populations of the temporarily occupied regions of the Soviet Union.

And the same order read: "To confirm only such sentences as are in accordance with the political intentions of the High Command" (G-50).

(2) *OKW and the General Staff issued the most brutal decrees and orders for relentless measures against the unarmed peaceful population and the prisoners of war.*

In the "decree of special liability to punishment in the region 'Barbarossa' while preparing for the attack upon the Soviet Union," the OKW abolished beforehand the jurisdiction of the military courts, granting the right of repressions over the peaceful population to individual officers and soldiers.

It is particularly stated there that: "Crimes of hostile civilians are excluded from the jurisdiction of the court martials . . ." "Suspected elements must be immediately delivered to the officer. The latter will decide whether they should be shot . . ." "It is absolutely forbidden to hold suspects for the purpose of bringing them to trial." There are also provisions for "the most extreme measures, and, in particular, 'Measures for mass violence,' if circumstances do not permit the rapid detection of the guilty."

In the same decree of the OKW the guarantee of impunity was assured in advance to the military criminals from the service personnel of the German army. It states there as follows: "The bringing of suits of actions, committed by officials of the army and by the service personnel against hostile civilians is not obligatory even in cases where such actions at the same time constitute military crimes or offences . . ."

In the course of the war the high command consistently followed this policy, increasing its terroristic actions with regard to prisoners of war and the peaceful populations of occupied countries.

The OKW directive of 16 September 1941 states:

"At the same time, it must be borne in mind that a human life in the countries in question is frequently held to be of no account and that a warning example can be made only by measures of exceptional severity" (PS-389).

Addressing the commanders of the army groups on 23 July 1941, the OKW simply briefed them as follows: "It is not in the demand for

additional security detachments, but in the application of appropriate draconic measures that the commanding officers must use to keep order in the regions under their jurisdiction" (PS-459).

The OKW directive of 16 December 1941 states:

"The troops . . . have the right and are obliged to apply . . . any measures whatsoever *also against women and children* if this contributes to success . . ." (USSR-16).

Among the most brutal OKW directives concerning the treatment of prisoners of war one must consider the order entitled "Kugel" (Bullet). The reasons for resorting to capital punishment for prisoners of war were offenses, which according to international conventions, generally should not carry any punishment; (for example, escape from the camp).

Another order "Nacht und Nebel" states:

"Penalty for such offenses, consisting of loss of freedom and even a life sentence is a sign of weakness. Only death sentence or measures which entail ignorance of the fate of the guilty by local population will achieve real effectiveness" (L-90, USA-224; Transcript, afternoon session 25 January 1946).

In the course of the present trial a great deal of evidence of application of the "Kugel" order has been submitted. One of the examples of this kind of crime is the murder of 50 officer-pilots. The fact that this crime was inspired by the High Command cannot be doubted.

OKW also distributed an order for the destruction of the "Commando" units. The original order was submitted to the court (PS-498, USA-501). According to this order, officers and soldiers of the "Commando" units had to be shot, except in cases when they were to be questioned, after which they were shot in any case.

This order was unswervingly carried out by the commanding officers of army units. In June 1944 Rundstedt, the Commander in Chief of the German troops in the west, reported that Hitler's order in regard to "the treatment of the commando groups of the enemy is still being carried out" (PS-531, USA-550).

(3) *The High Command, along with the SS and the police, is guilty of the most brutal police actions in the occupied regions.*

The instructions relating to special regions, issued by OKW on 13 March 1941, contemplated the necessity of synchronizing the activities in occupied territories between the army command and the Reichsfuehrer of the SS. As is seen from the testimony of the chief of the third department of RSHA and who was concurrently chief of the Einsatzgruppe "D," Otto Ohlendorf, and of the chief of the VI department of RSHA, Walter Schellenberg, in accordance with OKW instructions there was an agreement made between the General Staff and the RSHA about the organization of special "operational groups"

of the security police and SD—"Einsatzgruppen," assigned to the appropriate army detachments.

Crimes committed by the Einsatzgruppen on the territory of the temporarily occupied regions are countless. The Einsatzgruppen were acting in close contact with the commanding officers of the appropriate army groups.

The following excerpt from the report of Einsatzgruppe "A" is extremely characteristic as evidence:

" . . . among our functions as the establishment of personal liaison with the commanding officer both at the front and in the rear. It must be pointed out that the relations with the army were of the best, in some cases very close, almost hearty, as, for instance, the commander of the tank group, Colonel-General Hoppner" (L-180).

(4) *The representatives of the high command acted in all the echelons of the army as members of a criminal group.*

The directives of the OKW and the General Staff, in spite of the manifest violations of international law and customs of warfare, not only did not provoke any protest on the part of the higher staff officers of the command of the various groups of the armies but were inflexibly applied and supplemented by still more cruel orders in the development of such directives.

In this connection it is characteristic to note the directive of Field-marshal von Reichenau, army group commander, addressed to his soldiers: "The soldier in the eastern territories is not only a warrior skilled in the art of warfare but a bearer of merciless national ideology." And elsewhere, calling for the extermination of the Jews, von Reichenau wrote: "Thus the soldier must be in full cognizance of the necessity for harsh and just revenge on those subhumans, the Jews" (USA-556).

As another example the order of Fieldmarshal von Mannstein addressed to his soldiers can be referred to. On the basis of the "political aims of the war" the Fieldmarshal cynically appealed to his soldiers to wage the war in violation of the "recognized laws of warfare in Europe" (USA-927).

Thus, in the course of the hearing of evidence it has been proven beyond all doubt that the General Staff and the High Command of the Hitlerite army comprised a highly dangerous criminal organization.

I consider it my duty as a Judge to draw up my dissenting opinion concerning those important questions on which I disagree with the decision adopted by the members of the Tribunal.

Soviet Member IMT, Major General Jurisprudence.

[signed] I. T. NIKITCHENKO.

1 October 1946.

THE SENTENCES

In accordance with Article 27 of the Charter, the President of the International Military Tribunal, at its concluding session of 1 October 1946, pronounced sentence on the defendants convicted on the indictment:

Defendant Hermann Wilhelm Goering, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the International Military Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Rudolf Hess, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to imprisonment for life.

Defendant Joachim von Ribbentrop, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Wilhelm Keitel, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Ernst Kaltenbrunner, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Alfred Rosenberg, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Hans Frank, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Wilhelm Frick, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Julius Streicher, on the count of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Walter Funk, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to imprisonment for life.

Defendant Karl Doenitz, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to 10 years' imprisonment.

Defendant Erich Raeder, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to imprisonment for life.

Defendant Baldur von Schirach, on the count of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to 20 years' imprisonment.

Defendant Fritz Sauckel, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Alfred Jodl, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Arthur Seyss-Inquart, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Albert Speer, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to 20 years' imprisonment.

Defendant Konstantin von Neurath, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to 15 years' imprisonment.

The Tribunal sentences the Defendant Martin Bormann, on the counts of the indictment on which he has been convicted, to death by hanging.

○

file 366.
48-53

Defendant Fritz Sauckel, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Alfred Jodl, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Arthur Seyss-Inquart, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to death by hanging.

Defendant Albert Speer, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to 20 years' imprisonment.

Defendant Konstantin von Neurath, on the counts of the indictment on which you have been convicted, the Tribunal sentences you to 15 years' imprisonment.

The Tribunal sentences the Defendant Martin Bormann, on the counts of the indictment on which he has been convicted, to death by hanging.

○

Act of State

Superior orders

A27262 14/12

JHE FRIED. INT COM RED CROSS; "THE GENEVA CONVENTIONS OF AUG 12, 1949, 1950, 1 VOL, BOUND

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS

The Geneva Conventions
of August 12, 1949

SECOND REVISED EDITION



Grave breaches p. 131
" 211

*Identical Part 3 on minimum standards
in conflicts not of an international character
Row. p 75/76
Linton: p 154*

GENEVA
July 1950

Ant, 15 Wounded + sick low quality
Collection + care of casuella.
- not possible in molecular wa.
p. 29

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS

The Geneva Conventions
of August 12, 1949

SECOND REVISED EDITION

GENEVA
July 1950

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS

*THE GENEVA CONVENTIONS
OF AUGUST 12, 1949*

PRELIMINARY REMARKS

The International Committee of the Red Cross has, from the outset, been the sponsor of the Geneva Convention for the protection of wounded military personnel, and of the humanitarian Conventions which supplement it. Each of these fundamental international agreements is inspired by respect for human personality and dignity; together, they establish the principle of disinterested aid to all victims of war without discrimination—to all those who, whether through wounds, capture or shipwreck, are no longer enemies but merely suffering and defenceless human beings.

Throughout the years, the International Committee has laboured unremittingly for the greater protection in International Law of the individual against the hardships of war; it successively elaborated the humanitarian Conventions and adapted them to current needs, or instituted new ones. In the period between the two World Wars, the Committee's main achievement lay in the establishment of a number of draft Conventions, chief among which was the Convention on the Treatment of Prisoners of War; this was signed in the summer of 1929 and, during the last conflict, protected millions of captives. Other new or revised draft Conventions were to have been submitted to a Diplomatic Conference which the Swiss Federal Council planned to convene early in 1940; hostilities, unfortunately, intervened.

The year 1945 marked the close of a war waged on an unprecedented scale ; the task had to be faced of developing and adapting the humanitarian elements of International Law in the light of the experience gained. The International Committee's proposals met with the early approval of Governments and National Red Cross Societies, and it immediately set to work.

Three former Conventions had to be revised : the Geneva Convention of 1929 for the Relief of the Wounded and Sick in Armies in the Field, the Xth Hague Convention of 1907 for the adaptation to Maritime Warfare of the Principles of the Geneva Convention, and the 1929 Convention on the Treatment of Prisoners of War. Furthermore, there was urgent need for a Convention for the protection of civilians, the absence of which had, during the world conflict, led to such grievous consequences.

The International Committee worked on the lines it had followed after the 1914-1918 War. First, it collected the fullest possible preliminary information on those aspects of International Law that required confirmation, enlargement, or amendment ; then, with the help of experts from various countries, it prepared the revised and new drafts which were submitted, first, to an International Red Cross Conference, and then to a Diplomatic Conference empowered to give these treaties final validity.

The first meeting of experts was held in October 1945 and comprised the neutral members of the Mixed Medical Commissions which, during the conflict, had visited wounded or sick prisoners of war, to decide about their repatriation.

The second meeting was the " Preliminary Conference of National Red Cross Societies for the study of the Conventions and of various problems relative to the Red Cross ", which the International Committee convened at Geneva, in July and August 1946, and before which the first drafts were laid.

Having gathered the suggestions of Red Cross agencies on points which were within their particular fields, the

Committee made a close study during the months that followed, and collected very full data on all matters dealt with in the proposed Conventions. Consultations included one, in March 1947, with representatives of the religious and secular bodies which had collaborated with the Committee in giving spiritual and intellectual aid to victims of the War.

From April 14 to 26, 1947, the " Conference of Government Experts for the study of Conventions for the Protection of War Victims " was held in Geneva. This was attended by seventy representatives of fifteen Governments which had held large numbers of prisoners and civilian internees during the War, and were therefore particularly experienced in the matters under discussion. Combining the Committee's proposals, the suggestions made by the Red Cross Societies, and drafts prepared by several Governments, the Conference agreed to the new texts proposed and to the first draft of a Convention for the Protection of Civilian Persons in Time of War.

The International Committee also sought the advice of several Governments which were not represented at the April Conference ; some sent experts to Geneva in June 1947. The drafts in preparation were also submitted by the Committee to a Special Commission of National Red Cross Societies, which met at Geneva in September of the same year.

After careful editing early in the year, the Draft Conventions were sent by the Committee, in May 1948, to all Governments and National Red Cross Societies, in preparation for the XVIIth International Red Cross Conference.

This Conference sat in Stockholm from August 20 to 31, 1948 ; the representatives of fifty Governments and fifty-two National Red Cross Societies were present. With some amendments, the drafts were adopted.

After passing through the many preparatory stages briefly described, these texts were eventually taken as the

sole Working Documents of the Diplomatic Conference of Geneva ; out of these grew the 1949 Geneva Conventions.

* * *

The Diplomatic Conference for the Establishment of International Conventions for the Protection of Victims of War, convened by the Swiss Federal Council, as trustee of the Geneva Conventions, was held in Geneva from April 21 to August 12, 1949.

Of the sixty-three Governments represented at the Conference, fifty-nine had sent plenipotentiaries ; four sent observers only. Representatives of the International Committee were invited to participate in the capacity of experts.

After four months of continuous debate, the Conference established the following four Conventions, which are given below :

- I. — Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field, of August 12, 1949.
- II. — Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea, of August 12, 1949.
- III. — Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War, of August 12, 1949.
- IV. — Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War, of August 12, 1949.

The Conference at once divided into four Committees ; the First, for the revision of Conventions I and II ; the Second, for the revision of Convention III (Prisoners of War) ; the Third, to establish the new Convention relative to the Protection of Civilian Persons ; and lastly,

the Joint Committee, to deal with provisions common to the four Conventions. Co-ordination and Drafting Committees met towards the end of the Conference, to harmonize the four texts. When necessary, the Committees formed Working Parties.

At the closing meeting, Delegations of the following States signed the Final Act :

Afghanistan, Albania, Argentina, Australia, Austria, Belgium, Brazil, Bulgaria, Burma, Canada, Chile, China, Columbia, Costa Rica, Cuba, Czechoslovakia, Denmark, Ecuador, Egypt, Ethiopia, Finland, France, Greece, Guatemala, the Holy See, Hungary, India, Iran, Ireland, Israel, Italy, Jugoslavia, Lebanon, Liechtenstein, Luxemburg, Mexico, Monaco, Netherlands, New Zealand, Nicaragua, Norway, Pakistan, Peru, Poland, Portugal, Rumania, Siam, Soviet Socialist Republic of Bielorussia, Soviet Socialist Republic of Ukraine, Spain, Sweden, Syria, Turkey, Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom, United States of America, Uruguay, Switzerland.

Seventeen Delegations also signed the four Conventions ; forty-four other States had signed when the agreed six-months period expired on February 12, 1950.

According to their provisions, the new Geneva Conventions come into force six months after the deposit of at least two instruments of ratification. Thereafter, they come into force for each Contracting Party six months after it ratifies.

* * *

PROVISIONS COMMON TO THE FOUR CONVENTIONS

The Geneva Diplomatic Conference made an innovation in grouping together and amplifying the common provisions, up to then dispersed and rudimentary. Now practically identical in the four Conventions, they may be considered under three headings :

(1) — *General Provisions*

The General Provisions are given in a dozen Articles of great importance at the beginning of each Convention, laying down the mode of application. They deal with respect for the Conventions and their application in international conflict, enemy occupation or civil war. They are followed by provisions about the duration of application, special agreements which Contracting Parties may conclude, the inalienability of the right of protected persons, the duties of Protecting Powers or their substitutes, the activities of the International Committee of the Red Cross, and conciliation procedure between the Contracting Parties.

(2) — *Repression of Breaches of the Conventions*

(Articles 49 to 52 of the First Convention, 50 to 53 of the Second, 129 to 131 of the Third, and 146 to 149 of the Fourth). p. 42/3 - p. 68/9
p. 130 - p. 210

The Stockholm Conference had expressed the view that the provisions it had approved were still inadequate, and had requested the International Committee to continue its study of this important question. After consulting lawyers of international repute, the Committee prepared suggestions which appeared in the volume "Remarks and Proposals", submitted for consideration. The Conference used these suggestions as a basis for its deliberations.

The first of the Articles imposes penal sanctions for breaches of the Convention, in particular for "grave breaches", as defined in the succeeding Article.

These texts will doubtless be an important contribution towards defining "war crimes" in International Law. The term is frequently used and seen in print, but still awaits an acceptable legal definition.

(3) — *Final Provisions*

The Final Provisions appear at the end of each Convention and define the procedure for the signature, ratification and entry into force of the Conventions, and for accession to them.

FIRST GENEVA CONVENTION
(*WOUNDED AND SICK*)

The traditional "Geneva Convention", brought into being by the newly created International Committee of the Red Cross in 1864, is the source of the "Geneva Conventions" which are now universally accepted. The original Convention gave the impetus to the Red Cross movement throughout the world; it likewise inspired the impulsion in International Law towards an increasing regulation—and, eventually, the restriction and final prohibition—of war itself. This first international treaty, the fundamental principles of which have remained unshaken, was nevertheless marked by omissions and imperfections, and as early as four years after signature, a Conference was convened to discuss its revision. On October 20, 1868, the Conference proposed a number of additional Articles, providing in particular for the extension of the Convention to maritime warfare, but they were never ratified. A recommendation by the First Hague Conference in 1899 raised the question of revision again. The 1906 Diplomatic Conference established a revised text which recast and considerably developed the 1864 text.

After the first World War, it was clear that the Geneva Conventions needed adapting to the conditions of modern warfare. During the 1929 Diplomatic Conference at Geneva, the text was once more revised, although to a lesser extent than on the first occasion.

In 1937, after renewed discussion by a Commission of international Experts called by the International Committee, another revised text was established. The draft, after submission to the XVIth International Red Cross Conference (London, 1938), was placed on the agenda of the Diplomatic Conference planned for 1940 but postponed by the second World War.

We have shown how the 1937 draft was shaped by the experience of the six momentous war years. The help of the National Red Cross Societies, closely involved historically in the application and development of the Convention, was particularly valuable.

* * *

The text of the First Convention, as revised by the 1949 Conference, follows traditional lines and the fundamental principles that governed former versions: wounded or sick—and therefore defenceless—combatants shall be respected and cared for, whatever their nationality; personnel attending them, the buildings in which they shelter and the equipment used for their benefit, shall be protected; a red cross on a white ground shall be the emblem of this immunity. As will be seen later, the greatest divergence arises from the very conditions of modern warfare, which made it necessary to restrict the privileges of medical personnel and equipment in enemy hands. On the other hand, almost all Articles have been made more precise.

The General Provisions are followed by Chapter II, dealing with the wounded and sick. Article 13, drawn from the 1929 Prisoners of War Convention, enumerates the categories of persons put on the same footing as members of the armed forces, and hence entitled to protection under the Convention. Whereas the 1929 text demanded respect and protection only for the wounded, Article 12, which is new, gives a list of prohibited acts: attempts upon life,

torture, wilful abandonment and so on. The information to be given about wounded captives, and the duties to the dead have been defined (Art. 16 and 17). A new provision (Art. 18) guarantees to the inhabitants and to Relief Societies the right of assisting the wounded and sick.

Chapter III (Medical Units and Establishments) has not undergone alteration, except for the introduction of Article 23 (Creation of Safety Zones and Localities).

Chapter IV (Medical Personnel and Chaplains) has been greatly modified. Hitherto, such personnel falling into enemy hands, had to be immediately repatriated. The 1949 Convention provides that they may, in certain circumstances, be retained to care for prisoners of war. Their special status and the conditions for the repatriation of those not required (Art. 30 to 32) have been carefully defined (Art. 28), thus filling a serious gap.

Chapter V (Medical Equipment) has been substantially altered, to take changes regarding personnel into account. Equipment need no longer be handed back to the belligerent to whom it belongs.

In Chapter VI similar provision is made for transport vehicles (Art. 35). It should be noted that medical aircraft are now authorized, in certain circumstances, to fly over neutral countries (Art. 37).

Chapter VII (Distinctive Emblem) marks no change in principle. Nevertheless Article 44, the wording of which left so much to be desired in the 1929 text, is now stated in logical and balanced terms. While the "protective" emblem is subject to strict safeguards, the purely "indicatory" emblem may be widely used by Red Cross Societies.

Chapter VIII (Application of the Convention) calls for no comment.

Reference has already been made to Chapter IX (Repression of Abuses and Infractions), and to the Final Provisions. Article 53, which is peculiar to the First Convention, is intended to prevent abuse of the distinctive emblem.

*SECOND GENEVA CONVENTION
(MARITIME)*

The 1868 Diplomatic Conference, at Geneva, formulated the first provisions for the adaptation to maritime warfare of the principles of the Geneva Convention. This draft was not ratified, but later became the Hague Convention of 1899, and afterwards the Xth Hague Convention of 1907, which was ratified by forty-seven States and still remains in force.

Nevertheless, evolution in the methods of warfare and the fact that the First Geneva Convention was revised in 1929, made a recasting of the Xth Hague Convention essential. After preliminary study, the International Committee, with the help of a Conference of Naval Experts, drafted in 1937 a Revised Convention, which was placed on the agenda of the Diplomatic Conference scheduled for 1940.

This draft, extended after 1945 in the light of war experience, was used as a basis by the Diplomatic Conference in 1949.

* * *

The Maritime Convention, as it is called, is an extension of the First Convention (Wounded and Sick), the terms of which it applies to maritime warfare; it is therefore natural that it should be included among the Geneva Conventions, out of which it originally developed.

As the general plan of this Second Geneva Convention covers the same field and protects the same categories of persons as the First, no comment is necessary on its basic principles. It contains, however, no less than sixty-three Articles, whereas the 1907 version had only twenty-eight. This is because the 1949 text (similar to the 1937 draft) adapts the provision of the Land Convention and closely follows them. It has thus become a complete and independent Convention, whereas the 1907 Hague text was

chiefly concerned to adapt humanitarian provisions to naval warfare.

Following the General Provisions common to the four Conventions, Chapter II protects the shipwrecked in addition to the wounded and sick.

Members of the Merchant Navy are protected under the terms of Article 13, insofar as they are not entitled to more favourable treatment under other provisions in International Law. The qualification, new in treaty law, is in conformity with ordinary practice.

Chapter III, obviously applicable only to maritime warfare, deals with Hospital Ships and other relief craft.

Chapter IV. At sea, medical personnel, on account of conditions prevailing, are given wider protection than on land. In particular, the medical personnel and crew, vital to the hospital ships as such, may not be captured or retained. The personnel of other ships, while they may in some cases be retained, must be put ashore as soon as possible and will then come under the First Convention.

Chapter V (Medical Transports) has its parallel in the First Convention, but the Maritime Convention makes no special provision for the equipment, which is, in a sense, part and parcel of the vessel itself.

There were no fighting aircraft in 1907. Hence the addition, in Chapter VI (Distinctive Emblem), of provisions for the more efficient marking of hospital ships, as a safeguard against air attack.

Chapters VII (Execution of the Convention) and VIII (Repression of Abuses and Infractions), as well as the Final Provisions, call for no special comment.

*THIRD GENEVA CONVENTION
(PRISONERS OF WAR)*

The Third Convention contains one hundred and forty-three Articles, besides the Annexes. The corresponding 1929 Convention had ninety-seven Articles, and

the Chapter on prisoners of war in the Hague Convention, only seventeen. This extension is no doubt due, in part, to the fact that, in modern warfare, prisoners are held in very large numbers, but it also interprets the desire of the 1949 Conference, representing all nations, to submit all aspects of captivity to humane regulation by International Law.

The aspiration is not new. The nineteenth century saw new concepts of natural law and a new humanitarian movement — in particular the ideas of Henry Dunant, who applied himself to the prisoner of war problem after the wounded and sick had been provided for. The civilized world finally accepted the principle that the prisoner of war is not a criminal, but merely an enemy no longer able to bear arms, who should be liberated at the close of hostilities, and be respected and humanely treated while in captivity. Far-seeing and broad-minded legal and diplomatic action has since translated concept into practice, through a series of codifications accepted as binding by States, and successively extended or amplified when experience showed them to be inadequate. The Brussels Draft of 1874, the Hague Conventions of 1899 and 1907, the special agreements made between belligerents in Berne in 1917 and 1918, and the Geneva Conventions of 1929, which devote all or part of their clauses to prisoners of war, represent the principal stages of this evolution.

Wherever it was applied, the 1929 Prisoners of War Convention effectively helped to protect the millions of men who relied upon it during the last conflict. Nevertheless, it was quite evident, both to those who benefited and to those by whom it was applied, that the Convention required revision on many points; there have been changes in the methods and the consequences of war, and even in the living conditions of peoples. It was necessary to broaden the categories of persons entitled to prisoner of war status, so that such status is in fact granted to members of forces which capitulate, and that prisoners may not be arbitrarily deprived of it, at any time. A more precise

definition of the conditions of captivity was also required which would take into account the importance assumed by prisoner of war labour, the relief they receive, and the judicial proceedings instituted against them. The principle of the immediate liberation of prisoners on the close of hostilities had to be reaffirmed. Finally, it was essential that the agencies appointed to look after prisoners' interests and ensure that regulations concerning them are applied in full, should be as independent as possible of the political relations existing between the belligerents. These were the most urgent only of the problems that the War revealed.

Thus, before hostilities had ceased, and concurrently with the even more urgent task of preparing a Civilian Convention, the International Committee began to work upon the revision of the 1929 Prisoners of War Convention.

* * *

As already pointed out, the 1949 Convention is far longer than the agreement it replaces. But, whilst many of its provisions represent a logical development of the 1929 Convention, experience has shown that the daily lives of prisoners may depend of the interpretation given to a general rule. An attempt has therefore been made to give certain regulations an explicit form, precluding the misinterpretation to which they were formerly open. Moreover, principles which it was felt would have greater force for being tersely worded—e.g. Article 2 of the 1929 text—had been so seriously violated that the Conference has recast them in terms comprehensive and clear enough to make any future infringement immediately apparent.

Another group of provisions is designed to provide a satisfactory solution for the numerous problems outlined above. This task was more difficult. In many instances, the Conference had to devise entirely new regulations—as in the Section dealing with the financial resources of prisoners of war—or deliberately to break with certain

the Chapter on prisoners of war in the Hague Convention, only seventeen. This extension is no doubt due, in part, to the fact that, in modern warfare, prisoners are held in very large numbers, but it also interprets the desire of the 1949 Conference, representing all nations, to submit all aspects of captivity to humane regulation by International Law.

The aspiration is not new. The nineteenth century saw new concepts of natural law and a new humanitarian movement — in particular the ideas of Henry Dunant, who applied himself to the prisoner of war problem after the wounded and sick had been provided for. The civilized world finally accepted the principle that the prisoner of war is not a criminal, but merely an enemy no longer able to bear arms, who should be liberated at the close of hostilities, and be respected and humanely treated while in captivity. Far-seeing and broad-minded legal and diplomatic action has since translated concept into practice, through a series of codifications accepted as binding by States, and successively extended or amplified when experience showed them to be inadequate. The Brussels Draft of 1874, the Hague Conventions of 1899 and 1907, the special agreements made between belligerents in Berne in 1917 and 1918, and the Geneva Conventions of 1929, which devote all or part of their clauses to prisoners of war, represent the principal stages of this evolution.

Wherever it was applied, the 1929 Prisoners of War Convention effectively helped to protect the millions of men who relied upon it during the last conflict. Nevertheless, it was quite evident, both to those who benefited and to those by whom it was applied, that the Convention required revision on many points; there have been changes in the methods and the consequences of war, and even in the living conditions of peoples. It was necessary to broaden the categories of persons entitled to prisoner of war status, so that such status is in fact granted to members of forces which capitulate, and that prisoners may not be arbitrarily deprived of it, at any time. A more precise

definition of the conditions of captivity was also required which would take into account the importance assumed by prisoner of war labour, the relief they receive, and the judicial proceedings instituted against them. The principle of the immediate liberation of prisoners on the close of hostilities had to be reaffirmed. Finally, it was essential that the agencies appointed to look after prisoners' interests and ensure that regulations concerning them are applied in full, should be as independent as possible of the political relations existing between the belligerents. These were the most urgent only of the problems that the War revealed.

Thus, before hostilities had ceased, and concurrently with the even more urgent task of preparing a Civilian Convention, the International Committee began to work upon the revision of the 1929 Prisoners of War Convention.

* * *

As already pointed out, the 1949 Convention is far longer than the agreement it replaces. But, whilst many of its provisions represent a logical development of the 1929 Convention, experience has shown that the daily lives of prisoners may depend of the interpretation given to a general rule. An attempt has therefore been made to give certain regulations an explicit form, precluding the misinterpretation to which they were formerly open. Moreover, principles which it was felt would have greater force for being tersely worded—e.g. Article 2 of the 1929 text—had been so seriously violated that the Conference has recast them in terms comprehensive and clear enough to make any future infringement immediately apparent.

Another group of provisions is designed to provide a satisfactory solution for the numerous problems outlined above. This task was more difficult. In many instances, the Conference had to devise entirely new regulations—as in the Section dealing with the financial resources of prisoners of war—or deliberately to break with certain

rules which, in 1929, had been transferred more or less bodily from the Hague Regulations. One instance is the rule concerning the liberation of prisoners at the close of hostilities.

Some of the details may seem superfluous; repetition and lack of harmony between certain provisions may also cause surprise. It should, however, be remembered that, whilst throughout concerned with the Convention as an instrument in International Law, the Conference had constantly in mind a special use to which it was to be put—regulations to be posted in prisoner of war camps and comprehensible not only to the authorities, but to the ordinary reader. Furthermore, the Conference did not hesitate to sacrifice neatness in the interests of unanimous agreement. These are reasons, which with the difficulty of establishing official legal texts simultaneously in two languages, may account for, and even justify, most of the textual imperfections to be found in the Prisoners of War Convention.

The Table which appears at the end of the volume and the marginal notes to each Article make it easy to grasp the general plan, which is, as far as possible, similar to that of the 1929 Convention. The general outline is as follows:

Amongst the General Provisions (Art. 1 to 11), which have already been dealt with, Article 4, defining the categories of persons entitled to prisoner of war treatment, is a vital element of the Convention.

Part II (General Protection of Prisoners of War, Art. 12 to 16) contains the essential principles which shall, at all times and in all places, govern the treatment of prisoners.

Part. III (Art. 17 to 108) deals with the conditions of captivity and is divided into six Sections. The first, (Art. 17 to 20) covers events immediately after capture and deals with such matters as interrogation of prisoners, disposal of their personal effects, and their evacuation. The second, comprising eight Chapters (Art. 21 to 48), regulates living conditions for prisoners in camp or during transfer, and deals with the places and methods of internment, accom-

modation, food and clothing, hygiene and medical attention, medical and religious personnel retained for the care of prisoners (a new Chapter, which partly reproduces the provisions of the First Convention), religious needs, intellectual and physical activities, discipline, prisoner of war ranks, and transfer after arrival in a camp. Prisoners' labour is dealt with in the third Section (Art. 49 to 57); the fourth Section (Art. 58 to 68) is new and concerns the financial resources of prisoners. The fifth Section (Art. 69 to 77) covers everything concerned with correspondence and relief shipments. The sixth and last Section (Art. 78 to 108), which is in three Chapters, covers the relations between prisoners of war and the detaining authorities, complaints regarding captivity, prisoners' representatives, and penal and disciplinary sanctions. This last Chapter (Art. 82 to 108) constitutes in itself a brief code of penal and disciplinary procedure.

The various measures for the termination of captivity are contained in Part IV (Art. 109 to 121), which is divided into three Sections. The first (Art. 109 to 117) refers to repatriation and accommodation of prisoners in neutral countries during hostilities, the second (Art. 118 and 119) to repatriation at the close of hostilities, and the third (Art. 120 and 121) to the death of prisoners of war.

Part. V (Art. 122 to 125) contains provisions about Prisoners of War Information Bureaux and all organizations formed to assist prisoners.

Part. VI (Execution of the Convention, Art. 126 to 143) contains, in the first Section (Art. 126 to 132), a variety of most important stipulations requiring belligerents, *inter alia*, to give neutral organizations free access to prisoner of war camps for inspection purposes, and to disseminate the text of the Convention as widely as possible. Articles 129 to 131 further contain the provisions common to the four Conventions for the repression of breaches.

Five Annexes are closely connected with the Convention. Annex I (Model Agreement concerning Direct Repatriation and Accommodation in Neutral Countries of Wounded and

Sick Prisoners of War), Annex III (Regulations concerning Collective Relief), and Annex V (Model Regulations concerning Payments sent by Prisoners to their own country) are intended to substitute in the absence of specific agreement on these questions between the belligerents concerned. Annex II (Regulations concerning Mixed Medical Commissions) is prescriptive. Annex IV proposes standard model documents, such as identity or capture cards, correspondence cards, death notifications etc.

FOURTH GENEVA CONVENTION (CIVILIANS)

The Fourth Convention forms an important contribution to written International Law in the humanitarian domain.

Strictly speaking, this Convention introduces nothing new in a field where the doctrine is sufficiently well established. It adds no specifically new ideas to International Law on the subject, but aims at ensuring that, even in the midst of hostilities, the dignity of the human person, universally acknowledged in principle, shall be respected.

The original humanitarian legislation represented by the First Geneva Convention of 1864 provided only for combatants, as at that time it was considered evident that civilians would remain outside hostilities.

The Regulations concerning the Laws and Customs of War on Land, annexed to the Fourth Hague Convention of 1907, made no provision for civilians (apart from spies), except where there was occupation of territory by enemy armed forces. They merely set forth a small number of elementary rules, in pursuance of the principle that the occupant shall "take all the measures in his power to restore, and as far as possible ensure public order and safety while respecting, unless absolutely prevented, the laws in force in the country" (Art. 43). Thus: "Family honour and rights, the lives of persons and private property, as

well as religious convictions and practice, must be respected" (Art. 46); "Pillage is formally forbidden" (Art. 47); "No general penalty, pecuniary or otherwise, shall be inflicted upon the population on account of the acts of individuals for which they cannot be regarded as jointly and severally responsible" (Art. 50). Such were the main and essential provisions, tersely expressed, governing the occupation of territory.

The development of arms and the increased radius of action given to armed forces by modern inventions have made it apparent that, notwithstanding the ruling theory, civilians were certainly "in the war", and exposed to the same dangers as the combatants—and sometimes worse.

The Xth International Red Cross Conference (1921)—the first after the World War—set forth certain general principles, on the proposal of the International Committee, in regard to deported, evacuated or refugee civilians; these prohibited deportation *en masse*, or without preliminary trial, and the taking of hostages; they enjoined liberty of movement, and the right to correspond and to receive relief. In 1923, the XIth International Conference called for a Convention to supplement the Hague Regulations. The XIIth Conference devised regulations for the protection of civilians on the territory of an enemy State; these recognised the right to leave the territory, unless the safety of the State was involved, and provided for speedier enquiries, Mixed Medical Commissions for the examination of men unfit for service, transmission to the International Committee of lists of retained civilians, the grant to civilians of the same privileges as to prisoners of war, inspection of places of internment, and agreements between belligerents for the benefit of civilians.

The 1929 Diplomatic Conference, which revised the First Convention and drew up the Convention for the Treatment of Prisoners of War, unanimously recommended that "careful study should be made with a view to the conclusion of an international Convention on the conditions and protection of civilians of enemy nationality in

the territory of a belligerent, or in belligerent-occupied territory”.

The International Committee whole-heartedly entered into the task thus defined, setting up a Legal Commission which prepared a draft Convention in forty Articles. This draft, generally known as the “Tokyo Draft”, was approved by the XVth International Red Cross Conference (Tokyo, 1934). It was intended for submission to the Diplomatic Conference planned for 1940, but postponed on account of the War. The International Committee was, at best, able to obtain an undertaking from the belligerent States that the essential provisions of the Prisoners of War Convention would be extended to interned civilians who were in enemy territory at the outbreak of hostilities—as was in fact prescribed in the Tokyo Draft.

The events which followed were to show the disastrous consequences of the failure to provide—in addition to the few principles embodied in the Hague Regulations—an international Convention for the protection of civilians in wartime, particularly of those in occupied territories; this tragic period was one of deportations, mass extermination, taking and killing of hostages, and pillage.

Immediately hostilities ceased, therefore, the International Committee, in keeping with its humanitarian duty, informed all Governments and Red Cross Societies of its intention to resume its efforts to set up an international Convention for the protection of civilians. This statement met with universal approval.

* * *

The Geneva Diplomatic Conference was not called to revise the Fourth Hague Convention. The Civilian Convention of August 12, 1949, therefore in no way invalidates the Regulations concerning the Laws and Customs of War on Land; it is not a substitute for that agreement, which remains in force. As happily expressed by the Conference, the Convention “shall be supplementary to Sections II

and III” of the said Regulations. (See Fourth Convention, Art. 154.)

The new Convention contains one hundred and fifty-nine Articles and two Annexes. According to the text of a draft Preamble submitted by the French and Finnish Delegations—but not adopted, as the Conference decided to follow the precedent of the other Geneva Conventions, which contain no Preamble—it is inspired by “the eternal principles of that Law which is the foundation and the safeguard of civilization”, and is designed to “ensure the respect of human personality and dignity by putting beyond reach of attack those rights and liberties which are the essence of its existence”.

It prohibits in particular:

- (a) — Violence to life and person, in particular torture, mutilations or cruel treatment.
- (b) — The taking of hostages.
- (c) — Deportations.
- (d) — Outrages upon personal dignity, in particular humiliating or degrading treatment, or adverse treatment founded on differences of race, colour, nationality, religion, beliefs, sex, birth or social status.
- (e) — The passing of sentences and the carrying out of executions without previous judgment pronounced by a regularly constituted court affording all the judicial guarantees recognized as indispensable by civilized peoples.

In the present edition, a Table is appended showing the division into Parts, Sections and Chapters, and reproducing the marginal notes to each Article. Reference to this Table will afford a complete outline of the subjects dealt with, and the position they occupy in the Convention.

Amongst the General Provisions, Article 4 gives the following definition of the persons who will have the benefit of the Convention :

" Persons protected by the Convention are those who, at a given moment and in any manner whatsoever, find themselves, in case of a conflict or occupation, in the hands of a Party to the conflict or Occupying Power of which they are not nationals.

" Nationals of a State which is not bound by the Convention are not protected by it.

" Nationals of a neutral State who find themselves in the territory of a belligerent State, and nationals of a co-belligerent State, shall not be regarded as protected persons while the State of which they are nationals has normal diplomatic representation in the State in whose hands they are."

The last two clauses were added by the Conference to the draft, which was found too narrow on this particular point.

Part II (Art. 13 to 26) concerns the general protection of populations against certain consequences of war. It goes beyond the limits set up by Article 4, and covers the population as a whole, i.e. not only " protected persons ", but also those who cannot avail themselves of this protection and, in particular, those who are nationals of the Party to the conflict, or of the Occupying Power by whom they are held.

There is thus provision for hospital and safety zones and localities, and neutralized zones (Art. 14 and 15), for the protection of civilian hospitals (Art. 18), for measures in behalf of children (Art. 24), and for the exchange of family news (Art. 25). In all cases these measures are quite general in scope, giving neither the grounds, nor indeed any practical opportunity, for discrimination.

Part III (Art. 27 to 141) defines the status and treatment of protected persons, and the manner of the application of the Convention.

Following the precedent of the Tokyo Draft, it distinguishes between foreign nationals on the territory of a

Party to the conflict, and the population of occupied territories.

It is divided into five Sections.

Section I contains provisions common to the above two categories of persons, dealing with the responsibilities of the State and of its agents (Art. 29), application to Protecting Powers and relief organizations (Art. 30), prohibition of corporal punishments (Art. 32), of collective penalties, terrorism, pillage and reprisals (Art. 33), and of the taking of hostages (Art. 34).

Section II relates to aliens in the territory of a Party to the conflict, and deals with the right to leave the territory (Art. 35), protection in case of internment (Art. 41), and refugees (Art. 44).

Section III contains the prescriptions for occupied territories, on such subjects as inviolability of rights (Art. 47), deportations, transfers and evacuations (Art. 49), children (Art. 50), labour (Art. 51), food (Art. 55), hygiene and public health (Art. 56), spiritual assistance (Art. 58), relief (Art. 59 to 63), penal legislation (Art. 64 to 75), and treatment of detainees (Art. 76).

Section IV deals with internment. It is divided into twelve Chapters, the contents of which are in general analogous to the provisions adopted for prisoners of war. (Chapter I—General Provisions; Chapter II—Places of internment; Chapter III—Food and clothing; Chapter IV—Hygiene and medical attention; Chapter V—Religious, intellectual and physical activities; Chapter VI—Personal property and financial resources; Chapter VII—Administration and discipline; Chapter VIII—Relations with the exterior; Chapter IX—Penal and disciplinary sanctions; Chapter X—Transfers of internees; Chapter XI—Deaths; Chapter XII—Release, repatriation and accommodation in neutral countries).

Section V is devoted to Information Bureaux and the Central Agency, the functioning of which is to follow that of the Central Prisoners of War Agency.

Part IV (Art. 142 to 159) concerns the execution of the Convention. Section I (General Provisions) contains, amongst others, the provision on the repression of breaches of the Convention, already mentioned.

* * *

Finally, the 1949 Diplomatic Conference passed eleven Resolutions which refer to the Geneva Conventions, but do not form part of them ; they will also be found in the present edition.

*GENEVA CONVENTION FOR
THE AMELIORATION OF THE CONDITION
OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMED
FORCES IN THE FIELD OF AUGUST 12, 1949*

The undersigned Plenipotentiaries of the Governments represented at the Diplomatic Conference held at Geneva from April 21 to August 12, 1949, for the purpose of revising the Geneva Convention for the Relief of the Wounded and Sick in Armies in the Field of July 27, 1929, have agreed at follows :

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 1

The High Contracting Parties undertake to respect and to ensure respect for the present Convention in all circumstances.

Respect for
the Convention

ARTICLE 2

In addition to the provisions which shall be implemented in peacetime, the present Convention shall apply to all cases of declared war or of any other armed conflict which may arise between two or more of the High Contracting Parties, even if the state of war is not recognized by one of them.

Application
of the
Convention

The Convention shall also apply to all cases of partial or total occupation of the territory of a High Contracting Party, even if the said occupation meets with no armed resistance.

Although one of the Powers in conflict may not be a party to the present Convention, the Powers who are parties thereto shall remain bound by it in their mutual relations. They shall furthermore be bound by the Convention in relation to the said Power, if the latter accepts and applies the provisions thereof.

ARTICLE 3

Conflicts not of an international character

In the case of armed conflict not of an international character occurring in the territory of one of the High Contracting Parties, each Party to the conflict shall be bound to apply, as a minimum, the following provisions :

(1) Persons taking no active part in the hostilities, including members of armed forces who have laid down their arms and those placed *hors de combat* by sickness, wounds, detention, or any other cause, shall in all circumstances be treated humanely, without any adverse distinction founded on race, colour, religion or faith, sex, birth or wealth, or any other similar criteria.

To this end, the following acts are and shall remain prohibited at any time and in any place whatsoever with respect to the above-mentioned persons :

(a) violence to life and person, in particular murder of all kinds, mutilation, cruel treatment and torture ;

(b) taking of hostages ;

(c) outrages upon personal dignity, in particular humiliating and degrading treatment ;

(d) the passing of sentences and the carrying out of executions without previous judgment pronounced by a regularly constituted court, affording all the judicial guarantees which are recognized as indispensable by civilized peoples.

(2) The wounded and sick shall be collected and cared for.

An impartial humanitarian body, such as the International Committee of the Red Cross, may offer its services to the Parties to the conflict.

The Parties to the conflict should further endeavour to bring into force, by means of special agreements, all or part of the other provisions of the present Convention.

The application of the preceding provisions shall not affect the legal status of the Parties to the conflict.

ARTICLE 4

Application by neutral Powers

Neutral Powers shall apply by analogy the provisions of the present Convention to the wounded and sick, and to members of the medical personnel and to chaplains of the armed forces of the Parties to the conflict, received or interned in their territory, as well as to dead persons found.

ARTICLE 5

For the protected persons who have fallen into the hands of the enemy, the present Convention shall apply until their final repatriation.

Duration of application

ARTICLE 6

In addition to the agreements expressly provided for in Articles 10, 15, 23, 28, 31, 36, 37 and 52, the High Contracting Parties may conclude other special agreements for all matters concerning which they may deem it suitable to make separate provision. No special agreement shall adversely affect the situation of the wounded and sick, of members of the medical personnel or of chaplains, as defined by the present Convention, nor restrict the rights which it confers upon them.

Special agreements

Wounded and sick, as well as medical personnel and chaplains, shall continue to have the benefit of such agreements as long as the Convention is applicable to them, except where express provisions to the contrary are contained in the aforesaid or in subsequent agreements, or where more favourable measures have been taken with regard to them by one or other of the Parties to the conflict.

ARTICLE 7

Wounded and sick, as well as members of the medical personnel and chaplains, may in no circumstances renounce in part or in entirety the rights secured to them by the present Convention, and by the special agreements referred to in the foregoing Article, if such there be.

Non-renunciation of rights

ARTICLE 8

The present Convention shall be applied with the cooperation and under the scrutiny of the Protecting Powers whose duty it is to safeguard the interests of the Parties to the conflict. For this purpose, the Protecting Powers may appoint, apart from their diplomatic or consular staff, delegates from amongst their own nationals or the nationals of other neutral Powers. The said delegates shall be subject to the approval of the Power with which they are to carry out their duties.

Protecting Powers

The Parties to the conflict shall facilitate to the greatest extent possible, the task of the representatives or delegates of the Protecting Powers.

The representatives or delegates of the Protecting Powers shall not in any case exceed their mission under the present Convention. They shall, in particular, take account of the

imperative necessities of security of the State wherein they carry out their duties. Their activities shall only be restricted as an exceptional and temporary measure when this is rendered necessary by imperative military necessities.

ARTICLE 9

Activities
of the
International
Committee of
the Red Cross

The provisions of the present Convention constitute no obstacle to the humanitarian activities which the International Committee of the Red Cross or any other impartial humanitarian organization may, subject to the consent of the Parties to the conflict concerned, undertake for the protection of wounded and sick, medical personnel and chaplains, and for their relief.

ARTICLE 10

Substitutes
for Protecting
Powers

The High Contracting Parties may at any time agree to entrust to an organization which offers all guarantees of impartiality and efficacy the duties incumbent on the Protecting Powers by virtue of the present Convention.

When wounded and sick, or medical personnel and chaplains do not benefit or cease to benefit, no matter for what reason, by the activities of a Protecting Power or of an organization provided for in the first paragraph above, the Detaining Power shall request a neutral State, or such an organization, to undertake the functions performed under the present Convention by a Protecting Power designated by the Parties to a conflict.

If protection cannot be arranged accordingly, the Detaining Power shall request or shall accept, subject to the provisions of this Article, the offer of the services of a humanitarian organization, such as the International Committee of the Red Cross, to assume the humanitarian functions performed by Protecting Powers under the present Convention.

Any neutral Power, or any organization invited by the Power concerned or offering itself for these purposes, shall be required to act with a sense of responsibility towards the Party to the conflict on which persons protected by the present Convention depend, and shall be required to furnish sufficient assurances that it is in a position to undertake the appropriate functions and to discharge them impartially.

No derogation from the preceding provisions shall be made by special agreements between Powers one of which is restricted, even temporarily, in its freedom to negotiate with the other Power or its allies by reason of military events, more particularly where the whole, or a substantial part, of the territory of the said Power is occupied.

Whenever in the present Convention mention is made of a Protecting Power, such mention also applies to substitute organizations in the sense of the present Article.

ARTICLE 11

In cases where they deem it advisable in the interest of protected persons, particularly in cases of disagreement between the Parties to the conflict as to the application or interpretation of the provisions of the present Convention, the Protecting Powers shall lend their good offices with a view to settling the disagreement.

Conciliation
procedure

For this purpose, each of the Protecting Powers may, either at the invitation of one Party or on its own initiative, propose to the Parties to the conflict a meeting of their representatives, in particular of the authorities responsible for the wounded and sick, members of medical personnel and chaplains, possibly on neutral territory suitably chosen. The Parties to the conflict shall be bound to give effect to the proposals made to them for this purpose. The Protecting Powers may, if necessary, propose for approval by the Parties to the conflict a person belonging to a neutral Power or delegated by the International Committee of the Red Cross, who shall be invited to take part in such a meeting.

CHAPTER II WOUNDED AND SICK

ARTICLE 12

Members of the armed forces and other persons mentioned in the following Article, who are wounded or sick, shall be respected and protected in all circumstances.

Protection
and care

They shall be treated humanely and cared for by the Party to the conflict in whose power they may be, without any adverse distinction founded on sex, race, nationality, religion, political opinions, or any other similar criteria. Any attempts upon their lives, or violence to their persons, shall be strictly prohibited; in particular, they shall not be murdered or exterminated, subjected to torture or to biological experiments; they shall not wilfully be left without medical assistance and care, nor shall conditions exposing them to contagion or infection be created.

Only urgent medical reasons will authorise priority in the order of treatment to be administered.

Women shall be treated with all consideration due to their sex.

The Party to the conflict which is compelled to abandon wounded or sick to the enemy shall, as far as military considerations permit, leave with them a part of its medical personnel and material to assist in their care.

ARTICLE 13

Protected persons The present Convention shall apply to the wounded and sick belonging to the following categories:

- (1) Members of the armed forces of a Party to the conflict as well as members of militias or volunteer corps forming part of such armed forces;
- (2) Members of other militias and members of other volunteer corps, including those of organized resistance movements, belonging to a Party to the conflict and operating in or outside their own territory, even if this territory is occupied, provided that such militias or volunteer corps, including such organized resistance movements, fulfil the following conditions:
 - (a) that of being commanded by a person responsible for his subordinates;
 - (b) that of having a fixed distinctive sign recognizable at a distance;
 - (c) that of carrying arms openly;
 - (d) that of conducting their operations in accordance with the laws and customs of war.
- (3) Members of regular armed forces who profess allegiance to a Government or an authority not recognized by the Detaining Power;
- (4) Persons who accompany the armed forces without actually being members thereof, such as civil members of military aircraft crews, war correspondents, supply contractors, members of labour units or of services responsible for the welfare of the armed forces, provided that they have received authorization from the armed forces which they accompany;
- (5) Members of crews, including masters, pilots and apprentices, of the merchant marine and the crews of civil aircraft of the Parties to the conflict, who do not benefit by more favourable treatment under any other provisions in international law;

- (6) Inhabitants of a non-occupied territory who on the approach of the enemy spontaneously take up arms to resist the invading forces, without having had time to form themselves into regular armed units, provided they carry arms openly and respect the laws and customs of war.

ARTICLE 14

Subject to the provisions of Article 12, the wounded and sick of a belligerent who fall into enemy hands shall be prisoners of war, and the provisions of international law concerning prisoners of war shall apply to them.

Status

ARTICLE 15

At all times, and particularly after an engagement, Parties to the conflict shall, without delay, take all possible measures to search for and collect the wounded and sick, to protect them against pillage and ill-treatment, to ensure their adequate care, and to search for the dead and prevent their being despoiled.

Search for casualties.
Evacuation

Whenever circumstances permit, an armistice or a suspension of fire shall be arranged, or local arrangements made, to permit the removal, exchange and transport of the wounded left on the battlefield.

Likewise, local arrangements may be concluded between Parties to the conflict for the removal or exchange of wounded and sick from a besieged or encircled area, and for the passage of medical and religious personnel and equipment on their way to that area.

ARTICLE 16

Parties to the conflict shall record as soon as possible, in respect of each wounded, sick or dead person of the adverse Party falling into their hands, any particulars which may assist in his identification.

Recording and forwarding of information

These records should if possible include:

- (a) designation of the Power on which he depends;
- (b) army, regimental, personal or serial number;
- (c) surname;
- (d) first name or names;
- (e) date of birth;
- (f) any other particulars shown on his identity card or disc;
- (g) date and place of capture or death;

(h) particulars concerning wounds or illness, or cause of death.

As soon as possible the above mentioned information shall be forwarded to the Information Bureau described in Article 122 of the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of August 12, 1949, which shall transmit this information to the Power on which these persons depend through the intermediary of the Protecting Power and of the Central Prisoners of War Agency.

Parties to the conflict shall prepare and forward to each other through the same bureau, certificates of death or duly authenticated lists of the dead. They shall likewise collect and forward through the same bureau one half of a double identity-disc, last wills or other documents of importance to the next of kin, money and in general all articles of an intrinsic or sentimental value, which are found on the dead. These articles, together with unidentified articles, shall be sent in sealed packets, accompanied by statements giving all particulars necessary for the identification of the deceased owners, as well as by a complete list of the contents of the parcel.

ARTICLE 17

Parties to the conflict shall ensure that burial or cremation of the dead, carried out individually as far as circumstances permit, is preceded by a careful examination, if possible by a medical examination, of the bodies, with a view to confirming death, establishing identity and enabling a report to be made. One half of the double identity disc, or the identity disc itself if it is a single disc, should remain on the body.

Bodies shall not be cremated except for imperative reasons of hygiene or for motives based on the religion of the deceased. In case of cremation, the circumstances and reasons for cremation shall be stated in detail in the death certificate or on the authenticated list of the dead.

They shall further ensure that the dead are honourably interred, if possible according to the rites of the religion to which they belonged, that their graves are respected, grouped if possible according to the nationality of the deceased, properly maintained and marked so that they may always be found. For this purpose, they shall organise at the commencement of hostilities an Official Graves Registration Service, to allow subsequent exhumations and to ensure the identification of bodies, whatever the site of the graves, and the possible transportation to the home country. These provisions shall likewise

Prescriptions
regarding the
dead.
Graves
Registration
Service

apply to the ashes, which shall be kept by the Graves Registration Service until proper disposal thereof in accordance with the wishes of the home country.

As soon as circumstances permit, and at latest at the end of hostilities, these Services shall exchange, through the Information Bureau mentioned in the second paragraph of Article 16, lists showing the exact location and markings of the graves together with particulars of the dead interred therein.

ARTICLE 18

The military authorities may appeal to the charity of the inhabitants voluntarily to collect and care for, under their direction, the wounded and sick, granting persons who have responded to this appeal the necessary protection and facilities. Should the adverse party take or retake control of the area, he shall likewise grant these persons the same protection and the same facilities.

The military authorities shall permit the inhabitants and relief societies, even in invaded or occupied areas, spontaneously to collect and care for wounded or sick of whatever nationality. The civilian population shall respect these wounded and sick, and in particular abstain from offering them violence.

No one may ever be molested or convicted for having nursed the wounded or sick.

The provisions of the present Article do not relieve the occupying Power of its obligation to give both physical and moral care to the wounded and sick.

CHAPTER III

MEDICAL UNITS AND ESTABLISHMENTS

ARTICLE 19

Fixed establishments and mobile medical units of the Medical Service may in no circumstances be attacked, but shall at all times be respected and protected by the Parties to the conflict. Should they fall into the hands of the adverse Party, their personnel shall be free to pursue their duties, as long as the capturing Power has not itself ensured the necessary care of the wounded and sick found in such establishments and units.

The responsible authorities shall ensure that the said medical establishments and units are, as far as possible, situated in such a manner that attacks against military objectives cannot imperil their safety.

Role of the
population

Protection

Protection of hospital ships

ARTICLE 20

Hospital ships entitled to the protection of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea of August 12, 1949, shall not be attacked from the land.

Discontinuance of protection of medical establishments and units

ARTICLE 21

The protection to which fixed establishments and mobile medical units of the Medical Service are entitled shall not cease unless they are used to commit, outside their humanitarian duties, acts harmful to the enemy. Protection may, however, cease only after a due warning has been given, naming, in all appropriate cases, a reasonable time limit and after such warning has remained unheeded.

Conditions not depriving medical units and establishments of protection

ARTICLE 22

The following conditions shall not be considered as depriving a medical unit or establishment of the protection guaranteed by Article 19:

- (1) That the personnel of the unit or establishment are armed, and that they use the arms in their own defence, or in that of the wounded and sick in their charge.
- (2) That in the absence of armed orderlies, the unit or establishment is protected by a picket or by sentries or by an escort.
- (3) That small arms and ammunition taken from the wounded and sick and not yet handed to the proper service, are found in the unit or establishment.
- (4) That personnel and material of the veterinary service are found in the unit or establishment, without forming an integral part thereof.
- (5) That the humanitarian activities of medical units and establishments or of their personnel extend to the care of civilian wounded or sick.

Hospital zones and localities

ARTICLE 23

In time of peace, the High Contracting Parties and, after the outbreak of hostilities, the Parties to the conflict, may establish in their own territory and, if the need arises, in occupied

areas, hospital zones and localities so organized as to protect the wounded and sick from the effects of war, as well as the personnel entrusted with the organization and administration of these zones and localities and with the care of the persons therein assembled.

Upon the outbreak and during the course of hostilities, the Parties concerned may conclude agreements on mutual recognition of the hospital zones and localities they have created. They may for this purpose implement the provisions of the Draft Agreement annexed to the present Convention, with such amendments as they may consider necessary.

The Protecting Powers and the International Committee of the Red Cross are invited to lend their good offices in order to facilitate the institution and recognition of these hospital zones and localities.

CHAPTER IV

PERSONNEL

ARTICLE 24

Medical personnel exclusively engaged in the search for, or the collection, transport or treatment of the wounded or sick, or in the prevention of disease, staff exclusively engaged in the administration of medical units and establishments, as well as chaplains attached to the armed forces, shall be respected and protected in all circumstances.

Protection of permanent personnel

ARTICLE 25

Members of the armed forces specially trained for employment, should the need arise, as hospital orderlies, nurses or auxiliary stretcher-bearers, in the search for or the collection, transport or treatment of the wounded and sick shall likewise be respected and protected if they are carrying out these duties at the time when they come into contact with the enemy or fall into his hands.

Protection of auxiliary personnel

ARTICLE 26

The staff of National Red Cross Societies and that of other Voluntary Aid Societies, duly recognised and authorised by their Governments, who may be employed on the same duties as the personnel named in Article 24, are placed on the same

Personnel of aid societies

footing as the personnel named in the said Article, provided that the staff of such societies are subject to military laws and regulations.

Each High Contracting Party shall notify to the other, either in time of peace or at the commencement of, or during hostilities, but in any case before actually employing them, the names of the societies which it has authorized, under its responsibility, to render assistance to the regular medical service of its armed forces.

ARTICLE 27

Societies of
neutral
countries

A recognized Society of a neutral country can only lend the assistance of its medical personnel and units to a Party to the conflict with the previous consent of its own Government and the authorisation of the Party to the conflict concerned. That personnel and those units shall be placed under the control of that Party to the conflict.

The neutral Government shall notify this consent to the adversary of the State which accepts such assistance. The Party to the conflict who accepts such assistance is bound to notify the adverse Party thereof before making any use of it.

In no circumstances shall this assistance be considered as interference in the conflict.

The members of the personnel named in the first paragraph shall be duly furnished with the identity cards provided for in Article 40 before leaving the neutral country to which they belong.

ARTICLE 28

Retained
personnel

Personnel designated in Articles 24 and 26 who fall into the hands of the adverse Party, shall be retained only in so far as the state of health, the spiritual needs and the number of prisoners of war require.

Personnel thus retained shall not be deemed prisoners of war. Nevertheless they shall at least benefit by all the provisions of the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of August 12, 1949. Within the framework of the military laws and regulations of the Detaining Power, and under the authority of its competent service, they shall continue to carry out, in accordance with their professional ethics, their medical and spiritual duties on behalf of prisoners of war, preferably those of the armed forces to which they themselves belong. They shall further enjoy the following facilities for carrying out their medical or spiritual duties :

- (a) They shall be authorised to visit periodically the prisoners of war in labour units or hospitals outside the camp. The Detaining Power shall put at their disposal the means of transport required.
- (b) In each camp the senior medical officer of the highest rank shall be responsible to the military authorities of the camp for the professional activity of the retained medical personnel. For this purpose, from the outbreak of hostilities, the Parties to the conflict shall agree regarding the corresponding seniority of the ranks of their medical personnel, including those of the societies designated in Article 26. In all questions arising out of their duties, this medical officer, and the chaplains, shall have direct access to the military and medical authorities of the camp who shall grant them the facilities they may require for correspondence relating to these questions.
- (c) Although retained personnel in a camp shall be subject to its internal discipline, they shall not, however, be required to perform any work outside their medical or religious duties.

During hostilities the Parties to the conflict shall make arrangements for relieving where possible retained personnel, and shall settle the procedure of such relief.

None of the preceding provisions shall relieve the Detaining Power of the obligations imposed upon it with regard to the medical and spiritual welfare of the prisoners of war.

ARTICLE 29

Members of the personnel designated in Article 25 who have fallen into the hands of the enemy, shall be prisoners of war, but shall be employed on their medical duties in so far as the need arises.

Status of
auxiliary
personnel

ARTICLE 30

Personnel whose retention is not indispensable by virtue of the provisions of Article 28 shall be returned to the Party to the conflict to whom they belong, as soon as a road is open for their return and military requirements permit.

Pending their return, they shall not be deemed prisoners of war. Nevertheless they shall at least benefit by all the provisions

Return of
medical and
religious
personnel

of the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of August 12, 1949. They shall continue to fulfil their duties under the orders of the adverse Party and shall preferably be engaged in the care of the wounded and sick of the Party to the conflict to which they themselves belong.

On their departure, they shall take with them the effects, personal belongings, valuables and instruments belonging to them.

ARTICLE 31

Selection of
personnel for
return

The selection of personnel for return under Article 30 shall be made irrespective of any consideration of race, religion or political opinion, but preferably according to the chronological order of their capture and their state of health.

As from the outbreak of hostilities, Parties to the conflict may determine by special agreement the percentage of personnel to be retained, in proportion to the number of prisoners and the distribution of the said personnel in the camps.

ARTICLE 32

Return of
personnel
belonging to
neutral
countries

Persons designated in Article 27 who have fallen into the hands of the adverse Party may not be detained.

Unless otherwise agreed, they shall have permission to return to their country, or if this is not possible, to the territory of the Party to the conflict in whose service they were, as soon as a route for their return is open and military considerations permit.

Pending their release, they shall continue their work under the direction of the adverse Party; they shall preferably be engaged in the care of the wounded and sick of the Party to the conflict in whose service they were.

On their departure, they shall take with them their effects, personal articles and valuables and the instruments, arms and if possible the means of transport belonging to them.

The Parties to the conflict shall secure to this personnel, while in their power, the same food, lodging, allowances and pay as are granted to the corresponding personnel of their armed forces. The food shall in any case be sufficient as regards quantity, quality and variety to keep the said personnel in a normal state of health.

CHAPTER V BUILDINGS AND MATERIAL

ARTICLE 33

The material of mobile medical units of the armed forces which fall into the hands of the enemy, shall be reserved for the care of wounded and sick. Buildings and stores

The buildings, material and stores of fixed medical establishments of the armed forces shall remain subject to the laws of war, but may not be diverted from that purpose as long as they are required for the care of wounded and sick. Nevertheless, the commanders of forces in the field may make use of them, in case of urgent military necessity, provided that they make previous arrangements for the welfare of the wounded and sick who are nursed in them.

The material and stores defined in the present Article shall not be intentionally destroyed.

ARTICLE 34

The real and personal property of aid societies which are admitted to the privileges of the Convention shall be regarded as private property. Property of aid societies

The right of requisition recognised for belligerents by the laws and customs of war shall not be exercised except in case of urgent necessity, and only after the welfare of the wounded and sick has been ensured.

CHAPTER VI MEDICAL TRANSPORTS

ARTICLE 35

Transports of wounded and sick or of medical equipment shall be respected and protected in the same way as mobile medical units. Protection

Should such transports or vehicles fall into the hands of the adverse Party, they shall be subject to the laws of war, on condition that the Party to the conflict who captures them shall in all cases ensure the care of the wounded and sick they contain.

The civilian personnel and all means of transport obtained by requisition shall be subject to the general rules of international law.

ARTICLE 36

Medical aircraft

Medical aircraft, that is to say, aircraft exclusively employed for the removal of wounded and sick and for the transport of medical personnel and equipment, shall not be attacked, but shall be respected by the belligerents, while flying at heights, times and on routes specifically agreed upon between the belligerents concerned.

They shall bear, clearly marked, the distinctive emblem prescribed in Article 38, together with their national colours, on their lower, upper and lateral surfaces. They shall be provided with any other markings or means of identification that may be agreed upon between the belligerents upon the outbreak or during the course of hostilities.

Unless agreed otherwise, flights over enemy or enemy-occupied territory are prohibited.

Medical aircraft shall obey every summons to land. In the event of a landing thus imposed, the aircraft with its occupants may continue its flight after examination, if any.

In the event of an involuntary landing in enemy or enemy-occupied territory, the wounded and sick, as well as the crew of the aircraft shall be prisoners of war. The medical personnel shall be treated according to Article 24 and the Articles following

ARTICLE 37

Flight over neutral countries.
Landing of wounded

Subject to the provisions of the second paragraph, medical aircraft of Parties to the conflict may fly over the territory of neutral Powers, land on it in case of necessity, or use it as a port of call. They shall give the neutral Powers previous notice of their passage over the said territory and obey all summons to alight, on land or water. They will be immune from attack only when flying on routes, at heights and at times specifically agreed upon between the Parties to the conflict and the neutral Power concerned.

The neutral Powers may, however, place conditions or restrictions on the passage or landing of medical aircraft on their territory. Such possible conditions or restrictions shall be applied equally to all Parties to the conflict.

Unless agreed otherwise between the neutral Power and the Parties to the conflict, the wounded and sick who are disembarked, with the consent of the local authorities, on neutral

territory by medical aircraft, shall be detained by the neutral Power, where so required by international law, in such a manner that they cannot again take part in operations of war. The cost of their accommodation and internment shall be borne by the Power on which they depend.

CHAPTER VII

THE DISTINCTIVE EMBLEM

ARTICLE 38

As a compliment to Switzerland, the heraldic emblem of the red cross on a white ground, formed by reversing the Federal colours, is retained as the emblem and distinctive sign of the Medical Service of armed forces.

Nevertheless, in the case of countries which already use as emblem, in place of the red cross, the red crescent or the red lion and sun on a white ground, those emblems are also recognized by the terms of the present Convention.

Emblem of the Convention

ARTICLE 39

Under the direction of the competent military authority, the emblem shall be displayed on the flags, armlets and on all equipment employed in the Medical Service.

Use of the emblem

ARTICLE 40

The personnel designated in Article 24 and in Articles 26 and 27 shall wear, affixed to the left arm, a water-resistant armlet bearing the distinctive emblem, issued and stamped by the military authority.

Such personnel, in addition to the identity disc mentioned in Article 16, shall also carry a special identity card bearing the distinctive emblem. This card shall be water-resistant and of such size that it can be carried in the pocket. It shall be worded in the national language, shall mention at least the surname and first names, the date of birth, the rank and the service number of the bearer, and shall state in what capacity he is entitled to the protection of the present Convention. The card shall bear the photograph of the owner and also either his signature or his finger-prints or both. It shall be embossed with the stamp of the military authority.

Identification of medical and religious personnel

The identity card shall be uniform throughout the same armed forces and, as far as possible, of a similar type in the armed forces of the High Contracting Parties. The Parties to the conflict may be guided by the model which is annexed, by way of example, to the present Convention. They shall inform each other, at the outbreak of hostilities, of the model they are using. Identity cards should be made out, if possible, at least in duplicate, one copy being kept by the home country.

In no circumstances may the said personnel be deprived of their insignia or identity cards nor of the right to wear the armlet. In case of loss, they shall be entitled to receive duplicates of the cards and to have the insignia replaced.

ARTICLE 41

Identification
of auxiliary
personnel

The personnel designated in Article 25 shall wear, but only while carrying out medical duties, a white armlet bearing in its centre the distinctive sign in miniature; the armlet shall be issued and stamped by the military authority.

Military identity documents to be carried by this type of personnel shall specify what special training they have received, the temporary character of the duties they are engaged upon, and their authority for wearing the armlet.

ARTICLE 42

Marking of
medical units
and
establishments

The distinctive flag of the Convention shall be hoisted only over such medical units and establishments as are entitled to be respected under the Convention, and only with the consent of the military authorities.

In mobile units, as in fixed establishments, it may be accompanied by the national flag of the Party to the conflict to which the unit or establishment belongs.

Nevertheless, medical units which have fallen into the hands of the enemy shall not fly any flag other than that of the Convention.

Parties to the conflict shall take the necessary steps, in so far as military considerations permit, to make the distinctive emblems indicating medical units and establishments clearly visible to the enemy land, air or naval forces, in order to obviate the possibility of any hostile action.

ARTICLE 43

Marking of
units of neutral
countries

The medical units belonging to neutral countries, which may have been authorized to lend their services to a belligerent

under the conditions laid down in Article 27, shall fly, along with the flag of the Convention, the national flag of that belligerent, wherever the latter makes use of the faculty conferred on him by Article 42.

Subject to orders to the contrary by the responsible military authorities, they may on all occasions, fly their national flag, even if they fall into the hands of the adverse Party.

ARTICLE 44

With the exception of the cases mentioned in the following paragraphs of the present Article, the emblem of the Red Cross on a white ground and the words "Red Cross", or "Geneva Cross" may not be employed, either in time of peace or in time of war, except to indicate or to protect the medical units and establishments, the personnel and material protected by the present Convention and other Conventions dealing with similar matters. The same shall apply to the emblems mentioned in Article 38, second paragraph, in respect of the countries which use them. The National Red Cross Societies and other Societies designated in Article 26 shall have the right to use the distinctive emblem conferring the protection of the Convention only within the framework of the present paragraph.

Furthermore, National Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun) Societies may, in time of peace, in accordance with their national legislation, make use of the name and emblem of the Red Cross for their other activities which are in conformity with the principles laid down by the International Red Cross Conferences. When those activities are carried out in time of war, the conditions for the use of the emblem shall be such that it cannot be considered as conferring the protection of the Convention; the emblem shall be comparatively small in size and may not be placed on armlets or on the roofs of buildings.

The international Red Cross organizations and their duly authorized personnel shall be permitted to make use, at all times, of the emblem of the Red Cross on a white ground.

As an exceptional measure, in conformity with national legislation and with the express permission of one of the National Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun) Societies, the emblem of the Convention may be employed in time of peace to identify vehicles used as ambulances and to mark the position of aid stations exclusively assigned to the purpose of giving free treatment to the wounded or sick.

Restrictions
in the use of
the emblem.
Exceptions

CHAPTER VIII
EXECUTION OF THE CONVENTION

ARTICLE 45

Detailed execution. Unforeseen cases Each Party to the conflict, acting through its commanders-in-chief, shall ensure the detailed execution of the preceding Articles, and provide for unforeseen cases, in conformity with the general principles of the present Convention.

ARTICLE 46

Prohibition of reprisals Reprisals against the wounded, sick, personnel, buildings or equipment protected by the Convention are prohibited.

ARTICLE 47

Dissemination of the Convention The High Contracting Parties undertake, in time of peace as in time of war, to disseminate the text of the present Convention as widely as possible in their respective countries, and, in particular, to include the study thereof in their programmes of military and, if possible, civil instruction, so that the principles thereof may become known to the entire population, in particular to the armed fighting forces, the medical personnel and the chaplains.

ARTICLE 48

Translations. Rules of application The High Contracting Parties shall communicate to one another through the Swiss Federal Council and, during hostilities, through the Protecting Powers, the official translations of the present Convention, as well as the laws and regulations which they may adopt to ensure the application thereof.

CHAPTER IX
REPRESSION OF ABUSES AND INFRACTIONS

ARTICLE 49

Penal sanctions I. General observations The High Contracting Parties undertake to enact any legislation necessary to provide effective penal sanctions for persons committing, or ordering to be committed, any of the grave breaches of the present Convention defined in the following Article.

Each High Contracting Party shall be under the obligation to search for persons alleged to have committed, or to have ordered to be committed, such grave breaches, and shall bring such persons, regardless of their nationality, before its own courts. It may also, if it prefers, and in accordance with the provisions of its own legislation, hand such persons over for trial to another High Contracting Party concerned, provided such High Contracting Party has made out a *prima facie* case.

Each High Contracting Party shall take measures necessary for the suppression of all acts contrary to the provisions of the present Convention other than the grave breaches defined in the following Article.

In all circumstances, the accused persons shall benefit by safeguards of proper trial and defence, which shall not be less favourable than those provided by Article 105 and those following of the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of August 12, 1949.

ARTICLE 50

Grave breaches to which the preceding Article relates shall be those involving any of the following acts, if committed against persons or property protected by the Convention: wilful killing, torture or inhuman treatment, including biological experiments, wilfully causing great suffering or serious injury to body or health, and extensive destruction and appropriation of property, not justified by military necessity and carried out unlawfully and wantonly.

II.
Grave
breaches

ARTICLE 51

No High Contracting Party shall be allowed to absolve itself or any other High Contracting Party of any liability incurred by itself or by another High Contracting Party in respect of breaches referred to in the preceding Article.

III.
Responsibilities of the Contracting Parties

ARTICLE 52

At the request of a Party to the conflict, an enquiry shall be instituted, in a manner to be decided between the interested Parties, concerning any alleged violation of the Convention.

If agreement has not been reached concerning the procedure for the enquiry, the Parties should agree on the choice of an umpire who will decide upon the procedure to be followed.

Once the violation has been established, the Parties to the conflict shall put an end to it and shall repress it with the least possible delay.

Enquiry
procedure

ARTICLE 53

Misuse of the emblem

The use by individuals, societies, firms or companies either public or private, other than those entitled thereto under the present Convention, of the emblem or the designation "Red Cross" or "Geneva Cross", or any sign or designation constituting an imitation thereof, whatever the object of such use, and irrespective of the date of its adoption, shall be prohibited at all times.

By reason of the tribute paid to Switzerland by the adoption of the reversed Federal colours, and of the confusion which may arise between the arms of Switzerland and the distinctive emblem of the Convention, the use by private individuals, societies or firms, of the arms of the Swiss Confederation, or of marks constituting an imitation thereof, whether as trademarks or commercial marks, or as parts of such marks, or for a purpose contrary to commercial honesty, or in circumstances capable of wounding Swiss national sentiment, shall be prohibited at all times.

Nevertheless, such High Contracting Parties as were not party to the Geneva Convention of July 27, 1929, may grant to prior users of the emblems, designations, signs or marks designated in the first paragraph, a time limit not to exceed three years from the coming into force of the present Convention to discontinue such use, provided that the said use shall not be such as would appear, in time of war, to confer the protection of the Convention.

The prohibition laid down in the first paragraph of the present Article shall also apply, without effect on any rights acquired through prior use, to the emblems and marks mentioned in the second paragraph of Article 38.

ARTICLE 54

Prevention of misuse

The High Contracting Parties shall, if their legislation is not already adequate, take measures necessary for the prevention and repression, at all times, of the abuses referred to under Article 53.

FINAL PROVISIONS

ARTICLE 55

Languages

The present Convention is established in English and in French. Both texts are equally authentic.

The Swiss Federal Council shall arrange for official translations of the Convention to be made in the Russian and Spanish languages.

ARTICLE 56

The present Convention, which bears the date of this day, is open to signature until February 12, 1950, in the name of the Powers represented at the Conference which opened at Geneva on April 21, 1949; furthermore, by Powers not represented at that Conference but which are parties to the Geneva Conventions of 1864, 1906 or 1929 for the Relief of the Wounded and Sick in Armies in the Field.

Signature

ARTICLE 57

The present Convention shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be deposited at Berne.

A record shall be drawn up of the deposit of each instrument of ratification and certified copies of this record shall be transmitted by the Swiss Federal Council to all the Powers in whose name the Convention has been signed, or whose accession has been notified.

Ratification

ARTICLE 58

The present Convention shall come into force six months after not less than two instruments of ratification have been deposited.

Thereafter, it shall come into force for each High Contracting Party six months after the deposit of the instrument of ratification.

Coming into force

ARTICLE 59

The present Convention replaces the Conventions of August 22, 1864, July 6, 1906, and July 27, 1929, in relations between the High Contracting Parties.

Relation to previous Conventions

ARTICLE 60

From the date of its coming into force, it shall be open to any Power in whose name the present Convention has not been signed, to accede to this Convention.

Accession

ARTICLE 61

Accessions shall be notified in writing to the Swiss Federal Council, and shall take effect six months after the date on which they are received.

Notification of accessions

The Swiss Federal Council shall communicate the accessions to all the Powers in whose name the Convention has been signed, or whose accession has been notified.

ARTICLE 62

Immediate
effect

The situations provided for in Articles 2 and 3 shall give immediate effect to ratifications deposited and accessions notified by the Parties to the conflict before or after the beginning of hostilities or occupation. The Swiss Federal Council shall communicate by the quickest method any ratifications or accessions received from Parties to the conflict.

ARTICLE 63

Denunciation

Each of the High Contracting Parties shall be at liberty to denounce the present Convention.

The denunciation shall be notified in writing to the Swiss Federal Council, which shall transmit it to the Governments of all the High Contracting Parties.

The denunciation shall take effect one year after the notification thereof has been made to the Swiss Federal Council. However, a denunciation of which notification has been made at a time when the denouncing Power is involved in a conflict shall not take effect until peace has been concluded, and until after operations connected with release and repatriation of the persons protected by the present Convention have been terminated.

The denunciation shall have effect only in respect of the denouncing Power. It shall in no way impair the obligations which the Parties to the conflict shall remain bound to fulfil by virtue of the principles of the law of nations, as they result from the usages established among civilized peoples, from the laws of humanity and the dictates of the public conscience.

ARTICLE 64

Registration
with the
United Nations

The Swiss Federal Council shall register the present Convention with the Secretariat of the United Nations. The Swiss Federal Council shall also inform the Secretariat of the United Nations of all ratifications, accessions and denunciations received by it with respect to the present Convention.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, having deposited their respective full powers, have signed the present Convention.

DONE at Geneva this twelfth day of August 1949, in the English and French languages. The original shall be deposited in the archives of the Swiss Confederation. The Swiss Federal Council shall transmit certified copies thereof to each of the signatory and acceding States.

ANNEX I

DRAFT AGREEMENT RELATING TO HOSPITAL ZONES
AND LOCALITIES

ARTICLE 1

Hospital zones shall be strictly reserved for the persons named in Article 23 of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in the Armed Forces in the Field of August 12, 1949, and for the personnel entrusted with the organization and administration of these zones and localities, and with the care of the persons therein assembled.

Nevertheless, persons whose permanent residence is within such zones shall have the right to stay there.

ARTICLE 2

No persons residing, in whatever capacity, in a hospital zone shall perform any work, either within or without the zone, directly connected with military operations or the production of war material.

ARTICLE 3

The Power establishing a hospital zone shall take all necessary measures to prohibit access to all persons who have no right of residence or entry therein.

ARTICLE 4

Hospital zones shall fulfil the following conditions:

- (a) They shall comprise only a small part of the territory governed by the Power which has established them.
- (b) They shall be thinly populated in relation to the possibilities of accommodation.

- (c) They shall be far removed and free from all military objectives, or large industrial or administrative establishments.
- (d) They shall not be situated in areas which, according to every probability, may become important for the conduct of the war.

ARTICLE 5

Hospital zones shall be subject to the following obligations :

- (a) The lines of communication and means of transport which they possess shall not be used for the transport of military personnel or material, even in transit.
- (b) They shall in no case be defended by military means.

ARTICLE 6

Hospital zones shall be marked by means of red crosses (red crescents, red lions and suns) on a white background placed on the outer precincts and on the buildings. They may be similarly marked at night by means of appropriate illumination.

ARTICLE 7

The Powers shall communicate to all the High Contracting Parties in peacetime or on the outbreak of hostilities, a list of the hospital zones in the territories governed by them. They shall also give notice of any new zones set up during hostilities.

As soon as the adverse Party has received the above-mentioned notification, the zone shall be regularly constituted.

If, however, the adverse Party considers that the conditions of the present agreement have not been fulfilled, it may refuse to recognise the zone by giving immediate notice thereof to the Party responsible for the said zone, or may make its recognition of such zone dependent upon the institution of the control provided for in Article 8.

ARTICLE 8

Any Power having recognized one or several hospital zones instituted by the adverse Party shall be entitled to demand control by one or more Special Commissions, for the purpose of ascertaining if the zones fulfil the conditions and obligations stipulated in the present agreement.

For this purpose, the members of the Special Commissions shall at all times have free access to the various zones and may even reside there permanently. They shall be given all facilities for their duties of inspection.

ARTICLE 9

Should the Special Commissions note any facts which they consider contrary to the stipulations of the present agreement, they shall at once draw the attention of the Power governing the said zone to these facts, and shall fix a time limit of five days within which the matter should be rectified. They shall duly notify the Power who has recognised the zone.

If, when the time limit has expired, the Power governing the zone has not complied with the warning, the adverse Party may declare that it is no longer bound by the present agreement in respect of the said zone.

ARTICLE 10

Any Power setting up one or more hospital zones and localities, and the adverse Parties to whom their existence has been notified, shall nominate or have nominated by neutral Powers, the persons who shall be members of the Special Commissions mentioned in Articles 8 and 9.

ARTICLE 11

In no circumstances may hospital zones be the object of attack. They shall be protected and respected at all times by the Parties to the conflict.

ARTICLE 12

In the case of occupation of a territory, the hospital zones therein shall continue to be respected and utilised as such.



Their purpose may, however, be modified by the Occupying Power, on condition that all measures are taken to ensure the safety of the persons accommodated.

ARTICLE 13

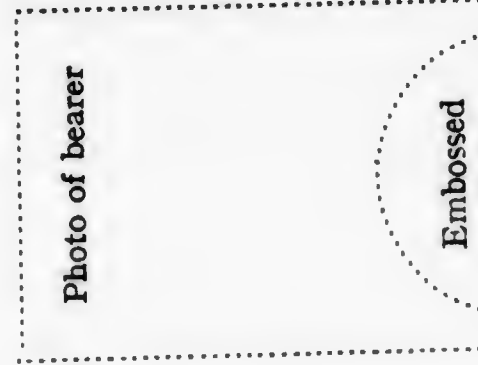


The present agreement shall also apply to localities which the Powers may utilise for the same purposes as hospital zones.

ANNEX II

Front

 (Space reserved for the name of the country and military authority issuing this card)	 IDENTITY CARD for members of medical and religious personnel attached to the armed forces
Surname.....	.....
First names.....	.....
Date of Birth.....	.....
Rank.....	.....
Army Number.....	.....
The bearer of this card is protected by the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949, in his capacity as	
Date of issue.....	.....
	Number of Card.....

Reverse Side

Photo of bearer  Embossed stamp of military authority issuing card 	Signature of bearer or fingerprints or both 	
Height.....	Eyes.....	Hair.....
Other distinguishing marks		

GENEVA CONVENTION FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF WOUNDED, SICK AND SHIPWRECKED MEMBERS OF ARMED FORCES AT SEA OF AUGUST 12, 1949.

The undersigned Plenipotentiaries of the Governments represented at the Diplomatic Conference held at Geneva from April 21 to August 12, 1949, for the purpose of revising the Xth Hague Convention of October 18, 1907 for the Adaptation to Maritime Warfare of the Principles of the Geneva Convention of 1906, have agreed as follows :

CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 1

The High Contracting Parties undertake to respect and to ensure respect for the present Convention in all circumstances.

Respect for the Convention

ARTICLE 2

In addition to the provisions which shall be implemented in peacetime, the present Convention shall apply to all cases of declared war or of any other armed conflict which may arise between two or more of the High Contracting Parties, even if the state of war is not recognised by one of them.

Application of the Convention

The Convention shall also apply to all cases of partial or total occupation of the territory of a High Contracting Party, even if the said occupation meets with no armed resistance.

Although one of the Powers in conflict may not be a party to the present Convention, the Powers who are parties thereto shall remain bound by it in their mutual relations. They shall furthermore be bound by the Convention in relation to the said Power, if the latter accepts and applies the provisions thereof.

ARTICLE 3

Conflicts not of an international character

In the case of armed conflict not of an international character occurring in the territory of one of the High Contracting Parties, each Party to the conflict shall be bound to apply, as a minimum, the following provisions :

(1) Persons taking no active part in the hostilities, including members of armed forces who have laid down their arms and those placed *hors de combat* by sickness, wounds, detention, or any other cause, shall in all circumstances be treated humanely, without any adverse distinction founded on race, colour, religion or faith, sex, birth or wealth, or any other similar criteria.

To this end, the following acts are and shall remain prohibited at any time and in any place whatsoever with respect to the above-mentioned persons :

- (a) violence to life and person, in particular murder of all kinds, mutilation, cruel treatment and torture ;
- (b) taking of hostages ;
- (c) outrages upon personal dignity, in particular, humiliating and degrading treatment ;
- (d) the passing of sentences and the carrying out of executions without previous judgment pronounced by a regularly constituted court, affording all the judicial guarantees which are recognized as indispensable by civilized peoples.

(2) The wounded, sick and shipwrecked shall be collected and cared for.

An impartial humanitarian body, such as the International Committee of the Red Cross, may offer its services to the Parties to the conflict.

The Parties to the conflict should further endeavour to bring into force, by means of special agreements, all or part of the other provisions of the present Convention.

The application of the preceding provisions shall not affect the legal status of the Parties to the conflict.

ARTICLE 4

Field of application

In case of hostilities between land and naval forces of Parties to the conflict, the provisions of the present Convention shall apply only to forces on board ship.

Forces put ashore shall immediately become subject to the provisions of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949.

ARTICLE 5

Neutral Powers shall apply by analogy the provisions of the present Convention to the wounded, sick and shipwrecked, and to members of the medical personnel and to chaplains of the armed forces of the Parties to the conflict received or interned in their territory, as well as to dead persons found.

Application by neutral Powers

ARTICLE 6

In addition to the agreements expressly provided for in Articles 10, 18, 31, 38, 39, 40, 43 and 53, the High Contracting Parties may conclude other special agreements for all matters concerning which they may deem it suitable to make separate provision. No special agreement shall adversely affect the situation of wounded, sick and shipwrecked persons, of members of the medical personnel or of chaplains, as defined by the present Convention, nor restrict the rights which it confers upon them.

Wounded, sick, and shipwrecked persons, as well as medical personnel and chaplains, shall continue to have the benefit of such agreements as long as the Convention is applicable to them, except where express provisions to the contrary are contained in the aforesaid or in subsequent agreements, or where more favourable measures have been taken with regard to them by one or other of the Parties to the conflict.

Special agreements

ARTICLE 7

Wounded, sick and shipwrecked persons, as well as members of the medical personnel and chaplains, may in no circumstances renounce in part or in entirety the rights secured to them by the present Convention, and by the special agreements referred to in the foregoing Article, if such there be.

Non-renunciation of rights

ARTICLE 8

The present Convention shall be applied with the cooperation and under the scrutiny of the Protecting Powers whose duty it is to safeguard the interests of the Parties to the conflict. For this purpose, the Protecting Powers may appoint, apart from their diplomatic or consular staff, delegates from amongst their own nationals or the nationals of other neutral Powers. The said

Protecting Powers

delegates shall be subject to the approval of the Power with which they are to carry out their duties.

The Parties to the conflict shall facilitate to the greatest extent possible the task of the representatives or delegates of the Protecting Powers.

The representatives or delegates of the Protecting Powers shall not in any case exceed their mission under the present Convention. They shall, in particular, take account of the imperative necessities of security of the State wherein they carry out their duties. Their activities shall only be restricted as an exceptional and temporary measure when this is rendered necessary by imperative military necessities.

ARTICLE 9

Activities of the International Committee of the Red Cross

The provisions of the present Convention constitute no obstacle to the humanitarian activities which the International Committee of the Red Cross or any other impartial humanitarian organization may, subject to the consent of the Parties to the conflict concerned, undertake for the protection of wounded, sick and shipwrecked persons, medical personnel and chaplains, and for their relief.

ARTICLE 10

Substitutes for Protecting Powers

The High Contracting Parties may at any time agree to entrust to an organization which offers all guarantees of impartiality and efficacy the duties incumbent on the Protecting Powers by virtue of the present Convention.

When wounded, sick and shipwrecked, or medical personnel and chaplains do not benefit or cease to benefit, no matter for what reason, by the activities of a Protecting Power or of an organization provided for in the first paragraph above, the Detaining Power shall request a neutral State, or such an organization, to undertake the functions performed under the present Convention by a Protecting Power designated by the Parties to a conflict.

If protection cannot be arranged accordingly, the Detaining Power shall request or shall accept, subject to the provisions of this Article, the offer of the services of a humanitarian organization, such as the International Committee of the Red Cross, to assume the humanitarian functions performed by Protecting Powers under the present Convention.

Any neutral Power, or any organization invited by the Power concerned or offering itself for these purposes, shall be required to act with a sense of responsibility towards the Party to the conflict on which persons protected by the present Convention

depend, and shall be required to furnish sufficient assurances that it is in a position to undertake the appropriate functions and to discharge them impartially.

No derogation from the preceding provisions shall be made by special agreements between Powers one of which is restricted, even temporarily, in its freedom to negotiate with the other Power or its allies by reason of military events, more particularly where the whole, or a substantial part, of the territory of the said Power is occupied.

Whenever, in the present Convention, mention is made of a Protecting Power, such mention also applies to substitute organizations in the sense of the present Article.

ARTICLE 11

In cases where they deem it advisable in the interest of protected persons, particularly in cases of disagreement between the Parties to the conflict as to the application or interpretation of the provisions of the present Convention, the Protecting Powers shall lend their good offices with a view to settling the disagreement.

Conciliation procedure

For this purpose, each of the Protecting Powers may, either at the invitation of one Party or on its own initiative, propose to the Parties to the conflict a meeting of their representatives, in particular of the authorities responsible for the wounded, sick and shipwrecked, medical personnel and chaplains, possibly on neutral territory suitably chosen. The Parties to the conflict shall be bound to give effect to the proposals made to them for this purpose. The Protecting Powers may, if necessary, propose for approval by the Parties to the conflict, a person belonging to a neutral Power or delegated by the International Committee of the Red Cross, who shall be invited to take part in such a meeting.

CHAPTER II

WOUNDED, SICK AND SHIPWRECKED

ARTICLE 12

Members of the armed forces and other persons mentioned in the following Article, who are at sea and who are wounded, sick or shipwrecked, shall be respected and protected in all circumstances, it being understood that the term "shipwreck" means shipwreck from any cause and includes forced landings at sea by or from aircraft.

Protection and care

Such persons shall be treated humanely and cared for by the Parties to the conflict in whose power they may be, without any adverse distinction founded on sex, race, nationality, religion, political opinions, or any other similar criteria. Any attempts upon their lives, or violence to their persons, shall be strictly prohibited; in particular, they shall not be murdered or exterminated, subjected to torture or to biological experiments; they shall not wilfully be left without medical assistance and care, nor shall conditions exposing them to contagion or infection be created.

Only urgent medical reasons will authorize priority in the order of treatment to be administered.

Women shall be treated with all consideration due to their sex.

ARTICLE 13

Protected persons The present Convention shall apply to the wounded, sick and shipwrecked at sea belonging to the following categories:

- (1) Members of the armed forces of a Party to the conflict, as well as members of militias or volunteer corps forming part of such armed forces;
- (2) Members of other militias and members of other volunteer corps, including those of organized resistance movements, belonging to a Party to the conflict and operating in or outside their own territory, even if this territory is occupied, provided that such militias or volunteer corps, including such organized resistance movements, fulfil the following conditions:
 - (a) that of being commanded by a person responsible for his subordinates;
 - (b) that of having a fixed distinctive sign recognizable at a distance;
 - (c) that of carrying arms openly;
 - (c) that of conducting their operations in accordance with the laws and customs of war;
- (3) Members of regular armed forces who profess allegiance to a Government or an authority not recognized by the Detaining Power;
- (4) Persons who accompany the armed forces without actually being members thereof, such as civil members of military aircraft crews, war correspondents, supply contractors, members of labour units or of services responsible for the welfare of the armed forces, provided

that they have received authorization from the armed forces which they accompany;

- (5) Members of crews, including masters, pilots and apprentices, of the merchant marine and the crews of civil aircraft of the Parties to the conflict who do not benefit by more favourable treatment, under any other provisions of international law;
- (6) Inhabitants of a non-occupied territory who, on the approach of the enemy, spontaneously take up arms to resist the invading forces, without having had time to form themselves into regular armed units, provided they carry arms openly and respect the laws and customs of war.

ARTICLE 14

All warships of a belligerent Party shall have the right to demand that the wounded, sick or shipwrecked on board military hospital ships, and hospital ships belonging to relief societies or to private individuals, as well as merchant vessels, yachts and other craft shall be surrendered, whatever their nationality, provided that the wounded and sick are in a fit state to be moved and that the warship can provide adequate facilities for necessary medical treatment.

Handing over to a belligerent

ARTICLE 15

If wounded, sick or shipwrecked persons are taken on board a neutral warship or a neutral military aircraft, it shall be ensured, where so required by international law, that they can take no further part in operations of war.

Wounded taken on board a neutral warship

ARTICLE 16

Subject to the provisions of Article 12, the wounded, sick and shipwrecked of a belligerent who fall into enemy hands shall be prisoners of war, and the provisions of international law concerning prisoners of war shall apply to them. The captor may decide, according to circumstances, whether it is expedient to hold them, or to convey them to a port in the captor's own country, to a neutral port or even to a port in enemy territory. In the last case, prisoners of war thus returned to their home country may not serve for the duration of the war.

Wounded falling into enemy hands

ARTICLE 17

Wounded
landed in a
neutral port

Wounded, sick or shipwrecked persons who are landed in neutral ports with the consent of the local authorities, shall, failing arrangements to the contrary between the neutral and the belligerent Powers, be so guarded by the neutral Power, where so required by international law, that the said persons cannot again take part in operations of war.

The costs of hospital accommodation and internment shall be borne by the Power on whom the wounded, sick or shipwrecked persons depend.

ARTICLE 18

Search for
casualties after
an engagement

After each engagement, Parties to the conflict shall without delay take all possible measures to search for and collect the shipwrecked, wounded and sick, to protect them against pillage and ill-treatment, to ensure their adequate care, and to search for the dead and prevent their being despoiled.

Whenever circumstances permit, the Parties to the conflict shall conclude local arrangements for the removal of the wounded and sick by sea from a besieged or encircled area and for the passage of medical and religious personnel and equipment on their way to that area.

ARTICLE 19

Recording and
forwarding of
information

The Parties to the conflict shall record as soon as possible in respect of each shipwrecked, wounded, sick or dead person of the adverse Party falling into their hands, any particulars which may assist in his identification. These records should if possible include :

- (a) designation of the Power on which he depends ;
- (b) army, regimental, personal or serial number ;
- (c) surname ;
- (d) first name or names ;
- (e) date of birth ;
- (f) any other particulars shown on his identity card or disc ;
- (g) date and place of capture or death ;
- (h) particulars concerning wounds or illness, or cause of death.

As soon as possible the above mentioned information shall be forwarded to the information bureau described in Article 122 of the Geneva Convention relative to the Treatment of Pris-

soners of War of August 12, 1949, which shall transmit this information to the Power on which these persons depend through the intermediary of the Protecting Power and of the Central Prisoners of War Agency.

Parties to the conflict shall prepare and forward to each other through the same bureau, certificates of death or duly authenticated lists of the dead. They shall likewise collect and forward through the same bureau one half of the double identity disc, or the identity disc itself if it is a single disc, last wills or other documents of importance to the next of kin, money and in general all articles of an intrinsic or sentimental value, which are found on the dead. These articles, together with unidentified articles, shall be sent in sealed packets, accompanied by statements giving all particulars necessary for the identification of the deceased owners, as well as by a complete list of the contents of the parcel.

ARTICLE 20

Parties to the conflict shall ensure that burial at sea of the dead, carried out individually as far as circumstances permit, is preceded by a careful examination, if possible by a medical examination, of the bodies, with a view to confirming death, establishing identity and enabling a report to be made. Where a double identity disc is used, one half of the disc should remain on the body.

If dead persons are landed, the provisions of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949, shall be applicable.

Prescriptions
regarding the
dead

ARTICLE 21

The Parties to the conflict may appeal to the charity of commanders of neutral merchant vessels, yachts or other craft to take on board and care for wounded, sick or shipwrecked persons, and to collect the dead.

Vessels of any kind responding to this appeal, and those having of their own accord collected wounded, sick or shipwrecked persons, shall enjoy special protection and facilities to carry out such assistance.

They may, in no case, be captured on account of any such transport ; but, in the absence of any promise to the contrary, they shall remain liable to capture for any violations of neutrality they may have committed.

Appeals to
neutral vessels

CHAPTER III
HOSPITAL SHIPS

ARTICLE 22

Notification and protection of military hospital ships

Military hospital ships, that is to say, ships built or equipped by the Powers specially and solely with a view to assisting the wounded, sick and shipwrecked, to treating them and to transporting them, may in no circumstances be attacked or captured, but shall at all times be respected and protected, on condition that their names and descriptions have been notified to the Parties to the conflict ten days before those ships are employed.

The characteristics which must appear in the notification shall include registered gross tonnage, the length from stem to stern and the number of masts and funnels.

ARTICLE 23

Protection of medical establishments ashore

Establishments ashore entitled to the protection of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949, shall be protected from bombardment or attack from the sea.

ARTICLE 24

Hospital ships utilized by relief societies and private individuals of

Hospital ships utilized by National Red Cross Societies, by officially recognized relief societies or by private persons shall have the same protection as military hospital ships and shall be exempt from capture, if the Party to the conflict on which they depend has given them an official commission and in so far as the provisions of Article 22 concerning notification have been complied with.

I. Parties to the conflict

These ships must be provided with certificates of the responsible authorities, stating that the vessels have been under their control while fitting out and on departure.

ARTICLE 25

II. Neutral countries

Hospital ships utilized by National Red Cross Societies, officially recognized relief societies, or private persons of neutral countries shall have the same protection as military hospital ships and shall be exempt from capture, on condition that they have placed themselves under the control of one of the Parties to the conflict, with the previous consent of their own governments and with the authorization of the Party

to the conflict concerned, in so far as the provisions of Article 22 concerning notification have been complied with.

ARTICLE 26

The protection mentioned in Articles 22, 24 and 25 shall apply to hospital ships of any tonnage and to their lifeboats, wherever they are operating. Nevertheless, to ensure the maximum comfort and security, the Parties to the conflict shall endeavour to utilize, for the transport of wounded, sick and shipwrecked over long distances and on the high seas, only hospital ships of over 2,000 tons gross.

Tonnage

ARTICLE 27

Under the same conditions as those provided for in Articles 22 and 24, small craft employed by the State or by the officially recognised lifeboat institutions for coastal rescue operations, shall also be respected and protected, so far as operational requirements permit.

Coastal rescue craft

The same shall apply so far as possible to fixed coastal installations used exclusively by these craft for their humanitarian missions.

ARTICLE 28

Should fighting occur on board a warship, the sick-bays shall be respected and spared as far as possible. Sick-bays and their equipment shall remain subject to the laws of warfare, but may not be diverted from their purpose so long as they are required for the wounded and sick. Nevertheless, the commander into whose power they have fallen may, after ensuring the proper care of the wounded and sick who are accommodated therein, apply them to other purposes in case of urgent military necessity.

Protection of sick-bays

ARTICLE 29

Any hospital ship in a port which falls into the hands of the enemy shall be authorised to leave the said port.

Hospital ships in occupied ports

ARTICLE 30

The vessels described in Articles 22, 24, 25 and 27 shall afford relief and assistance to the wounded, sick and shipwrecked without distinction of nationality.

Employment of hospital ships and small craft

The High Contracting Parties undertake not to use these vessels for any military purpose.

Such vessels shall in no wise hamper the movements of the combatants.

During and after an engagement, they will act at their own risk.

ARTICLE 31

Right of
control and
search

The Parties to the conflict shall have the right to control and search the vessels mentioned in Articles 22, 24, 25 and 27. They can refuse assistance from these vessels, order them off, make them take a certain course, control the use of their wireless and other means of communication, and even detain them for a period not exceeding seven days from the time of interception, if the gravity of the circumstances so requires.

They may put a commissioner temporarily on board whose sole task shall be to see that orders given in virtue of the provisions of the preceding paragraph are carried out.

As far as possible, the Parties to the conflict shall enter in the log of the hospital ship, in a language he can understand, the orders they have given the captain of the vessel.

Parties to the conflict may, either unilaterally or by particular agreements, put on board their ships neutral observers who shall verify the strict observation of the provisions contained in the present Convention.

ARTICLE 32

Stay in a
neutral port

Vessels described in Articles 22, 24, 25 and 27 are not classed as warships as regards their stay in a neutral port.

ARTICLE 33

Converted
merchant
vessels

Merchant vessels which have been transformed into hospital ships cannot be put to any other use throughout the duration of hostilities.

ARTICLE 34

Discontinu-
ance of
protection

The protection to which hospital ships and sick-bays are entitled shall not cease unless they are used to commit, outside their humanitarian duties, acts harmful to the enemy. Protection may, however, cease only after due warning has been given, naming in all appropriate cases a reasonable time limit, and after such warning has remained unheeded.

In particular, hospital ships may not possess or use a secret code for their wireless or other means of communication.

ARTICLE 35

The following conditions shall not be considered as depriving hospital ships or sick-bays of vessels of the protection due to them:

Conditions not
depriving
hospital ships
of protection

- (1) The fact that the crews of ships or sick-bays are armed for the maintenance of order, for their own defence or that of the sick and wounded.
- (2) The presence on board of apparatus exclusively intended to facilitate navigation or communication.
- (3) The discovery on board hospital ships or in sick-bays of portable arms and ammunition taken from the wounded, sick and shipwrecked and not yet handed to the proper service.
- (4) The fact that the humanitarian activities of hospital ships and sick-bays of vessels or of the crews extend to the care of wounded, sick or shipwrecked civilians.
- (5) The transport of equipment and of personnel intended exclusively for medical duties, over and above the normal requirements.

CHAPTER IV

PERSONNEL

ARTICLE 36

The religious, medical and hospital personnel of hospital ships and their crews shall be respected and protected; they may not be captured during the time they are in the service of the hospital ship, whether or not there are wounded and sick on board.

Protection of
the personnel
of hospital
ships

ARTICLE 37

The religious, medical and hospital personnel assigned to the medical or spiritual care of the persons designated in Articles 12 and 13 shall, if they fall into the hands of the enemy, be respected and protected; they may continue to carry out their duties as long as this is necessary for the care of the wounded and sick. They shall afterwards be sent back as soon as the Commander-in-Chief, under whose authority they are, considers it practicable. They may take with them, on leaving the ship, their personal property.

Medical and
religious
personnel of
other ships

If, however, it prove necessary to retain some of this personnel owing to the medical or spiritual needs of prisoners of war, everything possible shall be done for their earliest possible landing.

Retained personnel shall be subject, on landing, to the provisions of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949.

CHAPTER V MEDICAL TRANSPORTS

ARTICLE 38

Ships used
for the
conveyance of
medical
equipment

Ships chartered for that purpose shall be authorized to transport equipment exclusively intended for the treatment of wounded and sick members of armed forces or for the prevention of disease, provided that the particulars regarding their voyage have been notified to the adverse Power and approved by the latter. The adverse Power shall preserve the right to board the carrier ships, but not to capture them nor to seize the equipment carried.

By agreement amongst the Parties to the conflict, neutral observers may be placed on board such ships to verify the equipment carried. For this purpose, free access to the equipment shall be given.

ARTICLE 39

Medical
aircraft

Medical aircraft, that is to say, aircraft exclusively employed for the removal of wounded, sick and shipwrecked, and for the transport of medical personnel and equipment, may not be the object of attack, but shall be respected by the Parties to the conflict, while flying at heights, at times and on routes specifically agreed upon between the Parties to the conflict concerned.

They shall be clearly marked with the distinctive emblem prescribed in Article 41, together with their national colours, on their lower, upper and lateral surfaces. They shall be provided with any other markings or means of identification which may be agreed upon between the Parties to the conflict upon the outbreak or during the course of hostilities.

Unless agreed otherwise, flights over enemy or enemy-occupied territory are prohibited.

Medical aircraft shall obey every summons to alight on land or water. In the event of having thus to alight, the aircraft

with its occupants may continue its flight after examination, if any.

In the event of alighting involuntarily on land or water in enemy or enemy-occupied territory, the wounded, sick and shipwrecked, as well as the crew of the aircraft shall be prisoners of war. The medical personnel shall be treated according to Articles 36 and 37.

ARTICLE 40

Subject to the provisions of the second paragraph, medical aircraft of Parties to the conflict may fly over the territory of neutral Powers, land thereon in case of necessity, or use it as a port of call. They shall give neutral Powers prior notice of their passage over the said territory, and obey every summons to alight, on land or water. They will be immune from attack only when flying on routes, at heights and at times specifically agreed upon between the Parties to the conflict and the neutral Power concerned.

Flight over
neutral
countries.
Landing of
wounded

The neutral Powers may, however, place conditions or restrictions on the passage or landing of medical aircraft on their territory. Such possible conditions or restrictions shall be applied equally to all Parties to the conflict.

Unless otherwise agreed between the neutral Powers and the Parties to the conflict, the wounded, sick or shipwrecked who are disembarked with the consent of the local authorities on neutral territory by medical aircraft shall be detained by the neutral Power, where so required by international law, in such a manner that they cannot again take part in operations of war. The cost of their accommodation and internment shall be borne by the Power on which they depend.

CHAPTER VI THE DISTINCTIVE EMBLEM

ARTICLE 41

Under the direction of the competent military authority, the emblem of the red cross on a white ground shall be displayed on the flags, armlets and on all equipment employed in the Medical Service.

Use of the
emblem

Nevertheless, in the case of countries which already use as emblem, in place of the red cross, the red crescent or the red lion and sun on a white ground, these emblems are also recognized by the terms of the present Convention.

ARTICLE 42

Identification
of medical and
religious
personnel

The personnel designated in Articles 36 and 37 shall wear, affixed to the left arm, a water-resistant armlet bearing the distinctive emblem, issued and stamped by the military authority.

Such personnel, in addition to wearing the identity disc mentioned in Article 19, shall also carry a special identity card bearing the distinctive emblem. This card shall be water-resistant and of such size that it can be carried in the pocket. It shall be worded in the national language, shall mention at least the surname and first names, the date of birth, the rank and the service number of the bearer, and shall state in what capacity he is entitled to the protection of the present Convention. The card shall bear the photograph of the owner and also either his signature or his finger-prints or both. It shall be embossed with the stamp of the military authority.

The identity card shall be uniform throughout the same armed forces and, as far as possible, of a similar type in the armed forces of the High Contracting Parties. The Parties to the conflict may be guided by the model which is annexed, by way of example, to the present Convention. They shall inform each other, at the outbreak of hostilities, of the model they are using. Identity cards should be made out, if possible, at least in duplicate, one copy being kept by the home country.

In no circumstances may the said personnel be deprived of their insignia or identity cards nor of the right to wear the armlet. In cases of loss they shall be entitled to receive duplicates of the cards and to have the insignia replaced.

ARTICLE 43

Marking of
hospital ships
and small craft

The ships designated in Articles 22, 24, 25 and 27 shall be distinctively marked as follows:

- (a) All exterior surfaces shall be white.
- (b) One or more dark red crosses, as large as possible, shall be painted and displayed on each side of the hull and on the horizontal surfaces, so placed as to afford the greatest possible visibility from the sea and from the air.

All hospital ships shall make themselves known by hoisting their national flag and further, if they belong to a neutral state, the flag of the Party to the conflict whose direction they have accepted. A white flag with a red cross shall be flown at the mainmast as high as possible.

Lifeboats of hospital ships, coastal lifeboats and all small craft used by the Medical Service shall be painted white with dark red crosses prominently displayed and shall, in general, comply with the identification system prescribed above for hospital ships.

The above-mentioned ships and craft, which may wish to ensure by night and in times of reduced visibility the protection to which they are entitled, must, subject to the assent of the Party to the conflict under whose power they are, take the necessary measures to render their painting and distinctive emblems sufficiently apparent.

Hospital ships which, in accordance with Article 31 are provisionally detained by the enemy, must haul down the flag of the Party to the conflict in whose service they are or whose direction they have accepted.

Coastal lifeboats, if they continue to operate with the consent of the Occupying Power from a base which is occupied, may be allowed, when away from their base, to continue to fly their own national colours along with a flag carrying a red cross on a white ground, subject to prior notification to all the Parties to the conflict concerned.

All the provisions in this Article relating to the red cross shall apply equally to the other emblems mentioned in Article 41.

Parties to the conflict shall at all times endeavour to conclude mutual agreements in order to use the most modern methods available to facilitate the identification of hospital ships.

ARTICLE 44

The distinguishing signs referred to in Article 43 can only be used, whether in time of peace or war, for indicating or protecting the ships therein mentioned, except as may be provided in any other international Convention or by agreement between all the Parties to the conflict concerned.

Limitation in
the use of
markings

ARTICLE 45

The High Contracting Parties shall, if their legislation is not already adequate, take the measures necessary for the prevention and repression, at all times, of any abuse of the distinctive signs provided for under Article 43.

Prevention of
misuse

CHAPTER VII
EXECUTION OF THE CONVENTION

ARTICLE 46

Detailed execution
Unforeseen cases

Each Party to the conflict, acting through its Commanders-in-Chief shall ensure the detailed execution of the preceding Articles and provide for unforeseen cases, in conformity with the general principles of the present Convention.

ARTICLE 47

Prohibition of reprisals

Reprisals against the wounded, sick and shipwrecked persons, the personnel, the vessels or the equipment protected by the Convention are prohibited.

ARTICLE 48

Dissemination of the Convention

The High Contracting Parties undertake, in time of peace as in time of war, to disseminate the text of the present Convention as widely as possible in their respective countries, and, in particular, to include the study thereof in their programmes of military and, if possible, civil instruction, so that the principles thereof may become known to the entire population, in particular to the armed fighting forces, the medical personnel and the chaplains.

ARTICLE 49

Translations.
Rules of application

The High Contracting Parties shall communicate to one another through the Swiss Federal Council and, during hostilities, through the Protecting Powers, the official translations of the present Convention, as well as the laws and regulations which they may adopt to ensure the application thereof.

CHAPTER VIII
REPRESSION OF ABUSES AND INFRACTIONS

ARTICLE 50

Penal sanctions
I.
General observations

The High Contracting Parties undertake to enact any legislation necessary to provide effective penal sanctions for persons committing, or ordering to be committed, any of the grave breaches of the present Convention defined in the following Article.

Each High Contracting Party shall be under the obligation to search for persons alleged to have committed, or to have ordered to be committed, such grave breaches, and shall bring such persons, regardless of their nationality, before its own courts. It may also, if it prefers, and in accordance with the provisions of its own legislation, hand such persons over for trial to another High Contracting Party concerned, provided such High Contracting Party has made out a *prima facie* case.

Each High Contracting Party shall take measures necessary for the suppression of all acts contrary to the provisions of the present Convention other than the grave breaches defined in the following Article.

In all circumstances, the accused persons shall benefit by safeguards of proper trial and defence, which shall not be less favourable than those provided by Article 105 and those following of the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of August 12, 1949.

ARTICLE 51

Grave breaches to which the preceding Article relates shall be those involving any of the following acts, if committed against persons or property protected by the Convention: wilful killing, torture or inhuman treatment, including biological experiments, wilfully causing great suffering or serious injury to body or health, and extensive destruction and appropriation of property, not justified by military necessity and carried out unlawfully and wantonly.

II.
Grave breaches

ARTICLE 52

No High Contracting Party shall be allowed to absolve itself or any other High Contracting Party of any liability incurred by itself or by another High Contracting Party in respect of breaches referred to in the preceding Article.

III.
Responsibilities of the Contracting Parties

ARTICLE 53

At the request of a Party to the conflict, an enquiry shall be instituted, in a manner to be decided between the interested Parties, concerning any alleged violation of the Convention.

If agreement has not been reached concerning the procedure for the enquiry, the Parties should agree on the choice of an umpire, who will decide upon the procedure to be followed.

Once the violation has been established, the Parties to the conflict shall put an end to it and shall repress it with the least possible delay.

Enquiry procedure

FINAL PROVISIONS

ARTICLE 54

Languages The present Convention is established in English and in French. Both texts are equally authentic.

The Swiss Federal Council shall arrange for official translations of the Convention to be made in the Russian and Spanish languages.

ARTICLE 55

Signature The present Convention, which bears the date of this day, is open to signature until February 12, 1950, in the name of the Powers represented at the Conference which opened at Geneva on April 21, 1949; furthermore, by Powers not represented at that Conference, but which are parties to the Xth Hague Convention of October 18, 1907, for the adaptation to Maritime Warfare of the principles of the Geneva Convention of 1906, or to the Geneva Conventions of 1864, 1906 or 1929 for the Relief of the Wounded and Sick in Armies in the Field.

ARTICLE 56

Ratification The present Convention shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be deposited at Berne.

A record shall be drawn up of the deposit of each instrument of ratification and certified copies of this record shall be transmitted by the Swiss Federal Council to all the Powers in whose name the Convention has been signed, or whose accession has been notified.

ARTICLE 57

Coming into force The present Convention shall come into force six months after not less than two instruments of ratification have been deposited.

Thereafter, it shall come into force for each High Contracting Party six months after the deposit of the instruments of ratification.

ARTICLE 58

Relation to the 1907 Convention The present Convention replaces the Xth Hague Convention of October 18, 1907, for the adaptation to Maritime Warfare of the principles of the Geneva Convention of 1906, in relations between the High Contracting Parties.

ARTICLE 59

From the date of its coming into force, it shall be open to any Power in whose name the present Convention has not been signed, to accede to this Convention.

Accession

ARTICLE 60

Accessions shall be notified in writing to the Swiss Federal Council, and shall take effect six months after the date on which they are received.

Notification of accessions

The Swiss Federal Council shall communicate the accessions to all the Powers in whose name the Convention has been signed, or whose accession has been notified.

ARTICLE 61

The situations provided for in Articles 2 and 3 shall give immediate effect to ratifications deposited and accessions notified by the Parties to the conflict before or after the beginning of hostilities or occupation. The Swiss Federal Council shall communicate by the quickest method any ratifications or accessions received from Parties to the conflict.

Immediate effect

ARTICLE 62

Each of the High Contracting Parties shall be at liberty to denounce the present Convention.

Denunciation

The denunciation shall be notified in writing to the Swiss Federal Council, which shall transmit it to the Governments of all the High Contracting Parties.

The denunciation shall take effect one year after the notification thereof has been made to the Swiss Federal Council. However, a denunciation of which notification has been made at a time when the denouncing Power is involved in a conflict shall not take effect until peace has been concluded, and until after operations connected with release and repatriation of the persons protected by the present Convention have been terminated.

The denunciation shall have effect only in respect of the denouncing Power. It shall in no way impair the obligations which the Parties to the conflict shall remain bound to fulfil by virtue of the principles of the law of nations, as they result from the usages established among civilized peoples, from the laws of humanity and the dictates of the public conscience.

ARTICLE 63

Registration
with the
United Nations



The Swiss Federal Council shall register the present Convention with the Secretariat of the United Nations. The Swiss Federal Council shall also inform the Secretariat of the United Nations of all ratifications, accessions and denunciations received by it with respect to the present Convention.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, having deposited their respective full powers, have signed the present Convention.

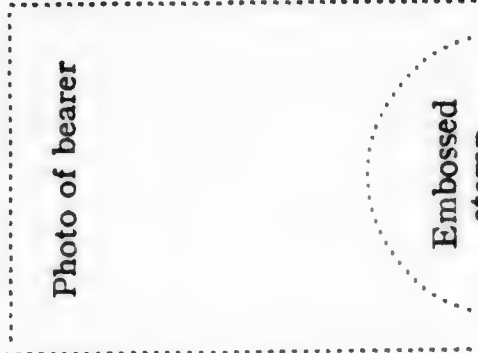

DONE at Geneva this twelfth day of August 1949, in the English and French languages. The original shall be deposited in the Archives of the Swiss Confederation. The Swiss Federal Council shall transmit certified copies thereof to each of the signatory and acceding States.

ANNEX

Front

 (Space reserved for the name of the country and military authority issuing this card)	
<h2>IDENTITY CARD</h2>	
for members of medical and religious personnel attached to the armed forces at sea	
Surname.....	.....
First names.....	.....
Date of Birth .....	.....
Rank .....	.....
Army Number.....	.....
The bearer of this card is protected by the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea of August 12, 1949, in his capacity as	
Date of issue	Number of Card

Reverse Side

Photo of bearer 	Signature of bearer or fingerprints or both 
Height	Eyes
Hair	
Other distinguishing marks	
.....	
.....	
.....	
.....	

*GENEVA CONVENTION
RELATIVE TO THE TREATMENT
OF PRISONERS OF WAR
OF AUGUST 12, 1949*

The undersigned Plenipotentiaries of the Governments represented at the Diplomatic Conference held at Geneva from April 21 to August 12, 1949, for the purpose of revising the Convention concluded at Geneva on July 27, 1929, relative to the Treatment of Prisoners of War, have agreed as follows:

**PART I
GENERAL PROVISIONS**

ARTICLE 1

The High Contracting Parties undertake to respect and to ensure respect for the present Convention in all circumstances.

Respect for
the Convention

ARTICLE 2

In addition to the provisions which shall be implemented in peace time, the present Convention shall apply to all cases of declared war or of any other armed conflict which may arise between two or more of the High Contracting Parties, even if the state of war is not recognised by one of them.

Application
of the
Convention

The Convention shall also apply to all cases of partial or total occupation of the territory of a High Contracting Party, even if the said occupation meets with no armed resistance.

Although one of the Powers in conflict may not be a party to the present Convention, the Powers who are parties thereto shall remain bound by it in their mutual relations. They shall furthermore be bound by the Convention in relation to the said Power, if the latter accepts and applies the provisions thereof.

ARTICLE 3

In the case of armed conflict not of an international character occurring in the territory of one of the High Contracting Parties, each Party to the conflict shall be bound to apply, as a minimum, the following provisions:

Conflicts
not of an
international
character

- (1) Persons taking no active part in the hostilities, including members of armed forces who have laid down their arms and those placed *hors de combat* by sickness, wounds, detention, or any other cause, shall in all circumstances be treated humanely, without any adverse distinction founded on race, colour, religion or faith, sex, birth or wealth, or any other similar criteria.

To this end, the following acts are and shall remain prohibited at any time and in any place whatsoever with respect to the above-mentioned persons :

- (a) violence to life and person, in particular murder of all kinds, mutilation, cruel treatment and torture ;
- (b) taking of hostages ;
- (c) outrages upon personal dignity, in particular, humiliating and degrading treatment ;
- (d) the passing of sentences and the carrying out of executions without previous judgment pronounced by a regularly constituted court affording all the judicial guarantees which are recognised as indispensable by civilized peoples.

- (2) The wounded and sick shall be collected and cared for.

An impartial humanitarian body, such as the International Committee of the Red Cross, may offer its services to the Parties to the conflict.

The Parties to the conflict should further endeavour to bring into force, by means of special agreements, all or part of the other provisions of the present Convention.

The application of the preceding provisions shall not affect the legal status of the Parties to the conflict.

ARTICLE 4

Prisoners
of war

A. Prisoners of war, in the sense of the present Convention, are persons belonging to one of the following categories, who have fallen into the power of the enemy :

- (1) Members of the armed forces of a Party to the conflict as well as members of militias or volunteer corps forming part of such armed forces.
- (2) Members of other militias and members of other volunteer corps, including those of organized resistance movements, belonging to a Party to the conflict and operating in or outside their own territory, even if this territory is

occupied, provided that such militias or volunteer corps, including such organized resistance movements, fulfil the following conditions :

- (a) that of being commanded by a person responsible for his subordinates ;
 - (b) that of having a fixed distinctive sign recognizable at a distance ;
 - (c) that of carrying arms openly ;
 - (d) that of conducting their operations in accordance with the laws and customs of war.
- (3) Members of regular armed forces who profess allegiance to a government or an authority not recognised by the Detaining Power.
- (4) Persons who accompany the armed forces without actually being members thereof, such as civilian members of military aircraft crews, war correspondents, supply contractors, members of labour units or of services responsible for the welfare of the armed forces, provided that they have received authorization from the armed forces which they accompany, who shall provide them for that purpose with an identity card similar to the annexed model.
- (5) Members of crews, including masters, pilots and apprentices, of the merchant marine and the crews of civil aircraft of the Parties to the conflict, who do not benefit by more favourable treatment under any other provisions of international law.
- (6) Inhabitants of a non-occupied territory, who on the approach of the enemy spontaneously take up arms to resist the invading forces, without having had time to form themselves into regular armed units, provided they carry arms openly and respect the laws and customs of war.

B. The following shall likewise be treated as prisoners of war under the present Convention :

- (1) Persons belonging, or having belonged, to the armed forces of the occupied country, if the occupying Power considers it necessary by reason of such allegiance to intern them, even though it has originally liberated them while hostilities were going on outside the territory it occupies, in particular where such persons have made an unsuccessful attempt to rejoin the armed forces to

which they belong and which are engaged in combat, or where they fail to comply with a summons made to them with a view to internment.

- (2) The persons belonging to one of the categories enumerated in the present Article, who have been received by neutral or non-belligerent Powers on their territory and whom these Powers are required to intern under international law, without prejudice to any more favourable treatment which these Powers may choose to give and with the exception of Articles 8, 10, 15, 30, fifth paragraph, 58-67, 92, 126 and, where diplomatic relations exist between the Parties to the conflict and the neutral or non-belligerent Power concerned, those Articles concerning the Protecting Power. Where such diplomatic relations exist, the Parties to a conflict on whom these persons depend shall be allowed to perform towards them the functions of a Protecting Power as provided in the present Convention, without prejudice to the functions which these Parties normally exercise in conformity with diplomatic and consular usage and treaties.

C. This Article shall in no way affect the status of medical personnel and chaplains as provided for in Article 33 of the present Convention.

ARTICLE 5

Beginning and end of application

The present Convention shall apply to the persons referred to in Article 4 from the time they fall into the power of the enemy and until their final release and repatriation.

Should any doubt arise as to whether persons, having committed a belligerent act and having fallen into the hands of the enemy, belong to any of the categories enumerated in Article 4, such persons shall enjoy the protection of the present Convention until such time as their status has been determined by a competent tribunal.

ARTICLE 6

Special agreements

In addition to the agreements expressly provided for in Articles 10, 23, 28, 33, 60, 65, 66, 67, 72, 73, 75, 109, 110, 118, 119, 122 and 132, the High Contracting Parties may conclude other special agreements for all matters concerning which they may deem it suitable to make separate provision. No special agreement shall adversely affect the situation of prisoners of war, as defined by the present Convention, nor restrict the rights which it confers upon them.

Prisoners of war shall continue to have the benefit of such agreements as long as the Convention is applicable to them, except where express provisions to the contrary are contained in the aforesaid or in subsequent agreements, or where more favourable measures have been taken with regard to them by one or other of the Parties to the conflict.

ARTICLE 7

Prisoners of war may in no circumstances renounce in part or in entirety the rights secured to them by the present Convention, and by the special agreements referred to in the foregoing Article, if such there be.

Non-renunciation of rights

ARTICLE 8

The present Convention shall be applied with the cooperation and under the scrutiny of the Protecting Powers whose duty it is to safeguard the interests of the Parties to the conflict. For this purpose, the Protecting Powers may appoint, apart from their diplomatic or consular staff, delegates from amongst their own nationals or the nationals of other neutral Powers. The said delegates shall be subject to the approval of the Power with which they are to carry out their duties.

Protecting Powers

The Parties to the conflict shall facilitate to the greatest extent possible the task of the representatives or delegates of the Protecting Powers.

The representatives or delegates of the Protecting Powers shall not in any case exceed their mission under the present Convention. They shall, in particular, take account of the imperative necessities of security of the State wherein they carry out their duties.

ARTICLE 9

The provisions of the present Convention constitute no obstacle to the humanitarian activities which the International Committee of the Red Cross or any other impartial humanitarian organization may, subject to the consent of the Parties to the conflict concerned, undertake for the protection of prisoners of war and for their relief.

Activities of the International Committee of the Red Cross

ARTICLE 10

The High Contracting Parties may at any time agree to entrust to an organization which offers all guarantees of impartiality and efficacy the duties incumbent on the Protecting Powers by virtue of the present Convention.

Substitutes for Protecting Powers

When prisoners of war do not benefit or cease to benefit, no matter for what reason, by the activities of a Protecting Power or of an organization provided for in the first paragraph above, the Detaining Power shall request a neutral State, or such an organization, to undertake the functions performed under the present Convention by a Protecting Power designated by the Parties to a conflict.

If protection cannot be arranged accordingly, the Detaining Power shall request or shall accept, subject to the provisions of this Article, the offer of the services of a humanitarian organization, such as the International Committee of the Red Cross, to assume the humanitarian functions performed by Protecting Powers under the present Convention.

Any neutral Power or any organization invited by the Power concerned or offering itself for these purposes, shall be required to act with a sense of responsibility towards the Party to the conflict on which persons protected by the present Convention depend, and shall be required to furnish sufficient assurances that it is in a position to undertake the appropriate functions and to discharge them impartially.

No derogation from the preceding provisions shall be made by special agreements between Powers one of which is restricted, even temporarily, in its freedom to negotiate with the other Power or its allies by reason of military events; more particularly where the whole, or a substantial part, of the territory of the said Power is occupied.

Whenever in the present Convention mention is made of a Protecting Power, such mention applies to substitute organizations in the sense of the present Article.

ARTICLE II

Conciliation
procedure

In cases where they deem it advisable in the interest of protected persons, particularly in cases of disagreement between the Parties to the conflict as to the application or interpretation of the provisions of the present Convention, the Protecting Powers shall lend their good offices with a view to settling the disagreement.

For this purpose, each of the Protecting Powers may, either at the invitation of one Party or on its own initiative, propose to the Parties to the conflict a meeting of their representatives, and in particular of the authorities responsible for prisoners of war, possibly on neutral territory suitably chosen. The Parties to the conflict shall be bound to give effect to the proposals made to them for this purpose. The Protecting Powers may, if necessary, propose for approval by the Parties to the conflict

a person belonging to a neutral Power, or delegated by the International Committee of the Red Cross, who shall be invited to take part in such a meeting.

PART II

GENERAL PROTECTION OF PRISONERS OF WAR

ARTICLE I2

Prisoners of war are in the hands of the enemy Power, but not of the individuals or military units who have captured them. Irrespective of the individual responsibilities that may exist, the Detaining Power is responsible for the treatment given them.

Responsibility
for the
treatment
of prisoners

Prisoners of war may only be transferred by the Detaining Power to a Power which is a party to the Convention and after the Detaining Power has satisfied itself of the willingness and ability of such transferee Power to apply the Convention. When prisoners of war are transferred under such circumstances, responsibility for the application of the Convention rests on the Power accepting them while they are in its custody.

Nevertheless if that Power fails to carry out the provisions of the Convention in any important respect the Power by whom the prisoners of war were transferred shall, upon being notified by the Protecting Power, take effective measures to correct the situation or shall request the return of the prisoners of war. Such requests must be complied with.

ARTICLE I3

Prisoners of war must at all times be humanely treated. Any unlawful act or omission by the Detaining Power causing death or seriously endangering the health of a prisoner of war in its custody is prohibited and will be regarded as a serious breach of the present Convention. In particular, no prisoner of war may be subjected to physical mutilation or to medical or scientific experiments of any kind which are not justified by the medical, dental or hospital treatment of the prisoner concerned and carried out in his interest.

Humane
treatment
of prisoners

Likewise, prisoners of war must at all times be protected, particularly against acts of violence or intimidation and against insults and public curiosity.

Measures of reprisal against prisoners of war are prohibited.

ARTICLE 14

Respect for the person of prisoners

Prisoners of war are entitled in all circumstances to respect for their persons and their honour.

Women shall be treated with all the regard due to their sex and shall in all cases benefit by treatment as favourable as that granted to men.

Prisoners of war shall retain the full civil capacity which they enjoyed at the time of their capture. The Detaining Power may not restrict the exercise, either within or without its own territory, of the rights such capacity confers except in so far as the captivity requires.

ARTICLE 15

Maintenance of prisoners

The Power detaining prisoners of war shall be bound to provide free of charge for their maintenance and for the medical attention required by their state of health.

ARTICLE 16

Equality of treatment

Taking into consideration the provisions of the present Convention relating to rank and sex, and subject to any privileged treatment which may be accorded to them by reason of their state of health, age or professional qualifications, all prisoners of war shall be treated alike by the Detaining Power, without any adverse distinction based on race, nationality, religious belief or political opinions, or any other distinction founded on similar criteria.

PART III

CAPTIVITY

SECTION I

BEGINNING OF CAPTIVITY

ARTICLE 17

Questioning of prisoners

Every prisoner of war, when questioned on the subject, is bound to give only his surname, first names and rank, date of birth, and army, regimental, personal or serial number, or failing this, equivalent information.

If he wilfully infringes this rule he may render himself liable to a restriction of the privileges accorded to his rank or status.

Each Party to a conflict is required to furnish the persons under its jurisdiction who are liable to become prisoners of war, with an identity card showing the owner's surname, first names, rank, army, regimental, personal or serial number or equivalent information, and date of birth. The identity card may, furthermore, bear the signature or the fingerprints, or both, of the owner, and may bear, as well, any other information the Party to the conflict may wish to add concerning persons belonging to its armed forces. As far as possible the card shall measure 6.5x10 cm. and shall be issued in duplicate. The identity card shall be shown by the prisoner of war upon demand, but may in no case be taken away from him.

No physical or mental torture, nor any other form of coercion may be inflicted on prisoners of war to secure from them information of any kind whatever. Prisoners of war who refuse to answer may not be threatened, insulted, or exposed to any unpleasant or disadvantageous treatment of any kind.

Prisoners of war who, owing to their physical or mental condition, are unable to state their identity shall be handed over to the medical service. The identity of such prisoners shall be established by all possible means, subject to the provisions of the preceding paragraph.

The questioning of prisoners of war shall be carried out in a language which they understand.

ARTICLE 18

All effect and articles of personal use, except arms, horses, military equipment and military documents, shall remain in the possession of prisoners of war, likewise their metal helmets and gas masks and like articles issued for personal protection. Effects and articles used for their clothing or feeding shall likewise remain in their possession, even if such effects and articles belong to their regulation military equipment.

Property of prisoners

At no time should prisoners of war be without identity documents. The Detaining Power shall supply such documents to prisoners of war who possess none.

Badges of rank and nationality, decorations and articles having above all a personal or sentimental value may not be taken from prisoners of war.

Sums of money carried by prisoners of war may not be taken away from them except by order of an officer, and after the amount and particulars of the owner have been recorded in a special register and an itemized receipt has been given, legibly

inscribed with the name, rank and unit of the person issuing the said receipt. Sums in the currency of the Detaining Power, or which are changed into such currency at the prisoner's request, shall be placed to the credit of the prisoner's account as provided in Article 64.

The Detaining Power may withdraw articles of value from prisoners of war only for reasons of security ; when such articles are withdrawn, the procedure laid down for sums of money impounded shall apply.

Such objects, likewise the sums taken away in any currency other than that of the Detaining Power, and the conversion of which has not been asked for by the owners, shall be kept in the custody of the Detaining Power and shall be returned in their initial shape to prisoners of war at the end of their captivity.

ARTICLE 19

Evacuation
of prisoners

Prisoners of war shall be evacuated as soon as possible after their capture, to camps situated in an area far enough from the combat zone for them to be out of danger.

Only those prisoners of war who, owing to wounds or sickness, would run greater risks by being evacuated than by remaining where they are, may be temporarily kept back in a danger zone.

Prisoners of war shall not be unnecessarily exposed to danger while awaiting evacuation from a fighting zone.

ARTICLE 20

Conditions
of evacuation

The evacuation of prisoners of war shall always be effected humanely and in conditions similar to those for the forces of the Detaining Power in their changes of station.

The Detaining Power shall supply prisoners of war who are being evacuated with sufficient food and potable water, and with the necessary clothing and medical attention. The Detaining Power shall take all suitable precautions to ensure their safety during evacuation, and shall establish as soon as possible a list of the prisoners of war who are evacuated.

If prisoners of war must, during evacuation, pass through transit camps, their stay in such camps shall be as brief as possible.

SECTION II INTERNMENT OF PRISONERS OF WAR

CHAPTER I GENERAL OBSERVATIONS

ARTICLE 21

The Detaining Power may subject prisoners of war to internment. It may impose on them the obligation of not leaving, beyond certain limits, the camp where they are interned, or if the said camp is fenced in, of not going outside its perimeter. Subject to the provisions of the present Convention relative to penal and disciplinary sanctions, prisoners of war may not be held in close confinement except where necessary to safeguard their health and then only during the continuation of the circumstances which make such confinement necessary.

Restriction
of liberty
of movement

Prisoners of war may be partially or wholly released on parole or promise, in so far as is allowed by the laws of the Power on which they depend. Such measures shall be taken particularly in cases where this may contribute to the improvement of their state of health. No prisoner of war shall be compelled to accept liberty on parole or promise.

Upon the outbreak of hostilities, each Party to the conflict shall notify the adverse Party of the laws and regulations allowing or forbidding its own nationals to accept liberty on parole or promise. Prisoners of war who are paroled or who have given their promise in conformity with the laws and regulations so notified, are bound on their personal honour scrupulously to fulfil, both towards the Power on which they depend and the Power which has captured them, the engagements of their paroles or promises. In such cases, the Power on which they depend is bound neither to require nor to accept from them any service incompatible with the parole or promise given.

ARTICLE 22

Prisoners of war may be interned only in premises located on land and affording every guarantee of hygiene and healthfulness. Except in particular cases which are justified by the interest of the prisoners themselves, they shall not be interned in penitentiaries.

Places and
conditions of
internment

Prisoners of war interned in unhealthy areas, or where the climate is injurious for them, shall be removed as soon as possible to a more favourable climate.

The Detaining Power shall assemble prisoners of war in camps or camp compounds according to their nationality, language and customs, provided that such prisoners shall not be separated from prisoners of war belonging to the armed forces with which they were serving at the time of their capture, except with their consent.

ARTICLE 23

Security
of prisoners

No prisoner of war may at any time be sent to, or detained in areas where he may be exposed to the fire of the combat zone, nor may his presence be used to render certain points or areas immune from military operations.

Prisoners of war shall have shelters against air bombardment and other hazards of war, to the same extent as the local civilian population. With the exception of those engaged in the protection of their quarters against the aforesaid hazards, they may enter such shelters as soon as possible after the giving of the alarm. Any other protective measure taken in favour of the population shall also apply to them.

Detaining Powers shall give the Powers concerned, through the intermediary of the Protecting Powers, all useful information regarding the geographical location of prisoner of war camps.

Whenever military considerations permit, prisoner of war camps shall be indicated in the day-time by the letters PW or PG, placed so as to be clearly visible from the air. The Powers concerned may, however, agree upon any other system of marking. Only prisoner of war camps shall be marked as such.

ARTICLE 24

Permanent
transit camps

Transit or screening camps of a permanent kind shall be fitted out under conditions similar to those described in the present Section, and the prisoners therein shall have the same treatment as in other camps.

CHAPTER II

QUARTERS, FOOD AND CLOTHING OF PRISONERS OF WAR

ARTICLE 25

Quarters

Prisoners of war shall be quartered under conditions as favourable as those for the forces of the Detaining Power who are billeted in the same area. The said conditions shall make

allowance for the habits and customs of the prisoners and shall in no case be prejudicial to their health.

The foregoing provisions shall apply in particular to the dormitories of prisoners of war as regards both total surface and minimum cubic space, and the general installations, bedding and blankets.

The premises provided for the use of prisoners of war individually or collectively, shall be entirely protected from dampness and adequately heated and lighted, in particular between dusk and lights out. All precautions must be taken against the danger of fire.

In any camps in which women prisoners of war, as well as men, are accommodated, separate dormitories shall be provided for them.

ARTICLE 26

The basic daily food rations shall be sufficient in quantity, quality and variety to keep prisoners of war in good health and to prevent loss of weight or the development of nutritional deficiencies. Account shall also be taken of the habitual diet of the prisoners.

Food

The Detaining Power shall supply prisoners of war who work with such additional rations as are necessary for the labour on which they are employed.

Sufficient drinking water shall be supplied to prisoners of war. The use of tobacco shall be permitted.

Prisoners of war shall, as far as possible, be associated with the preparation of their meals; they may be employed for that purpose in the kitchens. Furthermore, they shall be given the means of preparing, themselves, the additional food in their possession.

Adequate premises shall be provided for messing. Collective disciplinary measures affecting food are prohibited.

ARTICLE 27

Clothing, underwear and footwear shall be supplied to prisoners of war in sufficient quantities by the Detaining Power, which shall make allowance for the climate of the region where the prisoners are detained. Uniforms of enemy armed forces captured by the Detaining Power should, if suitable for the climate, be made available to clothe prisoners of war.

Clothing

The regular replacement and repair of the above articles shall be assured by the Detaining Power. In addition, prisoners of war who work shall receive appropriate clothing, wherever the nature of the work demands.

ARTICLE 28

Canteens Canteens shall be installed in all camps, where prisoners of war may procure foodstuffs, soap and tobacco and ordinary articles in daily use. The tariff shall never be in excess of local market prices.

The profits made by camp canteens shall be used for the benefit of the prisoners; a special fund shall be created for this purpose. The prisoners' representative shall have the right to collaborate in the management of the canteen and of this fund.

When a camp is closed down, the credit balance of the special fund shall be handed to an international welfare organization, to be employed for the benefit of prisoners of war of the same nationality as those who have contributed to the fund. In case of a general repatriation, such profits shall be kept by the Detaining Power, subject to any agreement to the contrary between the Powers concerned.

CHAPTER III

HYGIENE AND MEDICAL ATTENTION

ARTICLE 29

Hygiene The Detaining Power shall be bound to take all sanitary measures necessary to ensure the cleanliness and healthfulness of camps, and to prevent epidemics.

Prisoners of war shall have for their use, day and night, conveniences which conform to the rules of hygiene and are maintained in a constant state of cleanliness. In any camps in which women prisoners of war are accommodated, separate conveniences shall be provided for them.

Also, apart from the baths and showers with which the camps shall be furnished, prisoners of war shall be provided with sufficient water and soap for their personal toilet and for washing their personal laundry; the necessary installations, facilities and time shall be granted them for that purpose.

ARTICLE 30

Medical attention Every camp shall have an adequate infirmary where prisoners of war may have the attention they require, as well as appropriate diet. Isolation wards shall, if necessary, be set aside for cases of contagious or mental disease.

Prisoners of war suffering from serious disease, or whose condition necessitates special treatment, a surgical operation or hospital care, must be admitted to any military or civil medical unit where such treatment can be given, even if their repatriation is contemplated in the near future. Special facilities shall be afforded for the care to be given to the disabled, in particular to the blind, and for their rehabilitation, pending repatriation.

Prisoners of war shall have the attention, preferably, of medical personnel of the Power on which they depend and, if possible, of their nationality.

Prisoners of war may not be prevented from presenting themselves to the medical authorities for examination. The detaining authorities shall, upon request, issue to every prisoner who has undergone treatment, an official certificate indicating the nature of his illness or injury, and the duration and kind of treatment received. A duplicate of this certificate shall be forwarded to the Central Prisoners of War Agency.

The costs of treatment, including those of any apparatus necessary for the maintenance of prisoners of war in good health, particularly dentures and other artificial appliances, and spectacles, shall be borne by the Detaining Power.

ARTICLE 31

Medical inspections of prisoners of war shall be made at least once a month. They shall include the checking and the recording of the weight of each prisoner of war. Their purpose shall be, in particular, to supervise the general state of health, nutrition and cleanliness of prisoners and to detect contagious diseases, especially tuberculosis, malaria and venereal disease. For this purpose the most efficient methods available shall be employed, e.g. periodic mass miniature radiography for the early detection of tuberculosis.

Medical inspections

ARTICLE 32

Prisoners of war who, though not attached to the medical service of their armed forces, are physicians, surgeons, dentists, nurses or medical orderlies, may be required by the Detaining Power to exercise their medical functions in the interests of prisoners of war dependent on the same Power. In that case they shall continue to be prisoners of war, but shall receive the same treatment as corresponding medical personnel retained by the Detaining Power. They shall be exempted from any other work under Article 49.

Prisoners engaged on medical duties

CHAPTER IV
MEDICAL PERSONNEL AND CHAPLAINS
RETAINED TO ASSIST PRISONERS OF WAR

ARTICLE 33

Rights and
privileges
of retained
personnel

Members of the medical personnel and chaplains while retained by the Detaining Power with a view to assisting prisoners of war, shall not be considered as prisoners of war. They shall, however, receive as a minimum the benefits and protection of the present Convention, and shall also be granted all facilities necessary to provide for the medical care of, and religious ministrations to prisoners of war.

They shall continue to exercise their medical and spiritual functions for the benefit of prisoners of war, preferably those belonging to the armed forces upon which they depend, within the scope of the military laws and regulations of the Detaining Power and under the control of its competent services, in accordance with their professional etiquette. They shall also benefit by the following facilities in the exercise of their medical or spiritual functions:

- (a) They shall be authorized to visit periodically prisoners of war situated in working detachments or in hospitals outside the camp. For this purpose, the Detaining Power shall place at their disposal the necessary means of transport.
- (b) The senior medical officer in each camp shall be responsible to the camp military authorities for everything connected with the activities of retained medical personnel. For this purpose, Parties to the conflict shall agree at the outbreak of hostilities on the subject of the corresponding ranks of the medical personnel, including that of societies mentioned in Article 26 of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949. This senior medical officer, as well as chaplains, shall have the right to deal with the competent authorities of the camp on all questions relating to their duties. Such authorities shall afford them all necessary facilities for correspondence relating to these questions.
- (c) Although they shall be subject to the internal discipline of the camp in which they are retained, such personnel may not be compelled to carry out any work other than that concerned with their medical or religious duties.

During hostilities, the Parties to the conflict shall agree concerning the possible relief of retained personnel and shall settle the procedure to be followed.

None of the preceding provisions shall relieve the Detaining Power of its obligations with regard to prisoners of war from the medical or spiritual point of view.

CHAPTER V
RELIGIOUS, INTELLECTUAL AND PHYSICAL
ACTIVITIES

ARTICLE 34

Prisoners of war shall enjoy complete latitude in the exercise of their religious duties, including attendance at the service of their faith, on condition that they comply with the disciplinary routine prescribed by the military authorities.

Adequate premises shall be provided where religious services may be held.

Religious
duties

ARTICLE 35

Chaplains who fall into the hands of the enemy Power and who remain or are retained with a view to assisting prisoners of war, shall be allowed to minister to them and to exercise freely their ministry amongst prisoners of war of the same religion, in accordance with their religious conscience. They shall be allocated among the various camps and labour detachments containing prisoners of war belonging to the same forces, speaking the same language or practising the same religion. They shall enjoy the necessary facilities, including the means of transport provided for in Article 33, for visiting the prisoners of war outside their camp. They shall be free to correspond, subject to censorship, on matters concerning their religious duties with the ecclesiastical authorities in the country of detention and with the international religious organizations. Letters and cards which they may send for this purpose shall be in addition to the quota provided for in Article 71.

Retained
chaplains

ARTICLE 36

Prisoners of war who are ministers of religion, without having officiated as chaplains to their own forces, shall be at liberty, whatever their denomination, to minister freely to the members of their community. For this purpose, they shall

Prisoners
who are
ministers
of religion

receive the same treatment as the chaplains retained by the Detaining Power. They shall not be obliged to do any other work.

ARTICLE 37

Prisoners without a minister of their religion

When prisoners of war have not the assistance of a retained chaplain or of a prisoner of war minister of their faith, a minister belonging to the prisoners' or a similar denomination, or in his absence a qualified layman, if such a course is feasible from a confessional point of view, shall be appointed at the request of the prisoners concerned to fill this office. This appointment, subject to the approval of the Detaining Power, shall take place with the agreement of the community of prisoners concerned and, wherever necessary, with the approval of the local religious authorities of the same faith. The person thus appointed shall comply with all regulations established by the Detaining Power in the interests of discipline and military security.

ARTICLE 38

Recreation, study, sports and games

While respecting the individual preferences of every prisoner, the Detaining Power shall encourage the practice of intellectual, educational, and recreational pursuits, sports and games amongst prisoners, and shall take the measures necessary to ensure the exercise thereof by providing them with adequate premises and necessary equipment.

Prisoners shall have opportunities for taking physical exercise including sports and games and for being out of doors. Sufficient open spaces shall be provided for this purpose in all camps.

CHAPTER VI DISCIPLINE

ARTICLE 39

Administration. Saluting

Every prisoner of war camp shall be put under the immediate authority of a responsible commissioned officer belonging to the regular armed forces of the Detaining Power. Such officer shall have in his possession a copy of the present Convention; he shall ensure that its provisions are known to the camp staff and the guard and shall be responsible, under the direction of his government, for its application.

Prisoners of war, with the exception of officers, must salute and show to all officers of the Detaining Power the external marks of respect provided for by the regulations applying in their own forces.

Officer prisoners of war are bound to salute only officers of a higher rank of the Detaining Power; they must, however, salute the camp commander regardless of his rank.

ARTICLE 40

The wearing of badges of rank and nationality, as well as of decorations, shall be permitted.

Badges and decorations

ARTICLE 41

In every camp the text of the present Convention and its Annexes and the contents of any special agreement provided for in Article 6, shall be posted, in the prisoners' own language, at places where all may read them. Copies shall be supplied, on request, to the prisoners who cannot have access to the copy which has been posted.

Posting of the Convention, and of regulations and orders concerning prisoners

Regulations, orders, notices and publications of every kind relating to the conduct of prisoners of war shall be issued to them in a language which they understand. Such regulations, orders and publications shall be posted in the manner described above and copies shall be handed to the prisoners' representative. Every order and command addressed to prisoners of war individually must likewise be given in a language which they understand.

ARTICLE 42

The use of weapons against prisoners of war, especially against those who are escaping or attempting to escape, shall constitute an extreme measure, which shall always be preceded by warnings appropriate to the circumstances.

Use of weapons

CHAPTER VII

RANK OF PRISONERS OF WAR

ARTICLE 43

Upon the outbreak of hostilities, the Parties to the conflict shall communicate to one another the titles and ranks of all the persons mentioned in Article 4 of the present Convention, in order to ensure equality of treatment between prisoners of equivalent rank. Titles and ranks which are subsequently created shall form the subject of similar communications.

Notification of ranks

The Detaining Power shall recognize promotions in rank which have been accorded to prisoners of war and which have been duly notified by the Power on which these prisoners depend.

ARTICLE 44

Treatment of officers

Officers and prisoners of equivalent status shall be treated with the regard due to their rank and age.

In order to ensure service in officers' camps, other ranks of the same armed forces who, as far as possible, speak the same language, shall be assigned in sufficient numbers, account being taken of the rank of officers and prisoners of equivalent status. Such orderlies shall not be required to perform any other work.

Supervision of the mess by the officers themselves shall be facilitated in every way.

ARTICLE 45

Treatment of other prisoners

Prisoners of war other than officers and prisoners of equivalent status shall be treated with the regard due to their rank and age.

Supervision of the mess by the prisoners themselves shall be facilitated in every way.

CHAPTER VIII

TRANSFER OF PRISONERS OF WAR AFTER THEIR ARRIVAL IN CAMP

ARTICLE 46

Conditions

The Detaining Power, when deciding upon the transfer of prisoners of war, shall take into account the interests of the prisoners themselves, more especially so as not to increase the difficulty of their repatriation.

The transfer of prisoners of war shall always be effected humanely and in conditions not less favourable than those under which the forces of the Detaining Power are transferred. Account shall always be taken of the climatic conditions to which the prisoners of war are accustomed and the conditions of transfer shall in no case be prejudicial to their health.

The Detaining Power shall supply prisoners of war during transfer with sufficient food and drinking water to keep them in good health, likewise with the necessary clothing, shelter and medical attention. The Detaining Power shall take adequate precautions especially in case of transport by sea or by air, to ensure their safety during transfer, and shall draw up a complete list of all transferred prisoners before their departure.

ARTICLE 47

Sick or wounded prisoners of war shall not be transferred as long as their recovery may be endangered by the journey, unless their safety imperatively demands it.

If the combat zone draws closer to a camp, the prisoners of war in the said camp shall not be transferred unless their transfer can be carried out in adequate conditions of safety, or if they are exposed to greater risks by remaining on the spot than by being transferred.

ARTICLE 48

In the event of transfer, prisoners of war shall be officially advised of their departure and of their new postal address. Such notifications shall be given in time for them to pack their luggage and inform their next of kin.

They shall be allowed to take with them their personal effects, and the correspondence and parcels which have arrived for them. The weight of such baggage may be limited, if the conditions of transfer so require, to what each prisoner can reasonably carry, which shall in no case be more than twenty-five kilograms per head.

Mail and parcels addressed to their former camp shall be forwarded to them without delay. The camp commander shall take, in agreement with the prisoners' representative, any measures needed to ensure the transport of the prisoners' community property and of the luggage they are unable to take with them in consequence of restrictions imposed by virtue of the second paragraph of this Article.

The costs of transfers shall be borne by the Detaining Power.

SECTION III

LABOUR OF PRISONERS OF WAR

ARTICLE 49

The Detaining Power may utilize the labour of prisoners of war who are physically fit, taking into account their age, sex, rank and physical aptitude, and with a view particularly to maintaining them in a good state of physical and mental health.

Non-commissioned officers who are prisoners of war shall only be required to do supervisory work. Those not so required may ask for other suitable work which shall, so far as possible, be found for them.

Circumstances precluding transfer

Procedure for transfer

General observations

If officers or persons of equivalent status ask for suitable work, it shall be found for them, so far as possible, but they may in no circumstances be compelled to work.

ARTICLE 50

Authorized work

Besides work connected with camp administration, installation or maintenance, prisoners of war may be compelled to do only such work as is included in the following classes :

- (a) agriculture ;
- (b) industries connected with the production or the extraction of raw materials, and manufacturing industries, with the exception of metallurgical, machinery and chemical industries ; public works and building operations which have no military character or purpose ;
- (c) transport and handling of stores which are not military in character or purpose ;
- (d) commercial business, and arts and crafts ;
- (e) domestic service ;
- (f) public utility services having no military character or purpose.

Should the above provisions be infringed, prisoners of war shall be allowed to exercise their right of complaint, in conformity with Article 78.

ARTICLE 51

Working conditions

Prisoners of war must be granted suitable working conditions, especially as regards accommodation, food, clothing and equipment ; such conditions shall not be inferior to those enjoyed by nationals of the Detaining Power employed in similar work ; account shall also be taken of climatic conditions.

The Detaining Power, in utilizing the labour of prisoners of war, shall ensure that in areas in which prisoners are employed, the national legislation concerning the protection of labour, and, more particularly, the regulations for the safety of workers, are duly applied.

Prisoners of war shall receive training and be provided with the means of protection suitable to the work they will have to do and similar to those accorded to the nationals of the Detaining Power. Subject to the provisions of Article 52, prisoners may be submitted to the normal risks run by these civilian workers.

Conditions of labour shall in no case be rendered more arduous by disciplinary measures.

ARTICLE 52

Unless he be a volunteer, no prisoner of war may be employed on labour which is of an unhealthy or dangerous nature.

No prisoner of war shall be assigned to labour which would be looked upon as humiliating for a member of the Detaining Power's own forces.

The removal of mines or similar devices shall be considered as dangerous labour.

ARTICLE 53

The duration of the daily labour of prisoners of war, including the time of the journey to and fro, shall not be excessive, and must in no case exceed that permitted for civilian workers in the district, who are nationals of the Detaining Power and employed on the same work.

Prisoners of war must be allowed, in the middle of the day's work, a rest of not less than one hour. This rest will be the same as that to which workers of the Detaining Power are entitled, if the latter is of longer duration. They shall be allowed in addition a rest of twenty-four consecutive hours every week, preferably on Sunday or the day of rest in their country of origin. Furthermore, every prisoner who has worked for one year shall be granted a rest of eight consecutive days, during which his working pay shall be paid him.

If methods of labour such as piece work are employed, the length of the working period shall not be rendered excessive thereby.

ARTICLE 54

The working pay due to prisoners of war shall be fixed in accordance with the provisions of Article 62 of the present Convention.

Prisoners of war who sustain accidents in connection with work, or who contract a disease in the course, or in consequence of their work, shall receive all the care their condition may require. The Detaining Power shall furthermore deliver to such prisoners of war a medical certificate enabling them to submit their claims to the Power on which they depend, and shall send a duplicate to the Central Prisoners of War Agency provided for in Article 123.

ARTICLE 55

The fitness of prisoners of war for work shall be periodically verified by medical examinations, at least once a month. The examinations shall have particular regard to the nature of the work which prisoners of war are required to do.

Dangerous or humiliating labour

Duration of labour

Working pay. Occupational accidents and diseases

Medical supervision

If any prisoner of war considers himself incapable of working, he shall be permitted to appear before the medical authorities of his camp. Physicians or surgeons may recommend that the prisoners who are, in their opinion, unfit for work, be exempted therefrom.

ARTICLE 56

Labour detachments

The organisation and administration of labour detachments shall be similar to those of prisoner of war camps.

Every labour detachment shall remain under the control of and administratively part of a prisoner of war camp. The military authorities and the commander of the said camp shall be responsible, under the direction of their government, for the observance of the provisions of the present Convention in labour detachments.

The camp commander shall keep an up-to-date record of the labour detachments dependent on his camp, and shall communicate it to the delegates of the Protecting Power, of the International Committee of the Red Cross, or of other agencies giving relief to prisoners of war, who may visit the camp.

ARTICLE 57

Prisoners working for private employers

The treatment of prisoners of war who work for private persons, even if the latter are responsible for guarding and protecting them, shall not be inferior to that which is provided for by the present Convention. The Detaining Power, the military authorities and the commander of the camp to which such prisoners belong shall be entirely responsible for the maintenance, care, treatment, and payment of the working pay of such prisoners of war.

Such prisoners of war shall have the right to remain in communication with the prisoners' representatives in the camps on which they depend.

SECTION IV

FINANCIAL RESOURCES OF PRISONERS OF WAR

ARTICLE 58

Ready money

Upon the outbreak of hostilities, and pending an arrangement on this matter with the Protecting Power, the Detaining Power may determine the maximum amount of money in cash or in any similar form, that prisoners may have in their possession. Any amount in excess, which was properly in their

possession and which has been taken or withheld from them, shall be placed to their account, together with any monies deposited by them, and shall not be converted into any other currency without their consent.

If prisoners of war are permitted to purchase services or commodities outside the camp against payment in cash, such payments shall be made by the prisoner himself or the camp administration who will charge them to the accounts of the prisoners concerned. The Detaining Power will establish the necessary rules in this respect.

ARTICLE 59

Cash which was taken from prisoners of war, in accordance with Article 18, at the time of their capture, and which is in the currency of the Detaining Power, shall be placed to their separate accounts, in accordance with the provisions of Article 64 of the present Section.

The amounts, in the currency of the Detaining Power, due to the conversion of sums in other currencies that are taken from the prisoners of war at the same time, shall also be credited to their separate accounts.

Amounts in cash taken from prisoners

ARTICLE 60

The Detaining Power shall grant all prisoners of war a monthly advance of pay, the amount of which shall be fixed by conversion, into the currency of the said Power, of the following amounts:

- Category I: Prisoners ranking below sergeants: eight Swiss francs.
- Category II: Sergeants and other non-commissioned officers, or prisoners of equivalent rank: twelve Swiss francs.
- Category III: Warrant officers and commissioned officers below the rank of major or prisoners of equivalent rank: fifty Swiss francs.
- Category IV: Majors, lieutenant-colonels, colonels or prisoners of equivalent rank: sixty Swiss francs.
- Category V: General officers or prisoners of war of equivalent rank: seventy-five Swiss francs.

However, the Parties to the conflict concerned may by special agreement modify the amount of advances of pay due to prisoners of the preceding categories.

Advances of pay

Furthermore, if the amounts indicated in the first paragraph above would be unduly high compared with the pay of the Detaining Power's armed forces or would, for any reason, seriously embarrass the Detaining Power, then, pending the conclusion of a special agreement with the Power on which the prisoners depend to vary the amounts indicated above, the Detaining Power:

- (a) shall continue to credit the accounts of the prisoners with the amounts indicated in the first paragraph above;
- (b) may temporarily limit the amount made available from these advances of pay to prisoners of war for their own use, to sums which are reasonable, but which, for Category I, shall never be inferior to the amount that the Detaining Power gives to the members of its own armed forces.

The reasons for any limitations will be given without delay to the Protecting Power.

ARTICLE 61

Supplemen-
tary pay

The Detaining Power shall accept for distribution as supplementary pay to prisoners of war sums which the Power on which the prisoners depend may forward to them, on condition that the sums to be paid shall be the same for each prisoner of the same category, shall be payable to all prisoners of that category depending on that Power, and shall be placed in their separate accounts, at the earliest opportunity, in accordance with the provisions of Article 64. Such supplementary pay shall not relieve the Detaining Power of any obligation under this Convention.

ARTICLE 62

Working pay

Prisoners of war shall be paid a fair working rate of pay by the detaining authorities direct. The rate shall be fixed by the said authorities, but shall at no time be less than one-fourth of one Swiss franc for a full working day. The Detaining Power shall inform prisoners of war, as well as the Power on which they depend, through the intermediary of the Protecting Power, of the rate of daily working pay that it has fixed.

Working pay shall likewise be paid by the detaining authorities to prisoners of war permanently detailed to duties or to a skilled or semi-skilled occupation in connection with the administration, installation or maintenance of camps, and to

the prisoners who are required to carry out spiritual or medical duties on behalf of their comrades.

The working pay of the prisoners' representative, of his advisers, if any, and of his assistants, shall be paid out of the fund maintained by canteen profits. The scale of this working pay shall be fixed by the prisoners' representative and approved by the camp commander. If there is no such fund, the detaining authorities shall pay these prisoners a fair working rate of pay.

ARTICLE 63

Prisoners of war shall be permitted to receive remittances of money addressed to them individually or collectively.

Transfer
of funds

Every prisoner of war shall have at his disposal the credit balance of his account as provided for in the following Article, within the limits fixed by the Detaining Power, which shall make such payments as are requested. Subject to financial or monetary restrictions which the Detaining Power regards as essential, prisoners of war may also have payments made abroad. In this case payments addressed by prisoners of war to dependents shall be given priority.

In any event, and subject to the consent of the Power on which they depend, prisoners may have payments made in their own country, as follows: the Detaining Power shall send to the aforesaid Power through the Protecting Power, a notification giving all the necessary particulars concerning the prisoners of war, the beneficiaries of the payments, and the amount of the sums to be paid, expressed in the Detaining Power's currency. The said notification shall be signed by the prisoners and countersigned by the camp commander. The Detaining Power shall debit the prisoners' account by a corresponding amount; the sums thus debited shall be placed by it to the credit of the Power on which the prisoners depend.

To apply the foregoing provisions, the Detaining Power may usefully consult the Model Regulations in Annex V of the present Convention.

ARTICLE 64

The Detaining Power shall hold an account for each prisoner of war, showing at least the following:

Prisoners'
accounts

- (1) The amounts due to the prisoner or received by him as advances of pay, as working pay or derived from any other source; the sums in the currency of the Detaining Power which were taken from him; the sums taken

from him and converted at his request into the currency of the said Power.

- (2) The payments made to the prisoner in cash, or in any other similar form; the payments made on his behalf and at his request; the sums transferred under Article 63, third paragraph.

ARTICLE 65

Management
of prisoners'
accounts

Every item entered in the account of a prisoner of war shall be countersigned or initialled by him, or by the prisoners' representative acting on his behalf.

Prisoners of war shall at all times be afforded reasonable facilities for consulting and obtaining copies of their accounts, which may likewise be inspected by the representatives of the Protecting Powers at the time of visits to the camp.

When prisoners of war are transferred from one camp to another, their personal accounts will follow them. In case of transfer from one Detaining Power to another, the monies which are their property and are not in the currency of the Detaining Power will follow them. They shall be given certificates for any other monies standing to the credit of their accounts.

The Parties to the conflict concerned may agree to notify to each other at specific intervals through the Protecting Power, the amount of the accounts of the prisoners of war.

ARTICLE 66

Winding up
of accounts

On the termination of captivity, through the release of a prisoner of war or his repatriation, the Detaining Power shall give him a statement, signed by an authorized officer of that Power, showing the credit balance then due to him. The Detaining Power shall also send through the Protecting Power to the government upon which the prisoner of war depends, lists giving all appropriate particulars of all prisoners of war whose captivity has been terminated by repatriation, release, escape, death or any other means, and showing the amount of their credit balances. Such lists shall be certified on each sheet by an authorized representative of the Detaining Power.

Any of the above provisions of this Article may be varied by mutual agreement between any two Parties to the conflict.

The Power on which the prisoner of war depends shall be responsible for settling with him any credit balance due to him from the Detaining Power on the termination of his captivity.

ARTICLE 67

Advances of pay, issued to prisoners of war in conformity with Article 60, shall be considered as made on behalf of the Power on which they depend. Such advances of pay, as well as all payments made by the said Power under Article 63, third paragraph, and Article 68, shall form the subject of arrangements between the Powers concerned, at the close of hostilities.

Adjustments
between
Parties to the
conflict

ARTICLE 68

Any claim by a prisoner of war for compensation in respect of any injury or other disability arising out of work shall be referred to the Power on which he depends, through the Protecting Power. In accordance with Article 54, the Detaining Power will, in all cases, provide the prisoner of war concerned with a statement showing the nature of the injury or disability, the circumstances in which it arose and particulars of medical or hospital treatment given for it. This statement will be signed by a responsible officer of the Detaining Power and the medical particulars certified by a medical officer.

Claims for
compensation

Any claim from a prisoner of war for compensation in respect of personal effects, monies or valuables impounded by the Detaining Power under Article 18 and not forthcoming on his repatriation, or in respect of loss alleged to be due to the fault of the Detaining Power or any of its servants, shall likewise be referred to the Power on which he depends. Nevertheless, any such personal effects required for use by the prisoners of war whilst in captivity shall be replaced at the expense of the Detaining Power. The Detaining Power will, in all cases, provide the prisoner of war with a statement, signed by a responsible officer, showing all available information regarding the reasons why such effects, monies or valuables have not been restored to him. A copy of this statement will be forwarded to the Power on which he depends through the Central Agency for Prisoners of War provided for in Article 123.

SECTION V

RELATIONS OF PRISONERS OF WAR WITH THE EXTERIOR

ARTICLE 69

Immediately upon prisoners of war falling into its power, the Detaining Power shall inform them and the Powers on which they depend, through the Protecting Power, of the

Notification
of measures
taken

measures taken to carry out the provisions of the present Section. They shall likewise inform the parties concerned of any subsequent modifications of such measures.

ARTICLE 70

Capture card

Immediately upon capture, or not more than one week after arrival at a camp, even if it is a transit camp, likewise in case of sickness or transfer to hospital or another camp, every prisoner of war shall be enabled to write direct to his family, on the one hand, and to the Central Prisoners of War Agency provided for in Article 123, on the other hand, a card similar, if possible, to the model annexed to the present Convention, informing his relatives of his capture, address and state of health. The said cards shall be forwarded as rapidly as possible and may not be delayed in any manner.

ARTICLE 71

Correspondence

Prisoners of war shall be allowed to send and receive letters and cards. If the Detaining Power deems it necessary to limit the number of letters and cards sent by each prisoner of war, the said number shall not be less than two letters and four cards monthly, exclusive of the capture cards provided for in Article 70, and conforming as closely as possible to the models annexed to the present Convention. Further limitations may be imposed only if the Protecting Power is satisfied that it would be in the interests of the prisoners of war concerned to do so owing to difficulties of translation caused by the Detaining Power's inability to find sufficient qualified linguists to carry out the necessary censorship. If limitations must be placed on the correspondence addressed to prisoners of war, they may be ordered only by the Power on which the prisoners depend, possibly at the request of the Detaining Power. Such letters and cards must be conveyed by the most rapid method at the disposal of the Detaining Power; they may not be delayed or retained for disciplinary reasons.

Prisoners of war who have been without news for a long period, or who are unable to receive news from their next of kin or to give them news by the ordinary postal route, as well as those who are at a great distance from their homes, shall be permitted to send telegrams, the fees being charged against the prisoners of war's accounts with the Detaining Power or paid in the currency at their disposal. They shall likewise benefit by this measure in cases of urgency.

As a general rule, the correspondence of prisoners of war

shall be written in their native language. The Parties to the conflict may allow correspondence in other languages.

Sacks containing prisoner of war mail must be securely sealed and labelled so as clearly to indicate their contents, and must be addressed to offices of destination.

ARTICLE 72

Prisoners of war shall be allowed to receive by post or by any other means individual parcels or collective shipments containing, in particular, foodstuffs, clothing, medical supplies and articles of a religious, educational or recreational character which may meet their needs, including books, devotional articles, scientific equipment, examination papers, musical instruments, sports outfits and materials allowing prisoners of war to pursue their studies or their cultural activities.

Such shipments shall in no way free the Detaining Power from the obligations imposed upon it by virtue of the present Convention.

The only limits which may be placed on these shipments shall be those proposed by the Protecting Power in the interest of the prisoners themselves, or by the International Committee of the Red Cross or any other organization giving assistance to the prisoners, in respect of their own shipments only, on account of exceptional strain on transport or communications.

The conditions for the sending of individual parcels and collective relief shall, if necessary, be the subject of special agreements between the Powers concerned, which may in no case delay the receipt by the prisoners of relief supplies. Books may not be included in parcels of clothing and foodstuffs. Medical supplies shall, as a rule, be sent in collective parcels.

ARTICLE 73

In the absence of special agreements between the Powers concerned on the conditions for the receipt and distribution of collective relief shipments, the rules and regulations concerning collective shipments, which are annexed to the present Convention, shall be applied.

The special agreements referred to above shall in no case restrict the right of prisoners' representatives to take possession of collective relief shipments intended for prisoners of war, to proceed to their distribution or to dispose of them in the interest of the prisoners.

Nor shall such agreements restrict the right of representatives of the Protecting Power, the International Committee of the

Relief shipments
I.
General principles

II.
Collective relief

Red Cross or any other organisation giving assistance to prisoners of war and responsible for the forwarding of collective shipments, to supervise their distribution to the recipients.

ARTICLE 74

Exemption
from
postal and
transport
charges

All relief shipments for prisoners of war shall be exempt from import, customs and other dues.

Correspondence, relief shipments and authorized remittances of money addressed to prisoners of war or despatched by them through the post office, either direct or through the Information Bureaux provided for in Article 122 and the Central Prisoners of War Agency provided for in Article 123, shall be exempt from any postal dues, both in the countries of origin and destination, and in intermediate countries.

If relief shipments intended for prisoners of war cannot be sent through the post office by reason of weight or for any other cause, the cost of transportation shall be borne by the Detaining Power in all the territories under its control. The other Powers party to the Convention shall bear the cost of transport in their respective territories.

In the absence of special agreements between the Parties concerned, the costs connected with transport of such shipments, other than costs covered by the above exemption, shall be charged to the senders.

The High Contracting Parties shall endeavour to reduce, so far as possible, the rates charged for telegrams sent by prisoners of war, or addressed to them.

ARTICLE 75

Special
means of
transport

Should military operations prevent the Powers concerned from fulfilling their obligation to assure the transport of the shipments referred to in Articles 70, 71, 72 and 77, the Protecting Powers concerned, the International Committee of the Red Cross or any other organization duly approved by the Parties to the conflict may undertake to ensure the conveyance of such shipments by suitable means (railway wagons, motor vehicles, vessels or aircraft, etc.). For this purpose, the High Contracting Parties shall endeavour to supply them with such transport and to allow its circulation, especially by granting the necessary safe-conducts.

Such transport may also be used to convey :

- (a) correspondence, lists and reports exchanged between the Central Information Agency referred to in Article 123 and the National Bureaux referred to in Article 122 ;

- (b) correspondence and reports relating to prisoners of war which the Protecting Powers, the International Committee of the Red Cross or any other body assisting the prisoners, exchange either with their own delegates or with the Parties to the conflict.

These provisions in no way detract from the right of any Party to the conflict to arrange other means of transport, if it should so prefer, nor preclude the granting of safe-conducts, under mutually agreed conditions, to such means of transport.

In the absence of special agreements, the costs occasioned by the use of such means of transport shall be borne proportionally by the Parties to the conflict whose nationals are benefited thereby.

ARTICLE 76

The censoring of correspondence addressed to prisoners of war or despatched by them shall be done as quickly as possible. Mail shall be censored only by the despatching State and the receiving State, and once only by each.

Censorship
and
examination

The examination of consignments intended for prisoners of war shall not be carried out under conditions that will expose the goods contained in them to deterioration ; except in the case of written or printed matter, it shall be done in the presence of the addressee, or of a fellow-prisoner duly delegated by him. The delivery to prisoners of individual or collective consignments shall not be delayed under the pretext of difficulties of censorship.

Any prohibition of correspondence ordered by Parties to the conflict, either for military or political reasons, shall be only temporary and its duration shall be as short as possible.

ARTICLE 77

The Detaining Powers shall provide all facilities for the transmission, through the Protecting Power or the Central Prisoners of War Agency provided for in Article 123, of instruments, papers or documents intended for prisoners of war or despatched by them, especially powers of attorney and wills.

Preparation,
execution
and
transmission
of legal
documents

In all cases they shall facilitate the preparation and execution of such documents on behalf of prisoners of war ; in particular, they shall allow them to consult a lawyer and shall take what measures are necessary for the authentication of their signatures.

SECTION VI

RELATIONS BETWEEN PRISONERS OF WAR AND THE AUTHORITIES

CHAPTER I

COMPLAINTS OF PRISONERS OF WAR RESPECTING THE CONDITIONS OF CAPTIVITY

ARTICLE 78

Complaints
and requests

Prisoners of war shall have the right to make known to the military authorities in whose power they are, their requests regarding the conditions of captivity to which they are subjected.

They shall also have the unrestricted right to apply to the representatives of the Protecting Powers either through their prisoners' representative or, if they consider it necessary, direct, in order to draw their attention to any points on which they may have complaints to make regarding their conditions of captivity.

These requests and complaints shall not be limited nor considered to be a part of the correspondence quota referred to in Article 71. They must be transmitted immediately. Even if they are recognized to be unfounded, they may not give rise to any punishment.

Prisoners' representatives may send periodic reports on the situation in the camps and the needs of the prisoners of war to the representatives of the Protecting Powers.

CHAPTER II

PRISONERS OF WAR REPRESENTATIVES

ARTICLE 79

Election

In all places where there are prisoners of war, except in those where there are officers, the prisoners shall freely elect by secret ballot, every six months, and also in case of vacancies, prisoner's representatives entrusted with representing them before the military authorities, the Protecting Powers, the International Committee of the Red Cross and any other organization which may assist them. These prisoners' representatives shall be eligible for re-election.

In camps for officers and persons of equivalent status or in mixed camps, the senior officer among the prisoners of war shall be recognised as the camp prisoners' representative. In

camps for officers, he shall be assisted by one or more advisers chosen by the officers; in mixed camps, his assistants shall be chosen from among the prisoners of war who are not officers and shall be elected by them.

Officer prisoners of war of the same nationality shall be stationed in labour camps for prisoners of war, for the purpose of carrying out the camp administration duties for which the prisoners of war are responsible. These officers may be elected as prisoners' representatives under the first paragraph of this Article. In such a case the assistants to the prisoners' representatives shall be chosen from among those prisoners of war who are not officers.

Every representative elected must be approved by the Detaining Power before he has the right to commence his duties. Where the Detaining Power refuses to approve a prisoner of war elected by his fellow prisoners of war, it must inform the Protecting Power of the reason for such refusal.

In all cases the prisoners' representative must have the same nationality, language and customs as the prisoners of war whom he represents. Thus, prisoners of war distributed in different sections of a camp, according to their nationality, language or customs, shall have for each section their own prisoners' representative, in accordance with the foregoing paragraphs.

ARTICLE 80

Prisoners' representatives shall further the physical, spiritual and intellectual well-being of prisoners of war.

Duties

In particular, where the prisoners decide to organize amongst themselves a system of mutual assistance, this organization will be within the province of the prisoners' representative, in addition to the special duties entrusted to him by other provisions of the present Convention.

Prisoners' representatives shall not be held responsible, simply by reason of their duties, for any offences committed by prisoners of war.

ARTICLE 81

Prisoners' representatives shall not be required to perform any other work, if the accomplishment of their duties is thereby made more difficult.

Prerogatives

Prisoners' representatives may appoint from amongst the prisoners such assistants as they may require. All material facilities shall be granted them, particularly a certain freedom of movement necessary for the accomplishment of their duties (inspections of labour detachments, receipt of supplies, etc.).

Prisoners' representatives shall be permitted to visit premises where prisoners of war are detained, and every prisoner of war shall have the right to consult freely his prisoners' representative.

All facilities shall likewise be accorded to the prisoners' representatives for communication by post and telegraph with the detaining authorities, the Protecting Powers, the International Committee of the Red Cross and their delegates, the Mixed Medical Commissions and with the bodies which give assistance to prisoners of war. Prisoners' representatives of labour detachments shall enjoy the same facilities for communication with the prisoners' representatives of the principal camp. Such communications shall not be restricted, nor considered as forming a part of the quota mentioned in Article 71.

Prisoners' representatives who are transferred shall be allowed a reasonable time to acquaint their successors with current affairs.

In case of dismissal, the reasons therefor shall be communicated to the Protecting Power.

CHAPTER III

PENAL AND DISCIPLINARY SANCTIONS

I. General Provisions

ARTICLE 82

Applicable
legislation

A prisoner of war shall be subject to the laws, regulations and orders in force in the armed forces of the Detaining Power; the Detaining Power shall be justified in taking judicial or disciplinary measures in respect of any offence committed by a prisoner of war against such laws, regulations or orders. However, no proceedings or punishments contrary to the provisions of this Chapter shall be allowed.

If any law, regulation or order of the Detaining Power shall declare acts committed by a prisoner of war to be punishable, whereas the same acts would not be punishable if committed by a member of the forces of the Detaining Power, such acts shall entail disciplinary punishments only.

ARTICLE 83

Choice of
disciplinary
or judicial
proceeding

In deciding whether proceedings in respect of an offence alleged to have been committed by a prisoner of war shall be judicial or disciplinary, the Detaining Power shall ensure that the competent authorities exercise the greatest leniency and adopt, wherever possible, disciplinary rather than judicial measures.

ARTICLE 84

A prisoner of war shall be tried only by a military court, unless the existing laws of the Detaining Power expressly permit the civil courts to try a member of the armed forces of the Detaining Power in respect of the particular offence alleged to have been committed by the prisoner of war.

Courts

In no circumstances whatever shall a prisoner of war be tried by a court of any kind which does not offer the essential guarantees of independence and impartiality as generally recognized, and, in particular, the procedure of which does not afford the accused the rights and means of defence provided for in Article 105.

ARTICLE 85

Prisoners of war prosecuted under the laws of the Detaining Power for acts committed prior to capture shall retain, even if convicted, the benefits of the present Convention.

Offences
committed
before capture

ARTICLE 86

No prisoner of war may be punished more than once for the same act or on the same charge.

" Non bis
in idem "

ARTICLE 87

Prisoners of war may not be sentenced by the military authorities and courts of the Detaining Power to any penalties except those provided for in respect of members of the armed forces of the said Power who have committed the same acts.

Penalties

When fixing the penalty, the courts or authorities of the Detaining Power shall take into consideration, to the widest extent possible, the fact that the accused, not being a national of the Detaining Power, is not bound to it by any duty of allegiance, and that he is in its power as the result of circumstances independent of his own will. The said courts or authorities shall be at liberty to reduce the penalty provided for the violation of which the prisoner of war is accused, and shall therefore not be bound to apply the minimum penalty prescribed.

Collective punishment for individual acts, corporal punishments, imprisonment in premises without daylight and, in general, any form of torture or cruelty, are forbidden.

No prisoner of war may be deprived of his rank by the Detaining Power, or prevented from wearing his badges.

ARTICLE 88

Execution of penalties

Officers, non-commissioned officers and men who are prisoners of war undergoing a disciplinary or judicial punishment, shall not be subjected to more severe treatment than that applied in respect of the same punishment to members of the armed forces of the Detaining Power of equivalent rank.

A woman prisoner of war shall not be awarded or sentenced to a punishment more severe, or treated whilst undergoing punishment more severely, than a woman member of the armed forces of the Detaining Power dealt with for a similar offence.

In no case may a woman prisoner of war be awarded or sentenced to a punishment more severe, or treated whilst undergoing punishment more severely, than a male member of the armed forces of the Detaining Power dealt with for a similar offence.

Prisoners of war who have served disciplinary or judicial sentences may not be treated differently from other prisoners of war.

II. Disciplinary Sanctions

ARTICLE 89

General observations

The disciplinary punishments applicable to prisoners of war are the following:

I. Forms of punishment

- (1) A fine which shall not exceed 50 per cent of the advances of pay and working pay which the prisoner of war would otherwise receive under the provisions of Articles 60 and 62 during a period of not more than thirty days.
- (2) Discontinuance of privileges granted over and above the treatment provided for by the present Convention.
- (3) Fatigue duties not exceeding two hours daily.
- (4) Confinement.

The punishment referred to under (3) shall not be applied to officers.

In no case shall disciplinary punishments be inhuman, brutal or dangerous to the health of prisoners of war.

ARTICLE 90

II. Duration of punishments

The duration of any single punishment shall in no case exceed thirty days. Any period of confinement awaiting the hearing of a disciplinary offence or the award of disciplinary

punishment shall be deducted from an award pronounced against a prisoner of war.

The maximum of thirty days provided above may not be exceeded, even if the prisoner of war is answerable for several acts at the same time when he is awarded punishment, whether such acts are related or not.

The period between the pronouncing of an award of disciplinary punishment and its execution shall not exceed one month.

When a prisoner of war is awarded a further disciplinary punishment, a period of at least three days shall elapse between the execution of any two of the punishments, if the duration of one of these is ten days or more.

ARTICLE 91

The escape of a prisoner of war shall be deemed to have succeeded when:

Escapes I. Successful escape

- (1) he has joined the armed forces of the Power on which he depends, or those of an allied Power;
- (2) he has left the territory under the control of the Detaining Power, or of an ally of the said Power;
- (3) he has joined a ship flying the flag of the Power on which he depends, or of an allied Power, in the territorial waters of the Detaining Power, the said ship not being under the control of the last named Power.

Prisoners of war who have made good their escape in the sense of this Article and who are recaptured, shall not be liable to any punishment in respect of their previous escape.

ARTICLE 92

A prisoner of war who attempts to escape and is recaptured before having made good his escape in the sense of Article 91 shall be liable only to a disciplinary punishment in respect of this act, even if it is a repeated offence.

II. Unsuccessful escape

A prisoner of war who is recaptured shall be handed over without delay to the competent military authority.

Article 88, fourth paragraph, notwithstanding, prisoners of war punished as a result of an unsuccessful escape may be subjected to special surveillance. Such surveillance must not affect the state of their health, must be undergone in a prisoner of war camp, and must not entail the suppression of any of the safeguards granted them by the present Convention.

ARTICLE 93

III. Connected offences
Escape or attempt to escape, even if it is a repeated offence, shall not be deemed an aggravating circumstance if the prisoner of war is subjected to trial by judicial proceedings in respect of an offence committed during his escape or attempt to escape.

In conformity with the principle stated in Article 83, offences committed by prisoners of war with the sole intention of facilitating their escape and which do not entail any violence against life or limb, such as offences against public property, theft without intention of self-enrichment, the drawing up or use of false papers, the wearing of civilian clothing, shall occasion disciplinary punishment only.

Prisoners of war who aid or abet an escape or an attempt to escape shall be liable on this count to disciplinary punishment only.

ARTICLE 94

IV. Notification of recapture
If an escaped prisoner of war is recaptured, the Power on which he depends shall be notified thereof in the manner defined in Article 122, provided notification of his escape has been made.

ARTICLE 95

Procedure
I. Confinement awaiting hearing
A prisoner of war accused of an offence against discipline shall not be kept in confinement pending the hearing unless a member of the armed forces of the Detaining Power would be so kept if he were accused of a similar offence, or if it is essential in the interests of camp order and discipline.

Any period spent by a prisoner of war in confinement awaiting the disposal of an offence against discipline shall be reduced to an absolute minimum and shall not exceed fourteen days.

The provisions of Articles 97 and 98 of this Chapter shall apply to prisoners of war who are in confinement awaiting the disposal of offences against discipline.

ARTICLE 96

II. Competent authorities and right of defence
Acts which constitute offences against discipline shall be investigated immediately.

Without prejudice to the competence of courts and superior military authorities, disciplinary punishment may be ordered only by an officer having disciplinary powers in his capacity as camp commander, or by a responsible officer who replaces him or to whom he has delegated his disciplinary powers.

In no case may such powers be delegated to a prisoner of war or be exercised by a prisoner of war.

Before any disciplinary award is pronounced, the accused shall be given precise information regarding the offences of which he is accused, and given an opportunity of explaining his conduct and of defending himself. He shall be permitted, in particular, to call witnesses and to have recourse, if necessary, to the services of a qualified interpreter. The decision shall be announced to the accused prisoner of war and to the prisoners' representative.

A record of disciplinary punishments shall be maintained by the camp commander and shall be open to inspection by representatives of the Protecting Power.

ARTICLE 97

Prisoners of war shall not in any case be transferred to penitentiary establishments (prisons, penitentiaries, convict prisons, etc.) to undergo disciplinary punishment therein.

All premises in which disciplinary punishments are undergone shall conform to the sanitary requirements set forth in Article 25. A prisoner of war undergoing punishment shall be enabled to keep himself in a state of cleanliness, in conformity with Article 29.

Officers and persons of equivalent status shall not be lodged in the same quarters as non-commissioned officers or men.

Women prisoners of war undergoing disciplinary punishment shall be confined in separate quarters from male prisoners of war and shall be under the immediate supervision of women.

ARTICLE 98

A prisoner of war undergoing confinement as a disciplinary punishment, shall continue to enjoy the benefits of the provisions of this Convention except in so far as these are necessarily rendered inapplicable by the mere fact that he is confined. In no case may he be deprived of the benefits of the provisions of Articles 78 and 126.

A prisoner of war awarded disciplinary punishment may not be deprived of the prerogatives attached to his rank.

Prisoners of war awarded disciplinary punishment shall be allowed to exercise and to stay in the open air at least two hours daily.

They shall be allowed, on their request, to be present at the daily medical inspections. They shall receive the attention which their state of health requires and, if necessary, shall be removed to the camp infirmary or to a hospital.

Execution of punishment
I. Premises

II. Essential safeguards

They shall have permission to read and write, likewise to send and receive letters. Parcels and remittances of money however, may be withheld from them until the completion of the punishment; they shall meanwhile be entrusted to the prisoners' representative, who will hand over to the infirmary the perishable goods contained in such parcels.

III. Judicial Proceedings

ARTICLE 99

Essential
rules
I.
General
principles

No prisoner of war may be tried or sentenced for an act which is not forbidden by the law of the Detaining Power or by International Law, in force at the time the said act was committed.

No moral or physical coercion may be exerted on a prisoner of war in order to induce him to admit himself guilty of the act of which he is accused.

No prisoner of war may be convicted without having had an opportunity to present his defence and the assistance of a qualified advocate or counsel.

ARTICLE 100

II.
Death
penalty

Prisoners of war and the Protecting Powers shall be informed, as soon as possible, of the offences which are punishable by the death sentence under the laws of the Detaining Power.

Other offences shall not thereafter be made punishable by the death penalty without the concurrence of the Power upon which the prisoners of war depend.

The death sentence cannot be pronounced on a prisoner of war unless the attention of the court has, in accordance with Article 87, second paragraph, been particularly called to the fact that since the accused is not a national of the Detaining Power, he is not bound to it by any duty of allegiance, and that he is in its power as the result of circumstances independent of his own will.

ARTICLE 101

III.
Delay in
execution of
the death
penalty

If the death penalty is pronounced on a prisoner of war, the sentence shall not be executed before the expiration of a period of at least six months from the date when the Protecting Power receives, at an indicated address, the detailed communication provided for in Article 107.

ARTICLE 102

A prisoner of war can be validly sentenced only if the sentence has been pronounced by the same courts according to the same procedure as in the case of members of the armed forces of the Detaining Power, and if, furthermore, the provisions of the present Chapter have been observed.

Procedure
I.
Conditions
for validity
of sentence

ARTICLE 103

Judicial investigations relating to a prisoner of war shall be conducted as rapidly as circumstances permit and so that his trial shall take place as soon as possible. A prisoner of war shall not be confined while awaiting trial unless a member of the armed forces of the Detaining Power would be so confined if he were accused of a similar offence, or if it is essential to do so in the interests of national security. In no circumstances shall this confinement exceed three months.

Any period spent by a prisoner of war in confinement awaiting trial shall be deducted from any sentence of imprisonment passed upon him and taken into account in fixing any penalty.

The provisions of Articles 97 and 98 of this Chapter shall apply to a prisoner of war whilst in confinement awaiting trial.

II.
Confinement
awaiting
trial
(Deduction
from sentence,
treatment)

ARTICLE 104

In any case in which the Detaining Power has decided to institute judicial proceedings against a prisoner of war, it shall notify the Protecting Power as soon as possible and at least three weeks before the opening of the trial. This period of three weeks shall run as from the day on which such notification reaches the Protecting Power at the address previously indicated by the latter to the Detaining Power.

The said notification shall contain the following information:

- (1) Surname and first names of the prisoner of war, his rank, his army, regimental, personal or serial number, his date of birth, and his profession or trade, if any.
- (2) Place of internment or confinement.
- (3) Specification of the charge or charges on which the prisoner of war is to be arraigned, giving the legal provisions applicable.
- (4) Designation of the court which will try the case, likewise the date and place fixed for the opening of the trial.

III.
Notification
of proceedings

The same communication shall be made by the Detaining Power to the prisoners' representative.

If no evidence is submitted, at the opening of a trial, that the notification referred to above was received by the Protecting Power, by the prisoner of war and by the prisoners' representative concerned, at least three weeks before the opening of the trial, then the latter cannot take place and must be adjourned.

ARTICLE 105

IV. Rights and means of defence
The prisoner of war shall be entitled to assistance by one of his prisoner comrades, to defence by a qualified advocate or counsel of his own choice, to the calling of witnesses and, if he deems necessary, to the services of a competent interpreter. He shall be advised of these rights by the Detaining Power in due time before the trial.

Failing a choice by the prisoner of war, the Protecting Power shall find him an advocate or counsel, and shall have at least one week at its disposal for the purpose. The Detaining Power shall deliver to the said Power, on request, a list of persons qualified to present the defence. Failing a choice of an advocate or counsel by the prisoner of war or the Protecting Power, the Detaining Power shall appoint a competent advocate or counsel to conduct the defence.

The advocate or counsel conducting the defence on behalf of the prisoner of war shall have at his disposal a period of two weeks at least before the opening of the trial, as well as the necessary facilities to prepare the defence of the accused. He may, in particular, freely visit the accused and interview him in private. He may also confer with any witnesses for the defence, including prisoners of war. He shall have the benefit of these facilities until the term of appeal or petition has expired.

Particulars of the charge or charges on which the prisoner of war is to be arraigned, as well as the documents which are generally communicated to the accused by virtue of the laws in force in the armed forces of the Detaining Power, shall be communicated to the accused prisoner of war in a language which he understands, and in good time before the opening of the trial. The same communication in the same circumstances shall be made to the advocate or counsel conducting the defence on behalf of the prisoner of war.

The representatives of the Protecting Power shall be entitled to attend the trial of the case, unless, exceptionally, this is held *in camera* in the interest of State security. In such a case the Detaining Power shall advise the Protecting Power accordingly.

ARTICLE 106

Every prisoner of war shall have, in the same manner as the members of the armed forces of the Detaining Power, the right of appeal or petition from any sentence pronounced upon him, with a view to the quashing or revising of the sentence or the re-opening of the trial. He shall be fully informed of his right to appeal or petition and of the time limit within which he may do so.

V.
Appeals

ARTICLE 107

Any judgment and sentence pronounced upon a prisoner of war shall be immediately reported to the Protecting Power in the form of a summary communication, which shall also indicate whether he has the right of appeal with a view to the quashing of the sentence or the re-opening of the trial. This communication shall likewise be sent to the prisoners' representative concerned. It shall also be sent to the accused prisoner of war in a language he understands, if the sentence was not pronounced in his presence. The Detaining Power shall also immediately communicate to the Protecting Power the decision of the prisoner of war to use or to waive his right of appeal.

Furthermore, if a prisoner of war is finally convicted or if a sentence pronounced against a prisoner of war in the first instance is a death sentence, the Detaining Power shall as soon as possible address to the Protecting Power a detailed communication containing:

- (1) the precise wording of the finding and sentence;
- (2) a summarized report of any preliminary investigation and of the trial, emphasizing in particular the elements of the prosecution and the defence;
- (3) notification, where applicable, of the establishment where the sentence will be served.

The communications provided for in the foregoing subparagraphs shall be sent to the Protecting Power at the address previously made known to the Detaining Power.

ARTICLE 108

Sentences pronounced on prisoners of war after a conviction has become duly enforceable, shall be served in the same establishments and under the same conditions as in the case of members of the armed forces of the Detaining Power. These conditions shall in all cases conform to the requirements of health and humanity.

VI.
Notification of findings and sentence
Execution of penalties. Penal regulations

A woman prisoner of war on whom such a sentence has been pronounced shall be confined in separate quarters and shall be under the supervision of women.

In any case, prisoners of war sentenced to a penalty depriving them of their liberty shall retain the benefit of the provisions of Articles 78 and 126 of the present Convention. Furthermore, they shall be entitled to receive and despatch correspondence, to receive at least one relief parcel monthly, to take regular exercise in the open air, to have the medical care required by their state of health, and the spiritual assistance they may desire. Penalties to which they may be subjected shall be in accordance with the provisions of Article 87, third paragraph.

PART IV

TERMINATION OF CAPTIVITY

SECTION I

DIRECT REPATRIATION AND ACCOMMODATION IN NEUTRAL COUNTRIES

ARTICLE 109

General
observations

Subject to the provisions of the third paragraph of this Article, Parties to the conflict are bound to send back to their own country, regardless of number or rank, seriously wounded and seriously sick prisoners of war, after having cared for them until they are fit to travel, in accordance with the first paragraph of the following Article.

Throughout the duration of hostilities, Parties to the conflict shall endeavour, with the cooperation of the neutral Powers concerned, to make arrangements for the accommodation in neutral countries of the sick and wounded prisoners of war referred to in the second paragraph of the following Article. They may, in addition, conclude agreements with a view to the direct repatriation or internment in a neutral country of able-bodied prisoners of war who have undergone a long period of captivity.

No sick or injured prisoner of war who is eligible for repatriation under the first paragraph of this Article, may be repatriated against his will during hostilities.

ARTICLE 110

The following shall be repatriated direct :

- (1) Incurably wounded and sick whose mental or physical fitness seems to have been gravely diminished.
- (2) Wounded and sick who, according to medical opinion, are not likely to recover within one year; whose condition requires treatment and whose mental or physical fitness seems to have been gravely diminished.
- (3) Wounded and sick who have recovered, but whose mental or physical fitness seems to have gravely and permanently diminished.

The following may be accommodated in a neutral country :

- (1) Wounded and sick whose recovery may be expected within one year of the date of the wound or the beginning of the illness, if treatment in a neutral country might increase the prospects of a more certain and speedy recovery.
- (2) Prisoners of war whose mental or physical health, according to medical opinion, is seriously threatened by continued captivity, but whose accommodation in a neutral country might remove such a threat.

The conditions which prisoners of war accommodated in a neutral country must fulfil in order to permit their repatriation shall be fixed, as shall likewise their status, by agreement between the Powers concerned. In general, prisoners of war who have been accommodated in a neutral country, and who belong to the following categories, should be repatriated :

- (1) Those whose state of health has deteriorated so as to fulfil the conditions laid down for direct repatriation ;
- (2) Those whose mental or physical powers remain, even after treatment, considerably impaired.

If no special agreements are concluded between the Parties to the conflict concerned, to determine the cases of disablement or sickness entailing direct repatriation or accommodation in a neutral country, such cases shall be settled in accordance with the principles laid down in the Model Agreement concerning direct repatriation and accommodation in neutral countries of wounded and sick prisoners of war and in the Regulations concerning Mixed Medical Commissions annexed to the present Convention.

Cases of
repatriation
and
accommoda-
tion

ARTICLE III

Internment
in a neutral
country

The Detaining Power, the Power on which the prisoners of war depend, and a neutral Power agreed upon by these two Powers, shall endeavour to conclude agreements which will enable prisoners of war to be interned in the territory of the said neutral Power until the close of hostilities.

ARTICLE II2

Mixed
Medical
Commissions

Upon the outbreak of hostilities, Mixed Medical Commissions shall be appointed to examine sick and wounded prisoners of war, and to make all appropriate decisions regarding them. The appointment, duties and functioning of these Commissions shall be in conformity with the provisions of the Regulations annexed to the present Convention.

However, prisoners of war who, in the opinion of the medical authorities of the Detaining Power, are manifestly seriously injured or seriously sick, may be repatriated without having to be examined by a Mixed Medical Commission.

ARTICLE II3

Prisoners
entitled to
examination
by Mixed
Medical
Commissions

Besides those who are designated by the medical authorities of the Detaining Power, wounded or sick prisoners of war belonging to the categories listed below shall be entitled to present themselves for examination by the Mixed Medical Commissions provided for in the foregoing Article :

- (1) Wounded and sick proposed by a physician or surgeon who is of the same nationality, or a national of a Party to the conflict allied with the Power on which the said prisoners depend, and who exercises his functions in the camp.
- (2) Wounded and sick proposed by their prisoners' representative.
- (3) Wounded and sick proposed by the Power on which they depend, or by an organization duly recognised by the said Power and giving assistance to the prisoners.

Prisoners of war who do not belong to one of the three foregoing categories may nevertheless present themselves for examination by Mixed Medical Commissions, but shall be examined only after those belonging to the said categories.

The physician or surgeon of the same nationality as the prisoners who present themselves for examination by the Mixed Medical Commission, likewise the prisoners' representative

of the said prisoners, shall have permission to be present at the examination.

ARTICLE II4

Prisoners of war who meet with accidents shall, unless the injury is self-inflicted, have the benefit of the provisions of this Convention as regards repatriation or accommodation in a neutral country.

Prisoners
meeting with
accidents

ARTICLE II5

No prisoner of war on whom a disciplinary punishment has been imposed and who is eligible for repatriation or for accommodation in a neutral country, may be kept back on the plea that he has not undergone his punishment.

Prisoners
serving a
sentence

Prisoners of war detained in connection with a judicial prosecution or conviction and who are designated for repatriation of accommodation in a neutral country, may benefit by such measures before the end of the proceedings or the completion of the punishment, if the Detaining Power consents.

Parties to the conflict shall communicate to each other the names of those who will be detained until the end of the proceedings or the completion of the punishment.

ARTICLE II6

The costs of repatriating prisoners of war or of transporting them to a neutral country shall be borne, from the frontiers of the Detaining Power, by the Power on which the said prisoners depend.

Costs of
repatriation

ARTICLE II7

No repatriated person may be employed on active military service.

Activity
after
repatriation

SECTION II

RELEASE AND REPATRIATION
OF PRISONERS OF WAR
AT THE CLOSE OF HOSTILITIES

ARTICLE II8

Prisoners of war shall be released and repatriated without delay after the cessation of active hostilities.

Release and
repatriation

In the absence of stipulations to the above effect in any agreement concluded between the Parties to the conflict with

a view to the cessation of hostilities, or failing any such agreement, each of the Detaining Powers shall itself establish and execute without delay a plan of repatriation in conformity with the principle laid down in the foregoing paragraph.

In either case, the measures adopted shall be brought to the knowledge of the prisoners of war.

The costs of repatriation of prisoners of war shall in all cases be equitably apportioned between the Detaining Power and the Power on which the prisoners depend. This apportionment shall be carried out on the following basis :

- (a) If the two Powers are contiguous, the Power on which the prisoners of war depend shall bear the costs of repatriation from the frontiers of the Detaining Power.
- (b) If the two Powers are not contiguous, the Detaining Power shall bear the costs of transport of prisoners of war over its own territory as far as its frontier or its port of embarkation nearest to the territory of the Power on which the prisoners of war depend. The Parties concerned shall agree between themselves as to the equitable apportionment of the remaining costs of the repatriation. The conclusion of this agreement shall in no circumstances justify any delay in the repatriation of the prisoners of war.

ARTICLE 119

Details of
procedure

Repatriation shall be effected in conditions similar to those laid down in Articles 46 to 48 inclusive of the present Convention for the transfer of prisoners of war, having regard to the provisions of Article 118 and to those of the following paragraphs.

On repatriation, any articles of value impounded from prisoners of war under Article 18, and any foreign currency which has not been converted into the currency of the Detaining Power, shall be restored to them. Articles of value and foreign currency which, for any reason whatever, are not restored to prisoners of war on repatriation, shall be despatched to the Information Bureau set up under Article 122.

Prisoners of war shall be allowed to take with them their personal effects, and any correspondence and parcels which have arrived for them. The weight of such baggage may be limited, if the conditions of repatriation so require, to what each prisoner can reasonably carry. Each prisoner shall in all cases be authorised to carry at least twenty-five kilograms.

The other personal effects of the repatriated prisoner shall

be left in the charge of the Detaining Power which shall have them forwarded to him as soon as it has concluded an agreement to this effect, regulating the conditions of transport and the payment of the costs involved, with the Power on which the prisoner depends.

Prisoners of war against whom criminal proceedings for an indictable offence are pending may be detained until the end of such proceedings, and, if necessary, until the completion of the punishment. The same shall apply to prisoners of war already convicted for an indictable offence.

Parties to the conflict shall communicate to each other the names of any prisoners of war who are detained until the end of proceedings or until punishment has been completed.

By agreement between the Parties to the conflict, commissions shall be established for the purpose of searching for dispersed prisoners of war and of assuring their repatriation with the least possible delay.

SECTION III

DEATH OF PRISONERS OF WAR

ARTICLE 120

Wills of prisoners of war shall be drawn up so as to satisfy the conditions of validity required by the legislation of their country of origin, which will take steps to inform the Detaining Power of its requirements in this respect. At the request of the prisoner of war and, in all cases, after death, the will shall be transmitted without delay to the Protecting Power ; a certified copy shall be sent to the Central Agency.

Wills, death
certificates,
burial,
cremation

Death certificates, in the form annexed to the present Convention, or lists certified by a responsible officer, of all persons who die as prisoners of war shall be forwarded as rapidly as possible to the Prisoner of War Information Bureau established in accordance with Article 122. The death certificates or certified lists shall show particulars of identity as set out in the third paragraph of Article 17, and also the date and place of death, the cause of death, the date and place of burial and all particulars necessary to identify the graves.

The burial or cremation of a prisoner of war shall be preceded by a medical examination of the body with a view to confirming death and enabling a report to be made and, where necessary, establishing identity.

The detaining authorities shall ensure that prisoners of war who have died in captivity are honourably buried, if possible according to the rites of the religion to which they belonged, and that their graves are respected, suitably maintained and marked so as to be found at any time. Wherever possible, deceased prisoners of war who depended on the same Power shall be interred in the same place.

Deceased prisoners of war shall be buried in individual graves unless unavoidable circumstances require the use of collective graves. Bodies may be cremated only for imperative reasons of hygiene, on account of the religion of the deceased or in accordance with his express wish to this effect. In case of cremation, the fact shall be stated and the reasons given in the death certificate of the deceased.

In order that graves may always be found, all particulars of burials and graves shall be recorded with a Graves Registration Service established by the Detaining Power. Lists of graves and particulars of the prisoners of war interred in cemeteries and elsewhere shall be transmitted to the Power on which such prisoners of war depended. Responsibility for the care of these graves and for records of any subsequent moves of the bodies shall rest on the Power controlling the territory, if a Party to the present Convention. These provisions shall also apply to the ashes which shall be kept by the Graves Registration Service until proper disposal thereof in accordance with the wishes of the home country.

ARTICLE 121

Every death or serious injury of a prisoner of war caused or suspected to have been caused by a sentry, another prisoner of war, or any other person, as well as any death the cause of which is unknown, shall be immediately followed by an official enquiry by the Detaining Power.

A communication on this subject shall be sent immediately to the Protecting Power. Statements shall be taken from witnesses, especially from those who are prisoners of war, and a report including such statements shall be forwarded to the Protecting Power.

If the enquiry indicates the guilt of one or more persons, the Detaining Power shall take all measures for the prosecution of the person or persons responsible.

Prisoners
killed or
injured in
special
circumstances

PART V

INFORMATION BUREAUX AND RELIEF SOCIETIES FOR PRISONERS OF WAR

ARTICLE 122

Upon the outbreak of a conflict and in all cases of occupation, each of the Parties to the conflict shall institute an official Information Bureau for prisoners of war who are in its power. Neutral or non-belligerent Powers who may have received within their territory persons belonging to one of the categories referred to in Article 4, shall take the same action with respect to such persons. The Power concerned shall ensure that the Prisoners of War Information Bureau is provided with the necessary accommodation, equipment and staff to ensure its efficient working. It shall be at liberty to employ prisoners of war in such a Bureau under the conditions laid down in the Section of the present Convention dealing with work by prisoners of war.

Within the shortest possible period, each of the Parties to the conflict shall give its Bureau the information referred to in the fourth, fifth and sixth paragraphs of this Article regarding any enemy person belonging to one of the categories referred to in Article 4, who has fallen into its power. Neutral or non-belligerent Powers shall take the same action with regard to persons belonging to such categories whom they have received within their territory.

The Bureau shall immediately forward such information by the most rapid means to the Powers concerned through the intermediary of the Protecting Powers and likewise of the Central Agency provided for in Article 123.

This information shall make it possible quickly to advise the next of kin concerned. Subject to the provisions of Article 17, the information shall include, in so far as available to the Information Bureau, in respect of each prisoner of war, his surname, first names, rank, army, regimental, personal or serial number, place and full date of birth, indication of the Power on which he depends, first name of the father and maiden name of the mother, name and address of the person to be informed and the address to which correspondence for the prisoner may be sent.

The Information Bureau shall receive from the various departments concerned information regarding transfers, releases, repatriations, escapes, admissions to hospital, and deaths, and shall transmit such information in the manner described in the third paragraph above.

National
Bureaux

Likewise, information regarding the state of health of prisoners of war who are seriously ill or seriously wounded shall be supplied regularly, every week if possible.

The Information Bureau shall also be responsible for replying to all enquiries sent to it concerning prisoners of war, including those who have died in captivity; it will make any enquiries necessary to obtain the information which is asked for if this is not in its possession.

All written communications made by the Bureau shall be authenticated by a signature or a seal.

The Information Bureau shall furthermore be charged with collecting all personal valuables, including sums in currencies other than that of the Detaining Power and documents of importance to the next of kin, left by prisoners of war who have been repatriated or released, or who have escaped or died, and shall forward the said valuables to the Powers concerned. Such articles shall be sent by the Bureau in sealed packets which shall be accompanied by statements giving clear and full particulars of the identity of the person to whom the articles belonged, and by a complete list of the contents of the parcel. Other personal effects of such prisoners of war shall be transmitted under arrangements agreed upon between the Parties to the conflict concerned.

ARTICLE 123

Central
Agency

A Central Prisoners of War Information Agency shall be created in a neutral country. The International Committee of the Red Cross shall, if it deems necessary, propose to the Powers concerned the organization of such an Agency.

The function of the Agency shall be to collect all the information it may obtain through official or private channels respecting prisoners of war, and to transmit it as rapidly as possible to the country of origin of the prisoners of war or to the Power on which they depend. It shall receive from the Parties to the conflict all facilities for effecting such transmissions.

The High Contracting Parties, and in particular those whose nationals benefit by the services of the Central Agency, are requested to give the said Agency the financial aid it may require.

The foregoing provisions shall in no way be interpreted as restricting the humanitarian activities of the International Committee of the Red Cross, or of the relief Societies provided for in Article 125.

ARTICLE 124

Exemption
from charges

The national Information Bureaux and the Central Information Agency shall enjoy free postage for mail, likewise all the

exemptions provided for in Article 74, and further, so far as possible, exemption from telegraphic charges or, at least, greatly reduced rates.

ARTICLE 125

Subject to the measures which the Detaining Powers may consider essential to ensure their security or to meet any other reasonable need, the representatives of religious organizations, relief societies, or any other organization assisting prisoners of war, shall receive from the said Powers, for themselves and their duly accredited agents, all necessary facilities for visiting the prisoners, distributing relief supplies and material, from any source, intended for religious, educational or recreative purposes, and for assisting them in organizing their leisure time within the camps. Such societies or organizations may be constituted in the territory of the Detaining Power or in any other country, or they may have an international character.

Relief
societies
and other
organizations

The Detaining Power may limit the number of societies and organizations whose delegates are allowed to carry out their activities in its territory and under its supervision, on condition; however, that such limitation shall not hinder the effective operation of adequate relief to all prisoners of war.

The special position of the International Committee of the Red Cross in this field shall be recognized and respected at all times.

As soon as relief supplies or material intended for the above-mentioned purposes are handed over to prisoners of war, or very shortly afterwards, receipts for each consignment, signed by the prisoners' representative, shall be forwarded to the relief society or organization making the shipment. At the same time, receipts for these consignments shall be supplied by the administrative authorities responsible for guarding the prisoners.

PART VI

EXECUTION OF THE CONVENTION

SECTION I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 126

Representatives or delegates of the Protecting Powers shall have permission to go to all places where prisoners of war may be, particularly to places of internment, imprisonment and

Supervision

labour, and shall have access to all premises occupied by prisoners of war; they shall also be allowed to go to the places of departure, passage and arrival of prisoners who are being transferred. They shall be able to interview the prisoners, and in particular the prisoners' representatives, without witnesses, either personally or through an interpreter.

Representatives and delegates of the Protecting Powers shall have full liberty to select the places they wish to visit. The duration and frequency of these visits shall not be restricted. Visits may not be prohibited except for reasons of imperative military necessity, and then only as an exceptional and temporary measure.

The Detaining Power and the Power on which the said prisoners of war depend may agree, if necessary, that compatriots of these prisoners of war be permitted to participate in the visits.

The delegates of the International Committee of the Red Cross shall enjoy the same prerogatives. The appointment of such delegates shall be submitted to the approval of the Power detaining the prisoners of war to be visited.

ARTICLE 127

Dissemination
of the
Convention

The High Contracting Parties undertake, in time of peace as in time of war, to disseminate the text of the present Convention as widely as possible in their respective countries, and, in particular, to include the study thereof in their programmes of military and, if possible, civil instruction, so that the principles thereof may become known to all their armed forces and to the entire population.

Any military or other authorities, who in time of war assume responsibilities in respect of prisoners of war, must possess the text of the Convention and be specially instructed as to its provisions.

ARTICLE 128

Translations.
Rules of
application

The High Contracting Parties shall communicate to one another through the Swiss Federal Council and, during hostilities, through the Protecting Powers, the official translations of the present Convention, as well as the laws and regulations which they may adopt to ensure the application thereof.

ARTICLE 129

Penal
sanctions
I. General
observations

The High Contracting Parties undertake to enact any legislation necessary to provide effective penal sanctions for persons committing, or ordering to be committed, any of the grave breaches of the present Convention defined in the following Article.

Each High Contracting Party shall be under the obligation to search for persons alleged to have committed, or to have ordered to be committed, such grave breaches, and shall bring such persons, regardless of their nationality, before its own courts. It may also, if it prefers, and in accordance with the provisions of its own legislation, hand such persons over for trial to another High Contracting Party concerned, provided such High Contracting Party has made out a *prima facie* case.

Each High Contracting Party shall take measures necessary for the suppression of all acts contrary to the provisions of the present Convention other than the grave breaches defined in the following Article.

In all circumstances, the accused persons shall benefit by safeguards of proper trial and defence, which shall not be less favourable than those provided by Article 105 and those following of the present Convention.

ARTICLE 130

Grave breaches to which the preceding Article relates shall be those involving any of the following acts, if committed against persons or property protected by the Convention: wilful killing, torture or inhuman treatment, including biological experiments, wilfully causing great suffering or serious injury to body or health, compelling a prisoner of war to serve in the forces of the hostile Power, or wilfully depriving a prisoner of war of the rights of fair and regular trial prescribed in this Convention.

II.
Grave
breaches

ARTICLE 131

No High Contracting Party shall be allowed to absolve itself or any other High Contracting Party of any liability incurred by itself or by another High Contracting Party in respect of breaches referred to in the preceding Article.

III.
Responsi-
bilities of the
Contracting
Parties

ARTICLE 132

At the request of a Party to the conflict, an enquiry shall be instituted, in a manner to be decided between the interested Parties, concerning any alleged violation of the Convention.

If agreement has not been reached concerning the procedure for the enquiry, the Parties should agree on the choice of an umpire who will decide upon the procedure to be followed.

Once the violation has been established, the Parties to the conflict shall put an end to it and shall repress it with the least possible delay.

Enquiry
procedure

SECTION II
FINAL PROVISIONS

ARTICLE 133

Languages The present Convention is established in English and in French. Both texts are equally authentic.

The Swiss Federal Council shall arrange for official translations of the Convention to be made in the Russian and Spanish languages.

ARTICLE 134

Relation to the 1929 Convention The present Convention replaces the Convention of July 27, 1929, in relations between the High Contracting Parties.

ARTICLE 135

Relation to the Hague Convention In the relations between the Powers which are bound by the Hague Convention respecting the Laws and Customs of War on Land, whether that of July 29, 1899, or that of October 18, 1907, and which are parties to the present Convention, this last Convention shall be complementary to Chapter II of the Regulations annexed to the above-mentioned Conventions of the Hague.

ARTICLE 136

Signature The present Convention, which bears the date of this day, is open to signature until February 12, 1950, in the name of the Powers represented at the Conference which opened at Geneva on April 21, 1949; furthermore, by Powers not represented at that Conference, but which are parties to the Convention of July 27, 1929.

ARTICLE 137

Ratification The present Convention shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be deposited at Berne.

A record shall be drawn up of the deposit of each instrument of ratification and certified copies of this record shall be transmitted by the Swiss Federal Council to all the Powers in whose name the Convention has been signed, or whose accession has been notified.

ARTICLE 138

The present Convention shall come into force six months after not less than two instruments of ratification have been deposited.

Coming into force

Thereafter, it shall come into force for each High Contracting Party six months after the deposit of the instrument of ratification.

ARTICLE 139

From the date of its coming into force, it shall be open to any Power in whose name the present Convention has not been signed, to accede to this Convention.

Accession

ARTICLE 140

Accessions shall be notified in writing to the Swiss Federal Council, and shall take effect six months after the date on which they are received.

Notification of accessions

The Swiss Federal Council shall communicate the accessions to all the Powers in whose name the Convention has been signed or whose accession has been notified.

ARTICLE 141

The situations provided for in Articles 2 and 3 shall give immediate effect to ratifications deposited and accessions notified by the Parties to the conflict before or after the beginning of hostilities or occupation. The Swiss Federal Council shall communicate by the quickest method any ratifications or accessions received from Parties to the conflict.

Immediate effect

ARTICLE 142

Each of the High Contracting Parties shall be at liberty to denounce the present Convention.

Denunciation

The denunciation shall be notified in writing to the Swiss Federal Council, which shall transmit it to the Governments of all the High Contracting Parties.

The denunciation shall take effect one year after the notification thereof has been made to the Swiss Federal Council. However, a denunciation of which notification has been made at a time when the denouncing Power is involved in a conflict

shall not take effect until peace has been concluded, and until after operations connected with release and repatriation of the persons protected by the present Convention have been terminated.

The denunciation shall have effect only in respect of the denouncing Power. It shall in no way impair the obligations which the Parties to the conflict shall remain bound to fulfil by virtue of the principles of the law of nations, as they result from the usages established among civilized peoples, from the laws of humanity and the dictates of the public conscience.

ARTICLE 143

Registration
with the
United Nations

The Swiss Federal Council shall register the present Convention with the Secretariat of the United Nations. The Swiss Federal Council shall also inform the Secretariat of the United Nations of all ratifications, accessions and denunciations received by it with respect to the present Convention.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, having deposited their respective full powers, have signed the present Convention.

DONE at Geneva this twelfth day of August 1949, in the English and French languages. The original shall be deposited in the Archives of the Swiss Confederation. The Swiss Federal Council shall transmit certified copies thereof to each of the signatory and acceding States.

ANNEX I

MODEL AGREEMENT CONCERNING DIRECT REPATRIATION AND ACCOMMODATION IN NEUTRAL COUNTRIES OF WOUNDED AND SICK PRISONERS OF WAR

(see Article 110)

I. — PRINCIPLES FOR DIRECT REPATRIATION AND ACCOMMODATION IN NEUTRAL COUNTRIES

A. DIRECT REPATRIATION

The following shall be repatriated direct :

- (1) All prisoners of war suffering from the following disabilities as the result of trauma : loss of limb, paralysis, articular or other disabilities, when this disability is at least the loss of a hand or a foot, or the equivalent of the loss of a hand or a foot.

Without prejudice to a more generous interpretation, the following shall be considered as equivalent to the loss of a hand or a foot :

- (a) Loss of a hand or of all the fingers, or of the thumb and forefinger of one hand ; loss of a foot, or of all the toes and metatarsals of one foot.
 - (b) Ankylosis, loss of osseous tissue, cicatricial contracture preventing the functioning of one of the large articulations or of all the digital joints of one hand.
 - (c) Pseudarthrosis of the long bones.
 - (d) Deformities due to fracture or other injury which seriously interfere with function and weight-bearing power.
- (2) All wounded prisoners of war whose condition has become chronic, to the extent that prognosis appears to exclude recovery—in spite of treatment—within one year from the date of the injury, as, for example, in case of :

- (a) Projectile in the heart, even if the Mixed Medical Commission should fail, at the time of their examination, to detect any serious disorders.
 - (b) Metallic splinter in the brain or the lungs, even if the Mixed Medical Commission cannot, at the time of examination, detect any local or general reaction.
 - (c) Osteomyelitis, when recovery cannot before seen in the course of the year following the injury, and which seems likely to result in ankylosis of a joint, or other impairments equivalent to the loss of a hand or a foot.
 - (d) Perforating and suppurating injury to the large joints.
 - (e) Injury to the skull, with loss or shifting of bony tissue.
 - (f) Injury or burning of the face with loss of tissue and functional lesions.
 - (g) Injury to the spinal cord.
 - (h) Lesion of the peripheral nerves, the sequelae of which are equivalent to the loss of a hand or foot, and the cure of which requires more than a year from the date of injury, for example: injury to the brachial or lumbosacral plexus, the median or sciatic nerves, likewise combined injury to the radial and cubital nerves or to the lateral popliteal nerve (N. peroneus communis) and medial popliteal nerve (N. tibialis); etc. The separate injury of the radial (musculo-spiral), cubital, lateral or medial popliteal nerves shall not, however, warrant repatriation except in case of contractures or of serious neurotrophic disturbance.
 - (i) Injury to the urinary system, with incapacitating results.
- (3) All sick prisoners of war whose condition has become chronic to the extent that prognosis seems to exclude recovery—in spite of treatment—within one year from the inception of the disease, as, for example, in case of:

- (a) Progressive tuberculosis of any organ which, according to medical prognosis, cannot be cured, or at least considerably improved, by treatment in a neutral country.
- (b) Exudate pleurisy.
- (c) Serious diseases of the respiratory organs of non-tubercular etiology, presumed incurable, for example: serious pulmonary emphysema, with or without bronchitis; chronic asthma*; chronic bronchitis* lasting more than one year in captivity; bronchiectasis*; etc.
- (d) Serious chronic affections of the circulatory system, for example: valvular lesions and myocarditis*, which have shown signs of circulatory failure during captivity, even though the Mixed Medical Commission cannot detect any such signs at the time of examination; affections of the pericardium and the vessels (Buerger's disease, aneurisms of the large vessels); etc.
- (e) Serious chronic affections of the digestive organs, for example: gastric or duodenal ulcer; sequelae of gastric operations performed in captivity; chronic gastritis, enteritis or colitis, having lasted more than one year and seriously affecting the general condition; cirrhosis of the liver; chronic cholecystopathy*; etc.
- (f) Serious chronic affections of the genito-urinary organs, for example: chronic diseases of the kidney with consequent disorders; nephrectomy because of a tubercular kidney; chronic pyelitis or chronic cystitis; hydronephrosis or pyonephrosis; chronic grave gynaecological conditions; normal pregnancy and obstetrical disorder, where it is impossible to accommodate in a neutral country; etc.
- (g) Serious chronic diseases of the central and peripheral nervous system, for example: all obvious psychoses and psychoneuroses, such as serious

* The decision of the Mixed Medical Commission shall be based to a great extent on the records kept by camp physicians and surgeons of the same nationality as the prisoners of war, or on an examination by medical specialists of the Detaining Power.

hysteria, serious captivity psychoneurosis, etc., duly verified by a specialist * ; any epilepsy duly verified by the camp physician * ; cerebral arteriosclerosis ; chronic neuritis lasting more than one year ; etc.

- (h) Serious chronic diseases of the neuro-vegetative system, with considerable diminution of mental or physical fitness, noticeable loss of weight and general asthenia.
- (i) Blindness of both eyes, or of one eye when the vision of the other is less than 1 in spite of the use of corrective glasses ; diminution of visual acuity in cases where it is impossible to restore it by correction to an acuity of $\frac{1}{2}$ in at least one eye * ; other grave ocular affections, for example : glaucoma, iritis, choroiditis ; trachoma ; etc.
- (k) Auditive disorders, such as total unilateral deafness, if the other ear does not discern the ordinary spoken word at a distance of one metre * ; etc.
- (l) Serious affections of metabolism, for example : diabetes mellitus requiring insulin treatment ; etc.
- (m) Serious disorders of the endocrine glands, for example : thyrotoxicosis ; hypothyrosis ; Addison's disease ; Simmonds' cachexia ; tetany ; etc.
- (n) Grave and chronic disorders of the blood-forming organs.
- (o) Serious cases of chronic intoxication, for example : lead poisoning, mercury poisoning, morphinism, cocainism, alcoholism ; gas or radiation poisoning ; etc.
- (p) Chronic affections of locomotion, with obvious functional disorders, for example : arthritis deformans ; primary and secondary progressive chronic polyarthritis ; rheumatism with serious clinical symptoms ; etc.
- (q) Serious chronic skin diseases, not amenable to treatment.
- (r) Any malignant growth.

* The decision of the Mixed Medical Commission shall be based to a great extent on the records kept by camp physicians and surgeons of the same nationality as the prisoners of war, or on an examination by medical specialists of the Detaining Power.

(s) Serious chronic infectious diseases, persisting for one year after their inception, for example : malaria with decided organic impairment, amoebic or bacillary dysentery with grave disorders ; tertiary visceral syphilis resistant to treatment ; leprosy ; etc.

(t) Serious avitaminosis or serious inanition.

B. ACCOMMODATION IN NEUTRAL COUNTRIES

The following shall be eligible for accommodation in a neutral country :

- (1) All wounded prisoners of war who are not likely to recover in captivity, but who might be cured or whose condition might be considerably improved by accommodation in a neutral country.
- (2) Prisoners of war suffering from any form of tuberculosis, of whatever organ, and whose treatment in a neutral country would be likely to lead to recovery or at least to considerable improvement, with the exception of primary tuberculosis cured before captivity.
- (3) Prisoners of war suffering from affections requiring treatment of the respiratory, circulatory, digestive, nervous, sensory, genito-urinary, cutaneous, locomotive organs, etc., if such treatment would clearly have better results in a neutral country than in captivity.
- (4) Prisoners of war who have undergone a nephrectomy in captivity for a non-tubercular renal affection ; cases of osteomyelitis, on the way to recovery or latent ; diabetes mellitus not requiring insulin treatment ; etc.
- (5) Prisoners of war suffering from war or captivity neuroses. Cases of captivity neurosis which are not cured after three months of accommodation in a neutral country, or which after that length of time are not clearly on the way to complete cure, shall be repatriated.
- (6) All prisoners of war suffering from chronic intoxication (gases, metals, alkaloids, etc), for whom the prospects of cure in a neutral country are especially favourable.
- (7) All women prisoners of war who are pregnant or mothers with infants and small children.

The following cases shall not be eligible for accommodation in a neutral country :

- (1) All duly verified chronic psychoses.
- (2) All organic or functional nervous affections considered to be incurable.
- (3) All contagious diseases during the period in which they are transmissible, with the exception of tuberculosis.

II. — GENERAL OBSERVATIONS

- (1) The conditions given shall, in a general way, be interpreted and applied in as broad a spirit as possible.
Neuropathic and psychopathic conditions caused by war or captivity, as well as cases of tuberculosis in all stages, shall above all benefit by such liberal interpretation. Prisoners of war who have sustained several wounds, none of which, considered by itself, justifies repatriation, shall be examined in the same spirit, with due regard for the psychic traumatism due to the number of their wounds.
- (2) All unquestionable cases giving the right to direct repatriation (amputation, total blindness or deafness, open pulmonary tuberculosis, mental disorder, malignant growth, etc.) shall be examined and repatriated as soon as possible by the camp physicians or by military medical commissions appointed by the Detaining Power.
- (3) Injuries and diseases which existed before the war and which have not become worse, as well as war injuries which have not prevented subsequent military service, shall not entitle to direct repatriation.
- (4) The provisions of this Annex shall be interpreted and applied in a similar manner in all countries party to the conflict. The Powers and authorities concerned shall grant to Mixed Medical Commissions all the facilities necessary for the accomplishment of their task.
- (5) The examples quoted under (1) above represent only typical cases. Cases which do not correspond exactly to these provisions shall be judged in the spirit of the provisions of Article 110 of the present Convention, and of the principles embodied in the present Agreement.

ANNEX II

REGULATIONS CONCERNING MIXED MEDICAL COMMISSIONS

(see Article 112)

ARTICLE 1

The Mixed Medical Commissions provided for in Article 112 of the Convention shall be composed of three members, two of whom shall belong to a neutral country, the third being appointed by the Detaining Power. One of the neutral members shall take the chair.

ARTICLE 2

The two neutral members shall be appointed by the International Committee of the Red Cross, acting in agreement with the Protecting Power, at the request of the Detaining Power. They may be domiciled either in their country of origin, in any other neutral country, or in the territory of the Detaining Power.

ARTICLE 3

The neutral members shall be approved by the Parties to the conflict concerned, who shall notify their approval to the International Committee of the Red Cross and to the Protecting Power. Upon such notification, the neutral members shall be considered as effectively appointed.

ARTICLE 4

Deputy members shall also be appointed in sufficient number to replace the regular members in case of need. They shall be appointed at the same time as the regular members or, at least, as soon as possible.

ARTICLE 5

If for any reason the International Committee of the Red Cross cannot arrange for the appointment of the neutral members, this shall be done by the Power protecting the interests of the prisoners of war to be examined.

ARTICLE 6

So far as possible, one of the two neutral members shall be a surgeon and the other a physician.

ARTICLE 7

The neutral members shall be entirely independent of the Parties to the conflict, which shall grant them all facilities in the accomplishment of their duties.

ARTICLE 8

By agreement with the Detaining Power, the International Committee of the Red Cross, when making the appointments provided for in Articles 2 and 4 of the present Regulations, shall settle the terms of service of the nominees.

ARTICLE 9

The Mixed Medical Commissions shall begin their work as soon as possible after the neutral members have been approved, and in any case within a period of three months from the date of such approval.

ARTICLE 10

The Mixed Medical Commissions shall examine all the prisoners designated in Article 113 of the Convention. They shall propose repatriation, rejection, or reference to a later examination. Their decisions shall be made by a majority vote.

ARTICLE 11

The decisions made by the Mixed Medical Commissions in each specific case shall be communicated, during the month following their visit, to the Detaining Power, the Protecting Power and the International Committee of the Red Cross. The Mixed Medical Commissions shall also inform each prisoner of war examined of the decision made, and shall issue to those whose repatriation has been proposed certificates similar to the model appended to the present Convention.

ARTICLE 12

The Detaining Power shall be required to carry out the decisions of the Mixed Medical Commissions within three months of the time when it receives due notification of such decisions.

ARTICLE 13

If there is no neutral physician in a country where the services of a Mixed Medical Commission seem to be required, and if it is for any reason impossible to appoint neutral doctors who are resident in another country, the Detaining Power, acting in agreement with the Protecting Power, shall set up a Medical Commission which shall undertake the same duties as a Mixed Medical Commission, subject to the provisions of Articles 1, 2, 3, 4, 5 and 8 of the present Regulations.

ARTICLE 14

Mixed Medical Commissions shall function permanently and shall visit each camp at intervals of not more than six months.

ANNEX III

REGULATIONS CONCERNING COLLECTIVE RELIEF

(see Article 73)

ARTICLE I

Prisoners' representatives shall be allowed to distribute collective relief shipments for which they are responsible, to all prisoners of war administered by their camp, including those who are in hospitals, or in prisons or other penal establishments.

ARTICLE 2

The distribution of collective relief shipments shall be effected in accordance with the instructions of the donors and with a plan drawn up by the prisoners' representatives. The issue of medical stores shall, however, be made for preference in agreement with the senior medical officers, and the latter may, in hospitals and infirmaries, waive the said instructions, if the needs of their patients so demand. Within the limits thus defined, the distribution shall always be carried out equitably.

ARTICLE 3

The said prisoners' representatives or their assistants shall be allowed to go to the points of arrival of relief supplies near

their camps, so as to enable the prisoners' representatives or their assistants to verify the quality as well as the quantity of the goods received, and to make out detailed reports thereon for the donors.

ARTICLE 4

Prisoners' representatives shall be given the facilities necessary for verifying whether the distribution of collective relief in all sub-divisions and annexes of their camps has been carried out in accordance with their instructions.

ARTICLE 5

Prisoners' representatives shall be allowed to fill up, and cause to be filled up by the prisoners' representatives of labour detachments or by the senior medical officers of infirmaries and hospitals, forms or questionnaires intended for the donors, relating to collective relief supplies (distribution, requirements, quantities, etc.). Such forms and questionnaires, duly completed, shall be forwarded to the donors without delay.

ARTICLE 6

In order to secure the regular issue of collective relief to the prisoners of war in their camp, and to meet any needs that may arise from the arrival of new contingents of prisoners, prisoners' representatives shall be allowed to build up and maintain adequate reserve stocks of collective relief. For this purpose, they shall have suitable warehouses at their disposal; each warehouse shall be provided with two locks, the prisoners' representative holding the keys of one lock and the camp commander the keys of the other.

ARTICLE 7

When collective consignments of clothing are available each prisoner of war shall retain in his possession at least one complete set of clothes. If a prisoner has more than one set of clothes, the prisoners' representative shall be permitted to withdraw excess clothing from those with the largest number of sets, or particular articles in excess of one, if this is necessary in order to supply prisoners who are less well provided. He shall not, however, withdraw second sets of underclothing, socks or footwear, unless this is the only means of providing for prisoners of war with none.

ARTICLE 8

The High Contracting Parties, and the Detaining Powers in particular, shall authorize, as far as possible and subject to the regulations governing the supply of the population, all purchases of goods made in their territories for the distribution of collective relief to prisoners of war. They shall similarly facilitate the transfer of funds and other financial measures of a technical or administrative nature taken for the purpose of making such purchases.

ARTICLE 9

The foregoing provisions shall not constitute an obstacle to the right of prisoners of war to receive collective relief before their arrival in a camp or in the course of transfer, nor to the possibility of representatives of the Protecting Power, the International Committee of the Red Cross, or any other body giving assistance to prisoners which may be responsible for the forwarding of such supplies, ensuring the distribution thereof to the addressees by any other means that they may deem useful.

ANNEX IV
A. IDENTITY CARD
(see Article 4)

<p>NOTICE</p> <p>This identity card is issued to persons who accompany the Armed Forces of but are not part of them. The card must be carried at all times by the person to whom it is issued. If the bearer is taken prisoner, he shall at once hand the card to the Detaining Authorities, to assist in his identification.</p>		<p>Fingerprints (optional) (Right forefinger)</p>	<p>Any other mark of identification</p>
<p>Official seal imprint</p>	<p>Blood type</p> <p>Religion</p>	<p>Fingerprints (optional) (Left forefinger)</p>	
<p>Hair</p>	<p>Eyes</p>	<p>Weight</p>	<p>Height</p>
<p>(Name of the country and military authority issuing this card)</p> <p>IDENTITY CARD</p> <p>FOR A PERSON WHO ACCOMPANIES THE ARMED FORCES</p>			
<p>Name</p> <p>First names</p> <p>Date and place of birth</p> <p>Accompanies the Armed Forces as</p>			
<p>Date of issue</p>		<p>Signature of bearer</p>	

Remarks. — This card should be made out for preference in two or three languages, one of which is in international use. Actual size of the card: 13 by 10 centimetres. It should be folded along the dotted line.

ANNEX IV
B. CAPTURE CARD
(see Article 70)

1. Front

<p><u>PRISONER OF WAR MAIL</u></p>	<p style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;">Postage free</p>
<p>CAPTURE CARD FOR PRISONER OF WAR</p>	
<p style="text-align: center;">IMPORTANT</p> <p>This card must be completed by each prisoner immediately after being taken prisoner and each time his address is changed (by reason of transfer to a hospital or to another camp). This card is distinct from the special card which each prisoner is allowed to send to his relatives.</p>	<p>CENTRAL PRISONERS OF WAR AGENCY</p> <p>INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS</p> <p style="text-align: right;"><u>GENEVA</u> SWITZERLAND</p>

2. Reverse side

<p>Write legibly and in block letters</p>	<p>1. Power on which the prisoner depends</p>
<p>2. Name</p>	<p>3. First names (in full)</p>
<p>4. First name of father</p>	
<p>5. Date of birth</p>	<p>6. Place of birth</p>
<p>7. Rank</p>	
<p>8. Service number</p>	
<p>9. Address of next of kin</p>	
<p>*10. Taken prisoner on: (or) Coming from (Camp No., hospital, etc.)</p>	
<p>*11. (a) Good health—(b) Not wounded—(c) Recovered—(d) Convalescent—(e) Sick—(f) Slightly wounded—(g) Seriously wounded.</p>	
<p>12. My present address is: Prisoner No. Name of camp</p>	
<p>13. Date</p>	
<p>14. Signature</p>	
<p>* Strike out what is not applicable—Do not add any remarks—See explanations overleaf.</p>	

Remarks.—This form should be made out in two or three languages, particularly in the prisoner's own language and in that of the Detaining Power. Actual size : 15 by 10.5 centimetres.

ANNEX IV
D. NOTIFICATION OF DEATH
(see Article 120)

(Title of responsible authority)	NOTIFICATION OF DEATH
	Power on which the prisoner depended
Name and first names	
First name of father	
Place and date of birth	
Place and date of death	
Rank and service number (as given on identity disc)	
Address of next of kin	
Where and when taken prisoner	
Cause and circumstances of death	
Place of burial	
Is the grave marked and can it be found later by the relatives?	
Are the personal effects of the deceased in the keeping of the Detaining Power or are they being forwarded together with this notification?	
If forwarded, through what agency?	
Can the person who cared for the deceased during sickness or during his last moments (doctor, nurse, minister of religion, fellow prisoner) give here or on an attached sheet a short account of the circumstances of the death and burial?	
(Date, seal and signature of responsible authority.)	Signature and address of two witnesses

Remarks.—This form should be made out in two or three languages, particularly in the prisoner's own language and in that of the Detaining Power. Actual size of the form: 21 by 30 centimetres.

ANNEX IV

E. REPATRIATION CERTIFICATE
(see Annex II, Article 11)

REPATRIATION CERTIFICATE

Date :
Camp :
Hospital :
Surname :
First names :
Date of birth :
Rank :
Army number :
P. W. number :
Injury-Disease :
Decision of the Commission :

Chairman of the
Mixed Medical Commission :

A = direct repatriation
B = accommodation in a neutral country
NC = re-examination by next Commission

ANNEX V

MODEL REGULATIONS CONCERNING PAYMENTS SENT
BY PRISONERS TO THEIR OWN COUNTRY

(see Article 63)

- (1) The notification referred to in the third paragraph of Article 63 will show :
 - (a) number as specified in Article 17, rank, surname and first names of the prisoner of war who is the payer ;
 - (b) the name and address of the payee in the country of origin ;
 - (c) the amount to be so paid in the currency of the country in which he is detained.
- (2) The notification will be signed by the prisoner of war, or his witnessed mark made upon it if he cannot write, and shall be countersigned by the prisoners' representative.
- (3) The camp commander will add to this notification a certificate that the prisoner of war concerned has a credit balance of not less than the amount registered as payable.
- (4) The notification may be made up in lists, each sheet of such lists witnessed by the prisoners' representative and certified by the camp commander.

GENEVA CONVENTION
RELATIVE TO THE
PROTECTION OF CIVILIAN
PERSONS IN TIME OF WAR
OF AUGUST 12, 1949.

The undersigned Plenipotentiaries of the Governments represented at the Diplomatic Conference held at Geneva from April 21 to August 12, 1949, for the purpose of establishing a Convention for the Protection of Civilians in Time of War, have agreed as follows :

PART I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 1

The High Contracting Parties undertake to respect and to ensure respect for the present Convention in all circumstances.

Respect for the
Convention

ARTICLE 2

In addition to the provisions which shall be implemented in peacetime, the present Convention shall apply to all cases of declared war or of any other armed conflict which may arise between two or more of the High Contracting Parties, even if the state of war is not recognized by one of them.

Application of
the Convention

The Convention shall also apply to all cases of partial or total occupation of the territory of a High Contracting Party, even if the said occupation meets with no armed resistance.

Although one of the Powers in conflict may not be a party to the present Convention, the Powers who are parties thereto shall remain bound by it in their mutual relations. They shall

furthermore be bound by the Convention in relation to the said Power, if the latter accepts and applies the provisions thereof.

ARTICLE 3

Conflicts
not of an
international
character

In the case of armed conflict not of an international character occurring in the territory of one of the High Contracting Parties, each Party to the conflict shall be bound to apply, as a minimum, the following provisions:

- (1) Persons taking no active part in the hostilities, including members of armed forces who have laid down their arms and those placed *hors de combat* by sickness, wounds, detention, or any other cause, shall in all circumstances be treated humanely, without any adverse distinction founded on race, colour, religion or faith, sex, birth or wealth, or any other similar criteria.

To this end the following acts are and shall remain prohibited at any time and in any place whatsoever with respect to the above-mentioned persons:

- (a) violence to life and person, in particular murder of all kinds, mutilation, cruel treatment and torture;
 - (b) taking of hostages;
 - (c) outrages upon personal dignity, in particular humiliating and degrading treatment;
 - (d) the passing of sentences and the carrying out of executions without previous judgment pronounced by a regularly constituted court, affording all the judicial guarantees which are recognized as indispensable by civilized peoples.
- (2) The wounded and sick shall be collected and cared for.

An impartial humanitarian body, such as the International Committee of the Red Cross, may offer its services to the Parties to the conflict.

The Parties to the conflict should further endeavour to bring into force, by means of special agreements, all or part of the other provisions of the present Convention.

The application of the preceding provisions shall not affect the legal status of the Parties to the conflict.

ARTICLE 4

Persons protected by the Convention are those who, at a given moment and in any manner whatsoever, find themselves, in case of a conflict or occupation, in the hands of a Party to the conflict or Occupying Power of which they are not nationals.

Definition of
protected
persons

Nationals of a State which is not bound by the Convention are not protected by it. Nationals of a neutral State who find themselves in the territory of a belligerent State, and nationals of a co-belligerent State, shall not be regarded as protected persons while the State of which they are nationals has normal diplomatic representation in the State in whose hands they are.

The provisions of Part II are, however, wider in application, as defined in Article 13.

Persons protected by the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949, or by the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea of August 12, 1949, or by the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of August 12, 1949, shall not be considered as protected persons within the meaning of the present Convention.

ARTICLE 5

Where in the territory of a Party to the conflict, the latter is satisfied that an individual protected person is definitely suspected of or engaged in activities hostile to the security of the State, such individual person shall not be entitled to claim such rights and privileges under the present Convention as would, if exercised in the favour of such individual person, be prejudicial to the security of such State.

Derogations

Where in occupied territory an individual protected person is detained as a spy or saboteur, or as a person under definite suspicion of activity hostile to the security of the Occupying Power, such person shall, in those cases where absolute military security so requires, be regarded as having forfeited rights of communication under the present Convention.

In each case, such persons shall nevertheless be treated with humanity and, in case of trial, shall not be deprived of the rights of fair and regular trial prescribed by the present Convention. They shall also be granted the full rights and

privileges of a protected person under the present Convention at the earliest date consistent with the security of the State or Occupying Power, as the case may be.

ARTICLE 6

Beginning
and end of
application

The present Convention shall apply from the outset of any conflict or occupation mentioned in Article 2.

In the territory of Parties to the conflict, the application of the present Convention shall cease on the general close of military operations.

In the case of occupied territory, the application of the present Convention shall cease one year after the general close of military operations; however, the Occupying Power shall be bound, for the duration of the occupation, to the extent that such Power exercises the functions of government in such territory, by the provisions of the following Articles of the present Convention: 1 to 12, 27, 29 to 34, 47, 49, 51, 52, 53, 59, 61 to 77, 143.

Protected persons whose release, repatriation or re-establishment may take place after such dates shall meanwhile continue to benefit by the present Convention.

ARTICLE 7

Special
agreements

In addition to the agreements expressly provided for in Articles 11, 14, 15, 17, 36, 108, 109, 132, 133 and 149, the High Contracting Parties may conclude other special agreements for all matters concerning which they may deem it suitable to make separate provision. No special agreement shall adversely affect the situation of protected persons, as defined by the present Convention, nor restrict the rights which it confers upon them.

Protected persons shall continue to have the benefit of such agreements as long as the Convention is applicable to them, except where express provisions to the contrary are contained in the aforesaid or in subsequent agreements, or where more favourable measures have been taken with regard to them by one or other of the Parties to the conflict.

ARTICLE 8

Non-renuncia-
tion of rights

Protected persons may in no circumstances renounce in part or in entirety the rights secured to them by the present

Convention, and by the special agreements referred to in the foregoing Article, if such there be.

ARTICLE 9

The present Convention shall be applied with the cooperation and under the scrutiny of the Protecting Powers whose duty it is to safeguard the interests of the Parties to the conflict. For this purpose, the Protecting Powers may appoint, apart from their diplomatic or consular staff, delegates from amongst their own nationals or the nationals of other neutral Powers. The said delegates shall be subject to the approval of the Power with which they are to carry out their duties.

The Parties to the conflict shall facilitate to the greatest extent possible the task of the representatives or delegates of the Protecting Powers.

The representatives or delegates of the Protecting Powers shall not in any case exceed their mission under the present Convention. They shall, in particular, take account of the imperative necessities of security of the State wherein they carry out their duties.

Protecting
Powers

ARTICLE 10

The provisions of the present Convention constitute no obstacle to the humanitarian activities which the International Committee of the Red Cross or any other impartial humanitarian organization may, subject to the consent of the Parties to the conflict concerned, undertake for the protection of civilian persons and for their relief.

Activities of the
International
Committee of
the Red Cross

ARTICLE 11

The High Contracting Parties may at any time agree to entrust to an international organization which offers all guarantees of impartiality and efficacy the duties incumbent on the Protecting Powers by virtue of the present Convention.

When persons protected by the present Convention do not benefit or cease to benefit, no matter for what reason, by the activities of a Protecting Power or of an organization provided for in the first paragraph above, the Detaining Power shall

Substitutes for
Protecting
Powers

request a neutral State, or such an organization, to undertake the functions performed under the present Convention by a Protecting Power designated by the Parties to a conflict.

If protection cannot be arranged accordingly, the Detaining Power shall request or shall accept, subject to the provisions of this Article, the offer of the services of a humanitarian organization, such as the International Committee of the Red Cross, to assume the humanitarian functions performed by Protecting Powers under the present Convention.

Any neutral Power or any organization invited by the Power concerned or offering itself for these purposes, shall be required to act with a sense of responsibility towards the Party to the conflict on which persons protected by the present Convention depend, and shall be required to furnish sufficient assurances that it is in a position to undertake the appropriate functions and to discharge them impartially.

No derogation from the preceding provisions shall be made by special agreements between Powers one of which is restricted, even temporarily, in its freedom to negotiate with the other Power or its allies by reason of military events, more particularly where the whole, or a substantial part, of the territory of the said Power is occupied.

Whenever in the present Convention mention is made of a Protecting Power, such mention applies to substitute organizations in the sense of the present Article.

The provisions of this Article shall extend and be adapted to cases of nationals of a neutral State who are in occupied territory or who find themselves in the territory of a belligerent State in which the State of which they are nationals has not normal diplomatic representation.

ARTICLE 12

Conciliation
procedure

In cases where they deem it advisable in the interest of protected persons, particularly in cases of disagreement between the Parties to the conflict as to the application or interpretation of the provisions of the present Convention, the Protecting Powers shall lend their good offices with a view to settling the disagreement.

For this purpose, each of the Protecting Powers may, either at the invitation of one Party or on its own initiative, propose to the Parties to the conflict a meeting of their representatives, and in particular of the authorities responsible for protected persons, possibly on neutral territory suitably chosen. The

Parties to the conflict shall be bound to give effect to the proposals made to them for this purpose. The Protecting Powers may, if necessary, propose for approval by the Parties to the conflict a person belonging to a neutral Power, or delegated by the International Committee of the Red Cross, who shall be invited to take part in such a meeting.

PART II

GENERAL PROTECTION OF POPULATIONS AGAINST CERTAIN CONSEQUENCES OF WAR

ARTICLE 13

The provisions of Part II cover the whole of the populations of the countries in conflict, without any adverse distinction based, in particular, on race, nationality, religion or political opinion, and are intended to alleviate the sufferings caused by war.

Field of
application
of Part II

ARTICLE 14

In time of peace, the High Contracting Parties and, after the outbreak of hostilities, the Parties thereto, may establish in their own territory and, if the need arises, in occupied areas, hospital and safety zones and localities so organized as to protect from the effects of war, wounded, sick and aged persons, children under fifteen, expectant mothers and mothers of children under seven.

Hospital and
safety zones
and localities

Upon the outbreak and during the course of hostilities, the Parties concerned may conclude agreements on mutual recognition of the zones and localities they have created. They may for this purpose implement the provisions of the Draft Agreement annexed to the present Convention, with such amendments as they may consider necessary.

The Protecting Powers and the International Committee of the Red Cross are invited to lend their good offices in order to facilitate the institution and recognition of these hospital and safety zones and localities.

ARTICLE 15

Neutralized zones Any Party to the conflict may, either direct or through a neutral State or some humanitarian organization, propose to the adverse Party to establish, in the regions where fighting is taking place, neutralized zones intended to shelter from the effects of war the following persons, without distinction:

- (a) wounded and sick combatants or non-combatants;
- (b) civilian persons who take no part in hostilities, and who, while they reside in the zones, perform no work of a military character.

When the Parties concerned have agreed upon the geographical position, administration, food supply and supervision of the proposed neutralized zone, a written agreement shall be concluded and signed by the representatives of the Parties to the conflict. The agreement shall fix the beginning and the duration of the neutralization of the zone.

ARTICLE 16

Wounded and sick I. General protection The wounded and sick, as well as the infirm, and expectant mothers, shall be the object of particular protection and respect. As far as military considerations allow, each Party to the conflict shall facilitate the steps taken to search for the killed and wounded, to assist the shipwrecked and other persons exposed to grave danger, and to protect them against pillage and ill-treatment.

ARTICLE 17

II. Evacuation The Parties to the conflict shall endeavour to conclude local agreements for the removal from besieged or encircled areas, of wounded, sick, infirm, and aged persons, children and maternity cases, and for the passage of ministers of all religions, medical personnel and medical equipment on their way to such areas.

ARTICLE 18

Civilian hospitals organized to give care to the wounded and sick, the infirm and maternity cases, may in no circumstances be the object of attack but shall at all times be respected and protected by the Parties to the conflict.

States which are Parties to a conflict shall provide all civilian hospitals with certificates showing that they are civilian hospitals and that the buildings which they occupy are not used for any purpose which would deprive these hospitals of protection in accordance with Article 19.

Civilian hospitals shall be marked by means of the emblem provided for in Article 38 of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949, but only if so authorized by the State.

The Parties to the conflict shall, in so far as military considerations permit, take the necessary steps to make the distinctive emblems indicating civilian hospitals clearly visible to the enemy land, air and naval forces in order to obviate the possibility of any hostile action.

In view of the dangers to which hospitals may be exposed by being close to military objectives, it is recommended that such hospitals be situated as far as possible from such objectives.

ARTICLE 19

The protection to which civilian hospitals are entitled shall not cease unless they are used to commit, outside their humanitarian duties, acts harmful to the enemy. Protection may, however, cease only after due warning has been given, naming, in all appropriate cases, a reasonable time limit and after such warning has remained unheeded.

The fact that sick or wounded members of the armed forces are nursed in these hospitals, or the presence of small arms and ammunition taken from such combatants which have not yet been handed to the proper service, shall not be considered to be acts harmful to the enemy.

ARTICLE 20

Persons regularly and solely engaged in the operation and administration of civilian hospitals, including the personnel engaged in the search for, removal and transporting of and caring for wounded and sick civilians, the infirm and maternity cases shall be respected and protected.

III. Protection of hospitals

IV. Discontinuance of protection of hospitals

V. Hospital staff

In occupied territory and in zones of military operations, the above personnel shall be recognisable by means of an identity card certifying their status, bearing the photograph of the holder and embossed with the stamp of the responsible authority, and also by means of a stamped, water-resistant armlet which they shall wear on the left arm while carrying out their duties. This armlet shall be issued by the State and shall bear the emblem provided for in Article 38 of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949.

Other personnel who are engaged in the operation and administration of civilian hospitals shall be entitled to respect and protection and to wear the armlet, as provided in and under the conditions prescribed in this Article, while they are employed on such duties. The identity card shall state the duties on which they are employed.

The management of each hospital shall at all times hold at the disposal of the competent national or occupying authorities an up-to-date list of such personnel.

ARTICLE 21

VI. Land and sea transport
Convoys of vehicles or hospital trains on land or specially provided vessels on sea, conveying wounded and sick civilians, the infirm and maternity cases, shall be respected and protected in the same manner as the hospitals provided for in Article 18, and shall be marked, with the consent of the State, by the display of the distinctive emblem provided for in Article 38 of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949.

ARTICLE 22

VII. Air transport
Aircraft exclusively employed for the removal of wounded and sick civilians, the infirm and maternity cases or for the transport of medical personnel and equipment, shall not be attacked, but shall be respected while flying at heights, times and on routes specifically agreed upon between all the Parties to the conflict concerned.

They may be marked with the distinctive emblem provided for in Article 38 of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949.

Unless agreed otherwise, flights over enemy or enemy occupied territory are prohibited.

Such aircraft shall obey every summons to land. In the event of a landing thus imposed, the aircraft with its occupants may continue its flight after examination, if any.

ARTICLE 23

Each High Contracting Party shall allow the free passage of all consignments of medical and hospital stores and objects necessary for religious worship intended only for civilians of another High Contracting Party, even if the latter is its adversary. It shall likewise permit the free passage of all consignments of essential foodstuffs, clothing and tonics intended for children under fifteen, expectant mothers and maternity cases.

The obligation of a High Contracting Party to allow the free passage of the consignments indicated in the preceding paragraph is subject to the condition that this Party is satisfied that there are no serious reasons for fearing:

- (a) that the consignments may be diverted from their destination,
- (b) that the control may not be effective, or
- (c) that a definite advantage may accrue to the military efforts or economy of the enemy through the substitution of the above-mentioned consignments for goods which would otherwise be provided or produced by the enemy or through the release of such material, services or facilities as would otherwise be required for the production of such goods.

The Power which allows the passage of the consignments indicated in the first paragraph of this Article may make such permission conditional on the distribution to the persons benefited thereby being made under the local supervision of the Protecting Powers.

Such consignments shall be forwarded as rapidly as possible, and the Power which permits their free passage shall have the right to prescribe the technical arrangements under which such passage is allowed.

ARTICLE 24

The Parties to the conflict shall take the necessary measures to ensure that children under fifteen, who are orphaned or are separated from their families as a result of the war, are not left to their own resources, and that their maintenance, the

Consignment of medical supplies, food and clothing.

Measures relating to child welfare

exercise of their religion and their education are facilitated in all circumstances. Their education shall, as far as possible, be entrusted to persons of a similar cultural tradition.

The Parties to the conflict shall facilitate the reception of such children in a neutral country for the duration of the conflict with the consent of the Protecting Power, if any, and under due safeguards for the observance of the principles stated in the first paragraph.

They shall, furthermore, endeavour to arrange for all children under twelve to be identified by the wearing of identity discs, or by some other means.

ARTICLE 25

Family news

All persons in the territory of a Party to the conflict, or in a territory occupied by it, shall be enabled to give news of a strictly personal nature to members of their families, wherever they may be, and to receive news from them. This correspondence shall be forwarded speedily and without undue delay.

If, as a result of circumstances, it becomes difficult or impossible to exchange family correspondence by the ordinary post, the Parties to the conflict concerned shall apply to a neutral intermediary, such as the Central Agency provided for in Article 140, and shall decide in consultation with it how to ensure the fulfilment of their obligations under the best possible conditions, in particular with the cooperation of the National Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun) Societies.

If the Parties to the conflict deem it necessary to restrict family correspondence, such restrictions shall be confined to the compulsory use of standard forms containing twenty-five freely chosen words, and to the limitation of the number of these forms despatched to one each month.

ARTICLE 26

Dispersed families

Each Party to the conflict shall facilitate enquiries made by members of families dispersed owing to the war, with the object of renewing contact with one another and of meeting, if possible. It shall encourage, in particular, the work of organisations engaged on this task provided they are acceptable to it and conform to its security regulations.

PART III

STATUS AND TREATMENT OF PROTECTED PERSONS

SECTION I

PROVISIONS COMMON TO THE TERRITORIES OF THE PARTIES TO THE CONFLICT AND TO OCCUPIED TERRITORIES

ARTICLE 27

Protected persons are entitled, in all circumstances, to respect for their persons, their honour, their family rights, their religious convictions and practices, and their manners and customs. They shall at all times be humanely treated, and shall be protected especially against all acts of violence or threats thereof and against insults and public curiosity.

Women shall be especially protected against any attack on their honour, in particular against rape, enforced prostitution, or any form of indecent assault.

Without prejudice to the provisions relating to their state of health, age and sex, all protected persons shall be treated with the same consideration by the Party to the conflict in whose power they are, without any adverse distinction based, in particular, on race, religion or political opinion.

However, the Parties to the conflict may take such measures of control and security in regard to protected persons as may be necessary as a result of the war.

ARTICLE 28

The presence of a protected person may not be used to render certain points or areas immune from military operations.

ARTICLE 29

The Party to the conflict in whose hands protected persons may be, is responsible for the treatment accorded to them by its agents, irrespective of any individual responsibility which may be incurred.

Treatment
I.
General
observations

II.
Danger
zones

III.
Respon-
sibilities

ARTICLE 30

Application to
Protecting
Powers and
relief
organizations

Protected persons shall have every facility for making application to the Protecting Powers, the International Committee of the Red Cross, the National Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun) Society of the country where they may be, as well as to any organization that might assist them.

These several organizations shall be granted all facilities for that purpose by the authorities, within the bounds set by military or security considerations.

Apart from the visits of the delegates of the Protecting Powers and of the International Committee of the Red Cross, provided for by Article 143, the Detaining or Occupying Powers shall facilitate as much as possible visits to protected persons by the representatives of other organizations whose object is to give spiritual aid or material relief to such persons.

ARTICLE 31

Prohibition of
coercion

No physical or moral coercion shall be exercised against protected persons, in particular to obtain information from them or from third parties.

ARTICLE 32

Prohibition of
corporal
punishment,
torture, etc.

The High Contracting Parties specifically agree that each of them is prohibited from taking any measure of such a character as to cause the physical suffering or extermination of protected persons in their hands. This prohibition applies not only to murder, torture, corporal punishments, mutilation and medical or scientific experiments not necessitated by the medical treatment of a protected person, but also to any other measures of brutality whether applied by civilian or military agents.

ARTICLE 33

Individual
responsibility,
collective
penalties,
pillage,
reprisals

No protected person may be punished for an offence he or she has not personally committed. Collective penalties and likewise all measures of intimidation or of terrorism are prohibited.

Pillage is prohibited.

Reprisals against protected persons and their property are prohibited.

ARTICLE 34

Hostages

The taking of hostages is prohibited.

SECTION II

ALIENS IN THE TERRITORY
OF A PARTY TO THE CONFLICT

ARTICLE 35

All protected persons who may desire to leave the territory at the outset of, or during a conflict, shall be entitled to do so, unless their departure is contrary to the national interests of the State. The applications of such persons to leave shall be decided in accordance with regularly established procedures and the decision shall be taken as rapidly as possible. Those persons permitted to leave may provide themselves with the necessary funds for their journey and take with them a reasonable amount of their effects and articles of personal use.

Right to
leave the
territory

If any such person is refused permission to leave the territory, he shall be entitled to have such refusal reconsidered as soon as possible by an appropriate court or administrative board designated by the Detaining Power for that purpose.

Upon request, representatives of the Protecting Power shall, unless reasons of security prevent it, or the persons concerned object, be furnished with the reasons for refusal of any request for permission to leave the territory and be given, as expeditiously as possible, the names of all persons who have been denied permission to leave.

ARTICLE 36

Departures permitted under the foregoing Article shall be carried out in satisfactory conditions as regards safety, hygiene, sanitation and food. All costs in connection therewith, from the point of exit in the territory of the Detaining Power, shall be borne by the country of destination, or, in the case of accommodation in a neutral country, by the Power whose nationals are benefited. The practical details of such movements may, if necessary, be settled by special agreements between the Powers concerned.

Method of
repatriation

The foregoing shall not prejudice such special agreements as may be concluded between Parties to the conflict concerning the exchange and repatriation of their nationals in enemy hands.

Persons in
confinement

ARTICLE 37

Protected persons who are confined pending proceedings or subject to a sentence involving loss of liberty, shall during their confinement be humanely treated.

As soon as they are released, they may ask to leave the territory in conformity with the foregoing Articles.

ARTICLE 38

Non-
repatriated
persons
I.
General
observations

With the exception of special measures authorised by the present Convention, in particular by Articles 27 and 41 thereof, the situation of protected persons shall continue to be regulated, in principle, by the provisions concerning aliens in time of peace. In any case, the following rights shall be granted to them:

- (1) They shall be enabled to receive the individual or collective relief that may be sent to them.
- (2) They shall, if their state of health so requires, receive medical attention and hospital treatment to the same extent as the nationals of the State concerned.
- (3) They shall be allowed to practise their religion and to receive spiritual assistance from ministers of their faith.
- (4) If they reside in an area particularly exposed to the dangers of war, they shall be authorised to move from that area to the same extent as the nationals of the State concerned.
- (5) Children under fifteen years, pregnant women and mothers of children under seven years shall benefit by any preferential treatment to the same extent as the nationals of the State concerned.

ARTICLE 39

II.
Means of
existence

Protected persons who, as a result of the war, have lost their gainful employment, shall be granted the opportunity to find paid employment. That opportunity shall, subject to security considerations and to the provisions of Article 40, be equal to that enjoyed by the nationals of the Power in whose territory they are.

Where a Party to the conflict applies to a protected person methods of control which result in his being unable to support himself, and especially if such a person is prevented for reasons of security from finding paid employment on reasonable conditions, the said Party shall ensure his support and that of his dependents.

Protected persons may in any case receive allowances from their home country, the Protecting Power, or the relief societies referred to in Article 30.

ARTICLE 40

Protected persons may be compelled to work only to the same extent as nationals of the Party to the conflict in whose territory they are.

If protected persons are of enemy nationality, they may only be compelled to do work which is normally necessary to ensure the feeding, sheltering, clothing, transport and health of human beings and which is not directly related to the conduct of military operations.

In the cases mentioned in the two preceding paragraphs, protected persons compelled to work shall have the benefit of the same working conditions and of the same safeguards as national workers, in particular as regards wages, hours of labour, clothing and equipment, previous training and compensation for occupational accidents and diseases.

If the above provisions are infringed, protected persons shall be allowed to exercise their right of complaint in accordance with Article 30.

ARTICLE 41

Should the Power in whose hands protected persons may be consider the measures of control mentioned in the present Convention to be inadequate, it may not have recourse to any other measure of control more severe than that of assigned residence or internment, in accordance with the provisions of Articles 42 and 43.

In applying the provisions of Article 39, second paragraph, to the cases of persons required to leave their usual places of residence by virtue of a decision placing them in assigned residence elsewhere, the Detaining Power shall be guided as closely as possible by the standards of welfare set forth in Part III, Section IV of this Convention.

ARTICLE 42

The internment or placing in assigned residence of protected persons may be ordered only if the security of the Detaining Power makes it absolutely necessary.

If any person, acting through the representatives of the Protecting Power, voluntarily demands internment, and if his situation renders this step necessary, he shall be interned by the Power in whose hands he may be.

III.
Employment

IV.
Assigned
residence.
Internment

V.
Grounds for
internment or
assigned
residence.
Voluntary
internment

ARTICLE 43

VI.
Procedure

Any protected person who has been interned or placed in assigned residence shall be entitled to have such action reconsidered as soon as possible by an appropriate court or administrative board designated by the Detaining Power for that purpose. If the internment or placing in assigned residence is maintained, the court or administrative board shall periodically, and at least twice yearly, give consideration to his or her case, with a view to the favourable amendment of the initial decision, if circumstances permit.

Unless the protected persons concerned object, the Detaining Power shall, as rapidly as possible, give the Protecting Power the names of any protected persons who have been interned or subjected to assigned residence, or who have been released from internment or assigned residence. The decisions of the courts or boards mentioned in the first paragraph of the present Article shall also, subject to the same conditions, be notified as rapidly as possible to the Protecting Power.

ARTICLE 44

VII.
Refugees

In applying the measures of control mentioned in the present Convention, the Detaining Power shall not treat as enemy aliens exclusively on the basis of their nationality *de jure* of an enemy State, refugees who do not, in fact, enjoy the protection of any government.

ARTICLE 45

VIII.
Transfer to
another Power

Protected persons shall not be transferred to a Power which is not a party to the Convention.

This provision shall in no way constitute an obstacle to the repatriation of protected persons, or to their return to their country of residence after the cessation of hostilities.

Protected persons may be transferred by the Detaining Power only to a Power which is a party to the present Convention and after the Detaining Power has satisfied itself of the willingness and ability of such transferee Power to apply the present Convention. If protected persons are transferred under such circumstances, responsibility for the application of the present Convention rests on the Power accepting them, while they are in its custody. Nevertheless, if that Power fails to carry out the provisions of the present Convention in any important respect, the Power by which the protected persons were transferred shall, upon being so notified by the Protect-

ing Power, take effective measures to correct the situation or shall request the return of the protected persons. Such request must be complied with.

In no circumstances shall a protected person be transferred to a country where he or she may have reason to fear persecution for his or her political opinions or religious beliefs.

The provisions of this Article do not constitute an obstacle to the extradition, in pursuance of extradition treaties concluded before the outbreak of hostilities, of protected persons accused of offences against ordinary criminal law.

ARTICLE 46

In so far as they have not been previously withdrawn, restrictive measures taken regarding protected persons shall be cancelled as soon as possible after the close of hostilities.

Cancellation of
restrictive
measures

Restrictive measures affecting their property shall be cancelled, in accordance with the law of the Detaining Power, as soon as possible after the close of hostilities.

SECTION III

OCCUPIED TERRITORIES

ARTICLE 47

Protected persons who are in occupied territory shall not be deprived, in any case or in any manner whatsoever, of the benefits of the present Convention by any change introduced, as the result of the occupation of a territory, into the institutions or government of the said territory, nor by any agreement concluded between the authorities of the occupied territories and the Occupying Power, nor by any annexation by the latter of the whole or part of the occupied territory.

Inviolability
of rights

ARTICLE 48

Protected persons who are not nationals of the Power whose territory is occupied, may avail themselves of the right to leave the territory subject to the provisions of Article 35, and decisions thereon shall be taken in accordance with the procedure which the Occupying Power shall establish in accordance with the said Article.

Special cases
of repatriation

ARTICLE 49

Deportations,
transfers,
evacuations

Individual or mass forcible transfers, as well as deportations of protected persons from occupied territory to the territory of the Occupying Power or to that of any other country, occupied or not, are prohibited, regardless of their motive.

Nevertheless, the Occupying Power may undertake total or partial evacuation of a given area if the security of the population or imperative military reasons so demand. Such evacuations may not involve the displacement of protected persons outside the bounds of the occupied territory except when for material reasons it is impossible to avoid such displacement. Persons thus evacuated shall be transferred back to their homes as soon as hostilities in the area in question have ceased.

The Occupying Power undertaking such transfers or evacuations shall ensure, to the greatest practicable extent, that proper accommodation is provided to receive the protected persons, that the removals are effected in satisfactory conditions of hygiene, health, safety and nutrition, and that members of the same family are not separated.

The Protecting Power shall be informed of any transfers and evacuations as soon as they have taken place.

The Occupying Power shall not detain protected persons in an area particularly exposed to the dangers of war unless the security of the population or imperative military reasons so demand.

The Occupying Power shall not deport or transfer parts of its own civilian population into the territory it occupies.

ARTICLE 50

Children

The Occupying Power shall, with the cooperation of the national and local authorities, facilitate the proper working of all institutions devoted to the care and education of children.

The Occupying Power shall take all necessary steps to facilitate the identification of children and the registration of their parentage. It may not, in any case, change their personal status, nor enlist them in formations or organizations subordinate to it.

Should the local institutions be inadequate for the purpose, the Occupying Power shall make arrangements for the maintenance and education, if possible by persons of their own nationality, language and religion, of children who are orphaned or separated from their parents as a result of the war and who cannot be adequately cared for by a near relative or friend.

A special section of the Bureau set up in accordance with Article 136 shall be responsible for taking all necessary steps to identify children whose identity is in doubt. Particulars of their parents or other near relatives should always be recorded if available.

The Occupying Power shall not hinder the application of any preferential measures in regard to food, medical care and protection against the effects of war which may have been adopted prior to the occupation in favour of children under fifteen years, expectant mothers, and mothers of children under seven years.

ARTICLE 51

The Occupying Power may not compel protected persons to serve in its armed or auxiliary forces. No pressure or propaganda which aims at securing voluntary enlistment is permitted.

Enlistment.
Labour

The Occupying Power may not compel protected persons to work unless they are over eighteen years of age, and then only on work which is necessary either for the needs of the army of occupation, or for the public utility services, or for the feeding, sheltering, clothing, transportation or health of the population of the occupied country. Protected persons may not be compelled to undertake any work which would involve them in the obligation of taking part in military operations. The Occupying Power may not compel protected persons to employ forcible means to ensure the security of the installations where they are performing compulsory labour.

The work shall be carried out only in the occupied territory where the persons whose services have been requisitioned are. Every such person shall, so far as possible, be kept in his usual place of employment. Workers shall be paid a fair wage and the work shall be proportionate to their physical and intellectual capacities. The legislation in force in the occupied country concerning working conditions, and safeguards as regards, in particular, such matters as wages, hours of work, equipment, preliminary training and compensation for occupational accidents and diseases, shall be applicable to the protected persons assigned to the work referred to in this Article.

In no case shall requisition of labour lead to a mobilization of workers in an organization of a military or semi-military character.

ARTICLE 52

No contract, agreement or regulation shall impair the right of any worker, whether voluntary or not and wherever he may

Protection of
workers

be, to apply to the representatives of the Protecting Power in order to request the said Power's intervention.

All measures aiming at creating unemployment or at restricting the opportunities offered to workers in an occupied territory, in order to induce them to work for the Occupying Power, are prohibited.

ARTICLE 53

Prohibited
destruction

Any destruction by the Occupying Power of real or personal property belonging individually or collectively to private persons, or to the State, or to other public authorities, or to social or cooperative organizations, is prohibited, except where such destruction is rendered absolutely necessary by military operations.

ARTICLE 54

Judges and
public
officials

The Occupying Power may not alter the status of public officials or judges in the occupied territories, or in any way apply sanctions to or take any measures of coercion or discrimination against them, should they abstain from fulfilling their functions for reasons of conscience.

This prohibition does not prejudice the application of the second paragraph of Article 51. It does not affect the right of the Occupying Power to remove public officials from their posts.

ARTICLE 55

Food and
medical
supplies for
the population

To the fullest extent of the means available to it, the Occupying Power has the duty of ensuring the food and medical supplies of the population; it should, in particular, bring in the necessary foodstuffs, medical stores and other articles if the resources of the occupied territory are inadequate.

The Occupying Power may not requisition foodstuffs, articles or medical supplies available in the occupied territory, except for use by the occupation forces and administration personnel, and then only if the requirements of the civilian population have been taken into account. Subject to the provisions of other international Conventions, the Occupying Power shall make arrangements to ensure that fair value is paid for any requisitioned goods.

The Protecting Power shall, at any time, be at liberty to verify the state of the food and medical supplies in occupied territories, except where temporary restrictions are made necessary by imperative military requirements.

ARTICLE 56

To the fullest extent of the means available to it, the Occupying Power has the duty of ensuring and maintaining, with the cooperation of national and local authorities, the medical and hospital establishments and services, public health and hygiene in the occupied territory, with particular reference to the adoption and application of the prophylactic and preventive measures necessary to combat the spread of contagious diseases and epidemics. Medical personnel of all categories shall be allowed to carry out their duties.

Hygiene and
public health

If new hospitals are set up in occupied territory and if the competent organs of the occupied State are not operating there, the occupying authorities shall, if necessary, grant them the recognition provided for in Article 18. In similar circumstances, the occupying authorities shall also grant recognition to hospital personnel and transport vehicles under the provisions of Articles 20 and 21.

In adopting measures of health and hygiene and in their implementation, the Occupying Power shall take into consideration the moral and ethical susceptibilities of the population of the occupied territory.

ARTICLE 57

The Occupying Power may requisition civilian hospitals only temporarily and only in cases of urgent necessity for the care of military wounded and sick, and then on condition that suitable arrangements are made in due time for the care and treatment of the patients and for the needs of the civilian population for hospital accommodation.

Requisition
of hospitals

The material and stores of civilian hospitals cannot be requisitioned so long as they are necessary for the needs of the civilian population.

ARTICLE 58

The Occupying Power shall permit ministers of religion to give spiritual assistance to the members of their religious communities.

Spiritual
assistance

The Occupying Power shall also accept consignments of books and articles required for religious needs and shall facilitate their distribution in occupied territory.

ARTICLE 59

Relief
I.
Collective
relief

If the whole or part of the population of an occupied territory is inadequately supplied, the Occupying Power shall agree to relief schemes on behalf of the said population, and shall facilitate them by all the means at its disposal.

Such schemes, which may be undertaken either by States or by impartial humanitarian organizations such as the International Committee of the Red Cross, shall consist, in particular, of the provision of consignments of foodstuffs, medical supplies and clothing.

All Contracting Parties shall permit the free passage of these consignments and shall guarantee their protection.

A Power granting free passage to consignments on their way to territory occupied by an adverse Party to the conflict shall, however, have the right to search the consignments, to regulate their passage according to prescribed times and routes, and to be reasonably satisfied through the Protecting Power that these consignments are to be used for the relief of the needy population and are not to be used for the benefit of the Occupying Power.

ARTICLE 60

II.
Responsibilities
of the
Occupying
Power

Relief consignments shall in no way relieve the Occupying Power of any of its responsibilities under Articles 55, 56 and 59. The Occupying Power shall in no way whatsoever divert relief consignments from the purpose for which they are intended, except in cases of urgent necessity, in the interests of the population of the occupied territory and with the consent of the Protecting Power.

ARTICLE 61

III.
Distribution

The distribution of the relief consignments referred to in the foregoing Articles shall be carried out with the cooperation and under the supervision of the Protecting Power. This duty may also be delegated, by agreement between the Occupying Power and the Protecting Power, to a neutral Power, to the International Committee of the Red Cross or to any other impartial humanitarian body.

Such consignments shall be exempt in occupied territory from all charges, taxes or customs duties unless these are necessary in the interests of the economy of the territory. The Occupying Power shall facilitate the rapid distribution of these consignments.

All Contracting Parties shall endeavour to permit the transit and transport, free of charge, of such relief consignments on their way to occupied territories.

ARTICLE 62

Subject to imperative reasons of security, protected persons in occupied territories shall be permitted to receive the individual relief consignments sent to them.

IV.
Individual
relief

ARTICLE 63

Subject to temporary and exceptional measures imposed for urgent reasons of security by the Occupying Power :

National Red
Cross and other
relief societies

- (a) recognized National Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun) Societies shall be able to pursue their activities in accordance with Red Cross principles, as defined by the International Red Cross Conferences. Other relief societies shall be permitted to continue their humanitarian activities under similar conditions ;
- (b) the Occupying Power may not require any changes in the personnel or structure of these societies, which would prejudice the aforesaid activities.

The same principles shall apply to the activities and personnel of special organizations of a non-military character, which already exist or which may be established, for the purpose of ensuring the living conditions of the civilian population by the maintenance of the essential public utility services, by the distribution of relief and by the organization of rescues.

ARTICLE 64

The penal laws of the occupied territory shall remain in force, with the exception that they may be repealed or suspended by the Occupying Power in cases where they constitute a threat to its security or an obstacle to the application of the present Convention. Subject to the latter consideration and to the necessity for ensuring the effective administration of justice, the tribunals of the occupied territory shall continue to function in respect of all offences covered by the said laws.

Penal
legislation.
I.
General
observations

The Occupying Power may, however, subject the population of the occupied territory to provisions which are essential to enable the Occupying Power to fulfil its obligations under the present Convention, to maintain the orderly government

of the territory, and to ensure the security of the Occupying Power, of the members and property of the occupying forces or administration, and likewise of the establishments and lines of communication used by them.

ARTICLE 65

II. Publication The penal provisions enacted by the Occupying Power shall not come into force before they have been published and brought to the knowledge of the inhabitants in their own language. The effect of these penal provisions shall not be retroactive.

ARTICLE 66

III. Competent courts In case of a breach of the penal provisions promulgated by it by virtue of the second paragraph of Article 64, the Occupying Power may hand over the accused to its properly constituted, non-political military courts, on condition that the said courts sit in the occupied country. Courts of appeal shall preferably sit in the occupied country.

ARTICLE 67

IV. Applicable provisions The courts shall apply only those provisions of law which were applicable prior to the offence, and which are in accordance with general principles of law, in particular the principle that the penalty shall be proportionate to the offence. They shall take into consideration the fact that the accused is not a national of the Occupying Power.

ARTICLE 68

V. Penalties. Death penalty Protected persons who commit an offence which is solely intended to harm the Occupying Power, but which does not constitute an attempt on the life or limb of members of the occupying forces or administration, nor a grave collective danger, nor seriously damage the property of the occupying forces or administration or the installations used by them, shall be liable to internment or simple imprisonment, provided the duration of such internment or imprisonment is proportionate to the offence committed. Furthermore, internment or imprisonment shall, for such offences, be the only measure adopted for depriving protected persons of liberty. The courts provided for under Article 66 of the present Convention may at their discretion convert a sentence of imprisonment to one of internment for the same period.

The penal provisions promulgated by the Occupying Power in accordance with Articles 64 and 65 may impose the death penalty on a protected person only in cases where the person is guilty of espionage, of serious acts of sabotage against the military installations of the Occupying Power or of intentional offences which have caused the death of one or more persons, provided that such offences were punishable by death under the law of the occupied territory in force before the occupation began.

The death penalty may not be pronounced on a protected person unless the attention of the court has been particularly called to the fact that since the accused is not a national of the Occupying Power, he is not bound to it by any duty of allegiance.

In any case, the death penalty may not be pronounced on a protected person who was under eighteen years of age at the time of the offence.

ARTICLE 69

In all cases the duration of the period during which a protected person accused of an offence is under arrest awaiting trial or punishment shall be deducted from any period of imprisonment awarded.

ARTICLE 70

Protected persons shall not be arrested, prosecuted or convicted by the Occupying Power for acts committed or for opinions expressed before the occupation, or during a temporary interruption thereof, with the exception of breaches of the laws and customs of war.

Nationals of the occupying Power who, before the outbreak of hostilities, have sought refuge in the territory of the occupied State, shall not be arrested, prosecuted, convicted or deported from the occupied territory, except for offences committed after the outbreak of hostilities, or for offences under common law committed before the outbreak of hostilities which, according to the law of the occupied State, would have justified extradition in time of peace.

ARTICLE 71

No sentence shall be pronounced by the competent courts of the Occupying Power except after a regular trial.

Accused persons who are prosecuted by the Occupying Power shall be promptly informed, in writing, in a language which they understand, of the particulars of the charges preferred against them, and shall be brought to trial as rapidly

VI. Deduction from sentence of period spent under arrest

VII. Offences committed before occupation

Penal procedure I. General observations

as possible. The Protecting Power shall be informed of all proceedings instituted by the Occupying Power against protected persons in respect of charges involving the death penalty or imprisonment for two years or more; it shall be enabled, at any time, to obtain information regarding the state of such proceedings. Furthermore, the Protecting Power shall be entitled, on request, to be furnished with all particulars of these and of any other proceedings instituted by the Occupying Power against protected persons.

The notification to the Protecting Power, as provided for in the second paragraph above, shall be sent immediately, and shall in any case reach the Protecting Power three weeks before the date of the first hearing. Unless, at the opening of the trial, evidence is submitted that the provisions of this Article are fully complied with, the trial shall not proceed. The notification shall include the following particulars:

- (a) description of the accused;
- (b) place of residence or detention;
- (c) specification of the charge or charges (with mention of the penal provisions under which it is brought);
- (d) designation of the court which will hear the case;
- (e) place and date of the first hearing.

ARTICLE 72

II. Accused persons shall have the right to present evidence necessary to their defence and may, in particular, call witnesses. They shall have the right to be assisted by a qualified advocate or counsel of their own choice, who shall be able to visit them freely and shall enjoy the necessary facilities for preparing the defence.

Failing a choice by the accused, the Protecting Power may provide him with an advocate or counsel. When an accused person has to meet a serious charge and the Protecting Power is not functioning, the Occupying Power, subject to the consent of the accused, shall provide an advocate or counsel.

Accused persons shall, unless they freely waive such assistance, be aided by an interpreter, both during preliminary investigation and during the hearing in court. They shall have at any time the right to object to the interpreter and to ask for his replacement.

ARTICLE 73

A convicted person shall have the right of appeal provided for by the laws applied by the court. He shall be fully informed of his right to appeal or petition and of the time limit within which he may do so.

The penal procedure provided in the present Section shall apply, as far as it is applicable, to appeals. Where the laws applied by the Court make no provision for appeals, the convicted person shall have the right to petition against the finding and sentence to the competent authority of the Occupying Power.

ARTICLE 74

Representatives of the Protecting Power shall have the right to attend the trial of any protected person, unless the hearing has, as an exceptional measure, to be held *in camera* in the interests of the security of the Occupying Power, which shall then notify the Protecting Power. A notification in respect of the date and place of trial shall be sent to the Protecting Power.

Any judgment involving a sentence of death, or imprisonment for two years or more, shall be communicated, with the relevant grounds, as rapidly as possible to the Protecting Power. The notification shall contain a reference to the notification made under Article 71 and, in the case of sentences of imprisonment, the name of the place where the sentence is to be served. A record of judgments other than those referred to above shall be kept by the court and shall be open to inspection by representatives of the Protecting Power. Any period allowed for appeal in the case of sentences involving the death penalty, or imprisonment of two years or more, shall not run until notification of judgment has been received by the Protecting Power.

ARTICLE 75

In no case shall persons condemned to death be deprived of the right of petition for pardon or reprieve.

No death sentence shall be carried out before the expiration of a period of a least six months from the date of receipt by the Protecting Power of the notification of the final judgment confirming such death sentence, or of an order denying pardon or reprieve.

The six months period of suspension of the death sentence herein prescribed may be reduced in individual cases in circumstances of grave emergency involving an organized threat to

III.
Right of
appeal

IV.
Assistance
by the
Protecting
Power

V.
Death
sentence

the security of the Occupying Power or its forces, provided always that the Protecting Power is notified of such reduction and is given reasonable time and opportunity to make representations to the competent occupying authorities in respect of such death sentences.

ARTICLE 76

Treatment of
detainees

Protected persons accused of offences shall be detained in the occupied country, and if convicted they shall serve their sentences therein. They shall, if possible, be separated from other detainees and shall enjoy conditions of food and hygiene which will be sufficient to keep them in good health, and which will be at least equal to those obtaining in prisons in the occupied country.

They shall receive the medical attention required by their state of health.

They shall also have the right to receive any spiritual assistance which they may require.

Women shall be confined in separate quarters and shall be under the direct supervision of women.

Proper regard shall be paid to the special treatment due to minors.

Protected persons who are detained shall have the right to be visited by delegates of the Protecting Power and of the International Committee of the Red Cross, in accordance with the provisions of Article 143.

Such persons shall have the right to receive at least one relief parcel monthly.

ARTICLE 77

Handing over
of detainees at
the close of
occupation

Protected persons who have been accused of offences or convicted by the courts in occupied territory, shall be handed over at the close of occupation, with the relevant records, to the authorities of the liberated territory.

ARTICLE 78

Security
measures
Internment
and assigned
residence.
Right of
appeal

If the Occupying Power considers it necessary, for imperative reasons of security, to take safety measures concerning protected persons, it may, at the most, subject them to assigned residence or to internment.

Decisions regarding such assigned residence or internment shall be made according to a regular procedure to be prescribed by the Occupying Power in accordance with the provisions of

the present Convention. This procedure shall include the right of appeal for the parties concerned. Appeals shall be decided with the least possible delay. In the event of the decision being upheld, it shall be subject to periodical review, if possible every six months, by a competent body set up by the said Power.

Protected persons made subject to assigned residence and thus required to leave their homes shall enjoy the full benefit of Article 39 of the present Convention.

SECTION IV

REGULATIONS FOR THE TREATMENT
OF INTERNEES

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 79

The Parties to the conflict shall not intern protected persons, except in accordance with the provisions of Articles 41, 42, 43, 68 and 78.

Cases of
internment and
applicable
provisions

ARTICLE 80

Internees shall retain their full civil capacity and shall exercise such attendant rights as may be compatible with their status.

Civil
capacity

ARTICLE 81

Parties to the conflict who intern protected persons shall be bound to provide free of charge for their maintenance, and to grant them also the medical attention required by their state of health.

Maintenance

No deduction from the allowances, salaries or credits due to the internees shall be made for the repayment of these costs.

The Detaining Power shall provide for the support of those dependent on the internees, if such dependents are without adequate means of support or are unable to earn a living.

ARTICLE 82

Grouping of
internees

The Detaining Power shall, as far as possible, accommodate the internees according to their nationality, language and customs. Internees who are nationals of the same country shall not be separated merely because they have different languages.

Throughout the duration of their internment, members of the same family, and in particular parents and children, shall be lodged together in the same place of internment, except when separation of a temporary nature is necessitated for reasons of employment or health or for the purposes of enforcement of the provisions of Chapter IX of the present Section. Internees may request that their children who are left at liberty without parental care shall be interned with them.

Wherever possible, interned members of the same family shall be housed in the same premises and given separate accommodation from other internees, together with facilities for leading a proper family life.

CHAPTER II

PLACES OF INTERNMENT

ARTICLE 83

Location of
places of
internment.
Marking of
camps

The Detaining Power shall not set up places of internment in areas particularly exposed to the dangers of war.

The Detaining Power shall give the enemy Powers, through the intermediary of the Protecting Powers, all useful information regarding the geographical location of places of internment.

Whenever military considerations permit, internment camps shall be indicated by the letters IC, placed so as to be clearly visible in the daytime from the air. The Powers concerned may, however, agree upon any other system of marking. No place other than an internment camp shall be marked as such.

ARTICLE 84

Separate
internment

Internees shall be accommodated and administered separately from prisoners of war and from persons deprived of liberty for any other reason.

ARTICLE 85

Accommoda-
tion, hygiene

The Detaining Power is bound to take all necessary and possible measures to ensure that protected persons shall, from the outset of their internment, be accommodated in buildings or quarters which afford every possible safeguard as regards hygiene and health, and provide efficient protection against the rigours of the climate and the effects of the war. In no case shall permanent places of internment be situated in unhealthy areas or in districts the climate of which is injurious to the internees. In all cases where the district, in which a protected person is temporarily interned, is an unhealthy area or has a climate which is harmful to his health, he shall be removed to a more suitable place of internment as rapidly as circumstances permit.

The premises shall be fully protected from dampness, adequately heated and lighted, in particular between dusk and lights out. The sleeping quarters shall be sufficiently spacious and well ventilated, and the internees shall have suitable bedding and sufficient blankets, account being taken of the climate, and the age, sex, and state of health of the internees.

Internees shall have for their use, day and night, sanitary conveniences which conform to the rules of hygiene, and are constantly maintained in a state of cleanliness. They shall be provided with sufficient water and soap for their daily personal toilet and for washing their personal laundry; installations and facilities necessary for this purpose shall be granted to them. Showers or baths shall also be available. The necessary time shall be set aside for washing and for cleaning.

Whenever it is necessary, as an exceptional and temporary measure, to accommodate women internees who are not members of a family unit in the same place of internment as men, the provision of separate sleeping quarters and sanitary conveniences for the use of such women internees shall be obligatory.

ARTICLE 86

The Detaining Power shall place at the disposal of interned persons, of whatever denomination, premises suitable for the holding of their religious services.

Premises for
religious
services

ARTICLE 87

Canteens shall be installed in every place of internment, except where other suitable facilities are available. Their purpose shall be to enable internees to make purchases, at prices not higher than local market prices, of foodstuffs and

Canteens

articles of everyday use, including soap and tobacco, such as would increase their personal well-being and comfort.

Profits made by canteens shall be credited to a welfare fund to be set up for each place of internment, and administered for the benefit of the internees attached to such place of internment. The Internee Committee provided for in Article 102 shall have the right to check the management of the canteen and of the said fund.

When a place of internment is closed down, the balance of the welfare fund shall be transferred to the welfare fund of a place of internment for internees of the same nationality, or, if such a place does not exist, to a central welfare fund which shall be administered for the benefit of all internees remaining in the custody of the Detaining Power. In case of a general release, the said profits shall be kept by the Detaining Power, subject to any agreement to the contrary between the Powers concerned.

ARTICLE 88

Air raid shelters. Protective measures

In all places of internment exposed to air raids and other hazards of war, shelters adequate in number and structure to ensure the necessary protection shall be installed. In case of alarms, the internees shall be free to enter such shelters as quickly as possible, excepting those who remain for the protection of their quarters against the aforesaid hazards. Any protective measures taken in favour of the population shall also apply to them.

All due precautions must be taken in places of internment against the danger of fire.

CHAPTER III

FOOD AND CLOTHING

ARTICLE 89

Food

Daily food rations for internees shall be sufficient in quantity, quality and variety to keep internees in a good state of health and prevent the development of nutritional deficiencies. Account shall also be taken of the customary diet of the internees.

Internees shall also be given the means by which they can prepare for themselves any additional food in their possession.

Sufficient drinking water shall be supplied to internees. The use of tobacco shall be permitted.

Internees who work shall receive additional rations in proportion to the kind of labour which they perform.

Expectant and nursing mothers and children under fifteen years of age, shall be given additional food, in proportion to their physiological needs.

ARTICLE 90

When taken into custody, internees shall be given all facilities to provide themselves with the necessary clothing, footwear and change of underwear, and later on, to procure further supplies if required. Should any internees not have sufficient clothing, account being taken of the climate, and be unable to procure any, it shall be provided free of charge to them by the Detaining Power.

Clothing

The clothing supplied by the Detaining Power to internees and the outward markings placed on their own clothes shall not be ignominious nor expose them to ridicule.

Workers shall receive suitable working outfits, including protective clothing, whenever the nature of their work so requires.

CHAPTER IV

HYGIENE AND MEDICAL ATTENTION

ARTICLE 91

Every place of internment shall have an adequate infirmary, under the direction of a qualified doctor, where internees may have the attention they require, as well as appropriate diet. Isolation wards shall be set aside for cases of contagious or mental diseases.

Medical attention

Maternity cases and internees suffering from serious diseases, or whose condition requires special treatment, a surgical operation or hospital care, must be admitted to any institution where adequate treatment can be given and shall receive care not inferior to that provided for the general population.

Internees shall, for preference, have the attention of medical personnel of their own nationality.

Internees may not be prevented from presenting themselves to the medical authorities for examination. The medical authorities of the Detaining Power shall, upon request, issue to every

internee who has undergone treatment an official certificate showing the nature of his illness or injury, and the duration and nature of the treatment given. A duplicate of this certificate shall be forwarded to the Central Agency provided for in Article 140.

Treatment, including the provision of any apparatus necessary for the maintenance of internees in good health, particularly dentures and other artificial appliances and spectacles, shall be free of charge to the internee.

ARTICLE 92

Medical inspections

Medical inspections of internees shall be made at least once a month. Their purpose shall be, in particular, to supervise the general state of health, nutrition and cleanliness of internees, and to detect contagious diseases, especially tuberculosis, malaria, and venereal diseases. Such inspections shall include, in particular, the checking of weight of each internee and, at least once a year, radioscopic examination.

CHAPTER V

RELIGIOUS, INTELLECTUAL AND PHYSICAL ACTIVITIES

ARTICLE 93

Religious duties

Internees shall enjoy complete latitude in the exercise of their religious duties, including attendance at the services of their faith, on condition that they comply with the disciplinary routine prescribed by the detaining authorities.

Ministers of religion who are interned shall be allowed to minister freely to the members of their community. For this purpose the Detaining Power shall ensure their equitable allocation amongst the various places of internment in which there are internees speaking the same language and belonging to the same religion. Should such ministers be too few in number, the Detaining Power shall provide them with the necessary facilities, including means of transport, for moving from one place to another, and they shall be authorized to visit any internees who are in hospital. Ministers of religion shall be at

liberty to correspond on matters concerning their ministry with the religious authorities in the country of detention and, as far as possible, with the international religious organizations of their faith. Such correspondence shall not be considered as forming a part of the quota mentioned in Article 107. It shall, however, be subject to the provisions of Article 112.

When internees do not have at their disposal the assistance of ministers of their faith, or should these latter be too few in number, the local religious authorities of the same faith may appoint, in agreement with the Detaining Power, a minister of the internees' faith or, if such a course is feasible from a denominational point of view, a minister of similar religion or a qualified layman. The latter shall enjoy the facilities granted to the ministry he has assumed. Persons so appointed shall comply with all regulations laid down by the Detaining Power in the interests of discipline and security.

ARTICLE 94

The Detaining Power shall encourage intellectual, educational and recreational pursuits, sports and games amongst internees, whilst leaving them free to take part in them or not. It shall take all practicable measures to ensure the exercise thereof, in particular by providing suitable premises.

Recreation, study, sports and games

All possible facilities shall be granted to internees to continue their studies or to take up new subjects. The education of children and young people shall be ensured; they shall be allowed to attend schools either within the place of internment or outside.

Internees shall be given opportunities for physical exercise, sports and outdoor games. For this purpose, sufficient open spaces shall be set aside in all places of internment. Special playgrounds shall be reserved for children and young people.

ARTICLE 95

The Detaining Power shall not employ internees as workers, unless they so desire. Employment which, if undertaken under compulsion by a protected person not in internment, would involve a breach of Articles 40 or 51 of the present Convention, and employment on work which is of a degrading or humiliating character are in any case prohibited.

Working conditions

After a working period of six weeks, internees shall be free to give up work at any moment, subject to eight days' notice.

These provisions constitute no obstacle to the right of the Detaining Power to employ interned doctors, dentists and other medical personnel in their professional capacity on behalf of their fellow internees, or to employ internees for administrative and maintenance work in places of internment and to detail such persons for work in the kitchens or for other domestic tasks, or to require such persons to undertake duties connected with the protection of internees against aerial bombardment or other war risks. No internee may, however, be required to perform tasks for which he is, in the opinion of a medical officer, physically unsuited.

The Detaining Power shall take entire responsibility for all working conditions, for medical attention, for the payment of wages, and for ensuring that all employed internees receive compensation for occupational accidents and diseases. The standards prescribed for the said working conditions and for compensation shall be in accordance with the national laws and regulations, and with the existing practice; they shall in no case be inferior to those obtaining for work of the same nature in the same district. Wages for work done shall be determined on an equitable basis by special agreements between the internees, the Detaining Power, and, if the case arises, employers other than the Detaining Power, due regard being paid to the obligation of the Detaining Power to provide for free maintenance of internees and for the medical attention which their state of health may require. Internees permanently detailed for categories of work mentioned in the third paragraph of this Article, shall be paid fair wages by the Detaining Power. The working conditions and the scale of compensation for occupational accidents and diseases to internees, thus detailed, shall not be inferior to those applicable to work of the same nature in the same district.

ARTICLE 96

Labour detachments

All labour detachments shall remain part of and dependent upon a place of internment. The competent authorities of the Detaining Power and the commandant of a place of internment shall be responsible for the observance in a labour detachment of the provisions of the present Convention. The commandant shall keep an up-to-date list of the labour detachments subordinate to him and shall communicate it to the delegates of the Protecting Power, of the International Committee of the Red Cross and of other humanitarian organisations who may visit the places of internment.

CHAPTER VI

PERSONAL PROPERTY AND FINANCIAL RESOURCES

ARTICLE 97

Internees shall be permitted to retain articles of personal use. Monies, cheques, bonds, etc., and valuables in their possession may not be taken from them except in accordance with established procedure. Detailed receipts shall be given therefor.

Valuables and personal effects

The amounts shall be paid into the account of every internee as provided for in Article 98. Such amounts may not be converted into any other currency unless legislation in force in the territory in which the owner is interned so requires or the internee gives his consent.

Articles which have above all a personal or sentimental value may not be taken away.

A woman internee shall not be searched except by a woman.

On release or repatriation, internees shall be given all articles, monies or other valuables taken from them during internment and shall receive in currency the balance of any credit to their accounts kept in accordance with Article 98, with the exception of any articles or amounts withheld by the Detaining Power by virtue of its legislation in force. If the property of an internee is so withheld, the owner shall receive a detailed receipt.

Family or identity documents in the possession of internees may not be taken away without a receipt being given. At no time shall internees be left without identity documents. If they have none, they shall be issued with special documents drawn up by the detaining authorities, which will serve as their identity papers until the end of their internment.

Internees may keep on their persons a certain amount of money, in cash or in the shape of purchase coupons, to enable them to make purchases.

ARTICLE 98

All internees shall receive regular allowances, sufficient to enable them to purchase goods and articles, such as tobacco, toilet requisites, etc. Such allowances may take the form of credits or purchase coupons.

Financial resources and individual accounts

Furthermore, internees may receive allowances from the Power to which they owe allegiance, the Protecting Powers, the organisations which may assist them, or their families, as

well as the income on their property in accordance with the law of the Detaining Power. The amount of allowances granted by the Power to which they owe allegiance shall be the same for each category of internees (infirm, sick, pregnant women, etc.) but may not be allocated by that Power or distributed by the Detaining Power on the basis of discriminations between internees which are prohibited by Article 27 of the present Convention.

The Detaining Power shall open a regular account for every internee, to which shall be credited the allowances named in the present Article, the wages earned and the remittances received, together with such sums taken from him as may be available under the legislation in force in the territory in which he is interned. Internees shall be granted all facilities consistent with the legislation in force in such territory to make remittances to their families and to other dependants. They may draw from their accounts the amounts necessary for their personal expenses, within the limits fixed by the Detaining Power. They shall at all times be afforded reasonable facilities for consulting and obtaining copies of their accounts. A statement of accounts shall be furnished to the Protecting Power, on request, and shall accompany the internee in case of transfer.

CHAPTER VII

ADMINISTRATION AND DISCIPLINE

ARTICLE 99

Camp
administration.
Posting of the
Convention
and of orders

Every place of internment shall be put under the authority of a responsible officer, chosen from the regular military forces or the regular civil administration of the Detaining Power. The officer in charge of the place of internment must have in his possession a copy of the present Convention in the official language, or one of the official languages, of his country and shall be responsible for its application. The staff in control of internees shall be instructed in the provisions of the present Convention and of the administrative measures adopted to ensure its application.

The text of the present Convention and the texts of special agreements concluded under the said Convention shall be posted inside the place of internment, in a language which the internees understand, or shall be in the possession of the Internee Committee.

Regulations, orders, notices and publications of every kind shall be communicated to the internees and posted inside the places of internment, in a language which they understand.

Every order and command addressed to internees individually must, likewise, be given in a language which they understand.

ARTICLE 100

The disciplinary regime in places of internment shall be consistent with humanitarian principles, and shall in no circumstances include regulations imposing on internees any physical exertion dangerous to their health or involving physical or moral victimization. Identification by tattooing or imprinting signs or markings on the body, is prohibited.

In particular, prolonged standing and roll-calls, punishment drill, military drill and manœuvres, or the reduction of food rations, are prohibited.

General
discipline

ARTICLE 101

Internees shall have the right to present to the authorities in whose power they are, any petition with regard to the conditions of internment to which they are subjected.

They shall also have the right to apply without restriction through the Internee Committee or, if they consider it necessary, direct to the representatives of the Protecting Power, in order to indicate to them any points on which they may have complaints to make with regard to the conditions of internment.

Such petitions and complaints shall be transmitted forthwith and without alteration, and even if the latter are recognized to be unfounded, they may not occasion any punishment.

Periodic reports on the situation in places of internment and as to the needs of the internees may be sent by the Internee Committees to the representatives of the Protecting Powers.

Complaints
and petitions

ARTICLE 102

In every place of internment, the internees shall freely elect by secret ballot every six months, the members of a Committee empowered to represent them before the Detaining and the Protecting Powers, the International Committee of the Red Cross and any other organization which may assist them. The members of the Committee shall be eligible for re-election.

Internees so elected shall enter upon their duties after their election has been approved by the detaining authorities. The reasons for any refusals or dismissals shall be communicated to the Protecting Powers concerned.

Internee
committees
I.
Election of
members

ARTICLE 103

II. Duties The Internee Committees shall further the physical, spiritual and intellectual well-being of the internees.

In case the internees decide, in particular, to organise a system of mutual assistance amongst themselves, this organisation would be within the competence of the Committees in addition to the special duties entrusted to them under other provisions of the present Convention.

ARTICLE 104

III. Prerogatives Members of Internee Committees shall not be required to perform any other work, if the accomplishment of their duties is rendered more difficult thereby.

Members of Internee Committees may appoint from amongst the internees such assistants as they may require. All material facilities shall be granted to them, particularly a certain freedom of movement necessary for the accomplishment of their duties (visits to labour detachments, receipt of supplies, etc.).

All facilities shall likewise be accorded to members of Internee Committees for communication by post and telegraph with the detaining authorities, the Protecting Powers, the International Committee of the Red Cross and their delegates, and with the organizations which give assistance to internees. Committee members in labour detachments shall enjoy similar facilities for communication with their Internee Committee in the principal place of internment. Such communications shall not be limited, nor considered as forming a part of the quota mentioned in Article 107.

Members of Internee Committees who are transferred shall be allowed a reasonable time to acquaint their successors with current affairs.

CHAPTER VIII

RELATIONS WITH THE EXTERIOR

ARTICLE 105

Notification of measures taken Immediately upon interning protected persons, the Detaining Powers shall inform them, the Power to which they owe allegiance and their Protecting Power of the measures taken for executing the provisions of the present Chapter. The Detaining Powers shall likewise inform the Parties concerned of any subsequent modifications of such measures.

ARTICLE 106

As soon as he is interned, or at the latest not more than one week after his arrival in a place of internment, and likewise in cases of sickness or transfer to another place of internment or to a hospital, every internee shall be enabled to send direct to his family, on the one hand, and to the Central Agency provided for by Article 140, on the other, an internment card similar, if possible, to the model annexed to the present Convention, informing his relatives of his detention, address and state of health. The said cards shall be forwarded as rapidly as possible and may not be delayed in any way.

Internment card

ARTICLE 107

Internees shall be allowed to send and receive letters and cards. If the Detaining Power deems it necessary to limit the number of letters and cards sent by each internee, the said number shall not be less than two letters and four cards monthly; these shall be drawn up so as to conform as closely as possible to the models annexed to the present Convention. If limitations must be placed on the correspondence addressed to internees, they may be ordered only by the Power to which such internees owe allegiance, possibly at the request of the Detaining Power. Such letters and cards must be conveyed with reasonable despatch; they may not be delayed or retained for disciplinary reasons.

Correspondence

Internees who have been a long time without news, or who find it impossible to receive news from their relatives, or to give them news by the ordinary postal route, as well as those who are at a considerable distance from their homes, shall be allowed to send telegrams, the charges being paid by them in the currency at their disposal. They shall likewise benefit by this provision in cases which are recognized to be urgent.

As a rule, internees' mail shall be written in their own language. The Parties to the conflict may authorize correspondence in other languages.

ARTICLE 108

Internees shall be allowed to receive, by post or by any other means, individual parcels or collective shipments containing in particular foodstuffs, clothing, medical supplies, as well as books and objects of a devotional, educational or recreational character which may meet their needs. Such shipments shall in no way free the Detaining Power from the

Relief shipments I. General principles

obligations imposed upon it by virtue of the present Convention.

Should military necessity require the quantity of such shipments to be limited, due notice thereof shall be given to the Protecting Power and to the International Committee of the Red Cross, or to any other organization giving assistance to the internees and responsible for the forwarding of such shipments.

The conditions for the sending of individual parcels and collective shipments shall, if necessary, be the subject of special agreements between the Powers concerned, which may in no case delay the receipt by the internees of relief supplies. Parcels of clothing and foodstuffs may not include books. Medical relief supplies shall, as a rule, be sent in collective parcels.

ARTICLE 109

II. In the absence of special agreements between Parties to the conflict regarding the conditions for the receipt and distribution of collective relief shipments, the regulations concerning collective relief which are annexed to the present Convention shall be applied.

The special agreements provided for above shall in no case restrict the right of Internee Committees to take possession of collective relief shipments intended for internees, to undertake their distribution and to dispose of them in the interests of the recipients.

Nor shall such agreements restrict the right of representatives of the Protecting Powers, the International Committee of the Red Cross, or any other organization giving assistance to internees and responsible for the forwarding of collective shipments, to supervise their distribution to the recipients.

ARTICLE 110

III. All relief shipments for internees shall be exempt from import, customs and other dues.

All matter sent by mail, including relief parcels sent by parcel post and remittances of money, addressed from other countries to internees or despatched by them through the post office, either direct or through the Information Bureaux provided for in Article 136 and the Central Information Agency provided for in Article 140, shall be exempt from all postal dues both in the countries of origin and destination and in intermediate countries. To this effect, in particular, the exemption provided by the Universal Postal Convention of 1947

and by the agreements of the Universal Postal Union in favour of civilians of enemy nationality detained in camps or civilian prisons, shall be extended to the other interned persons protected by the present Convention. The countries not signatory to the above-mentioned agreements shall be bound to grant freedom from charges in the same circumstances.

The cost of transporting relief shipments which are intended for internees and which, by reason of their weight or any other cause, cannot be sent through the post office, shall be borne by the Detaining Power in all the territories under its control. Other Powers which are Parties to the present Convention shall bear the cost of transport in their respective territories.

Costs connected with the transport of such shipments, which are not covered by the above paragraphs, shall be charged to the senders.

The High Contracting Parties shall endeavour to reduce, so far as possible, the charges for telegrams sent by internees, or addressed to them.

ARTICLE 111

Should military operations prevent the Powers concerned from fulfilling their obligation to ensure the conveyance of the mail and relief shipments provided for in Articles 106, 107, 108 and 113, the Protecting Powers concerned, the International Committee of the Red Cross or any other organization duly approved by the Parties to the conflict may undertake to ensure the conveyance of such shipments by suitable means (rail, motor vehicles, vessels or aircraft, etc.). For this purpose, the High Contracting Parties shall endeavour to supply them with such transport, and to allow its circulation, especially by granting the necessary safe-conducts.

Such transport may also be used to convey :

- (a) correspondence, lists and reports exchanged between the Central Information Agency referred to in Article 140 and the National Bureaux referred to in Article 136 ;
- (b) correspondence and reports relating to internees which the Protecting Powers, the International Committee of the Red Cross or any other organization assisting the internees exchange either with their own delegates or with the Parties to the conflict.

These provisions in no way detract from the right of any Party to the conflict to arrange other means of transport if it should so prefer, nor preclude the granting of safe-conducts, under mutually agreed conditions, to such means of transport.

Special means
of transport

The costs occasioned by the use of such means of transport shall be borne, in proportion to the importance of the shipments, by the Parties to the conflict whose nationals are benefited thereby.

ARTICLE II2

Censorship and examination

The censoring of correspondence addressed to internees or despatched by them shall be done as quickly as possible.

The examination of consignments intended for internees shall not be carried out under conditions that will expose the goods contained in them to deterioration. It shall be done in the presence of the addressee, or of a fellow-internee duly delegated by him. The delivery to internees of individual or collective consignments shall not be delayed under the pretext of difficulties of censorship.

Any prohibition of correspondence ordered by the Parties to the conflict either for military or political reasons, shall be only temporary and its duration shall be as short as possible.

ARTICLE II3

Execution and transmission of legal documents

The Detaining Powers shall provide all reasonable facilities for the transmission, through the Protecting Power or the Central Agency provided for in Article 140, or as otherwise required, of wills, powers of attorney, letters of authority, or any other documents intended for internees or despatched by them.

In all cases the Detaining Powers shall facilitate the execution and authentication in due legal form of such documents on behalf of internees, in particular by allowing them to consult a lawyer.

ARTICLE II4

Management of property

The Detaining Power shall afford internees all facilities to enable them to manage their property, provided this is not incompatible with the conditions of internment and the law which is applicable. For this purpose, the said Power may give them permission to leave the place of internment in urgent cases and if circumstances allow.

ARTICLE II5

Facilities for preparation and conduct of cases

In all cases where an internee is a party to proceedings in any court, the Detaining Power shall, if he so requests, cause the court to be informed of his detention and shall, within legal limits, ensure that all necessary steps are taken to prevent

him from being in any way prejudiced, by reason of his internment, as regards the preparation and conduct of his case or as regards the execution of any judgment of the court.

ARTICLE II6

Every internee shall be allowed to receive visitors, especially near relatives, at regular intervals and as frequently as possible.

Visits

As far as is possible, internees shall be permitted to visit their homes in urgent cases, particularly in cases of death or serious illness of relatives.

CHAPTER IX

PENAL AND DISCIPLINARY SANCTIONS

ARTICLE II7

Subject to the provisions of the present Chapter, the laws in force in the territory in which they are detained will continue to apply to internees who commit offences during internment.

General provisions. Applicable legislation

If general laws, regulations or orders declare acts committed by internees to be punishable, whereas the same acts are not punishable when committed by persons who are not internees, such acts shall entail disciplinary punishments only.

No internee may be punished more than once for the same act, or on the same count.

ARTICLE II8

The courts or authorities shall in passing sentence take as far as possible into account the fact that the defendant is not a national of the Detaining Power. They shall be free to reduce the penalty prescribed for the offence with which the internee is charged and shall not be obliged, to this end, to apply the minimum sentence prescribed.

Penalties

Imprisonment in premises without daylight, and, in general, all forms of cruelty without exception are forbidden.

Internees who have served disciplinary or judicial sentences shall not be treated differently from other internees.

The duration of preventive detention undergone by an internee shall be deducted from any disciplinary or judicial penalty involving confinement to which he may be sentenced.

Internee Committees shall be informed of all judicial proceedings instituted against internees whom they represent, and of their result.

ARTICLE 119

Disciplinary
punishments

The disciplinary punishments applicable to internees shall be the following:

- (1) A fine which shall not exceed 50 per cent of the wages which the internee would otherwise receive under the provisions of Article 95 during a period of not more than thirty days.
- (2) Discontinuance of privileges granted over and above the treatment provided for by the present Convention.
- (3) Fatigue duties, not exceeding two hours daily, in connection with the maintenance of the place of internment.
- (4) Confinement.

In no case shall disciplinary penalties be inhuman, brutal or dangerous for the health of internees. Account shall be taken of the internee's age, sex and state of health.

The duration of any single punishment shall in no case exceed a maximum of thirty consecutive days, even if the internee is answerable for several breaches of discipline when his case is dealt with, whether such breaches are connected or not.

ARTICLE 120

Escapes

Internees who are recaptured after having escaped or when attempting to escape, shall be liable only to disciplinary punishment in respect of this act, even if it is a repeated offence.

Article 118, paragraph 3, notwithstanding, internees punished as a result of escape or attempt to escape, may be subjected to special surveillance, on condition that such surveillance does not affect the state of their health, that it is exercised in a place of internment and that it does not entail the abolition of any of the safeguards granted by the present Convention.

Internees who aid and abet an escape or attempt to escape, shall be liable on this count to disciplinary punishment only.

ARTICLE 121

Connected
offences

Escape, or attempt to escape, even if it is a repeated offence, shall not be deemed an aggravating circumstance in cases where an internee is prosecuted for offences committed during his escape.

The Parties to the conflict shall ensure that the competent authorities exercise leniency in deciding whether punishment inflicted for an offence shall be of a disciplinary or judicial nature, especially in respect of acts committed in connection with an escape, whether successful or not.

ARTICLE 122

Acts which constitute offences against discipline shall be investigated immediately. This rule shall be applied, in particular, in cases of escape or attempt to escape. Recaptured internees shall be handed over to the competent authorities as soon as possible.

In case of offences against discipline, confinement awaiting trial shall be reduced to an absolute minimum for all internees, and shall not exceed fourteen days. Its duration shall in any case be deducted from any sentence of confinement.

The provisions of Articles 124 and 125 shall apply to internees who are in confinement awaiting trial for offences against discipline.

ARTICLE 123

Without prejudice to the competence of courts and higher authorities, disciplinary punishment may be ordered only by the commandant of the place of internment, or by a responsible officer or official who replaces him, or to whom he has delegated his disciplinary powers.

Before any disciplinary punishment is awarded, the accused internee shall be given precise information regarding the offences of which he is accused, and given an opportunity of explaining his conduct and of defending himself. He shall be permitted, in particular, to call witnesses and to have recourse, if necessary, to the services of a qualified interpreter. The decision shall be announced in the presence of the accused and of a member of the Internee Committee.

The period elapsing between the time of award of a disciplinary punishment and its execution shall not exceed one month.

When an internee is awarded a further disciplinary punishment, a period of at least three days shall elapse between the execution of any two of the punishments, if the duration of one of these is ten days or more.

A record of disciplinary punishments shall be maintained by the commandant of the place of internment and shall be open to inspection by representatives of the Protecting Power.

Investigations.
Confinement
awaiting
hearing

Competent
authorities.
Procedure

ARTICLE 124

Premises for disciplinary punishments

Internees shall not in any case be transferred to penitentiary establishments (prisons, penitentiaries, convict prisons, etc.) to undergo disciplinary punishment therein.

The premises in which disciplinary punishments are undergone shall conform to sanitary requirements; they shall in particular be provided with adequate bedding. Internees undergoing punishment shall be enabled to keep themselves in a state of cleanliness.

Women internees undergoing disciplinary punishment shall be confined in separate quarters from male internees and shall be under the immediate supervision of women.

ARTICLE 125

Essential safeguards

Internees awarded disciplinary punishment shall be allowed to exercise and to stay in the open air at least two hours daily.

They shall be allowed, if they so request, to be present at the daily medical inspections. They shall receive the attention which their state of health requires and, if necessary, shall be removed to the infirmary of the place of internment or to a hospital.

They shall have permission to read and write, likewise to send and receive letters. Parcels and remittances of money, however, may be withheld from them until the completion of their punishment; such consignments shall meanwhile be entrusted to the Internee Committee, who will hand over to the infirmary the perishable goods contained in the parcels.

No internee given a disciplinary punishment may be deprived of the benefit of the provisions of Articles 107 and 143 of the present Convention.

ARTICLE 126

Provisions applicable to judicial proceedings

The provisions of Articles 71 to 76 inclusive shall apply, by analogy, to proceedings against internees who are in the national territory of the Detaining Power.

CHAPTER X

TRANSFERS OF INTERNEES

ARTICLE 127

Conditions

The transfer of internees shall always be effected humanely. As a general rule, it shall be carried out by rail or other means of transport, and under conditions at least equal to those obtain-

ing for the forces of the Detaining Power in their changes of station. If as an exceptional measure such removals have to be effected on foot, they may not take place unless the internees are in a fit state of health, and may not in any case expose them to excessive fatigue.

The Detaining Power shall supply internees during transfer with drinking water and food sufficient in quantity, quality and variety to maintain them in good health, and also with the necessary clothing, adequate shelter and the necessary medical attention. The Detaining Power shall take all suitable precautions to ensure their safety during transfer, and shall establish before their departure a complete list of all internees transferred.

Sick, wounded or infirm internees and maternity cases shall not be transferred if the journey would be seriously detrimental to them, unless their safety imperatively so demands.

If the combat zone draws close to a place of internment, the internees in the said place shall not be transferred unless their removal can be carried out in adequate conditions of safety, or unless they are exposed to greater risks by remaining on the spot than by being transferred.

When making decisions regarding the transfer of internees, the Detaining Power shall take their interests into account and, in particular, shall not do anything to increase the difficulties of repatriating them or returning them to their own homes.

ARTICLE 128

In the event of transfer, internees shall be officially advised of their departure and of their new postal address. Such notification shall be given in time for them to pack their luggage and inform their next of kin.

They shall be allowed to take with them their personal effects, and the correspondence and parcels which have arrived for them. The weight of such baggage may be limited if the conditions of transfer so require, but in no case to less than twenty-five kilograms per internee.

Mail and parcels addressed to their former place of internment shall be forwarded to them without delay.

The commandant of the place of internment shall take, in agreement with the Internee Committee, any measures needed to ensure the transport of the internees' community property and of the luggage the internees are unable to take with them in consequence of restrictions imposed by virtue of the second paragraph.

Method

CHAPTER XI

DEATHS

ARTICLE 129

Wills. Death
certificates

The wills of internees shall be received for safe-keeping by the responsible authorities; and in the event of the death of an internee his will shall be transmitted without delay to a person whom he has previously designated.

Deaths of internees shall be certified in every case by a doctor, and a death certificate shall be made out, showing the causes of death and the conditions under which it occurred.

An official record of the death, duly registered, shall be drawn up in accordance with the procedure relating thereto in force in the territory where the place of internment is situated, and a duly certified copy of such record shall be transmitted without delay to the Protecting Power as well as to the Central Agency referred to in Article 140.

ARTICLE 130

Burial.
Cremation

The detaining authorities shall ensure that internees who die while interned are honourably buried, if possible according to the rites of the religion to which they belonged and that their graves are respected, properly maintained, and marked in such a way that they can always be recognized.

Deceased internees shall be buried in individual graves unless unavoidable circumstances require the use of collective graves. Bodies may be cremated only for imperative reasons of hygiene, on account of the religion of the deceased or in accordance with his expressed wish to this effect. In case of cremation, the fact shall be stated and the reasons given in the death certificate of the deceased. The ashes shall be retained for safe-keeping by the detaining authorities and shall be transferred as soon as possible to the next of kin on their request.

As soon as circumstances permit, and not later than the close of hostilities, the Detaining Power shall forward lists of graves of deceased internees to the Powers on whom deceased internees depended, through the Information Bureaux provided for in Article 136. Such lists shall include all particulars necessary for the identification of the deceased internees, as well as the exact location of their graves.

ARTICLE 131

Every death or serious injury of an internee, caused or suspected to have been caused by a sentry, another internee or any other person, as well as any death the cause of which is unknown, shall be immediately followed by an official enquiry by the Detaining Power.

A communication on this subject shall be sent immediately to the Protecting Power. The evidence of any witnesses shall be taken, and a report including such evidence shall be prepared and forwarded to the said Protecting Power.

If the enquiry indicates the guilt of one or more persons, the Detaining Power shall take all necessary steps to ensure the prosecution of the person or persons responsible.

Internees
killed or
injured in
special
circumstances

CHAPTER XII

RELEASE, REPATRIATION AND ACCOMMODATION IN NEUTRAL COUNTRIES

ARTICLE 132

Each interned person shall be released by the Detaining Power as soon as the reasons which necessitated his internment no longer exist.

The Parties to the conflict shall, moreover, endeavour during the course of hostilities, to conclude agreements for the release, the repatriation, the return to places of residence or the accommodation in a neutral country of certain classes of internees, in particular children, pregnant women and mothers with infants and young children, wounded and sick, and internees who have been detained for a long time.

ARTICLE 133

Internment shall cease as soon as possible after the close of hostilities.

Internees in the territory of a Party to the conflict against whom penal proceedings are pending for offences not exclusively subject to disciplinary penalties, may be detained until the close of such proceedings and, if circumstances require, until the completion of the penalty. The same shall apply to internees who have been previously sentenced to a punishment depriving them of liberty.

By agreement between the Detaining Power and the Powers concerned, committees may be set up after the close of hostili-

During
hostilities or
occupation

After the close
of hostilities

ties, or of the occupation of territories, to search for dispersed internees.

ARTICLE 134

Repatriation
and return to
last place of
residence

The High Contracting Parties shall endeavour, upon the close of hostilities or occupation, to ensure the return of all internees to their last place of residence, or to facilitate their repatriation.

ARTICLE 135

Costs

The Detaining Power shall bear the expense of returning released internees to the places where they were residing when interned, or, if it took them into custody while they were in transit or on the high seas, the cost of completing their journey or of their return to their point of departure.

Where a Detaining Power refuses permission to reside in its territory to a released internee who previously had his permanent domicile therein, such Detaining Power shall pay the cost of the said internee's repatriation. If, however, the internee elects to return to his country on his own responsibility or in obedience to the Government of the Power to which he owes allegiance, the Detaining Power need not pay the expenses of his journey beyond the point of his departure from its territory. The Detaining Power need not pay the cost of repatriation of an internee who was interned at his own request.

If internees are transferred in accordance with Article 45, the transferring and receiving Powers shall agree on the portion of the above costs to be borne by each.

The foregoing shall not prejudice such special agreements as may be concluded between Parties to the conflict concerning the exchange and repatriation of their nationals in enemy hands.

SECTION V

INFORMATION BUREAUX AND CENTRAL AGENCY

ARTICLE 136

National
Bureaux

Upon the outbreak of a conflict and in all cases of occupation, each of the Parties to the conflict shall establish an official Information Bureau responsible for receiving and transmitting information in respect of the protected persons who are in its power.

Each of the Parties to the conflict shall, within the shortest possible period, give its Bureau information of any measure taken by it concerning any protected persons who are kept in custody for more than two weeks, who are subjected to assigned residence or who are interned. It shall, furthermore, require its various departments concerned with such matters to provide the aforesaid Bureau promptly with information concerning all changes pertaining to these protected persons, as, for example, transfers, releases, repatriations, escapes, admittances to hospitals, births and deaths.

ARTICLE 137

Each national Bureau shall immediately forward information concerning protected persons by the most rapid means to the Powers of whom the aforesaid persons are nationals, or to Powers in whose territory they resided, through the intermediary of the Protecting Powers and likewise through the Central Agency provided for in Article 140. The Bureaux shall also reply to all enquiries which may be received regarding protected persons.

Information Bureaux shall transmit information concerning a protected person unless its transmission might be detrimental to the person concerned or to his or her relatives. Even in such a case, the information may not be withheld from the Central Agency which, upon being notified of the circumstances, will take the necessary precautions indicated in Article 140.

All communications in writing made by any Bureau shall be authenticated by a signature or a seal.

ARTICLE 138

The information received by the national Bureau and transmitted by it shall be of such a character as to make it possible to identify the protected person exactly and to advise his next of kin quickly. The information in respect of each person shall include at least his surname, first names, place and date of birth, nationality, last residence and distinguishing characteristics, the first name of the father and the maiden name of the mother, the date, place and nature of the action taken with regard to the individual, the address at which correspondence may be sent to him and the name and address of the person to be informed.

Likewise, information regarding the state of health of internees who are seriously ill or seriously wounded shall be supplied regularly and if possible every week.

Transmission
of information

Particulars
required

ARTICLE 139

Forwarding of personal valuables

Each national Information Bureau shall, furthermore, be responsible for collecting all personal valuables left by protected persons mentioned in Article 136, in particular those who have been repatriated or released, or who have escaped or died ; it shall forward the said valuables to those concerned, either direct, or, if necessary, through the Central Agency. Such articles shall be sent by the Bureau in sealed packets which shall be accompanied by statements giving clear and full identity particulars of the person to whom the articles belonged, and by a complete list of the contents of the parcel. Detailed records shall be maintained of the receipt and despatch of all such valuables.

ARTICLE 140

Central Agency

A Central Information Agency for protected persons, in particular for internees, shall be created in a neutral country. The International Committee of the Red Cross shall, if it deems necessary, propose to the Powers concerned the organization of such an Agency, which may be the same as that provided for in Article 123 of the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of August 12, 1949.

The function of the Agency shall be to collect all information of the type set forth in Article 136 which it may obtain through official or private channels and to transmit it as rapidly as possible to the countries of origin or of residence of the persons concerned, except in cases where such transmissions might be detrimental to the persons whom the said information concerns, or to their relatives. It shall receive from the Parties to the conflict all reasonable facilities for effecting such transmissions.

The High Contracting Parties, and in particular those whose nationals benefit by the services of the Central Agency, are requested to give the said Agency the financial aid it may require.

The foregoing provisions shall in no way be interpreted as restricting the humanitarian activities of the International Committee of the Red Cross and of the relief Societies described in Article 142.

ARTICLE 141

Exemption from charges

The national Information Bureaux and the Central Information Agency shall enjoy free postage for all mail, likewise the exemptions provided for in Article 110, and further, so far as possible, exemption from telegraphic charges or, at least, greatly reduced rates.

PART IV

EXECUTION OF THE CONVENTION

SECTION I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 142

Subject to the measures which the Detaining Powers may consider essential to ensure their security or to meet any other reasonable need, the representatives of religious organizations, relief societies, or any other organizations assisting the protected persons, shall receive from these Powers, for themselves or their duly accredited agents, all facilities for visiting the protected persons, for distributing relief supplies and material from any source, intended for educational, recreational or religious purposes, or for assisting them in organizing their leisure time within the places of internment. Such societies or organizations may be constituted in the territory of the Detaining Power, or in any other country, or they may have an international character.

Relief societies and other organizations

The Detaining Power may limit the number of societies and organizations whose delegates are allowed to carry out their activities in its territory and under its supervision, on condition, however, that such limitation shall not hinder the supply of effective and adequate relief to all protected persons.

The special position of the International Committee of the Red Cross in this field shall be recognized and respected at all times.

ARTICLE 143

Representatives or delegates of the Protecting Powers shall have permission to go to all places where protected persons are, particularly to places of internment, detention and work.

Supervision

They shall have access to all premises occupied by protected persons and shall be able to interview the latter without witnesses, personally or through an interpreter.

Such visits may not be prohibited except for reasons of imperative military necessity, and then only as an exceptional and temporary measure. Their duration and frequency shall not be restricted.

Such representatives and delegates shall have full liberty to select the places they wish to visit. The Detaining or Occupying Power, the Protecting Power and when occasion arises the Power of origin of the persons to be visited, may agree that compatriots of the internees shall be permitted to participate in the visits.

The delegates of the International Committee of the Red Cross shall also enjoy the above prerogatives. The appointment of such delegates shall be submitted to the approval of the Power governing the territories where they will carry out their duties.

ARTICLE 144

Dissemination
of the
Convention

The High Contracting Parties undertake, in time of peace as in time of war, to disseminate the text of the present Convention as widely as possible in their respective countries, and, in particular, to include the study thereof in their programmes of military and, if possible, civil instruction, so that the principles thereof may become known to the entire population.

Any civilian, military, police or other authorities, who in time of war assume responsibilities in respect of protected persons, must possess the text of the Convention and be specially instructed as to its provisions.

ARTICLE 145

Translations.
Rules of
application

The High Contracting Parties shall communicate to one another through the Swiss Federal Council and, during hostilities, through the Protecting Powers, the official translations of the present Convention, as well as the laws and regulations which they may adopt to ensure the application thereof.

ARTICLE 146

Penal
sanctions
I.
General
observations

The High Contracting Parties undertake to enact any legislation necessary to provide effective penal sanctions for persons committing, or ordering to be committed, any of the grave breaches of the present Convention defined in the following Article.

Each High Contracting Party shall be under the obligation to search for persons alleged to have committed, or to have ordered to be committed, such grave breaches, and shall bring such persons, regardless of their nationality, before its own courts. It may also, if it prefers, and in accordance with the provisions of its own legislation, hand such persons over for

trial to another High Contracting Party concerned, provided such High Contracting Party has made out a *prima facie* case.

Each High Contracting Party shall take measures necessary for the suppression of all acts contrary to the provisions of the present Convention other than the grave breaches defined in the following Article.

In all circumstances, the accused persons shall benefit by safeguards of proper trial and defence, which shall not be less favourable than those provided by Article 105 and those following of the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of August 12, 1949.

ARTICLE 147

Grave breaches to which the preceding Article relates shall be those involving any of the following acts, if committed against persons or property protected by the present Convention: wilful killing, torture or inhuman treatment, including biological experiments, wilfully causing great suffering or serious injury to body or health, unlawful deportation or transfer or unlawful confinement of a protected person, compelling a protected person to serve in the forces of a hostile Power, or wilfully depriving a protected person of the rights of fair and regular trial prescribed in the present Convention, taking of hostages and extensive destruction and appropriation of property, not justified by military necessity and carried out unlawfully and wantonly.

II.
Grave
breaches

ARTICLE 148

No High Contracting Party shall be allowed to absolve itself or any other High Contracting Party of any liability incurred by itself or by another High Contracting Party in respect of breaches referred to in the preceding Article.

III.
Responsi-
bilities of the
Contracting
Parties

ARTICLE 149

At the request of a Party to the conflict, an enquiry shall be instituted, in a manner to be decided between the interested Parties, concerning any alleged violation of the Convention.

If agreement has not been reached concerning the procedure for the enquiry, the Parties should agree on the choice of an umpire who will decide upon the procedure to be followed.

Once the violation has been established, the Parties to the conflict shall put an end to it and shall repress it with the least possible delay.

Enquiry
procedure

SECTION II

FINAL PROVISIONS

ARTICLE 150

Languages The present Convention is established in English and in French. Both texts are equally authentic.

The Swiss Federal Council shall arrange for official translations of the Convention to be made in the Russian and Spanish languages.

ARTICLE 151

Signature The present Convention, which bears the date of this day, is open to signature until February 12, 1950, in the name of the Powers represented at the Conference which opened at Geneva on April 21, 1949.

ARTICLE 152

Ratification The present Convention shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be deposited at Berne.

A record shall be drawn up of the deposit of each instrument of ratification and certified copies of this record shall be transmitted by the Swiss Federal Council to all the Powers in whose name the Convention has been signed, or whose accession has been notified.

ARTICLE 153

Coming into force The present Convention shall come into force six months after not less than two instruments of ratification have been deposited.

Thereafter, it shall come into force for each High Contracting Party six months after the deposit of the instrument of ratification.

ARTICLE 154

Relation with the Hague Conventions In the relations between the Powers who are bound by the Hague Conventions respecting the Laws and Customs of War on Land, whether that of July 29, 1899, or that of October 18, 1907, and who are parties to the present Convention, this last Convention shall be supplementary to Sections II and III of the Regulations annexed to the above-mentioned Conventions of The Hague.

ARTICLE 155

From the date of its coming into force, it shall be open to any Power in whose name the present Convention has not been signed, to accede to this Convention.

Accession

ARTICLE 156

Accessions shall be notified in writing to the Swiss Federal Council, and shall take effect six months after the date on which they are received.

Notification of accessions

The Swiss Federal Council shall communicate the accessions to all the Powers in whose name the Convention has been signed, or whose accession has been notified.

ARTICLE 157

The situations provided for in Articles 2 and 3 shall give immediate effect to ratifications deposited and accessions notified by the Parties to the conflict before or after the beginning of hostilities or occupation. The Swiss Federal Council shall communicate by the quickest method any ratifications or accessions received from Parties to the conflict.

Immediate effect

ARTICLE 158

Each of the High Contracting Parties shall be at liberty to denounce the present Convention.

Denunciation

The denunciation shall be notified in writing to the Swiss Federal Council, which shall transmit it to the Governments of all the High Contracting Parties.

The denunciation shall take effect one year after the notification thereof has been made to the Swiss Federal Council. However, a denunciation of which notification has been made at a time when the denouncing Power is involved in a conflict shall not take effect until peace has been concluded, and until after operations connected with release, repatriation and re-establishment of the persons protected by the present Convention have been terminated.

The denunciation shall have effect only in respect of the denouncing Power. It shall in no way impair the obligations which the Parties to the conflict shall remain bound to fulfil by virtue of the principles of the law of nations, as they result from the usages established among civilized peoples, from the laws of humanity and the dictates of the public conscience.

Registration
with the
United Nations

ARTICLE 159

The Swiss Federal Council shall register the present Convention with the Secretariat of the United Nations. The Swiss Federal Council shall also inform the Secretariat of the United Nations of all ratifications, accessions and denunciations received by it with respect to the present Convention.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, having deposited their respective full powers, have signed the present Convention.

DONE at Geneva this twelfth day of August 1949, in the English and French languages. The original shall be deposited in the Archives of the Swiss Confederation. The Swiss Federal Council shall transmit certified copies thereof to each of the signatory and acceding States.

ANNEX I

DRAFT AGREEMENT RELATING TO HOSPITAL AND SAFETY ZONES AND LOCALITIES

ARTICLE 1

Hospital and safety zones shall be strictly reserved for the persons mentioned in Article 23 of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949, and in Article 14 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War of August 12, 1949, and for the personnel entrusted with the organization and administration of these zones and localities, and with the care of the persons therein assembled.

Nevertheless, persons whose permanent residence is within such zones shall have the right to stay there.

ARTICLE 2

No persons residing, in whatever capacity, in a hospital and safety zone shall perform any work, either within or without the zone, directly connected with military operations or the production of war material.

ARTICLE 3

The Power establishing a hospital and safety zone shall take all necessary measures to prohibit access to all persons who have no right of residence or entry therein.

ARTICLE 4

Hospital and safety zones shall fulfil the following conditions:

- (a) They shall comprise only a small part of the territory governed by the Power which has established them.
- (b) They shall be thinly populated in relation to the possibilities of accommodation.
- (c) They shall be far removed and free from all military objectives, or large industrial or administrative establishments.
- (d) They shall not be situated in areas which, according to every probability, may become important for the conduct of the war.

ARTICLE 5

Hospital and safety zones shall be subject to the following obligations:

- (a) The lines of communication and means of transport which they possess shall not be used for the transport of military personnel or material, even in transit.
- (b) They shall in no case be defended by military means.

ARTICLE 6

Hospital and safety zones shall be marked by means of oblique red bands on a white ground, placed on the buildings and outer precincts.

Zones reserved exclusively for the wounded and sick may be marked by means of the Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun) emblem on a white ground.

They may be similarly marked at night by means of appropriate illumination.

ARTICLE 7

The Powers shall communicate to all the High Contracting Parties in peacetime or on the outbreak of hostilities, a list of the hospital and safety zones in the territories governed by them. They shall also give notice of any new zones set up during hostilities.

As soon as the adverse party has received the above-mentioned notification, the zone shall be regularly established.

If, however, the adverse party considers that the conditions of the present agreement have not been fulfilled, it may

refuse to recognize the zone by giving immediate notice thereof to the Party responsible for the said zone, or may make its recognition of such zone dependent upon the institution of the control provided for in Article 8.

ARTICLE 8

Any Power having recognized one or several hospital and safety zones instituted by the adverse Party shall be entitled to demand control by one or more Special Commissions, for the purpose of ascertaining if the zones fulfil the conditions and obligations stipulated in the present agreement.

For this purpose, members of the Special Commissions shall at all times have free access to the various zones and may even reside there permanently. They shall be given all facilities for their duties of inspection.

ARTICLE 9

Should the Special Commissions note any facts which they consider contrary to the stipulations of the present agreement, they shall at once draw the attention of the Power governing the said zone to these facts, and shall fix a time limit of five days within which the matter should be rectified. They shall duly notify the Power who has recognized the zone.

If, when the time limit has expired, the Power governing the zone has not complied with the warning, the adverse Party may declare that it is no longer bound by the present agreement in respect of the said zone.

ARTICLE 10

Any Power setting up one or more hospital and safety zones, and the adverse Parties to whom their existence has been notified, shall nominate or have nominated by the Protecting Powers or by other neutral Powers, persons eligible to be members of the Special Commissions mentioned in Articles 8 and 9.

ARTICLE 11

In no circumstances may hospital and safety zones be the object of attack. They shall be protected and respected at all times by the Parties to the conflict.

ARTICLE 12

In the case of occupation of a territory, the hospital and safety zones therein shall continue to be respected and utilized as such.

Their purpose may, however, be modified by the Occupying Power, on condition that all measures are taken to ensure the safety of the persons accommodated.

ARTICLE 13

The present agreement shall also apply to localities which the Powers may utilize for the same purposes as hospital and safety zones.

ANNEX II

DRAFT REGULATIONS CONCERNING COLLECTIVE RELIEF

ARTICLE 1

The Internee Committees shall be allowed to distribute collective relief shipments for which they are responsible to all internees who are dependent for administration on the said Committee's place of internment, including those internees who are in hospitals, or in prisons or other penitentiary establishments.

ARTICLE 2

The distribution of collective relief shipments shall be effected in accordance with the instructions of the donors and with a plan drawn up by the Internee Committees. The issue of medical stores shall, however, be made for preference in agreement with the senior medical officers, and the latter may, in hospitals and infirmaries, waive the said instructions, if the needs of their patients so demand. Within the limits thus defined, the distribution shall always be carried out equitably.

ARTICLE 3

Members of Internee Committees shall be allowed to go to the railway stations or other points of arrival of relief supplies near their places of internment so as to enable them to verify the quantity as well as the quality of the goods received and to make out detailed reports thereon for the donors.

ARTICLE 4

Internee Committees shall be given the facilities necessary for verifying whether the distribution of collective relief in all subdivisions and annexes of their places of internment has been carried out in accordance with their instructions.

ARTICLE 5

Internee Committees shall be allowed to complete, and to cause to be completed by members of the Internee Committees in labour detachments or by the senior medical officers of infirmaries and hospitals, forms or questionnaires intended for the donors, relating to collective relief supplies (distribution, requirements, quantities, etc.). Such forms and questionnaires, duly completed, shall be forwarded to the donors without delay.

ARTICLE 6

In order to secure the regular distribution of collective relief supplies to the internees in their place of internment, and to meet any needs that may arise through the arrival of fresh parties of internees, the Internee Committees shall be allowed to create and maintain sufficient reserve stocks of collective relief. For this purpose, they shall have suitable warehouses at their disposal; each warehouse shall be provided with two locks, the Internee Committee holding the keys of one lock, and the commandant of the place of internment the keys of the other.

ARTICLE 7

The High Contracting Parties, and the Detaining Powers in particular, shall, so far as is in any way possible and subject to the regulations governing the food supply of the population, authorize purchases of goods to be made in their territories for the distribution of collective relief to the internees. They shall likewise facilitate the transfer of funds and other financial measures of a technical or administrative nature taken for the purpose of making such purchases.

ARTICLE 8

The foregoing provisions shall not constitute an obstacle to the right of internees to receive collective relief before their arrival in a place of internment or in the course of their transfer, nor to the possibility of representatives of the Protecting Power, or of the International Committee of the Red Cross or any other humanitarian organization giving assistance to internees and responsible for forwarding such supplies, ensuring the distribution thereof to the recipients by any other means they may deem suitable.

INTERNMENT CARD

ANNEX III

1. Front

<u>CIVILIAN INTERNEE MAIL</u>	Postage free
POST CARD	
<p style="text-align: center; margin: 0;">IMPORTANT</p> <p style="margin: 5px 0;">This card must be completed by each internee immediately on being interned and each time his address is altered by reason of transfer to another place of internment or to a hospital.</p> <p style="margin: 5px 0;">This card is not the same as the special card which each internee is allowed to send to his relatives.</p>	<p style="margin: 0;">CENTRAL INFORMATION AGENCY FOR PROTECTED PERSONS</p> <p style="margin: 10px 0 0 0;">INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS</p>

2. Reverse side

Write legibly and in block letters—1. Nationality		
2. Surname	3. First names (<i>in full</i>)	4. First name of father
5. Date of birth	6. Place of birth	
7. Occupation		
8. Address before detention		
9. Address of next of kin		
*10. Interned on : (or) Coming from (hospital, etc.) on :		
*11. State of health		
12. Present address		14. Signature
13. Date		
*Strike out what is not applicable — Do not add any remarks — See explanations on other side of card		

(Size of internment card—10×15 cm.)

ANNEX III (continued)

LETTER

CIVILIAN INTERNEE SERVICE

Postage free

To

Street and number

Place of destination (in block capitals)

Province or Department

Country (in block capitals)

Internment address

Date and place of birth

Surname and first names

Sender :

(Size of letter — 29 × 15 cm.)

CORRESPONDENCE CARD

ANNEX III (continued)

CIVILIAN INTERNEE MAIL

Postage free

1. Front

POST CARD

To

Street and number

Place of destination (in block capitals)

Province or Department

Country (in block capitals)

Sender :

Surname and first names

Place and date of birth

Internment address

Date :

2. Reverse side

Write on the dotted lines only and as legibly as possible.

(Size of correspondence card—10 × 15 cm.)

*RESOLUTIONS
OF THE DIPLOMATIC CONFERENCE
OF GENEVA, 1949*

RESOLUTION 1

The Conference recommends that, in the case of a dispute relating to the interpretation or application of the present Conventions which cannot be settled by other means, the High Contracting Parties concerned endeavour to agree between themselves to refer such dispute to the International Court of Justice.

RESOLUTION 2

Whereas circumstances may arise in the event of the outbreak of a future international conflict in which there will be no Protecting Power with whose cooperation and under whose scrutiny the Conventions for the Protection of Victims of War can be applied ; and

whereas Article 10 of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949, Article 10 of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea of August 12, 1949, Article 10 of the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of August 12, 1949, and Article 11 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War of August 12, 1949, provide that the High Contracting Parties may at any time agree to entrust to a body which offers all guarantees of impartiality and efficacy the duties incumbent on the Protecting Powers by virtue of the aforesaid Conventions ;

the Conference recommends that consideration be given as soon as possible to the advisability of setting up an international body, the functions of which shall be, in the absence of a Protecting Power, to fulfil the duties performed by Protecting Powers in regard to the application of the Conventions for the Protection of War Victims.

RESOLUTION 3

Whereas agreements may only with difficulty be concluded during hostilities ;

whereas Article 28 of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949, provides that the Parties to the conflict shall, during hostilities, make arrangements for relieving where possible retained personnel, and shall settle the procedure of such relief ;

whereas Article 31 of the same Convention provides that, as from the outbreak of hostilities, Parties to the conflict may determine by special arrangement the percentage of personnel to be retained, in proportion to the number of prisoners and the distribution of the said personnel in the camps,

the Conference requests the International Committee of the Red Cross to prepare a model agreement on the two questions referred to in the two Articles mentioned above and to submit it to the High Contracting Parties for their approval.

RESOLUTION 4

Whereas Article 33 of the Geneva Convention of July 27, 1929, for the Relief of the Wounded and Sick in Armies in the Field, concerning the identity documents to be carried by medical personnel, was only partially observed during the course of the recent war, thus creating serious difficulties for many members of such personnel,

the Conference recommends that States and National Red Cross Societies take all necessary steps in time of peace to have medical personnel duly provided with the badges and identity cards prescribed in Article 40 of the new Convention.

RESOLUTION 5

Whereas misuse has frequently been made of the Red Cross emblem,

the Conference recommends that States take strict measures to ensure that the said emblem, as well as other emblems referred to in Article 38 of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field of August 12, 1949, is used only within the limits prescribed by the Geneva Conventions, in order to safeguard their authority and protect their high significance.

RESOLUTION 6

Whereas the present Conference has not been able to raise the question of the technical study of means of communication between hospital ships, on the one hand, and warships and military aircraft on the other, since that study went beyond its terms of reference ;

whereas this question is of the greatest importance for the safety and efficient operation of hospital ships,

the Conference recommends that the High Contracting Parties will, in the near future, instruct a Committee of Experts to examine technical improvements of modern means of communication between hospital ships, on the one hand, and warships and military aircraft, on the other, and also to study the possibility of drawing up an International Code laying down precise regulations for the use of those means, in order that hospital ships may be assured of the maximum protection and be enabled to operate with the maximum efficiency.

RESOLUTION 7

The Conference, being desirous of securing the maximum protection for hospital ships, expresses the hope that all High Contracting Parties to the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces on Sea of August 12, 1949, will arrange that, when ever conveniently practicable, such ships shall frequently and regularly broadcast particulars of their position, route and speed.

RESOLUTION 8

The Conference wishes to affirm before all nations :

that, its work having been inspired solely by humanitarian aims, its earnest hope is that, in the future, Governments may never have to apply the Geneva Conventions for the Protection of War Victims ;

that its strongest desire is that the Powers, great and small, may always reach a friendly settlement of their differences through cooperation and understanding between nations, so that peace shall reign on earth for ever.

RESOLUTION 9

Whereas Article 71 of the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War of August 12, 1949, provides that prisoners of war who have been without news for a long period, or who are unable to receive news from their next of kin or to give them news by the ordinary postal route, as well as those who are at a great distance from their home, shall be permitted to send telegrams, the fees being charged against the prisoners of war's account with the Detaining Power or paid in the currency at their disposal, and that prisoners of war shall likewise benefit by these facilities in cases of urgency; and

whereas to reduce the cost, often prohibitive, of such telegrams or cables, it appears necessary that some method of grouping messages should be introduced whereby a series of short specimen messages concerning personal health, health of relatives at home, schooling, finance, etc., could be drawn up and numbered, for use by prisoners of war in the aforesaid circumstances,

the Conference, therefore, requests the International Committee of the Red Cross to prepare a series of specimen messages covering these requirements and to submit them to the High Contracting Parties for their approval.

RESOLUTION 10

The Conference considers that the conditions under which a Party to a conflict can be recognized as a belligerent by Powers not taking part in this conflict, are governed by the general rules of international law on the subject and are in no way modified by the Geneva Conventions.

RESOLUTION 11

Whereas the Geneva Conventions require the International Committee of the Red Cross to be ready at all times and in all circumstances to fulfil the humanitarian tasks entrusted to it by these Conventions,

the Conference recognizes the necessity of providing regular financial support for the International Committee of the Red Cross.

CONTENTS

	Page
PRELIMINARY REMARKS	I
GENEVA CONVENTION FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMED FORCES IN THE FIELD of August 12, 1949	

Chapter I

General Provisions

ARTICLE 1. — Respect for the Convention	23
ARTICLE 2. — Application of the Convention	23
ARTICLE 3. — Conflicts not of an international character	24
ARTICLE 4. — Application by neutral Powers	24
ARTICLE 5. — Duration of application	25
ARTICLE 6. — Special agreements	25
ARTICLE 7. — Non-renunciation of rights	25
ARTICLE 8. — Protecting Powers	25
ARTICLE 9. — Activities of the International Committee of the Red Cross	26
ARTICLE 10. — Substitutes for Protecting Powers	26
ARTICLE 11. — Conciliation procedure	27

Chapter II

Wounded and Sick

ARTICLE 12. — Protection and care	27
ARTICLE 13. — Protected persons	28
ARTICLE 14. — Status	29
ARTICLE 15. — Search for casualties. Evacuation	29
ARTICLE 16. — Recording and forwarding of information	29
ARTICLE 17. — Prescriptions regarding the dead. Graves Registration Service	30
ARTICLE 18. — Role of the population	31

	Page
Chapter III	
<i>Medical Units and Establishments.</i>	
ARTICLE 19. — Protection	31
ARTICLE 20. — Protection of hospital ships	32
ARTICLE 21. — Discontinuance of protection of medical establishments and units	32
ARTICLE 22. — Conditions not depriving medical units and establishments of protection	32
ARTICLE 23. — Hospital zones and localities	32
Chapter IV	
<i>Personnel</i>	
ARTICLE 24. — Protection of permanent personnel	33
ARTICLE 25. — Protection of auxiliary personnel	33
ARTICLE 26. — Personnel of aid societies	33
ARTICLE 27. — Societies of neutral countries	34
ARTICLE 28. — Retained personnel	34
ARTICLE 29. — Status of auxiliary personnel	35
ARTICLE 30. — Return of medical and religious personnel	35
ARTICLE 31. — Selection of personnel for return	36
ARTICLE 32. — Return of personnel belonging to neutral countries	36
Chapter V	
<i>Buildings and Material</i>	
ARTICLE 33. — Buildings and stores	37
ARTICLE 34. — Property of aid societies	37
Chapter VI	
<i>Medical Transports</i>	
ARTICLE 35. — Protection	37
ARTICLE 36. — Medical aircraft	38
ARTICLE 37. — Flight over neutral countries. Landing of wounded	38
Chapter VII	
<i>The Distinctive Emblem</i>	
ARTICLE 38. — Emblem of the Convention	39
ARTICLE 39. — Use of the emblem	39
ARTICLE 40. — Identification of medical and religious personnel	39
ARTICLE 41. — Identification of auxiliary personnel	40

	Page
ARTICLE 42. — Marking of medical units and establishments	40
ARTICLE 43. — Marking of units of neutral countries	40
ARTICLE 44. — Restrictions in the use of the emblem. Exceptions	41
Chapter VIII	
<i>Execution of the Convention</i>	
ARTICLE 45. — Detailed execution. Unforeseen cases	42
ARTICLE 46. — Prohibition of reprisals	42
ARTICLE 47. — Dissemination of the Convention	42
ARTICLE 48. — Translations. Rules of application	42
Chapter IX	
<i>Repression of Abuses and Infractions</i>	
ARTICLE 49. — Penal sanctions : I. General observations	42
ARTICLE 50. — II. Grave breaches	43
ARTICLE 51. — III. Responsibilities of the Contracting Parties	43
ARTICLE 52. — Enquiry procedure	43
ARTICLE 53. — Misuse of the emblem	44
ARTICLE 54. — Prevention of misuse	44
<i>Final Provisions</i>	
ARTICLE 55. — Languages	44
ARTICLE 56. — Signature	45
ARTICLE 57. — Ratification	45
ARTICLE 58. — Coming into force	45
ARTICLE 59. — Relation to previous Conventions	45
ARTICLE 60. — Accession	45
ARTICLE 61. — Notification of accessions	45
ARTICLE 62. — Immediate effect	46
ARTICLE 63. — Denunciation	46
ARTICLE 64. — Registration with the United Nations	46
Annex I	
Draft Agreement Relating to Hospital Zones and Localities	47
Annex II	
Identity Card for members of Medical and Religious Personnel attached to the Armed Forces	50

**GENEVA CONVENTION FOR THE AMELIORATION OF THE
CONDITION OF WOUNDED, SICK AND SHIPWRECKED
MEMBERS OF ARMED FORCES AT SEA of August 12, 1949**

Chapter I

<i>General Provisions</i>	Page
ARTICLE 1. — Respect for the Convention	51
ARTICLE 2. — Application of the Convention	51
ARTICLE 3. — Conflicts not of an international character	52
ARTICLE 4. — Field of application	52
ARTICLE 5. — Application by neutral Powers	53
ARTICLE 6. — Special agreements	53
ARTICLE 7. — Non-renunciation of rights	53
ARTICLE 8. — Protecting Powers	53
ARTICLE 9. — Activities of the International Committee of the Red Cross	54
ARTICLE 10. — Substitutes for Protecting Powers	54
ARTICLE 11. — Conciliation procedure	55

Chapter II

<i>Wounded, Sick and Shipwrecked</i>	Page
ARTICLE 12. — Protection and care	55
ARTICLE 13. — Protected persons	56
ARTICLE 14. — Handing over to a belligerent	57
ARTICLE 15. — Wounded taken on board a neutral warship	57
ARTICLE 16. — Wounded falling into enemy hands	57
ARTICLE 17. — Wounded landed in a neutral port	58
ARTICLE 18. — Search for casualties after an engagement	58
ARTICLE 19. — Recording and forwarding of information	58
ARTICLE 20. — Prescriptions regarding the dead	59
ARTICLE 21. — Appeals to neutral vessels	59

Chapter III

<i>Hospital Ships</i>	Page
ARTICLE 22. — Notification and protection of military hospital ships	60
ARTICLE 23. — Protection of medical establishments ashore	60

	Page
ARTICLE 24. — Hospital ships utilized by relief societies and private individuals of I. Parties to the conflict	60
ARTICLE 25. — II. Neutral countries	60
ARTICLE 26. — Tonnage	61
ARTICLE 27. — Coastal rescue craft	61
ARTICLE 28. — Protection of sick-bays	61
ARTICLE 29. — Hospital ships in occupied ports	61
ARTICLE 30. — Employment of hospital ships and small craft	61
ARTICLE 31. — Right of control and search	62
ARTICLE 32. — Stay in a neutral port	62
ARTICLE 33. — Converted merchant vessels	62
ARTICLE 34. — Discontinuance of protection	62
ARTICLE 35. — Conditions not depriving hospital ships of protection	63

Chapter IV

<i>Personnel</i>	Page
ARTICLE 36. — Protection of the personnel of hospital ships	63
ARTICLE 37. — Medical and religious personnel of other ships	63

Chapter V

<i>Medical Transports</i>	Page
ARTICLE 38. — Ships used for the conveyance of medical equipment	64
ARTICLE 39. — Medical aircraft	64
ARTICLE 40. — Flight over neutral countries. Landing of wounded	65

Chapter VI

<i>The Distinctive Emblem</i>	Page
ARTICLE 41. — Use of the emblem	65
ARTICLE 42. — Identification of medical and religious personnel	66
ARTICLE 43. — Marking of hospital ships and small craft	66
ARTICLE 44. — Limitation in the use of markings	67
ARTICLE 45. — Prevention of misuse	67

Chapter VII

<i>Execution of the Convention</i>	<i>Page</i>
ARTICLE 46. — Detailed execution. Unforeseen cases . . .	68
ARTICLE 47. — Prohibition of reprisals	68
ARTICLE 48. — Dissemination of the Convention . . .	68
ARTICLE 49. — Translations. Rules of application . .	68

Chapter VIII

<i>Repression of Abuses and Infractions</i>	
ARTICLE 50. — Penal sanctions :	
I. General observations	68
ARTICLE 51. — II. Grave breaches	69
ARTICLE 52. — III. Responsibilities of the Contracting Parties	69
ARTICLE 53. — Enquiry procedure	69

<i>Final Provisions</i>	
ARTICLE 54. — Languages	70
ARTICLE 55. — Signature	70
ARTICLE 56. — Ratification	70
ARTICLE 57. — Coming into force	70
ARTICLE 58. — Relation to the 1907 Convention . . .	70
ARTICLE 59. — Accession	71
ARTICLE 60. — Notification of accessions	71
ARTICLE 61. — Immediate effect	71
ARTICLE 62. — Denunciation	71
ARTICLE 63. — Registration with the United Nations .	72

Annex

Identity Card for members of Medical and Religious Personnel attached to the Armed Forces at Sea	73
---	----

GENEVA CONVENTION RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR of August 12, 1949

Part I

<i>General Provisions</i>	<i>Page</i>
ARTICLE 1. — Respect for the Convention	75
ARTICLE 2. — Application of the Convention	75
ARTICLE 3. — Conflicts not of an international character	75
ARTICLE 4. — Prisoners of war	76
ARTICLE 5. — Beginning and end of application . . .	78
ARTICLE 6. — Special agreements	78
ARTICLE 7. — Non-renunciation of rights	79
ARTICLE 8. — Protecting Powers	79
ARTICLE 9. — Activities of the International Committee of the Red Cross	79
ARTICLE 10. — Substitutes for Protecting Powers . . .	79
ARTICLE 11. — Conciliation procedure	80

Part II

<i>General Protection of Prisoners of War</i>	
ARTICLE 12. — Responsibility for the treatment of pris- oners	81
ARTICLE 13. — Humane treatment of prisoners	81
ARTICLE 14. — Respect for the person of prisoners . .	82
ARTICLE 15. — Maintenance of prisoners	82
ARTICLE 16. — Equality of treatment	82

Part III

<i>Captivity</i>	
<i>Section I. — Beginning of Captivity</i>	
ARTICLE 17. — Questioning of prisoners	82
ARTICLE 18. — Property of prisoners	83
ARTICLE 19. — Evacuation of prisoners	84
ARTICLE 20. — Conditions of evacuation	84

	Page
<i>Section II. — Internment of Prisoners of War</i>	
<i>Chapter I. — General observations</i>	
ARTICLE 21. — Restriction of liberty of movement	85
ARTICLE 22. — Places and conditions of internment	85
ARTICLE 23. — Security of prisoners	86
ARTICLE 24. — Permanent transit camps	86
<i>Chapter II. — Quarters, food and clothing of prisoners of war</i>	
ARTICLE 25. — Quarters	86
ARTICLE 26. — Food	87
ARTICLE 27. — Clothing	87
ARTICLE 28. — Canteens	88
<i>Chapter III. — Hygiene and medical attention</i>	
ARTICLE 29. — Hygiene	88
ARTICLE 30. — Medical attention	88
ARTICLE 31. — Medical inspections	89
ARTICLE 32. — Prisoners engaged on medical duties	89
<i>Chapter IV. — Medical personnel and chaplains retained to assist prisoners of war</i>	
ARTICLE 33. — Rights and privileges of retained personnel	90
<i>Chapter V. — Religious, intellectual and physical activities</i>	
ARTICLE 34. — Religious duties	91
ARTICLE 35. — Retained chaplains	91
ARTICLE 36. — Prisoners who are ministers of religion	91
ARTICLE 37. — Prisoners without a minister of their religion	92
ARTICLE 38. — Recreation, study, sports and games	92
<i>Chapter VI. — Discipline</i>	
ARTICLE 39. — Administration. Saluting	92
ARTICLE 40. — Badges and decorations	93
ARTICLE 41. — Posting of the Convention and of regulations and orders concerning prisoners	93
ARTICLE 42. — Use of weapons	93
<i>Chapter VII. — Rank of prisoners of war</i>	
ARTICLE 43. — Notification of ranks	93
ARTICLE 44. — Treatment of officers	94
ARTICLE 45. — Treatment of other prisoners	94
<i>Chapter VIII. — Transfer of prisoners of war after their arrival in camp</i>	
ARTICLE 46. — Conditions	94
ARTICLE 47. — Circumstances precluding transfer	95
ARTICLE 48. — Procedure for transfer	95

	Page
<i>Section III — Labour of Prisoners of War</i>	
ARTICLE 49. — General observations	95
ARTICLE 50. — Authorized work	96
ARTICLE 51. — Working conditions	96
ARTICLE 52. — Dangerous or humiliating labour	97
ARTICLE 53. — Duration of labour	97
ARTICLE 54. — Working pay. Occupational accidents and diseases	97
ARTICLE 55. — Medical supervision	97
ARTICLE 56. — Labour detachments	98
ARTICLE 57. — Prisoners working for private employers	98
<i>Section IV. — Financial Resources of Prisoners of War</i>	
ARTICLE 58. — Ready money	98
ARTICLE 59. — Amounts in cash taken from prisoners	99
ARTICLE 60. — Advances of pay	99
ARTICLE 61. — Supplementary pay	100
ARTICLE 62. — Working pay	100
ARTICLE 63. — Transfer of funds	101
ARTICLE 64. — Prisoners' accounts	101
ARTICLE 65. — Management of prisoners' accounts	102
ARTICLE 66. — Winding up of accounts	102
ARTICLE 67. — Adjustments between Parties to the conflict	103
ARTICLE 68. — Claims for compensation	103
<i>Section V. — Relations of Prisoners of War with the Exterior</i>	
ARTICLE 69. — Notification of measures taken	103
ARTICLE 70. — Capture card	104
ARTICLE 71. — Correspondence	104
ARTICLE 72. — Relief shipments :	
I. General principles	105
II. Collective relief	105
ARTICLE 73. — Exemption from postal and transport charges	106
ARTICLE 74. — Special means of transport	106
ARTICLE 75. — Censorship and examination	107
ARTICLE 76. — Preparation, execution and transmission of legal documents	107
<i>Section VI. — Relations between Prisoners of War and the Authorities</i>	
<i>Chapter I. — Complaints of prisoners of war respecting the conditions of captivity</i>	
ARTICLE 77. — Complaints and requests	108

	Page
<i>Chapter II. — Prisoners of war representatives</i>	
ARTICLE 79. — Election	108
ARTICLE 80. — Duties	109
ARTICLE 81. — Prerogatives.	109
<i>Chapter III. — Penal and disciplinary sanctions</i>	
I. — General provisions	
ARTICLE 82. — Applicable legislation	110
ARTICLE 83. — Choice of disciplinary or judicial proceeding	110
ARTICLE 84. — Courts	111
ARTICLE 85. — Offences committed before capture	111
ARTICLE 86. — "Non bis in idem"	111
ARTICLE 87. — Penalties	111
ARTICLE 88. — Execution of penalties	112
II. — Disciplinary sanctions	
ARTICLE 89. — General observations :	
I. Forms of punishment	112
ARTICLE 90. — II. Duration of punishments	
ARTICLE 91. — Escapes :	
I. Successful escape	113
II. Unsuccessful escape	113
ARTICLE 93. — III. Connected offences	
ARTICLE 94. — IV. Notification of recapture	
ARTICLE 95. — Procedure :	
I. Confinement awaiting hearing	114
ARTICLE 96. — II. Competent authorities and right of defence	
ARTICLE 97. — Execution of punishment :	
I. Premises	115
ARTICLE 98. — II. Essential safeguards	
III. Judicial proceedings	
ARTICLE 99. — Essential rules :	
I. General principles.	116
ARTICLE 100. — II. Death penalty	
ARTICLE 101. — III. Delay in execution of the death penalty	
ARTICLE 102. — Procedure :	
I. Conditions for validity of sentence.	117
ARTICLE 103. — II. Confinement awaiting trial (Deduction from sentence, treatment)	
ARTICLE 104. — III. Notification of proceedings	
ARTICLE 105. — IV. Rights and means of defence	

	Page
ARTICLE 106. — V. Appeals	119
ARTICLE 107. — VI. Notification of findings and sentence	119
ARTICLE 108. — Execution of penalties. Penal regulations	119
Part IV	
<i>Termination of Captivity</i>	
<i>Section I. — Direct Repatriation and Accommodation in Neutral Countries</i>	
ARTICLE 109. — General observations	120
ARTICLE 110. — Cases of repatriation and accommodation	121
ARTICLE 111. — Internment in a neutral country	122
ARTICLE 112. — Mixed Medical Commissions	122
ARTICLE 113. — Prisoners entitled to examination by Mixed Medical Commissions	122
ARTICLE 114. — Prisoners meeting with accidents	123
ARTICLE 115. — Prisoners serving a sentence	123
ARTICLE 116. — Costs of repatriation	123
ARTICLE 117. — Activity after repatriation	123
<i>Section II. — Release and Repatriation of Prisoners of War at the close of Hostilities</i>	
ARTICLE 118. — Release and repatriation	123
ARTICLE 119. — Details of procedure	124
<i>Section III. — Death of Prisoners of War</i>	
ARTICLE 120. — Wills, death certificates, burial, cremation	125
ARTICLE 121. — Prisoners killed or injured in special circumstances	126
Part V	
<i>Information Bureaux and Relief Societies for Prisoners of War</i>	
ARTICLE 122. — National Bureaux	127
ARTICLE 123. — Central Agency	128
ARTICLE 124. — Exemption from charges	128
ARTICLE 125. — Relief societies and other organizations	129
Part VI	
<i>Execution of the Convention</i>	
<i>Section I. — General Provisions</i>	
ARTICLE 126. — Supervision	129
ARTICLE 127. — Dissemination of the Convention	130
ARTICLE 128. — Translations. Rules of application	130
ARTICLE 129. — Penal sanctions :	
I. General observations	130
ARTICLE 130. — II. Grave breaches	131

	Page
ARTICLE 131. — III. Responsibilities of the Contracting Parties	131
ARTICLE 132. — Enquiry procedure	131
<i>Section II. — Final Provisions</i>	
ARTICLE 133. — Languages	132
ARTICLE 134. — Relation to the 1929 Convention	132
ARTICLE 135. — Relation to the Hague Convention	132
ARTICLE 136. — Signature	132
ARTICLE 137. — Ratification	132
ARTICLE 138. — Coming into force	133
ARTICLE 139. — Accession	133
ARTICLE 140. — Notification of accessions	133
ARTICLE 141. — Immediate effect	133
ARTICLE 142. — Denunciation	133
ARTICLE 143. — Registration with the United Nations	134
 Annex I	
Model agreement concerning Direct Repatriation and Accommodation in Neutral Countries of Wounded and Sick Prisoners of War	
I. — <i>Principles for Direct Repatriation and Accommodation in Neutral Countries</i>	
A. Direct Repatriation	135
B. Accommodation in Neutral Countries	139
II. — <i>General Observations</i>	140
 Annex II	
Regulations concerning Mixed Medical Commissions	141
 Annex III	
Regulations concerning Collective Relief	143
 Annex IV	
A. Identity Card	146
B. Capture Card	147
C. Correspondence Card and Letter	148
D. Notification of Death	150
E. Repatriation Certificate	151
 Annex V	
Model Regulations concerning Payments sent by Prisoners to their own country	152

GENEVA CONVENTION RELATIVE TO THE PROTECTION OF CIVILIAN PERSONS IN TIME OF WAR of August 12, 1949

Part I	
<i>General Provisions</i>	Page
ARTICLE 1. — Respect for the Convention	153
ARTICLE 2. — Application of the Convention	153
ARTICLE 3. — Conflicts not of an international character	154
ARTICLE 4. — Definition of protected persons	155
ARTICLE 5. — Derogations	155
ARTICLE 6. — Beginning and end of application	156
ARTICLE 7. — Special agreements	156
ARTICLE 8. — Non-renunciation of rights	156
ARTICLE 9. — Protecting Powers	157
ARTICLE 10. — Activities of the International Committee of the Red Cross	157
ARTICLE 11. — Substitutes for Protecting Powers	157
ARTICLE 12. — Conciliation procedure	158

Part II	
<i>General Protection of Populations against certain consequences of war</i>	
ARTICLE 13. — Field of application of Part II	159
ARTICLE 14. — Hospital and safety zones and localities	159
ARTICLE 15. — Neutralized zones	160
ARTICLE 16. — Wounded and sick :	
I. General protection	160
ARTICLE 17. — II. Evacuation	160
ARTICLE 18. — III. Protection of hospitals	161
ARTICLE 19. — IV. Discontinuance of protection of hospitals	161
ARTICLE 20. — V. Hospital staff	161
ARTICLE 21. — VI. Land and sea transport	162
ARTICLE 22. — VII. Air transport	162
ARTICLE 23. — Consignments of medical supplies, food and clothing	163
ARTICLE 24. — Measures relating to child welfare	163
ARTICLE 25. — Family news	164
ARTICLE 26. — Dispersed families	164

Part III

<i>Status and Treatment of Protected Persons</i>	Page
<i>Section I. — Provisions common to the Territories of the Parties to the Conflict and to Occupied Territories</i>	
ARTICLE 27. — Treatment :	
I. General observations	165
ARTICLE 28. — II. Danger zones	165
ARTICLE 29. — III. Responsibilities	165
ARTICLE 30. — Applications to Protecting Powers and relief organizations	166
ARTICLE 31. — Prohibition of coercion	166
ARTICLE 32. — Prohibition of corporal punishment, torture, etc.	166
ARTICLE 33. — Individual responsibility, collective penalties, pillage, reprisals	166
ARTICLE 34. — Hostages	166
<i>Section II. — Aliens in the Territory of a Party to the Conflict</i>	
ARTICLE 35. — Right to leave the territory	167
ARTICLE 36. — Method of repatriation	167
ARTICLE 37. — Persons in confinement	168
ARTICLE 38. — Non-repatriated persons :	
I. General observations	168
ARTICLE 39. — II. Means of existence	168
ARTICLE 40. — III. Employment	169
ARTICLE 41. — IV. Assigned residence. Internment	169
ARTICLE 42. — V. Grounds for internment or assigned residence. Voluntary internment	169
ARTICLE 43. — VI. Procedure	170
ARTICLE 44. — VII. Refugees	170
ARTICLE 45. — VIII. Transfer to another Power	170
ARTICLE 46. — Cancellation of restrictive measures	171
<i>Section III. — Occupied Territories</i>	
ARTICLE 47. — Inviolability of rights	171
ARTICLE 48. — Special cases of repatriation	171
ARTICLE 49. — Deportations, transfers, evacuations	172
ARTICLE 50. — Children	172
ARTICLE 51. — Enlistment. Labour	173
ARTICLE 52. — Protection of workers	173
ARTICLE 53. — Prohibited destruction	174
ARTICLE 54. — Judges and public officials	174
ARTICLE 55. — Food and medical supplies for the population	174
ARTICLE 56. — Hygiene and public health	175

	Page
ARTICLE 57. — Requisition of hospitals	175
ARTICLE 58. — Spiritual assistance	175
ARTICLE 59. — Relief :	
I. Collective relief	176
ARTICLE 60. — II. Responsibilities of the Occupying Power	176
ARTICLE 61. — III. Distribution	176
ARTICLE 62. — IV. Individual relief	177
ARTICLE 63. — National Red Cross and other relief societies	177
ARTICLE 64. — Penal legislation :	
I. General observations	177
ARTICLE 65. — II. Publication	178
ARTICLE 66. — III. Competent courts	178
ARTICLE 67. — IV. Applicable provisions	178
ARTICLE 68. — V. Penalties. Death penalty	178
ARTICLE 69. — VI. Deduction from sentence of period spent under arrest	179
ARTICLE 70. — VII. Offences committed before occupation	179
ARTICLE 71. — Penal procedure :	
I. General observations	179
ARTICLE 72. — II. Right of defence	180
ARTICLE 73. — III. Right of appeal	181
ARTICLE 74. — IV. Assistance by the Protecting Power	181
ARTICLE 75. — V. Death sentence	181
ARTICLE 76. — Treatment of detainees	182
ARTICLE 77. — Handing over of detainees at the close of occupation	182
ARTICLE 78. — Security measures. Internment and assigned residence. Right of appeal	182
<i>Section IV. — Regulations for the Treatment of Internees</i>	
<i>Chapter I. — General Provisions</i>	
ARTICLE 79. — Cases of internment and applicable provisions	183
ARTICLE 80. — Civil capacity	183
ARTICLE 81. — Maintenance	183
ARTICLE 82. — Grouping of internees	184
<i>Chapter II. — Places of Internment</i>	
ARTICLE 83. — Location of places of internment. Marking of camps	184
ARTICLE 84. — Separate internment	184
ARTICLE 85. — Accommodation, hygiene	185

	Page
ARTICLE 86. — Premises for religious services	185
ARTICLE 87. — Canteens	185
ARTICLE 88. — Air raid shelters. Protective measures.	186
<i>Chapter III. — Food and Clothing</i>	
ARTICLE 89. — Food	186
ARTICLE 90. — Clothing	187
<i>Chapter IV. — Hygiene and Medical Attention</i>	
ARTICLE 91. — Medical attention	187
ARTICLE 92. — Medical inspections	188
<i>Chapter V. — Religious, Intellectual and Physical Activities</i>	
ARTICLE 93. — Religious duties	188
ARTICLE 94. — Recreation, study, sports and games .	189
ARTICLE 95. — Working conditions	189
ARTICLE 96. — Labour detachments	190
<i>Chapter VI. — Personal Property and Financial Resources</i>	
ARTICLE 97. — Valuables and personal effects	191
ARTICLE 98. — Financial resources and individual accounts	191
<i>Chapter VII. — Administration and Discipline</i>	
ARTICLE 99. — Camp administration. Posting of the Convention and of orders	192
ARTICLE 100. — General discipline	193
ARTICLE 101. — Complaints and petitions	193
ARTICLE 102. — Internee committees :	
I. Election of members	193
ARTICLE 103. — II. Duties	194
ARTICLE 104. — III. Prerogatives	194
<i>Chapter VIII. — Relations with the Exterior</i>	
ARTICLE 105. — Notification of measures taken	194
ARTICLE 106. — Internment card	195
ARTICLE 107. — Correspondence	195
ARTICLE 108. — Relief shipments :	
I. General principles	195
ARTICLE 109. — II. Collective relief	196
ARTICLE 110. — III. Exemption from postal and trans- port charges	196
ARTICLE 111. — Special means of transport	197
ARTICLE 112. — Censorship and examination	198
ARTICLE 113. — Execution and transmission of legal documents	198

	Page
ARTICLE 114. — Management of property	198
ARTICLE 115. — Facilities for preparation and conduct of cases	198
ARTICLE 116. — Visits	199
<i>Chapter IX. — Penal and Disciplinary Sanctions</i>	
ARTICLE 117. — General provisions. Applicable legis- lation	199
ARTICLE 118. — Penalties	199
ARTICLE 119. — Disciplinary punishments	200
ARTICLE 120. — Escapes	200
ARTICLE 121. — Connected offences	200
ARTICLE 122. — Investigations. Confinement awaiting hearing	201
ARTICLE 123. — Competent authorities. Procedure . .	201
ARTICLE 124. — Premises for disciplinary punishments	202
ARTICLE 125. — Essential safeguards	202
ARTICLE 126. — Provisions applicable to judicial pro- ceedings	202
<i>Chapter X. — Transfers of Internees</i>	
ARTICLE 127. — Conditions	202
ARTICLE 128. — Method	203
<i>Chapter XI. — Deaths</i>	
ARTICLE 129. — Wills. Death certificates	204
ARTICLE 130. — Burial. Cremation	204
ARTICLE 131. — Internees killed or injured in special circumstances	205
<i>Chapter XII. — Release, Repatriation and Accommodation in Neutral Countries</i>	
ARTICLE 132. — During hostilities or occupation . . .	205
ARTICLE 133. — After the close of hostilities	205
ARTICLE 134. — Repatriation and return to last place of residence	206
ARTICLE 135. — Costs	206
<i>Section V. — Information Bureaux and Central Agency</i>	
ARTICLE 136. — National Bureaux	206
ARTICLE 137. — Transmission of information	207
ARTICLE 138. — Particulars required	207

	Page
ARTICLE 139. — Forwarding of personal valuables . . .	208
ARTICLE 140. — Central Agency	208
ARTICLE 141. — Exemption from charges	208

Part IV

Execution of the Convention

Section I. — General Provisions

ARTICLE 142. — Relief societies and other organizations	209
ARTICLE 143. — Supervision	209
ARTICLE 144. — Dissemination of the Convention . . .	210
ARTICLE 145. — Translations. Rules of application . .	210
ARTICLE 146. — Penal sanctions :	
I. General observations	210
ARTICLE 147. — II. Grave breaches	211
ARTICLE 148. — III. Responsibilities of the Contracting Parties	211
ARTICLE 149. — Enquiry procedure	211

Section II. — Final Provisions

ARTICLE 150. — Languages	212
ARTICLE 151. — Signature	212
ARTICLE 152. — Ratification	212
ARTICLE 153. — Coming into force	212
ARTICLE 154. — Relation with the Hague Conventions	212
ARTICLE 155. — Accession	213
ARTICLE 156. — Notification of accessions	213
ARTICLE 157. — Immediate effect	213
ARTICLE 158. — Denunciation	213
ARTICLE 159. — Registration with the United Nations	214

Annex I

Draft Agreement relating to Hospital and Safety Zones and Localities	214
---	-----

Annex II

Draft Regulations concerning Collective Relief.	217
---	-----

Annex III

Internment Card	219
Letter	220
Correspondence Card	221

**RESOLUTIONS OF THE DIPLOMATIC CONFERENCE OF GENEVA,
1949**

	Page
<i>Resolution 1.</i> Submission of disputes to the International Court of Justice	223
<i>Resolution 2.</i> Creation of an International Body in the absence of a Protecting Power	223
<i>Resolution 3.</i> Preparation of a Model Agreement on the per- centage and relief of Retained Personnel	224
<i>Resolution 4.</i> Badges and Identity Cards of Medical Personnel	224
<i>Resolution 5.</i> Misuse of the Red Cross Emblem	224
<i>Resolution 6.</i> Improvement of means of communication between Hospital Ships and Warships, and preparation of International Regulations for the use of such means	225
<i>Resolution 7.</i> Notification by Hospital Ships of their position by wireless	225
<i>Resolution 8.</i> Pacific Settlement of International Differences .	225
<i>Resolution 9.</i> Specimen telegraphic messages for Prisoners of War	226
<i>Resolution 10.</i> Recognition of a Party to a conflict by Powers not taking part in such conflict	226
<i>Resolution 11.</i> Financial support for the International Com- mittee of the Red Cross	226

The marginal notes included in the present edition of the Geneva Conventions, as well as the above titles given for the Resolutions, have no official character and were not adopted by the Diplomatic Conference.

They were drafted by the Conference Secretariat, and the International Committee of the Red Cross feels that their insertion will aid the study of the Conventions.

AR 7262 14/13

JHE FRIED. CRIMINAL CODE OF EMPEROR CHARLES V; FACSIMILE COPY; 1987, 1 VOL, BOUND.

1983

Facsimile

Original Code of
Empire Charter 1.

Peinlich
Gerichtsordnung
Karls des fünfften

D Es allerdurchleuchtig-
sten großmechtigste vn-
überwindtlichsten Key-
ser Karls des fünfften: vñnd des
heyligen Römischen Reichs päinlich gericht^s ord-
nung / auff den Reichstagen zu Augspurg
vnd Regenspurg / in jaren dreissig / vñ
zwey vnd dreissig gehalten / auff-
gericht vnd beschlossen.



Cum gratia et privilegio Imperiali.



Wir Karl der fünffte von gotts gnaden
 Römischer Keyser zu allen zeiten merer des Reichs /
 in Germanien / zu Hispanien / beyder Sicilien / Hieru
 salem / Hungern / Dalmatien / Croatien ic. König /
 Erzhertzog zu Osterreich / Hertzog zu Burgundi ic. Graff zu Hab
 spurg / Flandern / Tyrol ic. Thun kundt allermeniglich vnd son
 derlich allen vnd jeden Būchtrucken / wo vnd an welchen orten die
 in heyligen Römischen Reich gelesen sind / zu wissen / das wir vn
 serm vnd des Reichs lieben getrewen Juo Schöffern burgern zu
 Meynz den Abschiedt jetzgehalten Reichstags zu Regenspurg /
 dergleichen die Reformation vnsers Keyserlichen Cammergerichts
 in eyn vnd dreissigsten jar auffgericht vnd geschehen / auch die halb
 oder peinlich gericht ordnung / inn truck zubringen / beuelhen lassen
 haben. Dieweil er sich nun des vns zu vndertheniger gehorsam vnd
 gefallen in der eil etwas mit vnstaten vndernommen / damit er dan
 dauon widerumb / wie billich / zimlich ergerlicheyt empfahe / So ge
 bieten wir allen obgemelten Būchtrucken / vnd sunst meniglich be
 straff vnd peen zehen marc Lottigs golts / vns halb in vnser vnd
 des heyligen Reichs Cammer / vnd den andern halben theyl gedach
 tem Juoni vnablässlich zu bezalen / Vnd wollen / das obgemelte
 Būchtrucker / noch sunst jeman von jrent wegen / den berürten Ab
 scheidt / auch die Reformation vnsers Keyserlichen Cammergeri
 chts / darzu die halb oder peinlich gericht ordnung / gedachtem Juo
 ni in zweyen jaren den nechsten noch eynander folgend / nit nachtru
 cken / oder zum feylen kauff haben oder auslegen / bei verlierung ob
 gemelter peen vnd des selben jres truckts / den gemelter Juo / durch
 sich selbs oder eyn andern von seiner wegen / wo er den bei jr jedem fin
 den wirt / auß eygem gewalt on verhinderung meniglichs zu sich neu
 men / vnd damit nach seinem gefallen handeln vnd thun mag / dar
 an er auch nit gefreuel haben. Es soll auch keynem andern ge
 truckten Abschiedt / an eynichem ort / inn oder ausserhalb gericht
 oder rechts geglaubt werden / sonder geuerde / das ist vnser ernstlich
 meynung. Geben vnder vnserm zu ruck auffgetruckten Secret /
 in vnser vnd des heyligen Reichs statt Regenspurg / am letzten tag
 des Monats Julij / nach Christi vnsers lieben herrn geburt / tausent
 fünffhundert vnd in zwey vnd dreissigsten / vnsers Keyserthums
 in zwölfften / vnd vnserer Reich in sibenzehenden jaren.

Wir

date:
31. Juli 1532

Vorrede des peinlichen halzgerichts.



Wir Karl der
 fünffte von gotts gnaden

Römischer Keyser zu allen zeiten
 merer des Reichs / König in Ger
 manien / zu Castilien / zu Aragon /
 zu Legion / beyder Sicilien / zu Hie
 rusalem / zu Hungern / zu Dalma
 tien / zu Croatien / Navarra / zu
 Granaten / zu Tolleten / zu Valentz
 zu Gallicien / Maioicarū / Hispania
 lis / Sardinie / Cordube / Corsice / Murcie / Siennis / Algarbien / Al
 geyre / zu Gibraltaris / vnd der Insulen Canarie / auch der Insulen
 Indiarum vnd terre firme / des meers Oceani ic. Erzhertzog zu
 Osterreich / Hertzog zu Burgundi / zu Lotterick / zu Brabande / zu
 Steyer / Kernten / zu Crain / Limpurg / Geldern / Wirtemberg / Ca
 labrien / Achenari / Neopatrie / Graue zu Habsburg / zu Flandern
 zu Tyrol / zu Gorz / Parsiloni / zu Arthois / zu Burgundi / Pfalz
 graff in Venegaw / zu Holand / zu Seeland / zu Pfordt / zu Riburgk
 zu Namur / zu Rossilion / zu Ceritan / vñ zu Zutphen / Landgraff
 in Elsas / Margraff zu Burgaw / zu Duffani / zu Goriani / vnd des
 heyligen Römischen Reichs Fürst zu Schwaben / zu Cathalonia /
 Asturia ic. Herr in Frieslandt / auff der Windischen marck / zu Por
 tenaw / zu Biscaia / zu Molin / zu Salins / zu Tripoli vnd zu Wech
 eln. Bekennen öffentlich / Nach dem durch vnser vnd des heyl
 igen Reichs Churfürsten / Fürsten vnd andere Stende / statlich
 an vns gelangt / wie in Römischen Reich teutscher Nation / altem
 gebrauch vnd herkommen nach / die meynsten peinlich gericht mit
 personen / die vnser Keyserliche recht nit gelet / erfarn oder übung
 haben / besetzt werden / Vnd das auß dem selben an viel orten offter
 mals wider recht vnd güte vernunft gehandelt / vnd entweder die
 vnschuldigen gepeinigt vnd getödt / oder aber die schuldiger / durch
 vnordenliche geuerliche vnd verlengerliche handlung den peinlichen
 Flegern / vnd gemeynem nutz zu grossen nachthyl gefristet / wegge
 schoben vnd erledigt werden / vnd das nach gelegenheit Teutscher
 land in disen allen / altem langwirigem gebrauch vnd herkommen
 nach / die peinlichen gericht an manchen orten / mit rechtuerstendigen
 erfarn vnd geübten personen nit besetzt werden mögen.

ij



Vorrede.

Demnach haben wir sampt Churfürsten / Fürsten vnd Stende auß gnedigem geneytem willen etlichen gelerten trefflichen erfaren personen beuolhen eyn begrieff / wie vnd welcher gestalt in peinlichen sachen / vnd rechtfertigungen / dem rechten vnd billicheyt am gemessen gehandelt werde mag / zümachen / in eyn form züsammē zū ziehen Welchs wir also in druck zūbringen verschafft haben / das alle vnser de vnser vnnd des Reichs vnderthanen sich hinfürter in peinlichen sachen / in bedenckung der groß vnd ferligkeyt der selben / jetz angezeygten begrieff / dem gemeynen rechten / billicheyt vnd loblichen herbrachten gebreuchen gemess halten mögen / wie eyn jetlicher on zweifel für sich selbst zuthun geneygt / vnd deshalben von dem Almechtigen belonung zū empfangen verhofft. Doch wollen wir durch diese gnedige erinnerung Churfürsten Fürsten vnd Stenden / an iren alten wolherbrachten rechtmessigen vnnd billichen gebreuchen / nichts benommen haben.

Register



Hernach volge das Register diß Buchs / vnd vmb eygentlicher anzeygung vnd findung willen / der ding dohin geweißt würt / alle zale / darnach man suchen soll / auff die articke / vnnd nit auff die zale der bletter gestelt / als darin erfunden würt.

Am ersten blat.

Von Richtern / vrtheylern vnd vnd gerichtspersonen i
 Von den / so die gericht irer güterhalb besitzen. ij
 Des Richters eyde über das blüt zū richten. iij
 Schöffen oder vrtheylspracher eyde. iiij

Am andern blat.

Schreibers eyde v
 Annemen der angegeben übelthetter / von der oberkeyt vnnd ampts wegen vj

Am dritten blat

Von annemen eynes angegeben übelthetters so der Klager rechts begeret vj
 Von verheftung des anklägers bis er bürgschafft gethan hat vij
 Von bürgschafft des anklägers so der beklagte der thatt bekenlich ist vnd redliche entschuldigung solcher thatt halb fürgibt. viij
 So der Klager nit bürgen haben mag wie die gegen haftung beschehen soll. xij

Am vierden blat

Von eynem andern bürgschafft so der Kleger den argt von der misse that bewisen hat / oder die misse that sunst bekenlich ist xv
 Von vnzweiffenlichen missthaten xvj
 Wie der anleger nach verheftung des beklagten nit abscheydē soll / er hab dann zū förderst eyn nemlich statt wohin man im gerichtlich verkünden soll benant xvij
 Von den sachen darauff man redliche anzeygung eynes misshandlung nemen mag xvij

Am fünfften blat

Von begreiffung des wörtlins anzeygung xvij
 Das on redliche anzeygung niemand soll peinlich gefragt werde xvij
 Von anzeygung der die mit zauberei / wahr züsagē vnderstehn xvij
 Das auff anzeygung eynes missthat / alleyn peinlich frag / vnnd nit ander peinlich straff soll erkent werden. xvij
 Wie die gnügsum anzeygung eynes missthat / bewisen werde sollē xvij

Am sechsten blat

Das man auß den nachgesagten anzeygungen in vnbenenten vnnd hierin vnausgetruckten argt wonigkeyten der missthat / gleichnuß nemen möge xvij
 Von gemeynen argt wonen vnd anzeygungen / so sich auff alle missthat ziehen xvij

Register vnd ordnung

Zum achten	xxv
Eyn regel wañ die vorgemelten argkronigen teyl oder stück sament lich oder sonderlich eyn gnügsam anzeygen zu peinlicher frag ma chen	xxvij
§ Am sibenden blat	
Aber eyn regel in obgemelten sachen	xxviij
Gemeyn anzeygung der jetliche alleyn / zu peinlicher frag gnügsam ist	xxix
§ Am achten blat	
Von anzeygung / so sich auff sonderlich mischatten	
ziehen / vnd ist eyn jeder artickel / zu redlicher anzeygung der selben mischat gnügsam / vnd darauff peinlich zu fragen.	
Von mo:dt der heymlichen geschichte gnügsam anzeygung.	xxxiij
Von offentlichen todtschlagen / so inn schlahen oder rümoren vnder vilen leuten geschehen / das niemand gethan will haben / gnüg sam anzeygung	xxxiiij
Von heymlichem kinder haben / vnd tödten durch ire mütter / gnüg sam anzeygung	xxxv
§ Am neunenden blat	
Von heymlichem vergeben gnügsam anzeygung	xxxviij
Von verdacht der rauber gnügsam anzeyge	xxxviij
Von gnügsamē verdacht der ihenen so raubern oder diebe helffen	xl
§ Am zehenden blat	
Von heymlichem brandt gnügsam anzeygung	xli
Von vertererei gnügsam anzeygung	xliij
Von gnügsam verdacht der diebetei	xliij
Von zauberey gnügsam anzeygung	xliij
Von peinlicher frag	xlvi
§ Am eylfften blat	
Ausführung der vnschult vor der peinlichen frag zu ermanen / vnd weichere handlung darauff	xlviij
Wie die ihenen / so auß peinlichen fragen eyner mis	
chat bekennen / nachuolgendes weicher außserhalb marter vmb vnderricht gefragt werden sollen	
Erstlich vom mo:dt	xlviij
§ Am zwölfften blat	
So der gefragt vertererey bekent	xliij
Auff bekentnuß von vergiftung	l
So der gefragt eyn brandt bekent	li
So die gefragt person zauberey bekent	liij
Von gemeynen vnbenanten fragstücken / auff bekentnuß die auß marter geschichte	liij
Von nach	

des peinlichen halßgerichts.

Von nachfrag vnd erkundung der bösen bekanten vmbstendē	liiij
§ Am dreizehenden blat	
Wo die bekanten vmbstende der mischat in erkundigung nit wahr erfunden würden	lv
Keynem gefangen die vmbstende der mischat vor zusagen / sonder in die ganz von im selbst sagen lassen	lvj
So der gefangen vorbekanter mischat wider laugnet	lvij
Von der maß peinlicher frage	lvij
So der arm / den man fragen will generlich wunden hat	lvj
§ Am vierzehenden blat	
Eyn beschluß / wañ der bekentnuß / so auff peinliche frag beschicht / entlich zu glauben ist	lv
So der gefangen auff redlichen verdacht mit peinlicher frag angrif fen / vnd nit vngerecht funden oder überwunden wirt	lvj
Von beweisung der mischat	lvij
Von vn bekanten zeugen	lvij
Von belonten zeugen	lvij
Wie zeugen sagen sollen	lvj
§ Am fünfzehenden	
Von gnügsamen zeugen	lvj
Von gnügsamen gezeugnuß	lvij
Von falschen zeugen	lvij
So der beklagt nach der beweisung nit bekennen wolt	lvj
Von stellung vnd verhörung der zeugen	lvj
Von den kundtschafft verhörern in gericht	lvj
§ Am sechzehenden blat	
Von kundtschafft verhörern außserhalb des gerichtes	lvij
Von offnung der kundtschafft	lvij
§ Am sibenzehenden blat	
Von kundtschafft des beklagten zu seiner entschuldigung	lvij
Von zierung der zeugen	lvj
Keyn zeugen für recht zuvergleiten	lvj
Das recht fürderlich ergehn zulassen	lvj
Von benennung entlichs rechttrags	lvij
Dem beklagten den rechttrag zuerkünden	lvj
Verkündung zum gericht	lvj
Vnderredung der ritheylar vor dem rechttrag	lvj
§ Am achtzehenden blat	
Von besizung vnd beleitung des entlichen gerichtes	lvij
Dise vnser vnd des heyligen Reichs ordnung gegen würtig zuhaben auch den partheien / darin je notturffe nit zuverbergen	lvij
Von der frag des Richters ob das gericht recht besetzt sei	lvij
Wañ der beklagt öffentlich in den stock / pranger oder halßeisen ge stelt werden soll	lvj
liij	

Register vnd ordnung

Den beklagten für gericht zuführen	lxxxvj
Von beschreiben des beklagten	lxxxvij
§ Am neunzehenden blat	
Von fürsprechen	lxxxviij
Bitt des fürsprechen der von ampts wegen oder sunst klagt	lxxxix
Was vnd wie der beklagt durch seinen fürsprechen bitten lassen mag	xc
§ Am zweynzigsten blat	
Von verneynung der mißthat die vormalß bekent wordē ist	xcj
Wie der Richter vnd schöffen oder vrttheyler nach beyder teyl / vnd allem fürbringen auch enlichem beschluß die vrttheyl fassen / vnd wie auch nachmals die schöffen oder vrttheyler durch den Richter gefragt werden sollen.	xcij
Darauff sollen die schöffen vnd vrttheylsprecher vngewerlich also antworten	xciiij
Wie der Richter die vrttheyl öffen soll	xciiij
§ Am eyn vnd zwenzigsten blat	
Wañ der Richter seinen stabe zerbrechen mag	xcvi
Des nachrichters frid auß zurüßert	xcviij
Frag vnd antwort nach volnzuehung der vrttheyl	xcviij
So der beklagt mit recht ledig erkant wirt	xcix
Von vnnottürfftigen vnnützen geuerlichen fragen so vor gericht beschehen	c
§ Am zwey vnd zwenzigsten blat	
Von leibstraffen die nit zum todt oder zu ewiger gefengnuß gesprochen werden / vnd von ampts wegen beschehen	cj
Von beichten vnd vermanen / nach der verurtheilung	cij
Daß die beichtuarter die armen bekantē warheyt zu laugnen nit weisen sollen	ciiij
Eyn vorrede wie man mißthat peinlich straffen soll.	ciiij
Von vnbenanten peinlichen fellen vnd straffen	cv
§ Am drei vnd zweynzigsten blat	
Wie gottschwerer oder gottsflesterung gestrafft werden sollen	cvj
Straff der ihenen so eynen gelerten eydt vor Richter vnd gericht meyneydig schweren	cvij
Straff der so geschwozne vrtphede brechen	cviiij
Straff der zauberey	cix
Straff schriftlicher vnrechlicher peinlicher schmehung	cx
§ Am vier vnd zwenzigsten blat	
Straff der münzfelsher vnd auch dero so on habend freihert münzen	cxj
Straff der	

des peinlichen halßgerichts.

Straff der ihenen so falsch siegel / brieff / vbar / renth oder zinsbüch / er oder register machen.	cxij
Straff der fälcher mit maß / wag vnd kauffmanschafft	cxij
Straff der ihenen die felschlich vnd betrieglich vndermarckung / reynung / mal / oder marcksteyn verrucken	cxiiij
Straff der procurator so iren partheien zu nachtheil geuerlicher fürsezlicher weiß den widertheilen zu gut handeln	cxv
§ Am fünff vnd zweynzigsten blat	
Straff der vnkeusch / so wider die natur beschicht	cxvj
Straff der vnkeusch mit nahende gesipten freunden	cxvij
Straff der ihenen so eheweiber oder jungkfrauen entföhren	cxviij
Straff der notzucht	cxix
Straff des ehebruchs	cxix
Straff des übels das in gestalt zwifacher ehe geschicht	cxxi
§ Am sechs vnd zweynzigsten blat	
Straff der ihenen so ire eheweiber oder kinder durch böses genieß willen williglich zu vnkeuschen wercken verkauffen	cxxiij
Straff der verkuplung vnd helfen zum ehebruch	cxxiij
Straff der verreterey	cxxiij
Straff der biener	cxv
Straff der rauber	cxvi
Straff der ihenen so auffrühr des volcks machen	cxviij
§ Am sieben vnd zweynzigsten blat	
Straff der ihenen so bößlich außretten	cxviiij
Straff der ihenen / so die leut bößlich beheden	cxvix
Hernach volgen etlich böse tödung / vnd von straff	
der selben thäter	
Erstlich von straff der / die mit gifft od venen heymlich vergebē	cxv
§ Am acht vnd zweynzigsten blat	
Straff der weiber so ire kinder tödten	cxvxi
Straff der weiber so ire kinder vmb das sie der abkommen / in ferlichheit von inen legen / die also gefunden vnd ernert werden	cxvxiij
Straff der ihene so schwangern weibsbilden kinder abtreibē	cxvxiij
Straff so eyn arzt durch sein artzney tödret	cxvxiij
§ Am neun vnd zweynzigsten blat	
Straff eygner tödung	cxv
So eyn eyner schedlich thier hett das jemandt entleibe	cxvviij
Straff der mörder vnd todeschleger die keyn gnügsam entschuldigung haben mögen	cxvviij
Von vnlaugbarn todeschlegen die auß solchen vrsachen geschehen so entschuldigung der straff auff inen tragen	cxvviij
§ Am dreißigsten blat	
Erstlich von rechter notweert / wie die entschuldige	cxvxiij

Register vnd ordnung

Was eyn rechte notweer ist	cxl
Das die notweer bewisen soll werden	cxli
Wan vnd wie in sachen der notweer die weisung auff den anleger kompt	cxlii
¶ Am eyn vnd dreissigsten blat	
Von entleibung das niemandts anders gesehen hat / vnd eyn notweer fürgewende würde	cxliii
Von berümbter notweer gegen eynem weibsbilde	cxliiii
So eyn er inn rechter notweer eynen vnschuldigen wider seinen / des thatters willen entleibe	cxlv
Von vngewerlicher entleibung die wider eynes thatters willen geschicht außserhalb eynes notweer	cxlvj
¶ Am zwey vnd dreissigsten blat	
So eyn er geschlagen wirt vnd stirbt / vnd man zweiffelt ob er an der wunden gestorben sei	cxlvij
Straff der ihenen so eynander in morden / schlagen vnd rümoren fürsetzlich oder vnfürsetzlich beistandt thut	cxlviii
¶ Am drei vnd dreissigsten blat	
Von besichtigung eynes entleibten vor der begrebnus	cxlix
Hernach werden etliche entleibung inn gemeyn berürt / die auch entschuldigung auff in tragen mögen / so darin ordenlicher weiß gehandelt wirt	cl
Wie die vrsachen / so zu entschuldigung beentlicher thatt fürgewent außgeführt werden sollen	clj
¶ Am vier vnd dreissigsten blat	
So des thatters gegebne weisung articckeln nit beschliessen	clij
Über wen die arzung in obgemelter außführung gehn soll	cliii
Ob grosser armüt des der sich obgemelter massen außföhren wolt	cliiii
So eyn er in der mordacht wer / in gefengnus kem vnd sein vnschuld außföhren wolt	clvj
¶ Am fünff vnd dreissigsten blat	
Von außführung beschuldigter peinlichen übelthatt ehe der beklagt in gefengnus kompt	clvj
Hernach volgen etlich articckel vom diebstal.	
Zum ersten vom aller schlechtesten heymlichen diebstall	clvij
Vom ersten offentlichen diebstall / damit der dieb beschriben wirt / ist schwerer	clviij
Vom ersten gewerlichen diebstalen durch einsteigen oder brechen / ist noch schwerer	clx
¶ Am sechs vnd dreissigsten blat	
Vom ersten diebstall / flinss gülden werth / oder darüber vn sunst on beschwerlich vmbstende / soll man radts pflegen	clxj
Vom andern diebstall	clxij
	Vom ste

des peinlichen halßgeriches.

Vom stelen zum dritten mal	clxij
Wo mer dan eynereley beschwerung bei dem diebstall gefunden wirt / der	clxiii
¶ Am siben vnd dreissigsten blat	
Von jungen dieben	clxiiii
So eyn er etwas heimlich nimpt von gütern / der er eyn nechster erb ist	clxv
Stelen in rechter hungers not	clxvj
Von fruchten vnd nutzen auff dem feld / wie vnd wan darmit diebstall gebrauchet werde	clxvij
Von holzstelen oder verbotner weiß abhawen	clxviii
¶ Am acht vnd dreissigsten blat	
Straff der ihenen die fisch stelen	clxix
Straff der ihenen so mit vertrauter oder hinderlegter habe vngewerlich handeln	clxx
Diebstall heyliger oder geweihter ding an vnd vngeweihten steten	clxxi
Von straff obgemelts diebstals	clxxij
Von straff oder versorgung der personen von den man auß erzeygen vrsachen / übels vnd mischatt warten muß	clxxvi
¶ Am neun vnd dreissigsten blat	
Von straff der fürderung / hilff vn beistand der mischatter	clxxvij
Straff vnderstandner mischatt	clxxviii
Von übelthattern die jugent oder anderer sachen halb / ire sinn nit haben	clxxix
So eyn hütter der peinlichen gefengnus eynem gefangen außhilff	clxxx
¶ Am vierzigsten blat	
Von eyn er gemeynen berichte / wie die gerichtschreiber die peinlichen gerichtshandel genzlich vnd ordenlich beschreiben sollen / volgt in dem nechsten vnd etlichen articckeln hernach	clxxxj
¶ Am eyn vnd vierzigsten blat	
Von ordnung vnd berichte / wie der gerichtschreiber die entlichen vtheyle der todtsstraff halb / formen soll	clxxxj
Einführung eynes jeden vtheyl zum todt oder ewiger gefengnus	clxxxij
¶ Werck die nachuolgenden beschluß eynes jeden vtheyl	
¶ Am zwey vnd vierzigsten blat	
Zum feuer / Zum schwert / Zu der viertheylung / Zum rade / Zum Galgen / Zum errencken / Vom lebendigen vergraben / Vom schleyffen	clxxxij

Register vnd ordnung

- Don reissen mit glihenden zangen
Formierung der vrtheyl eyns sörglichen mañs in gefengknus zu ver
waren ccxliij
Don leibstraff/die nit zum todt oder gefenglicher verwarung/ wie
obsteht/ verurtheyle werden soll ccxcv
¶ Am drei vnd vierzigsten blat
Einführung der vrtheyl vorgemelter peinlicher leibstraff halb/die nit
zum todt gesprochen werden ccxcviij
¶ Derck die nachuolgenden beschluß eyner jeden
vrtheyl
Abschneidung der zungen/ Abhawung der finger/ Dien abschneit
den/ Mit rütten aufhawen ccxcviij
Don form der vrtheyl zu erledigung eyner beklagten personē ccxcix
¶ Am vier vnd vierzigsten blat
Don dem gerichtskosten an den peinlichen gerichtē ccciiij
Wie die Richter von straffung der übelthäter feyn sonderliche be-
lonung nemen sollen ccc
¶ Am fünff vnd vierzigsten blat
Wie es mit der flüchtigen übelthäter gütter gehalten werden soll cccvj
Don gestolner oder geraubter hab/so in die gericht kompt cccvij
¶ Am sibē vnd vierzigsten blat
Wie was maß die werckleut in den peinlichen gerichtē notturtstige
galgen zu machen vnd zu bessern schuldig sein cccxxv
Don mißbreuchen vnd bösen vnuernunftigen gewonheyten / so an
etlichen orten vnd enden gehalten werden cccxxviij
¶ Am acht vnd vierzigsten vnd letzten blat
Erklärung bei wem/ vnd an welchen orten rath gesucht werden soll cccxxix

¶ Ende des Registers.

Des alldurchleuchtigsten I großmechtigsten vnüberwindlichsten/Key- ser Karls des fünfften/ vnd des heyligen Römisch/ en Reichs peinlich gerichtē ordnung.

Don Richtern/ vrtheylern/ vnd gerichtē personen.

Wem erstlich: setzen:
ordnen vnd wöllen wir/das alle ii
peinlich gericht mit Richtern/ vrtheylern vnd
gerichtschreibern / versehen vnd besetzt werde
sollen / von frommen/ erbarn/ verstendigen vn
erfahren personen/so tugentlich vnd best die
selbigen nach gelegenheyt jedes orts gehabt
vnd zübekommen sein. Darzu auch Edeln vnd gelerten gebraucht
werden mögen. In dem allem eyn jede oberkeyt möglichen fleiß an-
wenden soll/damit die peinlichen gericht zum besten verordnet / vnd
niemandt vnrecht geschehe / alsdann zu diser grossen sachen/welche
des menschen ehre/leib/leben vnd gut belangen sein / dapffer vnd wol
bedachter fleiß / gehorig / darumb dan inn solcher vberfarung nie-
mands mit rechtmessigem vortreglichem grunde seine verlassung
vnd hinleissigkeyt entschuldigen mag / sonder billich derhalb ver-
moge diser vnser ordnung gestrafft / des also alle oberkeyt / so pein-
lich gericht haben/hiemit ernstlich gewarnt sein sollen.

Und dieweil sich dan eyn zeither / an etlichen orten / etlich vom
adel/vnd andere / den solche gericht eygner person ampts halber vn
sunst zu besitzen gebürt/ sich bei solchen gerichtē zusitzen geweigert/
vn ires standts halber geschücht/ dadurch dan das übel/ mermals
vngestraffe bliben ist/ So mögen die selbigē/ dieweil inen doch solch
gerichtbesitzung an irer achtbarkeyt oder standt gantz feyn nach-
teyl geberē/ soll noch kan/ sonder mer zu fürderung der gerechtikeyt/
straff der boshaftten / vnd den selben vom adel vnd ampter zu ehren
reuehe vnd dienen ist/solch peinlich gericht so offte/vn vil sie nach ge-
stalt der sachen/ für gut vn notturtstig ansehen wirdet/ als Richter
vnd vrtheylet selbst besitzen/ vnd darin handeln vnd fürnemen/wes
sich nach diser vnser ordnung eygent vnd gebürt. Wo aber etliche
A

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

vom adel / vnd andere solche gericht von altem herkommen / biß an /
her eygner person besessen / Wollen wir daß die selbigen hinfürter
auch on ferrer weigerung besizen / vnd solch herkommen vnd ge-
breuch in jren krefft vnd wesen bleiben sollen.

Von den / so die gericht irer güter halb besizen.

ij. **I**dem welche personen von irer güter we-
gen die peinlich gericht zū besizen schuldig sein / vnd
das selb auß schwacheyt vñ gebrechlicheyt jres laibs /
vernunft / jugent / alter / oder anderer vngeschicklicheit halber nit be-
sizen noch verweisen mögen / so oft das not beschicht / Soll der / oder
die selbigen ander tüglich personen / zū besizung des peinlichen geri-
chts an jr statt ordnen vnd bestellen / mit wissen vnd zū lassen / des
selben oberrichters.

Des Richters ende über das blüt zū richten.

iiij. **I**ch N. schwere / daß ich soll vnd will in
peinlichen sachen / recht ergehn lassen / richten vnd vr-
theilen / dem armen als dem reichen / vnd das nit las-
sen / weder durch lieb / leyd / miet / gab / noch keyner andern sachen we-
gen. Vnd sonderlich / so will ich Keyser Karls des fünfften / vnd
des heyligen Reichs peinlich gericht ordnung getrewlichen geleben
vnd nach meinem besten vermögen halten vnd handhaben / alles
getrewlich vnd vngewerlich / Also helff mir Gott vnd die heiligen
Euangelia.

Schöpffen oder vrtheylspracher Eyde.

Item

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. II

Idem soll eyn jeder / Schöpff oder vr-
theyl spracher. des peinlichen gericht / dem Richter
des selben / glo ben vnd schweren / wie hernachvolgt /
welche pflicht im dem Schöpffen vorgelesen / vnd er also nachspre-
chen soll. iiij.

Ich N. schwere / daß ich soll vnd will in peinlichen sachen / rechte
vrtheyl geben / vnd richten dem armen als dem reichen / vnd
das nit lassen / weder durch lieb / leyd / miet / gab noch keyner an-
dern sachen wegen. Vnd sonderlich so will ich Keyser Karls des
fünfften vnd des heiligen Reichs peinlicher gericht ordnung ge-
trewlich geleben / vnd nach meiner besten verstentnuß halten / vnd
handhaben / alles getrewlich vnd vngewerlich / Also helff mir Gott
vnd die heyligen Euangelia.

Schreibers eyde.

Ich N. schwere / daß ich soll vnd will in
den sachen das peinlich gericht betreffend / fleissig auff-
mercken haben / klag vnd antwort / anzeygung / argt-
won / verdacht / oder beweisung / auch die vrgicht des gefangen / vnd
wes gehandelt wirdet / getrewlich auffschreiben / verwaren / vnd so
es not thut verlesen. Auch darin keynerley generde süchen vnd ge-
brauchen. Vnd sonderlich so will ich Keyser Karls des fünfften
vnd des heiligen Reichs peinlich gericht ordnung vnd alle sachen
dazū dienende / getrewlich fürdern / vnd souil mich berürt / halten /
Also helff mir Gott vnd die heyligen Euangelia. v.

Annemen der angegeben übelthetter / von der oberkeyt vnd ampts wegen.

Idem so jemandt eyner übelthat durch ge-
meynen leumut / berüchtiget oder andere glaub würdige
anzeygung verdacht vnd argt wonig / vnd derhalb
durch die oberkeyt von ampts halben angenommen
A ij

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

würde/der soll doch mit peinlicher frage/nit angegriffen werden/es sei dan züvor redlich/vnd derhalb gnügsame anzeygung vnnnd vermütung von wegen derselben missethat auff jnen glaubwürdig gemacht. Darzū soll auch eyn jeder richter/in disen grossen sachen vor der peinlichen frag/souil möglich vnd nach gestalt vnd gelegenheyt eyner jeden sachen/beschehen kan/sich erkundigen vnd fleissig nachfragens haben/ob die missethat darumb der angenommen berüchtigt vnnnd verdacht/auch beschehen sei oder nit/vie hernach/in diser vnser ordnung ferner erfunden wirdet.

vij. **I**tem so die gemelten vrtheyle in bestimpter erkantnuß zweierlich würden/ob des fürbrachten argkwons vnd verdachts zū peinlicher frage gnügsam wer oder nit. So sollen/die deshalb radts bei der oberkeyt/so der ende ope mittel die peinlichen oberkeyt der straff hat/oder sunst an enden vnnnd orten wie zū ende diser vnser ordnung angezeygt sūchen./vnnnd doch die selben oberkeyt in solchem radtsūchen/aller vmbstende vnd gelegenheyt jres erfarens des verdachts eygentlichen in schrifftten berichten.

viiij. **I**tem so die missethat eyner todtsstraff halben kündlich/oder daber deshalb redlich anzeygung/wie dan vñ vor berürt ist/erfunden wirdet/So soll es der peinlichen frag vnd aller erkundigung halben/so zū erfindung der warheyt dinstlich ist/auch mit rechtfertigung auff des thatters bekennen/gehalten werden/wie klerlich hernach von den jhenen die auff anleger einbracht werden/geschriben vnd geordnet ist.

ix. **I**tem wolt aber eyn solcher gefangner der verdachte missethat done oder durch peinlich frag nit bekentlich sein/vnd er doch des selben überwisen werden mocht/So soll es mit der selbigen weisung vnd rechtfertigung darauff/der todtsstraff halben gehalten werden wie auch klerlich hernach gesatz ist von den jhenen die durch anleger einbracht werden.

x. **I**tem so aber eyn person/eyner gnügsamen vnzweifelichen überwunden/vnnnd erfunden missethat halben/nach laut diser vnser vnd des heyligen Reichs ordnung/vñ der oberkeyt vñ ampts wegen entlich an jrem leib oder gliedern gestrafft werden solte/also daß die selbig straff nit zūm todt oder ewiger gefencknuß fürgenomen würd/mit erkantnuß solcher straff/Soll es sonderlich auch gehalten werden/als im hundert vnd sechs vnnnd neunzigsten articel ansehend. Item so eyn person ic. angezeygt/erfunden wirt.

Von an

Römischen Reichs peinlich gerichtes ordnung. III

Von annemen eyns angegebenen übelthatters

so der klager recht begeret.

Item so der klager die oberkeyt oder richter anrufft jemandt zū strengem peinlichen rechten/zū gefencknuß zulegen/So soll der selbig anklager die übelthatt/vnd der selben redlichen argkwon vnd verdacht die peinlich straff auff im tragen zūvorderst ansagen/vnangesehen ob der anklager den angeklagten auff sein recht gefenglich einzulegen/oder sich bei dem beklagten zusetzen/begere vnd erbieten würde. Vnd so der anklager das thut/soll der angeklagt in gefencknuß gelegt/vnd des klagers angeben eygentlich auffgeschriben werden/vnnnd ist da bei sonderlich zumercken/daß die gefencknuß zū behaltung/vnd nit zū schwerer geuelicher peinigung der gefangen sollen gemacht vnd zū gericht sein. Vnnnd wan auch der gefangen mer dann eyner ist/soll man sie/souil gefenglicher behaltnuß halb sein mag/von eynder theylen/damit sie sich onewarhafftiger sage mit eynder nit vereynigen/oder wie sie jre thatt beschonen wollen vnderreden mögen.

Von verheffung des anklagers bisz er

bürgschafft gethan hat.

Item so bald der angeklagt zū gefenglich nuß angenommen ist/soll der anklager oder sein gewalthaber/mit seinem leib verwart werden/bisz er mit bürgen/Caution/bestandt vnd sicherung die der richter mit sampt vier schöpffen nach gelegenheyt der sachen vnnnd achtung beyder personen/für gnügsam erkent/gethan hat/wie hernach folgt. Vnd nemlich also/daß er der anklager/wo er die peinliche rechtfertigung nit außfüren/oder dem rechten verfolgen würd/vnd die geklagten missethat/oder aber redlich vnnnd gnügsam anzeygung vnnnd vermütung der selben in zimlicher zeit/die im der richter setzen würde/nit dermassen bewies/daß der richter vnd gericht/oder der merertheil auß jnen für gnügsam erkanten/oder sunst im rechten fellig würde/alsdann den kosten/so darauff gangen ist/auch dem beklagten/vmb sein zugefügte schmach vnnnd schaden abtrag thun wolle/alles nach burgerlicher rechtlicher erkantnuß. Vnd da mit der selbig gefangen beklagt/seiner erlitten kosten/schmeche vnnnd

A iij

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

scheden desser austreglicher vnd fürderlicher ergezung vnd abtrag erlangen möge/ So soll zu seinem gefallen vnd willen stehn/den peinlichen anklager vor des selben anklagers ordenlichen richter / oder dem peinlichen gerichte dafür sich die gerichtlich übung vnd rechtfertigung erhalten hat/vmb solchen Kosten/schmehe vnd scheden/ rechtlich fürzunehmen/ darinn auch summarie vnd on zirlicheyt des rechtlichen process/ procedirt/ gehandelt/ vnd die vrtheyl / one weither appellation vnd süchung volzogen werden/ dardurch doch dem selbē peinlichen gerichte ausserhalb diser felle/ vnnnd weither dan es vor gehabt/ keyn burgerlicher gerichtswang / vnd erkandnuß zu wachsen soll.

Von bürgschafft des anklager so der beklagte der that bekentlich ist/ vnd redlich entschuldigung solcher that halb fürgeb.

iiij. **Item so der thetter der that on laugnen**
wer/ aber deshalben redlich entschuldigung/ die in wo er die bewiß von peinlicher straff entledigen mochten/ anzeigt/ vnd im aber der anklager solcher seiner fürge wendten vrsachen vnd entschuldigung nie gestund/ So soll der anklager inn solchem fall/ dannoche auch nach gelegenheyt der person vnd sachen/ vnd erkandnuß des richters / sampt vier gerichtspersonen/ oder schöpfen/ nach notturfft verpürgen/ wo der beklagte solch entschuldigung also außführen würd/ daß er der beklagten that halb nie peinlich straff verwürckt hett / im alsdann vmb solch gefenglich einbringen/ schmach vnd scheden/ vor gericht wie obgemelt/ entlichs burgerlichen rechtens zupflegen / vnnnd darzu alle gerichtsscheden außzurichten / nach erkandnuß desselbigen gerichtsschuldig sein/ vñ soll nach solcher gescheneher bürgschafft mit außführung der entschuldigten thatt / wie hernach im hundert vnd eyn vñ fünffzigsten articckel ansehend. Item so jemandt eyner thatt bekentlich ist ic. geschrieben sthet/ gehalten vnd gehandelt werden/ vnd in diesem fall/ vor solcher außführung vnd sonder erkandnuß/ peinlich frag/ nie gebraucht werden.

So der klager nie bürgen haben mag wie die gegen haftung beschehen soll.

Item als

Römischen Reichs peinlich gerichtts ordnung. IIII

Item als lang vnd dieweil der anklager viij.
gemelter bürgschafft nie gehabt mag / vnd doch dem strengen peinlichen rechten/nachvolgen wolt/ So soll er mit dem beklagten bis nach endung vorangesezger rechtlicher außführung in gefengnuß oder verwarung noch gelegenheyt der person vnd sachen / gehalten werden / vnnnd dem anklager/ auch dem der sein entschuldigung außführen wolt/ solt gegunt werde daß die leut/ so sie zu bürgschafft oder beweisung/ wie obsteht gebrauchten wollen/ zu vnd von im wandeln mögen. So auch die anklager von wegen Fürsten / geystlicher personan / oder gemeynen oder sunst hoher personan gegen den die geringers standts sein/ geschicht/ In solchem fall/ mögen sich ander person vngenerlich nie geringerer achtung/ dann der beklagte/ an jr statt neben den beklagten gefenglich legen/ oder verwaren lassen. Vnd ob auch die selb ingelegt person sunst bürgschafft geben wolt/ wie obgemelt/ das alsdann die selb person/ jrer gefengnuß erledigt werden soll.

Von eyner andern bürgschafft so der klegere den argkwon der misserthat bewiesen hat/ oder die misserthat sunst bekentlich ist.

Item wo der klegere den argkwon vnd verdacht xv.
bewiesen hat / oder die geklagte misserthat sunst vñ laugbar ist / vnnnd der thetter gnügsam entschuldigung derhalb / als vor berürt ist / nie außführen kan/ So soll der anklager/ alsdann verbürgen/ dem strengen peinlichen rechten/ darumb der beklager angenommen ist / nach diser vnser vñnd des Reichs ordnung nach zukommen/ vnd zu weither bürgschafft in solchem fall/ nie verbunden werden/ vnd was also durch annemung des beklagten/ mit klager/ antwurt/ bürgschafft/ fragen/ erfahrung/ weisung vñ anders gehandelt/ auch darauß geurtheyle würde/ Das soll alles der gerichtsschreiber / ordenlich vnd vnderchiedlich beschreiben/ wie deshalb hernach im hundert eyn vnd achtzigsten articckel/ ansehent. Item eyn jeder gerichtsschreiber soll ic. vnd in etlichen plettern darnach eyn gemeyn anzeygung vnnnd form solcher beschreibung halb erfunden wieder.

X iiij

K. Karls des fünfften vnd des heyligen
Von vnzweiffentlichen misſchatten.

xvi.

Idem sollen sonderlich Richter vnd vrtheyler ermant sein / wo eyn misſchatt außserhalb redlicher vrsach die von peinlicher straff rechtlich entschuldigt / offenlich vnzweiffentlich ist oder gemacht würde / als so eyner one rechte messig vnnnd getrungen vrsach eyn offentlicher mürwilliger feinde oder friedbrecher wer / oder so man eynen an warer übelthat betriert Auch so eyner den gethanen raube oder diebstall / wissenlich bei jm hett / vnnnd das mit keynem grunde widersprechen / oder rechtlichen verursachen oder verlegen möge / als hernach bei jeder gesatzter peinlichen straff (wan die entschuldigung hat) funden wirdt. In solchen vnnnd dergleichen offentlichen vnzweiffentlichen übelthaten / vnd so der thetter die offen vnzweiffentlichen übelthat freuenlich wider sprechen wolt / So soll in der Richter mit peinlicher ernstlicher frage zu bekantnuß der warheyt halten / damit in solchen offentlichen vnzweiffentlichen misſchatten / die entlich vrtheyl vnd straff mit dem wenigsten kossen / als gesein kan / gefürdert vnd volnzogen werde.

Wie der anleger nach verheffung des beklagten
nit abscheyden soll / er hab dan zu söderst eyn nemlich
statt wohin man im gerichtlich verurtheilt
künden soll benant.

Idem der klegler soll auch / nach gefenglichem annemen des beklagten / von dem Richter nit abscheyden / er hab im dann eyn nemlich hauß an eyner bequemen sichern vngewerlichen statt / oder ende benent / dahin fürther der richter alle gerichtliche nottürfftige verkündung zuschicken / vnd soll der klager dem jhenen der im solch verkündung zubringt von eyner jeden meil / so er vom gericht auß / zu im lauffen muß / eynen zimlichen bottenlon / nach gemeyner jeder landt art gewonheyt zugeben schuldig vnd pflichtig sein / vnd wie der ankläger solch ende benent / soll der gerichtschreiber / auch in die gerichts acta schreiben.

Von den sachen darauff man redlich anzeygung
eyner mißhandlung / nemen mag.

Item

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung.

v

Idem inn diser vnser vnnnd des heyligen Reichs peinlichen gericht ordnung (als vor vnnnd nach steht) ist gemeynem rechten nach annemens vnnnd gefencklichs haltens / auch peinlicher frag halb der jhenen / so für misſthetter verdacht vnd verklagt werden / vnnnd des nit gestendig sein / auff redlich anzeygung / warzeychen / argkwon / vnd verdacht / der mißhandlung gesezt / die selben sachen oder warzeychen / so eyn redlich gnügsam anzeygen argkwon oder verdacht geben / seindt nit möglich alle zu beschreiben / Damit aber dennoch die ampleut / richter vnnnd vrtheyler / so sunst diser sachen nit berichte sein / desterbaß mercken mögen / warauff eyn redlich anzeygung / argkwon oder verdacht / eyner mißhandlung kommen / so seindt deshalb die nachfolgende gleichnuß eyner redlichen anzeygung argkwons oder verdachts wie das eyn jeder nach seinem teutschen nennen oder erkennen kan / hernach gesezt.

xviii.

Von begreiffung des wörtlins anzeygung.

Idem wo wir nachmals redlich anzeygen melden / da wollen wir alwegen / redlich warzeychen / argkwon / verdacht / vnd vermütung auch gemeynt haben / vnd damit die überigen wörter abschneiden.

xix.

Das on redliche anzeygung niemant soll
peinlich gefragt werden.

Idem wo nit zuvor redlich anzeygen der mißthat darnach man fragen wolt vorhanden / vnnnd beweist wurde / soll niemants gefragt werden / vnd ob auch gleich wol / auß der marter die misſethat bekant wurd / So soll doch der nit geglaubt noch jemants darauff verurtheilt werden. Wo auch eyliche oberkeyt oder richter in solchem überfüren / Sollen die / dem so also wider recht / on die bewisen anzeygung / gemartert wer / seiner schmach / schmerzen / kossen vn schaden / der gebüre ergetzung zu thun schuldig sein. Es soll auch keyn oberkeyt oder richter in disem fall / keyn vrphede helfen schürzen oder schirmen / daß der gepeinigt sein schmach / schmerzen / kossen vn schaden mit recht / doch alle thetliche handlung außgeschlossen / wie recht nit süchen möge.

xx.

xvij.
von
legatim

**K. Karls des fünfften vnd des heyligen
Von anzeygung der die mit zauberei/
warzúsagen vnderstehn.**

xxi. **I**tem es soll auch auff der anzeygen / die auß
zauberei oder andern künsten / warzúsagen sich anmassen
niemants zu gefencknuß oder peinlicher frag / angenom-
men / Sonder die selben angemassen warzáger vñnd ankláger sollen
darumb gestrafft werden. So auch der richter darüber auff solche
der warzáger angeben / weither fürfüre / soll er dem gemarterten / Ko-
sten / schmerzen / iniurien vñnd schaden / wie in nechst obgesetztem ar-
tikel gemelt / abzúlegen schuldig sein.

**Dasz auff anzeygung eyner mißthat / alleyn
peinlich frag / vñnd nit ander peinlich straff
solt erkent werden.**

xxij. **I**tem es ist auch búmercken / dasz niemant
auff eynicherley anzeygung / argkwons warzeichen / oder
verdacht / entlich zu peinlicher straff soll verurtheyle wer-
den / sonder alleyn peinlich mag man darauff fragen / so die anzey-
gung (als hernach funden wirdt) gnúgsam ist / dan soll jeman ent-
lich zu peinlicher straff verurtheyle werden / das muß auß eygen be-
kennen / oder beweisung (wie an andern enden in diser ordnung Kler-
lich funden wirdt) beschehen / vñnd nit auff vermútung oder anzey-
gung.

**Wie die gnúgsam anzeygung eyner mißthat /
bewisen werden sollen.**

xxij. **I**tem eyn jede gnúgsame anzeygung dar-
auff man peinlichen fragen mag / soll mit zweyen güten
zeugen / bewisen werden / wie dan in etlichen artickeln dar-
nach von gnúgsamer beweisung geschrieben steht. Aber so die haupt-
sach der mißthat mit eynem güten zeugen bewisen würd / die selb /
als eyn halb beweisung / macht eyn gnúgsam anzeigúg als hernach
in dem dreissigsten artickel anfehnd. Item eyn halb beweisung / als
so eyner in der hauptsach 2c. funden wirdt.

Dasz man

**Römischen Reichs peinlich gerichtts ordnung. VI
Dasz man auß den nachgesetzten anzeygungen in
vnbenenten vñnd hierin vnaußgetruckten argkwonig //
Keyten der mißthat / gleichnuß nemen möge.**

xxliij. **I**tem auß disen nachgesetzten artickeln von
argkwon vñnd anzeygung der mißthat sagend / soll in fel-
len / so darin nicht benant sein / gleichnuß genommen wer-
den. Wan nit möglich ist / alle argkwonige vñnd verdeckliche felle
vñnd vmbstende zú beschreiben.

**Von gemeynen argkwonen vñnd anzeygun-
gen / so sich auff alle mißthat ziehen.**

xxvi. **E**rstlich von argkwonigen theylen mit an-
hangender erklerung / wie vñnd wan die eyn redliche an-
zeygung machen mögen.

Item so man der anzeygung die in vil nachgesetzten artickeln
gemelt / vñnd zu peinlicher frage gnúgsam verordnet sein / nicht
gehaben mag / So soll man erfahrung haben / nach den nachvolgen-
den vñnd dergleichen argkwonigen vmbstenden / so man nit alle be-
schreiben kan.

Ierstlich ob der verdacht eyn solche verwegene oder leicht-
fertige person / von bösem leumut vñnd gerücht sei / dasz man sich der
mißthat zu jr versehen möge / oder ob die selbig person / dergleichen
mißthat vormals geübt / vnderstanden habe / oder beziegen worden
sei. Doch soll solcher böser leumat nit von feinden oder leichtuertigen
leuten / sonder von vnpartheilichen redlichen leuten kommen.

I Zum andern / ob die verdacht person / an gemeinlichen orten /
zu der that verdecklich gefunden / oder betreten würd.

I Zum dritten / ob eyn thetter inn der that / oder die weil
er auff dem weg darzu oder dauon gewest / gesehen worden / vñnd in
fall so er nit erkant were / Soll man auffmerckung habe / ob die ver-

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

dacht person eyn solche gestalt/ fleyder/ waffen/ pferde/ oder anders habe/ als der thetter obbemelter massen/ gesehen worden.

¶ Zum vierdten/ ob die verdacht person/ bei solchen leuten wohnung oder gesellschaft habe/ die der gleichen missehat üben.

¶ Zum fünfften/ soll man in beschedigungen/ oder verlezungen/ warnemen/ ob die verdacht person außneide/ feindschaft/ vor geender trawe/ oder gewartung eynicher nutz zu der gedachten missehat vsach nemen möcht.

¶ Zum sechsten/ so eyn verlezter oder beschedigter/ auß etlichen vsachen jeman der missehat selbs zeiget/ darauff stirbt oder bei seinem eyde betwret.

¶ Zum sibenden/ so jeman eyner missehat halb flüchtig würd.

Zum achten.

xxvj. **Z**em so eyner mit dem andern vmb gross güte rechtet/ das dazü der merertheil seiner narung/ habe/ vnd vermögens antrifft/ der wirt für eynen misganner vnd grossen feindt seins widertheils geacht/ Darumb so der widertheil heimlich ermorde wirdet/ ist eyn vermütung wider disen theil/ das er solchen mordt gethan habe/ vnd wo sunst die person ires wesens verdächtlich wer/ das er den mordt gethon/ die mag man wo er derhalb nit redlich entschuldigung hett/ gefenglich annemen vnd peinlich fragen.

Eyn regel wan die vorgemelten argkwonigen theil oder stück samentlich oder sonderlich eyn gnügsam anzeygen zu peinlicher frage machen.

xxvij. **Z**em im nechsten obgesagte artickel werden acht argkwonigen theil oder stück/ von anzeygung peinlicher frag/ funden/ der selbigē argkwonigen theil/ oder stück ist keynes alleyn zu redlicher anzeygung darauff peinlich frag mag

Römischen Reichs peinlich gericht's ordnung. VII

frag mag gebraucht werden gnügsam. Wo aber solcher argkwonigen theil oder stück etlich beeynander auff jeman erfunden werden. So sollen die jenen (den peinlicher frag halber zuerkennen vnd zu handeln gebürt) ermessen ob die selben obbestimpten oder dergleichen erfunden argkwonigen theil oder stück/ souil redlicher anzeygung der verdachten missehat thun mögen/ als die nachfolgenden artickel/ der eyn jeder alleyn/ eyn redlich anzeygung macht/ vnd zu peinlicher frag gnügsam ist.

Aber eyn regel inn obgemelten sachen.

xxviii. **Z**em mer ist zu bedencken/ wan jeman eyner missehat mit etlichen argkwonigen theylen oder stücken (als vorsteht) verdacht wirdet/ das alweg zwey erley gar eben war genommen werden soll. Erstlich der erfunden argkwonigkheit/ Zum andern/ was die verdacht person/ gütter vermüttung/ die sie von der missehat entschuldigen mögen/ für sich hab. Vnd so dan darauff ermessen mag werden/ das die vsachen des argkwons grösser seind dan die vsach der entschuldigung so mag alsd an peinlich frag gebraucht werden. Wo aber die vsache der entschuldigung eyn merer ansehen vnd achtung haben/ dan etliche geringe argkwonigkheit/ so erfunden sein/ So soll die peinlich frag nit gebraucht werden. Vnd so in disen dingen gezweifelt wirt de/ sollen die jenen so peinlicher frag halber zuerkennen vnd zu handeln gebürt/ bei den rechtuerstendigen vnd an enden vnd orten wie zu ende diser vnser ordnung angezeygt/ radts pflegen.

Gemeyn anzeygung der jeeliche alleyn/ zu peinlicher frag gnügsam ist.

xxix. **Z**em so eyner inn übung der thate/ etwas verlust oder hinder im ligen oder fallen lest/ das man hernachmals finden vn̄ ermessen mag das es des thetters gewesen ist/ mit erkundigung/ wer solchs am nechsten vor der verlust gehabt hat/ ist peinlich zu fragen/ er würde dan etwas dargege für

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

wenden / wo es sich erfünde oder bewiesen würde / das es bemelten argwön ableyner / alsdann soll die selb entschuldigung / vor aller peinlicher frage zuerfahren fürgenommen werden.

xxx. **I**tem eyn halbe beweisung / als so eyner inn der hauptsach die missehat gründlich mit eynem eynzigen guten tugeneleichen zeuge (als hernach von guten zeugen vnd weisungen gesagt ist) beweiset / das heyst vnd ist eyn halb beweisung / vnd solche halbe beweisung / macht auch eyn redliche anzeygung / argwön oder verdachte der missehat. Aber so eyner etlich vmbstende / warzeychen / anzeygung / argwön / oder verdacht beweisen will / Das soll er zum allerwenigsten mit zweyen gute tüglichen vnuerwürffliche zeugen thun.

xxxi. **I**tem so eyn überwundner missehat / der inn seiner missehat helffer gehabt / jeman in der gefengnuß besagt / der im zu seinen geübten erfunden missehaten geholffen haben / ist auch ein argwönigkeyt wider den besagten / sofer bei solcher besagung nachvolgende vmbstende vnd ding gehalten vnd erfunden werden. **E**rstlich / das dem sager / die beklagt person / in der marter mit namen nit fürgehalten / vnd also auff die selbig person sonderlich nit gefragt oder gemartert worden sei / sonder das er in eynem gemeyn gefragt wer im zu seinen missehaten geholffen / den besagten von im selbs bedachte vnd benant habe. **Z**um andern / gebürt sich das der selb sager gar eygentlich gefragt werd / wie / wo / vnd wann / im der besagte geholffen / vnd was gesellschaft er mit im gehabt habe / vnd in solchem soll man den sager fragen / aller möglichlicher vnd nottürffiger vmbstende / die nach gelegenheyt vnd gestalt jeder sache / aller best zu nachvolgender erfundung der warheyt dienstlich sein mögen / die alhie nit alle beschriben werden / aber eyn jeder fleissiger vn verstandiger selbst wol bedencken kan. **Z**um dritten gebürt sich zuerkunden ob der sager inn sonder freundschaft / vnwillen / oder widerwertigkeyt mit dem versagte sthe. Dan wo solch freundschaft / vnwillen oder widerwertigkeyt öffentlich were oder erkündigt würde / so wer dem sager / solche sag / wider den besagten nit züglauben / er zeygt dan / deshalb sunst / so glaublich redlich vrsach vnd warzeychen an / die man auch in erkundigung erfünde / die eyn redlich anzeygung machen. **Z**um vierden / das die besagte person also argwönig sei / das man sich der besagten missehat zu jr versehen möge. **Z**um fünfften / so soll der sager / auff der besagung / bestendig bleiben / jedoch so haben etlich beichtuatter eyn mißbrauch / das sie die armen inn der beichte vnderweisen / ire

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. VIII

weisen / ire sag so sie mit warheyt gethan haben / am letzten zuwider ruffen / Das soll man sonil das gesin kan / bei den beichtuatter fürkommen / wann niemant gezimpt / wider eynen gemeynen nit den übelthättern ire bosshayt decken zuhelffen / die den vnschuldigen menschen zu nacheheyl kommen mag. Wo aber der sager sein besagung oder dargehen / am letzten widerrufft / die er doch vor mit guten erzelen vmbstenden gethan hett / vnd geacht mocht werden / er wolt seinen helffern damit zu gut handeln / oder das er villicht des durch seinen beichtuatter als obgemelt ist / vnderwissen wer / alsdann muß man ansehen des sagers anzeygte vnd andere erkündigte vmbstende / vnd darauff ermessen / ob die versagung eyn redlich anzeygung der missehat / geb oder nit. Vnd in solchem ist sonderlich auch eyn auffsehens zuhaben vnd zuerfahren / den guten oder bösen stande vn leumut des versagten / vnd was gemeynschafft oder gesellschaft er mit dem versager gehabt habe.

Item so eyner / wie vor vō gantzer weisung gesagt ist / gnügsam überwiesen wirdet / das er von im selbs rüms oder andere weisungengörter ding gesagt hett / das er die beklagten oder verdachte missehat gethan / oder solche missehat vor der geschicht zuthun gedrohen hett / vnd die that auch darauff in kurner zeit eriolgt wer / vnd es wer eyn solche person / das man sich der selben that zu jr versehen mag / würd auch für eyn redlich anzeygung der missehat gehalten / vnd ist peinlich darauff zufragen.

Von anzeygung: so sich auff sonderlich missehaten ziehen / vnd ist eyn jeder articel / zu redlicher anzeygung der selben missehat gnügsam / vnd darauff peinlich zu fragen.

Von morder der heymlichen geschicht gnügsam anzeygung.

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

xxviii. **I**tem so der verdacht vnd beklagt des mordes halber vñ die selbig zeit/ als der mordt gesehen/ hen verdecklicher weiß/ mit blütigen kleydern/ oder waffen gesehen wordē/ Oder ob er des ermordten habe/ genōmen/ verkaufft/ vergeben/ oder noch bei jm hett/ das ist für eyn redlich anzeygen anzunemen vnd peinlich frage zugebrauchen/ er künde dan solchen verdacht mit glaublicher anzeyge oder beweisung ableynen/ das soll vor aller peinlicher frag gehört werden.

Von offentlichen todtschlägen/ so in schlagen
oder rümoren vnder vilen leuten geschehen/
das niemant gethan will haben/
gnügsam anzeygung.

xxix. **I**tem todtschlag/ so in offnbaren schlagen oder rümoren beschehen/ des niemant thetter sein will. Ist dann der verdacht bei dem schlagen/ auch mit dem enleiben widerwertig gewest/ sein messer gewonnen/ vnd auff den enleibten gestochen/ gehawen/ oder sunst mit geuerlichen streycken geschlagen hat/ Solchs ist eyn redliche anzeygung/ der geübten thatt halber/ vnd peinlich zu fragen/ vnd wirdt solcher verdacht/ noch mer gesterckt/ wo sein wechz blütig gesehen worden wer. Wo aber solcher oder dergleichen nit vorhanden/ ob er dan gleich vñ geuerlicher weiß bei dem handel gewesen/ soll er peinlich nit gefrage werden.

Von heymlichem kinder haben/ vnd tödten
durch ire mütter/ gnügsam anzeygung.

xxx. **I**tem so man eyn dirn so für eyn jungfraw geht/ in argkwon hat/ das sie heymlich eyn kint gehabt/ vñnd ertödt habe/ soll man sonderlich erkunden/ ob sie mit eynem grossen vngewonlichen leib gesehen worden sei/ oder/ ob jr der leib kleyner worden/ vnd darnach bleych vñnd schwach gewest sei. So solchs vnd dergleich erkunden wirdt/ wo dan die selbig dirn eyn person

Römischen Reichs peinlich gerichtts ordnung. IX

person ist/ darzu man sich der verdachten thatt versehen mag/ Soll sie durch verstendig frawen an heymlichen stetten/ als zu weither erfahrung dienstlich ist/ besichtigt werden/ würd sie dann daselbst auch argkwonig erkunden/ vnd will der thatt danoch nit bekennē/ mag man sie peinlich fragen.

xxxi. **I**tem wo aber das kindlein/ so kurtzlich ertödt worden ist/ das der mütter die milch in den prüssen noch nit vergangē/ die mag an iren prüssen gemolcken werden/ welcher dan inn den prüssen recht vollkommene milch finden wirdt/ die hat deshalb eyn starck vermittlung peinlicher frag halber wider sich/ Nach dem aber etliche leib/ ärzt sagen/ das auß etlichen natürlichen vsachen etwan eyne/ die keyn kint getragen/ milch inn prüssen haben möge/ darumb so sich eyn dirn in disen fellen also entschuldige/ soll deshalb durch die hebraminen oder sunst weither erfahrung geschehen.

Von heymlichem vergeben gnügsam
anzeygung.

xxxii. **I**tem so der verdacht überwiesen würd/ das er giftt kaufft/ oder sunst damit vmbgangen/ vnd der verdacht/ mit dem vergiffen/ inn vneyngkheit gewest/ oder aber vonn seinem tödt/ vortheyls oder nutz wartend wer/ oder sunst eyn leichtfertige person/ zu der man sich der thatt versehen möcht/ das macht eyn redliche anzeygung/ der mischatt er künde dann mit glaublichem schein anzeygen/ das er solch giftt zu andern vnstrafflichen sachen gebraucht hett/ oder gebrauchē wöllen.

xxxiii. **I**tem so eyner giftt kaufft/ vnd des vor der oberkheit in laugnen stünd/ vñ doch des kauffs überwiesen würd/ macht auch gnügsam vsach zu fragen/ warzu er solch giftt gebraucht/ oder brauchē wöllen.

xxxiiii. **I**tem es sollen auch alle oberkheiten an jeden orten/ die apotecker vnd ander/ so giftt verkauffen/ oder damit handtieren/ in glübe vnd eyde nemen/ das sie niemands eynich giftt verkauffen noch zu stellen/ on anzeygen/ vorwissen vnd erlaubung der selben oberkheit.
B iij

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

Von verdacht der rauber gnügsam
anzeuge.

xxxviii. **I**tem so erfunden wirdet / daß jemandt
der güter / so geraubt sein / bei jm / oder die selben ver-
kauft / übergeben / oder in ander gestalt damit verdeckt
licher weiß gehandelt / vnd seinen verkauffer vnd wer-
man nit anzeygen wolt / der hat eyn redlichs anzeygen solchs raubs
halber wider sich / dieweil er nit aufständig macht / daß er nit gewist /
daß solch güter geraubt seien / sonder die mit eynem güten glauben
an sich bracht habe.

xxxix. **I**tem so reysig oder fuffnecht gewonlich bei den wirtten ligen /
vnd zern / vnd nit solche redliche dienst / handtierung oder güte
die sie haben / anzeygen konnen / dauon sie solch zerung zimlich thun
mögen / die seindt argkwonig vnd verdecktlich zu vil bösen sachen /
vnd allemeyst / zu rauberey / als sonderlich auß vnserm vnd des
Reichs gemeynen landtfriden zimerecken / darinnen gesetzt ist / daß
man solche büben nit leiden / sonder annemen / hertiglich fragen / vñ
vmb ire mißhandel mit ernst straffen soll / desgleichen soll eyn jede
oberkeyt auff die verdecktlichen betler vnd landtferer auch fleissig
auffsehens haben.

Von gnügsamen verdacht der ihenen so rau-
bern oder dieben helfen.

xl. **I**tem so eyner wissenlich vnd geuerlicher
weiß von geraubtem oder gestolnem güte / beut oder theyl
nimbt / oder so eyner die thetter wissenlich vnd geuerlich
er weißt erzt oder dienckt / auch die thetter oder obgemelt vnrecht güte
gar oder zum theyl wissenlich annimpt / heimlich verbirgt / beher-
bergt / verkauft oder vertribt / oder so jemant den thettern / sunst in
andere dergleichen weg / geuerlich fürderung / radt oder beistand
thut / oder in iren thatten vnzimlich gemeynschafft mit jm hette / Ist
auch eyn anzeygung peinlich züfragen.

Item so

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. x

Item so eyner gefangen heimlich helt / die jm enclaffen / vnd
anzeugen / wo sie gelegen seindt / mher so eyn verdecktlicher dem
man in der sacht nit vil güts vertrauet / aber partheilig vñ auff der
thetter seitten / auß güten vsachen helt / one vorwissen des gefangen
oberkeyt verreg vmb schatzung macht / vnd die schatzung innimpt
oder bürg darüber wirdet / dise ding alle / in beyden obbemelten ar-
tikeln / samentlich vnd sonderlich / seindt warzeychen / die eyn red-
lich anzeygung der mißthetiger hilff halber machen vnd peinlich
züfragen.

Von heimlichem Brande gnügsam
anzeugung.

Item so eyner eyns heimlichen brandts
verdacht / oder beklagt würde / wo dann der selbig sunst
eyn argkwonig gesell ist / vnd man sich erfunden mag /
daß er kurtzlich vor dem brandt / heliger vnd verdeckt-
licher weiß / mit vngewonlichen verdecktlichen geuerlichen feuerwer-
cken / damit man heimlich zu biennē pflegt / vmbgangē ist / das gibe
redlich anzeygung der mißthat / er künde dan mit güten glaublichen
vsachen anzeygen / daß er solchs zu vnstrafflichen sachen gebrauch
hett oder gebrauchen wöllen.

Von verretterey gnügsam anzeygung.

Item so der verdacht heliger vngewonlich
er vñ gefertlicher weiß / bei den ihenigen / denen er verraten
zu haben in verdacht steht / gesehen worden / vnd sich doch
stellet / als sei er vor den selben vnicher / vñ ist eyn person darzu man
sich solchs versehen mag / ist eyn anzeygung zu peinlicher frag.

Von gnügsam verdacht der dieberrey.

Item so der diebstal / bei dem verdachten ge-
funden oder erfarn wirdet / daß er den gar / oder zum theyl
gehabt / verkauft / vergeben / oder op worden habe / vnd

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

seinen verkaffer vnd werman nit anzeygen wolt / So hatt der selbig eyn redlich anzeygen der misserhat wider sich / dieweil er nit außfürt / daß er solche gütter / vngewerlicher vnstrefflicher weiß mit eynem güten glauben an sich bracht habe.

Item so der diebstal / mit sondern sperr / oder brech zeugen / beschehen wer / so daß der verdacht am selben ende gewest / vnnnd mit solchen gewerlichen sperr oder brech zeugen vmbgangen / damit der diebstal beschehen / vnd der verdacht eyn solche person ist / darzu man sich der misserhat versehen mag / ist peinlich frag zu gebrauchen.

Item so eyn mercklicher grosser diebstal geschicht / vnd jemand des verdacht wirdet / der nach der thatt / mit seinem aufgeben / reichlicher erfunden wirdet / dann sunst außserhalb des diebstals sein vermügen sein kan / vnd der verdacht nit ander güte vsachen anzeygen kan / wo jm das angezeygt argt wonig güte herkommen / Ist es daß eyn solche person zu der man sich der misserhat versicht / so ist redlich anzeygung der misserhat wider sie vorhanden.

Von zauberey gnügsam anzeygung.

Item so jemandt sich erbeit andere menschen zauberei zu lerne / oder jemandt zu besaubern bedrahet vñ dem bedraheten dergleichen beschicht / auch sonderlich gemeynschafft mit zaubern oder zauberin hat / oder mit solchen verdecklichen dingen / geberden / Worten vnd weisen / vmbgeht / die zauberey auff sich tragen / vnd die selbig person des selben sunst auch berüchrigt / das gibt eyn redlich anzeygung der zauberey / vnd gnügsam vsach zu peinlicher frage.

Von peinlicher frag.

Item so der argt won vnnnd verdacht eynner beklagten vnd verneynete misshandlung / als vorsteht erfunden vnd für bewiesen angenommen / oder bewisen erfant würd

Römischen Reichs peinlich gerichtts ordnung. XI

fant würd / So soll dem anleger auff sein begern / alsdañ eyn tag zu peinlicher frage benant werden.

Item so man daß den gefangen peinlich fragen will / vñ ampts wegen / oder auff ansuchen des klagers / soll der selbig zu vor inn gegenwurtigkheyt des Richters / zweyer des gerichtts vñ des gerichttschreibers fleissiglich zu rede gehalten werdē mit Worten / die nach gelegenheyt der person / vnd sachen zu weitherer erfahrung der übelthatt oder argt wonigkheyt allerbast dienen mögen / auch mit bedrohung der marter bespracht werden / ob er der beschultigten misserhat bekenlich sei oder nit / vnnnd was jm solcher misserhat halber bewußt sei / vnd was er alsdañ bekent / oder verneint / soll auffgeschriben werdē.

Ausführung der vnschuldte vor der peinlichen frage zu ermanen / vnnnd weithere handlung darauff.

Item so in dem jetz gemelten fall / der beklagt / die angezogen übelthatt verneynet / so soll jm alsdañ fürgehalten werden / ob er anzeygen künde / daß er der außgelegten misserhatt vnschuldig sei / vnnnd man soll den gefangen sonderlich erinnern / ob er kunt weisen vnd anzeygen / daß er auff die zeit / als die angezogen misserhatt geschehen / bei leuten / auch an enden oder orten gewest sei / dardurch verstanden / daß er der verdachten misserhatt nit gethan haben künde / Vnnnd solcher Erinnerung ist darumb not / daß mancher auß eynfalt oder schrecken / nit fürzuschlagen weiß / ob er gleich vnschuldig ist / wie er sich des entschuldigen vnd außfüren soll. Vnd so der gefangen berürter massen oder mit andern dienstlichen vsachē / sein vnschuldte anzeygt solcher angezeygten entschuldigung / soll sich alsdann der Richter auff des verklagten oder seiner freundschaftt kōsten / auff das fürderlich erkundigen / oder aber auff zülassung des Richters die zeit gen so der gefangen oder seine freunde deshalb stellen wolten / wie sich gebürt / vnd hernach von weisung an dem zwen vnd sechzigsten artickel anfehndt. Item wo der beklagt nichts bekennen ic. vnd in etlichen articeln darnach gesagt ist / auff jr beger verhöret werdē / solche obgemelte kundtschafft stellung / auch den gefangen / oder seinen freunden / auff jr begern on güte rechtmessig vsach nit abge-

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

schlagen/oder aber kant werden soll. Wo aber der verklagt/oder sein freundschaft solchen obgedachten Kosten / armüt halber nit ertragen oder erleiden mocht / damit dan nichts destminder das übel gestrafft oder der vnschuldig wider recht nit übereilt werde / so soll die oberkeit oder das gericht den Kosten darlegen / vnnnd der richter/ in rechten fürfaren.

Item so inn der jetz gemelten erfahrung des beflagten vnschuldigen nit funden wirdet / so soll er alsdann auff vorgemelt erfundung redlich argwons oder verdachts peinlich gefragt werden in gegenwertigkeit des Richters / vnd zum wenigste zweyer des gerichtes vnd des gerichtes schreibers / vnd wes sich in der vngicht oder seiner bekantnuß vnnnd aller erkundigung findet / soll eygentlich auffgeschriben / dem Keger sonil in betriff eroffent vnd auff sein beger abschribt gegeben / vnd generlich nit verzogen oder verhalten werden.

Wie die iheneu: so auß peinlichen fragen eyner missehatt bekennen / nachfolgendes weither außserhalb marter vmb vnderrichtet gefragt werden sollen.

Erstlich vom morde.

plviij. **I**tem so der gefragte der angebogen missehatt durch die marter / als vorsteht / bekentlich ist / vnd sein bekantnuß auffgeschriben wirdet / So sollen inen die verhörer seiner bekantnuß halber gar vnderchiedlich (wie zum theyl hernach berürt wirdet) vnnnd dergleichen so zu erfahrung der warheyt dinstlich / fleißig fragen / vnnnd nemlich bekent er eyns mordes / man soll in fragen / auß was vrsachen er die thatt gethan / auff welchen tag vnd stündt / auch an welchem ende / ob im jemannts vnd wer im darzu geholffen / Auch wo er den todten hin vergraben oder gethan / mit was waffen solcher morde beschehen sei / wie vnnnd was er dem todten für schlege oder wunden geben oder gehawen /

Römischen Reichs peinlich gerichts ordnung. XII

gehawen / oder sunsten vmbbracht habe / was der ermordt bei im gehapt von gelt oder anderm / vnd was er im genommen / wo er auch solche nam hingethan / verkaufft / vergeben / onworden / oder verborgen habe / vnd solch frag ziehen sich auch in vil stücken wol auff rauber vnd dieb.

So der gefragt verretterey bekent.

Item bekent der gefangen verretterey / man soll in fragen / wer in darzu bestellt / vnnnd was er darumb empfangen / auch wo / wie / vnnnd wann solchs beschehen sei / vnd was in darzu verursacht habe.

Auff bekentnuß von vergiffung.

Item bekent der gefragte / daß er jemandt vergiftt habe / oder vergiffen wollen / Man soll in auch fragen aller vrsachen vnd vmbstende (als obsteht) vnd des mher / was in darzu bewegt / auch wo mit / vnd wie er die vergiffung gebraucht / oder zu gebrauchen vorgehabt / vnnnd wo er solch gift bekommen / vnd wer im darzu geholffen / oder getret habe.

So der gefragte eyn brandt bekent.

Item bekent der gefragte eyn brandt / man soll inen sonderlich der vrsach / zeit / vnd gesellschaft halb (als obsteht fragen) vnnnd des mer mit was feurwerck er den brandt gethan / von wem / wie / oder wo er solch feurwerck oder den zeng darzu zu wegen bracht habe.

So die gefragte person dauberey bekent.

C ij

liij. **I**dem bekent jemande zauberey / man soll auch nach den vsachen vnnnd vmbstenden / als obstehe fragen / vnd des mer / wo mit / wie vnd wann / Die zauberey beschehen / mit was wortē oder wercken. So dan die gefragte person anzeygt / das sie etwas eingraben / oder behalten hett das zu solcher zauberey dienstlich sein solt / Wann soll darnach sūchen ob man solchs finden künde / wer aber solchs mit andern dingen / durch wort oder werck gethan / Man soll dieselben auch ermessen / ob sie zauberey auff inen tragen. Sie soll auch zūfragen sein / vntz wem sie solch zauberey gelernt / vnd wie sie daran kommen sei / ob sie auch solch zauberey gegen mer personen gebraucht / vnd gegē wem / was schadens auch damit geschehen sei.

Von gemeynen vnbenanten fragstücken / auff bekandnuß die auß marter geschicht.

liij. **I**dem auß den obgemelten kurtzen vnder richtungen kan eyn jeder verstendiger wol mercken / was nach gelegenheyt jeder sachen / auff die bekanten missethat des gefragten weither vnd mer zūfragen sei / das zu erfahrung der warheyt dienstlich ist / welchs alles zu lang zu beschreiben wer / Aber eyn jeder verstendiger / auß dem obgemelten anzeygen wol vorsteht / wie er solche beifrag inn andern fellen thun soll / Darumb solch warzeychen vnnnd vmbstende von dem jhenen der eyn missethat bekent hat / gefragt werden / die keyn vnschuldiger wissen oder sagen kan / vnnnd wie der gefragt die fürgehalten vnder scheidt erselt / soll auch eygenlich auffgeschrieben werden.

Von nachfrag vnd erkundung der bösen bekanten vmbstenden.

liiij. **I**dem so obgemelt fragstück auff bekandnuß die auß oder on marter geschicht gebraucht werden / So soll alsdan der richter an die end schicken / vnnnd nach den vmbstenden / so der gefragt / der bekanten missethat halber erselt hat souil zu

souil zu gewisheyt der warheit dienstlich / mit allem fleiß fragen lassen ob die bekandnuß der obberürten vmbstende war sein oder nit / dan so eyner anzeygt die maß vnnnd form der missethat als vor zum theyl gemelt ist / vnd sich die selben vmbstende also erfinden / so ist dar auß wol zu mercken / das der gefragt die bekanten missethat gethon hat / sonderlich so er solch vmbstende sagt / die sich inn der geschicht haben begeben / die keyn vnschuldiger wissen kan.

Wo die bekanten vmbstende der missethat in erkundung nit wahr erfunden würden.

Idem erfindet sich aber in obgemelter erkundung / das die bekanten vmbstende nit wahr were / solch vnwarheit soll man dem gefangen fürhalten in mit ernstlichen worten darumb straffen / vnd mag in alsdan mit peinlicher frag auch zum andern mal angreifen / damit er die obangezeygten vmbstende / recht vnd mit der warheyt anzeyge / dan je zu zeitten die schuldigen die vmbstende der missethat vnwarlich anzeygen / vnd vermeynen sie wöllen sich damit vnschuldig machen / so die erkundung nit wahr erfunden werden.

Keynem gefangen die vmbstende der missethat vor zusagen / sonder in die gantz von jm selbst sagen lassen.

Idem inn den vordern articeln ist klarlich gesetzt / wie man eynen / der einer missethat die zwei fellig ist / auß marter oder bedrohung der marter bekent / nach allen vmbstenden derselben missethat fragen / vnd darauff erkundung thun / vnd also auff den grundt der warheyt kommen. solchs würdet aber etwa damit verderbt / wann den gefangen in annemen oder fragen / die selben vmbstende der missethat vorgesagt vnd darauff gefragt werden. Darumb wollen wir das die richter solchs fürkommē / das es nit geschehe / sonder dem verklagten nit anders vor oder in der frag / fürgehalten werde / dan nach der weiß als klerlich inn den vorgehenden articeln / geschrieben steht.

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

Item der gefangen soll auch zum minsten über den andern/oder
mer tag nach der marter / vnnnd seiner bekentnuß nach gürtel/
duncken des richters in die bürtelstüben oder ander gemach für den
ban richter / vnnnd zwen des gerichtes geführt / vnd im sein bekentnuß
durch den gerichtschreiber fürgelesen / vnd alsdan anderwerd dar/
auff gefragt / ob sein bekentnuß wahr sei / vnnnd was er darzu sagt
auch auffgeschriben werden.

So der gefangen vor bekantter missehat wider laugnet.

Item wo der gefangen der vorbekantter
missehat laugnet / vnnnd doch der argkwon / als vor/
steht vor augen wer / so soll man in wider inn gefengt / vnd
nuss führen / vnd weither mit peinlicher frage gegen im handeln / vnd
doch mit erfahrung der vmbstende / als vorsteht / in alweg fleissig sein
nach dem der grundt peinlicher frage / darauff steht / Es wer dann
daß der gefangen solche vrsachen seines laugnes fürwendet / dar/
durch der Richter bewegt würde / zu glauben / daß der gefangē solch
bekentnuß auß irrsal gethan / alsdan mag der Richter den selben ge
fangen / zu außführung vnd beweisung solchs irrsals zulassen.

Von der maß peinlicher frage.

Item die peinlich frage soll nach gelegen
heyt des argkwons der person / vil / oft oder wenig /
hart oder linder nach ermessung eyns güten vernünfft/
tigen Richters / fürgenommen werden / vnd soll die sag
des gefragten nit angenommen oder auffgeschriben werden / so er in
der marter / sonder soll sein sag thun / so er vō der marter gelassen ist.

So der arm / den man fragen will geuerlich wunden hat.

Item ob

Römischen Reichs peinlich gerichtes ordnung. XIII

Item ob der beklagt geuerlich wunden oder
ander scheden / an seinem leib hett / so soll die peinlich frage
dermassen gegen im fürgenommen werden / damit er an
solchen verwunden oder scheden am minsten verletz würde.

Eyn beschluß / wañ der bekentnuß / so auff peinliche frage beschicht / entlich zūglauben ist.

Item so auff erfundene redlich anzeygung
eyner missehat halb / peinlich frage fürgenommen / auch
auff bekentnuß des gefragten / wie das selbig alles in
den vorgehenden articeln klarlich gesagt ist / fleissige mög
liche erkundigung vnnnd nachfrage beschicht / vnnnd in der selben /
bekentter thatt halb solche warheyt befunden wirdt die keyn vnschul
diger also sagen vnnnd wissen kundt / alsdan ist der selben bekentnuß
vnzweiffelich bestendiger weis zūglauben / vnd nach gestalt der sach
en peinlich straff darauff zu vrtheilen / wie hernach bei dem hunder/
sten vnd vierdten articel ansehende. Item so jemand vnsern ge/
meynen geschriben rechten nach ic. vnnnd in etlichen articeln / dar/
nach von peinlichen straffen erfunden wirdt.

So der gefangen auff redlichen verdacht mit pein licher frage angriffen / vnnnd nit vngerecht fun den oder überwunden wirt.

Item so der beklagt / auff eynen solchen
argkwon vnd verdacht der zu peinlicher frage (als vor/
steht) gnügsam erfunden / peinlich einbracht / mit mar/
ter gefragt / vnd doch durch eygen bekentnuß oder be/
weisung der beklagten missehat nit überwunden wirdt / haben doch
Richter vnd anleger mit obgemeltē ordenlichen vnd in rechte zuläss
gen / peinlichen fragen / keyn straff verwürckt / dan die bösen erfunde
anzeygung / habe der geschehen frage entschuldigte vrsach geben / wañ
man soll sich nach der sag der recht nit alleyn vor volbringung der
C iij

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

übelthat / sond' auch vor aller gestaltnuß des übels / so bösen leumut oder anzeygen der missechatt machen / hürten / vñ wer das nit thert / der würde deshalb gemelter seiner beschwerd selbs vsach sein / Vnd soll in diesem fall / der anklager alleyn seinen kosten / vnd der beklagt dergleichen sein arzung / nach dem er seinem verdacht vsach geben / auch entrichten / vñnd die oberkeyt die überigen gerichtskosten / als für den nachrichter vnd andere diener des gerichtes oder gefengnuß halber selbs tragen. Wo aber solch peinlich frag / diser vñnd des heyligē Reichs rechtmessigen ordnung widerwertig gebraucht würde so weren die selben richter / als vsächer solcher vnbillicher peinlicher frag strafflich / Vnd sollen darumb nach gestalt vnd gelegenheyt der überfarung / wie recht ist / straff vnd abtrag leiden / vnd mögen darumb vor irem nechsten ordenlichen obergericht gerechtfertigt werden.

Von beweisung der missechatt.

lxij. **I**tem wo der beklagt nichts bekennen / vnd der anklager / die geklagten misshandlung beweisen wolt / damit soll er / als recht ist / zügelassen werden.

Von unbekanten zeugen.

lxiii. **I**tem unbekante zeugen / sollen auff anfechtung des gegentheyls nit zügelassen werden / es würd dan durch den / so die zeugen steller / statlich fürbracht / daß sie redlich vnd vnuerleumbt weren.

Von belonten zeugen.

lxiiii. **I**tem belonte zeugen / sein auch verworffen / vnd nit zülessig / sonder peinlich zü straffen.

Wie zeugen sagen sollen.

Item die

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. XV

Item die zeugen sollen sagen / von irem selbs eygen waren wissen / mit anzeygung ihres wissen gründe / lxx. licher vsach. So sie aber von frembden hören sagen würden / das soll nit gnügsam geacht werden.

Von gnügsamen zeugen.

Gnügsame zeugen seindt die / die vnbeleumdet / vnd sunft mit keyner rechtmessigen vsach züuerwerffen sein. lxxi.

Von gnügsamen gezeugnuß.

Item so eyn missechatt züm wenigsten mit zweyen oder dreien glaubhafftigen güten zeugen / die von eyne waren wissen sagen / bewiesen wirdt / darauff soll nach gestalt der verhandlung mit peinlichem rechten volnsarn vnd geurtheilt werden. lxxii.

Von falschen zeugen.

Item wo zeugen erfunden vñnd überwunden werden / die durch falsch boshaftig zeugschafft jemande zü peinlicher straff vnschuldiglichen bringen oder zühängen vnderstünden / die haben die straff verwürckt / in welche sie den vnschuldigen / als obsteht / haben bezeugen wöllen. lxxiii.

So der beklagt nach der beweisung nit bekennen wolt.

Item so der beklagt / nach gnügsamer beweisung noch nit bekennē wolt / soll im angezeygt werden / daß er der missechatt bewiesen sei / ob man dardurch sein bekantnuß dester er auch erlangen künde / ob er aber dannoch darüber nochmals nit bekennē lxxiv.

K. Karls des fünfften vnd des heyligert

wolt/des er doch/als obsteht/gnügſam bewiſen wer / ſo ſolt er nicht deſt weniger der beweiſen miſſchatt nach / on eynich peinlich frage verurtheyle werden.

Von ſtellung vnnnd verhörung der zeugen.

177. **Z**em nach dem aber not iſt / daß die kundsſchafft darauff jemant zu peinlicher ſtraff ſoll verurtheylet werden / gar lauter vnnnd rechtfertig ſei / So wollen wir wo eyns beklagten miſſchatt verborge wer / vnd er derſelbigen auff frag wie vorſteht / nit bekennlich ſein / vnnnd doch der anleger die geklagten verneinten miſſchatt beweiſen wolt / vnd damit zügelaffen würde / daß er der anleger ſeine artickel / die er weiſen will ordenlich auffzeichnen laſſe / vnnnd dem richter in ſchriſt überantwort mit meldung / wie die zeugen heyſſen / vñ wo ſie wonen / damit alſdann darauff durch etliche auß den vñtheylern / oder aber andere verordente Commiſſarien / wie vnderſchiedlich hernach da von geſchrieben ſteht / kundſchafft nottürfſtiger vnnnd gebürlicher weiß verhöret werde.

Von den kundſchafft verhörern in gericht.

178. **S**ün das ſelbig peinlich gericht mit perſonen / die ſolche kundſchafft rechtmessiger weiß zü verhören geſchickt vnd verſtendig ſeind / beſetzt iſt / ſo ſoll der richter ſampt zweyen auß den ſelben darzu tüglich vnnnd dem gerichtſchreiber gemelte kundſchafft wie ſich in recht gebürt / mit fleiß verhören / vñ ſunderlich eygentlich auffmercken / ob der zeug in ſeiner ſage würd wanckelmütig vnd vnbeſtendig erfunden / ſolche vñſtende / vnd wie er den zeugen in euſſerlichen geberde vermerckt zü dem handel auffſchreiben.

Von Kunde

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. XVI

Von kundſchafft verhörern auſſerhalb des gericht.

179. **S**aber eyn peinlich gericht (wie dan in Reich an vil orten befunden) mit ſolchen obgemelten darzu verſtendigen perſonen / nit beſetzt wer / wiewol dan ſunſt nach vermöge gemeyner rechten in peinlichen ſachen / auſſerhalb der ſelben gericht perſonen / nit kundſchafft verhöret / oder Commiſſarien gegeben werden ſollen. Dieweil aber an verſtendigen kundſchafft verhörern vil gelegen iſt / darmit dan auß vnuerſtandte diſer kundſchafft verhöret keyn verkürzung geſchehe. So ordnen vnnnd wollen wir wo obgemelter mangel erſcheint / daß diß falß die obgedachten verzeicheren weiſung artickel durch den Richter vnd vier ſchöffen / doch on nachtheyl oder koſten der partheien der vorgemelten nechſten oberkeyt zügeſchickt / vnd da bei gelegenheyt vnd geſtalt der ſachen ſouil ſie der berichte empfangē angezeygt werde / darauff dan die ſelbig oberkeyt verſtendige kundſchafft verhöret / vngeacht / ob ſie nit des gericht weren / auff anſuchung des der kundſchafft führen will / verorden / vnd ob es die notturfft erfordert vnd begert würde / Compulſorial / vnnnd Compaff brieff / geben ſoll / dadurch die zeugen zü gebürlicher ſage zübringen ſeind / Vnd ſoll demnach gemelte oberkeyt (ſouil an jr iſt) allen fleiß thun / vñ wes ſie ſelbs nit verſündt / bei rechtuerſtendigen radts pflegen / damit ſolche kundſchafft dem rechtē gemēß verhort werde / doch auch on der partheien koſten vnd nachtheyl.

Von offnung der kundſchafft.

180. **S**dan ſolche kundſchafft verhort iſt / ſoll es mit eroffnung der ſelben alſo gehalten werden / nemlich würde kundſchafft vor etlichen eyns peinlichen gericht perſonen die diſer ſachen verſtendig / gehort / So ſoll der richter zü eroffnung der ſelben kundſchafft tag anſetzen / vñ ſchriſtliche einrede / vnd ſchutzrede / zülaſſen auff form vnd maß / wie hernach volgt.

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

Waber auß mangel / verstendiger personen des peinlichen gerichtes durch Commissari außserhalb des gerichtes / wie oben davon geschriben steht / Kundschaft verhöret würde / oder die Schöffen des selben peinlichen gerichtes nit bei eynander geseßen weren / also daß auff jr zusamen bringen / überiger vnkost vnnnd verzüg gehn würde. Diweil dan jr versamlung zu eynen jeden solchen handlung nit fürreglich noch von nöten ist / vnd derhalb vnkost vnd verzüg des rechten verhüt werde / Orden vnd wollen wir daß in diesem fall / die Commissari vnd Kundschaft verhöret / derhalb nachuolgender massen handeln sollen.

Aufenglich sollen die gemelten Commissari vnnnd Kundschaft verhöret / den partheien zu offnung der Kundschaft tag ansetzen / vnd auff solchen bestimpten tag beyden theylen abschiffte / auff leidliche belonung daron geben / vnd eyn zimlich zeit die sie nach gelegenheit der sach / für not ansehen vnd erkennen / geben / damit solchs an die sach walther / vnd sonderlich an den gefangen bracht / vnd sollen des gefangen beistender diß fals zu jm gelassen werden / vnd wes dann jedertheyl zu oder in solchen Kundschaften reden will / das soll er vor gedachten Kundschaft verhöret / in schriffte gezeifacht / auff eynen namhafte tag / den jm die Kundschaft verhöret derhalb nach gelegenheit der sachen / in zimlicher zeit ansetzen sollen / fürbringen / Vnd fürther die eyn schriffte bei den Kundschaft verhöret behalten / vnd die ander dem widertheyl behendigt werden / sein gegenschriffte (ob er will) darauff zuthun.

Saber die parthei derhalb weither schreiben wollen / das alles soll in schriffte gedupplirt / vnd in zeit so die Kundschaft verhöret darzu bestimmen / beschehen / vnd doch keyn teyl eynere Kundschaft halb / über zwo schriffte zuthun (darin sie alle jr behelff vñ notdurfft fürbringen vnnnd damit beschliessen sollen) nit zugelassen werden / Es wer dan sach / daß der verhöret / auß mercklichen treffenlichen vnd bewegenden vrsachen befinden würde / daß ers gar nit vmbgehen konte / so soll er jeglichem theyl / noch eyn schriffte vnnnd nit mer / auch in zimlicher fürderlicher zeit zulassen. So dann nun also die Kundschaft verhöret / eroffent vnd von beyden theylen / jr eyn / vnd zu reden eingebracht vnnnd beschlossen werden / soll der Kundschaft verhöret oder Commissarius solchs alles der oberkeyt die jm zu solcher verhörung verordnet / zum fürderlichsten übersenden / welche oberkeyt alsdan jren ratschlag dem Richter / vor dem solche rechtsergung hanget / was in solcher sachen zuerkennen sein soll / zuschicken

Von Kunde

Römischen Reichs peinlich gerichtes ordnung. XVII

Von kundschaft des beklagten zu seiner entschuldigung.

Dem so eyn beklagter kundschaft vnd weisung führen wolt / die in von seiner verklagten missethat / entschuldigen solt / So dan der Richter solche erbottene weisung für dienstlich acht / so soll es mit volnführung der selbē auch vorgemelter massen / vnd darzu wie von solcher auffführung der vnschuld hernach in dem hundertsten eyn vnd fünffzigsten articel ansehend / Item so jemandt eynere thatt bekentlich ist etc. Vnd in etlichen articeln darnach klerlicher mer vnd weither funden würde / gehalten werden.

Von derung der zeugen.

Dem wer in peinlichen sachen kundschaft führt / der soll eynem jetlichen zeugen / von gemeinen leuten vnd füsngern für seinen kosten eynen jeden tag / die weil er in solcher zeugschaft ist / acht kreuzer oder souil werths nach eyns jeden landts münz gelegenheit geben / Aber mit andern vnd merern personen soll es derhalb nach erkantnuß der kundschaftuerhöret gehalten werden.

Keyn zeugen für recht zuvergleiten.

Dem soll keyn parthei noch zeug vor den Richter oder Commissarien vor peinlicher rechtfertigung vergleitet werden / Aber für gewalt mögen die partheien vnnnd zeugen für gericht vergleiet werden.

Das recht fürderlich ergehen zulassen.

D

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

lxxvij. **I**tem vnkosten zuuermeiden / Setzen vnd ordnen wir / das inn allen peinlichen sachen dem rechten schleuniglich nachgegangen / verholffen vnd geuerlich nit verzogen werde.

Von benennung entlichen rechttag.

lxxviii. **I**tem so der kläger auff des beflagten eygen bekennen / oder einbrachte vnnnd volnfürt kundschafft vnd beschluß / wie obsteht / vmb eynen entlichen rechttag bitt / der soll jm fürderlich ernent werden / Wo aber der ankläger vmb den entlichen rechttag nit bittē wolt / so soll der selb entlich rechttag auff des beflagten bitt auch ernent werden.

Dem beflagten den rechttag zuuerkünden.

lxxix. **I**tem dem / so man auff bitt des anklägers mit entlicher peinlicher rechtuertigung straffen will / soll das zuuor drei tag angesagt werden / darmit er zu rechter zeit sein sünd bedencken / beklagen vnd beichten möge / vnd so er des heyligē Sacraments zu empfangen begert / das soll man jm on wegerung zu reichen schuldig sein / man soll auch nach solcher beicht / pfleglich solche personen zu dem verflagten in die gefengnuß verordnen / die in zu gütten seligen dingen vermanen / vñ jm in dem außführen vnd sunst nit zu trincken geben dardurch sein vernunfft gemindert werde.

Verkündung zum gericht.

lxxx. **I**tem zum gericht soll verkündigt werden / wie an jedem ort mit gütter gewonheit herkommen ist.

Vnderredung der vrtheyler vor dem rechttag.

Item es

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. XVIII

Item es sollen auch Richter vnd vrtheyler vor dem rechttag alles einbringen hören lesen / das alles / wie hernach in dem hundertten vnd eyn vnd achtzigsten articke angezeygt wirt / ordenlich beschreiben sein vnd für Richter vnd vrtheyler bracht werden / Darauff sich Richter vnd vrtheyler mit eynander vnderreden vnd beschließen / was sie zu recht sprechen wollen / Vnd wo sie zweiffellig sein / sollen sie weither radts pflegen / bei den rechtuerstendigen / vnd an enden vnd ortē wie zu end diser vnser ordnung angezeygt / vnd alsdan die beschloffen vrtheyl zu dem andern gericht handel auch auffschreiben lassen nach der formen wie hernach in dem hundertten vnd neunzigsten articke fahend / Item so nach laut diser vnser vnd des heyligen Reichs ordnung ic. funden wirt / darmit solche vrtheyl nachmals auff dem entlichen rechttag / wie hernach von offnung solcher vrtheyl geschriben steht / vnseumlich also geoffnet werden.

Von besitzung vnnnd beleuchtung des entlichen gericht.

Item am gerichtstag / so die gewonlich tag zeit erscheint / mag man das peinlich gericht mit der gewonlichen glocken beleuchten / vnd sollen sich Richter vnd vrtheyler an die gerichts statt fügen / da man das gericht nach gütter gewonheit pflegt zusitzen / vnd soll der Richter die vrtheyler heysen nidersitzen / vnnnd er auch sitzen seinen stabe oder bloß schwert / nach lendlichem herkommē eyns jeden orts in den henden haben / vnd chrsamlich sitzen bleiben / bis zu ende der sachen.

Dise vnser vnd des heyligen Reichs ordnung gegenwürtig zu haben / auch den partheien / darin ir notturffe nit zuuerbergen.

Item in allen peinlichen gerichtlichen handeln sollen Richter vnd Schöfften diser vnser ordnung vnd sagung gegenwertig haben vnd darnach handeln / auch den partheien souil men zu iren sachen not ist / auff ir begern / diser vnser ordnung vnder

D ij

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

richtung geben / sich darnach wissen zuhalten / also darmit sie durch vnwissenheyt derselbigen nit verkürzt oder geuerdt werden / Man soll auch den partheien die artickel / so sie auß diser vnser ordnung nottürfftig sein / auff jr begern vmb leidlich belonung abschafft geben.

Von der frag des Richters ob das gericht recht besetzt sei.

lxxxiii. **I**tem so das gericht also gefessen ist / so mag der Richter jeden schöffen besonder also fragen / **N.** ich frag dich ob das enlich gericht zu peinlicher handlung wol besetzt sei / Wo dan das selbig gericht nit vnder sibem oder acht schöffen besetzt ist / soll jeder schöff also antworten / Herr Richter das peinlich enlich gericht ist nach laut Keyser Karls des fünfften vnd des heyligen Reichs ordnung wol besetzt.

Wan der beklagte offentlich inn den Stock / Pranger oder Halsisen gestellt werden soll.

lxxxv. **I**tem so wider den beklagten die vrtheil zu peinlicher straff enlich beschlossen wirdet / wo dann herkommen ist / den übelthetter / dauor oder nach am margk oder platz / etlich zeit offentlich in stock / pranger oder halseisen zu stellen / die selbig gewonheyt soll auch gehalten werden.

Den beklagten für gericht zuführen.

lxxxvi. **I**tem darnach soll der Richter beuelhen daß der verklagt durch den nachrichter vnd gerichts knecht wol wart / für das gericht bracht werde.

Von beschreiben des beklagten.

Item mit

Römischen Reichs peinlich gerichts ordnung. XIX

Item mit dem beschreiben der übelthetter lxxxvii. soll es in selbigem stück auff gegenwertigkeit vñ begert des anlegers nach jedes gerichtes güter gewonheyt gehalten werden / Wo aber der beklagt vnschuldig erfunden würde / also daß der anleger dem rechten nit nachkommen wolt / vnd nit desto weniger der beklagt rechts begert / so wer solchs beschreibens nit not.

Von fürsprechen.

Item klegern vnd antwurtern / soll jedem lxxxviii. theyl auff sein begern eyn fürsprech auß dem gericht erlaubt werden / die selben sollen bei iren eyden die gerechtigkeit vnd warheyt auch die ordnung diser vnser satzung fürdern / vnd durch keynerley generlicheyt mit wissen vnd willē verhindern oder verkern / das soll in also durch den Richter bei iren pflichten beuolhen werden / doch daß der selbig schöpff der also des anlegers fürsprech gewest / sich hinfürter schliessen der vrtheil enthalt / vnd die andern richter vnd schöpffen nichts destominder volir faren sollen / Doch soll in der kläger vnd antwurter willen stehn iren redner auß den schöpffen / oder sunst zunemen / oder in selbst zu reden / welcher aber eynen redner ausserhalb der geschwornen gericht schöpffen nimbt / der selb redner soll zuuor dem richter schwoeren / sich mit solchem seinem reden zuhalten / wie oben in disem artickel / der fürsprechen halb / so auß den schöffen genommen werden / gesetzt ist.

Item in dem nechst nachgesagten artickel / der klage / soll der fürsprech / wo erstlich eyn A. steht des klagers namen / vnd bei dem B. des beklagten namen melden / fürther bei dem C. soll er die übelthat / als moirdt / rauberrey / dieberrey / brandt / oder andere / wie jede that namen hat / auff das kürzest anzeygen / Vnd ist nemlich zu mercken / so die klage von ampts wegen geschehen / daß allwegen in eynen jeden solchen klage zu sampt dem namen des anlegers / soll also gesetzt werden / klage von der oberkeyt vnd ampts wegen.

D iij

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

Bitt des fürsprechen der von ampts we-
gen oder sunst klagt.

lxvix **H**err der richter A. der anklager / klagt
zu B. dem übelthetter / so gegenwärtig vor gericht steht
der missecht halb so er mit C. geübt / wie solch klage
vormals vor euch fürbracht ist / vnd bitt daß jr dersel-
ben klage halb alle einbrachte handlung vnd auffschreiben / wie das
alles nach löblicher rechtmessiger Keyser Karls des fünfften vnd
des heyligen Reichs peinlichen gerichts ordnung vormals gnüg-
samlich geschehen / fleissig ermessen wöllet / vnd daß darauff der be-
klagte vmb die überwunden übelthat / mit entlicher vrbeyl vnd rechte
peinlich gestrafft werde / wie sich nach ordnung gemelter gericht ge-
bürt vnd recht ist.

Item wo der fürsprech die obgemelte klage vnd bitt mündlich nit
redet künde / so mag er die schriftlich in das gericht legen / vnd
also sagen / Herr richter ich bitt euch jr wöllet ewern schreiber des
anklagers klage vnd bitt / auß der eingelegten zettel öffentlich verles-
sen lassen.

Was vnd wie der beklagte durch seinen fürs-
sprechen bitten lassen mag.

xc **I**tem wo dann der beklagte der missecht
davor bestendiger weiß bekentlich gewest / oder des gnüg-
sam überwisen worden wer / wie vor von gnügsamer be-
weisung vnd solchem beständigen bekennen klarlich ge-
sagt ist / So mag er nichts anders dan vmb gnad bitten oder bitten
lassen / hett er aber der missecht also nit bekent / oder wo er die an-
gezogen thatt bekant / vnd derhalben solche vrsachen fürbracht hett /
dardurch er verhoffet von peinlicher straff entschuldigt zu werden /
so mag er durch seinen fürsprechen bitten lassen wie hernach volgt.

Item wo

Römischen Reichs peinlich gerichts ordnung. XX

Item wo im nechsten nachuolgenden artickeleyn B. steht / soll
der beklagte / bei dem A. der klager / vnd bei dem C. die beklagte
übelthat / kurz gemelt vnd verstanden werden.

Herr Richter / B. der beklagte antwort zu der beklagten misse-
cht / so durch A. als klager / wider in geschehen ist / die er mit C.
geübt haben soll / in aller massen wie er vormals geantwortet hat / vñ
gnügsam fürbracht ist / Vnd bitt / daß jr der selben beschehen klage /
vnd antwort halb / alle handlung vnd auffschreiben / wie das alles
nach löblicher rechtmessiger Keyser Karls des fünfften vnd des
heyligē Reichs peinlichen gerichts ordnung vormals gnügsamlich
für vnd einbracht / fleissig wolt ermessen / vñ daß er auff sein erfunde-
ne vnschuld mit entlicher vrbeyl vnd recht / sampt erstattung des
auffgangen gerichtskosten vnd scheden ledig erkent werde / vnd der
anklager straff vnd abtrag halb nach laut diser peinlichen Keyser-
lichen gerichts ordnung zu entlichem außtrag vor dem gericht / als
ob angezeygt / verpflicht werde.

Item wo der erlangte fürsprech diese obgemelte antwort vnd bitt
mündlich nit reden künde / mag er die schriftlich für den Richter
legen / vnd diese meynung sagen / Herr Richter ich bitt euch laßt des
beklagten antwort vnd bitt / auß diser eingelegten zettel / ewern sch-
reiber öffentlich verlesen. Auff solche bitt soll der Richter dem geri-
chts schreiber beuelhen die gemelten eingelegten zettel zu verlesen.

Von verneynung der missecht die vor-
mals bekent worden ist.

Item würd der beklagte auff dem entlichen
rechttag der missecht leucknen / die er doch vormals or-
dentlicher bestendiger weiß bekant / der Richter auch auß solchem be-
kennuß in erfahrung allerhandt vmbstende souil befunden hett / daß
solch leucknen von dem beklagten alleyn zu ver hinderung des rechtz
würdt fürgenömen / wie hienor im sechs vñ fünffzigste artickele / vñ im
entlichen artickele hernach biß auff den zwen vñ sechzigsten artickele /

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

von bestendiger bekentnuß funden wirt / so soll der Richter die zwen geordneten schöpffen / so mit im solche verlesne vrgicht vnnnd bekantnuß gehort habē auff jr eyde fragē / ob sie die verlesne vrgicht gehort haben / Vnd so sie ja dartzu sagen / so soll der richter in alwegen bei den rechtuerstendigen oder sunst an orten vnnnd enden / als hernach mals angezeygt radts pflegen / vnnnd nach dem solche zwen schöpffen in disem fall nit als zeugen / sonder als mit Richter handeln / sollen sie derhalb vom gericht oder der vrtheyl nit außgeschlossen werden.

Wie der Richter vnd schöpffen oder vrtheyler nach beyder theyl / vnd allem fürbringen auch entlichem beschluß die vrtheyl fassen / vnd wie auch nachmals die schöpffen oder vrtheyler durch den Richter gefragt werden sollen.

Item. Dem nach beyder theyl vnd allem fürtrag auch entlichem beschluß der sachen / sollen der Richter Schöpffer vnd vrtheyler alle gerichtliche fürtrag vnnnd handlung für sich nemen / mit fleiß besichtigen vnd erwegen / vnnnd darauff nach irem beste verstendnuß diser vnser peinlicher gerichtes ordnung / nach gelegenheyt eyns jeglichen fals / am aller gleichesten vnd gemessigsten vrtheyl / in schrift fassen lassen / vnnnd so die vrtheil also verfasst / soll darauff der richter fragen **U.** ich frag dich des rechtens.

Darauff sollen die schöpffen vnd vrtheylsprecher vngewerlich also antworten.

Item. Herr Richter ich sprich es geschicht billich auff alles gerichtlich einbringen vnd handlung / was nach des gerichtes ordnung recht / vnd auff gnügsame alles fürtrags besichtigung in schrift zu vrtheyl verfasst ist.

Wie der Richter die vrtheyl offen soll.

Item auff

Römischen Reichs peinlich gerichtes ordnung. XXI

Item auff obgemelten beschluß der schöpffen vnd vrtheyler / soll der Richter die entlichen vrtheyl so also in schrift verfasst ist / durch den geschwornen gerichtschreiber / inn beisein beider partheien öffentlich verlesen lassen / vnd wo peinlich straff erkant wirdet / so soll ordentlich gemelt werden wie vnd welcher massen die an leib oder leben geschehe soll / wie dan peinlicher straff halb hernach in hundertten vnd vierderten artickel / vnd etlichen plettern darnach funden vnd anzeygt wirt Vnd wie der schreiber solche vrtheyl die sich obgemelter massen zu offnen vnd lesen gebüre / formen vnnnd beschreiben soll / wirt hernach in hundertten vnd neunzigsten artickel funden.

Item die vorgesetzten rede / so vor gericht beschehen sollen / lauten als auff eynen Flegel vnd auff eynen antworter / Aber es ist nemlich zumercken / wo mer dan eyn kläger oder eyn antworter in rechten stunden / das alsdan die selben wörter wie sich von mer personenzu reden gezimpt / gebraucht werden sollen.

Wan der Richter seinen stabe zerbrechen mag.

Item wan der beklagt entlich zu peinlicher straff geurtheylt wirdet / soll der Richter an den orten da es gewonheyt / seinen stabe zerbrechen / vnnnd den armen dem nachrichter beuelhen / vnnnd bei seinem eyde gebieten / die gegeben vrtheyl getrewlich zu volnziehen / damit vom gericht auffstehn vnd darob halten / damit der nachrichter die gesprochen vrtheyl / mit guter gewarsam vnd sicherheyt volnziehen müge.

Des nachrichters fried außzuruffen.

Item so der Richter nach der ende vrtheyl seit ab gebrochen hat / desgleichen auch so der nachrichter den armen auff die richtstatt bringet / soll der Richter öffentlich außzuruffen oder verkünden lassen / vnd von der oberkeyt wegen bei leib vnd güte

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

gebieten / dem nachrichter keynerley ver hinderung zuthun / auch ob
im misling nit handt anzulegen.

Frag vnd antwurt nach volnsziehung der vrtheyl.

gcviij. **I**tem wann dan der nachrichter frage ob er rechte
gericht habe / so soll der selbig Richter vngewerlich auff dise mey
nung antworten / So du gericht hast wie vrtheyl vnd recht geben
hat / so las sich es dabei bleiben.

So der beklagt mit rechte ledig erkant wirt.

gcix. **I**tem würd aber der beklagt mit vrtheyl
vnd rechte ledig erkant / mit was maß das geschehe vnd die
vrtheyl anzeygen würd / dem solt wie sich gebürt auch ge
folgt vnd nachgegangen werden / Aber des abtrags halb / so der le
dig erkant als kläger begern würd / sollen die vrtheyl als dan zu eneli
chem burgerlichem rechten für das gericht wie hievor dauon ange
zeygt vnd gemelt ist / gehalten werden.

Von vnnottürfftigen vnnützen geuerlichen fragen so vor gerichte beschehen.

c. **I**tem nach dem auch an vnß gelangt ist
das bißher an etlichen peinlichen gerichten / vil über
flüssiger frag vnd andingung gebraucht / die zu key
ner erfahrung der warheyt oder gerechtigkeit not sein
sonder alleyn das rechte verlengern vnd verhindern / solche vnd an
dere vnzimliche mißbreuch / so das rechte on not verziehe oder verhin
dern / oder die leut gefern / wollen wir auch hiemit auffgehoben
vnd abgethan haben / Vnd wo an die oberkeit gelangt / das darwi
der gehandelt wirt / soll sie das ernstlich abschaffen vnd straffen / so
offt das zu schulden kompt.

Von leib

Römischen Reichs peinlich gerichts ordnung. XXII

Von leibstraffen die nit zum todt oder zu ewiger
gefengnuß gesprochen werden / vnd von
ampts wegen beschehen.

Item wie straff an leib oder gliedern die nit
zum todt oder ewiger gefengnuß sein / vnd öffentlicher
thatt halb von ampts wegen geschehen / durch den Rich
ter erkant mogen werden / dauon wirt die form des vrtheyls hernach
in dem hundertsten vñ sechs vnd neunzigsten articke funden anfa
hendt / Item so eyn person ic.

Von beichten vnd vermanen / nach der verurtheylung.

Item nach der verurtheylung des armen
zum todt / soll man in anderweyde beichten lassen / auch
zum wenigsten eynen priester oder zwen am außführen /
oder außschleyffen bei jm sein / die in zu der lieb gottes /
rechtem glauben vnd vertrauen zu Gott vnd dem verdienst Christi
vnser seligmachers / auch zu bererung seiner sünd vermanen / Wan
mag jm auch in dem füren für gericht vnd außführen zum todt ster
tigs eyn Crucifix fürtragen.

Dasz die beichtuatter die armen bekantter warheyt
zu laugnen nit weisen sollen.

Item die beichtuatter der übelthetter / sol
len sie nit weisen / was sie mit der warheit / auff sichselbs
oder ander person / bekent habe / wider zu laugnen / wann
niemand gezimpt / den übelthettern / ire bosshet wider
gemeynen nutz vnd frommen leuten zu nachtheyl / mit vnwarheyt
bedecken / vnd weither übel stercken zu helfen / wie am eyn vnd dreis
sigsten articke anfehant / Item so eyn überwundner mißthetter ic.
meldung beschicht.

ij

Eyn vorrede wie man miß- thate peinlich straffen soll.

ciiij. **D**em so jemandt vnsern gemeynen ge-
schriben rechten nach/durch eyn verhandlung das le-
ben verwürckt hat / soll man nach güter gewonheyt /
oder nach ordnung eynes güten rechtuerstendigen ri-
chters / so gelegenheyt vnd ergernuß der übelthate ermessen kan / die
form vnd weiß der selben tödtung halten vnd vrtheylen. Aber int
fellen darumb (oder derselben gleichen) vnser Keyserlich recht nit se-
gen oder zulassen / jemandt zum todt zu straffen / haben wir inn diser
vnser vnnd des Reichs ordnung auch Keyserley todtstraff gesetzet /
aber inn etlichen mißthatten / lassen die recht peinlich straff am leib /
oder glidern zu / damit dannoch die gestrafften bei dem leben bleibe
Die selben straff mag man auch erkennen vnd gebrauchen / nach gü-
ter gewonheyt eyns jeden lands / oder aber nach ermessung eyns jedē
güten verstedigen richters / als oben von todten geschriben steht /
Wan vnser Keyserlich recht / etlich peinlich straff setzen / die nach ge-
legenheyt diser zeit vnd land vnbequem / vnd eyns theyls nach dem
buchstaben nit wol möglich zugebrauchen weren / darzu auch die sel-
ben recht die form vnd maß / eyner jeglichen peinlichen straff nit an-
zeygen / sonder auch güter gewonheyt oder erkantnuß verstediger
Richter beuelhen / vnd in der selben wilkür setzen / die straff nach ge-
legenheyt vnd ergernuß der übelthate / auß lieb der gerechtigkeit / vñ
vmb gemeynes nutz willen zu ordnen vnd zu machen. Aber sonder-
lich ist zu mercken / inn was sachen (oder der selben gleichen) vnser
Keyserlich recht / Keyserley peinlicher straff am leben / ehren / leib oder
glidern setzen / oder verhängen / daß Richter vnd vrtheylet darwider
auch niemant zum todt oder sunst peinlich straffen. Vnd damit
richter vñ vrtheylet die solcher rechten nit gelert sein / mit erkantnuß
solcher straff deßweniger wider die gemelten rechten / oder güte zu-
lessig gewonheytten handeln / so wirt hernach vonn etlichen peini-
lichen straffen / wan vnnd wie die gedachten recht güter gewonheyt /
vnd vernunfft nach geschehen sollen / gesetzt.

Von vnbenanten peinlichen fellen
vñnd straffen.

Item fers

Dem ferrer ist zu mercken / in was pein ^{cxv.}
lichen fellen oder verklagungen / die peinlichen straff in
disen nachuolgenden articeln nit gesetzt oder gnügsam
erklert oder verstedig wer / sollen Richter vnd vrtheyle-
ler (so es zu schulden kompt) radts pflegen / wie inn solchen zufelligen
oder vnuerstendlichen fellen / vnsern Keyserlichen rechten / vñnd diser
vnser ordnung am gemessigsten gehandelt vñnd geurtheyle werden
soll / vñnd alsdan ire erkantnuß darnach thun / Wan nit alle zufellige
erkantnuß vñnd straff in diser vnser ordnung gnügsam mögen beda-
cht vñnd beschriben werden.

Wie Gottschwörer oder gottzlesterung
gestrafft werden sollen.

Dem so eyner Gott sumist / das gott nit ^{cxvj.}
bequem ist / oder mit seinen worten gott / das jm zusteht
abschneidet / der almechtigkeyt gottes / sein heylige müt-
ter die jungfraw Maria schendet / sollen durch die am-
pelent oder Richter von ampts wegen angenommen / eingelegt vñnd
darumb an leib / leben oder glidern / nach gelegenheyt vñnd gestalt der
person vñnd lesterung gestrafft werden. Doch so ein solcher lesterer
angenommen vñnd eingelegt ist / das soll an die oberkeyt mit nottürff-
tiger vñnderrichtung aller vmbstende gelangen / die darauff Richter
vñnd vrtheylet bescheyde geben / wie solche lesterung den gemeynen
vnsern Keyserlichen rechten gemessig / vñnd sonderlich nach inhalt be-
sonderer articeln vnser Reichs ordnung gestrafft werden sollen.

Straff der ihenen so eynten gelerten eyde vor
Richter vñnd gericht meynedig schwern.

Dem welcher vor Richter oder gericht eynt ^{cxvij.}
gelerten meynedig schwert / so der selb eyde zeitlich güte an-
trifft / das inn des / der also felschlich geschworn hat / nutz
kommen / der ist zuuorderst schuldig / wo er das vermag / solch felsch-
lich ab geschworn güte dem verletzten wider zu keren / soll auch darzu
L iij

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

verleumbt vnd aller ehren entsetzt sein / Vnd nach dem in heyligen Reich eyn gemeyner gebrauch ist / solchen falsch schwerern die zwen finger damit sie geschworn haben abzuhawen / die selbigen gemeyne gewonlichen leibstraff wollen wir auch nit endern / Wo aber eyner durch seinen falschen eyde jemand zu peinlicher straff schwure / der selbig soll mit der peen / die er felschlich auff eynem andern schwure gestrafft werden / Wer solch falsch schwerer mit wissen / fürsetzlich vnd arglistiglich darzu anrichtet / der leidet gleich peen.

Straff der / so geschworne vrpheide brechen.

cxviii. Dem bricht eyner eyn geschworne vrpheide mit sachen vnd thatten / darumb er vnser Keyserlichen recht vnd diser ordnung nach / zum todt on das mocht gestrafft werden / der selben todtstraff soll volg geschehen. So aber eyner eyn vrpheide mit sachen darumb er das leben nit verwürckt hat / fürsetzlich vnd freuenlich verbrech / der soll als eyn meynediger mit abhawung der handt oder finger vnd andern / wie in nechst obgemelten articke berürt / gestrafft werden / Wo man sich aber weicher missethatt vor im besorgen müst / soll es mit im gehalten werden / als in hundertten vnd sechs vñ sibenzig articke hernach dauon geschriben steht anfabend / Item so eyner eyn vrpheide freuenlich vnd fürsetzlich verbrochen.

Straff der zauberey.

cxix. Dem so jemandt den leuten durch zauberey schaden oder nachtheyl zufügt / soll man straffen vom leben zum todt / vnd man soll solche straff mit dem feuer thun. Wo aber jemandt zauberey gebraucht / vnd damit niemant schaden gethan hett / soll sunst gestrafft werden / nach gelegenheit der sachen / darinnen die vtheyleyler radts gebrauchten sollen / wie vom rade süchen hernach geschriben steht.

Straff schriftlicher vnrechlicher peinlicher schmebung.

Item wel

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. XXIII

cx. Dem welcher jemandt durch schmach schrift zu latein libel famos genant / die er außbreitet vnd sich nach ordnung der recht mit seinem rechten tauff vnd zunamen nit vnderschreibt / vnrechlicher vnschuldiger weiß laster vnd übel zumist / wo die mit warheyt erfunden würden / daß der geschmecht an seinem leib / leben oder ehren peinlich gestrafft werden möcht / der selbig boshaftig lesterer soll nach erfindung solcher übelthat als die recht sagen / mit der peen / in welche er den vnschuldigen geschmechten durch sein böse vnwarhaftige lestererschrift hat bringen wollen / gestrafft werden / Vnd ob sich auch gleich wol die außgelegt schmach der zugemessen that in der warheit erfunde / soll dannoch der außrüffer solcher schmach nach vermög der recht vnd ermessung des richters gestrafft werden.

Straff der müntzfelscher vnd auch dero so on habend freihert müntzen.

cxj. Dem in dreierley weiß würd die müntz gefelcht / Erstlich wann eyner betrieglicher weiß eyns andern zeychen darauff schlecht / Zum andern wann eyner vnrecht metall darzu setz / Zum dritten / so eyner der müntz ire rechte schwere geuerlich benimbt / solche müntzfelscher sollen nachuolgen der massen gestrafft werden / Nemlich welche falsch müntz machen / zeichen / oder die selbigen falsch müntz außwechseln oder sunst zu sich bringt / vnd widerumb geuerlich vnd boshaftiglich dem nechsten zu nachtheyl wissenlich außgibt / die sollen nach gewonheit auch sagung der recht mit dem feuer vom leben zum todt gestrafft werden / die ire heuser darzu wissenlich leihen / die selbē heuser sollen sie da mit verwürckt haben. Welcher aber der müntz ire rechte schwere / geuerlicher weiß benimbt / oder auch on habende freihert müntzte / der soll gefenglich eingelegt vñ nach radt an leib oder güte / nach gestalt der sachen gestrafft werden / Wo aber jrgent eyner eyns andern müntz umbreget / oder widerumb in tiegel brecht vnd geringe müntz darauff mecht / der soll am leib oder güte nach gestalt der sachen / gestrafft werden / So aber mit der herrschafft willen vnd wissen solchs geschehe / so soll die selbig herrschafft sein müntz freihert verwürckt vnd verloren haben.

Item

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

Straff der ihenen so falsch siegel/ brieff/ vrbar/
rentz oder zinsbücher oder register machen.

cxij. Dem welche falsch siegel/ brieff/ instrumēt/
vrbar/ rentz oder zinsbücher/ oder register machen/ die
sollen an leib oder leben/ nach dem die felsehung vil oder
wenig bosshafftig vñ schedlich geschicht/ nach radt der rechtuersten/
digen/ oder sunst als zū ende diser ordnung vermeldet/ peinlich ge-
strafft werden.

Straff der fälcher mit maß/ wag vñnd
kauffmānschafft.

cxiiij. Dem welcher bößlicher vñnd geuerlicher
weiß/maß/ wag/ gewicht/ specerey oder ander kauffmā-
schafft felseht/ vñnd die für gerecht gebraucht vñnd auß-
gibt/ der soll zū peinlicher straff angenommen/ im das
land verbotten/ oder an seinem leib als mit rüten außhawen oder
dergleichen/ nach gelegenheyt vñnd gestalt der überfarung/ gestrafft
werden/ vñnd es möcht solcher falsch als oft großlich vñnd bosshaff-
tig geschehen/ daß der thätter zūm todt gestrafft werden soll/ alles
nach radt wie zū ende diser vnser ordnung vermeldet.

Straff der ihenen die felsehlich vñnd betrieg-
lich vndermarckung/ reynung/ mal/ oder
marcksteyn verrucken.

cxliij. Dem welcher bößlicher vñnd geuerlicher weiß/
eyn vndermarckung/ reynung/ mal oder marcksteyn verrucke
abhawet/ abthüt/ oder verendert/ der soll darumb peinlich am leib
nach geuerlicheyt groß gestalt vñnd gelegenheyt der sachen vñnd der
person/ nach radt gestrafft werden.

Straff der procurator so iren partheien zū nach-
theyl geuerlicher fürsetzlicher weiß den wider
theylen zū güt handeln.

Item so

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. XXV

Dem so eyn procurator fürsetzlicher geuer-
licher weiß seiner parthei/ in burgerlichen oder peinlichen
sachen zū nachtheyl/ vñnd dem widertheyl zū güt handelte/
vñnd solcher übelthatt überwunden würd/ der soll zūnderst seinem
theyl/ nach allem vermögen seinen schaden so er solcher sachen halb
entpfecht/ widerlegen/ vñnd darzū inn pranger oder halßeisen ge-
stelt/ mit rüten auß gehawen/ des lands verbotten/ oder sunst nach
gelegenheit der mißhandlung in andere weg gestrafft werden.

Straff der vnkeusch/ so wider die
natur beschicht.

Dem so eyn mensch mit eynem vihe/ man mit
man/ weib mit weib/ vnkeusch treiben/ die haben auch das lebē
verwürckt/ vñnd man soll sie der gemeynen gewonheyt nach mit dem
feuer vom leben zūm todt richten.

Straff der vnkeusch mit nahende ge-
sippen freunden.

Dem so eyner vnkeusch mit seiner stiefftoch-
ter/ mit seines süns eheweib/ oder mit seiner stieffmütter
treibe/ in solchen vñnd noch nebern sippschafften soll die straff
wie dauon in vnsern vofarn vñnd vnsern Keyserlichen geschriben
rechten gesetz/ gebraucht/ vñnd derhalb bei den rechtuerstendigen
rads gepflegt werden.

Straff der ihenen so eheweiber oder jungf-
frawen entführen.

Dem so eyner jemandt sein eheweib oder eyn vn-
uerleumbte jungfrawen wider des ehemañs oder des ehelichen
vatters willen/ eyner vñhelichen weiß entpfüret/ darumb mag der
ehemañ oder vatter/ vnangesehen ob die ehfraw oder jungfrawe

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

iren willen darzu gibt/peinlich Klagen/vnd soll der tetter/ nach sagung vnser vorfarn/ vnd vnser Keyserlichen rechte darumb gestrafft vnd derhalb bei den rechtuerstendigen radts gebraucht werden.

Straff der nottsucht.

cxix. Dem so jemandt eyner vnuerleumbten ehewrauen/witwen oder jungkfrauen/mit gewalt vñ wider iren willen/ jr jungkfrwlich oder frwlich ehz neme/ der selbig übelthetter hat das leben verwürckt/ vnd soll auff beklagung der benötigten in auffführung der missthat/ eynem rauber gleich mit dem schwert vom leben zum todt gerichte werden. So sich aber eyner solchs obgemelts misshandels freuelicher vnd gewaltiger weiß/ gegen eyner vnuerleumbten frauen oder jungkfrauen vnderstünde/ vñnd sich die fraw oder jungkfraw sein erweerte/ oder von solcher beschweruß sunst erreth würd/ der selbig übelthetter soll auff beklagung der benötigten/ inn auffführung der misshandlung/ nach gelegenheyt vñ gestalt der personen vnd vnderstanden missthat gestrafft werden/ vnd sollen darin richter vñnd vitheyler radts gebrauchen wienor in andern fellen mer gesetzt ist.

Straff des Ehebruchs.

cxv. Dem so eyn ehemañ eynen andern vmb des ehebruchs willen/ den er mit seinem eheweib verbracht hat/peinlich beklagt vnd des überwindet/ der selbig ehebrecher sampt der ehebrecherin sollen nach sague vnser vorfarn/ vnd vnser Keyserlichen rechten gestrafft werden.

Dem das es auch gleicherweiß in dem fall/ so eyn eheweib iren mann/ oder die person/ damit der ehebruch volbracht hett/ beklagen will/ gehalten werden soll.

Straff des üfels das in gestalt zwifacher ehe geschicht.

Item so

Römischen Reichs peinlich gerichtes ordnung. XXVI

Dem so eyn ehemañ eyn ander weib/ oder eyn eheweib eyn andern mañ/ inn gestalt der heyligen ehe bei leben des ersten ehgefellens nimbt/ welche übelthar dan auch eyn ehebruch vnd grösser dan das selbig laster ist/ vnd wiewol die Keyserlichen rechte/ auff solch übelthar Keyn straff am leben setze So wollen wir doch welcher solchs lasters betrüglicher weiß/ mit wissen vnd willen vrsach gibt vñnd volnbringet/ das die nit weniger dan die ehebrüchigen peinlich gestrafft werden sollen.

Straff der ihenen so ire eheweiber oder kinder durch böses genieß willen williglich zu vnkeuschen wercken verkauffen.

Dem so jemandt sein eheweib oder kinder/ vmb eynicherley genieß willen/ wie der namen hett/ williglich zu vnkeuschen vñnd schendlichen wercken gebrauchen leß/ der ist ehlos/ vnd soll nach vermöge gemeyner rechten gestrafft werden.

Straff der verkuhlung vñnd helffen zum ehebruch.

Nach dem zum dickermal/ die vnuerstendigen weibsbilde/ vnd zünor die vnschuldigen meydlein/ die sunst vnuerleumbte ehlich person sein/ durch etliche böse menschen/ mañ vnd weiber/ böser betrüglicher weiß/ damit in jr jungkfrwlich oder frwlich ehz entnommen/ zu sündlichen fleischlichen wercken gezogen werden/ die selbig böshafftigen Kupler vnd Kuplerin/ auch die ihenen so wissentlicher geuelicher vnd böshafftiger weiß ire hewser darzu leihen/ oder solchs inn iren hewsern zubeschehen gestatten/ sollen nach gelegenheyt der verhandlung vñnd radts der rechtuerstendigen/ es sei mit verweisung des landts/ stellung inn branger/ abschneidung der oren/ oder außhawung mit rütten/ oder andern gestrafft werden.

Straff der verretterey.

cxviii. Dem welcher mit böshafftiger verretterey misshandelt/ soll der gewonheyt nach/ durch viertheylung zum todt gestrafft werde/ Wer es aber eyn weibsbilde/die solt man extrencken/ vnd wo solche verretterey grossen schaden oder ergernuß bringen möcht / als so die eyn landt/ statt/ seinen eygen herrn/ bettegnossen/ oder naher gesippen freunde betreffe/ so mag die straff durch schleyffen oder zangenreissen / gemert/ vnd also zu tödlicher straff geführt werden / Es möcht auch die verretterey also gestalt sein / man möcht eynen solchen missthetter erstlich köpffen vnd darnach viertheylen/ daß richter vñ vrtheyler nach gelegenheyt der thatt ermessen vnd erkennen / vnd wo sie zweiffeln/ rath süchen sollen / Aber die ihenen/ durch welcher verkündschaffung richter oder oberkeyt die übelthetter zu gebürender straff bringen möchten/ das mag on verwirkung eynicher straff geschehen.

Straff der brenner.

cxv. Dem die böshafftigen überwunden brenner solten mit dem feuer vom leben zum todt gericht werden.

Straff der rauber.

cxvi. Dem eyn jeder böshafftiger überwundner rauber/ soll nach vermöge vnser voifarn / vnd vnserer gemeyner Keyserlichen rechten / mit dem schwerdt oder wie an jedem ort in disen fellen mit güter gewonheyt herkommen ist/ doch am leben gestrafft werden.

Straff der ihenen so auffrühr des volcks machen.

Item so

cxvii. Dem so eynen in eym land/ statt/ oberkeyt/ oder gepiet geuerliche fürserliche vnd böshafftige auffrühren des gemeynen volcks wider die oberkeyt macht/ vñ das also auff in erfunden würde/ der soll nach gross vnd gelegenheyt seiner misshandlung je zu zeitten mit abschlahung seins hauptes gestrafft oder mit rütten gestrichen/ vnd auß dem land/ gegend/ gericht/ statt/ flecken oder gepiet/ darinnen er die auffrühren erweckt/ verweist werden/ darin Richter vnd vrtheyler gebürlichen radts/ damit niemands vnrecht geschehe / vnd solch bößlich embdigung verhüt/ pflegen sollen.

Straff der ihenen so bößlich außtreten.

cxviii. Dem/ nachdem sich vilfeltig begibt daß müßwillige person/ die leut wider recht vnd billicheyt betröhen/ entweichen vnd außtreten/ vnd sich an end vnd zu solchen leuten thun/ da müßwillige beschediger enthalte/ hilff/ fürsüß vnd beistandt finden / von denen die leut je zu zeitten wider recht vnd billicheyt mercklich beschedigt werden/ auch farbe vnd beschedigung von den selben leichtfertigen personent warten müssen / die auch mermals die leut / durch solche drohe vnd forcht wider recht vnd billicheyt tringen / auch an gleich vnd rechte sich nit lassen benügen/ derhalb solche für recht landzwinger gehalten werden sollen. Hierumb wo die selben an verdeckliche end / als ob/ steht außtreten/ die leut bei zimlichem rechten vnd billicheyt nit bleiben lassen/ sonder mit bemeltem außtreten/ von dem rechten vnd billicheyt zu bedrohen oder schrecken vnderstehn / die selben wo sie in gefengnuß kernen / mit dem schwerdt als landzwinger vom leben zum todt gericht werde/ vnangesehen/ ob sie sunst nit anderst mit der thatt gehandelt hetten. Desgleichen soll es auch gehalten werden gegen den ihenen/ die sich sunst durch etlich werck mit der thatt zu handels vnderstehn. Wo aber jemandt auß forcht eyns gewalts / vnd nit der meynung gemeynt vom rechten zu dringen / an vnuerdeckliche ende entwich/ der hat dardurch dise vorgemelte straff nit verwürckt/ vnd ob darin eynicherley zweifel einfiel/ soll vmb weither vnderrichtung an die rechtuerstendigen oder sunst/ wie hernach gemelt wirdet gelangen.

f

K. Karls des fünfften vnd des heyligen
Straff der ihenen / so die leut bößlich
bevheden.

xxix.

Idem welcher jemandt wider recht vnd
billicheyt mitwilliglich bevhedet / den richtet man mit
dem schwert vom leben zum todt / Doch ob eyner seiner
vbede halb vonn vnns oder vnser nachkommen ans
Reich Römischen Keysern oder Königen erlaubnuß
hett / oder der / den er also bevhedet / sein / seiner gesipte / freundschaft
oder herrschafft / oder der jren feinde wer / oder sunst zu solcher vbede
rechtmessig gedungen vsach hett / so soll er auff sein aufführung der
selben güten vsachen / peinlich nit gestrafft werden. Inn solchen
fellen vnd zweiffeln soll bei den rechtuerstendigen vnd an enden vnd
orten / wie zu end diser vnser ordnung angezeygt / radts gebraucht
werden.

Hernach volgen etlich böse
tödcung / vnd von straff der selben
thäter.

Erstlich von straff der / die mit gifte oder
venen heymlich vergeben.

xxx.

Idem wer jemandt durch gifte oder venen /
an leib oder leben beschedigt / ist es eyn mannsbild / der soll
eynem fürgesetzten möder gleich mit dem rath zum todt
gestrafft werde / Ther aber eyn solche missthat eyn weibsbild / die soll
man erdrencken / oder in andere weg nach gelegenheit vom leben zum
todt richten. Doch zu merer forcht andern / sollen solch bößhafftige
mischerrige personen / vor der entlichen todtstraff geschleyfft oder et-
liche griff inn ire leib mit glüenden zangen gegeben werden / vil oder
wenig / nach ermessung der person vnd tödcung / wie vom mozt des
halb gesetzt ist.

Straff der

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. XXVIII

Straff der weiber so ire kinder tödten.

Idem welches weib ire kind / das leben vñ
gliedmaß empfangen hett / heymlicher bößhafftiger wil-
liger weiß ertödtet / die werden gewonlich lebendig be-
graben vnd gepfelt / Aber darinnen verzweiffelung
zuuerhütten / mögen die selben übelthäterin inn welchem gerichte
bequemlicheyt des wassers darzu vorhanden ist / ertrenckt werden.
Wo aber solche übel offte geschehe / wollen wir die gemelte gewonheyt
des vergrabens vnd pfelens / vmb mer forcht willen / solcher böß-
hafftigen weiber auch zulassen / oder aber das vor dem erdrencken die
übelthäterin mit glüenden zangen gerissen werde / alles nach radt
der rechtuerstendigen.

Saber eyn weibsbild / als obsteht eyn lebendig gliedmessig kind
lein / das nachmals todt erfunden / heymlich geboren vnd ver-
borgen hett / vnd so die selbig erkundigte mütter deshalb besprache
würdt / entschuldigungs weiß fürgeben / als dergleichen je zuseitren /
an vnns gelangt / wie das kindlein on jr schuld todt von jr geboren
sein solt / wolt sie dan solch jr vnschuld durch redlich güte vsachen /
vnd vmbstende durch kundtschafft auffürn / damit soll es gehalten
vnd gehandelt werden / wie am vier vnd sibenzigsten artickele anfa-
hend / Item so eyn beklagter kundtschafft zc. funden wirt / auch des-
halb zu weicher süchung / anzeygung geschicht / wann on obbestimpte
gnügsame beweisung ist der angeregte vermeynten entschuldigung
nit zu glauben / sunst möcht sich eyn jede thäterin mit eynem solchen
gedichten fürgeben ledigen. Doch so eyn weibsbild eyn lebendig
gliedmessig kindlein also heymlich treget / auch mit willen alleyn / vñ
on hilff anderer weiber gebürt / welche on hilffliche geburt / mit tödt-
licher verdeckelicheyt geschehē müß / So ist deshalb keyn glaublich-
ere vsach / dan daß die selbig mütter durch bößhafftigen fürsatz ver-
meynt / mit tödcung des vnschuldigen kindleins daran sie vor inn
oder nach der geburt schuldig wirt / ire geübte leichtuertigkeyt ver-
borgen zuhalten. Darumb wann eyn solche möderin auff ge-
dachter jrer angemassen vnbeuweisen freuenlichen entschuldigung
bestehn bleiben wolt / so soll man sie auff obgemelte gnügsame an-
zeygung bestimpts vnchristlichen vnd vnmenschlichen erfunden
übel vnd moztes halber / mit peinlicher ernstlicher frag zu bekant-
F ij

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

nus der warheyt zwingen / Auch auff bekentnus des selben mordts zu enlicher todtstraff / als obsteht vrtheylen. Doch wo eyns solchē weibs schuld oder vnschuld halb gezweiffelt würd / so sollen die Richter vnd vrtheyler / mit anzeygung aller umbstendē bei den rechtuersstendigen oder sunst wie hernach gemelt wirdet / radts pflegen.

Straff der weiber so ire kinder vmb das sie der abkommen / in ferlicheyt von inen legen / die also gefunden vnd ernert werden.

ccxxij. **I**tem so eyn weib ire kind / vmb das sie des abkum von ir legt / vnd das kind wirt funden vnd ernert die selbig mütter soll / wo sie des überwunden vnd bedret / ten wirt / nach gelegenheyt der sach vnnnd radt der verstendigen gestrafft werden / Stürb aber das kind von solchem hinlegen / so soll man die mütter / nach gelegenheyt des geuerlichen hinlegens am leib oder leben straffen.

Straff der ihenen so schwangern weibsbilden kinder abtreiben.

ccxxij. **I**tem so jemandt eynem weibsbild durch bezwang / essen oder drincken / eyn lebendig kindt abtreibt / wer auch mann oder weib vnfruchtbar macht / so solch tibel fürsezlicher vnnnd bosshafftiger weiß beschicht / soll der man mit dem schwert / als eyn todeschläger / vnnnd die frau so sie es auch an ir selbst thet / extrenckt oder sunst zum todt gestrafft werden. So aber eyn kind / das noch nit lebendig wer / von eynem weibsbild getriben würd / sollen die vrtheyler der straff halber bei den rechtuersstendigen oder sunst wie zu end diser ordnung gemelt / radts pflegen.

Straff so eyn arzt durch sein artzenei tödtet.

Item so

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. XXIX

ccxxij. **I**tem so eyn arzt auß vnfleiß oder vnkunst / vnnnd doch vnfürsezlich jemandt mit seiner artzenei tödtet / er funde sich dan durch die gelerten vnd verstendigen der artzenei / das er die artzenei leichtfertiglich vñ verwegenlich mißbraucht / oder sich vngegründter vnzülessiger artzenei / die im nit gezimbt hat vnderstanden / vnd damit eynem zum todt vsach geben / der soll nach gestalt vnd gelegenheyt der sachen vnd nach radt der verstendigen gestrafft werdē / vnd in disem fall allermeyst achtung gehabt werden / auff leichtuertige leut / die sich artzenei vnderstehn / vnd der mit keynem grunde gelernet haben. Dert aber eyn arzt solch tödtung williglich gethan / so wer er als eyn fürsezlicher möder zu straffen.

Straff eygner tödtung.

ccxxij. **I**tem wann jemandt beklagt vnd in recht erfordert oder bracht würd / von sachen wegen / so er der überwunden sein leib vnd güte verwürckt hett / vnd auß forcht solcher verschuldter straff sich selbs erödt / des erben sollen in disem fall seins güts nit vehig oder empfanglich / sonder solch erb vnd gütter der oberkeit der die peinlichen straff / büß / vñ fell zustehn / heymgefallē sein. Wo sich aber eyn person außserhalb obgemelter offenbaren vsachen auch inn fellen da er sein leib alleyn verwürckt / oder sunst auß frantcheyten des leibs melancolet / gebrechlicheyt irer sün oder ander dergleichē blödikeyten selbst tödtet / der selben erben sollen deshalb an irer erb schafft nit verhindert werden / vnnnd darwider keyn alter gebrauch / gewonheyt oder sagung stat haben / sonder hiemit reuocirt / cassirt vnd abgethan sein / vnd in disem vnd andern dergleichen fellen / vnser Keyserlich geschriben recht gehalten werden.

So eyner eyn schädlich thier hett das jemandt enleibt.

f. iii

ccxxvi. Dem hat eyner eyn thier / das sich derma-
sen erzeygt / oder sunst / der art vnd eygenschafft ist / dar-
durch zübesorgen ist / das es den leuten an leib oder lebē
schaden thün möchte / soll der herr des selben thiers solch
thier von jm thün / dan wo solch thier jemandt schaden therr oder ene-
leibt / Soll der herr des thiers darumb nach gelegenheyt vnd gestalt
der sachen vnd rade der rechtuerstendigē / oder an enden als hernach
vermeldet gestrafft werden. Vnd souil destermer so er züvor von
dem Richter oder ander oberkeyt des züvor vermandt oder gewar-
ner würd.

**Straff der mörder vnd todtschleger die keyn gnüg-
sam entschuldigung haben mögen.**

ccxxvij. Dem eyn jeder mörder oder todtschläger
wo er deshalb nit rechtmessig entschuldigung außfö-
ren / hat das leben verwürckt. Aber nach gewonheyt
etlicher gegent / werden die fürsetzlichen mörder vnd die
todtschleger eynander gleich mit dem rade gericht / darinnen soll vn-
derscheydt gehalten werden / Vnd also das der gewonheyt nach / eyn
fürsetzlicher müwilliger mörder mit dem rade / vnnnd eynander der
eyn todtschlag / oder auß gecheyt vn zorn gethan / vnd sunst auch ge-
melte entschuldigung nit hat / mit dem schwert vom leben züm tode
gestrafft werdē sollen / Vnd man mag in fürgesetztem mo-
rdt / so der an hohen treflichen personen des therrers eygen herrn / zwischen ehe-
leuten oder nahend gesipten freunde geschichte / durch etlich leibstraff
als mit zangen reiffenn oder außschleyffung vor der entlichen töd-
tung vmb grösser forcht willen die straff meren.

**Von vnlaugbarn todtschlegen die auß solchen
vsachen geschehen / so entschuldigung der
straff auff jnen tragen.**

Item es

ccxxviii. Dem es geschehen je zü scitten entleibung /
vnd werdē doch die jhenen / so solch entleibung thün / auß
güten vsachen als etlich alleyn von peinlicher vnd bur-
gerlicher straff entschuldigt. Vnd damit sich aber Richter vnd vr-
theyler an den peinlichen gerichtten / die der recht nit gelernt haben / in
solchen sellen dester rechtmessiger zü halten wissen / vnd durch vnwis-
senheyt die leute nit beschweren oder verkürzen / So ist von gemel-
ten entschuldigten entleibungen geschriben vnd gesazt / wie hernach
volgt.

**Erstlich von rechter notweer / wie die
entschuldigt.**

ccxxix. Dem welcher eyn rechte notweer / zü rettung
seins leibs vnd lebens thüt / vnnnd den jhenen / der in also benö-
tigt in solcher notweer entleibt / der ist darumb niemants nit schul-
dig.

Was eyn rechte notweer ist.

ccxl. Dem so eyner jemandt mit eynem tödlich-
en waffen oder weer überlaufft / anficht oder schlecht / vn-
der benötigt kan füglich an ferlicheyt oder verlegung /
seins leibs / lebens / ehr vnd güten leumuts nicht entweichen / der mag
sein leib vnnnd leben on alle straff durch eyn rechte gegenweer retten /
Vnd so er also den benötiger entleibt / er ist darumb nichts schuldig /
ist auch mit seiner gegenweer / bis er geschlagen wirdt zü warten nit
schuldig / vnangesehen ob es geschriben rechten vnnnd gewonheytens
entgegen wer.

Das die notweer bewisen soll werden.

ccxli. Dem welcher sich aber nach erfindung der thatt
eyner gethaner notweer berümbt oder gebrauchten will / vnd der
anläger der nit gestendig ist / so legt das recht dem thatter auß / sol-

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

che berümbte notweer/ obgemelter massen/ zu recht gnüg zu beweisen/ beweist er die nicht/ er wirt schuldig gehalten.

Wan vnd wie in sachen der notweer die weisung auff den anklager kompt.

cxlij. **D**em so der anklager der ersten tödlich-
en anfechtung oder benötigung daruff / als obsteht /
die notweer gegründt / bekentlich ist / oder bestendig nie
verleugnen kan / vnd dagegen sagt / daß der todtschlä-
ger darumb keyn rechte entschuldigte notweer gethan haben soll /
wan der entleibt het fürgewendter bekentlicher anfechtigung oder be-
nötigung / rechtmessig vsach gehabt / als geschehen möchte / So ey-
ner eynen vnkeuscher werck halben bei seinem ehelichen weib / tochter
oder an andern bösen strefflichen übelharten fünde / vnd darumb
gegen dem selben übelharter tödlich handlung zwang oder gefeng-
nuß wie die recht zulassen / fürnem / oder dem entleibten hett gebürt
den verklagten todtschläger / von ampts wegen zu fahen / vnd die
notturfft erfordert in mit waffen solcher gefengnuß halb zu bedro-
hen / zwingen vñ nöctigen / daß er also in recht zülässiger weis gethon
hett / oder so der kläger in disem fall eyn solche meynung furgeb / daß
der angezogen todtschleger darumb keyn rechte notweer gethan het /
wan er des entleibten / als er in erschlagen hett / ganz mechtig vnd
von der benötigung erledigt gewest / oder meldet daß der entleibt /
nach gethaner ersten benötigung gewichen / dem der todtschläger
aus freihem willen vnd vngedotter ding nachgeuolgt / vnd in aller-
erst in der nachuolg erschlagen hett / **W**er / so fürgewendte wirdt /
der todtschläger wer dem benötigten wol füglicher weis vnd on fer-
licheyt seins leibs / lebens / ehren vnd güten leumuts halben erwich-
en / darumb die enleibung durch den verklagte todtschläger nit auß
eyner rechten entschuldigten notweer / sonder böflich geschehen wer /
vnd darumb peinlich gestrafft werden solt ic. Sollich obgemelt vñ
ander dergleichen furgeben / soll der anklager / wo er des gniessen will
gegen erfindung / daß der todtschläger durch den entleibten / erstlich
als vor steht benötigt worden ist / beweisen / vnd so er eyne derselben
obgemelten oder ander dergleichen / rechtmessigen verursachung ge-
gen der ersten vnlugbar anfechtung oder benötigung gnügsam
beweist / so kan sich solcher todtschläger keyner rechten oder gentslichē
entschuldigten notweer behelffen / vnangesehen / ob außgefürt oder
bestanden würd / daß in der enleibt (als vor vñ der notweer geschri-
ben steht)

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. XXXI

ben steht) erstlich mit eynere tödlichen weer angefochten vnd benötigt hat / So aber der kläger der ersten erfunden benötigung halb / keyn solche rechtmessige verursachung bewies / sonder der verklagte todtschläger seiner berümbten notweer halb außfündig macht / daß er von dem entleibten mit eynere tödlichen weer / als vor von rechter notweer gesagt ist / erstlich angefochten worden wer / So ist die notweer durch den verklagte todtschläger außgefürt / vnd soll doch gemelte kundschafft beyder theyl mit eynander zugelassen vnd gestelt werden. Nemlich ist hierin zu mercken / so eynere der ersten benötigung halb redlich vsach zur notweer gehabt / vnd doch in der that nit alle umbstende / die zu eynere ganzen entschuldigten notweer gehören / gehalten hett / ist nit gar eben zu ermessen / wie vil oder wenig der thäter zur that vsach gehabt hab / vnd daß fürther die straff an leib leben oder aber zu büß vnd besserung erkant werd / alles nach sonderlicher radtegebung der rechtsterkenden / als hernach gemelt wirdt wan dise fell gar subtil vnderfcheyd haben / darnach hierin anderst vnd anderst / schwerlicher oder linder geurtheilt werden soll / welche vnderfcheyd / dem gemeynen man verstantlich nit zuerklaren seind.

Von enleibung das niemants anders gesehen hat / vnd eyn notweer fürgewendte würd.

SDem so eynere jemandt enleibt / das nie-
mandt gesehen hat / vnd will sich eynere notweer gebrauchen / der im die kläger nit gestehn / in solchen fellen ist anzusehen / der gut vnd böß standt jeder person / die statt da der todtschlag geschehen ist / was auch jeder für wunden vñ weer gehabt / vnd wie sich jeder theyl in dergleichen fellen / vor vnd nach der that gehalten hab / welcher theyl auch auß vorgehenden geschichtē mer glaubens / vsach / bewegung / vortheyls oder nutz haben mög / den andern an dem ort als die that geschehen ist / zuerfchlagē oder zu benötigen / Darauß kan eyn gütter verstendiger richter ermessigē / ob der fürgewendten notweer zuglauben sei / vñ wo die vermütung der notweer wider die bekentlichen that statt haben soll / so muß dieselbig vermütung gar gut starck bestendig vsach haben / aber der thäter mocht wider den entleibten souil böser / vñ sein selbs halb souil güter starcker vermütung darbringen / im wer der notweer zu glauben. Solche vsach alle zu erkleren / kan durch dise ordnung nit wol grüntlich vnd jederman verstantlich beschehē / Aber nemlich ist zu mercken daß in disem fall / aller obgemelten vermütung halb / die beweisung

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

Dem thätter auffgelegt werden soll / Doch vnabgeschnitten dem Klager der weisung / die er dar wider fürbringen wolt / vnd wo diser fall vorgemelter massen redlich zweiffel hat / so ist not inn der vrtheyl der verstandigen rade mit fürlegung aller vmbstende statlich zu gebrauchen / Wan sich diser fall / mit gar vil zweiffels vnd vnderchied für vnd wider die berümbten notweer begebē mag / die vor der geschichte nit all zübedencken oder züsetzen sein.

Von berümbter notweer gegen eynem weibsbilde.

cxliij. Dem ob eyner eyn weib erschlüge / vnd sich eyner notweer berümbt / inn eynem solchen fall ist auß züföhren vnd anzusehen die gelegenheyt des weibs vnd mañs / auch irer beyder ghabten weer vnd thät / vnd darinn nach rade der rechtuerstandigen wie hernach steht / zü vrtheylen / dan wiewol nit leichtlich eyn weib eynem mañ zü eynem entschuldigten notweer vsachen mag / So wer doch möglich daß eyn grawsam weib eynen weychen mann / zü eynem notweer tringen mocht / vnd sonderlich so sie sö: gliche vnd er schlechtere weer het.

So eyner inn rechter notweer eynen vnschuldigen wider seinen / des thätters willen entleibt.

cxlv. Dem so eyner in eynem rechten bewisen notweer wider seinen willen eynen vnschuldigen mit stichen / streychē / würtffen oder schieffen / so er den nödtiger meynt / treff vnd entleibt het / der ist auch von peinlicher straff entschuldigt.

Von vngewerlicher entleibung die wider eynes thätters willen geschicht außserhalb eynem notweer.

cxlvj. Dem so eyner eyn zimlich vnuerbotten werck an eynem end oder ort da solch werck zü üben / zimlich ist thät / vnd dardurch

Römischen Reichs peinlich gerichtes ordnung. XXXII

dardurch von vngeschichten ganz vngewerlicher weiß / wider des thätters willen jemandt entleibt / der selbig würd in vil weg / die nit möglich zü benennen sein entschuldigt / Vnd damit diser fall deffer leichter verstanden / setzen wir dise gleichnuß. Eyn balbirer schiert eynem den bart in seiner stüben / als gewonlich zü schern ist / vnd würd durch eynen also gestossen oder geworffen / daß er dem so er schiert / die gurgel wider seinen willen abschneidet / Eyn ander gleichnuß / so eyn schütz in eynem gewonlichen zilstatt steht / oder sitzt / vñ zü dem gewonlichen blatt scheußt / vnd es laufft in eynem vnder den schuß / oder in leß vngewerlicher weiß vnd wider sein willen sein büchs oder arm / brust / ehe vnd er recht anschlechte vnd abkompt / vnd scheußt also jemandt zü todt / dise beyde seind entschuldigt. Vnderstünd sich aber der balbirer an der gassen oder sunst an eynem vngewonlichen statt jemandts zü schern / oder der schütz an eynem dergleichen vngewonlichen statt / da man sich versehen mocht daß leut wanderten / zü schiessen / oder hiele sich der schütz in der zilstatt vnsürchtiger weiß / vnd würd also vñ dem balbirer / oder dem schützen / als obsteht / jemandt entleibt / der thätter keyner würd gnüg entschuldigt / Aber danoch ist mer barmhertzigkeit bei solchen entleibungen / die vngewerlich auß geylheyt oder vnsürchtigkeit / doch wider des thätters willen geschehen / zü haben / dan was arglistig vñ mit willen geschicht / Vnd wo solche entleibung geschehen / sollen die vrtheyler bei den verstandigen so es vor in zü schulden kompt / der straff halb radts pflegē. Auß disen obangezeygten gleichnußen / mag in andern vnbenanten fellen eyn verstandiger wol mercken vnd erkennen / was eyn vngewerliche entleibung ist / vnd wie die entschuldigung auff ir trege. Vnd nach dem dise fell oft zü schulden kommen / vnd durch die vnuerstandigen darinnen etwo gar vngleich gericht wirdet / ist die angezeygte Kurtz erklerung vnd warnung derhalb auß güten vsachen geschē / damit der gemeyn mañ etwas verstandts der rechten darauß nem / Jedoch haben dise fell zü zeitten gar subtil vnderchiedt / die dem gemeynen mañ / so an den peinlichen gerichtten sitzen verständig oder begrifflich nit zü machen sein / hierumb sollen die vrtheyler in disen obgemelten fallen allen (wan es zü schulden kompt) angezeygter erklerung halb / der vorgemelter verstandiger leut rade nit verachten / so in der gebrauchen.

So eyner geschlagen wirdt vnd stirbt / vnd man zweiffelt ob er an der wunden gestorben sei.

xlviij. **I**tem so eyner geschlagen wirt / vnd über
etlich zeit darnach stürb / also das zweiffelich wer / ob er
der geklagten streych halb-gestorben wer oder nit / in solch
en fellen mögen beyd theyl (wie von weisung gesagt ist) kundschafft
zur sach dienstlich stellen / vnd sollen doch sonderlich die wundtärzte
der sach verstendig vnd andere personen / die da wissen / wie sich der
gestorben nach dem schlagen vnd rümo: gehalten hab / zu zeugen ge-
braucht werdē / mit anzeygung wie lang der gestorben nach den strey-
chen gelebt hab / vnd in solchen vrtheylen / die vrtheyler bei den recht-
terstendigen / vñ an enden vnd orten wie zu end diser vnser ordnung
angezeygt / radts pflegen.

Scruff der ihenen so eynander in morden / schla-
hen vnd rümoren fürsetzlich oder vnfür-
setzlich beistandt thün.

xlviij. **I**tem so etlich personen mit fürgesetztem
vnd vereynigtem willen vnd mit jemandt böflich zu
ermorden einander hilff vnd beistandt thün / die selbst
thäter alle haben das leben verwirckt. So aber et-
lich person vngeschichts in einem schlagen oder gefecht / beyeinander
weren / eynander helfen / vnd jemandt also on gnügsam vsach er-
schlagē würde / So man dan den rechten thäter weyß / vñ des hand
die entleibung geschehen ist / der soll als eyn todtschleger mit dem sch-
wert zum todt gestrafft werden. Wer aber der entleibt / durch mer
dan eynen die man wüßt geuerlicher weyß tödelich geschlagen / geworf-
fen oder gewundt worden / vnd man künde nit beweislich machen /
von welcher sonderlichen handt vnd thatt er gestorben wer / So sein
die selben / so die verlezung wie obsteht gethan haben / alle als todt-
schläger vorgemelter massen / zum todt zu straffen. Aber der ander
beistender / helffer vñ vsacher straff halber / von welchs handt obbe-
stimpter massen der entleibt nit tödelich verlezte worden ist / auch so
eyner in eynen auffrür oder schlagen entleibt würd / vnd man mocht
keinen wissen dauon er als vorsteht verlezte wordē wer / Sollen die vr-
theyler bei den rechtterstendige vñ an enden vñ orten / wie hernach ge-
melt wirdet / radts pflegen / mit eröffnung aller vmbstende vnd gele-
genheyt solcher sachen / so vil sie erfaren künden / wann in solchen fellen
nach er-

nach ermessigung mancherley vmbstende / das nit alles zu schreiben
vnderschiedlich zu vrtheylen ist.

**Von besichtigung eynes entleibten vor
der begrebnuß.**

Vnd damit dan in obgemelten fellen ge-
bürlich ermessung vnd erkantnuß solcher vnderschied-
lichen verwundung halb / nach der begrebnuß des ent-
leibte desser minder mangel sei / soll der Richter / sampt
zweyen schöffen dem gerichtschreiber vnd eynem oder mer wundtär-
zen (so man die gehalten vnd solchs geschehen kan) die dan zu vor dar
zu beeydigt werden sollen / den selben todten Körper vor der begrebnuß
mit fleiß besichtigen / vnd alle seine empfangene wunden / schleg / vnd
würff / wie der jedes funden vnd ermessen würde / mit fleiß mercken
vnd verzeychen lassen.

Hernach werden etliche entleibung in gemeyn be-
rürt / die auch entschuldigung auff in tragen mögen /
so darin ordenlicher weyß gehandelt wirdt.

Item es sein sunst andere mer entleibung d.
die etwo auß vnstrefflichen vsachen beschehen / so die
selben vsachen recht vnd ordenlich gebraucht werden /
als da eyner jemandt vmb vnkeuscher werck willen /
die er mit seinem eheweib oder tochter über / erschlecht / wie vor in dem
hundertsten vnd eyn vnd zwentzigsten articke des ehebruchs anfa-
hend / Item so eyn eheman eynem andern zc. gesetzt ist.

Item so eyner zu rettung eynes andern laib / leben oder güte sei-
mandt erschlecht / Item so leut tödten / die jr sün nit haben. Wer
so eynem jemandt von ampts wegen zufahen gebürt / der vnzimlich
en freyenlichen vnd sörglichen widerstandt thut / vnd der selbig wi-
derfessig darob entleibt würde.

Stem wo aber eyner jemandt entleibt hett
deshalb in gefengnuß kem / auch der entleibung bekent
lich wer / vnd doch der vorgemelten vsachen eyne oder
mer / die in solcher entleibung halb / gar oder eyns theyls
entschuldigt mit kundschafft / wie dauon gesetzt ist / außfure wolt /
So sollen des beklagten freunde dem kläger zünorderst / vor dem Ri
chter vnd vier schöffen / nach ermessung der selben nottürffiglich
caution / sicherung vnd bestande thun / ob sich solche fürgebne ent
schuldigung des beklagten in der außfuring mit recht nit erfunde /
daß dann des beklagten freunde die arzung des beklagten / auch dem
kläger kost vnd schäden / nach ermessung des selben gerichtes außrich
ten wollen / darein der selbig kläger / durch die vnderstandt vner
findelichen außfuring der berümbten entschuldigung bracht würde /
damit gedencen wir zu fürkommen / daß der kläger durch berürte
vnwarhafftige vnd betrüglische außzüg nit zu schaden bracht werde.
Vnd sollen in disem fall / der berürten messigung die selben schöffen
vnd vrtheyl sprecher bei den rechtuerstendigen vnd an enden vnd
orten / wie hernach gemelt wirdet / auch radts pflegen.

Von grosser armüt des der sich obgemelter
massen außfuren wolt.

Stem wer aber der beklagt so ganz arm /
auch nit freunde hett / die jez gemelte caution sicherung vñ
bestande zu thun vermöcht / vnd doch zweifflich wer / ob
er seiner beschuldigten entleibung halb redlich entschuldigung hett /
soll sich der Richter / nach gestalt der sachen / mit allem fleiß souil er
kan / erkundigen / vnd der oberkeyt solchs alles schreiben vnd besch
eydes deshalb erwarten / also daß solche erkundigung inn dem fall
ampts halb auff des gerichtes oder des selben oberkeyt dar legen vnd
kosten beschehe.

So eyner in der mordtacht wer / in gefengnuß kem
vnd sein vnschuld außfuren wolt.

Item so

Stem so eyner in gefengnuß kem / der dar
vor in die mordt acht erkant wer / wie an etlichen orten ge
wonheyt / vnd in der gefengnuß sein entschuldigung / wie
inn den vorgemelten articeln von den entschuldigungen gesetzt ist /
auß zufuren sich erbüete / der soll vnangesehen / daß er hievor inn die
mordt acht erkant wer / mit bestimpter außfuring zugelassen werde.

Von außfuring beschuldigter peinlichen übelthae
ehe der beklagt in gefengnuß kompt.

Stem so sich eyner ehe er inn gefengnuß
kompt / eyner peinlichen übelthae / mit recht außfuren
will / das soll er thun an ordenlichen peinlichen gerichtes
wie in disen fellen jedes ortes recht vnd herkommen ist /
vnd soll in disen außfuringen beyden theylen rechtmessige verkün
dung geschehen / auch beydertheyl nottürffig fürbringen / vñ hunde
vnd kundschafft / wie sich in recht gebürt zugelassen / vnd nit (wie in
etlichen orten mißbraucht) abgeschnitten werden / vnd soll der selbig
zum rechten / für vnrechter gewalt vnd nit weicher vergleyt werden.

Hernach volgen etlich articel
vom diebstall.

Zum ersten vom allerschlechtesten heym
lichen diebstall.

Stem so eyner erstlich gestolen hat vnder
fünff gülden werth / vnd der dieb mit solchem diebstall ehe
er damit inn sein gewar sam kompt / nit beschrien / berüch
tigt oder betreten würd / auch zum diebstall nit gestigen oder gebro
chen hat / vnd der diebstall vnder fünff gülden werth / ist eyn heym
licher vnd geringer diebstall / vnd wañ solcher diebstall nochmals er
farn wirdet / vnd der dieb mit oder on diebstall einkompt / so soll in

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

der Richter darzu halten / so es anders der dieb vermag / dem beschedigten den diebstall mit der zwispil zu bezalen. Wo aber der dieb kein solche geltbüß vermag / soll er mit dem Kercker darin er etlich zeitlang ligen / gestrafft werden. Vnd so der dieb nit mer vermag oder zu wegen bringen kan / so soll er doch zum wenigsten dem beschedigten den diebstall widergeben / oder noch eynfach werth bezalen oder vergleichen / vnd soll der beschedigt mit der selben eynfachen vergleichung des diebstals (aber mit der übermaß nit) der oberkeyt geltbüß vorzuehn. Doch soll der dieb im außlassen sein arzung / so er inn der gefengnuß gemacht hat / auch zu bezalen schuldig sein / vnd den bürteln (ob er es hat) jren gewonlichen gebüre für jr müß vnd fleiß entrichten / vnd zu dem allen / nach der besten form / vmb enthaltung willen des gemeynen frides / ewige vrhede thun.

Vom ersten offentlichen diebstall / damit der dieb beschriben wirt ist schwerer.

clviij. **I**tem so aber der dieb mit gemeltem ersten diebstall / der vnder fünff gülden werth ist / ehe vnd er an sein gewarsam Kompt betretten würd / oder eyn geschrey oder nachtheyl machte / vnd doch zum diebstall nit gebrochen oder gestiegen hat / ist eyn offner diebstall / vnd beschwerde in die gemelt auffrur vnd berüchrigung die that also / daß der dieb in branger gestelt / mit ruten außgehawen vnd das land verbotten / vñ vor allen dingē dem beschedigten der diebstal oder der werth dafür / so es in des diebs vermögen ist / widerumb werden / Vnd soll zu dem allem inn der besten form ewige vrhede thun. Wer aber der dieb eyn solche ansehenliche person / dabei sich besserung zuerhoffen mag in der richter (jedoch on der oberkeit zulassen vnd verwilligung nit) burgerlich vnd also straffen / daß er dem beschedigten den diebstall vierfeltig bezalen / vnd sunst allenthalben gehalten werden soll / als oben in nechstem artickele von heymlichem diebstall gesetzt ist.

Vom ersten geuerlichen diebstalen durch einsteigen oder brechen / ist noch schwerer.

Item so

Römischen Reichs peinlich gerichtts ordnung. XXXVI

Item so aber eyn dieb inn vorgemeltem diebstelen / jemandes bei tag oder nacht / in sein behausung oder behaltung bricht oder steigt / oder mit waffen / damit er jemandt der im widerstandt thun wolt / verletzen möcht / zum stelen ingeht / solchs sei der erst od mer diebstall / auch der diebstall groß oder klein / darob oder darnach berüchrigt oder betretten / so ist doch der diebstall darzu / als ob steht / gebrochen oder gestiegen wirt / eyn gestiftnet geuerlicher diebstall. So ist in dem diebstall / der mit waffen geschicht / eynet vergewaltigung vñ verletzung zu besorgen. Darumb in diesem fall / der man mit dem strang / vnd das weib mit dem wasser oder sunst nach gelegenheyt der personen / vnd ermessung des richters in ander weg / mit außsteckung der augen / oder abhawungeyner handt / oder einer andern dergleichen schweren laibstraff gestrafft werden soll.

Vom ersten diebstall / fünff gülden werth / oder darüber vnd sunst on beschwerlich vmbstende soll man radts pflegen.

Item so aber der erst diebstall groß / vnd fünff gülden oder darüber werth wer / vnd der vmbstende so den diebstall / wie oben dauon gemelt ist / beschweren / Keiner dabei erfunden würd / Aber dannocht angesehen die größe des diebstals / so hat es merer straff dan ein diebstall der geringer ist. Vñ inn solchen fellen müß man ansehen den werth des diebstals / auch ob der dieb darob berüchrigt oder betretten sei. Wer soll ermessen werden der standt vnd das wesen der person / so gestolen hat / vnd wie schedlich dem beschedigten der diebstall sein mag / vnd die straff darnach / an leib oder leben vrtheylen. Vnd dieweil aber solch ermessung in rechtserstendiger leut vernunfft steht / So wollen wir das in solchem jezgemeltem fall / so oft sich der also begibt / die richter vnd vrtheyler bei den rechtserstendigen vnd an orten vnd enden wie hernach gemelt wirt / radts pflegen mit endeckung der berürten vmbstende / vnd nach solchem erfunden radt / jr vrtheyl geben. Wo aber der dieb zu solchem diebstall gestigen oder gebrochen / oder mit waffen als vorsteht / gestolen hett / so hett er damit wie obgemelt / das leben verwirckt.

Vom andern diebstall.

clxi. **D**em so jemande zum andern mal / doch
außerhalb einsteigens oder brechens / als obstehe gesto-
len het / vnd sich solch beyde diebstal / auff gründtliche
erfarung der warheyt / als hievor / von solcher erfar-
ung klerlich gesezt ist / erfunden / Auch die selben zwen diebstall / nit
fünff gülden oder darüber werch sind / so beschwert der erst diebstal
den anderu / darumb mag der selbig dieb in branger gestelt / vnd das
land verbotten / oder inn den selben zirck oder ort / darin er verwirckt
hat / ewiglich zu bleiben verstrickt werden / nach gefallen des Rich-
ters / auch nach der bestē form ewige vrpheide thun / vñ mag den dieb
in diesem fall nicht fürtragen / ob er mit dem diebstall / als vor vom
ersten diebstall gemelt ist / nit beschrien oder betreten würd. Wo
aber solche zwen diebstall fünff gülden oder darüber treffen / so soll es
mit erfarung aller vmbstende / auch gebrauchung der rechtuersten-
digen / wie hernach geschriben / auch als im nechsten öbern artickel
stetich / gehalten werden.

Vom stelen zum dritten mal.

clxij. **D**em würd aber jemandes betreten / der
zum dritten mal gestolen het / vnd solcher dreifachtiger
diebstal / mit gutem grundt als vor von erfarung der
warheyt gesezt ist / erfunden würd / das ist eyn merer
verleumbter dieb / vñ auch eynē vergewaltiger gleich geacht / vñ soll
darumb / nemlich der mann mit dem strang / vnd die frau mit dem
wasser oder sunst in andere weg / nach jedes landes gebrauch vom le-
ben zum todt gestrafft werden.

Wo mer dan eynerley beschwerung bei
dem diebstall gefunden werden.

Item wo

Dem wo bei eynem diebstall mer dan eynerley
beschwerung / so inn den vorgesetzten artickeln vnderchiedlich
gemelt sein / erfunden würden / ist die straff nach der meynsten besch-
werung des diebstals zu erkennen. clxiij.

Von jungen dieben.

Dem so der dieb oder diebin jrs alters vn-
der vierzehen jaren weren / die sollen vmb diebstall / on
sonder vrsach / auch nit vom leben zum todt / gericht /
sonder der obgemelten leibstraff gemess / mit sampt ewi-
ger vrpheide gestrafft werden. Wo aber der dieb nahent bei vierze-
hen jaren alt wer / vnd der diebstall groß oder obbestimpt beschwer-
lich vmbstende / so geuerlich dabei gefunden würden / also daß die
bosheyt das alter erfüllen möcht / So sollen Richter vnd vrtheyler
deshalb auch (wie hernach gemelt) radts pflegen / wie eyn solcher jun-
ger dieb an gut / leib oder leben zu straffen sei. clxiiij.

So eyner etwas heymlich nimpt von gü-
tern / der er eyn nechster erb ist.

Dem so eyner außleichuertigkeit oder vn-
uerstande etwas heymlich nem von gütern / der er sunst
eyn nechster erb ist / oder so sich dergleichen zwischen man
vnd weib begeh / vñ eyn theyl den andern derhalb anlagē würd / sol-
len Richter vnd vrtheyler mit entdeckung aller vñstende bei den recht-
uerstendigen / vnd an orten vñ enden wie zu end diser vnser ordnung
angesezt / radts pflegen / auch erfarn / was in solchen fellen das ge-
meyn recht sei / vnd sich darnach halten / Doch soll die oberkeit oder
Richter in disen fellen von ampts wegen nit klagen noch straffen. clxv.

Stelen inn rechter hungers nott.

h

clxvi. **I**dem so jemandt durch recht hungers noc/
die er/sein weib oder kinder leiden/ etwas von essenden din-
gen zu stelen geursacht würde / wo dann der selb diebstall
tapffer groß vnd kündelich wer/sollen abermals richter vnd vrthey-
ler (als obsteht) radts pflegen. Ob aber der selbigē dieb einer vnsträff-
lich erlassen würd / soll jm doch der kläger vmb die klag deshalb ge-
than nichts schuldig sein.

Von fruchten vnd nutzen auff dem feld/wie vnd
wan damit diebstall gebraucht werde.

clxvij. **I**dem wer bei nächelicher weil jemandt
sein frucht oder auff dem feld sein nuzung/wie das al-
les namen hat / heymlicher vn geuerlicher weiß nimpt
vnd die hinweg treget oder füret / das ist auch eyn dieb-
stall/vnd wie ander diebstall vorgemelter maß zustraffen/desgleich//
en wo eyner bei tag jemandts an berürten seinen fruchtē/ die er heym-
lich nem vnd hinweg trüg/grossen mercklichen vnd geuerlichen scha-
den thert/ist auch wie obsteht für eyn diebstall zu straffen. Wo aber
jemandt bei tag essend frucht nem / vnd damit durch wegtragen/
derselben nit grossen geuerlichen schaden thert / der ist nach gelegen-
heyt der personen vnd der sach/burgerlich zu straffen/wie an dem sel-
ben ende da der schad geschicht/ durch gewonheyt oder gesetzer herkom-
men.

Von holzstelen oder verbotner weiß
abhaben.

clxviij. **I**dem so jemandt sein gehawen holz dem
andern heymlich hinweg füret / das ist eynem diebstall
gleich nach gestalt der sachen zu straffen/Welcher aber in
eyns andern holz helicher vn verbotner weiß hawet / d soll gestraffe
werden nach gewonheyt jedes landts oder orts. Doch wo eyner zu
ungewonlicher oder verbotner zeit / als bei der nacht oder an feirtä-
gen eynem andern sein holz/geuerlicher vnd dieblicher weiß abhaw-
et / der ist nach radt herter zustraffen.

Straff der

Straff der ihenen die fisch stelen.

clxx. **I**dem welcher auß weihern oder behelnuß
fisch stilt/ist auch eyn diebstall gleich zu straffen/So aber
eyner auß eynem fließenden vngefangen wasser fisch fieng
das eynem andern zu stünd / der ist an seinem leib oder güte nach gele-
genheyt vnd gestalt des fischens / der person vnd sachen/ nach radt
der rechtuerstendigen zu straffen.

Straff der ihenen so mit vertrawter oder hinder-
legter habe vngetreulich handeln.

clxxi. **I**dem welcher mit eyns andern gütern/die jm
in guttem glauben zu behalten vn verwaren gegeben sein / wil-
liger vnd geuerlicher weiß / dem glaubiger zu schaden handelt/solch
missethat/ist eynem diebstall gleich zu straffen.

Diebstall heyliger oder geweichtter ding an
vnd vngeweichten stetten.

clxxii. **I**dem stelen von geweichten dingen oder stetten
ist schwerer dan ander diebstall/ vnd geschicht in dreierley weiß/
Zum ersten / wann eyner etwas heyligs oder geweichts stielte an ge-
weichten stetten/ Zum andern / wann eyner etwas geweichts an vn-
geweichten stetten stielte / Zum dritten / wann eyner vngeweichte ding
an geweichten stetten stielte.

Von straff obgemelts diebstals.

clxxiii. **I**dem so eyner eyn Konstrantzen stielte/da das
heylig Sacrament des altars in ist / soll mit dem fetter vom le-
ben zum todt gestrafft werden. Stel aber eyner sunst gülden oder

h ij

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

silbern geweichte gefes / mit oder on heilthumb / oder aber kelch oder patenen / vmb solch diebstall alle / sie sein geschehen an geweichte oder vngeweichten orten / auch so eyner vmb stelens willen in eyn geweichte kirchen / Sacrament hauß oder sacristei bricht / oder mit geuerlichen zeugen auffsperrt / diese dieb sein züm todt nach gelegenheyt der sach vnd radt der rechtuerstendigen / zü straffen.

clxxiiij. **W**em so eyner eyn stock / darin man das heylig almusen samlet auffbricht / sperrt / oder wie er argklistig dar / auß stilt / oder solchs mit erlichen wercken zuthun vndersteht / der ist auch an leib oder leben zü straffen / nach radt der rechtuerstendigen.

clxxv. **W**em so jemandt bei tag von geringen geweichten dingen / ausserhalb der vorgemelten dapffern stück / auß eyn kirchē stele / als wachs / leuchter / altar tücher / darzú doch d dieb nit stieg / brech oder mit geuerlichen zeugen auffsperrt / oder so jemandt weltliche gütter / die in eyn kirchen gestohet werē / stele / doch so der dieb in die kirchē od sacristei nit bricht oder die geuerlich auffsperrt / Vñ dise diebstall alle dauo in disem articel gemelt / ist die straff gegen dem dieb mit allen vmbstenden vnd vnderseyden / für zü nemen vnd zü halten / wie hienor von weltlichen diebstalen klerlich gesagt ist / doch soll in solchen kirchen rauber vñnd diebstalen weniger barmherzigkeyt beweist werden / dan in weltlichen diebstalen.

clxxvi. **W**em es sollen auch die diebstall / so an geweichten dingen vnd stercken begangē / die hungers nott / auch jugent vnd thorbeyt der personen / wo der eyns mit grundt angezeygt würde / auch angesehen / vñ wie von weltlichen diebstalen deshalb gesetzet ist / darin gehandelt werden.

Von straff oder versorgung der personen von den man auß erzeygten vrsachen / übels vnd misserhatt warten muß.

Item so

Römischen Reichs peinlich gerichtts ordnung. XXXIX

Wem so eyner eyn vrsphed freuenlich oder fürsitzlich verbrochen / sachen halben / darumb er das leben nit verwirckt hat / Item ob eyner über vorgeübte nach gelassene vnd gerichtte misserhatt mit worten oder schrifftten andern dergleichen übels zuthun / doch sunst on weitther beschwerlich vmbstende trohet / Vñnd aber darmit nit souil gethan hett / das im darumb das leben (wie hernach im hundersten vnd acht vnd sibenzigsten articel ansehend / Item so sich jemandt eyner misserhatt zc. von vnderstanden misserhatten geschriben steht) genommen werden möcht / vnd auß jertz gemelten oder andern gnügtsamen vrsachen / eyner person nit zü vertrauen oder zü glauben wer / das sie die leut gewaltsamer thätlicher beschedigung vnd übels verträge / vnd bei recht vnd billicheyt bleiben ließ / vnd sich solchs zü recht gnüg erfünde / vñnd dan die selbig person / deshalb keyn notturfft caution / gewisshett oder sicherheyt machen künde / solchen künfftigen vnrechtlichen schaden vnd übel zü fürkommen / soll die selbig vnglaubhafftige bosshafftige person in gefengnuß / als lang bis die nach erkant / auß des selben gerichtts gnügtsame caution sicherung / vnd bestande für solche vnrechtliche thätliche handlung thut / durch die schöpffen rechtlich erkant werde / jedoch sol solch straff nit leichtuertiglich oder on mercklich verdecklicheyt künfftigs übels (als obsteht) sonder mit radt der rechtuerstendigen beschehen. Vñnd soll solcher gefangen in dem gericht / darin er also beklagt vñnd überwunden wirdet / enthalten werden. Vñnd wo er sich von seinen selbs gütern / in solcher gefengnuß zü enthalten nit vermöcht / so soll alsdan durch den ankläger zü seiner enthaltung dem bürtel sein gebürlich wartgelt / nach ermessung des richters gegeben werden / vñnd er der ankläger derhalb zimlichen bestandt thun / Wo nun der ankläger solchen kosten auch nit vermöcht / soll die oberkeyt den selben kosten tragen. So aber der gemelt gefangen inn dem selben oder andern gerichtten an seinen gütern / als vil hette / dauon obgemelte sein enthaltung vnd verwarung gar oder züm theyl beschehen künde / die sollen zü der selben vñnd derhaltung on der oberkeyt ver hinderung gebraucht werden.

Von straff der fürderung / hilff vnd beistande der misshätter.

Wem so jemandt eynem misshätter zü übung eyn misserhatt / wissentlicher vñ geuerlicher weis einicheyley hilff /

H ij

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

beistandt oder fürderung / wie das alles namen hat / thüt / ist peinlich zu straffen / als aber vorsteht / in eynem fall anderst dann in dem andern / darumb sollen inn disen fellen / die vrttheyler mit berichtigung der verhandlung / auch wie solchs an leib oder leben soll gestrafft werden / als obsteht radts pflegen.

Seraff vnderstandner missethat.

clxxxviii. **I**dem so sich jemandt eyner missethat mit etlichen scheinlichen wercken / die zu volnbringung der missethat dienstlich sein mögen / vndersteht / vntd doch an volnbringung der selben missethat durch andere mittel / wider seinen willen verhindert würde / solcher böser will / darauß etlich werck / als obsteht volgen / ist peinlich zu straffen / Aber in eynem fall herter dan in dem andern angesehen gelegenheit vnd gestalt der sacht / darumb sollen solcher straff halben die vrttheyler / wie heruoch steht / radts pflegen / wie die an leib oder leben zuchün gebürt.

Von übelhättern die jugent oder anderer sachen halb / jre sinn nit haben.

clxxxix. **I**dem wirt von jemandt / der jugent oder anderer gebrechlicheyt halben / wissenlich seiner syñ nit hett / eyn übelhatt begangen / das soll mit allen vntstenden / an die orten vntd enden / wie zu ende diser vnser ordnung angezeygt gelangen / vntd nach radt der selben vnd anderer verstendigen darin gehandelt oder gestrafft werden.

So eyn hütter der peinlichen gefengknusß eynem gefangen außhilfft.

Item so

Römischen Reichs peinlich gerichtts ordnung. XL

Idem so eyn hütter der peinlichen gefengknusß eynem der peinlich straff verwirckt außhilfft / der hat die selbig peinlich straff an statt des übelhätters / den er also außgelassen / verwirckt. Item aber der gefangen durch bemelts hütters vnfließ auß gefengknusß / solcher vnfließ ist nach gestalt der sachen vntd radt so an den orten / als hernach gemelt wirdet / zu straffen.

Von eyner gemeynen berichte / wie die gerichttschreiber die peinlichen gerichtts händel genzlich vnd ordenlich beschreiben sollen / volgt in dem nechsten vnd etlichen articlen hernach.

Idem eyn jeder gerichttschreiber soll inn peinlichen sachen bei seiner pflicht alle handlung / so peinlicher flag vn antwurt halb geschicht / gar eygentlich / vnterschiedlich vn ordenlich auffschreiben / Vntd nemlich soll die flag des anflägers vor dem verbürgē / das über den beklagten beschicht / oder aber wo der anfläger nit bürgen hett / vntd derhalben gefenglich bei dem beklagten verhefft wer / in allweg zu vor außgeschriben werden / che dan peinlich frag oder peinlich handlung gegen dem beklagten geübt würdet. Vntd soll solchs alles zum wenigsten vor dem Richter oder seinem verweser vnd zweyen des gerichtts beschehen / vntd bemelte beschreibung durch den gerichttschreiber des selben gerichtts ordenlich vntd vnterschiedlich gethan werdē / darnach soll beschriben werden / ob vnd wie der anfläger seiner flag halb / laut diser vnser ordnung zum rechten verbürgt / oder wo er nit bürgen gehalten mag / ob vnd wie er sich vmb volfüring willen des rechten gefenglich hat legen lassen.

Idem weiter / was der beklagt zu solcher flag zu antwurt gibt / so er erstlich on marter derhalb besprache würde / das soll auch nach derselben flag beschriben werden / vntd soll alwegen durch den schreiber jar / tag vntd stundt / darauff eyn jede / vor oder nach berürtte handlung beschicht / auch wer jedes mal dabei gewest sei / gemelt werden / vntd er der schreiber soll sich / daß er solchs gehört vntd beschriben hab / mit seinem tauß vntd zünamen selbs auch vnterschreiben.

clxxxiiij. **S**aber der beklagt der flag inn seiner antwure
laugende / vnnnd dem anfleger der beklagten missehatt halber
redlich anzeygung (wienor vō solcher redlicher anzeygung gesetzt ist)
für zūbringen gebürt / was dann der anflager der selben anzeygung
oder argwoning halber vor dem gericht oder verordenten schöpffen
fürbringt / auch was solcher fürbrachte anzeygung halb noch laut
diser ordnung bewisen wirt / soll alles eygentlich / wie vor gemelt ist /
beschriben werden.

clxxxiiij. **W**dann nach laut diser vnser vnd des heiligen
Reichs ordnung redlich anzeygung vnd verdacht der misse-
hatt bewisen / erkant / vnd darzū kompt / das man alsdā / laut di-
ser vnser ordnung den gefangen erstlich on marter / vnd mit bedraw-
ung der selben besprechen / auch aufführung seiner vnschuld ermanen
soll / was dā daselbst gefragt / ermanen vnd enlich geantwurt / auch
was darauff alles nach laut diser vnser vnnnd des Reichs ordnung
erfaren vnnnd erkündigt wirt / soll alles / wie obsteht / auch beschri-
ben werden.

clxxxv. **U**nd so es sū der peinlichen frag kompt / was
dā der beklagt dardurch bekennet / auch was er bekantter chat
halb vnderchiedt sagt / die zū erfahrung der warheyt (wie in diser vn-
ser ordnung dauon gesetzt) dienstlich vnd fürreglich sein / vnnnd wes
fürter / auch nach laut diser vnser ordnung / von erfahrung der war-
heyt darauff gehandelt vnd erfunden wirt / das alles vnd jedes inn
sonderheyt soll der gerichtschreiber ordenlich vnnnd vnderchiedlich
nach eynander beschreiben.

clxxxvi. **W**rde aber der beklage auff seinem verneynen
der flag bestehn / vnd der anflager die hauptsach der missehatt
nach laut diser ordnung weisen wolt / souil sich dann derhalb in dem
selben gericht zū handeln gebürt / das soll der gerichtschreiber auch
wie obsteht / fleissig beschreiben. So aber deshalb vorgemelte oberkeie
Commissarien geben / die sollen das / so vor jnen gehandelt wirt / auch
alles vnd wie sich gebürt / beschreiben lassen.

Wo aber

clxxxviij. **W**aber der beklagt der thatt bekennet / vnd doch
solche vrsachen / die in von der thatt entschuldigen möchten / an-
zeygt / das selbig / auch alle vrfundt / fundtschafft / weisung / erfa-
rung vnd erfingung derhalb / soll auch souil sich in dem selben pein-
lichen gericht zū handeln gebürt vnd sunst alles / wie obsteht / beschri-
ben werden.

clxxxviij. **S**aber die flag vonn ampts wegen herkeme /
vnd nit von sonderlichen anflägern geschehe / wie dā die flag
an die Richter kommen / auch was der beklagt darzū antwurt / vnd
was fürther in allen stücken / nach laut diser vnserer ordnung / des-
halb gehandelt würt / soll wie oben inn anderm fall / des anflägers
halben gemelt ist / beschriben werden.

clxxxix. **U**nd soll die beschreibung aller obberürten hand-
lung / sie geschehe von ampts wegen oder auff anfläger / durch
eynen jeden gerichtschreiber der peinlichen gericht / vorgemelter ma-
sen / gar fleissig vnd vnderchiedlich nacheynander vnd libels weiß
geschriben werden / vnd alweg bei jeder handlung / wā die geschehen
ist / jar / tag / vnd stund / auch wer dabei gewest sei / melden / darzū soll
sich der schreiber selbst / auch wie obsteht dermassen vnderscheiden /
das er solchs alles gehört vnd geschriben hab / damit auff solch form-
liche gründliche beschreibung stattlich vnnnd sicherlich geurtheyle /
oder wo es nott thūn würt / darauff nach aller notturfft gerade //
schlagt werden möge / inn solchem allem soll eyn jeder gerichtschrei-
ber bei seiner pflicht als vorsteht / allen möglichen fleiß thūn / auch
was gehandelt ist in geheym halten / vnnnd des alles nach laut seiner
pflicht verbunden sein. Vnd soll solch gericht büch / oder libel alweg
nach endung des gericht tags beschlossen vnnnd verwart gehalten
werden.

Eyn ordnung vnnnd berichte / wie der gerichte
schreiber die enlichen vrtheyle der todt //
straff halb / formen soll.

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

cc. **Z**em so nach laut diser vnser vnnd des heyligen Reichs ordnüg eyn übelthat warhafftiglich erfunden oder überwunden / vnd deshalb so weit kommen ist / daß die entlich vrtheyl derhalb züm todt / wie die vorgemelter massen / nach laut diser vnser ordnung / geschehen sollen / beschlossen ist / So soll alsdann der gerichtschreiber die vrtheyl beschreiben / vñ vngewerlich nachuolgender meynung in außschreiben formirn / damit er die also auff dem entlichen rechtrag / wie inn dem vier vnd neunzigsten articke anfabend / Item auff obgemelt ic. vor offnung solcher entlicher vrtheylen geschriben steht / auß beuelch des Richters öffentlich verlesen.

ccj. **Z**em wo inn dem nechst nachgesetzten articke eyn B. steht / da soll der gerichtschreiber in formirung vnnd beschreibung der vrtheyl / den namen des übelthetters benennen / aber bei dem C. soll er die übelthat kürzlich melden.

Einführung eyner jeden vrtheyl züm todt oder ewiger gefengnuß.

ccij. **A**uff klag / antwurt / vnd alles gerichtlich fürbringen / auch nottürfliche warhafftige erfahrung vnnd erfindung / so deshalb alles nach laut Keyser Karls des fünfften vñ des heyligen Reichs ordnung geschehen / ist durch die vrtheyler vnd scheffen ditz gerichtes entlich zu recht erkant / daß B. so gegenwirtig vor disem gericht steht / der übelthat halben / so er mit C. geübt hat ic.

Merckt die nachuolgenden beschluß eyner jeden vrtheyl.

Züm

Römischen Reichs peinlich gerichtes ordnung. XLII

Züm feuer.

I Mit dem feuer vom leben züm todt gestrafft werden soll.

Züm schwert.

I Mit dem schwert vom leben züm todt gestrafft werden soll.

Zü der viertheylung.

I Durch seinen ganzen leib zü vier stücken zü schnitten vnd zerhaben / vnd also züm todt gestrafft werden soll / vnnd sollen solche viertheyl auff gemeyne vier wegstrassen öffentlich gehangen vnnd gesteckt werden.

Züm rade.

I Mit dem rade durch zerstoffung seiner glider vom leben züm todt gericht / vnd fürter öffentlich darauff gelegt werden sollen.

Züm galgen.

I An den galgen mit dem strang oder kettē vom leben züm todt gericht werden soll.

Züm extrencken.

I Mit dem wasser vom leben züm todt gestrafft werden soll.

Vom lebendigen vergraben.

I Lebendig vergraben vnd gepfelt werden soll.

Vom schleyffen.

I **Z**em wo durch die vorgemelten entlichen vrtheyl eyner züm todt erkant / beschlossen würde / daß der übelthet **cciiij.**
I ij

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

ter an die richtstatt geschleyffte werden soll / So sollen die nachuol-
genden wörlein an der ander vrtheyl / wie obsteht / auch hangen also
lautend / Vnd soll darzu auff die richtstatt durch die vnuernünfti-
gen thier geschleyffte werden.

Von reissen mit glüenden zangen.

cciiij. **S**tem würde aber beschlossen / daß die ver-
urtheyle person vor der tödtung mit glüenden zangen ge-
rissen werden solt / so sollen die nachuolgenden wörter wei-
ther in der vrtheyl stehn / also lautend / Vnd soll darzu vor der ent-
lichen tödtung öffentlich auff eynen wagen biß zu der richtstatt vñ
geführt / vñnd der leib mit glüenden zangen gerissen werden / nemlich
mit **V.** griffen.

Formirung der vrtheyl eyns sorglichen manns in gefengnuß zu verwaren.

ccv. **A**uff warhafftige erfahrung vnd befindung gnüg-
samer anzeygung zu bösem glauben / fünffziger übelhettiger
beschädigung halber / ist zu recht erkant / daß **B.** so gegenwertig vor
gerichte steht / inn gefengnuß enthalten werden soll / biß er gnügsam
vnd gebürlich caution vnd bestandt thüt / damit landt vnd leut vor
im versichert werden.

Von leibstraff / die nit zum todt oder gefeng- licher verwarung / wie obsteht / verurtheyle werden soll.

ccvi. **S**tem so eyn person durch vnsweißliche ene-
liche überwindung (die auch nach laut diser vnser ord-
nung geschehen) an irem leib oder gliedern / peinlich ge-
strafft werden soll / daß sie dannoch bei dem leben bleiben möge / solch
vrtheyl der Richter doch nit anderst / dann mit wissentlichem radt
oder be-

Römischen Reichs peinlich gerichtes ordnung. XLIII

oder beuelch seiner oberkeyt vñnd der rechtuerstendigen zum wenig-
sten mit vier auß den vrtheylern oder schöffen / die er für die tüglich-
sten darzu erfordert / die im auch derhalb gehorsam sein sollen. besch-
lüssen / vñnd von seins richterlichen ampts wegen an dem gericht er-
öffnen / vñnd durch den gerichtschreiber / öffentlich verlesen lassen / Es
soll auch der Richter / in obgemelten fellen / daran sein / daß der nach-
richter sein vrtheyl volnziehen / die selben vrtheyl sollen / wie hernach
uolgt / in auffschreiben durch den schreiber formiert werden.

In formirung der nechst nachgemelten vrtheyl / soll der ge-
richtschreiber / wo im selben artickele eyn **B.** steht / des beklagten na-
men benennen / aber da das **C.** gesetzt ist / soll er die sach der übelthas
auff das kürzest melden.

Einführung der vrtheyl vorgemelter peinlicher leibstraff halb / die nicht zum todt gespro- chen werden.

Nach fleißiger warhafftiger erfahrung / so nach **ccviij.**
laut Keyser Karls des fünfften vnd des heyligen Reichs ord-
nung beschehen / ist zu recht erkant / daß **B.** so gegenwertig vor dem
Richter steht / der missechtigen vñndlichen handlung halb mit **C.**
geübt.

Wert die nachuolgenden be- schluß eynes jeden vrtheyl.

Absehnung der zungen.

Offentlich in branger oder haßzeisen gestellt / die **ccviiij.**
zungen abgeschnitten / vñnd darzu biß auff kundlich erlaub-
ung der oberhandt auß dem landt verwisen werden soll.

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

Abhawung der finger.

Iffentlich in branger gestelt / vnnnd darnach die zwen rechten finger / damit er mißhandelt vnd gesündigt hat / abgehawen / auch fürther des landes bis auff kundlich erlaubung der oberkeyt verweist werden soll.

Oren abschneiden.

Iffentlich in branger gestelt / beyde oren abgeschnitten / vnnnd des landes bis auff kundlich erlaubung der oberkeyt verweist werden soll.

Die rüthen aufhawen.

Iffentlich in branger gestelt / vnd fürther mit rüthen aufgehawen / auch des landes bis auff kundlich erlaubung der oberhand verweist werden soll.

Merck so eyn übelharter zu sampt eyner aufgelegten rechtlichen leibstraff jemanths sein güte wider zu kerē / oder aber etwas von seinen eygen gütern zu gebē verwirckt / wie deshalb hienor in etlichen straffen Nemlich von falschlichem abschweren am hundertten vnd sibenden artickelel ansehend / Item welcher vor Richter oder gericht / auch der vnkeusch halben / so eyn eheman mit eyner ledigen dirn über / am hundertten vnd zwenzigsten artickelel ansehent / Item so eyn eheman eynem andern / vnnnd dan die bösen bestelnuß zwifacher ehe betreffent / am hundertten vnd eyn vnd zwenzigsten artickelel ansehend / Item so eyn eheman eyn ander weib ic. gesetzt ist / dergleichen in etlichen diebstelen / wie oben angezeygt ic. oder so sunst in vnbenanten fellen / dergleichen zuchün rechtlich erfunden würde / So soll solch widerkerung oder dargebung des güts mit lautern wortē an die vrtheyl wie das geschehen solt / gehangen / beschriben vnd geoffnent werden.

Von form der vrtheyl zu erledigung eyner beklagten personen.

Item wo

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. XLIII

Idem wo aber nach laut diser vnser vnd des Reichs ordnung eyn person / so vmb peinlichen straff wil len / angenommen vnd beklagt wer / mit vrtheyl vnd rechte ledig zu erkennen beschlossen würd / die selbig vrtheyl soll vngeuerlich nachuolgender massen beschriben / vnnnd nach beuelch des Richters auff dem entlichen rechtrug / als vor in dem neun vnnnd neunzigsten artickelel also ansehend / Item würde aber der beklagt ic. gemelt wirt / öffentlich gelesen werden.

Idem in nechstnachgesetztem artickelel zu einfürung eyner vrtheyl / soll der gerichtschreiber in beschreibung solcher vrtheyl an des A. statt den namen des klägers / für das B. den namen des beklagten / vnd da das C. steht / des beklagten übelharte melden.

Auff die klage so C. halben von wegen A. wider B. so zu gegen vor diesem gericht steht / geschehen ist / auch des beklagten antwort vnd alles nottürfftig einbringen gründige fleißige erfahrung vnd erfindung / so alles nach laut Keyser Karls des fünfften vnnnd des Reichs ordnung deshalb geschehen / ist der selbig gemelt beklagt mit entlicher vrtheyl vnnnd rechte von aller peinlicher straff ledig erkant / es wer dann sach / daß der ankläger seiner klage rechtmessig vsach gehabt / dardurch der Richter bewegt werden möcht / die kosten vnd scheden auß redlichen gegründten rechtlichen vsachen zu compensiren vnd zu vergleichen. Vnd was fürther die partheien schaden oder abtrags halb gegeneinander zu klagen vermenen / das sollen sie nach außweisung obgemelter ordnung / mit endlichem burgerlichem rechten vor dem selben gericht / oder so von ampts wegen geklagt würdt vor der selben / so von ampts wegē klagen / nechsten ordenlichen oberkeyt austragen.

Idem eyn jeder gerichtshandel vnd vrtheyl wie vor von beschreibung der aller gemelt wirdet / soll fürther nach endung des rechten gantzlich in dem gericht behalten / vnd von gericht wegen in eyner sondern behaltnuß verwart werden darmit (wo es künfftiglich not thun würde) solcher gerichtshandel daselbst zu finden war.

cciiij. **D**em welcher gerichtschreiber auß diser voriger
Anzeygung nit gnügsamen verstande vernemen möcht / wie er
darauff eyn jeden ganzen gerichtshandel oder vrtheyl formen solt /
der soll erstlich vorgemelt sein oberkeyt vmb erklerung ansuchen / vñ
wo aber vorgemelt oberkeyt des auch nit gnügsamē verstande hett /
so sollen sie bei andern verstandigen ratsuchen.

Von dem gerichtskosten an den pein-
lichen gerichtten.

cciiij. **D**em eyn jede oberkeyt der peinlichen ge-
richt / soll solcher gerichtskosten vnd azung halb zim-
liche vnd gleichmessige ordnung machen / daß dardurch
niemandt überflüssig beschwert / vñnd die verschulden
übelthätter dester leichlicher zu gebürlicher straff bracht / vnd auß-
forcht vnbillichs vnkosten / recht vnd gerechtigkeit nicht verhindert
werden / Vnd soll sonderlich eyn anleger für eyns beklagten azung
vnd wartgelt dem bürtel tag vnd nacht über sieben kreuzer zu gebē
nit schuldig sein. Wo aber herkommen wer / in solchen fellen minder
zu nemen / dabei soll es bleiben / vnd was aber sunst gericht vnd an-
der kosten / auff besetzung des gerichtshandels / der scheffen oder vrtheiler
kostgelt / auch gerichtschreibern / bürteln / thürhütter / nachrichter
vnd seinem knecht aufflauffen würde / soll durch des gerichtshandels / oder
des selben gerichtshandels oberkeyt on des klägers nachtheil bezalt werden.

Wie die Richter von straffung der übelthätter
keyn sonderliche belonung nemen sollen.

ccv. **D**em wir seind berichte / wie an etlichen en-
den mißbraucht werde / daß die Richter von eynes jeden
übelthatters wegen / so peinlich gestrafft wirdet / sonderliche be-
lonung von dem ankläger begern vnd nemen / das ganz wider das
ampt vnd würde eynes Richters / auch das recht vnd alle billichkeit
ist / wann eyn solcher Richter wo er vñ jedem stuck sein belonung het /
möcht dem nachrichter derhalb wol zuuergleichen sein / Darumb
wollen wir / das für alle solche Richter keyn belonung von den klä-
gern fordern oder nemen sollen.

Wie es

Wie es mit der flüchtigen übelthätter gü-
ter gehalten werden soll.

ccvi. **D**em so eyn übelthätter außweicht / so soll
der Richter zwen oder drei / des selben flüchtigen freund
erfordern / vnd in gegenwertigkeit der selben vnd zwen
er schöffen des gerichtshandels der sachen vnuerdacht / alle
sein hab vnd güter / so in seinem gericht gelegen / durch den geschwor-
nen gerichtschreiber eygentlich beschreiben vnd auffzeychen / vñ dem
übelthätter nichts dauon volgen lassen / Aber welche güter verderb-
lich weren / vnd nicht ligen möchten / die solt der Richter mit zweyen
des gerichtshandels / vnd obgemelten von der freundschaft verkauffen / vñ
was also darauff gelöst wirdt / auch beschreiben / vnd das kauffgelt
samt der verzeychnuß hinder das gericht legen / alda es weib vñnd
kinder / oder andern seinen nechsten erben zum besten vnuerückt soll
erhalten werden. Wolten aber des flüchtigen freundt solch beschri-
ben güter zuuor vñnd ehe es hinder das gericht gelegt / oder aber auch
darnach zu iren handen nemen / vnd eyn notturfstigen bestandt vnd
pflicht thun / berürt güter also in haftung zu behalten / vnd dem flüch-
tigen / dieweiler vnuertragen oder die sache vnaußgeführt ist / nichts
dauon volgen zulassen / das solt inen gestatt werden / doch sollen die
gedachten annemer / der berürten güter des thatters eheweib vñnd
kinder (ob er die hett) notturfstige leibs narung vñ solchen güterit
reychen / vnd das alles mit rat vnd wissen des richters vnd vorge-
melter oberkeyt thun / vnd sollen auch die Richter vñnd oberkeyt zu
frem nutz / den flüchtigen von iren gütern gar nichts nemen.

Von gestolner oder geraubter hab / so in
die gericht kompt.

ccvij. **D**em so gestolen oder geraubt güter in eyn
gericht bracht / vnd der übelthätter nicht dabei betreten /
vnd verhefft wirdt / soll das selbig der peinlich Richter zu
seinen handen nemen / vnd getrewlich verwaren / vnd so jemandt der
selben hab begert vñ souil anzeygt / daß im die vnzweiffelich geraubt
oder gestolen sei / so soll im die wider verschafft werdē / vngeachtet ob
es gleich an etlichen orten anders gehalten / das nicht eyn gewonheit

R

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

sonder eyn mißbrauch ist. So sich aber derhalb irrung hielt / soll der richter solchem Klegger gebürlichen schleunigs rechtens verhelffen. Vnnd so an eynem solchen ort eyn oberkeyt peinlich vnd bürgerlich gerichtbarkeit hette / vñ die schöfften des peinliche gericht weitläufftig zusamen zubringen weren / solt der selbig peinlich Richter vñ weniger vnkostens willen / die selben sach an seiner oberkeyt burgerlich gericht / daselbst weisen / vnnd soll züsoderst / der also rechlich darzü klagen will / vor solchem gericht eyn bestande mit bürgen / oder züm wenigsten mit seinem eyde thun / wo er solcher sachen halb verlustig würde / dem andern theyl seinen gefügten schaden nach messigung des gericht abzülegē / desgleichen soll der antwurter / so solche hab in rechten vertreten will / auch thun.

Item so dan der Klegger beweist / daß die selbig hab sein / vnd im raublich oder dieblich genommen sei / soll im die durch recht züserkant vnd wider werden. Vnd so sich eyn antwurter die beklagten hab in rechten züuerdretten vnderstünde / vnnd sich deshalb kossen vnd schaden betreffent / wie obsteht / verpflichtet / vnd dan nach verlust der selben habe / mit seinem eyde nit betwern möcht / daß er vnwissent des vnrechten herkommens / die gemelten verlustigen hab an sich bracht hat / oder aber solchs wissens überwisen würd / so soll dem selben antwurter (ob nottürfftig arzung auff die arrestirten oder bekommerten hab gangē wer) züsamt zimliche gericht schaden alles nach messigung des gericht zü bezalen / in rechten auffgelegt werden / Nect aber der antwurter in dem an sich bringen / der verlustigē hab / des vnrechten herkommen nit gewist / so solt jeder theyl sein gerichtschaden selbs bezalen / vnnd der klager dem die beklagt hab also volget / ob es viech wer / vnnd zimliche arzung gemacht hett / wie das gericht erkent vnd messigt außrichten / Wer aber obgemelter massen keyn verpflichter antwurter vorhanden / so gebürt dermassen dem klager der die hab entlich nimbt / abermals zimlich arzung (wo die als vorsteht darauff gangen wer) zü bezalen.

cxviiij. **Z**wise aber eyn Klegger inn obgemeltem fall der ansprühigen hab halben / die eygenschaft gnügsam / vñ künde doch dabei nit beweisen / daß im die durch raub oder diebstall / entwent worden wer / vnnd die antwurter möchten dargegen zü rechte gnüg nit

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. XLVI

gnüg nit darbringen / daß die selbig kriegisch habe / mit gutem recht / messigem tittel / von dem Klegger bracht vnd an sie kommen wer / so soll dem Klegger auff sein betwörung mit dem eyde (daß im solche güter geraubt oder gestolen worden seien) geglaubt werden / vnd im die selbst abermals in massen / als obsteht darauff volgen.

Wird kan an solcher gestolner oder geraubter habe ccij. Durch eynich lunge der zeit keyn gewer erfessen werden / künde aber der anKlegger sein gebürliche weisung (wie obsteht) nit volnfüren sollen alsdan die antwurter ledig erkant werden / vnd in die beklagten güter wider volgen mit zimlicher ablegung zugefügter kossen vnd schaden / darein der vnbestendig Klegger nach ermessigung der vtheyley erkant werden soll.

S auch die angeklagten hab in obgemelten sel- ccij. len arzung halb oder sunst / on mercklichen schaden / bis zü endung vor bestimpter rechtfertigung / in gericht nit stehn bleibe kont / welcher theyl dan nach ermessigung des gericht samptlich / oder des richters vnd zweyer des gericht nottürfftig gnügsam caution / bestandt oder sicherheyt thut / die selben habe zü den gerichtstragen / so derhalb kundtschafft gefürt werden soll / wider in das gericht zü stellen / vnd wes er in dem selbigen gericht derhalb verlustig würde / Es wer umb die hauptsach / oder schaden vngeweygert volgzuehün / vnd wo die selbig hab vor endung vnd volnzichung des rechten abgieng oder geergert würde / solchen abgang oder ergernuß nach erfertnuß des gericht zü erstatten / dem solt die außbrüchig hab umb weniger vnkostens vñ schadens willen darauff also auß betrage werden / vnd auff solche widerstellung volgen / Wo aber obgemelten bestandt beyde theyl thun wolten / so sollen die antwurter züsoderst damit zügelassen / vnnd wo in diser handlung gezweifelt würde / soll radts bei den rechtuerstendigen vnd an enden vnd orten / wie zü ende diser vnser ordnung angezeygt / gebraucht werden.

Wirde aber obgemelter angeschogner gestolner ccij. oder geraubten güter halb / jemandt mit bösem glauben vnd verdacht darbei betreten / vnd der anKlegger gegen dem oder den selbē

R. Karls des fünfften vnd des heyligen

peinlichs rechtens begert / Oder aber der richter deshalb von ampts wegen gegē solchen verdächtlichen leuten / peinlichs rechtens gebrauchten wolt / in solchen peinlichen sachen solles gegen den berürten verdachten personen / gehalten vnnnd gehandelt werden / wie vor in diser vnser ordnung / von der gleichen peinlichen fürnemen vnd handlung klerlich gesagt ist.

ccxiij. **W**e vnd wann dann auch jemant geraubter oder gestolner güter halb / zu peinlicher frag gnügsam anzeygung auff jm hatt / das wirdet in acht vnd dreißigsten artickelel anfangend / Item so erfunden würdet / vnnnd in nechsten artickelel darnach angezeygt.

ccxiij. **W**ird so sich also mit angezeygter peinlicher handlung / gestolne vnnnd geraubte farende güter in eynem gerichtes zwang erfunden / die sollen dem der sie also verloren hett / vnnnd wie vorsteht beweret / das jm solche gestolne oder geraubte hab züsfündig / abermals on beschwerung (dan alleyn ob solchs essend viech / vnnnd zimliche notdürfftige arzung darauff gangen wer / die selbig arzung doch on überfluß zu bezalen) wider verschafft werden. Wo aber jemandt die gemelten hab / vmb weniger vnkosten vnd schadens willen / vor kündlicher erfindung gemelts vnrechten herkommens / vnd wem die züsfünde / auß zübürgen / vnd zu betagen begert / das soll in disem fall mit dermaß / wie vor deshalb von burgerlichen verhaltung vnd flag gestolner oder geraubter güter halb / gesetzt ist / auch beschehen.

ccxiij. **D**em ob eyn beschedigter sein habe / die jm vnzweifflich züsfünde / vnnnd durch diebstall oder raub entwendet worden wer / mit güten vnd vnbenötter ding von dem thätter wider zu wegen bracht / darumb soll der selbig der also das sein / doch mit der maß / als obsteht / wider erlangt / niemandt nichts schuldig sein / auch in disem oder andern dergleichen fellen / züklagen / wider seinen willen / nit genötter werden / Vnd wo der beschedigt nit peinlich klagen wolt / so solt dannocht die oberkeyt den thätter / nicht desto weniger von ampts wegen rechtfertigen / vnd nach gelegenheyt der person vnd überfarung straffen lassen.

Mit was

Römischen Reichs peinlich gerichtes ordnung. XLVII

Mit was maß die werckleut in den peinlichen gerichtten notdürfftige galgen zümachen vnd zu bessern schuldig sein.

Dem nach dem an vil orten in den peinlichen gerichtten / gewonheyt ist / so man eynen neuen galgen machen / oder eynen alten bessern will / das alle zimmerleut die in dem selben peinlichen gerichtten wnen / darzu helfen müssen / das dann eynen grossen vnzimlichen vnkosten mache / solcher vnkost je zu zeiten auff die jhenen / so eynen übelthetter peinlichen beklagen / mit noch mer vnbillicheyt geschlagen wirdet / das selbig zu fürkommen / Wöllen wir / so fürther durch vorgemelt nechster peinliche oberkeyt eyn neuer galg zu zimmern fürgerommen vnnnd verschafft wirdet / das als dan gedachte oberkeyt oder ire beuelhaber / alle die so sich zimmer handwercks vmb lon gebrauchen / vnd in solcher peinlichen gerichttes oberkeyt seßhafte seind / in die statt / marckt oder dorff / darinnen das peinlich gericht gewonlich gehalten wirdet / durch des selben peinlichen gerichttes büttel oder amptnecht auff eynen namhaftigen tag erfordern / vnd in das zimwenigsten vierzeihen tag züvor verkünden lassen / vnd welche mit diser erfordernung / also anheimisch betretten / oder innwendig drei meil wegs von irer heuslichen wonung arbeytten / sollen auff bestimpte zeit vnd malstatt erscheinen / vnd keyner on leibs not / die er auff wider sprechen bei seinem eyde behewret / bei straff zehen gülden außbleiben. Auß obgedachten zimmerleuten / soll der peinlich richter der end eyn zal / sonil in zu gemelter arbeyt not bedunckt / bestimmen / vnnnd alsdan die selb des richters bestimpte zal von gedachten zimmerleuten durch eyn los / das er der peinlich richter darzu verordnet / erweilen / die bei vermeidung obgedachter peen vmb eyn gewönllichen tag / lon / das jne der selbig gerichtsherr / on der klager schaden bezalen / volg zuthun schuldig vnd pflichtig sein / auch derhalb von niemant geschmecht / veracht oder verkleint werden sollen. So aber eyn von jemandts derhalb verklagt / verschmecht oder verkleinet würde / der soll eyn marck goldts / als offte das beschicht / halb der oberkeyt / in des peinlichen gerichttes zwang der überfarer sitz / vnd den andern halben theyl dem geschmechten verfallen sein / darzu jm auch von gemelter oberkeyt soll mit recht verholffen werden / Vnd soll solchs vor vnd nach gemelter rechlicher hilff dem selben geschmechten an seiner ehren / güten leumudt vnd handwerck / in allweg vnuerlezlich vnd on schaden sein.

R iij

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

ccxvi. **S**aber eyn solcher überfarer bestimpter gelde
peen nit vermöcht / der soll im Kercker als lang gestrafft werden
bis er dem verletzten nottürfftig entschuldigung thuet / das er jne
an seinen ehren / damit nit woll geschmecht haben / vn sich verpflichte
fürter dergleich schmach zü vermeiden / solcher überfarer soll auch da
wider von niemandt beschützt oder gehandhabt werden / bei verlies
rung obgemelter peen eynes marck goldes.

ccxvij. **I**tem so man dann eynen galgen oder eyn ent
zauptstätt mawren will / soll es darzū nottürfftiger mawrer
halb inn solcher peinlichen gericht oberkeyt seßhaftt allermassen wie
oben von den zimmerleuten gesatz ist / auch gehalten vnd gehandelt
werden.

**Von mißbreuchen vnd bösen vnuernünfftigen
gewonheyten / so an etlichen orten vnd enden
gehalten werden.**

ccxviii. **I**tem nach dem an etlichen orten gebrau
chet vnd gehalten würdt / so eyn übelthetter mit gestol
ner oder geraubter habe betreten vnd gefenglich ein
kompt / das alsdā solch gestoln oder geraubt güte dem
ihnen / so es also gestoln oder abgeraubt worden / nit widerumb zū
gestelt sonder der oberkeyt des ortes eingezogen / Desgleichen an vilen
enden der mißbrauch so eyn schiffman mit seinem schiff verferet / sch
iffbrüchig würdt / das er alsdann der oberkeyt des selbigen ortes / mit
schiff / leib vnd gütern verfallen sein solt / Item so eyn fürman mit
eynem wagen umbwürffe / vnd eynen vnuerschenlichen tödt / das
alsdā der selbig fürman der oberkeyt mit wagen / pferden vnd gü
tern auch verfallen sein soll. So werden auch an vilen peinlichen ge
richten vnd der selben mancherley mißbreuch erfunden / als das die
gefengnuß nit zū der verwarung sonder mer peinigung der gefan
gen vnd eingelegten zügerichte / Item das durch die oberkeyt etwan
leichlich auch erbare personen on vorgeend berüchtigung / bösen leu
mut vnd

Römischen Reichs peinlich gericht ordnung. XLVIII.

mut vnd andere gnügsam anzeygung angegriffen vnd in gefeng
nuß bracht werden / vnd in solchem angriff etwan durch die oberkeit
geschwindlich vnd vnbedecklich gehandelt / dardurch der angegrif
fen an seinen ehren nachtheil erleidet / Item das die vtheil durch
den nachrichter vnd nit den richter oder vtheiler ausgesprochen
vnd eröffnet werden / Item an etlichen orten / so eyn übelthetter auß
serhalb des lasters vnser beleidigten Maiestet oder sunst inn andern
fellen / so der übelthetter leib vnd güte nit verwirckt vom leben zū
todt gestrafft / werden weib vnd kinder an bettelstabe / vnd das güte
dem herren zügewisen / vnd die vnd dergleichen gewonheyt / Wollen
wir / das eyn jede oberkeyt abschaffen vnd daran sein soll / das sie hin
fürther nit geübt / gebraucht oder gehalten werden / als wir dan auß
Keyserlicher macht die selben hiemit auffheben / vernichten vnd
abthün / vnd hinfürter nit eingefürt werden sollen.

**Erklärung bei wem / vnd an welchen orten
rath gesucht werden soll.**

Sund nach dem vilseitig hietor inn diser ccxix.
vnser vnd des heyligen Reichs ordnung der peinlich
en gericht von rath süchen gemelt würdt / so sollen all
wegen die gericht / so in jren peinlichen processen / geri
chts übungen vnd vtheilen / darin jnen zweuel züfiel / bei jren ober
hofen / da sie auß altem veriertem gebrauch bis her vnderricht begert
jren rath zü süchen schuldig sein / Welche aber nit oberhoffe herten /
vnd auß eyns peinlichen anlegers begern die gerichts übung für
genommen wer / sollen inn obgemeltem fall bei jrer oberkeyt die das
selbig peinlich gericht fürnemlich vnd on alle mittel zü bannen / vnd
zü hegen macht hat / rath süchen. Wo aber die oberkeyt ex officio
vnd von ampts wegen wider eynen mißhendlern / mit peinlicher an
flag oder handlung volnfüre / so sollen die Richter / wo jnen zweifelt
zūfiel / bei den nechsten hohen schülen / Stettē / Communen oder an
dern rechruerstendigen / da sie die vnderricht mit dem wenigsten Fo
sten zü erlangen vermeynen / rath zü süchen schuldig sein. Vnd ist
dabei nemlich zü mercken / das in allen zweuelichen fellen / nit alleyn
richter vnd schöffen / sonder auch wes eyner jeden solchen oberkeyt in
peinlichen straffen zü rathen vnd zü handeln gebürt / derhalb recht //

K. Karls des fünfften vnd des heyligen

uerstendiger vnd ausserhalb der partheien Kosten radts gebrauchen sollen/es begeh sich dann / daß eyn peinlicher anleger den richter er-
suchte in seinen peinlichen processen / handlungen vnd übungen der
rechterstendigen radt zu suchen / Das soll auff des selben begeren-
den theyls Kosten geschehen. Wo aber des beklagten herrschafft /
freunde oder beistender im dem gefangen zu gutem dergleichen rath-
suchung bei dem richter begeren / so soll er auff des gefangen freund-
schafft oder beistender Kosten inen damit willfaren. Wo aber des sel-
bigen gefangen freundschaft jergemelten Kosten auß armüt nit ver-
möcht/so soll er auff der oberkeyt Kosten solche radt zu erlernen schul-
dig sein / Doch so ferr der selbig richter nit vermerckt/daß die rath-
suchung geuerlicher weiß zu verzüg der sache/auch mer Kosten auff-
zütreiben beschehe/welchs die obgedachten freundschaft vnd be-
istender auch mit dem eyde erhalten sollen / vnd in dem allem keynen
möglichen fleiß vnderlassen / damit niemandt vnrecht geschehe / als
auch zu disen grossen sachen grosser fleiß gehöret / darumb dan in sol-
chen überfarungen vnwissenheyt die inen billich kündig sein soll / nit
entschuldigen / des also Richter / schöffen vnd der selben oberkeyt hie
mit gewarndt sein sollen.

¶ Ende des peinlichen halßgerichtes.



Gedruckt zu Meynig bei Quo
Schöffner / als man halt nach der geburt
Christi vnser herrn / M. D. xxxij. jar /
im monat Hornung.





AR 7262

14/14

~~A24/5-6~~

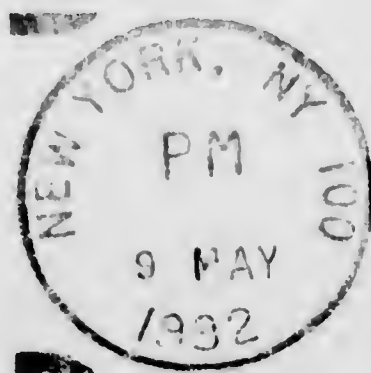
EST J HE FALLEN MEMORIAL
FELLOWSHIP, 1992

**The Graduate School and University Center
of The City University of New York**

proudly announces the establishment of

**The John H. E. Fried Memorial Fellowship
in International Law and Human Rights**

*The Fellowship will be awarded annually to a graduate student
in Political Science, including those students affiliated with
the Ralph Bunche Institute on the United Nations.*



Dr. Frank Mecklenburg, Archivist
Leo Baeck Institute
129 E. 73 Street
New York, N.Y. 10021

The Graduate School and University Center
of The City University of New York
33 West 42 Street
New York, NY 10036

08